

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

ENVER HOXHA



ŒUVRES CHOISIES

**PUBLIEES PAR DECISION DU COMITE
CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE**

**INSTITUT DES ETUDES MARXISTES-
LENINISTES PRES LE COMITE CENTRAL DU
PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE**

VOLUME V

NOVEMBRE 1976 - JUIN 1980

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage
publié en 1985 aux Editions « 8 NËNTORI », Tirana.**

WWW.MARXISME.FR

Sommaire

PREFACE (p. 4)

1976

DE L'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE (Extraits du rapport présenté au VIIe Congrès du PTA) (1^{er} novembre 1976) (p. 5)

I - LA NOUVELLE CONSTITUTION, GRANDE VICTOIRE HISTORIQUE DU PARTI ET DU PEUPLE (p. 5)

II - LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU PAYS ET LES TACHES DU PARTI (p. 12)

1. — Le développement continu de l'industrie, principal facteur de la consolidation de l'économie (p. 13)

2. — Porter à un degré supérieur notre agriculture, branche fondamentale de notre économie (p. 17)

4. — Assurer l'élévation du niveau de vie et le mieux-être du peuple (p. 20)

6. — Comprendre et mettre correctement en œuvre le principe de l'appui sur ses propres forces (p. 23)

IV - LA LUTTE DU PARTI SUR LE FRONT IDEOLOGIQUE (p. 24)

1. — Développons de manière juste et avec fermeté la lutte de classe (p. 24)

2. — Le rôle dirigeant de la classe ouvrière et l'éducation des masses travailleuses (p. 32)

4. — Elevons notre enseignement, notre culture et nos sciences à la hauteur des exigences actuelles (p. 39)

V - LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA R. P. D'ALBANIE (p. 44)

BRATISLAVA 1968 (Article publié dans le «Zëri i Popullit») (16 novembre 1976) (p. 67)

LE PARTI, EN SE METTANT A LA TETE DES MASSES, LES INSPIRE ET LES MOBILISE POUR ACCOMPLIR LEURS TACHES (Extraits de l'entretien avec le Premier secrétaire du CC du PC du Brésil, Joao Amazonas) (25 novembre 1976) (p. 69)

JUGEMENTS SUR LE «DECALOGUE» BALLISTE DE MAO TSETOUNG (28 décembre 1976) (p. 77)

1977

LA JUSTE CAUSE DES PEUPLES ARABES EST INVINCIBLE (Article publié dans le «Zëri i popullit») (24 novembre 1977) (p. 87)

1978

SI LE PRESENT REPOSE SUR DES FONDEMENTS D'ACIER, L'AVENIR EST ASSURE (Extraits du discours prononcé devant les cadres du district de Gjirokaštër) (18 mars 1978) (p. 91)

Les peuples partout dans le monde avancent vers la révolution (p. 92)

Les problèmes de l'étape actuelle doivent être résolus avec soin après mûre réflexion, sans oublier les perspectives d'avenir (p. 99)

Aucune situation ne doit nous prendre au dépourvu (p. 104)

LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE EST LA DEMOCRATIE VERITABLE (Discours présenté à la réunion du Conseil général du Front démocratique d'Albanie) (20 septembre 1978) (p. 107)

L'«AUTOGESTION» YUGOSLAVE, THEORIE ET PRATIQUE CAPITALISTES (p. 121)

1. — Bref aperçu historique de l'itinéraire des révisionnistes titistes (p. 121)

2. — Le système d'«autogestion» dans l'économie (p. 128)

3. — L'«autogestion» et la conception anarchiste de l'Etat. La question nationale en Yougoslavie (p. 136)

4. — Le système d'«autogestion» et la négation du rôle dirigeant du parti (p. 144)

5. — Le pluralisme politique et idéologique, la «démocratie» et la construction «socialiste» en Yougoslavie (p. 149)

L'IMPERIALISME ET LA REVOLUTION (p. 159)

Préface à la première édition (p. 159)

Note pour la deuxième édition (p. 160)

PREMIERE PARTIE

I - LA STRATEGIE DE L'IMPERIALISME ET DU REVISIONNISME MODERNE (p. 160)

La stratégie de l'impérialisme mondial (p. 165)

La stratégie du social-impérialisme soviétique (p. 168)

La stratégie du social-impérialisme chinois (p. 171)

Le rôle du titisme et des autres courants révisionnistes dans la stratégie globale de l'impérialisme et du social-impérialisme (p. 175)

La révolution, seule arme pour annihiler la stratégie des ennemis du prolétariat et des peuples (p. 179)

II - LA THEORIE LENINISTE DE L'IMPERIALISME DEMEURE TOUJOURS ACTUELLE (p. 181)

III - LA REVOLUTION ET LES PEUPLES (p. 205)

Défendons et appliquons les enseignements marxistes-léninistes sur la révolution (p. 206)

La lutte de libération des peuples, composante de la révolution mondiale (p. 215)

Les révolutionnaires authentiques appellent les prolétaires et les peuples à se dresser pour l'instauration d'un monde nouveau, socialiste (p. 228)

DEUXIEME PARTIE

I - LA THEORIE DES «TROIS MONDES», THEORIE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ET CHAUVINE (p. 242)

La conception des «trois mondes», reniement du marxisme-léninisme (p. 242)

L'attitude des révisionnistes chinois à l'égard des contradictions est une attitude idéaliste, révisionniste et capitulaire (p. 249)

La conception chinoise de l'unité du « tiers monde » est réactionnaire (p. 262)

La théorie chinoise du « tiers monde » et la théorie yougoslave du « monde non aligné » sabotent la lutte révolutionnaire des peuples (p. 265)

II - LE PLAN DE LA CHINE POUR DEVENIR UNE SUPERPUISSANCE (p. 270)

III - LA « PENSEE MAOTSETOUNG », THEORIE ANTI-MARXISTE (p. 285)

LA DEFENSE DU MARXISME-LENINISME, GRAND DEVOIR DE TOUS LES VERITABLES REVOLUTIONNAIRES (p. 307)

1979

LA CLASSE OUVRIERE IRANIENNE EST DESCENDUE SUR LE CHAMP DE BATAILLE, ELLE A RENVERSE LE SHAH ET EBRANLE LE MONDE CAPITALISTE (Article publié dans le «Zëri i popullit») (18 février 1979) (p. 310)

LA DIRECTION CHINOISE, AVEC A SA TETE TENG HSIAO-PING, A ATTAQUE MILITAIREMENT LE VIETNAM (Article publié dans le «Zëri i popullit») (21 février 1979) (p. 315)

C'EST SEULEMENT SOUS LA DIRECTION D'UN VRAI PARTI MARXISTE-LENINISTE QUE PEUVENT ETRE REALISES LES OBJECTIFS FIXES (Extraits de l'entretien avec Ernst Aust) (30 novembre 1979) (p. 319)

1980

AGRESSEURS, HORS D'AFGHANISTAN ! (Article publié dans le «Zëri i popullit») (5 janvier 1980) (p. 329)

LES EVENEMENTS DANS LES PAYS MUSULMANS DOIVENT ETRE ANALYSES A LA LUMIERE DU MATERIALISME DIALECTIQUE ET HISTORIQUE (Janvier 1980) (p. 332)

L'EUROCOMMUNISME C'EST DE L'ANTICOMMUNISME (p. 344)

I - LA NOUVELLE STRATEGIE IMPERIALISTE ET L'APPARITION DU REVISIONNISME MODERNE (p. 348)

L'opportunisme, allié permanent de la bourgeoisie (p. 348)

La victoire sur le fascisme et la contre-offensive de l'impérialisme (p. 349)

Le révisionnisme moderne au pouvoir, nouvelle arme de la bourgeoisie contre la révolution et le socialisme (p. 351)

II - L'EUROCOMMUNISME, IDEOLOGIE DE SOUMISSION A LA BOURGEOISIE ET A L'IMPERIALISME (p. 363)

Les commencements du révisionnisme moderne dans les partis communistes d'Europe occidentale (p. 364)

L'union avec les révisionnistes khrouchtchéviens dans la lutte contre le marxisme-léninisme et la révolution (p. 369)

De l'opportunisme révisionniste à l'anticommunisme bourgeois (p. 377)

La conception bourgeoise de la société bourgeoise (p. 380)

Le «socialisme» des eurocommunistes est le système capitaliste actuel (p. 386)

La voie «démocratique» au socialisme, masque servant à défendre l'Etat bourgeois (p. 393)

L'«indépendance» des eurocommunistes est une dépendance envers le capital et la bourgeoisie (p. 398)

III - L'IDEOLOGIE REFORMISTE ET L'OPPORTUNISME POLITIQUE, TRAITS FONDAMENTAUX DES PARTIS EUROCOMMUNISTES (p. 405)

La Constitution de l'Etat bourgeois, base du «socialisme» togliattien (p. 405)

Les successeurs de Proudhon en France (p. 411)

Révisionnisme sans gants (p. 418)

IV - LE DRAPEAU DE LA REVOLUTION N'EST ARBORE ET PORTE EN AVANT QUE PAR LES MARXISTES-LENINISTES (p. 424)

LE PROGRES DE NOTRE PAYS EST INDISSOCIABLE DU DEVELOPPEMENT DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE (Extraits du discours de clôture prononcé au 8^e Plénum du CC du PTA) (25 juin 1980) (p. 436)

PREFACE

Les écrits de ce tome des Œuvres choisies du camarade Enver Hoxha, qui concernent la période 1976-1980, illustreront aux lecteurs les efforts et la lutte du peuple albanais pour faire avancer le socialisme, en s'appuyant sur ses propres forces, l'attitude de principes du Parti du Travail d'Albanie face aux événements internationaux pour défendre le marxisme-léninisme, la cause de la révolution et du socialisme dans le monde. L'événement capital de cette période en Albanie est le VII^e Congrès du PTA, qui s'est tenu en novembre 1976. Le rapport présenté à ce congrès par le Premier secrétaire, Enver Hoxha, occupe une partie importante de ce volume. Le camarade Enver Hoxha y fait une synthèse marxiste-léniniste de la pensée et de l'activité révolutionnaires du PTA après le VI^e Congrès, il brosse un tableau des nouvelles perspectives de la construction du socialisme en Albanie et met en relief le contenu de la nouvelle Constitution de la RPSA qui sanctionna le développement qualitatif ultérieur de l'Etat socialiste albanais, compte tenu de la nouvelle étape de la révolution — la construction intégrale de la société socialiste. L'auteur traite également de différents problèmes de la situation internationale, de la crise générale du système capitaliste et révisionniste, des contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie, de la lutte contre les manœuvres de subversion politique et idéologique de la bourgeoisie et du révisionnisme ainsi que de la lutte des peuples contre les deux superpuissances et les autres puissances impérialistes.

Procédant à une analyse approfondie des problèmes brûlants de l'époque, le camarade Enver Hoxha avance, arguments à l'appui, la thèse importante selon laquelle actuellement «la cause de la révolution et de la libération des peuples n'est pas seulement une aspiration, mais un problème posé et à résoudre». Il souligne que les mouvements de libération nationale, les révolutions national-démocratiques, sont partie intégrante d'un processus unique, révolutionnaire, la révolution prolétarienne mondiale, et que la lutte pour la libération nationale des peuples ne pourra être réellement victorieuse que si elle est liée à la cause du prolétariat et du socialisme.

Se dressant contre les conceptions antimarxistes de la direction révisionniste chinoise sur l'ennemi principal, le camarade Enver Hoxha indique aussi le danger que les deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, présentent pour la révolution, le socialisme et les peuples, il critique de façon approfondie et sur le plan des principes la théorie des «trois mondes» et souligne que l'analyse de classe des systèmes sociaux est l'unique critère pour définir et apprécier la place qu'occupent les divers pays dans la division actuelle du monde.

Ce volume des Œuvres choisies comprend aussi certains des plus importants ouvrages théoriques du camarade Enver Hoxha, qui ont paru au cours de cette époque, notamment «L'autogestion» yougoslave, théorie et pratique capitalistes», «L'impérialisme et la révolution», et «L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme». Il y traite des questions fondamentales qui se posent aujourd'hui devant le mouvement communiste, révolutionnaire et de libération dans le monde, pour la défense et l'élaboration ultérieure de la doctrine marxiste-léniniste.

Les analyses complètes du rôle régressif et contre-révolutionnaire de la social-démocratie et des différents courants du révisionnisme moderne, depuis le browderisme jusqu'à «l'eurocommunisme», occupent dans ce recueil une place particulière. Dans de nombreux écrits, le camarade Enver Hoxha fait une analyse marxiste-léniniste détaillée et argumentée des origines théoriques idéologiques et philosophiques du révisionnisme chinois, de l'essence antimarxiste de la «pensée — mao-tsétoung», ainsi que de la réalité chinoise et de la politique du Parti communiste chinois, il stigmatise l'attitude des révisionnistes chinois à l'égard du prolétariat, de la paysannerie, de l'armée, de la bourgeoisie nationale et de ses partis, à l'égard des contradictions et des compromis. Il y explique les raisons pour lesquelles la révolution chinoise n'est pas devenue une révolution socialiste et il démasque la politique extérieure belliciste de la direction social-impérialiste chinoise en même temps que ses desseins de faire de la Chine une superpuissance.

L'auteur attache aussi une attention particulière aux problèmes du mouvement marxiste-léniniste, à son développement, aux relations entre les partis marxistes-léninistes, à leur rôle et à leur activité au sein de la classe ouvrière et des masses laborieuses, afin d'élargir et de consolider le mouvement révolutionnaire du prolétariat. En même temps, il fait une critique scientifique rigoureuse des conceptions et des attitudes des révisionnistes à l'égard des problèmes essentiels de la révolution et de la société socialiste, et dénonce le prétendu socialisme démocratique de l'Etat bourgeois, le passage «démocratique et pacifique» au socialisme dans le cadre des Constitutions bourgeoises actuelles, etc.

Ce volume contient également des articles, des entretiens et des discours sur la lutte des peuples pour leur libération nationale et sociale, sur la démocratie prolétarienne et sur d'autres problèmes importants et d'intérêt actuel.

Certains des écrits compris dans ce volume sont publiés avec des coupures.

DE L'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Extraits du rapport présenté au VII^e Congrès du PTA.

[Dans le présent volume ce rapport est publié avec quelques coupures. Le texte intégral a paru sous le titre : Enver Hoxha, Rapport au VII^e Congrès du PTA, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1976, éd. fr. Le VII^e Congrès du PTA eut lieu du 1^{er} au 7 novembre 1976.]

1^{er} novembre 1976

I - LA NOUVELLE CONSTITUTION, GRANDE VICTOIRE HISTORIQUE DU PARTI ET DU PEUPLE

[Le projet de la nouvelle Constitution fut examiné en octobre 1975 par le 8^e plénum du CC du PTA, et, en janvier 1976, il fut rendu public par l'Assemblée populaire et soumis à un débat populaire. Dans les réunions organisées à cette fin participèrent environ 1 500 000 personnes, c'est-à-dire toute la population adulte du pays, dont 300 000 prirent la parole au cours des discussions. L'Assemblée populaire l'approuva le 28 décembre 1976.]

Camarades,

A nous, délégués au VII^e Congrès, incombent à la fois l'honneur et la lourde responsabilité d'exprimer le jugement de tout le Parti sur la nouvelle Loi fondamentale de l'Albanie socialiste, la nouvelle Constitution de notre Etat.

Le VI^e Congrès du Parti avait fixé pour tâche d'élaborer une nouvelle Constitution et recommandait que celle-ci soit la continuation de la Constitution en vigueur, qu'elle exprime la continuité de la révolution en Albanie, de la lutte ininterrompue pour garantir la liberté et l'indépendance de la patrie et l'édification du socialisme. D'autre part, cette nouvelle Constitution devait tenir compte de notre réalité présente, de l'étape actuelle du développement de la révolution. Elle devait sanctionner les grandes transformations révolutionnaires accomplies et les victoires remportées, refléter la ligne générale du Parti pour l'édification complète du socialisme et pour le développement ultérieur de notre Etat de dictature du prolétariat. L'ancienne Constitution était la Constitution de la construction des fondements du socialisme, la nouvelle Constitution sera celle de l'édification complète de la société socialiste.

... Le projet de Constitution, qui sera prochainement soumis à l'approbation définitive de l'Assemblée populaire, est un document juridique particulièrement important. C'est un texte de grande valeur théorique et pratique, politique et idéologique, qui servira de fondement à notre développement social, économique et culturel à l'étape de l'édification complète de la société socialiste.

La nouvelle Constitution est entièrement pénétrée de l'idéologie et des principes fondamentaux du marxisme-léninisme, elle incarne les enseignements et l'expérience révolutionnaire de notre Parti du Travail et porte le sceau de la pensée créatrice des larges masses de notre peuple. Elle proclame et fait siens les principes de base du socialisme scientifique, principes indispensables à une société socialiste véritable où est instaurée la dictature du prolétariat, à une société où la classe ouvrière, son parti en tête, exerce effectivement le rôle dirigeant.

Notre nouvelle Loi fondamentale réaffirme les justes principes marxistes-léninistes qui étaient à la base de la première Constitution de la République Populaire d'Albanie. Mais la nouvelle Constitution marque aussi un progrès qualitatif, qui correspond à la présente étape de la révolution dans notre pays.

En consacrant les victoires remportées et les orientations du développement de notre pays dans la voie du socialisme, la nouvelle Constitution sert aussi de programme de combat et de travail pour l'avenir. Elle a pour but de frayer la plus large voie possible au développement des forces productives et des rapports de production d'une véritable société socialiste, à l'émancipation et à l'éducation révolutionnaire de l'homme nouveau de chez nous, de défendre et de consolider encore plus l'ordre socialiste et la dictature du prolétariat, de réunir les meilleures conditions possibles pour la marche du pays vers le communisme.

Synthétisant la ligne et l'expérience de notre Parti dans le domaine du développement de la révolution socialiste, ce document important sanctionne aussi les dispositions juridiques, politiques, idéologiques et économiques, qui tendent à barrer la voie au révisionnisme et à la restauration du capitalisme. Dans ce sens, notre Constitution représente une contribution précieuse et créatrice du Parti du Travail d'Albanie à la théorie et à la pratique du socialisme scientifique.

La nouvelle Constitution ne cache pas son caractère de classe. Elle proclame et sanctionne la nature de notre Etat en tant que pouvoir de dictature du prolétariat, le rôle dirigeant et sans partage du Parti dans l'Etat et dans toute la société, elle proclame et sanctionne la lutte de classes comme la principale force motrice de toute notre société.

Le socialisme, disait Marx,

«... est [...] **la dictature de classe** du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la **suppression des différences de classes en général**, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales». (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 228.)

L'expérience révolutionnaire de notre pays a pleinement confirmé la justesse de ces enseignements géniaux de Marx. La dictature du prolétariat constitue l'arme puissante et décisive qui permet de faire avancer la révolution socialiste jusqu'à la victoire complète et finale. C'est à travers elle que se réalise la tâche vitale de la révolution, le développement général de l'économie et de la culture socialistes, l'organisation et la conduite de la construction du socialisme et de la société communiste sans classes. Elle joue un rôle non moins important dans la lutte pour faire disparaître de la vie sociale socialiste toutes les traces de la vieille société, pour arracher de la conscience des travailleurs toute influence étrangère qui les retient en arrière, pour assurer leur éducation communiste, pour unir autour de la force d'avant-garde, la classe ouvrière et son Parti, tous les travailleurs dans la voie du socialisme et du communisme.

L'expérience de la révolution et de l'édification socialistes en Albanie confirme que la dictature du prolétariat est nécessaire à la classe ouvrière pour écraser la résistance des ennemis de classe, anciens et nouveaux, ainsi que leurs tentatives pour reprendre le pouvoir, elle lui est nécessaire pour affronter le danger du dehors, provenant soit des visées agressives de l'impérialisme et du social-impérialisme qui cherchent à étouffer et à détruire l'ordre socialiste par le fer et par le feu, par le blocus et par la faim, soit de l'agression idéologique du monde capitaliste-révisionniste, qui envoie battre chaque jour contre nous les vagues de la dégénérescence et de la contre-révolution.

La nécessité de maintenir et de renforcer sans répit la dictature du prolétariat durant toute la période de passage du socialisme au communisme est aussi confirmée par l'expérience négative de l'Union soviétique et de quelques autres pays, chez lesquels l'abandon des principes de la dictature du prolétariat a engendré le révisionnisme, l'arme la plus dangereuse de la contre-révolution, qui a conduit à la destruction de l'ordre socialiste, à la restauration de l'esclavage capitaliste, au social-fascisme.

Les ennemis du socialisme, intérieurs et extérieurs, ont dirigé et dirigent leurs coups les plus forts contre la dictature du prolétariat. Aujourd'hui, il est devenu à la mode pour tous les renégats révisionnistes et les laquais de la bourgeoisie d'attaquer férocelement la dictature du prolétariat et de recourir à une démagogie effrénée afin de restaurer la prétendue «démocratie perdue». Ils ont pour but d'attaquer l'essence même du marxisme-léninisme et de la révolution et de détruire l'instrument fondamental du prolétariat pour la construction de la vie nouvelle, socialiste. Aussi la position à l'égard de la dictature du prolétariat a-t-elle toujours constitué la pierre de touche pour distinguer les marxistes-léninistes et révolutionnaires prolétariens authentiques des opportunistes et des divers renégats de la classe ouvrière.

Dans notre pays, la dictature du prolétariat a toujours été puissante et invincible, parce que le Parti a appliqué fidèlement les enseignements du marxisme-léninisme, il a mené correctement la lutte de classe et a toujours plus aiguisé sa vigilance révolutionnaire. Il a consolidé et perfectionné chaque jour davantage l'Etat prolétarien et la défense du pays, il a combattu opiniâtrement toutes les manifestations étrangères conduisant à la dégénérescence pacifique de l'ordre social et étatique socialiste.

Reflétant et synthétisant la riche expérience révolutionnaire de notre pays ainsi que l'expérience internationale, et rejetant les spéculations théoriques antimarxistes des révisionnistes sur le prétendu dépassement de la dictature du prolétariat ou sur «l'Etat du peuple tout entier», le projet de nouvelle Constitution affirme clairement et de façon catégorique que «la République Populaire Socialiste d'Albanie est un Etat de dictature du prolétariat, qui exprime et défend les intérêts de tous les travailleurs».

Le projet de Constitution est un vivant reflet de la démocratie et de l'humanisme socialiste authentique. C'est une confirmation des leçons du marxisme-léninisme selon lesquelles la dictature du prolétariat est indissociable de la plus large, la plus profonde et la plus complète démocratie pour les travailleurs. Assurer une large démocratie socialiste constitue une condition fondamentale de la sauvegarde et du raffermissement de la dictature du prolétariat, de même que celle-ci constitue la condition indispensable et décisive de l'existence d'une démocratie véritable pour les travailleurs.

Notre démocratie socialiste a assuré aux travailleurs le droit important de faire entendre leur voix pour la solution des problèmes sociaux et étatiques, d'exercer leur contrôle sur quiconque et sur tout, de participer effectivement, largement, de manière organisée et sous les formes les plus variées, à l'administration du pays. Le Parti considère cette participation et son approfondissement continu comme l'orientation fondamentale du développement de notre démocratie socialiste, comme une grande force motrice pour promouvoir l'édification socialiste, et comme un des facteurs primordiaux pour préserver notre Etat et notre société du danger de dégénérescence bourgeoise-révisionniste. Cette ligne du Parti est entièrement consacrée dans la nouvelle Constitution.

L'esprit de démocratie socialiste, qui caractérise toute notre vie sociale, pénètre de fond en comble la structure de notre Etat socialiste, depuis les conseils populaires de la base jusqu'au sommet, à l'Assemblée populaire. Le projet de Constitution dispose clairement que le pouvoir est un et indivisible et qu'il est entièrement exercé par les organismes et les représentants élus directement par le peuple. Tous les autres organes d'Etat déploient leur activité sous la direction et le contrôle des organismes représentatifs, ils sont responsables devant ceux-ci et leur rendent des comptes. Le projet souligne que non seulement les élus, mais aussi les fonctionnaires nommés sont tenus de rendre des comptes devant les masses et de se soumettre à leur contrôle direct. Ainsi, la lutte contre le danger que les organismes représentatifs ne se coupent du peuple, la lutte contre le bureaucratisme et les tendances à placer les organes exécutifs et administratifs au-dessus des organes représentatifs du pouvoir, se trouvent également consacrées dans la Constitution.

La structure et le fonctionnement de tout le mécanisme étatique et social socialiste chez nous sont régis par le principe du centralisme démocratique, qui consiste fondamentalement dans la direction centralisée de toute la vie du pays par la classe ouvrière, à travers son Parti et son Etat prolétariens, au moyen d'une judicieuse coordination de la direction centralisée avec l'initiative créatrice des organes locaux et des masses travailleuses. Incarnant parfaitement ce grand principe marxiste-léniniste, le projet de Constitution s'oppose à toutes les conceptions et pratiques antimarxistes des révisionnistes, aussi bien à celles de nature libéralo-anarchiste, qui nient le centralisme prolétarien, qu'à celles de nature centraliste-bureaucratique, qui écartent les masses travailleuses de la participation à l'administration du pays.

Dans l'Albanie socialiste, le droit au travail, le droit à l'instruction et à l'assistance médicale gratuites, les pensions de retraite, la liberté de parole, de presse et d'organisation, sont assurés par la loi à tous les travailleurs et leur sont garantis dans la pratique; il leur est garanti une entière égalité devant la loi, et leurs droits et leurs devoirs ne connaissent aucune restriction ni aucun privilège pour des raisons de sexe, de race, de nationalité, de niveau d'instruction, de situation sociale ou matérielle. L'une des grandes réalisations de l'œuvre historique du Parti et du pouvoir populaire est l'émancipation de la femme albanaise et son entière égalité avec l'homme, dans les conditions et la rémunération du travail, comme dans tous les domaines de la vie. Toutes ces conquêtes colossales, politiques et sociales, réalisées par notre Parti et par notre peuple, se voient accorder une place importante dans la nouvelle Constitution.

Notre réalité, notre démocratie socialiste, rejettent toutes les calomnies des idéologues bourgeois et révisionnistes, qui accusent l'ordre socialiste de manquer de démocratie. La liberté et la démocratie chez nous ne sont liberté et démocratie que pour les larges masses travailleuses. Elles n'existent ni ne sauraient exister pour les ennemis de la classe ouvrière et du peuple, pour ceux qui, comme la bourgeoisie et les traîtres révisionnistes, voudraient saper le pouvoir prolétarien et l'ordre social socialiste. Notre Parti et notre dictature du prolétariat, en pleine conformité avec les enseignements du marxisme-léninisme, n'ont permis ni ne permettront jamais cette sorte de démocratie. Notre démocratie socialiste est une démocratie véritable pour le peuple, pour les masses travailleuses et seulement pour elles.

Au cours du débat populaire sur le projet de Constitution, tout notre peuple a salué avec enthousiasme la consécration, à la base même de la Constitution, du principe fondamental selon lequel «le Parti du Travail à l'Albanie, l'avant-garde de la classe ouvrière, est la seule force politique dirigeante de l'Etat et de la société».

Notre Parti s'en est tenu très fidèlement et avec un esprit de suite inébranlable au grand principe selon lequel la mise en œuvre du rôle dirigeant du parti marxiste-léniniste constitue la condition décisive de l'accomplissement de la révolution, de l'instauration de la dictature du prolétariat et de l'édification du socialisme. Il a toujours été conscient du fait que la direction du Parti représente l'expression la plus haute et la plus concentrée du rôle dirigeant de la classe ouvrière et le facteur subjectif primordial de l'exécution de son programme révolutionnaire.

Le fait que ce principe se situe aux fondements de la Constitution est un nouveau témoignage de la détermination de notre Parti d'appliquer et de défendre en toute question et dans tous les domaines, comme il l'a toujours fait, les enseignements immortels de Marx, Engels, Lénine et Staline. Le rôle dirigeant du Parti dans notre société et dans notre Etat est non seulement une exigence fondamentale du marxisme-léninisme, mais il constitue aussi une réalité historique.

C'est avec son Parti en tête que notre peuple a mené la Lutte de libération nationale et conquis la liberté et l'indépendance, qu'il a renversé les anciens régimes et instauré le pouvoir populaire. C'est sous l'égide du Parti qu'ont été réalisées de grandes transformations révolutionnaires. C'est sous la direction du Parti que notre peuple a défendu son pays contre les furieuses attaques de ses ennemis extérieurs et intérieurs, qu'il a conquis et consolidé son indépendance politique et économique. C'est avec le Parti à sa tête qu'il a édifié cette Albanie qui fait notre bonheur aujourd'hui et que nous devons renforcer et faire fleurir sans arrêt.

Mais, comme nous renseigne le marxisme-léninisme et comme notre propre expérience historique nous en a convaincus, le rôle dirigeant du Parti n'est pas nécessaire uniquement pour une période donnée. Il est indispensable pour toute la période de l'édification intégrale de la société socialiste, et ce jusqu'au communisme. **Plus la révolution va de l'avant et s'approfondit, plus le rôle dirigeant du Parti doit être raffermi et perfectionné dans tous, les domaines de la vie et de l'activité étatique et sociale.** Si l'on permet que Ce rôle soit affaibli ou éliminé, la révolution et le socialisme sont menacés de gros dangers et ils vont au-devant de graves défaites.

Les théories révisionnistes qui prétendent que le rôle dirigeant du Parti prend fin dans la période de transition ou se transforme en une fonction purement éducative, ont pour but de laisser la classe ouvrière et le peuple sans direction, afin de voir renverser la dictature du prolétariat et le socialisme, et la contre-révolution triompher.

En mettant à la base de la Constitution le principe du rôle dirigeant du Parti, nous défendons le marxisme-léninisme contre ces furieuses attaques, nous défendons et faisons progresser la cause du socialisme véritable en Albanie.

L'établissement du marxisme-léninisme comme l'idéologie dominante dans notre pays constitue une autre réalité historique. Toute notre vie politique, économique, sociale, éducative et culturelle est guidée par les principes de l'idéologie de la classe ouvrière et est pénétrée des règles de la morale prolétarienne. Grâce au grand travail mené par le Parti, à la révolution idéologique et culturelle, la théorie révolutionnaire du prolétariat a été embrassée par les larges masses du peuple, elle donne le ton à toute la vie spirituelle de la société et détermine la direction de son développement. Le marxisme-léninisme est devenu une grande force motrice, qui nous éclaire la voie vers le socialisme et le communisme.

L'idéologie marxiste-léniniste, la ligne du Parti, font mieux comprendre aux gens le présent et accroissent leur confiance en l'avenir. La vie, au cours de ces trente-cinq années, a fermement convaincu notre peuple que c'est uniquement sur la base de la vision révolutionnaire du monde, celle de la classe ouvrière, qu'il est possible d'instaurer, de défendre et de consolider la dictature du prolétariat, d'édifier avec succès le socialisme et d'avancer avec assurance vers la société communiste sans classes.

Cette expérience et ces victoires ont fait que la défense et l'application conséquentes du marxisme-léninisme sont devenues le souci de tous les travailleurs, qu'elles sont considérées par tous comme une question Vitale pour les destinées du socialisme. C'est pourquoi **l'énoncé de la Constitution selon lequel dans notre Etat socialiste «l'idéologie dominante est le marxisme-léninisme», que «c'est sur la base de ses principes que se développe tout l'ordre socialiste», constitue une grande victoire historique du socialisme en Albanie.**

Le développement inéluctable de la lutte de classes même dans la période de l'édification intégrale de la société socialiste, jusqu'au communisme, est un des grands principes du marxisme-léninisme et une des principales conclusions de l'expérience révolutionnaire de notre Parti.

Les révisionnistes modernes, soviétiques en tête, prétendent que la suppression des classes exploiteuses s'accompagne de la suppression de la lutte de classes. Ce n'est là qu'une mystification qui vise à désarmer et à endormir la classe ouvrière, à frayer la voie à la restauration du capitalisme. Cela a été démontré on ne peut mieux en Union soviétique et dans d'autres pays anciennement socialistes, où les nouveaux bourgeois capitalistes ont accédé au pouvoir.

L'expérience de notre pays réfute ces théories fallacieuses et capitulardes sur l'extinction de la lutte de classes en régime socialiste.

... Conformément aux enseignements du marxisme-léninisme, et à la lumière de cette riche expérience révolutionnaire, le projet de Constitution déclare ouvertement que **notre Etat socialiste, dans toute son activité, s'en tient au grand principe marxiste-léniniste de la lutte de classes, la grande force motrice qui fait avancer la révolution socialiste.**

Dans l'élaboration de la nouvelle Constitution, le Comité central a eu soin de faire en sorte que la ligne du Parti sur les grandes questions de la souveraineté nationale, de la défense de la liberté et de l'indépendance du pays y soit pleinement reflétée et clairement formulée. Dans les conditions actuelles, alors que notre pays est encerclé par les impérialistes et les révisionnistes, qu'une pression générale, politique, idéologique, économique et militaire est exercée contre lui. que dans le monde se propagent et s'imposent par la violence des théories et des pratiques chauvines qui tendent à limiter la souveraineté des peuples et à leur ravir leur indépendance, ces problèmes revêtent une grande importance non seulement théorique et juridique mais aussi pratique et politique.

Se guidant sur le but sacré de la sauvegarde et du renforcement continu de la liberté, de l'indépendance, de la défense de la patrie et des victoires de la révolution, **le projet de Constitution stipule que nul, en dehors des organes représentatifs du pouvoir, ne peut exercer, au nom de notre République, la souveraineté du peuple, ni aucune de ses attributions ; que le territoire de la patrie est inaliénable et que ses frontières sont inviolables.** La Constitution dispose que l'établissement, sous n'importe quelle forme, de bases et de forces militaires étrangères sur le territoire de l'Albanie socialiste est interdit. De même, il n'est reconnu à personne le droit de signer ni d'accepter la capitulation, ou l'occupation du pays.

Ces principes révolutionnaires et d'importance vitale expriment clairement et nettement le droit souverain du peuple albanais et sa détermination de défendre jusqu'au bout son existence, les victoires remportées et sa patrie socialiste libre et indépendante. Dans le même temps, ces principes sanctionnés par la Constitution, et en particulier celui du refus d'accepter des bases et des troupes étrangères, représentent un engagement solennel de ne jamais permettre que le territoire de l'Albanie socialiste soit utilisé comme base d'agressions contre d'autres pays.

De même, l'article du projet de Constitution interdisant l'octroi de concessions, la création de sociétés ou autres institutions économiques et financières étrangères ou en participation avec les monopoles et les Etats capitalistes, bourgeois et révisionnistes, et l'acceptation de crédits de ces derniers, revêt une grande importance pour la sauvegarde de l'indépendance du pays et de l'ordre socialiste. C'est là une question d'une immense portée de principe. Aucun pays, petit ou grand, ne peut construire le socialisme en recevant des aides et crédits de la bourgeoisie et des révisionnistes, en intégrant son économie dans les engrenages du système de l'économie capitaliste mondiale. En se liant ainsi à l'économie des pays bourgeois ou révisionnistes, l'économie d'un pays socialiste laisse le champ libre chez elle à l'action des lois économiques du capitalisme et à la dégénérescence de l'ordre socialiste. C'est la voie de la trahison et de la restauration du capitalisme, la voie qu'ont suivie et que suivent les cliques révisionnistes.

La défense de la liberté et de la souveraineté nationale est toujours considérée par notre peuple comme un devoir qui prime tous les autres. C'est pourquoi le Parti et le pouvoir populaire ont adopté une série de mesures très importantes de caractère politique, idéologique, militaire, etc., traduites aussi dans le projet de Constitution, en vue de l'organisation d'une défense sûre et invincible, capable de garantir les victoires socialistes et de faire face à toute agression des ennemis, d'où qu'elle vienne. **La Constitution sanctionne le grand principe marxiste-léniniste qui veut que la défense de la patrie et les victoires du socialisme soient garanties par le peuple en armes, organisé dans les forces armées.**

S'il est pleinement possible de garantir la souveraineté nationale, l'indépendance politique et économique, et la défense du pays, c'est parce qu'en Albanie le peuple lui-même est au pouvoir, parce que la pleine souveraineté appartient au peuple travailleur et n'est exercée que par lui, et parce que c'est la dictature du prolétariat, conduite par le Parti du Travail, qui est au pouvoir.

Ces principes fondamentaux, sanctionnés dans le projet de Constitution, reflètent la politique et la ligne révolutionnaires marxistes-léninistes du Parti et, dans le même temps, traduisent les ardentes aspirations du peuple albanais, qui a combattu pendant des siècles et a versé son sang à flots pour sa liberté, son indépendance et ses droits souverains. C'est la raison pour laquelle le peuple tout entier a exprimé unanimement son approbation à ces grands principes de la Constitution et sa volonté de défendre à tout prix et en toute circonstance, uni comme un seul homme, la souveraineté nationale, chaque pouce du territoire de la patrie socialiste.

L'expérience de notre pays atteste que la sauvegarde de l'indépendance économique et politique et la défense de la souveraineté nationale sont étroitement liées à l'application conséquente du principe de l'appui sur ses propres forces. A propos de cette grande question, le projet de Constitution déclare que **dans toute l'édification du socialisme, la République Populaire Socialiste d'Albanie s'en tient au principe de l'appui sur ses propres forces.**

De même que la liberté et l'indépendance d'un pays ne se reçoivent pas en cadeau, ainsi la révolution et le socialisme ne s'importent pas. L'une et l'autre sont le résultat de la lutte révolutionnaire résolue des larges masses travailleuses de chaque pays, avec à leur tête la classe ouvrière et sous la direction du parti marxiste-léniniste. Le principe de l'appui sur ses propres forces n'exclut pas l'aide internationaliste du prolétariat, des révolutionnaires et des pays socialistes. Toutefois, en dépit de sa grande importance, le facteur extérieur, la solidarité et l'aide internationalistes, sont un élément auxiliaire et complémentaire et non pas le facteur déterminant.

Notre Parti, dans l'édification et la défense du socialisme comme dans la Lutte de libération nationale, a appliqué fermement le principe marxiste-léniniste de l'appui sur ses propres forces. C'est précisément pour cela que notre pays a pu tenir tête victorieusement aux occupants nazis-fascistes, ainsi qu'à toutes les pressions et aux blocus des impérialistes et des révisionnistes, qu'il s'est construit une économie forte et indépendante, qu'il a mis en place une défense puissante et sûre et édifié une culture et un art d'un contenu socialiste sain. En suivant sans défaillance la ligne marxiste-léniniste de l'appui sur ses propres forces, l'Albanie remportera de nouvelles victoires encore plus grandes dans l'édification complète de la société socialiste. Le projet de Constitution sanctionne également une série d'autres normes et principes importants, qui sont à la base de l'édification et du fonctionnement de toute la vie économique et sociale, politique et spirituelle du pays, tels, entre autres, les principes et les normes qui régissent les rapports de propriété et de répartition, le développement planifié de l'économie, la légalité socialiste, les rapports entre les cadres et les masses, entre l'Etat et la société, ainsi que ceux qui définissent les droits et les devoirs des citoyens. En outre, l'énoncé dans la Constitution des principes fondamentaux qui président à la politique étrangère de notre Etat, revêt une importance particulière.

La nouvelle Constitution offre le miroir d'une société véritablement socialiste, édifiée selon les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, enseignements qu'incarne et confirme la pratique révolutionnaire de notre pays. Aussi, en donnant à notre République l'appellation de

République Populaire Socialiste, la nouvelle Constitution exprime de manière plus complète et plus claire le contenu de classe et la réalité actuelle socialiste en Albanie.

La prochaine approbation de la nouvelle Loi fondamentale de notre Etat socialiste par l'Assemblée populaire, donnera un nouveau et vigoureux élan au travail et à la lutte de notre peuple pour l'édification et la défense du socialisme. La nouvelle Constitution rendra la dictature du prolétariat en Albanie encore plus forte et plus invincible : elle ouvrira de plus larges horizons au progrès et à l'épanouissement de notre patrie.

II - LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PAYS ET LES TACHES DU PARTI

Notre classe ouvrière, notre paysannerie coopérée et notre intelligentsia populaire, dirigées par le Parti et s'inspirant de sa juste ligne marxiste-léniniste, ont mobilisé toutes leurs forces et ont, dans l'ensemble, accompli avec succès les tâches que leur avait assignées le VI^e Congrès, pour promouvoir le développement de notre économie et de notre culture.

Grâce à la mise en œuvre de la directive donnée par le Parti pour le développement harmonieux et proportionné de notre économie, le 5^e quinquennat a vu grandir et se renforcer toutes ses branches. En 1975, la production, sociale avait augmenté de 37 % par rapport à 1970, le revenu national de 38 %, soit à un rythme moyen 3 fois plus élevé que la croissance de la population.

Pendant cette période, dans le cadre de l'industrialisation socialiste, le rôle de l'industrie en tant que branche directrice dans le développement économique général s'est encore accru. La production industrielle représente actuellement quelque 65 % du total de la production industrielle et agricole. Par rapport à 1970, en 1975 la production industrielle s'était accrue de 52 %, à un rythme moyen annuel de 8,7 %.

Durant ces cinq années, notre peuple a travaillé avec un élan révolutionnaire afin de mettre en œuvre la politique juste du Parti pour le développement rapide et la modernisation de l'agriculture socialiste, branche fondamentale de notre économie. La production agricole s'est accrue en conséquence de 33 %, à un rythme moyen annuel de 5,9 %.

Au cours de ce quinquennat, le volume des investissements a été de 50 % supérieur à celui des investissements effectués durant le quinquennat précédent. On a travaillé à la réalisation de 310 importants ouvrages à destination économique et sociale, dont la moitié est entrée en service.

L'accroissement général de la production a entraîné une élévation du bien-être matériel et du niveau culturel de la population. Conformément à l'objectif fixé par le VI^e Congrès le revenu réel par habitant a augmenté de 14,5 %. Le pouvoir d'achat des masses s'est accru et leur approvisionnement est allé sans cesse s'améliorant. Les besoins de la population en produits industriels et agricoles de consommation courante ont été satisfaits à 85 % par la production nationale. Pendant le dernier quinquennat 62 000 appartements et maisons d'habitation ont été construits à la ville et à la campagne. L'instruction et la culture des masses ont été portées à un plus haut degré. Au cours des cinq dernières années plus de 12 500 personnes ont terminé des études supérieures, et 72 000 des études secondaires. L'élévation du bien-être et du niveau culturel, l'extension et l'amélioration des services médicaux ont rendu possible une élévation de l'espérance de vie et un rapide accroissement de la population.

Ce développement matériel et culturel multilatéral s'est accompagné de mesures importantes tendant à renforcer la propriété socialiste et à perfectionner, dans la voie révolutionnaire, les rapports de répartition et d'échange.

Les résultats obtenus dans l'accomplissement des tâches fixées par le VI^e Congrès du Parti pour le développement de l'économie et de la culture attestent clairement la justesse de la ligne marxiste-

léniniste du Parti, la supériorité de notre système socialiste, la conscience élevée et les capacités créatrices de notre peuple.

... Le Comité central du Parti, partant de la ligne générale marxiste-léniniste de l'édification du socialisme, a élaboré le projet de directives relatives au nouveau plan quinquennal (1976-1980) de développement de l'économie et de la culture, qu'il soumet à l'examen du Congrès.

Ce projet de directives a été discuté par les masses travailleuses, qui ont exprimé leurs avis, ont découvert des potentialités nouvelles, et ont avancé des propositions très utiles pour élever les taux d'accroissement prévus par le plan et définir les voies permettant de réaliser et de dépasser les objectifs fixés.

Le 6^e plan quinquennal répond bien à nos capacités réelles, il est mobilisateur, il est fondé sur nos propres forces, sur l'énergie et les capacités intellectuelles et physiques du peuple, sur les possibilités et les réserves de notre économie, ainsi que sur l'accumulation interne socialiste. Les réalisations enregistrées jusqu'à ce jour, la base matérielle et technique créée, la riche expérience acquise, l'enthousiasme, la volonté et le fervent patriotisme de notre peuple constituent le gage le plus sûr de l'heureuse réalisation du plan.

Conformément aux orientations données par le Parti, le projet de directives relatif au développement de l'économie et de la culture pour la période 1976-1980, pose la tâche fondamentale suivante :

«Poursuivre à des rythmes rapides l'édification socialiste du pays en vue de faire de l'Albanie socialiste un pays industriel-agricole, doté d'une industrie et d'une agriculture avancées, conformément au principe de l'appui sur ses propres forces, et de renforcer davantage et sous, tous les aspects l'indépendance économique du pays ; perfectionner les rapports de production socialistes et la superstructure ; renforcer la dictature du prolétariat et accroître la capacité de défense de la patrie ; élever le niveau matériel et culturel des masses travailleuses, en réduisant encore les différences entre la ville et la campagne, ce qui sera obtenu grâce au développement conséquent de la lutte de classe et à la mobilisation de toutes les forces et énergies du peuple sous la direction du Parti».

Pour accomplir cette tâche fondamentale, le 6^e plan quinquennal prévoit le développement de toutes les branches de l'industrie socialiste, en donnant la priorité, comme par le passé, au développement de l'industrie lourde, avant-garde de l'ensemble du processus d'industrialisation du pays. Grâce à la mise en exploitation de nouveaux ouvrages, où la production sera très concentrée et l'équipement technique d'un haut niveau, notre industrie prendra de nouvelles dimensions et acquerra qualitativement de nouveaux traits.

1. LE DEVELOPPEMENT CONTINU DE L'INDUSTRIE, PRINCIPAL FACTEUR DE LA CONSOLIDATION DE L'ECONOMIE

Le Parti, dans son programme de développement et de consolidation de l'économie socialiste, a adopté d'emblée et a suivi sans répit, une juste ligne marxiste-léniniste, en accordant la primauté à la mise sur pied, à l'extension, au renforcement et à la modernisation de l'industrie. Les victoires obtenues dans l'industrie, les mines, la construction, les communications, etc., sont le résultat de la courageuse mise en œuvre de cette juste politique d'industrialisation socialiste du pays suivie par le Parti. Par rapport à 1960, époque où les révisionnistes soviétiques mirent en place un blocus féroce contre l'Albanie, en 1975 la production industrielle globale avait augmenté de 3,9 fois, et, si l'on considère chacune de ses branches principales, la production de l'industrie du pétrole et du chrome s'était accrue de 3.1 fois, celle du cuivre de 21 fois, l'industrie électrique de 7,1 fois, l'industrie chimique de 24,8 fois et l'industrie mécanique de 14,4 fois.

Les résultats obtenus et les perspectives ainsi ouvertes pour le développement futur de notre pays attestent la perspicacité et la clairvoyance du Parti dans sa lutte contre les « suggestions » et les pressions des révisionnistes yougoslaves et soviétiques et contre les points de vue défaitistes des ennemis de l'intérieur, qui voulaient détourner notre pays de la juste voie tracée par le Parti pour l'industrialisation socialiste. Ils n'ont ménagé aucun effort pour saboter le développement de l'industrie, en dissimulant les résultats des recherches géologiques pour soi-disant prouver que notre pays manque de matières premières, que les investissements dans l'industrie minière ne sont pas rentables, et qu'il vaudrait mieux consacrer ces fonds à La culture du tournesol et des orangers.

En ce qui concerne le développement des différentes branches de l'industrie et de l'économie nationale dans son ensemble, le Parti l'a fondé en premier lieu sur les richesses minérales du pays et leur mise en valeur. Notre Industrie minière, qui est la principale branche de notre industrie lourde, assure à notre économie des matières premières extrêmement précieuses et irremplaçables, qui alimentent notre industrie et constituent la source principale de nos exportations.

Dans notre pays les précieuses richesses que constituent les minerais de chrome et de ferronickel, de cuivre et de pyrites, le pétrole, le gaz et le charbon, sont largement exploitées. De nombreuses sortes de minéraux ont été découvertes à ce jour. Les données recueillies révèlent que notre sous-sol contient, entre autres, la bauxite, des phosphorites et des minerais complexes.

Dans le nouveau plan quinquennal également, le développement accéléré et sûr de notre industrie est directement lié à l'extension de notre industrie minière, d'extraction et de transformation, qui continuera de se développer à des rythmes plus rapides que ceux de toute autre branche de notre industrie.

... Pour raffermir encore les forces productives du pays, créer une structure plus efficace de notre industrie et des autres branches de notre économie, et faire en sorte que notre indépendance économique se renforce encore plus, le Parti accorde une très grande attention au développement accéléré de l'industrie d'extraction et de transformation.

... Le Parti a toujours considéré le développement de l'industrie du pétrole, du gaz et du charbon comme une question d'une importance politique et économique particulière, intimement liée à l'ensemble du développement du pays et au renforcement de son indépendance et de sa défense nationale. L'accroissement continu de l'industrie, de l'agriculture, des transports et des autres branches de notre économie, la consolidation et la modernisation de la capacité de défense du pays, entraînent un accroissement correspondant des besoins en charbon, en carburants, en lubrifiants et en gaz.

C'est justement parce que la production de pétrole, de gaz et de charbon a pour notre économie et notre défense une importance si vitale que nos ennemis de l'extérieur et de l'intérieur ont toujours tenté d'en entraver et d'en saboter par tous les moyens le développement accéléré. C'est ce qu'ont fait aussi les ennemis du Parti et du peuple, Abdyl Këllezi et Koço Theodhosi. Usant de méthodes tortueuses, ils ont désorienté les recherches de pétrole et de gaz, pour les engager dans une fausse voie, anti-économique et antiscientifique. En faisant procéder à des forages sans critère et inutiles, ils ont saboté la découverte de nouveaux gisements. Pour brouiller les traces de leur action de sabotage dans ce secteur, ils ont encouragé des méthodes d'exploitation sauvages des gisements existants qui auraient laissé la patrie et le peuple dépourvus de pétrole.

Les dommages causés à notre économie par nos ennemis nous ont créé quelques difficultés temporaires, mais nos pétroliers, dirigés par le Parti, luttent fermement pour surmonter les conséquences de ces menées de sabotage et donner à la patrie plus de pétrole et de gaz. Ils travaillent avec ardeur et optimisme pour étendre les gisements existants et en découvrir de nouveaux.

Alors que la crise énergétique sévit à l'échelle mondiale et que les besoins du pays en pétrole et en gaz ne cessent de croître, les travailleurs de notre industrie pétrolière ont pour devoir de s'employer

toujours plus intensivement et avec une discipline scientifique à ce que l'entretien et l'exploitation de ces gisements soient fondés sur des projets bien étudiés et sur un large usage de méthodes susceptibles d'en élever les indices d'exploitation et d'en prolonger la durée. Conformément à l'orientation permanente du Parti, **il est nécessaire que les recherches soient concentrées dans les zones déjà connues et offrant les meilleures perspectives, afin d'assurer la découverte de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, et d'éclairer nos perspectives pour les quinquennats à venir.** Le pétrole et le gaz comptent parmi les plus importantes richesses de notre pays. Et notre génération a pour devoir de penser aussi aux générations futures.

Concernant le charbon, la directive du Parti a été et reste de l'employer largement partout où ce combustible est utilisable. Le pouvoir calorifique de notre charbon répond aux exigences de la plupart des branches de notre économie. Aussi ne faut-il le sous-estimer en aucune manière, comme l'ont fait les ennemis qui en ont limité intentionnellement l'extraction en le remplaçant par le pétrole. Le nouveau plan quinquennal prévoit le doublement de la quantité de charbon extraite. Pour atteindre cet objectif élevé, il est indispensable de **mettre en exploitation au plus tôt de nouvelles mines, de bien entretenir les mines existantes, d'accroître l'extraction de charbon,** et de n'en permettre en aucun cas l'auto-combustion en plein air.

Le Parti a porté une très grande attention à l'extension et au renforcement de notre industrie électrique qui est à la pointe de l'industrialisation du pays et du développement général de notre économie nationale. Grâce à la mise en service de la grande centrale hydro-électrique de Fierze [*Aujourd'hui la centrale hydro-électrique «La Lumière du Parti».* Elle fut inaugurée le 12 octobre 1978.] et aux nouvelles capacités qui viendront s'ajouter au réseau existant durant ce quinquennat, le rythme d'accroissement moyen annuel de la production d'énergie électrique, de 1976 à 1980, sera 2,4 fois plus élevé que celui de la production sociale. Le rapide accroissement de la production dans cette branche de notre industrie s'accompagnera de l'établissement d'un strict régime d'économies sur la consommation d'énergie électrique et des combustibles servant à en produire. L'augmentation de la production d'énergie électrique reposera comme elle l'a fait jusqu'ici, sur les centrales hydro-électriques, cependant que les futures centrales thermiques fonctionneront principalement au charbon et au gaz.

La juste politique de notre Parti qui tend à valoriser nos richesses naturelles et à renforcer la base de l'industrialisation socialiste du pays, à la rendre toujours plus solide et plus sûre, s'est traduite par la mise sur pied d'une importante industrie de transformation. L'une des principales caractéristiques de ce quinquennat est l'agrandissement de l'industrie de transformation existante grâce à la création de nouvelles branches, comme la sidérurgie à cycle complet, l'industrie du ferrochrome, la pyrométallurgie, l'industrie des laminés de cuivre. De nouvelles usines de l'industrie chimique ainsi qu'un certain nombre d'usines et de fabriques d'enrichissement de minerais et de combustibles seront également mises en service. Ces établissements permettent de transformer dans le pays une plus grande quantité de matières premières minérales et non minérales, ils constituent la base nécessaire pour développer encore les branches existantes de l'industrie et en mettre sur pied de nouvelles. Ainsi notre économie se renforce toujours plus en même temps que s'accroissent nos possibilités d'exportation et qu'augmente la valeur de nos produits finis. Notre économie est mise en mesure de mieux servir au renforcement de la capacité de défense du pays.

Grâce au développement prévu de notre industrie de transformation, en 1980 plus de 65 % du volume de nos exportations sera représenté par des produits transformés dans le pays, contre 46 % en 1960. C'est là un indice révélateur de la juste politique suivie par notre Parti. **Dans cette voie, l'objectif à atteindre est de faire en sorte qu'à l'avenir tous les minéraux soient traités dans le pays et que l'on cesse d'exporter des minerais bruts.**

Au cours de ce quinquennat, notre industrie se renforcera considérablement. Le combinat métallurgique d'Elbasan commencera à produire sur une grande échelle. En assurant la fusion de nos

minerais, ce combinat fournira à la patrie de la fonte et des aciers de haute qualité, mais aussi du nickel et du cobalt, qui sont très recherchés sur les marchés mondiaux.

Le Parti avait décidé la construction de ce combinat métallurgique dès son IV^e Congrès. *[En février 1961.]* Mais la direction révisionniste soviétique sabota à l'époque la réalisation de ce projet. Les révisionnistes soviétiques refusèrent d'accorder à notre pays les crédits nécessaires pour la construction de cet ouvrage, car, dans la ligne de leur politique néo-colonialiste, ils voulaient assujettir économiquement notre pays et entraver par là l'édification du socialisme en Albanie...

La sidérurgie est pour nous une industrie nouvelle, qui comporte une technique et une technologie complexes et modernes. Il est donc nécessaire que le Parti prenne en main l'éducation idéo-politique et professionnelle de nos jeunes métallurgistes, depuis l'ouvrier et le simple technicien jusqu'aux ingénieurs et aux dirigeants, pour leur faire maîtriser la technologie avancée et le métier difficile et délicat de métallurgiste et les mettre en mesure de livrer au pays le plus possible d'acier et d'autres métaux de qualités supérieures.

La raffinerie de Ballsh, où le pétrole sera soumis à un processus de raffinage moderne, est un autre important ouvrage qui entrera prochainement en service. La mise en exploitation de cette usine permettra la production de carburants et de lubrifiants de haute qualité, qui satisferont encore mieux les besoins de notre industrie, de notre agriculture et de nos transports, et permettront par là même de réduire nos importations de certains types de carburants et nos exportations de pétrole brut.

L'esprit d'épargne, de sages économies dans l'utilisation des matières premières, et en particulier du pétrole, du gaz, du charbon et de l'énergie électrique, doivent être inculqués profondément dans la conscience de tous nos travailleurs. Ces économies doivent être réalisées partout, dans les travaux de prospection, de forage, d'exploitation, partout où ces produits sont utilisés, car ils représentent une grande richesse irremplaçable pour notre peuple et son économie. Les frais excessifs et superflus portent préjudice à l'édification du socialisme.

L'exploitation et la transformation dans notre pays de matières premières comme le pétrole, le gaz et les phosphorites entraîneront aussi le développement de l'industrie chimique, en ce qui concerne surtout la production d'engrais, si nécessaires pour l'accroissement de nos productions végétales et animales.

La production de l'industrie des matériaux de construction, notamment du ciment, enregistra également une augmentation, ce qui permettra de satisfaire pleinement les besoins de notre secteur du bâtiment et ceux de notre économie en général, et de grossir aussi nos exportations.

La production de fonte et d'aciers dans le pays crée des conditions favorables pour le développement de l'industrie mécanique et lui ouvre de nouvelles perspectives. **A présent que nous possédons aussi une base mécanique puissante et avancée, toutes les conditions sont réunies pour permettre à cette industrie de fabriquer à une plus grande échelle et de façon plus organisée des machines simples et complexes pour les mines, l'agriculture et les autres branches de notre économie, pour nous permettre de construire par nos propres forces des usines et des chaînes entières de fabrication...**

Parallèlement au développement diversifié et prioritaire de l'industrie lourde, le Parti a toujours accordé une juste importance au développement accéléré de l'industrie de la production des biens de large consommation, dont dépend directement l'amélioration continue des conditions de vie du peuple. **A cette fin, le 6^e plan quinquennal prévoit l'essor et le renforcement de nos industries légère et alimentaire, qui augmenteront leur production.** Il faut que dans cette branche, on ait constamment présente à l'esprit la recommandation du Parti, qui prescrit de satisfaire toujours mieux les besoins du peuple quant à la quantité, à la qualité, aux assortiments, et cela à des prix raisonnables.

Le développement de l'industrie fournit à toutes les branches de l'économie de nouvelles et toujours plus grandes possibilités d'assurer leur développement rapide, il crée de nouvelles ressources matérielles et financières. En tant que force dirigeante de l'économie, dans son ensemble l'industrie donnera une forte impulsion particulièrement au développement de l'agriculture, en lui fournissant plus d'engrais chimiques, de machines agricoles et de pièces détachées.

Le Parti est fermement convaincu que notre héroïque classe ouvrière et nos travailleurs de l'industrie engageront toutes leurs forces et leur savoir pour réaliser et dépasser les importants objectifs fixés par le 6^e plan quinquennal, apportant ainsi une nouvelle et précieuse contribution au développement et au progrès général de l'économie nationale, pour faire de l'Albanie un pays industriel-agricole, doté d'une industrie développée et d'une agriculture avancée.

2. PORTER A UN DEGRE SUPERIEUR NOTRE AGRICULTURE, BRANCHE FONDAMENTALE DE NOTRE ECONOMIE

Notre Parti du Travail, éclairé par le marxisme-léninisme, a tenu et tient toujours compte du fait que l'édification du socialisme exige, en même temps qu'une industrie développée, une agriculture avancée et moderne. L'agriculture constitue la base de notre économie; c'est elle qui détermine, et c'est d'elle que dépend dans une grande mesure, la réalisation des objectifs dans les autres branches, l'élévation du bien-être général du peuple et le renforcement de la capacité de défense de la patrie.

Notre agriculture a connu une véritable révolution dans tous ses secteurs. Une puissante base matérielle et technique qui contribue toujours plus à son intensification y a été mise sur pied. Les productions végétales, et animales se sont accrues d'année en année à des rythmes accélérés, satisfaisant ainsi toujours mieux les besoins de notre peuple et de notre économie. Au cours du seul quinquennat écoulé la production de céréales a augmenté de 35 %, et cette augmentation a été: pour le blé de deux fois, le coton, de 48 %, la betterave sucrière, de 76 %, le lait, de 47 %, etc. Notre campagne socialiste a complètement changé d'aspect, cependant que le mode de vie et le bien-être de la paysannerie ont incomparablement progressé par rapport au passé. Tous ces succès témoignent de la justesse de la ligne du Parti, du bien-fondé de la voie qu'il a tracée pour la transformation socialiste des campagnes. La collectivisation de l'agriculture, qui a été réalisée en temps voulu et graduellement, [*La collectivisation complète de l'agriculture en Albanie s'acheva en 1967.*] ainsi que la consolidation continue de la propriété commune, montrent la supériorité et la vitalité du système coopératif socialiste, même en ce moment où partout dans le monde, non seulement dans les pays sous-développés mais aussi dans les pays prétendument avancés, une grande pénurie de produits agricoles se fait sentir. Beaucoup de ces pays, y compris l'Union soviétique révisionniste, tendent la main à l'impérialisme américain pour lui demander du pain. Les pays révisionnistes sont tenaillés par de graves crises de leur agriculture, précisément parce qu'ils ont négligé les campagnes, qu'ils s'y sont opposés à la collectivisation et y ont ainsi laissé le champ libre au mode de production capitaliste.

... L'objectif principal du Parti dans l'agriculture au cours de ce quinquennat est de faire en sorte que notre pays se suffise en pain. Le plan prévoit d'assurer cette année et durant chacune des années du quinquennat en cours tous les besoins du pays en céréales panifiables, d'augmenter les réserves de l'Etat en grains, et aussi de créer graduellement de ces réserves dans les exploitations agricoles, enfin de compléter encore mieux la base de l'alimentation du bétail. La production de céréales panifiables prévue pour 1980 sera supérieure de 56-60 % à celle de 1975, et pour les pommes de terre cet accroissement sera de l'ordre de 48-50 %.

Notre autosuffisance en pain est une tâche d'extrême importance économique, politique et stratégique. La production de céréales panifiables dans le pays permet d'assurer le pain du peuple et de donner une puissante impulsion à toute notre économie, elle cimente encore davantage les fondements de l'indépendance de notre patrie socialiste, elle nous met en mesure de faire face à toute situation, dans les bons comme dans les mauvais jours, elle affranchit définitivement notre pays de toute obligation

d'importer des céréales, elle libère des sommes importantes de devises, qui peuvent ainsi être utilisées à d'autres fins.

La première année du quinquennat s'est conclue par une grande victoire. La paysannerie coopérée et les autres travailleurs de l'agriculture ont accompli avec succès le plan de production de céréales, réussissant ainsi, pour la première fois, à assurer dans le pays même le pain de la population. La production de céréales cette année est de 30 % supérieure à celle de 1975, qui fut pourtant l'année record en ce qui concerne cette production. De tels résultats ne peuvent être obtenus que par une agriculture qui se développe sur des bases socialistes saines, par une paysannerie patriote et un peuple héroïque qui suivent et appliquent avec fidélité la ligne et les enseignements de leur parti marxiste-léniniste.

Le vigoureux accroissement de la production de céréales panifiables est le résultat des efforts multiples des travailleurs de l'agriculture pour effectuer un travail de qualité et d'un haut niveau dans les labours et l'aménagement du sol, c'est le résultat de l'emploi de semences sélectionnées et d'une exécution plus attentive des façons culturales. Tout cela prouve une fois de plus, comme le Parti l'a constamment souligné, que ce qui détermine l'obtention de résultats élevés ce ne sont pas les facteurs atmosphériques ou climatiques, mais avant tout le travail opiniâtre des hommes.

Cet heureux début dans notre effort pour assurer notre autosuffisance en pain doit être consolidé et développé d'année en année. Les organisations du Parti, les organismes du pouvoir et de l'économie doivent généraliser et propager l'expérience acquise, stimuler et soutenir les initiatives créatrices et prendre les mesures organisationnelles nécessaires pour que la base matérielle et technique soit utilisée avec la plus grande efficacité possible, et que les objectifs fixés soient non seulement atteints mais aussi dépassés.

La priorité que le Parti a donnée et qu'il continue de donner aux céréales panifiables, loin d'exclure un développement à grande échelle, diversifié et harmonieux, de l'ensemble de la production agricole, l'exige au contraire à tout prix. Notre économie et notre peuple ont besoin de toutes les variétés de productions végétales et animales. Ils ont aussi besoin de coton, de betterave sucrière et de tabac, ainsi que d'olives et de tournesol. Ces produits sont utiles non seulement pour l'approvisionnement de la population mais également pour l'industrie et certains d'entre eux grossiront aussi nos exportations. Aujourd'hui dans le monde, les tissus de coton sont devenus un luxe, et les prix du sucre et des matières grasses sont extrêmement élevés sur les marchés internationaux.

L'augmentation de la production de fruits et de légumes doit être l'objet d'une attention particulière, car leur consommation accrue permet d'améliorer la composition de notre alimentation et d'économiser le pain. L'exportation de légumes et de fruits sera aussi une importante source de rentrées en devises. Notre pays réunit toutes les conditions pour en assurer une production abondante durant toutes les saisons de l'année. De nombreuses collines sont encore inexploitées et l'on peut et l'on doit en faire des vergers, des vignobles et des oliveraies.

Le plan quinquennal fixe aussi d'importants objectifs en ce qui concerne la culture des plantes industrielles, des oliviers, des cultures fruitières et maraîchères; on ne doit donc pas permettre la moindre sous-estimation de leur importance, comme c'est le cas dans certains districts ou exploitations agricoles.

L'élevage est une branche de grande importance de notre économie agricole. Il constitue pour notre pays une richesse inestimable, une source irremplaçable de production de viande, de lait, de laine et de peaux, un facteur important du mieux-être du peuple. **Il ne saurait y avoir d'agriculture intensive sans un élevage évolué. C'est pourquoi les organismes et les organisations de base du Parti, les organismes de l'Etat et de l'économie doivent veiller constamment et avec le plus grand soin à son développement.**

... Le Parti n'a cessé de souligner que le traitement scientifique du sol revêt une importance primordiale pour l'accroissement de la production de l'agriculture et de l'élevage. D'immenses investissements ont été effectués pour la bonification des terres, pour des travaux de drainage et d'irrigation. De même, des études ont été menées sur des problèmes pédologiques, sur les méthodes de fertilisation du sol, sur la meilleure manière de combiner l'assolement avec le mode de travail et de fumage du sol, sur la protection des terres contre l'érosion et sur leur aménagement. Toutefois, dans ce domaine, nombre de problèmes restent encore à résoudre. **L'essentiel, c'est de faire preuve d'un plus grand soin pour la terre, d'étendre les superficies cultivables, de les protéger et de les enrichir.** Tout en étendant les drainages temporaires, il convient de passer à la phase supérieure qu'est celle des drainages permanents. Pour pouvoir transformer les terres, pour en obtenir des produits toujours plus abondants, il faut connaître à fond les lois de l'agronomie et les appliquer avec une plus grande rigueur. Les études menées pour améliorer et accroître la fertilité du sol doivent être approfondies et guider tous les processus et travaux agricoles. La compréhension de l'importance de ces problèmes par les organisations du Parti et les organes d'Etat et notamment leur règlement pratique créeront les conditions nécessaires pour l'heureux accomplissement des tâches que le Parti fixe à ce Congrès en vue de l'accroissement de la production de l'agriculture et de l'élevage.

Conformément aux orientations données par le Parti, le plan quinquennal prévoit que l'accroissement de la production de l'agriculture et de l'élevage sera obtenu grâce à l'augmentation des rendements et au défrichement de terres nouvelles...

L'Albanie est un petit pays, au relief fortement accidenté, montagneux, aux zones de plaines relativement peu étendues. C'est pourquoi **le Parti a eu et a toujours pour ligne en cette matière de développer rapidement aussi l'agriculture dans les zones de collines et de montagnes.**

Bien entendu, les régions montagneuses ont leurs propres particularités, mais là encore il existe de grandes possibilités, effectives et potentielles, d'accroître la production et d'améliorer les conditions de vie. Le Comité central du Parti et le gouvernement, afin d'aider au développement de ces zones, ont adopté une série de mesures importantes, comme le sont celles qui prévoient l'accroissement des investissements productifs, la hausse des prix d'achat par l'Etat de certains produits de l'agriculture et de l'élevage, et la diminution du prix de vente des engrais azotés, la rétribution par l'Etat du travail effectué pour le défrichement de terres nouvelles, l'aménagement de systèmes d'irrigation et la plantation d'arbres. Dans les mesures qu'il a prises et qu'il prend constamment pour le développement des régions montagneuses, le Parti ne s'inspire jamais de considérations de profit, comme le font les capitalistes et les révisionnistes. Par sa politique, il vise toujours à faire en sorte que les conditions de vie de la paysannerie de ces zones deviennent toujours meilleures, que les zones de montagnes ne se dépeuplent pas et restent toujours aussi peuplées que les plaines. Actuellement la moitié environ de notre population rurale vit dans les zones montagneuses, qui couvrent 45 % de la superficie des terres cultivables. C'est là un fait d'une grande importance pour l'édification du socialisme comme pour la défense du pays.

... **Nos forêts constituent une richesse de grande valeur nationale.** Dans tout le pays, et en particulier dans les régions montagneuses, les conditions requises existent pour le développement de ce secteur important de notre économie. Compte tenu de la grande importance des forêts pour l'approvisionnement du pays en bois d'oeuvre, pour la protection des terres et l'amélioration du climat, il faut veiller davantage à les préserver et à les étendre, et cela non seulement en envisageant nos besoins à court terme, mais en ayant aussi en vue l'intérêt des générations futures. Dans le cadre du développement de notre agriculture une place importante revient aux entreprises agricoles d'Etat. Elles représentent la forme la plus élevée du système socialiste de l'agriculture.

Les organisations du Parti, les organes du pouvoir et tous les travailleurs des fermes d'Etat ont pour devoir urgent de porter ces entreprises à l'avant-garde, dans le plus bref délai, de les ériger en exemple de rendements élevés, pour en faire de véritables centres d'application des nouvelles acquisitions de la science, des écoles pour la diffusion de l'expérience avancée.

Dans le cadre du développement ininterrompu du système coopératif, le Comité central du Parti a arrêté des mesures pour assurer la mise en œuvre des orientations du VI^e Congrès visant à convertir les coopératives de plaine économiquement les plus puissantes en coopératives de type supérieur, sur la base du libre consentement de leurs membres. Aujourd'hui, ces coopératives occupent 23 % des terres arables du secteur coopératif et produisent 25 % des céréales, 40 % du tournesol et plus de la moitié du riz et du coton fournis par ce secteur.

En dépit du court laps de temps qui s'est écoulé depuis leur création, ces coopératives ont déjà montré leur supériorité sous maints aspects. Elles ont atteint un niveau de rendement relativement élevé des productions végétales et animales, les rythmes d'accroissement de la production s'y sont accélérés et elle se raffermi d'année en année. Les coopératives de type supérieur ont mieux accompli les tâches du plan que les autres coopératives de plaines. L'Etat les a aidées par des investissements et leur a fourni un puissant soutien en moyens matériels et techniques. De nouvelles mesures ont été mises en œuvre pour consolider leur gestion, pour les renforcer en moyens de production, pour assurer le stockage des produits, perfectionner la répartition et l'emploi de leurs revenus et passer à un système de rétribution des membres fondé sur un salaire, garanti et proportionné à la production.

Le renforcement économique et organisationnel, le perfectionnement de la planification, de l'administration financière et de la comptabilité, ainsi que l'utilisation la plus parfaite de la base matérielle et technique et des fronts de travail sont, en ce qui concerne les coopératives agricoles dans leur ensemble, autant de problèmes qui doivent retenir davantage l'attention des organismes du Parti, de l'Etat et de l'économie. Cependant, tout en témoignant de soins toujours accrus aux fermes d'Etat et les coopératives de type supérieur, ces organismes ne doivent en aucune manière diminuer l'intérêt qu'ils portent aux autres coopératives des zones de plaines et de montagnes, ni leurs efforts pour en promouvoir le progrès.

Dans le cadre des problèmes économiques et organisationnels à résoudre, il convient d'effectuer un travail plus attentif pour répartir le plus judicieusement possible les cultures agricoles, l'élevage et les cultures fruitières entre les différents districts et les diverses zones et exploitations agricoles, pour accentuer la concentration et la spécialisation de la production agricole. Il faudra bien étudier et généraliser l'expérience acquise par les exploitations agricoles les plus avancées du pays afin de fixer plus judicieusement l'ordre des cultures, dans le cadre général du système de rotation agricole, suivant les conditions concrètes de chaque exploitation et de chaque district pris a part, et d'établir également des rapports aussi justes que possible entre les principales branches de la production et les branches secondaires, en ayant toujours pour but d'assurer à tout prix la réalisation du plan pour toutes les sortes de produits agricoles.

La réalisation du 6^e plan quinquennal aura pour effet de porter notre agriculture et nos campagnes à un niveau supérieur et à un stade avancé, de renforcer encore davantage notre économie et d'améliorer la vie du peuple. Le Parti exprime sa profonde conviction que la paysannerie coopérée, les travailleurs de l'agriculture, notre peuple tout entier, appliquant les orientations et la ligne marxiste-léniniste du Parti, travailleront avec enthousiasme, avec un élan révolutionnaire et un esprit de mobilisation pour assurer la stabilité et l'accroissement continu des productions de notre agriculture et de notre élevage.

4. ASSURER L'ELEVATION DU NIVEAU DE VIE ET LE MIEUX-ETRE DU PEUPLE

L'amélioration continue des conditions de vie et du niveau culturel de tout le peuple a été et reste au centre de l'attention du Parti dans toute son action. Grâce à l'exécution conséquente des directives du VI^e Congrès, au cours du quinquennat écoulé le bien-être général du peuple s'est progressivement et sûrement amélioré. Le revenu réel par habitant a augmenté de 8,7 % à la ville et de 20,5 % à la campagne. Notre marché a été et reste stable. En aucun cas les prix des produits alimentaires et industriels n'ont monté, et même pour certains articles, ils ont baissé.

Au cours de ce quinquennat également, le bien-être du peuple s'améliorera. Le Parti a oeuvré et il œuvre à rendre la vie de notre peuple, à la campagne et à la ville, toujours plus prospère. Le bien-être, l'avenir heureux et optimiste sont garantis par l'ensemble du développement dynamique de notre société socialiste. Ils ont pour fondement le travail libre de nos travailleurs, affranchis de toute oppression et de toute exploitation. Le bien-être s'exprime et se reflète dans tous les aspects de la vie du peuple, c'est un bien-être à la fois matériel et spirituel, pour tous. L'Albanie socialiste est le premier pays au monde qui ait supprimé les impôts. L'enseignement et les services sanitaires y sont gratuits pour toute la population des villes et des campagnes.

Dans les cinq années à venir, la population sera mieux approvisionnée en produits alimentaires et industriels, le niveau des activités culturelles et sociales s'élèvera, le réseau des services et des institutions sanitaires s'étendra et se rapprochera davantage du peuple.

L'amélioration des conditions de logement de la population constitue un problème de grande importance pour le Parti et l'Etat. Dans ce domaine, à l'avenir également, de grands efforts devront être déployés, surtout à la campagne, car il faudrait non seulement améliorer les conditions d'habitation des coopérateurs, mais envisager aussi qu'un grand nombre de jeunes gens et de jeunes filles de la ville iront travailler et s'établir à la campagne. A cette fin, on envisage la construction de quelque 65 000 appartements et maisons, dont environ 42 000 dans les coopératives et les fermes d'Etat.

... Les organismes et les travailleurs des services commerciaux sont tenus d'améliorer radicalement les secteurs des services sociaux de la population pour lui assurer un approvisionnement toujours meilleur. Le Comité central et le gouvernement ont pris des mesures pour éliminer les effets des menées hostiles et de sabotage de Kiço Ngjela au ministère du Commerce. Actuellement, un grand travail est effectué pour renforcer la direction du commerce, conformément aux enseignements et aux directives du Parti. **Les organismes dirigeants de la production et de la répartition doivent procéder à des études approfondies et complexes pour faire coïncider le mieux possible la production et la consommation, pour élucider les problèmes que soulève la croissance de la population, l'accroissement de ses demandes et de son pouvoir d'achat, et la répartition des fonds productifs.** Ces organismes et surtout ceux du commerce doivent dresser une solide barrière contre la constitution de stocks de marchandises non demandées qui causent des perturbations sensibles et de graves préjudices économiques et financiers.

L'amélioration continue des conditions de vie matérielles des masses exige une élévation de la qualité du travail de toutes les personnes employées dans les secteurs des services sociaux. Il convient d'assurer la rapidité et la qualité de ces services et de créer les conditions voulues afin que les gens ne perdent pas leur temps pour satisfaire leurs besoins divers, réparations et autres. Que les organismes de l'industrie et du commerce se soucient davantage des problèmes concernant l'allègement du travail de la femme à la maison et prêtent une plus grande aide dans ce sens. Dans le domaine de la protection de la santé du peuple, il convient de renforcer et d'étendre les mesures hygiéno-sanitaires et prophylactiques, notamment à la campagne et dans les zones reculées, et de veiller avec un plus grand soin à la protection de la santé de la mère et de l'enfant.

Le Parti a considéré et considère l'occupation à des activités sociales utiles de toute la population apte au travail comme l'une des conditions essentielles de l'élévation systématique du niveau de vie. La participation massive des femmes à tous les fronts de l'édification socialiste constitue une grande victoire. Actuellement les femmes représentent 46% de la totalité des travailleurs du pays.

Au cours du nouveau quinquennat, 95 000 nouveaux travailleurs obtiendront un emploi rémunéré par l'Etat, et les coopératives verront accroître leurs forces de 130 000 nouveaux membres. Le socialisme assure le travail à tous. De vastes fronts de travail s'ouvrent dans les mines, dans la métallurgie, dans la construction des centrales hydroélectriques et d'autres ouvrages importants. L'agriculture aussi offre un front de travail très vaste et très important. **C'est pourquoi les forces nouvelles doivent être dirigées vers les nouveaux fronts de travail et là où les besoins se font le plus sentir.** A cette fin, il est

nécessaire que le Parti déploie une vaste activité de propagande éducative et persuasive, notamment dans les villes, et qu'il combatte les conceptions et les manifestations de dédain envers le travail dans l'agriculture, les mines, les forêts et le bâtiment.

Le plein emploi de la population active est un clair et important indice de la grande force de notre ordre économique et social, qui, grâce à des taux d'expansion élevés, a fait disparaître une fois pour toutes le chômage et l'émigration, ces deux graves plaies du passé, qui répandaient le malheur, arrachaient les gens à leur famille et les obligeaient à aller laisser leurs restes en terre étrangère. Dans le monde capitaliste et révisionniste, le chômage et l'émigration sont devenus actuellement des maux chroniques. Ils suscitent chez les gens simples la peur et l'insécurité quant à leur présent et à leur avenir et provoquent la baisse de leur niveau de vie.

Notre pratique révolutionnaire confirme la justesse de la ligne suivie par le Parti en ce qui concerne l'élévation du bien-être du peuple notamment à travers un accroissement de la consommation sociale plus rapide que celui du fonds des salaires. La mise en œuvre de cette politique a fait qu'en 1975 le fonds de consommation sociale était au total 2,1 fois plus élevé qu'en 1965. Cela a permis de toujours mieux satisfaire les besoins de tous les travailleurs dans le domaine de l'enseignement, de la culture, de la santé et d'une série d'autres services socioculturels.

Conformément aux orientations du VI^e Congrès du Parti, des mesures importantes ont été prises pour améliorer le système des salaires. Par décision du Comité central du Parti et du Conseil des ministres d'avril 1976, les salaires supérieurs à 900 leks par mois ont été réduits, les salaires des ouvriers des entreprises agricoles ont été relevés et de nouvelles mesures ont été arrêtées à l'avantage de la campagne. L'application de ces mesures a eu pour effet un meilleur approvisionnement du marché en produits de consommation courante de plus haute qualité, plus variés et à des prix stables.

Cela a entraîné une nouvelle réduction des différences de salaires entre les divers groupes et catégories de travailleurs et entre les revenus des citadins et des ruraux.

Le rapport entre le salaire moyen des ouvriers et les salaires les plus élevés des employés est actuellement de 1 à 2, contre 1 à 2,5 auparavant. C'est là une ligne juste, révolutionnaire, que notre Parti applique d'une manière conséquente.

La réduction des différences entre la ville et la campagne est l'un des problèmes qui n'a cessé de préoccuper le Parti. En cette question, il s'est guidé sur le principe selon lequel **le socialisme ne se construit pas seulement à la ville, ni seulement pour la classe ouvrière, mais qu'il se construit aussi à la campagne, et aussi pour la paysannerie.**

Les différences de revenu réel par habitant entre la campagne et la ville, suscitées par les conditions objectives du grand retard économique et social que notre campagne a hérité du passé, constituent une contradiction que l'on tend actuellement à surmonter graduellement. Les institutions éducatives, culturelles et sanitaires ont été étendues jusqu'aux villages les plus reculés. Après la grande victoire de l'électrification complète du pays, le raccord de tous les villages au réseau téléphonique a été achevé et l'on travaille à faire en sorte qu'ils soient tous desservis par des routes carrossables. Le système des pensions et de la sécurité sociale s'est étendu aussi aux campagnes à l'avantage des coopérateurs et une série d'autres problèmes de caractère social ont été résolus. En vertu d'une décision d'avril 1976, l'Etat a pris en charge, à la campagne comme à la ville, les dépenses entraînées par les services socioculturels. Le taux des retraites des coopérateurs a été élevé pour s'aligner sur celui des travailleurs des villes. De même, le montant de la retraite minima a été augmenté, il est versé de façon centralisée aux coopératrices une allocation pour leur congé de maternité.

Afin de réduire toujours davantage les différences entre la campagne et la ville, la politique du Parti a visé et vise à faire en sorte que les revenus de la population rurale s'accroissent plus vite que ceux de la

population urbaine. Au cours du prochain quinquennat, le rythme d'accroissement du revenu réel par habitant sera dans les campagnes plus de 3 fois plus élevé que dans les villes.

La mise en œuvre de toutes ces mesures au profit de la campagne qui ne porteront pas pour autant atteinte au niveau de vie des citadins, a renforcé et renforcera toujours plus l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée ainsi que la dictature du prolétariat dans notre pays.

Le but du Parti est de rendre la vie de notre peuple aussi heureuse que possible et d'assurer une amélioration générale de son bien-être. Mais il importe que tous comprennent bien que, pour atteindre ces objectifs, le facteur principal a été et demeure la mobilisation générale des travailleurs de la ville et de la campagne afin d'accroître la production socialiste et d'élever le rendement au travail, chacun devant se guider sur notre principe révolutionnaire selon lequel avant de réclamer de la société, il faut soi-même lui donner le plus possible.

6. COMPRENDRE ET METTRE CORRECTEMENT EN OEUVRE LE PRINCIPE DE L'APPUI SUR SES PROPRES FORCES

L'édification intégrale de la société socialiste est étroitement liée à la compréhension et à l'application du principe de l'appui sur ses propres forces, à chaque pas et dans chaque domaine de la vie. Ce grand principe marxiste-léniniste, d'un profond contenu révolutionnaire, est non seulement une loi de l'édification du socialisme, mais aussi, dans les conditions de notre pays, un impératif absolu pour tenir tête victorieusement aux blocus et à l'encerclement que nous imposent nos ennemis.

L'appui sur ses propres forces est un principe sur lequel notre Parti et notre peuple se sont toujours guidés dès l'époque de la Lutte de libération nationale, alors qu'on combattait sous le mot d'ordre «La liberté ne se reçoit pas en cadeau, le peuple doit la conquérir lui-même». Dans la lutte pour l'édification du socialisme et la défense de la patrie, le Parti s'en tient aussi à ce principe et il l'applique de manière conséquente. La liberté conquise, tous les succès obtenus, notre vie socialiste et indépendante, sont une confirmation dans la pratique de la conclusion léniniste selon laquelle le facteur intérieur qu'est l'appui sur ses propres forces est le facteur décisif, aussi bien dans la lutte pour le triomphe de la révolution et la prise du pouvoir que dans la lutte pour la construction du socialisme et la défense de la patrie.

Notre Parti n'a cessé de soutenir le point de vue selon lequel l'appui sur ses propres forces n'est pas une politique temporaire et conjoncturelle, mais une nécessité objective pour chaque pays, grand ou petit, avancé ou arriéré, un principe applicable dans les luttes de libération et dans la révolution prolétarienne comme dans l'édification du socialisme et la défense de la patrie. L'application de ce principe barre toutes les voies au déferlement des crédits des banques et des Etats bourgeois et révisionnistes, au moyen desquels les impérialistes et les sociaux-impérialistes asservissent les pays et les peuples, leur sucent leur sang et exploitent leur sueur. Les prétendues aides des impérialistes et des sociaux-impérialistes aux pays en voie de développement ne sont qu'une grande supercherie, elles visent à pressurer l'économie de ces pays et à leur imposer la politique impérialiste.

La propagande bourgeoise-révionniste s'efforce de répandre et de développer chez les peuples, en particulier des pays en voie de développement, un sentiment d'humilité et de soumission devant les grandes puissances impérialistes. Les révisionnistes soviétiques surtout déforment l'essence révolutionnaire du principe de l'appui sur ses propres forces et ils le considèrent comme «un glissement vers les positions du nationalisme étroit», comme «un abandon des positions de l'internationalisme prolétarien», comme «une renonciation à l'entraide entre pays socialistes». Par ces thèses antimarxistes, ils cherchent à légitimer leur politique d'expansion impérialiste et les pratiques d'exploitation capitaliste des autres pays. Ils visent à affaiblir la confiance des peuples dans la possibilité de s'édifier une vie indépendante et, en général, d'exister en tant que nations libres.

Tout en œuvrant pour la construction du socialisme selon le principe de l'appui sur ses propres forces, notre Parti n'a jamais songé à créer une économie autarcique, repliée sur elle-même. De même, s'il combat tout sentiment d'infériorité et de soumission devant ce qui est étranger, il n'a pas pour autant nié la valeur de la pensée progressiste mondiale, les réalisations de la science et de la technique des autres pays. Il a toujours apprécié l'expérience révolutionnaire de tous les peuples, tout ce qui sert la cause de l'émancipation et du progrès de l'humanité. L'appui sur ses propres forces, loin d'exclure la coopération et l'entraide entre les forces révolutionnaires et socialistes, les présuppose. L'aide que la révolution triomphante accorde aux pays et aux peuples qui luttent pour la libération nationale et sociale, l'entraide entre les pays qui construisent le socialisme, est un devoir internationaliste. Elle est tout à fait désintéressée et s'inspire des intérêts supérieurs du marxisme-léninisme. Cette aide est non seulement dans l'intérêt du pays qui la reçoit, mais aussi de celui qui l'accorde, car le triomphe du socialisme dans un pays sert le triomphe de la révolution dans les autres pays, son triomphe sur le capitalisme et le révisionnisme.

Les progrès accomplis par notre pays dans sa voie ont confirmé et confirment toujours davantage notre peuple dans sa conviction que la ligne suivie par le Parti est juste, que de grandes possibilités existent pour faire avancer l'édification intégrale de la société socialiste en nous appuyant sur nos ressources matérielles et humaines.

Le principe de l'appui sur ses propres forces exige au premier chef que nous fassions reposer nos efforts sur les énergies créatrices, intellectuelles et physiques du peuple, dirigé par le Parti. Le socialisme est l'œuvre des masses, de sorte que tout ce qui est produit et créé est je fruit du travail, de la peine et de l'intelligence du peuple.

Le principe de l'appui sur ses propres forces est compris comme il se doit lorsqu'un collectif ou une personne en particulier accomplit et sur-accomplit les tâches qui lui sont assignées, sans réclamer des moyens supplémentaires à l'Etat et à la société. Ce principe implique en premier lieu le devoir de lutter partout avec fermeté pour augmenter la productivité du travail, pour accroître la production et diminuer les frais, pour préserver, accroître et exploiter de la manière la plus efficace les machines et les équipements, pour élever le niveau d'aptitude technico-professionnelle des travailleurs et approfondir la révolution technico-scientifique.

Le principe de l'appui sur ses propres forces est correctement compris lorsqu'il est mis en œuvre dans chaque secteur de l'activité sociale, à l'échelle nationale comme au niveau du district, lorsqu'il s'étend à chaque maillon et cellule de la vie du pays, à chaque entreprise et coopérative, à chaque institution et à chaque unité militaire, lorsqu'on travaille et vit partout comme en un lieu assiégé.

IV - LA LUTTE DU PARTI SUR LE FRONT IDEOLOGIQUE

Les années qui viennent de s'écouler ont été des années de grand travail et de lutte intense pour la révolutionnarisation continue de toute la vie du pays. Ce grand processus de transformation a conduit au renforcement du Parti et du pouvoir, à la consolidation de la base économique, au développement de l'enseignement et de la culture et de la capacité de défense de la patrie. Il a conduit à l'élévation de la conscience des travailleurs, il les a dotés de plus profondes convictions marxistes-léninistes, il a instauré un esprit élevé de combat et de mobilisation au travail, incité l'esprit d'initiative des masses, aiguisé leur vigilance politique et idéologique et renforcé encore davantage leur confiance dans leurs propres forces. Dans cette lutte multiforme, l'unité combattante du peuple autour du Parti s'est consolidée et la dictature du prolétariat a été défendue et renforcée.

1. DEVELOPPONS DE MANIERE JUSTE ET AVEC FERMETE LA LUTTE DE CLASSE

La construction du socialisme est un processus de lutte de classes acharnée entre deux voies, la voie socialiste et la voie capitaliste, une lutte qui se déroule sur tous les fronts, aussi bien politique et idéologique que militaire et économique.

Cette lutte, en régime socialiste également, est un phénomène objectif, c'est la principale force motrice qui fait avancer la révolution et l'édification du socialisme, la force qui défend le Parti, l'Etat et tout le pays contre la dégénérescence bourgeoise-révisionniste et la restauration du capitalisme, une force qui purifie la conscience des travailleurs et renforce leur esprit prolétarien.

Les grands succès et victoires remportés par notre peuple, sous la direction du Parti, dans sa lutte pour le développement de la révolution et la construction du socialisme, sont liés au fait que le Parti s'en est fermement tenu à la ligne de la lutte de classe et qu'il a mené cette lutte avec esprit de suite contre les ennemis extérieurs et intérieurs, de même qu'au sein du peuple et dans ses propres rangs. Dans le processus de cette lutte, le Parti a accumulé une riche expérience révolutionnaire, de grande valeur théorique et pratique, dont il a tiré des enseignements et des conclusions très utiles pour la défense et la construction du socialisme, pour son propre renforcement et celui de la dictature du prolétariat.

La lutte de classes qui s'est déroulée au cours de toute l'existence du Parti, et notamment ces temps derniers, a montré que **le danger principal, l'ennemi principal de notre Parti comme de tout le mouvement communiste et ouvrier révolutionnaire international, a été et demeure l'opportunisme de droite, le révisionnisme.** C'est là une menace constante pour un pays qui édifie le socialisme dans les conditions de l'encerclement capitaliste; mais elle a encore grandi, surtout après la liquidation de l'ordre socialiste en Union soviétique et après l'embourgeoisement de nombreux partis communistes du monde. Dans un pays où se construit avec succès le socialisme, il est difficile aux ennemis d'arborer ouvertement le drapeau de l'anticommunisme. Leur arme préférée pour le renversement du socialisme, c'est le pseudo-marxisme, la contre-révolution révisionniste.

L'expérience internationale et celle de notre pays montrent que la bourgeoisie et la réaction ne fondent pas leurs espoirs de restauration du capitalisme seulement sur les débris des vieilles classes exploiteuses, sur les espions et les agents de subversion étrangers. Ces espoirs, elles les fondent surtout sur d'autres ennemis du socialisme, qui apparaissent au sein même de la société socialiste, sur les gens gravement contaminés par les survivances des vieilles idéologies, sur les gens aux tendances individualistes et carriéristes prononcées, sur les gens corrompus par les influences des idéologies bourgeoises-révisionnistes actuelles, sur ceux qui fléchissent devant la pression des ennemis extérieurs et intérieurs, qui finissent par s'écarter de la révolution et dégénèrent en contre-révolutionnaires.

Dans la société socialiste, le danger subsiste de voir dégénérer des personnes isolées et apparaître de nouveaux éléments bourgeois, qui peuvent se transformer en contre-révolutionnaires. Cela est dû, comme nous l'enseigne le marxisme-léninisme, non seulement au fait que la société nouvelle, socialiste, conserve encore des traditions, des coutumes, des comportements et des conceptions de la société bourgeoise dont elle est issue, mais aussi à certaines conditions économiques et sociales, qui, dans la phase de transition, subsistent dans la société socialiste. Les forces productives et les rapports de production, le mode de répartition fondé sur eux sont encore loin d'être entièrement communistes. Les différences qui existent en divers domaines, par exemple entre la campagne et la ville, entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre le travail qualifié et le travail non qualifié, et qui ne peuvent être éliminées du jour au lendemain, influent aussi dans ce sens. A quoi il faut ajouter la pression considérable et multiforme exercée du dehors par le monde capitaliste et révisionniste. Le socialisme peut limiter notablement l'apparition de phénomènes négatifs, étrangers à sa nature, mais il ne peut les conjurer entièrement.

C'est pourquoi, le fait que, à un moment donné, nous découvrons et écrasons des éléments isolés ou un groupe hostile, ne doit pas nous mettre en sommeil ni nous faire croire que les ennemis ont été éliminés pour autant. **Tant que la lutte de classes se poursuit, tant que la pression bourgeoise hostile se fait sentir de l'intérieur et de l'extérieur, le danger de l'apparition de nouveaux ennemis et de leur action contre le socialisme, subsiste.** Le Parti et le peuple doivent toujours être sur leurs gardes, vigilants et révolutionnaires, ils doivent mener une lutte de classe résolue et intransigeante et barrer aux ennemis toute voie par où ceux-ci pourraient nous nuire.

L'Albanie socialiste offre un grand exemple du fait que, contrairement aux assertions des idéologues bourgeois, l'apparition du révisionnisme et la restauration du capitalisme ne sont pas une fatalité. Notre pays témoigne de la vitalité du socialisme, de la force invincible des idées du marxisme-léninisme, qui, appliquées de manière conséquente, font avancer sûrement la cause de la révolution et de la dictature du prolétariat. La juste compréhension de ce problème, son examen dans une optique dialectique revêtent une grande importance de principe, et les destinées même du socialisme en dépendent.

Le front intérieur et le front extérieur de la lutte que nous livrent les ennemis de classe sont très étroitement liés et coordonnés entre eux. Ils sont unis par l'idéologie anticommuniste et par la nécessité de se soutenir mutuellement dans la lutte contre le Parti et l'ordre socialiste. Il est important de bien comprendre non seulement que cet état de choses continuera d'exister tant qu'existeront l'encerclement impérialiste-révionniste et les vestiges du capitalisme à l'intérieur du pays, mais surtout que cette collaboration peut se renforcer et devenir très dangereuse si nous nous montrons inattentifs, si nous manquons de vigilance et si nous ne combattons pas cette action avec détermination.

Le Parti a mené sans répit un grand travail pour faire comprendre correctement la nature de l'encerclement impérialiste-révionniste et la lutte contre lui. Les résultats de cette lutte sont apparents dans tous les domaines. Sous la direction du Parti, notre peuple a tenu tête fermement aux pressions politiques, aux blocus économiques, aux menaces militaires et à l'agression idéologique des ennemis. Il ne s'est jamais laissé tromper par leurs flatteries et leur démagogie pas plus que par leurs manœuvres diplomatiques.

Néanmoins, à l'avenir également, le Parti aura pour devoir permanent de faire en sorte que tous, jeunes et vieux, prennent toujours mieux conscience du caractère hostile de l'encerclement impérialiste-révionniste, des dangers qu'il fait peser sur nous et des tâches qui nous incombent pour tenir tête victorieusement à la pression qu'il exerce sur notre pays dans tous les domaines. Les nombreux ennemis de l'Albanie socialiste la considèrent comme une épine dans leur chair et ils s'efforcent par tous les moyens de la saper et de la détruire. Sans égard à leurs tactiques et aux conjonctures, ils restent toujours des ennemis et l'on ne doit se faire aucune illusion sur leur compte.

L'encerclement impérialiste-révionniste n'est nullement passif ou simplement géographique, c'est un encerclement menaçant et agissant, qui nous combat dans tous les domaines et toutes les directions. Toutefois, il est encore des gens qui ont une conception superficielle et simpliste de cet encerclement, qui sous-estiment tantôt le danger d'agression militaire, tantôt les difficultés dérivant du blocus économique, tantôt le danger de diversion idéologique étrangère. Des attitudes de ce genre sont très nocives.

Notre Patrie socialiste a été et est constamment menacée d'agression militaire de la part de l'impérialisme et du social-impérialisme. Le fer de lance de la politique agressive des superpuissances est dirigé au premier chef contre le socialisme, la révolution et la libération des peuples, contre les forces qui démasquent et contrecarrent leur cours hégémoniste et expansionniste. C'est pourquoi le danger d'une agression militaire étrangère contre l'Albanie socialiste est réel, et il ne doit être ni sous-estimé ni surestimé.

Outre la manière forte, les ennemis impérialistes et révionnistes usent aussi de la tactique qui consiste à faire dégénérer pacifiquement l'ordre socialiste en attachant une importance particulière à l'agression idéologique, précisément à la voie contre-révolutionnaire qui s'est révélée si fructueuse en Union soviétique et dans d'autres pays ex-socialistes.

L'encerclement impérialiste-révionniste agit avec une grande force dans le domaine de l'économie également. Le farouche blocus économique, la discrimination dans les relations commerciales, les tentatives d'entraver le développement de la production, sont autant d'armes que les ennemis emploient pour saboter l'édification du socialisme et saper l'indépendance économique et politique du pays.

Le but de nos ennemis extérieurs est de désagréger notre front intérieur, d'exciter et d'encourager les éléments antisocialistes et contre-révolutionnaires dans le pays. Voilà pourquoi **nous devons faire face au front uni de nos ennemis en renforçant notre front intérieur dans tous les domaines, dans la défense et l'économie, dans la politique et l'idéologie, et en menant la lutte de classe sans répit et de façon conséquente.** Combattons fermement tout esprit d'euphorie et toute tendance à surestimer nos forces, tout manque de sérieux et de mobilisation dans la lutte contre l'encerclement impérialiste-révisionniste.

Les gens de chez nous doivent, chaque jour, vivre la situation politique extérieure et intérieure du pays, considérer constamment leurs tâches en étroite liaison avec cette situation, œuvrer avec un esprit élevé d'abnégation et de sacrifice, être vigilants et toujours prêts à combattre avec détermination toutes les tentatives et les pressions des ennemis. On ne combat pas l'encerclement impérialiste-révisionniste une seule fois ou sous forme de campagnes périodiques, il faut le faire tous les jours sans relâche.

Notre Parti a souligné que la lutte sur le front idéologique constitue l'un des principaux secteurs de la lutte de classe. Cette lutte se développe avec force et sur un vaste front contre toutes les idéologies étrangères, anciennes et nouvelles, qui restent vivaces et sont inspirées et encouragées par la pression bourgeoise intérieure et extérieure. C'est là un grand front de lutte, très important et complexe, qui requiert l'attention permanente du Parti.

Les succès qui ont été obtenus dans ce domaine constituent une des plus grandes victoires du Parti et du peuple. Des coups puissants, écrasants, ont été portés à la psychologie et aux mentalités petites-bourgeoises, aux usages rétrogrades et aux préjugés religieux, aux manifestations et influences des idéologies étrangères, bourgeoises-révisionnistes. Tout ce travail a visé à faire en sorte que les hommes de chez nous soient constamment engagés dans la révolution, qu'ils ne s'en détachent pas un seul instant, qu'ils luttent et travaillent avec abnégation, toute leur vie durant, pour la grande cause du Parti, pour le socialisme et le communisme. Les travailleurs de chez nous se caractérisent par une haute conscience politique, par l'héroïsme dans le travail, par le sens des responsabilités et l'esprit de sacrifice. C'est là un témoignage de la force invincible du marxisme-léninisme et du socialisme, de la justesse de la ligne du Parti.

Toutefois, cette réalité saine et révolutionnaire ne doit pas nous induire à affaiblir tant soit peu notre lutte sur le front idéologique, parce qu'aujourd'hui la question se pose comme l'a posée Lénine il y a plusieurs décennies :

«idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu... C'est pourquoi tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 5, pp. 452-453.)

Le fait que la lutte de classes sur le front idéologique se développe aussi au sein du peuple et du Parti, dans la conscience de chacun, empêche certains de distinguer le contenu hostile de ces manifestations étrangères. D'autres sous-estiment l'importance de cette lutte, s'imaginant que les survivances des vieilles idéologies représentent un danger plutôt potentiel que réel. Ils oublient que ces survivances et influences n'ont pas été et ne sont pas seulement une sorte de tumeur dans la conscience des hommes, mais qu'elles constituent aussi un facteur qui incite à des attitudes et à des actes antisocialistes, comme les vols et les dégradations de la propriété socialiste, les manquements à la discipline prolétarienne dans le travail, les actes de favoritisme et de népotisme, les attitudes bureaucratiques et libérales, patriarcales et conservatrices, etc. Tous ces actes et ces comportements, même lorsqu'ils ne sont pas le fait d'ennemis ni influencés directement par eux, n'en sont pas moins nocifs et ils deviennent de sérieux obstacles à la construction du socialisme. Les survivances des idéologies étrangères, la mentalité petite-bourgeoise, l'attachement à la propriété privée et la tendance à mettre son intérêt personnel au-dessus de l'intérêt général, constituent un terrain fertile où germent et croissent la dégénérescence bourgeoise, les conceptions révisionnistes et capitulardes. Aussi la lutte sur le front

idéologique n'est-elle pas une campagne temporaire, c'est une lutte continue pour le triomphe de l'idéologie et de la morale prolétariennes, une lutte pour le triomphe du socialisme et du communisme.

Notre pratique de la révolution et de l'édification socialistes nous enseigne que la lutte de classe n'est jamais complète si elle n'est pas développée dans toutes ses principales directions, dans les domaines politique, économique et idéologique. Ces trois formes de lutte de classe se combinent et se complètent mutuellement. A des périodes déterminées peut surgir au premier plan l'une ou l'autre d'entre elles, mais en toute circonstance cette lutte doit être menée de front. N'oublions pas que l'ennemi aussi mène sa lutte dans toutes les directions. Il nous combat tout à la fois sur le front idéologique, sur le front politique et sur le front économique. C'est ce que la pratique de ces dernières années est venue encore clairement confirmer.

La sous-estimation de l'un ou de l'autre de ces aspects peut avoir des conséquences négatives, elle conduit à des déformations, à l'affaiblissement de la lutte de classe dans son ensemble. Dans la pratique, il n'est ni il ne peut être mené de lutte de classe sur aucun front en dehors de la lutte pour le renforcement de la dictature du prolétariat, pour le raffermissement du rôle dirigeant du Parti, pour la défense de la patrie. La lutte de classe ne peut être conçue en dehors des efforts à déployer pour la réalisation du plan économique du pays et des tâches à remplir dans chaque autre domaine de l'activité sociale, en dehors de la lutte pour inculquer aux masses l'idéologie prolétarienne.

L'ennemi de classe s'efforce de mettre en sommeil la vigilance des masses, il cherche des périodes de tranquillité et de répit dans le développement de la lutte de classes, pour regrouper ses forces et frapper par surprise. Les organisations du Parti et tous les travailleurs, avec à leur tête la classe ouvrière, ont pour devoir d'empêcher la création de telles situations favorables pour l'ennemi et d'être toujours à l'offensive, de garder toujours bien acéré le fer de lance de la lutte de classe, d'être intransigeants à l'égard des ennemis et de leurs idéologies.

Notre Parti a toujours mené la lutte de classe correctement et sans commettre d'erreurs, selon les enseignements du marxisme-léninisme. Cette question a toujours eu et elle garde une importance particulière, car toute déviation dans le développement de la lutte de classe nuit gravement à l'action du Parti et des masses. Voilà pourquoi il convient en chaque cas d'adopter une position de principe, sans verser ni dans l'opportunisme ni dans le sectarisme, l'un et l'autre de ces phénomènes qui se rencontrent tous deux dans la vie.

Les attitudes passives, non militantes, qui se sont fait jour dans certaines organisations de base du Parti, chez certains cadres des secteurs où les divers groupes hostiles condamnés ont mené leur activité de sape, étaient des attitudes opportunistes. Les ennemis violaient la ligne du Parti, ses directives et ses orientations, ils manifestaient des tendances à la dégénérescence, et pourtant ni ces organisations ni les cadres n'ont élevé la voix contre eux pour dire halte à temps à cette activité malfaisante. Les attitudes «indulgentes» à l'égard de l'ennemi de classe, le sentimentalisme petit-bourgeois dont on fait preuve dans certains cas envers les éléments qui dégénèrent, qui enfreignent les normes de la société socialiste et les lois de l'Etat, les attitudes tolérantes et conciliantes envers les manifestations étrangères à notre idéologie, sont des attitudes opportunistes.

Les attitudes rigides et sectaires nuisent, elles aussi, à la ligne du Parti. De telles attitudes se sont manifestées récemment chez certains communistes et cadres. Ceux-ci, lorsque le Parti a découvert et condamné des éléments à l'esprit libéral-opportuniste et hostile, se sont mis à considérer avec une suspicion excessive même quelque petit travers bénin. On observe parfois chez certains des tendances à user de méthodes administratives là où il convient d'employer la méthode de persuasion et d'éducation. Ce sont là également des tendances sectaires. Souvent les sectaires se posent en «révolutionnaires conséquents», «respectueux des principes». En fait ce sont des opportunistes et ils agissent ainsi simplement pour «se mettre à couvert».

Ces vacillements opportunistes ont leur origine dans une incorrecte compréhension du caractère des deux types de contradictions qui existent dans notre société, dans la confusion des contradictions antagonistes et des contradictions non-antagonistes. Aussi le Parti doit-il éclairer à fond ces questions et expliquer **qu'on ne peut combattre avec succès l'opportunisme si l'on ne combat pas en même temps le sectarisme, et inversement**. Par ailleurs, il est indispensable que la lutte de classe ne soit pas menée sous des formes étroites et seulement d'en haut, mais en liaison avec les masses, avec leur large et active participation. C'est dans cette voie que s'accomplit aussi l'éducation révolutionnaire des travailleurs, que se renforce et se trempe aussi l'unité du Parti et du peuple.

Le Parti a souligné que l'un des secteurs les plus importants de la lutte de classe est celui de la lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme, ces deux ennemis dangereux de la dictature du prolétariat et du socialisme. Le Parti a mené un travail considérable et incessant contre ces phénomènes négatifs et il a adopté une série de mesures concrètes, notamment pour rapprocher le Parti du peuple et réduire les appareils administratifs, pour entraîner plus activement les masses à l'administration, pour renforcer et perfectionner le contrôle ouvrier et paysan direct, pour extirper l'esprit de hiérarchie bureaucratique et pour démocratiser la vie dans l'armée, pour barrer tout accès à la pénétration de l'idéologie étrangère, pour révolutionnariser notre école, notre littérature et nos arts.

Pourtant, malgré les succès obtenus et les coups rudes portés au bureaucratisme et au libéralisme, le Parti ne considère pas la lutte contre ces phénomènes comme terminée. L'un et l'autre demeurent un danger sérieux et la lutte contre eux reste actuelle. Ils constituent une arme aux mains des ennemis de classe pour saper le Parti, l'Etat prolétarien et notre vie socialiste.

Les analyses auxquelles le Comité central a procédé dans les secteurs de la culture, de l'économie, de l'armée etc... ont montré que, d'une part, tous les éléments hostiles se sont appuyés dans leurs agissements sur le libéralisme et le bureaucratisme et que, d'autre part, ils les ont alimentés par tous les moyens, à leurs fins contre-révolutionnaires. Dans leurs efforts pour saper le socialisme et la dictature du prolétariat, ils ont tâché de faire prévaloir à la direction de tous les secteurs, non pas la ligne et la direction du Parti, mais le technocratisme, ils ont tâché d'affaiblir et d'éliminer le contrôle du Parti, de l'Etat et des masses, pour avoir les mains libres et agir à leur guise, d'inciter à la décentralisation anarchiste et de créer des organismes isolés et indépendants, de gonfler les appareils et les institutions d'Etat, d'affaiblir leur composition prolétarienne et d'encourager la préférence pour le travail de bureau, d'ouvrir la porte à des phénomènes qui nous sont étrangers, de saper la confiance dans nos propres forces, etc.

Cependant, les conceptions et les pratiques libérales et bureaucratiques ne se manifestent pas seulement dans l'activité des ennemis. Elles se rencontrent aussi parmi nos gens, dans le travail de nos organismes et de nos appareils. La lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme sera longue, car ces deux maux ont des racines profondes, ils se rattachent à des facteurs économiques, sociaux et idéologiques et sont encouragés par les ennemis intérieurs et extérieurs. La mesure de leur propagation dépend du niveau politique et culturel des hommes, du travail du Parti pour l'éducation et la trempe révolutionnaire des travailleurs, de la compréhension du danger qu'ils présentent et des voies à suivre pour les combattre.

Le bureaucratisme et le libéralisme sont des modes de pensée et d'action idéalistes et réactionnaires, antipopulaires et antisocialistes. La propagande du Parti a pour devoir de démasquer, arguments théoriques et pratiques à l'appui, la nature idéologique de classe du libéralisme et du bureaucratisme. **Les communistes, les ouvriers et les larges masses de travailleurs doivent se dresser avec une profonde conviction contre les manifestations de libéralisme, contre les déformations et la routine bureaucratiques, chercher à les déceler et à les combattre, quel que soit le maillon où elles apparaissent et la forme qu'elles revêtent.**

Il est nécessaire de renforcer et d'approfondir encore la lutte contre le technocratisme et l'intellectualisme, en tant que reflets du bureaucratisme, qui conduisent à un éloignement de l'idéologie

et de la politique prolétarienne du Parti, à l'affaiblissement du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans notre société, au dédain du rôle et de la pensée créatrice des masses. Les influences technocratiques et intellectualistes, notamment celles qui ont été observées ces dernières années, se sont traduites entre autres par une surestimation de la technique et de la spécialisation, par la tendance à ne pas envisager les problèmes sous l'angle politique et idéologique, par un manque de confiance dans l'élan et l'optimisme des masses.

Il importe d'intensifier toujours plus la lutte contre le libéralisme, en tant qu'expression d'opportunisme idéologique et politique, de tolérance envers l'ennemi de classe, d'accommodement avec les influences des idéologies étrangères, les insuffisances et les faiblesses. La nécessité d'approfondir cette lutte devient encore plus impérieuse parce que les manifestations et les influences libérales se sont fait sentir ces dernières années avec une assez grande acuité et elles ont porté préjudice au travail dans plusieurs secteurs, entre autres dans la culture, l'armée, l'économie, etc. Ne sous-estimons en aucun cas et en aucune circonstance ces dangers, mais aiguisons constamment notre vigilance politique et idéologique, renforçons le contrôle à la fois d'en haut et d'en bas, renforçons chez tous la discipline et la conscience prolétariennes.

Le Parti doit veiller particulièrement à extirper les conceptions libérales et anarchistes sur la démocratie et la liberté dans la société socialiste. Certains pensent que; étant en démocratie, ils n'ont que des droits et pas de devoirs, que seuls l'Etat et la société ont des obligations envers eux, et ils ne manquent pas d'en exiger l'exécution alors qu'eux seraient libres de se comporter et d'agir à leur guise, d'enfreindre, comme si de rien n'était, la discipline du travail et la discipline sociale; les lois et les règlements de l'Etat et de la société. Ces points de vue très nuisibles doivent être combattus avec fermeté, parce qu'ils sont étrangers aux principes du socialisme.

Dans les rangs de notre Parti et de notre peuple règne un esprit sain de vivant militantisme politique et cela constitue une grande victoire de notre Parti. Mais cela ne doit pas nous conduire à l'autosatisfaction ni nous faire fermer les yeux devant les manifestations d'indifférentisme que Ton observe chez nombre de travailleurs, et même chez certains communistes et cadres. La lutte contre les manifestations d'indifférentisme demeure une tâche actuelle du Parti et de ses leviers.

Le Parti n'a cessé de souligner que **la lutte de classe dans le domaine idéologique doit être frontale et menée à la fois contre le libéralisme et le bureaucratisme, à la fois contre les survivances de l'idéologie des anciennes classes exploiteuses et contre les influences et les manifestations des idéologies bourgeoises et révisionnistes actuelles.** Tout en luttant contre le libéralisme dissolvant d'origine bourgeoise-révisionniste et ses effets de dégénérescence, nous ne devons pas sous-estimer la lutte contre les manifestations du conservatisme, qui, en raison de nos conditions historiques, garde encore des racines et des influences qui ne sont pas seulement superficielles.

Dans la période comprise entre les deux congrès, les 4^e, 5^e, 6^e et 7^e plénums du Comité central du Parti ont été de grandes écoles de lutte de classe. Ces plénums ont mis au jour et réduit à néant les groupes hostiles de Fadil Paçrami et Todi Lubonja, de Beqir Balluku, Pétrit Dume et Hito Çako, d'Abdyl Këllezi, Koço Theodhosi et Kiço Ngjela, etc., qui avaient mené une vaste activité de sape et de sabotage dans le domaine idéologique et culturel, dans l'armée, dans l'industrie, dans la planification, dans le commerce, etc. *[Ces groupes étaient dirigés, comme cela s'avéra par la suite, par Mehmet Shehu, ancien premier ministre et agent d'un certain nombre de services secrets étrangers. (Voir Enver Hoxha, Les Titistes, (Notes historiques), Editions «8 Nëntori», Tirana. 1982, éd. fr. pp. 589-657).]*

Il s'agissait là d'un grand complot extrêmement dangereux. Ces ennemis, en étroite liaison et coopération entre eux, et coordonnant leurs menées avec certains Etats révisionnistes, visaient à liquider le Parti, à renverser le pouvoir populaire, à ouvrir la voie au révisionnisme et à restaurer le capitalisme en Albanie.

Dans le domaine idéologique et culturel, le groupe de traîtres de Fadil Paçrami, Todi Lubonja et consorts s'est efforcé de propager l'idéologie, la culture et le mode de vie bourgeois-révissionniste, pour créer un terrain favorable à la contre-révolution politique. Il visait, en premier lieu, à corrompre notre jeunesse et notre intelligentsia, à les lancer contre le Parti et le socialisme, à l'exemple de ce qu'ont fait les ennemis du marxisme-léninisme dans les pays révisionnistes.

Le groupe de traîtres putschistes de Beqir Balluku, Pétrit Dume et Hito Çako était une fraction à la tête de l'armée, un groupe de comploteurs qui avaient pour but de renverser le Comité central par la force et par un putsch armé, d'anéantir le Parti du Travail d'Albanie et la dictature du prolétariat, avec l'appui et l'intervention armée de l'étranger. Afin d'atteindre leurs buts, ils ont œuvré à affaiblir l'organisation du Parti et son rôle dirigeant dans l'armée, à remplacer l'idéologie marxiste-léniniste de notre Parti par l'idéologie révisionniste, à saboter la ligne de notre Parti en matière militaire et à y opposer leurs thèses capitulardes et traîtresses. Ils ont cherché à miner la capacité de défense du pays et à introduire dans l'armée d'odieuses méthodes propres aux armées bourgeoises et révisionnistes.

Le groupe de traîtres d'Abdyl Këllezi, Koço Theodhosi, Kiço Ngjela et consorts, a déployé une vaste activité hostile dans le domaine économique. Ce groupe s'est efforcé de déformer la ligne du Parti pour le développement de notre économie, ses principes d'organisation et de direction, et d'y introduire des formes et des méthodes révisionnistes d'autogestion, etc. Il a mené une activité de sabotage, lourde de conséquences, dans les secteurs clés que sont ceux de la planification, du pétrole, du commerce extérieur, etc. C'est ainsi qu'il s'efforçait d'affaiblir et de miner la base de notre ordre socialiste, d'ouvrir la voie à l'assujettissement et à l'asservissement économiques et politiques de notre pays envers l'étranger.

Ces groupes étaient, au sein du Parti et de l'Etat, des officines impérialistes-révissionnistes composées d'éléments politiquement et moralement dégénérés, embourgeoisés et qui avaient capitulé face à la pression des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur, face à l'encerclement et à l'agression idéologique de l'impérialisme et du révisionnisme international.

Le danger que présentaient ces groupes hostiles était extrêmement sérieux, car les éléments qui les composaient occupaient des postes importants dans le Parti et au pouvoir, et ils exploitaient la grande autorité du Parti pour camoufler leur action hostile. Ils masquaient leur activité contre-révolutionnaire en prétendant agir toujours au nom du Parti, soi-disant pour son bien et celui du peuple, soi-disant pour appliquer de façon créatrice ses décisions et ses directives. Ils opéraient en sous main, n'osaient pas se dresser ouvertement contre la ligne du Parti, car, de même que tous les autres ennemis, ils ne possédaient aucune base dans le Parti et dans le peuple. Ils se sentaient écrasés par la force et l'unité d'acier du Parti. La solidité de ses liens avec le peuple les épouvantait.

Si ces ennemis réussirent à agir et à mener leur action funeste pendant un temps, ce fut, entre autres raisons, parce qu'ils trouvèrent des lacunes dans le travail du Parti et du pouvoir. Ils mirent à profit les erreurs et les insuffisances, les manifestations de bureaucratisme, de libéralisme et d'euphorie, qu'ils encouragèrent et propagèrent par ailleurs autant qu'ils purent, ils tirèrent parti de l'affaiblissement de la vigilance et du contrôle, du manque de détermination dans l'application des principes et des normes du Parti et de l'Etat, de divers défauts dans le travail d'éducation, de l'insuffisante observation des enseignements du Parti sur la lutte de classes et l'encerclement impérialiste-révissionniste.

Tous les organes dirigeants, y compris le Comité central et le gouvernement, ont une part de responsabilité dans ce qui s'est produit. Une responsabilité particulière, collective et individuelle, retombe sur les organisations du Parti, sur les communistes et les cadres des secteurs où les ennemis ont déployé leur activité la plus intense. Leur responsabilité tient au fait qu'ils ont permis que soit affaibli le rôle dirigeant des organisations du Parti, et qu'ils ne s'en sont pas tenus avec esprit de suite aux décisions et aux directives du Parti et aux lois de l'Etat, certains d'entre eux ayant fait preuve de myopie politique et de libéralisme, et d'autres ayant manqué de courage révolutionnaire pour élever leur voix, pour dénoncer les ennemis et les remettre à leur place.

Cette activité hostile a été découverte et écrasée grâce à l'unité d'acier, au flair et à la maturité politique, à la clairvoyance idéologique et à la détermination révolutionnaire du Parti et de sa direction. L'Albanie socialiste a échappé à un grand et dangereux complot. De cet âpre affrontement de classe le Parti est sorti plus fort et mieux trempé, l'unité de ses rangs autour de son Comité central ainsi que l'unité du peuple autour du Parti ont été portés à un degré supérieur. La vigilance révolutionnaire du Parti et des masses s'est accrue et renforcée. Notre économie s'est encore consolidée et elle a enregistré de nouveaux succès dans la voie de son développement socialiste, notre art et notre culture se sont pénétrés encore mieux de l'esprit de parti et sont devenus plus militants. Toutes nos forces armées sont unies encore plus fortement autour du Parti. Leur trempé idéologique et politique, leur esprit révolutionnaire et leur préparation au combat pour affronter et écraser tout ennemi qui oserait attaquer notre patrie socialiste, ont été portés à un plus haut niveau. Dans cette lutte, notre classe ouvrière, notre paysannerie coopérée, notre jeunesse, les femmes de notre pays, notre intelligentsia et nos cadres ont montré leur patriotisme élevé, leur confiance inébranlable dans le Parti et sa direction, leur fidélité à sa juste ligne.

La découverte et l'anéantissement du complot des ennemis du dedans et du dehors constituent une grande victoire de notre Parti et de notre peuple, une victoire du marxisme-léninisme sur le révisionnisme.

2. LE ROLE DIRIGEANT DE LA CLASSE OUVRIERE ET L'EDUCATION DES MASSES TRAVAILLEUSES

La classe ouvrière, guidée par le Parti, n'a cessé de jouer un rôle de premier plan dans les grands événements historiques de ces 35 années de lutte et de travail pour la libération de l'Albanie et le triomphe de la révolution populaire, pour la complète transformation révolutionnaire du pays sur des bases socialistes. C'est là un des facteurs essentiels du développement conséquent de notre révolution dans la juste voie marxiste-léniniste.

La classe ouvrière est la classe dirigeante de la société. Elle a son propre parti politique qui la guide et l'idéologie marxiste-léniniste qui éclaire sa voie, elle est la porteuse des idéaux du socialisme et du communisme. Elle est attachée à la forme supérieure de la propriété socialiste et aux secteurs qui guident notre économie, elle est la classe la plus consciente, la mieux organisée et la plus disciplinée. Son poids dans la production et dans la structure de la population va sans cesse croissant.

Ainsi que nous l'enseigne le marxisme-léninisme, aucune autre classe ou couche sociale, en dehors de la classe ouvrière, ne peut assumer le rôle dirigeant pas plus dans la lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat que dans l'édification de la société nouvelle, socialiste. A l'avenir également, tant qu'existeront les classes et l'Etat de dictature du prolétariat, ce rôle sera préservé et renforcé.

Dans l'intervalle entre les deux congrès, le Parti a mené un travail multiforme pour faire en sorte que le rôle de la classe ouvrière soit ressenti et exercé puissamment partout, qu'avec son idéologie, son élan révolutionnaire et son exemple, cette classe donne le ton à toute la vie du pays. En conséquence, l'activité politique de celle-ci s'est accrue, de même que sa participation active au règlement des grands problèmes du Parti et de l'Etat, son contrôle direct sur la mise en œuvre de la politique du Parti dans tous les domaines. Le fait qu'un grand nombre de cadres issus des rangs de la classe ouvrière ont accédé aux organes et aux appareils du Parti, du pouvoir, de l'économie et de la culture, et y ont vivifié et révolutionné tout le travail, est un indice très révélateur de l'accroissement de son rôle.

Ces résultats ont été obtenus à travers une lutte acharnée contre les conceptions et les attitudes libérales et bureaucratiques, technocratiques et intellectualistes, qui traduisaient de la défiance à l'égard des capacités de la classe ouvrière, qui n'acceptaient pas son contrôle ou qui ne l'acceptaient que pour la forme, et qui, sous divers aspects et de multiples manières, surestimaient le rôle des appareils, des employés et des spécialistes.

A l'avenir également, le Parti œuvrera inlassablement pour assurer et renforcer toujours davantage le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans toute la vie du pays. Ce rôle, la classe ouvrière le remplit à travers son Parti et son Etat prolétarien. Sans le Parti, le rôle dirigeant de la classe ouvrière demeurerait une phrase démagogique, trompeuse. **Seul le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, armé de la théorie marxiste-léniniste, fait prendre conscience à la classe de sa mission historique, indique clairement les objectifs de la lutte et les voies à suivre pour les atteindre. Le Parti organise, éduque, mobilise et dirige la classe et tous ses alliés dans la lutte complexe pour l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme.**

Les révisionnistes de toutes les couleurs, anciens et modernes, ont propagé et propagent des conceptions des plus diverses afin de nier la mission historique de la classe ouvrière, de liquider surtout le rôle dirigeant de son avant-garde, le Parti marxiste-léniniste, dans la révolution et l'édification du socialisme.

Par leurs «théories» du Parti et de l'Etat du peuple tout entier, du Parti facteur uniquement idéologique ou instrument de coordination, par leurs prédications sur le rôle de la spontanéité dans le mouvement ouvrier, sur le pluralisme et le passage au socialisme sous la direction d'autres classes et forces politiques, les révisionnistes visent à laisser la classe ouvrière dépourvue de direction, désarmée, face à l'ennemi, qui est, lui, organisé et armé jusqu'aux dents ; ils visent à saboter la révolution, à réduire à néant la théorie et la pratique de la dictature du prolétariat.

Notre Parti a rejeté avec mépris ces théories réactionnaires ainsi que les conceptions antimarxistes et anarchistes sur «l'autogestion», sur «la conduite directe» de la classe ouvrière. A l'opposé des conceptions et des pratiques des révisionnistes khrouchtchéviens, qui traitent la classe ouvrière dans leurs pays comme une force purement productive, qui en ont fait une classe opprimée et exploitée, sur le dos de laquelle s'enrichit la nouvelle bourgeoisie, notre Parti a investi la classe ouvrière du rôle historique qui lui revient dans la société socialiste.

Dans notre pays, il n'est pas de question de la politique du Parti et de l'Etat, sur laquelle la classe ouvrière et les autres masses travailleuses ne fassent entendre leur voix et qu'elles ne concourent activement à régler. Le Parti a accordé et accorde toujours une grande importance à la concertation avec la classe ouvrière et avec les autres masses travailleuses, au plus large développement de la critique des masses à rencontre des défauts et des faiblesses dans le travail, à la participation active de la classe ouvrière à l'administration du pays.

Le Parti a attaché et attache toujours une attention particulière au contrôle direct de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, à la mise en œuvre de ce grand enseignement léniniste. Il considère ce contrôle qui s'exerce sous sa direction sur toute l'activité étatique et sociale comme un principe général et permanent du fonctionnement de notre société socialiste, dans chacune de ses sphères et à chacun de ses maillons, comme une expression de l'exercice de la dictature du prolétariat par la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie. Le contrôle ouvrier est une des formes les plus importantes sous lesquelles est menée la lutte de classe en vue d'assurer la victoire du socialisme, d'empêcher la dégénérescence de l'ordre socialiste, c'est une grande école d'éducation révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses travailleuses.

L'exercice du contrôle ouvrier et paysan direct a donné des résultats très précieux dans le travail visant à déceler et à éliminer un bon nombre de défauts et de faiblesses, de manifestations de libéralisme, de déformations et de violations des lois de l'Etat et des normes de notre société. Il a servi de puissant moyen pour secouer nombre d'administrations, d'entreprises économiques et d'institutions culturelles, de cadres et d'organisations du Parti de la poussière du bureaucratisme et de la routine qui les recouvraient, et pour créer dans tout le pays une vivante atmosphère révolutionnaire, pour faire appliquer avec justesse la ligne du Parti et mener à bien les tâches fixées dans tous les domaines de l'édification socialiste.

Ces derniers temps, le Parti a adopté des mesures importantes pour établir le contrôle ouvrier et paysan sur de solides bases organisationnelles et pour le porter à un niveau qualitatif supérieur. **A présent, la tâche primordiale consiste à consolider l'organisation des groupes de contrôle ouvrier et paysan, à assurer une direction qualifiée de ce contrôle par les organisations et les comités du Parti, à l'orienter et à le diriger dans les questions les plus essentielles concernant l'application de la ligne et des décisions du Parti, à mieux combiner le contrôle ouvrier et paysan d'en bas avec le contrôle d'Etat d'en haut, à synthétiser l'expérience révolutionnaire de ce contrôle, afin qu'il s'approfondisse et s'enrichisse toujours davantage quant au contenu et que soient découvertes des formes nouvelles, fructueuses, pour son exercice.**

L'élévation et le renforcement du rôle dirigeant de la classe ouvrière, l'accroissement de l'influence idéo-politique et de l'efficacité de son travail, dépendent dans une grande mesure de son éducation et de sa trempe révolutionnaire, de l'élévation de sa conscience au niveau de la mission qui lui appartient dans la société socialiste.

Dans cette question, le Parti tient compte du fait que notre classe ouvrière est relativement jeune, que la majeure partie des ouvriers provient des couches non prolétariennes, que dans ses rangs affluent chaque jour de jeunes ouvriers venant des bancs des écoles et manquant d'expérience du travail et de la vie. Ces facteurs, ainsi que les faiblesses dans le travail d'éducation, comptent parmi les motifs qui induisent nombre d'ouvriers à ne pas remplir toujours et comme il convient le rôle qui appartient à leur classe, à ne pas faire entendre leur voix avec courage et pondération, à ne pas avoir suffisamment conscience de la grande responsabilité qui leur incombe pour la juste application de la ligne et des décisions du Parti, au-dedans comme au-dehors de l'entreprise, à ne pas travailler constamment avec un esprit révolutionnaire élevé, avec une organisation et une discipline prolétariennes.

Voilà pourquoi, à l'avenir aussi, le Parti se doit d'œuvrer avec fermeté pour éduquer la classe selon l'idéologie marxiste-léniniste, pour lui faire prendre conscience de son rôle et de ses devoirs, et faire en sorte qu'elle combatte avec résolution pour l'édification du socialisme, pour la consolidation de la dictature du prolétariat et la défense de la patrie. La classe ouvrière elle-même doit être à la pointe de la lutte pour la réalisation des tâches du plan d'Etat, elle doit donner la primauté à l'intérêt général, défendre la propriété commune, fournir un travail de rendement et de qualité élevés, raffermir la discipline au travail, elle doit se montrer innovatrice et créatrice, préserver et développer ses traits prolétariens, élever sans arrêt son niveau d'instruction, de culture et de formation professionnelle. Ainsi, par son exemple et son esprit, la classe ouvrière pourra éduquer la paysannerie coopérée, la jeunesse, l'intelligentsia, tous les travailleurs de notre pays.

Les Unions professionnelles, qui accomplissent un important travail pour l'éducation et la mobilisation des ouvriers et des autres travailleurs dans l'œuvre d'édification de la nouvelle société, assument une responsabilité et un rôle particuliers pour l'approfondissement et le développement de ce travail. Veiller à l'éducation communiste des travailleurs a été et demeure une tâche essentielle de l'organisation des Unions professionnelles. Toute tendance à sous-estimer le travail d'éducation des organisations professionnelles et à en faire des appendices des administrations et des organismes économiques, est très nuisible et détourne les Unions professionnelles de leur fonction d'écoles du communisme.

D'autre part, l'opinion que l'on rencontre parfois, selon laquelle les Unions professionnelles doivent s'occuper uniquement du travail d'éducation et se désintéresser des problèmes économiques, est également très erronée. Bien entendu, il ne leur incombe pas de faire le travail des organismes d'Etat et des organes économiques, ni de les doubler. Mais il serait tout à fait impardonnable de leur part de se désintéresser de la production, de l'exécution des tâches du plan d'Etat. Cela créerait le danger de bureaucratisation de la gestion de l'économie. L'effet du travail d'éducation des organisations professionnelles dépend, pour une bonne part, de l'étroite liaison de ce travail avec la production, ce qui ne saurait être réalisé de façon satisfaisante sans la connaissance des problèmes économiques.

Dans le même temps, les Unions professionnelles ont pour tâche de lutter encore mieux contre toute action bureaucratique portant tant soit peu atteinte aux droits garantis aux travailleurs par la loi.

Tout en reconnaissant le rôle dirigeant de la classe ouvrière, le Parti a toujours apprécié correctement la place et la force déterminantes de la paysannerie dans notre société. Dans le feu de la lutte pour la libération de l'Albanie, pour l'instauration du pouvoir populaire, dans les âpres combats de classe pour l'édification du socialisme, le Parti a su créer et forger une puissante alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, sous la direction de la classe ouvrière. Cette alliance a été et demeure le principe de base de la dictature du prolétariat, le fondement de l'unité du peuple autour du Parti.

Le Parti et l'Etat de la classe ouvrière ont appliqué un vaste programme de caractère à la fois politique et idéologique, économique et socio-culturel, qui a permis la réalisation de profondes transformations révolutionnaires à la campagne et contribué au renforcement de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie. Aujourd'hui toutes nos campagnes, sans exception, se sont engagées dans la voie du socialisme. C'est là une grande victoire historique de la ligne du Parti, de notre révolution.

Néanmoins, le Parti tient compte du fait qu'entre la ville et la campagne il existe des différences essentielles qui subsisteront pour un certain temps encore. La lutte pour la réduction de ces différences est la voie principale qui conduira à la consolidation de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée et une condition indispensable pour barrer le chemin à la dégénérescence bourgeoise. Le Parti a pris et continuera de prendre des mesures tendant à réduire toujours plus les différences entre la campagne et la ville.

De par le grand rôle qu'elle a joué et qu'elle joue dans la société socialiste, la paysannerie laborieuse a mérité et mérite tout ce qui a été fait et ce qui se fait pour le progrès et l'épanouissement des campagnes. Elle a supporté le plus gros poids des luttes de libération antérieures et de la Lutte antifasciste de libération nationale; elle a été la force principale dans l'œuvre de reconstruction du pays: de son sein est issue la nouvelle classe ouvrière; elle s'est toujours montrée patriote, révolutionnaire et fidèle au Parti et à la cause de la classe ouvrière.

Demain comme hier, le Parti veillera en particulier à entraîner toujours plus activement la paysannerie dans la vie politique, économique et sociale du pays, à pourvoir à son éducation politique et idéologique, à consolider toujours plus le système coopératif et à élever le niveau d'instruction, culturel et professionnel des travailleurs ruraux. Dans le travail d'éducation, il ne faut pas oublier que les manifestations d'attachement à la propriété privée et les survivances de la mentalité petite-bourgeoise conservent, dans nos campagnes, pour les raisons que l'on sait, de profondes racines. Elles deviennent la source de bien des maux, de l'attachement à l'intérêt personnel étroit, de l'absentéisme, des dégradations des biens sociaux, etc. La paysannerie doit lutter résolument contre ces manifestations étrangères au socialisme, elle doit renforcer l'esprit de collectivisme, participer activement à la lutte de classe, travailler avec ardeur pour le progrès de l'agriculture et de notre campagne socialiste.

La classe ouvrière, comme toujours, doit être aux côtés de son alliée, exercer son contrôle sur tous les organismes de l'Etat et de l'économie pour l'application de la politique du Parti concernant la campagne, approfondir le grand mouvement révolutionnaire qui se traduit par la devise «l'agriculture est l'affaire du peuple tout entier». Par son exemple, elle doit éduquer tous les travailleurs à aimer la campagne, à respecter et à apprécier les travaux des champs, à combattre toute manifestation de dédain à l'égard de la campagne et des travaux agricoles. Dans le même temps, il est nécessaire de lutter contre toute manifestation de défiance de la campagne envers la ville, afin de consolider toujours davantage l'alliance combattante entre la classe ouvrière et la paysannerie coopérée.

L'intelligentsia de notre pays, issue de la classe ouvrière et de la paysannerie, a joué et continue de jouer un rôle important dans le développement général de l'Albanie socialiste. A la différence des pays révisionnistes où elle est devenue la force principale de la contre-révolution qui a liquidé les victoires

du socialisme, l'intelligentsia sert chez nous la dictature du prolétariat, le peuple et la révolution, elle est étroitement unie autour du Parti. C'est là une autre grande victoire de la politique du Parti.

Dans la lutte contre les conceptions libérales et technocratiques, contre les manifestations de bureaucratisme et de présomption intellectualistes, contre les tendances à l'autoritarisme et à la recherche des privilèges, que l'on rencontre parfois parmi les intellectuels, **le Parti façonne toujours mieux notre intelligentsia selon l'idéologie marxiste-léniniste, selon les traits et les qualités morales des ouvriers et des paysans.** Il l'éduque et lui fait mieux prendre conscience de son rôle dans la société, il lui crée des conditions de travail et de vie qui lui permettent d'être toujours près du peuple et sous le contrôle constant des masses. Dans le même temps, le Parti demande que l'intelligentsia accroisse constamment ses connaissances et qu'elle les mette au service de l'édification socialiste du pays, qu'elle participe activement à la révolution technique et scientifique et au développement général de la culture socialiste.

L'héroïque jeunesse de notre pays a été et demeure la force vivante de la révolution et la fidèle auxiliaire du Parti. Les trente-cinq années d'expérience de notre Parti attestent que lorsque la jeunesse unit ses énergies révolutionnaires inépuisables à celle de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, sous la direction du Parti prolétarien, il n'est aucune force qui puisse arrêter le triomphe de la révolution et du socialisme.

Notre jeunesse est entourée de la sollicitude particulière du Parti et de la société tout entière. Elle s'est vue ouvrir de grandes perspectives qui lui assurent son présent et son avenir et confèrent à sa vie un sens et un contenu élevés. Le Parti a toujours mieux satisfait les multiples aspirations, matérielles, culturelles et spirituelles de la jeunesse, il l'a lancée dans des actions révolutionnaires et lui a assigné un rôle important de participante active à la révolution et à l'édification de la société socialiste. C'est pourquoi notre jeunesse a toujours suivi le Parti avec enthousiasme, optimisme et fidélité, et elle a mis toutes ses forces au service de l'épanouissement de la patrie et de sa défense.

Les pays bourgeois et révisionnistes nous offrent un tableau tout à fait opposé. L'insécurité du présent et de l'avenir y est pour la jeunesse un souci quotidien. Sa conscience est empoisonnée à tout moment par la propagande pernicieuse, qui l'incite à rechercher une vie creuse, déréglée et dépourvue de tout idéal, qui l'éloigne de la révolution qui la pousse dans la voie de la délinquance et de la dégénérescence et la jette dans l'anarchisme et l'aventurisme, dans l'utopie et le désespoir.

Notre Parti vise à maintenir toujours vivaces dans les esprits et les cœurs de la jeunesse, les idéaux communistes et un esprit révolutionnaire sain, il l'éduque à être une fidèle combattante du Parti, prête à consacrer ses énergies, son talent et sa vie à l'édification du socialisme et à la défense de la patrie. Que notre jeunesse, guidée par le Parti, développe sans arrêt son esprit d'initiative et d'action révolutionnaire dans la production et dans tous les domaines. Qu'elle raffermisse son attitude intransigeante et soit constamment à l'attaque contre l'ennemi de classe, contre toute influence de l'idéologie bourgeoise-révisionniste, contre les manifestations libérales et conservatrices qui entravent notre marche en avant. Qu'elle s'applique avec toujours plus de volonté et de persévérance à assimiler le savoir et la culture, qu'elle devienne un puissant appui pour le progrès technique et scientifique. Le fait qu'il se trouve aussi quelques jeunes qui imitent certains aspects du mode de vie bourgeois et révisionniste, qui manifestent certains traits étrangers à la morale prolétarienne, et qui demandent à la société plus qu'ils ne lui donnent, atteste en premier lieu des lacunes et des faiblesses dans le travail d'éducation. Toute la société, la famille et les collectifs de travailleurs, les diverses écoles et institutions, les organisations de masse et les organes d'Etat, sous la conduite du Parti, doivent œuvrer afin que notre jeune génération soit en permanence un détachement d'assaut aux premières lignes de la révolution.

Le Parti apprécie, salue et soutient puissamment les grandes actions de la jeunesse pour la construction, par le travail bénévole, de voies ferrées, de routes, pour le défrichement de terres nouvelles, etc., auxquelles a participé presque toute notre jeune génération, ainsi que ses mouvements

«Instruisons-nous à l'école de la classe ouvrière», «Travaillons partout où la patrie a besoin de nous», «Allons travailler et vivre à la campagne», etc., comme de grandes actions de masse et de grands mouvements révolutionnaires, comme des écoles d'éducation et de trempe communiste de la jeunesse. A l'avenir également, il confiera à la jeunesse et à son organisation combattante, l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie, des actions importantes, et il est fermement convaincu que notre jeune génération s'en acquittera, comme elle l'a toujours fait, avec succès. Qu'il me soit permis de saluer en particulier les milliers de jeunes gens et de jeunes filles qui ont répondu à l'appel du Parti à aller travailler et vivre dans les campagnes et d'exprimer la conviction que des milliers d'autres suivront leur exemple pour le renforcement et le progrès de notre campagne socialiste.

L'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie, sous la conduite du Parti, a joué un grand rôle dans l'éducation de la jeune génération. Elle a acquis une vaste expérience dans l'organisation et la mobilisation de la jeunesse pour l'édification du socialisme. Il lui est demandé, à l'avenir, d'animer encore davantage sa vie et son activité politique et idéologique, d'étendre la sphère de cette activité, en fonction de l'âge de la jeunesse et de l'ampleur de ses intérêts pour le travail et la défense, l'instruction et la culture, la science et la technique, le sport et l'éducation physique, en mettant mieux à profit toute la large base matérielle que le Parti et le pouvoir populaire ont créée à son intention.

Le Parti et le peuple veulent une jeunesse saine et forte, apte au travail et à la défense. A cette fin, le développement sur une large échelle de la culture physique et des sports, auxquels l'organisation de la jeunesse doit accorder un soin particulier, revêt une grande importance.

L'Union de la Jeunesse doit lutter pour le renforcement de son organisation elle-même, en rejetant comme dangereuses toutes les tendances à la libéralisation de la vie de l'organisation, du genre de celles qui s'étaient fait jour avant le 4^e plénum du Comité central du Parti et qui ont été dénoncées avec force par toute la jeunesse. L'organisation de la Jeunesse a été et elle demeurera toujours une organisation politique combattante, une fidèle auxiliaire du Parti.

La juste politique marxiste-léniniste du Parti a conduit à la véritable révolution, une révolution profonde et des plus vastes, qui a été réalisée dans la vie de la femme albanaise.

Notre expérience a pleinement confirmé la nécessité de rattacher le problème de l'émancipation complète de la femme au problème de la libération nationale et à la cause du prolétariat. Sans la participation des femmes, la révolution socialiste ne peut être accomplie avec succès pas plus que l'émancipation complète de la femme ne saurait être réalisée sans la révolution socialiste.

Les forces et les capacités de la femme, mises en sommeil et étouffées dans le passé, ont jailli puissamment et irrésistiblement dans tous les domaines de notre vie socialiste. La femme albanaise a fait son entrée dans l'arène de la lutte pour le socialisme, pleine de dignité, et elle s'y distingue par son esprit révolutionnaire élevé, sa résolution et son patriotisme, elle se signale dans le travail et dans la vie sociale. On la trouve aujourd'hui partout, dans les champs et les usines, dans les écoles et les laboratoires. Des postes de haute responsabilité lui ont été confiés dans le Parti et dans l'Etat. De nouveaux rapports, des rapports d'égalité, ont été créés et se créent entre l'homme et la femme dans le travail et dans la famille. L'émancipation de la femme a renforcé et renforce chaque jour davantage la démocratie socialiste. Cela confirme l'affirmation de Marx selon laquelle le degré d'émancipation de la femme est la mesure naturelle de l'émancipation de l'ensemble de la société.

Notre réalité réfute toutes les «théories» bourgeoises-révisionnistes sur les voies de l'émancipation de la femme. Les efforts de la bourgeoisie dans les pays capitalistes pour orienter la lutte pour l'émancipation de la femme travailleuse contre l'homme, l'enfant et la famille, ont pour but de la détourner de la lutte révolutionnaire et de diviser le front commun de la classe ouvrière et des travailleurs contre les véritables oppresseurs et exploités. De même, la démagogie des révisionnistes modernes qui tentent de rattacher le règlement de ce grand problème social à la politique de «paix» et de «désarmement» vise à amener la femme à renoncer à la révolution.

A l'avenir également, le Parti luttera pour réaliser de manière conséquente son programme en vue de l'émancipation complète de la femme. **Les organisations du Parti, les organes de l'Etat et toutes les organisations de masse sont tenus de faire constamment une juste appréciation des valeurs véritables de la femme, ces valeurs que le Parti a éveillées, cultivées et fait croître avec tant de sollicitude, mais, d'autre part, les femmes elles-mêmes doivent combattre en révolutionnaires pour affirmer toujours mieux leur personnalité.** En même temps, dans la mesure où le permet le développement économique du pays, il faudra créer des conditions matérielles toujours meilleures pour alléger encore la femme des travaux domestiques astreignants, de manière qu'elle élève son rendement au travail sur le front de la production et accroisse son activité dans la vie politique, sociale et culturelle. Nous constatons avec une satisfaction particulière que les femmes, grâce à leurs propres efforts et sous l'égide du Parti, réduisent toujours davantage l'écart qui existait entre elles et les hommes dans les domaines de l'instruction, de la culture et de la formation technique et professionnelle. Aujourd'hui 37 % de la totalité des cadres dotés d'instruction secondaire et supérieure sont des femmes. Et nous lutterons pour réaliser dans le futur l'égalité complète dans ce domaine également. Les camarades femmes auxquelles ont été confiés des postes de direction se sont distinguées par leur fidélité à la ligne du Parti, par leurs capacités de direction et d'organisation, par leur savoir et leur culture. Cela confirme le bien-fondé de la directive donnée par le Parti pour promouvoir courageusement des femmes à des postes de responsabilité, depuis les échelons inférieurs jusqu'aux organes suprêmes du Parti et de l'Etat. Les attitudes de sous-estimation et de sectarisme qui entravent l'application de cette politique du Parti sont très nuisibles.

Les conceptions patriarcales et conservatrices, bourgeoises et libérales, étrangères à l'esprit du socialisme, constituent encore une grande barrière à l'affirmation la plus large de la personnalité de la femme. Sous la conduite du Parti, l'organisation active de l'Union des Femmes d'Albanie, l'Etat et toutes les organisations de masse, l'école et la société ont pour devoir d'éduquer les femmes et les hommes dans l'esprit de la lutte pour l'émancipation complète de tous les membres de notre société socialiste, afin que nous poursuivions, tous ensemble, hommes et femmes, jeunes gens et jeunes filles, notre marche victorieuse en avant.

La sauvegarde et le renforcement incessant de l'unité du peuple autour du Parti, constituent une des questions les plus essentielles de tout le travail du Parti et de ses leviers, une condition décisive de la victoire de la révolution, de l'édification de la société socialiste et de la défense de la patrie.

L'unité de notre peuple n'est pas une unité conjoncturelle, fondée sur des alliances temporaires. C'est une union vivante et combattante du peuple autour du Parti, créée dans la lutte pour la libération du pays et cimentée dans la lutte pour l'application de la politique et de l'idéologie révolutionnaire marxiste-léniniste du Parti.

Mais l'unité n'est pas acquise une fois pour toutes. La lutte pour son renforcement doit être continue et permanente. Les ennemis se sont efforcés et ils s'efforcent toujours de porter atteinte à cette unité, de créer des failles entre le peuple et le Parti. Cette unité est également atteinte par les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme, par les attitudes et les actions contraires aux décisions du Parti, qui nuisent aux justes rapports du Parti avec les masses. Elle est atteinte par les survivances et les influences des idéologies étrangères au socialisme, qui s'opposent aux nouvelles normes de la société socialiste.

D'où les grandes tâches qui incombent au Parti pour préserver l'unité du peuple comme le bien le plus précieux, pour la cimenter et pour la rendre encore plus invincible. Cela nous impose de maintenir tendue notre vigilance révolutionnaire, de mener la lutte de classe de façon juste et sans interruption, d'appliquer scrupuleusement les directives du Parti et de résoudre en temps voulu les diverses contradictions qui apparaissent au sein du peuple.

Le Front Démocratique d'Albanie, cette grande organisation politique qui réalise l'union du peuple albanais sous la direction du Parti, trouve ici un vaste champ d'action. En coopération avec les autres organisations sociales, il lui appartient de mener un travail multiforme auprès des masses de la ville et de la campagne, pour leur expliquer la politique, les orientations et les directives du Parti, pour les éduquer dans un esprit de patriotisme socialiste, de vigilance révolutionnaire, de préparation au combat et d'attitude intransigeante à l'égard de toute manifestation étrangère à l'esprit du socialisme, pour renforcer et cimenter constamment l'unité du peuple. Le Front démocratique a été et demeure une grande tribune de la pensée révolutionnaire des masses, un puissant levier du Parti pour faire participer les travailleurs à l'administration du pays, à la solution des problèmes de l'édification socialiste et de la défense de la patrie.

4. ELEVONS NOTRE ENSEIGNEMENT, NOTRE CULTURE ET NOS SCIENCES A LA HAUTEUR DES EXIGENCES ACTUELLES

Au cours des années qui se sont écoulées depuis le VI^e Congrès, de grands progrès ont été enregistrés dans la mise en œuvre des orientations données par le Parti dans le domaine de l'enseignement, de la culture, de l'art et de la science. Tous ces importants secteurs sont engagés activement dans la grande lutte que notre peuple tout entier mène pour l'édification socialiste du pays.

Le Parti a toujours consacré un soin particulier à l'enseignement, il a toujours veillé à en élever le niveau idéologique et scientifique.

Appliquant le programme marxiste-léniniste de révolutionnarisation de l'enseignement, approuvé par le 8^e plénum du Comité central tenu en 1968 et par le VI^e Congrès du Parti, notre école a accompli de grands progrès et obtenu d'importants résultats dans le renforcement de son pivot idéologique, dans la mise en œuvre de ses trois composantes, étude, travail productif et éducation physique et militaire, dans l'élévation de son niveau scientifique et dans la liaison de l'étude avec la pratique. Un travail louable a été accompli pour la rédaction de plans, de programmes et de nouveaux manuels destinés à toutes les catégories d'écoles et à tous les niveaux. Le système d'enseignement a été perfectionné et élargi. Des possibilités ont été créées pour que les élèves et les étudiants acquièrent plus de savoir, se préparent mieux à la production et à la défense, pour qu'ils s'éduquent et se trempent dans l'esprit de la classe ouvrière et se pénètrent de la discipline et de la morale prolétariennes. Notre école se consolide chaque jour davantage en tant qu'école socialiste, avec ses traits originaux et son caractère populaire. Elle affermit toujours davantage son esprit de classe, révolutionnaire.

Ce processus s'est accompli à travers une âpre lutte de classe contre les conceptions et les pratiques conservatrices et libérales, bureaucratiques et technocratiques, contre les influences bourgeoises et révisionnistes et les emprunts à une vision du monde à nous étrangère, qui ont été critiqués avec force notamment aux 4^e et 7^e plénums du Comité central. En dépit des efforts déployés, les importantes tâches que posait la réforme de l'enseignement en vue de la révolutionnarisation du contenu de l'étude et de l'éducation, n'ont pas été entièrement réalisées. Il subsiste encore des insuffisances et des faiblesses qu'il faut surmonter, des problèmes qui ne sont résolus qu'avec difficulté et hésitation, surtout quand ils concernent la parfaite harmonisation des trois composantes de notre système d'enseignement. Dans la méthode de travail des organes de l'enseignement subsistent encore des manifestations de praticisme et peu d'efforts sont faits pour étudier et synthétiser la pratique de notre école.

Par leur travail nocif, empreint d'esprit libéral et bureaucratique, de superficialité et d'indolence, les ex-dirigeants du ministère de l'Éducation et de la Culture ont exercé une influence négative dans l'application du programme fixé par le Parti pour le développement de l'enseignement.

La consolidation du contenu idéologique de l'ensemble du travail à l'école sera à l'avenir également l'aspect principal de la mise en œuvre de la politique de notre Parti pour la révolutionnarisation de l'enseignement. L'important c'est de travailler à faire assimiler plus à fond le marxisme-léninisme, la

pensée théorique et les enseignements de notre Parti, qui doivent toujours mieux sous-tendre le processus d'enseignement et d'éducation, et pénétrer toutes les matières. L'étude livresque du marxisme que l'on constate encore à l'école ainsi que la lenteur mise à refléter l'expérience du Parti et de l'édification du socialisme dans les manuels et dans le processus d'enseignement, empêchent l'école de renforcer son rôle d'éducation et de formation. Il convient donc, et c'est là une tâche importante, d'améliorer les programmes, les manuels et l'enseignement des disciplines du marxisme-léninisme, d'assurer une étroite liaison de l'étude avec la vie, avec le travail et la lutte de grande ampleur que mène notre peuple sous la direction du Parti, et de mettre largement à profit les études et les synthèses effectuées dans le domaine des sciences sociales.

La fonction éducative de notre école pour la formation communiste générale de notre jeune génération sera renforcée dans la mesure où l'école et la jeunesse participeront à la lutte de classe pour le développement de la révolution et pour la solution des problèmes concrets de l'édification socialiste du pays.

En assignant à notre école la tâche de se pénétrer de ses trois composantes et de les harmoniser, le Parti vise deux grands objectifs, celui de l'éducation et de la trempe révolutionnaire de la jeunesse et celui de l'élévation de la qualité de l'ensemble du travail d'enseignement. Mais, dans la pratique, malgré les efforts déployés et les résultats obtenus jusqu'ici, nous nous trouvons encore dans la phase initiale de la solution de ce problème. Ce qui est exigé c'est la fusion complète et organique des trois composantes, du point de vue du contenu comme de la méthode, en sorte qu'elles se complètent entre elles.

L'école, en tant que terrain où est appliquée la pensée pédagogique révolutionnaire marxiste-léniniste de notre Parti, a pour devoir de connaître et d'étudier les meilleures réalisations dans ce domaine, de les propager et de les promouvoir afin que le travail d'éducation et d'enseignement devienne plus créateur et plus fructueux. Cela constitue un large et important domaine du travail scientifique dans le secteur de l'enseignement.

Le souci de donner à notre école un caractère de masse toujours plus marqué et le perfectionnement de notre système d'enseignement grâce à la création d'un réseau d'écoles plus étendu et diversifié, en particulier d'écoles professionnelles, relevant de l'enseignement régulier comme de renseignement à l'intention des travailleurs, demeure un problème de haute importance.

L'Université et les autres établissements d'enseignement supérieur, où sont préparés les spécialistes des divers secteurs ont pour devoir de former des cadres politiquement et idéologiquement trempés, dotés d'un vaste horizon culturel, armés de profondes connaissances scientifiques et préparés pour la vie. En collaboration avec les ministères et l'Académie des sciences, ils doivent mener un travail plus organisé pour la qualification postuniversitaire des cadres. Ces établissements doivent en outre consacrer une attention particulière aux travaux d'étude et de recherche, en tant que condition indispensable de l'élévation du niveau de l'ensemble de leur travail d'enseignement.

Les grands succès obtenus par notre enseignement populaire sont le fruit d'un travail inlassable de la grande armée de nos enseignants, qui, avec une haute conscience et un grand amour pour leur noble profession, apportent une précieuse contribution à l'éducation révolutionnaire de la jeunesse. Ils doivent se caractériser par l'esprit militant communiste, la passion et un haut esprit de responsabilité dans le travail, la persévérance dans l'effort pour perfectionner leur méthode d'enseignement et d'éducation, et en même temps combattre toute manifestation ou influence étrangères. Que l'école et les enseignants suivent de près le processus de développement révolutionnaire du pays, de son économie et de sa culture et le progrès technique et scientifique dans le monde.

Le Parti a eu le souci permanent de faire en sorte que la **culture, la littérature et les arts** se développent en restant toujours purs et sains, qu'ils suivent pas à pas les transformations

révolutionnaires du pays et renforcent toujours plus leur contenu socialiste, leur caractère militant, leur esprit populaire et leur physionomie nationale.

Le 4^e plénum du Comité central a critiqué sévèrement certaines manifestations pernicieuses, qui consistent dans l'imitation d'attitudes et de conceptions réactionnaires étrangères, dans le traitement erroné des contradictions de notre société, dans des spéculations théoriques empreintes du mépris de la création populaire, etc. Il a assigné à l'ensemble du front de la culture des tâches importantes dont la réalisation a donné un nouvel essor à notre littérature et à nos arts, et à l'ensemble de notre activité culturelle et artistique.

De grands progrès ont été accomplis dans tous les domaines, dans la littérature et la musique, le cinéma et le théâtre, la peinture et la sculpture, l'opéra et le ballet.

Ecrivains et artistes se sont toujours tenus près du Parti, ils ont été ses auxiliaires permanents dans la lutte pour l'éducation communiste des masses. A côté des forces créatrices expérimentées sont apparus de nouveaux talents qui apportent leur contribution à l'essor de notre littérature et de nos arts.

L'art authentique ne raffermirait son caractère novateur et n'accède à un plus haut niveau que s'il a un contenu révolutionnaire et se guide sur les idéaux communistes. C'est pourquoi **le renforcement continu de l'esprit de parti prolétarien demeure le fondement du développement de notre culture et de nos arts, de leurs progrès dans la voie du socialisme.**

Pour rendre notre littérature et nos arts encore plus révolutionnaires, il est indispensable de mieux représenter dans notre création artistique certains thèmes importants comme le sont ceux du rôle hégémonique de la classe ouvrière dans la société, des transformations révolutionnaires de notre campagne socialiste, de la force révolutionnarisatrice des communistes, de traiter des thèmes cardinaux et des moments-clés de l'histoire de notre peuple et surtout de la Lutte de libération nationale et de la Révolution socialiste.

Notre art de réalisme socialiste, avec ses idéaux révolutionnaires et son objectif de servir le socialisme et le peuple, se dresse face à l'art corrompu décadent, bourgeois et révisionniste, il s'oppose à la philosophie réactionnaire, pessimiste et capitularde. En Union soviétique, la littérature et les arts sont totalement sous la coupe de la nouvelle bourgeoisie. Les écrivains et les artistes sont devenus une caste au service de la contre-révolution et de la politique chauvine et expansionniste du social-impérialisme soviétique. La négation des grands problèmes sociaux, les thèmes de la désillusion et de l'humanisme bourgeois, l'abandon complet du héros positif, l'étouffement de toute perspective révolutionnaire, sont autant de traits de la littérature et des arts révisionnistes.

Le contenu socialiste de l'art est étroitement lié à son caractère national populaire. Dans les conditions actuelles, alors que les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques, dans leurs visées de domination du monde, d'asservissement spirituel et politique des peuples, propagent les idées du cosmopolitisme, de la prétendue internationalisation de l'art et de la culture, la lutte pour la défense de la culture nationale des peuples revêt une très grande importance. En défendant et en développant leur propre culture nationale, démocratique et révolutionnaire, les peuples défendront en même temps leur indépendance, leur existence et leurs traditions et apporteront ainsi leur contribution au trésor de la culture mondiale.

Notre culture socialiste ne s'est jamais enfermée dans sa coquille nationale. Elle a mis à profit les meilleures réalisations de la culture progressiste mondiale et en outre, en tant que porteuse des idéaux de notre peuple pour la liberté, l'indépendance et le socialisme, elle a été et demeure proche aussi des autres peuples.

Le caractère national et l'esprit populaire se réalisent à travers la représentation véridique de la réalité, à partir des positions de l'idéologie marxiste-léniniste, par une assimilation critique, faite à partir de

positions de classe, de toute l'expérience de notre culture, de l'ancienne tradition progressiste et du nouveau révolutionnaire, grâce à un solide appui sur la création populaire. Le caractère national populaire s'exprime non seulement dans la création, mais aussi dans l'exécution et l'interprétation des œuvres créées.

Les insuffisances que l'on constate quand il s'agit de rendre l'esprit national et la physionomie nationale dans certains genres d'art, surtout dans l'architecture, rendent nécessaires des études plus poussées et un plus grand travail de recherche.

Que les écrivains et les artistes, guidés par les enseignements du Parti, s'orientent vers la vie du peuple, qu'ils créent un art pour le peuple, un art attachant, clair et compréhensible pour tous, un art profondément populaire. Que la vie du peuple, son verbe mordant, son esprit et son humour occupent une plus grande place dans les œuvres littéraires et artistiques, surtout dans le théâtre.

Les artistes qui travaillent sans répit pour élever leur niveau idéologique marxiste-léniniste, qui ont assimilé les enseignements du Parti, qui mènent une vie politique active, qui vivent intensément auprès des masses et connaissent à fond la voie du développement historique révolutionnaire de notre peuple et de notre culture, sont précisément ceux qui réalisent le mieux ces tâches. L'art révolutionnaire est créé par les artistes révolutionnaires, par les artistes dont le cœur bat à l'unisson avec celui du peuple. Il leur est demandé de refléter correctement dans leurs œuvres les tendances et les processus fondamentaux du développement de notre révolution, les contradictions de la vie, et de combattre toute manifestation de formalisme et de schématisme dans l'interprétation de ces phénomènes, d'appliquer avec fidélité et de façon créatrice la méthode du réalisme socialiste, qui est à la base de l'art prolétarien, l'art auquel appartient l'avenir.

Notre culture socialiste pénètre toujours plus profondément dans le peuple et elle devient chaque jour davantage une partie intégrante de sa vie. Les secteurs de l'édition et de la production cinématographique se sont développés; le réseau des centres culturels et artistiques s'est étendu dans tout le pays. Le mouvement d'amateurs a connu un grand essor qualitatif et quantitatif, et, parallèlement à l'art professionnel, il joue un rôle important dans le progrès de notre culture nouvelle et dans l'éducation des travailleurs. On a vu apparaître sur la scène les masses, le travailleur, l'ouvrier et le coopérateur agricole, les femmes et les jeunes, les vieilles gens et les enfants.

Le Parti exige que le travail culturel de masse soit porté à un niveau supérieur. Il importe à cette fin de propager une plus large conception de la culture, en la considérant sous tous les aspects de la vie, et aussi une plus large conception de l'homme cultivé. Il faut utiliser judicieusement les multiples moyens que l'Etat a mis au service des masses, trouver des formes d'action permettant de porter la culture là où vivent et travaillent les masses. Aujourd'hui que le Parti lutte pour réduire les différences entre la ville et la campagne, le front de la culture, lui aussi, se voit assigner des tâches importantes pour élever le niveau culturel de la paysannerie, et cela en mobilisant largement tant les forces de la campagne que celles de la ville.

Les organisations du Parti doivent apprécier davantage le grand rôle que jouent la culture, la littérature et les arts dans l'éducation des masses et les considérer comme des secteurs importants de leur activité, en portant une attention particulière à l'éducation politique et idéologique des créateurs. La fonction dirigeante du Parti, l'application conséquente de sa ligne et de ses directives dans l'art et la culture sont déterminantes pour assurer leur développement dans la juste voie. Les organismes d'Etat également ont des tâches importantes à remplir pour accroître l'intérêt et le soin portés à l'art et à la culture, et en perfectionner les formes et les méthodes de direction.

Que l'Union des Ecrivains et des Artistes, sous la direction du Parti renforce son travail d'éducation idéologique, esthétique et professionnelle des créateurs et devienne un centre qui encourage toujours mieux la créativité et où les problèmes philosophiques, éthiques et esthétiques de la création soient débattus largement à partir des positions de l'esprit de parti prolétarien.

Dans le cadre des efforts multiples déployés pour traduire dans les faits les décisions du VI^e Congrès du Parti, des succès ont aussi été obtenus dans le développement de la science et de l'expérimentation scientifique. Actuellement divers organismes scientifiques, instituts et centres de recherche à orientations déterminées, sans compter les chaires des écoles supérieures, fonctionnent dans notre pays. La fondation de l'Académie des sciences a constitué un succès important dans ce domaine.

Au cours de la période considérée, une série d'importantes études et d'expérimentations scientifiques et techniques ont été menées dans divers domaines, comme la géologie et les mines, l'hydro-énergétique, l'agriculture, etc. Un certain nombre d'études de valeur ont également été réalisées dans le domaine des problèmes sociaux, de la Lutte antifasciste de libération nationale, de l'histoire, de l'archéologie et de la langue albanaises.

Le stade actuel de développement du pays et les grandes tâches qui nous attendent exigent que **les études et les recherches scientifiques deviennent une méthode généralisée, qui pénètre et guide tout travail, qui contribue effectivement à la solution des problèmes immédiats et à long terme de l'édification du socialisme et de la défense de la patrie.** Nos travailleurs scientifiques sont confrontés à de grandes tâches pour la conception et la construction de grands ouvrages hydro-techniques et industriels, pour la découverte et la mise en valeur de matières premières et d'autres richesses naturelles, pour la recherche de nouvelles voies en vue de l'intensification de l'agriculture, etc.

Le développement de la science exige, et c'est très important, des études toujours plus poussées dans plusieurs branches, comme la biologie, la génétique, les mathématiques, la physique, la chimie, la physiologie, etc., études sans lesquelles on ne peut résoudre avec succès de nombreux problèmes du développement des sciences appliquées et du progrès technique, ni assurer non plus une solide formation de spécialistes des divers secteurs et plus généralement de notre jeune génération dans notre école.

De grandes perspectives s'ouvrent à nous pour un fructueux développement des sciences sociales et économiques qui devront avoir pour objet fondamental l'étude et la synthèse scientifique de la pensée et de la pratique révolutionnaire de notre Parti et de notre peuple. L'histoire, la vie, la langue et les traditions culturelles et artistiques de notre peuple constituent un important champ d'études. Ainsi que notre Parti n'a cessé de le souligner, on ne peut faire avancer la révolution technico-scientifique dans notre société socialiste en ne s'appuyant que sur un petit nombre d'instituts de recherche spécialisés. Pour que l'expérimentation scientifique soit aussi féconde que possible il faut y entraîner activement les larges masses d'ouvriers et de paysans, les cadres et les spécialistes de la production. Les institutions et les centres spécialisés du travail de recherche scientifique devront rattacher plus étroitement leur activité à l'expérimentation scientifique de masse, généraliser l'expérience avancée et propager les connaissances scientifiques parmi les masses. C'est par cette voie également que l'on réussira aussi à les préserver des maux du bureaucratisme, du technocratisme et de l'intellectualisme. Dans la phase actuelle, toutes les possibilités matérielles, techniques et humaines nous ont été créées pour nous permettre de résoudre par nos propres moyens un grand nombre de problèmes complexes économiques, idéologiques, théoriques, culturels et technico-scientifiques, qui se posent à nous. C'est pourquoi il est nécessaire que nos cadres, nos spécialistes et travailleurs raffermissent encore leur confiance en leurs propres forces et capacités créatrices, tout en cherchant à connaître et à appliquer, conformément à nos conditions, les acquis de la science et de la technique mondiales.

Afin de mener à bien les tâches qui nous incombent dans le domaine de la science, il nous faudra adopter de nouvelles mesures pour assurer la formation et la qualification de cadres scientifiques spécialisés des différentes branches et pour renforcer la base matérielle indispensable.

Le développement de la science et de la révolution technico-scientifique assigne aux institutions de recherche et aux établissements d'enseignement supérieur de grandes tâches pour élever la qualité et l'efficacité des études et des recherches scientifiques, en lutte contre les conceptions technocratiques et

intellectualistes, idéalistes et métaphysiques étrangères au socialisme. Un rôle particulier dans ce sens revient à l'Académie des sciences, notamment pour une meilleure utilisation et coordination des forces et des moyens de recherche scientifiques.

Les organes d'Etat, de la base au sommet, sous la direction du Parti, sont tenus de veiller beaucoup plus attentivement à l'organisation, à la planification et au développement de l'activité des institutions et des organismes de recherche scientifique, de leur fixer des tâches concrètes et de demander des comptes pour leur réalisation, de leur fournir toute l'aide nécessaire pour la solution: des divers problèmes qui apparaissent dans leur travail.

V - LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA R. P. D'ALBANIE

L'édification du socialisme en Albanie, la lutte de notre peuple pour le renforcement de la dictature du prolétariat et la défense de la patrie, les efforts qu'il déploie pour assurer son avenir ne sont pas dissociés de la situation internationale que nous vivons, du processus historique général de l'actuelle évolution mondiale.

Le Parti a suivi et analysé très attentivement les événements et la création de situations nouvelles, les orientations et les visées des diverses forces politiques qui agissent dans l'arène internationale et il a, en toute circonstance, adopté des attitudes justes et de principe, en pleine conformité avec les enseignements du marxisme-léninisme, avec nos intérêts nationaux, avec les intérêts de la révolution et de la libération des peuples.

Vue dans son ensemble, la situation internationale actuelle apparaît assez complexe, truffée de contradictions et de grands affrontements, qui se sont maintenant étendus au monde entier et qui touchent tous les aspects de la société humaine d'aujourd'hui. Face à l'impérialisme, au social-impérialisme et à leurs farouches agissements agressifs et expansionnistes, face à la bourgeoisie, aux monopoles internationaux et à leur exploitation barbare, face à la réaction, à la violence et à la terreur qu'elle fait sévir, se dressent, avec des forces décuplées, le prolétariat mondial et les révolutionnaires inflexibles, les peuples qui luttent pour la liberté et la démocratie, pour le socialisme. Le monde se trouve dans une phase où la cause de la révolution et de la libération nationale des peuples n'est pas seulement une aspiration et une perspective, mais un problème posé et à résoudre.

Ces dernières années, dans tous les pays capitalistes on observe un puissant essor de la lutte du prolétariat. Les ouvriers et les masses travailleuses luttent partout avec abnégation contre l'oppression politique et l'exploitation économique, pour défendre leurs droits démocratiques et s'assurer une vie meilleure. Ce qui caractérise cette lutte c'est que les travailleurs élargissent le cercle de leurs revendications qui débordent toujours plus le cadre économique. Les grèves, les protestations et les manifestations des travailleurs aux Etats-Unis, en Angleterre, en France, en Union soviétique, en Pologne, en Italie, en Allemagne fédérale, en Espagne, etc., qui tournent souvent en heurts sanglants avec la bourgeoisie et ses appareils de répression, attaquent les fondements mêmes du pouvoir bourgeois et révisionniste. Dans ces durs affrontements avec le capital et la bourgeoisie, la classe ouvrière et les larges masses travailleuses renforcent chaque jour davantage leur conscience révolutionnaire, elles se préparent et se trempent toujours mieux pour les futures batailles de classe; La lutte actuelle du prolétariat mondial confirme à nouveau la thèse fondamentale du marxisme-léninisme selon laquelle dans le monde bourgeois et révisionniste la classe ouvrière et sa lutte révolutionnaire ne peuvent être défaites ni par la violence, ni par la démagogie. En dépit de la pression, des menées démagogiques et de la vaste propagande de mystification et de diversion de la bourgeoisie et de ses alliés, la tendance à se libérer des influences opportunistes et destructrices de la social-démocratie et des révisionnistes, qui, malheureusement, manipulent encore une partie importante de la classe ouvrière, ne cesse de s'étendre et de s'approfondir. La croissance et le renforcement des nouveaux partis marxistes-léninistes constituent un vivant témoignage du fait que le prolétariat n'a jamais perdu

confiance dans le marxisme-léninisme, qu'il voit en cette doctrine son arme la plus puissante dans la lutte contre la bourgeoisie et pour la victoire de la révolution.

Le mouvement de libération des peuples ne cesse de croître par son contenu comme par son intensité. La victoire historique de portée mondiale des peuples du Vietnam, du Cambodge et du Laos, qui vinrent à bout non seulement de l'impérialisme américain, mais aussi des complots, des intrigues, et des interventions du social-impérialisme soviétique, a confirmé que, en dépit de leur puissance et de leurs richesses, qui sont grandes, en dépit de tous les moyens de guerre modernes dont elles disposent, les superpuissances ne sont pas en mesure de soumettre les peuples et les pays, même petits, quand ceux-ci sont déterminés à lutter jusqu'au bout et à consentir n'importe quel sacrifice. Cette victoire a confirmé la thèse selon laquelle la liberté et l'indépendance se conquièrent et se défendent par la lutte armée et que la stratégie de la lutte populaire de libération nationale est une stratégie triomphante.

Aujourd'hui l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine constituent un vaste front de la lutte contre l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et les autres puissances impérialistes. Les peuples de ces continents déploient de gros efforts dans tous les domaines pour renforcer leur indépendance politique et pour s'affranchir de la domination coloniale et néo-coloniale. A l'heure actuelle, nous sommes tous témoins des efforts opiniâtres des peuples africains pour assurer leur émancipation générale, après leur affranchissement d'une servitude séculaire. L'accession à l'indépendance des pays récemment encore sous la domination coloniale portugaise, a exacerbé la lutte contre le racisme et la discrimination raciale en Rhodésie et en Afrique du Sud.

La lutte des forces progressistes et démocratiques contre le fascisme et la réaction tend, elle aussi, à croître et à s'étendre. Le renversement des régimes dictatoriaux dans certains pays, la lutte des patriotes du Brésil et de Bolivie, de Thaïlande et de Malaisie, la résistance des peuples du Chili, d'Argentine et d'Indonésie contre les régimes fascistes, ont porté des coups rudes aux forces de la réaction et aux impérialistes qui les soutiennent. Les peuples de l'océan Indien, de l'Asie du Sud-Est et des pays riverains d'Afrique se battent avec opiniâtreté pour liquider chez eux les bases des superpuissances et chasser leurs flottes de guerre. Partout les peuples s'éveillent et prennent toujours mieux conscience du danger que la politique d'agression, d'expansion et d'hégémonie de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique fait peser sur leur existence.

... C'est cette extension et cette accentuation de la lutte révolutionnaire du prolétariat, cette intensification très marquée de la lutte de libération des peuples, ce sont les victoires du socialisme, qui, par leur action conjointe, ont affaibli encore davantage l'impérialisme et le social-impérialisme, qui ont aggravé les contradictions du système capitaliste et en ont ébranlé les fondements.

La crise très grave que tous les pays capitalistes et révisionnistes traversent aujourd'hui est le résultat direct de cette lutte et des contradictions inévitables de leur système. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les crises économiques n'ont cessé de se succéder. Mais la crise actuelle est la plus grave de toutes, c'est une crise qui a atteint non seulement les pays développés, mais aussi les pays moins développés ; c'est une crise économique, mais c'est en même temps une crise politique et idéologique, militaire et culturelle des structures et des superstructures du système bourgeois-révionniste.

A l'origine, cette crise se manifesta sous la forme d'une chute des rythmes de production et d'un accroissement du taux d'inflation. Puis elle s'est aggravée et a gagné en ampleur, car elle s'est fondue avec la très grave crise énergétique et la crise monétaire, qui ont si durement secoué tous les pays capitalistes et révisionnistes. Certains d'entre eux, comme l'Italie, l'Angleterre, la Pologne et la Yougoslavie, traversent aujourd'hui des situations extrêmement difficiles.

La crise actuelle a pour trait l'extrême acuité des contradictions inter-impérialistes et de la rivalité des superpuissances pour le partage des marchés et des zones d'influence. La politique foncièrement

agressive de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique, leur soif de domination et d'hégémonie mondiale ont conduit à un accroissement considérable de leurs dépenses pour le maintien de leurs forces et de leurs bases militaires à l'étranger, des «aides militaires» et des subventions de toutes sortes qu'ils fournissent aux régimes réactionnaires. Cela a créé de grandes tensions dans l'économie des superpuissances et de leurs alliés, ces derniers étant contraints d'assumer une part non négligeable du fardeau de la crise. La militarisation de l'économie des grandes puissances impérialistes, l'augmentation inouïe des dépenses militaires et des budgets des appareils de répression, et, de façon générale, l'emploi du revenu national et des richesses du pays à des fins non productives, accentuent encore leurs difficultés.

La crise est rendue encore plus aiguë par la concurrence effrénée des pays industrialisés bourgeois et révisionnistes entre eux, d'une part, et entre eux et les pays en voie de développement, principaux producteurs de matières premières, de l'autre. L'action de la loi du développement politique et économique inégal des pays capitalistes a eu pour effet que le Marché commun, le Japon, le Canada, etc., se sont mis à contester la domination américaine en matière d'exportations de capitaux, et ils luttent pour s'assurer des marchés et des avantages en ce domaine.

La crise actuelle a prouvé une nouvelle fois que le capitalisme, en tant que système social, ne peut jamais échapper à ses contradictions et à ses plaies, qu'il est incapable tout à la fois d'assurer ses superprofits et de préserver un équilibre social intérieur. Ainsi, la vie ne cesse de confirmer la théorie de Marx et de Lénine selon laquelle les crises économiques sont des compagnes de route du système capitaliste, qu'elles existeront tant qu'existeront la propriété privée et l'exploitation capitaliste.

Tous les Etats capitalistes et révisionnistes s'efforcent de faire retomber les conséquences de la crise sur le dos des masses laborieuses. Et, en fait, partout la bourgeoisie, les monopoleurs et tous les exploiters, afin de préserver leurs profits, ont accentué l'oppression et l'exploitation du prolétariat et des travailleurs, en réduisant leurs moyens d'existence et en limitant leurs droits. En ces moments de grave crise des puissances impérialistes, social-impérialistes et du pouvoir bourgeois de chaque pays, des millions d'ouvriers sont jetés sur le pavé. Leur nombre s'élève maintenant à une centaine de millions, l'inflation se développe au galop, les prix des objets de première nécessité deviennent inabornables. Dans la société capitaliste et révisionniste actuelle, se produit précisément le phénomène de polarisation indiqué par Marx; on assiste d'une part, à la paupérisation des travailleurs et, d'autre part, à l'enrichissement des capitalistes.

Dans cette grave situation, le grand, capital et son pouvoir, la social-démocratie, les révisionnistes et autres opportunistes, accompagnent cette féroce politique d'oppression et d'exploitation, d'une vaste propagande mensongère, qui vise à convaincre les masses travailleuses que les secousses actuelles seraient soi-disant un phénomène passager, que tout retournera à l'état antérieur, et qu'il leur faut donc supporter le lourd fardeau qui les accable et ne pas rechercher les causes de cet état de choses ni se révolter. Ils s'efforcent par tous les moyens d'éviter le plus grave, la révolution, la seule voie qui permet d'échapper une bonne fois à la crise et au système d'exploitation capitaliste et révisionniste.

A leurs fins contre-révolutionnaires, la bourgeoisie et son pouvoir utilisent aussi les syndicats dans lesquels ils ont encadré le prolétariat et les travailleurs de la plupart des pays bourgeois. Ces organisations sont prétendument démocratiques, elles sont soi-disant indépendantes du patronat et des divers partis «démocratiques», «socialistes» et autres. En réalité, ces prétendus syndicats, manipulés ouvertement par les partis bourgeois et qui sont dirigés par l'aristocratie ouvrière, luttent de toutes les manières et par tous les moyens pour désorienter les travailleurs, pour saboter leur lutte révolutionnaire. Même les lois qui concernent l'activité et la lutte des ouvriers pour leurs revendications économiques, sociales, etc., sont connues et dosées par le grand capital de manière que chaque action soit menée dans le cadre toléré par la bourgeoisie, que rien ne vienne léser les intérêts de celle-ci, ni en particulier ne menace les fondements du pouvoir capitaliste. Quant il s'avère impossible de faire face aux révoltes des ouvriers et du peuple sous des formes pseudo-démocratiques ou par le verbiage parlementaire, alors l'Etat bourgeois intervient, par ses lois, par la violence, par la trique.

C'est ce qui se produit actuellement dans la plupart des pays, où la crise a exacerbé les contradictions entre le travail et le capital, et où la révolte des travailleurs devant la situation créée gagne toujours en force.

Dans ces circonstances, le danger du fascisme devient toujours plus menaçant. On sait que lorsque le capital s'engage dans une impasse et s'expose aux coups puissants de la classe ouvrière, il est contraint ou bien de faire faillite ou bien d'établir la dictature fasciste et de marcher vers la guerre. Ce danger du fascisme est évident en Espagne, en Italie et dans nombre d'autres pays. Si, aux dernières élections italiennes, le parti fasciste, baptisé Mouvement Social Italien, a perdu des voix, ce n'est pas pour lui une défaite, car il a envoyé de ses forces de choc grossir les rangs du Parti démocrate-chrétien.

«Ce qui fait l'importance de toutes les crises, disait Lénine, c'est qu'elles manifestent ce qui jusque-là était latent, rejettent ce qui est conventionnel, superficiel, secondaire, secouent la poussière de la politique, mettent à nu les ressorts véritables de la lutte des classes, telle qu'elle se déroule réellement». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb. t. 24, p. 219.)

Les événements politiques, économiques et sociaux du monde actuel, les causes qui les suscitent, les circonstances dans lesquelles agissent les forces antagoniques qui y participent, diffèrent beaucoup entre eux de par le caractère, l'opiniâtreté et les formes de la lutte que livrent ces forces et par les intérêts qui les animent. Pour pouvoir éclairer notre Parti et notre peuple et nous orienter correctement dans chaque action et en toute circonstance, il nous faut à tout prix nous attacher aux questions essentielles, de principe, et les soumettre à une analyse marxiste-léniniste. Faute de quoi, il est difficile d'aboutir à des conclusions justes et valables.

Notre Parti estime que la situation actuelle dans le monde est trouble et qu'en conséquence l'autosatisfaction, la quiétude ou l'euphorie n'ont pas de place. C'est pourquoi, dans les conditions présentes, il est d'une importance primordiale pour toutes les forces révolutionnaires, pour toutes les nations et tous les peuples qui luttent pour leur libération et leur indépendance, pour la paix et la sécurité entre les Etats, d'analyser, d'apprécier de façon conséquente et à partir de positions de classe la politique et l'action de la bourgeoisie impérialiste des deux superpuissances, et d'adopter à leur égard une attitude qui s'inspire du même esprit de classe. Une attitude de principe en cette question fondamentale constitue la seule base juste pour la détermination d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires conséquentes, elle sert de critère pour distinguer les forces progressistes et les forces réactionnaires et pour les juger.

Les faits et les actions concrètes, la réalité objective, nous conduisent à la constatation que dans le monde actuel les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, sont les plus grandes et les plus dangereuses puissances impérialistes agressives que l'histoire ait connues. Les superpuissances, agissant isolément ou de concert, représentent dans la même mesure et au même degré l'ennemi principal pour le socialisme, pour la liberté et l'indépendance des nations, la plus grande force qui soutient les systèmes d'oppression et d'exploitation, et, pour l'humanité, une menace directe de se voir jeter dans une troisième guerre mondiale.

Le monde ne cesse de se heurter aux visées agressives et expansionnistes de l'impérialisme américain. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à ce jour, l'impérialisme américain a mené une politique et une action criminelles contre le communisme, la liberté et l'indépendance des peuples. C'est lui qui a déclenché l'agression barbare en Corée, au Vietnam et qui y a perpétré des crimes des plus odieux qu'ait connus l'humanité. C'est lui qui est intervenu au Congo, qui a étouffé la révolution dominicaine, qui a porté la guerre au Laos et au Cambodge, qui a mis le feu au Proche-Orient et organisé le putsch fasciste au Chili et en Argentine.

L'impérialisme américain, en impérialisme qu'il est, a planté ses griffes sur tous les continents, et il renforce partout ses positions de toutes les manières, par des «aides», des crédits asservissants, des accords et des traités de tout genre, des bases militaires qui ont été étendues dans de nombreux pays,

des interventions brutales dans les affaires intérieures des autres pays et jusqu'aux agressions armées. Ce sont là autant de traits odieux du féroce impérialisme américain.

Les multiples compromis et concessions sans principe des khrouchtchéviens ne l'ont ni adouci, ni assagi. Il demeure la citadelle politique et économique du système capitaliste d'exploitation, le grand défenseur du colonialisme et du néo-colonialisme, l'inspirateur du racisme et le plus grand gendarme de la réaction internationale. Notre Parti s'en tient constamment à la conception que l'impérialisme américain est agressif et qu'il le demeurera même s'il ne lui reste qu'une seule dent.

Les luttes révolutionnaires et de libération, la dégénérescence continue et les contradictions intérieures inconciliables qui le rongent, ont fait perdre à l'impérialisme mondial beaucoup de ses positions. Qu'il nous suffise de citer la désagrégation du système colonial et l'accession de nombreux pays à l'indépendance. Et à l'avenir il perdra, toujours plus de ses positions. Mais dans le même temps, l'impérialisme, et en particulier l'impérialisme américain, redoublera d'efforts pour reconquérir les positions perdues et pour en occuper de nouvelles. C'est là la dialectique de l'essor et du déclin de l'impérialisme. **Aussi, aujourd'hui comme par le passé, la lutte conséquente et continue pour dénoncer la politique de l'impérialisme, l'impérialisme américain en tête, et anéantir ses plans agressifs, constitue une condition indispensable de la défense de la liberté et du socialisme, de la victoire de la révolution et de la libération des peuples.**

Les peuples du monde sont engagés dans un grand affrontement avec leur autre ennemi, tout aussi dangereux et tout aussi barbare, le social-impérialisme soviétique. La politique des révisionnistes soviétiques est une politique typiquement agressive, colonialiste et néo-colonialiste, qui s'appuie sur la force du capital et des armes. La lutte que" mène aujourd'hui l'Union soviétique pour occuper des positions stratégiques au Proche-Orient, son extension en Méditerranée, dans les océans Atlantique et Indien, sa main allongée en Afrique et en Amérique latine, ses pressions sur l'Europe et son ingérence dans les affaires de l'Asie, sont autant d'actions qui portent le sceau de cette politique. Tout comme les impérialistes américains, les social-impérialistes soviétiques luttent partout pour étouffer les flammes de la révolution et des luttes des peuples pour leur libération.

En compétition avec les impérialistes américains, les social-impérialistes ourdissent des complots et des intrigues contre-révolutionnaires contre les peuples, ils attisent des Conflits et des discordes entre les nations, ils cherchent à imposer leur contrôle et leur diktat partout où ils peuvent. **Notre Parti n'a cessé d'indiquer que toute illusion, si légère soit-elle, dans l'attitude à l'égard de l'Union soviétique actuelle, entraîne des conséquences catastrophiques pour les forces et les mouvements politiques qui continuent de croire à la démagogie et aux mystifications de Moscou.**

Pour mettre en œuvre leur politique d'expansion et d'hégémonisme, l'impérialisme, le social-impérialisme et le capitalisme international ont créé une série d'organismes et d'institutions militaires, politiques, économiques, culturels, etc., qui sont aujourd'hui leurs principales armes et leurs principaux moyens de domination des peuples. Dans le même temps, ils ont élaboré toute une série de théories, de conceptions et de thèses, au moyen desquelles ils cherchent à tromper et à effrayer les peuples, à justifier l'hégémonisme et l'oppression, à façonner les esprits des gens dans le sens qui leur convient. L'agression militaire, l'expansion économique et l'agression idéologique constituent la base de la ligne générale de ces ennemis, qui ont pour but principal de détruire le socialisme, d'étouffer la révolution, de perpétuer leur système d'asservissement.

Dans ces conditions, les révolutionnaires et les peuples ont pour devoir d'opposer à cette offensive générale et multiforme de leurs ennemis leur lutte unie et résolue sur tous les fronts et dans toutes les directions, de dénoncer et de détruire toutes les armes et toutes les bases de l'ennemi, fussent-elles politiques ou économiques, militaires ou idéologiques.

Aujourd'hui comme naguère, les principaux piliers sur lesquels s'appuie la politique hégémoniste et expansionniste des superpuissances et au moyen desquels elle se réalise, le plus solide rempart de leurs

systèmes impérialistes, les instruments essentiels de leur rivalité et de leurs préparatifs de guerre, sont l'OTAN et le Pacte de Varsovie, les alliances politiques et militaires des pays capitalistes et révisionnistes, leurs bases et leurs troupes dans les pays étrangers.

L'OTAN et le Pacte de Varsovie, avec les armées bourgeoises et révisionnistes des pays qui en sont membres, demeurent le principal rempart du système capitaliste et révisionniste, la plus grande force armée de choc contre la révolution et le socialisme, contre la liberté et l'indépendance des peuples. Les blocs militaires sont les soutiens des forces intérieures réactionnaires, anti-patriotiques et liquidatrices de la souveraineté nationale, qui vendent et soumettent leur pays à l'étranger. L'OTAN et le Pacte de Varsovie sont et demeurent des instruments de préparation et de déclenchement de la guerre.

C'est pour réaliser cette politique d'agression, d'oppression et d'exploitation qu'ont été créés le Marché Commun, et le Conseil économique d'entraide (Comecon). A travers le Comecon, organisation révisionniste soviétique qui a pour but l'asservissement des pays membres, l'Union soviétique applique sa politique néo-colonialiste dans les pays satellites, elle pille leurs richesses et réalise leur intégration économique dans l'Etat soviétique. L'Union soviétique a appauvri économiquement ses alliés, elle les tient pieds et poings liés, elle leur impose les prix qui lui conviennent, elle conditionne le développement de leur économie à ses intérêts, elle leur fournit, quand il lui plaît et comme il lui plaît, la quantité de matières premières tout juste suffisante pour assurer le fonctionnement de leur industrie, quant à en promouvoir le progrès il n'en est pas question. Les crédits que l'Union soviétique accorde à ses satellites sont asservissants.

Le Marché commun européen est une organisation réactionnaire analogue au Comecon. C'est un grand regroupement des monopoles et des trusts capitalistes en vue d'une exploitation féroce du prolétariat et des masses travailleuses d'Europe et des peuples du monde entier.

Dès sa création, le but du Marché commun a été de concevoir des formes de pillage barbare au profit des grands trusts et konzerns, et de sauver le capitalisme des crises et des secousses. Dans le domaine international, le Marché commun est une grande puissance néo-colonialiste, qui non seulement concurrence les superpuissances pour l'exploitation des pays en voie de développement, mais s'efforce aussi de maintenir et de rétablir les privilèges des anciennes puissances coloniales dans ces pays.

En dépit de leur non-appartenance officielle au Marché commun, les Etats-Unis, à travers l'interdépendance du capital américain et du capital de chacun des pays membres, y jouent indirectement un très grand rôle. L'impérialisme américain a trouvé et trouve toujours dans le Marché commun un soutien puissant contre le bloc social-impérialiste. Le Marché commun, en même temps que l'OTAN, constitue une base et un dispositif organisé de l'impérialisme américain dans sa rivalité et sa concurrence avec l'autre puissance impérialiste, l'Union soviétique révisionniste.

Le Parti du Travail d'Albanie, l'Etat et le peuple albanais se sont déclarés contre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, contre le Comecon et le Marché commun, car ces organisations sont les instruments fondamentaux de la politique expansionniste des deux superpuissances, elles oppriment, exploitent et appauvrissent aussi bien les peuples d'Europe, que les peuples des pays en voie de développement, elles sapent tant la révolution que la libération des peuples, car elles sont des instruments d'asservissement.

L'Union soviétique déclare qu'il a été créé une «communauté d'Etats socialistes égaux et libres», mais dans cette «alliance» c'est le poing soviétique qui fait la loi. Cette alliance n'a rien de socialiste, elle est antimarxiste et, de fond en comble, une mystification pour maintenir les peuples sous le joug du social-impérialisme.

Les monopolistes d'Europe occidentale, bourgeois et révisionnistes parlent beaucoup de la création de la prétendue Europe unie. A ce jour, il a été mis sur pied un certain «Conseil de l'Europe», un «parlement», et une espèce de «gouvernement commun», avec quelques lois formelles, institutions qui

ont pour mission de réaliser l'unification des pays européens au niveau des Etats. On dresse des plans pour doter cette Europe d'une armée commune équipée jusqu'aux dents et d'une économie capitaliste «puissante» en vue de tenir soi-disant tête aux deux superpuissances. En réalité, le but de la création de l'Europe unie est d'éliminer la notion de nationalité des divers pays d'Europe, d'intégrer et d'amalgamer leur culture et leurs traditions, en d'autres termes de supprimer la personnalité des peuples et des Etats d'Europe occidentale pour la mettre sous la coupe de la bourgeoisie réactionnaire cosmopolite de ce continent.

Cette «Europe unie», Lénine, dès 1915, en dénonçait et en démasquait le contenu réactionnaire, lorsqu'il écrivait :

«Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales «avancées» et «civilisées», les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires» et il ajoutait plus loin : «Certes, des ententes **provisoires**, sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes **européens...** dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb. t. 21, pp. 370, 372.)

Le capitalisme mondial, qui, conformément aux prévisions géniales de Marx, Engels, Lénine et Staline, va irrésistiblement vers les crises et le déclin, a atteint aujourd'hui le stade de l'impérialisme pourri. Pour échapper à la mort, il a conçu de nouvelles formes d'exploitation des masses, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle mondiale, il a créé la forme la plus récente, la plus perfectionnée de pillage, le néo-colonialisme, il a noué des liens financiers et des alliances économiques et militaires pour maintenir sous sa dépendance complète ou partielle de nombreux Etats, dans ce qu'on appelle le «second monde», «le tiers monde», les «pays non alignés» ou les «pays en voie de développement». Toutes ces appellations, qui se réfèrent aux diverses forces politiques agissant aujourd'hui dans le monde, camouflent et estompent le caractère de classe de ces forces, les contradictions fondamentales de notre époque, le problème-clé qui prime aujourd'hui tous les autres à l'échelle nationale et internationale, la lutte implacable que se livrent le monde bourgeois-impérialiste, d'une part, et le socialisme, le prolétariat mondial et ses alliés naturels, d'autre part.

Ce que ces appellations et ces divisions peuvent tout au plus indiquer, c'est la mesure de l'influence et de la force du capital mondial, international ou national, dans divers Etats et diverses zones du monde. Elles peuvent aussi révéler les points d'appui plus ou moins solides de l'impérialisme et du social-impérialisme. Elles peuvent traduire également les aspirations des peuples à vivre libres et indépendants des superpuissances. Mais si l'on considère la question du point de vue de classe, dans ces Etats, à quelque exception près, les classes antagonistes subsistent, et subsiste aussi l'exploitation de l'homme par l'homme aux dépens du prolétariat et des travailleurs de ces pays. Sous une forme ou une autre c'est la bourgeoisie qui y domine. Le marxisme-léninisme nous enseigne qu'à notre époque les pays se divisent selon le système social au pouvoir, en pays bourgeois-capitalistes et en pays socialistes. Les théories sur la prétendue situation intermédiaire de développement non capitaliste, que les révisionnistes khrouchtchéviens mettent tant de zèle à propager, visent à saboter les sincères aspirations au socialisme, qui existent dans bon nombre de pays, à susciter la confusion idéologique, à miner la lutte des forces progressistes.

Dans leur appréciation de la politique suivie par Les divers gouvernements et Etats, les marxistes ont également pour critère leur caractère de classe, les attitudes que ces gouvernements et ces Etats observent à l'égard de l'impérialisme et du socialisme, à l'égard de leur peuple et de la réaction.

C'est sur la base de ces enseignements que le mouvement révolutionnaire et le prolétariat édifient leur stratégie et leur tactique, trouvent leurs véritables alliés dans la lutte contre l'impérialisme, la bourgeoisie et la réaction et s'unissent à eux. Les appellations de «tiers monde», de «pays non alignés» ou «en voie de développement» suscitent chez de larges masses qui luttent pour la libération nationale et sociale l'illusion qu'elles pourraient trouver là comme un abri contre la menace des superpuissances.

Mais ces appellations cachent la situation réelle de la majorité de ces pays, qui, d'une manière ou d'une autre, ont des liens de dépendance politique, idéologique et économique, tant avec les superpuissances qu'avec les anciennes métropoles coloniales.

Les révisionnistes yougoslaves soutiennent la notion de «pays non alignés». Selon eux, ceux-ci comprennent tous les pays qui ne sont pas engagés par des traités militaires avec les grandes puissances impérialistes et révisionnistes, principalement avec l'OTAN ou le Pacte de Varsovie. Or, tout en ne faisant pas formellement partie d'un de ces deux blocs militaires, nombre de ces Etats sont pleinement engagés dans une foule de traités et d'accords avec les superpuissances et les grandes puissances capitalistes, en sorte que le qualificatif de «non aligné» sonne tout à fait creux.

Cette situation dans le mouvement des «non alignés» a également été attestée par la Conférence de Colombo. Elle a eu grand mal à cacher les divergences et l'opposition des visées politiques qui divisent des pays ou des groupes de pays participants. Cette fois, personne, n'a évoqué ni attaqué nommément les Etats-Unis et l'Union soviétique, leur politique et leurs actes d'agression et bellicistes. Mais on a trouvé opportun et avantageux d'attaquer la France !

Entre un bon nombre d'Etats qui se prétendent non alignés ont été conclus des traités militaires défensifs et offensifs, auxquels adhèrent aussi des puissances impérialistes. Aucun des participants n'a dénoncé ces traités. Le social-impérialisme soviétique s'efforce de mettre sur pied un «Traité pour la sécurité asiatique», et il échafaudera demain un traité analogue pour la «sécurité africaine», etc. Ce ne sont là que des formes diverses d'organisation qui tendent toutes, en fait, à convertir un pays soi-disant «non aligné» en un pays totalement asservi.

Le slogan des «pays non alignés» donne l'impression mensongère de la formation d'un groupe d'Etats qui ont la possibilité de «s'opposer» aux blocs des superpuissances, elle donne l'impression que ces pays sont tous, sans exception, anti-impérialistes, qu'ils sont opposés à la guerre, au diktat d'autrui, qu'ils sont «démocrates», voire même «socialistes». Cette mystification tend à renforcer les positions pseudo-démocrates et antipopulaires des groupes dirigeants de certains de ces Etats «non alignés», à donner l'impression aux peuples de ces pays que leurs dirigeants nouent ou dénouent leurs relations, de tout genre et de toute nature avec les impérialistes et les social-impérialistes, ouvertement ou en cachette, non seulement en tant que «gouvernements populaires», mais aussi comme un groupe d'Etats «avec lesquels même les superpuissances doivent compter».

Notre Parti estime qu'il faut parler aux peuples ouvertement des situations créées car c'est seulement ainsi que l'on contribue à leur véritable union, à l'union des Etats et des gouvernements véritablement anti-impérialistes et progressistes. Pour unir les peuples dans la lutte pour la liberté, l'indépendance et le progrès social, contre toute forme d'oppression et d'exploitation de la part de qui que ce soit, il convient de tracer d'abord une ligne de démarcation, de tirer bien au clair quel est leur ennemi principal, contre qui ils doivent lutter et avec qui ils doivent s'unir.

Leurs ennemis sont l'impérialisme, le social-impérialisme et la grande bourgeoisie internationale, qui suivent une politique d'expansion et d'exploitation à rencontre des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Les superpuissances et le capital international veulent maintenir intactes toutes les formes d'organisation et les institutions internationales établies depuis l'ancienne période coloniale. Et quand il y est porté tant soit peu atteinte, comme c'est le cas avec la hausse des prix du pétrole et de certaines autres matières premières, ils se mettent à bondir et n'hésitent pas à menacer de guerre les peuples et les pays qui veulent établir leur souveraineté sur leurs richesses nationales et qui luttent pour la justice et l'égalité dans les échanges et les rapports économiques mondiaux.

Mais ce pillage et cette exploitation féroces ne peuvent se poursuivre éternellement. La décolonisation économique est d'ores et déjà à l'ordre du jour et rien ne peut arrêter ce nouveau processus révolutionnaire qui s'est fait jour sur la scène mondiale. Les peuples ont le droit indéniable d'établir

leur souveraineté complète sur leurs richesses naturelles et de les nationaliser. Rien ne parviendra à empêcher la réalisation de cet objectif, si longues et si âpres que soient la résistance et la contre-offensive des impérialistes et autres exploiters. Rien ne pourra arrêter la lutte des peuples sur l'égalité dans les échanges internationaux et pour la mise en valeur des revenus tirés de la vente de leurs matières premières, pour le développement de leur industrie et de leur culture, pour l'amélioration de leurs conditions d'existence.

La lutte des peuples pour l'indépendance économique est dirigée contre les superpuissances, contre les monopoles des Etats impérialistes, contre les sociétés multinationales. C'est pourquoi le prolétariat et tous ceux qui sont pour la révolution et le socialisme, doivent rattacher étroitement leur lutte à la lutte des peuples pour la liberté et l'indépendance. Et ils ne peuvent le faire qu'en combattant résolument la bourgeoisie de leur pays, en luttant contre l'impérialisme et ses guerres de rapine. C'est là l'aide la plus efficace et la plus directe que le prolétariat prête au mouvement de libération des peuples. La politique agressive et l'activité contre-révolutionnaire des superpuissances, de la grande bourgeoisie internationale et de la réaction sont menées à travers les grandes et inconciliables contradictions qui opposent l'impérialisme et le social-impérialisme entre eux, et qui les opposent eux-mêmes à leurs alliés. Ces contradictions, qui sont un signe de leur faiblesse et des coups puissants que leur a portés la lutte révolutionnaire du prolétariat et la lutte de libération des peuples, confirment une fois de plus les thèses immortelles de Marx, Engels, Lénine et Staline sur l'évolution de la société bourgeoise et la stratégie prolétarienne de la révolution.

La grande crise qui s'est abattue sur les deux superpuissances et sur leurs alliés tend à affaiblir considérablement les alliances agressives qu'elles ont ourdies. Elle a ébranlé de nombreux pays du monde dans tous les continents et a suscité le doute justifié que le malheur qui les frappe a sa source dans les actions agressives et spoliatrices de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique. Ce doute a provoqué des failles dans certaines alliances, des défections et des ruptures complètes. Tantôt déclarée, tantôt cachée mais toujours agissante et corrosive, la défiance à l'égard des superpuissances ne cesse de croître.

Il est désormais évident que tant les impérialistes américains que les social-impérialistes soviétiques ne peuvent mettre en œuvre comme ils le voudraient leur hégémonisme respectif sur leurs partenaires du bloc de l'OTAN et du Pacte de Varsovie. Les failles profondes dans les groupements militaires, économiques et politiques de l'impérialisme et du social-impérialisme deviennent de plus en plus inquiétantes pour les superpuissances. Les tendances centrifuges, soit des Etats bourgeois capitalistes occidentaux, soit des Etats révisionnistes de l'Est, deviennent chaque jour plus apparentes et plus actives.

Dans le bloc révisionniste, le social-impérialisme soviétique veille sévèrement à prévenir toute tentative de défection dans les rangs de ses «alliés». Néanmoins, une hostilité politique et des divergences idéologiques, encore que non aussi manifestes qu'à l'époque de Dubcek en Tchécoslovaquie, existent partout, elles sont latentes et se manifestent sous des formes et en des domaines divers, en particulier dans les questions économiques. Tous les mécontentements qui se font jour dans les rapports entre les pays révisionnistes et l'Union soviétique sont étouffés, par les théories de la «souveraineté limitée», de réintégration économique», chères à Brejnev, ce qui revient à dire que, dans l'intérêt du «socialisme», ces pays ne doivent pas contredire le diktat soviétique qui leur est imposé.

Les frictions des Etats révisionnistes de l'Est avec l'Union soviétique, leurs mécontentements, sont attisés aussi par l'impérialisme américain et ses alliés. Les Etats-Unis font de grands efforts pour affaiblir le social-impérialisme, pour mettre un frein à ses visées hégémonistes, pour diviser les satellites de l'Union soviétique et les rapprocher d'eux.

Et ces efforts vont précisément au-devant des désirs des satellites soviétiques. Eux aussi ont espéré et espèrent toujours accentuer cette tendance avec l'aide des Etats-Unis. A présent l'impérialisme

américain, connaissant la faiblesse économique de l'Union soviétique, ses besoins pressants en technologie et surtout la nécessité pour elle de libérer des fonds de ses ressources intérieures pour les affecter à son armement, cherche à mettre cette situation le mieux possible à profit et à réaliser ses plans. Il accorde des crédits au gouvernement soviétique, mais aussi aux autres pays révisionnistes, en incitant en même temps les Etats capitalistes occidentaux à investir des capitaux dans ces pays. Cette entreprise est favorisée aussi par le fait qu'en cette période de crise, le capital de l'Europe occidentale cherche à étendre son expansion partout où cela lui est possible.

L'Union soviétique révisionniste, en dépit de ses efforts pour maintenir ses satellites sous son joug militaire et politique, pour les garder économiquement soumis et liés à lui par de multiples chaînes d'acier, se voit contraint de les laisser prendre contact avec les Etats-Unis et les grands pays capitalistes d'Europe occidentale, de les laisser leur demander et recevoir d'eux des crédits. Naturellement, ces crédits s'accompagnent d'une hypothèque politique et économique et c'est précisément ce qui inquiète le plus les social-impérialistes.

De leur côté, les Soviétiques cherchent à créer quelque brèche pour s'introduire dans les pays occidentaux. Ces pays ont fait grand bruit sur les événements du Portugal, sur l'ingérence de l'Union soviétique dans ce pays par l'intermédiaire du parti révisionniste de Cunhal. Effectivement, une tentative a été faite dans ce sens. Mais tout ce tapage a été mené à des fins de sensation, plus que par crainte que les Soviétiques ne s'établissent dans la péninsule Ibérique.

Actuellement, les contradictions au sein des alliances politiques, militaires et économiques dirigées par l'impérialisme américain se sont, elles aussi, exacerbées. Les conflits et la concurrence entre les monopoles d'Europe occidentale et du Japon, d'une part, et les monopoles des Etats-Unis, de l'autre, sont entrés dans une phase nouvelle où chacune des parties cherche à s'assurer pour son compte des positions de supériorité, des privilèges et des avantages. Leurs divergences se sont encore approfondies par suite de la crise de l'énergie et des matières premières, du rétrécissement de la sphère d'exportation des capitaux et des difficultés accrues de s'assurer des profits à travers la politique néo-colonialiste.

L'analyse et les prévisions de Staline sont pleinement confirmées. Dès 1952 il disait en effet :

«En apparence, la «sérénité» règne partout: Les Etats-Unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et autres pays capitalistes ; l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, tombés dans les griffes des USA, exécutent docilement leurs injonctions. Mais on aurait tort de croire que cette «sérénité» puisse se maintenir «pour l'éternité» ; que ces pays supporteront sans fin la domination et le joug des Etats-Unis d'Amérique ; qu'ils n'essaieront pas de s'arracher à la captivité américaine pour s'engager sur le chemin de l'indépendance». (J. Staline. Les problèmes économiques du socialisme en URSS, éd. alb. 1968. p. 39.)

Dans le cadre des alliances de l'Occident, les plus grands différends sont ceux qui opposent les Etats-Unis et le Marché commun, et ces désaccords, sous la pression et les manœuvres du bloc soviétique, tendent à s'accroître.

Dans cet esprit de concurrence, les Etats-Unis, pour faire obstacle à l'affirmation et à la consolidation du Marché commun, s'efforcent de manipuler ses membres chacun séparément et de les opposer les uns aux autres. En particulier, ils cherchent à entraver le rapprochement franco-allemand en affaiblissant la France et en soutenant l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, tout en œuvrant à asservir les autres membres plus faibles.

Il convient de dire que les pays d'Europe occidentale, eux non plus, en dépit des organismes communs qu'ils ont créés, n'ont jamais cessé de déployer, chacun de son côté, de gros efforts pour s'assurer le plus de concessions et de débouchés possible dans le monde. C'est là naturellement une concurrence pour les deux superpuissances, mais, en regard de la puissance économique, militaire et politique des

deux grands, et de l'impérialisme américain en particulier, ils sont faibles. C'est ainsi que non seulement ils ne parviennent pas à bien tremper leur doigt dans le miel des ressources des pays en voie de développement, mais encore ils ne réussissent à y faire entendre leur pensée politique que très faiblement, pour ne pas dire nullement. L'impérialisme américain a créé une situation telle qu'il a non seulement éliminé toute possibilité d'ingérence économique de ces pays mais qu'il a aussi fait taire ses partenaires et alliés.

Dans cette situation, conformément aux enseignements du marxisme-léninisme, le prolétariat et les forces révolutionnaires ont pour devoir d'intensifier leur lutte générale contre l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, contre la bourgeoisie réactionnaire capitaliste, leur lutte pour approfondir les contradictions et les divergences qui existent entre leurs ennemis. Il ne faut pas laisser les ennemis tranquilles ni leur donner le temps d'aboutir à des arrangements, de regrouper leurs forces, de s'organiser pour combattre avec un regain d'énergie la révolution, le socialisme et les peuples. Le prolétariat, dans cette lutte, a pour alliés tous ceux qui sont opprimés par les impérialistes, la bourgeoisie et la réaction et qui souffrent de leur fait, ceux qui veulent la liberté et l'indépendance de leurs peuples, ceux qui s'opposent à l'impérialisme et au social-impérialisme et à leurs plans hégémonistes.

Fidèle aux intérêts de la révolution, du socialisme et des peuples, notre Parti appuiera le prolétariat et les peuples qui sont contre les deux superpuissances et qui veulent leur destruction, qui sont contre la bourgeoisie capitaliste et révisionniste et qui veulent son renversement.

Dans cette situation de crise et face aux multiples contradictions qui les opposent entre elles, ainsi qu'à leurs alliés et aux peuples, les superpuissances s'efforcent de trouver de nouvelles formes de coopération au milieu de leurs divergences, d'inventer de nouvelles théories démagogiques, d'élaborer de nouveaux plans d'asservissement et de procéder à de nouveaux partages des zones d'influence et des marchés.

Le monde n'a jamais été soumis à une action de diversion et à une campagne de propagande diplomatique de l'ampleur de celles que les impérialistes et les social-impérialistes mènent actuellement et qui tendent à présenter sous un beau jour la politique d'hégémonie et d'expansion des superpuissances, de justifier leur agression et de camoufler leurs préparatifs de guerre. A l'Est comme à l'Ouest, les milieux dirigeants impérialistes et social-impérialistes prétendent que l'humanité se trouve dans une période de «relâchement de la tension internationale», que «la guerre froide» et la confrontation dangereuse susceptibles de provoquer un affrontement entre les superpuissances ont fait place à la «détente», à la coexistence pacifique, à «l'harmonie internationale», à la «sécurité générale» etc., que les dangers sont passés et les nuages de la guerre et des catastrophes dissipés. Par ces slogans tapageurs, les superpuissances, la bourgeoisie et la réaction internationale visent à mystifier les peuples, à affaiblir leur résistance et à leur imposer le contrôle et la domination impérialistes.

La République Populaire d'Albanie rejette et dénonce publiquement les prétendues théories sur la nécessité du maintien de «l'équilibre entre les superpuissances» en tant que condition ou base indispensable pour conjurer la guerre et défendre la paix. Elle rejette les conceptions impérialistes sur le maintien des «sphères d'influence», prétendus facteurs de stabilité et de sécurité, les conceptions sur la «souveraineté limitée» et sur «le monde interdépendant», sur le «bipolarisme», la politique de chantage etc. Ces prétendues «théories et doctrines», fabriquées à Moscou et à Washington, ont pour but de créer l'opinion capitularde selon laquelle aucun Etat ni aucune nation ne peuvent exister hors de la domination et de la tutelle de l'une ou de l'autre superpuissance.

L'histoire de l'Europe a prouvé que «l'équilibre des forces» des grandes puissances a toujours été une arme dans les mains des classes exploiteuses pour écraser les mouvements de libération nationale et

révolutionnaires. L'intervention a toujours été l'arme de la politique de l'équilibre pour le rétablir là où il est rompu ou pour veiller à ce qu'il ne le soit pas.

La paix et la sécurité internationale en Europe et dans le monde ne s'obtiennent pas par l'établissement de «l'harmonie» ou de «l'équilibre» entre les superpuissances, mais à travers la lutte contre les pressions et les ingérences impérialistes, à travers les efforts pour la libération des peuples, à travers la consolidation de l'indépendance et de la souveraineté nationales.

Les superpuissances se livrent à un gros commerce d'armes, qui devient l'affaire la plus lucrative de notre temps. Si, à première vue, il semble que ces armes accroissent et renforcent la capacité de combat des pays qui les reçoivent, en réalité, ce commerce est une nouvelle corde passée au cou des acheteurs et ces armes, des chaînes qui les tiennent pieds et poings liés. Non seulement ces armes ne pourraient jamais être utilisées contre ceux qui les vendent ou leurs alliés dans le cas d'une éventuelle agression de leur part, mais elles ne peuvent non plus être utilisées contre qui que ce soit sans leur permission.

A travers ce commerce d'armes, les superpuissances incitent les petits et les moyens pays à de petites courses aux armements qui deviennent ensuite une cause de disputes et de conflits entre voisins, provoquent des guerres locales, ouvrent ainsi la voie à l'expansion et à l'hégémonie des Etats-Unis et de l'Union soviétique. A travers le commerce d'armes et la psychose de guerre qu'elles répandent à grand renfort de propagande, les deux superpuissances s'efforcent de pénétrer surtout en Afrique, au Proche-Orient, en Amérique latine et en Asie. .

Dans ces régions, les Etats-Unis et l'Union soviétique sont en concurrence entre eux. Dans le but d'y soumettre divers pays ils créent et portent au pouvoir des cliques aux tendances soi-disant libératrices, et les mettent en conflit entre elles, conformément à la devise «diviser pour régner». En fait, tant l'impérialisme américain, de manière ouverte et féroce, que le social-impérialisme soviétique, d'une manière tout aussi féroce mais camouflée d'une propagande pseudo-socialiste, enveniment les relations entre les peuples, attisent et gonflent les contradictions entre eux et, dans leur propre intérêt, établissent des bases navales dans divers pays, créent des alliances militaires, concluent des accords commerciaux asservissants, etc.

L'un des exemples les plus typiques de cette politique des deux superpuissances est offert par la question du Proche-Orient, où le problème principal est celui du pétrole. Les guerres entre les peuples arabes et Israël, la situation créée parmi les peuples arabes eux-mêmes, divisés et en désaccord entre eux, et que viennent aggraver les intrigues soviéto-américaines, sont la conséquence de ce problème-clé, que constitue pour les deux superpuissances la possession des gisements de pétrole. C'est pour ces richesses que les peuples arabes ont versé et continuent de verser leur sang. L'impérialisme américain aide ouvertement Israël, pour maintenir le monde arabe divisé. L'Union soviétique aide soi-disant les peuples arabes en leur vendant des armes, mais elle envoie par ailleurs en Israël un grand nombre de Juifs soviétiques, qui servent de chair à canon contre les peuples arabes.

Dans le même temps, les superpuissances jouent des coudes entre elles. L'impérialisme américain, malgré ses positions nettement pro-israéliennes, a réussi non seulement à entretenir à son profit l'«amitié» de l'Arabie Saoudite et des émirats du golfe Persique, mais aussi à saper les positions des Soviétiques dans cette zone. La dénonciation par l'Egypte du traité soviéto-égyptien, ainsi que l'expulsion de la flotte agressive soviétique de ses ports, n'est assurément pas une victoire mais une défaite pour le social-impérialisme soviétique.

Maintenant, dans cette zone, ce sont plutôt les Américains qui dictent leurs plans. Bien entendu, les social-impérialistes soviétiques non plus ne restent pas les bras croisés. Ils cherchent à compenser leur revers en Egypte en maintenant les positions, qu'ils occupent encore dans certains pays arabes, en essayant d'obtenir quelque base nouvelle, ou en s'efforçant de se faire de nouveaux «amis».

Dans le continent africain, la lutte entre les deux superpuissances vient à peine de commencer et elle est loin de sa fin. L'impérialisme américain y a depuis longtemps établi ses bases. Ses intérêts impérialistes s'entrelacent ici avec ceux de ses alliés d'Europe occidentale, et ils créent ensemble une puissante barrière à la pénétration soviétique dans cette zone.

Les événements d'Angola sont claironnés comme un grand «succès» soviétique, et le social-impérialisme en profite pour se poser en libérateur des peuples. Ces mêmes événements fournissent l'occasion à l'impérialisme américain et au capitalisme international dans son ensemble d'exciter la psychose de la peur et de la guerre anticommuniste, bien que le communisme n'ait rien à voir dans cette affaire. En fait, la lutte actuelle des peuples africains est une révolte contre l'intervention et le pillage des deux superpuissances.

Les grandes puissances impérialistes exploitent beaucoup les situations économiques et sociales difficiles des peuples, des pays et des Etats d'Afrique, où elle nouent et dénouent mille et une intrigues. Ces intrigues sans fin sont ourdies pour affaiblir la renaissance de ce grand continent dont la population a connu des siècles de misère, mais qui possède une culture ancienne, des forces et des énergies nouvelles, que l'impérialisme, le social-impérialisme et le capital international veulent à tout prix empêcher d'être canalisées dans la juste voie du progrès, de la liberté, de la démocratie, de l'indépendance et de la souveraineté complète des Etats qui le composent.

Notre Parti soutient la thèse que, quand les superpuissances se rapprochent entre elles comme lorsqu'elles se disputent, ce sont les autres qui en font les frais. La collaboration et la rivalité entre les superpuissances présentent les deux faces d'une réalité contradictoire, elles sont la principale expression d'une même stratégie impérialiste, qui tend à ravir aux peuples leur liberté et à dominer le monde. Elles constituent le même danger, et c'est pour cela que les deux superpuissances sont les principaux et les plus dangereux ennemis des peuples, c'est pour cela qu'on ne peut jamais s'appuyer sur un impérialisme pour combattre l'autre ou pour lui échapper.

Certains Etats, étant menacés par l'une ou l'autre des superpuissances, rattachent leur propre défense à la protection militaire soit des Etats-Unis soit de l'Union soviétique. Mais la protection militaire des superpuissances est une protection illusoire, car elle vise à faire du pays «protégé» un protectorat. La mise sous le «parapluie protecteur» des superpuissances s'accompagne toujours de concessions politiques et économiques, de concessions dans le domaine de la souveraineté nationale et de restrictions à la capacité de décision sur les questions intérieures comme sur les questions extérieures.

Les peuples ne doivent pas tomber dans le piège du prétendu «front anti-impérialiste» prôné par les social-impérialistes soviétiques et dans lequel ils veulent engager et manipuler tous ceux qui sont contre l'impérialisme américain et qui le combattent. S'unir dans ce «front» revient à sacrifier les intérêts supérieurs de son propre pays, à exposer son peuple au danger, à devenir le raïa des social-impérialistes et de la chair à canon pour la réalisation de leurs desseins. Contrairement à ce que cherche à faire croire Moscou, les contradictions qui opposent les Etats-Unis et l'Union soviétique ne sont pas des contradictions entre le socialisme et l'impérialisme, mais des contradictions entre les deux grandes puissances impérialistes.

Tout en repoussant la démagogie et les tactiques trompeuses sur «l'anti-impérialisme» des révisionnistes soviétiques, il faut dans le même temps rejeter l'«anti-social-impérialisme» que propagent les Etats-Unis et la bourgeoisie monopoliste mondiale. Les peuples ne doivent pas accepter de devenir les victimes des rivalités des Etats-Unis et de l'Union soviétique ni le jouet de leurs manœuvres impérialistes.

Les propagandistes bourgeois et révisionnistes parlent beaucoup maintenant de la «sécurité des frontières-», du «non recours à la force», de la «coopération pacifique», etc., et ils donnent pour modèle la Conférence d'Helsinki. Notre Parti a fait connaître en temps voulu son point de vue sur cette

conférence, qu'il a qualifiée de «conférence de l'insécurité européenne». [Voir *Enver Hoxha, Œuvres choisies, t. 4, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. Fr., pp. 1006-1018*] Nous l'avons condamnée dès le début et avons refusé d'y participer. Nous avons agi ainsi en partant d'une analyse marxiste-léniniste des événements. Cette Conférence n'était pas voulue seulement par les révisionnistes soviétiques, elle l'était aussi par les impérialistes américains. Ils la voulaient comme un tranquillisant pour se sortir de la crise, pour se fortifier, pour se reprendre, et pour créer l'illusion que l'Europe était en train de trouver la sécurité, qu'elle ne serait pas attaquée par les Soviétiques, car elle était défendue par les Américains. Rien que pour les apparences, les superpuissances voulaient créer sur notre continent une situation figée, notamment dans les rapports entre les deux blocs Est-Ouest.

La réunion d'Helsinki était une farce dont les principaux acteurs étaient l'Union soviétique et les Etats-Unis. Tous les autres participants à cette conférence, avant comme après sa tenue, n'ont cru ni ne croient à son utilité. La montagne a accouché d'une souris. En fait, rien n'a changé dans la situation antérieure, si ce n'est qu'on s'efforce de créer une atmosphère tendant à faire croire qu'en Europe on a reconnu le statu quo politique et idéologique et établi une coopération économique plus large entre les Etats, à l'exception de l'Albanie. Dans tous ces domaines, non seulement le statu quo n'a pas été maintenu, mais de nouveaux conflits ont surgi, comme ce fut le cas pour le conflit gréco-turc.

Le tapage des chefs de file du Kremlin sur «l'esprit pacifique d'après Helsinki» s'est intensifié, mais en même temps se sont multipliées les allées et venues de la flotte de guerre soviétique, qui s'est mise maintenant à violer avec arrogance la souveraineté maritime des pays nordiques épris de liberté et prétend établir sa domination sur toutes les mers du Nord.

Quant à la prétendue sécurité européenne contre une guerre mondiale, cette sécurité n'a pas fait un seul pas en avant. Du reste, ce progrès est impossible, étant donné que ni l'Est ni l'Ouest ne peuvent désarmer, ni même faire la moindre tentative dans ce sens, car aussi bien l'Union soviétique que les Etats-Unis s'en trouveraient lésés. Ces deux puissances impérialistes s'emploient sans répit à accroître leurs armes de guerre offensives et leurs armes atomiques. Les négociations SALT n'aboutiront à aucun résultat, elles piétinent. Les parties en présence se contentent de bavardages inconsistants.

La campagne que mènent les superpuissances, les plans et les projets sans nombre, à propos du désarmement, les conférences et les entretiens qui se déroulent depuis des années sont des supercheries et des manœuvres mensongères qui cherchent à camoufler leur course aux armements. Les superpuissances visent par là à obliger les autres peuples et les autres Etats à admettre et à permettre la légalisation de leur monopole nucléaire et de leurs armes modernes, à leur reconnaître le droit de s'armer sans contrôle et sans limitation et de perfectionner indéfiniment la technologie des armes d'extermination massive.

Les impérialistes et les social-impérialistes savent qu'en maintenant leurs stocks d'armes modernes et le monopole de leur production, ils préservent aussi les possibilités de chantage et de menace, entretiennent la crainte et l'insécurité que leurs machines de guerre suscitent chez les autres, ils maintiennent la pression permanente qu'exercent leurs armes même sans être utilisées.

Les problèmes de la guerre et de la paix ont préoccupé et préoccupent constamment les peuples du monde, les larges masses travailleuses, qui ne veulent pas qu'une catastrophe s'abatte à nouveau sur l'humanité. Le danger est réel. Les superpuissances se préparent pour une guerre mondiale et, à cette fin, outre leur course effrénée aux armements, elles s'efforcent de créer les circonstances qu'elles jugent opportunes, et cela en excitant les cliques bourgeoises les unes contre les autres dans les divers pays, en flattant les sentiments nationalistes afin de pousser les peuples à des affrontements entre eux, etc. Toute cette activité et ces méthodes abjectes des superpuissances conduisent à la préparation d'une nouvelle guerre mondiale.

Ces préparatifs sont accompagnés de multiples chantages et menaces, montés par l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, ou même par d'autres Etats bourgeois capitalistes. Ils ont

réussi à faire croire à certains que la prochaine guerre, générale ou partielle, que préparent et que peuvent faire éclater l'une ou l'autre des superpuissances, sera une guerre éclair, en sorte que, en trois ou quatre jours, les social-impérialistes soviétiques occuperaient toute la Yougoslavie (quant à l'Albanie, selon eux, «ils n'en feraient qu'une bouchée» !!) et en une dizaine de jours les chars soviétiques atteindraient la côte est de l'Atlantique, jusqu'au Portugal. La propagande des superpuissances alimente journallement cette psychose mensongère, dans le but d'effrayer les Etats et les peuples, d'affaiblir leur défense, d'abaisser la vigilance et le moral des masses populaires et de vaincre leur esprit de combat révolutionnaire pour la défense de la liberté et de l'indépendance. Notre Parti estime que cette propagande et ces vues représentent une stratégie et une tactique particulières qui visent à établir le contrôle et la domination impérialistes et social-impérialistes sur la vie nationale politique, économique et militaire de tous les Etats. C'est pourquoi, en tant que telles, il faut les combattre fermement. Quant à faire «une bouchée» de l'Albanie, prenez garde, messieurs, car l'Albanie socialiste est un os dur, qui vous reste à la gorge et vous étrangle ! Si les social-impérialistes soviétiques se hasardaient à tenter quelque aventure contre notre pays, ils essuieraient une défaite irréparable.

C'est ce même langage que nous tenons à l'impérialisme américain. S'il osait entreprendre une telle agression, lui non plus n'en sortirait pas vivant. Les leçons de sa défaite au Vietnam et au Cambodge sont encore très fraîches à sa mémoire.

La liberté et l'indépendance de chaque pays dépendent essentiellement de l'attitude que son peuple adopte, de la question de savoir s'il veut vivre libre et debout, ou en esclave et à genoux. Quand un peuple est résolu à vivre libre et debout, alors il repousse les chantages, ses forces se raniment sans cesse, sa vaillance grandit et l'agresseur ose difficilement l'attaquer. C'est ce que pense notre peuple et il fait clairement connaître sa pensée à tout ennemi qui s'imagine pouvoir faire une «promenade» en Albanie. Notre peuple n'a jamais eu peur et il n'a peur d'aucune puissance, grande ou moyenne, si puissamment armée soit-elle, qui oserait nous attaquer. Il leur tiendra tête vaillamment, intelligemment et par tous les moyens dont il dispose et il est convaincu qu'il vaincra tout agresseur quel qu'il soit. Cette attitude repose sur la conscience de la saine réalité de notre pays, sur l'unité d'acier du peuple, sur le noble but de la défense à outrance de la liberté, de l'indépendance de la patrie et des grandes conquêtes de l'édification socialiste, sur les sentiments que le Parti a insufflés à chacun, vieux ou jeune; elle repose sur la préparation militaire intensive de tout le peuple soldat et sur la configuration du territoire albanais. Les agresseurs ne pourront pas faire de «promenade» en Albanie. Ils y trouveront la mort. S'il est une chose dont les ennemis doivent être sûrs, c'est qu'ils ne pourront pas prendre pied sur notre sol, que leurs armes et leurs bombes ne feront jamais fléchir la grande résistance, l'esprit d'héroïsme et les ardents sentiments patriotiques du peuple albanais.

Lénine nous enseigne que la guerre commence quand les contradictions se sont approfondies et aggravées à l'extrême, quand les paroles, la propagande et les réformes «économiques» sont impuissantes à l'arrêter. Les impérialistes et les social-impérialistes vont vers la guerre. Mais ils ne sont pas entièrement libres d'agir à leur guise. De nombreux facteurs influent en cette question. La guerre peut commencer en Europe, comme elle peut aussi commencer en Asie, ou dans d'autres régions, par exemple au Proche-Orient, où s'enchevêtrent tant de contradictions et où se déroulent des événements si lourds de danger. Aucun de ces cas n'est à exclure.

Ce qui importe pour les peuples, c'est qu'ils ne sombrent pas dans le fatalisme, qu'ils ne deviennent pas des observateurs passifs et ne se laissent pas prendre au dépourvu, qu'ils soient préparés au pire et qu'ils luttent afin que ce pire ne se produise pas.

Le marxisme-léninisme nous enseigne que l'impérialisme et les bellicistes s'affaiblissent à travers les luttes révolutionnaires et libératrices des peuples. Si la guerre agressive impérialiste ne peut être conjurée, il appartient alors aux révolutionnaires et au prolétariat de la transformer en guerre de libération.

Il faut faire clairement comprendre aux peuples que c'est l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et la bourgeoisie réactionnaire de chaque pays qui sont les ennemis de la révolution et du prolétariat mondial, les ennemis de la liberté et des nations opprimées, les fauteurs de guerre. Ces puissances constituent et représentent le féroce capitalisme mondial, qui a sa source et sa force dans l'exploitation inhumaine des masses et des peuples. C'est justement contre ces puissances sauvages, contre leur idéologie et leurs diverses formes d'organisation, depuis tous les partis réactionnaires et démagogiques, les trusts, les banques, les unions multinationales et les organismes nationaux et internationaux moins importants jusqu'aux alliances politiques et militaires et à leurs armées agressives, qu'il est nécessaire d'organiser une lutte âpre, conséquente et résolue, pour détruire leur pouvoir jusque dans ses fondements.

Les conditions actuelles exigent que cette lutte sans merci et multilatérale soit menée par tous les peuples du monde, par tous les hommes progressistes qui ont à cœur les véritables intérêts de leur peuple et qui en ont fait le but de leur lutte et de leur vie. Cette lutte sera d'autant plus résolue, continue et en ascension constante qu'elle sera dirigée par le prolétariat mondial et son avant-garde, le parti communiste, guidé par la théorie infaillible du marxisme-léninisme.

Les impérialistes et les social-impérialistes ont pour intime allié la bourgeoisie réactionnaire de tout pays où ils étendent leur influence. Cet allié leur sert à la fois de cravache et de pincettes, ils le nourrissent et l'arment afin d'en faire une force de choc dans le cas d'une conflagration mondiale, et pour faire face aux peuples qui se dressent dans la révolution contre les oppresseurs intérieurs et extérieurs. Aussi ne saurait-on séparer ces deux forces l'une de l'autre. Sans combattre l'une, on ne peut combattre l'autre, sans combattre la réaction intérieure, jusqu'à sa destruction, on ne peut combattre l'ennemi extérieur, on ne peut éviter la guerre. Il faut détruire les bases de toute sorte dans tout pays où les superpuissances en ont établi et créé, parce qu'on affaiblit et détruit ainsi à l'échelle mondiale leur influence et leur force, qu'elles ont fondées sur l'esclavage des peuples et des pays.

Pour nous, marxistes-léninistes, il est indispensable d'œuvrer à raviver l'esprit révolutionnaire des masses du prolétariat et de ses plus proches alliés, la paysannerie, les masses travailleuses et les hommes progressistes et patriotes. Il faut le faire à tout prix, parce que tous les ennemis cherchent à qui mieux mieux à détruire le socialisme, à étouffer la révolution et asservir les peuples.

C'est sur la mobilisation et la force des peuples, sur l'union de tous ceux qui désirent rejeter le joug impérialiste-révisionniste que nous devons prendre appui. Nous sommes pour l'unité du prolétariat mondial et de toutes les véritables forces anti-impérialistes et éprises de progrès, qui anéantiront par leur lutte les plans agressifs des bellicistes impérialistes et social-impérialistes.

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, conséquents dans leur ligne marxiste-léniniste, ont été et sont contre les deux superpuissances, contre la guerre impérialiste de rapine, contre la bourgeoisie monopoliste et la réaction internationale. C'est pourquoi, à l'avenir également, ils ne ménageront pas leurs forces et combattront côte à côte avec tous les autres peuples anti-impérialistes et anti-social-impérialistes, avec tous les partis marxistes-léninistes, tous les révolutionnaires et le prolétariat mondial, et avec tous les hommes progressistes, pour faire échouer les plans et les manœuvres de leurs ennemis et faire triompher la cause de la liberté et de la sécurité des peuples. Notre pays se trouvera en toute circonstance aux côtés de tous les peuples dont la liberté et l'indépendance sont menacées, et les droits foulés aux pieds. Cette position, nous n'avons cessé de l'affirmer et les peuples du monde doivent être sûrs que l'Albanie socialiste, dans les bons jours comme dans le danger, est avec eux et qu'elle ne recule pas devant les sacrifices.

Les tâches importantes fixées par le VI^e Congrès du Parti dans le domaine de la politique extérieure et des relations de notre pays avec les autres pays, ont été réalisées avec succès. La vie et le cours des événements ont entièrement prouvé la justesse de la ligne marxiste-léniniste et des positions de notre Parti dans le domaine de la politique extérieure.

La position internationale de l'Albanie est inébranlable. La République populaire d'Albanie a exprimé ouvertement, sans hésitation et avec courage ses opinions sur les événements et les problèmes internationaux, elle a toujours adopté de sages et fermes positions pour la défense des intérêts de notre patrie socialiste, des peuples, de la paix et de la sécurité générale.

L'autorité et le prestige de notre pays ne cessent de grandir. La voix et la parole de l'Albanie socialiste sont entendues et respectées par les peuples, par les révolutionnaires et les hommes de progrès. Ses nombreux amis et sympathisants aiment et honorent l'Albanie socialiste pour sa politique franche et de principe.

La République populaire d'Albanie poursuit une politique extérieure indépendante. Elle vise à ce que ses conceptions en matière de politique étrangère reçoivent l'adhésion des peuples épris de progrès et de liberté, des forces progressistes révolutionnaires, des marxistes-léninistes authentiques. Cela, nous ne le cachons pas. Et cette attitude concorde aussi avec les intérêts de tous les peuples, ainsi que des Etats du monde qui respectent la liberté et l'indépendance de notre pays, sans égard aux différences de régime économique et social.

Notre Etat socialiste n'intervient dans les affaires intérieures d'aucun pays avec lequel il entretient des relations politiques, économiques ou culturelles. Cela ne signifie pas pour autant que l'Etat albanais, au nom de ces rapports, des relations de bon voisinage avec les Etats limitrophes et de sa politique de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, n'exprime pas ses vues en matière de politique internationale en général, ainsi que sur les attitudes idéologiques et politiques de ces Etats. Et pas davantage ceux-ci ne sont privés du droit d'exprimer leurs vues sur les positions idéologiques et politiques de l'Etat albanais.

Nous estimons que ces prises de position ne doivent pas faire obstacle aux relations économiques, culturelles et politiques dans les domaines où nous reconnaissons avoir des intérêts communs, car ces relations contribuent à promouvoir l'amitié entre les peuples. En ce qui nous concerne, nous ne développerons ces relations que dans l'optique du marxisme-léninisme. Les autres ont le droit de les juger dans l'optique de leur propre idéologie.

La République Populaire d'Albanie estime que c'est dans cet esprit que doivent se développer ses rapports avec les Etats qui lui sont voisins, ainsi qu'avec les autres pays avec lesquels elle entretient des relations de diverse nature. Mais les dirigeants de certains pays estiment, et c'est une vue qui découle de leurs conceptions politiques et idéologiques, que si deux Etats entretiennent entre eux des relations de bon voisinage, sous les formes que l'on vient d'évoquer, chacun d'eux est obligé de se taire sur la ligne idéologique que suit l'autre. Ils considèrent que si l'on fait du commerce avec un pays, cela implique l'obligation d'éteindre toute polémique à son égard, de ne plus exprimer aucune vue sur sa politique et son idéologie. La polémique que nous menons est toujours fondée et réfléchie. Elle met en lumière de façon critique les attitudes et les actions de caractère international, qui ont une influence négative sur le monde ou qui nuisent aux intérêts de notre Etat.

Chacun sait qu'entre les divers pays apparaissent et se développent constamment des contradictions de caractère politique et idéologique, parfois même très profondes. Mais sans égard à ces contradictions, notre pays entretient avec une série de pays des rapports de bon voisinage ainsi que des relations économiques, commerciales et culturelles. La diversité des conceptions politiques et idéologiques ne constitue pas un obstacle dans ce sens.

Les impérialistes et les social-impérialistes prétendent qu'il ne doit pas être permis aux petits Etats de faire entendre leur voix au même degré que les grands sur les divers problèmes. Assurément, l'Etat albanais est un petit Etat, mais il ne saurait admettre une telle conception. Il rejette cette thèse discriminatoire de grande puissance chauvine. Notre pays s'oppose à ce que la politique internationale soit le monopole des grands Etats. Ces Etats fondent ce monopole sur leur potentiel économique, sur les puissants moyens de propagande dont ils disposent, et au moyen desquels ils s'efforcent de créer la

conviction et la psychose que le monde ne peut en aucun cas trouver la stabilité, si ce n'est sous leur tutelle. En d'autres termes, cela revient à dire que qui veut vivre, naturellement dans la servitude, ne doit pas élever la voix, mais être tout sucre et tout miel devant les crimes, les chantages, les mensonges et les tripotages des grandes ou des moyennes puissances impérialistes, capitalistes et révisionnistes. Et, comme on l'a dit, ils accompagnent ces prétentions d'une psychose de guerre et de menaces directes ou indirectes à rencontre de tel ou tel Etat, de la menace, par exemple, de leur couper quelque crédit qu'ils ont pu leur accorder. Les Etats, grands ou petits, qui se soumettent aux chantages politiques et qui sont effrayés par la guerre, sont constamment en fièvre et ils perdent, sinon totalement, du moins en bonne partie leur confiance en leurs propres forces.

Les politiciens bourgeois et révisionnistes usent de beaucoup de manœuvres diaboliques, de manières et d'attitudes trompeuses, de flatteries et de comportements hypocrites, adaptés aux conjonctures qui se créent dans la situation internationale. Ils s'efforcent de faire accroire, et ils y ont réussi dans une certaine mesure, que c'est ainsi que l'on doit agir, car c'est ainsi que se fait «la politique». Selon eux, «faire de la politique» signifie changer de drapeau à la première occasion, être en bons termes avec les uns et les autres, non pas pour leur rendre service, mais pour les rouler, en cachant ses véritables desseins, en les masquant d'un sourire. Les politiciens de ce genre visent, d'autre part, à créer la conception mensongère et très nocive que ceux qui défendent ouvertement les droits des peuples, qui ne dissimulent pas leurs opinions sur les Etats et leurs directions, ne sont pas des politiciens habiles, mais des gens rigides et sectaires.

Nous, Albanais, sommes un peuple qui n'a peur de personne, qui ne craint pas les attaques, et encore moins les calomnies, car nous sommes convaincus de la justesse de notre ligne et nous sommes résolus à la défendre. En même temps que notre fusil que nous tenons prêt pour nous battre si nous sommes attaqués, nous avons aussi notre langue à sa place pour répondre aux calomnies des ennemis.

Le monde bourgeois et révisionniste considère que nous sommes un pays isolé. C'est là voir les choses d'un œil capitaliste et révisionniste. Les impérialistes et les révisionnistes jugent isolé un pays qui a fermé ses portes à la forme d'invasion que sont en fait les crédits asservissants, les touristes et les espions, la culture décadente et la corruption des mœurs. De ce point de vue, nous sommes vraiment et nous resteront délibérément un pays isolé. Mais cela n'apporte à notre pays que du bien et aucun mal. Notre pays progresse et s'épanouit, notre peuple vit très bien. Toute autre façon d'agir entraînerait pour nous l'asservissement. Nous avons connu la servitude fasciste, les pressions et les attaques des révisionnistes, et nous ne nous laissons pas tromper facilement par leurs slogans et leur publicité sur leur mode de vie. Nous ne permettons ni ne permettrons jamais d'entrer en Albanie aux fascistes, aux espions, aux agents, à des gens qui veulent introduire frauduleusement chez nous la dégénérescence bourgeoise et révisionniste. Mais nous permettons l'entrée et nous nous réjouissons d'accueillir chez nous des gens honnêtes et corrects, des amis de l'Albanie, du peuple albanais, des sympathisants de notre pays, même s'ils ont des convictions différentes des nôtres. Nous respectons en eux leurs sentiments amicaux, leur attitude bienveillante à l'égard du peuple albanais. Tous ceux-là, qui représentent la majorité de l'humanité, nous les accueillons chez nous. Nous entretenons avec eux des relations d'amitié comme nous en entretenons avec les peuples qui luttent pour leur liberté et leurs droits, avec les prolétaires et les révolutionnaires marxistes-léninistes. Mais nous sommes et nous serons en inimitié avec les capitalistes et les révisionnistes, qui veulent asservir et opprimer les peuples et étouffer leurs idées progressistes.

Les capitalistes et les révisionnistes mesurent le degré d'isolement d'un pays à ses échanges commerciaux. Nous avons fait et nous faisons du commerce avec tous les pays à l'exclusion des Etats-Unis, de l'Union soviétique, d'Israël et de certains autres Etats gouvernés par des fascistes et des racistes. Mais le commerce aussi, tel que nous le concevons, doit être fondé sur l'avantage mutuel. Les capitalistes ont besoin de nos produits, comme nous avons besoin de certains des leurs. Si quelqu'un s' imagine que l'Albanie mourra parce que quelque Etat malveillant ne lui vend pas ses marchandises, il se trompe lourdement. L'Union soviétique révisionniste a établi un blocus farouche contre nous, mais

L'Albanie vit et peut vivre encore mille ans sans faire de commerce avec les révisionnistes soviétiques et en bravant leur blocus.

Les échanges culturels avec divers pays sont une excellente chose, nous les avons pratiqués et nous souhaitons les poursuivre, mais sur la base d'accords et sur un pied d'égalité. Ceux qui veulent entretenir des relations culturelles avec nous, doivent respecter nos traditions, nos coutumes, nos sentiments et nos goûts. L'Albanie a fermé ses portes à la culture décadente. Les autres aussi ont le droit de n'accepter chez eux que les représentations, les films ou les livres qui leur semblent convenir à leur pays. C'est là aussi une question de réciprocité. Notre pays applique cette pratique avec de nombreux Etats...

Nous souhaitons développer ces relations encore davantage, et d'année en année de nouvelles possibilités sont créées pour les étendre. Naturellement, nous avons notre art, notre musique, notre littérature, nos traditions et notre culture, que nous souhaitons et voulons faire connaître aux autres. Mais nous éprouvons aussi du respect pour la culture progressiste mondiale, nous y puisons, pour le répandre dans notre pays, ce qui nous convient et nous est utile.

Notre Parti a toujours attaché l'importance et l'attention qu'elle mérite à la question du développement et de l'extension des relations internationales de la République populaire d'Albanie dans tous les domaines avec les Etats qui sont pour le respect des principes bien connus de l'égalité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage mutuel. Au cours des années qui se sont écoulées depuis le VI^e Congrès du Parti, l'activité de la République populaire d'Albanie dans l'arène internationale n'a cessé de croître et de se renforcer. Aujourd'hui notre pays entretient des relations diplomatiques avec 74 pays. *[Jusqu'à la fin de 1984, la RPS d'Albanie avait des relations diplomatiques avec 101 Etats.]* La République populaire d'Albanie prend une part active et fait entendre sa voix à l'ONU et dans de nombreuses organisations, réunions et conférence internationales sur les problèmes qui préoccupent actuellement l'humanité.

... Notre peuple et notre Parti ont salué la grande victoire que le peuple vietnamien a remportée dans sa lutte armée contre l'impérialisme américain et ses valets. La libération du Sud Vietnam et l'unification de tout le pays en un seul Etat ont consacré la réalisation des hautes aspirations nationales du peuple vietnamien, au nom desquelles il a consenti d'immenses sacrifices. Nous préserverons et nous renforcerons toujours plus l'amitié de combat qui unit nos deux pays frères.

Notre République entretient des relations d'amitié et de coopération fraternelle avec la République populaire démocratique de Corée. Notre Parti et notre peuple soutiennent la juste cause du peuple coréen pour la libération de la Corée du Sud et la réunification du pays, et sa lutte contre la politique agressive de l'impérialisme américain : ... Le peuple albanais a salué avec joie la victoire du peuple lao dans sa longue lutte contre les agresseurs impérialistes américains et les réactionnaires locaux, et la création de la République populaire démocratique du Laos. Nous sommes pour le développement de relations d'amitié entre nos deux pays, dans l'intérêt de nos deux peuples et de la lutte contre l'impérialisme et la réaction.

La République populaire d'Albanie n'a cessé d'être pour le développement de relations normales avec les Etats voisins sur la base des principes connus de l'égalité, du respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et de l'avantage mutuel. Le développement de relations fondées sur la politique de bon voisinage répond aux intérêts et aux aspirations des peuples qui nous sont voisins et des peuples balkaniques à vivre dans l'amitié et la compréhension mutuelle.

Notre pays entretient avec la Yougoslavie des relations commerciales et culturelles régulières, utiles pour les deux parties.

Notre politique à l'égard de la Yougoslavie n'a pas changé et elle ne changera pas, si le gouvernement yougoslave, de son côté, se montre, lui aussi, correct à notre égard. La déclaration du Parti du Travail d'Albanie, selon laquelle, en cas d'une attaque éventuelle de la part de l'Union soviétique ou de quelque autre puissance contre la Yougoslavie, le peuple albanais se tiendra aux côtés des peuples de Yougoslavie, reste toujours valable. Mais la partie yougoslave doit répondre à cette position de l'Albanie par une attitude juste et correcte envers nous.

L'Etat yougoslave a naturellement le droit de mener la politique qu'il juge opportune, mais l'Etat albanais également a le droit de critiquer les actions qui nuisent aux relations de bon voisinage entre nos deux pays. Le gouvernement yougoslave accorde des concessions aux social-impérialistes soviétiques, il leur fait des facilités et accueille dans ses ports les bâtiments de guerre de leur flotte agressive. C'est son affaire, mais cela concerne aussi l'Albanie, les autres pays des Balkans et du bassin méditerranéen.

Notre Parti, en parti marxiste-léniniste authentique qu'il est, a toujours observé de justes attitudes à l'égard de nos frères albanais qui vivent sur leurs terres, en Kosove, en Macédoine et au Monténégro. Les tentatives de certaines autorités yougoslaves pour semer l'inimitié entre les Albanais de Yougoslavie et la République populaire d'Albanie n'atteindront pas leur but et elles sont même fort nuisibles. Quant à nous, Albanais, notre position demeure inchangée, nous observons et nous observerons toujours, comme nous l'avons fait jusqu'ici, une attitude marxiste-léniniste à l'égard des peuples de Yougoslavie, ainsi qu'à l'égard du problème de la population albanaise en Yougoslavie. Les liens fraternels de sang et de langue qui nous unissent aux Albanais de Kosove, de Macédoine et du Monténégro, nos traditions et nos coutumes nationales communes nous donnent le droit, sans nous ingérer dans les affaires intérieures de l'Etat yougoslave et en respectant les normes internationales, de nous intéresser à ce qu'ils jouissent de tous les droits, libertés et avantages dont jouissent les autres peuples de la Fédération yougoslave. Et il ne s'agit pas ici d'un problème du genre de ceux que soulève la propagande yougoslave lorsqu'elle évoque quelque coopérative agricole à population macédonienne en Albanie, où cette population jouit de tous les droits conformément à la Constitution de la République populaire d'Albanie, ou encore une minorité monténégrine inexistante dans notre pays. Quand nous parlons de nos frères qui vivent en Yougoslavie, il s'agit de plus d'un million et demi d'Albanais.

Nous avons pensé et nous pensons toujours, et c'est là notre vœu, que les odieux agissements de l'époque de Rankovic ne doivent jamais se reproduire, que la population albanaise de Yougoslavie ne doit pas être persécutée, ni laissée dans la pauvreté, que la région de Kosove ne doit pas être l'objet d'une discrimination dans le domaine politique, économique, culturel et qu'elle doit être traitée de la même manière que les autres nationalités. S'il était permis aux révisionnistes soviétiques de se livrer à partir de Kosove à des menées de n'importe quelle nature au détriment de notre pays, nous considérerions cette attitude comme une politique inamicale à l'égard de la République populaire d'Albanie.

Nous considérons les peuples de Yougoslavie comme des peuples frères et nous sommes convaincus qu'aujourd'hui pas plus que demain, ils ne permettront que le territoire de leur patrie subisse le sort qu'a connu la Tchécoslovaquie. Ils n'accepteront le joug de personne, ils ne permettront ni aux chars soviétiques du pacte de Varsovie, ni à ceux de l'impérialisme américain de se «promener» librement sur le sol yougoslave. Sans égard au fait que dans les domaines idéologique et politique nous avons avec l'Etat yougoslave et la Ligue des communistes de Yougoslavie d'inconciliables contradictions de principe, que nous n'avons pas tues et que nous ne tairons pas non plus à l'avenir, nous éprouvons pour les peuples de Yougoslavie : du respect et nous leur faisons confiance, car, l'histoire a montré que c'étaient des peuples valeureux.

En ce qui concerne nos relations avec la Grèce, elles sont fondées de notre part sur la politique de bon voisinage, de non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, de l'avantage réciproque, du respect de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance nationales. Nous avons toujours

souhaité et nous souhaitons vivre en amitié avec le peuple grec frère, et nous n'avons cessé de déployer tous les efforts pour que les liens entre nos deux pays se renforcent constamment. Le gouvernement grec actuel s'est attaché à observer une attitude amicale à l'égard de notre pays. Cela est dans l'intérêt de nos deux pays et au détriment de nos ennemis communs.

Nous comprenons bien que le gouvernement grec est un gouvernement de coalition de partis et qu'il compte dans l'opposition de nombreux adversaires. Chacun de ces partis a ses positions propres. Naturellement, c'est là une question intérieure qui ne regarde que les Grecs. Néanmoins, nous espérons et souhaitons que l'amitié, la collaboration et les relations de bon voisinage entre la Grèce et l'Albanie soient considérées par tous ces partis comme une bonne chose pour la Grèce comme pour l'Albanie.

En tout temps et en toute circonstance la lutte du peuple albanais pour la défense de son indépendance, de sa liberté et de sa souveraineté contribue aussi à la défense de la liberté et de l'indépendance de la Grèce et de son peuple. C'est à cœur ouvert que nous le rappelons au peuple grec frère, car nous sommes les descendants de ceux qui aidèrent la révolution de 1821 et lui restèrent fidèles jusqu'au bout quand d'autres l'abandonnèrent et la trahirent. En outre, l'amitié entre nos deux peuples a été trempée dans la lutte commune contre le fascisme italien et les nazis allemands.

Nous, Albanais, souhaitons que notre politique envers l'Etat grec ne soit pas une politique temporaire fondée sur la conjoncture, mais une politique réaliste, amicale et durable entre nos deux peuples. Quant aux monarcho-fascistes et aux insensés dénommés «vorio-épirotes», qui, périodiquement, s'efforcent, en renouvelant leurs prétentions absurdes, de créer une atmosphère tendue dans les rapports entre nos deux pays, nous tenons à dire que leurs cris ont suscité de grands rires parmi la minorité grecque, qui vit heureuse en Albanie. Nous leur disons : «Continuez, si vous y tenez, votre vieille besogne de «vorio-épirotes», vous ne nous faites peur ni à nous ni à la minorité grecque en Albanie, car Albanais et minoritaires grecs sont liés étroitement, comme des frères».

Nous avons la conviction qu'il est en Grèce des hommes politiques sensés qui considèrent les problèmes avec réalisme, qui ont clairement conscience qu'il ne leur viendra jamais aucun mal de l'Albanie socialiste et que l'amitié des Albanais leur est précieuse, de même que nous l'est l'amitié du peuple grec.

En ce qui concerne notre voisine d'outre-Adriatique, l'Italie, nous entretenons avec elle des relations diplomatiques normales, et nous nous efforçons de développer entre nous des relations commerciales et culturelles. Mais bien entendu, cela ne dépend pas que de nous. Nous souhaitons entretenir des rapports d'amitié avec le peuple italien et nous nous y employons. C'est là un désir qui émane des sentiments purs du peuple albanais et de la juste politique de notre Etat socialiste. Nous espérons que tout Italien et tout homme politique de ce pays, qui a une vision réaliste des choses, considère aussi que l'amitié avec l'Albanie est très importante pour l'Italie.

Pour conclure, nous souhaitons vivre avec ces trois pays voisins en bon voisinage, en coopération sincère, sans aucune ingérence mutuelle dans nos affaires intérieures et sans qu'aucun d'entre nous ne cherche, de quelque manière que ce soit, à imposer ses points de vue.

La République turque et l'Albanie entretiennent de bons rapports. Nos relations commerciales et culturelles se développent régulièrement. Il n'existe aucun obstacle à ce que nos peuples soient toujours amis et vivent en bon voisinage entre eux.

Nous continuons à vouer une amitié sincère au peuple bulgare frère. Mais nous sommes contraints de souligner que nous n'avons pas la moindre confiance dans la direction du Parti et de l'Etat bulgares, car elle s'est montrée hostile à notre pays et s'est faite un instrument dans les mains des social-impérialistes soviétiques. La Bulgarie est devenue un pays d'où s'ourdissent des intrigues, une place d'armes soviétique. A partir de ces positions, elle se livre à des chantages à rencontre des pays voisins, Yougoslavie, Turquie, Grèce et Albanie. Ayant derrière elle les social-impérialistes, la Bulgarie est

prête, à un moment propice, à se jeter sur les Dardanelles et à faire ainsi renaître de ses cendres le Traité de San Stefano. Aussi souhaitons-nous que les relations entre la Turquie et la Grèce trouvent un règlement plus satisfaisant pour les deux peuples et les deux Etats balkaniques, par la voie de franches négociations entre les deux parties. Ce serait là pour nous aussi, les autres pays balkaniques, un grand succès.

Avec la Roumanie également, en tant que pays balkanique, nous souhaitons entretenir de bonnes relations et les développer normalement. Nous saluons les efforts du peuple roumain frère pour promouvoir le progrès et la prospérité de sa patrie.

On a parlé et l'on parle beaucoup de coopération multiforme des peuples des Balkans, de conférence balkanique, etc. Notre Parti et le Gouvernement de la République populaire d'Albanie ont en temps voulu exprimé leur opinion sur la coopération balkanique et ils ont expliqué pourquoi ils n'ont pas participé à la conférence d'Athènes. Dans la situation actuelle des Balkans, à notre sens, les conditions nécessaires et indispensables pour une conférence et un accord multilatéral ne sont pas réunies. Nous avons la conviction que le développement de rapports bilatéraux est, à l'heure actuelle, la meilleure des voies pour créer un esprit de confiance et de compréhension dans les Balkans et les conditions requises pour une future coopération véritable et sincère, fondée sur une plus large base.

Nos rapports avec la République arabe d'Egypte, avec la République algérienne démocratique et populaire et avec d'autres pays arabes se développent normalement dans un sens positif, sur la base de l'amitié traditionnelle qui existe entre le peuple albanais et les peuples arabes, dans l'intérêt de la lutte contre la politique agressive hégémoniste des deux superpuissances impérialistes et de la réaction.

Nous vouons aux peuples arabes un amour et une amitié sincères, que nous développerons toujours davantage. Ce sont des peuples épris de progrès et de paix, et ils ont apporté à la culture universelle une contribution précieuse et multiple. Nous croyons fermement que les peuples arabes se libéreront complètement du joug du capital étranger et des impérialistes sanguinaires et qu'ils remporteront la victoire dans leur juste lutte contre les agresseurs israéliens.

Nous soutiendrons avec force et détermination la juste cause des peuples arabes, leur lutte pour repousser l'agression impérialiste-sioniste, pour libérer leurs territoires occupés et pour déjouer les complots de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique. Notre peuple et notre pays appuient la juste lutte que mène le peuple palestinien pour conquérir ses droits nationaux et recouvrer ses foyers qui lui ont été enlevés par Israël, instrument de l'impérialisme américain. Nous entretenons des liens avec l'Organisation pour la libération de la Palestine, et nous la soutenons. Nous souhaitons qu'entre les peuples arabes s'établisse une puissante unité de combat, qui est la base sûre de leur victoire sur les ennemis sionistes et impérialistes.

La République populaire d'Albanie entretient avec la France des relations amicales qui se développent dans l'intérêt de nos deux pays. Nous éprouvons du respect pour le peuple français, pour son passé révolutionnaire et sa culture progressiste. Des personnalités éminentes de la science, de la culture et de l'art français sont les amis sincères de l'Albanie. Nous entretenons avec l'Etat français des rapports normaux, indépendamment du fait qu'ils n'approuvent pas notre régime, pas plus que nous n'approuvons le leur. Mais nous constatons que le gouvernement français n'intervient pas dans nos affaires.

Il en est de même des gouvernements belge, autrichien et suisse, avec lesquels nos relations bilatérales se développent correctement. Nous observons avec satisfaction que les rapports de notre pays avec la Suède, la Norvège, la Finlande et le Danemark vont sans cesse s'élargissant et nous apprécions l'attitude réaliste et amicale de ces pays à l'égard de l'Albanie.

La République populaire d'Albanie a établi des relations diplomatiques avec un grand nombre de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et elle œuvrera à développer graduellement et dans la mesure du

possible ses échanges dans divers domaines avec le Mexique, le Pérou, la Tanzanie, le Pakistan, etc. Elle est prête à établir également des relations avec d'autres Etats qui le souhaitent aussi, sur la base des principes connus des relations entre pays souverains.

Avec la République fédérale d'Allemagne nous avons des problèmes qui attendent d'être résolus depuis la Seconde Guerre mondiale... Le gouvernement de Bonn, qui se pose en gouvernement démocratique, ne montre aucune disposition à verser les réparations pour les dommages que le nazisme barbare allemand a causés à l'Albanie et à son peuple. Qu'il n'aille pas croire que nous nous en tiendrons eh ce qui concerne ce problème à une action de propagande, nous le soulèverons et le suivrons preuves et faits à l'appui, au sein de tous les organismes internationaux.

Depuis que les cliques révisionnistes au pouvoir dans les pays de l'Europe de l'Est, appliquant aveuglément les ordres de la direction révisionniste soviétique, ont adopté une attitude hostile envers l'Albanie socialiste, elles ont énormément dégradé et restreint leurs rapports avec notre pays. Tant qu'elles poursuivent dans cette voie, nos rapports avec ces pays ne pourront connaître aucun changement.

L'attitude de l'Albanie à l'égard de l'Union soviétique révisionniste, ennemie de l'Albanie, du socialisme, de la liberté et de l'indépendance de tous les peuples, demeure inchangée. Notre pays n'entretient et n'entretiendra avec les social-impérialistes de Moscou des relations d'aucun genre. L'Union soviétique a des visées manifestement expansionnistes surtout en direction des Balkans et de la Méditerranée. Elle nourrit des visées hégémonistes non seulement à l'égard de la Roumanie, mais aussi envers la Turquie, la Yougoslavie, la Grèce et l'Albanie. Et ces visées, elle s'efforce de les réaliser par l'agression ou par la subversion. Dans ces conditions, il nous appartient à nous, pays balkaniques, d'accroître notre vigilance politique et militaire et d'être prêts à faire front à toute attaque éventuelle. Chacun sait que les ennemis frappent là où ils trouvent la faiblesse et la division.

Notre attitude à l'égard des Etats-Unis d'Amérique est connue. L'Albanie et le peuple albanais ne se tracassent guère de n'avoir aucune relation avec l'Amérique, qui, a pratiqué et pratique envers notre pays une politique hostile féroce. A l'avenir comme par le passé, nous dénoncerons et contrecarrons avec détermination la politique agressive et hégémoniste de l'impérialisme américain dirigée contre le socialisme, la liberté et l'indépendance des peuples.

En ce qui concerne la Grande-Bretagne, elle est très étroitement liée à la politique des Etats-Unis et elle observe la même attitude à notre égard. En conséquence, notre attitude, elle non plus, ne saurait être différente. L'Angleterre doit rendre au peuple albanais l'or qu'elle lui a enlevé et réparer les dommages qu'elle a causés à l'Albanie. Nous ne renoncerons jamais à ce droit.

Le Parti du Travail d'Albanie est convaincu que les prises de position de l'Albanie socialiste ont été et sont toujours justes et qu'elles expriment aussi dans une certaine mesure les aspirations non seulement des révolutionnaires prolétariens, mais aussi des hommes de progrès qui partagent nos vues sur un bon nombre de questions, mais qui pour beaucoup de raisons ne peuvent le dire ouvertement.

Dans l'analyse des situations, dans ses conclusions» dans ses appréciations et dans ses attitudes notre Parti a toujours agi et il agit toujours en étroite unité avec le peuple. C'est la raison pour laquelle le Parti tout entier défend puissamment cette politique et le peuple tout entier la soutient et l'applique. D'autre part, c'est cette unité, cette juste compréhension marxiste-léniniste des événements internationaux, ce sont les fermes attitudes de principe prises à l'égard des intérêts supérieurs de notre patrie socialiste, de la grande cause de la révolution, du socialisme et de la libération des peuples, qui constituent la solide garantie que la position internationale de notre pays restera toujours inébranlable, qu'il avancera toujours dans des voies sûres, le front haut et intrépide.

Extrait de «Documents principaux du PTA», t. 7.

BRATISLAVA 1968

Article publié dans le «Zëri i Popullit»

16 novembre 1976

L'histoire des relations internationales de ces dernières années est remplie de complots ourdis par les impérialistes et les social-impérialistes contre la liberté et l'indépendance des peuples. Certains d'entre eux ont été menés à leur accomplissement et le monde entier en a connu les terribles effets. D'autres se trouvent, à l'état de projet, dans les coffres-forts des états-majors et des gouvernements dans l'attente du jour J ou de l'heure H. Entre-temps, d'autres complots sont tramés dans les coulisses où la diplomatie secrète, les services de renseignements d'espionnage se livrent à d'obscurs marchandages.

La pratique des complots relève de l'instinct le plus fort des loups impérialistes. C'est la forme de brigandage qui excite plus que n'importe quoi d'autre les rêves insensés de rapine et l'esprit malsain d'aventures militaires et politiques des ennemis de la liberté et de l'indépendance des peuples. L'unique préoccupation actuelle de ces messieurs est de voir leurs complots éventés et les peuples comprendre toutes les horreurs qu'ils préparent derrière leur dos. Leur morale accepte tout l'arsenal des gangsters, la trahison et la perfidie, le cynisme et le mensonge, les belles paroles mystificatrices et les formules qui vous bercent d'illusions et vous endorment. Mais c'est surtout quand les chefs de file impérialistes et social-impérialistes, au sortir de leurs entretiens, parlent de fraternité, de collaboration, de paix générale et de sécurité permanente, qu'il faut se montrer très vigilant, car c'est la preuve qu'ils ont dressé leur traquenard et tiré leur couteau.

Tout le monde a présents à l'esprit les événements tragiques de 1968 qui se sont produits en Tchécoslovaquie. Personne ne peut les oublier. C'est une grande leçon à tirer de l'histoire.

Le 3 août 1968 les chefs de file révisionnistes de l'Union soviétique, de la Bulgarie, de la Pologne, de la Hongrie, de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie ont organisé à Bratislava une rencontre qui, comme ils le prétendaient à l'époque, s'inscrivait dans le cadre de la «tradition, des consultations habituelles». Les documents et les communiqués aussi y ont été signés selon les règles propres aux cérémonies pompeuses, aux bluffs politiques et aux : duperies qui précèdent les interventions militaires. Les participants à cette rencontre se sont embrassés trois fois selon la coutume de la sainte Eglise orthodoxe russe et leurs photos ont été prises pour être gardées, en souvenir par leurs successeurs. Devant les caméras, pour bien se faire voir du monde entier, les révisionnistes soviétiques et leurs valets embrassèrent, jusqu'à l'étouffer presque, Dubcek, le représentant le plus éminent du «révisionnisme au visage humain» et chacun est rentré heureux chez soi.

La prétendue «Déclaration des partis communistes des pays socialistes» publiée à cette occasion, n'était pas moins retentissante. Elle portait aux nues «l'internationalisme», «la collaboration fraternelle», «l'opposition à l'impérialisme» et était accompagnée d'un flot d'autres slogans démagogiques. Elle mettait en particulier l'accent sur «l'atmosphère de grande franchise, sur l'esprit de principe, l'amitié et l'unité», qui, d'après les signataires, avaient présidé à cette rencontre. Brejnev et Jivkov, Gomulka et Kadar, Ulbricht et Dubcek ont rivalisé de rôle pour vanter le document de Bratislava qui constituait soi-disant un nouvel apport à la consolidation de la liberté, de l'indépendance, de la souveraineté et de l'égalité entre les Etats et les partis concernés. «Les participants à la rencontre, est-il dit dans la déclaration, ont exprimé leur ferme détermination de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour raffermir la collaboration multiforme entre leurs pays, en se fondant, toujours selon eux, sur les principes de l'égalité, du respect de la souveraineté, de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale de chacun, de l'entraide et de la solidarité.»

Enthousiasmé par «les résultats» obtenus, Dubcek déclarait, plein d'assurance, que «c'est uniquement dans la communauté avec les pays socialistes que l'on peut assurer le développement économique de notre pays et, à plus forte raison, garantir sa sécurité et son indépendance». Les journaux de Moscou, de Berlin-Est, de Varsovie et de Sofia ont été remplis de décisions de plénums et de déclarations faites par les chefs de file révisionnistes, qui louaient les solutions si parfaites apportées aux problèmes surgis entre eux et les mesures qu'ils avaient prises pour faire face aux situations créées dans le monde.

Mais toute cette euphorie, gonflée avec beaucoup d'art s'est conclue par une grande tragédie, par un acte de barbarie qui a renouvelé les terribles événements de l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'armée de Hitler. L'encre des signatures apposées sur «la charte de Bratislava» était encore fraîche quand les chars soviétiques, sur l'ordre de Brejnev, attaquèrent Prague et occupèrent la Tchécoslovaquie tout entière. Le complot fut parfaitement exécuté. La démagogie prodiguée à cette rencontre et le tapage de la lourde machine de la propagande révisionniste réussirent à dissimuler les préparatifs d'attaque de Gretchko et de Yakoubovski. Ceux qui ont ajouté foi à la parole d'honneur de Brejnev et aux assurances données par ses collaborateurs, les comploteurs Ulbricht, Gomulka et Jivkov, ont payé cher leur naïveté. A l'époque, nous avons écrit dans les pages de ce même journal que «la Déclaration de Bratislava est un des documents les plus hypocrites et les plus démagogiques des révisionnistes». Le temps nous a donné raison.

Le secrétaire général du parti révisionniste soviétique n'était pas encore à l'époque maréchal et, tout au moins officiellement, il n'avait pas encore pris en main les rênes de tous les commandements de l'armée. Maintenant il a pris en main tous les instruments de commande et s'est promu au grade de maréchal de l'Union soviétique.

Le nouveau tsar du Kremlin s'apprête à se rendre prochainement au château de cartes, soi-disant antisocial-impérialiste, de Bucarest, où il réunira ses complices du pacte de Varsovie. Bien entendu, on s'attend comme d'habitude à ce que des communiqués et des déclarations soient signés. Certes, les belles paroles sur l'«amitié», la «souveraineté», l'«égalité» et l'«indépendance» ne manqueront pas. Dans ces «documents», chacun n'aura pas de mal à faire figurer ses points de vue «particuliers», tout comme il sera libre de se livrer plus tard aux interprétations qui lui conviendront. Mais l'histoire a aussi montré que les chars soviétiques ne se guident plus sur les fables que contiennent ces déclarations pas plus que Brejnev sur leur morale.

Les révisionnistes font preuve d'un esprit d'expansion et d'hégémonie effréné. Les visites, soi-disant d'amitié et de courtoisie, que Brejnev effectue dans divers pays d'Europe pour rendre aux chefs de ces Etats leurs visites en Union soviétique, sont grosses de grands maux irréparables pour les peuples de ces pays, pour leur liberté, leur indépendance et leur souveraineté, elles menacent également les peuples voisins de ces mêmes pays, qui reçoivent chez eux des comploteurs comme le révisionniste fieffé Léonide Brejnev.

Les révisionnistes soviétiques n'hésitent à recourir à aucun moyen pour établir leur domination sur les peuples, à ravir leur liberté aux nations. Chez les chefs de file révisionnistes soviétiques, la démagogie, les complots vont de pair avec les sourires diaboliques et les viles mystifications. Ces moyens se complètent les uns des autres.

N'oublions donc pas les paroles du communiste révolutionnaire tchécoslovaque Julius Fucik exécuté par les hitlériens : **«HOMMES, SOYEZ VIGILANTS !»**

Publié d'après le journal «Zëri i Popullit» 16 novembre 1976

LE PARTI, EN SE METTANT A LA TETE DES MASSES, LES INSPIRE ET LES MOBILISE POUR ACCOMPLIR LEURS TACHES

Extraits de l'entretien avec le Premier secrétaire du CC du PC du Brésil, Joao Amazonas

25 novembre 1976

Camarade Amazonas soyez le bienvenu! Nous nous réjouissons beaucoup de vous voir en bonne santé. Au nom du Comité central du Parti, je tiens à souligner le grand plaisir que nous procure votre venue à notre congrès ainsi que celle des autres camarades du Parti communiste du Brésil. Nous considérons la participation des représentants des partis marxistes-léninistes des autres pays à ce congrès comme une aide précieuse apportée à notre Parti et au mouvement communiste international.

Notre Parti et notre peuple sont très heureux de constater que le VII^e Congrès est devenu une tribune où se manifestent puissamment l'internationalisme prolétarien et l'unité marxiste-léniniste des partis communistes et des partis ouvriers marxistes-léninistes, qui militent et se battent dans divers pays d'Europe, d'Asie, d'Amérique latine et d'ailleurs.

Il nous incombe à nous tous, partis communistes marxistes-léninistes, de faire connaître par tous les moyens dont nous disposons, notre internationalisme et notre unité de combat, d'expliquer la grande importance qu'ils revêtent à l'heure actuelle et de les consolider sans cesse à l'avenir.

... Nous pensons que les pays d'Amérique latine constituent aujourd'hui un des plus importants centres du mouvement révolutionnaire, dirigé par les partis communistes marxistes-léninistes. L'Amérique latine, où domine le grand capital nord-américain, appuyé par les compradores et les cliques militaires, est devenue l'un des maillons les plus faibles du capitalisme mondial. Dans chaque pays d'Amérique latine existent et luttent un peuple révolutionnaire, une classe ouvrière courageuse, une paysannerie alliée du prolétariat, une jeunesse ardente et des intellectuels progressistes. Au prolétariat et à son parti communiste marxiste-léniniste incombe le devoir historique de faire leurs alliées de ces classes et couches sociales, et de les guider dans la voie du combat révolutionnaire contre les cliques réactionnaires intérieures, contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Certes, vous connaissez mieux que quiconque la force de l'ennemi dans vos pays, vous connaissez ses points faibles et vous savez comment organiser et poursuivre le combat contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le capital local, contre les partis révisionnistes et les groupements pseudo-marxistes formés par ceux-ci, et contre les autres courants antimarxistes qui s'efforcent de semer la confusion et de contrecarrer votre action et votre combat. Vous connaissez bien toutes ces formes d'organisation de l'ennemi. Le Parti du Travail d'Albanie apprécie votre lutte, nous menons le même combat, car nous avons les mêmes ennemis, même s'ils usent contre nous de tactiques différentes dans leur lutte. Avec notre stratégie et notre tactique, nous agirons et nous lutterons pour annihiler leurs projets.

Nous populariserons et aiderons la lutte révolutionnaire des peuples d'Amérique latine guidés par les partis communistes marxistes-léninistes.

Il nous appartient à nous, partis marxistes-léninistes, de nous organiser car, puissions-nous nous tromper, il y a lieu de prévoir que le mouvement communiste international aura à affronter de nouvelles et violentes ouragans et tourmentes. Le Parti du Travail d'Albanie, en tant que parti frère de vos partis, demeurera toujours fidèle au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien.

Après que l'hôte brésilien eut remercié le camarade Enver Hoxha de ses paroles chaleureuses, exprimé ses idées sur les importants problèmes traités au cours de cet entretien et fait un exposé sur la situation au Brésil et sur l'activité et les tâches de son parti, le camarade Enver Hoxha poursuivit :

Nous sommes convaincus que votre parti réalisera tout ce que vous venez de dire, car c'est un parti puissant qui tient haut levé le drapeau du marxisme-léninisme.

La confiance que vous accordez à notre Parti est pour nous un grand encouragement, et nous avons pour devoir de nous en montrer dignes.

Les partis marxistes-léninistes doivent décupler leurs efforts dans la lutte politique et idéologique contre les ennemis extérieurs et intérieurs et en même temps, s'entraider pour renforcer le mouvement communiste international.

A notre VII^e Congrès nous avons évoqué en particulier plusieurs problèmes internationaux en essayant d'en faire une synthèse, car nous avons depuis longtemps défini nos prises de position face à l'impérialisme américain, au social-impérialisme soviétique et à la bourgeoisie réactionnaire. A cette occasion nous nous sommes exprimés ouvertement non pour faire plaisir à certains ni pour contrarier certains autres, mais parce que nous avons pensé que nous agissions dans l'intérêt du mouvement communiste international et de l'affranchissement des peuples de l'asservissement et du capital. Notre Comité central a depuis longtemps mis ces problèmes essentiels sur la balance, il a toujours indiqué qu'il faut parler franchement, sans reculer devant les sacrifices à consentir ni les obstacles à franchir. Si les communistes ne luttent pas contre les impérialistes, contre les révisionnistes modernes, alors ce ne sont pas des marxistes-léninistes, mais des opportunistes. Notre Parti estime qu'avec les amis il faut discuter cartes sur table, il accepte d'eux sans dépit toute remarque et se prête à toute discussion ouverte marxiste-léniniste avec eux.

Notre VII^e Congrès a défini des tâches importantes d'une grande responsabilité, que le Parti, à la tête du peuple, de la classe ouvrière et des larges masses laborieuses, réalisera point par point. Evidemment, pour y parvenir il nous faut avoir un sens politique aigu, une motivation idéologique marxiste-léniniste, une vaste organisation et une grande expérience dans la pratique, dans le travail. L'accomplissement de ces tâches exige également que les travailleurs de chaque secteur acquièrent une capacité technique.

Maintenant, après le Congrès, on constate chez nous une mobilisation des masses populaires dans le travail. Tous liront les matériaux du Congrès, les étudieront individuellement ou en groupe. Notre Parti a acquis une bonne expérience quant à la méthode à appliquer dans cette étude, mais étant donné que les formes qui nous ont servi il y a cinq ans ou celles de l'année dernière ont fait leur temps, le Comité central a recommandé de trouver de nouvelles formes de travail plus fructueuses.

Les participants au Congrès étaient animés d'un enthousiasme sans pareil. Le Congrès a été la manifestation de l'action révolutionnaire des masses laborieuses et du peuple entier, de cette action qui a permis d'obtenir d'éminents résultats et de réaliser les tâches. Avec la maturité qui le caractérise et ses mains d'or, notre peuple bâtit son existence. Les matériaux du Congrès serviront à promouvoir le développement de l'économie et de la culture du pays et à consolider sa défense. Nous avons donc pensé que, parallèlement à l'étude de ces matériaux, nous devons songer à rechercher la meilleure façon d'en réaliser les recommandations. En ce sens, il importe que la ligne du Parti pénètre dans les fibres mêmes du peuple. Nous avons fixé un délai pour cette étude, en conseillant aux masses de la relier à l'accomplissement du plan. Pour ce faire, nous avons prévu et arrêté de nombreuses mesures. La réalisation du plan sera, comme toujours, le résultat d'un grand travail et d'un grand combat. Nous sommes confiants dans la force du Parti, de la classe ouvrière, du peuple et dans leur enthousiasme. Nous ne nous cachons pas qu'en cours de route nous rencontrerons des difficultés, qui seront parfois importantes et que dans une certaine mesure nous prévoyons, mais nous nous emploierons à les surmonter, en adoptant à cet effet des mesures anticipées. Malgré tout, des erreurs et des défauts se feront jour, mais nous les corrigerons, car nous avons pour devoir de le faire.

Je ne m'attarderai pas ici sur toutes les questions, mais j'aimerai souligner la nécessité de renforcer le travail du Parti dans chaque domaine et particulièrement dans celui de la compréhension de

l'importance politique et idéologique des problèmes qu'il pose. Si nous n'y parvenons pas, alors le travail clochera, le plan ne sera pas accompli, nous nous heurterons à des difficultés et nous ne réaliserons pas le progrès qu'exige le Parti dans le développement socialiste du pays. On peut faire fonctionner un tour, mais si le tourneur ne comprend pas politiquement l'importance de son travail, des instruments qu'il usine et de leur nécessité, pour fabriquer, disons, le pain et considère son instrument de travail comme un simple morceau de fer, alors ses produits seront d'une qualité médiocre.

A ce Congrès, comme vous avez pu l'entendre, nous avons dit que nous menons un travail de grande ampleur pour l'éducation politique et idéologique des communistes et des masses à l'école, dans des cours, des séminaires et dans l'exécution concrète des tâches. Chez nous on enseigne la théorie marxiste-léniniste. Mais cette théorie n'est pas apprise comme un dogme, ni sous des formes liturgiques mais comme une théorie révolutionnaire vivante et étroitement liée aux problèmes de la vie du pays. Nous considérons l'éducation marxiste-léniniste des masses, menée d'une manière différenciée, compte tenu des différences de niveau culturel des gens de chez nous, en étroite liaison avec la vie, le développement du pays, les événements de la vie du Parti et tous les autres facteurs qui concourent à l'accomplissement de nos tâches politiques dans le pays comme à l'étranger.

A travers la presse et les autres formes de propagande le Parti a réussi à faire comprendre aux gens de chez nous sa politique et celle de notre Etat de dictature du prolétariat non seulement sur les problèmes intérieurs mais aussi sur les problèmes extérieurs, comme ceux de l'encerclement impérialiste-révisionniste ainsi que tous les problèmes qui surgissent et se développent dans le cours même de la vie du pays. Des débats et des discussions menés dans un esprit constructif sont organisés en vue d'éclaircir et de faire comprendre clairement ces problèmes.

Nous ne sommes pas pour «cent fleurs» et «cent écoles» ni pour «deux lignes» dans le Parti. Nous sommes contre de telles théories erronées, mais nullement contre les débats ouverts dans les organisations de base du Parti, dans les entreprises économiques et partout où les gens soulèvent des problèmes. Nous parlons aux masses de tous les problèmes-clés, comme par exemple, du plan quinquennal et des plans annuels. Nous soumettons auparavant ces problèmes-clés au peuple pour que non seulement il en comprenne l'importance politique, idéologique et économique, mais participe aussi à leur élaboration en émettant ses suggestions afin que notre économie et notre culture se développent comme il se doit, que tous se mobilisent de façon exemplaire, et que soient élaborées des formes organisationnelles, etc., qui contribuent réellement à l'accomplissement des tâches. Puis toutes ces suggestions et propositions sont centralisées. Elles sont l'objet de débats très sérieux au gouvernement, au Bureau politique, au secrétariat du Comité central du Parti. Après avoir été discutées, ces propositions sont de nouveau présentées aux larges masses populaires, auxquelles elles sont maintenant exposées en détail, des mesures organisationnelles sont prises pour la réalisation du plan et l'on entame alors le travail, en même temps que le contrôle systématique des tâches fixées à cette fin.

Nous avons attaché au contrôle une importance particulière. Nous fondant constamment sur les enseignements de Lénine, nous avons organisé le contrôle ou l'inspection d'Etat ainsi que le contrôle ouvrier et paysan conformément aux conditions de notre pays. Le Parti délègue sans préavis beaucoup de gens organisés en groupes compétents et ayant reçu l'instruction requise pour les différents secteurs, pour contrôler le fonctionnement des institutions économiques, culturelles et éducatives et leur venir en aide. Ils contrôlent, par exemple, la réalisation des plans, des programmes, la préparation des enseignants et des élèves dans les écoles, ils contrôlent les potentialités existantes, la réalisation des normes, la discipline prolétarienne, la gestion des biens dans les entreprises, le service sanitaire, etc. Les camarades qui participent à ces équipes de contrôle se comptent par milliers, ils font leurs suggestions pour le bon déroulement du travail et prennent sur place des mesures pour faire corriger les défauts. Pour les questions de plus grande importance ils informent les plus hautes instances du Parti tout en proposant les mesures concrètes à prendre.

Cette forme de travail, camarade Amazonas, nous a beaucoup aidé à réaliser nos plans, mais elle a également aidé les larges masses populaires à apprendre à administrer le pays comme il convient, à

acquérir la compétence nécessaire pour traiter les problèmes de l'Etat et du Parti, à ne permettre aucun abus ou déviation, à être courageuses, à critiquer tout ce qui ne fonctionne pas bien et à prendre de justes décisions.

Naturellement, en matière d'organisation du contrôle ouvrier et paysan, nous n'avons pas atteint la perfection, mais ce que nous avons fait est un pas en avant dans l'application du grand enseignement de Lénine, qui est d'une haute importance en ce qu'il dessille les yeux aux larges masses du peuple, et non seulement les éduque politiquement et idéologiquement, mais les rend aussi capables de contrôler divers secteurs de la vie économique et sociale du pays, et de comprendre tout le processus de la construction du socialisme. Voilà comment nous comprenons et appliquons le contrôle ouvrier et paysan.

L'autre problème important que je voudrais souligner dans cet entretien concerne la compréhension et l'application de la démocratie prolétarienne. Vous savez bien que la démocratie prolétarienne est une démocratie uniquement pour les larges masses travailleuses et non pour les ennemis de classe. Se fondant sur le marxisme-léninisme, notre Parti a trouvé les formes les plus adéquates pour l'application effective de la démocratie prolétarienne.

Mais, on le comprend, chez nous cette démocratie est menacée par des maux comme le bureaucratisme, l'indifférentisme, l'intellectualisme et le technocratisme.

La compréhension approfondie et l'application de la démocratie prolétarienne constituent une grande force idéologique qui aide à bien expliquer théoriquement et politiquement les avantages du socialisme et les maux des survivances du passé qui existent et existeront encore à l'avenir, mais qui sont appelées à disparaître graduellement en tant que résultat du développement de la lutte des classes dans les domaines politique et idéologique. Nous nous employons à combattre sur toute la ligne et sans arrêt, les survivances du passé, encouragées par l'impérialisme et le révisionnisme et répandues avec zèle par l'ennemi intérieur ou par des éléments issus du sein du peuple mais qui ont dégénéré.

Nous visons à développer une démocratie non pas fermée ou limitée à des instances, mais étendue jusqu'aux masses. Lorsqu'un communiste ou un sans parti commet une faute, l'organisation de base du Parti ou l'organe d'Etat compétent le jugent et prennent à son égard des mesures à caractère éducatif afin de lui venir en aide. Dans la majorité des cas les erreurs sont portées à la connaissance du collectif au sein duquel cette personne travaille. Le Parti confère au collectif travailleur le droit et le pouvoir de critiquer les actions erronées de qui que ce soit sans excepter les camarades de la direction, et de faire des suggestions constructives sur le travail et les hommes.

Le Parti conseille aux masses, en les encourageant dans ce sens, de s'exprimer ouvertement, de s'adresser même au Comité central du Parti en s'y présentant en personne ou par lettre au cas où un directeur d'entreprise ; un secrétaire de parti, un président de comité ou qui que ce soit, abusant de son poste, se montre arrogant avec ses subalternes ou vindicatif à leur égard. Au Comité central nous recevons des personnes ou des lettres qui nous apportent des propositions très utiles, des suggestions, des requêtes, des plaintes, etc. Les gens se plaignent ou envoient des lettres non seulement quand le travail ne marche pas bien dans un secteur donné, mais aussi parce qu'ils entendent soumettre au Parti des propositions pour la solution de divers problèmes. Une attention particulière est accordée aux lettres du peuple. Les problèmes qui y sont soulevés sont examinés très attentivement dans les secteurs particuliers institués auprès du Comité central, au Gouvernement et à la base.

Nous nous employons toujours et de toutes nos forces à appliquer la démocratie prolétarienne de manière effective et non pas purement formelle. Pour adhérer au Parti toute personne doit d'abord passer par le filtre des masses, du collectif au sein duquel elle travaille. Au début, l'intéressé est admis comme stagiaire. La décision d'admettre quelqu'un comme stagiaire ou, après la période de stage, comme membre du Parti et celle d'exclure un communiste du Parti ne peuvent être prises que par l'organisation de base. C'est le Parti qui a le droit d'admettre ou d'exclure ses membres, mais il part

toujours en cela des intérêts de la classe ouvrière, qui vise à ce que son avant-garde soit pure, composée de révolutionnaires, honnêtes, courageux, braves et politiquement et idéologiquement. Le Parti ne se contente pas de l'opinion de deux ou trois personnes pour admettre quelqu'un comme stagiaire, mais il le présente à son collectif afin de connaître son avis et lui demande : «Comment jugez-vous cette personne ? Quels sont ses bons et ses mauvais côtés et mérite-t-elle d'être admise comme stagiaire ?» Les travailleurs se mettent à discuter, disant ce qu'ils pensent de lui. L'organisation de base du Parti prend en considération ces opinions et, si la personne en question apparaît avoir de nombreuses qualités et est pure de toute tache politique ou morale, elle est alors admise comme stagiaire. Suivant le règlement, le candidat après cette admission doit effectuer un stage de trois ans dans un secteur de travail difficile, comme les mines, la construction, l'agriculture, etc. Après trois ans, on sollicite encore l'opinion du collectif des travailleurs de l'entreprise ou de la coopérative agricole concernée. Si le stagiaire a bien travaillé durant ces trois années, il est admis au Parti, sinon son stage sera prolongé. Quand le candidat n'a pas les mérites voulus il n'est pas admis au Parti...

L'enthousiasme que vous avez constaté pendant le déroulement des travaux du Congrès, reflète l'enthousiasme du Parti de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérée, de la jeunesse et de notre intelligentsia populaire, mais nous n'oublions pas que dans la société socialiste il y a aussi des gens qui dégénèrent. Dès que le Parti s'aperçoit que quelqu'un s'engage dans une voie erronée, il essaie de l'en détourner, au début il lui donne des conseils pour lui venir en aide, il le critique une ou deux fois, puis il le met en garde, et enfin il recourt aux mesures de contrainte uniquement quand la personne en question persiste dans sa voie erronée, c'est-à-dire s'oppose au Parti ou au Gouvernement.

Comme vous l'avez entendu à ce congrès, nous avons été sévères avec les ennemis, car la lutte de classes se poursuit même sous le socialisme. A ce Congrès nous avons évoqué le dangereux complot ourdi par les traîtres Beqir Balluku, Abdyl Këllezi et leurs complices en expliquant quelles étaient leurs visées...

Beqir Balluku et un groupe de militaires hostiles ont travaillé en sous main à l'insu du Parti afin de modifier la stratégie et la tactique de notre lutte définies conformément à la ligne du Comité central. Leur but était de laisser tout le littoral et les villes ouvertes et sans défense devant l'ennemi qui nous attaquerait éventuellement, de ne pas appliquer les mesures militaires prises par le Comité central pour la défense de tout le pays, des régions de montagnes comme des plaines. Selon leur plan, à la première attaque éventuelle des révisionnistes soviétiques contre l'Albanie, toute notre armée serait organisée à leur manière : au lieu de défendre chaque pouce de terrain elle se replierait dans les montagnes. Le plan de Beqir Balluku et de sa bande était coordonné avec ceux de certains pays révisionnistes, mais le Parti les perça à jour et ôta le masque à ces ennemis. Ce plan militaire était étroitement lié à un plan idéologique qui combattait la superstructure, en faisant pénétrer, par le biais du cinéma, du théâtre, de la culture, en particulier dans la jeunesse, le mode de vie bourgeois et révisionniste. Le but de nos ennemis était de faire dégénérer le système socialiste et de liquider la dictature du prolétariat.

Le rôle dirigeant du Parti revêt une grande importance. Nous avons lutté et nous luttons toujours pour parfaire la direction du Parti et de son travail, la direction de l'Etat et de l'administration en dénonçant et en rejetant les schémas bureaucratiques, rigides et brutaux appliqués par le Parti communiste de l'Union soviétique après la mort de Staline. Nous apprécions comme il se doit le rôle des dirigeants du Parti et du Gouvernement en fonction de leur activité, des décisions qui sont prises et de la pratique de leur vie sociale et professionnelle. Le Parti soumet l'activité de la direction au jugement tout d'abord de la masse des communistes, en particulier, mais aussi des masses sans parti.

Le Parti apprend à ses membres et aux masses que seule une direction, qu'elle soit du Parti ou de l'Etat, qui reconnaît les défauts et les corrige est à respecter. Dans nos instances, au Comité central, au Bureau politique, au Gouvernement et jusqu'aux organisations de base nous avons établi une égalité parfaite entre ceux qui les composent. Ils y sont tous égaux, des communistes, il n'y a ni grades ni titres, chacun est chargé d'une tâche et son action, selon le cas, est à louer ou à critiquer, selon le jugement de la majorité de ceux qui composent l'instance ou l'organisation de base du Parti, et si celle-

ci estime que cette action est fautive, des mesures sont prises afin de la corriger. Nous avons créé une situation telle, que lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts supérieurs du Parti, chacun critique sans hésiter les fautifs. Mais il importe aussi de procéder avec circonspection dans ce sens et de ne critiquer les camarades que pour des fautes qu'ils ont réellement commises. Si la faute est légère, la critique le sera aussi, mais si la faute est lourde, le fautif est l'objet d'une critique sévère.

Nous nous sommes également attachés à faire en sorte que nulle part, ni parmi les masses ni aux diverses instances ni en dehors d'elles ne se crée un culte quelconque des camarades dirigeants, à condamner les attitudes arrogantes, hautaines et mégalomanes et à ne jamais sous-estimer la direction collégiale du Comité central et du Conseil des ministres. Cette activité a renforcé la vigilance révolutionnaire, la lutte contre la copinerie, pour un véritable esprit de camaraderie. Elle nous a appris que l'action et l'intérêt du Parti ne s'accommodent pas de la copinerie malsaine. Nous nous employons, sans pour autant pouvoir affirmer que nous avons entièrement atteint notre objectif, à amener les gens de chez nous à ne se sentir atteints ni vexés par les justes critiques marxistes-léninistes. Il nous faut mener un travail politique et idéologique continu dans ce sens. En même temps, dans le cas d'une critique dénigrante et calomnieuse, nous éduquons les camarades à se montrer sévères envers ceux qui l'émettent. Une telle prise de position n'étouffe par la critique, au contraire, elle l'encourage à condition qu'elle soit juste, fondée sur des faits et des arguments et non sur des mensonges ou des calomnies.

Le Parti mène une lutte intense contre les ragots. Nous ne tolérons pas les attitudes indignes, inspirées de mobiles et d'intérêts personnels, incontrôlées et qui gonflent à l'excès l'importance de faits relativement peu importants. Ces attitudes n'honorent personne. Notre Parti s'efforce de ramener dans le droit chemin ceux qui manifestent de tels défauts et, nous avons en effet réussi à éduquer bon nombre d'entre eux, qui sont devenus des combattants de la cause du Parti, et nous en éduquons d'autres encore. C'est là un résultat positif.

Notre Parti est relativement jeune, mais il a beaucoup appris de la classe ouvrière et de son peuple ainsi que des autres partis marxistes-léninistes. Dans sa vie et dans son activité notre Parti a eu à affronter des difficultés immenses, des complots, des actes de sabotage économique, des groupes d'éléments antiparti, des agents secrets préparés par les impérialistes, les révisionnistes soviétiques, les révisionnistes yougoslaves, etc., mais le Parti et la dictature du prolétariat ont su surmonter avec succès tous ces dangers. Notre Parti a tiré un grand profit de cette lutte contre les ennemis intérieurs et extérieurs.

Le combat révolutionnaire de notre classe ouvrière et des masses travailleuses, sous la direction du Parti, dote ce dernier d'une très vaste expérience, il le confronte à des problèmes qui doivent être résolus coûte que coûte et correctement, et met en évidence les meilleures formes d'organisation pour résoudre les problèmes posés. Maintenant, au lendemain du Congrès, par exemple, nous voyons toutes les entreprises prendre de nombreuses initiatives. Le plan quinquennal que nous avons élaboré est très exigeant et malgré cela ouvriers et paysans s'engagent à le dépasser. Ainsi voyons-nous naître de nouvelles formes de travail. Dans ce combat nous nous rendons compte de la force du socialisme, des possibilités que ce système social offre dans tous les domaines de la vie, économique, social, culturel et dans celui de la défense. Si vous aviez connu notre pays avant la libération ou même au lendemain de la deuxième guerre mondiale, dans la première décennie de l'après-guerre, vous vous rendriez mieux compte des grands progrès qu'il a accomplis durant ces années de pouvoir populaire.

Nous sommes la première génération des communistes de ce Parti. Nos camarades ont déjà les cheveux blancs, ils sont en train de passer à la retraite, mais ils ne cessent jamais de travailler, ils n'aiment pas rester désœuvrés, c'est pourquoi on les trouve partout, à la tâche qui leur a été assignée et ils ne reçoivent que leur pension de retraite. Grâce à leur maturité et à leur grande expérience ils contribuent à résoudre une multitude de problèmes qui leur sont confiés par les organes du pouvoir et du Parti au sommet et à la base. Le Parti est en train de préparer la nouvelle génération qui prendra et est déjà en train de prendre la relève. Partout on assiste à une levée en masse des hommes de l'Albanie nouvelle pour prendre la direction des affaires qui se multiplient dans tous les secteurs.

Cette seconde génération des quadragénaires prépare au travail la génération suivante. Des milliers d'ouvriers qui ont terminé leurs études secondaires générales ou professionnelles affluent dans les entreprises d'Etat ou dans les coopératives agricoles, sans parler de ceux qui ont fait des études supérieures. La formation des nouveaux travailleurs est un grand devoir qui incombe à notre Parti. C'est le socialisme, la dictature du prolétariat et la juste direction du Parti du Travail qui les a fait accéder à la lumière. En admettant dans ses rangs la nouvelle génération, le Parti demeure toujours jeune. Ce sang nouveau le vivifie et contribue à la défense de la République populaire d'Albanie contre tout danger. C'est un facteur qui contribue à élever le niveau politique, idéologique et technique des travailleurs dans les entreprises, les diverses institutions, organisations, écoles et partout ailleurs.

En appliquant le très important principe de l'appui sur ses propres forces, qui a chez nous une application générale, et que nous avons réaffirmé avec force au VII^e Congrès du Parti, nous avons réussi à instaurer dans notre pays une situation économique saine. Les chiffres cités au Congrès sont la meilleure preuve de nos succès. Chez nous le marché est régulièrement approvisionné en marchandises, les prix n'augmentent pas, au contraire ils tendent à baisser tandis que les pays capitalistes et révisionnistes sont affligés par l'inflation et d'autres maux incurables.

Nous avons pris et nous continuons de prendre des mesures pour réduire encore les disparités entre la ville et la campagne. Elles nous ont permis de faire un grand pas dans ce sens. L'enseignement et la culture à la campagne se développent au même titre qu'à la ville, mais il nous faut travailler encore pour améliorer les conditions économiques de nos villages. Actuellement l'ouvrier de la ville a des conditions de vie légèrement meilleures que celles du paysan, mais nous luttons pour que petit à petit le paysan accède à des conditions de vie identiques. Cela étant, le paysan albanais en général a très bien construit son existence. Dans nos campagnes il n'y a pas de maison sans poste de radio, les paysans possédant un téléviseur et une machine à laver sont nombreux. La distribution des articles ménagers s'y fait de manière à favoriser la femme. Les villages sont approvisionnés de tous les articles alimentaires.

Je ne m'attarderai pas sur les droits que les paysans se voient reconnaître dans les domaines économique et culturel qui sont les mêmes que ceux des citoyens ; tel le droit à la retraite, ou l'assistance aux femmes durant la grossesse et après l'accouchement, etc. Les paysans également profitent de l'abolition des impôts directs et indirects.

Poursuivant dans cette voie, le 6^e plan quinquennal que vient d'approuver le VII^e Congrès du Parti, va améliorer, nous en sommes certains, le bien-être du peuple, le socialisme en Albanie se renforcera encore ainsi que la défense du pays. C'est un plan qui s'appuie sur nos propres forces, sur le travail du Parti et du peuple. Le Parti s'aguerrira dans les nouvelles batailles qu'il mènera pour défendre toutes ces conquêtes et le marxisme-léninisme, pour combattre plus efficacement et plus durement l'impérialisme américain, le révisionnisme soviétique, la bourgeoisie réactionnaire et tous leurs laquais de quelque couleur qu'ils soient. Nous nous battons sans répit pour le triomphe de la révolution, du socialisme et du communisme.

Au cours de cet entretien, le camarade Enver Hoxha, évoquant quelques autres problèmes, indiqua, entre autres :

Mao Tsé-toung disait qu'il faut dix mille ans pour voir triompher la cause du prolétariat, et cela quand sera apparue une grande force qui fera avancer la révolution et abolira l'impérialisme. Mais nous, communistes, nous ne pouvons pas boucher la perspective de sa révolution en recommandant au prolétariat d'appuyer la bourgeoisie réactionnaire de son pays, nous ne pouvons pas boucher la perspective du prolétariat au nom de la collaboration avec les Etats-Unis, car le prolétariat est précisément la force colossale qui dirigera la transformation révolutionnaire de la société. Si nous agissions dans ce sens nous imiterions le socialiste Millerand [*A. Millerand (1859-1943). Membre du Parti socialiste français il entra en 1899 au gouvernement réactionnaire Waldeck-Rousseau. En tant que membre du gouvernement puis comme Premier ministre et comme président de la République, il*

soutint et aida la politique d'oppression menée par la bourgeoisie. Affirmant la nécessité d'une certaine socialisation des moyens de production, il a cependant défendu aussi l'a propriété privée. Les dirigeants opportunistes du Parti socialiste français et ceux de la IIe Internationale ne condamnèrent pas sa participation au gouvernement bourgeois, qui était une claire expression de la collaboration de classe avec la bourgeoisie. Seul Lénine démasqua cette première manifestation pratique du révisionnisme qui trahissait les intérêts du prolétariat.] qui, à son époque, forma même un gouvernement. Marchais lui-même suit la même voie, mais le prolétariat français n'a pas perdu la force que lui a léguée la révolution de 1848 et en particulier la Commune de Paris, dont l'expérience incita Marx à écrire son ouvrage célèbre. *[La guerre civile en France.]* Comment peut-on penser, comme l'affirment les révisionnistes, que sous la domination de la bourgeoisie le prolétariat a obtenu tous les bienfaits ?! Une pareille conclusion est impensable, elle ne correspond pas à la réalité...

La Yougoslavie n'est pas un pays socialiste, comme elle prétend l'être, mais un pays qui dépend de l'impérialisme des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale, du social-impérialisme soviétique, etc. Un article de la Constitution yougoslave stipule qu'en Yougoslavie le capital étranger a le droit d'investir dans tous les secteurs économiques qui l'intéressent. Les actions sont réparties comme suit : 49 % reviennent au capital étranger et 51 % au capital yougoslave. En fait ceux qui mettent sur pied l'industrie en Yougoslavie ont accaparé 60 à 70 % des actions et non pas les 49 % prévus par la Constitution yougoslave.

Les monopoles étrangers ont aussi investi en Yougoslavie pour construire des usines modernes; car ils ont intérêt à faire produire par une main-d'œuvre bon marché des produits moins coûteux qui peuvent être facilement vendus dans les pays occidentaux. Par là même les Etats Unis et les autres pays capitalistes se garantissent de gros bénéfices. Dans le même temps, la Yougoslavie n'est pas en mesure de s'acquitter de ses dettes qui atteignent des milliards. *[Aujourd'hui, la dette extérieure de la Yougoslavie dépasse les 20 milliards de dollars.]* L'impérialisme ne vous fait pas cadeau d'un sou, en sorte que l'économie yougoslave est maintenant complètement délabrée.

Le but des capitalistes yougoslaves et étrangers est de tromper l'ouvrier et de le tenir enchaîné. La méthode capitaliste d'industrialisation et l'afflux du capital étranger, loin d'assurer du travail à tous les travailleurs, ont obligé la main-d'œuvre et l'intelligentsia yougoslaves à émigrer. Un million et demi d'ouvriers sont partis en Occident où ils mènent une vie difficile.

Comme on le sait, il y a en Yougoslavie plus de 2 millions d'Albanais. A l'époque où l'empire turc s'effritait, en Albanie éclata l'insurrection qui avait son centre en Kosove. Les dirigeants du Mouvement national albanais se réunirent à Prizren où ils créèrent la Ligue albanaise de Prizren pour défendre les intérêts nationaux du pays. *[A la veille du Congrès de Berlin, qui devait revoir les décisions du traité de San Stefano, le 10 juin 1878, les délégués de toutes les régions d'Albanie se réunirent dans la ville de Prizren et décidèrent de créer une union politique et militaire qui prit le nom de «Ligue albanaise de Prizren». La Ligue se battit pour l'autonomie, l'union nationale et la défense de l'intégrité territoriale du pays menacée par les visées chauvines des Etats voisins.]* Les grandes puissances et les Etats chauvins voisins entendaient démembler l'Albanie. Bismarck alla même jusqu'à dire qu'il n'avait pas l'intention de s'occuper de quelques chaumières albanaises. La Ligue albanaise de Prizren organisa et dirigea l'insurrection qui fut réprimée dans le sang. Par les traités publics ou secrets qu'elles signèrent, ces puissances démembèrent l'Albanie, en en donnant la meilleure part à la Serbie et aux autres voisins.

Les Albanais en Yougoslavie ont vécu et continuent de vivre dans des conditions d'asservissement. Ils ont été persécutés de longues années durant et chassés de force de la Kosove vers la Turquie, où ils étaient réduits à coucher dehors sur les places ou dans des mosquées.

En 1946 nous avons discuté avec Tito du problème de Kosove. Je lui dis, cela s'entend, que la Kosove ainsi que les autres régions peuplées d'Albanais appartenaient à l'Albanie et devaient lui être rendues. Sur ce problème, notre Parti a adopté une attitude marxiste-léniniste, celle de la défense de nos frères

de Kosove qui doivent se voir reconnaître tous les droits nationaux dans le cadre de la fédération, et cesser d'être l'objet de persécution, de mesures d'expatriation, de discrimination ou de répression violente.

Quand la situation intérieure s'aggrava en Yougoslavie et que la lutte pour la prise du pouvoir contre le clan des grands-Serbes se durcit, Tito, en funambule politique qu'il était, conscient de la situation difficile et pour se donner une plus grande marge de manœuvre consentit aussi certaines «concessions» à l'égard de la population albanaise de Kosove et rejeta sur Rankovic toute la responsabilité des persécutions dont elle avait fait l'objet. Mais la population de Kosove a bien compris le vrai but de ces «concessions» et promesses de Tito.

Nous entretenons, avec la Yougoslavie, des relations commerciales et culturelles mais les titistes poursuivent une politique hostile envers notre pays. Il y a cinq ans que nous avons préparé une convention culturelle qu'ils refusent de signer, car nous y stipulons d'établir des relations culturelles avec les peuples de Yougoslavie et avec le peuple de Kosove. Le fait que nous évoquons le peuple de Kosove et que nous nous intéressons à son sort, n'a pas l'heur de leur plaire.

Avec la Grèce aussi nous entretenons des relations gouvernementales normales que nous pensons étendre aux domaines commercial et culturel. Nous pouvons, ensemble, faire du commerce dans notre intérêt, des échanges culturels.

C'étaient là quelques idées et jugements du Comité central du Parti, qui m'a chargé de m'en entretenir avec vous. Je vous remercie !

Publié pour la première fois avec quelques coupures suivant les notes prises lors de cet entretien et qui se trouvent aux ACP.

JUGEMENTS SUR LE «DECALOGUE» BALLISTE DE MAO TSETOUNG

28 décembre 1976

Les révisionnistes chinois, avec à leur tête le groupe Houa Kouo-feng, qui a pris le pouvoir en Chine par un putsch militaire, ont publié cette semaine un document de Mao Tsétoung, un discours en dix points («Sur les dix grands rapports»), qu'il a prononcé à une réunion élargie du Bureau politique du Comité central en avril 1956.

Ce document a été écrit avant le VIII^e Congrès du Parti communiste chinois, où le rapport principal avait été présenté par Liu Shao-chi. Ce rapport était de contenu révisionniste. Ayant assisté à ce congrès, nous avons été étonnés de voir présenter un tel rapport, et nous nous attendions pour le moins à le voir dénoncer par la suite, en même temps que Liu Shao-chi, qui fut liquidé. Mais de fait, dans ce rapport au VIII^e Congrès, les problèmes étaient développés selon les idées de Mao Tsétoung ; aussi fut-il jugé juste, même après la Révolution culturelle. **C'est ce qu'affirment les dix commandements du «décalogue» balliste de Mao, qui y condense sa stratégie et sa conception non marxiste, éclectique du monde.**

Ces dix points de Mao furent énoncés et posés après le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, où le révisionniste et renégat Khrouchtchev attaqua le marxisme-léninisme et calomnia Staline, le couvrant de boue. **Mao prit ainsi l'initiative, et l'on avait des raisons de penser qu'il avait coordonné son action avec les khrouchtchéviens. Le cours des événements montra qu'il en était effectivement ainsi. Khrouchtchev avait fait part à Mao de ses idées révisionnistes et de la**

manière dont il entendait les traduire par des actes. Mao, comme il l'a déclaré publiquement à la Conférence de Moscou de 1957, où il fit son éloge, était d'accord avec Khrouchtchev, il dénonça Staline et approuva la liquidation par Khrouchtchev du «groupe antiparti de Molotov et consorts». Ainsi Mao aida Khrouchtchev, il adhéra à la ligne du XX^e Congrès, et se déclara contre Staline. Le VIII^e Congrès du Parti communiste chinois avait été mis au diapason des khrouchtchéviens, car les deux «compères» avaient les mêmes idées. [Naturellement, Khrouchtchev aussi fit des promesses à Mao, mais il ne les tint pas, il le trompa un moment, juste le temps de franchir la rivière.

L'objectif de Mao n'était pas d'aider Khrouchtchev, mais de s'aider lui-même, pour faire de la Chine le guide principal du monde communiste et de remplacer Staline, que tous deux crurent avoir enterré. Mao agit rapidement pour s'assurer l'hégémonie.

Khrouchtchev, pour sa part, voulait faire rentrer Mao Tsétoung dans le rang, et le mettre sous sa coupe, mais le Parti du Travail d'Albanie est alors intervenu, et a pris la défense du marxisme-léninisme et du Parti communiste chinois. Bucarest vit s'allumer la polémique, que le Parti du Travail d'Albanie poursuivit avec «un feu nourri» à la Conférence des 81 partis à Moscou. Mao était pour l'extinction de cette flambée, il était contre la polémique. Il était pour des réunions, pour des arrangements social-démocrates, car lui-même était un social-démocrate, un opportuniste, un révisionniste. Mais Mao ne parvint à éteindre ni le feu ni la polémique et, voyant qu'il ne réussissait pas à établir sa domination absolue, il changea d'attitude. Mao s'installa un peu «plus solidement» sur des positions antisoviétiques et en cela, en apparence, il s'accorda avec nous qui combattions de manière conséquente le révisionnisme khrouchtchévien. Mais à cette époque-là encore, il avait l'espoir de se rapprocher des révisionnistes khrouchtchéviens. Des efforts furent faits dans ce sens par les dirigeants chinois, mais nous nous y opposâmes.

A la chute de Khrouchtchev, Mao vit ses espérances renaître. Il envoya Chou à Moscou et nous proposa à nous aussi d'y aller, mais nous refusâmes fermement. Ce fut pour lui un fiasco. Alors, passant de la stratégie de la guerre sur les deux flancs à une stratégie nouvelle, il se tourna vers les Etats-Unis. Les nombreuses entrevues des ambassadeurs chinois et américains à Varsovie préparèrent le voyage de Kissinger en Chine, puis celui de Nixon. [*Nixon se rendit en visite à Pékin le 21 février 1972.*]

La Révolution culturelle finit en queue de poisson. Cette révolution s'arrêta à mi-chemin, ou disons plutôt qu'elle renforça la position personnelle de Mao Tsétoung. Les éléments de gauche furent «liquidés d'un seul coup» par la droite avec à sa tête Houa Kouo-feng. C'est ainsi que la ligne révisionniste de Mao triompha, et l'on vient de publier maintenant le «décalogue» qui épouse les conceptions de la droite. **Dans ce «décalogue» il n'est nullement question de la révolution mondiale, de la dictature du prolétariat, de la lutte de classes ni de l'aide à accorder aux peuples qui aspirent à la liberté et luttent pour leur libération.**

Ce document constitue un miroir des idées révisionnistes de Mao, qui était pour la coexistence pacifique même avec les Etats-Unis, bien que ceux-ci n'y soient pas du tout mentionnés. Je ne jette qu'un coup d'œil rapide sur ce document, mais il convient de l'analyser profondément.

Rien ne doit nous étonner concernant les positions antimarxistes, pragmatistes, libérales, putschistes et captieuses de Mao Tsétoung, Chou En-laï, Teng Hsiao-ping, Houa Kouo-feng et des autres révisionnistes chinois. Il y a longtemps, une cinquantaine d'années déjà, qu'ils cultivent ces idées, elles sont imprégnées d'idéalisme et de mysticisme, elles sont d'un rouge qui déteint au soleil du marxisme-léninisme.

Un des objectifs essentiels de ce «décalogue» de Mao est de tracer la ligne de démarcation entre lui et Staline, entre la construction socialiste en Union soviétique et l'idéologie qui guide la construction du socialisme en Chine. En d'autres termes, Mao Tsétoung oppose à la théorie marxiste

ses idées à lui, la «pensée-maotsétoung», ainsi que les Chinois appellent maintenant ces idées soi-disant «identiques à la théorie fondamentale du marxisme-léninisme», mais en réalité en opposition avec lui.

Lénine a prévu l'activité des antimarxistes, quels qu'ils soient, Mao, maoïstes ou autres, lorsqu'il dit dans son oeuvre «Les Destinées historiques de la doctrine de Karl Marx», en 1913, que :

«La dialectique de l'histoire est telle que la victoire théorique du marxisme contraint ses ennemis à **se travestir** en marxistes». [V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 18, p. 653]

Comme le montre ce «décalogue», sur beaucoup de questions de principe, Mao Tsétoung a été depuis longtemps en opposition avec la théorie et la pratique révolutionnaires du marxisme-léninisme. Il en ressort que dès l'époque de la «Longue Marche», dès Yenan, il cultivait des conceptions antimarxistes sur l'hégémonie de la classe ouvrière et prônait le rôle dirigeant de la paysannerie dans la révolution. Actuellement aussi, Mao a fait du prétendu tiers monde «le centre et la force dirigeante de la révolution», reniant ainsi le rôle dirigeant du prolétariat international. Les conceptions antimarxistes de Mao, qui se reflètent aussi dans ce «décalogue» et qui se sont cristallisées dans la phase culminante de la guerre de libération chinoise, non seulement négligent la lutte de classe, mais en prêchent ouvertement l'extinction.

Ces thèses réactionnaires et antirévolutionnaires de Mao sont donc fixées aussi dans le «décalogue» de 1956. Dans ses œuvres en quatre tomes on ne trouve pas exprimées ouvertement des thèses si manifestement antimarxistes et anti-léninistes. Il apparaît que Mao Tsétoung fut un éclectique, un révisionniste camouflé, qui déchira son masque lorsqu'il s'accommoda avec les révisionnistes khrouchtchéviens pour répudier le léninisme et attaquer Staline. Sous le masque du marxisme-léninisme, Mao Tsétoung déploya sa théorie pseudo-marxiste, et cette «théorie» «devait guider dorénavant le prolétariat mondial et la révolution». C'est à quoi la «pensée-maotsétoung» doit son caractère mystificateur, mégalomane et dénigrant envers le marxisme-léninisme.

La «pensée-maotsétoung» guida aussi la «Grande Révolution culturelle prolétarienne», opposée à la Grande Révolution socialiste d'Octobre, qui, pour Mao, était «dépassée», «caduque» en même temps que la théorie de Marx et de Lénine. Les temps ont changé, de sorte que selon lui, il fallait une «théorie nouvelle pour remplacer le marxisme» et cette théorie serait la «pensée-maotsétoung». Ce n'est là qu'une version du révisionnisme moderne qui, tout comme la khrouchtchéviennne, conserve le masque léniniste. Ces deux variantes du révisionnisme moderne forment un tout indivisible, mais il s'agit de savoir qui, de celle de Khrouchtchev ou de celle de Mao, va dominer, indépendamment du fait que toutes deux aboutissent au même goulet, celui de l'antimarxisme. De cette rivalité dépend la question de savoir quel grand Etat dominera l'autre, lequel fera la loi.

Dans cette voie tous deux partent du dénigrement de l'œuvre géniale de Staline. Les khrouchtchéviens ont abreuvé Staline de calomnies, Mao a profité de ce dénigrement de Staline et en a utilisé les éléments qu'il lui fallait pour camoufler sa ligne révisionniste, pour l'exalter comme étant marxiste-léniniste, et, en se masquant encore mieux, gagner du terrain sur les khrouchtchéviens. **Mao a dit que l'œuvre de Staline comportait 30 pour cent d'erreurs et 70 pour cent de bonnes choses. Grand maître de la pesée ! Il a évalué l'œuvre de Staline avec la même précision que l'on pèse des tomates sur les champs !!**

Au premier point de son «décalogue» Mao Tsétoung traite de la thèse anti-marxiste de la priorité à accorder à l'industrie légère et à l'agriculture par rapport à l'industrie lourde. Mao Tsétoung justifie cette déviation révisionniste à la Kossyguine en prétendant que les investissements dans l'industrie lourde sont très élevés et qu'ils ne sont pas rentables, alors que l'industrie des bonbons et des chaussons serait, elle, plus avantageuse, plus rentable. Quant à l'agriculture, elle assure l'alimentation de la population.

Cette thèse antimarxiste de Mao ne fait pas avancer, elle freine au contraire le développement des forces productives. L'agriculture et l'industrie légère ne peuvent se développer à la cadence requise si leur développement ne s'accompagne pas de celui de l'industrie minière, si l'on ne produit pas de l'acier, du pétrole, si l'on ne produit pas des tracteurs, des wagons, des automobiles, des navires, si l'on ne met pas sur pied une industrie chimique, etc., etc.

L'essor de l'industrie, selon Mao, est un processus artisanal. L'industrie légère, que Mao prétend développer, ne peut être mise sur pied seulement avec des fabriques de briques, de bicyclettes, de tissus imprimés, de thermos et d'éventails, qui peuvent, certes, procurer des revenus, mais dont les gens n'acquièrent les produits que s'ils ont le pouvoir d'achat correspondant. En 1956, la Chine, pays très peuplé, était économiquement arriérée, et beaucoup d'articles de consommation courante étaient vendus au-dessous de leur prix de revient. La productivité du travail était encore très réduite.

Dans son «décalogue», Mao critique Staline et la situation économique en Union soviétique. Mais «la lumière ne se met pas sous le boisseau». La réalité montre qu'en Union soviétique, dans les 24 à 25 ans qui séparent la Révolution de la Seconde Guerre mondiale, il fut édifié, sous la conduite de Lénine, puis de Staline, grâce à une ligne et à une politique justes, une industrie lourde, qui non seulement stimula l'économie intérieure de ce premier pays socialiste, mais permit de tenir tête à la terrible machine de guerre de l'Allemagne hitlérienne. Par contre, avec la politique économique de Mao, soit après quelque 30 ans, de 1949 à nos jours, quel est aujourd'hui le potentiel industriel de la Chine ? Un potentiel très médiocre ! Et c'est les «quatre» qui en seraient responsables ! Non, ce ne sont pas les «quatre», c'est la ligne de Mao, comme le confirment ses vues exposées dans ce «décalogue».

Comment la grande Chine socialiste pourrait-elle se passer d'une industrie lourde ? Assurément, Mao pensait qu'il bénéficierait de l'aide de l'Union soviétique pour en construire une, ou qu'il se tournerait alors vers les crédits américains. Voyant que l'Union soviétique ne se «décidait» pas, qu'elle ne lui accordait pas l'aide sollicitée, Mao se mit à couler de l'acier dans des poêles construits sur les trottoirs des boulevards ou dans mini-fourneaux à fonte. La Chine resta retardataire, dépourvue de technologie moderne. Il est vrai que le peuple chinois ne souffrait pas de la faim comme auparavant, mais aller jusqu'à affirmer, comme l'a fait Mao, que le paysan chinois en 1956 vivait mieux que le kolkhozien soviétique, en un temps où il était effectivement arriéré, cela revient à dénigrer la collectivisation de l'agriculture et la construction du socialisme dans l'Union soviétique de l'époque de Lénine et de Staline.

Mao Tsétoung dit avec dédain: «A quoi bon s'intéresser au développement de l'industrie lourde ? Ce dont il s'agit, c'est d'assurer aux ouvriers les moyens de subsistance». En d'autres termes, c'est la «théorie du goulache» de Khrouchtchev. Et pour conclure, Mao, dans son «décalogue», donne à entendre qu'en Chine on n'a pas commis d'erreurs comme en Union soviétique, ou plutôt (mais cela il ne peut pas le dire franchement) comme en ont commis Lénine et Staline. Pour camoufler cependant cette déviation, il ne manque pas de dire qu'«il faut développer aussi l'industrie lourde, mais attacher une plus grande attention à l'agriculture et à l'industrie légère». Cette conception qui lui est propre, qui fut appliquée de manière pragmatiste, et à quoi la Chine doit son grand retard, a fait qu'il lui faudra plus de deux décennies, jusqu'à l'an 2 000, pour parvenir à le rattraper... avec l'aide et les crédits que sa nouvelle stratégie lui permet d'obtenir du capital américain. Sans aucun doute, la Chine peut s'appuyer sur ses propres forces, elle dispose d'immenses forces humaines, elle possède aussi un potentiel économique considérable, mais son retard est dû à sa ligne erronée.

Le deuxième point du «décalogue» pose aussi la question de savoir dans quelles parties du pays doit être construite l'industrie, sur le littoral ou dans les régions de l'intérieur. Mao dit que «notre industrie légère et lourde était, à quelque 70 pour cent de sa totalité, mise sur pied dans les régions côtières et seulement à 30 pour cent dans les zones de l'intérieur. Cette répartition disproportionnée est le produit de l'histoire». On comprend bien que cette industrie avait été édifiée par les étrangers qui détenaient en Chine des concessions, absorbaient les matières premières de l'intérieur du pays et recrutaient des travailleurs esclaves sur le littoral. Mao semble trouver fructueux ce mode de

développement. Il indique qu'à l'avenir également il faudra continuer de construire les établissements industriels sur la côte et il fait à ce propos un calcul fantaisiste selon lequel les revenus d'une usine d'industrie légère permettraient de construire dans l'espace de quatre ans trois autres usines, ou deux, ou une seule, ou au moins la moitié d'une». Cela ressemble aux absurdités du révisionniste Koço Tashko, qui, à la première Conférence du Parti à Labinot, a dit que «nous devons faire une révolution très sanglante, peu sanglante ou, si possible, pas sanglante du tout».

Mais sur cette question, Mao tire la conclusion suivante : «Construisons aussi une industrie dans les régions de l'intérieur afin de pouvoir en disposer en temps de guerre».

Mais d'où lui viendra la guerre ? Des Etats-Unis, du Japon ou de l'Union soviétique ? Du moment qu'il recommande que des usines soient construites sur le littoral, Mao semble penser que l'agression ne lui viendra d'aucun côté, et surtout pas de la mer.

Mao ne songe pas, apparemment, à trouver une manière de dépeupler un peu le Sud et le Sud-Est, pour peupler le Nord et l'Ouest.

Au troisième point de son «décalogue», Mao Tsétoung définit la proportion entre les constructions économiques et les constructions à des fins de défense. Lorsqu'il recommande de diminuer les dépenses au titre de la défense, il se fonde de toute évidence sur des appréciations erronées. La défense chinoise, selon Mao, serait plus puissante que celle de l'Union soviétique avant la Seconde Guerre mondiale.

Khrouchtchev émit la thèse selon laquelle Staline avait laissé l'Union soviétique sans défense face aux hitlériens. Et Mao souscrivit à cette calomnie, en se vantant d'assurer la défense de la Chine avec ses avions et ses canons (et avec la bombe atomique que lui livrerait Khrouchtchev).

Les faits attestent que la Chine est en retard. Cela tient à ce qu'elle a sous-estimé l'industrie lourde, qu'elle s'est appuyée sur les autres pour renforcer sa capacité de défense avec une stratégie militaire erronée. Maintenant, la Chine a commencé à changer d'avis en matière de défense, mais elle a en même temps modifié ses alliances. Elle s'est rapprochée des Américains dont elle a acquis de la technologie moderne de guerre.

A ce même point du «décalogue», Mao explique clairement qu'il est pour un armement léger, pour payer les soldats chinois (comme une armée de mercenaires) et pour réduire l'administration, à propos de laquelle aucune mesure n'a été prise, et qui est devenue au contraire comme un cancer pour la Chine. Cela, nous l'avons constaté lorsque nous étions là-bas en 1956 et ils nous l'ont dit eux-mêmes : tous les anciens militaires de Tchiang Kaï-chek avaient été gardés comme des fonctionnaires appointés.

Le quatrième point du «décalogue» traite des rapports entre l'Etat, les unités de production et les producteurs. Naturellement, nous n'avons jamais compris cette organisation et cette division en vigueur en Chine et nous ne savons même pas quels sont les rapports entre l'Etat, les unités de production et les producteurs. La Chine peut et doit avoir ses traits spécifiques, car elle s'étend sur un territoire immense, aux multiples nationalités, et divisé non pas en républiques mais en provinces. Nous savions bien qu'y régnait le centralisme démocratique, mais nous ne pouvions imaginer que les organes dirigeants des provinces n'aient pas de compétences dans leurs subdivisions et que la gestion équilibrée ne soit pas pratiquée dans les usines. Mao nous dit qu'en Union soviétique (à l'époque de Staline s'entend) a sévi un centralisme bureaucratique très marqué et que, selon lui, les républiques soviétiques avaient les mains liées. Nous ne saurions dire à quel point cela est vrai, mais il y a actuellement en Chine tout autant de bureaucratie et de centralisme, sinon davantage, qu'il y en avait en Union soviétique. Mais la Chine a adopté comme ligne de conduite de dénigrer l'Union soviétique de l'époque de Staline en quoi elle imite Khrouchtchev. Mao avait le souci de se montrer un meilleur

organisateur «marxiste-léniniste», mais, en fait, ne s'acheminait-il pas dans la voie de l'«autogestion titiste»?

Mao, toujours dans ce point, met sur le même plan l'armée et l'Etat, autrement dit, il identifie à l'Etat ce qui n'est qu'une arme de l'Etat et la place au-dessus du parti. En fait, dans l'ancienne Chine comme dans la nouvelle, l'armée a joué un rôle déterminant. Elle a soutenu une fraction et a liquidé la fraction rivale.

Mao banalise le centralisme démocratique et l'indépendance économique à l'égard du centre avec un exemple ridicule et simpliste, et l'on s'étonne qu'un «grand théoricien» comme lui traite une si importante question politique, idéologique, organisationnelle et économique du socialisme avec tant de désinvolture !! *[En français dans le texte.]*

Evoquant la paysannerie, et cela en 1956, c'est-à-dire quelques années seulement après la libération, **Mao faisait observer que le système des kolkhozes et des sovkhozes en Union soviétique était un échec, que les paysans y étaient grevés d'impôts, que leurs produits leur étaient payés à vil prix, qu'ils souffraient aussi d'autres maux et c'est tout juste s'il ne dit pas qu'en Chine, par contre, la paysannerie vivait dans la prospérité et le bonheur,** que les productions étaient abondantes, les prix bas et l'accumulation d'Etat limitée. Curieuse analyse ! Nous avons connu nous-mêmes la situation tant en Union soviétique qu'en Chine, car nous nous sommes rendus à l'époque dans ces deux pays, et ce que dit Mao ne correspond pas à la réalité.

A ce point du «décalogue», l'analyse de Mao sur les rapports entre l'Etat et l'agriculture, sur les communes populaires et les communards, sur la répartition des revenus, sur le problème des investissements sur la question de l'accumulation et le niveau de vie des communes populaires rurales et urbaines, n'est nullement marxiste-léniniste, elle ne constitue pas un tableau clair et objectif de la situation, mais elle tend seulement à démontrer fallacieusement la «supériorité» de l'agriculture chinoise sur la soviétique. Khrouchtchev se posait en «théoricien de l'agriculture», et il se vantait de tirer cette branche de l'économie «du borbier où l'avait plongée Staline». Et Mao imite ce koulak et ce mystificateur.

Il clôt ce problème si important par des considérations qui visent à montrer qu'en Chine tout marche bien ; il accorde à l'industrie lourde la troisième place, intègre les fabricants bourgeois dans le socialisme, prône la même politique pour les koulaks dans les campagnes, et tous les problèmes devraient être réglés selon sa théorie maoïste, qui serait toujours juste, infaillible ! Or, en réalité, ces idées de Mao sont en opposition avec celles de Lénine et de Staline.

On ne saurait aller plus loin dans la mégalomanie, ni dénigrer l'œuvre de Lénine et de Staline davantage que ne le fait ce «classique» révisionniste.

Au point cinq du «décalogue», qui porte sur les rapports entre le sommet et la base, Mao Tsétoung définit ces rapports. Naturellement, cela dépend des attributions dont le sommet a investi la base en Chine. Toute cette question a pour éléments déterminants les vastes territoires de ce pays. Ici Mao Tsétoung indique qu'il ne faut pas suivre l'exemple de l'Union soviétique dans la concentration de toutes les affaires entre les mains des organes centraux, ce qui étouffe l'initiative des organes locaux, mais s'efforcer de faire en sorte que ceux-ci aient aussi un pouvoir de décision. Mao veut dire par là que les républiques fédérées en Union soviétique n'étaient investies d'aucune attribution. C'est une supercherie, un mensonge, car, comme on le sait, les républiques soviétiques ont eu leurs propres plans de développement économique, leurs plans industriels, leurs plans agricoles, etc., bien entendu étroitement rattachés à ceux du centre. Affirmer donc que les républiques soviétiques, auxquelles peuvent être apparentées les provinces chinoises, étaient dépouillées d'attributions propres, c'est dénigrer le socialisme qui fut édifié là-bas du temps de Staline, c'est chercher à montrer que l'organisation, la direction, l'idéologie et la politique en Chine sont supérieures à ce qu'elles étaient en Union soviétique, que la pratique léniniste de l'édification économique du socialisme en Union

soviétique, toujours selon Mao, n'est pas correcte, car cette pratique léniniste aurait été déformée par Staline! Or nous savons que Staline a appliqué fidèlement la politique économique, organisationnelle et idéologique de Lénine. Qu'au long de cette œuvre colossale des erreurs aient pu aussi être commises, cela ne peut être exclu. Mao Tsétoung lui-même reconnaît que des erreurs ont aussi été commises en Chine, mais quand il a l'occasion de parler de l'Union soviétique, il gonfle beaucoup les erreurs de celle-ci, les grossit même à tel point que de toute évidence son but est de dénigrer le judicieux système d'édification socialiste de l'époque de Staline.

Il est absurde de dire qu'au temps de Staline les organes locaux en Union soviétique étaient dépourvus de tout pouvoir d'initiative. **Mao Tsétoung voudrait-il par cette affirmation minimiser et rabaisser le rôle du centralisme démocratique, et justifier la voie de l'«autogestion» titiste ?** Nous n'oublions pas les considérations de Mao Tsétoung à propos de Tito. Soutenir, comme l'a fait Mao Tsétoung, que Staline s'est trompé à l'égard de Tito, cela revient à approuver les méthodes d'«autogestion» de l'économie yougoslave, autrement dit les méthodes d'«autogestion» révisionniste titiste. Cette «autogestion», Mao souhaite l'appliquer progressivement en Chine également. Il ne manque pas non plus d'évoquer les conditions spécifiques de chaque pays et il est à noter que les Chinois déclarent vouloir construire un socialisme spécifique. Sur cette question ils s'accordent avec Tito, lequel péroré depuis longtemps sur la construction du «socialisme spécifique». Il ne s'agit pas ici seulement du terme qu'emploient les Chinois, mais aussi du contenu de cette notion et du fait qu'ils y englobent l'expérience titiste.

Au point six, Mao traite des rapports entre les nationalités des Han et les nationalités minoritaires qui vivent en Chine. En théorie, on peut parler tant qu'on veut de l'égalité des nationalités, mais en fait la nationalité des Han domine en Chine. Dans les rapports entre les nationalités, le peuple han a eu et conserve la suprématie, il domine et commande les autres nationalités, indépendamment des formules rebattues et démagogiques employées. A l'époque de Staline, la situation dans les rapports entre les nationalités russes et les minorités nationales n'a pas été telle que le prétend Mao. On a constaté, certes, des erreurs, mais pas aussi graves qu'il les dépeint. En Chine même, il n'existe pas de démocratie pour les nationalités ni d'égalité entre elles. Il y règne, comme dans les premiers temps, une dictature militaire. La fraction de la nationalité qui avait l'armée pour elle, imposait sa volonté aux masses du peuple et au parti. **C'est donc l'armée qui est à la tête du parti, et elle est également à la tête de l'Etat.**

Le point sept est consacré aux rapports entre les membres du parti et les sans-parti. En cette matière, Mao Tsétoung se rallie entièrement à la ligne révisionniste, opportuniste. Il ne place pas le parti communiste à la tête, à la direction ; certes, il laisse entendre qu'il est à la direction, mais il demande que le pouvoir soit partagé avec les partis de la bourgeoisie et affirme qu'il doit en être ainsi. Mao est donc pour le pluralisme des partis à la direction de l'Etat prolétarien. L'existence de divers partis est, à ses yeux, indispensable, et cela pour plusieurs raisons, notamment parce que le Parti communiste chinois peut entendre d'eux des critiques fécondes, parce qu'on peut beaucoup apprendre d'eux pour découvrir tout ce qui s'organise et se fait en sous main, etc. **Il considère l'existence de ces partis comme un facteur déterminant, ou plutôt comme un facteur indispensable de la construction du socialisme en Chine.**

Par là même, Mao est en opposition avec Lénine, qui bien entendu, n'a pas permis que d'autres partis, à part le parti bolchevik, dirigent l'Etat soviétique. Ainsi admettre l'institution du système multipartite à la direction, c'est faire siennes des conceptions idéologiques antimarxistes. Dans ce chapitre Mao s'efforce de réduire ces partis à quelques personnes, à quelques dirigeants, qui «émettent parfois une critique à l'endroit des décisions du Parti communiste chinois ou les approuvent». Il ne s'agit pas ici de quelques démocrates progressistes, comme ceux que le Parti communiste de l'Union soviétique, notre Parti et tous les autres partis ont admis dans le Front, qu'ils ont gardés près d'eux, pour les consulter le cas échéant ; **Mao Tsétoung lui, légitime bel et bien l'existence de partis bourgeois à la direction de l'Etat prolétarien. Il prétend démontrer par là que «les partis démocratiques sont des produits de l'histoire» et que «tout ce qui naît de l'histoire, disparaît dans l'histoire».** Pour les

marxistes-léninistes, par contre, il est évident que chaque parti représente les intérêts de classes et de couches déterminées, et il est donc absurde de conserver sous le socialisme les partis qui représentent les intérêts de la bourgeoisie. C'est là une renonciation à la lutte de classe, à la lutte pour le rôle hégémonique du prolétariat et de son parti.

Ces partis soi-disant démocratiques, jusqu'à celui du Kuomintang, disparaîtront, selon Mao, tout comme disparaîtra le parti communiste. «Nous serons très satisfaits, dit-il, de voir disparaître le parti communiste et la dictature du prolétariat».

Mao n'en dit pas moins que pour le moment nous ne pouvons nous passer de la dictature du prolétariat et du parti du prolétariat. Il le souligne, et il affirme que le parti doit devenir puissant, citant même Lénine à ce propos, mais après avoir craché son venin. Lénine a dit que l'on ne peut se passer du parti du prolétariat et de la dictature du prolétariat, il a expliqué à quoi sert cette dictature. En 1920, Lénine disait :

«Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature), aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 31, p. 33.)

Staline également a dit :

«Il suffit d'ébranler, d'affaiblir le parti, pour qu'aussitôt s'ébranle et s'affaiblisse la dictature du prolétariat». (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 7, p. 347.)

Au point huit, qui traite du rapport entre la révolution et la contre-révolution, Mao Tsétoung affirme que la dictature du prolétariat est nécessaire pour réprimer la contre-révolution et les contre-révolutionnaires, mais, regrettamment, il cajole les contre-révolutionnaires. **Il reconnaît qu'au début ont été exécutés quelques contre-révolutionnaires, mais il affirme que doivent cesser les exécutions, les emprisonnements, les procès, qu'il convient de mener auprès des contre-révolutionnaires un travail de persuasion, les envoyer dans les campagnes, pour qu'ils s'éduquent par le travail, etc., etc.** «Nous pouvons conserver la peine de mort dans notre législation, dit Mao, mais ne pas l'appliquer dans la pratique» ! Qu'est-ce que cela ? Cela n'a rien à voir avec la lutte de classes. Une telle attitude ne permet pas de liquider la contre-révolution, de liquider les classes exploiteuses.

Or à ce propos, Lénine nous enseigne, entre autres à aller

«... jusqu'au bannissement ou l'internement de tous les exploiters les plus dangereux et les plus obstinés, à l'organisation d'une sévère surveillance à leur égard en vue de réprimer leurs inévitables tentatives de résistance et de restauration de l'esclavage capitaliste, car seules ces mesures sont susceptibles d'assurer la soumission réelle de toute la classe des exploiters». (V. Lénine. Œuvres, éd. alb., t. 31, p. 201.)

Dans le «décalogue» de Mao beaucoup de ses thèses doivent avoir été tronquées car, quelques mois après le VIII^e Congrès du Parti communiste chinois, il a été dit expressément que les propriétaires des usines doivent percevoir des rentes et être sous-directeurs de leurs anciens établissements. Cette conception apparaît dans toutes ces thèses de Mao Tsétoung. Il maintient les réactionnaires capitalistes à la direction des usines qui furent leur propriété, leur verse des revenus sur les profits de ces établissements nationalisés, mais qui sont considérés comme leur appartenant encore en partie, et oublie qu'ils les ont mis sur pied et agrandis en exploitant le sang et la sueur des ouvriers. Est-ce là mener la lutte de classe ? Non, nullement. **Ces anciens propriétaires, selon Mao Tsétoung, doivent se fondre dans la société, s'y intégrer, y être éduqués.** (Autrement dit être intégrés dans le socialisme. Les «théoriciens» bourgeois et révisionnistes, ainsi que les titistes, les «eurocommunistes», etc., parlent aussi beaucoup aujourd'hui de l'intégration du capitalisme dans le socialisme). «Ce sera une très bonne chose, affirme Mao, et cela pour plusieurs raisons, dont l'une est que nous (Chinois)

donnerons ainsi un bon exemple aux autres pays du monde». («Bel» exemple de la manière de ne pas combattre les ennemis du peuple !).

Lénine en juge tout à fait différemment. Il indique :

«La lutte contre cet élément ne peut être menée uniquement par la propagande et l'agitation, rien qu'en organisant l'émulation et en choisissant des organisateurs ; cette lutte doit être menée aussi par la contrainte». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 27, p. 295.)

Et à nouveau Lénine, à propos de ce problème; affirme :

«Le fait même d'admettre l'idée d'une paisible soumission des capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, et d'une évolution pacifique, réformiste vers le socialisme, n'est pas seulement le signe d'une extrême stupidité petite-bourgeoise, c'est aussi duper manifestement les ouvriers». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 31, p. 201.)

Un autre point de vue de Mao est qu'en supprimant les capitalistes, nous perdons une source d'information, en sorte que nous ne saurons pas ce qui se passe en leur sein. Quelles conclusions «géniales» pour éteindre la lutte de classes! Chou En-laï, lui aussi, chercha à nous convaincre d'appliquer cette forme de lutte de classe, tout en nous accusant de ne pas mener de lutte de classe ! Il cherchait par là à comprendre jusqu'à quel point nous menions cette lutte, si nous étions pour la ligne de Mao Tsétoung visant à l'extinction de la lutte de classes, ou pour la voie léniniste et stalinienne de la poursuite rigoureuse de cette lutte.

Dans le Parti communiste chinois, Mao a cultivé son culte et n'a pas appliqué les grands enseignements du marxisme-léninisme, ni la lutte de classe, ni la discipline de fer prolétarienne, ni la dictature du prolétariat. Le Parti communiste chinois a grandi en se pétrissant de normes libérales, réformistes et de deux ou plusieurs lignes. Pour Mao et pour le Parti communiste chinois les thèses fondamentales du marxisme-léninisme ont donc un caractère fictif.

Des gens comme Mao Tsétoung accusent Staline de s'être trompé à propos de la lutte de classe, et affirment pour leur part que, sous le socialisme, la lutte de classe va s'atténuant. Mao Tsétoung va même jusqu'à recommander ouvertement de cesser la lutte de classe, de ne pas exécuter les criminels, de ne pas passer par les armes les ennemis dangereux, de n'emprisonner personne. Staline, lui, n'a jamais fait une pareille chose. Dans la pratique, il a poursuivi âprement, résolument et jusqu'au bout la lutte contre les ennemis du peuple. Pour disculper la contre-révolution, pour la défendre, Mao Tsétoung fournit jusqu'à cinq ou six raisons et s'évertue à «prouver» que la voie qu'il a suivie en ce domaine serait juste, marxiste-léniniste.

Mao prétend supprimer la violence, la peine de mort, les tribunaux et les parquets, en sorte que les contre-révolutionnaires demeurent impunis. Il professe que les seuls moyens à employer sont l'éducation et la propagande. Que reste-t-il de la lutte de classe dans les idées de Mao ? Que reste-t-il de la dictature du prolétariat dans ses conceptions et dans sa pratique ?

Au point neuf, Mao parle des rapports entre ce qui est juste et ce qui est injuste. A quoi vise-t-il en traitant ainsi de ces rapports ? Ici aussi, Mao met en cause Staline. Il dit que «Staline faisait fusiller des gens pour la moindre erreur». C'est une calomnie. Staline ne faisait fusiller personne pour des erreurs, au contraire, il luttait pour corriger ceux qui se fourvoient, et les documents sont là pour attester cette vérité. Staline donnait comme directive de jeter en prison ou dans des camps de concentration les malfaiteurs, ou de fusiller les contre-révolutionnaires, les traîtres, les espions et autres ennemis du peuple pour des crimes particulièrement graves. Si Staline n'avait pas agi ainsi, le socialisme n'aurait pu être construit en Union soviétique et celle-ci n'aurait pas suivi la voie léniniste. Mao Tsétoung est opposé à cette ligne. Il généralise la question et traite de la même manière aussi bien ceux qui ont commis des crimes pas très graves et qui ne doivent en aucune manière être exécutés que les contre-révolutionnaires. Avons-nous jamais dit qu'il faut fusiller ceux qui n'ont pas commis de

crimes graves ? Au contraire, nous sommes pour que de pareils éléments soient corrigés et c'est dans ce sens que nous avons agi.

Le dixième et dernier point du «décatalogue» traite des rapports entre la Chine et les autres pays.

Ces rapports, tels qu'il les explique et les érige en thèses, sont des rapports opportunistes, révisionnistes. Ils ont pour but d'empêcher que soit appliquée en Chine une juste ligne révolutionnaire de soutien au prolétariat mondial et à la révolution mondiale, de soutien aux partis communistes marxistes-léninistes pour que ceux-ci combattent avec succès la bourgeoisie, le capitalisme et le révisionnisme moderne. En fait, Mao est un révisionniste moderne, tout comme les révisionnistes soviétiques, titistes et autres.

Concernant la politique extérieure de la Chine, dans les fameuses thèses de Mao Tsétoung on trouve énoncé ceci : «Notre politique consiste à nous instruire des points forts de toutes les nations et de tous les pays, à apprendre d'eux tout ce qu'il y a de bénéfique dans le domaine politique, économique, scientifique et technique, ainsi qu'en littérature et en art». Voilà quelle est toute sa politique. Pour la réaliser, il faut, selon Mao Tsétoung, établir la coexistence pacifique (révisionniste) avec tous les Etats du monde. Pour Mao il n'y a pas de distinction entre ces Etats. Par la suite, ignorant toujours les différences de régime économique et social entre les divers pays, Mao Tsétoung a divisé le monde en trois et il est pour la stratégie des trois «mondes». Il n'est contre aucun «monde». Même dans le «premier monde», où il intègre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, Mao ne fait pas de distinction entre eux. Aujourd'hui il est pour l'impérialisme américain, demain il pourra se prononcer contre, aujourd'hui il est contre le social-impérialisme soviétique, demain il pourra être pour. Il oscille donc selon les circonstances, selon les intérêts révisionnistes de l'Etat chinois, et ne fonde pas son action sur les principes marxistes-léninistes ; il ne juge pas qu'il faut combattre les puissances impérialistes et appuyer la lutte de libération nationale des peuples.

Par cette ligne, Mao Tsétoung ne peut défendre la lutte de libération nationale des peuples. Il a beau faire de la démagogie et déclarer qu'eux, les Chinois, sont avec les peuples du «tiers monde», ce ne sont là que des paroles. Du moment qu'il énonce la tactique que je viens d'évoquer, du moment qu'il est avec l'impérialisme américain et qu'il a le souci de ne pas se brouiller avec lui, car il veut «s'instruire» à son exemple, et aussi, ouvertement ou secrètement, recevoir de lui des crédits, Mao Tsétoung ne peut être avec les peuples du prétendu tiers monde, qui luttent contre l'impérialisme américain, il ne peut les aider à échapper au joug de cet impérialisme. Démagogiquement, il feint de prendre la défense des Etats qui sont sous l'influence du social-impérialisme soviétique, mais c'est afin de les faire passer sous l'influence soit de la Chine, soit des Etats-Unis.

Mao, suivant une stratégie anti-marxiste, a accepté de recevoir Nixon, sans que la Chine soit reconnue officiellement par les Etats-Unis ; il a également accepté de méconnaître pour la visite du président américain, l'obstacle de la question de Taïwan qu'il avait dressée comme un mur d'acier contre tout pays qui désirait établir des relations diplomatiques avec la Chine. Depuis lors, il n'a plus soulevé la question de Taïwan. Par là même, il dit aux Etats-Unis qu'ils peuvent rester à Taïwan, au Japon, aux îles Okinawa, en Birmanie et ailleurs, et c'est sur cette stratégie de Mao que la Chine et les actuels dirigeants révisionnistes chinois ont fondé leur politique extérieure et leur défense. A coup sûr, la direction chinoise doit avoir accepté que les Américains restent aussi au Vietnam du Sud, elle doit être pour la cessation des hostilités et la réconciliation entre Vietnamiens et Américains. Ce doit être là l'origine des divergences apparues entre Chinois et Vietnamiens, ceux-ci ayant déclaré à un moment : «Nous ne permettrons à aucun autre Etat de se mêler de nos affaires intérieures...».

Mao Tsétoung taxe Staline d'aventurisme de gauche, il l'accuse d'avoir exercé de fortes pressions sur la Chine et le Parti communiste chinois. Staline ne doit pas avoir fait confiance à la direction du Parti communiste chinois. **A la libération de la Chine, Staline a exprimé le doute que la direction chinoise ne s'achemine dans la voie titiste. En jetant un coup d'œil sur les éléments essentiels de la ligne révisionniste de Mao Tsétoung à propos de toutes les questions qu'il soulève contre Staline, nous pouvons affirmer haut et clair que Staline a réellement été un grand marxiste-**

léniniste et qu'il avait justement prévu la voie dans laquelle s'engageait la Chine, qu'il avait compris à temps les vues de Mao Tsétoung, qu'il avait décelé que, sous maints aspects, c'étaient là des conceptions révisionnistes titistes, tant en politique internationale qu'en politique intérieure, sur la lutte de classe, la dictature du prolétariat, la coexistence pacifique entre pays aux systèmes sociaux différents, etc.

En faisant publier ce «décalogue», Houa Kouo-feng et consorts entendent légaliser leur ligne révisionniste, légaliser leur activité contre-révolutionnaire, légaliser l'interruption de la Révolution culturelle, car ils pensent pouvoir ainsi manœuvrer plus facilement, bien que, comme je l'ai déjà écrit, la Révolution culturelle en Chine ne reposât point sur des bases révolutionnaires, mais sur des bases opportunistes. Ce fut la lutte d'un groupe opportuniste, avec à sa tête Mao Tsétoung, contre un autre groupe opportuniste conduit par Liu Shao-chi, Chou En-laï, Teng Siao-ping, Peng Chen etc., qui avaient pris en main le pouvoir. Mao Tsétoung était mis en péril par ce groupe adverse et il allait être jeté dans la poubelle de l'histoire, comme lui-même devait y jeter Liu Shao-chi. Mao sut mettre à profit le culte exalté qui lui était porté, bien que lui-même ait taxé de vaniteux certains autres précisément parce qu'il leur était soi-disant rendu un culte. Ces vaniteux, selon Mao, seraient Staline et ses compagnons. Mao profita donc du culte effréné qui lui fut voué toute sa vie durant, il dressa l'armée, s'appuya sur elle et sur la jeunesse étudiante et déclencha ce qu'on appela la Révolution culturelle. Mais il empêcha même cette révolution de se développer jusqu'au bout, parce qu'elle mettait en péril tous les cadres opportunistes qui faisaient partie du groupe de Liu Shao-chi et de Chou En-laï, parce qu'elle le mettait lui-même en péril. Aussi, au bout d'un certain temps, il donna un coup de barre, soutint la droite et confia le pouvoir à Chou En-laï, qui élaborait et mit en application ses plans.

Pendant cette période, de nouveaux éléments surgis au cours du processus de la Révolution culturelle, surtout les «quatre», maintenant qualifiés de «traîtres» par Houa Kouo-feng, voyaient ce gouffre terrible où était conduite la Chine et ils s'efforcèrent, à leur manière et par leurs méthodes, qui, visiblement, n'étaient pas bien étudiées et réfléchies, ni peut-être tout à fait justes, mais qui n'en étaient pas moins relativement révolutionnaires, de mettre un terme à cette activité hostile, qui conduisait la Chine au social-impérialisme. A la mort de Mao, les droitiers réussirent à prendre le pouvoir. Sans attendre, d'un seul coup, selon leurs termes, ils frappèrent les éléments de gauche et étouffèrent la révolution. Les contre-révolutionnaires, que Mao Tsétoung et ses tenants avaient introduits dans le pouvoir et dans le parti, réprimèrent donc ainsi la révolution en Chine.

Réflexions sur la Chine, t. 2

LA JUSTE CAUSE DES PEUPLES ARABES EST INVINCIBLE

«Article publié dans le «Zëri i popullit»»

24 novembre 1977

[Le camarade Enver Hoxha a traité largement des événements et des problèmes politiques du Moyen-Orient dans son ouvrage Réflexions sur le Moyen-Orient, publié en 1984 en albanais et en quelques langues étrangères.]

Récemment les problèmes du Moyen-Orient ont attiré l'attention de toute l'opinion publique internationale. La raison en est la visite du président égyptien Sadate à Jérusalem et les entretiens qu'il y a eus avec le Premier ministre israélien Begin. *[En novembre 1977.]*

On parle beaucoup de la «paix», mais la juste et la vraie solution des problèmes du Moyen-Orient n'apparaît pas à l'horizon. Israël, cet instrument armé des intérêts politiques, économiques et militaires

des impérialistes américains au Moyen-Orient continue d'occuper des terres arabes, les Palestiniens sont toujours sans patrie, les superpuissances poursuivent leurs intrigues et leur ingérence dans les affaires intérieures des peuples de cette zone.

De temps à autre les ennemis des peuples arabes avancent à bruit des plans et des projets des plus divers qui sont censés devoir soi-disant «apporter» une solution aux problèmes qui préoccupent le Moyen-Orient et mettre un terme au conflit arabo-israélien qui dure depuis 30 ans. On a beaucoup entendu parler de ces plans, plans Rogers et Kissinger, Gromiko et Vance, plans de cheiks et des missionnaires de l'ONU. Mais rien n'a changé ni ne pouvait changer la situation. Tous ces plans ont visé et visent à étouffer la lutte de libération des peuples arabes, à les contraindre à renoncer à leurs intérêts nationaux suprêmes, à abandonner le peuple palestinien à son sort et à le laisser sans feu ni lieu, à l'amener à capituler devant les chantages des Israéliens et finalement à se soumettre complètement au joug étranger de l'impérialisme.

Les peuples arabes connaissent bien leurs ennemis. Ils savent qu'il leur faut démasquer, isoler et combattre leurs agresseurs. Ils savent que le féroce agresseur des peuples arabes, qui s'attaque à leur liberté, à leur indépendance et à leur intégrité territoriale, n'est autre qu'Israël, qui a ensanglanté plus d'une fois les peuples arabes, nos frères, occupé leurs terres et a menacé constamment d'étendre encore son expansion. Israël ne laisse passer un jour sans frapper et massacrer le glorieux peuple palestinien, ce peuple de longue souche, qu'avec le soutien et l'incitation des impérialistes américains il a privé de sa patrie. Contrairement à toute justice historique internationale et humaine, il a été transplanté de force de ses foyers, du pays où il est né et où il a vécu au cours des siècles, où il a développé sa civilisation, dont tout le monde en a tiré profit. Il s'est maintenant éparpillé et il mène une malheureuse existence d'exilé chez ses frères arabes. Mais bien que meurtri et mutilé, le peuple palestinien a gardé bien vivant son esprit de combat et sa haute conscience nationale. Il n'a jamais déposé ses armes dans sa lutte pour la reconquête de la liberté, de ses droits et de sa patrie. La lutte héroïque de libération qu'a menée et mène le peuple palestinien demeurera dans l'histoire un exemple vivant des petits peuples qui n'ont peur d'aucun ennemi si puissant soit-il, et qui, quand il s'agit de défendre la liberté et leurs droits, sont prêts à consentir à n'importe quel sacrifice, à supporter toutes les privations et toutes les épreuves, si long et si dur que soit leur combat.

Le peuple albanais, qui se sent très proche de la lutte du peuple palestinien, nourrit un amour sincère, un respect et une admiration sans bornes pour ce peuple vaillant et très éprouvé et il croît fermement à sa victoire finale.

De multiples efforts ont été et continuent d'être faits en vue d'une entente et d'un compromis arabo-israéliens, méconnaissant et bafouant ainsi les intérêts vitaux des peuples arabes et surtout des peuples palestinien et syrien. C'est là une solution blâmable et qui n'est acceptée ni par les peuples arabes ni par leurs vrais amis ni par tous ceux qui aspirent à la liberté et à l'indépendance de tous les peuples. Notre peuple en tant qu'ami proche et fidèle des peuples arabes considère que ces efforts visant à un compromis vont à rencontre des intérêts des peuples arabes, favorisent l'impérialisme et encouragent l'agression israélienne.

Toute l'opinion progressiste et patriote arabe, des Palestiniens eux-mêmes aux Syriens en passant par les Algériens, les Irakiens et les Libyens et jusqu'aux Egyptiens, s'est prononcée ouvertement contre l'accord et le compromis conclus avec Israël. De même, tous ceux qui luttent vraiment contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, contre la réaction et l'oppression, tous ceux qui sont pour la liberté des peuples et leur lutte de libération, ont critiqué et condamné sans équivoque cet arrangement avec Israël et ont pris fermement position contre le compromis passé avec lui.

En revanche, à l'opposé de cette grande partie de l'opinion saine, on ne voit guère les «non-alignés» jouer leur carte. Ils se taisent et manœuvrent à grand-peine pour sortir des situations difficiles où les place le plan en vue d'un arrangement avec Israël. Qu'en est-il de tous ces discours et serments pour la

défense des droits des peuples arabes et palestinien, qu'en est-il de toutes ces résolutions et décisions pour une «juste solution» du conflit au Moyen-Orient, ces oppositions du haut des tribunes des conférences à toute intervention impérialiste dans cette zone ?

Ce silence de ces amateurs fervents de paroles n'est pas occasionnel. Les événements concrets et le développement de la lutte de classes mettent en lumière la fausseté des «théories» ou des «mouvements» destinés à étouffer les luttes révolutionnaires et de libération et à tromper les peuples. Quand il s'agit de défendre leurs intérêts, les impérialistes eux-mêmes soulignent cette fausseté sans pour autant se soucier des mauvaises postures dans lesquelles ils placent leurs amis. Que peuvent bien dire les théoriciens et les tenants du mouvement des «non-alignés» alors que des porte-drapeau du «non-alignement» se font les protagonistes de pareils compromis, se mettent ouvertement sous la férule de l'impérialisme, font son jeu, suivent une politique qui n'est indépendante que par la forme, une politique qui leur est dictée et qui sert les intérêts étrangers aux peuples arabes?

Le mouvement des «non-alignés» peut continuer à vivre encore dans des conférences, dans des réunions et sous forme de propagande, mais il est mort depuis quand, au Moyen-Orient et dans les déserts d'Osaden, en Angola et au Zaïre, il s'est montré incapable de cacher le fait que beaucoup de gouvernements des pays qui se disent non-alignés sont liés avec telle ou telle grande puissance capitaliste ou impérialiste et que dans bien des cas ils font le jeu de l'impérialisme et soutiennent ses intérêts néocolonialistes et expansionnistes. Il est désormais incapable de cacher et de justifier avec des sophismes creux les interventions, les intrigues et les manœuvres des superpuissances impérialistes dans beaucoup de pays «non-alignés», de cacher et de justifier les actions pro-impérialistes et hostiles aux luttes de libération de nombreux chefs de gouvernement de ces pays.

En ce qui concerne l'accord et le compromis passés avec Israël on ne voit pas non plus bouger ce qu'on appelle le «tiers monde». On ne voit pas non plus les partisans de cette théorie, qui s'époumonent à démontrer à coup de citations qu'ils aident les luttes de libération des peuples et défendent leurs intérêts, prendre ouvertement part pour la juste cause des peuples arabes et les soutenir. Pourquoi ne le font-ils pas ? Faudrait-il par hasard sacrifier les intérêts des Arabes, leurs territoires, le destin et la vie des Palestiniens au nom des alliances avec le «deuxième monde» et les Etats-Unis ? Ou bien est-ce peut-être ce qu'exigent les intérêts suprêmes des superpuissances impérialistes et que les petits peuples et les simples gens n'arrivent pas à comprendre ?

On comprend bien la position nullement commode où se trouvent les tenants de la théorie des «trois mondes» qui voient l'accord et le compromis avec Israël désarticuler et embrouiller le schéma qui unit leurs «mondes» à eux. La question qui se pose est simple: En faveur de qui est cet accord ? Du «premier», du «second» ou du «troisième monde» ? Sert-il la libération des peuples ou l'oppression nationale, la lutte anti-impérialiste ou l'extinction de cette lutte ? Leur silence prouve qu'aucun artifice de propagande ne peut justifier cet arrangement, que dans le cas présent les slogans et les «théories» ne peuvent modifier la nature des faits.

Peut-on considérer la politique des impérialistes américains comme une politique de non agression et de retrait alors qu'ils protègent et soutiennent Israël, leur satellite le plus agressif ? A notre époque une guerre d'agression se prépare progressivement à travers des guerres partielles en poussant à des agressions isolées et à des guerres locales. Si les impérialistes américains déclarent qu'ils sont prétendument pour le statu quo, cela ne veut pas dire qu'ils aient renoncé à leurs visées d'agression et d'expansion mais que ce «statu quo» convient à leurs visées hégémonistes aux dépens des peuples arabes et qu'il sert tant les intérêts impérialistes des Etats-Unis que ceux d'Israël, leur allié.

Nous nous élevons contre la politique d'agression de Carter, sous quelque manière qu'il la déguise, et nous la démasquons. Nous dénonçons tous ceux qui cherchent à faire passer la politique américaine du «statu quo» pour une politique non pas agressive mais défensive. L'impérialisme américain n'a pas encore perdu ses dents et n'a pas rogné ses griffes. Défendre la politique du «statu quo», cela veut dire défendre les conquêtes impérialistes, défendre la division du monde entre les grandes puissances,

défendre le néo-colonialisme et l'exploitation dont sont l'objet les peuples opprimés par l'impérialisme et les autres puissances capitalistes. Défendre le «statu quo» c'est donner sa bénédiction à l'occupation du territoire arabe par les Israéliens et au transfert forcé des Palestiniens de leur patrie, c'est défendre les bases militaires installées dans des pays étrangers, les blocs agressifs de l'impérialisme, les sociétés monopolistes multinationales, tout le système impérialiste d'oppression et d'exploitation.

Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais rejettent avec mépris toutes les machinations impérialistes. Notre peuple a été et sera toujours pour la juste cause des peuples arabes, il se tiendra à leurs côtés quel que soit le cours des choses, dans le succès et la victoire comme dans l'adversité et les revers passagers. Notre peuple est numériquement petit, mais il fraternise sans réserve avec tous les peuples qui comme les peuples arabes et africains luttent pour la liberté et le bon droit.

Les faits et l'évolution internationale montrent clairement que les superpuissances impérialistes élaborent leur politique générale sur la seule base de leurs intérêts égoïstes. C'est à qui établira plus solidement et rapidement son hégémonie sur les peuples, les continents. Chacune d'entre elles, quand elle a déjà profondément planté ses griffes dans des pays où groupes de pays comme quand elle a seulement planté les jalons de son expansion, a pour seul but de leur imposer sa politique.

C'est ainsi que les social-impérialistes soviétiques cherchent par tous les moyens à tromper les directions de divers pays d'Afrique en s'affublant du masque de pays socialiste et en se posant en champions de la liberté. Ils leur vendent des armes et obtiennent d'eux en retour le droit d'y installer des bases militaires appelées à servir leurs intérêts de domination et d'expansion impérialistes.

Mais dans le même temps une autre puissance impérialiste, les Etats-Unis, manœuvre rapidement et faisant jouer agents, crédits, armes et dollars, met tout en œuvre pour chasser sans tarder les social-impérialistes soviétiques de ces pays. La compétition des superpuissances pour la domination et l'hégémonie est une lutte sans quartier. Elle n'obéit à aucune norme morale. La mystification et la perfidie y vont de pair avec le crime et la violence.

Toujours est-il que ce sont les peuples qui font les frais de ces jeux funestes des superpuissances et qui deviennent l'enjeu de la farouche rivalité soviéto-américaine. On voit les peuples de Somalie et d'Ethiopie, ces deux peuples épris de liberté et de paix, dotés d'une culture ancienne et qui ont tant souffert du fait des colonialistes italiens se faire la guerre et s'entre-tuer. Mais ces peuples veulent-ils cette guerre qui leur cause tant de souffrances et de misère ? Nullement. Peuvent-ils aplanir leurs différends sans recourir aux armes ? Certes oui, ils le peuvent en trouvant des voies plus adéquates. Alors pourquoi se battent-ils ? Evidemment parce qu'ils y sont poussés par d'autres, par les puissances et les superpuissances impérialistes qui n'ont en vue que leurs intérêts rapaces et hégémonistes.

Alors que le sang de ces malheureux peuples coule à flots et que leur inimitié mutuelle ne cesse de croître, on voit des puissances impérialistes et capitalistes prendre parti tantôt pour l'un tantôt pour l'autre, applaudir tour à tour l'un et l'autre sans ébaucher le moindre geste pour aider ces peuples éprouvés à retrouver la paix et à se bâtir une vie entièrement libre et indépendante.

La politique du Parti du Travail d'Albanie a toujours soutenu la lutte de libération nationale et les intérêts des peuples. Elle a été et est toujours ouverte et conforme aux principes. Comme cela a été souligné au VII^e Congrès du PTA, notre Parti estime qu'il faut parler ouvertement des situations aux peuples, car c'est seulement ainsi que l'on contribue à les unir véritablement, à unir les Etats et les gouvernements anti-impérialistes et progressistes. Pour que les peuples soient unis dans la lutte pour la libération, l'indépendance et le progrès social, contre toute exploitation et oppression exercées sur eux par quiconque, il faut avant tout mettre les points sur les i, il faut leur montrer quel est leur ennemi principal, leur expliquer clairement contre qui ils doivent lutter et avec qui s'unir.

Les peuples doivent se garder des intrigues des superpuissances impérialistes qui ont coutume de se présenter à eux en amis, en sympathisants, alors que leur vrai but est de les soumettre, de jeter les

fondements de leur propre hégémonie. C'est ce qui se produit en Angola, au Zaïre et ailleurs. C'est ce qui se passe depuis longtemps au Moyen-Orient où une grande tragédie se joue sur les destinées des peuples arabes. Dans cette région les super-puissances impérialistes tirent toutes les ficelles, et s'y relaient pour satisfaire leurs ambitions d'expansion et d'exploitation.

L'histoire des luttes révolutionnaires et de libération ainsi que la pratique de la vie quotidienne nous enseignent qu'il ne faut pas laisser les ennemis en paix pour qu'ils aient le temps d'aboutir à des arrangements, de regrouper leurs forces et d'organiser leur lutte contre les peuples. Nous sommes pleinement convaincus que tous les peuples qui sont opprimés et qui souffrent sous le joug des impérialistes et de la réaction, tous ceux qui aspirent à la liberté et à l'indépendance de leur pays, se mobiliseront davantage pour démasquer les plans et les objectifs des superpuissances impérialistes visant à juguler la révolution et à asservir les peuples et intensifieront leur lutte révolutionnaire pour affronter et vaincre l'ennemi.

Publié d'après le journal «Zëri i popullit», 24 novembre 1977.

SI LE PRÉSENT REPOSE SUR DES FONDEMENTS D'ACIER, L'AVENIR EST ASSURÉ

Extraits du discours prononcé devant les cadres du district de Gjirokaštër

18 mars 1978

Chers camarades,

Nous, communistes et cadres, avons pour devoir de penser continuellement, à chaque heure, chaque jour, chaque mois et chaque année, à l'avenir heureux de notre peuple, à renforcer sans cesse notre société socialiste et à consolider les victoires que nous avons remportées et que nous remporterons sous la conduite de notre Parti marxiste-léniniste. En aucun cas nous ne devons rien entreprendre sans avoir bien pesé chacune de nos actions et sans les considérer dans cette optique. On édifie son avenir en se fondant sur le présent. Si celui-ci est construit comme il se doit, s'il repose sur de solides fondements d'acier, autrement dit si les remparts et les créneaux de cette citadelle sont bien bâtis et inébranlables, l'avenir est alors assuré. Faute de quoi, ce qui a été créé risque d'être sapé. Nous ne devons jamais permettre qu'il soit porté atteinte à nos conquêtes. Aussi devons-nous peser, analyser et appliquer comme il convient chacune de nos pensées et de nos actions. La pensée et l'action, correctement combinées entre elles, doivent apporter les fruits que l'on en attend sur les plans matériel, politique, idéologique et moral. Sinon, notre peuple, qui n'a cessé de lutter pour son présent heureux et son avenir encore plus heureux et plus prospère, ne peut assurer la poursuite de la construction et de la consolidation du socialisme.

Nous devons toujours tirer de justes conclusions de l'histoire du monde et des divers événements, mettre en lumière les vraies raisons qui ont suscité ces événements, qui constituent l'histoire d'un peuple ou l'histoire des peuples. Nous devons considérer ces événements dans l'optique du matérialisme dialectique et historique, et dans cette seule optique. Ainsi nous servons les intérêts de la classe ouvrière, de sa dictature, de la construction du socialisme dans notre pays.

Les événements dans le monde et dans notre pays, qu'ils soient politiques, idéologiques, économiques et militaires, relativement simples ou complexes, ne doivent pas être considérés simplement comme une chronique ou un film qui se déroule devant nos yeux. Nous devons les analyser à fond, en examiner les raisons et les conséquences, connaître l'influence, bonne ou mauvaise, qu'ils peuvent avoir à l'étranger et dans notre pays, et cela afin de les mettre à profit, d'en tirer les conclusions qui

s'imposent, et de doter notre Parti et notre peuple des armes les plus acérées pour pouvoir combler les lacunes, surmonter les difficultés auxquelles nous serons confrontés et consolider les victoires obtenues.

Les peuples partout dans le monde avancent vers la révolution

Nous constatons que le monde bouge. **Les peuples dans tous les continents vont vers la révolution**, vers leur libération économique, politique et militaire du joug des néo-colonialistes, des impérialistes de toute couleur, impérialistes, capitalistes ou révisionnistes, de l'Ouest ou de l'Est, d'Europe centrale, d'Asie centrale ou de l'Extrême-Orient.

La révolution va continuellement de l'avant et les peuples, le prolétariat, luttent contre le capitalisme et contre tous les courants politico-idéologiques qui cherchent à soumettre à leurs vues les larges masses travailleuses. Ces courants se sont organisés en divers partis de la bourgeoisie et du révisionnisme, et luttent de concert, sous différentes formes, suivant différents slogans et plans, pour faire obstacle à la révolution. Certes, il leur est impossible d'arrêter la révolution, mais ils lui causent du tort, des difficultés, ils la noient parfois dans le sang, et, dans certains pays, l'obligent tantôt à s'engager dans des impasses, tantôt à user de détours.

Toutes ces menées du capital international, aux prises avec le prolétariat et les peuples qui aspirent à la liberté, à la démocratie, à la souveraineté, au socialisme, suscitent des troubles et des transformations dans divers pays.

Ces changements sont le résultat de la lutte de classe, de l'âpre antagonisme opposant oppresseurs et opprimés, des contradictions inéluctables et inextinguibles entre le capital et le prolétariat. Ces contradictions s'intensifient et s'aggravent sans arrêt et il vient un temps où leur développement, de quantitatif, devient qualitatif. Et le bond qualitatif en avant, c'est, en dernière analyse, la révolution. Pour échapper à la révolution et au socialisme, pour empêcher la classe ouvrière d'établir son hégémonie, de juguler et de détruire la jungle capitaliste, les capitalistes, les révisionnistes et leurs caudataires s'adaptent aux situations et aux conjonctures. Face à cette tempête, à cet ouragan qui se déchaîne dans leur repaire, ils sont obligés d'élaborer ou d'adopter des formes de gouvernement camouflées, y compris des formules et des mots d'ordre de gauche, mais qui, en réalité, sont de droite. Ils font tout pour maintenir en vie le pouvoir de la bourgeoisie capitaliste, le pouvoir du capital, pour conserver les profits qu'elle a réalisés au prix du labeur et du sang des peuples.

Aussi devons-nous suivre de près avec la plus grande attention tous les changements observés sur tous les continents et étudier à fond les raisons invoquées ainsi que les méthodes et les moyens employés par la bourgeoisie capitaliste pour dissimuler ses visées et prolonger son existence et sa domination.

Considérons les faits tels qu'ils se présentent dans les pays révisionnistes comme dans les pays capitalistes.

Nombre de pays révisionnistes, avant de devenir tels, ont été des pays socialistes. Mais l'Union soviétique d'abord, les pays de démocratie populaire d'Europe ensuite changèrent de régime: la réaction révisionniste, trotskiste, anarchiste, putschiste et opportuniste de droite renversa le pouvoir socialiste et démantela la dictature du prolétariat. La nouvelle bourgeoisie, créée graduellement et sous diverses formes dans ces pays, s'y empara du pouvoir et les transforma de pays socialistes en pays révisionnistes capitalistes, puis l'Union soviétique se convertit de pays révisionniste capitaliste en un Etat social-impérialiste.

Cette transformation qui eut lieu dans les anciens pays socialistes porta certes un très grand préjudice à la révolution, mais elle n'a pu ni ne pourra jamais l'étouffer. L'idéologie révisionniste, qui sert les cliques dirigeantes de ces pays, cherche de mille manières et sous mille formes à traîner dans la boue la science marxiste-léniniste, mais elle essuie des échecs, tout comme l'ont fait les théories des

sociaux-démocrates de tous les temps, car elles sont en opposition avec la théorie de Marx, Engels et Lénine. La transformation survenue dans ces pays anciennement socialistes n'est pas éternelle, mais il faudra du temps pour que la révolution puisse y triompher de nouveau, vaincre le révisionnisme, le social-impérialisme et y restaurer la dictature du prolétariat. Cela ne peut être réalisé qu'à travers la lutte, une lutte longue et sanglante, au cours de laquelle on verra s'affronter deux forces antagoniques et inconciliables, qui se vouent mutuellement une haine mortelle.

Dans ces pays, il y a d'un côté la bourgeoisie nouvelle, révisionniste, qui dispose de tout un appareil de répression et qui a fait de l'appareil politique une arme de la dictature fasciste, et de l'autre, le prolétariat, la classe ouvrière qui est exploitée et opprimée. Cette situation aggrave les contradictions existantes, prépare la révolution, qui croîtra et se développera même si c'est lentement et en surmontant de nombreux obstacles. Ce développement, comme je l'ai indiqué plus haut, passera de l'accumulation quantitative à un bond qualitatif en avant. Ainsi donc, le moment viendra où la révolte et le mécontentement du peuple atteindront un point tel que la direction nouvelle, révisionniste, la nouvelle bourgeoisie, incapable de diriger suivant les nouvelles méthodes d'oppression qu'elle a mise au point, ne pourra plus arrêter le flot brûlant de la révolution.

Dans ces pays révisionnistes, où l'on est passé provisoirement du socialisme au capitalisme, on ne voit pas actuellement affleurer de mouvement révolutionnaire. Mais je pense qu'il existe dans une profonde clandestinité ou qu'il est en voie de formation, car il est impossible que l'élément révolutionnaire, l'élément communiste résolu, qui a combattu et a vaincu à l'époque de la révolution, avec l'idéologie du marxisme-léninisme et sous le drapeau du parti marxiste-léniniste, n'ait pas laissé de trace dans la classe ouvrière et les masses populaires de ces pays. Je pense que ces traces existent et qu'elles sont profondes, que l'on assistera progressivement à leur convergence, à leur fusion en une force puissante qui se dressera dans la lutte contre la classe qui a renversé la dictature du prolétariat dans ces pays. Actuellement, cette concentration et cette convergence n'apparaissent pas encore du fait de l'oppression barbare qu'exerce la dictature fasciste de la classe bourgeoise-révisionniste nouvellement créée.

Nous devons toutefois analyser encore plus à fond cette question afin de mettre à nu toutes les raisons, les causes et les manifestations étrangères au socialisme qui expliquent pourquoi le régime socialiste s'est en quelque sorte putréfié dans ces pays. Nous devons donc découvrir les facteurs qui ont permis la pénétration de phénomènes étrangers au socialisme et empêché l'adoption des mesures appropriées pour le renforcement politico-idéologique et organisationnel du travail du parti, de la construction du socialisme et de l'essor de la culture socialiste, et pour la neutralisation des menées de sape de l'élément capitaliste faible, qui, utilisant les failles qu'il avait découvertes dans le système et un terrain assez favorable, s'est développé en se masquant sous diverses formes, en acclamant le socialisme, le parti communiste, tout en préparant effectivement le terrain pour renverser le régime socialiste et liquider le parti communiste marxiste-léniniste.

Ce sont précisément les partis marxistes-léninistes des pays où les révisionnistes ont pris le pouvoir et réalisé provisoirement la transformation capitaliste de la société, qui souffraient de beaucoup de faiblesses, dont ils n'avaient pas fait une juste appréciation. Ces partis n'étudiaient pas ni n'analysaient les problèmes dans toute leur ampleur et leur profondeur et, partant, n'aboutissaient pas à de justes conclusions pour remédier à la situation difficile et néfaste qui était en train de se créer pour eux.

Ces partis ne cessaient pourtant de discourir et de lancer des mots d'ordre, les normes marxistes-léninistes étaient toujours en vigueur, il y avait aussi des communistes révolutionnaires convaincus, une classe ouvrière saine et une direction issue des masses travailleuses de ces pays. Il était aussi question d'une démocratie prolétarienne des plus parfaites, ils se prononçaient contre le bureaucratisme et les actes arbitraires perpétrés au détriment du socialisme, ils parlaient d'une politique large, persuasive, éclairée et mobilisatrice, ils attaquaient la routine et beaucoup d'autres maux, autant de survivances de l'ancienne vie capitaliste, des survivances petites-bourgeoises dans l'esprit et le cœur des gens et qui se manifestaient dans la vie de tous les jours au cours de la

construction du socialisme. Certes, ces partis ne restaient pas les bras croisés, mais les remèdes qu'ils utilisaient contre les maux décelés n'étaient d'aucun secours, car ces maux n'étaient l'objet d'aucune étude approfondie et exhaustive. En conséquence, ils ne parvenaient pas à donner un diagnostic exact des maux constatés et l'on sait que si on laisse aux malades le soin de définir eux-mêmes la diagnostic de leur mal, alors ce mal s'aggrave, et la guérison en devient encore plus difficile. C'est ce qui s'est produit dans les anciens partis marxistes-léninistes et les anciens pays socialistes, où les révisionnistes ont réussi à prendre le pouvoir.

Il nous faut donc mettre à profit toute cette expérience et analyser en détail nos affaires, en tenant compte des causes et des raisons de la catastrophe intervenue dans les anciens pays socialistes que je viens d'évoquer. Nous devons nous rendre compte que ces changements vers la droite, ces phénomènes négatifs, qui nuisent à la révolution et sapèrent le socialisme dans ces pays, ne se produisirent pas d'un seul coup, simultanément, mais évoluèrent progressivement jusqu'à revêtir une forme telle que, au premier contact de ce grand événement historique que fut, par exemple, la mort de Staline, laquelle fut une grande perte pour la révolution, le développement dans la voie du socialisme fut interrompu et l'on assista à la création d'une situation régressive, réactionnaire. Les révisionnistes khrouchtchéviens, qui orchestraient cette peste, et avaient jusque-là réussi à garder leur masque, commencèrent à faire surface en lançant des slogans soi-disant adaptés à la situation créée après la mort de Staline. Bien entendu, c'était là une triste situation non seulement pour les peuples soviétiques, qui perdirent leur grand dirigeant marxiste-léniniste, mais encore pour tout le monde progressiste et révolutionnaire, qui se vit privé d'un grand guide marxiste-léniniste, un fidèle disciple de Marx et de Lénine.

Au lendemain de la mort de Staline, les révisionnistes soviétiques prirent des mesures de tout genre pour mettre en œuvre leurs visées antimarxistes. A cette fin, ils s'appuyèrent sur les couches sociales contaminées qui étaient hostiles à la dictature du prolétariat, à ses lois, à sa discipline et à son idéologie et qui aspiraient à une profonde libéralisation dans tous les domaines de la vie sociale. Les représentants de toutes ces couches, qui s'étaient formées dans les ténèbres, c'étaient les khrouchtchéviens. Après la mort de Staline, ils apparurent sur le devant de la scène en prétendant être restés des communistes et en se vantant de leur passé de bolcheviks. Ils se posaient maintenant en «nouveaux» bolcheviks capables d'adapter l'idéologie «marxiste-léniniste» aux situations contemporaines. Ce sont précisément ces gens-là qui s'attachèrent à mettre le peuple et le prolétariat soviétiques en condition afin de les amener à accepter le tournant régressif opéré dans ce pays.

Mais que se passa-t-il avec le prolétariat soviétique et le Parti communiste de l'Union soviétique, avec le Parti bolchevik de Lénine et de Staline, qui fit la Grande Révolution socialiste d'Octobre, qui écrasa les hitlériens, libéra les peuples de la servitude fasciste, et était devenu l'espoir de la révolution mondiale ? **La première patrie des prolétaires du monde et le Parti bolchevik n'étaient pas bien préparés et manquant de la vigilance nécessaire, ne se rendirent pas compte de la duperie révisionniste-capitaliste qui se jouait à leur détriment et manquèrent donc de prendre toutes les mesures pour barrer la voie à cette peste.**

Peu importe de savoir comment le pouvoir est tombé aux mains des révisionnistes khrouchtchéviens, qui renversèrent la dictature du prolétariat par un putsch au Kremlin. Ce qui a une grande importance, ce sont les vues de ceux qui étaient la cible de ce putsch, c'est-à-dire les hommes du groupe de Molotov, qui ne furent pas en mesure de résister et rendirent même possible, après la mort de Staline, à ces révisionnistes, Khrouchtchev en tête, d'accomplir un acte pareil.

Staline a toujours prôné et appliqué les lois de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat et les normes léninistes du parti, mais d'autres, de son entourage, depuis les plus importants jusqu'aux fonctionnaires subalternes, se servaient de lui comme d'un paravent, tant qu'il était en vie. Ce sont précisément ces gens qui avaient créé le culte de Staline pour camoufler leurs mauvaises actions, qui avaient violé les lois de la révolution prolétarienne et les normes du Parti bolchevik, et ce sont donc eux qui accusèrent Staline d'avoir créé le culte de sa personnalité.

Staline était un homme simple, alors que ceux-là ne l'étaient pas, c'étaient des bourgeois, des révisionnistes. Selon ces comploteurs, ce n'étaient pas les masses du peuple qui faisaient la révolution, mais un petit nombre d'hommes, et c'est pourquoi ils attachaient une grande importance à leur propre personne. Ils avaient bien soin de ne pas s'exposer, ils soutenaient leur action et la masquaient en érigeant le culte de Staline, qui, lui-même, combattait ce culte, mais c'est le parti tout entier qui devait le combattre. Mais le Parti communiste de l'Union soviétique ne comprit pas comme il fallait l'enseignement bolchevique de Staline selon lequel au-dessus de tout se situait le parti, un parti capable d'appliquer les vraies normes révolutionnaires marxistes-léninistes, de mettre en œuvre les enseignements du grand Lénine.

Les révisionnistes khrouchtchéviens accusèrent Staline de sectarisme et le Parti bolchevik de Lénine et de Staline d'être un parti sectaire, un parti qui ne s'adaptait pas aux situations. Mais quelles étaient les situations auxquelles Staline, et avant lui, Lénine, avaient fait face ? C'étaient de graves situations pour la révolution prolétarienne qui avait triomphé pour la première fois en Union soviétique, pour le socialisme édifié en Union soviétique, pour le monde menacé et jeté dans les flammes par le capitalisme mondial, par le nazisme allemand. Le Parti bolchevik de Lénine et de Staline, et ce dernier en particulier, eurent à faire face à cette situation si difficile sur le plan national comme sur le plan international.

L'impérialisme et le capitalisme mondial exerçaient une très forte pression sur l'Union soviétique où la révolution avait triomphé et qui était devenue une source d'inspiration pour le prolétariat international. L'Union soviétique et le Parti bolchevik devaient affronter non seulement l'intervention, l'encerclement et la pression idéologique, politique et même militaire étrangers, mais aussi résister à l'attaque qui leur venait du capitalisme et du fascisme mondial. Et ils surmontèrent avec succès toutes ces situations difficiles et critiques.

Mais comment ce parti a-t-il pu faire face à ces situations ? En versant dans l'opportunisme de droite, en faisant des concessions dans le pays et à l'étranger ? Non, en aucune manière ! Cela aurait été catastrophique et pour l'Union soviétique elle-même, et pour l'humanité entière. Grâce à leur courage, à leur clairvoyance et à leurs justes prises de position, Staline et le Parti bolchevik de Lénine et de Staline surent éviter cette catastrophe. Mais dans le pays, des éléments capitalistes agissaient en coulisse, sous le drapeau du marxisme-léninisme, pour saper la construction du socialisme et hâter la restauration du capitalisme.

Naturellement, la dictature du prolétariat en Union soviétique devait frapper avec force les ennemis intérieurs, trotskistes, boukhariniens, zinoviéviens, les tenants de Toukhatchevski et d'autres encore qui, tous ensemble, étaient au service du capital mondial et s'évertuaient à faire en sorte que l'Union soviétique changeât de couleur et devînt une démocratie bourgeoise capitaliste. Il était donc indispensable de mener une lutte révolutionnaire contre toute cette engeance.

Or, ni le capitalisme mondial, ni les révisionnistes camouflés, ni les trotskistes, boukhariniens et autres ne pouvaient se rallier à cette lutte révolutionnaire. Leurs masques, nous les retrouvons aujourd'hui sur les visages des révisionnistes khrouchtchéviens. C'est ainsi qu'après la mort de Staline, ils ont fait chorus avec les ennemis du dehors et ont qualifié la grande époque de Staline d'époque de terreur, qui n'avait pris fin qu'avec sa mort. Les khrouchtchéviens réussirent à tromper les peuples et le prolétariat soviétiques en leur faisant croire que désormais, après la guerre, une liberté «totale» et «véritable» devait régner dans leur pays. Ces traîtres au marxisme-léninisme, ces révisionnistes et renégats, profitèrent justement de la force économique et politique colossale qu'avait mise sur pied le Parti communiste dirigé par les vrais bolcheviques, Lénine et Staline en tête, en suivant une juste ligne, fondée toujours sur la doctrine de Marx. Sans cette ligne, le grand potentiel économique et militaire qui écrasa les hitlériens n'aurait pu être créé.

Il est de fait également qu'en Pologne le socialisme ne progressa pas aux rythmes requis, bien que la dictature du prolétariat y fût instaurée et que ce pays fût limitrophe de l'Union soviétique, cet allié qui

l'aidait. Tant que le Parti ouvrier unifié polonais dirigé par Boleslaw Biérut se tenait sur de justes positions, le socialisme allait se renforçant. Mais l'on sait qu'en Pologne le Parti communiste fusionna avec les partis bourgeois du pays. Il se peut que cette fusion ait été nécessaire, mais le Parti communiste polonais aurait dû mener un travail communiste de nature à lui permettre non seulement d'assimiler les membres des partis qui s'y étaient intégrés, mais aussi de les éduquer selon les normes marxistes-léninistes. Nous ne pouvons pas juger dans quelle mesure il le fit, nous ne pouvons pas émettre de jugement, mais nous pouvons dire ce que nous en pensons, c'est-à-dire qu'il ne le fit pas comme il le fallait. En Pologne on vit se développer l'industrie, le prolétariat croître en nombre, les idées progressistes se propager parmi les masses, mais les éléments bourgeois, capitalistes, d'une façon ou d'une autre, se trouvaient toujours au pouvoir. Ni la réforme agraire ni la collectivisation de l'agriculture ne furent réalisées dans le pays. En outre, il existait en Pologne l'hostilité traditionnelle de la bourgeoisie polonaise à rencontre de la Russie tsariste. Cette hostilité, sentiment d'une classe que le prolétariat polonais et son parti n'avaient pas durement frappée, attisait encore plus dans le pays la haine contre l'Union soviétique et le Parti de Lénine et Staline. Après la mort de Biérut, la Pologne fut le théâtre de troubles, on y vit accéder au pouvoir les Gomulka, les Cyrankiewicz et autres éléments de la bourgeoisie, des éléments antimarxistes et capitalistes, qui, de concert avec les khrouchtchéviens, transformèrent le régime socialiste en un régime capitaliste, bourgeois et fasciste.

Il en alla de même en Hongrie. Là aussi le Parti communiste hongrois fusionna avec le parti social-démocrate et l'on crut que cette union était définitive et heureuse. On pensa donc que les membres du parti social-démocrate, qui était un parti bourgeois, étaient devenus communistes. En fait, tous ces gens s'en tinrent à leurs anciennes vues et la dictature du prolétariat dans ces pays ne se développa pas sur la base de l'idéologie léniniste, elle ne revêtit pas les formes appropriées d'un développement normal, conforme aux conditions concrètes de la Hongrie et suivant la voie que nous indiquaient Marx et Lénine. Ainsi, avec l'avènement des khrouchtchéviens, Rakosi et ses camarades, qui étaient des éléments positifs au sein du Parti des travailleurs hongrois, furent discrédités et sabotés à tel point que, comme on le sait, une contre-révolution éclata en Hongrie et qu'il fallut l'intervention des chars soviétiques pour reporter au pouvoir les contre-révolutionnaires couverts d'une étiquette marxiste-léniniste, mais qui n'étaient que des révisionnistes, des compagnons d'armes des révisionnistes khrouchtchéviens. Quant à la Yougoslavie, les choses là-bas ont marché encore plus mal. Le titisme, que notre Parti a combattu et ne cessera jamais de combattre à outrance, est une des officines les plus dangereuses du capital mondial, notamment de l'impérialisme américain. Le titisme a totalement liquidé l'ancien Parti communiste de Yougoslavie pour y substituer une structure capitaliste. Cette structure capitaliste et anarcho-syndicaliste, appelée autogestion et qui n'a rien à voir avec le marxisme et le socialisme, vient directement en aide au capital en putréfaction non seulement pour préserver le capitalisme en Yougoslavie, mais aussi pour lui offrir le «modèle» dont il a besoin pour saper la révolution. Cette structure capitaliste et superstructure antimarxiste sont masquées, dans l'arène internationale, par la pseudo-théorie du «monde non aligné». Il y a environ une semaine, Carter a reçu Tito à la Maison Blanche et l'a qualifié de grand homme d'Etat, énonçant même les raisons de ce jugement: Tito a critiqué Staline, il a créé le système d'autogestion et il guide le «monde des non-alignés».

Et le valet Tito continue de suivre ces trois orientations fondamentales et de les appliquer pour le compte de son grand patron, l'impérialisme américain.

... Ce sont donc là, dans l'ensemble, les raisons qui ont poussé à la régression dans les pays et les partis que je viens d'évoquer. Nous avons pour tâche constante d'étudier et d'analyser ces problèmes, ces faits et ces événements amers de l'histoire du mouvement communiste et ouvrier, de voir de la façon la plus réaliste et la plus juste quels en sont les motifs, les causes et les conséquences, d'en tirer des conclusions exactes, convaincantes, et d'en faire des armes qui nous permettent d'éviter à tout jamais qu'un malheur pareil se produise dans notre pays.

Considérons maintenant l'autre camp, c'est-à-dire les pays capitalistes. L'impérialisme se trouve-t-il aujourd'hui encore dans la même phase que naguère ? Certes non. Il évolue, lui aussi, car il y est

contraint du fait même qu'il est en putréfaction. Lénine l'avait bien prévu. L'impérialisme est le stade suprême du capitalisme et l'époque que nous vivons est l'époque des révolutions prolétariennes. Cela est évident. Et lorsque nous disons que notre époque est l'époque des révolutions prolétariennes, nous devons entendre par là que les larges masses populaires et le prolétariat de tous les pays capitalistes exercent une telle pression que le vieux capitalisme a été obligé de trouver une nouvelle forme de gouvernement, d'oppression et d'exploitation.

Avant la Seconde Guerre mondiale prospérait le colonialisme. Après cette guerre ce colonialisme revêtit une autre forme, soi-disant plus démocratique, mais tout aussi oppressive et exploiteuse, qui est appelée depuis néo-colonialisme. Actuellement ce néo-colonialisme exploite les peuples du monde en leur accordant un semblant de liberté, d'indépendance et de souveraineté, mais tout cela est illusoire, car un double joug pèse sur ces Etats et ces peuples: le joug du capital local et celui du capital étranger. Ces capitaux de double origine sont liés entre eux par des liens et une alliance dans le but d'opprimer et d'exploiter les peuples et d'empêcher les larges masses et le prolétariat de se dresser dans la révolution.

Nous voyons aujourd'hui se produire dans cette partie du monde également des changements qui montrent, d'une part, la putréfaction du système impérialiste-capitaliste et, d'autre part, la vitalité des larges masses des peuples et du prolétariat. Comme je l'ai indiqué plus haut, dans ces pays le capital a créé de nouvelles formes de gouvernement. Ces formes, il les masque sous une politique économique prétendument nouvelle, sous une idéologie nouvelle, révisionniste moderne, sous les dehors d'une vie nouvelle, à l'américaine, «plus libre», c'est-à-dire plus corrompue, sous une démocratie soi-disant plus large, mais qui est en fait une «démocratie» placée sous le signe de la matraque, de la police, de la sûreté d'Etat, de la CIA et des troupes armées jusqu'aux dents, au service de la bourgeoisie capitaliste et des impérialistes américains, français, anglais, etc.

On sait qu'en Occident, l'harmonie dans divers Etats capitalistes n'existe ni à l'échelle nationale ni dans leurs rapports entre eux. Chacun d'eux est travaillé par des contradictions profondes qui tiennent à la lutte révolutionnaire du prolétariat et des peuples, mais qui est encore diffuse. Mais cette lutte, après l'accumulation quantitative, fera un bond qualitatif en avant et, au moment propice, quand toutes les conditions requises seront réunies, on verra, comme l'a prévu Lénine, éclater la révolution. Il est de fait que pour s'opposer à ce passage de l'accumulation quantitative au bond qualitatif en avant, les groupements capitalistes d'un pays, en accord avec le capitalisme étranger, suscitent dans le pays de nouvelles contradictions. Celles-ci viennent s'ajouter aux importantes contradictions existant entre les masses travailleuses exploitées et les classes dominantes qui les exploitent. La situation dans ces pays capitalistes est déstabilisée par leur putréfaction croissante. C'est là un processus qui se développe et qui ira encore se développant. Pour mettre un terme à ce processus de putréfaction, les révisionnistes modernes, les partis de la social-démocratie, les partis du capital, quelles que soient leurs formes, et l'Etat capitaliste bourgeois, s'efforcent, tous ensemble et de concert, de trouver des formes et des modes de pensée, de vie et d'action capables de faire dégénérer les masses et le prolétariat, d'affaiblir et d'étouffer leur élan révolutionnaire.

Dans les pays capitalistes, les révisionnistes modernes jouent un rôle particulier par l'aide qu'ils apportent au capital. Ainsi, par exemple, le parti révisionniste français a foulé aux pieds tous les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et de la réalisation de la révolution prolétarienne. Le parti de Marchais, que rien ne rattache au marxisme, préconise la révolution, mais non pas la révolution violente, il prône la voie des réformes, la voie parlementaire et pluraliste, ce qui est en pleine opposition avec les enseignements de Lénine sur la révolution. Le parti révisionniste français a fait une croix sur la dictature du prolétariat, il prêche l'unité de tous les partis bourgeois, capitalistes, trotskistes afin de prendre le pouvoir et de réaliser soi-disant la transformation de l'Etat bourgeois capitaliste en un Etat socialiste. Par cette thèse, ce parti «communiste» vise à désorienter le prolétariat, à le maintenir attaché à lui et à ne lui permettre d'élever la voix que pour quelques revendications économiques et non pas politiques, à l'acheminer vers une lutte réformiste et non pas révolutionnaire.

En Italie également, le parti révisionniste italien tend à devenir un digne laquais du capital italien et un allié de l'impérialisme américain. Il est favorable à la présence des bases américaines en Italie, favorable aussi aux bases de l'OTAN, tout comme le Parti communiste d'Espagne. J'ai déjà traité à maintes reprises de ces partis en particulier, mais je tiens ici à m'arrêter sur la question de révolution de la dictature franquiste en Espagne.

Il est certain que la dictature franquiste en Espagne a connu une évolution. Franco mort, sa dictature aussi est morte, en quelque sorte. Elle a connu une mutation ou plutôt une atténuation. Au début, cette dictature était sanglante, elle exerçait une répression sauvage et impitoyable sur le peuple et sur tout élément favorisant la liberté et le progrès. Toutefois, si Franco et sa dictature fasciste réprimaient la moindre action démocratique du prolétariat et des masses, toute l'évolution du capitalisme mondial, pour éviter sa mort et sa destruction, influait de son côté sur l'Etat espagnol. Ainsi, avec le temps, la dictature fasciste de Franco fut contrainte d'atténuer sa virulence de naguère et à mesure que le temps passait, sous la pression du prolétariat et des masses laborieuses, qui bougeaient, elle se montrait toujours plus modérée. La vieille phalange, la plus intransigeante, finit par vieillir pour céder la place à la nouvelle génération des phalangistes, qui réclamaient une certaine liberté «démocratique» analogue à celle existant en France, aux Etats-Unis et en Italie. Nous avons vu que même au soir de la vie de Franco il s'est produit en Espagne des grèves et des manifestations qui, bien que réprimées par le fer et par le feu, se renouvelaient, ce qui montre la vitalité du prolétariat espagnol.

Ainsi donc, pour se défendre de la révolution, l'influence de la bourgeoisie capitaliste, à travers ses formes et son idéologie libérales, obligeait même la dictature fasciste à connaître une évolution. C'est ainsi qu'à la mort de Franco on a pensé qu'une guerre civile était possible en Espagne, mais cela ne s'est malheureusement pas avéré. Un jeune roi a pris la place de Franco et, dès les premiers jours de son règne, il a annoncé de prochaines élections générales. Il cherchait par là à montrer au peuple que la dictature fasciste de Franco avait soi-disant changé. Mais en fait ce n'était là qu'un subterfuge pour tromper le peuple espagnol. Une fois au pouvoir, le roi Juan Carlos, un vieux franquiste, a désigné Suarez Premier ministre. Qui était Suarez ? Un membre de la phalange, âgé de 38 ans, alors que le roi n'en avait que 35. Les destinées du peuple espagnol qui avait évolué et voulait se libérer du joug de la dictature fasciste féroce, se trouvaient donc entre les mains de ces deux jeunes gens.

Toute cette situation a conduit également à la transformation réactionnaire du parti d'Ibarruri. Ce parti s'était battu contre Franco, alors que maintenant, trahissant les intérêts du peuple et du prolétariat espagnols, il s'est mué en un valet de la bourgeoisie. Carrillo, secrétaire général de ce parti révisionniste espagnol, a fait rentrer son parti dans la légalité, a accepté les réformes de Suarez, reconnu la monarchie et même son drapeau, en déclarant : «Nous ne voulons pas construire le socialisme sous ses anciennes formes, nous ne sommes plus pour la révolution violente (comme la prônaient Marx et Lénine), nous nous appelons eurocommunistes et nous souhaitons aller au socialisme dans le pluralisme, aux côtés de tous les autres partis. La doctrine marxiste-léniniste de la révolution est périmée.»

Nous voyons donc que le monde du capitalisme et de l'impérialisme également est de temps à autre le théâtre des transformations aux allures de gauche, mais qui sont toujours de droite, et cela afin d'entraver la révolution, de tromper les masses populaires et le prolétariat. Entre-temps, cette cause est également servie avec zèle par les pseudo-marxistes, les révisionnistes qui militent dans les rangs des anciens partis communistes d'Europe occidentale et du reste du monde capitaliste, à l'exception des jeunes partis communistes marxistes-léninistes.

Le capitalisme et l'impérialisme, notamment l'impérialisme américain, sont aussi défendus par la théorie des «trois mondes», dont les tenants nient la révolution et font obstacle à la lutte des peuples pour la liberté et leur indépendance.

De tous ces événements et de beaucoup d'autres du même ordre, qui ne sont pas si simples, nous devons tirer de nombreux enseignements utiles pour le présent et l'avenir du socialisme dans notre pays.

Les problèmes de l'étape actuelle doivent être résolus avec soin après mûre réflexion, sans oublier les perspectives d'avenir

Camarades,

Quelle est la situation chez nous ? Elle est très saine. Chez nous, le Parti est engagé sur les rails solides du marxisme-léninisme. En Albanie, on édifie le socialisme avec succès, l'esprit patriotique, socialiste et révolutionnaire y va toujours croissant. Nous devons consolider ces victoires et œuvrer constamment à aller de l'avant, en nous guidant toujours sur la boussole du marxisme-léninisme. Nous devons assimiler le marxisme-léninisme en tant que théorie, mais cela est loin d'être suffisant. Nous devons appliquer cette théorie dans toutes les directions du développement général de notre société, **en tenant compte chaque jour et comme il convient du fait que notre société socialiste se construit et se développe au milieu d'un océan capitaliste-révisionniste hostile**, qui s'efforce par tous les moyens d'exercer une influence directe ou indirecte pour faire obstacle à notre marche en avant et qui est capable de le faire.

C'est pour cette raison que notre Parti a toujours souligné l'importance de cette question. **Les communistes de chez nous, la direction de notre Parti et de notre Etat doivent connaître et analyser tous les événements du monde, en faire la synthèse et en tirer des conclusions, que celles-ci aillent ou n'aillent pas dans notre sens.** Que les conclusions de notre goût nous servent à renforcer la situation, les autres à prendre toutes les mesures utiles pour que notre pays ne subisse aucun tort. C'est là une lutte continue, acharnée, que le Parti doit mener dans tous les domaines. **Cela exige une grande maturité, de la pondération, l'amour du socialisme, du Parti, de la patrie, de nos réalisations et de nos hommes, des idées claires et bien définies en vue de consolider l'unité politique et idéologique du peuple à l'image de l'unité d'acier du Parti.** Si nous ne considérons pas les choses sous cet angle, nous verrons alors s'accroître le risque que les vers bourgeois-révisionnistes ne s'infiltreront chez nous et nous causent du tort.

Notre Parti ne doit jamais perdre de vue ces dangers qui le menacent, lui, et notre pays socialiste. Il doit leur livrer une lutte ininterrompue et il s'agit là d'une lutte politico-idéologique et économique-organisationnelle. C'est pourquoi l'éducation saine des cadres du Parti et des larges masses populaires revêt une importance primordiale, car le Parti et le peuple doivent bien se rendre compte que le socialisme se construit seulement sous la direction d'un parti qui a appliqué toujours fidèlement et en toute situation les principes de Marx, Engels. Lénine et Staline, qu'il est construit et défendu avec succès contre tout ennemi si le marxisme-léninisme, les vérités générales de cette science, sont combinés correctement avec les diverses situations que traverse le pays au cours de son développement.

Le Parti doit se rendre compte et faire clairement comprendre aux masses que **chaque étape du développement, du progrès, crée des conditions nouvelles dans notre société socialiste. Si ces nouvelles conditions sont créées comme il se doit, le pays avance d'un pas sûr vers le progrès. Si ces conditions sont comprises et développées incorrectement, alors le pays, loin de progresser, tend à régresser.** Notre Parti doit toujours avoir en vue ces deux éventualités, il doit lutter avec persévérance et sans arrêt pour le progrès et contre la régression.

Les graves maladies qui peuvent atteindre le Parti, la classe ouvrière, la paysannerie et l'intelligentsia de chez nous sont si nombreuses et si complexes que seul un vrai parti marxiste-léniniste est capable de les classer, d'en définir la dangerosité, qui n'est pas la même pour tous. Mais le trait caractéristique de ces maladies, c'est qu'elles se conjuguent et agissent de concert pour s'attaquer au corps sain. En même temps, pour ce qui est de chacune de ces maladies qui se manifestent dans la vie de nos gens

pendant la période de la construction du socialisme, notre Parti doit savoir définir un juste diagnostic et prescrire un traitement efficace contre ces maladies.

Chez nous c'est la classe ouvrière, sous la conduite de son Parti marxiste-léniniste du Travail, qui est à la direction. Elle a instauré la dictature du prolétariat et ne cesse de réaliser chaque année et à chaque quinquennat d'importants plans économiques et culturels, qui ont transformé la structure et la superstructure de notre pays. Nous construisons et nous travaillons pour le renforcement du socialisme, nous avons formé, éduqué et nous trempons chaque jour l'homme nouveau doté d'une conception socialiste du monde. Nous avons mis sur pied une industrie lourde et légère et, parallèlement, assis sur des fondements solides notre agriculture socialiste, la base de notre économie, qui est dirigée par l'industrie. Dans notre pays, fleurit une culture nouvelle, socialiste et réaliste, qui se développe et progresse sous tous ses aspects. Chez nous grandissent des générations successives de jeunes qui sont nés en régime socialiste, qui construisent eux-mêmes le socialisme, qui ont été éduqués à l'école de notre Parti et de leurs parents, lesquels ont combattu hier pour la libération du pays, et travaillent aujourd'hui pour édifier le socialisme en Albanie, pour défendre les victoires remportées, sauvegarder l'indépendance et la souveraineté du pays.

Toutes ces générations, vieilles ou jeunes, participent, dans une unité complète, à la construction du socialisme et œuvrent toutes ensemble à ce que notre société aille toujours de l'avant pour développer toujours plus les forces productives du pays, la culture et l'enseignement pénétrés d'un profond contenu idéologique marxiste-léniniste, et cela en préservant les meilleures valeurs créées par le peuple, ses formes d'expression et ses traits les plus beaux. Et il est de fait que **notre culture a été édiflée et qu'elle se développe en harmonie avec la structure nouvelle, socialiste, qu'elle a su harmoniser les qualités morales de notre peuple, son esprit fin et ses sentiments délicats avec l'idéologie marxiste-léniniste.**

Toutes ces victoires remportées par notre Parti et notre peuple constituent une puissante base que **nous devons garder saine et pure, car des risques existent pour qu'elle se corrompe.** Les dangers qui menacent cette base sont ceux que nous venons d'évoquer, aussi le Parti doit-il absolument les écarter de la voie qu'il suit vers le renforcement du socialisme et l'édification d'une société communiste, sans classes. Compte tenu de tout cela, apparaît clairement **le grand rôle que joue le Parti et sa ligne, qui doit être toujours marxiste-léniniste, conforme aux conditions de notre pays, aux étapes traversées et aux problèmes que pose chacune d'elles, problèmes qui doivent être résolus très attentivement et après mûre réflexion sans jamais oublier les perspectives d'avenir, nos objectifs futurs. Si le présent est mûrement réfléchi, analysé et mis en œuvre comme il se doit, il prépare précisément un avenir clair et radieux.** Nous gravissons, si l'on peut dire, l'un après l'autre les échelons de la transformation de notre société. Nous avons renversé le féodalisme et chassé les occupants, nous avons proclamé la République populaire et entrepris la construction du socialisme, nous œuvrons actuellement à consolider cette construction du socialisme et avançons vers la société communiste. **Pour édifier la société communiste, il nous faudra encore des décennies, car notre révolution doit en premier lieu ne subir aucun revers et, quand je dis notre révolution, j'entends par là tous ses aspects,** qui doivent progresser de façon harmonieuse, alors qu'à l'étranger, au-delà des frontières de notre pays, il faut qu'aient été créées des conditions favorables à la révolution. Cela veut dire, pour les pays et les peuples du monde, conquérir la vraie liberté, la vraie indépendance, la vraie souveraineté et s'engager dans la voie de l'édification du socialisme.

De tout temps, le Parti nous apprend que nous devons promouvoir le développement économique et social, la culture, l'enseignement et la défense du pays suivant une ligne et un plan bien réfléchis, équilibrés, c'est-à-dire suivant un plan susceptible d'être réalisé grâce aux forces créatrices intellectuelles et physiques de notre peuple. Les communistes luttent pour que ce peuple soit lié au Parti comme la chair à l'os, qu'il ait une entière confiance dans le Parti, et cela non pas pour la simple raison que celui-ci est au pouvoir, mais parce qu'il est l'avant-garde et en même temps l'arme la plus acérée de la classe ouvrière, formée des hommes les plus déterminés, les plus avancés, les plus prêts à consentir n'importe quel sacrifice, et qui vivent, pensent et luttent toujours pour les intérêts du peuple.

Dans la voie que nous avons parcourue et dans les succès que nous avons obtenus, nous devons voir aussi les carences, les erreurs et les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés et que nous avons éliminées de multiples manières.

Il est indispensable que le Parti, le peuple et les jeunes générations se rendent compte que la vie est un combat, une lutte de classe. Les classes les plus progressistes, dirigées par la classe ouvrière, ne cessent de lutter, elles se sont battues hier contre les classes exploiteuses qu'elles ont renversées, elles se battent aujourd'hui contre les éléments et les débris de ces classes. Le Parti et nos hommes ne doivent jamais croire que le danger de restauration des classes exploiteuses même si celles-ci s'affaiblissent de l'habit révisionniste a été écarté.

En réalité, le Parti n'a pas liquidé physiquement ces classes à l'exception de certains de leurs éléments qui ont été à l'époque ou qui sont encore aujourd'hui coupables de fautes graves contre le peuple, contre la dictature du prolétariat, la propriété collective et la société socialiste. Les autres, le Parti les fait travailler comme tout le monde, en ayant pour but de les éduquer et de les sauver. Mais le Parti et les générations à venir doivent toujours tenir compte du fait que les éléments issus des classes exploiteuses ne doivent jamais accéder à des postes de direction de notre pouvoir sans avoir été mis à l'épreuve ou consenti de grands sacrifices. Il faut bien comprendre cela, car toute faiblesse dans ce sens constitue un grand danger pour les destinées de la dictature du prolétariat. Les forces réactionnaires défaites politiquement, idéologiquement, militairement et économiquement ne renoncent à aucun moment à l'idée de reprendre le pouvoir et de restaurer le pouvoir bourgeois.

Il s'ensuit que la classe ouvrière, la paysannerie et notre intelligentsia populaire doivent défendre et sauvegarder le pouvoir et la dictature du prolétariat contre les agissements et les machinations des débris de la bourgeoisie et des nouveaux éléments révisionnistes qui apparaissent même dans la période de notre pouvoir. Ils doivent bien se dire que ces éléments s'efforcent de trouver les formes et les méthodes adaptées pour ronger ce pouvoir, pénétrer graduellement dans le terrain où il est le plus vulnérable, là où l'action du Parti, son travail d'éducation, sa propagande ainsi que ses réalisations dans l'économie et dans tous les autres domaines ne sont pas mis bien en évidence et ne sont pas exploités comme il se doit. Pour se garder de ce mal il faut que tout le monde soit éduqué dans l'esprit de la dictature du prolétariat.

La dictature du prolétariat est l'expression de la ligne marxiste-léniniste juste que définit le Parti dans tous les domaines de la vie du pays. L'application de cette ligne se traduit par la marche de l'avant, par l'éducation des larges masses populaires dans l'esprit du réalisme socialiste, par les efforts déployés pour éduquer et transformer les éléments des classes qui se sont vues dépouillées du pouvoir et en particulier les enfants de ces éléments. Le travail du Parti vise à faire de ces jeunes de bons travailleurs, il s'efforce de purifier leur conscience et de recréer en eux l'homme de notre société, c'est-à-dire d'empêcher ces jeunes qui n'ont pas une bonne origine de classe d'agir derrière le dos des autres, en secret, contre le pouvoir de la dictature du prolétariat. Grâce à cette lutte de classe longue et difficile menée victorieusement par notre Parti, celui-ci a frappé les éléments indésirables et nuisibles à notre société, il en a critiqué certains pour les fautes qu'ils ont commises, et en a condamné d'autres. D'autre part, nous ne devons jamais oublier que ces éléments ne vivent pas isolés. Une bonne partie vit et travaille au sein de notre société. Ils ont leur milieu et leur entourage, des descendants qui se sentent plus ou moins atteints par la juste condamnation de leur père ou de leur frère coupables. Naturellement, en général ils désapprouvent les mauvaises actions de leur parent, cependant il incombe à notre Parti de s'occuper de ces gens sans se contenter de leur expliquer la faute de leur proche et de les amener à la condamner, mais en les éduquant pour qu'ils tirent des leçons de tel ou tel cas et ne recèlent plus dans leur conscience la moindre trace de rancœur. Pour ce faire, il nous faut travailler sans cesse et avec patience, car **à un moment difficile** pour cette personne, **son mécontentement peut croître et prendre des formes plus aiguës** qui infectent et corrompent davantage sa conscience, qui troublent sa pensée politique et font en sorte que la personne en question exerce une influence négative sur ses anciennes et nouvelles connaissances.

Le Parti se doit de poursuivre son travail d'éducation différencié avec les gens, c'est-à-dire ne pas les considérer tous comme étant du même niveau ou ayant la même formation idéologique, politique, culturelle et le même niveau d'éducation. **Il ne doit pas penser que les sentiments et les aspirations de tous les citoyens sont clairement et nettement définis et que la parole du Parti a la même prise sur tous.** Le Parti ne doit pas penser que les personnes qui lèvent un peu trop ou un petit peu le bout de leurs oreilles ou qui baissent le nez, s'écartent de sa ligne et méritent d'être critiqués sévèrement sans plus attendre. En matière d'éducation des gens on croit parfois que tout le monde doit penser de la même manière et **la propagande ne fait pas d'efforts pour traiter les gens tels qu'ils sont et pas seulement tels qu'ils devraient être.** C'est un problème que j'ai déjà évoqué à d'autres reprises.

Notre propagande doit être adaptée à la société et aux gens qui la composent. Certes, elle comporte des éléments de propagande et d'éducation fixés et communs à tout le monde, mais il faut avoir en vue les nuances à observer, on constate un type d'éducation et de propagande qui n'évite pas comme il faudrait le schématisme, la routine et le bureaucratisme.

Si l'on n'attache pas l'attention voulue à ces problèmes cela peut conduire à la création d'une situation malsaine chez les hésitants, qui ne sont pas tout à fait disposés à suivre la ligne du Parti. Indépendamment du fait que peu ou prou ils aiment la vie nouvelle socialiste, pour laquelle ils travaillent et se battent, leurs sentiments ne sont pas encore canalisés dans la voie de la classe et leurs idées n'ont pas toute la clarté voulue et exigée par le Parti. C'est pourquoi il incombe à notre Parti de les éduquer, de les tremper et de les façonner, d'éclairer leurs pensées et de les guérir à travers sa propagande. Ainsi, en général, l'écrasante majorité de la société appuie par tous ses moyens et de toutes ses forces physiques et mentales l'édification du socialisme dans notre pays et la ligne du Parti.

Mais les organisations du Parti, les organisations des Unions professionnelles, de la Femme, de la Jeunesse, etc., travaillent elles-mêmes comme il se doit ? Certes, toutes ces organisations effectuent un grand travail dans ce sens, mais je tiens à souligner ici que le menu travail, détaillé et différencié, que demande le Parti, n'est pas toujours accompli dans la mesure et de la manière souhaitables. Il m'est d'avis que les cadres du Parti et ceux des organisations de masse ne traitent pas toujours dans toute leur profondeur et leur ampleur la ligne du Parti de manière à la porter parmi les larges masses du peuple dans un esprit militant, révolutionnaire, capable d'enthousiasmer les gens, de les mobiliser et de les vivifier. Ce travail politique et éducatif marxiste-léniniste quotidien, ce travail révolutionnaire de chaque instant, ne doit pas lasser ni ennuyer celui qui s'y livre, mais l'animer, lui ouvrir de nouveaux horizons d'un travail créateur, agréable et utile à la fois. **A travers un travail politico-éducatif mûrement réfléchi, faisons en sorte que l'homme nouveau de notre société socialiste trouve dans la ligne du Parti et dans la voie où celui le guide, une nourriture qui lui rende la vie heureuse.** C'est ainsi que l'on combat également les vieilles survivances, dont il ne faut jamais penser qu'elles ont disparu. Prenons par exemple la question religieuse. A ce propos, il y a des gens dans le Parti et dans les comités du Parti, et à plus forte raison parmi le peuple, qui pensent que l'influence de la religion et ses survivances ont été liquidées avec la fermeture des églises et des mosquées. C'est là une appréciation erronée et néfaste. La suppression chez nous de ces lieux de culte n'a fait qu'affaiblir l'influence atavique des croyances religieuses, mais elle ne l'a pas liquidée. Il est pourtant vrai que, grâce à la propagande menée par le Parti et au développement culturel et idéologique des larges masses, des succès évidents ont été obtenus dans la formation athée des gens, surtout de la jeune génération. La vieille génération aussi nous a légué de bonnes traditions d'une attitude indifférente et critique envers les institutions religieuses, lesquelles, en général, tout au long de l'histoire de notre peuple, ont soutenu les occupants, les bayraktars, les beys, les gros agas et les koulaks. Toutefois, nous ne devons pas oublier que parmi les larges masses du peuple la culture ne s'est pas développée aussi profondément et largement pour leur permettre de se persuader philosophiquement de la vanité de la théologie et du fait que c'est la science marxiste-léniniste qui a démontré cette vanité et démasqué la philosophie idéaliste qui sous-tend la théologie. Aussi chacun de nous doit-il bien se dire que l'influence de la religion ne disparaît pas si facilement. Même après plusieurs générations, notre Parti devra lutter contre les survivances de la religion qui se manifesteront sous diverses formes en s'adaptant au développement de notre pays et en tenant compte aussi de l'influence de l'étranger, la pression et l'influence extérieures devant nécessairement être considérées en ces questions.

Plus notre essor économique, politique et idéologique sera vigoureux et mieux la propagande et le travail d'éducation menés par le Parti auprès des gens devront être organisés, et moins les survivances de la religion auront prise chez nous. N'oublions cependant pas que la religion, bien qu'elle n'ait pas été chez nous aussi virulente que dans d'autres pays, et cela pour les raisons que nous avons déjà évoquées, s'est intégrée dans les événements, les coutumes et les idées de la société albanaise de diverses périodes, qu'elle a pu à divers degrés exercer son influence sur ces événements et sur le caractère des gens de chez nous.

Aussi avons-nous pour devoir de combattre, avec intelligence, avec sagesse et de manière organisée, ces survivances, de ne jamais les oublier ni les sous-estimer, car nous voyons que dans les pays où domine le révisionnisme moderne, que ce soit en Union soviétique ou dans les autres pays où le pouvoir est passé des mains du prolétariat aux mains d'une nouvelle classe bourgeoise-capitaliste, les églises et les mosquées ont repris et développent ouvertement leur activité. Les communistes doivent donc lutter dans ce sens de façon réfléchie et c'est là une question qu'il ne faut jamais négliger.

D'autre part, le Parti ne doit pas penser que tous ses membres sanctionnés pour avoir commis telle ou telle faute ou exclus de son sein, sont tous convaincus que l'attitude du Parti envers eux a été juste. Non, ils ont du mal à reconnaître vraiment et pleinement l'erreur ou la faute qui ont entraîné leur exclusion du Parti. En général, ils gardent en eux-mêmes l'idée ou le sentiment de ne pas être coupables et estiment que c'est le Parti, qui en a sanctionné leur faute en les excluant de ses rangs, qui a commis une erreur. Notre Parti a toujours agi avec prudence et sagesse dans ce sens. Il se peut bien qu'une erreur ait été commise mais elle a été corrigée. Souvent, le Parti a revu les demandes de ces gens-là, il a procédé à des analyses détaillées à ce sujet. Il a surtout veillé à entourer de sa sollicitude ceux qui ont été exclus de ses rangs, pour les maintenir près de lui, car ils connaissent sa ligne, les avantages de cette ligne, mais ils doivent être l'objet d'un processus psychologique pour reconnaître leur erreur.

Le Parti a donné pour directive, et il la renouvelle constamment, de s'occuper de près de ces éléments. Si nous ne tenons pas compte de cette directive, si nous ne l'appliquons pas comme il convient, nous permettrons alors la création de groupes de gens, instruits et expérimentés, qui ont été naguère et dont beaucoup continuent d'être contaminés, qui peuvent s'ajouter aux groupes de gens insatisfaits, lesquels actuellement ne manifestent peut-être pas leur mécontentement, qui, à des moments difficiles pour le Parti, se regroupent pour tenter de prendre le pouvoir, comme cela s'est produit dans les pays où le socialisme a été démantelé et le capitalisme restauré.

Dans notre pays, la paysannerie est étroitement liée à la classe ouvrière, elle travaille et construit le socialisme dans les campagnes. Notre paysannerie coopérée voit de ses propres yeux les progrès enregistrés. Grâce à son esprit d'invention, au travail de ses mains et aux machines agricoles modernes que lui ont assurées le Parti et le pouvoir populaire, grâce aussi aux cadres que ceux-ci lui ont formés, aux apports de la science et de la technique agricoles, notre paysannerie a transformé complètement les campagnes, l'agriculture et sa propre existence. Partout dans nos campagnes, la vie ne cesse de s'épanouir. Néanmoins, nous ne devons pas dormir tranquilles et nous estimer satisfaits en nous imaginant que notre paysannerie coopérée a assimilé parfaitement l'éducation marxiste-léniniste, qu'elle a acquis une conception complète et bien ancrée du socialisme. Il est de fait qu'il y a des coopérateurs condamnés à des amendes par les tribunaux populaires des villages. Pourquoi ? Parce qu'ils endommagent la propriété commune de leur coopérative, surtout en faisant paître leur propre bétail dans les champs de la coopérative. Ceux qui sont ainsi frappés d'une amende sont naturellement mécontents. Peut-on l'éviter ? Bien sûr que oui, mais, entendons-nous, non pas d'un coup de baguette. Il ne peut être évité qu'à travers un travail d'éducation politique et idéologique, accompagné des mesures techniques et organisationnelles requises.

... Aussi le Parti ne peut se permettre à aucun moment de perdre de vue les insuffisances dans le travail, les points faibles, les taches obscures, qui, si nous ne les éliminons pas, risquent de faire tache d'huile et susciter soudain un grave danger pour le Parti et le socialisme. Si nous permettons que les

erreurs commises grossissent et prennent des proportions considérables, cela montrerait que les organisations du Parti ont abandonné leurs positions révolutionnaires, qu'elles se sont endormies sur leurs lauriers, qu'elles ne se sont pas constamment en éveil pour ôter la poussière qui les couvre pendant le travail qu'elles accomplissent, qu'elles n'ont pas mené la lutte de classes comme il se devait. Il faut comprendre le juste développement de la lutte de classes, c'est-à-dire l'application de la ligne du Parti dans l'optique révolutionnaire, non pas comme une imposition, mais comme une adoption et une assimilation volontairement consentie et ardemment révolutionnaire des brillants principes du socialisme scientifique, des grandes tâches que fixe le Parti pour le bien de la patrie et du peuple. Il faut donc veiller soigneusement à ce que l'on sache bien ce que sont la dictature du prolétariat, ses lois, la démocratie du peuple, la discipline prolétarienne, etc. Si nous oeuvrons à bien faire comprendre tout cela, nous saurons alors combattre les maux que j'ai évoqués, éduquer nos hommes comme il se doit, guérir les plaies et éliminer les survivances du passé de manière à obtenir le succès que nous méritons en rejetant les scories, car il y en aura toujours, mais plus nous avancerons dans cet esprit révolutionnaire marxiste-léniniste, moins il y aura de scories.

Tous doivent bien comprendre la ligne du Parti. Elle n'est ni opportuniste ni sectaire. Il a été dit que le danger actuel est l'opportunisme de droite. C'est vrai, mais l'opportunisme de gauche, le sectarisme, n'est pas moins dangereux. La ligne de notre Parti lutte à la fois contre ces deux extrêmes. **L'idéologie de notre Parti est une idéologie qui combat à la fois l'opportunisme et le sectarisme.**

Certains croient que c'est maintenant le moment de se montrer sectaire. Mais ils se trompent, car le sectarisme actuel — à supposer un instant qu'il est et doit être à l'ordre du jour — provoque chez nos gens un mécontentement, un sentiment de contrainte qui déborde le cadre des normes du Parti. Le sectarisme est le fait de ceux qui se croient tout-puissants, mais qui sont présomptueux et arrogants. Il faut bien se dire que beaucoup justifient cette présomption et cette arrogance sous la prétendue nécessité de combattre certaines manifestations d'opportunisme. Ainsi donc, **le sectarisme grossit les rangs des mécontents, qui en ces moments restent dans l'ombre, mais qui au moment propice et quand ils pensent que leur heure a enfin sonné n'hésitent à vous précipiter dans l'abîme en disant : «Maintenant nous respirons librement».** Les camarades qui pensent que le sectarisme n'est pas dangereux en ce moment, préparent l'opportunisme de demain. **Le Parti lutte et doit lutter sur les deux flancs, et contre l'opportunisme et contre le sectarisme de nos jours,** il recommande et donne pour directive d'observer de justes attitudes marxistes-léninistes.

Le Parti frappe sans pitié l'ennemi de classe. Dans toutes ses instructions et dans toute son action, il recommande constamment de préserver et de renforcer l'unité de ses membres et du peuple. La solide unité du peuple et du Parti est préservée, développée et renforcée si la ligne du Parti est appliquée avec sagesse, sans déviations de gauche ni de droite, c'est-à-dire si le Parti condamne le sectarisme et l'opportunisme, et quand je dis condamne, j'ai à l'esprit le travail d'éducation à mener et les justes mesures d'organisation à prendre avant d'adopter, si besoin est, des mesures administratives. Celles-ci viennent toujours en dernier lieu, quand la mesure est comble, alors que le travail d'éducation doit être mené chaque jour. Dans la vie, comme je l'ai dit plus haut, les caractères des gens se modèlent suivant divers moules, ils varient en intensité, et, dans le processus du travail, quelqu'un comprend les choses et avance plus droit, un autre va un peu de travers, il faut donc le ramener sur le droit chemin, ou encore quelqu'un avance vite, un autre lentement ou marque le pas, et ainsi de suite. Ainsi, à propos de toutes ces questions, si les membres du Parti, les militants et les larges masses populaires étudient de façon approfondie et appliquent correctement la ligne du Parti, ils verront qu'elle contient toutes les formes et méthodes de travail adéquates qui fortifient l'homme et consolident les victoires du socialisme dans notre pays.

Aucune situation ne doit nous prendre au dépourvu

Si j'ai soulevé tous ces problèmes, c'est pour souligner que notre Parti et sa direction doivent être constamment en éveil pour voir comment la ligne du Parti est adoptée sous tous les aspects et adopter des mesures adéquates pour que tout soit mis en œuvre en temps voulu et correctement et que les

larges masses du peuple éprouvent la joie de travailler, de vivre. Ils doivent développer la pensée créatrice, cultiver chez les gens l'amour mutuel, un sentiment d'amour révolutionnaire non pas fondé sur des liens de sang mais prolétarien, ils doivent inculquer aux gens une idée pure de la justice prolétarienne, le sens de la mesure en toute chose. Notre Parti **doit lutter contre les maux qui apparaissent et se développent chez ceux qui ont un caractère mal formé et travailler sans répit pour pétrir le caractère des gens selon l'idéologie marxiste-léniniste et les hautes vertus humaines.**

Si je dis cela, c'est que le Parti doit toujours avoir en vue que les réalisations économiques jouent un rôle déterminant dans le progrès de notre société et que **le développement économique doit se guider sur une politique juste, sage et clairvoyante. Nous ne devons jamais marcher sans but, à tâtons, sans peser nos possibilités et sans définir de clairs objectifs pour le présent et pour l'avenir.**

Nous devons faire en sorte que notre pays, notre économie et notre société se développent et ne cessent d'aller de l'avant. Si nous ne luttons et ne travaillons pas dans ce sens, non seulement le socialisme ne pourra pas être édifié, mais encore les fondements de cette société s'affaibliront ainsi que l'unité qui donne la vie et la force à notre peuple, en tant que peuple et nation. Les peuples qui ne vont pas de l'avant sont destinés à disparaître. C'est ce que démontre l'histoire plurisécule de l'humanité.

Nous, Albanais, sommes un peuple qui, des siècles durant, s'est battu, a travaillé, est allé de l'avant, a connu aussi des défaites, mais n'a pas disparu. Des tribus illyriennes nous, Albanais, sommes les seuls à subsister, à vivre; à aller de l'avant et à édifier maintenant le socialisme. C'est là un des traits distinctifs d'un peuple plein de vitalité, qui a su survivre, car il a compris que le progrès vivifie, donne de la force, fait avancer, transforme l'homme, l'économie, la culture et remplace une société donnée par une autre, plus avancée. Aussi, loin de laisser se perdre ces qualités, nous devons les mettre en lumière et les épanouir plus que jamais auparavant, car nous sommes à présent dirigés par un Parti d'avant-garde qui développe ces qualités à des rythmes révolutionnaires, les inculque dans la conscience et la vie des travailleurs, fait de ces principes et de cette pratique révolutionnaire la chair et le sang des gens de chez nous, qui vont de l'avant, vivent heureux, luttent avec courage et confiance, surmontent les difficultés, bâtissent et progressent.

C'est pourquoi **nous, membres du Parti du Travail d'Albanie, nous devons, à tout moment et dans chacune de nos actions penser à notre peuple, à notre patrie, les préserver des nombreux dangers qui les menacent du dedans et du dehors, car les dangers du dedans sont toujours liés à ceux du dehors.** Si la situation dans le pays est saine, pure et révolutionnaire, alors chaque mal a moins prise sur nous et la situation extérieure, régressive et contre-révolutionnaire exerce moins d'influence dans notre pays. C'est pour cette raison que **nous devons veiller sans cesse, dans une juste voie révolutionnaire marxiste-léniniste, à notre présent, afin que rien de néfaste ne se produise à l'avenir dans notre patrie socialiste, dans notre Parti héroïque et parmi les jeunes générations de notre pays.**

Notre Parti doit connaître à fond les étapes du développement de notre société socialiste, il doit bien se rendre compte que le développement, qu'il soit économique, culturel, politique ou idéologique, donne naissance à de nouvelles idées, à de nouvelles aspirations et exigences, à des espoirs aussi, qu'il ne faut pas sous-estimer, car ils constituent la richesse de la vie matérielle et spirituelle des gens de chez nous, de cette vie que nous devons toujours édifier et garder pure et saine.

Les générations futures de notre pays, qui vivront dans une période plus avancée que la nôtre, doivent bien comprendre ce développement dialectique, matérialiste de notre société, elles doivent savoir d'où nous sommes partis, comment nous nous sommes développés, les difficultés que nous avons eu à surmonter, la ligne que nous avons appliquée, les directives que nous avons élaborées, les fondements sur lesquels a été édifiée notre société avancée dont les générations à venir hériteront tous les bienfaits. Il ne faut donc pas que les jeunes de la nouvelle génération croient que la situation dans laquelle ils vivent est née d'elle-même, ou qu'elle est statique et ne changera plus. Non, elle changera, mais le Parti

doit apprendre aux générations à venir que les changements doivent toujours avoir lieu dans le sens du progrès, d'une société sans classes, du communisme, et non pas dans le sens d'une dégénérescence analogue à celle qui s'est produite en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes. Notre Parti, nos générations actuelles et futures, lutteront aux côtés du prolétariat international et des peuples afin que des révolutions éclatent aussi dans les pays capitalistes, et que l'ancienne société oppressive bourgeoise-capitaliste soit détruite pour céder la place à une société nouvelle, la société socialiste.

Ainsi donc, notre Parti, ses membres, partout où ils vivent et travaillent, ne doivent pas avancer avec des œillères, ils ne doivent pas avoir une vision étroite de leur devoir, mais, en communistes, élargir leur angle de vision et dépasser le cadre des tâches fixées, ils doivent comprendre l'importance de leur rôle et de leur mission, la lourde responsabilité qui pèse sur eux. Le travail du communiste ne se termine pas avec l'accomplissement de telle ou telle tâche qui lui a été confiée. Le communiste a pour devoir de diriger, de conduire le peuple, la classe ouvrière sur de nouveaux sentiers inexplorés, de trouver une solution aux problèmes futurs et de s'assurer les moyens pour construire cette voie nouvelle dans une unité de pensée et d'action. C'est seulement ainsi que sera appliquée la ligne actuelle et future de notre Parti, éclairée par les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline. Les membres de notre Parti ne doivent jamais oublier cette grande tâche qui leur incombe, jamais se livrer à des actes non pondérés et irréfléchis dans leur activité et leur conduite, dans leur famille, dans leur travail et au sein de la société. Un parfait équilibre doit régner dans leurs idées et dans leurs actions. Ceux qui pensent et agissent de la sorte, servent mieux le Parti, rehaussent encore son grand rôle, pensent aux intérêts du peuple, à son avenir.

C'est seulement ainsi que la ligne du Parti et son application deviendront plus claires, que sa propagande aussi sera plus efficace, que sa politique brillera davantage, que le bureaucratisme, l'indifférentisme, le laisser-aller, la routine, et l'intérêt personnel, que l'on fait souvent passer avant l'intérêt général, sont combattus avec plus de succès, que les rancœurs, le favoritisme, les mauvaises coutumes et les attitudes indignes, sont bannies. Tout cela constitue l'ensemble des problèmes de la vie que seul un homme ayant une claire vision politique et idéologique des choses peut résoudre comme il se doit, en guérissant de leurs maux sa propre conscience et sa vie sociale.

Un marxiste-léniniste comprend bien que le progrès se réalise à travers la lutte des classes, qui est la grande force motrice de l'édification de la société nouvelle, socialiste, que cette lutte de classes se livre au sein du peuple, mais aussi dans le Parti. Cela signifie que notre société comporte des contradictions, que nous devons savoir résoudre comme il convient. Ce genre de contradictions continuera d'exister à l'avenir également. L'expérience que nous avons acquise nous aidera à avoir le moins possible de contradictions non antagonistes et à travailler avec patience et sans arrêt pour les résoudre correctement. Il nous sera donc impossible dans ce combat de ne pas nous heurter à des survivances, à des vieilles mentalités, à des conceptions qui peuvent vouloir passer pour «modernes», mais qui en fait sont et demeurent régressives et aussi nocives que les anciennes survivances et mentalités. La dégénérescence moderne que les idéologies antimarxistes au service de la société capitaliste cherchent à propager, contient en soi les survivances du passé présentées sous de nouvelles formes que connaît le capitalisme en putréfaction et qui cherche à échapper à la mort en mettant tout en œuvre pour faire dégénérer et corrompre les larges masses du peuple et du prolétariat qui lui livrent une lutte à mort.

Notre Parti marxiste-léniniste doit devenir une barrière infranchissable, aussi puissante que possible, toujours plus puissante, face à ces maux. **Il doit forger une unité saine entre les vieux cadres et les nouveaux, encourager les premiers à permettre aux seconds de reprendre le flambeau, ce flambeau grandiose de la génération de la Lutte de libération nationale, à tout faire pour poursuivre leur combat et, le cas échéant, à consentir de nouveaux sacrifices pour l'avenir de la jeune génération et de toutes les générations à venir.**

Notre Parti doit aussi faire en sorte que **les jeunes apprennent à connaître l'époque où ont vécu leurs parents, les difficultés qu'ils ont eu à surmonter, les méthodes qu'ils ont utilisées dans leur**

action et qu'ils apprécient ces bonnes méthodes, parfois sévères, car elles étaient dictées par les situations. Mais en toute circonstance il s'est agi d'une rigueur révolutionnaire, marxiste-léniniste. Ce ne fut jamais une rigueur coercitive, mais une rigueur nécessaire pour créer une situation saine, un avenir nouveau où l'expérience des plus âgés s'harmonise avec celle des jeunes générations dans l'unité et la sérénité, dans la franchise et l'amour mutuel, un amour qui caractérise l'unité de notre Parti, l'unité de notre nation.

Aucune situation, quelle qu'elle soit, ne doit trouver notre classe ouvrière révolutionnaire, notre peuple progressiste, notre Parti marxiste-léniniste non préparés ni les prendre au dépourvu. Contrairement à ce qui s'est produit et se produit encore dans les anciens pays socialistes, il ne doit jamais y avoir de clivage entre les générations, mais toujours une unité et une continuité entre elles pour la réalisation des idéaux du communisme.

Il convient d'inculquer profondément dans la conscience des gens, afin qu'ils s'en persuadent politiquement et idéologiquement, que le peuple est immortel, que la classe ouvrière est la classe la plus avancée de notre société, qu'elle dirige le pays tout entier et que seul le Parti est la pointe acérée de l'épée de la classe ouvrière, qui ne se rouille jamais. Elle reste toujours brillante et inflexible, si la théorie et la ligne du Parti sont comprises et appliquées comme il se doit. C'est dans ce sens que nous devons concentrer tous nos efforts, car c'est là la clé qui nous aide et nous aidera à résoudre correctement tous les problèmes actuels et futurs.

Rapports et Discours, 1978-1979

LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE EST LA DEMOCRATIE VERITABLE

Discours présenté à la réunion du Conseil général du Front démocratique
d'Albanie

20 septembre 1978

Camarades,

Comme vous en avez connaissance, le Présidium de l'Assemblée populaire a promulgué le décret sur les élections à l'Assemblée populaire pour la 9^e législature, élections qui auront lieu le 12 novembre. A cette réunion du Conseil général du Front démocratique nous allons examiner les tâches auxquelles celui-ci est confronté pour l'organisation de la campagne électorale et l'heureux achèvement des élections.

Les élections à l'Assemblée populaire constituent un grand événement politique qui concerne directement tous les citoyens de notre République, car ils vont élire les députés à l'organe suprême de l'Etat, qui représente et exprime la volonté et la souveraineté du peuple.

Dans notre pays les élections à l'Assemblée populaire ont toujours été une puissante manifestation de l'unité du peuple, de son union autour du Parti, de sa détermination de défendre la Patrie et de faire avancer la cause du socialisme en Albanie. Ce sont ces traits remarquables qui se manifesteront avec une force encore plus grande à ces nouvelles élections.

Le Front démocratique, sous la conduite du Parti, a pour tâche de faire en sorte que cette campagne soit marquée par une activité intense, politique, économique et culturelle des larges masses

travailleuses. Que la campagne électorale stimule l'enthousiasme et l'élan au travail de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérée et de l'intelligentsia populaire pour qu'elles réalisent les objectifs fixés dans tous les domaines, notamment pour qu'elles clôturent avec succès le plan d'Etat de l'année en cours et se préparent le mieux possible pour l'année prochaine.

Le peuple albanais se présente aux nouvelles élections uni plus que jamais sur la ligne marxiste-léniniste du Parti, avec une confiance inébranlable dans la justesse de cette ligne et déterminé à l'appliquer jusqu'au bout. Notre peuple se caractérise par un esprit patriotique sain, par un amour sans bornes pour sa Patrie socialiste et par une détermination inflexible à défendre sa liberté, son indépendance et sa souveraineté.

L'approbation et le soutien unanimes du peuple albanais à l'attitude de notre Parti et de notre Gouvernement à l'égard des agissements contre-révolutionnaires et anti-albanais de la direction révisionniste chinoise montrent une nouvelle fois les liens étroits qui l'unissent au Parti, sa résolution à faire face à toutes les difficultés, à briser n'importe quel blocus ou encerclement impérialiste-révisionniste.

Les élections de novembre trouvent notre pays doté d'une économie puissante, stabilisée, dynamique et en développement harmonieux et ininterrompu. C'est là le résultat de la juste ligne suivie par le Parti pour le développement et le progrès général du pays.

La République populaire socialiste d'Albanie et notre société socialiste diffèrent radicalement des Etats et des sociétés capitalistes-révisionnistes des divers pays du monde. En quoi consiste cette différence? En premier lieu dans la base économique et la structure de la société, et dans la superstructure qui correspond à cette base. Dans les sociétés capitalistes et révisionnistes, la base et la superstructure ont une structure interne antagoniste, alors que dans notre société socialiste elles sont libérées des antagonismes de classe et, en tant que telles, se perfectionnent constamment.

Dans notre conception de la base et de la superstructure qui caractérisent toute formation économique et sociale, nous nous guidons sur les principes théoriques que nous ont légués Marx, Engels, Lénine et Staline. Notre Parti a assimilé correctement ces principes en théorie et il les a appliqués judicieusement dans la pratique, et c'est pourquoi notre pays, de pays naguère encore économiquement pauvre et culturellement arriéré, s'est transformé en un pays libre, indépendant et souverain, pourvu d'une économie socialiste développée, d'une culture, d'un enseignement et d'une science avancés, d'une défense puissante, et qui poursuit une politique extérieure juste et de principes.

La liaison et la coopération de la base avec la superstructure, la primauté revenant à la première, ainsi que la révolutionnarisation continue de notre superstructure socialiste, ont créé chez nos gens la conviction que la voie dans laquelle avance la société socialiste est la juste voie. Dans la voie de la construction du socialisme, le rôle de guide a toujours été rempli par la classe ouvrière et son avant-garde marxiste-léniniste, et c'est pourquoi de grands succès ont été remportés dans cette voie.

En République populaire socialiste d'Albanie, la classe ouvrière, la paysannerie coopérée et les autres travailleurs exercent le pouvoir à travers les organes représentatifs, ainsi que directement. Ici les masses participent activement au gouvernement du pays, à la gestion de l'économie, à la discussion des lois et des plans économiques, au contrôle de l'activité des organes du pouvoir, etc. Elles ont le droit d'exprimer librement leurs opinions sur tous les problèmes d'intérêt général ou personnel. Ces droits leur ont été assurés par le Parti à travers la Constitution, aussi est-ce seulement en Albanie socialiste que l'on peut parler d'une démocratie véritable, dans toute l'acception du terme, non seulement proclamée en paroles, mais aussi traduite dans les faits. Ces droits sont énoncés aussi pour la frime dans les constitutions bourgeoises et révisionnistes, mais celles-ci en réalité n'assurent pas les prémisses qui permettraient de les rendre effectifs. S'attaquant à la mystification montée par la bourgeoisie sur la prétendue égalité des droits dans l'Etat capitaliste, Staline a écrit qu'elles

«parlent de l'égalité des citoyens, mais oublient qu'il ne peut y avoir d'égalité véritable entre patron et ouvrier, entre grand propriétaire foncier et paysan, si les premiers ont la richesse et le poids politique dans la société, et les seconds sont privés de l'un et de l'autre, si les premiers sont des exploiters et les seconds des exploités». (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 14, p. 61.)

Chez nous, dans l'intérêt des larges masses du peuple, se construit avec succès le socialisme dans les domaines économique, culturel, éducatif, scientifique, défensif, etc. En Albanie on va constamment de l'avant vers la société socialiste avancée en veillant à sauvegarder scrupuleusement la souveraineté du peuple. Dans notre Constitution il est dit : «Tout le pouvoir d'Etat en République populaire socialiste d'Albanie émane du peuple travailleur et lui appartient.»

Le Parti a œuvré et il œuvre pour faire en sorte que notre pays soit libre sous tous les aspects à l'égard des étrangers, que notre pays soit pleinement indépendant de l'extérieur et qu'il ne soit jamais mis en danger par les classes que notre révolution a déposées de leur pouvoir économique, politique et moral.

Notre Parti marxiste-léniniste s'inspire et se nourrit de l'idéologie marxiste-léniniste et il a pour seul but d'élever le niveau de vie de la population, de réaliser l'édification du socialisme sous la dictature du prolétariat. Un système économique et social socialiste ne peut vivre sans une démocratie prolétarienne véritable, sans une collaboration étroite et sincère entre les diverses couches des masses laborieuses, dont le Parti assure la prise de conscience. Notre société se distingue par le fait qu'elle est gouvernée par les lois de la dictature du prolétariat et de la démocratie socialiste, elle a conscience que les droits et les devoirs des citoyens sont définis de manière à concilier les intérêts de la société et ceux des individus, en donnant toutefois la priorité aux premiers sur les seconds. La priorité de l'intérêt général est le principe sur lequel chacun doit se guider dans ses idées et dans ses aspirations. Pour que le souci de l'intérêt général puisse tout primer et que les bienfaits qu'apporte notre système socialiste se réalisent pleinement, il faut à tout prix que les masses travailleuses participent largement à la direction de l'Etat de dictature du prolétariat et de l'économie.

Nous pouvons dire avec fierté que notre pays est un pays véritablement socialiste. Il n'y a pas au monde d'autre pays que le nôtre où les citoyens soient aussi égaux devant la loi, où la différence des salaires entre l'ouvrier et l'employé soit aussi réduite. Le rapport du salaire d'un ouvrier au traitement du plus haut fonctionnaire est de un à deux. Les étrangers posent la question : Comment est-il possible que le plus haut fonctionnaire touche un traitement d'un montant si peu supérieur au salaire de l'ouvrier? La réponse à cette question est simple. C'est parce que l'Etat de dictature du prolétariat, avec ses lois justes, a sanctionné les principes marxistes-léninistes sur les salaires. Traitant de ce problème, Lénine a écrit que le tournant de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne consiste dans

«... la suppression... de tous les privilèges pécuniaires attachés au corps des fonctionnaires, [dans] la réduction des traitements de tous au niveau des "salaires d'ouvriers"» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25, p. 496.)

Une des mesures prises par la Commune de Paris et que Marx a mise en lumière, a été précisément la réduction des traitements des fonctionnaires. Nous ne permettons pas d'abus dans l'application du principe de la rémunération selon le travail, c'est pourquoi chez nous on n'a vu ni on ne verra jamais apparaître de couche de travailleurs qui se mette au-dessus des autres et prenne des décisions selon son bon vouloir et ses intérêts.

En République populaire socialiste d'Albanie, non seulement la loi elle-même a coupé la voie aux tendances révisionnistes, mais un grand travail d'éducation est mené pour l'élévation de la conscience des hommes en sorte que chaque travailleur soit rémunéré selon la quantité et la qualité du travail fourni. A part quelques éléments dégénérés, l'écrasante majorité des membres de notre société considèrent comme un grand devoir d'épurer leur conscience des survivances capitalistes. Chez nous l'amour et le respect de l'homme pour l'homme sont toujours accrus. Chacun s'efforce patiemment

d'aider son camarade à corriger ses erreurs et à condamner lui-même son geste, lorsqu'il enfreint les lois qui régissent les rapports juridiques et les normes socialistes de notre société.

Cette situation révolutionnaire a été réalisée parce que chez nous la liberté de parole, la discussion large et approfondie des problèmes les plus divers par les masses, la véritable démocratie prolétarienne sont appliquées de manière conséquente. C'est ainsi que s'explique notre situation.

Ceux qui pensent qu'en Albanie les citoyens manquent soi-disant de liberté, qu'il n'y a pas de démocratie, qu'il n'y a pas plusieurs partis ni des débats sans fin au parlement, peuvent discourir tant qu'ils veulent. Chez nous existe, sous les formes les plus appropriées et les plus démocratiques, la liberté complète pour les masses travailleuses, sans quoi le pays ne pourrait s'épanouir comme il le fait, et l'unité monolithique du peuple avec le Parti serait irréalisable. C'est précisément ici, dans l'unité Parti-peuple, que réside la clé de nos victoires, et c'est pourquoi les ennemis capitalistes et révisionnistes s'efforcent d'altérer cette clé en or en usant des calomnies les plus cyniques.

Si un étranger, qu'il soit bourgeois ou révisionniste, écoute les interventions des représentants du peuple à notre Assemblée populaire, il pourra dire : Ici, il n'y a pas de débats comme à nos parlements, cela n'est pas normal. Il est vrai qu'à notre Assemblée populaire il n'y a pas de débats pour le seul goût du débat, mais cela ne veut pas dire que le débat n'existe pas. Un problème politique ou économique soumis à l'examen de l'Assemblée populaire est préalablement l'objet de discussions et de débats passionnés ainsi que de propositions constructives au sein même des masses travailleuses et de leurs organisations, débats que les députés suivent pour entendre la voix des masses, en y participant activement. Rien ne glisse comme dans du beurre, rien ne se fait en douceur, selon les désirs des uns ou des autres, ou par diktat d'en haut, mais tout est regardé dans l'optique de l'intérêt général. Du moment que les problèmes sont débattus et examinés soigneusement avant d'être soumis à l'approbation de l'organe suprême du pouvoir d'Etat, pourquoi faudrait-il susciter des débats pour le seul goût du débat, se mettre à crier et à hurler à notre Assemblée comme dans les parlements bourgeois «pour manifester la démocratie» ?

Dans nos organes du pouvoir d'Etat, que ce soit à l'Assemblée populaire ou dans les conseils populaires de toutes les instances, il n'est pas vrai qu'il n'y ait pas de débat. Non seulement aux organes du pouvoir, mais aussi dans les réunions de travailleurs, lorsqu'on discute d'un plan ou d'une loi, on assiste à des interventions sans nombre, qui donnent à ces réunions le caractère d'un grand débat populaire, où sont fouillés tous les aspects du problème pour trouver la solution la plus judicieuse. Ces débats ne se rencontrent dans aucun pays du monde capitaliste-révisionniste. Ainsi, dans ces domaines également, apparaît la grande supériorité de la société socialiste nouvelle, pour le développement, le renforcement et la défense de laquelle nous devons œuvrer toujours comme nous l'enseigne l'idéologie marxiste-léniniste. C'est cette société et cette idéologie qui rendent possible le développement des vertus des hommes, qui créent les conditions les plus appropriées pour l'essor de l'économie dans l'intérêt général et non pas dans l'intérêt d'une classe d'exploiteurs. La société socialiste, le marxisme-léninisme nous indiquent la voie pour trouver en toute circonstance les méthodes les plus parfaites d'administration des valeurs matérielles et morales du peuple et la manière de mettre ces valeurs au service de la Patrie.

Dans toutes les formations économiques et sociales non socialistes, dans tous les Etats capitalistes et révisionnistes, la société n'est pas guidée par la classe ouvrière ni, en conséquence, par son parti révolutionnaire nourri de la théorie de Marx et de Lénine. Là existent diverses classes antagonistes qui sont dirigées par leurs partis, et ceux-ci ne représentent pas les intérêts véritables des masses ; mais ceux de l'aristocratie ouvrière ou de la grande aristocratie bourgeoise. Ces partis font semblant de s'affronter dans leur action politique et de mener une lutte «démocratique» parlementaire, mais dans les parlements bourgeois,

«... on ne fait que bavarder à seule fin de duper le «peuple»». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25, p. 501.)

Les Etats où dominent les partis politiques de la bourgeoisie, bien qu'ils se camouflent en s'intitulant eux-mêmes «démocratiques», n'ont en fait dans leur action pas un brin de démocratie ni de liberté véritable, individuelle ou sociale.

La «démocratie», dans certains des pays non socialistes, s'exprime formellement à travers l'organisation de nombreux partis, qui, au cours de la campagne des élections législatives, en exerçant une puissante influence sur les masses travailleuses, en les dupant, ainsi qu'en manipulant le scrutin et ses résultats, arrivent à avoir chacun un groupe de députés au parlement. Les députés de ces partis ne sont que des politiciens chevronnés, passés maîtres dans la défense du régime au pouvoir, dans le renforcement de la position des trusts et des monopoles dans l'Etat capitaliste. Au parlement, ils se présentent comme s'ils donnaient au pays et au peuple la «liberté» et la «démocratie». Bien que les députés bourgeois discoursent comme des moulins tournant à vide sur les «droits de l'homme», là-bas, en dernier ressort, c'est le capitalisme qui domine, c'est la grande bourgeoisie, qui, de temps à autre, partage le pouvoir avec la bourgeoisie moyenne et maintient sous sa domination le prolétariat, la paysannerie pauvre, ainsi que l'autre partie des travailleurs, les artisans et les intellectuels pauvres, que le chômage et la faim ont réduits à une couche sociale révolutionnairement faible. Ces malheureux électeurs décident, comme le dit Marx,

«... une fois tous les trois ou six ans... quel membre de la classe dirigeante doit représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement...» (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 546, Tirana, 1975.)

Les partis politiques, au pouvoir ou à l'opposition, ont organisé leurs syndicats, qu'ils dirigent sous des formes soi-disant démocratiques, et auxquels ils permettent d'élever des protestations ou d'avancer des revendications. Mais ces protestations ou revendications encouragées par ces partis n'ont pas un caractère politique, elles ne tendent pas à renverser l'ordre capitaliste, qui exploite impitoyablement les travailleurs, mais seulement à faire introduire certaines réformes économiques d'une si faible importance qu'elles ne gênent guère la bourgeoisie (et c'est pourquoi de temps à autre celle-ci satisfait certaines de ces revendications) et n'apportent aucun profit substantiel au prolétariat et aux autres couches opprimées et exploitées. Mais ces «revendications» ont leur importance pour les défenseurs de l'ordre bourgeois, car elles leur servent à créer dans l'opinion la fausse impression que, sous le capitalisme, la classe ouvrière et les autres travailleurs font entendre «librement» leur voix. Pour se convaincre du caractère totalement mystificateur de ces pratiques, il n'est que de rappeler que, lorsque les revendications des masses dépassent les orientations données par les partis politiques et que celles-ci insistent pour obtenir réellement les libertés et les droits qui leur reviennent, alors interviennent les forces de défense de l'ordre capitaliste qui les noient dans le sang. L'histoire mondiale connaît une infinité de faits de ce genre.

Les capitalistes cherchent à démontrer leur thèse mystificatrice selon laquelle dans leur système social existe la «démocratie», par l'argument éculé que là-bas les partis politiques ont leur presse, où ils peuvent exprimer leurs vues sur les problèmes du pays, sur le pouvoir et sur ses hommes. Lénine, démasquant la «liberté de la presse» invoquée par la bourgeoisie, a écrit :

«Les capitalistes... appellent «liberté de la presse» la suppression de la censure et la possibilité pour tous les partis d'éditer des journaux à leur gré. En réalité, c'est non pas la liberté de la presse, mais la liberté pour les riches, pour la bourgeoisie, de tromper les masses populaires opprimées et exploitées». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25, p. 444.)

Mais qu'est-ce en réalité la démocratie bourgeoise ? C'est une forme de domination de la bourgeoisie, alors que les droits et les libertés proclamés «pour tous», y ont un caractère purement formel et mensonger, car, sous un régime dominé par la propriété privée, les moyens socio-économiques qui en assurent l'application effective, font défaut. Avec cette démocratie bourgeoise, on peut critiquer tel ou tel dans la presse, dans des réunions, ou au parlement, on peut critiquer un parti ou un gouvernement qui accède au pouvoir, on peut disserter tant qu'on veut, mais on ne peut rien changer, on est contraint d'en rester aux paroles, car le pouvoir économique et politique capitaliste, avec ses appareils, est

préparé à se jeter comme une fauve contre quiconque s'en prend par des actes à la classe dominante, à l'oligarchie financière. Evoquant la violence avec laquelle la bourgeoisie française sévit contre les ouvriers après l'insurrection de juin 1848, Engels écrit :

«Pour la première fois la bourgeoisie montrait jusqu'à quelle folle cruauté dans la vengeance elle peut se hausser, sitôt que le prolétariat ose l'affronter, comme classe à part, avec ses propres intérêts et ses propres revendications». (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 496, Tirana, 1975.)

Pouvons-nous qualifier de «démocratie» la forme de pouvoir de la bourgeoisie, qui est fondée sur le principe de la soumission de la majorité à la minorité ? En aucune manière. C'est là une démocratie uniquement pour la frime, qui n'est d'aucun profit pour les masses du peuple. Cette «démocratie» n'assure au peuple aucune liberté véritable, elle ne rend pas le pays indépendant à l'égard des autres Etats politiquement, économiquement ou militairement plus puissants. Il en est ainsi, car cette sorte de démocratie est liée à d'autres «démocraties» capitalistes plus puissantes, qui lui imposent leur volonté. Le capital, national ou international, impose aux larges masses travailleuses sa volonté, ses désirs et ses vues. Lorsque, dans les pays capitalistes ou révisionnistes, une initiative est présentée comme «la volonté des masses travailleuses», il faut se dire que derrière elle se cache en réalité la volonté de l'aristocratie ouvrière.

Les lois qui sont approuvées dans les parlements bourgeois et révisionnistes expriment la volonté de la classe dominante et elles défendent ses intérêts. Ces lois profitent aux partis du capital qui forment la majorité au parlement. Mais les partis prétendent à l'opposition et qui, souvent, représentent les intérêts de l'aristocratie ouvrière et des koulaks, ne manquent pas non plus d'en profiter. Ces partis «d'opposition», qui sont soi-disant en contradiction avec ceux qui ont obtenu la majorité des sièges et qui appuient le grand capital, mènent grand bruit, ils «critiquent», etc., mais leur bruit ne guérit ni le chômage, ni l'émigration, ni l'inflation. Quels que soient les cris et les critiques de l'opposition au parlement, les prix montent, la vie se corrompt et dégénère, les assassinats, les hold-ups et les enlèvements dans la rue, de jour et de nuit, deviennent toujours plus inquiétants. Ce chaos et cette confusion, cette liberté des malfaiteurs pour perpétrer leurs crimes, voilà ce que les capitalistes et les révisionnistes appellent «démocratie véritable» !

Dans cette atmosphère caractérisée par l'absence de toute morale, évolue le fameux pouvoir démocratique-bourgeois, qui est dominé, dans les Etats capitalistes, par de nombreux partis bourgeois, ou en Union soviétique, en Yougoslavie titiste et dans certains ex-pays de démocratie populaire, maintenant convertis en pays capitalistes, par un parti antimarxiste.

Le prétendu pluralisme, jusqu'à l'époque de la propagation du révisionnisme moderne, titiste et khrouchtchévien, se bornait à la participation au pouvoir d'oppression capitaliste des partis pseudo-démocratiques, comme le sont les partis radicaux, socialistes, sociaux-démocrates et de nombreux autres partis d'appellation analogue. Lorsque l'Union soviétique de Lénine et de Staline fut détruite par le révisionnisme khrouchtchévien, et que le titisme jeta les bases du régime capitaliste en Yougoslavie, les autres partis communistes, à l'exception du Parti du Travail d'Albanie, dégénérèrent et se convertirent en partis révisionnistes et réformistes qui cherchaient à collaborer étroitement avec les partis du capital, pour gouverner la société bourgeoise-capitaliste. Les partis révisionnistes de France, d'Italie, d'Espagne, de Belgique, etc., ont déclaré maintenant ouvertement que c'est précisément ce à quoi ils tendent.

Il est superflu de s'attarder à démontrer que la participation au pouvoir de plusieurs partis bourgeois, capitalistes, révisionnistes et fascistes dans les pays capitalistes et impérialistes, comme aux Etats-Unis, entre autres, n'a nullement transformé leurs sociétés, de réactionnaires en progressives. Au contraire, sous l'impérialisme le tournant s'effectue de la démocratie à la réaction. La société qui défend l'ordre d'exploitation et qui s'appuie sur cet ordre n'est pas une société avancée ni démocratique. Même l'existence d'un seul parti au pouvoir lorsque ce parti ne suit pas une ligne marxiste-léniniste, c'est-à-dire lorsqu'il n'est pas un parti du prolétariat, ne peut jamais conduire à

l'édification du socialisme. Au contraire, un tel parti, qu'il s'intitule «marxiste» ou «marxiste-léniniste», est en réalité un parti de la bourgeoisie ou un parti fasciste qui a pour tâche de financer la propriété privée ou capitaliste d'Etat pour nourrir une nouvelle classe d'opresseurs.

Un parti de ce genre est contraint de préserver certaines formes prétendues marxistes et il s'efforce de donner des formes et des appellations socialistes au pouvoir qu'il guide, mais son essence et ses buts, ainsi que ceux de l'Etat qu'il dirige, sont antisocialistes, car il vise à réaliser la transformation régressive du pays et à restaurer le capitalisme. La bourgeoisie nouvelle, en ce cas, s'approprie graduellement le pouvoir aux dépens du prolétariat et de ses alliés naturels. Ce processus s'est vérifié en Yougoslavie, en Union soviétique et dans plusieurs ex-pays de démocratie populaire où n'existe pas le pluralisme des partis. Dans ces pays, le capitalisme a été restauré sous diverses formes, une classe de nouveaux exploiters s'anime et prend force. Si le pays qui subit cette régression est important par son territoire, par sa population et par son potentiel économique, son Etat se convertit en social-impérialiste ; si, au contraire, ce pays est petit, alors il devient un satellite du capitalisme mondial, un Etat dominé par les capitaux étrangers et le néo-colonialisme, qui exploitent les richesses du pays et la sueur du peuple. C'est pourquoi, tous les Etats dits démocratiques, soit sous un système de pluralisme, soit sous un système où domine un seul parti non marxiste-léniniste, ne veulent pas substituer à l'ancienne société capitaliste exploiteuse une société nouvelle, socialiste. Dans cette ancienne société, où existe la propriété privée et la domination capitaliste, il ne peut y avoir de liberté, de démocratie, d'indépendance ni de véritable souveraineté du peuple.

«Seule la dictature du prolétariat, nous enseigne Lénine, est capable de libérer l'humanité du joug capitaliste, du mensonge, de la fausseté et de l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, démocratie pour **les riches** et d'instaurer la démocratie pour **les pauvres**, c'est-à-dire de mettre **pratiquement** à la portée des ouvriers et des paysans pauvres les bienfaits de la démocratie...» (V, Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, pp. 424-425.)

L'exploitation capitaliste ne peut se réaliser sans une propagande politique intense, qui serve à désorienter les esprits, et sans une série de lois de fer qui limitent au maximum les droits des travailleurs. Le grand appareil de propagande à la disposition de la bourgeoisie agit à tout moment contre le prolétariat et sa dictature, contre les peuples qui se sont engagés dans la lutte pour la défense de leurs droits. Tout le potentiel économique et politique dans les sociétés capitalistes-révisionnistes se trouve entre les mains d'une poignée de magnats, de richards, qui ont créé tout un réseau puissant de mécanismes d'Etat, pour maintenir sur pied par la violence leur pouvoir. C'est à cela que servent l'armée, la police, les agents, les tribunaux et autres organes de domination de classe qui sanctionnent sévèrement toute opposition, fût-elle individuelle ou collective, du prolétariat et des autres travailleurs, et qui répriment les révoltes populaires.

Les défenseurs bourgeois et révisionnistes de l'Etat capitaliste présentent la nationalisation de certains secteurs économiques, des transports, etc., comme un signe de «transformation» du système capitaliste. Ce processus de «transformation», selon eux, peut aller encore plus loin, si le prolétariat devient «raisonnable» et «modéré» dans ses revendications, s'il obéit aux partis politiques traîtres et aux syndicats qu'ils manipulent. Ces «théoriciens» sont réformistes, en ce qu'ils prétendent transformer l'Etat capitaliste en Etat socialiste à travers des réformes. Des réformes structurelles ont été introduites par le capital dans divers pays capitalistes, révisionnistes, impérialistes, mais elles n'ont pas entraîné la victoire de la révolution et des révolutionnaires, au contraire, elles ont créé précisément la situation qui a sauvé le capital de sa destruction, et a protégé la classe exploiteuse de ses fossoyeurs.

Le révisionnisme moderne a mis à l'ordre du jour de son action le réformisme, qui constitue l'essence de ses vues, de ses théories et de ses pratiques. Le réformisme est contre l'idéologie marxiste-léniniste et l'abolition du capitalisme par la révolution violente. Le moteur de la révolution prolétarienne est la lutte de classe sans merci, de la classe du prolétariat et de ses alliés, de la paysannerie pauvre et des autres couches opprimées, contre la bourgeoisie, le capital monopoliste d'Etat, le capital financier, alors que le réformisme nie la lutte de classe, la révolution socialiste et la dictature du prolétariat.

Ainsi donc le réformisme est le fossoyeur de la révolution, il est l'antithèse du marxisme-léninisme, et c'est pourquoi il a été embrassé par les partis révisionnistes de divers pays, depuis l'Union soviétique, la Yougoslavie et la Chine jusqu'aux ex-pays socialistes, et par les autres partis révisionnistes des divers pays et continents du monde. Certains partis, dans leurs desseins d'étouffer la révolution et de déformer les thèses fondamentales du marxisme-léninisme, se sont intitulés «eurocommunistes» et ont rejeté sans gants la théorie marxiste-léniniste. Ces partis, avec à leur tête le Parti «communiste» espagnol, ont tourné le dos au léninisme. Le Parti «communiste» espagnol est allé jusqu'à supprimer le terme de «léniniste», pour donner à entendre à la bourgeoisie que maintenant la période où l'on prétendait au renversement du capitalisme et à la prise du pouvoir par la violence de la part du prolétariat serait dépassée, que les partis révisionnistes en seraient à présent au stade de leur transformation en partis de la bourgeoisie et prêts à donner toute nouvelle preuve pour se gagner la confiance du capital du pays et du capital international.

La question du progrès technologique et scientifique ne peut être confondue avec la transformation révolutionnaire de la société, avec la libération du prolétariat et de tous les travailleurs de l'ancien système d'exploitation ni avec l'accession au système nouveau, socialiste.

La technologie et la science avancées sont le fruit de l'esprit des hommes, des ouvriers et des intellectuels, mais dans les systèmes sociaux d'exploitation, la technique et la science sont mises au service des classes dominantes pour renforcer leurs positions économiques, politiques et idéologiques à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Le développement de la science et de la technique ainsi que l'accroissement du nombre des spécialistes ne peuvent guérir les plaies du capitalisme, comme le prétendent les idéologues bourgeois et révisionnistes. L'expérience témoigne que, quels que soient le développement des forces productives et le progrès de la science et de la technique, la révolution socialiste violente pour le passage du capitalisme au socialisme demeure irremplaçable.

Notre théorie marxiste-léniniste a très clairement démontré que l'on ne peut aller à la société socialiste en s'en tenant au cadre de l'ordre capitaliste, mais qu'il faut pour cela démolir jusque dans ses fondements cet ordre et ses institutions, en instaurant le pouvoir du prolétariat, qui est guidé par son avant-garde, le parti communiste marxiste-léniniste.

La politique de notre Parti et de notre Etat défend les opprimés qui se dressent dans la révolution et combat les oppresseurs, destinés à disparaître comme classe. Notre Parti déclare ouvertement que la suppression des exploités ne peut se réaliser que par la lutte, par la révolution violente et non par des réformes, fussent-elles de structure ou de superstructure. Pour que se réalise la véritable et complète libération de la classe ouvrière et de tous les travailleurs du monde, il faut renverser jusque dans ses fondements l'ancien pouvoir et instaurer à sa place le pouvoir nouveau, le pouvoir du prolétariat.

Nous sommes contre la décentralisation de l'économie socialiste et dans une lutte inconciliable avec la théorie capitaliste révisionniste de l'«autogestion», de «l'auto-administration des entreprises», que le titisme et ses amis, par le truchement des traîtres Beqir Balluku, Abdyl Këllezi, Koço Theodhosi, et d'autres cherchaient à introduire furtivement chez nous. L'économie socialiste de notre pays se développe sur des fondements scientifiques, selon un plan unique général, afin de satisfaire les besoins matériels et culturels de la société. Dans notre Constitution il est stipulé : «L'Etat organise, dirige et développe toute la vie économique et sociale suivant un plan unique et général...»

Notre Etat a le droit et le devoir de surveiller l'application de ce plan à chacune de ses dispositions et de ses rubriques. Cette supervision se réalise à travers le contrôle ouvrier et paysan, à travers le contrôle d'Etat et le contrôle du Parti et des organisations de masse, qui sont des formes du contrôle prolétarien.

Ce contrôle effectif repose, bien entendu, sur une entière liberté de critique et sur une haute conscience autocritique, qui contribuent à la bonne marche du travail, à la juste compréhension des tâches et à l'éducation communiste des hommes. Le contrôle de la réalisation des tâches du plan est un problème

complexe de l'Etat de dictature du prolétariat, de la politique du Parti, de notre idéologie marxiste-léniniste, qui s'intègre dans la grande œuvre dirigée par le Parti.

La bourgeoisie capitaliste et les révisionnistes nous attaquent parce que nous nous appuyons puissamment sur la dictature du prolétariat. Ils nous accusent nous, communistes, de ne pas respecter la personnalité humaine dans notre société! Ce grief est une grossière calomnie qui a pour but de cacher la cruelle oppression dont le prolétariat et le peuple travailleur sont l'objet de la part du capital. L'existence de classes antagonistes est la base de l'oppression de la personnalité de l'homme et des masses travailleuses. C'est justement pourquoi, s'il est un système social qui libère vraiment l'homme de ses angoisses, de ses tourments, des sentiments mesquins, des anciennes survivances idéalistes, c'est bien le système social socialiste, en ce qu'il réalise la suppression des classes exploiteuses, de la propriété privée et met fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

L'abolition du pouvoir des classes exploiteuses, qui exercent une domination barbare sur les travailleurs, et l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière libèrent l'homme et l'élèvent sur un piédestal, elles l'incitent à travailler avec ardeur, à diriger avec une conscience pure, à critiquer et louer à bon escient. Le socialisme place l'homme dans des positions qui l'amènent à voir et à sentir qu'il n'est pas isolé du monde, mais qu'il est membre d'une société nouvelle, laquelle a pour but le progrès de l'individu dans le cadre du développement de la société. Dans cette société l'homme est élevé à la place qui lui revient, sur la base de ses capacités et du travail qu'il accomplit, il est libre de travailler et de jouir du fruit de son travail. Ni le bourgeois, ni le capitaliste, ni le révisionniste ne peuvent concevoir la liberté de l'individu dans notre société, car ils mesurent la personnalité à leur aune de la standardisation et de la manipulation des hommes.

Les classes exploiteuses, en acceptant l'indépendance de l'individu par rapport à la société, visaient à créer des privilèges pour les gens de leur classe, à les doter de savoir, de liberté d'action et de compétences pour dominer et diriger les autres. Notre régime a coupé les racines de l'individualisme bourgeois et a créé des possibilités illimitées à l'individu dans le cadre de la société en général, pour que chacun développe ses aptitudes et jouisse de toutes les libertés et de tous les droits constitutionnels.

Naturellement, le capitalisme et sa propagande combattent et continueront de combattre notre réalité socialiste, notre dictature du prolétariat, car ils ne se concilient pas avec notre morale, qui interdit l'exploitation économique, politique et morale, et la violation des libertés. Mais aucune propagande ni «théorie» idéaliste, qu'elles soient capitalistes ou révisionnistes, ne peuvent assombrir notre réalité socialiste.

Le monde capitaliste est plongé dans une grande crise. Contraints par la réalité, les avocats de l'ordre bourgeois, les économistes et les sociologues de la bourgeoisie constatent que les thèses de Marx et de Lénine sur le capitalisme et l'impérialisme ne sont pas périmées, que dans la société capitaliste actuelle s'observe, conformément à leurs prévisions, un processus de putréfaction, mais pour sortir de cette crise ces défenseurs de l'ancien ordre soulèvent à grand bruit la question de la «lutte contre le terrorisme»; la nécessité d'enrayer les révoltes et la révolution des masses travailleuses contre l'ordre capitaliste ou la lutte contre les «troubles» comme ils appellent ces mouvements. Faute de quoi, avouent avec tristesse ces sociologues et économistes de la bourgeoisie, le capitalisme ne peut sortir de la crise ni «stabiliser» son système.

Les pays capitalistes et révisionnistes, où, prétend-on, l'homme jouit des libertés démocratiques et de tous les autres «bienfaits», bouillonnent des protestations des masses. Si vraiment là-bas les masses, comme on le dit, jouissent de la liberté et de tous les biens matériels, alors pourquoi des millions de gens descendent-ils constamment dans la rue et se heurtent-ils à la police de la bourgeoisie? Il est clair que si les masses protestent, c'est parce que leurs conditions de vie ne sont pas satisfaisantes, parce qu'elles souffrent économiquement, politiquement et sous maints autres aspects, et, de ce fait, elles cherchent à renverser l'Etat hostile à la véritable démocratie.

L'Etat bourgeois de la période de la domination du capitalisme monopoliste d'Etat cherche à donner l'impression que dans ces pays c'est le parlement, où sont représentés les divers partis, leurs députés élus soi-disant au suffrage universel qui légifèrent. Mais il est notoire que le système électoral et les nombreuses restrictions fixées par la loi font que la majorité au parlement est toujours détenue par les partis politiques qui sont les plus puissants piliers du capital. Le jeu parlementaire dans ces pays est une mascarade, un moyen qui sert au pouvoir de la bourgeoisie à donner l'impression mensongère qu'il y règne la «démocratie» et à faire passer la fausse démocratie pour la vraie. Les organes suprêmes du pouvoir d'Etat et de l'administration capitaliste et révisionniste comprennent des «délégués» de ce pouvoir non sanctionné par la loi, qui se tient formellement en dehors du gouvernement, mais qui gouverne effectivement. C'est le pouvoir des grands capitalistes, qui, usant de la force de l'argent, ont porté au gouvernement ou au parlement leurs factotums aptes à défendre leurs intérêts contre les éléments «turbulents», contre ceux qui lèvent la tête et qui cherchent à conquérir les droits dont ils ont été dépouillés par les capitalistes. Les défenseurs du capitalisme et du révisionnisme ont qualifié toutes ces manigances de «démocratie véritable».

Lénine a indiqué que dans certains cas la tribune du parlement bourgeois peut être utilisée par les révolutionnaires comme une des formes de leur action légale pour démasquer le système capitaliste. Mais il soulignait en même temps que cette action ne doit pas créer chez les communistes et les masses l'illusion que l'on peut s'emparer du pouvoir par la voie parlementaire.

Dans la société bourgeoise-capitaliste et révisionniste, le «crétinisme parlementaire» est la forme de «démocratie» que la bourgeoisie emploie pour cacher la nature répressive de son pouvoir d'Etat, qu'elle domine à travers la majorité des sièges qu'elle s'assure aux élections. Toutefois, en dehors du pouvoir d'Etat, la bourgeoisie domine aussi le puissant pouvoir extra-étatique, c'est-à-dire les monopoles, les trusts, les sociétés mixtes et leurs investissements à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Ce pouvoir de la grande propriété privée constitue la force économique qui s'approprie la sueur des travailleurs dans le pays comme à l'étranger et est à même de fortifier la superstructure qui s'adapte le mieux à la féroce domination capitaliste. La superstructure bourgeoise vise à mener une politique d'asservissement des peuples, à réaliser une force militaire, idéologique et politique contre le prolétariat, la paysannerie pauvre et les intellectuels travailleurs, elle tend également à faire dégénérer et à saper les normes de la morale prolétarienne pour propager la morale bourgeoise dans toute sa bassesse.

Le parlement bourgeois ouvre ses portes aux «élus», mais la dictature de la bourgeoisie y fait sa besogne, elle s'y livre à des débats interminables, à des votes continus, et les choses continuent d'aller leur train selon les vœux de ceux qui font la loi, les richards, les propriétaires des trusts, des monopoles et des banques, dont le pouvoir, véritable second Etat capitaliste, manipule le parlement et le gouvernement, même si cette manipulation n'est pas prévue par les constitutions en vigueur. Lénine a écrit :

«... dans n'importe quel pays parlementaire,... la véritable besogne d'«Etat» se fait dans la coulisse; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors» (V. Lénine, Œuvres choisies, éd. alb., t. 2, p. 174, Tirana, 1958)

En Albanie, les conseils de libération nationale, qui furent créés sous la direction du Parti à l'époque de la Lutte antifasciste de libération nationale et qui ont été renforcés après la Libération et au cours de la période de construction du socialisme, sont des organes de la dictature du prolétariat élus par le peuple et qui représentent la volonté et les aspirations du peuple travailleur. Les organes représentatifs du peuple dans le pouvoir d'Etat sont l'Assemblée populaire et les conseils populaires. Aux termes de la Constitution de la République populaire socialiste d'Albanie, «les organes représentatifs dirigent et contrôlent l'activité de tous les autres organes d'Etat, qui répondent de leur action devant eux et leur rendent des comptes».

La démocratie chez nous n'est pas un jeu pour duper les masses, elle est mise en œuvre dans la pratique. Ici il n'y a pas deux pouvoirs, l'un reconnu par la loi et l'autre de facto, mais un pouvoir étatique unique, qui émane du peuple et qui lui appartient. Notre Etat est un Etat de dictature du prolétariat, qui a créé ses propres lois et appareils révolutionnaires, une nouvelle méthode et un nouveau style de travail, et qui interprète et défend les intérêts des travailleurs.

Dans notre pays les gens ne sont pas contraints par la violence à appliquer les lois établies par l'Etat de dictature du prolétariat, ils les appliquent parce qu'ils ont l'entière conviction que l'application des lois est dans leur intérêt et dans l'intérêt de la société. Notre peuple applique les lois de manière consciente, car il participe puissamment à leur élaboration.

Dans les pays capitalistes et révisionnistes la loi est appliquée au moyen de la violence féroce de la bourgeoisie, là-bas on ne peut prétendre à la réalisation librement consentie de la loi par le peuple du moment que son contenu est en opposition flagrante avec ses intérêts. Evoquant le caractère injuste de la loi bourgeoise, Marx dit :

«Chaque paragraphe de la Constitution contient, en effet, sa propre antithèse... dans le texte la liberté, dans la marge la suppression de cette liberté» (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 265, Tirana, 1975.)

Le citoyen dans ces pays est une marchandise et il est traité précisément comme une marchandise, alors que chez nous chaque citoyen de la République est apprécié hautement, il joue un grand rôle dans la société. Pour que le citoyen joue ce rôle de manière plus active il faut qu'il élève encore son niveau de formation idéologique et politique, culturel et scientifique, et qu'il prenne conscience de son rôle.

Camarades,

Le Front démocratique a pour tâche de lutter inlassablement pour préserver et développer notre démocratie, cette grande victoire du Parti et du peuple pour l'application des lois et des normes qui régissent la vie socialiste.

Il doit travailler sans relâche pour recueillir toujours mieux la pensée des larges masses travailleuses, les aider à dire leur mot sur tous les problèmes de l'Etat et de la société, et faire en sorte que les ouvriers et les paysans exercent leur contrôle sur les organes de l'Etat, les organismes économiques, etc.

Notre Front démocratique n'est pas une organisation amorphe, sans vie. Au contraire, c'est une organisation animée d'un dynamisme politique tel qu'elle regarde chaque problème d'un œil révolutionnaire et qu'elle trouve les formes les plus appropriées pour le résoudre de manière révolutionnaire.

Le Front démocratique est guidé par le Parti du Travail d'Albanie, c'est-à-dire par l'avant-garde de la classe ouvrière, il exprime les pensées, les aspirations et la politique qui ont pour objectif le plus grand bien du peuple albanais, et d'autre part, il démasque et combat tout ce qui peut nuire à notre Patrie socialiste. La politique du Front est donc une politique monolithique et indivisible, puisqu'il n'existe pas dans le Front de courants politiques antagonistes, il n'y existe pas différents partis qui soutiennent les intérêts de classes différentes. La lutte politique du Front concorde pleinement avec la politique du Parti, avec la politique de notre Etat socialiste. La politique du Front démocratique d'Albanie reflète et appuie la légalité révolutionnaire de notre République populaire socialiste.

Les ennemis de notre pays à l'étranger pensent que la politique du Front démocratique d'Albanie est une politique inerte, stéréotypée et dépourvue de contenu. Ils souhaiteraient qu'elle soit confuse et contradictoire, le produit de courants divers, avec des conceptions du monde et des finalités diverses,

car seule une telle pratique, selon eux, est démocratique. Ces adversaires de l'organisation de notre Front révolutionnaire ne sont pas en mesure de comprendre qu'un peuple uni, comme le nôtre, peut avoir et a effectivement une unique conception juste et claire dans ses principes comme dans ses objectifs et, quand nous disons unique, il ne faut pas comprendre par là une politique sans âme et stéréotypée, mais une politique qui sache, à travers des débats et des discussions, donner une réponse et une solution à tous les problèmes, aux problèmes intérieurs compliqués comme aux problèmes extérieurs très complexes.

Où le Front démocratique puise-t-il cette force et cette maturité ? Précisément dans le fait que le contenu de cette organisation est véritablement démocratique, car notre Front est une large organisation de masse conduite par un Parti marxiste-léniniste et qui représente la démocratie la plus achevée, la véritable démocratie du prolétariat.

Le prolétariat et son Parti sont toujours en lutte et en révolution pour l'édification d'une société heureuse pour le peuple, d'une société libre, d'une société démocratique, d'une société qui élève chaque jour le niveau de son développement économique, de son savoir et de sa saine morale prolétarienne. Et cela se fait à travers une lutte créatrice continue, qui requiert des confrontations et des débats démocratiques.

Notre Front démocratique suit cette politique et il lutte pour réaliser ces objectifs. Une telle politique ne peut être appliquée par une organisation créée juste pour la forme, pour tromper les masses du peuple à l'intérieur et à l'extérieur du pays et leur faire croire qu'il existe une organisation politique, alors que celle-ci est inexistante.

Comment notre Front démocratique regarde-t-il l'évolution mondiale ? Notre Front considère cette évolution d'un œil réaliste. Autrement dit, il se guide sur la dialectique matérialiste, sur le matérialisme historique, il se fonde sur notre idéologie scientifique, sur le marxisme-léninisme. C'est ce qui fait que la politique du Parti, qui est aussi celle du Front, n'est pas une politique sans fondements, une politique instable, une politique pragmatiste, une politique non fondée sur les principes. La politique du Front démocratique est donc une politique à caractère de classe, et quand nous disons à caractère de classe, nous voulons dire par là qu'elle se guide et se fonde sur la lutte de classes dans le pays et dans l'arène internationale.

Notre Front démocratique voue une amitié sincère aux peuples du monde, en premier lieu aux peuples qui veulent leur libération, aux peuples qui souffrent sous la servitude et la botte du capital. Cette politique du Front appuie de toutes ses forces les aspirations de ces peuples. Par sa parole toujours juste, constante, humanitaire et révolutionnaire, notre Front démocratique ne cache jamais la vérité de l'évolution matérialiste de l'histoire aux peuples et aux classes opprimées et exploitées dans le monde, qui aspirent à la liberté, à la démocratie véritable et à la souveraineté, il ne leur cache pas qu'ils ne peuvent remporter des victoires qu'au prix d'une âpre lutte de classe, de combats, parfois sanglants, contre leurs oppresseurs et leurs exploiters capitalistes. C'est là la base de la politique marxiste-léniniste du Front démocratique, qui est la même que celle de notre Parti du Travail.

La politique du Front est donc une politique de soutien aux intérêts de la lutte que le prolétariat, la paysannerie éprouvée et opprimée mènent dans chaque pays, elle appuie la lutte des pauvres gens des villes, de l'intelligentsia progressiste, de la jeunesse, et aussi de tous les peuples qui désirent accéder à une vie pleine de dignité, une vie dans l'honneur, une vie où tout soit gagné au prix du labeur, mais où le fruit de ce labeur n'aille pas dans les poches des brigands, des capitalistes.

Ce sont là les principes immuables de notre politique. Ainsi donc, notre Front démocratique aime les peuples du monde. Ceux-ci aussi aiment le peuple albanais. Le fait que l'Albanie, bien qu'elle soit un petit pays, jouit d'une grande sympathie partout dans le monde est fort révélateur. L'Albanie est un pays qui édifie le socialisme par ses propres forces, qui, comme nous disons, nous Albanais, «veut frire dans sa propre graisse». Elle n'entend pas provoquer de guerres, ni conquérir d'autres pays et

peuples, au contraire, son peuple désire vivre en amitié avec les autres peuples, et c'est pourquoi leur sympathie à l'égard du peuple albanais est grande, manifeste, tangible.

Or, les divers peuples du monde vivent dans des pays aux régimes différents du nôtre. Ils ne sont pas gouvernés par des régimes comme la dictature du prolétariat instaurée dans notre pays. Les gouvernements de ces pays ne suivent pas la même politique que la nôtre. Aussi notre Etat de dictature du prolétariat et, partant, notre Front démocratique, étant guidés par le Parti et sainement inspirés par lui, sont-ils en mesure, sans s'écarter de leurs principes fondamentaux, de faire les analyses nécessaires de l'évolution des situations dans le monde, des traits particuliers des divers Etats, des desseins et des objectifs de ces Etats envers leurs peuples, envers d'autres peuples et en particulier envers le nôtre. Cette analyse permet d'édifier une politique juste, saine et non une politique conjoncturelle. Notre Parti et le Front démocratique, se fondant sur ces principes généraux, savent discerner le degré de bienveillance d'un Etat bourgeois par rapport à celui d'un autre Etat bourgeois envers l'Albanie et les petits peuples en général, ils savent discerner le danger que présente une grande puissance capitaliste par rapport à une autre grande puissance capitaliste, ainsi que le danger que l'une et l'autre présentent pour d'autres Etats capitalistes de moindre importance, ils savent distinguer le grand danger général que constituent les superpuissances impérialistes et social-impérialistes et, sur toutes ces questions, ils ont adopté les attitudes qui s'imposent. Ces attitudes adoptées par notre Parti, notre Etat socialiste et le Front démocratique d'Albanie, ne sont pas des attitudes opportunistes, non argumentées ou dictées par certains, ce sont des attitudes de principe, bien fondées et franches. Ce sont des attitudes dures et inconciliables à rencontre des ennemis, mais bienveillantes et correctes envers les Etats bourgeois qui poursuivent une politique d'amitié à l'égard de l'Albanie socialiste et qui dans leurs pays observent certains principes démocratiques, permettent l'introduction de certaines réformes, etc. Nous avons nos vues en ce qui concerne tant la «démocratie» qui existe dans ces pays, que ce genre de «réformes», leur contenu et le but de leur mise en œuvre. C'est notre droit, et personne ne peut nous le nier, pas plus qu'on ne peut nous empêcher d'exprimer librement notre opinion. C'est précisément ce que nous faisons quand nous expliquons aux peuples, théoriquement et politiquement, le contenu de la «démocratie» et des «réformes» dans un Etat bourgeois, leurs limitations et leur caractère, etc. Mais cela, nous le faisons sans intervenir dans les affaires intérieures d'autrui, car, en fin de compte, ce sont les peuples eux-mêmes des divers pays qui sont maîtres de faire l'appréciation de ces phénomènes dans leurs Etats.

Quoi qu'il en soit, notre Parti et le Front démocratique font des différenciations et ils les font non seulement pour défendre les intérêts de leur peuple et de leur pays, mais aussi ceux des autres peuples, car ils ne séparent jamais les intérêts de leur pays et de leur peuple des intérêts généraux des peuples du monde et du prolétariat mondial. C'est en cela que réside la grande et puissante vérité qu'exprime la politique de notre Parti et du Front démocratique, c'est là qu'a sa source le soutien que la politique de notre Etat trouve dans le monde.

Notre politique ne ressemble pas à la politique des Etats capitalistes bourgeois et révisionnistes, qui oscille comme une feuille au vent d'automne. Non. Notre politique n'a jamais oscillé et elle ne s'écartera jamais du principe selon lequel nous devons être unis aux peuples par des liens fraternels, par les mêmes buts, qui sont la liberté, la démocratie, la souveraineté et l'indépendance véritables; nous sommes liés aux peuples par la lutte commune contre ceux qui les oppriment et les exploitent, par la lutte contre ceux qui fomentent et préparent les guerres impérialistes de rapine sur le dos des peuples. Nous ne nous en écarterons jamais, indépendamment de la forme de gouvernement, qui dirige tel ou tel peuple.

Aussi, lorsque l'Albanie socialiste déclare qu'elle souhaite vivre en bonne amitié avec les peuples voisins en particulier, et qu'elle considère ces peuples comme des frères, c'est là une vérité irréfutable. Nous nous réjouissons de voir que certaines directions de ces pays et aussi d'autres pays, bien que leur ordre social soit différent du nôtre, suivent une politique bienveillante à l'égard de notre pays. L'Etat prolétarien albanais, lui aussi, poursuit une politique bienveillante, fondée sur l'intérêt réciproque, envers les divers Etats bourgeois, mais progressistes et animés d'intentions bienveillantes à son égard,

autrement dit il fait, en ce qui les concerne, la différenciation requise. C'est cet état de choses que nous souhaitons établir avec tous les Etats, petits ou plus grands, qui éprouvent du respect pour la République populaire socialiste d'Albanie et désirent entretenir des relations amicales, économiques et culturelles avec notre pays, même s'ils sont en opposition avec nous sur une série de problèmes, comme nous le sommes nous-mêmes avec eux sur une série de questions de principe.

Nous affirmons que les rapports fondés sur des intentions malveillantes sont toujours nuisibles et dangereux, et qu'il est difficile de masquer ces intentions. La vie elle-même et l'histoire de l'humanité ont enseigné à notre peuple à être toujours vigilant dans ses relations avec ceux qu'il suspecte de perfidie. Désormais, nombreux sont ceux, personnes isolées ou milieux officiels, à l'étranger, qui savent que le peuple albanais a toujours condamné la déloyauté, un trait qui n'a jamais fait partie de son caractère. Nous avons condamné la perfidie et la trahison des titistes, des révisionnistes soviétiques et des dirigeants révisionnistes chinois à l'égard du marxisme-léninisme. Notre rupture avec ces groupes réactionnaires-révissionnistes a été due à des causes profondes idéologiques et politiques et non à de petites questions. Ces raisons n'avaient pas seulement un caractère national, car elles ne touchaient pas seulement les intérêts économiques de l'Albanie, non, elles avaient et elles ont surtout un caractère international, car elles concernent les grands principes pour lesquels luttent les peuples, pour lesquels combattent le prolétariat mondial et l'humanité progressiste.

La politique de notre Parti et de notre Front a été et est connue de tous, jeunes et vieux, dans notre pays, mais elle est connue aussi à l'étranger et il est superflu que je m'étende sur ce sujet dans ce discours. Je voudrais seulement souligner à l'intention de certains milieux à l'étranger que la politique de notre Parti et du Front démocratique d'Albanie ne bougera ni ne s'écartera si peu que ce soit de ses principes justes et permanents déjà définis et fondés sur le marxisme-léninisme. Notre politique sera toujours une politique de classe, de principe, qui répond aux intérêts supérieurs de notre pays, du socialisme et de la lutte de libération des peuples. Notre peuple luttera sans répit et sans défaillance contre l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et tous les réactionnaires ; que personne ne nourrisse la moindre illusion que l'Albanie socialiste changera d'attitude à leur égard. De même, le Parti du Travail d'Albanie et l'Etat albanais combattront et démasqueront le social-impérialisme chinois, qui s'est rangé aux côtés de l'impérialisme américain et de la réaction mondiale, dans la lutte contre les peuples et en particulier contre le socialisme en Albanie.

Par ailleurs, la République populaire socialiste d'Albanie a suivi et elle suivra une politique bienveillante envers les Etats qui sont animés d'intentions bienveillantes à l'égard du nôtre, qui ne cherchent pas à lui nuire, pas plus que, pour notre part, nous ne cherchons ni ne chercherons jamais à nuire aux autres peuples. Au contraire, nous voulons vivre toujours en harmonie et collaborer avec eux pour réaliser les buts élevés et les vœux ardents de tous les peuples du monde qui aspirent à la libération, à la liberté, à la démocratie, à l'indépendance, à la souveraineté et au socialisme.

Camarades,

La campagne pour les élections à l'Assemblée populaire est une grande action politique pour notre organisation du Front démocratique. De concert avec toutes les autres organisations de masse, redoublons d'efforts pour nous présenter à ces élections avec les meilleurs résultats possibles dans notre travail. Que les ouvriers, les paysans, les jeunes, les femmes et tous nos travailleurs, avec une confiance inébranlable dans la juste ligne du Parti et dans les brillantes perspectives qui sont ouvertes à notre peuple, manifestent avec force dans cette campagne également leur enthousiasme politique et leur esprit de mobilisation afin que ces élections soient couronnées d'un plein succès.

Vive notre peuple héroïque !

Vive le Parti !

Vive le Front démocratique !

Du pouvoir populaire (recueil d'ouvrages)

L'«AUTOGESTION» YUGOSLAVE, THÉORIE ET PRATIQUE CAPITALISTES

L'année dernière, en Yougoslavie, a paru, à grand renfort de publicité, un livre du principal «théoricien» du révisionnisme titiste, Edvard Kardelj, intitulé «les Directions du développement du système politique d'autogestion socialiste».

Les idées antimarxistes de cet ouvrage ont servi de fondements à tous les travaux du XI^e Congrès du parti révisionniste yougoslave, que les titistes, pour en masquer le caractère bourgeois, ont baptisé «Ligue des communistes de Yougoslavie».

Les titistes et le capitalisme international, comme l'a mis en lumière le VII^e Congrès du PTA, vantent le système d'«autogestion» comme «une voie vers le socialisme toute prête et qui a fait ses preuves» et ils l'emploient comme une de leurs armes favorites dans la lutte contre le socialisme, la révolution et les luttes de libération.

Ayant en vue le danger que présentent ces conceptions, j'ai estimé utile d'exprimer quelques idées à propos de ce livre.

En Yougoslavie, comme chacun sait, le capitalisme a été totalement instauré, sauf qu'il est masqué avec habileté. La Yougoslavie se pose en Etat socialiste, mais d'un type particulier que le monde n'aurait jamais vu jusqu'à ce jour ! Les titistes se vantent même que leur Etat n'a rien de commun avec le premier Etat socialiste issu de la Révolution socialiste d'Octobre, que fondèrent Lénine et Staline sur la base de la théorie scientifique de Marx et d'Engels.

Dès le début, les renégats yougoslaves se sont détournés de la théorie scientifique du marxisme-léninisme sur l'Etat socialiste et ils ont travaillé à empêcher l'instauration de la dictature du prolétariat, pour engager la Yougoslavie dans la voie du capitalisme.

J'ai déjà indiqué que, avant comme après la libération de la Yougoslavie, le groupe renégat titiste, qui, en se masquant, faisait semblant d'appuyer le système socialiste instauré en Union soviétique et prétendait à grands sons de trompe construire le socialisme sur la base de la théorie scientifique du marxisme-léninisme, était en réalité contre cette idéologie et contre l'expérience révolutionnaire soviétique. La justesse de cette conclusion apparaît clairement aussi au contenu même du livre de Kardelj.

1. — Bref aperçu historique de l'itinéraire des révisionnistes titistes

La lutte de libération nationale yougoslave, guidée par le Parti communiste de Yougoslavie, avait pour trait, outre la vaillance et le courage du peuple, l'honnêteté des vrais communistes yougoslaves. Mais au cours de cette lutte, à la direction yougoslave se faisaient jour certaines tendances suspectes qui donnaient à penser, comme cela s'est révélé par la suite, qu'en ce qui concerne l'attitude à l'égard de l'alliance antifasciste de l'Union soviétique, des Etats-Unis et de l'Angleterre, le groupe titiste penchait du côté des Anglo-Américains. A l'époque déjà, nous constatons que la direction titiste entretenait des liens très étroits avec les alliés occidentaux, en particulier avec les Anglais, dont elle recevait des aides financières et militaires appréciables. De même, nous étions frappés par le rapprochement politique évident entre Tito et Churchill et ses émissaires [*Tito eut une entrevue avec Churchill à Naples en août 1944. Il y rencontra aussi le commandant, des forces alliées en Méditerranée, le général Wilson, ainsi que le commandant de la 8^e Armée, le maréchal Alexandre.*], en un temps où la lutte de libération nationale yougoslave devait être étroitement liée à la guerre de libération de l'Union soviétique, l'espoir de la libération générale de tous les peuples, quant au facteur extérieur, étant alors fondé précisément sur cette guerre.

La direction titiste manifesta encore plus clairement ses tendances opposées à l'Union soviétique à la veille de la victoire contre le fascisme, quand l'Armée rouge, pourchassant l'armée allemande pied à pied, pénétra en Yougoslavie pour y aider la lutte de libération nationale. Et, surtout, lorsque furent tirées les conclusions de ce grand conflit entre les grands et les petits Etats belligérants, il apparut à l'évidence que l'impérialisme anglais et américain soutenait la Yougoslavie titiste. A l'époque, les frictions diplomatiques et idéologiques entre l'Union soviétique et la Yougoslavie devinrent plus manifestes. Ces divergences tenaient, entre autres, à des questions territoriales. La Yougoslavie revendiquait des territoires au nord, surtout à sa frontière avec l'Italie. Mais elle se taisait sur ses frontières méridionales, en particulier sur sa frontière avec l'Albanie, sur la Kosove et les territoires albanais de Macédoine et du Monténégro. Les titistes ne pouvaient en parler, car ils seraient allés contre la plateforme nationaliste chauvine serbe. *[L'attitude des révisionnistes yougoslaves sur cette question est analysée en détail dans l'ouvrage du camarade Enver Hoxha, Les Titistes (Notes historiques), Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fi. pp. 76-125.]*

On sait désormais que les divergences de la direction yougoslave avec Staline avaient des racines profondes. Les vues révisionnistes du groupe dirigeant yougoslave s'étaient cristallisées longtemps déjà avant la libération, peut-être même depuis l'époque où le Parti communiste de Yougoslavie faisait partie du Komintern et se trouvait dans une profonde clandestinité sous le régime des *krals* serbes. Dès lors, sa direction nourrissait des conceptions déviationnistes, trotskistes, que le Komintern dénonça à leur apparition. Par la suite, Tito «effaça» ces blâmes, au point qu'il réhabilita même l'ancien secrétaire général du Parti communiste de Yougoslavie, Gorkic, le déviationniste le plus notoire. *[Milan Gorkic, condamné en 1937 par le Comité exécutif du Komintern.]*

Après la libération, la Yougoslavie fut confrontée à un problème d'extrême importance : dans quelle direction s'orienterait-elle ? Cette direction devait, naturellement, dépendre dans une grande mesure de la nature marxiste-léniniste ou révisionniste des conceptions des dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie. Ceux-ci se posaient en marxistes-léninistes. Au début nous-mêmes les croyions tels. Or, en fait, non seulement dans l'ensemble de leur activité, mais aussi dans leurs attitudes concrètes à notre égard, nous avons constaté que beaucoup de leurs prises de position étaient incompatibles avec la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Nous avons vu qu'ils s'éloignaient autant que faire se pouvait de l'expérience de l'édification du socialisme en Union soviétique.

La tendance du groupe dirigeant yougoslave, avec a sa tête Tito, Kardelj, Rankovic et Djilas, que l'on notait déjà au temps de la lutte illégale, mais qui devint encore plus évidente après la libération de la Yougoslavie, était d'éviter que le parti communiste n'agisse ouvertement en son propre nom, et de le masquer sous l'habit du prétendu Front populaire de Yougoslavie. On justifiait cette clandestinité sous le prétexte que «la grande et la petite bourgeoisie des villes et des campagnes serait alarmée et effrayée», qu'«elle se détournerait du nouveau pouvoir issu de la révolution», que «les alliés anglo-américains redoutaient le communisme». On s'efforçait de convaincre la bourgeoisie que ce n'étaient pas les communistes qui étaient au pouvoir, que le parti communiste, certes, existait, mais qu'il était membre en quelque sorte, d'un large front, dont pouvaient faire partie et les hommes de Mihaïlovic, aussi les hommes de Nedic, et les hommes de Stojadinovic et des autres «ics» réactionnaires de Yougoslavie.

Tito constitua aussi un gouvernement provisoire avec Subasic *[Nommé, après la libération de la Yougoslavie, ministre des Affaires étrangères, il démissionna le 5 octobre 1945.]*, l'ancien premier ministre du gouvernement royal en exil à Londres, mais il ne le laissa pas gouverner longtemps. Sous la pression continue du peuple, il fut contraint de le liquider. Il prétendait à l'époque qu'il ne voulait pas de Subasic, et que celui-ci lui avait été imposé par les alliés, mais par la suite, il accusa Staline de cette affaire. *[Ayant appris que Subasic avait démissionné, Tito lui écrivait en octobre 1945: «Votre démission m'a beaucoup surpris... Quel point de notre accord n'a pas été respecté? Nous avons d'abord formé un gouvernement uni avec la participation de tous les ministres du gouvernement de Londres que vous aviez proposés..., un grand nombre de lois à l'élaboration desquelles vous avez vous-même participé, ont été approuvées. L'existence de divers partis a également été approuvée et ils*

ont commencé à fonctionner. La liberté de la presse existe et cela est si vrai que l'opposition également fait ses publications, ce qui prouve que tous les engagements que j'avais pris dans l'accord conclu avec vous... sont en train d'être remplis. En souscrivant à vos déclarations et en acceptant de collaborer avec vous, j'avais rejeté tout ce qui pouvait nous diviser.»] La vérité est que Tito accepta Subasic pour faire plaisir à Churchill, car il n'avait guère d'amitié pour Staline.

Les conceptions de Tito et de ses compagnons donnaient à entendre dès le début qu'ils n'étaient pas des «marxistes durs», comme la bourgeoisie appelle les marxistes conséquents, mais des «marxistes raisonnables», qui collaboreraient étroitement avec tous les politiciens, anciens et nouveaux, bourgeois et réactionnaires de Yougoslavie.

Le Parti communiste de Yougoslavie, tout en feignant d'être dans la clandestinité, agissait légalement. Mais Rankovic et Tito ne l'investirent pas de la force et du rôle dirigeant qu'il devait avoir, car ils n'étaient pas pour la construction socialiste en Yougoslavie. Tito et Rankovic faussèrent les normes marxistes-léninistes de l'édification et du rôle du parti. Le Parti communiste de Yougoslavie, dès le début, ne fut pas édifié sur les bases et les enseignements du marxisme-léninisme. Soi-disant fondu dans le Front populaire de Yougoslavie, il faisait la loi, de concert avec l'armée, le ministère de l'Intérieur et la Sûreté de l'Etat. Ce parti, qui avait conduit la lutte des peuples yougoslaves, devint, après la guerre, un détachement des organes étatiques de répression qu'étaient l'armée, le ministère de l'Intérieur et l'UDB. Avec ceux-ci, il se mua en fait en un organe de répression des masses travailleuses, au lieu d'être le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière.

La propagande menée et l'autorité acquise par le parti au cours de la lutte de libération nationale et dans la première phase de la construction de la Yougoslavie, au lendemain de la guerre, donnèrent à la classe ouvrière yougoslave l'impression que ce parti se tenait à l'avant-garde. En réalité, il ne représentait pas l'avant-garde de la classe ouvrière, mais d'une nouvelle classe bourgeoise, qui avait commencé à s'affirmer et qui s'appuyait puissamment sur le prestige de la lutte de libération nationale des peuples de Yougoslavie à des fins contre-révolutionnaires, alors qu'elle obscurcissait les perspectives de l'édification de la société nouvelle. Un tel parti dégénéré devait conduire la Yougoslavie dans les chemins anti-marxistes.

La voie antimarxiste des titistes yougoslaves, du groupe Tito-Kardelj-Rankovic, devait nécessairement aller à rencontre du marxisme-léninisme, des partis communistes, de l'Union soviétique, de Staline et de tous les pays de démocratie populaire qui furent créés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Naturellement, cette opposition se développa de façon graduelle, pour finalement atteindre le point critique où le bon grain fut séparé de l'ivraie. *[En juin 1948, se tint en Roumanie une réunion du Kominform pour analyser la situation dans le Parti communiste de Yougoslavie. Dans la résolution qu'elle approuva relativement à cette question, il est souligné que la direction du Parti communiste de Yougoslavie a renoncé à l'internationalisme et s'est engagé dans la voie du nationalisme, que «... une telle orientation nationaliste ne peut conduire qu'à la dégénérescence de la Yougoslavie en une République bourgeoise ordinaire, à la perte de son indépendance et à sa transformation en une colonie des pays impérialistes». La vie devait montrer le bien-fondé de ces prévisions. (Résolution du Kominform sur la situation dans le Parti communiste de Yougoslavie, publié dans son organe «Pour une paix durable, pour une démocratie populaire!», 1er juillet 1948, n° 16).]*

Il est incontestable que les peuples de Yougoslavie se sont battus. La Yougoslavie, tout comme l'Albanie, a consenti de grands sacrifices. Les dirigeants antimarxistes yougoslaves spéculèrent sur cette lutte. Ils exploitèrent, aux yeux de leur opinion intérieure comme de l'opinion extérieure, l'appréciation que l'Union soviétique faisait de la Yougoslavie, qu'elle considérait comme un allié important dans la voie marxiste-léniniste du socialisme.

Dans leurs rapports avec les Etats de démocratie populaire nouvellement créés, les titistes ne tardèrent pas à manifester des tendances dominatrices, expansionnistes et hégémonistes à leur égard, mais en particulier de notre pays. Ils s'efforcèrent, comme on le sait, de nous imposer leurs conceptions

politiques, idéologiques, organisationnelles et étatiques antimarxistes. Ils allèrent jusqu'à faire d'infâmes tentatives pour inclure l'Albanie dans la Fédération yougoslave. Dans cette entreprise éhontée et qui était vouée à l'échec, ils se heurtèrent à notre opposition résolue. Au début, notre résistance ne s'était pas cristallisée, car nous ne nous soupçonnions pas que la direction yougoslave se fût engagée dans la voie capitaliste et révisionniste. Mais au bout de quelques années, lorsque ses tendances hégémonistes et expansionnistes se manifestèrent clairement, nous nous sommes dressés contre elle durement et sans aucune réserve.

Les titistes s'efforcèrent de nous imposer leur volonté en usant de pressions et de chantages de toutes sortes. A cette fin, ils organisèrent, entre autres, le complot de Koçi Xoxe. *[Ancien secrétaire à l'organisation du CC du PCA et ministre des Affaires intérieures. Au début de l'été 1943 il fut recruté par les services secrets yougoslaves. Il mena de façon continue une activité subversive, anti-albanaise et anti-marxiste jusqu'au moment où il fut découvert et reçut le châtement qu'il méritait.]* Ils se livrèrent, encore que dans une moindre mesure, à cette même pratique impérialiste à rencontre d'autres pays, comme la Bulgarie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Tous ces odieux agissements montrèrent que la Yougoslavie ne marchait pas dans la voie du socialisme, mais qu'elle s'était faite l'instrument du capitalisme mondial.

Chaque jour qui passait montrait toujours plus à l'évidence qu'en Yougoslavie on ne construisait pas une société socialiste de type léniniste, mais qu'on y développait le capitalisme. Cependant, les pas accomplis dans cette voie capitaliste étaient camouflés par une prétendue recherche d'une forme nouvelle, spécifique, de «socialisme». C'est précisément à cette fin que la direction révisionniste yougoslave, avec à sa tête Tito, Kardelj et Rankovic, dans ses efforts pour légitimer tant soit peu «théoriquement» sa trahison, emprunta des idées des plus diverses à l'arsenal des anciens révisionnistes et renforça ainsi par tous les moyens son Etat de type fasciste. L'armée, le ministère de l'Intérieur, l'UDB, devinrent tout-puissants.

Bien qu'elle fût engagée à restaurer le capitalisme, la direction révisionniste yougoslave cherchait à donner aux masses populaires l'impression qu'en Yougoslavie les buts de la lutte n'étaient pas trahis, qu'il y existait un Etat d'orientation socialiste, dirigé par un parti communiste, qui défendait le marxisme, et qui, précisément pour cela, était en opposition avec l'Union soviétique, avec Staline, avec les partis communistes et les pays de démocratie populaire.

Afin d'étayer leurs positions assez chancelantes à la suite de la dénonciation dont ils ont été l'objet devant leur opinion intérieure et le mouvement communiste et ouvrier international, les titistes, conséquents dans leur politique mystificatrice, proclamèrent qu'ils entreprendraient des actions «sérieuses» pour l'édification du socialisme dans les campagnes, pour la collectivisation de l'agriculture selon les principes léninistes, et ils constituèrent à cette fin ce qu'ils appellent les zadrugas. Pour se faire une idée du sérieux des intentions des renégats titistes pour la construction du socialisme dans les campagnes, il n'est que de rappeler que les zadrugas furent supprimées avant même d'avoir été bien mises sur pied et qu'il ne subsiste dans les campagnes yougoslaves pas la moindre trace de collectivisation.

Jusqu'en 1948, lors de la rupture définitive entre l'Union soviétique, les pays de démocratie populaire et le mouvement communiste international, d'une part, et la Yougoslavie, d'autre part, cette dernière se trouvait dans la phase initiale du capitalisme chaotique, dans une situation de désarroi politique, idéologique et économique extrêmement grave. Cela incita le groupe Tito-Kardelj-Rankovic à agir ouvertement, à se rapprocher plus étroitement du capitalisme mondial, surtout de l'impérialisme américain, afin de conserver le pouvoir et de redresser la situation en sa faveur.

Après 1948, la Yougoslavie, plongée dans une grave crise politique, idéologique et économique, se trouva, par suite de la déviation antimarxiste de sa direction, à la croisée des chemins. Les renégats titistes voulaient, si l'on peut dire, s'asseoir sur deux «chaises». Ils voulaient se tenir sur la «chaise» du marxisme-léninisme uniquement pour les apparences, pour la forme, mais par contre s'installer

solidement sur l'autre chaise, la capitaliste-révisionniste, ce qui, bien entendu, leur nécessiterait un certain temps. La période qui suivit 1948 fut trouble et profondément tourmentée par une grande crise, le désordre et la confusion.

Le groupe renégat Tito-Kardelj-Rankovic était confronté à la question suivante : comment conserver le pouvoir et réprimer toute résistance du prolétariat et des peuples de Yougoslavie, qui avaient lutté pour le socialisme, en amitié et en unité complète avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire ? A cette fin, les révisionnistes yougoslaves s'employèrent en premier lieu à liquider tout élément, tant soit peu marxiste-léniniste, qui avait pu subsister dans leur parti et à faire de celui-ci un instrument de leur idéologie et de leur politique bourgeoises-révisionnistes, à le dépouiller de toute fonction de direction, et, par contre, à faire de la classe ouvrière une masse inerte, incapable de voir la trahison et de réagir en tant que force politique décisive de la révolution. Les normes du centralisme démocratique dans le parti furent violées. Le parti fut assujéti à l'UDB, que les titistes utilisèrent comme un moyen pour réprimer tous les éléments adverses au tournant régressif antimarxiste. Le Parti fut «épuré» de tous ses membres fidèles au socialisme. Bien qu'il eût conservé en apparence certaines normes concernant les élections, les réunions et conférences, en réalité, sa direction bureaucratique concentra entre ses mains tout le pouvoir dans ce parti soi-disant marxiste-léniniste, elle en fit un simple exécutant de ses ordres et de ceux de la Sûreté de l'Etat. Le Parti communiste de Yougoslavie modifia ainsi totalement son aspect et perdit tout trait de parti d'avant-garde de la classe ouvrière, de force politique dirigeante de la société. C'était là une grande victoire pour le capitalisme, pour la bourgeoisie extérieure et pour la bourgeoisie intérieure.

Afin de préserver leur domination, les renégats titistes se devaient de liquider sans bruit le pouvoir issu de la lutte de libération nationale et d'en édifier un autre, une féroce dictature fasciste.

En d'autres termes, le groupe dirigeant Tito-Kardelj-Rankovic entreprit de liquider tous les éléments marxistes-léninistes de la révolution et se mit en quête de voies soi-disant nouvelles, «socialistes», en réalité capitalistes, dans le domaine économique, dans la politique intérieure et extérieure, dans l'enseignement et la culture, ainsi que dans tous les autres secteurs de la vie. Dans ces circonstances, les organes de la Sûreté de l'Etat et l'armée yougoslaves devinrent une arme féroce et favorite dans les mains de cette poignée de renégats, qui sévissaient de manière draconienne contre quiconque osait dénoncer leur trahison. C'est ainsi que commencèrent les persécutions et les assassinats en masse de tous les éléments marxistes-léninistes sains. Les terribles camps de concentration, celui de Goli Otok entre autres, se remplirent de détenus et de déportés.

A l'époque, la situation économique en Yougoslavie apparaissait très grave, en raison de la ruine que l'économie du pays avait connue durant la guerre, de la politique confuse de la direction yougoslave, de la cessation, à la suite de la rupture de toutes les relations avec l'Union soviétique, des aides considérables que la Yougoslavie avait reçues de celle-ci dans les premières années qui avaient suivi la libération, en raison aussi de l'impossibilité où elle se trouvait maintenant de piller les richesses des pays de démocratie populaire, comme l'Albanie, à travers les sociétés «mixtes» édifiées sur des bases non équitables, qui étaient dans l'intérêt d'une seule partie, la Yougoslavie.

Assurément, les renégats yougoslaves ne pouvaient sortir de cette crise uniquement par la terreur. Officine chevronnée du capitalisme mondial, la direction titiste fit aussitôt appel à son aide, et celui-ci, surtout l'impérialisme américain, se montra entièrement disposé à fournir à Tito et à ses compagnons toute l'aide et le soutien nécessaires pour les sauver et se servir d'eux comme d'un instrument important dans sa lutte contre le socialisme, la révolution et les mouvements de libération. Les puissances impérialistes attendaient impatiemment ce tournant, car elles s'y étaient préparées depuis la guerre. Aussi, non seulement elles ne manquèrent pas de leur accorder d'importantes «aides» économiques, mais elles leur prêtèrent aussi un puissant appui sur le plan politique et idéologique. Elles leur fournirent également des armes et des équipements militaires de toutes sortes, et les lièrent même à l'OTAN s travers le Pacte balkanique. *[Aux termes de l'accord militaire conclu le 14 novembre 1951 entre les Etats-Unis et la Yougoslavie, les forces armées yougoslaves ont été soumises*

en fait au contrôle du Pentagone. En 1953 fut conclu le traité tripartite «de coopération et d'amitié» entre la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie, qui, en août 1954, se mua en un pacte militaire. Ce pacte lia la Yougoslavie à l'OTAN également, dont la Turquie et la Grèce font toujours partie.]

Au cours de la première période, dans l'industrie et l'agriculture en particulier, la Yougoslavie fut «aidée» par les investissements de sociétés étrangères. *[D'après le journal «The Times» du 17 avril 1951, la Banque internationale de la Reconstruction accorda en octobre 1949 à la Yougoslavie un prêt de 2 700 000 dollars, et le Fonds monétaire international deux prêts successifs, dans la même année, pour un total de 12 millions de dollars. Le Congrès américain autorisa l'octroi en décembre 1950 à la Yougoslavie de 38 millions de dollars et en avril 1951 de 29 millions de dollars.]*

Dans l'industrie, où l'impérialisme US se montra particulièrement «généreux», l'action fut entamée avec les «aides» pour la reconstruction des anciennes usines existantes, afin qu'elles fussent remises en état de produire et que le régime bourgeois-révionniste, qui se cristallisait et s'était tourné vers le capitalisme mondial, pût se maintenir debout.

Le régime titiste devait liquider aussi le système tronqué de la collectivisation de l'agriculture, qui avait été mis en place dans un certain nombre d'exploitations paysannes, et créer un système nouveau, qui favorisât à nouveau les koulaks et les grands propriétaires terriens. Pour la redistribution des terres, on trouva des formes et des méthodes qui permirent de relever l'ancienne classe des koulaks, sans provoquer de grands troubles dans le pays L'Etat prit toute une série de mesures capitalistes, comme la suppression des stations de machines et de tracteurs et la vente de leur matériel à la paysannerie riche, seule en mesure de l'acheter, et l'institution de lourds impôts qui frappaient les cultivateurs. Les fermes d'Etat furent également transformées en entreprises capitalistes, qui bénéficièrent des investissements des capitalistes étrangers.

Les commerçants et les industriels du pays, auxquels furent accordés de gros avantages, tirèrent un grand profit des capitaux étrangers.

Ces mesures témoignaient incontestablement que ce «socialisme» que prétendait édifier la Yougoslavie n'était rien d'autre que l'intégration dans le capitalisme.

Ainsi fut préparé le terrain à la pénétration toujours accrue des capitaux étrangers, dans un milieu politique, idéologique et organisationnel très approprié au capitalisme mondial, lequel, en aidant le régime titiste, entendait l'utiliser comme une tête de pont pour s'introduire dans les autres pays de démocratie populaire.

Cette orientation politique, idéologique et économique de la Yougoslavie titiste vers le capitalisme fit que la lutte de classes dans ce pays changea de direction et ne se développa pas comme une force motrice de l'instauration de la société socialiste mais qu'elle demeura un simple affrontement entre des classes adverses, comme cela se produit dans tout Etat capitaliste dominé par la dictature de la bourgeoisie. L'Etat bourgeois-révionniste titiste dirigea la lutte de classes en Yougoslavie contre les éléments progressistes de la classe ouvrière, contre les communistes qui s'opposaient à son cours de trahison.

Le centralisme démocratique ne tarda pas à être liquidé aussi dans le domaine de l'administration économique et étatique. Certes, en Yougoslavie, certaines usines avaient été nationalisées, le commerce extérieur avait été proclamé monopole d'Etat et l'on prétendait appliquer le principe du centralisme démocratique dans l'organisation et l'activité de l'Etat et du parti. Mais ces mesures, qui avaient un semblant révolutionnaire, n'étaient ni complètes ni conséquentes. Le centralisme en Yougoslavie n'avait pas son véritable sens léniniste selon lequel toute la vie économique et politique de la société devait se développer à travers la juste combinaison de la direction centralisée avec l'initiative créatrice des organes locaux et des masses travailleuses, mais il visait à créer une force dictatoriale de type fasciste, qui fût en mesure d'imposer d'en haut aux peuples de Yougoslavie la

volonté du régime au pouvoir. Ces mesures initiales, vantées comme des tendances prétendument socialistes, prirent, au bout de quelques années, une nette direction anti-marxiste, contre-révolutionnaire. Toute cette organisation étatique et l'activité de l'Etat dans le domaine économique revêtirent des traits capitalistes, en opposition ouverte avec l'expérience fondamentale de l'édification du socialisme dans l'Union soviétique de Lénine et de Staline.

Dans les premières années qui suivirent 1948, l'Etat yougoslave appliquait, peut-on dire, dans son activité le principe du centralisme, parce que la Fédération yougoslave avait à soutenir des charges très lourdes et pénibles, dont elle n'aurait pu s'acquitter si elle s'était décentralisée. La situation exigeait l'application du centralisme, car, au sein de la Fédération, existaient les républiques dont chacune, ayant son propre courant politique nationaliste, cherchait à se détacher. Mais ce centralisme-là était un centralisme bureaucratique; les plans économiques étaient dressés d'en haut sans être discutés à la base, ils n'étaient pas étudiés et ne visaient pas à un développement harmonieux des diverses branches de l'économie de chaque république et région de la Fédération, les ordres étaient arbitraires et exécutés aveuglément, le stockage des produits imposé par la force. De ce chaos, où l'initiative des organes locaux du parti et de l'Etat ainsi que celle des masses travailleuses étaient totalement absentes, devaient naturellement apparaître, comme elles apparurent effectivement, des oppositions qui furent réprimées par la terreur et dans le sang.

De leur côté, les Etats capitalistes qui avaient pris le régime titiste sous leur égide et qui devaient orienter ce pays dans la direction capitaliste, encourageaient une telle situation. Tirant profit de cet état de choses, les divers impérialistes, en même temps qu'ils lui accordaient des crédits, cherchaient à qui mieux mieux à fourrer leurs mains dans cet Etat abâtardi et à lui imposer leurs conceptions politiques, idéologiques et organisationnelles.

Les capitalistes étrangers qui soutinrent le groupe renégat titiste, étaient, certes, convaincus que celui-ci se mettrait à leur service, mais ils avaient aussi conscience de la nécessité, une fois cette situation trouble et chaotique surmontée, de créer en Yougoslavie un état de choses plus stable. Faute de quoi, les gros investissements qu'ils avaient déjà faits et ceux qu'ils comptaient faire par la suite ne seraient pas assurés.

Pour créer donc cette situation souhaitée par le capitalisme, il convenait, dans cet Etat, de décentraliser la gestion de l'économie, de reconnaître et de défendre par la loi les droits des capitalistes à effectuer de gros investissements dans son économie.

La direction titiste comprenait bien que le capitalisme mondial souhaitait voir la Yougoslavie, devenue un instrument entre ses mains, prendre la forme qui lui permettrait de masquer le mieux son vrai visage. De ce fait, il ne pouvait admettre un régime ouvertement fasciste et sanguinaire, comme celui qu'avaient instauré les antimarxistes Tito-Kardelj-Rankovic. Aussi en 1967 le groupe Tito-Kardelj prit les mesures requises et liquida le groupe Rankovic, pour lui imputer tous les maux du pouvoir titiste jusqu'à cette période.

Avec la liquidation de Rankovic, la Ligue des «communistes» de Yougoslavie ne sortit pas de la grave crise dans laquelle elle était plongée. Elle continua d'être traitée selon les anciennes conceptions titistes, qui se réduisaient, dans leur essence, à ce que la Ligue ne garde que le masque de «communiste», mais sans jouer un rôle dirigeant dans l'activité étatique, dans l'armée, dans l'économie. Les titistes avaient modifié même l'appellation du parti, le baptisant «Ligue des communistes», pour lui donner soi-disant une appellation authentiquement «marxiste» tirée du vocabulaire de Karl Marx. Et à cette prétendue «Ligue des communistes», ils ne reconnurent officiellement qu'une fonction d'éducation, au reste elle-même inexistante, parce que la société yougoslave, bercée par une propagande politique et idéologique soi-disant marxiste-léniniste au sein de la prétendue «Ligue socialiste de Yougoslavie», fut corrompue et entraînée dans la voie capitaliste.

Bien que sorti de la clandestinité, le parti révisionniste yougoslave, à la suite de la décentralisation capitaliste, se fondit dans cette espèce de pluralisme idéologique, qui devait être qualifié par la suite de système «démocratique». Le but essentiel poursuivi par là était, après que le parti se serait converti en parti bourgeois, de cristalliser totalement les traits capitalistes du développement économique du pays.

Ainsi fut créé en Yougoslavie le terrain approprié à l'épanouissement des théories anarcho-syndicalistes, que Marx, Engels, Lénine et Staline avaient combattues. C'est dans ces conditions, que fut échafaudée la théorie pseudo-marxiste-léniniste sur le système politique d'«autogestion socialiste» que Kardelj traite dans son livre.

Si je me suis un peu étendu sur l'aspect historique de l'évolution de la Yougoslavie dans la voie révisionniste, ce n'est point parce que ces problèmes nous sont inconnus, mais pour mieux mettre en lumière la fausseté de la pensée «théorique» de Kardelj, qui, étant le complice de Tito dans la grande trahison à l'égard de la révolution et du socialisme, en est réduit à tenter de faire passer le noir pour le blanc et le capitalisme pour le socialisme. Maintenant, compte tenu de l'évolution peu glorieuse que leur pays connaît de leur fait, ces renégats cherchent à justifier «théoriquement» la situation chaotique qu'ils ont eux-mêmes créée. C'est ainsi que s'expliquent aussi les idées obscures de Kardelj. Ses «théories» sont tout aussi confuses qu'est chaotique la réalité yougoslave. Et il ne pouvait en être autrement.

2. — Le système d'«autogestion» dans l'économie

La théorie et la pratique de l'«autogestion» yougoslave sont une négation manifeste des enseignements du marxisme-léninisme et des lois générales de l'édification du socialisme.

Le socialisme «autogestionnaire» dans l'économie a pour fondement l'idée que le socialisme ne peut prétendument être édifié à travers la concentration des moyens de production dans les mains de l'Etat socialiste et par l'institution de la propriété d'Etat en tant que forme suprême de propriété socialiste, mais à travers le morcellement de la propriété étatique socialiste en propriété de groupes particuliers de travailleurs, qui l'administrent soi-disant directement. Marx et Engels soulignaient dès 1848 que

«le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante...». (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 42, Tirana, 1975.)

Lénine a repris cette même idée lorsqu'il combattit âprement les points de vue anarcho-syndicalistes du groupe antiparti de l'«opposition ouvrière», qui demandait que les usines fussent remises aux ouvriers et la direction et l'organisation de la production assurées non pas par l'Etat socialiste, mais par un prétendu «congrès de producteurs», en tant que représentant de groupes de travailleurs particuliers. *[Les vues de l'«opposition ouvrière» et des autres groupes fractionnels ont été rejetées par le Xe Congrès du PC (b) de Russie tenu en mars 1921, qui ordonna leur dissolution immédiate.]* Lénine jugeait ce point de vue

«...en rupture totale avec le marxisme et le communisme». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 32, p. 283.)

Il indiquait que

«toute législation directe ou indirecte, soit de la possession de leur propre production par les ouvriers d'une usine ou d'une profession prise en particulier, soit du droit de ceux-ci d'affaiblir ou d'entraver l'application des décrets du pouvoir d'Etat, constituerait la plus grande altération des principes du pouvoir des soviets et l'abandon complet du socialisme». (V. Lénine, «Sur le démocratisme et le caractère socialiste du pouvoir des soviets».)

Dès juin 1950, Tito, présentant à l'Assemblée populaire de la République fédérative populaire de Yougoslavie la loi sur «l'autogestion», et développant ses conceptions révisionnistes sur la propriété en «socialisme», dit entre autres : «Désormais, la propriété étatique des moyens de production, les usines, les mines, les chemins de fer passent graduellement à la forme supérieure de propriété socialiste; la propriété d'Etat est la forme inférieure de propriété sociale et non la supérieure...» ; au nombre «des actes les plus caractéristiques d'un pays socialiste», figure «le passage des usines et des autres entreprises économiques de la gestion de l'Etat à la gestion des ouvriers...» car ainsi se réalisera «le mot d'ordre de l'action du mouvement ouvrier — les usines aux ouvriers». (*Les usines aux ouvriers. Prishtine. 19-31, pp. 37, 19, 1.*)

Ces thèses de Tito ressemblent comme deux gouttes d'eau non seulement aux conceptions réactionnaires de l'«opposition ouvrière» anarcho-syndicaliste, que Lénine démasqua en son temps, mais aussi à celles de Proudhon, qui, dans son ouvrage «Qu'est-ce que la propriété ?», affirmait que «le produit spontané d'une unité collective... peut être considéré comme le triomphe de la liberté... et comme la plus grande forme révolutionnaire existante qui peut être opposée au pouvoir». Toujours à ce propos voici ce que disait un des chefs de la II^e Internationale, Otto Bauer, dans son livre «La voie vers le socialisme» : «Qui donc, dans l'avenir, dirigera l'industrie socialisée ? Le gouvernement ? Non ! Si le gouvernement dirigeait toutes les branches de l'industrie sans exception, il deviendrait trop puissant en regard du peuple et de la représentation nationale. Un tel accroissement du pouvoir gouvernemental serait dangereux pour la démocratie». (*Otto Bauer. «La voie vers le socialisme», p. 18. Paris 1919.*)

Epousant les points de vue de Tito. E. Kardelj souligne également que: «Notre société est contrainte d'agir ainsi, du moment qu'elle est déterminée à mettre en œuvre l'autogestion et la socialisation autogestionnaire de la propriété sociale, contre la perpétuation de la propriété d'Etat dans les rapports de production socialistes» (p. 86). [*Toutes les citations de l'ouvrage d'E. Kardelj sont tirées de la traduction albanaise publiée par les Editions de Prishtine en 1977 (Note des Editions «8 Nëntori», Tirana).*] Ce qui revient à dire qu'en Yougoslavie a été mis en place le système de la propriété privée et qu'il n'y existe pas de propriété socialiste d'Etat, de propriété du peuple tout entier.

Il en est tout à fait différemment dans notre pays, où cette propriété commune socialiste est dirigée par l'Etat de dictature du prolétariat avec la participation de la classe ouvrière et des masses travailleuses dans de justes formes, centralisées, planifiées d'en bas et orientées d'en haut.

La voie de la décentralisation des moyens de production, selon les idées anarcho-syndicalistes de l'«autogestion» ouvrière, n'est rien d'autre, quant au fond, qu'une manière raffinée de préserver et de consolider la propriété privée capitaliste des moyens de production, mais sous une forme masquée, comme «propriété gérée par les groupes d'ouvriers». En fait, tous les termes compliqués et obscurs qu'a inventés le «théoricien» Kardelj dans son livre, comme «l'organisation fondamentale du travail associé», «l'organisation segmentée du travail associé», les «conseils ouvriers de l'organisation fondamentale ou segmentée du travail associé», les «communautés autogestionnaires des intérêts», etc.. etc., et qui ont été légalisés dans la législation de l'Etat capitaliste yougoslave, ne sont rien d'autre qu'une façade vernie, qui cache le fait que la classe ouvrière se voit nier son droit à la propriété des moyens de production, qu'elle est féroce exploitée par la bourgeoisie.

Cette propriété privée existe en Yougoslavie non seulement sous une forme masquée, mais aussi sous sa forme courante, dans les villes et dans les campagnes. Cela. E. Kardelj lui-même le reconnaît dans son livre, lorsqu'il écrit que «dans notre société, une importance particulière est accordée à des droits comme... le droit à la propriété personnelle, ou même, dans certaines limites, à la propriété privée...» (p. 177). En vain. Kardelj s'efforce d'atténuer l'effet négatif que peut produire la reconnaissance ouverte du droit de propriété privée, fût-ce sous la forme de la petite production, laquelle, comme le disait Lénine, engendre chaque jour et à chaque heure le capitalisme. Les révisionnistes yougoslaves ont promulgué aussi des lois particulières qui encouragent l'économie privée, des lois qui reconnaissent aux citoyens le droit de «fonder des entreprises» et d'«employer de la main-d'œuvre». La

Constitution yougoslave stipule expressément que «les privés ont la même position économique et sociale, les mêmes droits et obligations que les travailleurs des organisations économiques et sociales».

La petite propriété privée domine pleinement dans l'agriculture yougoslave, où elle occupe 90 % de la superficie des terres cultivables, 9 millions d'ha appartiennent au secteur privé, et 1,15 million d'ha, soit 10 % de la superficie totale des terres arables, relèvent du secteur capitaliste monopoliste dit social. Plus de 5 millions de paysans en Yougoslavie travaillent sur les terres du secteur privé. La campagne yougoslave ne s'est jamais engagée dans la voie de la véritable transformation socialiste. Kardelj ne dit rien de cette situation dans son livre et il évite de traiter de la manière dont son système «auto-gestionnaire» s'étend à l'agriculture. Mais, s'il prétend construire le socialisme à travers ce système, comment peut-il oublier de «construire le socialisme» aussi dans l'agriculture, qui représente près de la moitié de l'économie ? La théorie marxiste-léniniste nous enseigne que le socialisme s'édifie tant à la ville qu'à la campagne et non pas sur la base de la propriété capitaliste d'Etat, de la propriété prétendument gérée par les groupes d'ouvriers, ou de la propriété ouvertement privée, mais seulement sur la base de la propriété sociale socialiste des moyens de production.

En Yougoslavie, la propriété privée de la terre est autorisée dans la mesure de 10 à 25 hectares. (*V. Vasic, «La politique économique de la Yougoslavie», publication de l'Université de Prishtine, 1970.*) Mais la loi yougoslave qui permet l'aliénation, le louage et l'hypothèque de la terre, la vente et l'achat des machines agricoles et le travail journalier dans l'agriculture, a créé à la nouvelle classe bourgeoise des campagnes, des koulaks, la possibilité d'étendre, sur le dos des paysans pauvres, les superficies de terres qu'ils exploitent, de multiplier les moyens de travail, les tracteurs [*En 1980 les koulaks possédaient 93,5 pour cent du total des tracteurs.*] et les véhicules de transport, et, en conséquence, d'accroître et d'intensifier l'exploitation capitaliste.

Les rapports de production capitalistes se sont implantés si profondément dans l'économie yougoslave que les capitalistes et les firmes étrangères ont été laissés libres d'y faire leurs investissements et, de concert avec la bourgeoisie locale, d'exploiter la classe ouvrière et les autres masses travailleuses yougoslaves. Le système d'«autogestion» yougoslave peut être justement défini comme un pouvoir de coopération du capitalisme yougoslave avec le capitalisme américain et avec d'autres capitalistes. Ceux-ci sont associés dans l'appropriation des richesses de la Yougoslavie dans tous les domaines, usines, communications, hôtels, immeubles d'habitation et jusque dans l'esprit des gens.

Si l'économie yougoslave a fait quelque progrès, cela n'est nullement dû au système d'«autogestion», comme les révisionnistes titistes s'appliquent à le faire croire. En Yougoslavie, le monde capitaliste a déversé sous forme d'investissements, de crédits et d'«aides», de grands capitaux, qui constituent une part considérable de la base matérielle du système capitaliste-révisionniste yougoslave. L'endettement de la Yougoslavie dépasse les 11 milliards de dollars, dont plus de 7 milliards envers les Etats-Unis.

Ce n'est pas sans des desseins déterminés que la bourgeoisie internationale a fondé le système d'«autogestion socialiste» yougoslave sur une telle base matérielle et financière. Les béquilles du capital occidental ont aidé ce système à se maintenir debout comme un modèle de la préservation de l'ordre capitaliste sous des étiquettes pseudo-socialistes.

Les capitalistes étrangers, avec leurs investissements, ont construit en Yougoslavie de nombreux établissements industriels, qui sortent des produits allant des meilleurs aux pires. Les produits de bonne qualité sont naturellement vendus à l'étranger, et très peu dans le pays. Bien qu'une forte surproduction capitaliste sévise à l'étranger et que tous les marchés y soient déjà accaparés par les capitalistes mêmes qui ont fait des investissements en Yougoslavie, ceux-ci n'en vendent pas moins les produits yougoslaves de qualité sur leurs marchés avec des profits énormes, étant donné que la main-d'œuvre en Yougoslavie est bon marché, que le prix de revient moins élevé que dans les pays capitalistes où les syndicats, dans une certaine mesure, exigent du capital quelques avantages en faveur des ouvriers. Les meilleurs produits qui sortent des usines yougoslaves sont enlevés par les sociétés

multinationales, qui opèrent aussi dans le pays. Mais, outre les bénéfices qu'ils tirent de cette pratique, les investisseurs étrangers soutirent d'autres profits, notamment en prélevant l'intérêt des capitaux qu'ils ont investis en Yougoslavie. Souvent, ils touchent ces bénéfices sous forme de matières premières ou élaborées.

Dans son livre, le démagogue Kardelj parle beaucoup du système d'«autogestion», mais il se tait sur la présence du capital étranger, sur son grand rôle pour le maintien sur pied de ce système.

Dans les pays bourgeois, dit Kardelj, le véritable pouvoir réside et «... se manifeste avant tout dans la liaison du pouvoir exécutif d'Etat avec les cartels politiques en dehors du parlement... En même temps que l'accroissement de la force du pouvoir intérieur extra-parlementaire, — poursuit Kardelj, — les rapports sociaux actuels dans les pays capitalistes hautement développés ont aussi pour trait un phénomène nouveau, la création du pouvoir extra-parlementaire international, c'est-à-dire mondial» (p. 54). Kardelj veut démontrer par là que l'«autogestion» yougoslave aurait échappé à une pareille situation. Effectivement, comme nous l'avons expliqué plus haut, il en est tout autrement: l'«autogestion» yougoslave est une cogestion capitaliste, yougoslave et étrangère. Les capitalistes étrangers, c'est-à-dire les sociétés, les trusts et autres investisseurs ont, en Yougoslavie, le même pouvoir de décision que le pouvoir yougoslave lui-même sur la politique et le développement général du pays.

En fait, ce qu'on appelle les entreprises autogestionnaires, petites ou grandes, sont contraintes de tenir compte des exigences des investisseurs étrangers. Ceux-ci apportent avec eux leurs propres lois, qu'ils ont imposées à l'Etat yougoslave, ils ont leurs représentants directs dans ces entreprises communes, ils ont leurs représentants dans la Fédération même ou bien ils y exercent leur influence. Pratiquement, ils imposent leur volonté, directement ou indirectement, à la Fédération, aux entreprises ou aux sociétés communes. Et Kardelj de monter un camouflage, un tour de passe-passe [*En français dans le texte.*], comme disent les Français, pour «démontrer», ce qui est absurde, que l'«autogestion» yougoslave est un socialisme véritable.

Mais ce qu'il essaie de nier dans son livre, est reconnu chaque jour, avec de multiples faits à l'appui, par la presse occidentale, et même par l'agence yougoslave d'informations TANJUG, qui a annoncé, le 16 août dernier, la publication d'un nouveau règlement de l'Assemblée exécutive fédérative, qui s'occupe directement des investissements étrangers en Yougoslavie. Ce règlement étend encore plus les droits des investisseurs capitalistes étrangers en Yougoslavie. «En vertu de cette loi, annonce l'agence, les partenaires étrangers, aux termes d'accords conclus avec les organisations du travail socialisé du pays, peuvent effectuer leurs investissements sous forme de devises, d'équipements, de produits semi-ouvrés et de technologie. Les investisseurs étrangers ont les mêmes droits que les organisations du travail socialisé du pays, qui investissent leurs moyens dans une organisation de travail associé».

Plus bas, l'agence TANJUG indique qu'«on a lieu de prévoir que ce règlement aura pour effet d'accroître l'intérêt (des étrangers), car il garantit l'activité économique commune à long terme. En outre, pratiquement, il n'est à présent pas de domaine, à l'exception des assurances sociales, du commerce intérieur et des activités sociales, où les étrangers ne puissent investir leurs fonds».

Il est difficile à un pays de se vendre plus totalement au capital étranger. Et malgré cette réalité fondamentalement capitaliste, le «communiste» Kardelj a l'impudence d'affirmer que «... notre société a pris un contenu et une structure socio-économique beaucoup plus solides, fondés sur les rapports de production socialistes et autogestionnaires...» qui «... permettent et assurent le développement toujours plus libre, indépendant et autogestionnaire de notre société...» ! (pp. 7-8).

Kardelj, dans son livre, accorde la primauté de l'individu et le considère comme l'élément principal de la société, l'élément producteur, à qui revient le droit d'organiser et de répartir la production. Selon lui, cet élément, dans le système d'«autogestion», socialise le travail et exerce sa direction dans les

entreprises à travers les prétendus conseils ouvriers, «élus» par les ouvriers, qui, soi-disant, de concert avec les fonctionnaires gestionnaires désignés, règlent le sort de l'entreprise, du travail, des revenus, etc.

C'est la forme typique des entreprises capitalistes, où, en réalité, domine le capitaliste, entouré d'un grand nombre de fonctionnaires et de techniciens qui sont au fait de l'état de la production et en organisent la répartition. Naturellement, le gros des profits va au capitaliste, qui est le maître de l'entreprise capitaliste, autrement dit c'est lui qui s'approprie la plus-value. Dans l'«autogestion» yougoslave, une grande part de la plus-value est appropriée par les fonctionnaires, les directeurs des entreprises et le personnel d'ingénieurs et de techniciens, alors que la Fédération ou chaque république se taillent «la part du lion» pour financer les traitements copieux de tous les fonctionnaires de l'appareil central, fût-ce de la Fédération, fût-ce d'une république. Pour maintenir sur pied la dictature titiste — l'armée, le ministère de l'Intérieur et la Sûreté de l'Etat, le ministère des Affaires étrangères et autres — qui dépendent de la Fédération et qui se gonflent et s'étendent sans cesse, il est nécessaire de disposer de fonds. Dans cet Etat fédératif s'est développée une nombreuse bureaucratie de fonctionnaires et de dirigeants improductifs, qui reçoivent des traitements très élevés, fruits de la sueur et du sang des ouvriers et des paysans. En outre, une grande partie des revenus est accaparée par les capitalistes étrangers qui ont investi dans ces entreprises, qui ont leurs représentants dans les «conseils d'administration» ou dans les «conseils ouvriers», c'est-à-dire qui participent à la direction des entreprises. Ainsi, dans ce système appelé «socialisme autogestionnaire» les ouvriers se trouvent constamment dans une situation d'exploitation totale.

L'engrenage des «conseils ouvriers» et des «comités d'autogestion» avec leurs commissions, a été inventé par les révisionnistes de Belgrade uniquement pour donner l'illusion aux ouvriers qu'en «étant élus», en participant à ces organismes et en y discutant, ils décideraient eux-mêmes des affaires de l'entreprise, de «leur» propriété. Selon Kardelj, «... les ouvriers dans l'organisation fondamentale du travail associé... gèrent le travail et l'activité de l'organisation du travail associé et les moyens de la reproduction sociale..., décident de toutes les formes d'association et de liaison de leur travail et de leurs moyens, ainsi que de tous les revenus qu'ils s'assurent par leur travail associé..., se partagent les revenus pour leur consommation personnelle, pour les consommations commune et générale, conformément aux principes et aux critères définis sur des bases autogestionnaires...» (p. 160), etc., etc.

Tout cela n'est que balivernes, car dans cette Yougoslavie où fleurit la démocratie bourgeoise, il n'y a pas de liberté véritable, ni de pensée ni d'action pour les travailleurs. La liberté d'action dans les entreprises «autogestionnaires» est mensongère. L'ouvrier en Yougoslavie ne dirige pas et il ne jouit pas des droits que proclame avec tant de pompe l'«idéologue» Kardelj. Tito lui-même, dans le discours qu'il a prononcé récemment devant l'actif dirigeant de Slovénie, pour se montrer soi-disant réaliste et contre les injustices de son régime, a dit que l'«autogestion» n'empêche pas que les revenus de ceux qui travaillent mal augmentent sur le dos de ceux qui travaillent bien, alors que les dirigeants des usines, qui sont responsables de pertes, peuvent échapper à leur responsabilité et assumer des fonctions de direction dans d'autres usines, sans craindre d'être critiqués par qui que ce soit pour les fautes qu'ils ont commises.

Bien que, «en théorie», E. Kardelj ait supprimé la bureaucratie et la technocratie, qu'il ait supprimé le rôle d'une classe dominante technocratique, en réalité, dans la pratique, cette classe a été créée rapidement et elle a trouvé un large champ d'action dans ce système soi-disant démocratique, où le rôle de l'homme travailleur est prétendument «déterminant». En fait, ce qui est déterminant c'est le rôle de cette couche de fonctionnaires et de nouveaux bourgeois qui dominent dans les entreprises «autogestionnaires». Ce sont eux qui dressent le plan, qui fixent les investissements et les revenus de chacun, des ouvriers et les leurs ; mais naturellement, leur houlette tend à diriger le troupeau de leur côté. Des lois et des règlements ont été promulgués, qui tendent à accroître les gains de la direction et à réduire ceux des ouvriers.

En Yougoslavie, cette couche réduite de personnes, engraisnée de la sueur et de la peine des ouvriers, qui prend les décisions dans son intérêt, s'est convertie en classe capitaliste. Ainsi a été créé le monopole politique du pouvoir de décision et de la distribution des revenus par l'élite dans les entreprises d'«autogestion» socialiste, alors que, à en croire le refrain de Kardelj, ce système politique, inventé par les titistes, contribue à créer les conditions requises pour la réalisation réelle des droits «d'autogestion» et «démocratiques» des travailleurs, qu'il leur reconnaît en principe.

C'est précisément le système «d'autogestion» qui a encouragé la formation de la nouvelle classe capitaliste. Ce fait amer, Tito lui-même l'a reconnu à travers une «critique sévère» qu'il a soi-disant adressée aux exploiters des ouvriers, à tous ceux qui dirigent ce système «d'autogestion socialiste» et qui en profitent. Dans de nombreux discours, bien qu'il se soit efforcé de cacher les maux de son système pseudo-socialiste, il a été contraint de reconnaître la grande crise qui le frappe et la polarisation de la société yougoslave en riches et en pauvres. «Je ne considère pas comme de l'enrichissement, dit-il, ce que l'homme gagne de son travail, même si avec ses gains il s'est construit une villa. Mais quand il s'agit de centaines de millions et même de milliards, alors il s'agit bien d'un vol... Ce ne sont pas des revenus obtenus par le labeur... Ce genre de fortune se crée par des spéculations menées à l'intérieur et à l'extérieur du pays... Maintenant, nous devons regarder ce qu'on a fait avec ceux qui se construisent des maisons, une à Zagreb, une à Belgrade, une autre quelque part à la mer, ou ailleurs. Il ne s'agit pas d'habitations simples mais de villas, qui sont souvent louées. De plus, certaines familles ont non pas une, mais deux ou trois voitures...». [Interview de Tito accordée à la rédactrice du journal «Vjestnik», octobre 1972.] En une autre occasion, pour faire croire qu'il est soi-disant contre la création de couches riches et de couches pauvres dans la société yougoslave, il a rappelé que les dépôts de quelques particuliers dans les banques yougoslaves se montent à eux seuls à quelque 4,5 milliards de dollars, sans compter ici les sommes qu'ils ont déposées dans des banques étrangères ou qu'ils gardent dans leurs poches.

Traitant du système fabriqué par les révisionnistes titistes, Kardelj est contraint d'évoquer en passant la nécessité de lutter «... contre les diverses formes de déformation et les tentatives d'usurpation des droits des travailleurs et des citoyens à l'autogestion», (p. 174). A nouveau, il recherche l'issue à ces «pratiques pernicieuses» dans le système «d'autogestion» en étendant «... le mécanisme afférent de contrôle social démocratique...» (p. 178).

On est en droit de se demander : à quelle classe Kardelj fait-il allusion lorsqu'il parle d'«usurpation des droits des travailleurs à l'autogestion» ? Bien entendu, il ne le dit pas, mais il s'agit de l'ancienne et nouvelle classe bourgeoise qui a usurpé le pouvoir de la classe ouvrière, qui lui est monté sur le dos et qui l'exploite jusqu'à la moelle.

Kardelj s'efforce en vain de présenter les «conseils ouvriers», les «organisations fondamentales du travail associé», etc., etc., comme l'expression la plus authentique de la «démocratie» et de la «liberté» de l'homme dans tous les domaines sociaux. Les «conseils ouvriers» ne sont rien d'autre que des organes purement formels, qui défendent et réalisent non pas les intérêts des ouvriers mais la volonté des dirigeants des entreprises, car étant matériellement, politiquement et idéologiquement corrompus, ils se sont intégrés dans l'«aristocratie» et la «bureaucratie ouvrière», ils sont devenus des agences qui ont pour mission de tromper la classe ouvrière et de la bercer d'illusions mensongères.

La réalité yougoslave illustre clairement l'absence de démocratie véritable pour les masses. Et il ne pouvait en être autrement. Lénine soulignait que

««La démocratie de la production» est un terme qui prête à confusion. On peut le comprendre comme une négation de la dictature et de la direction unique. On peut l'interpréter comme un ajournement de la démocratie habituelle ou comme une façon de se récuser devant cette démocratie». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 32, p. 80.)

Il ne peut y avoir de démocratie socialiste pour la classe ouvrière sans son Etat de dictature du prolétariat. Le marxisme-léninisme nous enseigne que la négation de l'Etat de dictature du prolétariat est la négation même de la démocratie pour les masses travailleuses.

La négation par les révisionnistes yougoslaves de l'Etat de dictature du prolétariat et de la propriété sociale socialiste sur laquelle il s'appuie, les a conduits à une gestion décentralisée de l'économie dépourvue d'un plan unique d'Etat. Le développement de l'économie nationale sur la base du plan unique d'Etat et sa gestion par l'Etat socialiste fondée sur le principe du centralisme démocratique sont une des lois générales et un des principes fondamentaux de la construction du socialisme dans chaque pays. La méconnaissance de cette loi conduit à la situation que l'on constate en Yougoslavie, où l'on construit le capitalisme.

Kardelj prétend que les ouvriers, dans leurs organisations «autogestionnaires», se voient reconnaître le droit de «... gérer l'activité de l'organisation du travail associé...» (p. 160), c'est-à-dire des entreprises, qu'ils peuvent donc planifier aussi la production. Mais qu'en est-il en réalité ? L'ouvrier dans ces organisations ne dirige pas, ce n'est même pas lui qui dresse le prétendu plan à la base. Cela, c'est la nouvelle bourgeoisie, la direction de l'entreprise, qui l'effectue, alors qu'elle fait accroire aux ouvriers que ce sont soi-disant les «conseils ouvriers», qui ont le pouvoir de décision dans ces organisations «autogestionnaires». C'est ce qui se produit aussi dans les pays capitalistes, où le capitaliste détient tous les pouvoirs dans les entreprises privées, possède sa propre technocratie et ses technocrates qui dirigent. Dans certains pays il y a bien aussi des représentants des ouvriers, mais leur fonction est sans importance, elle se réduit à donner aux ouvriers l'illusion mensongère qu'ils participent eux aussi aux affaires de l'entreprise.

La prétendue planification qui se fait dans les entreprises «autogestionnaires» yougoslaves non seulement ne peut être qualifiée de socialiste, mais, du fait même qu'elle suit l'exemple de toutes les entreprises capitalistes, elle conduit aux mêmes conséquences que l'on observe dans toute économie capitaliste, comme l'anarchie dans la production, la spontanéité et une série de contradictions, qui se manifestent de la manière la plus nette et la plus dure dans l'économie et sur le marché yougoslaves.

«... **Le libre échange du travail à travers la production des marchandises et du libre marché autogestionnaire** (souligné par nous) au niveau actuel du développement socio-économique, écrit Kardelj, est une condition de l'autogestion... Ce marché... est libre dans le sens que les organisations autogestionnaires du travail associé s'intègrent, librement et avec le moins d'interventions administratives possible, dans les rapports de libre échange du travail. La suppression de cette liberté conduit inmanquablement au renouvellement du monopole de propriété étatique de l'appareil d'Etat» (p. 95).

Il n'est pas de négation plus manifeste des enseignements de Lénine. Celui-ci, en effet, écrivait :

«Nous devons soutenir, nous avons avantage à développer le commerce «régulier» **qui ne cherche pas à échapper au contrôle de l'Etat**», «... **puisque la liberté de vendre, la liberté du commerce c'est le développement du capitalisme**», (souligné par nous). (V. Lénine. Œuvres, éd. alb., t. 32, pp. 426, 413.)

L'économie politique du socialisme indique que, en régime socialiste, le commerce, ainsi que tous les autres processus de la reproduction sociale, est un processus planifié et dirigé de manière centralisée, qui s'appuie sur la propriété sociale socialiste des moyens de production et qui est lui-même partie intégrante des rapports de production socialistes. Or ces enseignements sont tout à fait étrangers au révisionniste Kardelj, du fait même qu'il nie le rôle économique de l'Etat socialiste et de la propriété socialiste. Le marché intérieur yougoslave est un marché typiquement capitaliste décentralisé, où les moyens de production sont vendus et achetés librement par quiconque, ce qui est contraire aux lois du socialisme. C'est pour cela que l'agence TANJUG est contrainte d'admettre que tout le marché yougoslave est dominé par les entrepreneurs, les intermédiaires et les spéculateurs. Sur le marché

règnent le chaos, la spontanéité, les fluctuations catastrophiques des prix, etc. Selon les données de l'Institut fédératif yougoslave des statistiques, les prix de 45 principaux produits et services sociaux en Yougoslavie ont monté, de 1972 à 1977, de 149,7 %.

En ce qui concerne la vente des marchandises dans le pays, le pouvoir d'achat est très faible, en raison des bas salaires des travailleurs et parce que, une fois dressé le dernier bilan des entreprises, il ne reste pas grand-chose à distribuer aux ouvriers. L'entreprise désire vendre où elle trouve son intérêt et indépendamment ses produits, car le seul souci de ses dirigeants principaux, c'est-à-dire des boss, de la nouvelle bourgeoisie, est de s'assurer des profits. Mais comment créer ces profits si les acheteurs sont pauvres ? Alors on a eu recours à d'autres formes, notamment à celle de la vente à crédit. La vente à crédit des produits fabriqués dans ces entreprises «autogestionnaires» est une nouvelle chaîne accrochée au cou de l'ouvrier yougoslave, tout comme elle l'est aux ouvriers des pays capitalistes par ce même système capitaliste, qui, en Yougoslavie, s'intitule «autogestion socialiste».

Ce sont ces mêmes traits qui caractérisent aussi le commerce extérieur yougoslave où il n'existe pas de monopole d'Etat. Chaque entreprise peut, selon le désir de ses patrons, conclure des contrats et des accords avec n'importe quelle firme ou société multinationale, avec n'importe quel Etat étranger pour acheter ou vendre des matières premières, des machines, des produits ouvrés, de la technologie, etc. Et cette pratique antimarxiste a fait de l'Etat yougoslave un vassal du capital mondial, il s'est enfoncé dans la crise économique et financière qui s'est emparée du monde capitaliste-révisionniste dans son ensemble et qui se manifeste aussi dans d'autres domaines.

Le révisionniste fieffé qu'est E. Kardelj nie aussi le rôle de l'Etat socialiste dans d'autres domaines notamment dans les rapports financiers et autres activités de divers ordres. Il écrit que «les rapports, dans les domaines où ont été fondées les communautés autogestionnaires d'intérêts, se développent, en règle générale, sans l'intervention de l'Etat, c'est-à-dire... sans figurer au budget et sans d'autres mesures administratives et fiscales...» (p. 167).

En Yougoslavie, tout comme dans d'autres pays capitalistes, est répandu à grande échelle le système d'octroi de crédits par les banques au lieu du financement budgétaire des investissements pour le développement des forces productives et des autres activités. Les banques sont devenues des centres du capital financier et ce sont précisément elles qui, dans l'intérêt de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, jouent un très grand rôle dans l'économie yougoslave.

Ainsi donc, c'est ce système anarcho-syndicaliste qui a été instauré en Yougoslavie et il y a été baptisé «autogestion socialiste». Qu'est-ce que cette «autogestion socialiste» a apporté à la Yougoslavie ? Tous les maux. En premier lieu l'anarchie dans la production. Dans ce pays rien n'est stable, chaque entreprise jette ses produits sur le marché, il s'y développe une concurrence capitaliste, en l'absence de toute action coordonnée et du fait que ce n'est pas l'économie socialiste qui guide la production. Chaque entreprise elle-même lutte, en concurrence avec les autres, pour s'assurer des matières premières, des marchés, une clientèle et tout le reste. Beaucoup d'entreprises ferment en raison du manque de matières premières, des grands déficits que crée ce développement chaotique capitaliste, de l'accroissement des stocks provoqué par le manque de pouvoir d'achat et la saturation du marché en marchandises qui ne sont plus demandées. La situation des services artisanaux en Yougoslavie apparaît aussi très grave. Tito, se référant à cette question devant l'actif dirigeant de Slovénie, ne peut cacher le fait que «aujourd'hui, souvent les gens doivent transpirer pour trouver par exemple un menuisier ou un autre artisan pour une réparation quelconque, et, quand ils le trouvent, celui-ci leur demande un prix qui leur fait hérissier les cheveux sur la tête».

Indépendamment du fait que, comme nous l'avons déjà indiqué, les produits qui sortent de certains combinats modernes sont de bonne qualité, la Yougoslavie voit se créer une situation difficile par suite du manque de débouchés à ces produits; ce qui est à l'origine du déficit de sa balance commerciale. Rien que dans les 5 premiers mois de cette année, ce déficit a été de 2 milliards de dollars. Au XI^e Congrès de la Ligue des «communistes» de Yougoslavie, Tito a déclaré que «le déficit sur le marché

occidental est devenu quasi intolérable». Près de 3 mois après ce congrès, il a de nouveau déclaré en Slovanie : «Nous avons en particulier de grandes difficultés dans nos échanges commerciaux avec les pays du Marché commun européen. Ici le décalage en notre défaveur est considérable et va sans cesse croissant. Il nous faut donc en discuter sérieusement avec eux. Beaucoup nous promettent que ces choses s'arrangeront, qu'ils augmenteront leurs importations de Yougoslavie, mais de tous ces rapports nous n'avons tiré jusqu'à ce jour que peu d'avantages. Chacun rejette la faute sur l'autre». Et le déficit dans les échanges commerciaux avec l'extérieur, que Tito n'évoque pas dans ce discours, a dépassé en 1977 les quatre milliards de dollars. C'est là une catastrophe pour la Yougoslavie. Tout le pays se trouve dans une crise continue et les larges masses travailleuses vivent dans la pauvreté.

Un grand nombre d'ouvriers yougoslaves sont au chômage, ils sont jetés sur le pavé ou émigrent à l'étranger. Cette émigration économique, phénomène capitaliste, Tito non seulement l'a reconnu, mais il a recommandé de l'encourager. Dans un pays socialiste il ne peut exister de chômage, et l'exemple le plus éclatant en est l'Albanie. Cependant, dans les pays capitalistes, dont fait partie, s'entend, la Yougoslavie, le chômage existe et se crée de tous les côtés. En Yougoslavie il y a plus d'un million de sans travail et plus de 1,3 million d'émigrants économiques qui vendent leur force de travail en Allemagne fédérale, en Belgique, en France, etc., la fortune privée de personnes occupant de hautes fonctions soit au pouvoir, soit dans des entreprises et institutions y augmente rapidement, les prix des marchandises de consommation courante montent de jour en jour, et les faillites d'entreprises et de leurs filiales se comptent par milliers. Le système d'«autogestion yougoslave» apparaît donc n'être qu'un grand bluff. Et Kardelj, impudemment, va jusqu'à dire que «l'autogestion socialiste dans nos conditions est la forme la plus directe et l'expression de la lutte pour la liberté des travailleurs, pour la liberté de leur travail et de leur création, pour faire en sorte que leur influence économique et politique soit déterminante dans la société» (p. 158).

Accentuant encore par une phraséologie rebattue sa démagogie de type bourgeois, Kardelj pousse le mensonge jusqu'à dire : «Par la garantie constitutionnelle et légale des droits des ouvriers sur la base de leur travail socialisé passé, notre société élargit encore les dimensions de la liberté véritable des ouvriers et des travailleurs dans les rapports matériels de la société» (p. 162). Et qu'entend cet apologiste de la bourgeoisie par «l'extension de la liberté véritable des travailleurs» ? La «liberté» d'être sans travail, la «liberté» d'abandonner sa famille et sa patrie pour aller vendre la force de ses bras et de son esprit aux capitalistes du monde occidental, ou la «liberté» de payer des impôts, d'être l'objet d'une discrimination et d'une exploitation sauvages par l'ancienne et la nouvelle bourgeoisie yougoslave, ainsi que par la bourgeoisie étrangère ?

3. — L'«autogestion» et la conception anarchiste de l'Etat. La question nationale en Yougoslavie

En Yougoslavie il n'existe pas d'organes du pouvoir d'Etat véritables représentants du peuple. Il n'y existe qu'un système bureaucratique qualifié de «système de délégation» ; définissant soi-disant le détenteur du pouvoir, et l'on n'y procède donc pas à des élections de députés aux organes du pouvoir étatique. Les titistes cherchent à justifier ce fait en arguant que les organes représentatifs sont soi-disant une expression du parlementarisme bourgeois et de l'Etat socialiste soviétique, lequel, selon eux, a été transformé par Staline en une institution bureaucratique et technocratique. En Yougoslavie, l'expérience des soviets de députés ouvriers et paysans, créés par Lénine sur la base de la grande expérience de la Commune de Paris, a été rejetée, car les révisionnistes yougoslaves les considéraient comme des «formes d'organisation étatique qui engendrent le pouvoir personnel».

En développant, vers les années 50, l'idée révisionniste du «socialisme spécifique», les titistes ont déclaré publiquement avoir renoncé définitivement au système étatique socialiste, auquel ils ont substitué un prétendu nouveau système, le «socialisme autogestionnaire» où le socialisme et l'Etat sont complètement étrangers l'un à l'autre. Cette «invention» révisionniste n'est rien d'autre qu'une copie des théories anarchistes de Proudhon et de Bakounine sur l'«autogestion ouvrière» et les «usines d'ouvriers», théories depuis longtemps démasquées et grossière falsification des véritables idées de Marx et de Lénine sur l'Etat de dictature du prolétariat.

K. Marx a écrit :

«Entre la société capitaliste et communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que **la dictature révolutionnaire du prolétariat**». (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 2, p. 24, Tirana 1975.)

Le système politique d'«autogestion socialiste» yougoslave loin d'avoir quoi que ce soit de commun avec la dictature du prolétariat, s'y oppose. Ce système est édifié à l'exemple de l'administration des Etats-Unis d'Amérique. Kardelj lui-même, parlant du système d'«autogestion» yougoslave, a écrit : «... nous pouvons dire que ce système se rapproche un peu plus de l'organisation du pouvoir exécutif des Etats-Unis que de celui de l'Europe occidentale.. » (p. 235).

Il apparaît donc clairement qu'on ne nie pas ici le fait que l'organisation du gouvernement yougoslave est une copie de l'organisation des gouvernements capitalistes; ce qui peut être sujet à discussion c'est la question de savoir quel est le gouvernement capitaliste qui a été le plus imité, le gouvernement américain ou l'un des gouvernements d'Europe occidentale ? Et à cette question, Kardelj répond: le modèle d'organisation suivi est celui du pouvoir exécutif des Etats-Unis d'Amérique.

Les conceptions des révisionnistes yougoslaves sur l'Etat sont entièrement anarchistes. On sait que l'anarchisme demande la suppression immédiate de toute sorte d'Etat, donc aussi de la dictature du prolétariat. Les révisionnistes yougoslaves également ont supprimé la dictature du prolétariat et, pour justifier leur trahison, ils évoquent deux phases du socialisme : le «socialisme étatique» et le «véritable socialisme humanitaire». La première phase, selon eux, comprend les premières années qui suivent la victoire de la révolution, lorsque la dictature du prolétariat existe et se traduit par l'Etat «étatiste bureaucratique», tout comme sous le capitalisme. La seconde phase est celle du dépassement de l'Etat «étatiste bureaucratique» et de son remplacement par la «démocratie directe». Par ces conceptions, les titistes non seulement nient la nécessité de la dictature du prolétariat en régime socialiste, mais ils opposent entre elles les notions d'Etat socialiste, de dictature du prolétariat et de démocratie socialiste.

Ils ne tiennent aucun compte des enseignements des classiques du marxisme-léninisme selon lesquels, durant toute la période historique du passage du capitalisme au communisme, l'Etat socialiste se renforce constamment. Aussi E. Kardelj écrit-il que la société en Yougoslavie se fonde toujours moins sur le rôle de l'appareil étatique. Selon lui, en Yougoslavie, l'Etat actuellement va soi-disant vers son extinction.

Par quoi Kardelj remplace-t-il le rôle de l'appareil d'Etat? Par «l'initiative des ouvriers» ! Et voici ce qu'il en dit : «... le fonctionnement ultérieur de notre société se fondera toujours moins sur le rôle de l'appareil d'Etat et toujours plus sur la force et l'initiative des ouvriers...» (p. 8). Quel raisonnement absurde ! Pour pouvoir parler d'initiative des ouvriers il faut avant tout que ceux-ci soient libres, organisés, orientés par des directives claires, et que cette initiative s'accompagne de mesures efficaces pour son passage dans les faits. Qui s'occupe en Yougoslavie d'organiser les ouvriers et de guider leurs initiatives par des directives claires ? C'est la «communauté autogestionnaire», dit E. Kardelj en usant d'une formule abstraite. Dans cette prétendue communauté il attribue le rôle principal à l'individu «dans le travail associé autogestionnaire de ses propres intérêts». Quant à savoir ce que veut dire cette «association autogestionnaire» des intérêts de l'individu, sur laquelle est centrée la société yougoslave, cela n'est pas clairement expliqué, mais ce qui ressort de ces idées c'est l'individualisme bourgeois, qui exalte les droits absolus de l'individu dans la société et son indépendance totale par rapport à celle-ci, ainsi que la prééminence des intérêts personnels sur les intérêts de la société. Selon ce «théoricien», qui se permet de tels jugements, la consolidation de l'Etat et de son appareil est une caractéristique des formes de rapports de production socialistes fondés sur la propriété d'Etat (p. 8), alors qu'en Yougoslavie, affirme-t-il, au lieu de l'Etat on verra se développer toujours plus le rôle «autogestionnaire» du travailleur. Ainsi donc, dans un véritable Etat socialiste où l'on applique la science marxiste-léniniste et la pratique révolutionnaire léniniste, l'homme, d'après ce «philosophe», ne peut être libre et maître de ses destinées, mais voué à devenir un automate. En revanche, dans

L'«autogestion» yougoslave, l'homme travailleur revêtirait une grande importance et c'est précisément dans cette «autogestion», dans «le mécanisme démocratique de délégation de la société yougoslave» qu'il voit le grand rôle qui lui revient ! Quelles sont les classes que représentent ces organes étatiques, sur quelle idéologie ceux-ci se guident-ils, quelle est l'idéologie qui les dirige, quels sont les principes sur lesquels ils fondent leur activité, et devant quelles instances rendent-ils compte de leur action ? Evidemment, ces questions restent sans réponses claires, car toute réponse précise en cette matière jetterait la lumière sur le système politique capitaliste yougoslave.

Kardelj, sans donner aucune précision sur le genre d'Etat, de parti ou de système auquel il fait allusion, et attaquant l'Etat en général comme antihumain, se maintient fidèlement sur des positions anarchistes lorsqu'il écrit : «Ni l'Etat, ni le système, ni le parti politique ne peuvent apporter le bonheur à l'homme. L'homme ne peut assurer son bonheur que par lui-même» (p. 8). Ici apparaissent très clairement les tendances à la spontanéité de la théorie antimarxiste de l'«autogestion socialiste», selon laquelle la classe ouvrière, pour réaliser ses aspirations, n'a pas besoin de s'organiser en parti et en Etat, et que, avec le temps, même en errant dans les ténèbres, elle trouvera un jour le bonheur qu'elle recherche.

Pour prévenir la question : si l'Etat n'est plus nécessaire, pourquoi ne l'élimine-t-on pas en Yougoslavie ? Kardelj écrit : «L'Etat ... doit se présenter comme un arbitre seulement dans les cas où les conventions d'autogestion ne peuvent se réaliser, tandis que, sous l'aspect des intérêts sociaux, il est indispensable que des décisions soient prises sans lui.» (p. 23). Et pour démontrer soi-disant que le besoin de l'arbitrage de l'Etat pour résoudre les désaccords se fait rarement sentir, il affirme que «Le libre échange du travail tend fondamentalement à réduire les antagonismes entre le travail manuel et le travail intellectuel. Le travail intellectuel, dans des rapports de cet ordre, n'est plus supérieur au travail manuel, mais seulement l'une des composantes du travail libre et associé et du libre échange des diverses formes des produits du travail» (p. 24). En lisant ces phrases, chacun peut se demander : est-ce bien à l'ordre social yougoslave que l'auteur fait allusion ? Quand les antagonismes entre le travail intellectuel et le travail manuel se sont-ils atténués en Yougoslavie ?!

L'évolution réelle des choses dans ce pays témoigne du contraire. Entre le travail intellectuel et le travail manuel existent des différences essentielles qui ne peuvent être réduites par des paroles. Il est étonnant d'entendre parler de l'atténuation des antagonismes entre le travail intellectuel et le travail manuel dans l'Etat yougoslave, quand on sait que, dans ce pays, la disparité des salaires des ouvriers et des intellectuels, sans parler des autres disparités, est de l'ordre de 1 à 20, sinon plus.

Kardelj considère l'«autogestion dans le travail associé» comme une «... véritable base matérielle pour l'administration de la société également, c'est-à-dire des communautés socio-politiques qui exercent le pouvoir d'Etat, de la commune à la Fédération, ainsi que pour la mise en œuvre des droits démocratiques de l'homme travailleur et des citoyens dans l'administration d'Etat, c'est-à-dire dans la société. L'autogestion est une base matérielle pour l'épanouissement de l'ouvrier en tant que créateur dans l'utilisation des moyens sociaux» (p. 24), et il ajoute bien d'autres phrases dans le même esprit.

Cherchant à présenter la prétendue autogestion comme une prémisse matérielle du bonheur de l'humanité, qui aurait été «découverte» en Yougoslavie par les grands cerveaux, Kardelj emploie des phrases alambiquées et un langage ecclésiastique pour beaucoup broder, mais sans rien dire. Il lance des idées contradictoires sur le «socialisme scientifique», use d'expressions tarabiscotées, pour donner à ses dires un semblant de profondeur et de philosophie.

Mais, comment le système politique yougoslave est-il appliqué dans la pratique ? Répondant à cette question, Kardelj est obligé de reconnaître : «Dans ce sens, le système lui-même comporte plusieurs points faibles. Toute une série de faiblesses dans le fonctionnement des organisations et des institutions de notre système politique créent à juste titre le sentiment que de grandes sources de bureaucratisme et de technocratie exercent encore leur action ; que notre administration est compliquée et que c'est pour cela que le bureaucratisme s'y installe, que certains organes et organisations se replient sur eux-mêmes, que beaucoup de vides et de doublages se créent dans le

travail, que les formes de communication démocratiques à travers les organes autogestionnaires et étatiques et toute la structure sociale sont mal développées, qu'on organise beaucoup de réunions vides de sens et non-productives, que nos réunions sont souvent mal préparées et nos décisions mal formulées du point de vue professionnel, que le citoyen, dans la lutte pour affirmer ses droits, se heurte à des obstacles administratifs difficiles à franchir, etc.» (p. 193). Si le système «d'autogestion» est étouffé par le bureaucratisme, si les organes exécutifs et administratifs sont repliés sur eux-mêmes, prennent des décisions inefficaces et ont coupé les ponts avec les citoyens qui veulent présenter leurs doléances, alors à qui ce système est-il nécessaire si ce n'est à la clique Tito ? Comment les citoyens yougoslaves se gouvernent-ils eux-mêmes du moment qu'ils ne peuvent surmonter les «obstacles administratifs» ? En dépit du souci du diable de cacher son pied fourchu, en dépit des réserves de l'idéologie titiste et de sa tendance à arrondir les angles pour dissimuler les maux de son système, ce qu'il est obligé d'admettre suffit pour se faire une idée de la réalité.

Kardelj écrit: «La structure même des assemblées des délégués et le mode d'adoption des décisions sont organisés de manière à assurer, en principe, un rôle de guide au travail associé dans tout le système de décisions d'Etat» (pp. 24-25). Cette assertion cherche à focaliser l'attention sur le fait que les «assemblées de délégués», qui, au vrai, ressemblent aux assemblées créées par les syndicats capitalistes, et où les ouvriers syndiqués se perdent en palabres, peuvent soi-disant s'acquitter des fonctions de l'Etat. C'est pourquoi, selon lui, l'Etat de dictature du prolétariat est superflu.

Ici, bien entendu, il ne s'agit pas de substituer à l'appellation de dictature du prolétariat, qui terrifie la bourgeoisie et le révisionnisme, l'appellation d'«assemblées de délégués». Non, il s'agit d'un changement du caractère de classe de l'Etat socialiste, en sorte que le pouvoir n'y soit pas détenu par la classe ouvrière mais par la bourgeoisie nouvelle. On comprend facilement que ces prises de position visent à justifier le retour au capitalisme et à légitimer, autant que possible, la trahison des titistes.

Pour faire croire que leur système tristement fameux d'«autogestion socialiste» est un système juste et acceptable, les titistes l'opposent tout à la fois à la dictature de la bourgeoisie et à la dictature du prolétariat. Ils considèrent tous les autres systèmes politiques, sans faire de distinction entre le capitalisme et le socialisme, comme «dogmatiques». Après avoir qualifié leurs rêves de «système socialiste d'autogestion», pour montrer la supériorité de leur système ils le comparent à l'ordre social capitaliste.

Evidemment, les révisionnistes yougoslaves ne peuvent pas ne pas «blâmer» le système politique parlementaire de la société bourgeoise, que Kardelj définit comme un système «pluripartite», sinon, ils se démasqueraient comme des tenants du parlementarisme bourgeois, que Marx et Lénine, en leur temps, ont sévèrement critiqué. Aussi déclarent-ils qu'il est erroné de considérer cette forme politique de l'Etat bourgeois comme ayant un caractère universel et éternel. Il est notoire que Kardelj n'est pas le premier à «critiquer» la thèse de triste mémoire sur l'universalité et la pérennité du capitalisme, prônée par les idéologues bourgeois. Les classiques du marxisme-léninisme, rejetant les points de vue de la social-démocratie, ont démontré scientifiquement que le système capitaliste n'a nullement un caractère universel et éternel, qu'il est destiné à périr, que l'Etat capitaliste en tant que produit et rempart de ce système antipopulaire, doit être démolé jusque dans ses fondements et qu'à sa place doit être édifié le véritable système socialiste, et non pas un système abâtardi, comme le système politique yougoslave d'«autogestion», qui part du capitalisme pour revenir au capitalisme.

Kardelj «critique» le système parlementaire bourgeois, mais avec ménagement, car il ne lui veut pas de mal, c'est pourquoi, aussitôt après l'avoir critiqué, il porte aux nues et fétichise sa contribution au développement démocratique de l'humanité. Afin de gonfler cette contribution au point d'estomper totalement le caractère réactionnaire de l'actuel parlement bourgeois et surtout pour montrer «les liens organiques du parlementarisme avec les droits démocratiques de l'homme», pour la première fois il cite (ou plutôt il tronque) Marx : «Le régime parlementaire vit de la discussion, alors comment empêcher celle-ci ? Chaque intérêt et chaque institution sociale se transforment ici en idées générales, et c'est en tant que telles qu'elles sont débattues, alors comment un intérêt ou une institution

pourraient-ils s'élever au-dessus de ces idées et s'imposer comme un dogme religieux ?... Le régime parlementaire laisse la faculté de décider de tout à la majorité, alors pourquoi les majorités écrasantes en dehors du parlement ne souhaiteraient-elles pas prendre des décisions ?»

Dans le contexte du livre cette citation de Marx est hors de propos et c'est pourquoi elle peut difficilement servir à démontrer ce que souhaite Kardelj. L'idée de Marx, tronquée et détachée de façon inadmissible de son contexte, telle qu'elle est citée diaboliquement par ce révisionniste, met en doute le fait indéniable que Marx a été absolument contre le parlementarisme vendu et pourri de la bourgeoisie.

Cette tentative de Kardelj ne peut avoir de succès car on connaît notoirement l'attitude de Marx sur cette question. En effet, critiquant le parlement bourgeois et la théorie bourgeoise de la séparation des pouvoirs, il n'a jamais dit qu'il faille supprimer les institutions représentatives ni renoncer au principe électif, comme cela s'est produit en Yougoslavie, en revanche, il a écrit que dans l'Etat prolétarien il faut créer et faire fonctionner des organes représentatifs qui ne soient pas des «lieux de bavardages» mais de véritables institutions de travail mises sur pied et fonctionnant comme

«... un corps agissant, exécutif et législatif à la fois». (K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies, éd. alb., t. 1 p. 544, Tirana 1975.)

Le parlementarisme bourgeois est devenu une «grande force» car, selon l'auteur de ce livre, la pratique socialiste: sauf en Yougoslavie, a été incapable de développer plus rapidement et largement de nouvelles formes de vie démocratique correspondant aux rapports de production socialistes. La nouvelle forme de vie démocratique a été réalisée, selon Kardelj, par l'«autogestion socialiste», qui a franchi le Rubicon du pouvoir de classes des propriétaires et des dirigeants technocrates monopolistes du capital. Étonnamment, à ses yeux, tous les efforts des forces démocratiques pour trouver les formes appropriées de démocratie, sont des «constructions artificielles» du parlement bourgeois, des tentatives pour unir «des choses qui ne peuvent pas être unies», alors qu'il juge originales et socialistes les structures de l'«autogestion socialiste» yougoslave, ces combinaisons frelatées des formes de gestion bourgeoises-révisionnistes ! Si une structure de gestion a jamais été un leurre, c'est bien l'«autogestion» échafaudée suivant la théorie anti-marxiste et antidémocratique des titistes. L'«autogestion» yougoslave, indépendamment des nombreuses déclarations trompeuses faites à son propos, est une copie du parlementarisme bourgeois et des rapports de production capitalistes, un appendice chaotique du système capitaliste mondial, de la structure et de la superstructure de ce système.

«Notre démocratie socialiste, écrit Kardelj, ne serait pas un système complet de rapports démocratiques sans la juste solution des rapports entre les nations et les nationalités de la Yougoslavie» (p. 171). Bien que ce fût là l'occasion pour l'idéologue révisionniste d'expliquer comment le système politique d'«autogestion socialiste» a résolu le problème des nations et des nationalités en Yougoslavie, il s'y est dérobé ou s'est arrangé pour effleurer seulement ce problème important, sérieux et délicat pour sa Fédération, de telle manière qu'après avoir lu son livre de 323 pages, on ne se rappelle guère y avoir vu évoquer quelque part le problème des nations et des nationalités.

Qu'en est-il de la question des nations et des nationalités en Yougoslavie ? La Fédération yougoslave a hérité de profonds conflits en ce domaine. Historiquement, la politique des kraljs grands serbes et des milieux réactionnaires chauvins de Yougoslavie excitait des conflits et des inimitiés entre les nations et les nationalités.

Après la Seconde Guerre mondiale, la République Fédérative de Yougoslavie a lancé le mot d'ordre «Union-Fraternité» mais ce slogan ne pouvait suffire à résoudre les divergences héritées et c'est pourquoi les anciens conflits, les visées avides de domination n'ont pas disparu.

En ce qui concerne les tendances centrifuges des républiques et des régions envers la Fédération, la clique renégate de Tito n'a pas mené une politique nationale marxiste-léniniste. Au contraire, les rapports entre les nationalités sont demeurés tels qu'ils étaient à l'époque des kralj, et le génocide a continué d'être pratiqué à rencontre de certaines nationalités. Cette politique a eu pour effet d'exciter la haine et les querelles entre les nations et les nationalités de Yougoslavie : L'«union» et la «fraternité» des peuples, dont on parle beaucoup en Yougoslavie, n'ont jamais reposé sur les justes fondements de l'égalité économique, politique, sociale et culturelle des nations et des nationalités.

Sans réaliser l'égalité dans ces domaines, il est impossible de résoudre de façon juste la question nationale en Yougoslavie. Il y a près de trois décennies que le «socialisme autogestionnaire», à part sa démagogie sur la «communauté autogestionnaire des nations et des nationalités d'un type nouveau», n'est point parvenu à instaurer dans les faits les droits souverains des diverses nations et nationalités dans les républiques et les régions de la Yougoslavie. Ainsi par exemple, la région de Kosove, dont la population albanaise est presque trois fois plus nombreuse que la population de la république du Monténégro, souffre d'un retard économique, politique, social, et culturel prononcé par rapport aux autres régions de Yougoslavie. *[D'après les données de la presse yougoslave, les revenus par habitant en Kosove sont respectivement 6, environ 5 et 3,5 fois plus bas qu'en Slovénie, Croatie et Serbie.]* Les grandes républiques aussi présentent des différences inadmissibles dans tous les domaines de la vie en comparaison des autres républiques. Cette situation constitue le point faible qui ébranle à ses fondements la Fédération des révisionnistes yougoslaves. Rien ne permet d'espérer voir éliminer les anciennes et nouvelles divergences entre les nations en Yougoslavie.

En analysant avec une objectivité scientifique cette situation si difficile et si trouble, on aboutit à la conclusion irréfutable que la question nationale en Yougoslavie ne peut être résolue si l'on n'y applique pas le marxisme-léninisme, si donc on n'y renverse pas l'ordre capitaliste soi-disant autogestionnaire.

Les renégats titistes sont sensibles à ce danger, c'est pourquoi lorsqu'il leur faut évoquer la question des nations et des nationalités ils cherchent à se tirer d'affaire en recourant à quelques déclarations emphatiques, sans entrer dans le fond des problèmes, ou bien à recueillir de faux témoignages des autres révisionnistes, comme la large publicité qu'ils ont faite aux déclarations des révisionnistes chinois relatives à la solution «marxiste-léniniste de la question nationale en Yougoslavie.»

En paroles, les révisionnistes peuvent bien présenter à leur guise les rapports entre les nations et les nationalités en Yougoslavie, mais la triste vérité sur ces problèmes les hantera jusqu'à leur fin.

La question nationale en Yougoslavie sera résolue par les peuples eux-mêmes qui sont compris dans la Fédération actuelle et non point par ceux qui, indépendamment de leurs déclarations, poursuivent en fait la politique réactionnaire et chauvine de leurs prédécesseurs.

Dans la suite de ses jugements, le révisionniste fieffé Kardelj, évoquant la politique de l'Etat yougoslave, estime qu'elle «... n'est plus le monopole des politiciens professionnels et des cartels politiques dans la coulisse, mais qu'elle tend à s'identifier à l'action et au pouvoir de décision directs des autogestionnaires et de leurs organes...» (p. 25). Voilà, dirait Kardelj, désormais ne nous critiquez plus d'avoir trahi les intérêts de la classe, car l'ouvrier yougoslave est devenu maître de la politique de son pays et il défend lui-même ses intérêts «autogestionnaires», contrairement à ce qui se passe dans les autres pays où ce sont les politiciens professionnels qui sont les maîtres. Là aussi, de mauvaise foi, il ne fait pas de distinction entre pays capitaliste et pays socialiste, mais fourre l'un et l'autre dans le même sac, pour faire ainsi passer le noir pour le blanc.

Il sait bien que, pour réaliser les objectifs malhonnêtes qu'il s'est fixés, il lui faut estomper par tous les moyens les phénomènes qui mettent à nu la réalité «autogestionnaire». C'est pourquoi il minimise le fait que l'ouvrier yougoslave ne peut réaliser ses droits dans les domaines politique et économique, et explique cela par ce que, «... en raison d'une série de causes objectives et subjectives — entre autres,

sans doute, le niveau relativement bas de l'instruction et de la culture, ainsi que de l'application de la science — l'ouvrier n'est pas encore en mesure de dominer, d'orienter et de contrôler totalement, de façon consciente et créatrice, tous les problèmes que lui impose sa position socio-économique» (p. 27). Il est évident que tout cela n'est qu'une tentative pour défendre les positions anti-ouvrières et antisocialistes. Actuellement, l'ouvrier yougoslave ne comprend rien à cette théorie illusoire et ne voit appliquer dans la pratique aucune de ces idées absurdes et fallacieuses qui sont pour lui inacceptables.

Le bas niveau culturel et scientifique des ouvriers constituant, comme le dit Kardelj, un obstacle, le rôle primordial dans la société d'«autogestion» est joué par les hommes instruits et qualifiés, l'élite qui régent la «communauté socialiste». Dans ces circonstances, dans la plupart des cas, les décisions seront prises précisément par cette élite, par l'élément de la nouvelle bourgeoisie cultivée, qui fait la loi en Yougoslavie. A quoi faut-il imputer que le rôle de l'élite s'affirme et celui des ouvriers s'estompe ? Sans aucun doute au système social lui-même, qui engendre la nouvelle classe capitaliste et lui crée les possibilités de se renforcer économiquement aux dépens des ouvriers et de s'instruire, mais en maintenant la condition de la classe ouvrière à un bas niveau. Kardelj est contraint de reconnaître qu'en Yougoslavie les décisions sont pratiquement prises par une couche de gens relativement restreinte. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que c'est justement ainsi que se crée le monopole politique de l'élite sur la prise des décisions et la répartition des revenus dans les entreprises d'«autogestion socialiste». Dans le prétendu système politique d'«autogestion socialiste», ce monopole politique, dont les révisionnistes yougoslaves prétendent se garder et qu'ils soi-disant combattent, existe, et d'une façon criante.

Dans la société «autogestionnaire», selon Kardelj, «...aux anciens rapports entre l'ouvrier, l'Etat et les activités sociales, il faut absolument substituer un nouveau rapport entre les travailleurs de la production directe et les travailleurs des activités sociales» (p. 23). D'après lui, pour l'édification des rapports sociaux, la voie juste n'est pas celle d'un régime socialiste où est appliqué le socialisme scientifique, où existe l'unité entre les travailleurs de la production directe et les travailleurs de l'activité sociale, où existent une intense activité sociale et politique et une structure économique, où le rôle principal est joué par les travailleurs organisés dans leur Etat socialiste. La voie juste, selon Kardelj, est la voie de l'édification de rapports sociaux «nouveaux» sans la participation d'Etat !

Ces idées sont l'expression d'un anarchisme des plus purs. Toutes ces phrases sont émises pour ternir tous les bienfaits du véritable système socialiste et pour faire croire mensongèrement qu'en Yougoslavie on va vers l'unité entre les ouvriers et les intellectuels à travers le «libre échange du travail», qui atténuerait, comme par enchantement, l'antagonisme entre eux.

Dans la «théorie» de Kardelj il ne s'agit ni il ne peut s'agir du renversement violent de l'Etat capitaliste, de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ni de l'instauration de la dictature du prolétariat. Indépendamment du fait qu'il cite Marx en reprenant après lui que «la violence est justement ce que nous sommes obligés d'utiliser à un moment donné — pour que s'établisse définitivement le pouvoir du travail», il le fait pour démontrer que Marx soi-disant inclinait plutôt pour la victoire de la révolution prolétarienne par des moyens pacifiques; que, pour lui, la violence aurait été une exception et qu'il la subordonnait à certaines circonstances sociales particulières. C'est par de tels sophismes que Kardelj cherche à donner l'impression qu'actuellement la classe ouvrière peut réaliser ses intérêts historiques non pas à travers la révolution, mais en alliance avec les divers partis politiques des pays capitalistes. La citation diabolique qui vise à opposer Marx à Marx lui-même quant à la possibilité du passage pacifique au socialisme, Kardelj l'a copiée de ses prédécesseurs révisionnistes contre lesquels Lénine a écrit :

«Alléguer que Marx... a admis la possibilité du passage pacifique au socialisme... est un argument de sophiste, ou, pour parler plus simplement, de filou qui triche à coup de citations et de références». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, p. 107.)

Kardelj a recours à ces falsifications pour tendre la main aux «eurocommunistes», avec qui il est en plein accord. Les partis révisionnistes italien, français et espagnol ont déclaré qu'ils accéderaient prétendument au socialisme à travers le développement de la démocratie et des libertés bourgeoises, par la force des suffrages obtenus aux élections parlementaires. La capacité de la classe ouvrière, selon les «eurocommunistes», sera à la mesure des positions clés qu'elle parviendra à conquérir dans la structure de la société et du pouvoir capitalistes ainsi que dans la gestion de la société. Cela, toujours selon eux, rendra possible la transformation du caractère des rapports de production de capitaliste en «autogestionnaire» ou «socialiste». C'est justement en cette question que la théorie titiste rejoint la théorie des «eurocommunistes». Les «euro-communistes» sont obligés d'accepter le pluralisme politique bourgeois européen et l'unité entre les partis bourgeois, pour parvenir, soi-disant à travers des réformes, à faire acquiescer à la classe ouvrière de nombreux droits et, par cette voie, passer même à la société «socialiste». Kardelj qualifie ces aspirations de ses amis de «transformations de structure» appelées à promouvoir inmanquablement le développement de ce processus et à modifier la position et le rôle du parlement même.

La théorie de Kardelj soutient donc que dans la crise du système capitaliste, les partis «communistes» d'Europe occidentale, en conservant le système parlementaire dont, dit-il, on ne peut nier les réalisations démocratiques, doivent trouver un moyen approprié pour réaliser l'alliance de la classe ouvrière avec de plus larges forces «démocratiques». Cette sorte d'alliance, selon la logique révisionniste, permettrait de créer pour le système parlementaire une situation «démocratique» plus favorable et entraînerait finalement la «transformation», on ne sait comment, du système parlementaire en une force décisive du peuple ! C'est là la voie que le titisme indique aux autres partis révisionnistes pour la prise du pouvoir par la voie pacifique.

Mais dans les Etats bourgeois, ce sont les capitalistes, les trusts, les cartels nationaux et les sociétés multinationales qui ont le pouvoir en main. Ces forces du capital détiennent les clés principales de la direction de l'économie et de l'Etat, elles font la loi et, à travers un processus mensongèrement démocratique, nomment le gouvernement qui est à leurs ordres et s'affirme comme le gérant officiel de leurs richesses, La bourgeoisie ne conserve pas son pouvoir pour le remettre aux «eurocommunistes», mais pour défendre ses intérêts de classe, si besoin est, même par le sang. Ne pas voir cette réalité que la vie atteste chaque jour, c'est fermer les yeux pour rêver en plein jour. Si les «eurocommunistes» parviennent à occuper un ou plusieurs postes dans le gouvernement bourgeois, ils y figureront en fait comme des représentants du capitalisme, tout comme les autres partis politiques bourgeois, et non pas comme des représentants du prolétariat.

La pseudo-démocratie bourgeoise, le parlement, dont soi-disant dépend le gouvernement, n'est rien d'autre qu'une marionnette dans les mains du pouvoir du capital qui agit «dans les coulisses» et qui, sous diverses formes, dicte tout du dehors. Les divers partis représentés au parlement, ainsi que les syndicats qui prétendent lutter pour défendre les ouvriers, ne font que donner des nuances diverses à ces différentes formes de réalisation du véritable pouvoir «de coulisse». En réalité, tous les partis et les syndicats bourgeois-révisionnistes dans l'Etat capitaliste, indépendamment des appellations dont ils s'affublent, sont sous la dépendance du patronat.

Kardelj donne raison aux «eurocommunistes» quand ceux-ci rattachent leur lutte politique pour le «socialisme» à la défense des institutions propres au pluralisme des forces politiques, car, comme il le dit, «... dans l'actuelle situation des pays de l'Europe occidentale c'est là l'unique voie réelle pour l'union des forces de la classe ouvrière elle-même et leur jonction avec les autres forces démocratiques du peuple, c'est la seule manière de consolider fondamentalement les positions socio-politiques de la classe ouvrière et de la mettre en mesure non seulement de critiquer la société, mais aussi de la transformer» (p. 41).

Traduisant les attaches, la solidarité et l'unité de la Ligue des «communistes» de Yougoslavie avec les «eurocommunistes» et avec tous les autres partis révisionnistes qui, d'une façon ou d'une autre, défendent le capitalisme et combattent la révolution et le socialisme véritable, Kardelj dit : «... nous

avons raison de défendre le système parlementaire et le pluralisme politique, quand ils sont attaqués par les forces réactionnaires de la société bourgeoise...» (p. 61). L'«idéologue» entend par là que la classe ouvrière et les pseudo-communistes d'Europe occidentale ont raison de s'unir aux institutions capitalistes, au parlement et au gouvernement bourgeois, car ce serait à travers cette union, et uniquement par celle-ci, que la classe ouvrière deviendrait capable de transformer la société !

De ce qui vient d'être exposé, il ressort clairement que la société «autogestionnaire» yougoslave est pour une étroite alliance ou pour la fusion du capitalisme et du socialisme. Les capitalistes actuels n'auraient soi-disant rien contre l'édification d'une société nouvelle où la classe ouvrière verrait sa capacité accrue et assumerait pleinement les droits démocratiques d'«autogestion». Il n'est donc pas difficile de comprendre que l'auteur du livre recommande le passage de «la société de consommation», où les technocrates ont prétendument pris le pouvoir, à une société d'«autogestion où les individus se socialisent dans le travail collectif», passage qui peut être considéré comme une victoire du socialisme ! Dans ces jugements et prises de position de renégats fieffés, il n'y a rien qui ressemble au véritable socialisme scientifique. Valets fidèles de la bourgeoisie capitaliste, les titistes nient, par ces écrits mêmes, la révolution prolétarienne et la lutte des classes. En prétendant que «la société de consommation» peut se transformer graduellement en socialisme sans révolution violente, mais par l'«opération du Saint-Esprit», ils cherchent seulement à désarmer le prolétariat et à anéantir son parti marxiste-léniniste.

Dans les pays capitalistes, «découvre» Kardelj, le pouvoir exécutif est lié aux forces politiques extra-parlementaires qui agissent et imposent leur politique. Là encore, il ne dit rien de neuf. Il ne fait que reprendre, à son compte, l'idée déjà exprimée par Lénine quand il a démasqué avec beaucoup d'habileté la fausseté de la démocratie bourgeoise. Faire siennes et répéter les idées de Lénine est une excellente chose, mais monsieur Kardelj ne se soucie guère ni de Lénine, ni du léninisme. Il craint même la «politisation» et le «monopole politique» du léninisme, quoiqu'il aime bien «politiser» les autres et leur faire croire que si, effectivement, en régime capitaliste, le pouvoir exécutif est manipulé par des forces extérieures aux organes d'Etat, en Yougoslavie, en revanche, la Présidence de la RSF de Yougoslavie et le Conseil exécutif fédératif, qui constitue le gouvernement, auraient échappé par miracle à ce danger, car ils se seraient partagé les compétences «de façon bien définie» (p. 235). En outre, en Yougoslavie, toujours selon Kardelj, la force politique est concentrée... dans l'assemblée des délégués, et pas même tout à fait dans celle-ci, mais dans la liaison de cette assemblée avec l'ensemble de la structure sociale (p. 235). Cette «assemblée de délégués» rappelle, quant à «la toute-puissance de ses compétences», les prétendus conseils d'autogestion locale dans les pays bourgeois, au sujet desquels Lénine a écrit, en les raillant, qu'ils

«... ne peuvent être «autonomes» que sur des questions mineures, qu'ils ne peuvent être indépendants que pour «réparer les chaudrons»». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 10, p. 366.)

Dans l'«autogestion ouvrière», dit-on, les «délégués» expriment librement leurs opinions. Bien entendu, en théorie, non seulement les «délégués» mais aussi les ouvriers ont tous les droits, alors que dans la pratique ils n'en exercent aucun. Tout, dans le système politique d'«autogestion yougoslave», est décidé d'en haut et non d'en bas. Tout le monde est au courant des protestations des ouvriers yougoslaves contre l'enrichissement et la corruption des dirigeants, de leurs revendications pour supprimer les inégalités économiques et sociales, pour liquider les entreprises privées, freiner la corruption politique et morale, et combattre les discriminations nationales, etc. Il y a, dans ce livre, une quantité de phrases interminables qui, en fatiguant le lecteur, visent à lui faire accepter l'idée abstraite qu'«en Yougoslavie existe l'autogestion socialiste», qu'il y «règne l'auto-administration ouvrière», alors que les ouvriers n'ont en réalité aucune compétence. Les clés de l'administration du pays en Yougoslavie, c'est bien la nouvelle bourgeoisie yougoslave qui les a en main, et qui agit dans le sens de la droite, en se camouflant de slogans de gauche.

4. — Le système d'«autogestion» et la négation du rôle dirigeant du parti

Les révisionnistes yougoslaves observent également une attitude antimarxiste à l'égard du rôle dirigeant du parti communiste dans la construction du socialisme. Selon la «théorie» de Kardelj, le parti ne peut diriger aucune activité économique ou administrative; il peut et doit seulement exercer son influence à travers le travail d'éducation auprès des ouvriers afin que ceux-ci comprennent mieux le système socialiste.

La négation du rôle du parti communiste dans la construction du socialisme et la réduction de ce rôle à un «facteur idéologique» et de simple «orientation» s'opposent ouvertement au marxisme-léninisme. Les ennemis du socialisme scientifique «étayent» cette thèse en prétendant que la direction du parti est incompatible avec le rôle décisif que doivent jouer les masses de producteurs, auxquelles, selon eux, il appartient, politiquement, d'exercer leur influence directement et non point par l'intermédiaire du parti communiste, ce qui risquerait de susciter le «despotisme bureaucratique» !

Contrairement aux thèses antiscientifiques de ces ennemis du communisme, l'expérience historique a montré que le rôle dirigeant et sans partage du parti révolutionnaire de la classe ouvrière est indispensable dans la lutte pour le socialisme et le communisme. Comme on le sait, le rôle dirigeant du parti constitue une question d'importance vitale pour les destinées de la révolution et la dictature du prolétariat, il est dicté par une loi générale de la révolution socialiste. Lénine dit que

«... la dictature du prolétariat est impossible sans l'intermédiaire du parti communiste». (Lénine, Œuvres, éd. alb. t. 32. p. 226.)

L'influence politique directe des masses travailleuses dans la société socialiste n'est nullement entravée par le parti communiste, qui représente la classe ouvrière, et dont les intérêts ne vont pas à rencontre des intérêts des autres travailleurs. Au contraire, c'est seulement sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde que les masses travailleuses participent largement à l'administration du pays et à la défense de leurs intérêts. Sur les problèmes importants, dans un véritable pays socialiste, comme l'Albanie, on sollicite le jugement direct des masses travailleuses. Les exemples, à cet égard, sont innombrables et l'on citera notamment la consultation populaire à laquelle donnent lieu la discussion et l'approbation de la Constitution et l'élaboration des plans économiques, etc., etc. Le «despotisme bureaucratique» est un trait typique de l'Etat capitaliste et il ne peut jamais être fondu avec le rôle dirigeant du parti dans le système de la dictature du prolétariat, qui par sa nature et son caractère de classe est rigoureusement antibureaucratique.

Continuant de développer ses idées révisionnistes sur le rôle du parti, Kardelj écrit que «bien qu'elle doive lutter pour que les fonctions principales du pouvoir soient entre les mains des forces subjectives qui sont du côté du socialisme et de l'autogestion socialiste», la Ligue des communistes «ne peut pas être un parti politique de classe» (p. 119). Voilà le parti que veulent les révisionnistes yougoslaves! Ils ne veulent pas, et en fait ils n'ont pas de parti politique de la classe ouvrière, mais une organisation bourgeoise, un club où chacun peut entrer et d'où chacun peut sortir quand il le veut et comme il le veut, pourvu qu'il se déclare «communiste» sans qu'il lui soit nécessaire de l'être. Naturellement, c'est là une pratique normale pour un parti comme la Ligue des «communistes» de Yougoslavie, qui n'a absolument rien de communiste.

Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de parti ni d'Etat en dehors des classes. L'Etat et les partis sont les produits des classes données. C'est en tant que tels que sont nés les partis et les Etats, et ils resteront tels jusqu'à l'accession au communisme.

Bien qu'il considère le rôle dirigeant de la Ligue des «communistes» comme étant liquidé, il n'oublie pas néanmoins, et par pure démagogie, de dire que cette Ligue, «par ses positions claires, (qui en fait ne sont pas claires du tout, mais, au contraire, obscures et confuses), doit beaucoup contribuer à rechercher les moyens de résoudre de multiples problèmes, notamment ceux qui concernent les voies et les formes de développement du système politique d'autogestion socialiste». Si ce n'est pas l'Etat et le parti qui apportent le bonheur au peuple, comme l'écrit le renégat Kardelj, alors pourquoi demande-

t-on que la Ligue des «communistes» de Yougoslavie soit investie de ces prérogatives ? Si la société d'«autogestion» yougoslave n'a pas besoin de la direction d'un parti politique unique, comme on le prétend, pourquoi a-t-elle besoin d'être guidée par la Ligue des «communistes» de Yougoslavie ?

Alors que Marx est pour un véritable parti de la classe ouvrière, lequel dirige cette classe et lui fasse prendre conscience de sa mission historique, Kardelj, lui, estime que le prolétariat peut conduire le pays en avant et réaliser ses aspirations de façon spontanée, même sans le rôle dirigeant du parti. Il soutient cette thèse pour légitimer la théorie de l'«autogestion», théorie qui est à la fois pour le pluralisme politique, c'est-à-dire pour le rassemblement dans la prétendue Ligue socialiste du peuple travailleur de toutes les forces sociales, indépendamment de leurs différences idéologiques et politiques, et pour un parti qui n'a rien de communiste, mais auquel il colle l'étiquette de dirigeant de l'ensemble du système anti-marxiste d'«autogestion».

Le révisionniste Kardelj parle du bureaucratisme des partis occidentaux du capital. Là encore, il n'a rien découvert de nouveau, car on sait que le bureaucratisme est inhérent à la nature du capitalisme et en constitue le trait caractéristique. S'il dénonce le bureaucratisme des autres partis, ce n'est pas pour les critiquer, mais pour dissimuler la bureaucratization, puis, l'élimination du Parti communiste de Yougoslavie et le fait qu'il a été dépouillé de toutes les attributions qui lui revenaient. Laisser le parti à la traîne des événements, des phénomènes, des processus de la vie politique et sociale, et le transformer en un parti de la bourgeoisie, cela revient pour les titistes, à le dé-bureaucratiser, et, pour camoufler leur trahison, ils lui ont seulement laissé, comme une relique, le nom de «Ligue des communistes de Yougoslavie».

Ce n'est pas son appellation qui détermine si un parti est ou n'est pas communiste, s'il est ou n'est pas un parti de la classe ouvrière, mais avant tout l'identité de ceux qui le dirigent et l'activité qu'il déploie. Lénine disait :

«... si un parti est véritablement un parti politique ouvrier, cela dépend... de la question de savoir quels sont ceux qui le dirigent et quel est le caractère de son action et de sa tactique politique». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 31. p. 285.)

Et en réalité, non seulement la Ligue des «communistes» de Yougoslavie n'a point échappé au bureaucratisme, mais il y a longtemps qu'elle n'existe plus en tant que parti des communistes yougoslaves. Du fait même, entre autres, qu'elle s'est gonflée, tout comme les partis révisionnistes occidentaux ou les partis sociaux-démocrates, de multiples appareils, d'une foule de fonctionnaires et de permanents bureaucrates, non seulement elle a cessé d'être l'avant-garde de la classe ouvrière, mais elle en est devenue un parti adverse.

En Yougoslavie, le pouvoir de la classe ouvrière et son parti d'avant-garde, en tant que direction de l'Etat et de la société, n'existent pas. Selon Kardelj, en Yougoslavie la Ligue des «communistes» n'aurait aucun droit à la direction politique dans le système d'Etat, car le pouvoir s'y exerce «... à travers le système de délégation, tandis que la Ligue des communistes, en tant que composante du système autogestionnaire, est l'un des facteurs les plus importants de l'influence sociale sur la formation de la conscience des autogestionnaires et des organes des délégués» (p. 73). Je pense que cela se passe de commentaire. Ces mots de ce renégat suffisent à convaincre qu'en Yougoslavie la dictature du prolétariat n'existe pas en tant que domination politique de la classe ouvrière et direction étatique de la société par cette classe. Et du moment que cette dictature n'y existe pas, il ne peut être question de l'existence du parti de la classe ouvrière mais d'un parti de la bourgeoisie.

Kardelj prétend que le «système à parti unique» dans un pays socialiste est une transformation spécifique du système politique bourgeois et que le rôle du parti (il entend ici le Parti bolchevik) peut être assimilé à celui du «système pluripartite» du pluralisme politique bourgeois, à cette «petite» différence près, que dans le système à parti unique le pouvoir politique n'a à sa tête que les dirigeants de ce parti, tandis que dans le système pluripartite les hommes se succèdent au pouvoir. Ce

mystificateur met sur le même plan les partis bourgeois et le Parti des bolcheviks créé par les révolutionnaires russes avec Lénine à leur tête. Pour lui, il n'y a aucune différence entre la direction de l'Etat et de la société par le véritable parti des communistes et la domination de la bourgeoisie à travers le système pluripartite. Cela prouve une fois de plus que les titistes, comme la bourgeoisie, traitent les partis politiques et l'Etat comme des institutions qui se situent soi-disant au-dessus des classes.

Si la classe ouvrière s'oppose à la bourgeoisie dans une lutte à mort et si ces deux classes sont organisées dans des partis politiques pour défendre leurs intérêts antagonistes et dominer, chacune pour sa part, dans la société, cela ne signifie pas que le parti de la classe ouvrière, le parti marxiste-léniniste, s'identifie au parti bourgeois. Bien au contraire. Lorsque le parti communiste, en Yougoslavie, s'est converti en parti bourgeois, il n'est aucunement devenu un parti au-dessus des classes, mais il s'est transformé, d'avant-garde de la classe ouvrière, en instrument de la bourgeoisie, il a seulement perdu son caractère de classe prolétarien, mais non pas son caractère de classe en général, car il est devenu un parti de la nouvelle classe bourgeoise. La différence entre le parti communiste et un parti bourgeois dans la direction de l'Etat n'est pas une «petite» différence, mais une différence très nette, profonde, de principe, de classe, et on ne peut, contrairement à ce que prétend ce renégat, la réduire à la «rotation» de leurs dirigeants au pouvoir politique.

Par ces «théorisations» sur «la petite différence» entre le système politique bourgeois et le système socialiste, entre le parti bourgeois et le parti marxiste-léniniste, les révisionnistes yougoslaves entendent dire que leur course vers le capitalisme ne doit pas leur être imputée comme quelque chose de grave. Bien évidemment, les révisionnistes yougoslaves ne peuvent pas traduire en théorie des positions différentes de celles qu'ils adoptent dans la pratique.

Discourant sur les «faiblesses du système à parti unique», et cherchant ainsi à attaquer la construction du socialisme dans l'Union soviétique du temps de Lénine et de Staline, Kardelj écrit : «On y constate, avant tout, la tendance à la fusion personnelle des dirigeants du parti avec l'appareil exécutif étatique, ce qui, par là même, fait du parti un instrument de l'action des tendances techno-bureaucratiques dans la société» (p. 64).

«Afin d'échapper» à ce «techno-bureaucratisme» et à cette tendance à «la fusion personnelle des chefs de file du parti avec l'appareil exécutif étatique du socialisme», qu'ils attribuent arbitrairement aux bolcheviks, les messieurs révisionnistes yougoslaves ont créé leur système à eux, qui n'est rien d'autre qu'une dictature du groupe titiste. Dans les prétendues assemblées des communautés autogestionnaires et dans leurs appareils exécutifs, comme l'avoue l'auteur de ce livre, «... les tendances bureaucratiques-centristes se font actuellement très fortement sentir» (pp. 231-232). En Yougoslavie, le pouvoir exécutif est manipulé par Tito et sa clique. En dépit de leurs assurances qu'ils n'aspirent pas au pouvoir, le président de la Ligue des «communistes» de Yougoslavie est président à vie de l'Etat yougoslave et tous les hauts fonctionnaires occupant des postes clés au pouvoir, dans l'armée, l'économie, la politique extérieure, la culture, les organisations sociales, etc., assument des fonctions importantes dans la Ligue des «communistes» de Yougoslavie. Ce qui se produit ici, c'est que les révisionnistes yougoslaves, s'ils attaquent les enseignements marxistes-léninistes sur le rôle dirigeant du parti prolétarien dans la société socialiste, s'efforcent dans la pratique de tenir fortement en main les rênes du pouvoir. La prétendue Présidence de la Yougoslavie n'a été créée là-bas ni pour assurer la direction collégiale de l'Etat, ni pour combattre le bureaucratisme sur lequel elle s'appuie, ni pour défendre l'Etat yougoslave contre les forces dominantes qui lui sont extérieures, comme nous l'avons entendu dire parfois, mais comme une tentative désespérée pour assurer la domination du titisme après la mort de Tito. Cela montre que le régime yougoslave non seulement dans son contenu mais aussi dans sa forme n'est qu'un pouvoir capitaliste qui réprime le peuple, en cherchant à se masquer de slogans mystificateurs.

Kardelj ne peut effacer cette sombre période de l'histoire de la Yougoslavie, où, à la suite de la trahison de la direction du Parti communiste et de l'instauration de la dictature titiste, les peuples de ce pays ont dû subir les injustices, la violence et la terreur les plus effrénées. Le porte-parole titiste,

Kardelj, s'efforce d'effacer cette période obscure à l'aide de quelques slogans tendant à dissuader les peuples de Yougoslavie de se plaindre de leurs souffrances, puisque même «notre révolution socialiste a constitué pendant sa première phase un système à parti unique de démocratie révolutionnaire, mais qui n'a jamais pris une forme «classique» «stalinienne»» (pp. 64-60). Ce renégat sans vergogne n'est même pas digne de parler de «la forme classique stalinienne», qui était si démocratique et socialiste que non seulement le régime Tito-Kardelj-Rankovic ne s'en rapproche en rien, mais qu'il serait honteux de le comparer à elle. Les crimes monstrueux qui ont été perpétrés en Yougoslavie ne l'ont pas été pendant que ce pays entretenait des relations d'amitié avec Staline et l'Union soviétique de son époque, mais justement après qu'il a rompu cette amitié et qu'il s'est engagé ouvertement dans la voie de l'«autogestion».

Actuellement, en Yougoslavie, selon la «théorie» de Kardelj, l'union personnelle des organes exécutifs de la Ligue des «communistes» de Yougoslavie et des organes exécutifs de l'Etat, aurait été «complètement» et «radicalement» éliminée, car la Ligue des «communistes» de Yougoslavie serait soi-disant privée de toute compétence lui permettant d'exercer le rôle de force dirigeante sur le plan idéologique et politique dans la société. Son seul rôle se réduit à exercer une influence sur les masses.

Mais comment et en quoi cette espèce de Ligue pourrait-elle influencer sur les masses, alors qu'elle n'est investie d'aucune fonction de direction ? En aucune manière et en rien. Dans un moment de dépit, Tito a reconnu que «la Ligue des communistes de Yougoslavie est réduite à une organisation amorphe, apolitique». Mais, pour éviter le discrédit total des titistes, Kardelj, rectifiant les dires de son chef, indique que soi-disant «... la Ligue des communistes est devenue un pivot des plus puissants de la démocratie de type nouveau, de la démocratie du pluralisme des intérêts autogestionnaires» (p. 65).

Si l'«autogestion» yougoslave a dépouillé la Ligue des «communistes» de Yougoslavie de son rôle de direction politique, il va de soi que cette «autogestion» en a dépouillé en même temps la classe ouvrière, puisque celle-ci ne peut exercer ses prérogatives qu'à travers son avant-garde, le parti communiste. Si l'avant-garde de la classe ouvrière se voit privée de son pouvoir de direction, il serait absurde de prétendre que la classe ouvrière exerce les droits qui lui reviennent. Dans ces conditions, on imagine comment le prolétariat et les autres masses travailleuses peuvent s'«auto-administrer» dans cette espèce de démocratie de «type nouveau» ! Voici ce que dit Kardelj à ce sujet : «La Ligue des communistes ne domine pas à travers le monopole politique, mais elle exprime une forme spécifique des intérêts de la classe ouvrière qui est très importante du point de vue socio-historique, et en même temps des intérêts de tous les travailleurs et de la société — dans le système d'autogestion et du pouvoir de la classe ouvrière et du peuple travailleur, système qui se fonde sur le pluralisme démocratique des intérêts des sujets autogestionnaires» (pp. 65-66).

Cette phraséologie boursoufflée et confuse fait seulement ressortir le fait incontestable que le parti en Yougoslavie est à la remorque, qu'il existe seulement sur le papier. Bien que, pour la forme, il se prononce pour le renforcement du rôle du parti, tel que lui le conçoit, Kardelj n'a pas manqué pour autant d'émettre des affirmations de ce genre : «... la Ligue des communistes de Yougoslavie n'est pas, politiquement et créativement, suffisamment présente... dans l'ensemble du système démocratique d'autogestion et dans la création de la politique et de la pratique des autres organisations socio-politiques»... (pp. 263-264). Mais alors où la Ligue est-elle présente, si elle ne l'est pas dans les domaines où elle doit l'être, et qu'en Yougoslavie, comme l'indiquait ces derniers temps l'agence yougoslave TANJUG, les campagnes sont, pour les deux tiers, totalement dépourvues d'organisations de base de la «Ligue des communistes» ? Kardelj a du mal à répondre à cette question, mais l'analyse concrète de l'activité pratique exercée par la Ligue nous atteste de façon incontestable qu'en tant que «parti des communistes» elle n'est présente nulle part, alors que, comme parti de la nouvelle bourgeoisie yougoslave et de la dictature fasciste de Tito, elle est omniprésente.

Dans ce «socialisme autogestionnaire» yougoslave, que Kardelj a assumé de traiter «théoriquement», la Ligue des «communistes» de Yougoslavie occuperait une position spécifique dans tous les domaines. Cette position spécifique, que l'on voit évoquer tout au long du livre, peut être interprétée

comme on veut, c'est-à-dire comme une position spécifique dans l'éducation des travailleurs, position spécifique par rapport au prolétariat, position spécifique dans le prétendu système de délégation, auquel elle ne devrait pas participer et qu'elle devrait encore moins diriger de peur qu'elle ne s'y assure un «monopole politique», et bien d'autres traits spécifiques. Ce parti, avec cette infinité de positions spécifiques, a le droit, dans le cadre du pouvoir de délégation de la prétendue Ligue socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie, d'avoir dans les assemblées sa délégation par l'intermédiaire de laquelle il collabore avec les autres délégations «autogestionnaires». Cela prouve que la Ligue des «communistes» de Yougoslavie ne possède aucune force politique indépendante et qu'elle fait depuis longtemps office d'agence du fédéralisme anarchiste yougoslave. Si elle existe, c'est pour donner satisfaction au capital étranger qui a poussé ses racines dans le pays, pour le rassurer que l'«autogestion» ne porte atteinte en rien au système de la propriété privée, et qu'aucun parti, quel qu'il soit, ne modifiera la ligne de cet Etat anarcho-syndicaliste.

Selon E. Kardelj, la seule chose qui compte est la place de l'individu dans la société, alors que la classe ouvrière et son parti ne sont rien. D'après lui, ce n'est pas le parti marxiste-léniniste qui est l'avant-garde de la classe ouvrière, mais les «communautés autogestionnaires», une organisation abstraite, improvisée pour traduire soi-disant une transformation importante, mais qui en fait n'a aucune existence réelle. Aux yeux de ce révisionniste, la classe ouvrière n'est pas la classe dirigeante de la société, elle se confond avec tous les travailleurs. Tout le peuple yougoslave, prétend-il, peut être considéré comme avant-garde, naturellement à condition de mettre en tête de cette «avant-garde» l'homme, lequel exprime et réalise «librement» (autrement dit de façon anarchiste) ses propres buts (dans cette société anarchiste). De ces raisonnements de Kardelj il ressort clairement que la classe ouvrière a depuis longtemps cessé d'être unie dans l'action, qu'elle a perdu son rôle dirigeant dans la société yougoslave. Le parti et le pouvoir lui ayant échappé des mains, la classe ouvrière yougoslave non seulement n'est pas au pouvoir mais elle a été mise dans la position d'une classe exploitée par la nouvelle bourgeoisie, qui domine les masses travailleuses à travers le pouvoir d'Etat qu'elle manipule.

Pour éviter de se voir imputer que l'attitude négative à l'égard du rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière est une trahison envers les intérêts de cette classe, ce traître notoire a extrait du «Manifeste du Parti communiste» de Marx et d'Engels les citations suivantes : «Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers», «ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat», «ils n'établissent pas de principes sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier». Avec des citations de ce genre, Kardelj cherche à donner l'impression que Marx et Engels auraient été soi-disant de l'avis que les communistes n'ont pas besoin d'avoir leur parti, du moment que ce n'est pas un parti aux caractéristiques, aux intérêts et aux principes distincts de ceux des autres partis ouvriers. Quel renégat ! Sans le moindre scrupule, d'un œil anti-marxiste et social-démocrate, il considère le prolétariat comme une masse amorphe qui lutte soi-disant pour ses intérêts généraux, mais qui est dépourvue de tout principe, de toute direction de classe et révolutionnaire, de tout programme de lutte pour la conquête de ses droits !

Marx et Engels, dans le deuxième chapitre de l'œuvre du communisme scientifique «le Manifeste du Parti communiste», ont défini de façon géniale la mission historique du parti communiste, le regardant comme partie intégrante de la classe ouvrière, comme son détachement d'avant-garde, etc., etc., mais ils n'ont jamais pensé que les communistes ne doivent pas avoir leur parti. Bien au contraire, s'ils ont écrit le Manifeste, qui a été considéré d'ailleurs comme le premier document programmatique scientifique du communisme, c'est justement pour que les communistes aient leur parti.

5. — Le pluralisme politique et idéologique, la «démocratie» et la construction «socialiste» en Yougoslavie

Kardelj, par sa théorie, accorde la primauté au «pluralisme des intérêts des travailleurs» et dans ce pluralisme il met l'accent en particulier sur le rôle de la prétendue Ligue socialiste du peuple travailleur, qui, selon lui, est susceptible de rassembler toutes les forces sociales, en faisant abstraction de leurs différences sur le plan idéologique. En réalité, la «Ligue socialiste» est une association qui

n'existe que pour la forme dont il n'est pas fait cas en Yougoslavie. Cette réalité a échappé parfois à Kardelj, notamment lorsqu'il écrit : «Je crois que je n'exagère pas en affirmant que la sous-estimation du rôle social de la Ligue socialiste... est un phénomène bien répandu dans toute la Ligue des communistes, et pas seulement parmi ses membres» (pp. 272-273). Traitant plus loin de l'activité de cette «association de toutes les forces organisées de la société», comme on l'appelle en Yougoslavie, Kardelj est à nouveau contraint d'en évoquer le formalisme en écrivant : «... souvent la Ligue socialiste ne résout les problèmes qu'en apparence, par des résolutions et des déclarations, plutôt qu'effectivement...» (p. 276). Il suffit de ces affirmations, que Kardelj, naturellement, traite de simples faiblesses, pour montrer à l'évidence ce qu'est en réalité cette association sans âme.

Selon Kardelj, le pluralisme de l'«autogestion socialiste» est exprimé dans le cadre de la «Ligue socialiste», qui rassemble en son sein toutes les tendances «démocratiques progressistes» (tous les courants, y compris les régressifs), dont les représentants ont le droit de parler et de décider de la politique de la Yougoslavie. En réalité, personne, en dehors de la clique titiste, n'a de pouvoir de décision dans ce front, que Kardelj qualifie de pluralisme des intérêts «autogestionnaires» pour montrer que la Yougoslavie n'est soi-disant pas pour la création de plusieurs partis, mais pour un seul parti, à condition qu'il ne soit pas la seule force dirigeante de la société.

«... La Ligue des communistes de Yougoslavie, dit Kardelj, assume dans la société une responsabilité politique particulière, qu'elle partage naturellement avec toutes les autres forces sociales socialistes...» (p. 74), et c'est précisément cette dispersion des responsabilités qui constituerait le pluralisme démocratique en Yougoslavie. Selon lui, le «pluralisme démocratique», par conséquent Bon pas le pluralisme de plusieurs partis, mais le pluralisme dans le cadre de la «Ligue socialiste», qui conserve également le système du parti unique, serait le plus recommandable en Yougoslavie: Autrement dit, cela signifie que dans le cadre de la prétendue Ligue socialiste agissent la «Ligue des communistes» et d'autres organisations «socio-politiques» qui «... sont des formations indépendantes... dont la Ligue des communistes est une composante et avec lesquelles elle collabore en tant que telle...» (p. 267).

Sans trop nous étendre là-dessus, nous pouvons dire que ce «pluralisme», quelle que soit son appellation, «pluralisme démocratique», «pluralisme des intérêts des travailleurs», ou autre, ne diffère en fait du pluralisme bourgeois que par la forme. Si dans l'Etat capitaliste il y a beaucoup de partis, qui agissent et exercent leur influence au parlement en exprimant les intérêts des couches principales de la bourgeoisie ou de quelque autre classe, en Yougoslavie également agissent la «Ligue des communistes» et d'autres ligues qui ne s'intitulent pas partis, mais organisations sociales et politiques, qui s'efforcent d'exprimer les intérêts de la petite-bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière, etc., etc., et de défendre ces intérêts dans l'Etat capitaliste yougoslave. C'est pour cette raison que la conclusion des révisionnistes yougoslaves selon laquelle «notre système politique, loin d'être un système à parti unique, exclut un système pareil, de même qu'il exclut le pluralisme pluripartite de la société bourgeoise», est absurde, c'est une thèse empruntée aux anarchistes et aux anarcho-syndicalistes, qui ont été sévèrement combattus par Marx, Engels, Lénine et Staline.

La théorie du «pluralisme politique» soutenue par Kardelj sera également du goût de Hua Kouo-feng et de Teng Hsiao-ping pour ce qui concerne l'égalité des droits des divers partis dans l'Etat socialiste, leur contrôle réciproque, etc.

Tout en vantant les orientations du développement du système politique d'«autogestion socialiste», Kardelj, pour ne pas dépasser la mesure, ne peut s'empêcher de reconnaître qu'on y a constaté des excès, des erreurs, des lacunes, parce que «dans plusieurs sphères, les nouveaux rapports ne vivent ni ne fonctionnent encore d'une manière satisfaisante» (p. 26). Mais même s'ils ne le reconnaissent pas, la réalité yougoslave est là pour prouver chaque jour que l'«autogestion» s'est engagée dans une impasse. Aussi ses déclarations consolantes où il définit l'«autogestion» comme le «système socialiste le plus qualifié», ne peuvent guère convaincre ceux qui connaissent de près la Yougoslavie et son système politique.

Le système politique d'«autogestion» en Yougoslavie est un camouflage éhonté de la trahison révisionniste à l'égard du marxisme-léninisme, du socialisme scientifique et du communisme. En tant qu'anti-marxistes, les titistes yougoslaves n'ont pas été et ne sont toujours pas pour la construction du socialisme, mais pour la perpétuation du capitalisme sous diverses formes. Ils s'efforcent d'inventer des «théories» des plus variées afin que le processus irrépessible de désagrégation du régime capitaliste, s'il ne peut être complètement arrêté, soit pour le moins ralenti. Selon les révisionnistes yougoslaves, tout peuple et tout Etat peut construire le socialisme sans se fonder sur les lois et les principes généraux de celui-ci, en se passant même de l'idéologie marxiste-léniniste. Ils n'admettent pas que le socialisme est un système économique et social unique, mais soutiennent l'existence possible de divers types de socialisme. Exploitant abusivement et dénaturant la juste thèse marxiste-léniniste sur l'application créatrice de l'idéologie de la classe ouvrière dans les conditions particulières de chaque pays, ils s'obstinent à soutenir qu'il n'existe pas de lois générales pour la construction du socialisme dans tous les pays, mais que chacun d'eux peut, selon ses désirs et à sa manière, se construire un «socialisme» différent des autres.

Certes, dans l'édification socialiste il est indispensable d'avoir en vue les conditions concrètes de chaque pays, mais le socialisme, dans quelque pays que ce soit, ne peut être construit que sur la base du marxisme-léninisme, de lois et de principes communs pour tous les pays, et auxquels on ne peut se dérober si l'on ne veut pas sombrer, comme l'a fait la Yougoslavie, dans le capitalisme.

Afin de «démontrer» la thèse selon laquelle chaque pays doit construire son socialisme spécifique, les révisionnistes yougoslaves prétendent, par la bouche de Kardelj, que «l'autogestion socialiste ne peut être imposée, par exemple, aux démocraties bourgeoises d'Europe, pas plus qu'à la démocratie américaine», parce que celles-ci n'auraient pas encore réalisé chez elles les conditions qui sont celles de la Yougoslavie. Selon eux, on peut aller au socialisme tant à travers le pluralisme politique du système parlementaire occidental, que sans ce pluralisme. Ainsi donc, tout pays, sans se fonder sur aucune expérience, pas même sur la théorie du socialisme scientifique de Marx et d'Engels, peut construire son socialisme spécifique. Néanmoins, en présentant l'«autogestion» comme le meilleur système au monde, ils considèrent que ce système, indépendamment de la voie spécifique à suivre par chaque pays pour construire le socialisme, est susceptible d'être adopté et appliqué à l'échelle mondiale !

Poussé à cette attitude par son subjectivisme et par son hostilité passionnée à l'expérience de la construction du socialisme en Union soviétique de l'époque de Staline, Kardelj vitupère si durement contre cette expérience et perd, dans son jugement, à tel point le sens de la mesure qu'il qualifie cette expérience de processus réactionnaire et équivalent au pluralisme politique du type européen. Voici ses termes à ce propos : «C'est pourquoi les tentatives qui visent, par exemple, à imposer le pluralisme politique spécifique du type européen là où n'existent ni les conditions ni aucune nécessité pour un système de ce genre jouent en réalité, dans les processus sociaux contemporains, un rôle réactionnaire au même titre que les tentatives pour imposer tel ou tel «modèle» de socialisme aux pays qui n'ont pas les conditions requises pour un «modèle» pareil et qui n'en ont nul besoin» (p. 49).

Toute cette tirade n'est qu'un énoncé sophistiqué qui tend à un seul but : réfuter le marxisme-léninisme et les lois générales de la construction de la société socialiste, tromper les masses et perpétuer le système capitaliste en le teignant de diverses couleurs «socialistes». C'est la raison pour laquelle dans ce chiffon intitulé : «Les directions du développement du système politique d'autogestion socialiste», il ne parle jamais de la véritable destruction du pouvoir du capital.

Selon ce «grand idéologue» yougoslave, si le pluralisme politique du parlementarisme bourgeois est un système qui transforme l'individu en un «citoyen politique abstrait», le rend passif et l'empêche de devenir un sujet de certains intérêts concrets, humains et sociaux, en Yougoslavie, par contre, le citoyen ne risquerait pas de se transformer en un «citoyen politique abstrait», car l'«autogestion» lui apprendrait à défendre en premier lieu ses propres intérêts concrets ! Cette thèse aussi, comme les autres thèses de Kardelj d'ailleurs, s'écarte de la vérité. Son fameux citoyen «politisé» dans les pays

capitalistes ne reste pas les bras croisés. S'il est vrai que dans ces pays celui-ci se voit renier ses droits, et que les lois du capital ont rendu impossible la défense des intérêts des travailleurs, les ouvriers ne s'en efforcent pas moins par leur lutte de briser les chaînes de l'esclavage capitaliste. Nier cette lutte que la classe ouvrière mène sous le régime capitaliste c'est être en opposition avec les faits.

Sous le régime social capitaliste les gens n'obéissent pas tous à la politique et aux normes de la morale bourgeoise. Au contraire, l'immense majorité des membres de la société capitaliste — le prolétariat et les autres masses travailleuses opprimées et exploitées — loin de se soumettre à la politique et à la morale bourgeoises, s'y opposent sous de multiples formes et par de multiples moyens. Kardelj a certainement connaissance de cela, mais il déforme les faits pour soutenir que, dans son «socialisme spécifique», l'individu, l'homme, le citoyen occupe la place principale et qu'il n'est pas «politisé» par le parti, que cet individu concret, dans le système politique d'«autogestion», et seulement dans ce système, peut très facilement défendre ses propres intérêts concrets ! Si nous sommes conséquents et poussons ce raisonnement plus loin, selon la logique de Kardelj nous devrions admettre, ce qui est absurde, que plus d'un million de chômeurs qui souffrent de la faim en Yougoslavie, connaissent ce sort non point par la faute du système d'«autogestion» mais par leur propre négligence, parce qu'ils n'auraient pas voulu défendre leurs intérêts concrets ! En Yougoslavie «socialiste autogestionnaire» les travailleurs ont été politiquement désarmés à tel point qu'ils ne sont même pas en mesure de défendre leurs droits les plus généraux. Dans leur immense majorité, ils ont pour seul souci de conserver leur emploi ou d'en trouver un lorsqu'ils n'en ont pas, d'assurer, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, leur subsistance. En réalité, très peu de travailleurs se préoccupent de savoir ce que sont ce «système d'autogestion», le «travail associé», le «pluralisme démocratique», etc. Une des visées des titistes, avec leur invention du «socialisme autogestionnaire», est précisément de faire en sorte que les travailleurs participent aussi peu que possible à la défense de leurs droits, qu'ils s'intéressent le moins possible à la politique, qu'ils ne considèrent que leur propre intérêt étroit et laissent de côté les intérêts communs de classe.

Dans le système du parlementarisme bourgeois, selon Kardelj, la classe ouvrière «se politise» inévitablement, parce que le syndicalisme et la lutte syndicale ne lui assurent pas une voie vers le pouvoir politique. Plus loin, il affirme qu'une telle «politisation» divise la classe ouvrière en partis, qu'ainsi, toujours selon lui, on voit se créer un risque nouveau, celui que «la bureaucratie du parti» ne se mette à agir au nom de la classe.

Il est vrai que, dans les pays capitalistes, la lutte dans le cadre du syndicalisme n'assure pas à la classe ouvrière le pouvoir politique et que, de ce fait, les ouvriers s'organisent en partis politiques pour défendre les intérêts de leur classe. Mais Kardelj n'a pas la préoccupation de démasquer le syndicalisme, ni les divers partis «ouvriers» qui se créent dans les pays occidentaux et auxquels les révisionnistes yougoslaves sont alliés. Il veut démontrer que le parlementarisme bourgeois et les partis bourgeois comme les autres partis, communistes, révisionnistes et les syndicats, divisent tous la classe ouvrière et qu'il faut donc, à son avis, liquider ces partis. La bourgeoisie et les révisionnistes ne se formalisent pas de cette attitude de leur ami, parce qu'ils se rendent bien compte que Kardelj ne fait allusion qu'à la liquidation des véritables partis marxistes-léninistes, et que les autres partis, ceux de la bourgeoisie, peuvent continuer d'exister, car, indépendamment de leur nombre, ils n'entravent pas la transformation du régime capitaliste en «régime socialiste» !

Il ne faut pas s'étonner que Kardelj décrive certains phénomènes «en théorie» très différemment de ce qu'ils sont dans la pratique. Par ses élucubrations, ce charlatan camoufle les multiples manipulations qui ont eu lieu en Yougoslavie pour transformer en société capitaliste cette société qui, initialement, juste pour se déguiser, avait pris une orientation prétendument socialiste. Bien que, du fait même de la position qu'il défend, Kardelj ne soit ni ne puisse être parfaitement conséquent, il penche, pratiquement, pour le système parlementaire bourgeois, qu'il est malgré tout contraint de présenter sur le papier comme étant différent du système «spécifique» yougoslave. Son inconséquence apparaît en ce qu'il ne rejette pas totalement ce système, mais qu'il le qualifie au contraire de système démocratique où «... la classe ouvrière et toutes les autres forces démocratiques remplissent un rôle

progressif historique important en luttant pour le renforcement de la position sociale du parlement et l'extension de ses attributions par rapport aux forces du pouvoir extraparlamentaire» (p. 55).

Ces «théories» de Kardelj ne visent nullement à démasquer les tendances qui s'observent actuellement dans le développement de l'Etat capitaliste, où le pouvoir exécutif (le gouvernement) étend de plus en plus ses attributions aux dépens du pouvoir législatif (le parlement), préparant ainsi les conditions requises pour l'instauration du fascisme, au moment où la bourgeoisie monopoliste la trouvera indispensable. Il ne se préoccupe point du danger de fascisation qui menace aujourd'hui beaucoup d'Etats capitalistes, son propre Etat étant engagé sur le même chemin ; aussi demande-t-il que la classe ouvrière n'accomplisse pas sa mission historique en renversant par la révolution le pouvoir de la bourgeoisie, comme l'enseigne Marx et Lénine. S'exprimant en faveur du parlementarisme bourgeois, il découvre sans le vouloir que les titistes sont sujets à de fortes pressions dans ce sens surtout de la part du grand capital américain et de celui de l'Europe occidentale, qui ont fait de très gros investissements en Yougoslavie. Ces pressions exercées sur ce pays ont pour but d'y développer la démocratie bourgeoise à grande échelle, autrement dit d'y créer plusieurs partis: social-démocrate, révisionniste, «communiste», etc. Toutefois, bien que les révisionnistes yougoslaves ne soient pas contre le système parlementaire pluripartite, ils ne veulent pas détruire leur système à parti unique, système que leur propagande présente comme étant «autogestionnaire», et non seulement parce que cela les démasquerait, mais aussi et surtout par crainte de la menace que cela pourrait faire peser sur le monopole des titistes dans toutes les affaires de l'Etat, de l'armée, de l'UDB et des autres organismes de répression, ainsi que des organismes de mystification et de manipulation bourgeoise de l'opinion.

En réalité, Kardelj ne rejette pas ce qu'il appelle «monopole politique» dans le gouvernement de la société, à propos de quoi il déclare que ce monopole a été maintenu comme un privilège des chefs de file des partis politiques et des organes exécutifs de la «démocratie» bourgeoise. En d'autres termes, il ne rejette pas le système parlementaire et le système extra-parlementaire, mais il se prononce contre les «vestiges de ce système», que le socialisme a prétendument hérités dans ses phases et ses formes initiales.

Il est évident que Kardelj, sans s'attaquer à la forme du parlementarisme bourgeois, cherche à le confronter avec les organes étatiques de la véritable société socialiste. Ces idées apparaissent encore plus nettement lorsqu'il déclare que dans le cas de la nationalisation des moyens de production, le parlement sans l'«autogestion» des ouvriers équivaldrait au système politique à parti unique du socialisme basé sur la «forme étatique de la propriété sociale». Par système politique fondé sur la «forme étatique de la propriété sociale», Kardelj a en vue notre pouvoir des conseils populaires ainsi que le pouvoir soviétique instauré par Lénine en Union soviétique pour construire la société nouvelle, socialiste; sous la direction du Parti bolchevik.

En reniant les objectifs de la Révolution d'Octobre et la grande œuvre accomplie en Union soviétique pendant plusieurs années pour l'édification du socialisme sous la direction de Lénine et plus tard de Staline, le révisionniste Kardelj veut démontrer que la Yougoslavie, qui a liquidé la propriété sociale «étatique» pour la convertir en «propriété socialisée», n'a soi-disant pas trahi, comme on l'accuse, mais qu'elle a en réalité inventé un Etat «socialiste», un «socialisme autogestionnaire» que, bien qu'il ne le recommande pas «théoriquement» à tous, il aimerait voir appliquer par tous dans la pratique.

Le «système à parti unique» en Yougoslavie ne répond plus actuellement, d'après Kardelj, à la variante du «socialisme spécifique». Il fut imposé au début, dans la phase que traversait le développement de la révolution socialiste en tant qu'élément de la structure initiale de la dictature du prolétariat, tandis qu'à présent il est jugé «... incompatible avec les rapports socio-économiques et démocratiques de l'autogestion socialiste et avec le pluralisme démocratique des intérêts autogestionnaires» (p. 63).

Les révisionnistes yougoslaves feignent de ne pas être d'accord avec le système de pouvoir pluripartite dans la société bourgeoise, mais ils se refusent aussi à accepter la direction de l'Etat et de la société par un seul parti politique de la classe ouvrière, et prétendent avoir trouvé le «juste milieu», le soi-disant

«pluralisme démocratique». La vérité est que le système de «l'autogestion» yougoslave conserve aussi bien des éléments du «système à parti unique» que des éléments du «système pluripartite». Mais ce système confus n'est rien d'autre qu'un système capitaliste, un odieux produit de la bourgeoisie yougoslave en vue d'opprimer les masses travailleuses et de se camoufler d'une façade «marxiste».

Afin de souiller Lénine et Staline, l'auteur titiste cherche à confronter entre eux ces grands dirigeants du prolétariat mondial, pour «démontrer» prétendument que leurs conceptions du système politique de l'Etat socialiste n'étaient pas identiques. Et voilà le type de calomnie dont il use : «Il a existé entre la conception de Lénine et celle de Staline concernant le système politique de l'Etat socialiste une grande discordance. La base et l'essence de la conception de Lénine relative au pouvoir des soviets est la démocratie directe...» (p. 67).

Il est notoire que Staline fut un disciple zélé, un camarade fidèle et un très proche collaborateur de Lénine. Jusqu'à présent, personne, à part les ennemis du communisme, n'avait osé opposer Staline à Lénine. Ces insinuations sont faites dans des desseins hostiles, mais le mouvement communiste et ouvrier international est déjà habitué aux manœuvres des révisionnistes, qui déclarèrent une fois qu'ils étaient des marxistes-léninistes mais «non staliniens», alors que maintenant ils cherchent à opposer Lénine à Marx et discutent de la question de savoir s'ils doivent être seulement «marxistes» ou bien aussi «léninistes». Et demain, arrachant complètement leurs masques de renégats et de traîtres, ils diront à coup sûr qu'ils ne sont pas non plus avec Marx. Ils inventeront aussi pour cela des «théories» adéquates, qui seront n'importe quoi, mais sûrement pas communistes, pas prolétariennes.

Lénine a traité, en marxiste authentique, de la démocratie socialiste, de la participation directe des masses travailleuses au gouvernement du pays, et ces idées révolutionnaires, il les a appliquées pendant les années où il fut à la tête de l'Etat soviétique. Après lui, Staline suivit la même voie. Mais par démocratie socialiste et participation directe des masses au gouvernement, Lénine n'entendait nullement l'affaiblissement de l'Etat de dictature du prolétariat et du rôle dirigeant du Parti bolchevik. Il n'a jamais opposé à la véritable démocratie la dictature du prolétariat, qu'il a définie comme

«... Etat démocratique **d'une manière nouvelle** (pour les prolétaires et les non-possédants en général), et dictatorial **d'une manière nouvelle** (contre la bourgeoisie)». (V. Lénine, Œuvres, éd alb., t. 25, p. 488.)

D'où il ressort de façon assez évidente que Lénine n'a été ni ne pouvait jamais être pour le remplacement de la dictature du prolétariat par ce système «autogestionnaire» que les révisionnistes yougoslaves ont inventé pour justifier leur retour au capitalisme.

Au temps de Lénine et de Staline, en Union soviétique c'est la classe ouvrière qui était au pouvoir, et, par l'intermédiaire de son parti, elle a guidé, dirigé, planifié et appliqué avec succès les tâches de l'édification du socialisme. En Yougoslavie, on a ignoré le grand rôle de l'Etat socialiste, auquel on a identifié le prétendu «système de délégation», qui, comme le reconnaît aussi Kardelj, comporte «... de sérieuses faiblesses dans tous les secteurs de son fonctionnement» (p. 213).

Kardelj lui-même comprend bien que la référence à Lénine pour la démocratie ne peut lui servir tant soit peu à justifier l'«autogestion», c'est pourquoi il tente par des sophismes de convaincre les gens que l'idée de Lénine «... n'a pas été traitée jusqu'à ses conséquences de fait... mais il est clair que son essence est précisément la démocratie directe, c'est-à-dire l'autogestion» (p. 67). Kardej «philosophe» et il cherche à compenser son manque d'arguments par des interprétations arbitraires, fantaisistes, faites à sa convenance. Il cherche à persuader les autres que Lénine a bien commencé, mais que par la suite il n'a pas eu l'occasion de développer plus avant l'idée de l'«autogestion», comme Tito et lui auraient aimé qu'il l'eût fait. L'idée de Lénine, selon laquelle le prolétariat guidera, organisera, dirigera le pouvoir des soviets et gouvernera le pays à travers son parti, a été et reste la base de la théorie marxiste-léniniste. C'est précisément cette question essentielle, d'importance théorique et pratique, que

les titistes éludent et c'est cette déviation qu'ils cherchent à camoufler en déformant les justes thèses de Lénine.

D'après les titistes, Staline «... s'est prononcé pour une conception de la démocratie indirecte, c'est-à-dire que, quant au fond, il a adopté le système classique politique de l'Etat bourgeois et son pluralisme politique, mais il a attribué à un parti le rôle que le système multipartite assume dans l'Etat parlementaire bourgeois» (p. 68). Ils prétendent que Staline se serait éloigné des conceptions léninistes, parce qu'il aurait appliqué une «démocratie indirecte» en dirigeant l'Etat par l'intermédiaire d'un parti qui ressemblait beaucoup aux partis bourgeois et que le système institué avait les apparences du système parlementaire. Voilà la critique «écrasante» que ce pseudo-marxiste fait à l'activité et à l'œuvre de Joseph Staline ! Staline, tout comme Lénine, a considéré la démocratie à travers un prisme de classe, comme une forme d'organisation politique de la société, comme une condition politique pour entraîner les masses au gouvernement du pays, pour défendre et renforcer la dictature du prolétariat, afin de barrer la voie à la dégénérescence révisionniste et à la restauration du capitalisme. Staline, en marxiste-léniniste qu'il était, s'est à juste titre opposé sévèrement aux conceptions unilatérales, libérales et anarchistes de la démocratie et il a critiqué les manifestations de corruption et les spéculations petites-bourgeoises sur les droits et les libertés qu'assurent la démocratie prolétarienne. Et il a fort bien fait. Les révisionnistes, au contraire, veulent transformer, sur le plan théorique comme ils l'ont fait dans la pratique, la démocratie prolétarienne en démocratie bourgeoise. Voilà pourquoi ils sont contre Staline.

Les pseudo-marxistes yougoslaves justifient leur critique du véritable système socialiste sous prétexte qu'actuellement les notions d'«ouvrier» et de «classe ouvrière» se sont modifiées, et qu'une évolution s'est produite même dans la notion de «citoyen». D'après eux, «la classe ouvrière est devenue un sujet politique abstrait qui n'exerce pas de pouvoir, mais au nom de laquelle peut être exercé le pouvoir». Cela veut donc dire que, dans le véritable système socialiste, ce n'est pas la classe ouvrière qui exerce le pouvoir mais quelqu'un d'autre qui, en son nom, fait agir la classe. C'est là une grande supercherie, une déformation impudente de la réalité. Cela revient à adopter les positions philosophiques de l'idéalisme et à tenir pour vrai non pas ce qui existe objectivement, mais ce qui est dans son propre esprit.

De là, le révisionniste Kardelj en arrive à l'idée que l'ouvrier, dans les rapports de production de l'ordre socialiste, dans ses relations avec les autres ouvriers, dans sa position sociale, etc., n'a aucune fonction concrète. Et, d'après lui, ainsi se créerait «... le dogmatisme de la propriété sociale en tant que propriété d'Etat, et avec cela aussi la nécessité de l'Etat centralisé, du rôle dirigeant des appareils de l'Etat et du parti... tandis que les intérêts de classe et les aspirations de l'ouvrier concret... sont discrédités, c'est-à-dire qualifiés d'actions non régies par les lois générales...» (p. 70).

Voilà comment Kardelj déforme le véritable système socialiste et les rapports de production socialistes du temps de Lénine et de Staline et, par conséquent, l'édification du socialisme dans notre pays également. En se prononçant contre le centralisme démocratique, contre le rôle dirigeant du parti, contre la forme étatique de propriété socialiste, etc., il cherche à montrer la «supériorité» du système d'«autogestion», mais en réalité il se démasque en se mettant ouvertement en opposition avec les idées immortelles des classiques du marxisme-léninisme sur ces problèmes capitaux. En fait, ces «accusations» qu'il nous lance, se tournent contre le système politique d'«autogestion» yougoslave. La réalité yougoslave prouve maintenant chaque jour et elle le prouvera encore mieux demain où la clique de Tito et de Kardelj conduit la Yougoslavie ; ses peuples et la classe ouvrière.

Les titistes affirment que leur système est «autogestionnaire». Mais quels sont ceux qui s'administrent eux-mêmes en Yougoslavie ? Les ouvriers ou les paysans ? Non, ni les uns, ni les autres. Ils sont tout aussi opprimés que leurs camarades des pays capitalistes. Dans le système d'«autogestion» ce sont ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide qui font la loi, les nouveaux bourgeois, qui sont montés sur le dos du peuple en usant de l'étiquette de «communistes» mais qui ne sont en réalité rien d'autre que des technocrates bourgeois qui dirigent le pouvoir bureaucratique, étatiste, fasciste. C'est

de tels éléments que se composent les «assemblées de délégués», les organes exécutifs d'Etat dans le système de délégation, etc.

Comme on le sait, dans le système de la dictature du prolétariat, les organisations de masse occupent une position particulière et jouent un rôle important. Elles sont les courroies de transmission, par l'intermédiaire desquels le parti se lie aux masses et réalise la domination politique de la classe ouvrière et la démocratie socialiste. Les organisations sociales en régime socialiste sont les conductrices de la ligne du parti prolétarien parmi les masses, ce sont des armes puissantes de la révolution et de l'édification socialistes, des tribunes de combat d'où jaillit la pensée populaire. Il est de leur devoir d'éduquer les masses, de les rendre conscientes et capables de participer activement à l'édification socialiste et au gouvernement.

En tant que composantes du système de la dictature du prolétariat, ces organisations s'acquittent des tâches qui leur incombent, sous la direction du parti de la classe ouvrière, dans le cadre de leurs particularités, de leurs traits spécifiques.

Les organisations sociales ne peuvent pas agir en étant isolées du parti prolétarien, des autres organisations et de l'Etat socialiste. Si l'on admettait le contraire, il serait alors théoriquement absurde qu'elles fussent des éléments d'un système unique et elles se transformeraient pratiquement en des organismes inertes, dépourvus de toute finalité et qui n'accompliraient aucune tâche au profit de l'ordre social socialiste.

En Yougoslavie, on a traité et jugé les organisations de masse, tout comme le parti et l'Etat, à partir de positions totalement anarchistes. En opposition avec l'idée de Lénine que les organisations de masse sont

«... les collaborateurs les plus proches et les plus indispensables du pouvoir d'Etat...» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 33. p. 202.)

on y a soutenu que la collaboration de ces organisations avec l'Etat socialiste est une forme «d'étatisme bureaucratique». Les révisionnistes yougoslaves vont jusqu'à concevoir ces organisations comme pouvant chacune pour sa part agir indépendamment même du parti. «Nous, dit Kardelj, nous avons abandonné depuis longtemps la conception selon laquelle ces organisations sont des soi-disant courroies de transmission de la Ligue des communistes» (p. 267). Il ne faut nullement entendre par là que le parti unique et l'Etat yougoslaves, qui sont aux mains de la bourgeoisie, n'ont aucun pouvoir sur ces organisations. Les titistes, au contraire, n'ont jamais renoncé à la manipulation des masses par l'intermédiaire des organisations sociales, mais Kardelj par cette affirmation tend à un autre but. Il vise seulement à miner les liens des partis marxistes-léninistes avec les masses, alors que toute l'expérience révolutionnaire démontre que ces partis ne peuvent créer et maintenir de véritables liens avec les travailleurs qu'à travers les masses organisées dans leurs organisations respectives dirigées par le parti prolétarien.

On sait que l'idée du rôle dirigeant du parti marxiste-léniniste est intimement liée à l'idée du caractère révolutionnaire de son idéologie, c'est pourquoi détacher les organisations de masse de ce parti signifie les détacher de l'idéologie marxiste-léniniste et combler le vide avec l'idéologie bourgeoise révisionniste. Ce but, chez Kardelj, devient évident, lorsque, évoquant l'homme en tant que membre de la «Ligue socialiste», il écrit : «... il n'est pas dit que ses conceptions idéologiques se concilient toujours et en toute sphère avec l'idéologie du marxisme» (p. 280). Cela signifie que le travailleur yougoslave peut être guidé par des idées et des conceptions bourgeoises, féodales, fascistes, etc., etc., en bénéficiant aussi, dans cette confusion idéologique, de l'appui du régime.

Le fait que les organisations de masse sont des composantes du système de dictature du prolétariat, ne veut pas dire que, sous le masque de la «démocratie» et de certaines attributions «étatiques», qui leur ont été octroyées comme en Union soviétique révisionniste, elles se convertissent en «associées» ou en

«appendices» de l'appareil d'Etat. S'en tenant fidèlement au marxisme-léninisme, le véritable parti de la classe ouvrière doit bien veiller à ce que le rôle des organisations sociales ne s'affaiblisse pas, mais qu'il aille au contraire se renforçant sans cesse. En Yougoslavie, comme l'écrit Kardelj, on constate que les organisations de base des syndicats «... sont devenues des appendices des organes de gestion» (p. 295). Cela s'est produit parce que le rôle des organisations sociales, leur place dans la société et les rapports qu'elles doivent avoir avec le parti et l'Etat, sont définis à partir de positions fausses.

Dans le livre de Kardelj, il est traité particulièrement aussi de la «Ligue socialiste du peuple travailleur», des syndicats, de la «Ligue de la jeunesse socialiste», etc., sur lesquels on pourrait écrire et polémiquer longuement. Mais nous ne sommes pas entrés ici dans des détails, en pensant qu'il était préférable de souligner seulement les déviations de principe des révisionnistes yougoslaves concernant l'organisation, les objectifs et l'activité des organisations de masse.

Les révisionnistes yougoslaves adoptent une attitude réactionnaire en ce qui concerne aussi le rôle de la religion et de son idéologie. Comme chacun sait, l'idéologie religieuse a toujours été au service des classes exploiteuses pour opprimer et exploiter les masses travailleuses. Elle a servi de moyen pour cultiver chez les gens le sentiment d'impuissance face aux souffrances, aux malheurs et à la misère. L'idéologie religieuse étourdit les gens et paralyse leur activité tendant à transformer la nature et la société. C'est pourquoi Marx, comme on le sait, a comparé la religion à l'opium. Il écrivait :

«La religion est le soupir de la créature opprimée, le cœur d'un monde sans cœur... La religion est **l'opium** du peuple». (K. Marx et F. Engels. Sur la religion, éd. alb., p. 45, Tirana, 1970.)

C'est précisément pour son rôle réactionnaire que les classes dominantes ont soutenu et soutiennent la religion. Le langage des capitalistes, des révisionnistes et de la prêtraille réactionnaire est le même dans son essence. Le parti marxiste-léniniste ne peut se concilier avec l'idéologie religieuse et ses influences. La base théorique de la politique et du programme du parti authentique de la classe ouvrière est la philosophie marxiste-léniniste et non pas l'idéalisme et la religion. La lutte de classe pour l'édification du socialisme ne peut pas être détachée de la lutte contre la religion.

En Yougoslavie on a jugé et traité la religion absolument de la même façon que dans les autres Etats capitalistes. L'empoisonnement des masses par l'idéologie religieuse y est considéré comme une simple question privée et le parti et l'Etat ont fait les spectateurs, car, selon eux, la religion «... n'empêche nullement le croyant de s'encadrer au même titre que les autres dans la vie socialiste de la société» (p. 178). On comprend facilement le joli socialisme qu'est ce socialisme-là, alors que l'idéologie religieuse n'est nullement en opposition avec lui, et que, comme le dit si bien Kardelj, «le socialisme est devenu, pour l'écrasante majorité des travailleurs croyants, leur conviction la plus profonde...» (pp. 179-180). Maintenant nous entendons dire de la bouche de ce «grand philosophe» que les ecclésiastiques aux profondes convictions idéalistes et religieuses auraient été conquis aussi par le socialisme, par le régime social qui se fonde précisément sur la philosophie marxiste, le matérialisme dialectique et historique ! A la lecture de ces phrases du renégat titiste, non seulement les ouvriers, les communistes et tous les gens honnêtes dans le monde seront étonnés, mais les membres du clergé eux-mêmes se mettront à rire, parce que jusqu'à présent il ne leur est jamais passé par la tête de déclarer qu'ils aiment le socialisme, qu'ils ont, au contraire, maudit et maudissent toujours de toute leur âme. Du moment qu'ils pactisent même avec l'idéologie religieuse, on comprend encore mieux dans quelle mesure les révisionnistes yougoslaves sont «marxistes», combien leur idéologie est «matérialiste» et, par conséquent, combien leur système politique d'«autogestion», qui se fonde sur cette idéologie, est socialiste.

Le Parti du Travail d'Albanie a appliqué avec esprit de suite la doctrine marxiste-léniniste sur l'Etat de dictature du prolétariat et la démocratie socialiste, sur le rôle dirigeant et sans partage du parti de la classe ouvrière et sur la nécessité de la lutte de classes. Notre réalité historique prouve de la façon la plus convaincante que quand on applique les lois générales du marxisme-léninisme, en tenant compte des particularités du pays, la révolution triomphe et le processus de la construction de la société

socialiste est irréprouvable. L'exemple de l'Albanie réfute toutes les «théories» des philosophes capitalistes et révisionnistes contre la dictature du prolétariat, contre le rôle dirigeant du parti et le développement de la lutte de classes.

Nos grandes victoires remportées sur le front de la construction socialiste, nous les devons en premier lieu à notre fidélité au marxisme-léninisme. Si nous avons toujours vaincu nos ennemis, c'est parce que nous avons toujours été fidèles aux principes, honnêtes et de courageux révolutionnaires.

C'est précisément parce que la pratique de la construction socialiste en Albanie a incarné la théorie marxiste-léniniste, que notre pays est devenu l'objet des attaques des ennemis de cette théorie, qui l'ont pris pour cible.

Nous nous battons courageusement contre les adversaires de notre idéologie, parce que, lorsqu'il s'agit de défendre les principes du marxisme-léninisme, nous ne faisons pas de marchandages ni de compromis de trafiquants, comme les capitalistes et les révisionnistes cherchent à nous y contraindre.

La lutte entre les marxistes-léninistes et les traîtres à l'idéologie du prolétariat se poursuit et se poursuivra jusqu'à ce que le révisionnisme, qui naît et se développe en tant qu'officine de la bourgeoisie et de l'impérialisme, soit complètement liquidé dans le monde. Il est de notre devoir, en tant que marxistes-léninistes, de défendre la conception du monde révolutionnaire de la classe ouvrière. Dans les conditions actuelles, où, à l'ancien révisionnisme est venu s'ajouter le révisionnisme chinois, cette tâche devient encore plus impérative.

Pour pouvoir appliquer cette tâche avec succès, il nous faut connaître, analyser et démasquer les théories et les pratiques antimarxistes et contre-révolutionnaires des ennemis, qui, sous les slogans du «développement créateur du marxisme» et de la «lutte contre le dogmatisme», s'attaquent en premier lieu à la doctrine marxiste sur la dictature du prolétariat et le parti de type nouveau.

La société socialiste se renforce dans la lutte contre ses ennemis. C'est pourquoi nous, communistes, devons nous tenir à la pointe de cette lutte jusqu'à la victoire. Nous sommes des révolutionnaires et nous défendons le régime socio-économique socialiste, qui constitue un nouveau régime, le plus avancé au monde, alors que les révisionnistes sont des réactionnaires parce qu'ils s'agenouillent et capitulent devant le vieux régime bourgeois. Si l'avenir s'annonce radieux pour nous, il est sombre pour nos adversaires. Mais l'avenir ne se réalise pas de lui-même, il faut le préparer constamment et soigneusement, en luttant dans tous les domaines, politique, idéologique, économique, et de la défense, etc.

Le livre de Kardelj, comme beaucoup d'autres, que la bourgeoisie et le révisionnisme international publient pour propager leurs idées réactionnaires, anti-marxistes et anti-léninistes, doit être démasqué afin que les communistes, les ouvriers et les gens progressistes qui ne connaissent pas la réalité révisionniste ou qui la connaissent de loin, ne se laissent pas duper par les slogans de «gauche». Afin de renforcer notre vigilance, d'être à la hauteur de la mission qui nous incombe en tant que communistes, nous devons avoir présente à l'esprit la grande constatation de Lénine :

«Les hommes... seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes.» (V. Lénine. Œuvres, éd. alb., t. 19, p. 9.)

Publié d'après le livre «L'«autogestion» yougoslave, théorie et pratique capitalistes», éd. fr., Tirana, 1978.

L'IMPÉRIALISME ET LA RÉVOLUTION

PREFACE A LA PREMIERE EDITION [En albanais.]

Depuis la parution, en 1848, du «Manifeste du Parti Communiste» de Marx et d'Engels, jusqu'à ce jour, la lutte entre le marxisme révolutionnaire et l'opportunisme, dans le domaine politique comme dans le domaine idéologique, a été centrée sur un problème : la révolution est-elle ou non nécessaire pour transformer la société et l'établir sur des bases socialistes, les conditions pour accomplir la révolution sont-elles ou non réunies, peut-on la réaliser par la voie pacifique, ou bien est-il indispensable pour cela de recourir à la violence révolutionnaire ?

La bourgeoisie et les opportunistes, avec toutes leurs théories qui se comptent par dizaines, pour ne pas dire par centaines, se sont efforcés et s'efforcent toujours de nier la vérité incontestable que la contradiction fondamentale de la société capitaliste est celle entre exploités et exploités, de nier la place et le rôle historique de la classe ouvrière, de nier la lutte de classes elle-même en tant que facteur déterminant du développement et du progrès de la société humaine. Leur but a toujours été de semer le désarroi idéologique parmi le prolétariat, de faire obstacle à la révolution, de perpétuer l'exploitation capitaliste, de détruire le marxisme-léninisme, la science triomphante de la révolution et de la construction du socialisme.

Tous ces adversaires et ennemis du prolétariat et de la révolution se sont employés à faire croire que le marxisme-léninisme est périmé, en échafaudant diverses «théories», soi-disant appropriées aux nouvelles conditions historiques, aux transformations subies par le capitalisme et l'impérialisme, à l'évolution générale de la société humaine.

C'est ainsi que Bernstein a proclamé Marx périmé, et Kautsky, spéculant à propos du passage du capitalisme à l'impérialisme, a nié la nécessité de la révolution. Leur exemple et leurs méthodes ont été suivis par tous les révisionnistes modernes, depuis Browder et Tito jusqu'aux «théoriciens» chinois des «trois mondes», en passant par Khrouchtchev et les «eurocommunistes».

Sous le fallacieux prétexte qu'ils appliquent et développent le marxisme-léninisme de «façon créatrice», en l'adaptant aux conditions nouvelles créées aujourd'hui dans le monde, tous ces anti-marxistes s'attachent à réfuter l'idéologie scientifique de la classe ouvrière et à y substituer l'opportunisme bourgeois.

Le prolétariat, les révolutionnaires et leurs véritables partis marxistes-léninistes ont mené et mènent toujours contre le révisionnisme moderne et ses divers courants une lutte acharnée, continue, et qui ne cessera jamais.

Les révisionnistes, la bourgeoisie réactionnaire et ses partis s'attachent à définir notre théorie, le marxisme-léninisme, comme un dogme, un corps de doctrine immuable, figé, qui ne s'adapterait soi-disant pas aux temps actuels, pleins de dynamisme et de vie. Mais s'il s'agit de dynamisme et de vitalité, le marxisme-léninisme est la seule théorie à en avoir, car elle est la théorie de la classe ouvrière, la classe la plus avancée de la société, la plus active et la plus révolutionnaire, qui pense juste, qui produit les biens matériels et qui est constamment en action.

La bourgeoisie et ses idéologues, en s'efforçant de convaincre les gens que le marxisme-léninisme est prétendument périmé et qu'il ne répond pas aux «temps modernes», ont pour but de battre en brèche l'idéologie scientifique du prolétariat et d'y substituer certaines théories qui vantent une vie abâtardie, une vie de lumpen, une société dérégulée et dégénérée, une société dite de consommation. Les élucubrations selon lesquelles on aurait maintenant découvert les formes d'une société nouvelle, en mouvement et en progrès permanents, visent également à frapper la pensée progressiste révolutionnaire du prolétariat, son idéologie dirigeante, à perpétuer, l'oppression et l'exploitation capitalistes.

Notre théorie, comme nous l'enseigne Lénine, juge et définit correctement les formes et les méthodes de la lutte de classe. Elle reste étroitement liée aux problèmes pratiques qui surgissent de la vie, de l'époque. Cette arme nous aide à analyser et à comprendre judicieusement à tout moment l'évolution de la société humaine, à analyser et à saisir avec justesse chaque tournant historique de la société, à réaliser sa transformation révolutionnaire.

Notre Parti, à son VII^e Congrès, a démasqué les divers courants révisionnistes, notamment la théorie chinoise des «trois mondes». Soulignant l'importance vitale du marxisme-léninisme pour le triomphe de la révolution, du socialisme et de la libération des peuples, il a rejeté résolument les thèses et les conceptions bourgeoises-opportunistes sur l'étape actuelle du processus historique mondial, qui renient la révolution et défendent l'exploitation capitaliste, et il a affirmé avec force qu'aucun changement dans l'évolution du capitalisme et de l'impérialisme ne justifie les «inventions» et les mystifications révisionnistes. La critique de principe et la dénonciation continue des théories antirévolutionnaires et anticommunistes sont indispensables si l'on veut défendre le marxisme-léninisme, faire avancer la cause de la révolution et des peuples, et démontrer que la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline reste éternellement jeune, qu'elle est une sûre boussole, un guide vers les victoires futures.

Avril, 1978.

NOTE POUR LA DEUXIEME EDITION

Cet ouvrage a été publié pour la première fois [en albanais] en avril 1978 et distribué au sein du Parti. Pour répondre aux vœux des communistes, après qu'ils en eurent pris connaissance, ce livre a été réédité à l'intention du public. Il évoque aussi quelque événement qui s'est produit dans l'intervalle entre les deux éditions.

Décembre, 1978.

PREMIERE PARTIE

I - LA STRATEGIE DE L'IMPERIALISME ET DU REVISIONNISME MODERNE

Le VII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, ayant analysé la situation internationale actuelle et la situation du mouvement révolutionnaire mondial, a mis en lumière les dangers que l'impérialisme et le révisionnisme moderne présentent pour la révolution et la libération des peuples, il a souligné la nécessité de leur livrer une lutte implacable et de prêter un soutien actif au mouvement marxiste-léniniste dans le monde.

Ces questions revêtent une grande importance, car l'édification du socialisme, la lutte pour le renforcement de la dictature du prolétariat et pour la défense de la patrie sont étroitement liées à la situation internationale et au processus général de l'évolution mondiale.

Aujourd'hui de grandes forces, qui représentent les ténèbres, l'asservissement et l'exploitation du prolétariat et des peuples, — l'impérialisme américain et ses officines, le social-impérialisme soviétique, le social-impérialisme chinois, la grande bourgeoisie et la réaction, — se sont dressées contre le marxisme-léninisme et le combattent. Contre notre idéologie révolutionnaire se sont également dressés des courants idéologiques comme la social-démocratie, le révisionnisme moderne et beaucoup d'autres courants contre-révolutionnaires.

Dans notre lutte contre tous ces ennemis, nous devons nous guider entièrement sur la théorie marxiste-léniniste et nous appuyer fortement sur le prolétariat mondial. Nous ne mènerons victorieusement notre combat sur le plan théorique que si nous faisons une analyse dialectique correcte de la situation internationale, de l'évolution des événements, des objectifs et des buts de toutes les forces sociales en mouvement, qui sont en contradiction et en lutte entre elles. L'analyse scientifique de la situation internationale et une stratégie clairement conçue permettent de définir les justes tactiques de la lutte révolutionnaire dans des circonstances diverses, et de gagner bataille sur bataille. C'est ainsi qu'a toujours agi notre Parti.

Le socialisme est en lutte contre le capitalisme, le prolétariat mondial mène un combat implacable et incessant contre la bourgeoisie capitaliste, les peuples du monde sont en lutte contre leurs oppresseurs du dedans et du dehors. Le prolétariat mondial est guidé dans son combat par son idéologie marxiste-léniniste, qui en explique la nécessité et mobilise les forces dans la bataille. Et c'est précisément pour cela que le capitalisme et l'impérialisme n'ont cessé de conduire une âpre lutte contre la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Karl Marx a découvert les lois de l'évolution sociale, des transformations révolutionnaires et du passage de la société, d'un ordre social inférieur à un ordre social supérieur, il a procédé à une analyse scientifique de la propriété privée des moyens de production, du mode de répartition capitaliste, de la plus-value que s'approprie le capitaliste. Il a conçu la théorie scientifique des classes et de la lutte de classes et a tracé les voies de la lutte du prolétariat pour renverser la bourgeoisie, détruire le système capitaliste, instaurer sa propre dictature et édifier la société socialiste.

Divers théoriciens réactionnaires dans tous les pays du monde se sont efforcés par tous les moyens de dénigrer la théorie de Marx, de la couvrir de boue, de la déformer et de la combattre. Mais cette théorie, qui est une science, a fini par dominer la pensée progressiste humaine et par devenir une arme puissante du prolétariat et des peuples dans la lutte contre leurs ennemis.

Appliquant la théorie marxiste et la développant plus avant, Lénine a doté le prolétariat et son avant-garde, le parti marxiste-léniniste, d'une théorie scientifique pour les conditions de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. Lénine a développé le marxisme non seulement en théorie, mais aussi dans la pratique. Appliquant la doctrine de Karl Marx, il a dirigé la révolution bolchevique et l'a menée à la victoire. L'œuvre de Lénine a été portée plus avant par Staline.

La victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre a asséné un premier coup écrasant à l'impérialisme, à l'ensemble du système capitaliste mondial. Elle a marqué le début de la crise générale du capitalisme, qui est allée sans cesse s'approfondissant.

La création et la consolidation de l'Etat soviétique constituaient une victoire colossale qui montrait au prolétariat et aux peuples que l'ennemi qu'ils avaient devant eux, le capitalisme et l'impérialisme, pouvait être vaincu, écrasé. Et l'Union soviétique en était le vivant témoignage.

La coalition impérialiste et capitaliste mondiale, furieuse de la défaite qu'elle essuya du fait de la Révolution d'Octobre en Russie, renforça ses moyens de lutte politique, économique et militaire contre le nouvel Etat des prolétaires et contre la propagation de l'idéologie marxiste-léniniste dans le monde. Les impérialistes, la bourgeoisie réactionnaire, la social-démocratie européenne et mondiale, de concert avec les autres partis du capital, préparèrent la guerre contre l'Union soviétique. Avec les hitlériens et les fascistes italiens et japonais, ils fomentèrent aussi la Seconde Guerre mondiale.

Mais cette guerre démontra encore mieux la vitalité du socialisme et du marxisme-léninisme, qui en sortirent triomphants.

Après la victoire sur le fascisme, le monde connut de grandes transformations à l'avantage du socialisme. De nouveaux Etats socialistes furent mis sur pied en Europe et en Asie. On vit se créer le

camp socialiste avec à sa tête l'Union soviétique. C'était là une grande et nouvelle victoire du socialisme, du marxisme-léninisme et une nouvelle et cuisante défaite du capitalisme, de l'impérialisme. Le système capitaliste sortit de la Seconde Guerre mondiale profondément ébranlé. Son équilibre était désormais rompu. L'Allemagne, le Japon et l'Italie, puissances vaincues, voyaient leur économie détruite. Elles perdaient leurs anciennes positions politiques et militaires. D'autres Etats impérialistes, comme la Grande-Bretagne et la France, bien que victorieux, se retrouvaient, à l'issue du conflit, économiquement et militairement si affaiblis, que leur rôle de grandes puissances était tombé au plus bas.

La crise générale du capitalisme fut encore aggravée par l'effondrement du système colonial. Cette chute fut à l'origine de la naissance de plusieurs jeunes Etats nationaux, alors que dans les pays demeurés à l'état de colonies ou de semi-colonies grandissait le mouvement de libération contre le joug impérialiste.

Ces changements créèrent des conditions plus favorables pour le triomphe du socialisme à l'échelle mondiale. Du fait de la profonde crise économique et politique et du mécontentement croissant des masses, nombre d'Etats capitalistes se trouvaient au seuil d'explosions révolutionnaires. Dans cette situation si grave, critique même, ces Etats virent venir à leur secours l'impérialisme américain.

A la différence des autres puissances impérialistes, les Etats-Unis sortirent de la guerre encore plus puissants. Loin d'être éprouvés, ils accumulèrent des richesses énormes et accrurent démesurément leur potentiel économique et militaire, leur base technique et scientifique. Cet impérialisme, qui s'était engraisé du sang versé par les peuples, assumait seul le leadership du monde capitaliste.

L'impérialisme américain mobilisa toutes les forces réactionnaires du monde capitaliste pour sauver l'ordre ancien, capitaliste, et étouffer tout mouvement révolutionnaire et de libération nationale qui le menaçait, pour abattre le camp socialiste et restaurer le capitalisme en Union soviétique et dans les pays de démocratie populaire, pour établir son hégémonie partout dans le monde.

Afin d'atteindre leurs objectifs, l'impérialisme américain avec le capital mondial mirent en mouvement leur gigantesque machine étatique bureaucratique et militaire, leur immense potentiel économique, technique et financier ainsi que toutes leurs forces humaines. L'impérialisme américain contribua au redressement politique, économique et militaire du capitalisme européen et japonais épuisé et, à la place du système colonial délabré, édifia un nouveau système d'exploitation et de rapine, le néo-colonialisme.

Dans la furieuse campagne qu'il entreprit contre le marxisme-léninisme, le communisme, l'Union soviétique et les autres pays socialistes d'Europe et d'Asie, l'impérialisme américain mobilisa de multiples moyens de propagande, des philosophes, des économistes, des sociologues, des écrivains, etc.

Dans le même temps, il pratiqua une politique ouverte d'agression. La fièvre de la guerre, de la militarisation et de l'anticommunisme gagna aux Etats-Unis tous les domaines de la vie, l'économie, la politique, l'idéologie, l'armée et la science.

Pour vaincre le socialisme, étouffer les mouvements de libération révolutionnaires, combattre la grande influence de la théorie marxiste-léniniste et établir son hégémonie sur le monde, l'impérialisme américain eut recours à deux voies.

La première était celle de l'agression et de l'intervention armées. Les impérialistes américains créèrent des blocs militaires d'agression comme l'O.T.A.N., l'O.T.A.S.E., etc., ils installèrent d'importantes forces armées sur les territoires de nombreux pays étrangers, mirent en place des bases militaires dans tous les continents et constituèrent de puissantes flottes qu'ils répandirent sur les mers et les océans.

Afin de réprimer et d'étouffer la révolution, ils intervinrent militairement en Grèce, en Corée, au Vietnam et ailleurs.

L'autre voie était celle de l'agression idéologique et de la subversion contre les Etats socialistes et les partis communistes et ouvriers, celle de l'action visant à susciter la dégénérescence bourgeoise de ces Etats et de ces partis. A cette fin, l'impérialisme américain et tout le capital mondial mirent en action de puissants moyens de propagande et de diversion idéologique.

Mais l'impérialisme américain et le capitalisme mondial, qui se redressait après la guerre, avaient à faire face à un adversaire puissant, au camp socialiste avec à sa tête l'Union soviétique, au prolétariat mondial et aux peuples épris de liberté. Aussi leur fallait-il bien faire leurs comptes avec cette force gigantesque guidée par une politique juste et claire, par une idéologie triomphante qui s'était emparée et s'emparait toujours plus du cœur ; et de l'esprit des ouvriers, des révolutionnaires, des éléments progressistes.

Malgré les efforts de l'impérialisme américain et de la réaction mondiale pour les réprimer et les anéantir, le mouvement révolutionnaire du prolétariat et la lutte de libération des peuples ne cessaient de grandir et de se renforcer. L'Union soviétique, guidée par Staline, pansa sans tarder les plaies de la guerre et elle progressait rapidement dans tous les domaines, l'économie, la science, la technique, etc. Dans les pays de démocratie populaire, les positions du socialisme se consolidaient. Les partis communistes et le mouvement démocratique anti-impérialiste étendaient leur influence sur les masses.

Dans ces conditions, l'impérialisme et le capitalisme mondial, dans leur lutte contre le socialisme et les mouvements de libération des peuples, eurent recours aux révisionnistes modernes, et parmi les premiers aux yougoslaves.

C'était, pour le capitalisme mondial, une chance que de voir un pays dit de démocratie populaire, la Yougoslavie, s'opposer à l'Union soviétique et entrer ouvertement en conflit idéologique et politique avec elle, car il s'agissait de la rébellion d'un membre au sein du camp socialiste. Le capitalisme mondial mena grand tapage autour de cet événement, qui lui était utile dans sa lutte contre le socialisme et la révolution.

Mais si la trahison titiste fit un grand tort à la cause de la révolution et du socialisme, elle ne parvint cependant pas, contrairement aux espoirs de la bourgeoisie et de la réaction, à diviser le camp socialiste et le mouvement communiste. Les communistes et les révolutionnaires dans le monde entier condamnèrent sévèrement cette trahison et firent ressortir le danger que le titisme, comme officine de l'impérialisme représentait pour le communisme.

Les révisionnistes khrouchtchéviens qui, après la mort de Staline, s'emparèrent du pouvoir en Union soviétique ; rendirent le plus grand service au capitalisme mondial dans sa lutte contre le socialisme, la révolution et le marxisme-léninisme. L'apparition du groupe révisionniste de Khrouchtchev constituait la plus grande victoire politique et idéologique de la stratégie de l'impérialisme après la Seconde Guerre mondiale.

Le revirement contre-révolutionnaire en Union soviétique comblait les vœux des impérialistes américains et de toutes les autres puissances capitalistes, car le plus puissant Etat socialiste, le soutien de la révolution et de la libération des peuples, abandonnait la voie du socialisme et du marxisme-léninisme et allait devenir un appui, dans la théorie et dans la pratique, de la contre-révolution et du capitalisme.

Le tournant qui se produisit en Union soviétique provoqua la division du camp socialiste et du mouvement communiste international. Ce fut là un facteur essentiel qui encouragea la propagation du révisionnisme moderne dans beaucoup de partis communistes et créa des conditions favorables à cette

fin. Le courant révisionniste khrouchtchévien porta un grand préjudice à la cause de la révolution et du socialisme dans le monde entier.

Entre les véritables forces marxistes-léninistes et révolutionnaires, d'une part, et le révisionnisme khrouchtchévien, de l'autre, s'engagea une âpre lutte. Le Parti du Travail d'Albanie, tout comme il avait lutté et luttait toujours avec détermination contre le révisionnisme yougoslave, arbora dès le début le drapeau de la lutte irréductible et conforme aux principes contre le révisionnisme soviétique et ses adeptes, il défendit avec courage le marxisme-léninisme, la cause du socialisme et de la libération des peuples. Contre la trahison khrouchtchéviennne se dressèrent également les véritables marxistes-léninistes et les révolutionnaires du monde entier. Dans divers pays, le prolétariat révolutionnaire engendra de jeunes partis marxistes-léninistes, qui assumèrent la lourde tâche de diriger la lutte de la classe ouvrière et des peuples contre la bourgeoisie, l'impérialisme et le révisionnisme moderne.

Les espoirs de l'impérialisme et du révisionnisme de détruire définitivement le socialisme, d'étouffer le véritable mouvement communiste international et de réprimer la lutte des peuples furent déçus. Les révisionnistes khrouchtchéviens ne tardèrent pas à dévoiler leur propre visage antimarxiste et contre-révolutionnaire. Les peuples virent alors que l'Union soviétique était devenue une superpuissance impérialiste qui rivalisait avec les Etats-Unis d'Amérique pour l'hégémonie mondiale et, en même temps que l'impérialisme américain, un autre grand ennemi de la révolution, du socialisme et des peuples du monde.

D'autre part, la grave crise économique, financière, idéologique et politique qui s'abattit sur tout le monde capitaliste et révisionniste, non seulement mettait en évidence le pourrissement toujours plus marqué du système capitaliste, sa nature immuable d'opresseur et d'exploiteur, mais elle dévoilait aussi la démagogie et l'hypocrisie de tous les révisionnistes modernes qui fardaient l'ordre capitaliste.

Mais, alors que le mouvement révolutionnaire croissait et se consolidait dans le monde entier, que le capitalisme était pris toujours plus durement dans l'étau de la crise et que le révisionnisme khrouchtchévien et les autres courants du révisionnisme moderne étaient de plus en plus démasqués aux yeux du prolétariat et des peuples, le révisionnisme chinois apparut ouvertement sur la scène mondiale. Celui-ci se fit le proche allié de l'impérialisme américain et de la grande bourgeoisie internationale pour étouffer et saboter les luttes révolutionnaires du prolétariat et des peuples.

La situation qui s'est créée aujourd'hui dans le monde est assez complexe. Dans l'arène internationale agissent à présent diverses forces impérialistes et social-impérialistes qui, d'une part, luttent de concert contre la révolution et la liberté des peuples et, d'autre part, s'affrontent et s'empoignent pour s'arracher des débouchés, des zones d'influence et l'hégémonie. A la rivalité soviéto-américaine pour la domination du monde sont venues s'ajouter maintenant les prétentions expansionnistes du social-impérialisme chinois, les convoitises rapaces du militarisme japonais, les efforts de l'impérialisme ouest-allemand en vue de s'assurer de nouveaux espaces vitaux, la féroce concurrence du Marché commun européen, qui a tourné ses regards vers les anciennes colonies.

Tout cela a encore aggravé les multiples contradictions du monde capitaliste et révisionniste. Dans le même temps, non seulement la perspective de la révolution et de la libération des peuples ne s'est pas assombrie à la suite de la trahison des révisionnistes titistes, soviétiques; chinois et autres, mais après un recul momentané, la révolution amorce maintenant un nouvel essor. A coup sûr, elle ira de l'avant dans la voie que lui a tracée l'histoire et elle triomphera à l'échelle mondiale.

Rien ne peut faire échapper l'impérialisme, le capitalisme et le révisionnisme à la vengeance impitoyable du prolétariat et des peuples, rien ne peut les sauver des profondes contradictions antagonistes et des crises continuelles, des révolutions, d'une mort inéluctable.

C'est précisément cette situation qui pousse l'impérialisme à chercher de nouveaux chemins et de nouvelles voies, à échafauder de nouvelles stratégies et de nouvelles tactiques pour échapper à la catastrophe qui l'attend.

La stratégie de l'impérialisme mondial

L'impérialisme américain et les autres Etats capitalistes ont lutté et luttent toujours pour maintenir leur hégémonie dans le monde, pour sauvegarder le système capitaliste et néo-colonialiste, pour sortir le moins éprouvés possible de la grave crise qui les tenaille. Ils se sont efforcés sans cesse d'empêcher les peuples et le prolétariat de réaliser leurs aspirations révolutionnaires et libératrices. Dans la lutte pour atteindre ces objectifs, le rôle principal revient à l'impérialisme américain, qui domine ses partenaires politiquement, économiquement et militairement.

Les ennemis de la révolution et des peuples cherchent à donner l'impression que les changements survenus dans le monde et les revers essuyés par le socialisme ont créé une situation tout à fait différente de la situation antérieure. Aussi l'impérialisme américain et la bourgeoisie capitaliste mondiale, le social-impérialisme soviétique et le social-impérialisme chinois, le révisionnisme moderne et la social-démocratie, bien que divisés par de dures contradictions, sont en quête d'un modus vivendi, d'une «nouvelle société» hybride pour maintenir sur pied le système bourgeois-capitaliste, conjurer les révolutions et poursuivre leur oppression et leur exploitation des peuples sous de nouvelles formes et avec de nouvelles méthodes.

L'impérialisme et le capitalisme ont finalement compris qu'ils ne peuvent plus maintenant exploiter les peuples suivant les méthodes antérieures; aussi, tant que leur système n'est pas mis en péril, leur faut-il consentir quelques concessions sans conséquence pour maintenir les masses sous le joug. Et cela, ils entendent le faire à travers les investissements et les crédits qu'ils accordent aux Etats et aux cliques qu'ils ont soumis à leur influence, ou par les armes, c'est-à-dire par des guerres locales, en y participant directement ou en poussant un Etat contre un autre. Les guerres locales servent au capital mondial à maintenir encore mieux sous son hégémonie les pays qui tombent dans son piège.

Tous les «théoriciens» au service du capital mondial, à l'Ouest et à l'Est, s'efforcent de trouver la matérialisation de cette «société nouvelle». Actuellement, ils ont trouvé cette «nouvelle» forme de société dans la société capitaliste-révionniste de l'Union soviétique, qui n'est qu'une société dégénérée, ils l'ont trouvée dans le système capitaliste de l'«autogestion» yougoslave et dans certains régimes dits d'orientation socialiste du tiers monde. Ils cherchent aussi à trouver une «société nouvelle» capitaliste de ce type dans la variante chinoise qui tend maintenant à se cristalliser.

Des déclarations à valeur de programme faites le 22 mai 1977 par le président Carter, et exposant la ligne d'une politique prétendument nouvelle des Etats-Unis d'Amérique, il ressort clairement que la caractéristique générale et fondamentale de cette «nouvelle politique», dans les conditions actuelles, c'est la lutte de cette superpuissance pour contrer la révolution prolétarienne et les luttes de libération nationale des peuples, qui aspirent à s'affranchir du joug du grand capital mondial, en particulier de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique.

Le monde capitaliste, comme nous l'avons indiqué plus haut, cherche une issue pour sortir, ne fût-ce que temporairement, du gouffre où il s'enfonce. Cette issue, l'impérialisme américain, naturellement, s'emploie à la trouver en coordonnant si possible ses efforts avec le social-impérialisme soviétique, avec ses alliés de l'O.T.A.N., avec la Chine et avec d'autres pays capitalistes industrialisés. Carter, faisant appel aux pays de l'Est, de l'Ouest et aux pays de l'O.P.E.P., leur a demandé d'oeuvrer ensemble pour «aider effectivement les pays les plus pauvres». L'impérialisme américain présente cette collaboration comme étant la seule solution et la seule voie susceptible de prévenir les guerres.

Dans son discours, le président américain a dit qu'à présent «nous sommes délivrés de cette peur permanente du communisme, qui nous poussait naguère à nous jeter dans les bras de tout dictateur éprouvant la même peur».

Naturellement, lorsque Carter, ce fidèle représentant de l'impérialisme le plus sanguinaire de notre époque, parle de «délivrance de la peur du communisme», il entend le communisme à la yougoslave, à la khrouchtchévienne, à la chinoise, qui n'a de communiste que le masque, mais la bourgeoisie capitaliste ne s'est jamais délivrée ni ne se délivrera jamais de la peur du communisme authentique. Au contraire, le communisme authentique a épouventé et épouvantera toujours plus l'impérialisme et le social-impérialisme. Cette peur, cette épouvante obligent les impérialistes et les révisionnistes à s'accorder, à coordonner leurs plans et à rechercher des formes aussi appropriées que possible pour prolonger l'existence de leur pouvoir d'oppression et d'exploitation.

En ces moments de profonde crise économique, politique et militaire, les impérialistes américains s'efforcent de consolider et de mettre à profit les victoires de l'impérialisme, remportées à la suite de la trahison du révisionnisme moderne en Union soviétique, dans les ex-pays de démocratie populaire et en Chine, et de s'en servir comme d'une barrière pour faire échec à la révolution et à la lutte révolutionnaire de libération du prolétariat et des peuples.

Le président américain avoue également que c'est par peur du communisme que les capitalistes et les impérialistes ont approuvé et soutenu, dans le passé, des dictateurs fascistes comme Mussolini, Hitler, Hiro-Hito, Franco et autres. Dans leurs pays respectifs, ces dictatures fascistes ont été la dernière arme de la bourgeoisie capitaliste et de l'impérialisme mondial contre l'Union soviétique du temps de Lénine et de Staline et contre la révolution prolétarienne mondiale.

Avec une certaine assurance, le président américain déclare que les Etats communistes (révisionnistes, cela s'entend) ont changé d'aspect et, en cela, il ne se trompe point. Il affirme aussi que «ce système ne pouvait durer indéfiniment sans évoluer». Naturellement, il confond la trahison révisionniste et le véritable système socialiste, le communisme. L'impérialisme américain considère le système soviétique khrouchtchévien comme une victoire du capitalisme mondial et il en déduit que la menace de conflit avec l'Union soviétique s'est atténuée, bien qu'il ne nie pas les contradictions qui l'y opposent, ni leur rivalité pour l'hégémonie.

Selon Carter, le gouvernement américain fera tous ses efforts pour maintenir le statu quo. En d'autres termes, tant l'impérialisme américain que les autres Etats impérialistes s'efforceront de préserver et de renforcer leurs positions dans le monde; quant aux désaccords qui peuvent exister et qui existent effectivement entre eux et les pays amis et alliés, ils espèrent les régler ensemble dans le cadre de ce statu quo.

En conclusion, dit Carter, «la politique américaine doit être fondée sur une nouvelle et plus vaste mosaïque des intérêts globaux, régionaux et bilatéraux». Après avoir analysé cette nouvelle et large «mosaïque», il réaffirme que «les Etats-Unis respecteront tous leurs engagements envers l'O.T.A.N., qui doit être puissante, que l'alliance des Etats-Unis avec les grandes démocraties industrialisées est indispensable, parce qu'elle défend des valeurs qui leur sont communes, et que nous devons tous à cette fin lutter pour une vie meilleure».

Comme on le voit, les Etats-Unis aussi joignent leurs efforts à ceux des révisionnistes modernes soviétiques, des révisionnistes chinois et des «grandes démocraties industrialisées», pour créer une «réalité nouvelle», un «monde nouveau». En d'autres termes, par la démagogie, la politique des Etats-Unis d'Amérique s'efforce de s'adapter aux situations créées. Pour sauvegarder le statu quo, freiner l'hégémonie soviétique, affaiblir le social-impérialisme soviétique, attirer la Chine à eux afin de l'engager toujours plus profondément dans le camp impérialiste, pour étouffer les luttes révolutionnaires du prolétariat et des peuples, les Etats-Unis sont contraints de faire quelques concessions politiques mensongères. Mais ils ne font aucune concession militaire, aucune concession

dans leur politique de maintien des Etats et des peuples sous leur joug et sous leur contrôle, dans leur politique d'exploitation des richesses nationales des autres pays à leur propre profit et à celui des pays industrialisés.

Voilà quelle est la «nouvelle politique» des Etats-Unis d'Amérique. Pour nous il est clair que ce n'est nullement une politique nouvelle, mais toujours la même politique impérialiste, rapace, néo-colonialiste, une politique d'asservissement et d'exploitation, jusqu'à la moelle, des peuples et de leurs ressources, une politique d'extinction des révolutions et des luttes de libération nationale. L'impérialisme américain cherche maintenant à appliquer sur cette politique ancienne et immuable, une peinture soi-disant nouvelle, une peinture fraîche, afin de fournir aux éléments contre-révolutionnaires, au pouvoir ou non, une arme pour combattre le communisme, qui dresse les peuples et le prolétariat dans les luttes de libération et la révolution.

Contrairement aux thèses de la théorie chinoise des «trois mondes», qui est une théorie capitaliste et révisionniste mensongère, l'impérialisme américain continue d'être à l'offensive. Il s'efforce de préserver ses anciennes alliances et d'en créer de nouvelles à son avantage et au désavantage du social-impérialisme soviétique et de quiconque peut menacer la puissance impérialiste américaine. Il s'emploie surtout à renforcer l'O.T.A.N., qui a été et demeure une organisation politique et militaire agressive.

Dans le cadre de leur stratégie, les Etats-Unis n'enveniment pas outre mesure leurs relations avec l'Union soviétique, ils poursuivent avec elle les négociations S.A.L.T., indépendamment du fait que Carter a annoncé la fabrication de la bombe à neutron. Néanmoins, entre les Etats-Unis et l'Union soviétique on observe une tendance au maintien du statu quo.

Naturellement, si les Etats-Unis et l'O.T.A.N. s'efforcent de maintenir le statu quo avec l'Union soviétique, des contradictions n'en subsistent pas moins entre eux, mais ces contradictions ne sont pas encore arrivées au point de justifier les thèses chinoises selon lesquelles la guerre en Europe est imminente.

L'impérialisme américain soutient actuellement la Chine pour qu'elle se renforce militairement et économiquement. Les capitaux américains affluent dans ce pays ; où de grands investissements sont faits sous forme de crédits ouverts par les principales banques américaines mais aussi par l'Etat américain.

Les Etats-Unis jouent la carte de la Chine avec force, mais avec circonspection. Dans le même temps, ils continuent de jouer la carte du Japon. Ils souhaitent ne pas voir de nuages obscurcir leurs relations avec le Japon, ils entendent intensifier leur coopération avec lui, afin qu'il se renforce et devienne comme un Israël en Extrême-Orient, dans le Pacifique, le Sud-Est asiatique et, pourquoi pas quand il le faudra et en temps voulu, qu'il agisse aussi contre la Chine.

C'est dans cette situation que la Chine a signé un traité d'amitié et de collaboration avec le Japon. Mais ce traité prend déjà et prendra à l'avenir de nouvelles et plus grandes dimensions, aux incidences multiples et dangereuses pour les destinées du monde, du fait que le Japon et la Chine établiront entre eux une étroite collaboration économique et militaire, qui visera à la création de sphères d'influence, séparées ou communes, surtout en Asie, en Australie et dans toute la zone du Pacifique. Cette collaboration, naturellement, s'édifiera d'abord à l'ombre de l'alliance avec les Etats-Unis et dans le climat de la propagande pour la guerre contre le social-impérialisme soviétique. L'alliance sino-japonaise a pour but principal de freiner et d'affaiblir l'Union soviétique, de la chasser de Sibérie, de Mongolie et d'ailleurs, d'éliminer son influence dans toute l'Asie et l'Océanie, dans tous les pays membres de l'A.S.E.A.N.

Voilà la stratégie de l'impérialisme américain, mais c'est en même temps celle de l'impérialisme chinois et du militarisme japonais. Les Etats-Unis s'efforceront de venir en aide à la Chine et au Japon

et de les maintenir sous leur direction, de resserrer leur alliance avec eux et de les lancer contre l'Union soviétique. Pourtant, il se peut aussi qu'un jour, avec leur politique diabolique, hypocrite, impériale, sans principes et d'esprit impérialiste et militariste, la Chine et le Japon s'opposent à la superpuissance qui les a aidés à se redresser, tout comme le fit autrefois l'Allemagne, qui au temps de Hitler, devint une redoutable puissance fasciste, attaqua les alliés des Etats-Unis et entra en guerre même avec ceux-ci.

Les Etats-Unis tâchent de maintenir l'équilibre entre la puissance chinoise et la puissance japonaise grandissante. Mais un beau matin, cet équilibre leur échappera des mains et l'alliance impérialiste et militariste sino-japonaise deviendra un danger non seulement pour l'Union soviétique mais pour les Etats-Unis eux-mêmes, car les intérêts de ces deux grands pays impérialistes asiatiques que sont la Chine et le Japon, concordent dans leurs desseins de dominer en Asie et ailleurs, et d'affaiblir l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

A l'O.T.A.N., les Etats-Unis ont une position prépondérante et une grande influence militaire, politique et économique. Néanmoins, en dépit de son unité interne, l'O.T.A.N. a commencé à se différencier, quant à l'influence respective de ses membres, chacun d'eux cherchant à prendre le pas sur les autres.

Dans cette organisation la position de la République fédérale allemande se renforce d'année en année. Sa puissance économique et politique ainsi que son commerce d'armes dépasse les frontières du Marché commun européen. Actuellement, on peut dire que la politique de l'Allemagne occidentale prend les traits d'un revanchisme totalitaire fasciste, qui cherche à créer ses propres zones d'influence. Cela, naturellement, n'est guère du goût ni de l'Angleterre ni de la France, les deux autres principaux partenaires des Etats-Unis à l'O.T.A.N.

L'Allemagne occidentale recherche la réunification des deux Etats allemands, afin de créer un seul Etat puissant à grand potentiel militaire, qui menacera le social-impérialisme soviétique et pourra, dans l'éventualité d'une conflagration générale, devenir, en alliance avec le Japon et la Chine, un danger pour le monde entier. Elle a des relations particulièrement étroites avec la Chine, et se place au premier rang des Etats européens dans les échanges commerciaux avec elle. L'Allemagne occidentale est le plus grand et le plus puissant fournisseur européen de la Chine tout à la fois en crédits, en technologie et en armements modernes.

L'Angleterre et la France, elles aussi, s'intéressent beaucoup à la Chine, c'est pourquoi elles développent leurs relations avec ce pays. Mais les intérêts qui lient la Chine à Bonn sont plus importants. Cela préoccupe l'Angleterre et la France, car en se renforçant encore plus, la République fédérale allemande peut accentuer sa domination sur les autres partenaires de l'O.T.A.N. et du Marché commun européen. Aussi observe-t-on que si les gouvernements anglais et français parlent tous deux d'amitié et de relations avec la Chine, ils n'oublient pas pour autant de souligner qu'ils désirent également développer encore leurs relations économiques et amicales avec l'Union soviétique. C'est ce que dit aussi Bonn, mais en fait le gouvernement ouest-allemand développe plus rapidement ses relations avec la Chine, qui apparaît être l'ennemi principal de l'Union soviétique. Les puissants revanchards de Bonn, s'affichent ouvertement comme les alliés les plus proches de la Chine. Voilà pourquoi la Chine ne regarde pas l'Allemagne fédérale du même œil qu'elle regarde la France et l'Angleterre.

La stratégie du social-impérialisme soviétique

A peine se furent-ils emparés du pouvoir en Union soviétique, les khrouchtchéviens se fixèrent pour principal objectif de détruire la dictature du prolétariat, de restaurer le capitalisme et de faire de l'Union soviétique une superpuissance impérialiste. *[Voir Enver Hoxha. Les Khrouchtchéviens (Souvenirs), Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, 2e éd. fr.]*

Khrouchtchev et son groupe, ayant consolidé leurs positions après la mort de Staline, entreprirent avant tout une attaque contre l'idéologie marxiste-léniniste. Ils engagèrent la lutte pour la répudiation du léninisme en attaquant Staline et en l'accablant de toutes les calomnies depuis longtemps fabriquées par l'abjecte propagande de la bourgeoisie capitaliste mondiale. Les khrouchtchéviens répondirent ainsi aux vœux du capital et se firent ses porte-parole contre l'idéologie marxiste-léniniste et la révolution en Union soviétique. Ils se mirent en devoir de liquider systématiquement toute la structure socialiste de l'Union soviétique, ils luttèrent pour libéraliser le régime soviétique, convertir l'Etat de dictature du prolétariat en Etat bourgeois et réaliser la transformation de l'économie et de la culture socialistes dans le sens du capitalisme.

Devenue un pays révisionniste, un Etat social-impérialiste, l'Union soviétique édifia sa propre stratégie et sa propre tactique. Les khrouchtchéviens mirent au point une politique qui leur permît de masquer toute leur activité à l'aide d'une phraséologie léniniste. Ils élaborèrent leur idéologie révisionniste de façon à la faire passer aux yeux du prolétariat et des peuples pour un «marxisme-léninisme de l'époque nouvelle», de façon à dire aux communistes, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, qu'«en Union soviétique la révolution se poursuivait dans les nouvelles conditions politiques, idéologiques et économiques de l'évolution mondiale» et que non seulement cette révolution s'y poursuivait, mais que ce pays en était soi-disant à la phase de l'édification d'une société communiste sans classes, où le parti et l'Etat étaient en passe de s'éteindre.

Le parti a été dépouillé de ses attributs d'avant-garde de la classe ouvrière, d'unique force politique dirigeante de l'Etat et de la société, et converti en un parti dominé par les apparatchiks et les agents du K.G.B. Les révisionnistes soviétiques ont intitulé leur parti «parti du peuple tout entier», mais ils l'ont réduit à un état où il ne peut plus être le parti de la classe ouvrière, étant devenu celui de la nouvelle bourgeoisie soviétique.

D'autre part, les révisionnistes soviétiques ont prôné la coexistence pacifique khrouchtchéviennne comme étant la ligne générale du mouvement communiste international et déclaré que la «compétition pacifique avec l'impérialisme américain» était la voie qui conduirait à la victoire du socialisme en Union soviétique et dans d'autres pays. Ils ont déclaré également que la révolution prolétarienne s'était soi-disant engagée dans une nouvelle phase et qu'elle pouvait triompher aussi par d'autres voies que celle de la prise violente du pouvoir par le prolétariat. Selon eux, on pouvait accéder au pouvoir par la voie pacifique, parlementaire et démocratique, à travers des réformes.

Spéculant sur le nom de Lénine et du Parti bolchevik, les révisionnistes khrouchtchéviens n'ont ménagé aucun effort pour imposer à tous les partis communistes du monde cette ligne antimarxiste qui était la leur, cette révision générale de la théorie marxiste-léniniste. Ils souhaitaient voir les partis communistes et ouvriers du monde se rallier à cette ligne révisionniste et se transformer en des partis contre-révolutionnaires, en des instruments aveugles de la dictature bourgeoise pour servir le capitalisme.

Mais ils n'y sont pas parvenus comme ils le souhaitaient, et cela en premier lieu parce que le Parti du Travail d'Albanie s'en est tenu inébranlablement à l'application conséquente du marxisme-léninisme et à la défense de sa pureté. A ces moments-là, il se trouva aussi d'autres partis qui, pour des motifs non purement marxistes-léninistes, hésitèrent, ne souscrivirent pas totalement aux orientations khrouchtchéviennes, et dont certains y adhèrent du bout des lèvres, pour finalement se soumettre. A l'époque, le Parti communiste chinois aussi s'opposa aux khrouchtchéviens, mais, comme le montrent les faits, il poursuivait des desseins et des objectifs tout à fait contraires à ceux qui poussèrent le Parti du Travail d'Albanie à se lancer dans la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien.

A leur avènement au pouvoir, les khrouchtchéviens préparèrent aussi la plate-forme de leur politique extérieure. Tout comme l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique a fondé sa politique extérieure sur l'expansion et l'hégémonisme, à travers la course aux armements, les pressions

et les chantages, l'agression militaire, économique et idéologique. Cette politique visait à établir la domination social-impérialiste dans le monde entier.

Dans les pays du Comecon, l'Union soviétique mène une politique typiquement néo-colonialiste. Les économies de ces pays ont été converties en appendices de l'économie soviétique. Pour pouvoir maintenir ces pays sous son joug, l'Union soviétique use du Pacte de Varsovie, celui-ci lui permettant d'y installer de nombreuses forces militaires, qui ne diffèrent en rien des armées d'occupation. Le Pacte de Varsovie est un pacte militaire agressif au service de la politique de pressions, de chantages et d'interventions armées du social-impérialisme soviétique. C'est cette politique néo-colonialiste que servent aussi les «théories» révisionnistes-impérialistes de la «communauté socialiste», de la «division socialiste du travail», de la «souveraineté limitée», de l'«intégration économique socialiste», etc.

Mais le social-impérialisme soviétique ne se contente pas de la domination qu'il exerce sur ses Etats satellites. Tout comme les autres Etats impérialistes, l'Union soviétique lutte maintenant pour conquérir de nouveaux marchés, des sphères d'influence, pour investir ses capitaux dans divers pays, accaparer des sources de matières premières et étendre son néo-colonialisme en Afrique, en Asie, en Amérique latine et ailleurs.

Poursuivant sa politique d'expansion et d'hégémonie, le social-impérialisme soviétique a mis au point tout un plan stratégique comportant une série d'actions économiques, politiques, idéologiques et militaires.

Dans le même temps, les révisionnistes soviétiques, afin de saper les révolutions et les luttes de libération des peuples, usent des mêmes méthodes et moyens d'action que les impérialistes américains. Généralement, les social-impérialistes agissent par le truchement des partis révisionnistes, leurs instruments, mais, selon le cas et les circonstances, ils cherchent aussi à corrompre et à acheter des cliques dominantes dans les pays peu développés, ils offrent des «aides» économiques asservissantes pour s'y implanter, attisent des conflits armés entre diverses cliques, en soutenant l'une ou l'autre, fomentent des complots et des coups d'Etat afin de porter au pouvoir des régimes pro-soviétiques, recourent à l'intervention militaire directe, comme ils l'ont fait, de concert avec les Cubains, en Angola, en Ethiopie et ailleurs.

Les social-impérialistes soviétiques se livrent à leurs ingérences et à leurs actions hégémonistes et néo-colonialistes sous le couvert de l'aide et du soutien à prêter aux forces révolutionnaires, à la révolution, à l'édification du socialisme. En fait, ils aident la contre-révolution.

L'Union soviétique révisionniste cherche à s'ouvrir la voie pour réaliser ses plans expansionnistes, néo-colonialistes, en cherchant à faire croire qu'elle poursuit une politique léniniste et internationaliste, qu'elle est l'alliée, l'amie et le défenseur des nouveaux Etats nationaux, des pays peu développés, etc. Les révisionnistes soviétiques soutiennent que ces pays peuvent avancer avec succès dans la voie de la liberté et de l'indépendance, et même du socialisme, s'ils se lient à l'Union soviétique et à la prétendue communauté socialiste, qu'ils proclament être la «principale force motrice de l'évolution mondiale actuelle». A cette fin, ils ont inventé, entre autres, les théories de la «voie non capitaliste de développement» et de l'«orientation socialiste».

La stratégie des social-impérialistes soviétiques, contrairement à ce qu'ils prétendent, n'a rien de commun avec le socialisme et le léninisme. C'est la stratégie d'un Etat impérialiste rapace qui cherche à étendre son hégémonie et sa domination sur tous les continents et sur tous les pays.

Cette politique hégémoniste et néo-colonialiste que pratique l'Union soviétique révisionniste, se heurte, et il ne peut en être autrement, à la politique des Etats-Unis et depuis quelque temps aussi à celle de la Chine. Ainsi s'affrontent les intérêts des impérialistes dans leur lutte pour un nouveau partage du monde. Ce sont précisément ces intérêts et cette lutte qui opposent les superpuissances entre elles, qui poussent chacune d'elles à user de toutes les forces et de tous les moyens dont elle

dispose pour affaiblir sa rivale ou ses rivales, aussi longtemps que ces heurts n'ont pas atteint le degré d'âpreté qui les fasse tourner à des affrontements armés.

La stratégie du social-impérialisme chinois

Le cours des événements et les faits témoignent de plus en plus clairement que la Chine s'enfoncé chaque jour davantage dans le révisionnisme, le capitalisme et l'impérialisme. Dans cette voie, elle s'emploie à mener à bien une série de tâches stratégiques, à l'échelle nationale et internationale.

A l'échelle nationale, le social-impérialisme chinois s'est fixé pour tâche d'abolir toute mesure de caractère socialiste qui a pu être prise après la libération, d'édifier dans le pays un système capitaliste à la base et à la superstructure, et de faire de la Chine à la fin de ce siècle une grande puissance capitaliste à travers la réalisation de ce qu'on appelle là-bas les «quatre modernisations», de l'industrie, de l'agriculture, de l'armée et de la science.

Le social-impérialisme chinois lutte pour établir dans le pays une organisation qui assure la domination de l'ancienne et de la nouvelle bourgeoisie capitaliste chinoise sur son peuple. Cette organisation et cette domination, le révisionnisme chinois cherche à les instaurer par la voie fasciste, par la trique et la répression. Il s'emploie à créer l'unité entre l'armée et les arrières, afin que celles-ci servent cette armée de répression.

Les formes et les méthodes titistes, en particulier le système d'«autogestion» yougoslave, sont celles qui ont attiré le plus l'attention de la direction chinoise en vue de leur application en Chine. De nombreuses commissions et délégations chinoises de tous les secteurs et branches sont chargées d'étudier sur place ce système et l'expérience du «socialisme» capitaliste yougoslave en général.

Ce système et cette expérience ont déjà commencé à être mis en œuvre en Chine. Mais, par ailleurs, les dirigeants révisionnistes de la Chine sont obligés de constater les échecs de l'«autogestion» titiste, de tenir compte du fait que les conditions dans leur pays diffèrent totalement de celles de la Yougoslavie. En outre, ils trouvent indispensable d'emprunter également beaucoup de formes et de méthodes capitalistes, qui, selon eux, ont prouvé leur «efficacité» aux Etats-Unis, en Allemagne occidentale, au Japon et dans d'autres pays bourgeois. Apparemment, le système capitaliste qui est en passe de s'édifier et de se développer en Chine, sera la fusion de diverses formes et méthodes révisionnistes-capitalistes et traditionnelles chinoises.

Pour devenir une grande puissance capitaliste, le révisionnisme chinois a besoin d'une période de paix. C'est à cette nécessité que se rattache le slogan du «grand ordre» lancé au XI^e Congrès du parti chinois. [*Tenu en août 1977.*] Afin d'établir un tel «ordre», il leur faut, d'une part, instaurer un régime capitaliste de type dictatorial fasciste et, d'autre part, préserver à tout prix la paix et le compromis entre les groupes rivaux qui ont existé et existent toujours dans le parti et l'Etat chinois. Quant à savoir à quel point cette paix et cet ordre seront assurés, cela, l'avenir le montrera.

La politique des dirigeants chinois, qui veulent faire de la Chine une superpuissance, vise à tirer le plus grand profit économique et militaire de l'impérialisme américain ainsi que des autres pays capitalistes développés, alliés des Etats-Unis.

Cette politique de la Chine a suscité un grand intérêt dans le monde capitaliste, particulièrement celui de l'impérialisme américain, qui y voit un important soutien à sa stratégie tendant à maintenir sur pied le capitalisme et l'impérialisme, à renforcer le néo-colonialisme, à réprimer les révolutions, à étouffer le socialisme et à affaiblir son rival, l'Union soviétique.

L'impérialisme américain souhaite, comme l'a déclaré Carter, «collaborer étroitement avec les Chinois». Celui-ci a souligné que «nous considérons les relations sino-américaines comme un élément

fondamental de notre politique globale et la Chine comme une force clé pour la paix». La Chine, de son côté, est pour une coexistence pacifique aussi étroite que possible avec les Etats-Unis d'Amérique.

Par ces conceptions et prises de position, la Chine se met au rang des Etats bourgeois-capitalistes qui fondent leur existence en tant qu'Etat sur l'impérialisme américain. Désormais, ce tournant de la Chine vers l'impérialisme, comme l'ont fait avant elle l'Union soviétique et d'autres; devient chaque jour davantage une réalité. Cela, les impérialistes eux-mêmes le constatent et, se réjouissant de cette «réalité nouvelle», ils déclarent que «les conflits idéologiques qui opposèrent les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine dans les années 50, sont actuellement moins marqués, et la nécessité d'une collaboration entre les superpuissances se fait toujours plus sentir...»

Les impérialistes américains et le président Carter se montrent prêts à aider la Chine à renforcer son économie et son armée, assurément dans la mesure où cela ne lèse pas leurs intérêts. Ils flattent les dirigeants révisionnistes chinois, car la stratégie de la Chine représente une aide considérable pour les visées hégémonistes de l'impérialisme américain.

La Chine applaudit aux prises de position et aux actions américaines contre l'Union soviétique révisionniste, cherchant par là à faire croire que ces attitudes sont soi-disant à l'avantage de la révolution et qu'elle contribuent à affaiblir la grande puissance la plus dangereuse au monde, le social-impérialisme soviétique. De son côté, l'impérialisme américain applaudit aux prises de position et aux actions de la Chine contre l'Union soviétique révisionniste, car, comme l'a dit l'un des plus proches collaborateurs de Carter, «le conflit sino-soviétique crée une sorte de structure globale plus pluraliste», que l'impérialisme américain juge préférable et plus compatible avec sa conception «de la façon dont le monde doit être organisé», partant, de la manière dont il faut pousser les autres à s'entre-dévorer en sorte que les Etats-Unis dominent plus facilement le monde.

La politique pragmatiste et confuse de la Chine l'a conduite à s'allier à l'impérialisme américain et à proclamer le social-impérialisme soviétique ennemi et danger principal. Demain, lorsque la Chine verra qu'elle a atteint son objectif, qui est d'affaiblir le social-impérialisme soviétique, lorsqu'elle verra, selon sa propre logique, que l'impérialisme américain se renforce, alors, comme elle s'appuie sur un impérialisme pour combattre l'autre, elle pourra porter sa lutte sur l'autre flanc. L'impérialisme américain pourra alors devenir à ses yeux plus dangereux, et elle-même, automatiquement, adoptera l'attitude opposée.

C'est là une possibilité réelle. A leur VIII^e Congrès tenu en 1956, les révisionnistes chinois jugeaient que le danger principal était l'impérialisme américain. Par la suite, à leur IX^e Congrès tenu en avril 1969, ils déclaraient que les deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, représentaient toutes deux le danger principal. Plus tard encore, après leur X^e Congrès tenu en août 1973 et à leur XI^e Congrès, ils ont déclaré ennemi principal le seul social-impérialisme soviétique. Avec de tels flottements et une telle politique pragmatiste, il n'est pas impossible que leur XII^e ou XIII^e Congrès soutienne le social-impérialisme soviétique et proclame ennemi principal l'impérialisme américain, et cela jusqu'à ce que la Chine aussi atteigne son but : devenir une grande puissance capitaliste mondiale. Quel rôle jouera-t-elle alors dans l'arène internationale ? Ce ne sera en tout cas jamais un rôle révolutionnaire, mais un rôle régressif, contre-révolutionnaire.

La politique extérieure chinoise a pour orientation importante l'alliance avec le Japon. Cette alliance raciste de ces deux Etats, récemment scellée par le traité sino-japonais, vise, comme nous venons de le souligner, à réaliser les plans stratégiques de la Chine et du Japon pour dominer de concert l'Asie, les pays de l'A.S.E.A.N. et l'Océanie. Ce traité et l'amitié avec le Japon sont nécessaires aux révisionnistes chinois pour pouvoir, avec les militaristes japonais, menacer le social-impérialisme soviétique et, si possible, le liquider lui et son influence en Asie.

Mais la Chine cherche aussi à profiter de ses liens avec le Japon pour en obtenir des crédits et pour importer de la technique, de la technologie et des armements en vue de réaliser ses ambitions de

grande puissance. Elle attache à sa collaboration économique multiforme avec le Japon une si grande importance que plus de la moitié de son commerce extérieur se fait vers ce pays.

Dans la mise en œuvre de sa politique expansionniste, la Chine social-impérialiste s'emploie à étendre le plus possible son influence en Asie. Actuellement, elle n'en a aucune en Inde, où les Etats-Unis comme l'Union soviétique ont des intérêts particuliers ou communs dans le cadre de l'évolution de la situation et des futures alliances. La Chine souhaite améliorer tant soit peu ses relations diplomatiques avec l'Inde. Mais celle-ci a des prétentions bien marquées sur le Tibet. Elle luttera pour liquider même le peu d'influence que la Chine peut avoir au Pakistan, celui-ci étant un pays stratégique limitrophe de l'Iran et de l'Afghanistan. C'est dans cette zone que s'amorcent les rivalités pour le grand bassin pétrolifère du Moyen-Orient, où domine l'impérialisme américain. La Chine a beaucoup de mal à y pénétrer. Elle entend mener une politique contraire aux intérêts des peuples arabes et favorable aux intérêts américains, en attendant de se renforcer elle-même. En même temps, elle aidera les Etats-Unis à dresser, de concert avec des pays comme l'Iran, l'Arabie Saoudite et autres, une puissante barrière contre la pénétration politique, économique et militaire de l'Union soviétique dans cette zone vitale de l'impérialisme américain et de l'impérialisme européen.

Pour réaliser leurs desseins, les social-impérialistes chinois consacrent une attention particulière à l'Europe occidentale. Leur objectif est de l'opposer au social-impérialisme soviétique. Aussi soutiennent-ils par tous les moyens l'O.T.A.N. et l'alliance des pays européens avec les Etats-Unis, le Marché commun européen et l'«Europe unie».

Dans son plan stratégique, la Chine social-impérialiste vise à étendre son influence et son hégémonie dans les pays du «tiers monde», comme elle les qualifie. La théorie du «tiers monde» revêt une grande importance pour la Chine. Cette «théorie», Mao Tsétoung ne l'a pas formulée en visionnaire, mais avec des objectifs hégémonistes bien définis, afin que la Chine domine le monde. Ses successeurs poursuivent la même stratégie que lui et Chou En-laï. Les visées stratégiques chinoises s'étendent aussi sur ce qu'on appelle le «monde des non alignés», vanté par le titisme. Entre ces «mondes», il n'y a guère de différence, ils s'interpénètrent. Il est difficile de préciser quels sont les Etats qui font partie du «tiers monde» et ce qui les différencie des «pays non alignés», quels sont les Etats inclus dans les «non alignés» et ce qui les distingue des pays du «tiers monde». Ainsi, de quelque manière qu'on les dénomme, il s'agit toujours des mêmes Etats.

C'est là aussi une des raisons pour lesquelles la direction chinoise attache une si grande importance à ses rapports très amicaux, au niveau des Etats et des partis, avec Tito et la Yougoslavie, dans tous les domaines, idéologique, politique, économique, militaire.

La communauté de vues des révisionnistes chinois et des révisionnistes yougoslaves ne les empêche pas de mettre à profit leur amitié cordiale pour leurs objectifs propres.

Tito cherche à exploiter les déclarations de Houa Kouo-feng sur sa fidélité et celle du parti yougoslave envers le marxisme-léninisme, sur le caractère socialiste de l'«autogestion», sur la politique intérieure et extérieure «marxiste-léniniste» menée soi-disant par les titistes, afin de montrer que la dénonciation dont il a été l'objet pour ses déviations antimarxistes, sa politique chauvine, réactionnaire, pro-impérialiste, et pour son révisionnisme, ne serait qu'une calomnie des staliniens et il cherche, en se fondant là-dessus, à grandir son renom sur la scène internationale.

De son côté, Houa Kouo-feng met à profit les relations de la Chine avec la Yougoslavie pour ce qu'on appelle l'ouverture de son pays vers l'Europe. Les révisionnistes chinois s'efforcent également d'utiliser leur amitié avec les titistes, qui se posent en champions du «non-alignement», comme un canal important à travers lequel ils pourraient pénétrer dans les «pays non alignés» et y établir leur domination. Ce n'est pas sans dessein que, pendant son voyage en Yougoslavie, [En août 1978.] Houa Kouo-feng a porté aux nues le mouvement des «non alignés» comme une «force considérable dans la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme». Il a chanté les

louanges de ce mouvement et de Tito, parce qu'il rêve de prendre ce mouvement en main et d'en établir le centre à Pékin.

La politique du social-impérialisme chinois est, dans toutes ses orientations, une politique de grande puissance impérialiste, une politique contre-révolutionnaire et belliciste, aussi sera-t-elle toujours plus haïe, rejetée et combattue par les peuples.

Les superpuissances impérialistes que nous venons d'évoquer, resteront impérialistes et bellicistes, et, si ce n'est aujourd'hui, demain elles plongeront le monde dans une grande guerre atomique.

L'impérialisme américain s'efforce d'enfoncer toujours plus profondément ses griffes dans les économies des autres peuples, tandis que le social-impérialisme soviétique, qui vient à peine de les sortir, cherche à les planter dans divers pays du monde pour y acquérir, lui aussi, des positions néo-colonialistes et impérialistes, puis pour les renforcer. Mais il existe aussi l'«Europe unie», liée à travers l'O.T.A.N. aux Etats-Unis, qui a des tendances impérialistes non pas globales, mais au niveau de certains de ses membres. D'autre part, la Chine, qui aspire à devenir une superpuissance, ainsi que le militarisme japonais qui s'est redressé, sont entrés eux aussi dans la danse. Ces deux impérialismes s'allient pour former une puissance impérialiste qui s'oppose aux autres. Dans ces conditions, le grand danger d'une guerre mondiale s'accroît encore. Les alliances actuelles existent, mais elles tendront à se disloquer, en ce sens qu'elles modifieront leurs orientations mais non leur contenu.

Les belles paroles que l'on entend dire sur le désarmement à l'O.N.U. et dans les diverses conférences internationales organisées par les impérialistes, sont de la démagogie. Ceux-ci ont institué et ils défendent le monopole des armes stratégiques, ils pratiquent un grand commerce d'armes non pas pour assurer la paix et la sécurité des nations, mais pour tirer des surprofits et pour écraser la révolution et les peuples, pour déclencher des guerres agressives. Staline a dit :

«Les Etats bourgeois s'arment et se réarment avec frénésie. Pourquoi ? Sûrement pas pour bavarder, mais pour faire la guerre. Et les impérialistes ont besoin de la guerre, car c'est le seul moyen pour procéder à un nouveau partage du monde, à un nouveau partage des débouchés, des sources de matières premières et des sphères d'utilisation du capital». (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 12, pp. 242-243.)

Dans leur rivalité, qui les conduit directement à la guerre, les superpuissances, à coup sûr, provoqueront de nombreuses guerres partielles, qu'elles fomenteront entre différents Etats du «tiers monde», des «pays non alignés» ou des «pays en voie de développement».

Le président Carter a exprimé l'idée que la guerre ne peut éclater qu'en deux points du globe, au Moyen-Orient et en Afrique. Et l'on comprend pourquoi, parce que c'est précisément dans ces deux régions du monde que les Etats-Unis ont actuellement de plus grands intérêts. C'est au Moyen-Orient que se trouve le pétrole, alors qu'en Afrique, ce riche continent, se heurtent les grands intérêts économiques et stratégiques néo-colonialistes pour le partage des marchés et des zones d'influence entre les superpuissances, qui cherchent à conserver et à renforcer leurs positions et à en conquérir de nouvelles.

Outre le Moyen-Orient et l'Afrique, les intérêts des superpuissances s'affrontent aussi dans d'autres zones, comme par exemple l'Asie du Sud-Est. Les U.S.A. et l'U.R.S.S., plus la Chine, s'efforcent d'y établir leurs zones d'influence et de s'y partager les marchés. Cela entraîne aussi des conflits, lesquels tournent parfois en guerres locales, qui n'ont nullement pour objectif de libérer les peuples, mais de porter au pouvoir ou de destituer des cliques dominantes du capital local, qui sont tantôt pour une superpuissance tantôt pour une autre. Le social-impérialisme soviétique et l'impérialisme américain sont deux hydres en lesquelles les peuples n'ont pas confiance. Et ils n'ont pas davantage confiance dans la Chine.

Lorsque les superpuissances ne seront plus en mesure de satisfaire leurs intérêts rapaces par des moyens économiques, idéologiques et diplomatiques, lorsque les contradictions auront atteint leur plus haut degré d'acuité, lorsque les accords et les «réformes» ne seront plus capables de résoudre ces contradictions, alors elles commenceront à se faire la guerre. Aussi les peuples qui s'ensanglanteraient dans cette guerre, doivent-ils tout mettre en œuvre pour ne pas être pris au dépourvu, pour saboter la guerre inter-impérialiste de rapine en sorte qu'elle ne prenne pas des dimensions mondiales, et, s'ils n'y parviennent pas, pour la transformer en guerre de libération et en sortir victorieux.

Le rôle du titisme et des autres courants révisionnistes dans la stratégie globale de l'impérialisme et du social-impérialisme

Dans la lutte féroce qu'ils mènent contre la révolution, contre le socialisme et les peuples, l'impérialisme et le social-impérialisme, le capitalisme mondial et la réaction ont à leur côté les révisionnistes modernes de tous les courants. Ces renégats et traîtres contribuent à la mise en œuvre de la stratégie globale de l'impérialisme en minant de l'intérieur, en divisant et en sabotant les efforts du prolétariat et la lutte des peuples pour s'affranchir du joug social et national. Les révisionnistes modernes se sont mis en devoir de dénigrer et de fausser le marxisme-léninisme, de désorienter les esprits et de détourner les gens de la lutte révolutionnaire, d'aider le capital à préserver et à perpétuer son système d'oppression et d'exploitation.

Parallèlement aux révisionnistes soviétiques et aux révisionnistes chinois, dont nous avons déjà parlé, **les révisionnistes titistes yougoslaves jouent un rôle de premier plan dans la grande et dangereuse manœuvre contre-révolutionnaire.**

Le titisme est une vieille officine du capital, une arme favorite de la bourgeoisie impérialiste dans la lutte contre le socialisme et les mouvements de libération.

Les peuples de Yougoslavie ont combattu avec abnégation contre les occupants nazis-fascistes pour la liberté, la démocratie et le socialisme. Ils ont réussi à libérer le pays, mais ils ont été empêchés de poursuivre la révolution dans la voie du socialisme. La direction révisionniste yougoslave, Tito en tête, travaillée depuis longtemps dans la clandestinité par l'Intelligence Service et qui, durant la guerre, se posait en parti fidèle aux orientations de la III^e Internationale, avait en fait d'autres visées, en opposition avec le marxisme-léninisme et les aspirations des peuples de Yougoslavie à l'édification d'une société véritablement socialiste dans leur pays.

Le Parti communiste de Yougoslavie qui accéda au pouvoir avait hérité bien des erreurs de nature déviationniste. Après la Seconde Guerre mondiale, il manifesta des traits national-chauvins prononcés, qui s'étaient déjà fait jour pendant la guerre. Ces traits se concrétisèrent dans son écart de l'idéologie marxiste-léniniste, dans ses attitudes envers l'Union soviétique et Staline, dans ses prises de position et ses actes chauvins envers l'Albanie, etc.

Le système de démocratie populaire instauré en Yougoslavie était provisoire, il ne convenait pas à la clique au pouvoir, bien que celle-ci continuât de se dire «marxiste». Les titistes n'étaient pas pour l'édification du socialisme, ils ne voulaient pas non plus que le Parti communiste de Yougoslavie se guidât sur la théorie marxiste-léniniste et ils rejetaient la dictature du prolétariat. C'est là qu'avait son origine le conflit qui éclata entre le Bureau d'Information des partis communistes et ouvriers et le Parti communiste de Yougoslavie. C'était un conflit idéologique entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme et non pas un conflit de personnes à des fins de «prééminence», comme veulent le présenter les révisionnistes. Staline défendait la pureté de la théorie marxiste-léniniste, Tito, lui, défendait le courant déviationniste, révisionniste et antimarxiste du révisionnisme moderne, en marchand dans le sillage de Browder et des autres opportunistes qui se manifestèrent à la veille et pendant la Seconde Guerre mondiale.

Dans les premières années qui suivirent la libération, la direction yougoslave feignait de prendre pour exemple l'édification du socialisme en Union soviétique et elle proclama qu'elle construisait soi-disant le socialisme dans son pays. Elle le faisait pour tromper les peuples de Yougoslavie qui avaient versé leur sang et qui aspiraient au socialisme authentique.

En fait, les titistes n'étaient ni ne pouvaient être pour l'ordre social socialiste, ni pour la forme d'organisation de l'Etat soviétique, car Tito était pour le système capitaliste et pour un Etat essentiellement démocratico-bourgeois, où le pouvoir serait aux mains de sa clique. Cet Etat devait donner l'impression qu'en Yougoslavie on construisait le socialisme, mais un socialisme «spécifique», d'un «type plus humain», précisément le genre de «socialisme» qui ferait fonction de cinquième colonne dans les autres pays socialistes. Les impérialistes anglo-américains et le groupe titiste avaient tout bien calculé et coordonné. Ainsi, les révisionnistes yougoslaves, faisant le jeu de l'impérialisme et du capitalisme mondial, et en collusion avec eux, se mirent en opposition avec l'Union soviétique.

Dans la poursuite de leurs plans de longue date, l'impérialisme anglais, et plus tard l'impérialisme américain, aidèrent Tito, dès l'époque de la lutte antifasciste de libération nationale, non seulement à se détacher de l'Union soviétique mais encore à entreprendre contre elle des actes de sabotage, et surtout à travailler à détacher aussi du camp socialiste d'autres pays de démocratie populaire, afin d'isoler l'Union soviétique de tous ces pays et de les rallier à l'Occident. C'était là la politique du capitalisme mondial et de son officine, le titisme.

Churchill, cet anticommuniste enragé, s'employa directement et personnellement à mettre Tito et son groupe au service du capitalisme. Pendant la guerre, il envoya à l'état-major de Tito, selon les dires du leader britannique lui-même, «ses amis les plus dévoués», puis, son propre fils. Finalement, en août 1944, il eut lui-même, à Naples, une entrevue avec Tito, pour s'assurer que celui-ci jouait franc jeu. Churchill écrit dans ses mémoires que pendant ses entretiens avec lui, Tito se montra même disposé à faire par la suite une déclaration ouverte comme quoi «le communisme ne sera pas instauré après la guerre en Yougoslavie».

Tito mit tant d'énergie à servir ses patrons, que Churchill, appréciant ses grands services, lui déclara: «Maintenant je comprends que vous aviez raison, c'est pourquoi je suis avec vous, vous m'êtes très cher et même plus qu'auparavant». On ne saurait imaginer de déclaration d'attachement plus enflammée.

Avant même de se détacher complètement de l'Union soviétique et des pays de démocratie populaire, la Yougoslavie reçut des impérialistes, surtout de l'impérialisme américain, des aides économiques, politiques, idéologiques et militaires considérables, qui devaient devenir par la suite encore plus fréquentes et continues.

Ces aides étaient fournies à la condition que le pays se développerait dans la voie capitaliste. La bourgeoisie impérialiste n'avait rien de contraire à ce que la Yougoslavie conservât en apparence ses formes socialistes, au contraire elle avait grand intérêt à la voir garder un vernis socialiste, car par là même elle pourrait l'utiliser comme une arme plus efficace dans la lutte contre le socialisme et les mouvements de libération. Ce genre de «socialisme», non seulement différerait totalement du socialisme prévu et réalisé par Lénine et Staline, mais même il s'y opposerait.

Dans un laps de temps relativement court, la Yougoslavie devint le porte-parole «socialiste» de l'impérialisme américain, une officine de subversion au service du capital mondial. Depuis 1948 jusqu'à ce jour, le titisme s'est caractérisé par une activité fébrile contre le marxisme-léninisme, par l'organisation d'une campagne de propagande dans le monde entier pour présenter le système yougoslave comme la forme d'un ordre «socialiste véritable», comme une «société nouvelle», un «socialisme non aligné», qui n'est plus à l'image de celui qu'avaient construit Lénine et Staline en Union soviétique, mais un ordre socialiste «à visage humain», essayé pour la première fois au monde

et qui donne de «brillants résultats». Cette propagande a visé et vise à fourrer dans une impasse les peuples et les forces progressistes qui luttent pour la liberté et l'indépendance partout dans le monde.

Les révisionnistes yougoslaves ont adopté dans leur pays les formes de gouvernement que les trotskistes et autres éléments anarchistes, poussés par la bourgeoisie capitaliste, tentèrent d'instaurer à l'époque de Lénine en Union soviétique pour y saboter la construction du socialisme. En adoptant ces formes, Tito, tout en prétendant construire le «socialisme», dénatura complètement les principes marxistes-léninistes de l'édification de l'industrie, de l'agriculture, etc.

Sur le plan de l'administration et de la direction organisationnelle et politique, les républiques de Yougoslavie prirent une physionomie marquée par la liquidation du centralisme démocratique et l'effacement du rôle du Parti communiste de Yougoslavie. Le Parti communiste de Yougoslavie changea de nom, il devint «la Ligue des Communistes de Yougoslavie», appellation en apparence marxiste, alors qu'en fait cette Ligue était antimarxiste par son contenu, ses normes, ses attributions et ses buts. La Ligue devint un front sans ossature, perdit les traits d'un parti marxiste-léniniste, conserva son ancienne forme, mais elle ne jouait plus le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière, elle n'était plus la force politique qui guidait la République Fédérative de Yougoslavie, elle n'exerçait prétendument, comme le disaient les révisionnistes, que des fonctions «éducatives» générales.

La direction titiste mit le parti sous la dépendance et le contrôle de l'U.D.B., elle le transforma en une organisation fasciste et fit de l'Etat une dictature fasciste. Nous connaissons bien le grand danger de cette action, car c'est précisément ce que l'agent des titistes. Koçi Xoxe, chercha à réaliser en Albanie.

Tito, Rankovic et leurs agents liquidèrent complètement tout ce qui pouvait avoir quelque couleur de véritable socialisme. Le titisme combattit sévèrement les tentatives d'éléments de l'intérieur pour faire sauter cette officine et cette organisation capitaliste-révisionniste ainsi que toute la propagande marxiste-léniniste conduite à l'étranger pour dénoncer ce régime qui se prétendait socialiste.

La direction titiste eut tôt fait d'abandonner la collectivisation de l'agriculture qu'elle avait commencée dans les premières années, elle créa les fermes d'Etat capitalistes, encouragea le développement de la propriété privée dans les campagnes, autorisa l'aliénation des terres, réhabilita les koulaks, laissa le champ libre au marché noir dans les villes et dans les campagnes, et réalisa les premières réformes qui accentuaient l'orientation capitaliste donnée à l'économie.

Cependant, la bourgeoisie titiste était en quête d'une forme «nouvelle» pour masquer l'ordre capitaliste yougoslave. Cette forme fut trouvée. On la baptisa «autogestion» yougoslave. On l'affubla d'un habit «marxiste-léniniste» en prétendant que ce système était le socialisme le plus authentique.

D'abord, l'«autogestion» vit le jour comme un système économique, puis elle s'étendit au domaine de l'organisation d'Etat et à tous les autres secteurs de la vie du pays.

La théorie et la pratique de l'«autogestion» yougoslave constituent une négation manifeste des préceptes du marxisme-léninisme et des lois générales de l'édification du socialisme. Le système économique et politique «autogestionnaire» est une forme anarcho-syndicaliste de la dictature bourgeoise qui règne en Yougoslavie, ce pays assujéti au capital international.

Le système «autogestionnaire», avec tous ses traits distinctifs, comme le sont la suppression du centralisme démocratique, du rôle de direction unique de l'Etat, le fédéralisme anarchique, l'idéologie anti-Etat en général, a entraîné en Yougoslavie un désordre et une confusion économiques, politiques et idéologiques permanents, un développement ralenti et inégal entre les différentes républiques et régions, de grandes différenciations sociales et de classe, la discorde et l'oppression nationales et la dégénérescence de la vie spirituelle. Ce système a suscité un profond morcellement de la classe ouvrière en dressant ses détachements les uns contre les autres, en alimentant l'esprit sectoriel, de clocher et individualiste bourgeois. En Yougoslavie non seulement la classe ouvrière est dépouillée du

rôle hégémonique dans l'Etat et la société, mais le système d'«autogestion» lui impose des conditions qui l'empêchent d'être en mesure de défendre ses intérêts généraux et d'agir unie et compacte.

En Yougoslavie ont été déversés, sous forme d'investissements, de crédits et de prêts, de gros capitaux du monde capitaliste, surtout de l'impérialisme américain. Ce sont ces capitaux qui constituent la base matérielle du «développement» du «socialisme autogestionnaire» capitaliste yougoslave. L'endettement yougoslave à lui seul s'élève à plus de 11 milliards de dollars, et la Yougoslavie a reçu des Etats-Unis plus de 7 milliards de dollars de crédits.

Malgré ces abondants crédits qui sont dispensés de l'étranger à la direction titiste, les peuples de Yougoslavie n'ont jamais goûté ni ne goûtent les «brillants résultats» du «socialisme» spécifique. Au contraire, en Yougoslavie sévit un chaos politique et idéologique, le système au pouvoir engendre un très fort chômage à l'intérieur, et une nombreuse émigration de la main-d'œuvre à l'étranger, ce qui rend la Yougoslavie entièrement dépendante des puissances impérialistes. Les peuples yougoslaves sont exploités jusqu'à la moelle dans l'intérêt de la classe au pouvoir et des puissances impérialistes qui ont fait des investissements dans ce pays.

L'Etat yougoslave ne se soucie guère de voir les prix monter de jour en jour et la pauvreté des masses s'accroître constamment, de voir le pays non seulement criblé de dettes mais aussi tenaillé par la grande crise du monde capitaliste. La Yougoslavie jouit d'une indépendance et d'une souveraineté amputées, car elle manque, entre autres, d'un potentiel économique qui lui soit propre. L'essentiel de son potentiel, elle le possède en commun avec des sociétés et des Etats capitalistes étrangers, et elle est ainsi forcée d'éprouver à ses dépens les effets ruineux de la crise et de l'exploitation étrangère.

Mais ce n'est pas par hasard que le capitalisme mondial soutient à tel point, politiquement et financièrement, l'«autogestion» yougoslave et fait écho à la propagande titiste, qui tend à faire passer ce système pour une «nouvelle forme éprouvée de l'édification socialiste», à l'usage de tous les pays.

Il le fait parce que la forme d'«autogestion» yougoslave est une voie de subversion et de diversion idéologiques et politiques contre les mouvements révolutionnaires de libération du prolétariat et des peuples, c'est une façon défrayer le chemin à la pénétration politique et économique de l'impérialisme dans divers pays du monde. En prévision de certaines circonstances et pour certains pays, l'impérialisme et la bourgeoisie veulent garder l'«autogestion» comme un système de réserve, afin de prolonger l'existence du capitalisme, qui ne rend pas facilement l'âme, mais recherche sans cesse de nouvelles formes de gouvernement, sur le dos des peuples.

Les théories et les pratiques yougoslaves du «non-alignement» rendent un grand service aux divers impérialistes en ce qu'elles les aident à duper les peuples. Elles conviennent tant aux impérialistes qu'aux social-impérialistes, en ce qu'elles contribuent à établir et à renforcer leur influence sur les «pays non alignés», à éloigner les peuples épris de liberté de la voie de la libération nationale et de la révolution prolétarienne. C'est la raison pour laquelle, aussi bien Carter et Brejnev que Houa Kouo-feng vantent la politique titiste des «non alignés» et s'efforcent de l'utiliser dans leur propre intérêt.

Le titisme a été et demeure une arme de la bourgeoisie impérialiste, un sapeur-pompier de la révolution. Il s'est aligné sur le révisionnisme moderne en général et sur ses diverses variantes, il tend aux mêmes buts et est, idéologiquement, en parfait accord avec lui. Les voies, les formes et les tactiques auxquelles l'un et l'autre recourent dans la lutte contre le marxisme-léninisme, la révolution et le socialisme peuvent être différentes, mais leurs visées contre-révolutionnaires sont les mêmes.

Dans leurs efforts pour étouffer la lutte révolutionnaire du prolétariat et des peuples, la bourgeoisie et la réaction sont grandement aidés surtout par les partis révisionnistes des pays d'Europe, mais aussi par ceux des pays des autres continents.

Les partis révisionnistes des pays d'Europe occidentale s'efforcent d'échafauder une théorie sur une «société nouvelle», prétendument socialiste [Voir «L'eurocommunisme, c'est de l'anti-communisme» dans le présent volume.], à laquelle on accéderait par des «réformes de structure» et en étroite coalition avec les partis sociaux-démocrates et même avec les partis de droite. Cette société, selon eux, sera édifiée sur des bases nouvelles à travers des «réformes sociales», la «paix sociale», la «voie parlementaire», un «compromis historique» avec les partis bourgeois.

Les partis révisionnistes d'Europe, comme ceux d'Italie, de France et d'Espagne et, à leur suite, tous les autres partis révisionnistes d'Occident, renient le léninisme, la lutte de classes, la révolution et la dictature du prolétariat. Ils se sont tous engagés dans la voie du compromis avec la bourgeoisie capitaliste. Ils ont donné à leur ligne antimarxiste l'appellation d'«eurocommunisme». L'«eurocommunisme» est un nouveau courant pseudo-communiste qui, tout à la fois, est et n'est pas en opposition avec le bloc révisionniste soviétique. Cette attitude fluctuante s'explique par leur intention d'établir une coexistence, sur le plan des idées, avec la social-démocratie européenne, avec toutes les diverses conceptions qui bouillonnent dans la chaudière de l'Europe. Les «eurocommunistes» peuvent s'unir à quiconque, sauf à ceux qui luttent pour le triomphe de la révolution et pour la pureté de l'idéologie marxiste-léniniste.

Tous les courants révisionnistes, opportunistes et sociaux-démocrates cherchent par tous les moyens à prêter main-forte aux superpuissances dans leurs menées diaboliques pour juguler la révolution et opprimer les peuples. En appuyant ces soi-disant nouveaux organismes de la bourgeoisie, ces courants ont pour seul but d'étouffer la révolution en dressant devant elle mille obstacles matériels, politiques et idéologiques. Ils s'attachent à désorienter et à diviser le prolétariat et ses alliés, parce qu'ils savent que si ceux-ci sont divisés par des luttes intestines, ils ne pourront créer, ni à l'intérieur du pays ni sur la plate-forme internationale, l'unité idéologique, politique et combattante indispensable pour tenir tête aux attaques du capitalisme mondial en décomposition.

La coalition du révisionnisme moderne et de la social-démocratie craint l'accession du fascisme au pouvoir, surtout dans certains pays menacés par l'extrême-droite. Afin d'éviter la dictature fasciste, les révisionnistes et les sociaux-démocrates s'efforcent d'«émousser» les contradictions et la lutte de classes entre les masses du peuple et le prolétariat, d'une part, et la bourgeoisie capitaliste, d'autre part. De la sorte, pour pouvoir assurer une «paix sociale», les éléments de cette coalition doivent se faire des concessions réciproques, consentir à un compromis avec la bourgeoisie capitaliste et s'accommoder avec elle sur un genre de régime convenant aux deux parties. Ainsi, alors que la bourgeoisie capitaliste et ses partis poursuivent ouvertement leur lutte contre le communisme, les partis révisionnistes s'efforcent de dénaturer le marxisme-léninisme, l'idéologie dirigeante de la révolution.

En Europe, les syndicats réformistes, éduqués et spécialement rompus aux compromis avec le patronat, à des revendications uniquement économiques, qui ne sont que des demandes d'aumônes, et non pas à des grèves fondées sur des revendications politiques et visant à la prise du pouvoir par le prolétariat, sont devenus les soutiens des partis révisionnistes. Ce marchandage tend naturellement à équilibrer l'offre et la demande, une partie demandant l'aumône et l'autre en fixant la mesure. Les deux parties, les syndicats réformistes et les partis révisionnistes tout comme le patronat avec ses partis, son pouvoir et ses syndicats, sont menacés par la révolution, par le prolétariat, par ses partis marxistes-léninistes authentiques. Aussi recherchent-elles un compromis réactionnaire, solution qu'«ne peut être identique dans tous les pays capitalistes à cause de leurs différences quant à la puissance du capital, au degré d'intensité de la crise et à l'ampleur des contradictions qui les rongent.

La révolution, seule arme pour annihiler la stratégie des ennemis du prolétariat et des peuples

Tous les ennemis, impérialistes, social-impérialistes et révisionnistes divers, de concert et isolément, s'évertuent à duper l'humanité progressiste, à discréditer le marxisme-léninisme et, en particulier, à dénaturer la théorie léniniste de la révolution, à étouffer la révolution, toute résistance populaire et

toute lutte de libération nationale. L'arsenal des ennemis du marxisme-léninisme est considérable, mais, de leur côté, les forces de la révolution sont colossales. Ces forces qui bouillonnent, qui se battent, qui luttent contre les ennemis de la révolution, sont précisément celles qui troublent le sommeil du monde capitaliste et de la réaction mondiale, et lui rendent la vie intenable.

«Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre». (K. Marx et F. Engels, Manifeste du Parti communiste, éd. alb., p. 13, Tirana. 1974.)

Cette constatation de Marx et d'Engels demeure actuelle de nos jours. L'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme moderne considèrent que le danger du communisme n'existe plus pour eux, car, imaginant que le coup rude porté à la révolution par la trahison révisionniste est irréparable, ils sous-estiment la force du marxisme-léninisme, surestiment leurs forces matérielles, militaires, répressives et la puissance économique. Mais ils se font des illusions.

Le prolétariat mondial rassemble ses forces. Lui et les peuples épris de liberté se rendent toujours mieux compte, par leur propre expérience, de la trahison des révisionnistes modernes titistes, khrouchtchéviens, chinois, «eurocommunistes» et autres. Le temps travaille pour la révolution et le socialisme et non pas pour la bourgeoisie et l'impérialisme, ni pour le révisionnisme moderne et la réaction mondiale. Le feu de la révolution brûle partout dans les cœurs des peuples opprimés, qui aspirent à conquérir la liberté, la démocratie, la vraie souveraineté, à prendre en main le pouvoir et à avancer dans la voie du socialisme, en détruisant l'impérialisme et ses valets.

Actuellement, on assiste à un phénomène analogue à celui qui se produisit à l'époque de Lénine, lorsque la rupture d'avec la II^e Internationale fut suivie de la création de nouveaux partis, marxistes-léninistes. La trahison révisionniste a entraîné et entraînera inéluctablement partout la création et le renforcement des véritables partis communistes, qui ont pris en main et levé haut le drapeau du marxisme-léninisme et de la révolution, rejeté et foulé aux pieds par les révisionnistes. Il leur incombe d'opposer à la stratégie globale de l'impérialisme mondial et du révisionnisme, la glorieuse stratégie léniniste de la révolution, la grande théorie du marxisme-léninisme. Il leur faut faire prendre pleinement conscience aux masses des objectifs de la lutte et de sa juste voie, des sacrifices à consentir, unir ces masses, les organiser, les diriger et les mener à la victoire.

Nous, marxistes-léninistes, qui sommes à la pointe de la lutte titanesque que se livrent aujourd'hui le prolétariat et les peuples opprimés qui aspirent à la liberté, d'une part, et les impérialistes féroces et rapaces, de l'autre, nous devons bien comprendre les objectifs, les tactiques, les méthodes et les formes de lutte de nos ennemis communs et de nos ennemis particuliers dans chaque pays. Nous ne jugerons pas cette question comme il se doit, si nous ne nous fondons pas puissamment sur la théorie marxiste-léniniste de la révolution et si nous ne comprenons pas qu'il existe dans la situation actuelle comme il existera dans l'avenir une série de maillons faibles de la chaîne capitaliste mondiale, où les révolutionnaires et les peuples doivent mener une action continue, une lutte organisée, irréductible et courageuse pour briser ces maillons l'un après l'autre. Cela exige, naturellement, du travail, une vigoureuse action militante, des sacrifices et de l'abnégation. Les peuples et les hommes courageux guidés par les intérêts de la révolution, peuvent tenir et tiendront tête aux grandes forces de l'impérialisme, du social-impérialisme et de la réaction, qui se lient entre elles, nouent de nouvelles alliances et cherchent des issues aux situations difficiles qui leur sont créées. Et ces situations difficiles pour les forces régressives sont le fait des révolutionnaires, des marxistes-léninistes, des peuples en lutte dans tous les continents, dans tous les pays.

Les communistes, partout dans le monde, n'ont aucune raison d'être intimidés par les mythes fallacieux qui ont prédominé dans la pensée révolutionnaire pour un temps. Les communistes doivent lutter pour gagner à eux ceux qui se fourvoient, chercher à les corriger, sans épargner leurs efforts, mais naturellement en se gardant de verser eux-mêmes dans l'opportuniste. Dans le processus de la lutte sur le plan des principes, au début on verra se répercuter certaines oscillations, mais les hésitations se

manifestent chez les hésitants, alors que chez les éléments résolus, qui appliquent correctement la théorie marxiste-léniniste, qui ont une juste vision des intérêts du prolétariat de leur pays, du prolétariat mondial et de la révolution, il n'y aura pas de flottements ; bien au contraire, lorsque les hésitants verront les camarades s'en tenir inébranlablement à leurs idées révolutionnaires marxistes-léninistes, ils se renforceront davantage dans leur lutte.

Si les marxistes-léninistes appliquent correctement et avec fermeté la théorie marxiste-léniniste, conformément aux conditions internationales actuelles et aux conditions nationales de chaque pays, s'ils ne cessent de renforcer leur unité internationaliste prolétarienne, dans une lutte impitoyable contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne de toutes tendances, ils surmonteront à coup sûr tous les obstacles, même les plus difficiles, qu'ils rencontreront sur leur voie. La correcte application du marxisme-léninisme et de ses principes immortels entraînera inéluctablement la destruction du capitalisme mondial et la victoire de la dictature du prolétariat, au moyen de laquelle la classe ouvrière construira le socialisme et ira vers le communisme.

II - LA THEORIE LENINISTE DE L'IMPERIALISME DEMEURE TOUJOURS ACTUELLE

Dans les conditions actuelles, alors que, sous prétexte que la situation a changé, les révisionnistes khrouchtchéviens, titistes, «eurocommunistes», chinois et les autres courants anti-marxistes s'attaquent à la cause de la révolution et de la libération des peuples, l'étude approfondie des œuvres de Lénine sur l'impérialisme revêt une importance primordiale.

Il nous faut revenir à ces œuvres et étudier à fond et avec minutie en particulier l'œuvre géniale de Lénine «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme». Une analyse attentive de cet ouvrage nous permettra aussi de voir comment les révisionnistes, et les dirigeants chinois entre autres, altèrent la pensée léniniste sur l'impérialisme, comment ils conçoivent les objectifs, la stratégie et les tactiques de celui-ci. Leurs écrits, leurs déclarations, leurs prises de position et leurs actes témoignent qu'ils considèrent la nature de l'impérialisme de manière tout à fait erronée, qu'ils la regardent à partir de positions contre-révolutionnaires et antimarxistes, comme le faisaient tous les partis de la II^e Internationale et leurs idéologues, Kautsky et C^{ie}, que Lénine a implacablement démasqués.

Une étude attentive de cette œuvre de Lénine, de son analyse et de ses conclusions géniales, fera apparaître que l'impérialisme conserve entièrement de nos jours les traits dont l'a défini Lénine, qu'il n'y a rien à changer à la définition léniniste de notre époque en tant qu'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes, et que la victoire de la révolution est inéluctable.

Comme on le sait. Lénine commence son analyse de l'impérialisme par **la concentration de la production, du capital et les monopoles**, qu'elle engendre. Aujourd'hui aussi, les phénomènes de la concentration et de la centralisation de la production et du capital ne peuvent être analysés correctement et scientifiquement que sur la base de l'analyse léniniste de l'impérialisme.

La caractéristique du capitalisme actuel est la concentration toujours accrue de la production et du capital, ce qui a conduit à la fusion des entreprises ou à l'absorption des plus faibles par les plus puissantes. Cette concentration a entraîné à son tour l'accumulation massive de la main-d'œuvre dans les grands trusts et consortiums. Ces entreprises ont concentré également dans leurs mains de grandes capacités productives, d'immenses ressources énergétiques et de matières premières. Aujourd'hui, les grandes entreprises capitalistes mettent aussi à profit l'énergie nucléaire et la technologie la plus avancée, dont elles ont fait leur apanage exclusif.

Ces organismes gigantesques ont un caractère national et international. Dans leur pays, ils ont ruiné la plupart des petits propriétaires et industriels, tandis que sur le plan international ils ont grandi pour devenir d'énormes trusts qui contrôlent des branches entières de l'industrie, de l'agriculture, du bâtiment, des transports, etc., de nombreux pays. Partout où les trusts ont planté leurs griffes, où la production est concentrée entre les mains d'une poignée de capitalistes milliardaires, on voit s'étendre

et s'accroître la tendance à la liquidation des petits patrons et industriels. Cette voie a conduit au renforcement des monopoles.

«Cette transformation de la concurrence en monopole, a dit Lénine, constitue l'un des phénomènes les plus importants — sinon le plus important — de l'économie du capitalisme moderne...». (V. Lénine. Œuvres, éd. alb., t. 22, p. 237.)

Evoquant ce trait de l'impérialisme, il ajoute que

«... la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme». (Ibid., p. 241.)

L'évolution du capitalisme dans les conditions actuelles confirme pleinement cette conclusion de Lénine. De nos jours, les monopoles sont devenus le phénomène le plus typique et le plus courant qui détermine la physionomie de l'impérialisme, son fondement économique. Dans les pays impérialistes, comme les Etats-Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Japon, la France, etc., la concentration de la production a pris des proportions inouïes.

C'est ainsi par exemple qu'en 1976, les 500 plus grosses sociétés américaines employaient près de 17 millions de personnes, représentant plus de 20 % de la force de travail occupée. Elles fournissaient 66 % des produits mis en vente. A l'époque où Lénine écrivit son oeuvre «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», dans le monde capitaliste existait une seule grande société américaine, la «United States Steel Corporation», qui disposait d'un actif évalué à plus d'un milliard de dollars, alors qu'en 1976, on comptait quelque 350 sociétés milliardaires. Le trust de la production automobile «General Motors Corporation», ce super-monopole, avait, en 1975, des capitaux propres se montant à plus de 22 milliards de dollars et exploitait une armée de près de 800.000 ouvriers. Après lui vient le monopole «Standard Oil of New Jersey», qui domine l'industrie américaine du pétrole et celle d'autres pays, et qui exploite plus de 700.000 ouvriers. Dans l'industrie automobile, trois grands monopoles mettent en vente plus de 90 % de la production de cette branche, et, dans l'industrie aéronautique et dans la sidérurgie, quatre très grandes sociétés fournissent 65 % et 47 % de la production respective de ces industries.

Les autres pays impérialistes également ont connu et connaissent ce même processus. En République fédérale d'Allemagne, 13 % du total des entreprises concentrent environ 50 % de la production et 40 % de la main-d'œuvre du pays. En Grande-Bretagne règnent une cinquantaine de grands monopoles. La corporation britannique de l'acier contrôle plus de 90 % de la production d'acier du pays. En France, deux sociétés ont concentré dans leurs mains les trois quarts de la production d'acier, quatre monopoles ont accaparé la production automobile, et quatre autres se partagent les produits pétroliers. Au Japon, dix grandes compagnies sidérurgiques produisent toute la fonte et plus des trois quarts de l'acier, alors que la métallurgie non-ferreuse est l'apanage de huit compagnies. Il en va de même dans d'autres branches et secteurs. [*Ces données sont tirées du «Monthly Bulletin of statistics» ; United Nations, 1977 ; du «Statistical Yearbook», 1976 ; de la revue américaine «Fortune», 1976, etc.*]

Les petites et moyennes entreprises qui subsistent dans ces pays, sont sous la dépendance directe des monopoles. Travaillant pour eux, elles en reçoivent des commandes, des crédits, des matières premières, de la technologie, etc. Elles en sont pratiquement devenues des appendices.

La concentration et la centralisation de la production et du capital, qui engendrent des monopoles géants à technologie diversifiée, constituent aujourd'hui un phénomène largement répandu. A l'intérieur de ces monopoles, de ces «conglomérats», opèrent des entreprises et des branches entières de la production industrielle, de la construction, des transports, du commerce, du secteur des services, de l'infrastructure, etc. Elles fabriquent des produits allant des jouets d'enfants aux missiles intercontinentaux.

La puissance économique des monopoles et la concentration du capital toujours croissant, font que les «petits», c'est-à-dire les entreprises non monopolisées, typiques dans le passé, ne sont pas seules à être victimes de la lutte concurrentielle, mais que des entreprises et groupes financiers importants sont aussi frappés. Durant ces deux dernières décennies, ce processus, en raison de l'avidité insatiable des monopoles, et aussi de l'exacerbation de la concurrence, a pris des proportions colossales. Aujourd'hui, dans le monde capitaliste, les fusions et les absorptions sont d'un ordre de grandeur de 7 à 10 fois plus élevé que dans les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale.

La fusion et l'union des entreprises industrielles, commerciales, agricoles et bancaires ont conduit à la création de nouvelles formes de monopoles, de grands complexes industriels et commerciaux ou industriels et agraires, formes appliquées largement non seulement dans les pays capitalistes occidentaux mais aussi en Union soviétique, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et dans d'autres pays révisionnistes. Dans le passé, les unions monopolistes effectuaient le transport et la vente de leurs produits avec l'aide d'autres firmes indépendantes, alors qu'aujourd'hui les monopoles ont concentré dans leurs mains aussi bien la fabrication que les transports et le marché de leurs produits.

Les monopoles, non contents de chercher à éliminer la concurrence dans les entreprises qu'ils regroupent, ont aussi étendu leurs tentacules pour accaparer toutes les ressources de matières premières, toutes les zones riches en minerais essentiels, comme le fer, le charbon, le cuivre, l'uranium, etc. Et ce processus se développe à la fois sur le plan national et international.

La concentration de la production et du capital a pris des dimensions colossales surtout après la Seconde Guerre mondiale, à la suite de l'extension et du développement du secteur du capitalisme monopoliste d'Etat.

Le capitalisme monopoliste d'Etat a pour trait la soumission de l'appareil d'Etat aux monopoles, leur domination complète dans la vie économique, politique et sociale du pays. Ainsi, l'Etat intervient directement dans l'économie à l'avantage de l'oligarchie financière, afin d'obtenir le maximum de profits pour la classe au pouvoir à travers l'exploitation de tous les travailleurs, et d'étouffer la révolution et les luttes de libération des peuples.

La propriété monopolistique d'Etat, en tant qu'élément fondamental le plus typique du capitalisme monopoliste d'Etat, représente non pas la propriété d'un capitaliste ou d'un groupe de capitalistes particuliers, mais la propriété de l'Etat capitaliste, la propriété de la classe bourgeoise au pouvoir. Dans divers pays impérialistes, le secteur capitaliste monopoliste d'Etat contrôle de 20 à 30 % de la production globale.

Le capitalisme monopoliste d'Etat, qui représente le plus haut degré de concentration de la production et du capital, est la forme principale de propriété qui domine aujourd'hui en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes. Ce capitalisme monopoliste d'Etat est au service de la nouvelle classe bourgeoise au pouvoir.

En Chine également, l'économie prend des formes typiques du capitalisme monopoliste d'Etat, à travers une série de réformes, telles que l'établissement du profit comme objectif principal de l'activité des entreprises, l'application des pratiques capitalistes d'organisation, de gestion et de rémunération, la création de régions économiques, de trusts et de complexes, qui ressemblent beaucoup à ceux de l'Union soviétique, de la Yougoslavie et du Japon, l'ouverture des portes au capital étranger, les liaisons directes des entreprises locales avec les monopoles étrangers, etc.

A l'heure actuelle, dans le monde capitaliste et révisionniste la concentration et la centralisation de la production et du capital ont été portées au niveau inter-étatique. C'est cette tendance qu'encouragent et mettent en œuvre pratiquement le Marché commun européen, le Comecon et autres, qui représentent l'union de monopoles des diverses puissances impérialistes.

Lénine, en son temps, analysant les formes des monopoles internationaux, traitait des cartels et des syndicats financiers. Dans les conditions actuelles, alors que la concentration de la production et du capital a pris de très grandes proportions, la bourgeoisie monopoliste a conçu de nouvelles formes d'exploitation des travailleurs. Telles sont les sociétés multinationales.

En apparence, ces sociétés tendent à donner l'impression qu'elles sont la propriété commune de capitalistes de plusieurs pays. En fait, les sociétés multinationales, par le capital dont elles disposent comme par le contrôle qu'elles exercent, appartiennent principalement à un pays, mais elles déploient leur activité dans plusieurs Etats. Elles s'agrandissent toujours plus, en absorbant de petites et grandes sociétés et firmes locales qui ne peuvent soutenir la concurrence sauvage.

Les sociétés multinationales ouvrent des filiales et étendent leurs entreprises dans les pays où la perspective du maximum de profits leur est le mieux assurée. La société américaine multinationale «Ford», par exemple, a implanté dans divers pays une vingtaine de grandes usines qui occupent 109.000 ouvriers de diverses nationalités.

Entre les sociétés multinationales et l'Etat bourgeois existent des liens étroits et une interdépendance fondés sur leur caractère de classe et d'exploitation. L'Etat capitaliste leur sert d'instrument pour réaliser leurs objectifs de domination et d'expansion, sur le plan national comme sur le plan international.

Certaines sociétés multinationales, prises séparément, par leur grand rôle économique et le poids qu'elles ont dans toute la vie de leurs pays, constituent une grande force économique qui atteint ou dépasse, dans bien des cas, le budget ou la production de plusieurs pays capitalistes développés pris ensemble. Une puissante société américaine multinationale, la «General Motors Corporation», dépasse par sa production industrielle celle des Pays-Bas, de la Belgique et de la Suisse, pris ensemble. Ces sociétés interviennent dans les pays où elles opèrent, pour s'assurer des avantages et des privilèges particuliers. C'est ainsi par exemple, qu'en 1975, les patrons de l'industrie électronique des Etats-Unis ont demandé au gouvernement du Mexique de modifier son Code du travail, qui prévoyait certaines mesures de protection, faute de quoi ils transféreraient leur industrie au Costa-Rica, et, pour faire pression sur ce gouvernement, ils ont fermé plusieurs usines qui employaient près de 12.000 ouvriers mexicains.

Les sociétés multinationales sont des leviers de l'impérialisme et l'une des formes principales de son expansion. Elles sont les piliers du néo-colonialisme et elles empiètent sur la souveraineté nationale et l'indépendance des pays où elles opèrent. Pour frayer la voie à leur domination, ces sociétés ne reculent devant aucun crime, depuis l'organisation de complots et la désagrégation de l'économie jusqu'à la simple corruption de hauts fonctionnaires, de dirigeants politiques et syndicaux, et autres. Le scandale Lockheed l'a clairement démontré.

Nombre de sociétés multinationales se sont implantées aussi dans les pays révisionnistes et elles y déploient leur activité. *[En Union soviétique se sont implantées ou ont leurs bureaux 17 sociétés américaines multinationales, 18 japonaises, 13 ouest-allemandes, 20 françaises, 7 italiennes, etc. En Pologne opèrent plus de 30 sociétés multinationales, dont 10 américaines, 6 ouest-allemandes, 6 anglaises, 3 japonaises, etc. En Roumanie on en compte 32, en Hongrie 31, en Tchécoslovaquie 30, et il en va de même dans les autres pays révisionnistes. (Ces données sont tirées du livre «Vodka-Kola», de Karl Levinson, 1977, pp. 79-82).]* Elles ont commencé à pénétrer aussi en Chine.

La concentration et la centralisation de la production et du capital, qui caractérisent actuellement le monde capitaliste et qui ont conduit à une forte socialisation de la production, n'ont nullement modifié la nature exploiteuse de l'impérialisme. Au contraire, elles ont accru et intensifié l'oppression et la paupérisation des travailleurs. Ces phénomènes démontrent irréfutablement le bien-fondé de la thèse de Lénine, selon laquelle dans les conditions de la concentration de la production et du capital, sous l'impérialisme.

«on assiste à un progrès immense de la socialisation de la production», mais néanmoins «... l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 22. p. 247.)

Les monopoles et les sociétés multinationales demeurent de grands ennemis du prolétariat et des peuples.

L'intensification du processus de concentration de la production et du capital qui se développe à notre époque a exacerbé la contradiction fondamentale du capitalisme, celle entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation, ainsi que toutes les autres contradictions. Aujourd'hui comme par le passé, les revenus et surprofits énormes réalisés à travers l'exploitation féroce des ouvriers sont accaparés par une poignée de magnats capitalistes. Les moyens de production dont sont dotées les branches regroupées de l'industrie, sont aussi la propriété privée des capitalistes, alors que la classe ouvrière reste l'esclave de ces détenteurs des moyens de production, et sa force de travail, une marchandise. A présent, les grandes entreprises capitalistes n'exploitent plus des dizaines ou des centaines d'ouvriers, mais des centaines de milliers. Du fait de la féroce exploitation capitaliste de cette grande armée d'ouvriers, la plus-value soutirée par les grandes sociétés américaines, rien que pour l'année 1976, se montait à plus de 100 milliards de dollars en regard de 44 milliards en 1960.

Lénine a démasqué les opportunistes de la II^e Internationale, qui professaient que les contradictions antagonistes du capitalisme pouvaient être liquidées du fait même de l'apparition des monopoles et de leur développement. Il a démontré scientifiquement que les monopoles, en tant que porteurs de l'oppression, de l'exploitation et de l'appropriation privée des fruits du travail, aggravent encore les contradictions du capitalisme. C'est sur la domination des monopoles que repose la superstructure du régime capitaliste. Cette superstructure défend et représente, sur le plan national comme sur le plan international, les intérêts rapaces des monopoles. Ce sont les monopoles qui dictent la politique intérieure et extérieure, la politique économique, sociale, militaire, etc.

La réalité actuelle de la concentration de la production et du capital réfute, elle aussi, les thèses des chefs de file réactionnaires de la social-démocratie, des révisionnistes modernes et des opportunistes de tout acabit, selon lesquelles les trusts, la propriété du capitalisme monopoliste d'Etat, etc., peuvent «se transformer» pacifiquement en économie socialiste, et que le capitalisme monopoliste actuel «s'intégrerait» soi-disant graduellement dans le socialisme.

La concentration de la production et du capital, indique Lénine, sert aussi de base à l'accroissement de la concentration du capital-argent, à son accumulation aux mains des grandes banques, à l'apparition et au développement du capital financier. Dans la voie de l'évolution du capitalisme, le développement des monopoles s'accompagne de l'essor des banques, qui drainent le capital-argent des monopoles et des trusts, de même que des petits producteurs ou des petits épargnants. Ainsi les banques deviennent les détentrices des principaux moyens financiers dont disposent les capitalistes et sont au service de ces derniers.

Le même processus qui s'est accompli pour la liquidation des petites entreprises par les grandes, par les cartels et les monopoles, s'est renouvelé pour la liquidation successive des petites banques. Ainsi, tout comme les grandes entreprises ont constitué les monopoles, les grandes banques ont formé leurs consortiums bancaires. Durant ces deux dernières décennies, ce phénomène a pris des proportions énormes et il se poursuit aujourd'hui encore à des rythmes très élevés. Le trait distinctif des fusions et des absorptions actuelles c'est qu'elles ont porté non seulement sur les petites banques, mais aussi sur les banques moyenne et relativement grandes. Ce phénomène s'explique par l'exacerbation des contradictions de la reproduction capitaliste, par l'extension de la lutte concurrentielle et la grave crise du système financier et monétaire du monde capitaliste.

Aux Etats-Unis d'Amérique règnent 26 grands groupes financiers. Le plus important d'entre eux, le groupe Morgan, contrôle 20 grandes banques, des sociétés d'assurance, etc., et dispose d'actifs atteignant 90 milliards de dollars.

Le degré de concentration et de centralisation du capital bancaire est aussi très élevé dans les autres principaux pays capitalistes. En Allemagne fédérale, sur 70 grandes banques, trois possèdent à elles seules 58 % de la totalité des actifs bancaires. En Grande-Bretagne, toute l'activité des banques est contrôlée par quatre grands établissements, connus comme les «Big Four». Le niveau de concentration du capital bancaire est également très élevé au Japon et en France.

Lénine a démontré qu'il se produit une interpénétration du capital bancaire et du capital industriel. Au début, les banques s'intéressent au sort des crédits qu'elles accordent aux industriels. Elles s'entremettent afin que les industriels qui reçoivent d'elles des crédits s'entendent et ne se concurrencent pas entre eux, car cela les léserait elles-mêmes. C'est là la première forme d'interpénétration du capital bancaire et du capital industriel. Avec la concentration croissante de la production et du capital-argent, les banques deviennent des investisseurs directs dans les entreprises productives, en organisant des sociétés communes par actions. C'est ainsi que le capital bancaire pénètre dans l'industrie, la construction, l'agriculture, les transports, dans la sphère de la circulation et partout ailleurs. De leur côté, les entreprises achètent de nombreuses actions des banques et deviennent leurs associées. Actuellement, les dirigeants des banques et des entreprises monopoleuses font conjointement partie des conseils d'administration des unes et des autres, créant ainsi ce que Lénine appelait «union personnelle». Le capital financier engendré par ce processus, renferme en soi, toutes les formes du capital : capital industriel, capital-argent et capital-marchandise. Lénine, caractérisant ce processus, a dit :

«La concentration de la production, avec, comme conséquence, les monopoles, la fusion ou l'interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 22, p. 273.)

Bien que le capital financier, après la Seconde Guerre mondiale, se soit accru et ait subi des modifications dans sa structure, il n'en a pas moins gardé ses objectifs de toujours : s'assurer le maximum de profits à travers l'exploitation des larges masses travailleuses, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. C'est ce rôle que jouent aussi les sociétés d'assurance, dont le nombre a sensiblement augmenté ces dernières années dans les principaux pays capitalistes, et qui sont devenues de véritables concurrentes des banques. Aux Etats-Unis par exemple, alors que les actifs des banques se sont accrus, de 1950 à 1970, de trois fois et demie, ceux des sociétés d'assurance, pour la même période, ont augmenté de six fois et demie.

Grâce aux capitaux qu'elles accumulent en spoliant le peuple, ces sociétés en sont venues à accorder aux monopoles des crédits très importants, qui se montent à des centaines de millions de dollars. De cette manière, les sociétés d'assurance fusionnent et s'entrelacent avec les monopoles industriels et bancaires, devenant elles-mêmes une partie organique du capital financier.

Poussée par son avidité insatiable de profits, la bourgeoisie monopoliste transforme en capital toute source de moyens monétaires provisoirement disponibles, comme les cotisations des travailleurs au titre de la retraite, les épargnes de la population, etc.

Le capital financier concentré s'assure des revenus extrêmement importants des profits provenant non seulement de l'absorption des liquidités des grosses entreprises, des petits industriels, etc., etc., mais aussi de l'émission de valeurs et d'emprunts qu'il pratique. Comme pour les dépôts d'épargne, les banques accordent pour ces sommes un bas taux d'intérêt aux prêteurs, mais elles tirent de ces opérations d'immenses profits, grâce auxquels elles accroissent leur capital, augmentent les investissements, qui, à leur tour, assurent naturellement au capital financier de nouveaux profits continus. Le capital financier fait de plus gros investissements dans l'industrie, mais il a étendu aussi

son réseau de spéculation sur d'autres richesses, — la terre, les chemins de fer et d'autres branches et secteurs.

Les banques sont effectivement en mesure d'accorder les crédits considérables qu'exigent le haut niveau de concentration de la production et la domination des monopoles. Les grandes unions monopolistes se voient ainsi créer des conditions favorables pour exploiter plus féroce­ment les masses travailleuses à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, pour s'assurer le maximum de profits.

A la suite de la restauration du capitalisme en Union soviétique et dans d'autres pays révisionnistes, les banques ont revêtu là-bas tous les traits caractéristiques des monopoles. Dans ces pays comme dans tous les autres pays capitalistes, elles servent l'exploitation des larges masses travailleuses, au dedans comme au dehors.

Dans les pays capitalistes et révisionnistes, ces dernières années, la vente à crédit des objets de consommation courante et surtout des biens durables, s'est accrue sensiblement. L'octroi de ces crédits assure à la bourgeoisie des marchés pour la vente des marchandises, aux capitalistes des profits énormes à travers les taux d'intérêt élevés, et les débiteurs se voient ainsi livrés pieds et poings liés à leurs créanciers et aux firmes capitalistes.

A l'époque actuelle, les dettes et autres formes d'obligations des travailleurs à l'égard des banques et des établissements de crédit ont énormément augmenté. Rien qu'aux Etats-Unis, l'endettement de la population au titre de ce type de crédits avait atteint en 1976 167 milliards de dollars contre 6 milliards en 1945, alors qu'en République fédérale allemande l'endettement de la population dépassait 46 milliards de marks.

La concentration et la centralisation accrues du capital bancaire ont eu pour effet d'accentuer la domination économique et politique de l'oligarchie financière et d'amener celle-ci à recourir à une série de formes et de méthodes d'action qui tendent à aggraver le joug économique, la paupérisation et la misère des larges masses travailleuses.

Le développement du capital financier a permis à une poignée de capitalistes industriels et de puissants banquiers de concentrer entre leurs mains non seulement de très grandes richesses mais aussi un véritable pouvoir économique et politique, qui agit sur toute la vie du pays. Ces hommes tout-puissants sont à la tête des monopoles et des banques et constituent ce qu'on appelle l'oligarchie financière. Invoquant le fait que les grandes sociétés sont devenues aujourd'hui des sociétés par actions et que quelque ouvrier peut aussi disposer d'un petit nombre d'actions à titre symbolique, les apologistes du capitalisme s'efforcent de démontrer que celui-ci aurait soi-disant perdu actuellement le caractère privé qu'il avait à l'époque où Marx écrivit «le Capital», ou lorsque Lénine fit l'analyse de l'impérialisme, et qu'il serait devenu populaire. Mais ce n'est là qu'une fable. Aujourd'hui comme par le passé, dans les pays impérialistes dominant de puissants groupes industriels et financiers privés. Rockefeller, Morgan, Dupont, Mellon. Ford, le groupe de Chicago, ceux du Texas et de Californie et autres, aux Etats-Unis ; les groupes financiers Rothschild, Bering, Samuel, etc., en Angleterre ; Krupp, Siemens, Mannesmann, Thyssen, Gerling et autres, en Allemagne occidentale; les groupes Fiat, Alfa Romeo, Montedison, Olivetti et autres, en Italie; les deux cents familles en France, et ainsi de suite.

L'oligarchie financière, en tant que détentrice du capital industriel et financier, a assuré sa domination économique et politique sur toute la vie du pays. Elle a même soumis à ses intérêts l'appareil d'Etat, devenu un instrument entre les mains de la ploutocratie financière. L'oligarchie financière destitue et nomme les gouvernements, dicte la politique intérieure et extérieure. Dans la vie intérieure, elle est liée aux forces réactionnaires, à toutes les institutions politiques, idéologiques, éducatives et culturelles, qui défendent son pouvoir politique et économique, alors qu'en politique extérieure, elle défend et soutient toutes les forces conservatrices et réactionnaires qui appuient l'expansion monopoliste et lui ouvrent la voie, qui luttent pour le maintien et la consolidation du capitalisme.

Afin d'assurer sa propre domination, l'oligarchie financière ne recule devant aucun moyen et elle instaure la réaction politique dans tous les domaines.

«... le capital financier, disait Lénine, vise à l'hégémonie et non à la liberté». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 23, p. 124.)

La situation actuelle prouve que l'oppression exercée par la bourgeoisie monopoliste s'est partout intensifiée. Sur cette base, s'accroît la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans le même temps, l'expansion économique et financière, accompagnée de l'expansion politique et militaire, a exacerbé les contradictions qui opposent les peuples à l'impérialisme, ainsi que les contradictions entre les puissances impérialistes elles-mêmes. L'actuelle propagande révisionniste chinoise ignore cette réalité objective incontestable.

Aujourd'hui, la concentration et la centralisation des capitaux bancaires s'observent non seulement dans le cadre d'un pays, mais aussi au niveau de plusieurs pays capitalistes, ou capitalistes et révisionnistes. C'est là la fonction des banques mixtes du Marché commun européen, ou de la «Banque internationale pour la coopération économique» ainsi que celle de la «Banque des investissements» du Comecon. De même, les unions de banques ouest-allemandes-polonaises, anglo-roumaines, franco-roumaines, anglo-hongroises, ou les consortiums bancaires américano-yougoslaves, anglo-yougoslaves, etc., constituent des unions bancaires de type capitaliste. L'Union soviétique a ouvert dans plusieurs pays capitalistes de nombreuses banques, qui sont devenues les concurrentes et les partenaires des banques capitalistes partout où elles se sont établies, notamment à Zurich, à Londres, à Paris, ainsi qu'en Afrique, en Amérique latine et ailleurs.

La Chine aussi est entraînée toujours plus dans le tourbillon de ce processus d'intégration bancaire capitaliste. Outre les banques qu'elle possède à Hong-Kong, Macao et Singapour, elle en créera aussi demain au Japon, en Amérique et ailleurs. Dans le même temps, elle permet aux banques des puissances impérialistes de pénétrer chez elle. [*D'après la presse chinoise, la Banque internationale accordera à la Chine un prêt de 2,4 milliards de dollars pour les années financières 1984-1985 (Voir : Beijing Information, n° 24, 13 juin 1983, p. 15).*]

Lénine soulignait que le capitalisme actuel se caractérise par l'exportation des capitaux. De nos jours, ce trait économique de l'impérialisme s'est développé et accentué encore plus. Aujourd'hui, les plus gros exportateurs de capitaux dans le monde sont les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, l'Union soviétique, la République fédérale d'Allemagne, l'Angleterre et la France.

Pendant une certaine période, les exportations de capitaux étaient le fait des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, dont l'industrie développée drainait les richesses du sol et du sous-sol des colonies. Plus tard, la guerre, les crises, ont eu pour effet l'affaiblissement économique de certaines puissances impérialistes comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne, et l'enrichissement de l'impérialisme américain, devenu une superpuissance. Dans la situation créée après la Seconde Guerre mondiale, les capitaux américains ont déferlé dans le monde aux dépens des autres puissances capitalistes.

Les capitaux américains sont exportés aujourd'hui dans tous les pays, y compris dans les pays industrialisés, sous forme d'investissements, de crédits, de prêts, de participation aux sociétés mixtes ou à travers la création de grandes compagnies industrielles. L'impérialisme américain, le capital monopoliste, investit dans les pays peu développés et pauvres parce que les coûts de production y sont bas, et le degré d'exploitation des travailleurs élevé. Il le fait pour s'assurer des matières premières, accaparer des marchés et y vendre ses produits industriels.

Le développement des pays capitalistes, on le sait, se réalise de façon inégale ; aussi les grands monopoles et sociétés des Etats-Unis et des autres pays exportent-ils des capitaux justement dans les pays dont le développement économique exige des investissements et de la technologie.

Les capitaux investis assurent aux trusts et aux monopoles financiers des profits fabuleux, parce que dans les pays pauvres, peu développés, la terre est très bon marché et qu'on peut acheter à vil prix de vastes superficies avec toutes les richesses qu'elles offrent. La main-d'œuvre est également bon marché, parce que les gens, sous-alimentés, sont obligés de travailler à de très bas salaires. D'après des calculs des impérialistes eux-mêmes, pour chaque dollar investi dans ces pays les puissances impérialistes s'assurent un profit de 5 dollars.

Selon des données officielles américaines, rien que pour la période 1971-1975 les investissements directs des Etats-Unis d'Amérique dans les Etats nouvellement fondés se sont montés à un total de 6 milliards et demi de dollars, alors que les profits qu'ils ont prélevés au cours de cette même période dans ces pays ont atteint près de 30 milliards de dollars. [*La revue américaine Survey of Business*, p. 44, août 1976.]

Afin de masquer leur exportation de capitaux, les puissances impérialistes pratiquent également l'octroi de crédits. A travers ces prétendus crédits ou aides, les grands trusts capitalistes et les Etats auxquels ils appartiennent, exercent de fortes pressions sur les Etats et les peuples qui les acceptent, et ils les maintiennent sous leur coupe. L'aide ou les crédits accordés aux pays peu développés proviennent du pillage des richesses de ces pays mêmes et de l'exploitation des masses travailleuses des pays développés. Dans les pays peu développés ces aides et crédits ne sont d'ailleurs octroyés qu'aux riches. En d'autres termes, les grands monopoles américains, par exemple, s'engraissent de la sueur du peuple américain et des autres peuples et les capitaux qu'ils exportent ou les crédits qu'ils accordent représentent justement la sueur et le sang de ces peuples. D'autre part, ces crédits que les grands monopoles octroient aux pays du soi-disant tiers monde, profitent en fait aux classes féodalo-bourgeoises qui y dominent.

Les crédits que reçoivent les Etats nouvellement créés sont des maillons de la chaîne impérialiste attachée au cou de leurs peuples. Comme le révèlent les statistiques, l'endettement de ces pays double tous les cinq ans. Au lieu de quelque huit milliards et demi de dollars auxquels il se montait en 1955, l'endettement des pays peu développés à l'égard des puissances impérialistes a dépassé, en 1977, 150 milliards de dollars.

Le capitalisme mondial a développé la technique et la technologie dans son propre intérêt, pour multiplier ses profits à travers la découverte des ressources du sous-sol, la mise sur pied d'une agriculture intensive, etc. Toute cette technologie, la révolution technique et scientifique elle-même et les nouvelles méthodes d'exploitation économique profitent à l'impérialisme, aux monopoles capitalistes et non pas aux peuples. Le capitalisme ne peut jamais faire d'investissements dans d'autres pays, consentir de prêts, exporter de capitaux, sans calculer d'abord les profits qu'il en tirera pour lui-même.

Les monopoles et les grandes banques, qui ont étendu leur toile d'araignée sur le monde capitaliste et révisionniste, n'accordent de crédits que s'ils disposent de données concrètes sur les revenus qu'ils peuvent tirer, par exemple de l'exploitation d'une mine, de terres, de l'extraction de pétrole ou d'eau dans un désert.

Il existe aussi d'autres formes d'octroi de crédits pratiquées à l'égard des pays pseudo-socialistes, qui cherchent à masquer la voie capitaliste dans laquelle ils se sont engagés. Ces crédits, d'un montant très élevé, sont octroyés sous forme de crédit commercial et les bénéficiaires sont naturellement tenus de les rembourser dans des délais relativement brefs. Ils sont accordés conjointement par plusieurs Etats capitalistes, qui ont préalablement bien calculé les avantages économiques, mais aussi politiques, qu'ils tireront de l'Etat qui les reçoit en tenant compte tout à la fois de son potentiel économique et de sa solvabilité. En aucun cas les capitalistes n'accordent de crédits pour construire le socialisme. S'ils le font, c'est plutôt pour le détruire. Aussi un véritable pays socialiste n'accepte-t-il jamais de crédits, sous quelque forme que ce soit; d'un pays capitaliste, bourgeois et révisionniste.

Tout comme les révisionnistes khrouchtchéviens soviétiques, les révisionnistes chinois recourent à de nombreux slogans, à de multiples citations, ils formulent un tas de phrases qui sonnent «léninistes», «révolutionnaires», alors qu'en fait leur action est réactionnaire, contre-révolutionnaire. Les dirigeants chinois cherchent aussi à présenter les choses comme si leurs attitudes opportunistes envers les pays impérialistes et les relations qu'ils entretiennent avec eux, sont dans l'intérêt du socialisme. Ces révisionnistes camouflent ainsi la réalité expressément pour maintenir les masses du prolétariat et du peuple dans l'obscurité afin que leur mécontentement ne puisse se muer en une force qui accomplira la révolution.

Prenons par exemple la question de l'édification économique du pays, du développement de l'économie socialiste par ses propres forces. Ce principe est juste. Tout Etat indépendant, souverain et socialiste doit mobiliser le peuple entier et définir correctement sa politique économique, prendre toutes les mesures pour l'exploitation judicieuse et aussi rationnelle que possible de toutes les richesses du pays, gérer ces richesses avec parcimonie, les accroître dans l'intérêt de son peuple et empêcher les autres de les lui ravir. C'est là pour tout pays socialiste une orientation fondamentale, tandis que l'aide de l'extérieur, l'aide prêtée par d'autres pays socialistes, n'est qu'accessoire.

Les crédits qu'un pays socialiste accorde à un autre pays socialiste ont un caractère tout à fait différent. Ces crédits constituent une aide internationaliste, sans intérêt. L'aide internationaliste n'engendre jamais le capitalisme, elle n'appauvrit pas les masses populaires, au contraire, elle stimule le développement de l'industrie et de l'agriculture, elle concourt à leur harmonisation, elle favorise l'élévation du niveau de vie des masses travailleuses, le renforcement du socialisme.

Avant tout, les Etats socialistes économiquement développés ont pour devoir d'aider les autres pays socialistes. Cela ne veut pas dire qu'un pays socialiste ne doive pas entretenir aussi des rapports avec d'autres pays, non socialistes. Mais il faut que ce soient des rapports économiques fondés sur l'intérêt réciproque et qu'en aucune manière ils ne mettent l'économie d'un pays socialiste ou d'un autre pays, non socialiste, sous la dépendance de pays plus puissants. Si ces rapports entre Etats sont fondés sur l'exploitation des Etats petits et économiquement faibles par les grands et puissants Etats, alors une telle «aide» doit être rejetée, parce qu'elle est asservissante.

Lénine dit que le capital financier a, au vrai sens du terme, étendu ses filets sur tous les pays du monde. Les monopoles, les cartels et les syndicats financiers des capitalistes œuvrent de manière systématique, ils mettent d'abord la main sur le marché intérieur, l'industrie, l'agriculture du pays, ils asservissent la classe ouvrière et les autres travailleurs, tirent des surprofits et se créent ensuite de grandes possibilités pour accaparer des marchés dans le monde entier. En ce domaine, le capital financier joue un rôle direct.

Aujourd'hui on constate, et cela en parfaite conformité avec les enseignements de Lénine sur l'impérialisme en tant que stade ultime du capitalisme, que les deux superpuissances — l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique — luttent pour le partage du monde, pour la conquête des marchés. La question du pétrole, par exemple, qui est devenue très aiguë dans le monde entier, est, au premier chef, le domaine des grandes sociétés monopoleuses américaines, mais aussi d'autres sociétés pétrolières, britanniques, hollandaises, etc. Les Américains manœuvrent sur la question du pétrole pour s'assurer le monopole de cette industrie. Ils ont investi de gros capitaux et implanté de très importants équipements techniques dans les pays pétroliers comme l'Arabie Saoudite, l'Iran et autres, ils y ont mis sous leur coupe les cliques dominantes en corrompant, avec force dollars, rois, sheiks et imams. La ploutocratie financière permet aux gouvernants des pays pétroliers de faire des investissements aux Etats-Unis, en Angleterre et ailleurs, en acquérant même des actions de diverses sociétés monopoleuses, des usines, des hôtels de luxe, etc.

L'Arabie Saoudite, par exemple, bien qu'on y extraie 420 millions de tonnes de pétrole par an, est un pays semi-féodal où sévissent la misère et l'obscurantisme. Cependant que les masses travailleuses vivent dans la pauvreté, le roi et la classe des grands propriétaires fonciers ont déposé dans les seules

banques de Wall Street plus de 40 milliards de dollars. La même situation existe au Kuwait, dans les Emirats arabes unis, etc. Ces cliques font aux puissances impérialistes toutes les concessions pour leur permettre de piller les richesses des peuples des pays où elles règnent, afin de recueillir pour elles-mêmes une part des profits.

Les investissements faits par les pays producteurs de pétrole et qui appartiennent aux cliques dominantes, constituent une union, naturellement à une échelle très réduite, du capital de ces cliques avec le capital américain ou anglais. A première vue, il semble que les cliques dominantes des pays producteurs de pétrole, sont, d'une certaine manière, associées dans ces investissements à l'impérialisme américain, anglais ou français et qu'elles influent sur leur économie. En réalité, il se produit tout le contraire. Les profits des impérialistes américains et ceux des autres impérialistes sont extrêmement élevés par rapport à ceux que recueillent ces cliques. C'est là un trait caractéristique du néo-colonialisme actuel, qui, pour pouvoir exploiter au maximum les richesses de certains pays, fait aussi quelques concessions mesurées aux groupes dominants bourgeois-capitalistes, féodaux, mais assurément pas à ses dépens. Cet exemple confirme la justesse de la thèse de Lénine, selon laquelle les intérêts de la bourgeoisie des divers pays ainsi que ceux des monopoles privés peuvent très facilement s'imbriquer avec ceux des monopoles d'Etat. Les grands monopoles peuvent aussi s'allier à des monopoles moins puissants, mais qui ont la haute main sur de grandes richesses, surtout du sous-sol, mines de fer, de chrome, de cuivre, d'uranium, etc.

Les prêts, crédits et aides gouvernementaux constituent aujourd'hui une forme très répandue d'exportation des capitaux. C'est ce genre d'exportation que pratiquent en particulier l'Union soviétique et les autres pays révisionnistes.

Outre les profits capitalistes qu'ils procurent à ceux qui les accordent, ces crédits, ces «aides» et ces prêts ont aussi des objectifs politiques. Les Etats qui octroient des crédits visent à soutenir et à consolider le pouvoir politique et économique des cliques déterminées, qui défendent les intérêts économiques, politiques, militaires du pays dont ils les reçoivent. Etant conclus au niveau des Etats, les accords sur ce genre de crédits accentuent davantage la dépendance économique et politique de l'emprunteur à l'égard du prêteur. Le «plan Marshall», qui devint, après la Seconde Guerre mondiale, la base économique de l'expansion politique et militaire des Etats-Unis d'Amérique dans les pays d'Europe occidentale, constitue un exemple classique de cette forme d'exportation de capitaux. Les prétendues aides que les révisionnistes soviétiques prêtent, entre autres, à des pays comme l'Inde et l'Irak, soi-disant pour le développement de leur économie et la création du secteur étatique de l'industrie, sont de la même nature.

Actuellement, l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et le capitalisme des pays industrialisés ont atteint un tel degré de développement que les profits qu'ils tirent de l'accumulation des capitaux se sont accrus à l'extrême. L'accumulation de capitaux engendre de gros bénéfices qui finissent dans les poches des monopolistes, de l'oligarchie financière, lesquels, loin de mettre ces revenus au service du peuple travailleur, pauvre et malheureux, les exportent dans les pays d'où ils peuvent tirer d'encore plus grands profits. Ces pays sont ceux que la Chine appelle le «tiers monde». Mais des investissements de ce genre sont faits aussi dans les pays capitalistes développés.

Nombre d'ouvrages ont été écrits sur le processus de pénétration des capitaux américains en Europe et sur ses visées politiques et économiques. Le livre de l'auteur américain Geoffrey Owen nous en donne un clair tableau. Au début du chapitre sur «les Sociétés internationales», il indique que l'accroissement des investissements américains à l'étranger a obéi à la conception selon laquelle les firmes américaines constituent non pas des sociétés ayant des intérêts outre-mer, mais des sociétés internationales qui ont leur siège aux Etats-Unis d'Amérique. En d'autres termes, les grandes firmes américaines ne pensent pas seulement à s'étendre sur tout leur pays et à couvrir les besoins de l'industrie et de leurs clients à l'intérieur des Etats-Unis, mais encore à jeter leurs filets sur les pays étrangers. Ces sociétés investissent leurs «capitaux excédentaires» dans d'autres pays pour tirer de plus grands profits. Près de la moitié des bénéfices de trusts géants comme la «Socony Mobil» la «Standard Oil of New Jersey»,

etc., proviennent du pillage et de l'exploitation des pays étrangers. Quelque 500 compagnies s'assurent chaque année à l'étranger environ 10 milliards de dollars de profits. On compte plus de 3000 entreprises de ce genre qui ont fait des investissements dans des pays étrangers. Ainsi les formules et les termes «société multinationale» ou «capitalisme international» sont passés dans le langage courant et ont été adoptés dans le journalisme et dans les opérations bancaires.

Geoffrey Owen indique qu'en 1929 plus de 1 300 sociétés européennes appartenaient aux firmes américaines ou étaient contrôlées par ces dernières. C'était alors la première étape de l'offensive américaine en direction de l'industrie européenne. La pression de la Seconde Guerre mondiale, alors en préparation, arrêta temporairement l'invasion des capitaux américains. De 1929 à 1946, la valeur des investissements directs des sociétés américaines dans les autres pays du monde a baissé de 7,5 milliards de dollars à 7,2 milliards. Mais, après la Seconde Guerre mondiale, en 1950, le montant des investissements américains à l'étranger s'était élevé à 11,2 milliards, dont la moitié était concentrée dans les pays d'Amérique latine et au Canada. En Amérique latine, les investissements américains visaient à la mise en valeur de matières premières, comme le pétrole, le cuivre, le minerai de fer, les bauxites, à l'exploitation des bananes et d'autres produits agricoles. Au Canada, ces investissements portèrent de préférence sur les mines et le pétrole, et ils se développaient sur une grande échelle à cause de la proximité de ce pays et d'autres conditions qui y facilitaient la pénétration de capitaux.

Dans les années 50, l'Europe aussi devint un important terrain pour les investissements américains. Sur ce continent ces investissements s'étendirent rapidement aux communications, aux productions en grande série, aux équipements complexes. Et, dans le même temps, affluèrent les marchandises et les produits américains.

L'auteur précité souligne que la situation créée après la Seconde Guerre mondiale sur les marchés capitalistes donna une impulsion encore plus grande aux investissements américains. Voici des données sur l'accroissement de ces investissements à l'étranger : en 1946, leur total s'élevait à 7,2 milliards de dollars, puis ils commencent à monter pour atteindre en 1950 11,2 milliards, en 1964 44,3 milliards et, en 1978, plus de 60 milliards de dollars.

En étendant constamment leurs opérations à l'échelle mondiale, les sociétés américaines ont durci leur concurrence avec leurs rivales de chaque pays, et rendu la domination des géants américains encore plus redoutable. Ce problème devient particulièrement aigu dans les pays peu développés où les sociétés américaines dominent les branches clés de l'industrie et exercent une influence prépondérante [*En français dans le texte.*] sur les économies nationales. En d'autres termes, ces sociétés américaines géantes ont la haute main sur l'économie et le gouvernement de ces pays, et ce sont elles, en fait, qui les dirigent.

On connaît la longue lutte menée entre les sociétés pétrolières américaines et le gouvernement mexicain, lutte qui prit fin en 1938 par l'échec de la politique d'opposition du gouvernement mexicain. C'est la même issue que connut le conflit entre le monopole anglais du pétrole et le gouvernement iranien, qui se termina par la destitution de Mossadegh. Les conflits de ce genre sont très fréquents, épuisants pour les Etats moins développés et se terminent à l'avantage des grands trusts américains.

Les grandes compagnies pétrolières opèrent à l'échelle mondiale. C'est devenu pour elles une pratique courante et nécessaire que de contrôler entièrement tous les capitaux et la production de cette branche dans les pays où elles ont investi, de contrôler les gouvernements, etc., faute de quoi, il leur est difficile de coordonner leurs activités à l'échelle mondiale. Voilà pourquoi les grandes compagnies étrangères contrecarrent les tentatives des capitalistes locaux pour obtenir une plus grande part de profits que celle que leur accordent les investisseurs des Etats-Unis ou des autres pays impérialistes.

Les sociétés américaines en Europe, au Canada, en Asie, en Afrique et ailleurs, ont créé une situation qui leur permet de contrôler pratiquement les économies de plusieurs pays. Les gouvernements de ces pays ont grand peur des Etats-Unis, qui ont assumé en Europe le leadership en matière économique

comme en matière militaire. C'est pourquoi les pays capitalistes industrialisés d'Europe s'efforcent d'endiguer l'invasion des capitaux américains qui y ont afflué et y affluent toujours plus.

La direction chinoise prétend que les Etats européens, industrialisés depuis le XIX^e siècle, accroissent leurs investissements aux Etats-Unis d'Amérique. Mais l'on sait que les investissements de capitaux européens aux Etats-Unis se font principalement sous forme de valeurs, d'actions, d'obligations, de dépôts, etc., alors que les investissements américains en Europe se sont assurés des positions dominantes dans les branches les plus importantes de l'économie européenne.

Cherchant à justifier l'accroissement des investissements américains, Geoffrey Owen prétend que les pays européens souhaitent et s'efforcent de développer leurs industries sur des bases scientifiques, notamment celles de l'électronique et des ordinateurs. Ces industries contribuent dans une certaine mesure au progrès technique, à l'accroissement des exportations et en général au développement économique de ces pays. Mais les sociétés américaines sont plus avancées que leurs rivales européennes en ces domaines, et elles contrôlent ce progrès technique en fonction de leurs intérêts.

En matière d'ordinateurs, par exemple, les sociétés européennes concernées se sont étroitement unies pour faire face à la concurrence de la firme américaine «International Business Machine» (I.B.M.), qui contrôle plus de 70 % du marché américain et une encore plus grande partie du marché mondial.

De même, les grandes sociétés américaines ont tendance à s'associer aux entreprises locales. Pour masquer l'exploitation à laquelle elles se livrent, nombre de firmes évitent d'avoir des filiales à cent pour cent et créent des sociétés à investissements mixtes dans le rapport de 49 et 51 % ou moitié moitié. C'est ainsi que les Américains ont agi au Japon, c'est ainsi qu'ils ont agi également en Yougoslavie, bien que ce pays cherche à donner l'impression qu'il construit le socialisme par ses propres moyens, alors qu'en réalité les titistes ont, économiquement, livré le pays aux Etats-Unis d'Amérique et aux grandes firmes des pays industrialisés développés bridant aussi par là sa liberté et son indépendance.

Nombre de grandes sociétés américaines comme la «General Motors», «Ford», «Chrysler», «General Electric» etc., ont tendance à s'assurer effectivement la possession à cent pour cent de leurs filiales à l'étranger. Néanmoins; selon Owen, ces filiales n'oublient pas le problème de la nationalisation, et leur réponse est qu'«il ne s'agit pas pour nous de former des sociétés à investisseurs locaux, mais d'encourager la propriété internationale des actions des sociétés mères». C'est là la conception de «l'Internationale» du capitalisme, dont la «General Motors» en particulier s'est faite l'ardent défenseur.

Ces orientations du capital impérialiste américain ou de la puissance industrielle américaine, qui investit hors des Etats-Unis pour créer ses propres colonies et son empire, ne sont que quelques faits, parmi d'autres, qui illustrent clairement la thèse selon laquelle, contrairement à ce que prétendent les révisionnistes chinois, l'impérialisme américain n'est nullement affaibli. Au contraire, il s'est renforcé, il a obtenu d'importantes concessions dans des pays étrangers et il dirige beaucoup de branches importantes de leur économie. Il a également créé aux gouvernements d'autres pays de multiples difficultés, souvent il fait la loi dans ces pays, contrôle et guide de nombreux gouvernements. Naturellement, ce processus connaît des hauts et des bas, mais sa tendance générale ne témoigne pas de l'affaiblissement de l'impérialisme américain.

Actuellement, nous vivons en une époque où une autre superpuissance, le social-impérialisme soviétique, exporte des capitaux et s'efforce d'exploiter divers peuples. Ces capitaux proviennent de la plus-value réalisée dans le pays capitaliste qu'est devenue l'Union soviétique.

La restauration du capitalisme a conduit à une polarisation de la société soviétique actuelle, où une petite minorité de la population domine et exploite l'écrasante majorité. Il s'est maintenant créé une couche formée de la bureaucratie, des technocrates et de l'intelligentsia créatrice supérieure, qui s'est constituée comme une classe en soi, bourgeoise et exploiteuse, qui s'approprie et se partage la plus-

value qu'elle tire de la féroce exploitation de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses. A la différence des pays du capitalisme classique, où la plus-value que s'approprie chaque capitaliste est fonction du capital qu'il a investi, en Union soviétique et dans les autres pays révisionnistes la plus-value est répartie en fonction de la position qu'occupent les gens de la haute couche bourgeoise dans la hiérarchie de l'Etat, de l'économie, des sciences, de la culture, etc. [*En Union soviétique, le rapport des salaires entre les ouvriers d'une part et les chefs d'entreprise et les représentants de la nouvelle caste de la bourgeoisie soviétique de l'autre, est de 1 à 10 sans compter les sommes qu'ils soutirent par diverses voies et sous différentes formes.*] Les hauts salaires, les gratifications courantes et exceptionnelles, les primes et les stimulants, les faveurs, sont des pratiques érigées en institution pour permettre l'appropriation de la plus-value réalisée grâce à la sueur des travailleurs. La couche qui représente le «capitaliste collectif» préserve cette forme de spoliation à travers une foule de lois et de normes, qui garantissent l'oppression et l'exploitation capitalistes.

L'économie soviétique est désormais intégrée dans le système du capitalisme mondial. Cependant que les capitaux américains, allemands, japonais, etc., ont pénétré profondément en Union soviétique, les capitaux soviétiques sont exportés dans d'autres pays et, sous diverses formes, ils fusionnent avec les capitaux locaux.

On sait que l'Union soviétique exploite économiquement au premier chef les pays satellites. Mais à présent elle est en concurrence et en rivalité avec les autres Etats capitalistes pour la conquête de marchés et de sphères d'investissements, pour le pillage des matières premières, dans le cadre des lois néo-colonialistes du commerce mondial, etc.

Afin d'étendre son hégémonie, la nouvelle bourgeoisie soviétique exporte des capitaux, mais elle se heurte en cela à la concurrence non seulement de l'impérialisme américain, qui est très puissante, mais encore à celle des autres Etats capitalistes développés comme le Japon, l'Angleterre, l'Allemagne occidentale et la France. Pour réaliser des surprofits, ces Etats exportent des capitaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine mais aussi dans les pays de l'Europe de l'Est qui sont sous la tutelle de l'Union soviétique révisionniste, et en Union soviétique elle-même.

Les cliques dominantes des pays prétendument socialistes, comme l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie, la Pologne, etc., et à présent la Chine, autorisent l'afflux de capitaux étrangers dans leurs pays, parce que ces capitaux leur profitent à elles-mêmes alors qu'ils pèsent sur le dos des peuples. Les pays membres du Comecon sont accablés de dettes. Leur endettement envers les pays occidentaux s'élève à 50 milliards de dollars.

La Yougoslavie est un des premiers pays révisionnistes qui a permis la pénétration des capitaux étrangers dans son économie. Au début elle a reçu des crédits, puis des brevets pour passer plus tard à la création d'entreprises mixtes. En 1967, une loi yougoslave a autorisé la création d'entreprises mixtes à 49 % de capital étranger. En 1977, on comptait dans ce pays 170 entreprises de ce genre. La Yougoslavie a assuré aux sociétés capitalistes les conditions les plus favorables pour le développement de leur activité et l'obtention de profits maximums.

Ce qui se passe en Yougoslavie démontre que les capitaux étrangers qui y sont investis constituent un des facteurs déterminants de sa conversion en pays capitaliste. Les Etats-Unis d'Amérique et les autres Etats capitalistes riches, loin de perdre quoi que ce soit à ces investissements, ont au contraire réalisé de grands profits, accentuant la misère de la classe ouvrière et de la paysannerie de Yougoslavie. Lénine a indiqué que l'exportation de capitaux est un solide fondement de l'exploitation de la majorité des nations et des pays du monde, du parasitisme capitaliste d'une poignée d'Etats très riches.

Les Etats capitalistes réaliseront aussi de grands profits en Chine. A présent, on voit les capitaux américains, japonais, ouest-allemands, etc., affluer par milliards de dollars, dans ce pays. Avec les Japonais, ont été signés des accords sur l'exploitation commune des gisements pétrolifères et des capacités énergétiques du Yang-Tseu ; avec les Allemands, un accord sur l'exploitation de mines de

charbon et autres. Les investissements qui sont et qui seront faits en Chine apporteront certainement de copieux profits aux capitalistes étrangers, mais ils renforceront en même temps les bases du capitalisme dans ce pays.

L'exportation des capitaux d'un pays capitaliste dans un autre pays capitaliste ou révisionniste, quelle que soit la taille de l'Etat importateur ou exportateur, demeure une des formes de l'exploitation des peuples par le capital. Cette exploitation entraîne, pour le pays qui reçoit ces capitaux, un état de dépendance économique et politique.

Lénine a souligné que les monopoles, après s'être emparés du marché intérieur, luttent pour un nouveau partage et la conquête économique du marché mondial des produits industriels, et des matières premières. La concurrence et la soif de gain poussent les monopolistes de divers pays à conclure des accords provisoires, à s'allier et à collaborer pour se partager les marchés sur le plan international ; afin de vendre des produits finis et d'acheter des matières premières. Les Etats capitalistes développés, même lorsqu'ils possèdent des réserves de matières premières et énergétiques, se ruent sur les autres pays, car les coûts de production y sont plus bas que dans les leurs, et surtout parce que les salaires des ouvriers y sont plusieurs fois inférieurs.

On connaît la lutte qui a été et qui continue d'être menée pour la conquête des gisements et des marchés de pétrole. Cette lutte a eu pour effet de ruiner des dizaines et des centaines d'entreprises et sociétés privées et on en est arrivé à un point où le cartel international du pétrole, qui regroupe sept grands monopoles (dont cinq américains, un anglais et un anglo-hollandais, les fameux Esso, Texaco, Shell, etc.) contrôle plus de 60 % de l'extraction et de la vente de ce produit dans les pays capitalistes du monde occidental et en traite environ 54 %.

Une répartition analogue des sources de production et des marchés s'observe aujourd'hui pour les minerais de cuivre et d'étain, pour l'uranium et d'autres minerais précieux et stratégiques.

Beaucoup d'anciens pays colonialistes, comme l'Angleterre et la France, ont conclu avec d'anciennes colonies des accords spéciaux dits préférentiels, de coopération et autres, qui leur assurent des privilèges économiques et commerciaux quasi exclusifs. Les zones dites du dollar, de la livre sterling, du franc, du rouble, témoignent d'un partage économique du monde entre les divers monopoles et Etats impérialistes.

L'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et les autres puissances impérialistes, à travers diverses voies, à travers le commerce discriminatoire et inégal qu'ils pratiquent avec ces anciennes colonies, s'assurent le maximum de profits. L'endettement des seuls pays «en développement», exception faite des pays de l'O.P.E.P., se monte aujourd'hui à près de 34 milliards de dollars.

Dans les conditions actuelles, surtout de la présente crise économique, les monopoles concluent aussi avec les gouvernements des pays capitalistes des accords directs portant sur les quotas de production, les prix, les débouchés, etc. L'existence d'organismes comme le Marché commun, le Comecon et autres, est un clair témoignage du partage économique actuel du monde.

Ce partage, la domination des monopoles, leur diktat sur la vie et le développement économique des autres pays, aggravent encore non seulement la contradiction entre le travail et le capital, mais aussi les contradictions entre les peuples et l'impérialisme, ainsi que les contradictions inter-impérialistes elles-mêmes.

La théorie chinoise des «trois mondes», qui cherche à réconcilier le «tiers monde» avec le «second monde» et avec l'impérialisme américain, ne tient pas compte de cette réalité. Cette théorie, ne veut pas voir que l'offensive incessante des monopoles américains, anglais, allemands, japonais, français, etc. ; contre ce que la Chine appelle le «tiers monde», accroît la résistance des peuples à toutes les

puissances impérialistes et hégémonistes et amplifie les conditions objectives pour une lutte inconciliable entre eux. D'autre part, le développement inégal des puissances impérialistes, loi objective de l'évolution du capitalisme, les pousse à une concurrence et à des frictions irréductibles entre elles dans leur effort d'expansion économique partout dans le monde.

La théorie chinoise des «trois mondes», qui tend à concilier ces contradictions et qui prêche précisément ce qu'ont prêché depuis longtemps la social-démocratie et les révisionnistes de toute couleur, est en opposition flagrante avec la stratégie léniniste qui vise non pas à éliminer mais à approfondir ces contradictions pour préparer le prolétariat à la révolution et les peuples à la libération.

Lénine, dans son analyse de l'impérialisme, a indiqué qu'avec le passage du capitalisme pré-monopoliste à son stade suprême et ultime, **au stade de l'impérialisme, se termine le partage territorial du monde entre les grandes puissances impérialistes.**

«... le trait caractéristique de la période envisagée, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un **nouveau partage** est impossible, — de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables — mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes en a **terminé** avec la conquête des territoires inoccupés de notre planète. Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir il pourra **uniquement** être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un «possesseur» à un autre...» (V. Lénine. Œuvres, éd. alb., t. 22. pp. 308-309.)

Après la Seconde Guerre mondiale, l'ancien colonialisme classique, qui exploitait physiquement, économiquement, politiquement et idéologiquement la majorité des peuples du monde, s'est transformé en un colonialisme nouveau. Ce nouveau colonialisme comporte tout un système de mesures économiques, politiques, militaires et idéologiques, mis en place par l'impérialisme afin de maintenir sa domination et de s'assurer le contrôle politique et l'exploitation économique des anciennes colonies et de beaucoup d'autres pays, en s'adaptant aux nouvelles conditions créées après la guerre.

Quelles sont ces nouvelles conditions ?

Les pays impérialistes, la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis n'étaient pas en mesure de maintenir par la force après la guerre la situation antérieure au conflit. La France, par exemple, ne pouvait plus garder sous sa tutelle des colonies et protectorats comme l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et d'autres pays d'Afrique. Il en fut de même pour l'impérialisme anglais, italien, etc.

La Seconde Guerre mondiale suscita un changement radical dans le rapport des forces dans le monde. Elle conduisit à la destruction des grandes puissances fascistes, mais elle secoua aussi jusque dans leurs fondements les anciennes puissances colonialistes et les affaiblit sensiblement. La guerre antifasciste souleva partout, même dans les pays qui n'avaient pas été entraînés dans son tourbillon, le problème de la libération nationale. Les peuples des pays ex-coloniaux, qui avaient pris part à la guerre aux côtés des pays de la coalition antifasciste pour échapper au joug fasciste, ne pouvaient plus faire marche arrière ni supporter plus longtemps le joug colonial. La victoire de l'Union soviétique sur le nazisme, la création du camp socialiste, la libération de la Chine, stimulèrent très vigoureusement l'éveil de la conscience nationale et la lutte de libération des peuples. Les grandes masses des peuples colonisés en vinrent à comprendre que la situation antérieure devait absolument changer. Et c'est ainsi qu'on vit les guerres de libération se déclencher en Indochine, en Afrique du Nord et ailleurs.

Contraints par cette situation, nombre de pays colonialistes se rendirent compte que l'ancienne méthode d'exploitation et d'administration des colonies, qui ne permettait aucune liberté ni indépendance, avait fait son temps. Si les puissances impérialistes, colonialistes, en vinrent à cette conclusion, ce n'est pas qu'elles étaient mues par des sentiments démocratiques ni par le désir de donner la liberté aux peuples, mais sous la pression des peuples colonisés et en raison de leur incapacité militaire, économique, politique et idéologique à préserver l'ancienne colonisation. Cependant, l'impérialisme français, anglais, italien, américain et autre ne voulait pas renoncer à

exploiter ces peuples et ces pays. Chaque puissance impérialiste se vit obligée par les circonstances créées d'accorder l'autonomie ou de promettre la liberté et l'indépendance à ces peuples dans un certain délai. Ces délais : qu'elles fixèrent soi-disant pour permettre à ceux-ci de prendre conscience de leur capacité de se gouverner eux-mêmes et de former à cette fin des cadres locaux, visaient en fait à préparer de nouvelles formes d'exploitation impérialiste, un nouveau colonialisme, en donnant aux pays et aux peuples la fausse impression qu'ils avaient accédé à la liberté.

Ce fut une phase de l'après-guerre où l'impérialisme mondial subit une grande défaite, et où la crise du système colonial de l'impérialisme s'aggrava sensiblement. Au cours de cette période de putréfaction du capitalisme, les Etats-Unis profitèrent de l'affaiblissement de l'impérialisme consécutif à la Seconde Guerre mondiale pour instaurer une nouvelle et profonde exploitation des peuples colonisés, dits libres et indépendants. Ils étendirent leur pouvoir impérialiste dans les pays naguère colonies des autres puissances impérialistes, maintenant plus ou moins affaiblies.

Nombre de peuples anciennement colonisés, bien que les ex-puissances colonisatrices leur aient reconnu une certaine «indépendance» et «liberté», ont été obligés de prendre les armes, parce que les impérialistes, surtout les français, qui cherchaient même après la guerre à préserver la puissance ou la «grandeur» de la France, n'étaient pas disposés à accorder immédiatement cette «liberté» et cette «indépendance». C'est ainsi que les peuples d'Algérie, du Vietnam et beaucoup d'autres ont entrepris une longue lutte de libération et en sont finalement sortis victorieux. Nous n'entrons pas ici dans des détails sur le processus de leur libération, ni sur les forces sociales qui ont participé à cette lutte, etc. Il est de fait que l'ancien impérialisme franco-anglais s'est affaibli. Ainsi a été démontrée la justesse des thèses de Lénine, à savoir que l'impérialisme était en putréfaction et que l'ancienne société capitaliste-impérialiste était minée par les mouvements révolutionnaires et les aspirations à la liberté des peuples, jusqu'alors opprimés et asservis.

Au cours de cette période, l'impérialisme américain s'est engraisé, il a étendu la zone du dollar, a mis sous son contrôle des territoires de la zone du franc et de la livre sterling et, afin de maintenir sa puissance hégémonique impérialiste fondée sur l'exploitation extrême des peuples, a implanté de nombreuses bases militaires et porté au pouvoir des cliques politiques pro-américaines dans un bon nombre des pays du monde qui avaient soi-disant accédé à la liberté et à l'indépendance. Cette exploitation s'accompagnait naturellement d'une série de modifications de la structure et de la superstructure.

Le capital financier a conçu aussi une idéologie distincte, qui le guide pour l'exploitation du prolétariat et la conquête du monde. Il complète sa domination des peuples, et justifie cette domination par diverses formes d'action qu'il enrobe de sucre, en prônant et en accordant une certaine liberté, une certaine indépendance, et en créant aussi certains partis prétendument démocratiques.

Les investissements de capitaux américains, la constitution de banques et de ce qu'on appelle les sociétés multinationales, s'accompagnent de l'exportation du mode de vie américain avec la dégénérescence qu'il comporte.

L'exportation de capitaux par les grandes puissances impérialistes crée les colonies, les pays où domine aujourd'hui le néo-colonialisme. Ces pays jouissent soi-disant d'une indépendance, mais celle-ci est purement formelle. En d'autres termes, aujourd'hui comme hier, se développe le même processus d'exportation de capitaux, mais sous des formes différentes, avec des justifications et une propagande «sucrée». L'exploitation des peuples de ces pays jusqu'à la moelle demeure et tend même à devenir encore plus féroce ; le pillage des richesses naturelles se poursuit également. Les Etats-Unis d'Amérique sont la plus grande puissance néo-colonialiste de notre époque. Pendant les trois années 1973-1975, les investissements de base gouvernementaux et privés des Etats-Unis dans les anciennes colonies, dans les pays dépendants ou semi-dépendants, représentaient près de 36 % du total des investissements des pays capitalistes et révisionnistes les plus développés dans ces régions. [*Annuaire de statistiques de la R.F.A., 1977.*]

Les traités et accords économiques, politiques et militaires entre les puissances impérialistes et les anciennes colonies sont asservissants, ce sont des armes entre les mains de l'impérialisme pour lui permettre de maintenir ces pays dans l'esclavage. Les mots de Lénine à ce propos restent aujourd'hui très actuels. Il indiquait en effet

«... la nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'Etats politiquement indépendants, créent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 31, p. 159.)

Afin de maintenir leur domination sur les peuples, l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et les autres puissances impérialistes anciennes ou nouvelles, attisent, partout où ils peuvent, les querelles entre Etats voisins, ou entre divers groupes sociaux à l'intérieur du pays [*Par suite de ces différends qui se traduisent souvent par des guerres locales et civiles, 16 millions de personnes ont trouvé la mort depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans tous ces conflits, dont la plupart se sont produits dans les pays sous-développés, ont trempé directement ou indirectement, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.*], pour intervenir ensuite, dans le rôle de juge ou de défenseur de l'une ou de l'autre partie, dans les affaires intérieures d'autrui et justifier leur présence économique, politique et militaire. Les faits montrent que, lorsque les superpuissances se sont immiscées dans les affaires intérieures des autres peuples, les questions sont restées sans solution, ou que cela a abouti à la consolidation des positions de l'impérialisme et du social-impérialisme dans ces pays. En témoignent actuellement les événements du Proche-Orient, le conflit somalo-éthiopien, la guerre vietnamo-cambodgienne, etc.

Les Etats-Unis, l'Union soviétique et tous les autres pays capitalistes, en même temps qu'ils font des investissements, consolident leurs positions dans les pays qui acceptent ces investissements, ils luttent pour des débouchés et des zones d'influence. Cela suscite des frictions entre les divers Etats capitalistes, entre les grands trusts qui ne sont pas liés et imbriqués entre eux. Ces frictions poussent à des guerres locales et elles risquent de conduire à une guerre générale. De ce fait la guerre, locale ou générale, qui éclate pour ces motifs, revêt, comme nous l'enseigne le léninisme, un caractère de rapine et non pas de libération. C'est seulement lorsque les peuples se dressent contre les occupants étrangers, contre la bourgeoisie capitaliste du pays, qui est étroitement liée à l'impérialisme, au social-impérialisme et au capital mondial, que cette guerre est juste, qu'elle est libératrice.

Les représentants du grand capital mondial parlent beaucoup de la prétendue nécessité de modifier le système des relations économiques internationales actuelles et de la création d'un «nouvel ordre économique mondial», que soutiennent aussi les dirigeants chinois. Selon eux, ce «nouvel ordre économique» servira de «base à la stabilité globale». Les révisionnistes soviétiques, de leur côté, parlent de l'établissement d'une soi-disant nouvelle structure des relations économiques internationales.

Ce sont là des tentatives et des plans des puissances impérialistes et néo-colonialistes pour maintenir sur pied le néo-colonialisme, prolonger son existence, et préserver l'oppression et la spoliation des peuples. Mais les lois de l'évolution du capitalisme et de l'impérialisme n'obéissent ni aux vœux, ni aux élucubrations théoriques de la bourgeoisie et des révisionnistes. Comme l'a dit Lénine, la seule voie pour sortir de ces contradictions est celle de la lutte conséquente contre le colonialisme et le néo-colonialisme, celle de la révolution. Analysant les traits économiques fondamentaux de l'impérialisme, Lénine en a défini aussi la place historique. Il a souligné que l'impérialisme est non seulement le stade suprême, mais aussi le stade ultime du capitalisme, c'est la veille de la révolution prolétarienne. Lénine a indiqué que

«L'impérialisme est un stade historique particulier du capitalisme... est (1) — le capitalisme monopoliste ; (2) — le capitalisme parasitaire ou pourrissant ; (3) — le capitalisme agonisant». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 23, p. 122.)

La réalité du monde capitaliste actuel confirme entièrement cette conclusion.

La base économique de toutes les plaies économiques et sociales de l'impérialisme, comme l'a démontré Lénine, c'est le monopole. Les monopoles sont incapables de dépasser les contradictions de l'économie capitaliste. Lénine rattachait organiquement le parasitisme et la putréfaction de l'impérialisme à la tendance du monopole à freiner en général le développement des forces productives, à accentuer les disproportions de développement entre les diverses branches et au niveau de toute l'économie nationale, à ne pas exploiter à plein les capacités productives humaines et matérielles, à la tendance à empêcher l'application des innovations de la science et de la technique en faveur des masses et du progrès de toute la société.

La soif de profits, la concurrence obligent les monopoles à faire des investissements pour introduire la technique avancée dans la production. Mais la tendance prédominante de l'ensemble du processus historique de l'évolution de l'impérialisme est au développement disproportionné et décroissant.

Les dépenses au titre de la recherche et du développement scientifiques faites dans l'industrie, et particulièrement dans l'industrie de guerre, aux Etats-Unis par exemple, ont passé de 2 milliards de dollars en 1950 à près de 11 milliards en 1965 et à quelque 30 milliards en 1972. Souvent les grandes firmes rencontrent des difficultés en matière de recherche scientifique, mais étant à l'affût des nouvelles inventions, elles en acquièrent aussitôt les brevets, engagent des travailleurs qualifiés et ne mettent ces découvertes en pratique que lorsque cela répond à leurs intérêts.

Naturellement, les principaux secteurs, ceux où les investissements offrent le plus d'intérêts pour le progrès et la révolution techniques, ont la priorité en cette matière, car ils assurent plus de profits. La première place ici revient à l'industrie de guerre, les taux de profits y étant plus élevés que partout ailleurs. C'est ainsi par exemple qu'en 1964, aux Etats-Unis il a été investi pour la recherche scientifique dans le secteur aéronautique et des missiles 3 milliards 565 millions de dollars. La même année, les investissements dans l'industrie électrique et des télécommunications ont atteint 1 milliard 537 mille dollars, dans l'industrie chimique 196 millions, dans celle des machines 136 millions, dans l'industrie automobile 174 millions, dans l'industrie des instruments scientifiques 172 millions, dans celle des produits de caoutchouc 38 millions, dans celle du pétrole 8 millions, dans celle du méthane 9 millions, etc.

Dans les conditions actuelles, la militarisation de l'économie, en tant que manifestation de la putréfaction de l'impérialisme, est devenue un trait caractéristique de tous les pays capitalistes et révisionnistes. Mais ce processus de militarisation a pris des proportions inouïes en particulier aux Etats-Unis et en Union soviétique. Les dépenses directement militaires des deux parties ont atteint des chiffres astronomiques, dépassant au total 240 milliards de dollars par an. *[En 1982, cette somme a presque redoublé en s'élevant à plus de 430 milliards de dollars et elle continue d'augmenter chaque année.]*

Dans leur politique d'hégémonie et de domination mondiales, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique ont aussi recours, et à grande échelle, au commerce des armes, une autre claire expression du pourrissement de l'impérialisme. Ils en vendent chaque année pour une valeur de plus de 20 milliards de dollars. D'autres Etats impérialistes, comme l'Angleterre, l'Allemagne occidentale, la France et l'Italie, sont aussi des vendeurs d'armes. Ce commerce impérialiste a pour clients réguliers des cliques réactionnaires fascistes de pays comme le Chili, Israël, la Corée du Sud, la Rhodésie, la République Sud-Africaine, etc., auxquels s'ajoutent aussi les pays riches en matières premières stratégiques ou en pétrole, que les impérialistes cherchent à séduire avec des armes afin de mieux leur ravir leurs richesses.

Les crises économiques de surproduction, qui sévissent toujours plus fréquemment, témoignent clairement de la putréfaction et du parasitisme du capitalisme monopoliste actuel. Le déclenchement des crises, devenues maintenant très aiguës, démontre le bien-fondé de la théorie marxiste sur le

caractère anarchique, spontané et disproportionné de la production et de la consommation en régime capitaliste et réfute les «théories» bourgeoises du développement du capitalisme «sans crises», ou de la transformation du capitalisme en «capitalisme dirigé».

Dans la société capitaliste actuelle on voit agir avec une force encore accrue la loi générale de l'accumulation capitaliste découverte par Marx, et selon laquelle on assiste, d'une part, à la paupérisation des travailleurs et, de l'autre, à l'augmentation des profits des capitalistes. Le processus de polarisation de la société en prolétaires et en bourgeois, ceux-ci représentant une petite minorité, tend à s'accroître.

Le système impérialiste actuel, du fait même qu'il est doté de plus grandes capacités économiques pour corrompre les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, a grossi considérablement les rangs de cette dernière.

Actuellement, l'oligarchie financière utilise largement cette aristocratie afin de tromper et de désorienter le prolétariat, d'étouffer son élan révolutionnaire. C'est de l'aristocratie ouvrière que proviennent généralement ceux que Lénine appelle socialistes en paroles, mais impérialistes par leurs actes. Cette définition de Lénine englobe la social-démocratie, les «partis ouvriers bourgeois», les dirigeants opportunistes des syndicats, les révisionnistes modernes, etc. Lénine souligne que l'impérialisme se lie à l'opportunisme, que les opportunistes contribuent à préserver et à renforcer l'impérialisme. Il dit que

«... les gens les plus dangereux sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 22, p. 367)

La putréfaction de l'impérialisme s'observe clairement aussi dans l'accroissement et l'accentuation de la réaction dans tous les domaines, et particulièrement dans les domaines politique et social. La bourgeoisie monopoliste, comme le démontre la pratique, lorsqu'elle voit que la lutte de classes s'exacerbe, jette ses masques, reniant aux masses travailleuses même le peu de droits qu'elles ont conquis au prix du sang versé. C'est ce dont témoignent également les régimes et les dictatures fascistes instaurés dans nombre de pays du monde.

Tout ce système pourri, plongé dans une situation chaotique, se maintient sur pied grâce à une grande armée prétorienne, à une police très nombreuse, mobilisée et armée jusqu'aux dents. Ces forces militaires et policières sont mises en action pour prévenir et réprimer la moindre résistance qui dépasse les limites fixées par une forêt de lois élaborées par la bourgeoisie au pouvoir. Les cadres de l'armée et des autres armes de répression vivent dans l'opulence et touchent de gros traitements. En Italie, par exemple, on n'entend parler que d'armée, de police, de carabinieri, d'agents de la sûreté décorés, mais aussi assassinés.

Dans cette situation si confuse qui sévit dans les pays bourgeois, on voit croître et se propager le banditisme, qui est le produit même du système capitaliste, l'expression de sa dégénérescence, le reflet de l'accablement et du désarroi que suscite le système bourgeois d'oppression et d'exploitation. La bourgeoisie ne cherche à empêcher les manifestations de banditisme que pour autant qu'elles créent des problèmes et des ennuis à l'Etat bourgeois. Mais, par ailleurs, elle encourage et exploite le banditisme afin de terroriser les larges masses travailleuses, qui vivent dans la misère. Dans nombre de pays capitalistes, le banditisme est devenu une industrie et s'est propagé sous diverses formes, depuis les hold-ups jusqu'aux raptés avec demande de rançon. Dans certains pays, le banditisme s'est organisé en de prétendus groupements. Ceux-ci se donnent des appellations qui sonnent «révolutionnaires», «communistes», etc. La bourgeoisie les laisse faire pour que la situation évolue de manière à justifier un coup d'Etat fasciste. Afin de discréditer la révolution et le socialisme, elle tend à faire croire que cette activité de brigandage est le fait de «groupes communistes», qui agissent soi-disant contre le régime bourgeois.

Pour conclure, on est en droit d'affirmer que, dans son état actuel, l'impérialisme en général, que ce soit l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique ou les autres impérialismes de n'importe quelle couleur, a atteint le stade de son déclin et de sa putréfaction, que l'ancienne société sera détruite jusque dans ses fondements par la révolution et remplacée par une société nouvelle, la société socialiste. Cette nouvelle société socialiste existe et elle s'étendra, se développera, gagnera du terrain, sans égard au fait qu'en Union soviétique les révisionnistes ont trahi le socialisme, qu'en Chine règne l'opportunisme et s'érige actuellement un nouveau social-impérialisme, et que le capitalisme a été restauré dans les anciens pays de démocratie populaire. Le socialisme poursuivra dans sa voie et il l'emportera de haute lutte sur l'impérialisme et le capitalisme mondial, mais jamais et en aucune manière par des réformes, par la voie parlementaire et pacifique, comme le prônait Khrouchtchev et comme le prônent tous les révisionnistes. Il triomphera en demeurant fidèle à la théorie léniniste de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne et jamais en se conformant aux théories révisionnistes actuelles, qui présentent le capitalisme monopoliste d'Etat comme étant soi-disant un nouveau stade, particulier, du capitalisme, caractérisé par «l'apparition d'éléments socialistes au sein du capitalisme».

Conformément aux conclusions de Lénine sur la nature de l'impérialisme et sur son rôle historique, l'impérialisme mondial, en tant que système social, ne possède plus, du fait des contradictions qui le rongent de l'intérieur et des luttes de libération et révolutionnaires des peuples, la puissance prépondérante et sans partage qui était jadis la sienne. C'est le résultat de la dialectique de l'histoire et cet état de choses confirme la thèse marxiste-léniniste selon laquelle l'impérialisme est sur son déclin, en décadence, en putréfaction.

La tendance à l'affaiblissement du capitalisme et de l'impérialisme constitue aujourd'hui la tendance principale de l'histoire mondiale. C'est ce qu'ont démontré Marx et Lénine, en se fondant sur des faits concrets, sur l'évolution historique, sur la dialectique matérialiste. Les efforts des Etats qui s'opposent à l'impérialisme tendent, eux aussi, à affaiblir celui-ci. Mais, si, comme le fait la Chine, on absolutise cette dernière tendance, sans faire les différenciations nécessaires, sans analyser les situations particulières, on s'écartera de la juste voie. En prétendant que l'impérialisme américain est à son déclin et moins puissant que le social-impérialisme soviétique, en proclamant le «tiers monde» principale force motrice de notre époque, les dirigeants chinois encouragent pratiquement la capitulation et la soumission devant la bourgeoisie.

Certes, les peuples demandent leur libération, mais cette libération, ils ne doivent la conquérir que de haute lutte et en ayant à leur tête un corps dirigeant prêt à se battre. Marx, Engels, Lénine et Staline nous enseignent que ce corps dirigeant est le prolétariat de chaque pays. Mais le prolétariat et ses partis marxistes-léninistes ont pour devoir de faire de justes analyses politiques, économiques et militaires, de mettre tous les éléments dans la balance, de prendre des décisions et de définir une stratégie et une tactique adéquates, en ayant toujours en vue la préparation et l'accomplissement de la révolution. Si, comme les Chinois, on n'a pas en vue la révolution, alors ni les analyses, ni les actions, ni la stratégie, ni les tactiques ne seront marxistes-léninistes, révolutionnaires.

Nous ne devons nous faire aucune illusion sur l'impérialisme, quel qu'il soit, puissant ou moins puissant. De par nature même, l'impérialisme crée les conditions requises pour son expansion économique et politique, pour le déclenchement des guerres, car il est fondamentalement exploiteur, agressif. C'est pourquoi tromper les larges masses des peuples, qui exigent la libération, et leur faire croire qu'elles y parviendront en se guidant sur des théories révisionnistes comme celle des «trois mondes», c'est commettre un crime contre les peuples et la révolution. Notre époque, comme l'indiquait Lénine, est l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. Nous, marxistes-léninistes, devons entendre par là qu'il nous appartient de combattre avec la plus grande âpreté l'impérialisme mondial, n'importe quel impérialisme, n'importe quelle puissance capitaliste, qui exploite le prolétariat et les peuples. Nous soulignons la thèse léniniste selon laquelle la révolution est aujourd'hui à l'ordre du jour. Le monde ira de l'avant vers une nouvelle société, qui sera la société socialiste. Le capitalisme mondial, l'impérialisme et le social-impérialisme se putréfieront toujours plus et succomberont sous les coups de la révolution.

Lénine nous enseigne à combattre jusqu'au bout l'impérialisme, à le critiquer au sens large du terme et à dresser les classes opprimées contre sa politique, contre la bourgeoisie. L'analyse marxiste-léniniste de l'évolution actuelle de l'impérialisme montre clairement qu'il n'y a rien à changer à l'analyse et aux conclusions de Lénine sur l'impérialisme, sur sa nature et sur ses traits, sur la révolution. Les tentatives de tous les opportunistes, depuis les social-démocrates jusqu'aux révisionnistes khrouchtchéviens et chinois, pour déformer les thèses léninistes sur l'impérialisme, sont des menées contre-révolutionnaires. Leur but est de renier la révolution, de farder l'impérialisme et de prolonger l'existence du capitalisme. Démasquant l'impérialisme et ses apologistes, comme Bernstein, Kautsky, Hilferding et tous les autres opportunistes de la II^e Internationale, Lénine observe que

«L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 22, p. 347.)

Mais, par malheur, actuellement cette «muraille de Chine» est battue en brèche et la propagande et l'idéologie impérialistes ont pénétré en Chine. Les opportunistes chinois ne sont nullement originaux. Marchant sur la voie de Kautsky et C^{ie}, eux aussi fardent l'impérialisme en général et l'américain en particulier, en le présentant comme un impérialisme en recul, dont les peuples doivent solliciter le soutien pour se défendre contre les social-impérialistes soviétiques.

La similitude des «théories» des révisionnistes chinois et de celles de Kautsky n'est que trop évidente. Ce dernier, en son temps, s'efforçait de défendre la politique coloniale de l'impérialisme, de masquer sa politique d'exploitation et d'expansion, en déformant la théorie marxiste sur l'évolution du capitalisme. C'est ce que font aujourd'hui aussi les dirigeants chinois qui, cherchant à soutenir l'impérialisme américain et sa politique néocolonialiste, élaborent des théories absurdes, soi-disant fondées sur Marx ou sur Lénine. Mais si l'on parle dans le langage de Lénine, la «théorie» chinoise n'est qu'un enlèvement dans le brouillard du révisionnisme et de l'opportunisme.

La théorie de Kautsky propageait l'illusion selon laquelle le capitalisme monopoliste une fois instauré est prétendument capable de mener une politique qui ne soit pas de conquête. Voici ce que Lénine indiquait à ce propos :

«L'essentiel, c'est que Kautsky détache la politique de l'impérialisme de son économie en prétendant que les annexions sont la politique «préférée» du capital financier, et en opposant à cette politique une autre politique bourgeoise, prétendument possible, toujours sur la base du capital financier. Il en résulte que les monopoles dans l'économie sont compatibles avec un comportement politique qui exclurait le monopole, la violence et la conquête. Il en résulte que le partage territorial du monde, achevé précisément à l'époque du capital financier et qui est à la base des formes originales actuelles de la rivalité entre les plus grands Etats capitalistes, est compatible avec une politique non-impérialiste. Cela revient à estomper, à émousser les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme au lieu d'en dévoiler la profondeur. Au lieu du marxisme, on aboutit ainsi au réformisme bourgeois». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 22, p. 328.)

Ignorant volontairement le fait qu'aux Etats-Unis les monopoles et le capital financier règnent dans le domaine économique et que ce sont justement eux qui dictent la politique intérieure et extérieure, les révisionnistes chinois parlent d'un impérialisme pacifique qui ne rechercherait plus l'expansion, et qui serait même en recul. Les dirigeants chinois «oublient» que, comme l'a dit Staline, la loi économique fondamentale du capitalisme actuel a pour traits et pour exigences principales :

«... d'assurer le maximum de profit capitaliste en exploitant, en ruinant, en appauvrissant la majeure partie de la population d'un pays donné, en asservissant et en dépouillant de façon systématique les peuples des autres pays, notamment ceux des pays arriérés, enfin, en déclenchant des guerres et en militarisant l'économie nationale en vue d'assurer le maximum de profits». (J. Staline, Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S., éd. alb., p. 45, Tirana, 1974.)

Ainsi, les «nouvelles» théories des dirigeants chinois ne sont rien d'autre qu'une reprise de la vieille chanson de Kautsky avec un nouveau refrain.

En démasquant les chefs de file de la II^e Internationale, qui cherchaient à faire la distinction entre les puissances impérialistes selon leur degré d'agressivité, Lénine soulignait que cette attitude était antimarxiste. C'est cette attitude qui a mené les partis de la II^e Internationale à adopter des positions de chauvinisme, à trahir ouvertement la cause du prolétariat et de la révolution. A notre époque, disait Lénine, il n'y a pas lieu de poser la question de savoir lequel des Etats impérialistes qui ont participé, dans l'un ou l'autre camp, à la Première Guerre mondiale, est «le pire des maux».

«La démocratie moderne, dit-il, ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, si elle déclare que «l'une et l'autre sont les pires», si elle souhaite dans chaque pays la défaite de la bourgeoisie impérialiste. Toute autre solution sera, dans la pratique, national-libérale, et n'aura rien de commun avec l'internationalisme authentique». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 21, pp. 145-146.)

Dans les conditions actuelles, accepter la thèse chinoise selon laquelle le social-impérialisme soviétique est plus agressif que l'impérialisme américain, reviendrait à passer à la trahison ouverte envers la révolution, envers la mission historique de la classe ouvrière, à passer aux positions de la II^e Internationale. Les deux superpuissances impérialistes sont au même degré l'ennemi, le danger principal pour le socialisme, pour la liberté et l'indépendance des peuples, pour la souveraineté des nations. Elles sont les principaux défenseurs du capitalisme mondial.

Afin de cacher leur trahison envers les peuples, les dirigeants chinois affirment que les rapports des grands monopoles avec certains pays possédant d'abondantes richesses, créent une situation susceptible de prévenir même les conflits entre les puissances monopolistes et les peuples. C'est là une grande absurdité, une tentative de faire passer la férocité impérialiste pour de la douceur, de créer un état d'esprit euphorique et fallacieux comme quoi les investissements de capitaux susciteraient le bien-être des peuples des pays où sont effectués ces investissements, et de ce fait, les contradictions antagonistes entre les impérialistes et ces peuples seraient supprimées. L'impérialisme a conçu cette théorie fausse, maintenant claironnée par les dirigeants chinois, afin d'étendre sa domination partout dans le monde et d'aider les cliques réactionnaires régnantes dans les divers pays à opprimer leur peuple et à brader leur pays à l'étranger.

Ces «théories» reprennent, sous des formes nouvelles et subtiles, les théories réactionnaires des opportunistes de la II^e Internationale. A l'époque de la Première Guerre mondiale Lénine a démasqué la théorie antimarxiste de Kautsky sur l'«ultra-impérialisme». Kautsky prétendait que dans les conditions de l'impérialisme, l'entente entre les capitalistes des divers pays permettrait de prévenir les guerres. Dans sa polémique avec Kautsky, Lénine disait que

«... les alliances «inter-impérialistes» ou «ultra-impérialistes» dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais et du «marxiste» allemand Kautsky, ne sont, inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que les «trêves» entre des guerres». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 22, pp. 359-360.)

Ces enseignements de Lénine sont très actuels dans les conditions présentes, alors que les révisionnistes chinois font, à grand renfort de propagande, des efforts fébriles pour créer une alliance et un large front mondial avec tous les Etats et les régimes fascistes et féodaux, capitalistes et impérialistes, y compris les Etats-Unis d'Amérique, contre le social-impérialisme soviétique. Les pays impérialistes, indiquait Lénine, peuvent, certes, conclure des alliances entre eux, mais ils le font dans le seul but de réprimer de concert la révolution, le socialisme, de piller ensemble les colonies et les pays dépendants et semi-dépendants.

Les révisionnistes chinois, tout comme les chefs de file de la II^e Internationale, ont substitué au mot d'ordre du Manifeste Communiste «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !» le slogan pragmatiste «Unissons-nous à tous ceux qui sont susceptibles d'être unis» contre le social-impérialisme soviétique.

La théorie des «trois mondes», échafaudée par les dirigeants chinois, n'analyse pas l'évolution historique de l'impérialisme dans une optique marxiste-léniniste, mais sous un faux jour, en méconnaissant les contradictions de notre époque, que Marx et Lénine ont si clairement définies. S'en tenant à cette «théorie», la Chine «socialiste» s'unit à l'impérialisme américain et au «second monde», c'est-à-dire à d'autres impérialistes, qui exploitent les peuples, et elle appelle le «tiers monde», les peuples qui aspirent à lutter contre l'impérialisme et le capitalisme mondial, fût-ce l'impérialisme américain ou le social-impérialisme soviétique, à s'unir seulement contre ce dernier.

La théorie titiste des pays «non alignés» est tout aussi anti-marxiste que la théorie des «trois mondes».

Ces deux «théories» sont les deux rails de la même voie sur laquelle roule le train de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique, train chargé des richesses pillées aux peuples du monde. Les titistes et les révisionnistes chinois cherchent à percer quelques trous dans les wagons de ce train impérialiste et social-impérialiste pour qu'il en coule un peu d'huile, un peu de sucre, quelques dollars, quelques livres, quelques francs ou quelques roubles. Ces rails, qui sont posés sur le dos des peuples opprimés et qui tendent à les maintenir constamment sous le joug, sont deux théories tout aussi réactionnaires que toutes les autres théories antimarxistes, des trotskistes, des anarchistes, des boukhariniens, des khrouchtchéviens, des togliattistes, des tenants de Carrillo, de Marchais, etc.

La vie ne cesse de confirmer les thèses géniales de Lénine sur l'impérialisme. Le capitalisme est entré dans la phase de sa putréfaction. Cette situation encourage la révolte des peuples et les pousse à la révolution. Leur lutte contre l'impérialisme et les cliques capitalistes bourgeoises s'accroît, même, si elle diffère par ses formes et son intensité. La quantité se transformera inéluctablement en qualité. Cela se produira d'abord dans les pays qui constituent les maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste, où la prise de conscience et l'organisation de la classe ouvrière ont atteint un degré supérieur, où celle-ci a une compréhension politique et idéologique plus approfondie du problème.

L'impérialisme a intensifié l'oppression et l'exploitation barbare des peuples. Mais en même temps, les peuples du monde prennent de plus en plus conscience du fait qu'il leur est impossible de vivre dans la société capitaliste, où les masses travailleuses ne sont pas moins opprimées et exploitées qu'avant la guerre.

Malgré ses efforts et ceux de ses adeptes, l'impérialisme ne peut trouver aujourd'hui, pas plus qu'il ne trouvera demain, un terrain stable pour établir son hégémonie sur les peuples. Il ne peut le trouver en raison de l'éveil de la conscience de la classe ouvrière et des masses travailleuses opprimées qui veulent se libérer, et aussi à cause des inévitables contradictions inter-impérialistes.

Les peuples voient, et ils le verront encore mieux demain, que l'impérialisme et le capitalisme mondial ne s'appuient pas seulement sur la force économique, militaire, politique, idéologique des deux superpuissances, mais aussi sur les classes supérieures qui maintiennent les peuples de leurs pays sous le joug, dans l'exploitation, dans la peur, afin de les empêcher de se dresser et de conquérir leur liberté et leur indépendance véritables.

Les grandes masses des divers peuples du monde ont également commencé à comprendre que la société bourgeoise capitaliste actuelle, le système d'exploitation impérialiste mondial doivent être renversés. Pour les peuples, ce n'est plus là seulement une aspiration, dans bien des pays ils ont déjà pris les armes.

Aussi est-il vain d'élucubrer en divisant le monde en trois ou en quatre, en «aligné» et «non aligné» ; ce qu'il faut, c'est considérer et interpréter correctement le grand processus historique objectif, conformément aux enseignements du marxisme-léninisme. Le monde est divisé en deux, le monde du capitalisme et le monde nouveau, du socialisme, qui sont en lutte implacable entre eux. Dans cette lutte c'est le nouveau, le monde socialiste, qui l'emportera ; l'ancienne société capitaliste, la société bourgeoise et impérialiste, sera renversée.

III - LA REVOLUTION ET LES PEUPLES

Marx a démontré scientifiquement le caractère inéluctable de l'abolition de la société capitaliste et de l'édification d'une société plus avancée, du socialisme, puis du communisme. Dans son œuvre «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», Lénine, développant la pensée de Marx, a indiqué que l'époque actuelle est l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. C'est l'époque de l'effondrement du vieil ordre capitaliste, du colonialisme et de l'impérialisme, de la prise du pouvoir par le prolétariat et de la libération des peuples opprimés, la période du triomphe du socialisme à l'échelle mondiale.

Cela veut dire que nous vivons aujourd'hui en un temps où à la vieille société exploiteuse, intolérable pour la majeure partie de l'humanité, pour les opprimés et les exploités, se substitue une société nouvelle, une société où est supprimée à jamais l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est justement sur ces enseignements fondamentaux et sur l'analyse marxiste-léniniste du processus de l'évolution mondiale actuelle que s'est fondé notre Parti, lorsque, à son VII^e Congrès, il a énoncé la thèse selon laquelle le monde se trouve à une phase où la question de la révolution et de la libération des peuples est un problème posé et à résoudre.

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est une lutte acharnée, implacable et en développement incessant. Deux grandes forces sociales s'affrontent. D'un côté, la bourgeoisie capitaliste impérialiste, la classe la plus féroce, la plus perfide et la plus sanguinaire qu'ait connue l'histoire. De l'autre, le prolétariat, la classe complètement dépourvue des moyens de production, opprimée et exploitée sans merci par la bourgeoisie, et en même temps la classe la plus avancée de la société, la classe qui pense, crée, travaille et produit, mais qui ne jouit pas des fruits de son labeur.

Ces deux classes s'emploient à rassembler des forces autour d'elles et à les préparer à leurs propres fins : le prolétariat pour réaliser la libération sociale et nationale, pour faire la révolution ; la bourgeoisie, pour maintenir sa domination et étouffer la révolution. La bourgeoisie rassemble autour d'elle les forces les plus obscures, les plus régressives et les plus criminelles, alors que le prolétariat cherche à gagner à sa cause toutes les forces révolutionnaires, progressistes.

Le marxisme-léninisme enseigne que la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie ne cesse de croître et qu'elle sera couronnée inmanquablement par le triomphe du prolétariat et de ses alliés. Mais, pour que cette lutte soit couronnée de succès, il est nécessaire que le prolétariat soit organisé, qu'il ait son parti d'avant-garde, qu'il fasse prendre conscience aux larges masses du peuple de la nécessité de la révolution et qu'il les dirige dans la lutte pour la prise du pouvoir, pour l'instauration de sa propre dictature, pour l'édification du socialisme et du communisme, de la société sans classes.

Il existe dans le monde nombre d'éléments exaltés, animés de bonnes ou de mauvaises intentions, qui s'imaginent que la révolution peut être accomplie n'importe quand, à tout moment et partout. Mais ces gens se trompent. On ne peut réaliser la révolution à n'importe quel moment et n'importe où, selon son gré. La révolution éclate et se réalise aux maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste. Pour déclencher la révolution et la mener à la victoire, il faut qu'aient été réunies les conditions objectives et subjectives adéquates, il faut trouver le moment favorable pour s'y engager. L'essentiel, c'est que les grandes masses du peuple, le prolétariat en tête, soient, au moment où elles déclencheront la révolution, résolues et préparées à la conduire jusqu'à son accomplissement.

Lénine indique bien que la révolution est l'œuvre du peuple de chaque pays, qu'elle ne s'exporte pas. Cela ne veut pas dire que les marxistes-léninistes, partout où ils militent, ne se sentent pas solidaires, ne soient pas liés entre eux par les sentiments de l'internationalisme prolétarien le plus pur et n'aident pas la lutte du prolétariat et des peuples des autres pays pour leur libération. Au contraire, par la propagande, l'agitation, par l'aide matérielle qu'ils se prêtent, par l'exemple de leur résolution et de leur esprit d'abnégation, et en s'en tenant fidèlement au marxisme-léninisme, tous les communistes, les prolétaires, toutes les forces révolutionnaires dans les divers pays ont pour devoir d'aider la révolution

dans chacun d'eux en particulier et dans le monde entier. Mais bien entendu, l'heureuse utilisation de cette aide dépend, pardessus tout, de la préparation du prolétariat et de son parti, du développement de la lutte révolutionnaire dans tel ou tel pays.

Dans le «Manifeste du Parti Communiste», Marx et Engels indiquent que les intérêts du prolétariat et du peuple d'un pays sont indissociables des intérêts du prolétariat et des peuples du monde entier.

La révolution, comme l'enseigne Lénine et comme la vie l'a confirmé, se développe victorieusement dans chaque pays à part. C'est pourquoi cette victoire dépend avant tout de la classe ouvrière et de son parti révolutionnaire dans chaque pays, de leur capacité d'appliquer, dans les conditions concrètes qui sont les leurs, les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline sur la révolution.

Cependant, les révisionnistes modernes, titistes, soviétiques, «eurocommunistes», chinois, et autres, qui se sont mis en devoir de désorienter les gens sur la question de la révolution et d'en empêcher le déclenchement, ont suscité une grande confusion et mené un intense travail de sape à rencontre de ces enseignements et surtout de la théorie léniniste de la révolution.

Aujourd'hui, alors que la solution de cette question est à l'ordre du jour, c'est pour les marxistes-léninistes un devoir impératif que de dissiper le brouillard que les révisionnistes ont répandu sur la révolution, de dénoncer leurs manœuvres et leurs spéculations sur cette question, de dévoiler leurs desseins contre-révolutionnaires, chauvins, hégémoniques, de comprendre et d'appliquer correctement les enseignements du marxisme-léninisme sur la révolution.

Défendons et appliquons les enseignements marxistes-léninistes sur la révolution

Le marxisme-léninisme nous enseigne, et l'expérience de toutes les révolutions l'a confirmé, que, pour que la révolution se déclenche et triomphe, il faut que soient réunis les facteurs objectifs et subjectifs requis.

Cet enseignement, Lénine l'a formulé dans son œuvre «La Faillite de la II^e Internationale» et il l'a développé plus avant dans son ouvrage «La Maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)» et dans d'autres de ses écrits.

S'arrêtant sur la situation révolutionnaire, en tant que facteur objectif de la révolution. Lénine la caractérise ainsi :

«1) L'impossibilité pour les classes dominantes de conserver leur domination sous une forme non modifiée» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 21, p. 223.) par suite de la crise profonde qui s'est abattue sur ces classes, crise qui cause le mécontentement et la colère des classes opprimées. «Pour que la révolution éclate, dit-il, il ne suffit pas généralement que les «couches inférieures ne veuillent plus vivre comme auparavant» mais il faut également que les «couches supérieures ne puissent plus». 2) L'aggravation... de la pauvreté et de la détresse des classes opprimées. 3) Une accentuation marquée par les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses qui... sont entraînées... vers des actions historiques indépendantes». (Ibid.)

«En d'autres termes, cette vérité peut être exprimée ainsi : la révolution est impossible sans une crise générale nationale (affectant exploités et exploités)». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 31, p. 83.)

«Sans ces changements objectifs, souligne-t-il, indépendants non seulement de la volonté de tels ou tels groupes ou partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est — en règle générale — impossible». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 21, p. 223.)

Mais la révolution, dit Lénine, ne surgit pas de toute situation révolutionnaire. Dans bien des cas, soutient-il, les situations révolutionnaires, comme celles des années 1860-1870 en Allemagne, des

années 1859-1861 et 1879-1880 en Russie, ne se sont pas transformées en révolutions, à cause de l'absence du facteur subjectif, autrement dit, d'une haute conscience des masses et de leur disposition à faire la révolution.

«... la capacité de **la classe** révolutionnaire, comme le dit Lénine, de mener des actions révolutionnaires de masse, assez **vigoureuses** pour briser (ou entamer) l'ancien gouvernement, qui ne «tombera» jamais, même à l'époque des crises, si on ne le «fait choir». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 21, p. 223.)

Pour la préparation du facteur subjectif, comme l'écrivait déjà Lénine dans ses premières œuvres, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, sa fonction de direction, d'éducation et de mobilisation des masses révolutionnaires, jouent un rôle déterminant. Le parti s'acquitte de cette fonction aussi bien au moyen de l'élaboration d'une ligne politique juste, répondant aux conditions concrètes, aux vœux et aux revendications révolutionnaires des masses, qu'à travers un travail très vaste, des actions révolutionnaires intenses et étudiées politiquement à fond, qui fassent prendre conscience au prolétariat et aux masses travailleuses de la situation dans laquelle ils vivent, de l'oppression, de l'exploitation, des lois barbares de la bourgeoisie qui pèsent sur eux, de la nécessité de la révolution, comme moyen de renverser l'ordre d'asservissement.

Ainsi, les couches pauvres réagiront avec tant d'intensité que les riches, la bourgeoisie au pouvoir, ébranlés aussi par d'autres contradictions intérieures et extérieures, se trouveront dans l'impossibilité de maintenir leur domination antérieure. Lorsque ces conditions sont remplies, lorsque existent les facteurs objectifs et subjectifs, eux-mêmes liés entre eux, alors la révolution peut non seulement éclater, mais aussi triompher.

Les révolutionnaires méditent toujours profondément sur ces thèses géniales de Lénine et, allant plus loin, ils analysent aussi les situations de manière concrète et sous tous les aspects, ils agissent de façon à n'être jamais surpris par des situations révolutionnaires, à ne pas se trouver désarmés en ces moments décisifs, mais à savoir mettre à profit ces situations pour préparer et déclencher la révolution.

Quelle conclusion ressort de l'analyse de la situation actuelle dans le monde ? Le Parti du Travail d'Albanie, se fondant sur la théorie léniniste de la révolution, conclut qu'aujourd'hui dans le monde la situation est en général révolutionnaire, que dans beaucoup de pays cette situation a mûri ou est en train de mûrir rapidement, tandis que dans d'autres ce processus est en voie de développement.

Lorsque nous disons que la situation aujourd'hui est révolutionnaire, nous avons en vue que le monde actuel bouge, qu'il va vers de grandes explosions. Dans l'ensemble, la situation actuelle fait penser à un volcan en éruption, à un feu qui flambe, à un incendie qui consumera précisément les hautes classes dominantes, oppresseuses et exploiteuses.

Le monde capitaliste et révisionniste est actuellement tenaillé par une grave crise économique et politique, financière et militaire, idéologique et morale. Cette crise, qui a ébranlé toutes les structures et superstructures de l'ordre bourgeois et révisionniste, a aggravé et approfondi encore la crise générale du système capitaliste.

Les conséquences de la crise apparaissent très importantes et ruineuses surtout dans le domaine économique. L'année 1974 a marqué l'approfondissement de la crise économique la plus grave de la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale. Cela a entraîné une chute considérable de la production industrielle : de 20 % au Japon, 15 % en Grande-Bretagne, 14 % aux Etats-Unis, 13 % en France et en Italie, 10 % en République fédérale allemande, et ainsi de suite. La crise a provoqué une très profonde dépression. Dans bien des pays capitalistes l'exploitation des capacités productives de certaines branches clés de l'économie a été réduite dans une mesure allant de 25 à 40 % et cet état de choses dure depuis plusieurs années. C'est pourquoi la production industrielle est en état de stagnation. Des stocks énormes de marchandises «excédentaires» restent invendus.

Toutefois, malgré tous ces stocks et bien que les capacités productives soient loin d'être exploitées à plein, les profits des monopoles continuent d'augmenter par suite de la hausse des prix. Ceux-ci montent de jour en jour, et l'inflation, dans certains pays, a atteint des taux très élevés.

La hausse des prix et surtout l'inflation sont un moyen très commode aux mains des monopoles et de l'Etat capitaliste et révisionniste pour faire retomber le lourd fardeau de la crise sur la classe ouvrière et les autres travailleurs.

Sous prétexte de freiner l'inflation, les Etats capitalistes et bourgeois-révisionnistes augmentent les impôts qui grèvent les revenus des masses travailleuses, ils bloquent leurs salaires, cependant qu'ils diminuent les impôts sur les bénéfices des monopoles, dévaluent les monnaies, etc. Ces mesures affectent surtout la classe ouvrière et tous les travailleurs, elles intensifient leur exploitation et abaissent leur niveau de vie.

La persistance de la crise économique a rendu encore plus difficiles et pénibles les conditions d'existence de la classe ouvrière et des masses paysannes. Le chômage a rarement atteint de tels niveaux, il est devenu un mal chronique, une grande plaie de la société bourgeoise et révisionniste. Dans le monde capitaliste-révisionniste 110 millions de personnes ont été jetées sur le pavé. Rien qu'aux Etats-Unis, on ne compte pas moins de 7 à 8 millions de chômeurs. Des centaines de millions d'hommes sont aujourd'hui au seuil de la famine ou dans un état de famine réelle. Des centaines de millions de personnes sont torturées par l'angoisse de l'incertitude du lendemain.

Le dénuement et l'insécurité des grandes masses travailleuses, ainsi que la politique réactionnaire, antipopulaire, que les régimes capitalistes et bourgeois-révisionnistes suivent sur le plan intérieur et extérieur, ont accentué et accentuent constamment le mécontentement des larges couches de la population. Cette situation pénible a suscité parmi ces couches une indignation irrépressible qui s'exprime par des grèves, des protestations, des manifestations de rues, des heurts avec les organes de répression de l'ordre bourgeois et révisionniste, et, dans certains cas, par de véritables révoltes. Les masses populaires deviennent toujours plus hostiles aux régimes qui les dominent.

Les gouvernements des pays impérialistes, capitalistes et révisionnistes, cherchant à s'assurer, même dans cette situation de crise, le maximum de profits, à éteindre le mécontentement et la colère des masses et à les détourner de la révolution, font toutes sortes de promesses et de propositions fallacieuses.

Entre-temps, les pauvres s'appauvrissent encore davantage, les riches s'enrichissent toujours plus, le fossé entre les couches pauvres et les couches riches de la société, entre les pays capitalistes développés et les pays peu développés, ne cesse de s'approfondir.

La crise actuelle s'est étendue aussi à la vie politique, suscitant une agitation fébrile dans les milieux dirigeants des Etats capitalistes et révisionnistes. On en a un clair témoignage dans la fréquence accrue des crises gouvernementales et le renouvellement des équipes au pouvoir.

La bourgeoisie et les cliques dominantes sont obligées de changer toujours plus fréquemment les chevaux des attelages gouvernementaux, afin d'abuser les travailleurs et de leur faire espérer que les nouveaux seront meilleurs que les anciens, de leur faire croire que la crise et l'impossibilité d'en sortir sont imputables aux anciens, que les nouveaux amélioreront la situation, et ainsi de suite. Toute cette mystification menée à grande échelle est couverte de slogans mensongers sur la liberté, la démocratie, etc., surtout durant les campagnes électorales. Dans le même temps, la bourgeoisie des pays capitalistes et révisionnistes renforce ses armes féroces de violence, l'armée, la police, les services secrets, les organes judiciaires, elle renforce le contrôle de sa dictature sur tous les mouvements et les efforts du prolétariat. La tendance qui apparaît clairement aujourd'hui dans les pays capitalistes et révisionnistes est à l'accentuation de la violence bourgeoise et à la limitation des droits démocratiques. La tendance à la fascisation de la vie du pays s'affirme toujours davantage et la bourgeoisie se prépare

à instaurer le fascisme dès qu'elle trouvera impossible de maintenir sa domination par les méthodes et les moyens «démocratiques».

La crise économique, financière et politique a frappé non seulement les monopoles, les gouvernements, les partis et les forces politiques à l'intérieur du pays, mais aussi les alliances internationales, les blocs économiques, politiques et militaires, comme le Marché commun et le Comecon, la Communauté européenne, l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie. Les contradictions, les frictions, les contestations, les désaccords entre les partenaires de ces alliances et blocs se manifestent plus ouvertement et avec plus d'acuité.

La course aux armements, la préparation générale à la guerre et la fomentation de guerres locales par les superpuissances et les autres puissances impérialistes, comme au Moyen-Orient, à la Corne de l'Afrique, au Sahara occidental, en Indochine et ailleurs constituent une autre manifestation de la crise et des efforts déployés pour en sortir.

Cette voie sert les plans hégémonistes et expansionnistes de l'une ou de l'autre des puissances impérialistes. Tout cela maintient en vie et développe l'industrie de guerre et le commerce des armes, qui ont pris actuellement des proportions inouïes.

Mais tous ces moyens politiques et militaires ne sont que des palliatifs qui ne guérissent ni ne peuvent guérir le système capitaliste-révisionniste gravement malade.

A la crise économique et politique actuelle du monde capitaliste et révisionniste vient s'ajouter une crise idéologique et morale sans précédent. On n'avait jamais vu une confusion et un désarroi idéologiques et moraux comme ceux de la période actuelle. Il n'y a jamais eu autant de variantes de théories bourgeoises de droite, du centre et de «gauche», affublées de toutes sortes d'habits, laïques et religieux, classiques et modernes, ouvertement anticommunistes et prétendument communistes et marxistes. On n'avait jamais vu un tel dérèglement moral, un mode de vie si corrompu, un si profond avilissement spirituel. Les théories bourgeoises et révisionnistes, échafaudées avec tant de peine et claironnées à cor et à cri comme des «recettes pour échapper aux maux de la vieille société», les théories, entre autres, sur la «stabilisation définitive du capitalisme», le «capitalisme populaire», la «société de consommation», la «société post-industrielle», la «prévention des crises», la «révolution technique et scientifique, la «coexistence pacifique» khrouchtchéviennne, le «monde sans armées, sans armes et sans guerres», le «socialisme à visage humain», ont maintenant été secouées jusque dans leurs fondements.

On retrouve tous ces aspects de la crise générale non seulement en Yougoslavie, où ses conséquences sont plus manifestes, mais aussi dans l'Union soviétique social-impérialiste et les autres pays révisionnistes. Dans ces pays, l'oppression et l'exploitation se sont accentuées dans tous les domaines, tous souffrent des maux du capitalisme, des querelles et des conflits pour le pouvoir et des privilèges entre les dirigeants et les couches supérieures, partout bouillonnent le mécontentement et la colère des masses populaires. Dans ces pays également, de grandes possibilités existent donc pour le déclenchement de la révolution. Là aussi, la loi de la révolution agit comme dans tout autre pays bourgeois.

C'est justement cet état de la crise générale actuelle du capitalisme, laquelle tend à s'accroître toujours plus, qui nous amène à conclure que la situation révolutionnaire a atteint ou est en passe d'atteindre la plupart des pays capitalistes et révisionnistes, partant, que cette situation a mis à l'ordre du jour la révolution.

La bourgeoisie et les révisionnistes, sous la pression toujours croissante de la crise et des échecs qu'ils ont subis dans leurs prophéties et dans leurs manœuvres pour étouffer la révolution, s'efforcent de trouver de nouveaux expédients et de fabriquer d'autres théories trompeuses.

Les révisionnistes modernes ont arboré aujourd'hui le drapeau de la défense du système capitaliste, de l'oppression et de l'exploitation des peuples, de la division du mouvement révolutionnaire et de libération, et en général de la mystification des masses. Mais eux aussi connaîtront le même sort que les social-démocrates et tous les autres opportunistes du passé, qui ont fini comme de simples valets de la bourgeoisie.

Dans la situation actuelle, alors qu'elle est frappée par de graves crises économiques, politiques et idéologiques, la bourgeoisie demande à ses valets révisionnistes de prendre plus ouvertement sa défense. Cela les contraint à lever toujours plus leurs masques, mais aussi à se discréditer encore davantage. Lénine a dit :

«Les opportunistes sont les ennemis bourgeois de la révolution prolétarienne, qui, en temps de paix, accomplissent à la dérobée leur besogne bourgeoise, en s'incrutant dans les partis ouvriers, mais, qui, dans les périodes de crise, se révèlent aussitôt les alliés déclarés de toute la bourgeoisie unie, des conservateurs aux bourgeois les plus radicaux et les plus démocrates, des libres penseurs aux éléments religieux et cléricaux». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 21, p. 106.)

Cette conclusion scientifique de Lénine est pleinement confirmée par le service que les révisionnistes modernes rendent aujourd'hui au système capitaliste en crise.

Prenons par exemple, l'Italie, un pays où se manifeste typiquement le pourrissement du capitalisme à sa base et à sa superstructure. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Italie a été continuellement gouvernée par les démocrates-chrétiens, le parti de la grande bourgeoisie, le parti du Vatican, ce parti qui a rassemblé autour de lui toute la bourgeoisie religieuse-réactionnaire et les éléments de droite. Leur gouvernement est au pouvoir dans un pays acculé pratiquement à la faillite. De 1945 à ce jour, les couches de la haute bourgeoisie ont été prises dans une crise si grave que depuis lors quelque quarante gouvernements se sont succédé, gouvernements démocrates-chrétiens «monocolores», démocrates-chrétiens-socialistes, tripartites, gouvernements groupant démocrates-chrétiens, socialistes et social-démocrates, gouvernements de centre-gauche, de centre-droite, etc.

La profonde crise de gouvernement en Italie reflète la situation de la crise intérieure générale, qui ne trouve aucune issue. Elle a pour conséquences les discordes, les conflits, les assassinats et les scandales politiques, qui deviennent toujours plus fréquents, comme la destitution du président Leone, l'assassinat du président du Parti démocrate-chrétien Moro, etc.

L'Italie est devenue une place d'armes des Etats-Unis. Son économie en faillite qui se débat sous les griffes de l'impérialisme américain, est aussi embarquée dans le Marché commun européen, où elle fait figure de comparse.

Cette situation a entraîné l'appauvrissement des larges masses travailleuses italiennes, dont le niveau de vie ne cesse de baisser. Le chômage y sévit plus gravement que dans les autres pays du Marché commun. L'Italie est celui d'entre eux où l'émigration de la main-d'œuvre est la plus nombreuse et dont la balance commerciale est le plus déficitaire. Les pays du Marché commun, en particulier l'Allemagne occidentale et la France, en limitant leurs achats de denrées alimentaires en Italie, ont mis son agriculture en mauvaise posture. Les prix à l'exportation du beurre, du lait et des fruits italiens ont beaucoup baissé, tandis que le coût de la vie a augmenté à l'extrême. L'Italie est devenue le pays des grandes grèves, auxquelles participent la niasse des travailleurs, depuis les ouvriers des industries lourde et légère, jusqu'aux travailleurs des transports, des postes, des lignes d'aviation et même au personnel de la police.

Dans cette situation si effervescente, où les intérêts des masses et de la révolution demandent que ce grand mécontentement du prolétariat et du peuple tout entier soit canalisé dans la lutte contre la bourgeoisie réactionnaire, contre l'attaque fasciste qu'elle prépare, les révisionnistes italiens et les

syndicats réformistes, toute l'aristocratie ouvrière, ainsi que les tenants de la théorie chinoise des «trois mondes», agissent en sapeurs-pompier de la révolution et en défenseurs de l'ordre bourgeois.

Cet ordre bourgeois pourri est soutenu par tous les partis, du parti fasciste au parti révisionniste de Berlinguer. Le parti révisionniste italien s'unit à la bourgeoisie justement pour maintenir au pouvoir cet ordre bourgeois secoué jusque dans ses fondements. Il s'efforce d'affaiblir et de briser l'élan révolutionnaire du prolétariat italien, en cherchant mensongèrement à lui faire croire qu'il suit et applique un marxisme approprié aux conditions du pays.

Il y a longtemps que Berlinguer non seulement est entré en tractations avec les démocrates-chrétiens, mais qu'il s'est arrangé avec eux, et même, sur de nombreux problèmes, tout en ne faisant pas officiellement partie du gouvernement, il s'associe à son action. Le gouvernement appuie ce parti et, en même temps, juste pour la frime, il laisse entendre qu'il n'est soi-disant pas d'accord avec lui. De son côté, le parti révisionniste italien joue le même jeu.

Les révisionnistes italiens font un grand tapage autour d'un programme gouvernemental conclu entre les cinq partis de la majorité parlementaire italienne, qu'ils vantent comme une «importante victoire», comme une «nouvelle phase politique» dans leur pays. Mais la phase politique dont parle Berlinguer, c'est l'adhésion du parti révisionniste aux plans du capital italien. Berlinguer considère cela comme un accord sérieux, réaliste et non dogmatique. Il prétend que cet accord entraînera un changement réel, non seulement dans les rapports politiques entre les partis, mais encore dans toute la vie économique, sociale et étatique du pays.

Les révisionnistes italiens s'engagent ainsi précisément dans la voie prévue par Lénine pour les divers opportunistes, qui cherchent l'unité avec le capital en vue de freiner l'élan révolutionnaire des masses. Par cette unité; ils pensent avoir relativement atteint leur objectif, qui est d'aller au socialisme à travers le pluralisme. Il va de soi que ce n'est là qu'un songe, et le président du Sénat italien, Amintore Fanfani, n'a nullement tort de qualifier l'accord des cinq partis de collection de rêves. Si, de la part des révisionnistes italiens, c'est une collection de rêves, pour les forces du capital, par contre, ce n'est nullement un songe, mais une action en profondeur pour liquider les idées du communisme en Italie, pour rejeter les revendications du peuple et du prolétariat italien et pour écraser sa lutte révolutionnaire en vue de l'édification d'une société nouvelle. Les révisionnistes italiens recueillent maintenant quelques miettes, mais, en prétendant que le gouvernement a besoin de la participation du parti révisionniste, ils demandent que celui-ci s'y intègre totalement, qu'il y plonge comme un poisson dans l'eau. Bref, le parti révisionniste italien tend à s'engager complètement dans le tourbillon réactionnaire du capital monopoliste italien.

Le parti de Berlinguer est, idéologiquement parlant, un parti complètement dégénéré, avec un programme social-démocrate entièrement réformiste et parlementariste. Il soutient l'ordre établi par la Constitution pseudo-démocratique, à la rédaction de laquelle participèrent les «communistes» italiens eux-mêmes, Togliatti en tête. C'est précisément au nom de cette Constitution que, depuis trois décennies, la bourgeoisie réactionnaire et cléricale fait la loi en Italie, opprime le prolétariat et les larges masses du peuple. Les prétendus communistes italiens jugent cette oppression juste et conforme à la Constitution.

Au parlement italien ou en dehors de celui-ci, dans les organes de presse, à la télévision et à la radio, le parti révisionniste italien et les autres partis de la bourgeoisie, le parti démocrate-chrétien en tête, pratiquent quotidiennement une politique et une démagogie effrénées, qui étourdissent, désorientent et déconcertent l'opinion italienne afin d'affaiblir la volonté révolutionnaire du prolétariat et la conscience politique des masses travailleuses.

Toute cette activité est fort utile à la réaction italienne et au Vatican. Le parti révisionniste italien tâche d'étouffer le mouvement révolutionnaire des masses populaires avec le prolétariat à leur tête, pour

faire obstacle à la révolution, pour aider la bourgeoisie à surmonter la situation et à conjurer le renversement de l'ordre existant.

Arrêtons-nous à un autre exemple, l'Espagne. A la mort de Franco, le roi Juan Carlos a accédé au pouvoir. Il est le représentant de la grande bourgeoisie espagnole, qui, voyant la crise grave où la longue domination du régime fasciste avait plongé le pays, en est arrivée à penser que l'Espagne ne pouvait plus être gouvernée comme au temps de Franco. Il fallait donc procéder à certains changements dans la forme de gouvernement et écarter du pouvoir la phalange franquiste compromise. Après les péripéties d'un changement à la tête du gouvernement, les hommes les plus fidèles au nouveau roi, continuateur du franquisme réformé, ont pris le pouvoir.

En Espagne ont éclaté des manifestations et des grèves d'une ampleur sans précédent. Le peuple demandait des changements, naturellement pas le «changement» qui avait été opéré, mais des changements profonds et radicaux. Dans ce pays, les grèves, les manifestations et les affrontements se sont succédé et se succèdent sans discontinuer. Les masses demandent des libertés et des droits, les diverses nationalités, l'autonomie. Dans cette situation, le gouvernement de Juan Carlos, afin de tromper les masses révoltées, a légalisé aussi le parti révisionniste de Carrillo-Ibarruri. Les chefs de ce parti sont devenus les laquais dociles du régime monarchique espagnol, ils se sont faits des briseurs de grève pour freiner le vigoureux élan révolutionnaire qui a grandi dans la situation actuelle, pour écraser, avec la bourgeoisie, tous les éléments animés des idées révolutionnaires de la guerre d'Espagne et sympathisants de la république.

Ici aussi apparaît le rôle de sapeur-pompier du parti révisionniste espagnol, analogue, encore que moins efficace, au rôle que joue le parti révisionniste italien.

C'est ce même rôle que jouent les partis révisionnistes en France, au Japon, aux Etats-Unis, en Angleterre, au Portugal et dans tous les autres pays capitalistes, pour aider l'ordre bourgeois à surmonter les crises et les situations révolutionnaires, à désorienter et à paralyser le prolétariat et les autres masses opprimées et exploitées, qui comprennent toujours plus clairement qu'il n'est plus possible de vivre dans la «société de consommation» ni dans les autres sociétés exploiteuses, et qui se dressent contre le régime politique et économique capitaliste.

Les partis révisionnistes sont surtout les ennemis du léninisme. Autrement dit, ils sont les ennemis de la révolution, car c'est Lénine qui a élaboré d'une façon achevée la théorie de la révolution prolétarienne et qui l'a appliquée en Russie. C'est sur la base de cette théorie que la révolution socialiste a été victorieuse en Albanie et dans d'autres pays. La théorie léniniste, qui trace la voie au triomphe de la révolution partout dans le monde, ôte leur vernis aux théories contre-révolutionnaires révisionnistes du passage pacifique au socialisme par la voie parlementaire, sans la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, voire même, selon elles, en utilisant celui-ci pour des transformations pacifiques socialistes, et en se passant aussi bien de la direction du prolétariat et de son parti d'avant-garde que de la dictature du prolétariat.

C'est précisément en ces moments si révolutionnaires, lorsqu'il est fort possible que la révolution éclate aux maillons les plus faibles de la chaîne capitaliste, lorsqu'il est extrêmement nécessaire d'élever la conscience de classe du prolétariat, de préparer le facteur subjectif, de renforcer la confiance dans la justesse et le caractère universel de la théorie marxiste-léniniste, qui indique la véritable voie de la prise du pouvoir par le prolétariat et les autres masses opprimées, c'est précisément alors que les révisionnistes viennent rendre un service inestimable à la bourgeoisie pour qu'elle tienne tête à la révolution et la conjure. C'est pourquoi, la bourgeoisie s'efforce par tous les moyens d'encadrer les partis révisionnistes et les syndicats qui sont influencés par ces derniers, dans la lutte contre la révolution et le communisme. Toute la ligne de conduite de l'impérialisme américain, du capitalisme mondial et de la bourgeoisie de chaque pays, vise précisément à cet objectif. La bourgeoisie demande que les partis révisionnistes se mettent ouvertement et entièrement au service du capital, en se donnant une couleur «communiste» et en luttant soi-disant pour changer la situation,

pour créer une société nouvelle hybride, où non seulement le patronat et les classes riches, mais soi-disant aussi les classes pauvres, dont les partis «communistes» révisionnistes et les partis socialistes se prétendent les représentants et les défenseurs, feront entendre leur voix.

En particulier, les révisionnistes au pouvoir, yougoslaves, soviétiques et chinois, rendent un très grand service au capitalisme mondial, dans la lutte pour freiner et étouffer les révolutions.

Les révisionnistes yougoslaves sont des ennemis déclarés du léninisme. A grand renfort de propagande, ils rejettent avec plus de véhémence que quiconque le caractère universel des lois de la révolution socialiste, incarnées dans la Révolution d'Octobre et énoncées dans la théorie léniniste de la révolution. Ils professent que le monde actuel va soi-disant spontanément vers le socialisme, et que, de ce fait, la révolution, la lutte de classe, etc., sont inutiles. Comme modèle de socialisme authentique les révisionnistes yougoslaves offrent leur système capitaliste d'«autogestion», qui, selon eux, serait une panacée [*En français dans le texte.*] à la fois aux «maux» du socialisme «stalinien» et aux maux du capitalisme. L'instauration de ce système, selon eux, ne nécessite ni révolution violente, ni dictature du prolétariat, ni propriété socialiste d'Etat, ni centralisme démocratique. L'«autogestion» peut être instaurée en douceur, à travers l'accord et la collaboration entre les milieux dominants, entre les employeurs et les ouvriers, entre le gouvernement et les patrons ! C'est justement parce que le révisionnisme yougoslave est l'ennemi du léninisme et qu'il sabote la révolution, que le capitalisme international, surtout l'impérialisme américain, se montre si «généreux» dans les aides financières, matérielles, politiques et idéologiques qu'il accorde à la Yougoslavie titiste.

Les révisionnistes soviétiques, en paroles, ne rejettent pas le léninisme et la théorie léniniste de la révolution, mais pratiquement, par leurs attitudes et leur action contre-révolutionnaires, ils les combattent. Ils n'ont pas moins peur de la révolution prolétarienne que les impérialistes américains et la bourgeoisie des divers pays, parce que dans leur pays la révolution les détrônerait, les dépouillerait du pouvoir et de leurs privilèges de classe, tandis que dans les autres pays elle annihilerait leurs plans stratégiques pour la domination mondiale.

S'ils cherchent à se poser en continuateurs de la Révolution d'Octobre, en tenants du léninisme, c'est pour mystifier le prolétariat et les masses travailleuses tant en Union soviétique que dans les autres pays. S'ils parlent de «socialisme développé», de «passage au communisme», c'est pour étouffer tout mécontentement, toute révolte et tout mouvement révolutionnaire des masses travailleuses contre la domination révisionniste dans leur pays et pour les réprimer comme des actes «contre-révolutionnaires», «antisocialistes». A l'intention de l'étranger, ils utilisent le «léninisme» comme un masque pour cacher leurs théories et leur pratiques anti-marxistes, anti-léninistes, pour ouvrir la voie à leurs plans expansionnistes et hégémoniques social-impérialistes.

Les révisionnistes soviétiques cherchent à faire croire que la révolution violente dans les pays capitalistes développés est très dangereuse à l'époque actuelle, lorsque, selon eux, toute explosion révolutionnaire peut tourner en une guerre mondiale et thermonucléaire qui exterminera le genre humain. C'est pourquoi ils recommandent, comme étant aujourd'hui la voie la plus appropriée, la révolution pacifique, la conversion du parlement d'«organe de la démocratie bourgeoise en organe de la démocratie pour les travailleurs». Même la «détente», le prétendu relâchement de la tension, qui sert les objectifs de la politique étrangère soviétique, est présentée par eux comme étant la «tendance générale de l'évolution mondiale actuelle», qui conduira soi-disant au triomphe pacifique de la révolution à l'échelle mondiale.

A des fins démagogiques, ils ne rejettent pas la dictature du prolétariat, ils en prennent même théoriquement la défense, déclarant que dans certains cas on peut recourir aussi à la révolution violente. Mais ces déclarations leur sont surtout utiles pour justifier les complots et les putschs armés qu'ils organisent dans un pays ou un autre afin d'y établir des régimes et des cliques réactionnaires prosoviétiques, de détourner les mouvements de libération nationale de la juste voie et de les mettre sous leur hégémonie ; etc.

Désormais, la Chine révisionniste est devenue, elle aussi, et avec beaucoup de zèle, un sapeur-pompier de la révolution. Toute la politique intérieure et extérieure des révisionnistes chinois est dirigée contre la révolution, parce que celle-ci bouleverse leur stratégie qui vise à faire de la Chine une superpuissance impérialiste.

En Chine, la direction révisionniste étouffe féroce toute explosion révolutionnaire de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses contre ses attitudes et ses actions bourgeoises contre-révolutionnaires. Elle cherche par tous les moyens à dissimuler les contradictions de notre époque, surtout la contradiction entre le travail et le capital, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les révisionnistes chinois déclarent qu'aujourd'hui le monde ne connaît qu'une contradiction, la contradiction entre les deux superpuissances, qu'ils présentent comme la contradiction entre, d'une part, les Etats-Unis et tous les autres pays du monde, et d'autre part, le social-impérialisme soviétique. Se fondant sur cette thèse inventée de toutes pièces, ils appellent le prolétariat et le peuple de chaque pays à s'unir à leur propre bourgeoisie pour «défendre la patrie et l'indépendance nationale» contre le danger qui ne leur viendrait que du social-impérialisme soviétique. Ce faisant, ils prêchent aux masses l'idée de l'abandon de la révolution et de la lutte de libération.

Pour les révisionnistes chinois, la question de la révolution prolétarienne et de la révolution de libération nationale ne se pose nullement à notre époque, parce que, entre autres raisons, il n'y a, selon eux, nulle part au monde de situation révolutionnaire. Aussi conseillent-ils au prolétariat de s'enfermer dans des bibliothèques et d'étudier la «théorie», car l'heure des actions révolutionnaires ne serait pas venue. Dans ce cadre, on voit clairement combien hostile et contre-révolutionnaire est la politique des révisionnistes chinois qui divisent le mouvement marxiste-léniniste et empêchent l'union de la classe ouvrière dans la lutte contre le capital.

La presse et la propagande chinoises, ainsi que les discours des dirigeants chinois, ne font aucunement état des manifestations et des grèves imposantes organisées actuellement par tout le prolétariat dans divers pays capitalistes. S'ils s'en abstiennent, c'est parce qu'ils ne veulent pas encourager la révolte des masses, ils ne veulent pas que le prolétariat mette à profit ces situations contre l'oppression et l'exploitation. Quel son hypocrite rendent leurs slogans grandiloquents et creux selon lesquels «les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution» !

En prétendant qu'aujourd'hui dans le monde il n'y a pas de situation révolutionnaire, les révisionnistes chinois non seulement sont en contradiction avec la réalité, mais encore ils demandent que le prolétariat et son parti marxiste-léniniste restent les bras croisés, qu'ils n'entreprennent aucune action révolutionnaire et n'œuvrent pas à préparer la révolution. Depuis longtemps, dès le II^e Congrès de l'Internationale communiste, Lénine avait critiqué ces vues défaitistes, formulées par l'Italien Serrati, selon lequel il ne faut pas mener d'actions révolutionnaires quand il n'existe pas de situation révolutionnaire.

«La différence entre socialistes et communistes, disait Lénine, consiste précisément en ce que les socialistes se refusent à agir comme nous le faisons en toute situation, c'est-à-dire à mener une action révolutionnaire». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 31, p. 277.)

Cette critique de Lénine est aussi un soufflet cuisant pour les révisionnistes modernes chinois et pour tous les autres révisionnistes qui, à l'instar des social-démocrates, sont contre les actions révolutionnaires du prolétariat et des autres masses travailleuses.

Lénine traitait Kautsky de renégat parce que

«... celui-ci a totalement dénaturé la doctrine de Marx, il l'a accommodée à l'opportunisme, «il a renié en fait la révolution tout en la reconnaissant en paroles»». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, p. 257.)

Les dirigeants révisionnistes chinois font quelque chose de plus que Kautsky. Ils n'admettent pas même en paroles la nécessité de la révolution. C'est par cette ligne réactionnaire que s'expliquent la politique et les attitudes foncièrement contre-révolutionnaires de la direction révisionniste chinoise, qui cherche par tous les moyens à faire alliance et à collaborer avec l'impérialisme américain et les autres pays capitalistes développés, et appuie le Marché commun européen et l'O.T.A.N.

En s'alliant et en recherchant une unité d'action avec les impérialistes américains, qui sont, avec les social-impérialistes soviétiques, les plus féroces oppresseurs et exploités, les plus grands ennemis du prolétariat et des peuples, ainsi qu'avec les autres oppresseurs impérialistes, avec la réaction mondiale la plus noire, en demandant au prolétariat des pays européens et des autres pays capitalistes développés de plier l'échiné et d'accepter le joug de la bourgeoisie, les révisionnistes chinois participent eux-mêmes à cette oppression et s'unissent au capitalisme mondial dans la lutte contre la révolution, contre le socialisme, contre la libération des peuples.

Comme on le voit, le capitalisme mondial avec le révisionnisme moderne et tous ses autres instruments mènent une lutte de front âpre et multiforme pour empêcher l'explosion des révolutions.

Ils s'emploient de toutes leurs forces à surmonter les crises, à apaiser ou à étouffer les situations révolutionnaires afin qu'elles ne tournent pas en révolutions. Mais les crises et les situations révolutionnaires sont des phénomènes objectifs qui ne dépendent de la volonté et des vœux ni des capitalistes, ni des révisionnistes, ni de qui que ce soit. Elles ne pourront être conjurées que lorsqu'aura disparu l'ordre capitaliste oppresseur et exploiteur, qui les engendre inévitablement.

Les impérialistes, les autres capitalistes et les révisionnistes savent bien que la révolution n'éclate pas d'elle-même dans les périodes de crises et de situations révolutionnaires. C'est pourquoi ils portent leur attention et dirigent leurs coups principaux sur le facteur subjectif. D'une part, ils cherchent à désorienter et à tromper le prolétariat, les autres masses travailleuses et les peuples, à ne pas leur permettre de prendre conscience de la nécessité impérieuse de la révolution et à les empêcher de s'unir et de s'organiser ; d'autre part, ils luttent pour anéantir le mouvement marxiste-léniniste international afin qu'il ne puisse pas se dresser et se renforcer, devenir une grande force politique dirigeante de la révolution, et que les partis marxistes-léninistes authentiques d'aucun pays n'acquiescent la capacité politique et idéologique qui les mettrait en mesure d'unir, d'organiser, de mobiliser et de guider les masses dans la révolution et à la victoire.

Mais quels que soient leurs efforts et leur lutte, les impérialistes, les capitalistes, les révisionnistes et les réactionnaires ne peuvent empêcher la roue de l'histoire d'aller de l'avant. Leurs efforts et leur lutte se heurteront aux efforts et à la lutte révolutionnaire du prolétariat et des peuples épris de liberté, alors que les révisionnistes modernes subiront le même sort que les social-démocrates et tous les opportunistes du passé, tous les laquais de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

La lutte de libération des peuples, composante de la révolution mondiale

Quand nous parlons de la révolution, nous n'entendons pas seulement la révolution socialiste. A l'époque actuelle du passage révolutionnaire du capitalisme au socialisme, comme l'ont expliqué Lénine et Staline, la lutte de libération des peuples, les révolutions national-démocratiques, anti-impérialistes, et les mouvements de libération nationale sont eux aussi des éléments constitutifs d'un unique processus révolutionnaire, de la révolution prolétarienne mondiale.

«Le léninisme, dit Staline, a prouvé... que la question nationale ne peut être résolue qu'en liaison avec la révolution prolétarienne et sur le terrain de celle-ci ; qu'en Occident la voie de la victoire de la révolution passe par l'alliance révolutionnaire avec le mouvement de libération des colonies et des pays dépendants, contre l'impérialisme. La question nationale est une partie de la question générale de la révolution prolétarienne, une partie de la question de la dictature du prolétariat». (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 6, p. 144.)

Cette liaison est devenue encore plus évidente, plus naturelle, aujourd'hui que la majorité des peuples, en renversant l'ancien système colonial, ont fait un grand pas en avant vers l'indépendance en créant leurs propres Etats nationaux et que, après ce pas, ils aspirent à aller plus avant. Ils veulent abolir le système néo-colonialiste, s'affranchir de toute dépendance impérialiste, de toute exploitation du capital étranger, conquérir leur souveraineté et leur indépendance complète, économique et politique. Il a été prouvé qu'on ne peut réaliser ces aspirations et atteindre ces objectifs qu'en éliminant toute domination ou dépendance étrangère et en s'affranchissant de l'oppression et de l'exploitation des gouvernants bourgeois et des grands propriétaires terriens du pays.

Il s'ensuit que la révolution national-démocratique, anti-impérialiste, de libération nationale, est liée et s'entrelace avec la révolution socialiste, car en attaquant l'impérialisme et la réaction, ennemis communs du prolétariat et des peuples, la première ouvre aussi la voie aux grandes transformations sociales, elle contribue au triomphe de la révolution socialiste. Et vice-versa, la révolution socialiste, en attaquant la bourgeoisie impérialiste, en sapant ses positions économiques et politiques, crée des conditions favorables aux mouvements de libération et en facilite la victoire.

C'est dans cette optique que le Parti du Travail d'Albanie considère la question de la révolution. Il la regarde à partir de positions marxistes-léninistes, il appuie donc et soutient de toutes ses forces les luttes justes des peuples épris de liberté, contre l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et les autres puissances impérialistes, ainsi que contre le néo-colonialisme, car ces luttes contribuent à la cause commune de la destruction de l'impérialisme, du système capitaliste et à la victoire du socialisme dans chaque pays et à l'échelle mondiale.

Aussi, lorsque nous tirons la conclusion que la révolution est une question posée et à résoudre, qu'elle est à l'ordre du jour, nous avons en vue non seulement la révolution socialiste, mais encore la révolution démocratique anti-impérialiste.

Le degré de maturation de la situation révolutionnaire, le caractère et le développement de la révolution ne peuvent être identiques dans tous les pays. Ces éléments dépendent des conditions historiques concrètes de chacun d'eux, du stade de leur développement économique et social, du rapport des classes, de la condition et du niveau d'organisation du prolétariat et des masses opprimées, du degré d'ingérence des puissances étrangères dans les divers pays, etc. Chaque pays et chaque peuple sont confrontés à de nombreux problèmes spécifiques et très complexes de la révolution.

Actuellement, on parle beaucoup de la situation en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et de l'accomplissement de la révolution dans ces régions. Les dirigeants chinois considèrent la question de la révolution, de l'indépendance et de la libération nationale des pays de ces zones globalement, comme si elle pouvait être résolue à travers l'union de tout le «tiers monde», partant, de ses Etats, de ses classes, de ses gouvernements, etc., méconnaissant par là les situations et les problèmes concrets de chaque pays ou région. Cette vision métaphysique des choses prouve que les dirigeants chinois sont, en fait, contre la révolution et la libération des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, qu'ils sont pour le maintien du statu quo et de la domination impérialiste et néo-colonialiste dans ces pays.

Nous aussi, nous parlons de la libération des peuples africains, latino-américains, asiatiques, arabes, etc. Ces peuples ont beaucoup de problèmes communs à résoudre, mais chacun d'eux est confronté à des problèmes particuliers et très compliqués.

La tâche générale et commune de ces peuples est de s'affranchir de tout joug étranger, impérialiste, colonial et néo-colonial, de l'oppression de la bourgeoisie locale. Ces peuples, en Afrique, Amérique latine, Asie et ailleurs bouillonnent de colère et de haine contre le joug étranger, ainsi que contre celui des cliques dominantes bourgeoises ou latifonduaires-bourgeoises du pays, vendues aux impérialistes américains, aux social-impérialistes soviétiques ou aux autres impérialistes. Ils se sont maintenant réveillés et ne supportent plus qu'on leur ravisse leurs richesses, leur sueur et leur sang, ils ne peuvent

plus s'accommoder du retard économique, social et culturel dont ils souffrent. La lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, les principaux ennemis de la révolution, de la libération nationale et sociale des peuples, la lutte contre la bourgeoisie et la réaction font que les peuples ont beaucoup d'intérêts communs, beaucoup de problèmes communs et que, sur cette base, ils s'unissent entre eux.

La lutte contre Israël, l'instrument le plus sanguinaire de l'impérialisme américain, qui est devenu un grand obstacle au progrès des peuples arabes, est un problème commun qui se pose à tous ces peuples. Cependant, dans la pratique, les Etats arabes ne s'accordent pas sur la lutte qu'ils doivent mener de concert contre Israël, et sur le caractère que doit revêtir cette lutte contre cet ennemi commun. Souvent certains d'entre eux regardent cette lutte dans une optique nationaliste étroite. Nous ne pouvons souscrire à une telle attitude. Nous soutenons qu'Israël doit retourner dans son repaire et cesser ses attitudes et ses actes chauvins, provocateurs et agressifs à l'égard des Etats arabes. Nous demandons qu'Israël se retire des territoires arabes, que les Palestiniens soient rétablis dans tous leurs droits nationaux, mais en aucune manière nous ne sommes pour la suppression du peuple israélien.

Les peuples des pays arabes ont aussi pour devoir commun leur combat pour se libérer complètement des tentacules de l'impérialisme et du social-impérialisme et renforcer leur liberté et leur souveraineté.

Cependant, chaque peuple arabe en particulier a ses caractéristiques propres, ses problèmes spécifiques, qui diffèrent chez beaucoup d'entre eux et qui tiennent au degré inégal de développement économique et social, au niveau culturel, à l'organisation étatique, au niveau de liberté et de souveraineté, au degré d'unification des clans et des tribus, etc. Il est impossible de confondre tous ces éléments particuliers et de demander que le problème de la liberté, de l'indépendance, de la démocratie et du socialisme dans tous ces pays soit résolu pour tous de la même manière et en même temps.

Dans les pays arabes où la bourgeoisie avait de plus grands intérêts, les divers impérialistes ont investi des sommes considérables pour exploiter les richesses naturelles et les peuples. Il fallut pour cela créer certaines conditions de travail aussi bien pour les colons que pour les colonisés. Là où les richesses naturelles ont été le plus abondantes et les intérêts des colonisateurs plus importants, l'exploitation du peuple et des richesses a été plus intense. Certes, l'exploitation des richesses a entraîné un certain essor, mais cela ne peut être considéré comme un développement général et harmonieux de l'économie des pays concernés. Les colonisateurs, de leur côté, ont financé et aidé les chefs des tribus principales, qui avaient vendu leur âme et les richesses de leurs peuples aux occupants impérialistes, mais ne recevaient qu'une petite portion des profits énormes réalisés par ces derniers.

Grâce à ces gains et à l'aide de leurs patrons étrangers, les chefs de tribus, selon le cas et selon la puissance de l'Etat qui les avait asservis, créèrent une sorte d'Etat soi-disant indépendant avec le soutien et sous le contrôle du pays colonisateur. Ainsi, avec l'appui des colonisateurs, les chefs de tribus formèrent les couches de la bourgeoisie riche des cheiks, qui vendirent pour quelques sous leurs terres et aussi leurs peuples, en leur imposant un double joug, celui des colonisateurs étrangers et le leur. Dans les pays arabes se formèrent donc, dressées l'une contre l'autre, d'un côté, la couche de la grande bourgeoisie, des grands propriétaires terriens féodaux, des rois de type moyenâgeux et, de l'autre, celle des esclaves, du prolétariat qui travaillait pour les concessions étrangères. Les hautes couches, grâce aux dons et aux profits que leur concédaient les exploiters étrangers, adoptèrent le mode de vie de la bourgeoisie européenne et américaine. Leurs fils fréquentèrent même les écoles des colonisateurs, où ils acquirent une certaine culture occidentale. Ils se posaient en représentants de la culture de leur peuple, mais en fait ils se préparèrent pour maintenir sous leur joug les masses travailleuses et permettre aux colonisateurs de les exploiter jusqu'à la moelle et sans répit.

Parmi ces pays arabes, les plus riches ont connu un développement plus rapide, d'autres, moins riches, se sont développés plus lentement, alors que les Etats pauvres en sont restés à un stade très arriéré de développement.

Le colonialisme, le pouvoir des rois féodaux et de la grande bourgeoisie latifondiaire, étant pourvus d'une organisation appropriée pour une répression radicale, disposant aussi des forces armées, étouffaient dans l'œuf toute tentative de révolte, toute revendication, même pour l'obtention de certains droits économiques très limités, et à plus forte raison s'il s'agissait de revendications politiques et de révolution.

Leur développement actuel ne pose pas à tous les Etats arabes les mêmes problèmes à résoudre. Le roi d'Arabie Saoudite, par exemple, est confronté à d'autres problèmes et regarde les questions économiques, politiques, organisationnelles, militaires, d'un œil tout à fait différent et dans un autre diapason que les émirs du golfe Persique. De même, l'Irak, la Syrie, l'Egypte, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, etc., ont chacun une approche différente de leurs problèmes.

Aussi, quand nous considérons les peuples arabes, nous sommes amenés à conclure qu'en dépit de leurs multiples intérêts communs, leurs problèmes ne sont pas identiques et qu'ils ne peuvent être résolus de la même façon dans chacun de leurs pays. Nous ne pouvons pas affirmer non plus qu'il existe entre ces pays une alliance pour la solution des problèmes communs et un jugement identique en ce qui les concerne. Les problèmes diffèrent d'un pays arabe à l'autre, en raison non seulement des différences dans les attitudes de leurs gouvernements respectifs mais encore des différentes prises de position des Etats coloniaux ou néo-coloniaux qui font toujours la loi dans la majorité d'entre eux.

Ce que l'on vient de dire pour les peuples arabes vaut aussi pour les peuples du continent africain. L'Afrique est une mosaïque de peuples d'ancienne culture. Chacun de ses peuples a sa culture, ses coutumes, son mode de vie, qui sont, dans une différente mesure selon les pays et pour les raisons que l'on sait, à un stade assez arriéré. L'éveil de la plupart de ces peuples est relativement récent. De jure, les peuples africains en général ont accédé à la liberté et à l'indépendance. Mais il ne peut être question ici de liberté et d'indépendance véritables, car la majorité d'entre eux vivent encore à l'état colonial ou néo-colonial. Beaucoup de ces pays sont gouvernés par les chefs des anciennes ethnies, qui ont pris le pouvoir et s'appuient sur les anciens colonialistes, ou sur les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques. Au stade actuel, ces méthodes de gouvernement dans ces Etats ne sont ni ne peuvent être qu'une survivance marquée du colonialisme. Les impérialistes dominent encore dans la plupart des pays africains à travers les trusts, les capitaux industriels investis, les banques, etc. Pour une très grande part, les richesses de ces pays continuent d'aller aux métropoles.

Certains pays africains ont conquis de haute lutte la liberté et l'indépendance dont ils jouissent, d'autres y ont accédé sans combat. A l'époque de leur domination en Afrique, les colonisateurs anglais, français et autres, ont opprimé les peuples, mais ils ont également créé une bourgeoisie indigène, plus ou moins éduquée à l'occidentale. Cette bourgeoisie a engendré aussi des personnalités. Il est parmi elles nombre d'éléments anti-impérialistes, qui combattent pour l'indépendance de leur pays, mais la plupart, ou bien sont restés fidèles aux anciens colonisateurs pour maintenir avec eux des relations étroites même après la liquidation formelle du colonialisme, ou bien se sont mis sous la dépendance économique et politique des impérialistes américains ou des social-impérialistes soviétiques.

Dans le passé, les colonisateurs s'abstenaient de faire de gros investissements. C'est ce que l'on observait par exemple en Libye, en Tunisie, en Egypte et ailleurs. Cependant, les colonisateurs ont drainé les richesses de tous ces pays, ils se sont approprié de vastes territoires et ont fait croître dans certaines branches de l'industrie, comme dans celles de l'extraction et de la transformation des matières premières, un prolétariat numériquement non négligeable. Ils ont aussi attiré dans les métropoles, en France par exemple, mais aussi en Grande-Bretagne, une forte main-d'œuvre à bon marché qui travaillait dans les mines et les fabriques des colonisateurs.

Dans les autres parties de l'Afrique, surtout en Afrique noire, le développement industriel retarde davantage. Tous les pays de cette zone étaient partagés principalement entre la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et le Portugal. Il y a longtemps que de grandes richesses du sous-sol, notamment

des mines de diamants, de fer, de cuivre, d'or, d'étain, y ont été découvertes, etc., et une industrie d'extraction et de traitement des minerais a été mise sur pied.

Dans beaucoup de pays africains ont été construites de grandes villes typiquement coloniales, où les colonisateurs vivaient dans un luxe fabuleux. Dans ces pays, actuellement, on voit, d'une part, la grande bourgeoisie nationale grandir, se développer et s'enrichir et, d'autre part, les larges masses travailleuses s'appauvrir toujours plus. Ces pays ont connu un certain essor culturel, mais plutôt de caractère européen. La culture locale ne s'y est pas développée, elle en est restée généralement au stade atteint par les tribus et elle ne se reflète pas dans les centres où se dressent les gratte-ciel. Cela tient au fait qu'en dehors des grands centres où vivaient les colonisateurs, sévissaient la misère la plus noire, une détresse extrême, la famine, les maladies, l'ignorance et l'exploitation extrême des populations.

La population africaine est restée culturellement et économiquement en retard, elle est allée diminuant du fait des guerres coloniales, de la féroce persécution raciale, de la traite des Noirs africains et de leur transfert vers les métropoles, les Etats-Unis d'Amérique et d'autres pays, où ils ont travaillé comme des bêtes de somme dans les plantations de coton et d'autres cultures ainsi qu'aux tâches les plus pénibles de l'industrie et du bâtiment.

C'est pourquoi les peuples africains ont encore une grande lutte à mener. C'est déjà et ce sera une lutte très complexe, qui différera d'un pays à l'autre, en fonction de leur développement économique, culturel et éducatif, du degré de leur réveil politique, de la grande influence que les diverses religions, chrétienne, musulmane et les vieilles croyances païennes exercent sur la masse de ces peuples. Cette lutte devient encore plus ardue du fait que nombre de ces pays restent actuellement soumis à la domination néo-colonialiste à laquelle se joint celle des cliques nationales bourgeoises capitalistes. La loi y est faite par les puissants Etats capitalistes et impérialistes qui subventionnent ou qui se sont assujettis les cliques dominantes, qu'ils investissent ou démettent en fonction de leurs intérêts de néo-colonisateurs, ou lorsque l'équilibre de ces intérêts est rompu.

La politique des grands propriétaires terriens, de la bourgeoisie réactionnaire, des impérialistes et des néo-colonialistes, vise à tenir constamment les peuples africains sous le joug, dans l'obscurité, à entraver leur développement social, politique et idéologique, à faire obstacle à leur lutte pour la réalisation de leurs droits. Actuellement, nous voyons ces mêmes impérialistes, les anciens oppresseurs de ces peuples, ainsi que de nouveaux impérialistes, s'efforcer de pénétrer dans le continent africain, en s'ingérant par tous les moyens dans les affaires intérieures des peuples. C'est la raison pour laquelle on voit s'y exacerber de jour en jour les contradictions entre les impérialistes, entre les peuples et les directions bourgeoises et capitalistes de la plupart de ces pays, entre les peuples et les nouveaux colonisateurs.

Il est indispensable que les peuples cherchent à attiser ces divergences et à en tirer profit. Mais ils ne pourront le faire que si le prolétariat, la paysannerie pauvre et tous les opprimés et les esclaves mènent une lutte résolue contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, contre la grande bourgeoisie locale, les latifondiaires, ainsi que contre tous les organismes créés par ceux-ci. Un rôle particulier dans cette lutte revient aux progressistes et aux démocrates, aux jeunes révolutionnaires et aux intellectuels patriotes, qui aspirent à voir leurs pays marcher libres et indépendants dans la voie du développement et du progrès. C'est seulement grâce à une lutte continue et organisée que l'on pourra rendre la vie intenable aux oppresseurs et exploités nationaux et étrangers, et les mettre dans l'incapacité de gouverner. Cette situation doit être préparée dans les conditions spécifiques de chacun des Etats africains.

L'impérialisme anglais et l'impérialisme américain n'ont accordé aucune liberté aux peuples africains. Nous sommes tous témoins de ce qui se passe, par exemple, en Afrique du Sud. On y voit dominer toujours les racistes blancs, les capitalistes anglais, les exploités, qui oppriment de façon barbare les peuples de couleur de cet Etat, où règne la loi de la jungle des Blancs. Les trusts et les capitaux américains, anglais, français, belges et des autres anciens colonisateurs et impérialistes, maintenant

plus ou moins affaiblis, mais qui détiennent encore les clés de l'économie de ces pays, ont la haute main dans nombre de pays d'Afrique.

Dans leur long chemin de peine et de souffrance, les peuples d'Asie ont subi, eux aussi, l'impitoyable oppression et exploitation impérialiste. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, les neuf dixièmes de la population de ce continent, l'Asie soviétique exceptée, se trouvaient dans une situation d'oppression et d'exploitation coloniales et semi-coloniales du fait des puissances impérialistes d'Europe, du Japon et des Etats-Unis. La Grande-Bretagne à elle seule possédait en Asie 5.635.000 km² de colonies peuplées de plus de 420 millions d'hommes. Subissant l'oppression et l'exploitation coloniales, la quasi-totalité des pays d'Asie étaient demeurés, du point de vue économique, social et culturel, dans un état très arriéré et dans une profonde misère. Leur seule fonction était d'approvisionner les métropoles impérialistes en matières premières, pétrole, charbon, chrome, manganèse, magnésite, étain, caoutchouc, etc.

Après la guerre, le régime colonial a été aboli en Asie également. Dans les anciennes colonies des Etats nationaux distincts ont été mis sur pied. La plupart de ces pays ont remporté cette victoire grâce à la lutte sanglante des masses populaires contre les colonisateurs et les occupants japonais.

La lutte de libération du peuple chinois, qui a conduit à la libération de la Chine de la domination impérialiste japonaise, à la destruction des forces réactionnaires de Tchiang Kai-chek et à la victoire de la révolution démocratique, a revêtu une importance particulière pour l'abolition du colonialisme en Asie. Cette victoire, dans un grand pays comme la Chine, a exercé pendant un certain temps une vaste influence sur la lutte libératrice des peuples d'Asie et des autres peuples dominés par les puissances impérialistes, ou dépendant d'elles. Mais en raison de la ligne suivie par la direction chinoise après la création de la République Populaire de Chine, cette influence est allée toujours diminuant.

La direction chinoise déclara alors que la Chine était entrée dans la voie du développement socialiste. Les révolutionnaires et les peuples épris de liberté dans le monde, qui souhaitaient et attendaient qu'elle devienne un puissant bastion du socialisme et de la révolution mondiale, saluèrent chaleureusement cette déclaration. Mais leurs vœux et leurs espoirs n'étaient pas exaucés. Les gens ne voulaient pas y croire, mais les faits et la situation très compliquée et confuse qui régnait en Chine témoignaient que celle-ci n'avancait pas dans la voie du socialisme.

Cependant, la lutte des peuples asiatiques n'avait pas pris fin avec l'abolition du colonialisme. Les colonisateurs anglais, français, hollandais et autres, quoique contraints de reconnaître l'indépendance de leurs anciennes colonies, voulaient garder dans ces pays leurs positions économiques et politiques afin d'y maintenir leur domination et leur exploitation sous de nouvelles formes, néo-colonialistes. La situation fut particulièrement aggravée par la pénétration des U.S.A. en Asie, surtout en Extrême-Orient, en Asie du Sud-Est et dans les Iles du Pacifique. Cette zone revêtait et revêt toujours une grande importance économique ainsi que militaire et stratégique pour l'impérialisme américain.

Celui-ci a installé dans ces zones de grandes bases militaires et il y fait croiser des flottes puissantes. Parallèlement, le capital américain a planté ses griffes sanglantes dans l'économie de ces régions. Entre-temps, les impérialistes américains entreprirent des opérations militaires et des actions de diversion à grande échelle afin de réprimer les mouvements de libération nationale dans les pays asiatiques. Ils sont parvenus à diviser en deux la Corée et le Vietnam, installant dans les parties méridionales de ces pays des régimes fantoches réactionnaires. Des régimes latifondistes-bourgeois pro-impérialistes ont également été instaurés dans nombre d'anciennes colonies et semi-colonies d'Asie. C'est ainsi qu'y ont été maintenus l'asservissement moyenâgeux et la domination sauvage des maharadjas, des rois, des cheiks, des samourais et de messieurs les capitalistes «modernisés». Ces régimes ont vendu une nouvelle fois leurs pays aux impérialistes, surtout à l'impérialisme américain, freinant ainsi extrêmement le développement économique, social et culturel de ces pays.

Dans ces conditions, les peuples d'Asie, sur lesquels pesaient à nouveau le lourd joug impérialiste et latifondiste-bourgeois, furent obligés de ne pas déposer les armes, mais de poursuivre leur lutte de libération afin de secouer ce joug. Cette lutte était généralement dirigée par les partis communistes. Là où ces partis avaient pu créer de puissants liens avec les masses, leur faire prendre conscience des buts de libération de la lutte, les mobiliser et les organiser dans une lutte armée révolutionnaire, cette lutte a donné des résultats positifs. La victoire historique remportée par les peuples d'Indochine, en particulier par le peuple vietnamien, sur les impérialistes américains et leurs valets latifondistes-bourgeois locaux, a montré au monde entier que l'impérialisme, même quand il s'agit d'une superpuissance comme les U.S.A., malgré son grand potentiel économique et militaire, malgré les moyens modernes de guerre dont il dispose et qu'il emploie pour réprimer les mouvements de libération, n'est pas en mesure de soumettre les peuples et les pays, grands ou petits, lorsque ceux-ci sont résolus à consentir n'importe quel sacrifice et à lutter avec abnégation jusqu'au bout pour leur liberté et leur indépendance.

Nombre d'autres pays d'Asie, comme la Birmanie, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie, ont été et sont toujours le théâtre de luttes armées de libération. Ces luttes auraient à coup sûr été couronnées de victoires et de succès plus importants si elles n'avaient été entravées par l'intervention et les attitudes antimarxistes et chauvines de la direction chinoise, qui ont suscité la division et le désarroi parmi les forces révolutionnaires et les partis communistes à la tête de ces forces. D'un côté, les dirigeants chinois déclaraient soutenir les luttes de libération dans ces pays, de l'autre, ils appuyaient les régimes réactionnaires, accueillaient les chefs de file de ces régimes avec mille honneurs et louanges. Ils ont toujours suivi une stratégie et une tactique tendant à soumettre à leur politique pragmatiste et à leurs intérêts hégémoniques les mouvements de libération dans les pays asiatiques. Ils ont constamment fait pression sur les forces révolutionnaires et sur la direction de celles-ci pour leur imposer cette politique. En réalité ils ne se soucient guère de la question de la libération des peuples et de la révolution dans les pays d'Asie, mais de la réalisation de leurs propres visées chauvines. Ils n'ont pas aidé ces peuples, ils n'ont fait qu'entraver leur lutte.

La question de la révolution et de la lutte de libération en Asie n'a jamais été posée avec tant de force et de façon si impérative qu'actuellement, elle n'a jamais été plus complexe et plus difficile à résoudre.

Cette complexité et ces difficultés ont tenu principalement aux visées et à l'activité des impérialistes américains ainsi qu'aux visées et à l'activité anti-marxistes, anti-populaires, hégémoniques et expansionnistes des révisionnistes et des social-impérialistes soviétiques et chinois.

Les Etats-Unis visent et s'évertuent par tous les moyens et de toutes leurs forces à maintenir et à renforcer leurs positions stratégiques, économiques et militaires en Asie, car ils jugent ces positions vitales pour leurs intérêts impérialistes.

L'Union soviétique tend et s'emploie, elle aussi, par tous les moyens et de toutes ses forces, à élargir les positions qu'elle occupe déjà en Asie.

La Chine, de son côté, a manifesté ouvertement sa prétention à dominer les pays asiatiques, en s'alliant à cette fin avec les Etats-Unis et en particulier avec le Japon, et en s'opposant directement à l'Union soviétique.

Le Japon également vise à la domination en Asie, ce qui est une ambition de toujours de l'impérialisme japonais.

C'est pour cela que l'Union soviétique redoute à tel point l'alliance sino-japonaise et qu'elle la combat avec tant de force. Mais l'impérialisme américain non plus ne désire pas voir cette alliance grandir et dépasser les limites au-delà desquelles ses intérêts peuvent être lésés, encore qu'il ait encouragé la signature du Traité entre la Chine et le Japon et y ait donné son aval en jugeant que ce traité peut freiner l'expansion soviétique aux dépens de la domination américaine.

L'Inde, étant un grand pays, a également l'ambition de devenir une grande puissance atomique et de poids en Asie, de jouer un rôle particulier, surtout grâce à la position stratégique qu'elle occupe au carrefour des intérêts expansionnistes des deux superpuissances impérialistes, américaine et soviétique, dans l'océan Indien, le golfe Persique et sur ses frontières septentrionales et orientales.

L'impérialisme anglais, lui non plus, n'a pas renoncé à ses visées de domination sur les pays asiatiques. Certains autres Etats capitalistes-impérialistes nourrissent aussi les mêmes desseins.

Aussi l'Asie est-elle devenue aujourd'hui l'une des zones où les rivalités inter-impérialistes sont les plus âpres, et l'on a vu, de ce fait, s'y créer de nombreux et dangereux foyers de conflagration mondiale, dont finalement les peuples feront les frais.

Afin d'étouffer les révolutions et la lutte de libération dans les pays d'Asie et d'ouvrir la voie à leurs plans hégémoniques et expansionnistes, les révisionnistes soviétiques et chinois, en fébrile concurrence entre eux, se sont livrés et se livrent à d'abjectes menées scissionnistes et destructrices au sein des partis communistes et des forces révolutionnaires et éprises de liberté de ces pays. Ces menées ont été l'un des principaux facteurs de la catastrophe qu'a subie le Parti communiste d'Indonésie, ainsi que de la division et du démantèlement du Parti communiste de l'Inde, etc. Les uns et les autres prônent l'alliance et l'unité du prolétariat et des larges masses populaires avec la bourgeoisie réactionnaire du pays, en s'efforçant, chacun pour leur compte, de se gagner l'amitié de cette bourgeoisie dominante.

L'intervention des social-impérialistes soviétiques et chinois dans les divers pays d'Asie, où ils s'efforcent de réaliser leurs objectifs hégémoniques et expansionnistes, fait peser de grands dangers sur les mouvements de libération de ces peuples, elle a aussi directement menacé les victoires de la lutte de libération au Vietnam, au Cambodge et au Laos.

Les forces révolutionnaires et éprises de liberté des pays asiatiques, dirigées par les partis communistes marxistes-léninistes, se doivent d'affronter et d'annihiler tant le danger qui leur vient de la réaction locale armée par les patrons impérialistes, que les dangers que leur font courir les menées de scission et de sape ainsi que les plans hégémoniques et expansionnistes des révisionnistes soviétiques et chinois. Il leur appartient de se débarrasser de toute une série d'anciennes idées et conceptions réactionnaires, religieuses, mystiques, bouddhistes, brahmaniques, et autres, qui freinent le mouvement de libération. Il leur faut également empêcher que ne s'inculquent des idées et des conceptions «nouvelles», réactionnaires, comme le sont les idées révisionnistes khrouchtchéviennes, maoïstes et d'autres théories tout aussi réactionnaires, qui désorientent les masses, les dupent, les dépouillent de l'esprit militant de classe, les engagent dans des voies fausses et sans issue.

Certes, la lutte de libération à laquelle les peuples d'Asie sont confrontés est ardue, elle est hérissée d'obstacles, mais il n'y a ni il n'y aura jamais de lutte de libération ni de révolution aisées, exemptes de grandes difficultés et de durs obstacles à surmonter, qui n'exigent du sang versé et de nombreux sacrifices pour être conduites jusqu'à la victoire finale.

De façon générale, le niveau de développement capitaliste des pays d'Amérique latine est plus élevé que celui des pays d'Afrique et d'Asie. Mais le degré de dépendance des pays latino-américains à l'égard du capital étranger n'est en rien inférieur à celui de la très grande majorité des pays africains et asiatiques.

La plupart des pays d'Amérique latine, à la suite des luttes de libération des peuples de ce sous-continent contre les colonisateurs espagnols et portugais, se sont proclamés Etats distincts bien avant les pays africains et les pays asiatiques, et cela dès la première moitié du XIX^e siècle. Ces pays auraient progressé beaucoup plus, s'ils n'étaient pas tombés, au lendemain de la liquidation du joug colonial espagnol et portugais, sous un autre joug, semi-colonial, celui du capital étranger ; anglais, français, allemand, américain et autre. Jusqu'au début de notre siècle, les colonisateurs anglais étaient

maîtres de la situation sur ce sous-continent. Ils y pillaient des quantités énormes de matières premières, construisaient des ports, des chemins de fer, des centrales électriques exclusivement au service de leurs sociétés concessionnaires, et y commerçaient les articles industriels produits en Grande-Bretagne.

A la suite de la pénétration en Amérique latine des U.S.A., alors au stade de leur développement impérialiste, cette situation a changé, mais non pas en faveur des peuples latino-américains. L'impérialisme des Etats-Unis a recouru au slogan «l'Amérique aux Américains», incarné dans la «doctrine Monroe» [Formulée, le 2 décembre 1823, par le président américain James Monroe, dans son message annuel au Congrès sur la situation de l'Union. Cette doctrine de caractère expansionniste tendait à masquer les plans des Etats-Unis pour soumettre les pays d'Amérique latine à la domination de l'Amérique du Nord. Après la Seconde Guerre mondiale aussi, l'impérialisme américain ne renonça pas à cette politique. C'est dans l'esprit de cette doctrine qu'il est intervenu ouvertement ou sous des formes masquées 11 fois au Panama, 10 fois au Nicaragua, 9 fois en République dominicaine, 7 fois au Honduras, 2 fois au Guatemala, etc.], pour établir sa domination sans partage sur tout l'hémisphère occidental. La pénétration économique des Etats-Unis dans cet hémisphère a été réalisée tant au moyen de la force militaire et du chantage politique, qu'à travers la diplomatie du dollar, en usant donc du bâton et de la carotte. C'est ainsi que les investissements américains en Amérique latine avaient atteint en 1930 le niveau des investissements anglais, tandis qu'après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis sont devenus les véritables maîtres de l'économie dans cette partie du globe. Leurs grands monopoles s'y sont appropriés les branches clés de l'économie de ce sous-continent. Ses pays ont été intégrés dans l'empire «invisible» de l'impérialisme américain, qui a commencé à y faire la loi partout, à nommer et à destituer les chefs des Etats et les gouvernements, à leur dicter sa politique économique et militaire, intérieure et extérieure.

Les sociétés monopolistes des U.S.A. tiraient des profits fabuleux de l'exploitation des abondantes ressources naturelles et du travail, de la sueur et du sang des peuples latino-américains : un dollar investi dans les divers pays du sous-continent leur rapportait de quatre à cinq dollars de profit. Cette situation persiste de nos jours.

Bien que les investissements des Etats impérialistes en Amérique latine aient suscité la mise sur pied d'une certaine industrie moderne, en particulier de l'industrie d'extraction, ainsi que des industries légère et alimentaire, ils n'en n'ont pas moins freiné énormément le développement économique général des pays de ce sous-continent. Les monopoles étrangers et la politique néo-colonialiste des Etats impérialistes ont conféré au développement économique de ces pays une forme contrefaite, unilatérale, un caractère de monoculture, ils les ont transformés en de simples fournisseurs spécialisés de matières premières : le Venezuela, de pétrole ; la Bolivie, d'étain ; le Chili, de cuivre ; le Brésil et la Colombie, de café ; Cuba, Haïti et la République dominicaine, de sucre ; l'Uruguay et l'Argentine, de produits d'élevage : l'Equateur, de bananes, et ainsi de suite.

Son caractère unilatéral rendait l'économie de ces pays très instable, incapable de se développer rapidement et harmonieusement, il la rendait entièrement dépendante de la conjoncture et des fluctuations des prix sur le marché capitaliste mondial. Toute baisse de la production et toute manifestation de crise économique aux U.S.A. et dans les autres pays capitalistes devaient nécessairement avoir des incidences négatives encore plus marquées sur l'économie des pays d'Amérique latine également.

Après la Seconde Guerre mondiale, les métropoles impérialistes se sont mises à faire de gros investissements directs dans diverses branches de l'industrie, dans les mines, l'agriculture, à acquérir des entreprises nationales, etc., dans les pays d'Amérique latine. Elles se sont assurées la haute main sur des secteurs entiers de production et ont intensifié au maximum le pillage de ces pays. Dans le même temps, elles ont encouragé l'octroi de prêts et de subventions à taux d'intérêt élevé, ce qui a eu pour effet de lier encore davantage ces pays à la domination étrangère et, en premier lieu, aux Etats-Unis d'Amérique. L'endettement du Brésil envers les banques étrangères se monte à lui seul à près de 40

milliards de dollars et celui du Mexique à près de 30 milliards. *[D'après des données publiées en 1984, la dette extérieure du Brésil avait atteint 100 milliards de dollars faisant de ce pays le plus endetté du monde. Quant au Mexique, sa dette extérieure en 1983 se montait à 85 milliards de dollars.]*

Le développement capitaliste en Amérique latine est généralement retardataire, du fait, entre autres, des vestiges des latifundia, qui n'ont pas entièrement perdu leur caractère féodal ; voilà pourquoi certains pays latino-américains souffrent d'un retard très marqué, analogue à celui des pays d'Asie et d'Afrique. La politique économique et l'ingérence impérialiste directe dans les pays d'Amérique latine ont eu pour effet d'y créer une oligarchie, une grande bourgeoisie monopoliste, assez puissante, qui détient le pouvoir avec les grands propriétaires terriens et qui, toujours avec l'appui de l'impérialisme américain et de concert avec lui, opprime et exploite impitoyablement la classe ouvrière, la paysannerie et les autres couches de travailleurs, dont les conditions d'existence sont misérables.

Ce développement a également créé un prolétariat industriel assez nombreux, qui, avec le prolétariat agricole et les travailleurs de la construction et des services, représente à peu près la moitié de la population, et cela à la différence de l'Afrique et de l'Asie, où la classe ouvrière dans la plupart des pays est très réduite.

En outre, en Amérique latine la paysannerie et la classe ouvrière issue de son sein possèdent de riches traditions combattantes révolutionnaires acquises dans leurs luttes incessantes pour la liberté, la terre, le travail et le pain, traditions qui se sont développées plus encore dans les batailles contre l'oligarchie du pays, contre les monopoles étrangers et contre l'impérialisme américain. Les peuples d'Amérique latine se rangent parmi ceux qui se sont dressés le plus vigoureusement dans des affrontements sanglants contre leurs oppresseurs et exploités intérieurs et extérieurs. Dans ces batailles ils ont souvent remporté des victoires notables, mais aucun de ces pays n'a encore pleinement conquis les libertés démocratiques, supprimé l'exploitation, assuré son indépendance et sa souveraineté nationales. Les peuples latino-américains ont nourri de grands espoirs, ils ont eu beaucoup d'illusions sur la victoire du peuple cubain, qui devint une source d'inspiration et un encouragement dans la lutte pour secouer le joug des oppresseurs capitalistes et latifondiaires du pays et des impérialistes américains. Mais cette source d'inspiration et ces espoirs se sont vite évanouis, lorsque ces peuples ont vu que l'Etat castriste de Cuba ne se développait pas dans la voie du socialisme, mais dans celle du capitalisme de type révisionniste, et encore plus lorsque ce pays est devenu le vassal et le mercenaire du social-impérialisme soviétique.

En Amérique latine comme dans les autres continents, l'état de choses est aujourd'hui d'une grande complexité.

Dans la plupart des pays la situation est révolutionnaire et de ce fait les révolutions pour renverser le régime bourgeois-latifondiste et liquider la dépendance impérialiste y sont à l'ordre du jour. Naturellement, ces révolutions ne peuvent avoir partout le même caractère, suivre le même processus ni être accomplies de la même manière, en raison, comme on le sait, des conditions et des problèmes particuliers de chaque pays ou groupe de pays, des divers degrés de développement économique et social, de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme et du social-impérialisme, et du caractère plus ou moins modéré ou plus ou moins fasciste des régimes bourgeois qui y sont au pouvoir. Une seule chose y apparaît indispensable, la nécessité de combiner plus étroitement que dans beaucoup de pays d'Afrique et d'Asie les tâches anti-impérialistes, démocratiques et socialistes de la révolution.

L'Amérique latine présente aussi beaucoup d'avantages pour la préparation du facteur subjectif de la révolution, à cause du niveau de conscience assez élevé des larges masses populaires et de leur disposition à lutter contre l'oppression et l'exploitation intérieures et extérieures, pour la liberté, la démocratie et le socialisme. Or, la parfaite préparation de ce facteur est entravée, compliquée et combattue de toutes leurs forces non seulement par les impérialistes, surtout par les américains et les réactionnaires intérieurs, mais aussi par les révisionnistes locaux et les autres valets opportunistes du capitalisme, ainsi que par les révisionnistes soviétiques et chinois.

Fidèle à cette politique qui tend à disposer de l'Amérique latine comme de son propre domaine pour en tirer d'énormes surprofits, l'impérialisme américain manoeuvre par tous les moyens, militaires, subversifs, démagogiques, mystificateurs, pour ne permettre à aucun autre impérialisme d'y prédominer, pour s'assurer que la révolution n'éclatera ni ne triomphera dans aucun pays. Il veut préserver ainsi tant la dépendance totale des pays latino-américains vis-à-vis des Etats-Unis que le régime bourgeois-latifondiste dans ces pays.

Ce qu'on appelle l'Organisation des Etats Américains, commandée par le président, le Pentagone et le Département d'Etat américains constitue à cette fin une arme importante aux mains des Etats-Unis. Les statuts de cette organisation leur donnent le droit d'intervenir de toutes les manières et par tous les moyens, même militairement, pour maintenir le statu quo, intérieur et extérieur, dans les pays d'Amérique latine.

Cependant, les grands monopoles américains ont perfectionné leur mode d'exploitation de ces pays, avec la constitution de sociétés monopolistes multinationales qui ont leur siège et leur poste de commande aux Etats-Unis et aussi en utilisant largement le capitalisme d'Etat à travers lequel ils s'assurent la haute main sur les gouvernements et l'appareil d'Etat local dans son ensemble.

Mais, par ces moyens et beaucoup d'autres, les Etats-Unis ne parviennent pas à résoudre les problèmes de la grave crise économique et politique qui s'est emparée aussi des pays d'Amérique latine.

En un temps où les capitalistes et les grands propriétaires terriens du pays ne peuvent vivre sans la tutelle ni l'appui de l'impérialisme américain, l'idée de la révolution, en tant que voie unique et indispensable pour assurer la libération nationale et sociale, pénètre toujours plus profondément et plus largement dans la conscience du prolétariat, de la paysannerie travailleuse, de l'intelligentsia progressiste, des masses de la jeunesse de ces pays.

Afin de prévenir les révolutions, les impérialistes américains et les capitalistes locaux recourent à deux voies principales. L'une est celle de l'instauration de régimes militaires-fascistes au moyen d'un «pronunciamiento militar» (putsch militaire), là où ils jugent que le danger menaçant leurs positions est le plus imminent. C'est ce qu'ils ont fait au Brésil, au Chili, en Uruguay, en Bolivie et ailleurs. L'autre voie consiste à organiser des régimes démocratiques-bourgeois avec des limitations marquées et de grands manques des libertés fondamentales, comme c'est le cas au Venezuela, au Mexique, ou, comme ils le font actuellement au Brésil, en s'efforçant d'atténuer les tensions révolutionnaires et de donner l'impression que la bourgeoisie de ces pays, et, dans une plus grande mesure, l'administration des Etats-Unis et leur président, se soucient soi-disant des «droits de l'homme».

Mais des moyens et des manœuvres de ce genre ne peuvent résoudre les problèmes de la crise, éviter les situations révolutionnaires, ni effacer la révolution de l'ordre du jour.

Le prolétariat et toutes les forces révolutionnaires dans les pays latino-américains se trouvent confrontés à des tâches révolutionnaires très importantes. Afin de réaliser ces tâches, d'accomplir la révolution, de conquérir la pleine indépendance nationale, d'instaurer les libertés démocratiques et le socialisme, il leur faut lutter dans plusieurs directions, contre l'oligarchie bourgeoise et latifondiaire du pays, contre l'impérialisme américain, et à la fois contre les divers valets du capital, de l'impérialisme et du social-impérialisme, que sont les révisionnistes pro-soviétiques et castristes, les révisionnistes pro-chinois, les trotskistes et autres. Il leur est nécessaire de faire échec non seulement à l'activité de diversion et de scission des opportunistes et des révisionnistes de diverses couleurs, mais aussi d'annihiler les influences petites-bourgeoises que l'on décèle dans certaines conceptions et pratiques putschistes, foquistes, aventuristes, devenues un peu une tradition, mais qui n'ont rien de commun avec la véritable révolution, à laquelle au contraire elles nuisent gravement. Cette question cependant requiert un examen attentif.

Dans la tradition combattante des peuples d'Amérique latine, prédomine à coup sûr l'élément positif, révolutionnaire, lequel constitue un facteur très important à utiliser au mieux et le plus largement possible dans la préparation et le développement de la révolution, pour donner à la tradition un nouveau contenu, débarrassé des éléments négatifs, propres aux pratiques des pistoleros et des foquistes.

Les partis marxistes-léninistes de la classe ouvrière auront à jouer un rôle décisif dans la réalisation de ces tâches importantes. Désormais, non seulement des partis de ce genre ont été créés dans presque chaque pays d'Amérique latine, mais la plupart d'entre eux ont fait aussi des progrès considérables dans le travail de préparation du prolétariat et des masses populaires pour la révolution. Dans une lutte à outrance contre les révisionnistes et les autres opportunistes, contre tous les laquais de la bourgeoisie et de l'impérialisme, contre les conceptions et les pratiques castristes, khrouchtchéviennes, trotskistes, et contre celles des tenants des trois mondes, etc., ils ont élaboré une ligne politique juste et accumulé une assez riche expérience de la lutte pour mettre cette ligne en œuvre, et, se faisant les porteurs de la tradition révolutionnaire antérieure, l'utiliser et la développer davantage en faveur du mouvement ouvrier et de libération, de la préparation et du soulèvement des masses dans la révolution.

Les situations révolutionnaires actuelles dictent à ces partis de maintenir entre eux des liens aussi étroits que possible et de se consulter le plus souvent possible pour pouvoir profiter au mieux de leur expérience mutuelle et coordonner leurs attitudes et leurs actions sur les questions communes de la lutte contre la bourgeoisie réactionnaire et l'impérialisme, contre le révisionnisme moderne, soviétique, chinois et autre, sur tous les problèmes de la révolution.

Maintenant que les peuples se sont éveillés et qu'ils n'acceptent plus de vivre sous le joug impérialiste et colonial, qu'ils demandent la liberté, l'indépendance, le développement et le progrès, qu'ils bouillonnent de colère contre leurs oppresseurs extérieurs et intérieurs, et que l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie sont devenues des chaudières en ébullition, les anciens et nouveaux colonisateurs trouvent difficile, sinon impossible de dominer et d'exploiter les peuples de ces pays en usant encore des méthodes et des formes d'action antérieures. Mais ils ne peuvent s'empêcher de piller et d'exploiter les richesses, la sueur et le sang de ces peuples.

C'est la raison pour laquelle on les voit déployer tant d'efforts pour trouver de nouvelles méthodes et formes de tromperie, de rapine et d'exploitation afin de distribuer des aumônes, qui de toute manière ne vont pas au profit des masses, mais des classes dominantes bourgeoises-latifondayères.

Cependant, la question s'est encore compliquée, car il y a longtemps que le social-impérialisme soviétique a commencé à pénétrer toujours plus profondément dans les ex-colonies et semi-colonies, et, de son côté, la Chine social-impérialiste fait de fébriles efforts pour s'y introduire.

L'Union soviétique révisionniste poursuit son ingérence expansionniste sous le masque de la politique soi-disant léniniste de l'aide à la lutte de libération des peuples, en se posant en alliée naturelle de ces pays et de ces peuples. Pour pénétrer en Afrique et ailleurs, les révisionnistes soviétiques utilisent et propagent des slogans de couleur socialiste, afin de tromper les peuples qui aspirent à la libération, qui veulent rejeter l'oppression et l'exploitation et qui savent que la seule voie de leur complète libération nationale et sociale est le socialisme.

Dans son ingérence l'Union soviétique entraîne aussi ses alliés, ou plutôt ses satellites. Cela s'observe concrètement en Afrique, où les social-impérialistes soviétiques et leurs mercenaires cubains interviennent sous prétexte d'aider la révolution. Mais c'est un mensonge. Leur intervention n'est rien d'autre qu'une action colonialiste qui vise à conquérir des marchés et à soumettre les peuples.

Telle est la nature de l'intervention de l'Union soviétique et des mercenaires cubains en Angola. Ni elle ni eux n'ont jamais eu pour but d'aider la révolution angolaise ; ce qu'ils veulent, c'est planter leurs griffes dans ce pays africain, qui avait accédé à une certaine indépendance après l'expulsion des

colonisateurs portugais. Les mercenaires cubains sont une armée coloniale dépêchée par l'Union soviétique, une armée qui lui permette d'occuper des marchés et des positions stratégiques dans les pays de l'Afrique noire, puis de passer de l'Angola à d'autres Etats, afin que les social-impérialistes soviétiques également puissent créer leur propre empire colonial moderne.

L'Union soviétique et son mercenaire, Cuba, sous le couvert de l'aide à la libération des peuples, interviennent dans les autres pays avec des troupes équipées de canons et de mitrailleuses, soi-disant pour construire le socialisme, un socialisme qui n'existe du reste ni en Union soviétique ni à Cuba. Ces deux Etats bourgeois-révisionnistes ont pénétré en Angola pour aider une clique capitaliste à prendre le pouvoir, contrairement aux objectifs du peuple angolais, qui a lutté pour conquérir sa liberté contre les colonisateurs portugais. Agostinho Neto fait le jeu des Soviétiques. Etant en lutte contre l'autre fraction pour s'emparer du pouvoir, il les a appelés à son aide. L'action des deux clans angolais en lutte entre eux n'avait aucunement un caractère révolutionnaire populaire. Leur affrontement n'était qu'une querelle de cliques pour le pouvoir. Chacune d'elles était appuyée par des Etats impérialistes différents. Agostinho Neto est sorti victorieux de ce combat, alors qu'en Angola, non seulement le socialisme n'a pas triomphé, mais, à la suite de l'intervention étrangère, on a vu s'y instaurer le néo-colonialisme soviétique.

La Chine social-impérialiste, elle aussi, s'emploie intensément à s'introduire dans les anciennes colonies et semi-colonies.

Le Zaïre, où règne la clique Mobutu, la plus sanguinaire et la plus riche du continent africain, est un exemple de la manière dont intervient la Chine. Dans les derniers combats qui se sont déroulés au Zaïre, Mobutu, assassin de Patrice Lumumba, a reçu aussitôt le secours des troupes du royaume chérifien du Maroc, de l'aviation française, et aussi de la Chine. L'aide des Français est compréhensible, en ce que par leur intervention au Zaïre ils défendent au Katanga leurs concessions et leurs trusts et défendent en même temps leurs gens, ainsi que Mobutu et sa clique. Mais que cherchent les révisionnistes chinois au Katanga ? Qui vont-ils y aider ? Aideraient-ils par hasard le peuple du Zaïre opprimé par Mobutu, par sa clique et les concessionnaires français, belges, américains, etc. ? N'aident-ils pas eux aussi la clique sanguinaire de Mobutu ? Le fait est que la direction révisionniste chinoise soutient cette clique non pas indirectement mais de façon tout à fait ouverte. Afin de rendre ce soutien plus concret et plus démonstratif, elle y a envoyé son ministre des Affaires étrangères Houang Houa, des experts militaires, des aides militaires et économiques. Par là même, elle a agi de manière antimarxiste, antirévolutionnaire. Son intervention revêt les mêmes traits que celle du roi Hassan du Maroc, et que celle de la France.

Les social-impérialistes chinois ne se sont pas immiscés seulement dans cette question, ils s'ingèrent aussi dans d'autres affaires des peuples et des pays d'Afrique et des autres continents, surtout dans les pays où ils cherchent à pénétrer coûte que coûte afin d'y créer des bases économiques, politiques et stratégiques.

Les Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes n'ont pas l'audace de soutenir Pinochet, ce bourreau fasciste du Chili, aussi ouvertement que le fait la Chine. Du reste, les Américains ne prêtent un appui aussi déclaré pas même aux gouvernants réactionnaires d'autres pays où ils ont de grands intérêts. Cela ne veut pas dire que les impérialistes américains ne se soucient plus de leurs intérêts. Ils les défendent, et même puissamment, mais sous des formes très subtiles.

Par son attitude, la Chine, qui se dit socialiste, va à l'encontre des intérêts et des aspirations des peuples, des communistes, des éléments révolutionnaires, à l'encontre des aspirations de tous les hommes progressistes d'Amérique latine.

La Chine prend la défense des divers dictateurs qui dominent les peuples et qui, par la terreur et tout autre moyen, répriment les efforts des révolutionnaires, du prolétariat et des partis marxistes-léninistes, en lutte pour la libération nationale et sociale. Par ces prises de position, la Chine s'est

engagée dans la voie de la contre-révolution. Sous le masque du marxisme-léninisme, elle s'efforce de montrer qu'elle exporte soi-disant dans les divers pays l'idée de la révolution, mais en fait elle y exporte l'idée de la contre-révolution, et par là même, aide l'impérialisme américain et les cliques fascistes au pouvoir.

Les puissances impérialistes ou social-impérialistes cherchent de la même manière à empêcher les peuples africains, asiatiques et latino-américains de développer leur lutte révolutionnaire, étape par étape, contre l'oppression, l'exploitation féroce dont ils sont l'objet de la part de leurs gouvernants et des impérialistes qui les dominent conjointement et leur sucent le sang.

Révolutionnaires, progressistes et patriotes dans les pays à bas développement économique et social et dépendant des puissances impérialistes et social-impérialistes, ont pour devoir de faire prendre conscience aux peuples de l'oppression et de l'exploitation dont ils sont victimes, de les éduquer, de les mobiliser, de les organiser et de les lancer dans la lutte de libération, en ayant constamment en vue que ce sont les grandes masses, les peuples, qui font la révolution. A cette fin, il est nécessaire de bien analyser la situation, intérieure et extérieure, de chaque pays, son développement économique et social, le rapport des forces de classe, les antagonismes entre les classes, de même qu'entre le peuple et les cliques réactionnaires au pouvoir, et aussi entre le peuple et les Etats impérialistes. C'est sur cette base que l'on peut tirer de justes conclusions sur les pas à accomplir et sur les tactiques à suivre. Les forces révolutionnaires se voient demander un travail intense, de la détermination et de l'intelligence, il est exigé d'elles avant tout de bien comprendre que la lutte de libération dans leurs pays ne peut aboutir à une vraie victoire que si elle est rattachée à la cause du prolétariat, à la cause du socialisme.

Aussi le prolétariat de chacun de ces pays doit-il créer son propre parti révolutionnaire, qui soit capable d'appliquer fidèlement les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, en les rattachant étroitement aux conditions de son pays, à la situation de son peuple. Il est indispensable que ces partis connaissent bien la mentalité des masses, le développement économique, politique, idéologique et culturel de leurs pays et n'agissent pas de façon fantaisiste et aventureuse, à la manière blanquiste, mais qu'ils luttent avec opiniâtreté pour rassembler autour d'eux les alliés du prolétariat, les larges masses du peuple.

Les révolutionnaires et les masses du peuple ont besoin de se préparer avec persévérance en tenant compte des actions de la bourgeoisie réactionnaire et des grands propriétaires terriens au pouvoir, des oppresseurs étrangers, ainsi que des intrigues des néo-colonialistes. Ce sont là des facteurs importants que les éléments révolutionnaires et les peuples doivent affronter avec maturité, avec une organisation solide et en suivant des tactiques révolutionnaires.

Naturellement, loin de s'en garder, les forces et les éléments révolutionnaires des divers pays doivent absolument établir entre eux des liens de collaboration, coordonner leur action et échanger leur expérience. L'établissement de ces liens est facilité par la similitude de multiples conditions, comme l'oppression et l'exploitation du fait du néo-colonialisme et de la bourgeoisie réactionnaire, une culture commune, ainsi que l'objectif commun de la libération de cette oppression et de cette exploitation. Leurs conditions et leurs intérêts communs poussent les éléments révolutionnaires et progressistes de tous ces pays à se consulter entre eux, à collaborer et à coordonner leurs actions, qui s'opposent à celles de leurs ennemis qui les oppriment.

Considérant à partir de positions marxistes-léninistes la situation des peuples soumis à la domination néo-colonialiste, tous les véritables révolutionnaires ont pour devoir d'appuyer et de soutenir sans réserve, la lutte révolutionnaire et libératrice de ces peuples, afin qu'elle aille constamment de l'avant et que la révolution ne cesse de monter jusqu'à sa victoire totale.

Les révolutionnaires authentiques appellent les prolétaires et les peuples à se dresser pour l'instauration d'un monde nouveau, socialiste

La crise générale du capitalisme, comme nous l'avons indiqué plus haut, ne cesse de s'approfondir. De ce fait, le prolétariat, les classes et les peuples opprimés ne supportent plus l'exploitation, ils demandent des changements à leurs conditions d'existence, l'abolition de l'ordre bourgeois, la suppression du néo-colonialisme, de l'impérialisme. Mais ces souhaits ne peuvent être réalisés que par la révolution. On ne peut remporter aucune victoire sans affronter et sans combattre les ennemis de classe, intérieurs et extérieurs.

Ce sont les véritables partis marxistes-léninistes de la classe ouvrière, dirigeants de la révolution, qui font prendre conscience au prolétariat, aux masses travailleuses et aux peuples et les préparent politiquement, idéologiquement et militairement à ces affrontements.

Les partis marxistes-léninistes, tous les révolutionnaires, si peu nombreux soient-ils, pénètrent dans le peuple, organisent systématiquement, avec un grand soin et une grande patience, les masses, les persuadent qu'elles disposent d'une grande force, qu'elles sont en mesure de renverser le capital, de s'emparer elles-mêmes du pouvoir et de s'en servir dans l'intérêt du prolétariat et du peuple. Ces partis ne pensent pas que, étant numériquement petits, ils ne pourront pas faire face à la coalition des partis de la bourgeoisie et à l'opinion que ceux-ci ont réussi à former. Les révolutionnaires ont pour devoir de démontrer aux yeux des larges masses du peuple que cette opinion créée par la bourgeoisie est erronée, qu'elle doit être rejetée et qu'il faut former une véritable opinion révolutionnaire, qui constitue une grande force de transformation.

Pour mener à bien leur mission, les partis marxistes-léninistes ont besoin, avant tout, de se doter d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires, d'une juste ligne politique répondant aux intérêts et aux aspirations des larges masses populaires, à la solution révolutionnaire des problèmes et des tâches que leur pose la lutte pour la suppression de l'ordre bourgeois et de la domination impérialiste étrangère.

Le marxisme-léninisme est la seule science qui met en mesure le parti révolutionnaire de la classe ouvrière d'élaborer une ligne politique juste, de définir clairement son but et ses tâches stratégiques, d'appliquer des tactiques et des méthodes révolutionnaires pour leur réalisation.

Eclairé par le marxisme-léninisme et tenant compte des conditions économiques, sociales et politiques concrètes du pays, ainsi que des circonstances internationales, le parti marxiste-léniniste sait s'orienter et se tenir à la tête des masses à tout moment et à chaque étape de la révolution, qu'elle soit démocratique, de libération nationale ou socialiste. Une stratégie révolutionnaire et une juste ligne politique fondées sur le marxisme-léninisme, sur la pratique révolutionnaire du prolétariat mondial et des luttes de classe de son propre pays, permettent au parti de définir clairement le but stratégique à une étape donnée, de déterminer quels sont les principaux ennemis intérieurs et extérieurs, auxquels il convient de porter le coup principal, quels sont les alliés intérieurs et extérieurs du prolétariat, etc.

Les partis marxistes-léninistes ont pour but de renverser l'ordre capitaliste et d'assurer la victoire du socialisme, mais, lorsque la révolution dans leurs pays est confrontée à des tâches de caractère démocratique et anti-impérialiste, ils se fixent pour objectif de développer cette révolution de façon continue; de la porter au stade plus élevé qu'est la révolution socialiste, de passer au plus tôt à la réalisation des tâches de caractère socialiste.

Le but stratégique des partis marxistes-léninistes tout comme les voies qui mènent à sa réalisation diffèrent radicalement de ceux des faux partis communistes et ouvriers. Les premiers ne peuvent concevoir la réalisation de ce but qu'à travers le renversement des rapports de production capitalistes et la destruction, jusque dans ses fondements, du vieil appareil d'Etat, de toute la superstructure bourgeoise. Ils s'en tiennent aux enseignements de Lénine, qui dit :

«L'essence de la révolution consiste en ceci : le prolétariat détruit l'«appareil administratif» et l'appareil d'Etat tout entier pour le remplacer par un nouveau, qui est constitué par les ouvriers armés». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25. p. 577.)

Les deuxièmes préconisent le maintien du vieil appareil d'Etat, bien qu'en paroles ils se prononcent soi-disant pour le socialisme. Selon leurs dires, on pourrait instaurer le socialisme par des réformes, par la voie parlementaire, et même en utilisant l'ancienne machine d'Etat.

Une série de partis qui se disent communistes se montrent actuellement plus zélés que les partis bourgeois déclarés eux-mêmes, dans la défense de l'ordre capitaliste existant. Ainsi, par exemple, le parti révisionniste de Carrillo-Ibarruri défend de façon éhontée le régime monarchiste de Juan Carlos, à un moment où certains partis bourgeois espagnols demandent son remplacement par un régime républicain. De même, le parti révisionniste de Berlinguer se pose en ardent défenseur des lois de répression de l'Etat capitaliste italien dirigées contre les libertés démocratiques, alors que divers partis bourgeois ne le font pas ouvertement. Les révisionnistes chinois, de leur côté, recommandent aux partis qui, dans les pays capitalistes, suivent la ligne chinoise, de lutter de concert avec les milieux les plus militaristes pour le renforcement de l'armée et de l'appareil de violence bourgeois soi-disant en vue de défendre la patrie, mais en fait pour étouffer la révolution, si jamais celle-ci éclate.

Dans leur dessein de saper le mouvement révolutionnaire et de libération, et de perpétuer le capitalisme et l'oppression impérialiste, la bourgeoisie et ses adeptes, en particulier les révisionnistes modernes, s'emploient par tous les moyens à désorienter et à diviser les forces révolutionnaires en effaçant la distinction entre les amis et les ennemis de la révolution. Les thèses des révisionnistes chinois, qui cherchent à faire passer la grande bourgeoisie monopoliste, les régimes réactionnaires et fascistes, l'O.T.A.N. et le Marché commun, et même l'impérialisme américain, pour des alliés du prolétariat et des peuples opprimés, sont typiques à cet égard.

Quant aux partis marxistes-léninistes, ils considèrent que pour édifier une stratégie vraiment révolutionnaire, il est indispensable de tracer une ligne de démarcation nette entre les forces motrices de la révolution et ses ennemis, et en même temps de définir clairement l'ennemi principal intérieur et extérieur contre lequel, comme l'indiquait Staline, il faut diriger le coup principal, sans pour autant négliger ni oublier de combattre les autres ennemis.

A notre époque, dans les conditions de l'impérialisme, l'ennemi intérieur principal de la révolution, non seulement dans les pays capitalistes développés, mais aussi dans les pays opprimés et dépendants, est la grande bourgeoisie locale, qui est à la tête du régime capitaliste et lutte par tous les moyens, par la violence et la répression, la démagogie et le mensonge, pour préserver son pouvoir et ses privilèges, étouffer et éteindre tout mouvement des travailleurs, qui lèse tant soit peu son pouvoir et ses intérêts de classe. D'autre part, l'ennemi extérieur principal de la révolution et des peuples, dans les conditions actuelles, est l'impérialisme mondial, et surtout les superpuissances impérialistes. Engager et appeler le prolétariat et les peuples opprimés à s'appuyer sur une superpuissance pour combattre l'autre, ou bien faire alliance avec les puissances impérialistes soi-disant au nom de la défense de la liberté et de l'indépendance nationale, comme le prônent les révisionnistes chinois, n'est rien d'autre qu'une trahison à la cause de la révolution.

Les révisionnistes ont pris en particulier pour cible **le rôle hégémonique de la classe ouvrière dans la révolution, qui constitue l'un des éléments fondamentaux de la stratégie révolutionnaire.**

«L'essentiel dans la doctrine de Marx, a écrit Lénine, c'est l'explication du rôle historique mondial du prolétariat, en tant que créateur de la société socialiste». (V. Lénine. Œuvres, éd. alb., t. 18. p. 651.)

Lénine considérait la négation de l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire comme l'aspect le plus vulgaire du réformisme.

Parmi les révisionnistes modernes, certains s'efforcent de démontrer que la classe ouvrière est soi-disant en train de se déprolétarianiser et de devenir «co-gestionnaire» des entreprises, en sorte qu'il n'y a plus de place pour la révolution prolétarienne, que le besoin d'instaurer un ordre social différent de

l'ordre existant ne se fait plus sentir. D'autres prétendent que désormais les ouvriers ne sont plus seuls à être des prolétaires, mais que tous les travailleurs et les intellectuels, tous les salariés le sont devenus aussi, et que non seulement la classe ouvrière, mais aussi d'autres classes et couches de la société ont intérêt à voir instaurer le socialisme. C'est pourquoi, concluent-ils, le rôle hégémonique de la classe ouvrière dans le mouvement révolutionnaire actuel a perdu sa signification. Les révisionnistes soviétiques, en paroles, ne nient pas le rôle dirigeant de la classe ouvrière, alors que dans la pratique ils l'ont liquidé, car ils ont dépouillé cette classe de toute possibilité de diriger. Mais, sur le plan théorique également, ils réduisent ce rôle à néant du fait même qu'ils défendent la théorie de triste renom du «parti et de l'Etat du peuple tout entier». Les révisionnistes chinois, en pragmatistes qu'ils sont, mettent à la tête de la «révolution», selon le cas, tantôt la paysannerie, tantôt l'armée, tantôt les lycéens et les étudiants, etc.

Le Parti du Travail d'Albanie soutient résolument la thèse marxiste-léniniste selon laquelle c'est la classe ouvrière qui constitue la force déterminante du développement de la société, la force dirigeante de la transformation révolutionnaire du monde, de l'édification de la société socialiste et communiste.

La classe ouvrière demeure la principale force productive de la société, la classe la plus avancée, la classe qui a le plus intérêt à voir se réaliser la libération nationale et sociale, le socialisme, elle est la porteuse des meilleures traditions de l'organisation et de la lutte révolutionnaires. Elle possède la seule théorie scientifique de la transformation révolutionnaire de la société et son parti marxiste-léniniste combattant, qui la conduisent vers ce but. Objectivement, l'histoire lui a assigné la mission de diriger toute la lutte pour le passage du capitalisme au communisme.

L'hégémonie du prolétariat dans la révolution est le facteur déterminant du règlement, en sa faveur et en faveur des masses populaires, de la question fondamentale de la révolution, la question du pouvoir politique.

Le nouveau pouvoir peut traverser diverses phases et prendre différentes appellations, conformément aux conditions concrètes dans lesquelles se développe la révolution et à ses étapes successives, mais la révolution ne peut se développer vers la victoire du socialisme sans l'instauration de la dictature du prolétariat.

C'est ce que nous enseigne le marxisme-léninisme, c'est ce que nous indique aussi l'expérience de toutes les révolutions socialistes triomphantes. Voilà pourquoi le parti marxiste-léniniste, quelles que soient les circonstances dans lesquelles se développe la révolution, ne renonce jamais à son objectif, qui est d'instaurer la dictature du prolétariat.

Les révisionnistes de diverses couleurs et de divers courants nient tous, sans exception, d'une manière ou d'une autre, la nécessité d'instaurer la dictature du prolétariat, parce qu'ils sont contre la révolution, parce qu'ils sont pour le maintien et la pérennité de l'ordre capitaliste.

Le prolétariat et son parti marxiste-léniniste vont au combat côte à côte avec leurs alliés. C'est là aussi une des questions les plus importantes de la stratégie révolutionnaire.

La proche alliée naturelle du prolétariat est la paysannerie pauvre, qui lui est liée par la communauté non seulement de leur but stratégique immédiat, mais aussi de leur but à long terme et final. Les couches pauvres des travailleurs de la ville sont au même titre ses alliés. Le prolétariat et la paysannerie pauvre avec les autres travailleurs opprimés et exploités constituent les principales forces motrices de la révolution.

La petite bourgeoisie des villes, qui se trouve prise de manière permanente dans l'étau du grand capital et sous la menace d'une expropriation complète, peut et doit devenir également l'alliée du prolétariat.

Le prolétariat s'emploie à rallier aussi à lui d'autres couches de la population, notamment la partie progressiste de l'intelligentsia, qui est exploitée par le capital intérieur et extérieur. Le poids de l'intelligentsia s'est accru dans les pays capitalistes et révisionnistes. Mais, en dépit des changements intervenus dans sa position, dans le caractère et le rôle de son travail, elle n'est ni ne peut jamais constituer une classe à part, pas plus qu'elle n'est ni ne peut fusionner avec la classe ouvrière, contrairement à ce que prétendent les divers révisionnistes. C'est pourquoi, comme l'a indiqué Lénine et comme l'a démontré l'histoire, l'intelligentsia ne peut pas être une force sociale et politique indépendante. Son rôle et sa place dans la société sont déterminés par sa situation économique et sociale et par ses convictions idéologiques et politiques. Quels que soient les changements intervenus dans sa situation et dans ses convictions, l'intelligentsia ne peut en aucun cas en se substituant à la classe ouvrière assumer le rôle dirigeant dans la révolution. Le prolétariat a pour tâche de gagner à sa cause la portion progressiste de l'intelligentsia, de la persuader de l'effondrement inévitable du système capitaliste et du triomphe du socialisme, de s'en faire une alliée dans la révolution.

Dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, etc., économiquement et socialement peu développés, qui dépendent davantage du capital étranger et où les tâches démocratiques et anti-impérialistes de la révolution revêtent une importance particulière, le prolétariat peut avoir pour alliées la paysannerie moyenne et la partie de la bourgeoisie qui n'est pas liée au capital étranger et aspire au développement indépendant du pays.

L'adhésion de cette partie de la bourgeoisie à la révolution démocratique et anti-impérialiste, dépend de la justesse de la stratégie et de la tactique du prolétariat, de l'habileté et de la clairvoyance de l'action du parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Le prolétariat et son parti peuvent ainsi persuader non seulement la petite bourgeoisie, mais aussi cette partie-là de la bourgeoisie, de se mettre sous sa direction et de se dresser pour liquider la domination étrangère et la grande et féroce bourgeoisie capitaliste, instrument de l'impérialisme, laquelle opprime et exploite, corrompt et abâtardit les sentiments purs du peuple, sa culture séculaire.

Pour rallier à lui les autres classes et couches qui ont intérêt à voir atteindre le but stratégique fixé pour une étape donnée de la révolution, le prolétariat, ici comme pour toute autre question, devra se battre contre la grande bourgeoisie et les autres réactionnaires.

La bourgeoisie réactionnaire et les grands propriétaires terriens, prévoyant leur défaite, font mille efforts et manœuvres pour entraîner dans leur camp la petite bourgeoisie, la paysannerie et l'intelligentsia progressiste, pour les empêcher de devenir des alliées du prolétariat. Ils s'efforcent de duper la classe ouvrière elle-même, afin d'éviter que n'éclate la révolution et que, si elle éclate, elle n'aille pas jusqu'au bout, mais s'arrête en chemin ou fasse même marche arrière.

De leur côté, le prolétariat et son parti marxiste-léniniste s'efforcent et ont toutes les possibilités de rassembler autour d'eux leurs alliés contre leurs ennemis communs que sont la grande bourgeoisie, les grands propriétaires terriens, les impérialistes et les social-impérialistes, et d'empêcher les couches de la paysannerie et de la petite bourgeoisie de devenir une réserve du grand capital ou de la dictature fasciste, comme cela s'est produit au temps de Hitler en Allemagne, de Mussolini en Italie ou de Franco durant la guerre d'Espagne.

Le parti marxiste-léniniste observe une attitude circonspecte et souple en particulier à l'égard des alliés possibles hésitants ou même temporaires, y compris ici différentes couches, entre autres la moyenne bourgeoisie, qui sont liées par de multiples fils, par divers intérêts, traditions et préjugés communs, au monde du capital et à l'impérialisme. Le prolétariat et son avant-garde, le parti marxiste-léniniste ; sans bouger à aucun moment de leurs positions de principe, ont intérêt à entraîner aussi ces forces, malgré leurs flottements et leur instabilité, du côté de la révolution et de la lutte de libération, ou du moins à les neutraliser et à faire en sorte qu'elles ne deviennent pas une réserve de l'ennemi.

Comme partout, les lois de la révolution exercent aussi leur action dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir. Quelle est la position de la nouvelle bourgeoisie qui croît actuellement dans les pays révisionnistes de l'Europe ? Elle aspire à s'affranchir de l'oppression multiforme et féroce de la bourgeoisie soviétique, du social-impérialisme soviétique, mais l'une et l'autre ont des intérêts fondamentaux communs. La bourgeoisie de ces pays ne peut vivre isolée de la bourgeoisie soviétique. Et même si elle parvenait à se détacher de cette grande et féroce bourgeoisie social-impérialiste, elle tomberait sans aucun doute rapidement sous la coupe de la bourgeoisie des Etats capitalistes développés de l'Europe occidentale ainsi que de l'impérialisme américain.

Mais, même dans les pays révisionnistes, qui sont en train de s'intégrer économiquement, politiquement et militairement dans le grand Etat soviétique social-impérialiste, d'autres couches de la population, à part le prolétariat, sont mécontentes de l'exploitation qu'elles subissent du fait de la nouvelle bourgeoisie et de la domination du social-impérialisme soviétique. C'est pourquoi elles haïssent tout à la fois leur propre bourgeoisie dominante et l'hégémonisme et le néo-colonialisme russes. Le prolétariat dans ces pays a besoin de se réveiller et de prendre conscience de la nécessité historique de descendre à nouveau sur le champ de bataille, de s'engager dans la lutte pour renverser et anéantir les traîtres, pour accomplir une fois encore la révolution prolétarienne, et restaurer la dictature du prolétariat. Il doit créer ses jeunes partis marxistes-léninistes et rassembler autour de lui toutes les masses populaires. [Voir Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, t. 4, Editions «8 Nëntori». Tirana 1982. éd. fr., pp. 431-465.]

Tout en s'en tenant avec esprit de suite au principe selon lequel le facteur déterminant de la victoire de la révolution est le facteur intérieur, la lutte révolutionnaire du prolétariat lui-même et du peuple du pays concerné alors que le facteur extérieur est un facteur auxiliaire et secondaire, les partis marxistes-léninistes n'ignorent ni ne sous-estiment nullement les alliés extérieurs de la révolution. A l'égard de leurs alliés extérieurs comme de leurs alliés intérieurs, ils observent une attitude de souplesse tout en restant fidèle aux principes.

Suivant les enseignements de Lénine et de Staline et conformément aux conditions actuelles, ils voient des alliés extérieurs naturels et sûrs du mouvement révolutionnaire de chaque pays dans le prolétariat et son mouvement révolutionnaire des autres pays, dans le mouvement révolutionnaire anti-impérialiste des peuples opprimés du monde, ainsi que dans les véritables pays socialistes.

Dans des cas particuliers, on peut voir aussi se créer des circonstances qui font qu'un pays socialiste ou un peuple qui lutte contre l'agression impérialiste ou social-impérialiste se trouve dans un front commun même avec des pays du monde capitaliste pour se battre contre le même ennemi, comme cela s'est produit lors de la Seconde Guerre mondiale.

En de pareils cas, il est extrêmement important d'avoir constamment en vue les intérêts de la révolution, de ne pas les oublier ou les estomper, de ne pas les sacrifier au nom du front commun ou de l'alliance avec ces alliés provisoires, de ne pas faire de ce front ou de cette alliance un but en soi. Il est surtout important de ne pas permettre l'intervention de ces alliés pour saboter la révolution et lui arracher la victoire. L'expérience du Parti communiste d'Albanie dans son attitude vis-à-vis des alliés américains et anglais pendant les années de la Lutte antifasciste de libération nationale est édifiante à cet égard. Cette attitude a été salvatrice pour les destinées de la révolution en Albanie. [Voir Enver Hoxha, *Les menées anglo-américaines en Albanie (Souvenirs)*, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fr.]

La stratégie révolutionnaire est indissociable des tactiques révolutionnaires suivies par les partis marxistes-léninistes pour réaliser l'objectif et les tâches de la révolution. Etant parties intégrantes de la stratégie et à son service, les tactiques peuvent varier selon les flux et les reflux de la vague de la révolution, selon les circonstances et les conditions concrètes mais toujours dans les limites de la stratégie révolutionnaire et des principes marxistes-léninistes.

«La direction tactique, dit Staline, a pour objet de s'assimiler toutes les formes de lutte et d'organisation du prolétariat, et d'assurer leur utilisation judicieuse afin d'obtenir, dans un rapport de forces donné, le maximum de résultats, nécessaire à la préparation du succès stratégique». (J. Staline. Œuvres, éd. alb., t. 6, p. 164.)

Tout en adoptant des tactiques et des formes de lutte adroites pour faire avancer la cause de la révolution, les véritables partis marxistes-léninistes s'en tiennent toujours fidèlement aux principes révolutionnaires. Ils rejettent et combattent toute tendance à l'abandon des principes au nom de la tactique, ils sont les adversaires les plus résolus de toute politique dépourvue de principes, conjoncturelle et pragmatiste, de la politique qui caractérise l'activité des révisionnistes de n'importe quel courant.

La révolution est toujours l'œuvre des masses conduites par l'avant-garde révolutionnaire. Aussi le parti marxiste-léniniste se doit-il de consacrer une grande attention à leur organisation révolutionnaire sous des formes appropriées, en partant des conditions et des circonstances concrètes, des traditions qui existent dans chaque pays, etc. Sans liens organisés du parti avec les masses, il ne saurait être question de les dresser, de les préparer et de les mobiliser dans la lutte révolutionnaire.

C'est justement pourquoi le parti marxiste-léniniste attache une grande importance à la création d'organisations de masse, dirigées par lui. Assurément, ce n'est pas là une question facile à régler, surtout aujourd'hui, alors que dans tous les pays capitalistes et révisionnistes il existe toutes sortes d'organisations syndicales, coopératives, culturelles, scientifiques, de la jeunesse, des femmes, etc., la plupart de ces organisations se trouvant sous la direction et l'influence de la bourgeoisie, des révisionnistes et de l'Eglise. Mais, comme nous l'enseigne Lénine, les communistes doivent pénétrer et travailler partout où il y a des masses. Aussi doivent-ils nécessairement travailler même dans les organisations de masse dirigées ou influencées par la bourgeoisie, la social-démocratie, les révisionnistes, etc. Les marxistes-léninistes y travaillent pour saper l'influence et le rôle dirigeant des partis bourgeois et réformistes, pour répandre parmi les masses l'influence du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, pour dénoncer le caractère mensonger des programmes et de l'activité des chefs de file de ces organisations, pour donner aux actions des masses un caractère politique anticapitaliste, anti-impérialiste, anti-révisionniste. A travers l'action révolutionnaire qu'ils mènent parmi les masses, ils peuvent aussi former des fractions révolutionnaires au sein de ces organisations et même créer des possibilités pour s'emparer de leur direction et les orienter dans la juste voie.

Mais en aucun cas le parti marxiste-léniniste ne renonce à son objectif qui est de constituer des organisations révolutionnaires de masse sous sa propre direction.

Les plus importantes organisations de masse sont les syndicats ou trade-unions. Aujourd'hui, ces organisations dans les pays capitalistes et révisionnistes en général servent la bourgeoisie, le révisionnisme, pour maintenir sous le joug le prolétariat et toutes les masses travailleuses. Engels disait déjà en son temps que les trade-unions en Angleterre s'étaient transformées, d'organisations qui épouvantaient la bourgeoisie, en organisations qui servaient le capital. Les organisations syndicales ont lié l'ouvrier par mille fils, par mille chaînons asservissants, en sorte que l'ouvrier isolé qui se révolte soit écrasé aisément. Les dirigeants opportunistes des syndicats veillent à ce que les révoltes des ouvriers, d'une ou de plusieurs entreprises, qui se mettent en grève ou organisent des manifestations de rue, demeurent sous leur contrôle et ne revêtent qu'un caractère économique. Et l'aristocratie ouvrière mène un grand travail de manipulation dans ce sens. Dans les pays capitalistes, cette aristocratie joue un grand rôle de corrosion, d'oppression et de mystification, et elle est devenue depuis longtemps le sapeur-pompier de la révolution.

Dans tous les pays capitalistes, les principaux partis bourgeois et révisionnistes ont leurs propres syndicats. Ceux-ci agissent maintenant en parfait accord et ils ont établi une étroite collaboration pour freiner le mouvement révolutionnaire du prolétariat et désorienter, politiquement et moralement, la classe ouvrière.

En France et en Italie, par exemple, les syndicats des partis révisionnistes sont numériquement importants et puissants. Mais que font-ils ? Ils s'efforcent de maintenir le prolétariat sous le joug, de le bercer d'illusions et, lorsqu'il se révolte et se met en colère, de l'engager dans la voie des négociations avec le patronat et de fermer la bouche aux ouvriers avec quelques toutes petites miettes des surprofits capitalistes. Et ce qu'ils leur concèdent ainsi, ils le leur reprennent à travers la hausse des prix.

C'est pourquoi, pour se libérer du capitalisme, le prolétariat de chaque pays doit absolument secouer le joug des syndicats dominés par la bourgeoisie et les opportunistes, ainsi que de toute organisation ou tout parti social-démocrate et révisionniste. Tous ces organismes soutiennent sous diverses formes le patronat et s'efforcent de créer l'illusion qu'ils constituent «une grande force», «un frein», qu'ils «peuvent s'imposer aux grands capitalistes», soi-disant en faveur du prolétariat. Ce n'est là qu'une grande duperie. Le prolétariat doit démanteler ces organismes. Comment y parviendra-t-il ? Il y parviendra en luttant contre la direction de ces syndicats, en se dressant contre leurs liens perfides avec la bourgeoisie, en troublant le «calme», en faisant obstacle à la «paix sociale» qu'ils cherchent à établir, «paix» masquée par les prétendues révoltes plus ou moins fréquentes des syndicats contre le patronat.

Afin de démanteler ces syndicats, on peut aussi agir en les noyant, les combattre et les ronger du dedans, s'opposer à leurs décisions et à leurs actions injustes. Cette activité doit englober des groupes puissants et aussi nombreux que possible d'ouvriers dans les usines. Dans tous les cas, il est nécessaire de viser à réaliser une unité d'acier du prolétariat dans la lutte non seulement contre le patronat, mais aussi contre ses agents, les chefs de file syndicaux. La vigoureuse dénonciation de tous les éléments traîtres à la tête des syndicats, de l'embourgeoisement de la direction syndicale et des syndicats réformistes en général, libère les ouvriers de beaucoup d'illusions qu'ils ont encore sur cette direction et ces syndicats.

Les marxistes-léninistes, en pénétrant dans les syndicats existants, ne versent jamais dans les positions trade-unionistes, réformistes, anarcho-syndicalistes, révisionnistes, qui en caractérisent les directions. Ils ne s'associent jamais aux révisionnistes et autres partis opportunistes et bourgeois dans la direction des syndicats. Leur dessein est de démasquer le caractère bourgeois et le rôle réactionnaire que jouent en général les syndicats actuels dans les pays capitalistes et révisionnistes, de saper ces organisations pour frayer la voie à la création de véritables syndicats prolétariens.

Pour les partis marxistes-léninistes une importance particulière revient au travail d'organisation des masses de la jeunesse. Le rôle de la jeunesse a toujours été primordial dans les mouvements révolutionnaires. De par sa nature, la jeunesse est pour le nouveau contre l'ancien et elle se montre prête à lutter pour le triomphe de tout ce qui est progressiste, révolutionnaire. Cependant, elle n'est pas en mesure de trouver elle-même la juste voie. Cette voie, seul le parti de la classe ouvrière peut la lui montrer. Lorsque l'énergie révolutionnaire inépuisable de la jeunesse s'unit à l'énergie de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses pour la suppression de l'oppression et de l'exploitation, pour la libération nationale et sociale, il n'est aucune force qui puisse empêcher le triomphe de la révolution.

Mais aujourd'hui, dans les pays capitalistes et révisionnistes, la majeure partie de la jeunesse consume ses énergies dans des voies erronées, elle est trompée par la bourgeoisie et le révisionnisme, et souvent elle passe à l'aventurisme et à l'anarchisme ou verse dans l'utopie et le désespoir, du fait qu'elle est désorientée, mystifiée et pessimiste quant à son avenir et à la satisfaction de ses exigences politiques, matérielles et spirituelles.

Les marxistes-léninistes consacrent toujours une très grande attention à la jeunesse, ils s'efforcent de l'éclairer et de la convaincre que c'est seulement dans la voie du marxisme-léninisme et sous la direction de la classe ouvrière et de son parti que ses aspirations et ses désirs peuvent être exaucés. Ils œuvrent à soustraire la jeunesse à l'influence de la bourgeoisie et des révisionnistes, des mouvements «gauchistes», trotskistes, anarchistes et à la mobiliser dans les organisations révolutionnaires, à l'entraîner dans la voie de la révolution.

Le parti marxiste-léniniste authentique et les communistes révolutionnaires participent activement aux grèves et aux manifestations des ouvriers et ils s'efforcent d'en faire des grèves et des actions politiques, de façon à rendre la vie intenable au capitalisme, au patronat, aux cartels, aux monopoles et aussi aux bonzes syndicaux. Au cours de cette activité intense, le prolétariat aura à affronter plus souvent et plus ouvertement les forces armées de l'ordre bourgeois, mais, à travers ces affrontements, il apprendra à mieux se battre. Dans le cours même de la lutte, il découvrira aussi les formes possibles, judicieuses et adéquates d'organisation et de lutte révolutionnaires. Comme le dit un dicton populaire, «on n'apprend pas à nager sans se mettre à l'eau». Sans lutter par des grèves et des manifestations, sans participer activement aux actions contre le capitalisme en général, on ne peut organiser et intensifier la lutte pour la victoire définitive, on ne peut renverser l'ordre bourgeois.

La révolution ne se prépare pas avec des palabres, comme le font les divers révisionnistes, ou en élucubrante sur les «trois mondes» comme les révisionnistes chinois. Elle ne peut pas triompher par la voie pacifique. Lénine a évoqué aussi cette possibilité dans des cas particuliers, mais il a mis toujours l'accent principal sur la violence révolutionnaire, parce que la bourgeoisie ne se démet jamais du pouvoir de son propre gré. **L'histoire du mouvement ouvrier et communiste international, du développement des révolutions et des victoires de la classe ouvrière dans une série de pays socialistes et dans notre pays socialiste, montre que les révolutions jusqu'à ce jour n'ont triomphé que par l'insurrection armée.**

L'insurrection armée révolutionnaire n'a rien de commun avec les putschs militaires. La première a pour but le renversement politique radical de l'ancien ordre, sa destruction de fond en comble. Les deuxièmes ne conduisent ni ne peuvent conduire au renversement de l'ordre oppresseur et exploiteur ou à la liquidation de la domination impérialiste. L'insurrection armée se fonde sur l'appui des larges masses populaires, tandis que le putsch est l'expression du manque de confiance dans les masses, de la rupture d'avec elles. Les tendances putschistes dans la politique et dans l'activité d'un parti qui se dit parti de la classe ouvrière, constituent une déviation par rapport au marxisme-léninisme.

Selon les conditions concrètes d'un pays et la situation en général, l'insurrection armée peut être une explosion soudaine ou un processus révolutionnaire plus prolongé, mais non pas illimité et sans perspective concrète, comme le professe la «théorie de la longue guerre populaire» de Mao Tsétoung. Si l'on confronte les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline sur l'insurrection révolutionnaire armée, avec la théorie de Mao sur la «guerre populaire», le caractère anti-marxiste, anti-léniniste, anti-scientifique de cette théorie apparaît clairement. Les enseignements marxistes-léninistes sur l'insurrection armée se fondent sur la liaison étroite de la lutte dans les villes et dans les campagnes, sous la direction de la classe ouvrière et de son parti révolutionnaire.

La théorie maoïste, étant contre le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, considère la campagne comme l'unique base de l'insurrection armée et néglige la lutte armée des masses travailleuses dans les villes. Elle préconise que c'est à partir des campagnes qu'il faut encercler les villes, considérées comme la citadelle de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Cela traduit le manque de confiance à l'égard de la classe ouvrière, la négation de son rôle hégémonique.

S'en tenant fermement aux enseignements du marxisme-léninisme sur la révolution violente en tant que loi générale, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière s'oppose résolument à l'aventurisme et ne joue jamais avec l'insurrection armée. Dans toutes les conditions et les circonstances, il mène sans répit une lutte et une action révolutionnaires sous diverses formes en vue de se préparer lui-même et de préparer les masses aux batailles décisives de la révolution à renverser le pouvoir de la bourgeoisie par la violence révolutionnaire. Mais c'est seulement lorsque la situation révolutionnaire est parfaitement mûre qu'il met directement à l'ordre du jour l'insurrection armée et qu'il prend toutes les mesures politiques, idéologiques, organisationnelles et militaires pour la conduire à la victoire.

La propagande, qui doit être intense, claire et convaincante, est un moyen puissant aux mains du parti marxiste-léniniste pour la préparation des masses à la révolution. La propagande

révolutionnaire n'a pas de valeur si elle se réduit à de la phraséologie. Seule une propagande incisive, bien liée aux problèmes de la vie, aux problèmes généraux et aux questions locales, une propagande qui suscite et encourage l'esprit d'initiative parmi les larges masses, peut éduquer politiquement et idéologiquement le prolétariat et les autres masses travailleuses, les lancer à l'action, les préparer pour la révolution.

Dans tous les pays la bourgeoisie capitaliste, outre le puissant appareil de répression dont elle dispose, armée, police, etc., possède aussi une vaste expérience dans la lutte contre le prolétariat et son action. Elle dispose aussi de, tout un réseau de propagande, presse, radio, télévision, cinéma, théâtre, musique, etc. Toute cette propagande est si corruptrice qu'elle peut désorienter, vicier et affaiblir pour un certain temps les efforts du prolétariat et sa lutte pour sa libération.

Dans les Etats de prétendue démocratie bourgeoise où existe une certaine «liberté démocratique», il n'est pas suffisant de mener une propagande ordinaire par la presse contre le capitalisme en général. Les journaux des divers partis bourgeois et révisionnistes parlent à tort et à travers, naturellement pas contre le régime bourgeois, mais contre des gens en particulier, contre ceux qui cherchent à réduire à la portion congrue la part des autres à la grande table à laquelle ils se sont assis et où ils s'empiffrent aux dépens du peuple.

La propagande et surtout la presse des jeunes partis marxistes-léninistes ont pour tâche, et c'est une tâche très importante, de démasquer la fausseté de la «démocratie» bourgeoise, de mettre à nu toutes ses manœuvres, ainsi que la démagogie des révisionnistes et des autres serviteurs du capital. La propagande et la presse marxistes-léninistes disent crûment la vérité, elles indiquent la voie de la libération sociale et nationale à travers la révolution. Par contre, la propagande et la presse bourgeoises et révisionnistes trompent les gens, elles les bercent d'illusions et les désorientent pour détourner les masses de la révolution, les engager dans une voie sans issue, les maintenir asservies.

Mais la propagande, à elle seule, ne suffit pas à éclairer les masses, à les convaincre de la justesse de la ligne politique du parti de la classe ouvrière, à les préparer pour la révolution. Lénine indique que la préparation de la révolution

«... nécessite l'expérience politique des masses elles-mêmes». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 31, p. 92.)

La propagande ne devient efficace et n'a prise que lorsqu'elle est menée parallèlement à l'action révolutionnaire. Faute d'action, la pensée s'étiole. Cette action n'est ni ne doit être une aventure, mais une lutte acharnée, un dur combat contre les ennemis de classe, qui passe d'une forme plus simple à une forme supérieure, qui surmonte de nombreuses difficultés et consent à tous les sacrifices exigés par la révolution.

Les véritables partis marxistes-léninistes se tiennent à l'avant-garde et non pas à la traîne de l'action révolutionnaire. Ils ne se laissent pas décourager par les possibilités momentanément limitées de la lutte et du combat, par lesquels ils s'opposent et doivent s'opposer à la grande force de la réaction capitaliste. Ils apprennent à leurs membres à être courageux et à avoir présent à l'esprit que leur action judicieuse, pondérée, réfléchie et résolue a de profondes répercussions parmi les masses qui les voient agir et qui les entendent. Lorsqu'on agit ainsi, les masses comprennent que les buts de telle ou telle action révolutionnaire sont dans l'intérêt du prolétariat et des exploités. Le courage et la maturité dans l'action revêtent une grande importance, car c'est pouce par pouce qu'on gagne du terrain et que l'on va de l'avant en même temps que monte la vague de la révolution. L'action révolutionnaire lie les partis de la classe ouvrière aux masses, elle les fait émerger à leur tête et leur permet de l'emporter sur les partis réformistes, révisionnistes.

«Tout pas fait en avant, toute progression réelle, disait Marx, importe plus qu'une douzaine de programmes». (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 2, p. 8, Tirana. 1975.)

Dans les pays capitalistes, outre les forces révolutionnaires qui sont dirigées par le parti marxiste-léniniste, il est aussi d'autres forces qui s'affrontent et s'empoignent avec la police, la gendarmerie, etc. Nombre d'actions et d'attaques de ces forces ont un caractère terroriste, aventureux, anarchiste, elles se présentent sous toutes sortes de couleurs et d'étiquettes et s'inspirent d'idéologies diverses. Souvent de telles actions sont organisées à l'incitation des services secrets des pays capitalistes, qui les financent et visent notamment par là à discréditer les partis marxistes-léninistes, en les leur imputant. Les éléments fascistes ou les agents secrets de la bourgeoisie qui organisent et orientent ces actions s'efforcent de profiter du mécontentement, de la colère et du courage du prolétariat, des écoliers et des étudiants, de la jeunesse en général, pour lancer les divers groupes et mouvements émergeant de ces masses dans des actions qui, loin d'avoir quelque chose de commun avec les véritables mouvements révolutionnaires, mettent ces mouvements en grand danger, donnent l'impression que le prolétariat se dégrade, qu'il s'est transformé en lumpenprolétariat.

En consacrant l'attention voulue à cette question, les partis marxistes-léninistes doivent, d'une part, agir en sorte que les masses se persuadent par leur propre expérience que les actions révolutionnaires ont un caractère tout à fait différent des actions terroristes et anarchistes, et d'autre part, lutter pour détacher des rangs des groupes terroristes et anarchistes, des éléments fascistes et des agents secrets de la bourgeoisie qui s'y sont introduits les éléments révolutionnaires qui en sont tombés victimes.

Les partis marxistes-léninistes sont des partis de la révolution. Contrairement aux théories et aux pratiques des partis révisionnistes, qui ont versé totalement dans le légalisme bourgeois et le «crétinisme parlementaire», ces partis ne réduisent pas leur lutte à l'action purement légale et ils n'y voient pas non plus leur activité principale. Dans le cadre des efforts pour maîtriser toutes les formes de lutte, ils attachent une importance particulière à la combinaison de l'action légale avec l'action illégale en donnant la priorité à cette dernière, en ce qu'elle est déterminante pour le renversement de la bourgeoisie et seule à garantir réellement l'obtention de la victoire. [Voir Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, t. 4, Editions «8 Nëntori». Tirana, 1982, éd. fr., pp. 606-619.] Ils éduquent et instruisent les cadres, leurs membres et leurs sympathisants à savoir agir intelligemment, adroitement et courageusement dans les conditions légales comme dans les conditions illégales. Toutefois, même lorsqu'ils militent dans les conditions d'une profonde clandestinité, les partis marxistes-léninistes, tout en veillant à ne pas exposer leurs forces devant l'ennemi et à préserver l'organisation révolutionnaire contre les coups de ce dernier, ne se renferment pas en eux-mêmes, n'affaiblissent ni ne rompent leurs liens avec les masses, ils ne cessent à aucun moment leur activité vivante parmi les masses et ils ne manquent pas d'utiliser en faveur de la révolution toutes les possibilités légales offertes par les conditions et les circonstances.

Le parti marxiste-léniniste, sans nourrir la moindre illusion sur la possibilité de prendre le pouvoir par la voie parlementaire, peut cependant juger judicieux, dans certains cas particulièrement opportuns, de participer à des activités légales comme les élections municipales, parlementaires, etc., dans le seul but de propager sa ligne parmi les masses et de démasquer l'ordre politique bourgeois. Mais le parti ne fait pas de cette participation la ligne générale de sa lutte, comme le font les révisionnistes, il ne fait pas de ces formes d'action les formes principales, et encore moins les formes uniques de son combat.

Tout en mettant à profit les possibilités légales, le parti cherche, trouve et utilise aussi des formes et des méthodes de caractère révolutionnaire, depuis les plus simples jusqu'aux plus complexes, au mépris des sacrifices, en s'efforçant de rendre ces formes et ces méthodes aussi populaires, aussi accessibles que possible aux masses. Dans leur activité, les marxistes-léninistes ne se font pas scrupule de transgresser et d'enfreindre par leurs actions révolutionnaires la constitution, les lois, les règles, les normes, le régime bourgeois, ils luttent précisément pour saper ce régime, pour préparer la révolution. Aussi le parti marxiste-léniniste se prépare lui-même et prépare les masses à faire face aux contre-attaques éventuelles de la bourgeoisie en riposte aux actions révolutionnaires du prolétariat et des masses populaires.

Dans les conditions actuelles du développement du mouvement révolutionnaire de libération, ce processus compliqué qui repose sur une large base sociale et auquel participent de nombreuses forces de classe et politiques, le parti révolutionnaire du prolétariat est assez souvent confronté au problème de la collaboration et des fronts, communs avec d'autres partis et organisations politiques à telle ou telle phase de la révolution, sur telles ou telles questions d'intérêt commun. Une attitude juste, conforme aux principes et en même temps souple, qui bannit tout opportunisme comme tout sectarisme, est, en cette question, de première importance, pour entraîner, préparer et mobiliser les masses dans la révolution et la lutte de libération. Le parti marxiste-léniniste n'est ni ne peut être, en principe, opposé à la collaboration ou à la constitution de fronts communs avec d'autres partis et forces politiques; lorsque les intérêts de la cause de la révolution l'exigent et que la situation l'impose. Toutefois, il ne considère jamais cette collaboration comme une coalition de chefs ni comme un but en soi, mais comme un moyen pour rassembler et dresser les masses dans la lutte. Ce qui importe, c'est que, dans des fronts communs de cette nature, le parti prolétarien ne perde à aucun moment de vue les intérêts de classe du prolétariat, le but final de sa lutte, qu'il ne se fonde pas dans le front, mais qu'il y préserve son individualité idéologique et son indépendance politique, organisationnelle et militaire, qu'il combatte pour s'assurer dans ce front le rôle dirigeant et pour y appliquer une politique révolutionnaire.

Pour que le parti marxiste-léniniste puisse élaborer et appliquer une stratégie et une tactique révolutionnaires, une juste ligne politique, pour qu'il sache s'orienter correctement dans les situations difficiles, être capable de faire face aux ennemis et de surmonter les obstacles, **il lui est indispensable de mener un vaste et intense travail d'étude et d'assimilation de la théorie marxiste-léniniste.**

Si les anciens partis communistes dans les pays capitalistes se sont transformés en partis révisionnistes c'est, entre autres raisons, précisément parce qu'ils avaient tout à fait négligé l'étude et l'assimilation du marxisme-léninisme. La doctrine marxiste-léniniste ne servait que de vernis, elle avait été réduite à des phrases creuses, à de simples slogans, elle n'avait pas pénétré profondément dans la conscience des membres du parti, qui n'en avaient pas fait leur sang et leur chair, elle n'était pas devenue une arme pour l'action. Le peu de travail qui était fait pour l'étude du marxisme-léninisme, se bornait à initier les membres du parti à certaines formules arides, juste pour leur permettre de se dire communistes, de leur faire aimer le communisme de façon sentimentale, mais quant à la façon dont on y accéderait, ils n'en savaient rien, parce qu'on ne le leur avait pas appris.

Les dirigeants de ces partis, qui parlaient beaucoup, mais dont l'action était inconsistante, vivaient dans un milieu bourgeois et contaminaient le prolétariat de leur pays avec des idées libérales et réformistes.

C'est ainsi que le tournant des partis révisionnistes vers la bourgeoisie constitue une évolution social-démocrate, opportuniste, engagée depuis longtemps par leurs leaders, dont les positions sont en fait social-démocrates, par l'aristocratie ouvrière, qui dirigeait ces partis soi-disant communistes.

Les partis marxistes-léninistes doivent absolument tenir compte de cette expérience négative afin d'en tirer des leçons pour organiser l'étude et l'assimilation du marxisme-léninisme sur des bases solides, en rattachant constamment cette étude à l'action révolutionnaire.

L'unité et la collaboration des partis marxistes-léninistes des divers pays, sur la base des principes de l'internationalisme prolétarien, revêtent une importance particulière dans la préparation à la révolution.

Cette unité se renforcera et cette collaboration s'étendra dans la lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme, contre la bourgeoisie et le révisionnisme moderne de toute couleur, khrouchtchévien, titiste, «eurocommuniste», chinois, etc.

En tant qu'ennemis de la révolution, les révisionnistes combattent de toutes leurs forces et par tous les moyens l'internationalisme prolétarien pour arracher des mains du prolétariat mondial et du prolétariat de chaque pays cette arme puissante dans la lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme.

Les partis marxistes-léninistes ont pour devoir de démasquer tant les manoeuvres des révisionnistes titistes et des «eurocommunistes», qui considèrent aujourd'hui l'internationalisme prolétarien comme périmé et dépassé, que celles des révisionnistes soviétiques et des révisionnistes chinois, qui l'ont déformé et s'efforcent de l'employer comme une arme pour atteindre leurs objectifs hégémoniques, social-impérialistes.

Le Parti communiste chinois, qui n'applique pas les principes de l'internationalisme prolétarien et ne soutient pas les luttes révolutionnaires et de libération des peuples, s'est engagé dans la voie du rapprochement et de l'amitié avec les partis social-démocrates et avec les partis bourgeois, jusqu'aux partis les plus de droite et les plus réactionnaires. En même temps, il cherche à créer divers groupes qui lui soient assujettis et qu'il dirige lui-même. Il a besoin de groupements de ce genre pour saboter précisément les véritables partis marxistes-léninistes et les éléments progressistes, qui se sont mis à la tâche pour réveiller le peuple, le dresser dans la révolution contre les cliques dominantes et liées aux superpuissances.

En opportunistes qu'ils sont, les groupuscules qui s'intitulent partis et qui suivent la ligne chinoise ne font que défendre et propager les théories révisionnistes du groupe de Houa Kouo-feng et de Teng Hsiao-ping ainsi que ses actions contre-révolutionnaires. Ces groupuscules sont dépourvus de toute personnalité et aussi de la détermination de lutter conformément à la théorie marxiste-léniniste.

Le mot d'ordre principal de ces partis, qui est d'ailleurs le slogan essentiel de la politique chinoise, proclame que, dans la situation actuelle, le prolétariat a pour tâche fondamentale et unique de défendre l'indépendance nationale, qui ne serait soi-disant menacée que par le social-impérialisme soviétique. Ils reprennent presque mot pour mot les slogans des chefs de file de la II^e Internationale, qui ont abandonné la cause de la révolution et y ont substitué la thèse de la défense de la patrie capitaliste.

Lénine a démasqué ce mot d'ordre fallacieux et anti-marxiste qui, loin de servir la défense de la véritable indépendance, sert à exciter les guerres inter-impérialistes. Il a clairement défini l'attitude du véritable révolutionnaire dans les conflits entre groupements impérialistes. Il a écrit :

«Si la guerre est une guerre impérialiste réactionnaire, c'est-à-dire si elle est menée par deux groupements mondiaux de la bourgeoisie réactionnaire, exploiteuse, oppressive, impérialiste, toute bourgeoisie (même celle d'un petit pays) devient complice de cette spoliation et mon devoir, devoir de représentant du prolétariat révolutionnaire, est de préparer **la révolution prolétarienne mondiale**, seul moyen de salut contre les honneurs d'une tuerie mondiale... C'est là de l'internationalisme, c'est là la tâche de l'internationaliste, de l'ouvrier révolutionnaire, du socialiste véritable». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, pp. 324-325.)

Les partis de la ligne chinoise se sont faits les apologistes de l'accroissement et du renforcement des armées bourgeoises, sous prétexte que cela est nécessaire pour la défense de l'indépendance de leurs pays. Ils appellent les travailleurs à devenir des soldats obéissants de la bourgeoisie et à se dresser côte à côte avec elle contre tous ceux qui luttent pour affaiblir cette arme principale de domination et d'exploitation capitaliste. Bref, ils souhaitent voir le prolétariat et les masses travailleuses devenir de la chair à canon dans les guerres de rapine que préparent l'impérialisme et le social-impérialisme.

Dans le même temps, ces appendices chinois se sont faits les ardents défenseurs des organismes des Etats capitalistes bourgeois, surtout de l'O.T.A.N., du Marché commun européen, etc., qu'ils considèrent comme des facteurs essentiels de «la défense de l'indépendance». Tout comme les dirigeants chinois, ils blanchissent et enjolivent ces piliers de la domination et de l'expansion capitalistes. Ils soutiennent précisément les organismes qui ont en réalité porté gravement atteinte à l'indépendance et à la souveraineté de leurs pays.

L'alliance avec la grande bourgeoisie, la défense de l'armée bourgeoise, le soutien à l'O.T.A.N., au Marché commun, etc., constituent pour ces pseudo-marxistes un chemin sans tracasseries, en ce que non seulement ils leur évitent un affrontement avec la bourgeoisie, mais leur assurent ses faveurs.

Ces positions adoptées par ces éléments contaminés par l'esprit de groupe et privés de tout sens de la perspective, les mènent vers l'unification avec les partis de «l'eurocommunisme» et de la bourgeoisie, et cette unification se produira, car la Chine elle-même appelle le prolétariat à s'unir à la bourgeoisie. Désormais, entre ces pseudo-marxistes-léninistes et Marchais il n'y a plus aucune différence.

Les marxistes-léninistes doivent se garder beaucoup des phrases qu'emploient les révisionnistes modernes, les social-démocrates et les pseudo-marxistes-léninistes sur l'internationalisme prolétarien, sur l'union des prolétaires pour la défense de la paix, et d'autres sornettes de ce genre. On applique le véritable internationalisme prolétarien lorsqu'on oeuvre avec abnégation à soutenir et à réaliser les actions révolutionnaires, à créer une véritable situation de lutte révolutionnaire, en premier lieu dans son propre pays.

Dans le même temps, comme le dit Lénine, les marxistes-léninistes doivent appuyer par la propagande, la sympathie et une aide matérielle cette lutte, cette ligne dans tous les pays sans exception. Toute autre manière d'agir n'est, comme il nous l'enseigne, que mensonge et manilovisme.

C'est pourquoi nous devons prendre garde à ces éléments pseudo-marxistes, pseudo-révolutionnaires, pseudo-internationalistes, individus particuliers ou groupuscules, ou même partis qui se disent marxistes-léninistes, mais qui, en fait, ne le sont pas, qui sont social-chauvins, centristes, petits-bourgeois. Tous ces partis qui parlent haut et fort de l'internationalisme prolétarien, de la défense de la paix, des réformes, etc., servent en fait le capital.

Les révisionnistes chinois, eux aussi, évoquent parfois l'internationalisme prolétarien, mais à partir de positions nationalistes et chauvines. Les dirigeants chinois sont de ceux qui se frappent la poitrine et jurent «leurs grands dieux» qu'ils sont pour l'internationalisme prolétarien, pour la paix, pour les luttes du prolétariat et ses revendications, mais qui, en pratique, se croisent les bras et se bornent à formuler des phrases mensongères pour provoquer la scission des forces révolutionnaires.

Les partis marxistes-léninistes ont pour tâche importante de renforcer l'internationalisme prolétarien, et celui-ci doit être développé entre tous les partis, grands ou petits, anciens ou nouveaux. Ils doivent tous renforcer leur unité entre eux et coordonner leurs actions politiques, idéologiques et de combat.

En s'en tenant fermement à cette ligne, qui constitue une tâche primordiale des partis marxistes-léninistes pour frapper frontalement le capitalisme mondial, sa politique d'asservissement ainsi que ses intrigues, ses ruses et ses alliances avec le révisionnisme moderne soviétique, titiste, chinois, italien, français, espagnol, etc., ils créeront un front puissant qui deviendra de plus en plus invincible. S'ils agissent dans l'unité et attaquent tous ensemble les forces de la réaction, s'ils démasquent toutes les intrigues que le capitalisme et le révisionnisme moderne ourdissent de diverses manières pour éteindre la révolution et la lutte de classes, ils remporteront à coup sûr la victoire.

Nous, marxistes-léninistes, nous devons combattre et appeler les ouvriers, partout où ils se trouvent, à se dresser contre leurs ennemis séculaires et à briser leurs chaînes, à faire la révolution et à ne se soumettre ni aux monopoles ni aux capitalistes, comme le leur prêchent les révisionnistes modernes. Les marxistes-léninistes, les révolutionnaires authentiques ont pour tâche d'appeler les prolétaires et les peuples à se dresser pour édifier le monde nouveau, leur monde, le monde socialiste.

DEUXIEME PARTIE

I - LA THEORIE DES «TROIS MONDES», THEORIE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ET CHAUVINE

Aujourd'hui, les révisionnistes chinois, eux aussi, se sont dressés ouvertement contre la théorie et la stratégie léninistes de la révolution et de la lutte de libération des peuples et ils les combattent sur un large front. A cette glorieuse théorie et stratégie scientifiques ils cherchent à opposer leur théorie des «trois mondes», qui est une théorie fallacieuse, contre-révolutionnaire et chauvine.

La théorie des «trois mondes» est en opposition avec la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline, ou, plutôt, elle constitue un reniement de celle-ci. Peu importe de savoir qui a inventé le premier l'expression de «tiers monde», qui a divisé le premier le monde en trois, ce qui est certain, c'est que Lénine n'a jamais fait mention d'une pareille division. Le Parti communiste chinois, lui, en revendique la paternité et prétend que la théorie des «trois mondes» a été conçue par Mao Tsétoung. Si celui-ci est vraiment le premier à avoir formulé cette soi-disant théorie, ce n'est là qu'un témoignage de plus du fait qu'il n'est pas marxiste. Mais même s'il n'a fait qu'emprunter cette théorie à d'autres, cela suffit pour prouver qu'il ne l'est pas.

La conception des «trois mondes», reniement du marxisme-léninisme

La notion de l'existence de trois mondes ou de la division du monde en trois se fonde sur une vision raciste et métaphysique du monde, engendrée par le capitalisme mondial et la réaction.

Cependant, la thèse raciste qui classe les pays en trois degrés ou en trois «mondes» ne se base pas simplement sur la couleur de la peau. Il s'agit d'une classification qui repose sur le niveau de développement économique des divers pays et qui vise à définir «la race des grands seigneurs» d'une part, et «la race des parias et de la plèbe», de l'autre, à créer une division inerte et métaphysique; conforme aux intérêts de la bourgeoisie capitaliste. Cette thèse considère les divers peuples et nations du monde comme un troupeau de brebis, comme une entité amorphe.

Les révisionnistes chinois admettent et prônent que «la race des seigneurs» doit être préservée, alors que «la race des parias et de la plèbe» devrait servir la première avec docilité et dévouement.

La dialectique marxiste-léniniste nous enseigne que l'évolution ne connaît jamais de limites, que tout est une mutation constante. Dans ce processus ininterrompu d'évolution vers l'avenir, s'accomplissent des changements qualitatifs et quantitatifs. Notre époque, comme toute autre époque, est caractérisée par de profondes contradictions, qui ont été très clairement définies par Marx, Engels, Lénine et Staline. C'est l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes, partant, l'époque des grandes transformations quantitatives et qualitatives, qui conduisent à la révolution et à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, en vue de l'édification de la société nouvelle, socialiste.

La théorie de Marx est entièrement fondée sur la lutte de classes et sur le matérialisme dialectique et historique. Marx a démontré que la société capitaliste est une société de classes exploiteuses et exploitées, que les classes ne seront éliminées que lorsqu'on accédera à une société sans classes, au communisme.

Actuellement, nous vivons la phase de l'effondrement de l'impérialisme et de la victoire des révolutions prolétariennes. Cela signifie que dans la société capitaliste actuelle il existe deux classes principales, le prolétariat et la bourgeoisie qui sont en lutte inconciliable, en lutte à mort entre elles. Laquelle des deux l'emportera ? Marx et Lénine, la science marxiste-léniniste, la théorie et la pratique de la révolution nous démontrent et nous convainquent qu'en dernière instance la victoire reviendra au prolétariat, qui détruira et renversera le pouvoir de la bourgeoisie, l'impérialisme, tous les exploités, et construira une société nouvelle, la société socialiste. Ils nous enseignent également que même dans

cette nouvelle société, pendant une très longue période subsisteront les classes : la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse, en étroite alliance entre elles; mais que subsisteront aussi des débris des classes renversées et expropriées. Pendant toute cette période, ces débris, ainsi que les éléments qui dégénèrent et s'opposent à la construction socialiste, s'efforceront de reprendre le pouvoir perdu. Par conséquent, en régime socialiste également subsistera une âpre lutte de classes.

Les marxistes-léninistes ne perdent jamais de vue que dans tous les pays, à l'exception de ceux où a triomphé la révolution et où a été instauré le régime socialiste, il existe des classes pauvres, avec à leur tête le prolétariat, et des classes riches, avec à leur tête la bourgeoisie.

Dans tout Etat capitaliste, fût-il démocratique ou progressiste, et où qu'il se trouve, il y a des opprimés et des oppresseurs, des exploités et des exploités, des antagonismes entre eux et il s'y livre une lutte de classes impitoyable. Les différences d'intensité de cette lutte ne réfutent pas cette réalité. Cette lutte avance en zigzag, mais elle existe et ne peut être éteinte. Elle existe partout, elle existe aux Etats-Unis d'Amérique, entre le prolétariat et la bourgeoisie impérialiste, elle existe aussi en Union soviétique, où le marxisme-léninisme a été trahi et où s'est créée une nouvelle classe bourgeoise-capitaliste qui opprime les travailleurs de ce pays. Les classes et la lutte de classes existent aussi dans le «second monde», comme par exemple en France, en Angleterre, en Italie, en Allemagne occidentale, au Japon. Elles existent également dans le «tiers monde», en Inde, au Zaïre, au Burundi, au Pakistan, aux Philippines, etc.

La théorie des «trois mondes» de Mao Tsétoung est seule à prétendre que dans aucun pays il n'existe de classes ni de lutte de classes. Elle ne les voit pas, car elle juge les pays et les peuples suivant les conceptions géopolitiques bourgeoises, et d'après leur degré de développement économique.

Voir le monde divisé en trois, en «premier monde», «second monde» et «tiers monde», comme le font les révisionnistes chinois, et non pas dans l'optique de classe, c'est s'écarter de la théorie marxiste-léniniste de la lutte de classes, renier la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie pour passer d'une société arriérée à une nouvelle société, à la société socialiste, puis, à la société sans classes, à la société communiste. Diviser le monde en trois, c'est ignorer les caractéristiques de notre époque, entraver la marche du prolétariat et des peuples vers la révolution et la libération nationale, faire obstacle à leur lutte contre l'impérialisme américain, contre le social-impérialisme soviétique, contre le capital et la réaction dans chaque pays et dans chaque coin du monde. La théorie des «trois mondes» prône la paix sociale, la réconciliation de classes, elle tend à créer des alliances entre des ennemis irréconciliables, entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les opprimés et les oppresseurs, entre les peuples et l'impérialisme. Elle tend à prolonger la vie de l'ancien monde, du monde capitaliste, à le maintenir vivant précisément en demandant l'extinction de la lutte de classes.

Mais la lutte de classes, la lutte que le prolétariat et ses alliés mènent pour s'emparer du pouvoir et la lutte de la bourgeoisie pour conserver son propre pouvoir ne peuvent jamais s'éteindre. C'est là une réalité fondée sur des bases inébranlables et que ne peuvent modifier non plus les théories creuses sur les «mondes» : «premier monde», «second monde», «tiers monde», «monde non aligné» ou «vingtième monde». Admettre une telle division, c'est renoncer à la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline sur les classes et la lutte de classes, et l'abandonner. **Après la victoire de la Révolution d'Octobre, Lénine et Staline ont indiqué qu'à notre époque il existe deux mondes** : le monde socialiste et le monde capitaliste, bien que le socialisme à cette époque-là ne fût instauré que dans un seul pays.

«... actuellement, écrivait Lénine en 1921, il existe deux mondes : l'ancien, le capitalisme, qui s'est empêtré, qui ne cédera jamais, et le monde nouveau, grandissant, qui est encore très faible, mais qui grandira, car il est invincible». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 33, pp. 153-154.)

Ce critère de classe dans la division du monde conserve aujourd'hui encore toute sa valeur, indépendamment du fait que le socialisme n'a pas encore triomphé dans beaucoup de pays et que la

nouvelle société n'a pas remplacé l'ancienne société bourgeoise-capitaliste, ce qui à coup sûr se produira demain.

Le fait que le socialisme a été trahi en Union soviétique et dans les autres pays ex-socialistes, ne modifie en rien le critère léniniste de la division du monde. Aujourd'hui comme hier, il n'existe que deux mondes, et la lutte entre ces deux mondes, entre les deux classes antagonistes, entre le socialisme et le capitalisme, existe non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale.

Les révisionnistes chinois, qui n'admettent pas l'existence du monde socialiste, sous prétexte que, à la suite de la trahison de l'Union soviétique et des autres pays ex-socialistes, le camp socialiste n'existe plus, méconnaissent intentionnellement une chose, à savoir que l'apparition du révisionnisme moderne ne modifie en rien la tendance générale de l'histoire à la révolution, au renversement de l'impérialisme, même si le capitalisme est encore en vie. En même temps, ils méconnaissent le fait que les idées immortelles du marxisme-léninisme existent, se développent et triomphent, que les partis marxistes-léninistes existent, que l'Albanie socialiste existe, que les peuples qui luttent pour la liberté, pour leur indépendance et leur souveraineté nationales existent, que le prolétariat mondial existe et combat.

La Commune de Paris ne l'a pas emporté, elle a été réprimée, mais elle a fourni au prolétariat mondial un grand exemple. Marx a dit que l'expérience de la Commune a montré la faiblesse temporaire du prolétariat français, mais qu'elle a cependant préparé le prolétariat de tous les pays à la révolution mondiale et donné une grande leçon en indiquant quelles sont les conditions qui doivent être réunies pour l'obtention de la victoire. Cette grande expérience des communards qui «sont montés à l'assaut des cieux». Marx l'a érigée en théorie et a appris au prolétariat à briser par la violence révolutionnaire l'appareil d'Etat bourgeois et sa dictature.

Les révisionnistes modernes sont des lâches. Ils estiment que les forces contre-révolutionnaires sont aujourd'hui très puissantes. Mais cela n'est nullement vrai. Elles sont plus faibles que les peuples. Ce sont ceux-ci, avec à leur tête le prolétariat, qui sont les plus forts. Aussi écraseront-ils les forces contre-révolutionnaires, les forces de la réaction, de l'impérialisme et du social-impérialisme. C'est là une vue fondée sur une analyse du monde faite dans une optique de classe. Tout autre jugement est erroné, indépendamment des phrases révolutionnaires dont les révisionnistes camouflent leurs menées et leurs craintes.

Lorsque nous, marxistes-léninistes, disons qu'il existe deux et non pas trois ou cinq mondes, nous sommes dans la juste voie et, sur la base du marxisme-léninisme, c'est à la fois contre la bourgeoisie capitaliste, contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, et contre les autres impérialismes, que nous devons organiser notre lutte, lutte qui doit mener à la destruction de l'ancien monde bourgeois-capitaliste et à l'instauration d'un ordre nouveau, l'ordre socialiste.

Le prolétariat constitue la force sociale motrice de notre époque. Lénine a souligné que la force motrice qui fait avancer l'histoire est la classe qui se situe

«... au centre de telle ou telle époque, et détermine son contenu fondamental, l'orientation principale de son développement, les particularités essentielles de son cadre historique, etc.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 21, p. 147.)

Les révisionnistes chinois, eux, s'opposant à cette thèse de Lénine, affirment que «la grande force motrice qui fait avancer la roue de l'histoire» est le «tiers monde». Faire une pareille déclaration c'est donner une définition théoriquement et pratiquement erronée de la force motrice. Comment peut-on, à l'époque actuelle de l'évolution sociale, au centre de laquelle se situe la classe la plus révolutionnaire — le prolétariat — tenir pour force motrice un groupement d'Etats dominés dans leur immense majorité par la bourgeoisie et les féodaux, voire même par des réactionnaires et des fascistes déclarés ? C'est là une grossière déformation de la théorie de Marx.

La direction chinoise ne tient pas compte du fait que dans le «tiers monde» existent des opprimés et des oppresseurs, qu'il y existe, d'une part, un prolétariat et une paysannerie asservie, pauvre et misérable, et, d'autre part, des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, qui exploitent et dépouillent le peuple. Ne pas mettre en lumière cette situation de classe dans ce qu'on appelle tiers monde, ne pas souligner les antagonismes qui y existent, cela revient à réviser le marxisme-léninisme et à défendre le capitalisme. Dans les pays du prétendu tiers monde, c'est en général la bourgeoisie capitaliste qui est au pouvoir. Cette bourgeoisie exploite le pays, elle exploite et opprime le peuple pauvre dans l'intérêt de sa propre classe, afin de tirer le maximum de profits pour elle-même et de maintenir à jamais le peuple dans l'esclavage et la misère.

Dans beaucoup de pays du «tiers monde», les gouvernements au pouvoir sont bourgeois, capitalistes, naturellement avec des nuances politiques diverses, ce sont des gouvernements de la classe hostile au prolétariat et à la paysannerie pauvre et opprimée, hostile à la révolution et aux luttes de libération. La bourgeoisie, qui détient le pouvoir dans ces pays, protège précisément cette société capitaliste, que le prolétariat, en alliance avec les couches pauvres des campagnes et des villes, cherche à renverser.

Elle constitue cette classe supérieure qui, partant de ses intérêts étroits, est prête à tout moment, à chaque tournant, à brader au capitalisme étranger les richesses du pays, du sol et du sous-sol, à brader la liberté, l'indépendance et la souveraineté de la patrie. Cette classe, partout où elle est au pouvoir, s'oppose à la lutte et aux aspirations du prolétariat et de ses alliés, des classes et des couches opprimées.

Un bon nombre des Etats que la direction chinoise classe dans le «tiers monde» ne sont pas contre l'impérialisme américain ni contre le social-impérialisme soviétique. Qualifier ces Etats de «force motrice principale de la révolution et de la lutte contre l'impérialisme», comme le professe Mao Tsétoung, c'est commettre une erreur grosse comme l'Himalaya. Il est aussi d'autres pseudo-marxistes, mais eux au moins savent se cacher et se masquer derrière leurs théories bourgeoises.

Les révisionnistes chinois ont la même vision antimarxiste non seulement du «tiers monde», mais aussi de ce qu'ils appellent le «second monde», dominé par la grande bourgeoisie capitaliste, par les grands impérialistes d'hier, qui sont restés aujourd'hui aussi des impérialistes. Dans les pays de ce soi-disant second monde, il existe un grand et puissant prolétariat, exploité jusqu'à la moelle, et opprimé par des lois écrasantes, l'armée, la police, les syndicats, toutes ces armes de la dictature de la bourgeoisie. Dans les pays du «tiers monde» comme dans ceux du «second monde», c'est la classe bourgeoise capitaliste, ce sont les mêmes forces sociales qui dominent le prolétariat et les peuples et qu'il faut anéantir. Là aussi, la force motrice principale est le prolétariat.

Mais les révisionnistes chinois, dans les pays du «tiers monde» comme du «second monde» ainsi qu'aux Etats-Unis d'Amérique et en Union soviétique, ignorent précisément le prolétariat, qui constitue la grande armée de la révolution, ils renient précisément la force motrice principale de la société, cette force qui doit frapper la bourgeoisie monopoliste, son ennemie de classe et l'ennemie de toute la révolution mondiale.

La théorie des «trois mondes» de Mao Tsétoung nie cette grande réalité et elle dédaigne le prolétariat des pays d'Europe et celui des autres pays développés. Certes, dans les rangs du prolétariat, soit du prétendu tiers monde, soit des prétendus second et premier mondes, on observe aussi une certaine dégénérescence, parce que la bourgeoisie ne reste pas les bras croisés, elle lutte contre son propre ennemi non seulement par les armes et la répression, mais aussi politiquement et idéologiquement, par le mode de vie qu'elle s'attache à instaurer, etc. Mais le fait que quelque couche du prolétariat, comme l'aristocratie ouvrière, dégénère, ne doit pas conduire à l'abandon du marxisme-léninisme ni à la négation du rôle déterminant de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire mondial. A travers une juste éducation marxiste-léniniste et leur action révolutionnaire quotidienne, les véritables communistes protègent le prolétariat de chaque pays et de chaque «monde» contre la dégénérescence

et le mobilisent dans la lutte contre ses oppresseurs, qu'ils soient anglais ou français, italiens ou allemands, portugais ou espagnols, américains ou japonais, etc.

Aux Etats-Unis, qui sont le chef de file de l'impérialisme mondial, il existe un nombreux prolétariat. Ce pays, est l'un des plus industrialisés et en même temps le plus riche du monde, en sorte que les miettes du capital laissées au prolétariat pour le tromper y sont un peu plus grosses que dans les autres pays bourgeois. Le mode de vie propre aux Etats-Unis exerce une plus grande influence sur le prolétariat, mais nous ne pouvons pour autant ignorer le rôle et la contribution du prolétariat américain pour la révolution dans son pays. En fait, aux Etats-Unis aussi, il existe une opinion hostile à l'impérialisme, aux guerres de rapine, à l'oppression qu'y exercent les capitalistes, les trusts, les grosses banques, etc. Dans ce pays, même parmi les couches de la petite bourgeoisie, se manifeste une résistance à l'oppression exercée par le grand capital.

En reniant la lutte de classes, la théorie chinoise des «trois mondes» renie également la lutte des peuples pour se libérer de la domination étrangère, pour conquérir leurs droits et les libertés démocratiques, elle renie leur lutte pour le socialisme. Cette théorie contre-révolutionnaire et antiscientifique met une croix sur la lutte des peuples contre leurs ennemis, qui sont l'impérialisme, le social-impérialisme, toute la grande bourgeoisie internationale.

Fourrer les peuples dans «trois tiroirs» et prôner que seul le «tiers monde» aspire à se libérer de l'impérialisme, car lui seul serait «la principale force motrice contre l'impérialisme», constitue une duperie et une déviation flagrante par rapport au marxisme-léninisme. Si l'on inclut les impérialistes et les capitalistes dans le «premier monde» et dans le «second monde», alors la question se pose de savoir : Où range-t-on les peuples de ces «deux mondes», qui luttent, eux aussi, pour leur libération contre les mêmes oppresseurs dont souffre aussi le «tiers monde» ? Les inventeurs et les tenants de la division du monde en trois ne peuvent eux-mêmes répondre à cette question, parce que, suivant leur conception antimarxiste et anti-léniniste, ils fondent en un tout impérialistes, gouvernants et peuples. Les marxistes-léninistes ne peuvent identifier les peuples soviétiques aux imposteurs, antimarxistes, social-impérialistes et nouveaux capitalistes, qui les oppriment. Ils ne peuvent non plus mélanger et confondre le peuple américain avec l'impérialisme américain. S'ils agissaient comme le font les révisionnistes chinois, les révolutionnaires commettraient une grave erreur théorique et ils iraient à l'encontre de la révolution, ils appuieraient précisément l'impérialisme et le social-impérialisme, les forces du capital, contre lesquels le prolétariat et le peuple luttent jusque dans le repaire de leurs ennemis.

Quel sens a l'appel chinois à l'alliance du «tiers monde» avec le «second monde» pour qu'ils combattent de concert la moitié du «premier monde», du moment que cette division du monde confond la personnalité des peuples, leurs aspirations et leur niveau de développement, qui diffèrent de l'un à l'autre cependant que tous sont hostiles à l'oligarchie qui les opprime ? De même, le degré de la résistance et de la lutte révolutionnaire des peuples est différent de l'un à l'autre, mais leur objectif final, le communisme, est le même. Dans ces conditions, nous, marxistes-léninistes, devons, par la propagande et en nous mobilisant, faire en sorte qu'à travers des luttes de classe inlassables contre l'impérialisme, le social-impérialisme, le capitalisme et leurs idéologies mystificatrices, nous atteignons l'objectif final.

Les révisionnistes chinois non seulement fondent et identifient entre eux les peuples et les gouvernants dans les pays capitalistes, mais ils cherchent aussi à liquider la personnalité des pays socialistes, en professant que même ces pays peuvent être inclus dans le «tiers monde».

Comment peut-on, comme le font les dirigeants chinois, identifier un pays socialiste avec le «tiers monde», où existent des classes antagonistes, l'oppression et l'exploitation, et le mettre sur le même pied que «les rois et les princes» ? Les révisionnistes chinois, qui considèrent leur pays comme socialiste, prétendent s'intégrer dans le «tiers monde» pour soi-disant aider les peuples qui le composent. C'est là une duperie qui tend à cacher leurs buts expansionnistes. Pour aider et soutenir la

lutte des peuples, un véritable pays socialiste n'a pas besoin de diviser le monde en trois, ni de s'intégrer dans le «tiers monde».

Par nos prises de position fondées sur des critères de classe, nous, marxistes-léninistes, nous aidons les peuples, le prolétariat et la démocratie, la souveraineté et la liberté véritables des peuples et non pas les Etats où règnent les rois, les chahs et les cliques réactionnaires. Nous aidons les peuples et les Etats démocratiques qui veulent se libérer du joug des superpuissances, mais nous soulignons que ce but ne pourra être atteint dans la juste voie et selon des critères de classe si l'on ne combat pas au même titre et les rois et les monopoles internationaux, qui se sont abouchés avec les superpuissances. Les dirigeants chinois prétendent qu'ils ont résolu ce problème de classe compliqué en «s'intégrant» dans ce «tiers monde» fantaisiste. Mais c'est là une solution antimarxiste. Les Etats et les gouvernements du «tiers monde» ne sont pas, dans leur majorité, contrairement à ce que prétendent les dirigeants chinois, pour la lutte contre le «premier monde», contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, ou contre le «second monde».

Le courant des peuples du monde porte à la lutte pour la libération, pour la révolution, pour le socialisme, mais ce courant n'englobe pas les gouvernements des rois, des émirs et des cliques réactionnaires du genre Mobutu et Pinochet, du «tiers monde», dans lequel la Chine s'est elle-même incluse.

En ce qui concerne les Etats du soi-disant tiers monde, la direction chinoise ne fait pas entre eux de distinction de classe fondée sur les principes de l'internationalisme prolétarien et conforme aux intérêts de la révolution mondiale. Elle ne tient pas compte du fait que ces Etats nationaux, qui sont, pour la plupart, dirigés par les couches de la haute bourgeoisie, subissent l'influence non seulement de l'impérialisme américain, mais aussi du social-impérialisme soviétique, auxquels ils sont étroitement rattachés par de nombreux fils.

Dans ces Etats il existe de profondes contradictions intérieures entre le prolétariat et la paysannerie pauvre et opprimée, d'une part, et la bourgeoisie et tous les asservisseurs, de l'autre. Le soutien qu'un pays socialiste accorde aux peuples de ces Etats doit être un grand stimulant pour leur marche en avant, il doit les aider à se constituer en un Etat vraiment démocratique sans assombrir la perspective, la question de la victoire de la révolution prolétarienne et de la prise du pouvoir par le prolétariat. La révolution ne s'importe pas, elle sera accomplie par le prolétariat et le peuple de chaque pays. Naturellement, on ne s'empare pas du pouvoir du jour au lendemain ; il faut, à cette fin, comme nous l'enseigne Lénine, créer les conditions requises pour que le prolétariat, à chaque tournant de l'histoire, se trouve à la pointe de la lutte pour renverser le pouvoir dégénéré des dictateurs et de la bourgeoisie réactionnaire et qu'il instaure le pouvoir du peuple.

La division que nous, communistes, nous faisons du monde actuel, en nous fondant sur le critère de classe léniniste, ne nous empêche pas de combattre les superpuissances et de soutenir tous les peuples et Etats qui aspirent à la libération et ont des divergences avec les superpuissances. L'Albanie socialiste a soutenu de tout cœur et puissamment la lutte des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, parce que cette lutte répond à leurs propres intérêts et qu'elle est dirigée contre l'impérialisme et la domination coloniale étrangère. Mais dissimuler les principes et déformer le marxisme-léninisme, l'idéologie et la politique du parti du prolétariat, comme le font les dirigeants chinois, cela est antimarxiste, c'est une mystification, une duperie. Le Parti du Travail d'Albanie ne l'a jamais fait ni ne le fera jamais, parce que se serait un crime impardonnable envers son peuple, envers les autres peuples, envers le prolétariat international et la révolution mondiale.

En divisant le monde en trois, le Parti communiste chinois prône en fait la réconciliation de classe.

Les véritables marxistes-léninistes n'oublient jamais les enseignements de Lénine soulignant que les opportunistes et les révisionnistes s'efforcent par tous les moyens d'éteindre la lutte de classes, de

tromper la classe ouvrière et les opprimés par des formules «révolutionnaires», en vidant la doctrine marxiste-léniniste de son contenu révolutionnaire. C'est ce que fait également la direction révisionniste chinoise quand elle prêche la réconciliation et la coexistence pacifique de la classe ouvrière et de la bourgeoisie.

Comme nous l'enseignent Engels et Lénine, les contradictions entre les classes ou les forces sociales aux intérêts fondamentaux opposés, loin de pouvoir se concilier, s'exacerbent constamment et aboutissent à des conflits politiques et sociaux. L'existence même de l'Etat prouve que les antagonismes de classe sont inconciliables. Aussi chercher à émousser ces antagonismes, qui se manifestent dans divers pays bourgeois et révisionnistes du «tiers monde», du «second» ou du «premier monde», en prônant l'union sans principes, revient à renier le caractère objectif de l'existence des contradictions, à traiter ce problème de façon antimarxiste.

Les «théoriciens» chinois s'efforcent de réconcilier des classes qui ne peuvent jamais se réconcilier, autrement dit ils ont adopté des positions révisionnistes, opportunistes. La déformation que les révisionnistes chinois font de la théorie de Marx apparaît clairement au fait qu'ils considèrent les pays faisant partie, selon eux, du «tiers monde», comme des pays où règne la paix sociale et leur Etat comme un organisme de réconciliation de classes.

Admettre la notion de «tiers monde», telle que la professent les dirigeants chinois, c'est contribuer à créer une opinion qui serve à soutenir les organismes étatiques nécessaires à la bourgeoisie pour opprimer la classe ouvrière et les masses du peuple. La thèse de l'atténuation de la lutte de classes, comme le disait Lénine lorsqu'il attaquait les révisionnistes, légalise et affermit l'oppression. Demander l'unité à l'intérieur du «tiers monde», revient à rechercher en fait l'unité de la classe opprimée avec la classe oppresseuse, partant, chercher à émousser les antagonismes entre les masses travailleuses et la bourgeoisie, entre le peuple et les oppresseurs étrangers. Ces thèses des révisionnistes chinois vont à rencontre des intérêts de la libération nationale et sociale des peuples, de leurs aspirations à la liberté, à l'indépendance et à la justice sociale.

Les Etats qui soi-disant constituent le «tiers monde» ou le «monde non aligné», dépendent, pour la plupart, du capital financier étranger, qui y est si puissant et si étendu, qu'il a un poids décisif dans toute leur vie. Ces Etats ne jouissent pas d'une indépendance complète, ils sont au contraire assujettis à ce grand capital financier, qui mène précisément la politique et propage l'idéologie qui cherchent à justifier l'exploitation des peuples.

La bourgeoisie et l'impérialisme font de grands efforts pour cacher cette réalité et, lorsqu'ils se voient démasqués, ils échafaudent diverses «théories» contre l'indépendance et la souveraineté des Etats. Afin d'étouffer les aspirations des peuples à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté, les théoriciens bourgeois et révisionnistes présentent ces aspirations comme étant «anachroniques», ils leur donnent diverses interprétations métaphysiques et leur opposent le slogan de l'«interdépendance mondiale», qui exprime soi-disant les tendances du développement actuel de la société humaine, ou celui de la «souveraineté limitée», qui traduit prétendument les intérêts supérieurs de ce qu'on appelle la communauté socialiste, etc.

La réalité bourgeoise-révisionniste marquée par la violation de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté des nations et des Etats, sous toutes les formes et dans tous les domaines, témoigne de la putréfaction du système capitaliste. Nous vivons à une époque où la bourgeoisie, en tant que classe dominante, perd du terrain, tandis que le prolétariat mondial est devenu une force colossale et s'est engagé dans une lutte sans répit, à outrance, pour jeter bas cette classe qui l'exploite. Sous les coups des peuples et de la lutte de classe du prolétariat, la bourgeoisie s'est vue contrainte de renoncer de jure au colonialisme et de reconnaître formellement la liberté, l'indépendance et la souveraineté de plusieurs pays, qu'elle avait très longtemps occupés et exploités jusqu'à la moelle.

Mais la liberté, l'indépendance et la souveraineté reconnues juridiquement par les Etats capitalistes à leurs ex-colonies, sont demeurées jusqu'à ce jour purement formelles pour nombre de pays, car les capitalistes et les impérialistes continuent d'y régner sous de nouvelles formes. Afin de prolonger leur domination dans les ex-colonies, ces forces régressives de notre époque pratiquent sur une grande échelle les complots et les intrigues pour diviser et régner dans ces pays, où ils trouvent encore un champ d'action, en exploitant le retard économique, politique et idéologique des peuples et le manque d'organisation des forces révolutionnaires.

En traitant ce problème, il ne faut pas penser que, puisque les pays ex-coloniaux n'ont pas encore conquis leur indépendance et leur souveraineté complètes, leur lutte a été vaine. En aucune manière. La lutte des peuples pour émanciper leurs petits pays du diktat et de la tutelle des grands, de l'impérialisme et du social-impérialisme, ne doit pas être sous-estimée. Bien au contraire, le Parti du Travail d'Albanie et l'Etat albanais ont soutenu et soutiennent sans réserve cette juste lutte révolutionnaire et de libération, et ils l'ont considérée comme une victoire des peuples pour le renforcement de leur indépendance politique, pour leur affranchissement de la domination coloniale et néocoloniale. Mais nous nous opposons aux théoriciens révisionnistes qui prônent que maintenant toute la lutte révolutionnaire devrait se réduire à la lutte pour l'indépendance nationale, à conquérir cette indépendance et à la préserver contre l'agression des puissances impérialistes, et cela en reniant la lutte pour la libération sociale. Seule la victoire de cette lutte assure aussi la liberté, l'indépendance et la véritable et complète souveraineté nationale. Ces avocats de l'ordre exploiteur «oublient» que la lutte de classes entre le prolétariat et ses alliés, d'une part, et la bourgeoisie du pays et ses alliés extérieurs, de l'autre, se poursuit toujours avec âpreté et qu'elle conduira un jour à des moments, aux situations révolutionnaires, comme les appelle Lénine, où la révolution éclate. Les conditions toujours plus favorables qui se créent dans le monde pour le développement à grande échelle des révolutions anti-impérialistes et démocratiques et pour le rôle dirigeant du prolétariat dans ces révolutions, doivent être mises à profit pour assurer le passage de la lutte pour l'indépendance nationale à une autre phase plus avancée, à la lutte pour le socialisme. Lénine nous enseigne qu'il faut mener la révolution jusqu'au bout, en liquidant la bourgeoisie et son pouvoir. C'est seulement sur cette base qu'il peut être question de liberté, d'indépendance et de souveraineté véritables.

Selon notre conception marxiste-léniniste, dans une société de classes antagonistes où domine la classe féodale ou bourgeoise, le peuple ne peut jouir de la liberté ni de la souveraineté. La liberté, l'indépendance et la souveraineté ont un contenu politique et social concret. La liberté et la souveraineté réelles et totales se réalisent dans les conditions de la dictature du prolétariat. Par contre, là où l'Etat est aux mains de la classe exploiteuse, les rapports économiques et politiques inégaux entre exploités et exploités, et entre les pays eux-mêmes, mènent à la perte ou à la limitation de la liberté et de la souveraineté du peuple. En conséquence, pour les pays inclus dans le «monde non aligné» ou dans le «tiers monde», il ne saurait être question de liberté ni de souveraineté nationales véritables et encore moins de souveraineté du peuple. C'est seulement sur la base d'une analyse scientifique fondée sur la théorie marxiste-léniniste qu'on peut définir correctement quels peuples sont vraiment libres et quels peuples sont asservis, quels Etats sont indépendants et souverains et quels Etats sont dépendants et opprimés. La théorie marxiste-léniniste explique clairement quels sont les oppresseurs et les exploités des peuples, et quelle est la voie qui mène les peuples à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté. C'est seulement ainsi, à la lumière du marxisme-léninisme, que nous, communistes albanais, nous concevons la liberté, l'indépendance et la souveraineté des Etats et des peuples.

L'attitude des révisionnistes chinois à l'égard des contradictions est une attitude idéaliste, révisionniste et capitularde

L'application d'une juste stratégie révolutionnaire, fondée sur les enseignements du marxisme-léninisme, exige non seulement une analyse et une appréciation dialectiques d'ensemble des forces motrices du courant révolutionnaire et de libération dans le monde, une juste appréciation des forces de l'ennemi, avec leurs points forts et leur faiblesses, mais aussi une juste compréhension scientifique des contradictions qui caractérisent notre époque.

C'est seulement si nous interprétons les contradictions selon les enseignements de la théorie marxiste-léniniste, en les rattachant aux faits concrets et à l'évolution réelle des situations, que nous ne commettrons pas d'erreurs.

En ce qui concerne les contradictions, les dirigeants chinois se livrent à des élucubrations, ils «philosophent», ils «interprètent», paraphrasent et confondent nombre de thèses qui ont été si clairement énoncées par les classiques du marxisme-léninisme. Interprétant faussement les contradictions, ils aboutissent à des accords et consentent des compromis non pas en faveur de la lutte de libération, des peuples, de la révolution, de la construction du socialisme, mais en faveur de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Ces gens, qui se posent en philosophes marxistes-léninistes, usent, selon le cas, de deux masques : l'un pour apparaître fidèles à la théorie marxiste-léniniste, et l'autre pour dissimuler la déformation qu'ils en font dans la pratique.

Leur attitude concernant les contradictions, les alliances et les compromis, découle de leur analyse fautive et pragmatiste de la situation internationale, des contradictions existant dans le monde, des contradictions entre les puissances impérialistes, entre les divers Etats capitalistes, entre le prolétariat et la bourgeoisie, etc. Cette attitude a ses racines dans leur conception idéaliste et révisionniste du monde.

Mais si les dirigeants chinois ont mis sur le tapis précisément le problème des contradictions, des alliances et des compromis, ce n'est pas par hasard. Maintenant; la direction révisionniste chinoise a ôté ses masques et elle s'est ouvertement déclarée contre la révolution, elle s'est faite le porte-drapeau de l'opportunisme de droite, du révisionnisme. Comme tous les révisionnistes, les dirigeants du Parti communiste chinois s'efforcent eux aussi de «justifier» leur écart de la théorie marxiste-léniniste, leur orientation révisionniste, en recourant à des citations de Marx, Engels, Lénine et Staline. Naturellement, ces citations, ils les tronquent, les morcellent, les détachent de leur contexte et les utilisent, ainsi mutilées, pour faire passer leurs attitudes et leurs thèses réactionnaires pour marxistes-léninistes. Mais les révisionnistes chinois ne sont ni les premiers ni les derniers à commettre de telles altérations, de telles amputations et interprétations tendancieuses de notre théorie juste. Les chefs de file de la social-démocratie, les titistes, les révisionnistes soviétiques, italiens, français et autres se sont livrés bien avant eux à des pratiques de ce genre, et ils continuent de le faire.

Jonglant avec les contradictions, les dirigeants chinois s'efforcent avant tout de justifier leur attitude à l'égard de l'impérialisme américain, d'aplanir les voies au rapprochement et à la collaboration avec lui.

Les révisionnistes chinois prétendent qu'il n'existe, dans le monde actuel, qu'une seule contradiction, celle qui oppose le «tiers monde», le «second monde» et la moitié du «premier monde» à l'Union soviétique. Partant de cette thèse qui allie les peuples à un groupe d'impérialistes, ils professent qu'il faut laisser de côté toutes les contradictions de classe et ne combattre que le social-impérialisme soviétique.

Mais analysons la question des contradictions qui opposent les peuples aux superpuissances et des contradictions qui opposent les superpuissances entre elles.

Dans les conditions actuelles, l'attitude de principe à l'égard des deux superpuissances impérialistes, les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui constituent la plus grande force de défense du système d'oppression et d'exploitation capitaliste, les principaux bastions de la réaction mondiale, revêt une importance primordiale dans la détermination d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires conséquentes. Ce sont les ennemis jurés les plus dangereux de la révolution, du socialisme et des peuples du monde entier, et elles ont assumé le rôle odieux de gendarme international contre tout mouvement révolutionnaire et de libération, ce sont les puissances les plus agressives et les plus bellicistes, et, par leurs actions, elles poussent le monde à une guerre dévastatrice.

Nul, et encore moins le Parti du Travail d'Albanie, ne peut nier l'existence de profondes contradictions entre les deux plus grandes puissances impérialistes de notre époque, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. Nous n'avons cessé de souligner que les contradictions entre les deux superpuissances non seulement existent, mais qu'elles tendent même à s'approfondir. Parallèlement, les superpuissances, de leur côté, s'efforcent d'aboutir à des arrangements sur certaines questions. Lénine explique ce phénomène par les deux tendances du capital. Il disait que :

«... il existe deux tendances, l'une qui rend inévitable l'alliance de tous les impérialistes, et l'autre, qui oppose certains impérialistes aux autres...» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 27, p. 418.)

Mais pourquoi existe-t-il des contradictions et des antagonismes inconciliables entre les deux superpuissances ? Parce que chacune d'elles, étant une grande puissance impérialiste, lutte pour l'hégémonie mondiale, pour acquérir de nouvelles sphères d'influence, pour asservir et exploiter les peuples. Chacune ayant ses appétits et ses convoitises, elles se tiraillent et ont même de graves frictions. Ces frictions peuvent conduire à la guerre entre elles, et à une sanglante guerre mondiale.

A nous, marxistes-léninistes, il appartient de mettre à profit les contradictions qui existent entre les superpuissances dans l'intérêt de la révolution et des luttes de libération des peuples.

L'utilisation des contradictions dans le camp ennemi est partie intégrante de la stratégie et de la tactique révolutionnaires. Staline considérait l'utilisation des contradictions et des conflits dans les rangs des ennemis de la classe ouvrière dans le pays, ou entre les Etats impérialistes sur le plan international, comme une réserve indirecte de la révolution prolétarienne. La prise en compte et la mise à profit des contradictions inter-impérialistes par l'Etat socialiste soviétique, dirigé par Lénine et Staline, dans la période qui a suivi la Révolution d'Octobre, comme dans les années de la Seconde Guerre mondiale, constituent un fait historique connu.

Mais, en toute circonstance, l'appréciation et la mise à profit des contradictions entre les ennemis par les forces révolutionnaires et les pays socialistes doivent être le résultat d'une analyse marxiste-léniniste concrète de ces contradictions et de leur degré d'acuité, du rapport des forces à une époque ou à un moment donnés, afin de définir dans quelle voie, sous quelle forme et par quels moyens ces contradictions seront exploitées. Ce qui est conforme aux principes c'est que les contradictions soient toujours utilisées au profit de la révolution, au profit des peuples et de leur liberté, au profit de la cause du socialisme. L'utilisation des contradictions dans les rangs de l'ennemi doit tendre à accroître et à renforcer le mouvement révolutionnaire et de libération, et non pas à l'affaiblir et à l'éteindre, elle doit tendre à mobiliser toujours plus activement les forces révolutionnaires dans la lutte contre les ennemis, au premier chef contre les ennemis principaux, sans permettre que les peuples se fassent la moindre illusion à leur égard.

Le premier point du programme des deux superpuissances, des Etats-Unis et de l'Union soviétique révisionniste, est d'étouffer la révolution et le socialisme. Les dirigeants chinois, loin de souligner ce fait, qui est l'expression de la contradiction inconciliable entre le socialisme et le capitalisme, le nient pratiquement. Naturellement, il n'est pas permis aux marxistes-léninistes d'oublier que les superpuissances, en dépit de leur lutte pour l'hégémonie et de leurs contradictions, ne détournent nullement leur attention de leur objectif commun: asservir les peuples qui aspirent à la liberté, saboter la révolution, ce qui conduit à nouveau à des guerres générales ou locales. En cette question, les révisionnistes chinois s'en tiennent à leurs positions connues de lutte contre le seul social-impérialisme soviétique, qui, selon eux, est le plus dangereux, le plus agressif et le plus belliciste des impérialismes. Ils mettent l'impérialisme américain au second rang et soulignent que les Etats-Unis «désirent le statu quo, qu'ils sont sur leur déclin». Les révisionnistes chinois en arrivent par là à conclure que l'on peut et l'on doit s'allier à l'impérialisme américain contre le social-impérialisme soviétique. L'impérialisme américain ne s'est point affaibli ni assagi, comme le prétendent les dirigeants chinois, il reste au contraire agressif, féroce et puissant, au même titre que le social-impérialisme soviétique. Le fait que l'impérialisme américain ne jouit plus de la même prédominance qu'auparavant ne change rien à sa

nature. C'est là la dialectique de l'évolution du capitalisme, et cela confirme les thèses de Lénine selon lesquelles l'impérialisme est le capitalisme à son déclin, en décadence. Mais en arriver, à partir de là, à sous-estimer la puissance économique, militaire et agressive actuelle de l'une ou de l'autre superpuissance, est impardonnable. Il est impardonnable aussi, en se fondant sur l'affaiblissement et le déclin effectifs de la puissance des impérialistes, de dire qu'un impérialisme est devenu plus ou moins dangereux que l'autre. Les deux superpuissances impérialistes sont dangereuses au même titre, parce que ni l'une ni l'autre n'oublie de combattre ceux qui cherchent à creuser leur tombe, c'est-à-dire précisément les peuples.

Prôner la lutte uniquement contre le social-impérialisme soviétique et éteindre, en fait, la lutte contre l'impérialisme américain, comme le font les dirigeants chinois, c'est s'écarter des thèses fondamentales du marxisme-léninisme. Qu'il faut lutter jusqu'au bout contre le social-impérialisme soviétique, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais ne pas combattre aussi avec la même force l'impérialisme américain, cela est inadmissible, c'est une trahison envers la révolution. Si l'on s'en tient à la voie chinoise, on ne comprendra pas clairement la nature de l'impérialisme américain ni celle du social-impérialisme soviétique, on ne comprendra pas pourquoi ces deux superpuissances ont des contradictions et en quoi consistent ces contradictions, en quoi réside la lutte entre elles, cette lutte qu'il nous appartient d'approfondir, on n'aura pas une idée claire de ce qu'il nous faut faire pour que ces deux Etats impérialistes ne déclenchent pas une guerre mondiale, etc.

Si nous avons une juste compréhension théorique de ces questions et si nous agissons comme il se doit, conformément à la théorie marxiste-léniniste, alors apparaîtra clairement la nécessité de soutenir et d'appuyer les peuples en lutte contre les deux superpuissances et les cliques bourgeoises capitalistes qui les oppriment. Le monde capitaliste traverse aujourd'hui une crise grave. Mais cette crise doit être jugée dans toute son ampleur, de même que les contradictions du monde capitaliste doivent l'être dans toute leur profondeur.

Leur logique pragmatiste et antimarxiste pousse les révisionnistes chinois à présenter l'Union soviétique comme un pays qui se développe sans contradictions, comme un impérialisme qui domine sans tracas dans les autres pays révisionnistes, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie. Ils définissent le bloc soviétique comme un bloc en croissance et l'Union soviétique comme l'unique impérialisme qui subsiste dans le monde et qui cherche à étendre partout son hégémonie.

Quant à l'hégémonie de l'Union soviétique sur les pays révisionnistes de l'Europe de l'Est, elle se matérialise au premier chef dans l'occupation militaire de ces pays par les forces armées soviétiques, dans le pillage impitoyable et sans scrupules de leurs richesses par le social-impérialisme soviétique, qui s'emploie même à les intégrer entièrement dans le système des républiques soviétiques. Naturellement, dans ces efforts, l'Union soviétique révisionniste se heurte à des oppositions. Et avec le temps ces oppositions et contradictions qui existent à l'état latent dans le chenil révisionniste, s'exacerberont et éclateront.

Nous avons qualifié le social-impérialisme soviétique d'agressif, parce qu'il a attaqué et envahi la Tchécoslovaquie, parce qu'il s'est ingéré en Afrique et ailleurs et parce qu'il ourdit des plans et se prépare à de nouvelles agressions. *[A la fin de décembre 1979 les social-impérialistes soviétiques entreprirent leur agression contre l'Afghanistan]* Mais l'impérialisme américain se serait-il livré à moins d'agressions, ou serait-il par nature moins agressif que le social-impérialisme soviétique ?

La direction chinoise a oublié l'agression des Etats-Unis contre la Corée, elle a oublié leur guerre longue et barbare contre le Vietnam, le Cambodge, le Laos, leur guerre au Proche-Orient, leur intervention dans les républiques d'Amérique centrale, etc. Elle a mis une croix sur tout cela et en arrive à la conclusion que l'impérialisme américain se serait assagi ! Elle oublie que l'impérialisme américain a étendu ses tentacules dans le monde entier, qu'il a mis en place partout des bases militaires, qu'il ne cesse de développer et de renforcer. Tout cela, Mao Tsétoung et Chou En-laï l'ont

oublié, et la direction révisionniste chinoise l'a oublié elle aussi, lorsqu'ils nous disent que l'impérialisme américain se serait affaibli et adouci, et que, par conséquent, on peut s'allier à lui ! Agir de la sorte, c'est demander d'éteindre la lutte contre l'impérialisme en général et contre l'impérialisme américain en particulier, voire même contre le social-impérialisme soviétique, que la Chine pourtant se vante de combattre à outrance.

Il est vrai que le social-impérialisme soviétique est avide d'expansion. Son ingérence en Angola et en Ethiopie, ses efforts pour installer des bases dans la Méditerranée et dans certains pays arabes, pour mettre la main sur les détroits de la mer Rouge, ou établir des bases militaires dans l'océan Indien, sont autant d'actions ouvertement impérialistes. Mais il n'y a pas affermi ses positions dans la mesure où l'impérialisme américain a consolidé ses établissements économiques, néo-colonialistes, stratégiques et militaires dans les autres pays. C'est précisément cette situation que la direction chinoise feint de sous-estimer, mais qu'en réalité elle connaît bien et qu'elle encourage.

Dans le même temps, les révisionnistes chinois ne peuvent pas ne pas juger que les Etats capitalistes de l'Europe occidentale et l'impérialisme américain, indépendamment de leurs contradictions, sont étroitement liés entre eux, qu'ils sont liés par des alliances politiques, militaires et économiques, comme l'O.T.A.N., le Marché commun, etc. Il est impossible que la direction chinoise ne sache pas que le capital américain a profondément pénétré dans l'économie des pays de l'Europe occidentale, et pas seulement là, mais aussi en Europe de l'Est et en Union soviétique. La direction chinoise sait fort bien que les Etats-Unis ont fait et continuent de faire dans divers pays du monde des investissements se montant à des dizaines de milliards de dollars. Alors, qu'espère-t-elle ? Peut-elle espérer que les pays capitalistes occidentaux, en dépit de leurs contradictions avec les Etats-Unis, s'en détacheront pour affaiblir leur propre camp, pour renoncer au potentiel militaire qu'ils leur assurent, pour renoncer aux liens économiques, sociaux et culturels qui les unissent aujourd'hui à eux, et, au nom des intérêts de la Chine, se démunir face au social-impérialisme soviétique ? C'est là une absurdité de la politique extérieure chinoise.

Comme nous l'avons déjà souligné, il est hors de doute que les contradictions entre les deux superpuissances et les autres pays impérialistes et capitalistes-révisionnistes doivent être mises à profit par les forces révolutionnaires et de libération. Il importe que cela soit bien compris et considéré constamment dans l'optique des intérêts de la révolution et en fonction de ces intérêts. L'utilisation des contradictions entre les puissances et les groupes impérialistes, les Etats capitalistes et révisionnistes, etc., ne peut jamais être, pour la classe ouvrière et les révolutionnaires marxistes-léninistes, un but en soi.

Utiliser les contradictions entre les pays impérialistes et les deux superpuissances, cela signifie approfondir les failles entre eux, encourager les forces révolutionnaires et patriotiques de ces pays à s'opposer à l'impérialisme américain et au social-impérialisme soviétique, qui cherchent à les soumettre économiquement, politiquement et militairement, les exploiter et nier leur individualité nationale, etc.

Mais comment agit la Chine ?

La politique chinoise prêche la «sainte alliance» des pays capitalistes occidentaux avec les Etats-Unis. Elle va même ouvertement plus loin. Elle prône l'alliance du prolétariat des pays de l'Europe occidentale avec la bourgeoisie réactionnaire de ces pays. Où est ici la ligne marxiste-léniniste révolutionnaire ? Où est ici la ligne de l'utilisation des contradictions ? Les dirigeants chinois croient-ils que cette politique leur permettra de renforcer ce bloc à leur gré contre les Soviétiques ? Ils entretiennent, peut-être, cette utopie, mais c'est là une vue métaphysique.

Les Etats-Unis, les pays capitalistes occidentaux, y compris le Japon et le Canada, ne sont pas aussi bêtes que le pensent les dirigeants chinois, ils ne font pas une politique aussi naïve que la leur. Pour leur part, ils savent très bien mettre à profit les contradictions qui existent entre la Chine et l'Union

soviétique. Ils savent s'y prendre pour affaiblir la grande puissance agressive qu'est l'Union soviétique, ils luttent dans ce sens depuis pas mal de temps et l'on ne peut dire qu'ils n'aient pas obtenu de résultats. Les Etats-Unis et tous les autres Etats capitalistes attisent les contradictions entre les pays révisionnistes de l'Est et le Kremlin.

La Chine aussi a commencé maintenant à appliquer cette vieille politique américaine. C'est dans ce contexte que s'inscrivait la visite de Houa Kouo-feng en Roumanie et en Yougoslavie. Mais l'ouverture de la Chine vers l'Europe, le fait qu'elle y attise les contradictions et, plus particulièrement, ses efforts pour se créer un terrain favorable dans les Balkans, tout cela n'est pas dans l'intérêt des peuples et de la révolution, mais s'inscrit dans sa politique belliciste, qui vise à voir les peuples d'Europe s'entretuer et devenir de la chair à canon dans la guerre impérialiste.

La «Pravda» a depuis longtemps engagé une polémique, naturellement sans effet, avec les Etats-Unis, en les accusant d'accroître rapidement et considérablement leurs armements. Son souci n'est pas d'attirer la critique sur cette action des Etats-Unis, car les social-impérialistes soviétiques n'agissent pas différemment. Le problème réside en ceci que l'accroissement du potentiel de guerre américain affaiblit relativement la puissance militaire soviétique et contraint l'Union soviétique à suivre pied à pied les Etats-Unis afin de maintenir à leur niveau son propre potentiel militaire et sa puissance d'agression. Cependant, en suivant pas à pas l'impérialisme américain dans la course aux armements, l'Union soviétique voit son économie s'affaiblir, car cet effort se traduit par le transfert de grandes réserves matérielles, monétaires et humaines, de l'économie à l'armée. Et c'est précisément cela qui inquiète les brejnéviens.

Mais ce qui est étonnant, c'est que les révisionnistes chinois, à travers leur journal «Renmin Ribao» se rallient sans réserve aux Américains, publiant article sur article pour inciter les Etats-Unis à conserver leur supériorité dans la course aux armements et à accroître sans cesse leur potentiel militaire. Des dires du «Renmin Ribao» il ressort donc que les Etats-Unis ne s'arment pas et que l'Union soviétique est seule à s'armer. Les Américains ne sauraient trouver nulle part de meilleur avocat que la direction révisionniste chinoise. La bourgeoisie s'efforce pour le moins de garder la mesure dans les critiques et dans l'interprétation de la réalité, de trouver, naturellement dans un esprit de tendance, un certain équilibre dans les situations qui se créent. Mais on n'avait jamais vu agir comme le font les dirigeants chinois.

Lors de sa rencontre avec Teng Hsiao-ping, le secrétaire du Département d'Etat américain, Vance, lui a expliqué que les «Etats-Unis sont militairement supérieurs à l'Union soviétique». Or, Teng Hsiao-ping a déclaré devant un nombreux groupe de journalistes américains en visite en Chine à la même époque, que «Pékin ne croit pas» à la déclaration de Vance et que «l'Union soviétique est militairement très supérieure aux Etats-Unis d'Amérique», C'est là vouloir en remonter à son maître.

On ne peut admettre la thèse chinoise, présentée comme une thèse soi-disant marxiste et qui met en doute le fait que les deux superpuissances impérialistes, et non pas une seule d'entre elles, cherchent à se repartager le monde, à se créer de nouvelles colonies, à opprimer les peuples, à étendre leurs marchés.

La façon même de poser la question comme quoi un impérialisme est plus fort et l'autre moins fort, l'un agressif et l'autre assagi, n'est pas marxiste-léniniste. Cette manière d'envisager le problème est le reflet d'une vue réactionnaire qui conduit les révisionnistes chinois à s'allier aux Etats-Unis, à l'O.T.A.N. et au Marché commun, au roi d'Espagne, au chah d'Iran, au Chilien Pinochet et à tous les dictateurs fascistes. La politique chinoise ne touche pas à l'impérialisme américain, elle ne touche pas à la puissance des banques et du plus grand capital de notre époque, c'est une politique entièrement réformiste bourgeoise, pacifiste et très grossière.

Les dirigeants chinois ne peuvent pas ne pas voir que le capital financier, les trusts et les monopoles américains, loin de diminuer leurs investissements à l'étranger, de renoncer à leurs visées

d'exploitation et d'asservissement, se renforcent au contraire et s'emploient à modifier le rapport des forces dans le monde à leur avantage.

Les social-impérialistes soviétiques en font autant. Leur politique économique et les grands trusts qui existent en Union soviétique cherchent par tous les moyens à sucer le sang des pays satellites et des autres pays. Sous un nouveau déguisement et un autre nom, ils s'efforcent, eux aussi, d'abord soi-disant par des accords, des négociations, puis, au moment voulu, par la force, c'est-à-dire par la guerre, de modifier le rapport des forces en leur faveur.

En prétendant que les Etats-Unis «désirent le statu quo», qu' «ils sont sur leur déclin», que le social-impérialisme soviétique est «plus dangereux, plus agressif, plus belliciste», etc., les révisionnistes chinois cherchent à prouver que les Etats-Unis peuvent et doivent devenir les alliés de la Chine contre l'Union soviétique. Témoin l'extension de leurs relations multiformes avec ce pays et leur approbation ouverte à l'augmentation des budgets de guerre et à l'armement des Etats-Unis.

Les révisionnistes chinois professent que la situation actuelle autorise les marxistes-léninistes, les révolutionnaires et les peuples à passer des compromis et à s'appuyer sur l'impérialisme américain. Notre Parti est contre tout compromis avec le féroce impérialisme américain, car cela serait contraire aux intérêts de la révolution et de la libération des peuples. Nous avons été, nous sommes et nous serons en lutte contre l'impérialisme américain jusqu'à sa liquidation totale. Nous sommes et nous serons aussi en lutte jusqu'au bout contre le social-impérialisme soviétique.

Le soutien que la Chine apporte à l'impérialisme américain n'est nullement en faveur de la révolution et des peuples, il favorise au contraire la contre-révolution. Par sa ligne politique et idéologique réactionnaire, la direction chinoise laisse les peuples du monde sous les griffes de l'impérialisme américain. Elle désire que les peuples restent sages, qu'ils ne relèvent pas la tête et même qu'ils s'unissent à l'impérialisme américain contre l'autre superpuissance, qui cherche à ravir aux Etats-Unis les richesses qu'ils ont accumulées en exploitant la peine et la sueur des peuples. La direction chinoise recommande aux pays capitalistes d'Europe, rassemblés dans le Marché commun européen, de s'unir. Dans cette union capitaliste de l'Europe elle range aussi les peuples. Cette attitude revient à dire: soyez sages, ne parlez plus de révolution, ne parlez plus de dictature du prolétariat, mais mettez-vous au service des trusts, des capitalistes et, avec eux, constituez une force économique et militaire encore plus considérable pour faire face au social-impérialisme soviétique.

Le Marché commun européen, que la Chine soutient et renforce économiquement, n'est qu'un moyen pour préserver les profits maximums des trusts monopolistes d'Europe occidentale et pour grouper les Etats industriels développés, dont les classes riches, comme le dit Lénine, prélèvent un tribut colossal sur l'Afrique, l'Asie, etc. En soutenant ces Etats capitalistes, les dirigeants chinois soutiennent en fait le parasitisme d'une poignée de capitalistes aux dépens des peuples de ces pays et des peuples sur lesquels ils ont étendu leurs tentacules.

La théorie des «trois mondes», à travers laquelle les révisionnistes chinois s'efforcent de justifier leurs attitudes contre-révolutionnaires, n'est rien d'autre qu'une variante de l'opportunisme dans les rangs du mouvement ouvrier, elle aide l'impérialisme à se créer des débouchés et à prélever des profits sur le dos des autres peuples afin que les tenants de ce courant puissent recevoir une part des miettes que les capitalistes leur laisseront de leur festin.

C'est un fait indéniable que la direction chinoise soutient les forces et les Etats capitalistes, et non pas les forces révolutionnaires et le prolétariat européens pour qu'ils se dressent et détruisent les plans de l'impérialisme américain, du social-impérialisme soviétique, de l'«Europe unie», du Marché commun européen et du Comecon, en un mot tous les piliers du système impérialiste qui, telle une hydre, suce le sang des peuples.

Bien qu'elle range les Etats capitalistes développés, comme l'Allemagne occidentale, l'Angleterre, le Japon, la France, l'Italie, etc., dans le «second monde», la direction révisionniste chinoise, indépendamment de ses fariboles théoriques sur leur «double» caractère, ne les considère pas pour autant comme des ennemis de la révolution. Au contraire, les Chinois ont jugé opportun de fermer les yeux et de verser dans un compromis manifeste avec eux pour soi-disant s'en servir contre le social-impérialisme soviétique.

La direction chinoise, obnubilée par sa politique pragmatiste et antimarxiste, «oublie» que des Etats comme l'Allemagne, l'Angleterre, le Japon, la France, l'Italie et d'autres de leurs semblables ont été et restent impérialistes, et qu'en tant que tels, ils n'ont pas perdu ni ne peuvent perdre leurs tendances asservissantes et colonisatrices. Il est vrai qu'après la Seconde Guerre mondiale ces puissances impérialistes se sont affaiblies, et même considérablement, qu'elles ont perdu de leurs positions antérieures, et cela au profit de l'impérialisme américain, mais malgré tout, ni la France, ni l'Angleterre, etc., n'ont abandonné la lutte pour la défense de leurs marchés, pour la conquête d'autres marchés en Afrique, en Asie et dans les pays d'Amérique latine.

Tous ces Etats capitalistes et impérialistes, moins puissants que l'impérialisme américain, ont, certes, des contradictions entre eux, mais ils ont en même temps tendance à s'entendre.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain a aidé ses anciens alliés européens à se redresser et les monopoles américains se sont liés avec les leurs dans un lacis d'intérêts communs. Mais entre eux il a existé et il existe toujours des contradictions tenant à ce que chacun pour sa part cherche à avoir les mains libres pour accaparer des marchés, importer des matières premières et exporter ses produits industriels. La réalité internationale a démontré et démontre en ce cas aussi la justesse de la thèse de Lénine sur les deux tendances objectives du capital.

Il est également vrai que des contradictions opposent ces Etats capitalistes non seulement à l'impérialisme américain, mais aussi au social-impérialisme soviétique. La question se pose donc ainsi: comment doit-on profiter de ces contradictions? Les contradictions inter-impérialistes ne peuvent en aucune façon être utilisées comme le recommandent les révisionnistes chinois.

Nous, marxistes-léninistes, nous ne pouvons défendre par exemple les divers réactionnaires en Allemagne et les chefs de file conservateurs ou travaillistes en Angleterre, uniquement parce qu'ils sont en opposition avec le social-impérialisme soviétique. Si nous le faisons et si nous soutenions les thèses chinoises selon lesquelles «les Etats capitalistes d'Europe doivent s'unir dans le Marché commun», que l'«Europe unie» doit se renforcer pour faire face au social-impérialisme soviétique, cela reviendrait à accepter de sacrifier la lutte et les efforts du prolétariat de ces pays pour briser les chaînes de l'esclavage, à y saboter l'avenir de la révolution.

En passant des compromis sans principes avec l'impérialisme américain, les révisionnistes chinois ont trahi le marxisme-léninisme et la révolution. **Quant aux marxistes-léninistes, ils interprètent la thèse de Marx, Engels, Lénine et Staline sur les contradictions et les compromis dans son véritable esprit. Les Chinois, eux, l'interprètent d'une façon diamétralement opposée à son sens réel.**

Notre Parti, suivant la voie léniniste, n'est pas contre n'importe quel compromis, mais il est contre les compromis de trahison. Lorsqu'un compromis est indispensable et sert les intérêts de la classe et de la révolution, on peut alors le conclure, mais toujours en veillant à ce qu'il n'affecte pas la stratégie, la fidélité aux principes du marxisme-léninisme, qu'il ne porte pas atteinte aux intérêts de la classe et de la révolution.

A propos de l'attitude envers les compromis, Lénine indique entre autres :

«Un partisan de la révolution prolétarienne peut-il conclure des compromis avec des capitalistes ou avec la classe des capitalistes ?... il serait manifestement absurde de fournir une réponse négative à cette question générale. Naturellement, le partisan de la révolution prolétarienne peut passer des compromis ou des accords avec les capitalistes. Tout dépend de la nature de l'accord et des circonstances dans lesquelles il est conclu. C'est là et là seulement qu'on peut et qu'on doit chercher la différence entre un accord légitime du point de vue de la révolution prolétarienne et un accord perfide, un accord de trahison (du même point de vue)». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 30, pp. 562-563.)

Et plus loin, il poursuit :

«La conclusion est claire : il est tout aussi stupide de s'interdire toute entente, tout compromis, quels qu'ils soient, avec les bandits, que de déduire la justification de la participation au banditisme de la thèse abstraite que, généralement parlant, les accords avec les bandits sont parfois admissibles et nécessaires». (Ibid., p. 565.)

Lénine a dit également :

«Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire n'est pas de proclamer une renonciation impossible à tout compromis, mais bien de savoir rester, **à travers tous les compromis**, dans la mesure où ils sont inévitables, fidèle à ses principes, à sa classe, à sa mission révolutionnaire, à sa tâche de préparation de la révolution et d'éducation des masses en vue de la victoire révolutionnaire». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25, pp. 359-360.)

C'est seulement en se fondant sur ces enseignements de Lénine qu'il est permis de passer des compromis. Mais comment le compromis avec l'impérialisme américain ou avec le social-impérialisme soviétique peut-il être dans l'intérêt du socialisme et de la révolution mondiale quand on sait que ces deux superpuissances sont les ennemis les plus féroces des peuples et de la révolution ? Ce compromis, loin d'être nécessaire, est au contraire dangereux pour les intérêts de la révolution. Passer des compromis ou enfreindre les principes sur ces problèmes si importants, c'est trahir le marxisme-léninisme.

Si Mao Tsétoung et les autres dirigeants chinois ont parlé et parlent beaucoup «théoriquement» des contradictions, ils devraient alors parler non seulement de l'utilisation des contradictions inter-impérialistes et des compromis avec les impérialistes, mais avant tout des contradictions qui se situent aux fondements de notre époque, des contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie, des contradictions qui opposent les peuples et les pays opprimés aux deux superpuissances et à tout l'impérialisme mondial, des contradictions entre le socialisme et le capitalisme. Sur ces contradictions, qui existent objectivement et ne peuvent être dissimulées, les dirigeants chinois se taisent. Ils n'évoquent qu'une seule contradiction, qui, selon eux, serait celle entre le monde entier et le social-impérialisme soviétique, cherchant par là à justifier leurs compromis sans principes avec l'impérialisme américain et l'ensemble du capitalisme mondial.

L'analyse de classe marxiste-léniniste et les faits démontrent que l'existence de contradictions et de failles entre les puissances et les groupements impérialistes n'exclut nullement ni ne relègue au second plan les contradictions entre le travail et le capital dans les pays capitalistes et impérialistes, ni les contradictions entre les peuples opprimés et leurs oppresseurs impérialistes. Ce sont justement les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les peuples opprimés et l'impérialisme, entre le socialisme et le capitalisme, qui sont les plus profondes, qui sont constantes, irréductibles. Par voie de conséquence, l'utilisation des contradictions entre impérialistes ou entre Etats capitalistes et révisionnistes n'a de sens que si elle contribue à créer des conditions aussi favorables que possible pour un vigoureux essor du mouvement révolutionnaire et de libération contre la bourgeoisie, l'impérialisme et la réaction. Aussi convient-il d'utiliser ces contradictions sans susciter au prolétariat et aux peuples d'illusions sur l'impérialisme et la bourgeoisie. Il est indispensable de bien expliquer aux travailleurs et aux peuples les enseignements de Lénine, de leur faire prendre conscience que c'est seulement par une attitude intransigeante envers les oppresseurs et les exploités, par une lutte résolue

contre l'impérialisme et la bourgeoisie et par la révolution, qu'ils accèderont à la véritable liberté sociale et nationale.

L'utilisation des contradictions entre les ennemis ne peut pas constituer la tâche fondamentale de la révolution ni être opposée à la lutte pour renverser la bourgeoisie, la dictature réactionnaire et fasciste des oppresseurs impérialistes.

L'attitude des marxistes-léninistes en cette question est claire. Ceux-ci s'adressent aux peuples, au prolétariat, ils appellent les masses à se dresser pour détruire les plans d'hégémonie, d'oppression, d'agression et de guerre des impérialistes américains et des social-impérialistes soviétiques, jeter bas la bourgeoisie réactionnaire et sa dictature aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est.

En ce qui concerne notre Etat socialiste, il a toujours mis à profit les contradictions qui existent dans le camp adverse. Pour cela, notre Parti se fonde sur une juste appréciation du caractère des contradictions qui existent entre un pays socialiste et les pays impérialistes et bourgeois-révisionnistes, sur une juste appréciation des contradictions inter-impérialistes.

Le marxisme-léninisme nous enseigne que les contradictions entre un pays socialiste et les pays capitalistes et révisionnistes en tant qu'expression des contradictions entre deux classes aux intérêts diamétralement opposés, la classe ouvrière et la bourgeoisie, sont permanentes, fondamentales, inconciliables. Elles parcourent comme un fil rouge toute l'époque historique du passage du capitalisme au socialisme à l'échelle mondiale. Cependant, les contradictions entre les puissances impérialistes sont l'expression des contradictions au sein des exploités, des classes aux intérêts fondamentaux communs. C'est pourquoi, si aiguës que soient les contradictions et les conflits entre les puissances impérialistes, le danger réel d'actes d'agression de la part de l'impérialisme mondial ou de ses diverses unités contre un pays socialiste, demeure permanent et toujours actuel. La division entre les impérialistes, les querelles et les conflits inter-impérialistes peuvent tout au plus atténuer et écarter provisoirement le danger des menées de l'impérialisme contre un pays socialiste, mais ils ne l'éliminent pas, aussi celui-ci a-t-il intérêt à utiliser ces contradictions dans les rangs des ennemis. C'est ce qu'a souligné avec force Lénine, qui disait :

«... l'existence de la République soviétique à côté d'Etats impérialistes est impensable pendant une longue période. En fin de compte, l'un ou l'autre doit l'emporter. Et avant que cette fin arrive, un certain nombre de terribles conflits entre la République soviétique et les Etats bourgeois est inévitable». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 29, p. 160.)

Ces enseignements de Lénine conservent pleinement leur actualité. Leur bien-fondé a été parfaitement démontré par une série d'événements historiques comme l'agression fasciste contre l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale, l'agression de l'impérialisme américain en Corée, puis au Vietnam, les agissements hostiles et les divers complots impérialistes et social-impérialistes contre l'Albanie, etc. C'est pourquoi notre Parti a toujours souligné et il souligne encore que toute sous-estimation des contradictions entre l'Etat socialiste, d'une part, et les puissances impérialistes et les pays capitalistes-révisionnistes, d'autre part, toute sous-estimation de la menace d'actes d'agression de la part de ces derniers contre l'Albanie socialiste, tout relâchement de vigilance suscité par l'idée que les contradictions entre les puissances impérialistes elles-mêmes sont très aiguës et que, de ce fait, celles-ci ne peuvent pas entreprendre de telles actions contre notre patrie, seraient lourds de très dangereuses conséquences.

Le Parti du Travail d'Albanie part aussi du fait que seules les forces révolutionnaires, les forces de libération, éprises de liberté et de progrès, peuvent être des alliées véritables et sûres de notre pays, en tant que pays socialiste. Notre pays entretient des relations d'Etat à Etat avec divers pays du monde bourgeois-révisionniste, il met à profit les contradictions entre les Etats impérialistes, capitalistes et révisionnistes, et en même temps soutient puissamment la lutte révolutionnaire et de libération de la classe ouvrière, des masses travailleuses et des peuples de chaque pays où se livre une telle lutte, en

considérant ce soutien comme un noble devoir internationaliste qui lui incombe. C'est à cette vision des choses que s'en est tenu et s'en tient de façon conséquente le Parti du Travail d'Albanie qui; à son VII^e Congrès, a souligné une fois de plus qu'il soutiendra le prolétariat et les peuples, les partis marxistes-léninistes, les révolutionnaires et les hommes progressistes, qui se battent contre les superpuissances, contre la bourgeoisie capitaliste et révisionniste et la réaction mondiale, pour la libération sociale et nationale.

A propos des contradictions, le Parti communiste chinois, autrefois, a évoqué entre autres des principes et des thèses marxistes-léninistes connues. C'est ainsi, par exemple, que dans le document que l'on connaît, intitulé «Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international», publié par le Comité central du Parti communiste chinois en 1963, les Chinois ont écrit: «Mais les compromis nécessaires entre pays socialistes et impérialistes n'exigent pas des peuples et nations opprimés qu'ils en fassent autant, qu'ils passent des compromis avec l'impérialisme et ses instruments». Et ils ajoutaient : «Personne ne devrait jamais exiger, au nom de la coexistence pacifique, que les peuples et nations opprimés renoncent à leur lutte révolutionnaire». Si la direction chinoise s'exprimait alors en ces termes, c'est parce qu'en ce temps-là la direction khrouchtchévienne demandait aux peuples et aux partis communistes d'admettre que l'impérialisme américain et ses chefs de file étaient devenus pacifiques, et de se soumettre à la politique soviétique de rapprochement avec les U.S.A. Maintenant, c'est la direction du Parti communiste chinois qui prêche aux peuples, aux révolutionnaires, aux partis marxistes-léninistes et à tout le prolétariat mondial de s'allier aux pays impérialistes ou capitalistes, de s'unir à la bourgeoisie et à tous les réactionnaires contre le social-impérialisme soviétique. Et ces idées, les Chinois ne les expriment pas en termes voilés, mais ouvertement. Ces hésitations et ces volte-face n'ont rien à voir avec la politique de principe marxiste-léniniste, elles sont le propre de la politique pragmatiste suivie par tous les révisionnistes, qui subordonnent les principes à leurs intérêts bourgeois et impérialistes.

Pour justifier leurs compromis sans principes avec l'impérialisme américain et la bourgeoisie internationale, les dirigeants chinois et tous les partisans de la théorie des «trois mondes» spéculent sur une altération de la vérité historique relative au pacte de non-agression soviéto-allemand de 1939 et à l'alliance anglo-soviéto-américaine pendant la Seconde Guerre mondiale.

Le Pacte soviéto-allemand de non-agression constituait, de la part de Staline, une habile mise à profit des contradictions inter-impérialistes. A l'époque, l'agression hitlérienne contre l'Union soviétique était imminente. L'Allemagne nazie avait déjà occupé l'Autriche et la Tchécoslovaquie, et l'Italie fasciste, l'Albanie ; c'était le lendemain de Munich et la machine de guerre allemande avançait rapidement vers l'Est. L'Union soviétique conclut alors avec l'Allemagne non pas une alliance mais un pacte de non-agression, après que les puissances occidentales eurent refusé de répondre à l'appel de Staline à des actions communes avec l'Etat soviétique afin de freiner les agresseurs nazis-fascistes, et seulement lorsqu'il apparut clairement que ces puissances poussaient Hitler contre le pays des soviets. Le pacte soviéto-allemand déjoua ces plans et donna le temps à l'Union soviétique de se préparer davantage à affronter l'agression nazie.

En ce qui concerne l'alliance anglo-soviéto-américaine, on sait qu'elle fut conclue lorsque l'Allemagne hitlérienne, qui avait déjà occupé la France et était en guerre avec l'Angleterre, déclencha sa féroce agression contre l'Union soviétique, lorsque le conflit contre les puissances de l'Axe eut manifestement pris un net caractère antifasciste et de libération. Il convient de souligner que jamais et en aucun cas Staline et l'Union soviétique n'ont prêché que le prolétariat et les partis communistes devaient renoncer à la révolution et s'unir à la bourgeoisie réactionnaire et ils ne les ont jamais appelés à le faire. Et lorsque Browder renonça à la lutte de classes et se mit à prôner la réconciliation de classes, sous prétexte que les intérêts de l'alliance anglo-soviéto-américaine l'exigeaient, Staline et le mouvement communiste [Voir dans le présent volume, p. 836-843.] le stigmatisèrent comme révisionniste et renégat de la révolution. Comme on le voit, rien ne justifie les compromis et les alliances sans principes des Chinois avec l'impérialisme américain et les diverses forces réactionnaires. L'analogie historique que s'évertuent à faire les révisionnistes chinois, n'est pas fondée.

Dans leur propagande, les dirigeants chinois cherchent à donner l'impression que nous, Albanais, nous sommes soi-disant contre tout compromis et que nous ne nous attachons pas à utiliser judicieusement les contradictions. Naturellement, ils savent bien que notre attitude sur ces questions est conforme aux positions du marxisme-léninisme, mais ils n'en poursuivent pas moins leur propagande sur cette ligne fautive pour dissimuler leur écart de la théorie scientifique marxiste-léniniste et de la voie de la révolution. S'ils agissent de la sorte, c'est pour dénigrer la politique et les justes attitudes de notre Parti et de notre Etat prolétarien. Leurs accusations ne tiennent pas. Rapportons-nous-en aux faits.

Notre Parti, comme toujours, a défendu et défendra jusqu'au bout et avec énergie la juste cause de tous les peuples arabes, sans exception. Nous soutenons la lutte du peuple palestinien contre Israël, devenu depuis longtemps un instrument aveugle, un gendarme de l'impérialisme américain au Proche-Orient. Israël s'est vu assigner la tâche de protéger les riches gisements de pétrole arabes pour le compte des grandes compagnies monopolistes américaines et de maintenir le statu quo, comme l'appellent les révisionnistes chinois.

Indépendamment du fait que le président Sadate et son gouvernement étaient auparavant alliés à l'Union soviétique, nous avons soutenu la lutte du peuple égyptien pour reconquérir ses territoires occupés par Israël, mais nous n'en avons pas moins démasqué les visées de l'Union soviétique à l'égard de l'Égypte et ses manœuvres au Proche-Orient en général. A aucun moment, nous n'avons gardé le silence à rencontre des visées colonisatrices de l'Union soviétique envers l'Égypte. Nous avons adopté la même attitude en appuyant de façon tout aussi conséquente le peuple égyptien dans sa lutte contre l'impérialisme américain et Israël.

Cependant qu'ils soutiennent les intérêts du peuple égyptien et des autres peuples arabes, notre Parti et notre peuple démasquent aussi les manœuvres actuelles de l'impérialisme américain en collusion avec Israël. Nous ne pouvons souscrire à aucune voie ni à aucune ligne de compromis avec l'agresseur qu'est Israël, sous le fallacieux prétexte que cela est en faveur du peuple égyptien.

La direction chinoise, par contre, ne démasque pas l'impérialisme américain, elle applaudit aux accords israélo-égyptiens et pousse les peuples arabes à s'entendre et à réaliser des compromis avec l'impérialisme américain et Israël, qui sont au nombre de leurs principaux ennemis. Cette attitude n'est pas marxiste-léniniste, ce compromis à la chinoise n'est pas dans l'intérêt des peuples. On ne peut en aucune manière admettre l'absurdité chinoise selon laquelle, en passant d'un impérialisme à l'autre, «on agit dans l'intérêt de la liberté des peuples». On ne peut qualifier ces manœuvres et intrigues typiquement bourgeoises d'actions marxistes-léninistes contribuant à approfondir les contradictions entre les deux superpuissances impérialistes.

Le Parti et le peuple albanais sont contre les guerres de rapine impérialistes et soutiennent résolument les justes luttes de libération nationale, qui sont et doivent toujours être menées à l'avantage des peuples, en faveur de la révolution. Ils ne sont pas contre l'appui à prêter même à un Etat bourgeois, lorsqu'ils voient que les gens qui le gouvernent sont progressistes et se battent pour la libération de leur peuple de l'hégémonie impérialiste. Mais notre pays ne peut faire cause commune ni passer de compromis, comme les appellent les révisionnistes chinois, avec un Etat dominé par une clique réactionnaire, qui, dans l'intérêt de sa propre classe et au détriment des intérêts du peuple, fait alliance avec l'une ou l'autre des superpuissances.

L'Albanie socialiste n'est pas non plus contre le maintien de relations diplomatiques normales avec les Etats du «tiers monde» ou du «second monde». Elle n'est contre de telles relations qu'avec les deux superpuissances et les Etats fascistes. Mais elle développe ses relations diplomatiques, de même que ses échanges commerciaux, culturels et autres dans le cadre des principes, en ayant en vue avant tout ses intérêts et ceux de la révolution, à l'encontre desquels elle n'est jamais allée et n'ira jamais.

Nous, marxistes-léninistes au pouvoir, devons établir des relations diplomatiques même avec les Etats bourgeois-capitalistes, car nous, comme eux, y avons intérêt. Cet intérêt est réciproque.

Les marxistes-léninistes ne doivent jamais perdre de vue les principes. Ils ne peuvent fouler aux pieds les principes au nom des conjonctures qui se créent à une époque ou à une autre. Nous devons avoir en vue que dans les pays dominés par les hautes couches de la bourgeoisie, celles-ci sont en lutte permanente contre le peuple, le prolétariat et la paysannerie pauvre, de même que contre la petite bourgeoisie des villes. C'est pourquoi, quand un pays socialiste entretient des rapports d'Etat à Etat avec les pays bourgeois, comme quand il n'en entretient pas, il doit faire comprendre aux peuples qu'il soutient leur lutte, qu'il n'approuve pas les actes réactionnaires et anti-populaires de leurs oppresseurs.

Nous, marxistes-léninistes, devons connaître et avoir présentes à l'esprit non seulement les contradictions qui existent entre les classes opprimées et leurs oppresseurs, mais aussi les contradictions qui surgissent entre Etats, c'est-à-dire entre les gouvernements de ces pays et l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et les autres pays capitalistes, etc. Nous devons nous attacher à mener une politique qui ne nous conduise pas à soutenir un gouvernement réactionnaire, sous prétexte que celui-ci, pour ses intérêts et ceux de la classe au pouvoir, rompt temporairement avec l'impérialisme américain, pour se jeter dans les bras d'un autre impérialisme, par exemple de l'impérialisme anglais ou soviétique. Nous devons exploiter leurs contradictions afin que notre prise de position serve le renforcement de la lutte du prolétariat et des masses opprimées de ce pays contre son gouvernement réactionnaire. Si, entre le gouvernement capitaliste réactionnaire et oppresseur d'un pays du «second monde» ou du «tiers monde» et le gouvernement d'un pays du «premier monde», selon la division des révisionnistes chinois surgissent des contradictions, celles-ci ne seront pas nécessairement toujours à l'avantage de la libération du peuple de ce pays du joug du capital, du joug de la bourgeoisie réactionnaire qui y règne. Il s'agit ici principalement d'intérêts de classes, d'intérêts de gouvernements bourgeois qui représentent les classes exploiteuses, de la question de savoir quel est le plus offrant, qui défend mieux leur maintien au pouvoir et qui cherche à les faire basculer pour les remplacer par ses hommes.

Lorsqu'on traite de la lutte du prolétariat, il ne faut pas confondre l'attitude à observer envers la bourgeoisie avec les relations diplomatiques, les échanges commerciaux, culturels et scientifiques, entre un pays socialiste et les Etats à système social différent. Ces rapports entre Etats doivent exister et se développer, mais un pays socialiste, lorsqu'il noue ces relations, doit viser à des objectifs clairs. La vie idéologique, politique, morale, matérielle d'un pays socialiste doit être un exemple pour les peuples des Etats avec lesquels il entretient des relations, afin qu'à travers le développement de ces dernières, les peuples des Etats non socialistes prennent conscience des bienfaits et de la supériorité du système socialiste. Qu'ils s'acheminent ou non dans la voie socialiste, c'est une question qui les concerne, mais le devoir d'un pays socialiste est de donner le bon exemple.

Les dirigeants chinois non seulement sont dépourvus d'une claire vision de tous ces problèmes politiques, théoriques et d'organisation et se refusent à les éclaircir, mais ils les rendent, à dessein, encore plus confus, car, comme le dit Mao Tsé-toung, il faut d'abord troubler avant d'éclaircir. Cette thèse n'est pas juste. Nous devons au contraire mener un travail d'éclaircissement et de persuasion pour que la révolution se réalise, car, quant au trouble, il existe déjà. S'il s'agit de troubler, que l'on trouble encore plus l'impérialisme agonisant, mais qu'on ne l'aide pas, ni ne lui donne de béquilles pour prolonger son existence. Ecourtons la vie du capitalisme pour pouvoir libérer les peuples, le prolétariat, afin de rapprocher la perspective du socialisme et du communisme. C'est là notre voie révolutionnaire, la voie du marxisme-léninisme. Il n'en est pas d'autre.

Les dirigeants chinois employaient naguère l'expression «lutte du tac au tac» avec l'impérialisme américain, mais cette formule, ils ne l'ont pas appliquée dans la pratique et ils l'appliquent encore moins aujourd'hui. Ils ne mènent pas une lutte du tac au tac avec les Etats-Unis, ils se rapprochent au contraire de l'impérialisme américain et se sont alliés à lui.

Les relations diplomatiques, commerciales et culturelles de la Chine avec les Etats impérialistes et les autres Etats du monde se fondent sur des bases capitalistes. En nouant ces liens, la Chine, à travers l'aide qu'elle cherche à obtenir des puissants Etats impérialistes, vise à consolider ses positions

économiques et militaires, afin de pouvoir concurrencer les deux autres superpuissances. La propagande que fait la Chine par la radio et d'autres moyens tend à donner dans le monde l'impression que non seulement elle est un grand et puissant Etat doté d'une ancienne culture, mais aussi que la politique chinoise actuelle est progressiste, et même marxiste-léniniste. Cependant, ces menées des révisionnistes chinois ne servent ni ne peuvent nullement servir aux peuples du monde d'exemple à suivre dans leur lutte pour la destruction du pouvoir capitaliste et impérialiste.

La conception chinoise de l'unité du «tiers monde» est réactionnaire

La direction chinoise recherche l'union de tous les pays du «tiers monde», pays hétérogènes sous tous les aspects : par leur niveau de développement économique, social et culturel, par le temps qu'il leur a fallu comme par la voie qu'ils ont parcourue pour atteindre le degré de liberté et d'indépendance auquel ils ont accédé aujourd'hui, etc.

Mais comment conçoit-elle cette union qu'elle prêche ? Cette union, la direction chinoise ne la conçoit pas comme devant être réalisée dans la voie marxiste-léniniste et dans l'intérêt de la révolution et de la libération des peuples. Elle la conçoit du point de vue bourgeois, autrement dit comme une union à réaliser à travers des traités et des accords noués et dénoués par les gouvernants de ces pays, qui sont aujourd'hui liés à une puissance impérialiste, mais qui dénonceront demain les accords conclus pour se lier à une autre.

La direction révisionniste chinoise oublie que l'unité de ces Etats nationaux ne peut être assurée qu'à travers la lutte du prolétariat et des masses travailleuses de chaque pays en particulier, en premier lieu contre l'impérialisme extérieur qui a pénétré dans ce pays, mais aussi contre la réaction et le capitalisme intérieurs. C'est seulement sur cette base que peut se réaliser l'union de ces pays, c'est seulement sur cette base que peut se constituer le front unique contre l'impérialisme étranger ainsi que contre les rois, les bourgeois réactionnaires, les féodaux et les dictateurs locaux.

Sous le capitalisme, l'union s'accomplit seulement d'en haut, au sommet, pour préserver les victoires de la bourgeoisie et se défendre contre la révolution. En revanche, l'union véritable, l'union populaire, s'effectue avant tout d'en bas, en ayant à sa tête le prolétariat.

Evidemment, on ne peut rejeter la tactique consistant, pour le prolétariat d'un pays du prétendu tiers monde ou le prolétariat de tous ces pays, à s'unir éventuellement avec d'autres forces politiques contre l'impérialisme. On ne peut non plus négliger l'unité des forces révolutionnaires même avec la direction bourgeoise d'un pays lorsque, à un moment donné, une contradiction profonde apparaît entre celle-ci et un impérialisme extérieur ou la direction réactionnaire d'un des pays du «tiers monde».

Toutes ces éventualités et possibilités doivent être étudiées et exploitées par les forces révolutionnaires. Voilà pourquoi Lénine dit que l'aide accordée par un pays socialiste et le prolétariat international doit être nuancée et soumise à des conditions.

Or, les dirigeants chinois préconisent justement une alliance sans conditions entre les gouvernements réactionnaires, pour affronter soi-disant l'impérialisme. Et lorsqu'ils se prononcent contre l'impérialisme, ils n'entendent pas l'impérialisme en général, mais seulement le social-impérialisme soviétique.

L'affaiblissement de l'impérialisme et du capitalisme est à l'heure actuelle la tendance principale de l'histoire mondiale. Les efforts des divers Etats pour s'affranchir de l'influence de l'impérialisme constituent une autre tendance, qui conduit elle aussi à l'affaiblissement de l'impérialisme. Mais cette seconde tendance, à laquelle la direction révisionniste chinoise donne la primauté absolue, sans faire la moindre différenciation entre les pays, sans analyser les situations générales et particulières, ne mène pas à la juste voie de l'union des peuples dans leur lutte pour s'affranchir de l'ingérence et de la domination impérialistes. L'autre point de vue des révisionnistes chinois, qui considère l'Europe

comme un continent comprenant des pays du «second monde», qu'ils incluent dans une alliance avec le «tiers monde», ne peut lui non plus conduire dans la juste voie. Ce groupement d'Etats capitalistes ne peut jamais être pour l'affaiblissement général du capitalisme mondial. Prétendre y parvenir grâce à l'aide et la collaboration de la bourgeoisie aristocrate de la Grande-Bretagne, de la bourgeoisie revancharde de l'Allemagne occidentale, de l'artificieuse bourgeoisie française et d'autres groupes capitalistes importants, est d'une déplorable naïveté.

Les tenants de la théorie des «trois mondes» peuvent prétendre qu'en prônant l'union de ces pays capitalistes, leur but est d'affaiblir l'impérialisme. Mais quel impérialisme cette union affaiblira-t-elle ? Serait-ce l'impérialisme avec lequel la théorie des «trois mondes» appelle à créer un front unique contre le social-impérialisme ? L'impérialisme auquel les pays capitalistes d'Europe, en dépit des contradictions qui les y opposent, sont alliés ? Il apparaît clairement que prêcher le renforcement de ce groupement d'Etats revient en fait à encourager la consolidation des positions de l'impérialisme américain, le renforcement des positions des Etats capitalistes d'Europe occidentale.

D'autre part, lorsque la direction chinoise préconise l'alliance des Etats du «second monde» avec les Etats du prétendu tiers monde, elle entend par là l'alliance entre les milieux dominants de ces pays. Mais prétendre que ces alliances contribueront à la libération des peuples, c'est là une vue idéaliste, métaphysique, anti-marxiste. Et tromper par de telles théories révisionnistes les larges masses des peuples qui combattent pour leur libération, est un crime contre les peuples et la révolution.

Le Parti communiste chinois estime que l'impérialisme ne connaît, ne voit, ne comprend, ni n'exploite les contradictions existant entre les pays qui viennent à peine de secouer le joug du colonialisme mais qui ont été mis sous le joug du néo-colonialisme. Les faits prouvent que l'impérialisme ne cesse à aucun moment d'exploiter ces contradictions en sa faveur. Il excite et pousse ces pays et leurs peuples à se battre entre eux, à se diviser, à se quereller, en sorte qu'ils ne réalisent pas leur unité, ne serait-ce que sur certains problèmes particuliers.

L'impérialisme, lui aussi, mène une lutte à mort, il cherche à prolonger son existence et lorsqu'il ne peut y parvenir par les moyens habituels, il passe à la guerre et à l'agression ouvertes pour reconquérir sa supériorité et son hégémonie.

Les dirigeants chinois s'attachent à allier les pays du «tiers monde» non seulement entre eux, mais aussi aux Etats-Unis d'Amérique, contre le social-impérialisme soviétique. En d'autres termes, les révisionnistes chinois disent ouvertement aux peuples du «tiers monde» que leur ennemi principal est le social-impérialisme soviétique, que, de ce fait, ils ne doivent actuellement se dresser ni contre l'impérialisme américain ni contre son alliée, la bourgeoisie réactionnaire, qui règne dans leurs pays. Selon la «théorie» chinoise, les Etats du «tiers monde» doivent se battre non pas pour consolider leur liberté, leur indépendance et leur souveraineté, ni pour accomplir la révolution qui renversera le pouvoir de la bourgeoisie, mais pour préserver le statu quo. Il est évident qu'en prônant l'accord avec les Etats-Unis à l'encontre des intérêts de la révolution et de la cause de la libération nationale, les révisionnistes chinois poussent ces Etats à un compromis de trahison.

Les véritables partis marxistes-léninistes ont pour devoir internationaliste d'inciter et d'encourager le prolétariat et les peuples de tous ces pays à réaliser la révolution, à se dresser contre l'oppression et l'esclavage extérieurs et intérieurs, sous quelque forme qu'ils se présentent. Notre Parti estime que c'est seulement ainsi que peuvent être créées les conditions requises pour que les peuples combattent aussi bien l'impérialisme que le social-impérialisme, auxquels la bourgeoisie capitaliste de la plupart des pays du «tiers monde» est liée sous les formes les plus diverses.

Mais que fait la Chine ? Elle prend sous sa protection Mobutu et sa clique au Zaïre. A travers sa propagande, elle cherche à donner l'impression qu'elle soutient soi-disant le peuple de ce pays contre l'invasion de mercenaires, montée par l'Union soviétique, mais en réalité elle soutient le régime réactionnaire de Mobutu. La clique Mobutu est une officine au service de l'impérialisme américain.

Par sa propagande et par sa prise de position «en faveur du Zaïre», la Chine soutient l'alliance de Mobutu avec l'impérialisme américain, le néo-colonialisme, et elle œuvre pour le maintien du statu quo dans ce pays. Le devoir des véritables révolutionnaires n'est pas de défendre les gouvernants réactionnaires, instruments des impérialistes, mais d'exhorter le peuple du Zaïre à combattre pour sa liberté et sa souveraineté contre Mobutu, le capital du pays et l'impérialisme américain, français, belge ou autre.

Tout comme contre Mobutu au Zaïre, nous sommes contre Neto ou ses suppôts en Angola, car l'Union soviétique agit avec Neto en Angola exactement de la même manière que les Etats-Unis agissent avec Mobutu au Zaïre. Si l'on analyse l'évolution de la situation dans ces deux pays, on voit clairement comment s'y traduit la rivalité entre les superpuissances pour le partage des colonies, pour le partage des débouchés. Nous n'appuyons ni Neto ni l'Union soviétique, mais si nous luttons contre eux, nous ne pouvons pour autant soutenir l'impérialisme américain et ses mercenaires, ennemis du peuple angolais. En toute situation, en toute circonstance et en tout temps, nous devons soutenir les peuples révolutionnaires et, dans le cas du Zaïre et de l'Angola, nous ne devons appuyer que les peuples de ces pays, afin qu'ils secouent le joug auquel les superpuissances les soumettent.

Que faut-il recommander aux révolutionnaires du Zaïre ? De passer un compromis avec Mobutu pour que le peuple de ce pays soit opprimé davantage par l'impérialisme, comme le suggèrent les révisionnistes chinois ? Non, les marxistes-léninistes ne peuvent conseiller ce genre de compromis ni au peuple du Zaïre ni à aucun autre peuple.

Prenons comme exemple la politique de la Chine au Pakistan. Le Pakistan des khans, où ont toujours régné la bourgeoisie riche et les grands propriétaires fonciers, a soi-disant été l'allié de la Chine. Mais l'aide que celle-ci lui prêtait n'avait pas un caractère révolutionnaire. Elle a contribué au renforcement de la bourgeoisie réactionnaire et latifondiaire du Pakistan, qui opprime sauvagement le peuple de ce pays, comme la clique de Nehru, Gandhi et des magnats réactionnaires opprime le peuple indien. Le gouvernement de Zulfikar Ali Bhutto faisait la même chose. D'abord, le Pakistan oriental s'est détaché du Pakistan occidental. L'Inde sut mettre à profit les graves contradictions qui existaient entre le peuple du Pakistan oriental et la bourgeoisie réactionnaire qui dominait au Pakistan occidental. Elle a excité ces contradictions jusqu'à amener le peuple du Pakistan oriental à se révolter contre le Pakistan d'Ali Bhutto. C'est à cette époque que fut constitué au Pakistan oriental, qui prit le nom de Bangla Desh, le gouvernement de Mujibur Rahman, lequel luttait soi-disant pour la démocratie et la défense des intérêts du peuple. Mais un beau matin, Mujibur Rahman fut tué par des éléments étroitement liés à l'impérialisme américain. A présent, Ali Bhutto aussi a été renversé. Ainsi l'ami et l'allié de la Chine, le grand propriétaire foncier, l'homme le plus riche du Pakistan a été renversé par un coup d'Etat monté par d'autres réactionnaires.

Mais quelle est cette opposition qui a accédé au pouvoir et quels sont ceux qui en font partie ? Il s'agit encore d'une force réactionnaire, qui comprend des militaires, des capitalistes et des grands propriétaires terriens. Poussés par leurs intérêts de classe et par les liens qu'eux aussi entretiennent soit avec les Etats-Unis, soit avec l'Union soviétique, soit encore avec la Chine, ils s'efforcent de tenir fermement en main le pouvoir réactionnaire. Dans ces conditions, parler au peuple du Pakistan d'alliance étroite avec l'une ou l'autre des forces politiques bourgeoises, et de soutien à l'une ou à l'autre de ces forces, afin qu'il remplace une clique dominante par une autre, comme le font les dirigeants chinois, ce n'est pas là lui montrer la juste voie de la révolution. La juste voie consiste à demander au peuple qu'entre les deux feux que sont celui de Bhutto et celui de ses adversaires, il allume le puissant feu révolutionnaire capable d'étouffer les deux premiers, de renverser les deux cliques faites de la même pâte, qui existent au Pakistan. Dans cette lutte sur les deux flancs, c'est au peuple pakistanais lui-même de savoir mettre à profit ces contradictions.

Nous pouvons en dire autant de nombreux pays du prétendu tiers monde ou monde non aligné.

Ainsi donc, la direction chinoise est peu heureuse non seulement dans ses alliances et son amitié avec les marxistes-léninistes, mais aussi dans ses alliances avec les Etats bourgeois-capitalistes. Mais pourquoi n'est-elle pas heureuse ? Elle ne l'est pas parce que sa politique n'est pas marxiste-léniniste, parce que les analyses qu'elle fait et les conclusions qu'elle tire sont erronées. Dans ces conditions, comment les peuples du «tiers monde» pourraient-ils avoir confiance dans la Chine, qui entend les mettre sous sa coupe ?

Seule la dictature du prolétariat, seule l'idéologie marxiste-léniniste, seul le socialisme engendrent un amour sincère, une étroite amitié et une unité d'acier entre les peuples, en éliminant tout ce qui les sépare et les divise. Pour instaurer l'unité et l'amitié entre les peuples, pour résoudre les problèmes dans la voie la meilleure et répondant le mieux à leurs intérêts, il ne faut à aucun prix, au nom de la création d'un prétendu équilibre politique, expression de la théorie antiscientifique, antipopulaire et opportuniste de rééquilibre» qui sert au maintien du statu quo et de l'asservissement, prêter une aide quelconque, ni faire la moindre concession à des bourgeois dégénérés comme Mobutu, Bhutto, Gandhi, etc.

Nous, marxistes-léninistes, nous luttons contre le néo-colonialisme, contre la bourgeoisie capitaliste oppresseuse de tout pays, partant, contre ceux qui oppriment les peuples. Cette lutte ne peut être menée à bien que si les partis communistes authentiques animent, organisent et dirigent le prolétariat et les masses travailleuses. Le parti remplit avec succès son rôle de direction du prolétariat et des masses, lorsque son inspiration est marxiste-léniniste révolutionnaire et non pas une inspiration équivoque, à cent interprétations, à cent drapeaux. Le parti marxiste-léniniste d'un pays socialiste véritable n'agit pas en partant du seul intérêt de son pays, mais en ayant constamment en vue l'intérêt de la révolution mondiale.

La théorie chinoise du «tiers monde» et la théorie yougoslave du «monde non aligné» sabotent la lutte révolutionnaire des peuples

Tous les renégats du marxisme-léninisme, les révisionnistes modernes, soviétiques, titistes, chinois et autres, n'épargnent aucun effort pour combattre le marxisme-léninisme, la théorie triomphante du prolétariat. La dénonciation de la théorie des «trois mondes» par notre Parti a mis en mauvaise posture les révisionnistes chinois, car ils se sentent incapables de répondre sur le plan théorique à la réfutation et à la dénonciation que nous faisons de leurs thèses, et cela non point parce qu'ils ont peur de nous, mais parce qu'ils craignent de manquer d'arguments.

Mao Tsétoung et Teng Hsiao-ping, qui ont énoncé ou ont fait leur la notion du «tiers monde», n'ont pas tenté, à dessein, encore qu'ils en fussent incapables, de l'étayer d'une argumentation théorique. Pourquoi s'en sont-ils abstenus ? Cette «négligence» de leur part n'est pas sans arrière-pensée, elle vise à tromper les gens, à les amener à souscrire sans discussion à une thèse absurde, pour la seule raison qu'elle a été formulée par Mao Tsétoung. Ce dernier n'a pas été en mesure d'expliquer en quoi consiste la base théorique de cette notion «philosophique» ou «politique», pour la bonne raison que celle-ci n'en a aucune. Lui et ses disciples se bornent à proclamer leur conception de la division du monde en trois, mais sans la soutenir, car eux-mêmes savent bien que cette thèse est insoutenable.

Le «tiers monde» chinois et le «monde non aligné» yougoslave s'identifient ou presque. Ces deux «mondes» ont tous deux pour objectifs de justifier théoriquement l'extinction de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie et de servir aux grandes puissances impérialistes et capitalistes à préserver et à perpétuer le système bourgeois d'oppression et d'exploitation.

La théorie du «tiers monde», en tant que théorie fallacieuse, antimarxiste, dépourvue de toute base théorique, et le mythe que les révisionnistes chinois ont créé autour d'elle, n'ont aucun effet non seulement sur les larges masses du prolétariat et des peuples qui souffrent dans les pays du «tiers monde», mais pas même sur les dirigeants de ces pays. Ces derniers, que la direction chinoise cherche à mettre sous sa coupe, ont leurs conceptions bien ancrées dans leur esprit, ils ont leur propre idéologie

et des orientations bien définies, aussi ne gobent-ils pas les fables chinoises. Les Teng Hsiao-ping et consorts s'imaginent que la Chine pourra en imposer à ces pays par son étendue territoriale et sa population. Dans une certaine mesure et pour autant qu'elle ne lui cause pas de tort, la théorie chinoise des «trois mondes» fait l'affaire de l'impérialisme américain. Cette théorie alimente la création dans le monde de situations confuses dont profitent tout à la fois cet impérialisme et le social-impérialisme soviétique afin d'étendre chacun son hégémonie, de nouer et de tresser de façon encore plus intense des alliances et des accords avec les chefs de file capitalistes et latifondistes-bourgeois des pays du soi-disant tiers monde. Cette situation sert en même temps les buts social-impérialistes des révisionnistes chinois.

Pour ce qui est de la théorie du «monde non aligné», les révisionnistes yougoslaves l'érigent en une théorie universelle, appelée à remplacer la théorie marxiste-léniniste, qui, à leurs yeux, est «périmée», n'est plus «actuelle», parce que les peuples et le monde ont soi-disant évolué. Ils ne dénoncent pas le marxisme-léninisme ouvertement, comme le fait Carrillo, mais ils le combattent en soutenant leur théorie du «monde non aligné»; quant à ceux qui défendent le marxisme-léninisme, ceux-là, selon les révisionnistes yougoslaves, ne font que répéter la même «erreur», ils refusent de corriger les principes, les normes de cette doctrine révolutionnaire, ce sont donc des «récidivistes». D'après eux, le Parti du Travail d'Albanie (et c'est là leur cible) est un parti «récidiviste», parce qu'il cherche à faire appliquer les principes, les méthodes, la doctrine scientifique de Marx, Engels, Lénine et Staline dans «un monde tout à fait différent de celui de leur temps».

Les conceptions titistes sont entièrement antimarxistes. Et c'est à partir de ces positions que les titistes font l'analyse du processus de l'évolution mondiale actuelle. Le révisionnisme moderne, en général, et le révisionnisme yougoslave et le révisionnisme chinois, en particulier, sont contre la révolution. Les révisionnistes yougoslaves et chinois considèrent l'impérialisme américain comme une force puissante et susceptible de s'orienter dans une voie plus logique, d'«aider» le monde actuel qui, selon eux, est en voie de développement et souhaite ne pas être aligné. Mais la théorie yougoslave ne parvient pas à donner au terme même de «non aligné» une définition satisfaisante. De quel point de vue les pays qu'elle inclut dans ce monde à elle sont-ils non alignés ? Du point de vue politique, idéologique, économique ou militaire ? La théorie pseudo-marxiste yougoslave n'effleure pas cette question, elle n'en fait aucune mention, et ce pour la bonne raison que tous ces pays qu'elle cherche à diriger soi-disant en tant que monde nouveau, ne peuvent s'affranchir de leur dépendance multiforme à l'égard de l'impérialisme américain ou du social-impérialisme soviétique.

La «théorie» yougoslave spéculé sur le fait que de nos jours le colonialisme de l'ancien type est en général liquidé, mais elle s'abstient de dire que beaucoup de peuples sont tombés sous les griffes du nouveau colonialisme. Nous, les marxistes-léninistes, ne nions pas le fait que le colonialisme sous ses anciennes formes a cessé d'exister, mais nous soulignons qu'il a été remplacé par le néo-colonialisme. Ce sont les mêmes colonisateurs d'hier qui oppriment encore aujourd'hui les peuples à travers leur puissance économique et militaire, ce sont eux qui les désorientent politiquement et idéologiquement, en y introduisant aussi leur mode de vie corrompu. Les titistes considèrent une telle situation comme une grande transformation du monde, et ils ajoutent que ni Marx, ni Lénine, et encore moins Staline, qu'ils ignorent totalement, ne l'ont connue. Selon eux, maintenant les peuples sont libres, indépendants, ils aspirent seulement à ne pas être alignés, et à voir se réaliser un partage plus rationnel, plus équitable, des richesses du monde.

Afin que cette «aspiration» soit traduite dans les faits, les «théoriciens» yougoslaves demandent que les impérialistes américains, les social-impérialistes soviétiques et les Etats capitalistes développés se montrent généreux et que, avec bienveillance, à travers des conférences internationales, des débats, des cessions et concessions réciproques, ils contribuent à modifier ce monde actuel, lequel, à leurs dires, «a acquis le niveau de conscience requis pour aller au socialisme».

C'est ce «socialisme» que prônent les révisionnistes titistes, et ils le font avec une insistance particulière pour détourner le plus possible les peuples de la réalité. N'étant pas pour la révolution, ils

sont pour le maintien de la paix sociale, pour l'entente de la bourgeoisie et du prolétariat en vue de l'«amélioration des conditions de vie des classes inférieures». Autrement dit, ils demandent humblement aux classes supérieures de se montrer «généreuses» et de céder une petite part de leurs profits aux «miséreux de ce monde».

Tito cherche à faire de la théorie du «monde non aligné» «une doctrine universelle», qui soi-disant s'adapte, comme nous l'avons déjà dit, à la «situation mondiale actuelle». Les peuples du monde se sont réveillés et ils veulent vivre libres, mais actuellement cette «liberté», selon la théorie de Tito, n'est pas «complète», à cause de l'existence de deux blocs, l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie.

Tito se pose en figure principale et en porte-drapeau de la politique opposée aux blocs. S'il est vrai que son pays ne fait partie ni de l'O.T.A.N. ni du Pacte de Varsovie, il n'en est pas moins rattaché par de nombreux fils à ces organisations militaires. L'économie et la politique yougoslaves ne sont pas indépendantes, elles sont conditionnées par les crédits, les aides et les prêts que leur accordent les pays capitalistes, et en premier lieu l'impérialisme américain, aussi s'appuient-elles surtout sur ce dernier. Mais Tito s'appuie également sur l'impérialisme soviétique et sur toutes les autres grandes puissances capitalistes. C'est ainsi que la Yougoslavie, qui se pose en non alignée, est de facto si ce n'est de jure, engagée dans les organisations agressives des superpuissances.

Il est de par le monde et dans divers pays nombre de dirigeants du genre de Tito, que celui-ci cherche à rassembler autour du soi-disant monde non aligné. Ces personnalités sont en général des bourgeois, des capitalistes, des non-marxistes, et beaucoup d'entre elles combattent la révolution. Les appellations de socialiste, démocrate, social-démocrate, républicain, républicain indépendant et autre, que se donnent certains de ces personnages, leur servent dans la plupart des cas à tromper le prolétariat et le peuple opprimé, à les maintenir sous le joug et à manœuvrer sur leur dos.

Les Etats «non alignés» sont dominés par l'idéologie capitaliste, antimarxiste. Nombre de ces Etats sont liés par le même lacs d'intérêts que l'est la Yougoslavie aux superpuissances et à tous les pays capitalistes développés du monde. Le regroupement dans le «monde non aligné», que Tito prône à tous les pays du monde, sous sa direction, a pour seul objectif, pour seul fondement de son action, d'éteindre la révolution, d'empêcher le prolétariat et les peuples de se dresser et de renverser l'ancienne société capitaliste pour établir la nouvelle société, le socialisme.

C'est là l'idée, le principe essentiel sur lequel se guide Tito pour le rassemblement de ces pays. Il se vante d'être parvenu à réaliser ce rassemblement et à en assumer la direction, mais, en fait, il n'en est rien, car personne n'attache à la théorie titiste du «monde non aligné», pas plus qu'à la théorie chinoise des «trois mondes», l'importance que leurs porte-drapeaux souhaitent et demandent qu'on y accorde. Chacun, à sa manière, avance dans la voie qui lui assure les avantages les plus substantiels et les plus immédiats.

Selon toutes les apparences, aux yeux de l'impérialisme américain et du capitalisme mondial le «monde non aligné» de Tito est préférable au «tiers monde» des Chinois. Bien qu'ils appuient la théorie chinoise des «trois mondes», les pays développés capitalistes et l'impérialisme américain éprouvent à son égard une certaine crainte, une certaine hésitation, car le renforcement de la Chine peut entraîner des situations fâcheuses et constituer par la suite une menace pour les Américains eux-mêmes. Par contre, le «monde non aligné» de Tito ne présente pour les Etats-Unis aucun danger. Aussi Carter, lors de la récente visite de Tito aux Etats-Unis, a-t-il exalté le rôle de celui-ci dans la création du «monde non aligné» et qualifié le mouvement des «pays non alignés» de «facteur très important pour le règlement des grands problèmes du monde actuel».

Les «pays non alignés», qui sont pour la plupart des pays capitalistes, ont jeté leurs dés. Ils savent manœuvrer politiquement et ils se rallient aux puissances impérialistes et capitalistes qui leur accordent la plus grande aide. Selon la conception bourgeoise et capitaliste, faire de la politique, c'est louvoyer, c'est tromper, mystifier les uns et les autres le plus vite et le plus possible. Cette politique est

une politique de prostitution, qui a pour objectif, à des moments donnés et selon les conjonctures, de tirer un avantage pécuniaire quelconque d'un Etat plus puissant dans l'intérêt de sa propre classe, dans l'intérêt des gros bonnets de cette classe.

Par sa théorie du «monde non aligné» le titisme prône précisément cette politique. Mais celle-ci n'a pas partout une orientation identique, comme s'en vante Tito. Les Etats «non alignés» agissent comme bon leur semble, sans demander à Tito ce qu'ils doivent faire ni comment ils doivent le faire. A quelque exception près, les gouvernants de ces Etats cherchent à renforcer leur pouvoir capitaliste, à exploiter leur propre peuple, à être en amitié avec un grand pays impérialiste, à empêcher le déclenchement de toute révolte, de toute insurrection populaire, de toute révolution, et, le cas échéant, à les étouffer. Voilà toute la politique du «monde non aligné» titiste.

La théorie chinoise du «tiers monde» est elle aussi pour le statu quo. Le «monde non aligné» titiste entend mendier à l'impérialisme américain et aux autres pays capitalistes des crédits pour enrichir et maintenir au pouvoir la classe bourgeoise. La Chine aussi, à travers le «tiers monde», cherche à s'enrichir, à se renforcer économiquement et militairement en vue de devenir une superpuissance capable de dominer le monde. Les buts de ces deux «mondes» sont antimarxistes, tous deux sont pour le capital, pour l'impérialisme américain.

Les révisionnistes yougoslaves, comme l'ont montré entre autres la visite de Tito en Chine [Du 30 août au 8 septembre 1977. Voir Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, t. 2, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1979, éd. fr. pp. 533-538, 608-613, 624-634, 655-656.] et celle de Houa Kouo-feng en Yougoslavie, couvrent la Chine de louanges et de flatteries hypocrites, qui conviennent parfaitement à la nature des révisionnistes chinois, pour les attirer vers leurs positions, afin que la théorie des «pays non alignés» trouve non seulement la compréhension mais aussi l'approbation complète de Pékin. Les dirigeants révisionnistes chinois, avec à leur tête Houa Kouo-feng et Teng Hsiao-ping, tout en ne renonçant pas à la théorie des «trois mondes», ont exprimé ouvertement leur soutien à la théorie titiste du «monde non aligné». Ils ont montré qu'ils souhaitent œuvrer dans une étroite entente avec les révisionnistes yougoslaves, sur la même ligne qu'eux, sur deux voies parallèles, dans un but commun antimarxiste, afin de tromper les peuples du «tiers monde». Les dirigeants yougoslaves développent maintenant ces conceptions en prenant la défense de la Chine. Se faisant ses défenseurs, ils ont même avancé certains «arguments» qui sont offensants pour la Chine, en Etat mégalomane qu'elle est. Les titistes, en prétendant que la politique actuelle de la Chine est réaliste, la soutiennent et défendent la direction chinoise contre la dénonciation que lui fait notre Parti.

La Chine, disent les Yougoslaves, est un grand pays, qui, de par sa nature, doit se développer, car c'est un pays encore arriéré, un pays en développement. Les titistes prétendent que les partis marxistes-léninistes, comme le Parti du Travail d'Albanie, ont tort d'attaquer la Chine pour ses justes aspirations à se développer et à rester non alignée, pour l'aide qu'elle accorde aux luttes de libération nationale, etc., etc. Ainsi la Yougoslavie a la prétention que la Chine gravite autour d'elle comme un satellite. Ce qui importe pour les révisionnistes yougoslaves, c'est que la Chine souscrive sans aucune hésitation à leurs conceptions antimarxistes.

Par la théorie du «monde non aligné», la Yougoslavie, avec à sa tête Tito, a toujours servi fidèlement l'impérialisme américain. Ce genre de service, Tito et son groupe le lui rendent actuellement aussi en s'attachant à pousser la Chine à se rapprocher des Etats-Unis et à s'allier à eux. Ce fut là le but essentiel de la visite de Tito à Pékin et de ses entretiens, qui ont abouti à l'établissement d'une étroite amitié, laquelle, avec la visite de Houa Kouo-feng en Yougoslavie, a pris la forme d'une vaste collaboration non seulement entre Etats, mais aussi au niveau des partis. Au cours de la visite de Tito à Pékin, les dirigeants chinois ont à demi reconnu que la Ligue des communistes de Yougoslavie est un parti marxiste-léniniste et qu'en Yougoslavie se construit le socialisme véritable. Lors de la venue de Houa Kouo-feng à Belgrade, ils ont pleinement et officiellement confirmé ce jugement.

En d'autres termes, les maoïstes ont agi comme l'avaient fait en leur temps Mikoyan et Khrouchtchev, qui ont reconnu tout haut que Tito est un «marxiste», qu'«en Yougoslavie se construit le socialisme», que «le Parti communiste de Yougoslavie est un parti marxiste-léniniste».

Les Etats-Unis actionnent à leur gré tant le fil Tito que les fils Houa Kouo-feng et Teng Hsiao-ping. Ces deux derniers sont des pantins qui n'apparaissent pas ouvertement sur les scènes des théâtres de marionnettes, ils restent dans la coulisse et quand on les attaque dans leurs théories et qu'ils ne trouvent pas de faits pour étayer leur argumentation, ils déclarent «nous ne faisons pas de polémique» ! Pourquoi ne font-ils pas de polémique avec l'Albanie socialiste et le Parti du Travail marxiste-léniniste quand ceux-ci les démasquent sévèrement devant l'opinion mondiale ? Qu'attendent-ils ? S'ils n'engagent pas la polémique, c'est parce qu'ils craignent de voir démasquer leurs manœuvres de trahison à l'égard du marxisme-léninisme et de la révolution. Et c'est là la raison des réticences des dirigeants chinois lorsque, à travers les Yougoslaves et d'autres, ils affirment que la Chine ne répondra pas à la polémique albanaise.

Les Etats-Unis, l'Union soviétique et d'autres pays capitalistes tiennent des réunions répétées bilatérales, multilatérales, des conférences de toute sorte, des congrès, ils adoptent des résolutions, prononcent des discours et tiennent des conférences de presse, disent un tas de mensonges et usent tout à la fois de promesses, de menaces et de chantages. Et tout cela pour surmonter la crise où ils se sont empêtrés, éteindre le sentiment de vengeance des peuples qui souffrent sous l'oppression, duper les larges masses travailleuses et le prolétariat, tromper les démocrates progressistes. Dans tout ce jeu, dans ce labyrinthe abject, les révisionnistes yougoslaves et les révisionnistes chinois jouent leur carte, les uns comme les autres.

La théorie du «monde en voie de développement» est, elle aussi, une des cartes de ce jeu, qui tend au même objectif antimarxiste: semer la confusion dans les esprits. Cette théorie ne fait guère allusion aux questions politiques, car ce serait tout à fait vain. Pour elle, les seules choses qui comptent sont la «question économique» et la «question du développement» en général. Quant au genre de développement que recherche la théorie du «monde en voie de développement», cela personne ne le définit. Naturellement, les divers pays du monde souhaitent se développer dans tous les domaines, économique, politique, culturel, etc. Les peuples du monde, avec à leur tête le prolétariat, veulent renverser l'ancien monde bourgeois capitaliste pourri et construire à sa place le monde nouveau, le socialisme. Mais la théorie du «monde non aligné» et du «monde en développement» ne fait guère état de ce monde.

Lorsque nous, marxistes-léninistes, traitons des divers pays, nous faisons aussi nos considérations à leur sujet, nous formulons nos appréciations sur le niveau de développement de tel ou tel d'entre eux, sur les potentialités de chaque Etat en ce domaine. Nous disons que le peuple de chaque pays doit faire la révolution et construire la nouvelle société par ses propres forces. Nous disons que tout Etat, pour être libre, indépendant et souverain, doit construire une société nouvelle, combattre et renverser ses oppresseurs, combattre tout impérialisme qui l'asservit, conquérir et défendre ses droits politiques, économiques, culturels, construire une patrie entièrement libre, indépendante, où soit au pouvoir la classe ouvrière, en alliance avec toutes les masses travailleuses. Voilà ce que nous disons, et nous sommes des défenseurs résolus de la thèse léniniste des deux mondes. Nous faisons partie du monde nouveau, socialiste, et nous livrons une lutte à mort au vieux monde capitaliste.

Toutes les autres «théories» sur la division du monde en «premier monde», «second monde», «tiers monde», «monde non aligné», «monde en développement», ou n'importe quel autre «monde» qui pourra être inventé demain, servent le capitalisme, l'hégémonie des grandes puissances, leurs desseins de maintien des peuples dans l'asservissement. C'est la raison pour laquelle nous combattons de toutes nos forces ces théories réactionnaires et anti-marxistes. Cette lutte de notre Parti est suivie avec sympathie dans le monde entier, surtout dans les pays des soi-disant tiers monde, monde non aligné ou monde en voie de développement. Les peuples de ces pays, que les théories révisionnistes chinoises, titistes, soviétiques, et celles de l'impérialisme américain et autres cherchent à tromper, voient dans

nos conceptions marxistes-léninistes, dans l'attitude idéologique et politique de notre Parti, une attitude correcte qui correspond à la juste voie de leur affranchissement définitif de l'oppression et de l'exploitation.

C'est précisément pour cela que les ennemis du marxisme-léninisme et de notre Parti nous accusent d'être sectaires, d'être des ultra-gauchistes, des blanquistes, de ne pas faire une juste analyse de la situation internationale, mais de nous en tenir à certains anciens schémas, etc. Ce qu'ils visent par là, cela s'entend, c'est notre doctrine révolutionnaire, qu'ils qualifient de «schématisme marxiste-léniniste», «schématisme stalinien», etc.

Ils nous accusent de soi-disant appeler les pays qui ont échappé à la forme d'exploitation de l'ancien colonialisme pour subir aujourd'hui celle du nouveau colonialisme, à passer immédiatement au socialisme, à faire tout de suite une révolution prolétarienne. Ils s'imaginent par là nous atteindre, et cherchent à nous faire passer pour des aventuriers. Mais notre Parti reste fidèle à la théorie marxiste-léniniste, à cette théorie qui a défini justement la voie de la révolution, les étapes que celle-ci doit traverser et les conditions à remplir pour que la révolution, soit national-démocratique et anti-impérialiste, soit socialiste, se réalise avec succès. Nous sommes restés fidèles à cette théorie au cours de notre Lutte antifasciste de libération nationale, nous y restons encore actuellement dans la construction socialiste, dans notre lutte idéologique et notre politique extérieure. Notre analyse est juste et aucune calomnie ne peut l'ébranler.

II - LE PLAN DE LA CHINE POUR DEVENIR UNE SUPERPUISSANCE

Au début, en analysant la stratégie globale de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique pour la domination du monde, en même temps que l'apparition et le développement des diverses variantes du révisionnisme moderne, ainsi que la lutte que tous ces ennemis mènent contre le marxisme-léninisme et la révolution, nous avons évoqué aussi le rôle et la stratégie du révisionnisme chinois.

La Chine qualifie elle-même sa ligne politique de marxiste-léniniste, mais la réalité montre que celle-ci est tout le contraire. C'est précisément la vraie nature de cette ligne que nous, marxistes-léninistes, devons démasquer. Nous ne devons pas permettre que les théories révisionnistes chinoises passent pour des théories marxistes, nous ne devons pas permettre que la Chine, dans la voie où elle s'est engagée, se vante de lutter pour la révolution, alors qu'en réalité elle la combat.

Par la politique qu'elle suit, la Chine montre encore plus clairement qu'elle cherche à renforcer les positions du capitalisme dans le pays et à établir son hégémonie sur le monde, à devenir une grande puissance impérialiste, pour occuper, elle aussi, comme on dit, «la place qui lui revient».

L'histoire révèle que chaque grand pays capitaliste vise à devenir une grande puissance mondiale, à rattraper et à dépasser les autres grandes puissances, à rivaliser avec elles pour la domination du monde. Pour devenir des puissances impérialistes, les grands Etats bourgeois ont emprunté des voies diverses, conditionnées par des circonstances historiques et géographiques déterminées, par le développement des forces productives, etc. La voie suivie par les Etats-Unis diffère de celle des vieilles puissances européennes comme l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Ces dernières se sont constituées en tant que telles grâce surtout à leurs conquêtes coloniales.

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis d'Amérique sont restés la plus grande puissance capitaliste. C'est sur la base de leur grand potentiel économique et militaire et avec le développement du néo-colonialisme, qu'ils sont devenus une superpuissance impérialiste. Mais il ne s'est pas passé beaucoup de temps avant qu'à cette superpuissance ne soit venue s'en ajouter une autre, l'Union soviétique, qui, après la mort de Staline, à la suite de la trahison du marxisme-léninisme par la direction khrouchtchévienne, est devenue elle aussi une superpuissance impérialiste, exploitant à cette fin le grand potentiel économique, technique et militaire mis sur pied par le socialisme.

A présent, nous assistons aux efforts d'un autre grand Etat, la Chine actuelle, pour devenir une superpuissance, car elle aussi avance rapidement dans la voie du capitalisme. Mais la Chine manque de colonies, elle est dépourvue d'une grande industrie développée, d'une forte économie en général et d'un important potentiel thermonucléaire à la mesure de celui des deux autres superpuissances impérialistes.

Pour devenir une superpuissance, il est absolument nécessaire de posséder une économie développée, un armement atomique, il faut s'être assuré des débouchés et des zones d'influence, investir des capitaux à l'étranger, etc. Ces conditions, la Chine cherche à les réaliser au plus tôt. Ce dessein a été exprimé dans le discours que Chou En-laï a prononcé en 1975 devant l'Assemblée populaire et renouvelé au XI^e Congrès du Parti communiste chinois, où il a été déclaré qu'avant la fin du siècle la Chine deviendrait un pays puissant et moderne, en ayant pour objectif de rattraper les Etats-Unis et l'Union soviétique. Maintenant, tout ce plan a été amplifié et précisé dans ce qu'on appelle la politique des « quatre modernisations ».

Mais quelle voie la Chine a-t-elle choisie pour devenir elle aussi une superpuissance ? Actuellement, les colonies et les marchés dans le monde sont accaparés par les autres puissances. Créer par ses propres forces, dans l'espace de vingt ans, comme y prétendent les dirigeants chinois, un potentiel économique et militaire égal à celui des Américains et des Soviétiques, est impossible.

Dans ces conditions, pour devenir une superpuissance, la Chine devra traverser deux phases principales : d'abord, il lui faudra solliciter des crédits et des investissements à l'impérialisme américain et aux autres pays capitalistes développés, et en même temps acquérir de la technologie moderne pour mettre en valeur les ressources du pays, dont une grande partie passera, à titre de dividendes, aux créateurs. Ensuite elle investira la plus-value réalisée sur le dos du peuple chinois dans les Etats de divers continents, comme le font actuellement les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques.

Les efforts de la Chine pour devenir une superpuissance portent en premier lieu sur le choix de ces alliés et sur la conclusion d'alliances. Actuellement dans le monde il existe deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. **Les dirigeants chinois ont pensé qu'il leur convient de s'appuyer sur l'impérialisme américain, dont ils espèrent beaucoup qu'il les aidera en matière d'économie, de finances, de technologie, d'organisation, et même sur le plan militaire.** Le potentiel économique et militaire des Etats-Unis d'Amérique est en réalité supérieur à celui du social-impérialisme soviétique. Cela, les révisionnistes chinois le savent bien, quoiqu'ils prétendent que l'Amérique est sur son déclin. Dans la voie qu'ils ont choisie, ils ne peuvent se permettre de s'appuyer sur un partenaire faible, dont ils ne pourraient soutirer grand-chose. Et c'est justement parce que les Etats-Unis sont puissants, que les Chinois les ont choisis pour alliés.

L'alliance avec les Etats-Unis, l'accommodement de la politique chinoise avec la politique de l'impérialisme américain tend aussi à d'autres buts. Elle comporte également une menace contre le social-impérialisme soviétique, ce qui s'observe dans la propagande tapageuse et l'activité fébrile menées par les dirigeants chinois contre l'Union soviétique. Par cette politique, la Chine donne à entendre à l'Union soviétique révisionniste que son alliance avec les Etats-Unis constitue une force colossale, qui serait dirigée contre elle, au cas où éclaterait une guerre impérialiste.

La politique actuelle de la Chine vise également à nouer des liens d'amitié et des alliances avec tous les autres pays capitalistes développés dont elle espère tirer quelque profit politique et économique. La Chine souhaite et s'efforce de raffermir l'alliance américaine avec les pays du « second monde », comme elle les appelle. Elle pousse ces pays à s'unir ou, pour mieux dire, à se soumettre à l'impérialisme américain, qu'elle considère comme son partenaire majeur.

C'est ainsi que s'expliquent tous les étroits liens que le gouvernement chinois cherche à établir avec tous les Etats capitalistes riches, le Japon, l'Allemagne occidentale, l'Angleterre, la France etc. : c'est

ainsi que s'expliquent les nombreux voyages en Chine de délégations gouvernementales économiques, culturelles et scientifiques des Etats-Unis et de tous les autres pays capitalistes développés, fût-ce des républiques ou des monarchies, ainsi que les visites des délégations chinoises dans ces pays. Ainsi s'explique également le fait que la Chine, de façon systématique, prend, à chaque occasion, position en faveur des Etats-Unis d'Amérique et des autres Etats capitalistes industrialisés, en ayant soin de mettre en relief tout écrit, tout propos ou toute action de ces Etats, dirigés contre le social-impérialisme soviétique.

Les Etats-Unis prennent forcément acte de cette politique des dirigeants chinois et ils y accordent le soutien requis. On sait que lors de la Seconde Guerre mondiale, il existait au Département d'Etat américain deux lobbies sur la question chinoise : l'un, en faveur de Tchiang Kaï-chek et l'autre, de Mao Tsétoung. Naturellement, en ce temps-là le lobby de Tchiang Kaï-chek l'emporta au Département d'Etat et au Sénat américain, alors que sur le terrain, sur le continent, en Chine, le lobby de Mao Tsétoung avait le dessus. Ce lobby était animé entre autres par Marshall, Vandemeyer et Edgar Snow [Voir Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, t. 2, Editions «8 Nëntori», Tirana. 1979, éd. fr., pp. 505-512.], qui devinrent les amis et les conseillers des Chinois, encourageant et inspirant toutes sortes d'organisations dans la Chine nouvelle. Actuellement, ces anciens liens renaissent, ils se renforcent, grandissent et se concrétisent davantage. Tout le monde voit aujourd'hui que la Chine et les Etats-Unis d'Amérique se rapprochent toujours plus. Récemment, un des journaux américains les mieux informés, le «Washington post», écrivait : «Il y a maintenant un consensus américain qui est soutenu même par les hommes de droite, même par ceux qui ne nourrissent guère de sympathie pour Pékin. Selon ce consensus, quoi qu'il se soit produit dans le passé, il n'y a pas de raison pour que les Etats-Unis considèrent la Chine comme une menace. A part Taïwan, il est peu de questions sur lesquelles les deux gouvernements ne soient pas d'accord. Les deux parties ont consenti, en fait, à reporter la question de Taïwan afin de tirer des avantages dans d'autres domaines».

La question de Taïwan, qui fait partie du contentieux sino-américain, s'est vue réduite à un problème purement formel. A présent, la Chine n'insiste pas sur cette question. Elle ne se soucie guère de Hong-Kong et ne s'inquiète pas le moins du monde de ce que Macao est encore sous la domination portugaise. Le gouvernement chinois rejette l'offre du nouveau gouvernement portugais de restituer cette colonie à la Chine, sous prétexte que les «cadeaux ne se reprennent pas». L'existence de ces colonies est quelque chose d'anachronique, mais cela ne gêne guère la politique pragmatiste des dirigeants chinois. Aussi longtemps que Hong-Kong et Macao resteront des colonies, pourquoi Taïwan aussi ne le demeurerait-il pas ? Apparemment, la Chine a grand intérêt à ce que Taïwan conserve à l'avenir son statut actuel. Outre les relations qu'elle entretient au grand jour avec eux, elle a avantage à pouvoir se livrer aussi, à travers ces trois portes, à un trafic camouflé avec les impérialistes américains, les impérialistes anglais, japonais, etc. C'est pourquoi les sornettes de Teng Hsiao-ping et de Li Hsien Nien, selon lesquelles les relations sino-américaines dépendent de l'attitude américaine sur la question de Taïwan ne sont qu'un rideau de fumée visant à voiler le rapprochement avec les Etats-Unis dans lequel la Chine s'est engagée pour devenir une superpuissance.

Carter a déclaré que les Etats-Unis établiront des relations diplomatiques avec la Chine. [*La Chine et les Etats-Unis établirent des relations diplomatiques le 1^{er} janvier 1979.*] En ce qui concerne Taïwan, ils adopteront l'attitude du Japon ; autrement dit, ils rompront pour la forme les relations diplomatiques avec l'île, sans cesser pour autant les relations économiques et culturelles, ni, sous le couvert de celles-ci, les relations militaires. En fait, la Chine trouve son compte dans les liens militaires des Etats-Unis avec Taïwan. Elle souhaite que les Etats-Unis maintiennent des troupes à Taïwan, au Japon, en Corée du Sud et dans l'Océan Indien, car elle estime y trouver un avantage en ce que ces forces font contre-poids à l'Union soviétique.

Toutes ces attitudes tiennent à la détermination de la direction chinoise de faire de la Chine une superpuissance en tâchant de développer son économie et d'accroître son potentiel militaire au moyen des crédits et des investissements des Etats-Unis et des autres grands pays capitalistes. Elle justifie cette voie qu'elle a choisie en prétendant appliquer une politique correcte, la ligne «marxiste» de Mao

Tsé-toung, selon lequel «la Chine doit profiter des grandes réussites mondiales, des brevets, des technologies nouvelles en mettant l'apport de l'étranger au service de son développement intérieur». *[C'est dans ce but que l'Assemblée populaire nationale de Chine a approuvé, en juillet 1979, le Code sur les entreprises mixtes à capital chinois et étranger stipulant que la part du capital étranger ne devait pas être inférieure à 25 pour cent (Voir Beijing Information, n° 29, 23 juillet 1979, pp. 25-27).]* Les articles du «Renmin Ribao» et les discours des dirigeants chinois sont truffés de slogans de ce genre. Selon la conception chinoise, mettre à profit les inventions et les réalisations des autres Etats dans le domaine industriel, cela veut dire recevoir des crédits et accepter des investissements des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, de l'Allemagne occidentale, de la France, de l'Angleterre et de tous les autres pays capitalistes, que la Chine couvre de flatteries.

Les dirigeants chinois ont fait leurs les théories révisionnistes suivant lesquelles les grands pays, et la Chine entre autres, du fait qu'ils sont soi-disant solvables, qui possèdent de grandes ressources, peuvent recevoir des crédits de l'impérialisme américain ou de tout Etat, de tout trust et de toute grande banque capitaliste. Les révisionnistes yougoslaves ont pris la défense de cette conception. Vantant leur expérience de «la construction du socialisme spécifique» avec l'aide de l'oligarchie financière mondiale et en particulier du capital américain, ils donnent l'exemple et encouragent la Chine à avancer sans hésitation sur cette voie.

Les grands pays sont en mesure de s'acquitter des crédits qu'ils reçoivent, mais les investissements impérialistes qui se font dans ces grands Etats, comme dans l'Union soviétique révisionniste, en Chine et ailleurs, ne peuvent manquer d'entraîner de graves conséquences néocolonialistes. Les richesses et la sueur des peuples de ces pays sont exploitées aussi dans l'intérêt des trusts et des monopoles étrangers capitalistes. Les impérialistes américains ainsi que les Etats capitalistes développés d'Europe occidentale ou le Japon, qui font des investissements en Chine et dans les pays révisionnistes, ont pour but de s'y implanter, ils visent à faire en sorte que leurs trusts s'imbriquent en une étroite collaboration avec les trusts et les principales branches de l'industrie de ces pays.

L'investissement de capitaux des pays impérialistes en Chine n'est pas un problème aussi anodin que cherchent à le présenter les révisionnistes, qui jugent cette pénétration du capital dans leur pays inoffensive, sous prétexte qu'il n'y pénètre pas à travers des rapports d'Etat à Etat (bien que récemment de hauts dirigeants chinois aient déclaré qu'ils accepteraient des crédits de gouvernements étrangers) mais par le biais de banques et de sociétés privées, soi-disant sans implications ni intérêts politiques. L'endettement accablant de tout pays, grand ou petit, envers l'un ou l'autre impérialisme, présente toujours des dangers inévitables pour la liberté, l'indépendance et la souveraineté de celui qui s'engage sur cette voie, et à plus forte raison, pour des pays économiquement pauvres comme la Chine. Un pays vraiment socialiste n'a pas besoin de tels emprunts. Il trouve les sources de son développement économique en lui, dans ses propres richesses, dans son accumulation intérieure et dans la force créatrice de son peuple. L'exemple de l'Albanie, qui est un petit pays, fait apparaître clairement les moyens, les ressources et les capacités inépuisables de développement que possède un pays socialiste. Et un grand pays qui dispose de moyens et de ressources bien plus considérables, les mettra d'autant mieux en valeur qu'il avancera de façon conséquente dans la voie du marxisme-léninisme.

L'ouverture du marché chinois à l'impérialisme américain et aux grandes sociétés américaines et autres sociétés occidentales a été accueillie avec une extrême satisfaction par les impérialistes des Etats-Unis et toute la bourgeoisie internationale. Les sociétés multinationales et les industriels américains connaissent bien l'économie chinoise et ses grandes richesses. Ils mettent donc tout en œuvre pour y créer des sociétés mixtes et tirer aussi de gros profits. C'est ainsi qu'opèrent en Chine non seulement les grandes sociétés américaines, mais aussi les sociétés japonaises, allemandes et celles des autres pays capitalistes développés.

La Chine a déjà passé avec le Japon un contrat pour lui livrer jusqu'à 10 millions de tonnes de pétrole par an. Une nombreuse équipe de représentants de l'E.N.I. italien s'est rendue elle aussi en Chine pour offrir des licences de technologie de prospection du pétrole, mais elle y a trouvé de grands groupes de

compagnies pétrolières américaines qui s'étaient déjà accordés avec les autorités locales pour l'extraction et l'exploitation communes du pétrole. La Chine agit de même dans les autres secteurs miniers, pour le fer et divers minéraux à prospector et qui existent effectivement là-bas en grande abondance. Les magnats allemands du charbon sont désormais présents en Chine, et ils ont conclu des contrats de plusieurs dizaines de milliards de marks. Les ministres chinois parcourent le Japon, l'Amérique et l'Europe de long en large pour solliciter des crédits, passer des commandes de nouveaux équipements technologiques, acquérir des armes modernes, conclure des accords techniques et scientifiques, etc. Toutes les portes des entreprises et des établissements chinois sont ouvertes aux businessmen de Tokyo, de Wall Street et du Marché commun européen, qui luttent de vitesse pour arriver les premiers à Pékin et accaparer les grands projets de «modernisation» que leur offre le gouvernement chinois. De la sorte, la Chine aussi est entraînée dans le cycle infernal de l'intégration impérialiste, de l'avidité impérialiste pour mettre la main sur les richesses de son sous-sol et ses matières premières, pour exploiter la main-d'œuvre de son pays.

On sait que le capitaliste n'aide personne sans considérer avant tout son propre intérêt économique, politique et idéologique. Il ne s'agit pas seulement du taux de profit qu'il prélève. Un pays capitaliste qui accorde un crédit, introduit avec celui-ci dans le pays qui reçoit cette «aide» son propre mode de vie, sa façon de penser capitaliste, il y établit des bases, se répand insensiblement, fait tache d'huile, étend sa toile d'araignée, et cette araignée est constamment présente au centre de sa toile pour sucer le sang des mouches qui se laissent attraper, comme ce fut le cas de la Yougoslavie, et comme ce l'est actuellement de l'Union soviétique. Et la Chine subira le même sort.

Par suite, la Chine cédera aussi, comme elle le fait déjà, sur les questions politiques et idéologiques, et le marché chinois deviendra un débouché [*En français dans le texte.*] de grande importance pour l'impérialisme américain et les autres puissances capitalistes industrialisées.

Les crédits et les investissements américains, ouest-allemands, japonais etc., en Chine ne peuvent pas ne pas empiéter, dans une plus ou moins grande mesure, sur son indépendance et sa souveraineté. Ces crédits assujettissent tout Etat qui les reçoit, car le prêteur lui impose sa politique. Aussi, chaque Etat, grand ou petit, qui se laisse prendre dans les engrenages de l'impérialisme, ampute ou perd sa liberté politique, son indépendance et sa souveraineté. C'est dans cette situation de souveraineté tronquée qu'est tombée aussi l'Union soviétique qui, lorsqu'elle s'engagea dans la voie de la restauration du capitalisme, était économiquement et militairement beaucoup plus puissante que ne l'est aujourd'hui la Chine, laquelle s'achemine dans la même voie.

Naturellement, les petits pays, lorsqu'ils se fourrent dans les engrenages de l'impérialisme, perdent leur liberté et leur indépendance plus vite que les grands pays, comme la Chine et l'Union soviétique, chez lesquels ce processus peut être plus lent non seulement parce qu'ils possèdent un potentiel économique et militaire supérieur, mais aussi, parce que, forts de ce potentiel, ils luttent pour conserver leurs anciens marchés et en accaparer de nouveaux, pour étendre leurs zones d'influence et en créer de nouvelles afin de se faire réciproquement pression et, lorsqu'ils ne trouvent pas d'autre issue, de plonger même dans la guerre. Malgré tout, ils ne peuvent se débarrasser des chaînes des crédits et des investissements qui les entravent. Les crédits et les taux d'intérêt doivent être remboursés. Et quand on n'est pas en mesure de les rembourser, on contracte de nouvelles dettes. Une dette suit l'autre, le capitaliste demande sa rente, et, lorsque vous ne pouvez pas vous en acquitter, il vous met au pied du mur. Les sociétés monopolistes américaines, par exemple, dictent la politique de leur gouvernement, elles le contraignent à défendre leurs capitaux par tous les moyens et même, si besoin est, à déclarer pour cela la guerre.

A en juger d'après le zèle que manifestent les dirigeants chinois à s'appuyer sur l'impérialisme américain, sur les capitalistes des Etats-Unis, pour développer l'économie de leur pays, le tapage qu'ils mènent autour de l'affaiblissement de cet impérialisme perd toute crédibilité. Leurs assertions suivant lesquelles l'impérialisme américain se serait affaibli ne sont qu'une supercherie, de même que leurs

déclarations comme quoi ils ne comptent que sur leurs forces. Les révisionnistes chinois disent le contraire de ce qu'ils pensent ; cela, quiconque le constate dans leur pratique.

La presse officielle chinoise exprime souvent des inquiétudes à propos des crédits que l'Union soviétique social-impérialiste reçoit des banques américaines, ouest-allemandes, japonaises, etc. Elle met en garde les Etats-Unis et les autres pays capitalistes développés et les prévient que l'Union soviétique emploie l'aide technologique et les crédits qu'ils lui accordent pour développer et renforcer son potentiel économique et militaire, que ces aides et ces crédits accentuent le danger que fait peser sur eux le social-impérialisme, lequel, selon les dires des dirigeants chinois, s'est maintenant substitué au III^e Reich. Aussi les invite-t-elle à couper immédiatement ces crédits.

Il n'est pas difficile de comprendre le véritable sens des «inquiétudes» des dirigeants chinois au sujet des crédits que reçoit l'Union soviétique. Bien entendu, ce n'est pas la nature capitaliste de ces crédits ni le danger qu'ils représentent pour la souveraineté de l'Etat soviétique qui les préoccupent. Ils entendent dire par là aux magnats du capital américain et au gouvernement des Etats-Unis, aux capitalistes et aux gouvernements des autres pays impérialistes que ces crédits et ces aides, ce n'est pas à l'Union soviétique qu'ils devraient les accorder, mais à la Chine, qui ne leur fait courir aucun danger et dont ils ne tireront que des avantages.

C'est là un aspect du plan de la Chine pour devenir une superpuissance. **L'autre aspect, ce sont ses efforts pour dominer les pays moins développés dans le monde, pour devenir le leader de ce qu'elle appelle le «tiers monde».**

Le groupe actuellement au pouvoir en Chine met fortement l'accent sur le «tiers monde», dans lequel la Chine s'est incluse elle-même, et cela non pas occasionnellement et sans dessein. Le «tiers monde» des révisionnistes chinois a un but politique bien défini. Il s'inscrit dans la stratégie visant à transformer la Chine et au plus vite en une superpuissance. La Chine cherche à rassembler autour d'elle tous les pays du «tiers monde», «non alignés» ou «en voie de développement», afin de créer une grande force, qui non seulement accroîtra son potentiel dans son ensemble, mais l'aidera également à s'opposer aux deux autres superpuissances, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, à avoir un plus grand poids dans les marchandages pour le partage des marchés et des zones d'influence, à acquérir le vrai statut de superpuissance impérialiste. La Chine s'efforce de réaliser son but qui est de regrouper autour d'elle le plus grand nombre d'Etats du monde sous le slogan de son prétendu soutien à la libération des peuples du néo-colonialisme et à leur passage au socialisme à travers la lutte contre l'impérialisme. Cet impérialisme reste quelque peu abstrait, mais elle souligne cependant que l'impérialisme le plus dangereux est l'impérialisme soviétique.

La Chine a lancé ce slogan démagogique et sans contenu théorique dans l'espoir qu'il l'aiderait à réaliser ses buts hégémoniques. Elle vise d'abord à établir sa domination sur le prétendu tiers monde, puis à manœuvrer avec ce «monde» pour ses intérêts impérialistes. Cela, pour le moment, elle cherche à le camoufler avec le renom de pays socialiste qu'elle s'est acquis. Elle spéculé sur le fait qu'un pays socialiste ne peut avoir des vues d'asservissement, qu'il ne peut tendre à tirer les autres par le nez, à pratiquer le chantage à leur encontre, à les combattre, à les opprimer et à les exploiter. Elle emploie ce slogan et le fonde sur le fait que le Parti communiste chinois, créé par le «grand» Mao Tsétoung, jouit d'une réputation de parti marxiste-léniniste fidèle à la théorie de Marx et de Lénine, théorie qui combat tous les maux du système capitaliste, l'exploitation coloniale, etc.

Se masquant sous cette fausse identité, se dissimulant derrière le terme de «tiers monde», et s'incluant elle-même dans ce «monde» sans aucun critère ni aucune définition de classe, la Chine pense pouvoir ainsi atteindre plus facilement son but stratégique, qui est d'y établir son hégémonie. C'est la même duperie que l'Union soviétique, pour sa part, pratique envers d'autres pays. Tous les révisionnistes khrouchtchéviens professent jour et nuit qu'ils sont «communistes» et que leurs partis sont des «partis marxistes-léninistes authentiques». C'est aussi avec ce masque que les révisionnistes soviétiques

s'efforcent d'établir leur hégémonie sur le monde. On peut donc dire qu'il n'existe aucune différence essentielle entre les procédés des Chinois et ceux du social-impérialisme soviétique.

Toute cette évolution de la politique et de l'action chinoises confirme entièrement la définition que le marxisme-léninisme donne de l'impérialisme en tant que domination de l'oligarchie financière qui recherche des débouchés, qui s'efforce de conquérir le monde et d'y instaurer son hégémonie. C'est par cette voie que la Chine tend à pénétrer dans les pays du «tiers monde» et à y occuper elle aussi un morceau de «terre». Mais cette «terre» ne peut être conquise qu'au prix de grands sacrifices.

Pour pénétrer dans le «tiers monde», pour occuper des marchés il faut des capitaux. Les classes dominantes au pouvoir dans les pays du «tiers monde» recherchent des investissements, des crédits, des «aides». Or, la Chine n'est pas en mesure de leur accorder des «aides» considérables, car elle est dépourvue du potentiel économique requis pour le faire. C'est précisément ce potentiel qu'elle s'attache à se constituer maintenant avec l'aide de l'impérialisme américain. Dans ces conditions, la bourgeoisie qui domine dans les pays du «tiers monde» comprend clairement qu'elle ne peut, pour le moment, tirer de la Chine un grand profit ni économique, ni technologique, ni militaire. Elle peut profiter davantage de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique qui sont dotés d'un grand potentiel économique, technique et militaire.

Néanmoins, la Chine, comme tout pays qui a des visées impérialistes, lutte et luttera encore plus pour acquérir des marchés dans le monde, elle s'efforce et s'efforcera toujours plus d'étendre son influence et sa domination. Ces plans sont déjà manifestes. Elle crée ses propres banques non seulement à Hong-Kong, où elle en a depuis longtemps, mais encore en Europe et ailleurs. Elle s'emploiera en particulier à en créer dans les pays du «tiers monde» où elle entend exporter des capitaux. Pour le moment, elle fait fort peu en ce domaine. L'«aide» de la Chine se réduit à la construction de quelque cimenterie, chemin de fer ou hôpital, car ses capacités ne vont pas au-delà. Ce n'est que lorsque les investissements américains, japonais et autres, en Chine commenceront à donner les fruits qu'elle en attend, c'est-à-dire lorsque son économie, son commerce et sa technique militaire se développeront, que la Chine sera en mesure d'entreprendre une véritable expansion économique et militaire à grande échelle. Mais pour cela, il lui faudra du temps.

En attendant, elle manœvrera, comme elle a commencé à le faire, par sa politique d'«aides» et de crédits accordés sans intérêt ou à très faible intérêt, alors que les Soviétiques et les Américains demandent beaucoup plus. Tant que les capitaux chinois ne seront pas en mesure de déferler à l'étranger, la direction révisionniste chinoise aura surtout le souci de l'effet de propagande des «aides» et des crédits restreints qu'elle accorde aux «pays en développement», en vantant le «caractère internationaliste» de cette aide, ses «buts désintéressés», et en accompagnant le tout du mot d'ordre «compter sur ses propres forces» pour la libération et l'édification du pays.

Dans la mesure de son développement économique et militaire, la Chine cherchera toujours plus à pénétrer dans les petits pays et les moins développés, et à y dominer grâce aux capitaux qu'elle y aura exportés, et alors elle ne leur demandera plus un ou deux pour cent d'intérêt pour ses crédits, mais elle fera comme tous les autres.

Pourtant, tous ces plans et ces efforts ne peuvent être facilement couronnés de succès. Les pays impérialistes et capitalistes développés qui ont de l'influence dans les pays du prétendu tiers monde, ne permettent pas à la Chine d'occuper aisément les marchés qu'ils ont eux-mêmes conquis depuis longtemps par leurs guerres de rapine. Non seulement ils conservent solidement leurs anciennes positions mais ils s'efforcent même d'en occuper de nouvelles et font obstacle à la mainmise de la Chine sur ces pays.

L'impérialisme, quand il est en difficulté comme quand il prospère, est implacable envers n'importe lequel de ses partenaires. Parfois, ne pouvant faire autrement et soucieux de réaliser de plus grands profits, il peut lâcher quelque peu la bride, mais plus souvent il tend à la tirer à lui, au détriment non

seulement des pays faibles, mais aussi des pays développés, comme le sont les Etats capitalistes industrialisés. C'est cette politique que les Etats-Unis d'Amérique par exemple ont toujours suivie à l'égard de leurs alliés capitalistes lorsque ces derniers se sont trouvés en difficulté dans les guerres impérialistes qui ont éclaté entre eux. Et même après ces guerres, quand ces alliés ont cherché à se redresser, l'impérialisme américain a engagé toutes ses forces pour les empêcher de pénétrer dans les autres pays du monde où il avait établi sa propre domination. De la sorte, après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis, en «aidant» l'Angleterre et la France, sorties affaiblies du conflit, ont pénétré profondément sur les marchés de la livre, du franc, etc. Les monopoles et les cartels américains de la métallurgie, de la chimie, des transports et de beaucoup d'autres branches vitales pour le développement du capitalisme, se sont adjoints, jusqu'à les absorber, aux monopoles et aux cartels d'Angleterre, de France, etc., mettant ces pays sous la dépendance de l'impérialisme américain. Cet impérialisme féroce et insatiable, comme tout impérialisme, ne peut procéder différemment avec la Chine.

Consciente des difficultés qu'elle rencontre pour pénétrer économiquement et militairement dans les pays du «tiers monde», la Chine pense pouvoir y établir son hégémonie en y implantant son influence politique et idéologique. Pour y parvenir, il lui faut, à ses yeux, mener son action dans une triple direction: s'abstenir de combattre l'impérialisme américain et les cliques dominantes dans les pays capitalistes, mais au contraire s'allier avec cet impérialisme et ces cliques; combattre le social-impérialisme soviétique, auquel il confine, pour affaiblir et détruire ses bases en Asie, en Afrique et en Amérique latine; duper le prolétariat et les peuples très éprouvés de ces continents en recourant à la démagogie, à des manœuvres pseudo-révolutionnaires et pseudo-socialistes et en minant tout mouvement révolutionnaire de libération.

L'impérialisme américain et les autres puissances impérialistes, tout comme le social-impérialisme, ont naturellement percé à jour ces visées de la Chine. Les pays du «tiers monde» aussi s'en rendent compte et c'est pourquoi ils se persuadent toujours plus que la Chine cherche à les tromper, qu'elle a pour but non pas de les soutenir et de les aider, mais de devenir elle-même une superpuissance. La plupart des dirigeants au pouvoir dans les pays du prétendu tiers monde sont depuis longtemps étroitement liés à l'impérialisme américain, ou aux puissances capitalistes développées, telles que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique, le Japon, etc. C'est pourquoi, le flirt de la Chine avec le «tiers monde» n'inquiète guère les Etats impérialistes et capitalistes développés.

Les efforts de la Chine pour s'intégrer dans le «tiers monde» à travers sa politique et son idéologie dite «pensée maotsétoung», ne peuvent pas avoir de succès pour la raison, entre autres, que son idéologie et sa ligne politique sont extrêmement confuses. La ligne politique de la Chine est incohérente, c'est une ligne pragmatiste qui oscille et se modifie selon les conjonctures et les intérêts du moment. Les classes dominantes dans les Etats du «tiers monde» ne redoutent guère cette idéologie, car elles se rendent compte qu'elle n'est ni pour la révolution ni pour la véritable libération nationale des peuples. Dans ces pays la bourgeoisie, afin d'opprimer et d'exploiter plus facilement le peuple, a créé ses propres partis sous toutes sortes d'étiquettes. Ceux-ci, étant étroitement liés au capital étranger qui a été investi dans les Etats du prétendu tiers monde, n'ont pas de mal à combattre et à démasquer la ligne chinoise. C'est pourquoi, les dirigeants révisionnistes chinois ont choisi la tactique du sourire à l'égard des partis de ces pays et ils s'efforcent par tous les moyens et en toute occasion d'être «tout sucre tout miel» avec eux.

La Chine, dans son dessein de dominer le «tiers monde», tâche de canaliser le plus possible dans son propre intérêt les mouvements des masses travailleuses dans ce «monde». Mais actuellement, les peuples opprimés, conduits par leur prolétariat, ne se trouvent plus dans la situation qui était la leur vers la fin du XIX^e ou au début du XX^e siècle. Ils s'opposent à toute politique d'hégémonie et de soumission exercée par les grandes puissances impérialistes, anciennes ou nouvelles, américaine, soviétique ou chinoise. Aujourd'hui, les larges masses des peuples du monde se sont, en général, éveillées et, à travers leurs luttes, elles sont, d'une façon ou d'une autre, parvenues à atteindre un certain niveau de conscience pour défendre leurs droits économiques et politiques. Les peuples du

prétendu tiers monde ne peuvent ne pas voir que la Chine œuvre non pas à porter dans leurs pays les idées de la révolution et de la libération nationale, mais à y éteindre la révolution, qui empêche la pénétration de son influence. La ligne chinoise de l'alliance avec les Etats-Unis et les autres pays néocolonialistes démasque, elle aussi, le social-impérialisme chinois aux yeux des peuples.

La Chine ne peut pas mener une propagande positive et révolutionnaire dans les pays du «tiers monde», parce que, entre autres raisons, elle se mettrait en opposition avec la superpuissance dont elle cherche à profiter en sollicitant d'elle des investissements et de la technologie avancée. Une autre raison pour laquelle la Chine ne peut mener cette propagande, consiste aussi dans le fait que la révolution, dans certains pays du prétendu tiers monde, renverserait précisément les cliques réactionnaires que la Chine soutient et aide à se maintenir au pouvoir.

L'avidité impatience des dirigeants chinois de faire au plus vite de leur pays une superpuissance et d'établir son hégémonie partout et particulièrement dans le soi-disant tiers monde, les a poussés à fonder leur stratégie et leur politique extérieure sur l'incitation à la guerre inter-impérialiste. Ils souhaitent beaucoup voir un conflit frontal s'engager entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique en Europe, alors que la Chine, de loin, se chaufferait les mains au feu atomique qui anéantirait ses deux principales rivales, la laissant seule et toute-puissante dominatrice dans le monde.

Tant qu'elle ne se jugera pas assez forte pour concurrencer les autres superpuissances, tant qu'elle n'aura pas obtenu «la place qui lui revient» comme superpuissance, la Chine demandera la paix pour elle-même et la guerre pour les autres. C'est à son besoin actuel de paix que se rattachent les manœuvres diplomatiques non déguisées des révisionnistes chinois pour fomenter la guerre entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, en sorte qu'eux-mêmes se tiennent à l'écart et puissent s'occuper de leurs «modernisations». Ce n'est pas pour rien que Teng Hsiao-ping a déclaré qu'il n'y aura pas de guerre dans les vingt années à venir. Il entend dire par là aux superpuissances et aux autres pays impérialistes de ne pas avoir peur de la Chine dans les prochaines vingt années. Dans le même temps, les dirigeants chinois fomentent une guerre entre les superpuissances en Europe, loin de la Chine, et où celle-ci ne risque pas d'être entraînée. Dans quelle mesure y parviendra-t-elle ? Cela c'est une autre affaire, mais le fait est que les dirigeants chinois œuvrent dans ce sens, car ils jugent indispensable une période de calme, nécessaire à leurs yeux pour réaliser leurs objectifs de transformation de la Chine en une superpuissance.

La Chine prêche à cor et à cri le renforcement de l'«unité européenne», de l'«unité des pays capitalistes développés d'Europe». Dans toutes les questions elle soutient cette unité. Elle prétend en remonter aux vieux loups et renards, «leur apprendre» à consolider leur unité militaire et économique, leur unité organisationnelle et étatique, etc., face au grand danger du social-impérialisme soviétique. Mais ceux-ci n'ont guère besoin des leçons de la Chine, car ils sont en mesure de comprendre et de se persuader d'où leur vient le danger.

Les pays développés d'Occident ne sont pas aussi naïfs pour appliquer à la lettre [*En français dans le texte.*] les conseils de la Chine et satisfaire ses désirs. Ils se renforcent pour faire face à un danger éventuel venant de l'Union soviétique, mais en même temps ils déploient beaucoup d'efforts pour ne pas envenimer leurs rapports avec elle, pour ne pas trop s'avancer et ne pas mettre l'«ours russe» en colère. Cela, bien entendu, va à rencontre des souhaits de la Chine.

Les Etats capitalistes d'Europe et les Etats-Unis d'Amérique se complaisent à voir la Chine attiser leurs divergences avec les Soviétiques, car c'est une façon de leur insinuer : «votre ennemi principal est la Chine, alors que nous, et vous, de concert, nous recherchons la détente, la coexistence pacifique, indépendamment de ce qu'elle dit». Par ailleurs, ces Etats, tout en feignant d'être pour la paix, s'arment pour renforcer à la fois leur hégémonie et leur unité militaire contre la révolution, leur principal ennemi. C'est là le but de toutes les réunions, comme celles d'Helsinki et de Belgrade, qui traînent indéfiniment en longueur et font penser au Congrès de Vienne après la défaite de Napoléon, ce congrès demeuré surtout célèbre pour ses bals et ses soirées.

Les dirigeants chinois, comme l'a déclaré officiellement Teng Hsiao-ping dans une interview qu'il a accordée au directeur de l'A.F.P., appellent à la création d'«un vaste front qui englobe le tiers monde, le second monde et les Etats-Unis» pour combattre le social-impérialisme soviétique.

La stratégie de la direction révisionniste chinoise visant à inciter l'impérialisme américain, l'impérialisme de l'Europe occidentale et autres, à une guerre contre le social-impérialisme soviétique, risque davantage d'entraîner une guerre entre la Chine et l'Union soviétique qu'un conflit entre cette dernière et les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés de l'O.T.A.N.

De même que la Chine excite les autres à la guerre, de même l'impérialisme américain, les pays capitalistes développés et tous les pays où règnent les cliques bourgeoises capitalistes, poussent tout à la fois la Chine et l'Union soviétique l'une contre l'autre. C'est pourquoi, il est fort probable que la politique des Etats-Unis d'Amérique et la stratégie erronée de la Chine elle-même inciteront l'Union soviétique à se renforcer encore plus sur le plan militaire et, en puissance impérialiste qu'elle est, à frapper d'abord la Chine.

La Chine, pour sa part, est fortement portée à attaquer, dès qu'elle se sentira assez puissante, l'Union soviétique, car elle nourrit de grandes ambitions territoriales sur la Sibérie et d'autres territoires de l'Extrême-Orient. Il y a longtemps [*Animés d'un esprit chauvin de Grand Etat, Mao Tsétoung et Chou En-laï demandèrent, pendant l'été 1964, la révision des frontières de l'Union soviétique avec la Chine et les autres pays limitrophes. Partant des intérêts du communisme, le CC du PTA adressa, en septembre 1964, une lettre amicale au CC du PC chinois, où il était dit entre autres : «Nous pensons que soulever actuellement la question des revendications territoriales, serait très préjudiciable à notre lutte... Nous estimons... devoir concentrer notre lutte contre le seul grand fléau que sont l'impérialisme et le révisionnisme moderne, les groupes traîtres de Khrouchtchev et de Tito et tous leurs caudataires.» (Voir aussi Enver Hoxha, Réflexions sur la Chine, t. 1, pp. 75-81 et t. 2, pp. 29-30, 179, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1979, éd. Fr.)*] qu'elle a avancé ces revendications, mais ses appétits s'accroîtront lorsqu'elle sera préparée, lorsqu'elles aura mis sur pied une armée dotée de tous les types d'armes. Tel est le sens de la déclaration de Houa Kouo-feng à l'ancien Premier ministre conservateur Heath, lorsqu'il lui a dit : «Nous espérons voir une Europe unie et puissante, nous pensons que l'Europe, de son côté, espère aussi voir une Chine puissante». Bref, Houa Kouo-feng dit à la grande bourgeoisie européenne : «Vous, renforcez-vous et attaquez l'Union soviétique de l'Ouest, quant à nous, Chinois, nous nous renforcerons et l'attaquerons de l'Est».

La politique chinoise a ouvert aux Etats-Unis une large et très féconde voie, d'abord frayée par Mao Tsétoung, Chou En-laï et Nixon. De nombreux ponts ont été jetés entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, des ponts masqués, des ponts à effets et fructueux. Nixon disait: «Nous devons construire un pont assez long pour relier San Francisco à Pékin». L'invitation adressée par Mao Tsétoung et Chou En-laï à Nixon après le scandale de Watergate et sa réception par Mao avaient une raison d'être et un but bien défini. Cela voulait dire que l'amitié avec les Etats-Unis, loin d'être une amitié conjoncturelle entre personnes, était une amitié entre pays, entre la Chine et les Etats-Unis, sans égard au fait, que le président qui a frayé cette voie a été destitué pour ses tripotages.

A la suite de l'avènement de Carter au pouvoir, les rapports d'amitié entre la Chine et les Etats-Unis tendent à se développer encore davantage. Les Etats-Unis trouvent bien leur compte dans l'attitude actuelle de la Chine, et Carter de diverses manières, flatte sa stratégie.

Les Etats-Unis d'Amérique ont intérêt à accorder à la Chine une aide dans tous les domaines, politique, militaire et économique pour la pousser contre l'Union soviétique. Ils ont transmis à la Chine des secrets atomiques. Cela est maintenant évident. Ils lui ont fourni aussi des ordinateurs des plus modernes devant servir à la guerre nucléaire. La Chine a reçu des données complètes pour construire elle-même des sous-marins atomiques. A présent, à Washington on parle ouvertement et officiellement de fournir à la Chine des armes modernes. Si les Etats-Unis offrent à la Chine tous ces «bienfaits», ce n'est naturellement pas pour qu'elle devienne une grande puissance terrestre et navale, capable de les

mettre aussi en danger, comme le fit le Japon lors de la Seconde guerre mondiale. Non, l'impérialisme américain pèse soigneusement les prétendues aides qu'il accorde à qui que ce soit, et à la Chine en particulier.

Ainsi donc, l'ambition de la Chine de devenir une superpuissance et ses efforts fébriles pour rattraper et les Etats-Unis et l'Union soviétique, ne manqueront pas d'entraîner de nouvelles frictions, des conflagrations, des guerres, qui peuvent avoir un caractère local, mais prendre aussi celui d'un conflit mondial.

Toute la théorie des «trois mondes», sa stratégie, les alliances et les «fronts» qu'elle préconise, les objectifs qu'elle cherche à atteindre, poussent à une guerre impérialiste mondiale.

Nikita Khrouchtchev et les révisionnistes modernes ont énoncé la théorie de triste renom de la «coexistence pacifique» khrouchtchévienne, qui préconisait la «paix sociale», la «compétition pacifique», la «voie pacifique» de la révolution, le «monde sans armes et sans guerres». Cette théorie visait à affaiblir la lutte de classes en voilant et en émoissant les contradictions fondamentales de notre époque. En particulier, Khrouchtchev prônait l'extinction des contradictions entre l'Union soviétique et l'impérialisme américain, et de façon générale des contradictions entre le système socialiste et le système capitaliste. Il soutenait la thèse selon laquelle, actuellement, à la suite des changements intervenus dans le monde, la contradiction historique entre le socialisme et le capitalisme sera réglée à travers une compétition pacifique entre les deux parties en présence, une compétition économique, politique et idéologique, culturelle, etc.

«Laissons le temps démontrer qui a raison», disait Khrouchtchev, et que les peuples, à travers cette compétition pacifique, choisissent librement, «dans une paix sainte», le régime qui leur convient le mieux. Nikita Khrouchtchev prêchait aux peuples de brader leurs richesses aux superpuissances et d'attendre que, cette fameuse compétition «pacifique» finisse par leur assurer la liberté, l'indépendance, le bien-être. Bien entendu, cette politique antimarxiste a été démasquée et notre Parti fut le premier à la flétrir.

C'est une politique analogue à celle de Khrouchtchev que le Parti communiste chinois a suivie déjà du vivant de Mao Tsétoung. Celle-ci aussi appelle les deux parties, tant le prolétariat que la bourgeoisie, tant les peuples que leurs oppresseurs, à cesser la lutte de classes, à s'unir contre le seul social-impérialisme soviétique et à oublier l'impérialisme américain.

La théorie des «trois mondes» est une théorie réactionnaire, tout comme l'était la théorie khrouchtchévienne de la «coexistence pacifique». Mais alors que Khrouchtchev et ses tenants, porte-parole du révisionnisme moderne, se posaient en pacifistes, Mao Tsétoung, Teng Hsiao-ping Houa Kouo-feng, etc., s'affichent, eux, comme des fauteurs de guerre. Ceux-ci cherchent à donner à la coalition impérialiste-capitaliste, dans laquelle la Chine s'inclut elle-même, la couleur d'un organisme conçu pour la lutte révolutionnaire, pour le triomphe du prolétariat et la libération des peuples. Mais, en réalité, la «théorie» de Mao Tsétoung et du Parti communiste chinois sur les «trois mondes» appelle non pas à la révolution mais à la guerre impérialiste.

L'aggravation des contradictions et de la rivalité entre les puissances et les groupements impérialistes risque d'entraîner le déclenchement de conflits armés, de guerres de rapine et d'asservissement. C'est là une thèse connue du marxisme-léninisme, irréfutablement confirmée par l'histoire. Sa justesse est clairement démontrée aussi par l'évolution de la situation internationale de nos jours.

Le Parti du Travail d'Albanie a souvent élevé la voix pour dénoncer la tapageuse propagande pacifiste que mènent les superpuissances en vue d'endormir la vigilance des peuples et des pays pacifiques, de les étourdir de fausses promesses et de les prendre au dépourvu. Plus d'une fois, il a attiré l'attention sur le fait que l'impérialisme américain et le social-impérialisme russe poussent le monde à une nouvelle guerre mondiale et que le déclenchement d'une telle guerre est un danger réel et non

imaginaire. Cette menace est nécessairement un sujet de préoccupation constante pour les peuples, les larges masses travailleuses, les forces des pays pacifiques, les marxistes-léninistes et les hommes progressistes partout dans le monde, qui ne peuvent rester passifs et les bras croisés face à ce danger. Mais que faut-il faire pour arrêter le bras aux fauteurs de guerre impérialistes ?

En tout cas, il ne faut pas capituler, ni s'incliner devant eux, ni atténuer la lutte qu'on leur livre. Les faits ont prouvé que les compromis et les concessions sans principes des révisionnistes khrouchtchéviens n'ont pas rendu l'impérialisme américain plus doux, plus conciliant ni plus pacifique, ils l'ont au contraire rendu plus arrogant et ont aiguisé ses appétits. Mais, d'autre part, les marxistes-léninistes ne sont pas non plus pour l'incitation d'un Etat ou d'un groupement impérialiste contre un autre, ils n'appellent pas à des guerres impérialistes, car ce sont les peuples qui en pâtissent. Le grand Lénine soulignait que notre politique ne vise pas à inciter à la guerre, mais qu'elle cherche à empêcher les impérialistes à s'unir contre le pays socialiste.

«... si vraiment nous entraînions dans la guerre ouvriers et paysans, disait-il, ce serait un crime. Or toute notre politique et notre propagande ne visent nullement à pousser les peuples à la guerre, mais à y mettre un terme. Et l'expérience a suffisamment montré que la révolution socialiste est la seule issue aux guerres éternelles». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 31, p. 540.)

Ainsi donc, le soulèvement de la classe ouvrière, des larges masses travailleuses et des peuples dans des actions révolutionnaires pour arrêter le bras des fauteurs de guerre impérialistes dans leurs pays, est la seule voie juste. Les marxistes-léninistes ont toujours été et restent les adversaires les plus résolus des guerres injustes.

Lénine a enseigné aux révolutionnaires communistes qu'ils ont pour devoir de détruire les plans bellicistes de l'impérialisme et d'empêcher le déclenchement de la guerre. S'ils n'y parviennent pas, ils doivent alors mobiliser la classe ouvrière, les masses du peuple et transformer la guerre impérialiste en une guerre révolutionnaire et de libération.

Les impérialistes et les social-impérialistes ont la guerre agressive dans le sang. Leurs visées mêmes d'asservissement du monde les conduisent à la guerre. Toutefois, si ce sont les impérialistes qui font éclater la guerre impérialiste mondiale, c'est le prolétariat, les peuples, les révolutionnaires et tous les hommes progressistes qui la paient de leur sang. C'est pour cela que les marxistes-léninistes, le prolétariat et les peuples du monde s'opposent à la guerre impérialiste mondiale et luttent sans répit pour déjouer les plans des impérialistes, pour les empêcher de conduire le monde à une nouvelle tuerie.

Il s'ensuit donc qu'il ne faut pas, comme le font les révisionnistes chinois, prêcher la guerre impérialiste, mais au contraire lutter pour l'empêcher. Les marxistes-léninistes ont pour devoir de soulever le prolétariat et les peuples du monde dans la lutte contre leurs oppresseurs pour leur arracher le pouvoir, leurs privilèges et instaurer la dictature du prolétariat. Ce n'est pas ce que fait la Chine, ce n'est pas à cela que travaille le Parti communiste chinois. Par sa théorie révisionniste, ce parti affaiblit et éloigne la révolution, il divise les forces d'avant-garde du prolétariat, les partis marxistes-léninistes, qui organiseront et dirigeront cette révolution.

La voie que préconise la direction chinoise est une duperie, c'est une voie incompatible avec notre doctrine, le marxisme-léninisme. Contrairement à celle-ci, la ligne révisionniste chinoise affaiblit, accable le prolétariat et les peuples, fait peser sur eux la menace d'une guerre sanglante, la guerre impérialiste, la guerre criminelle, exécutée par le prolétariat et les peuples.

C'est aussi pour cette raison que la théorie de Mao Tsétoung sur les «trois mondes», l'activité politique du Parti communiste et de l'Etat chinois ne peuvent en aucune manière être qualifiées de marxistes-léninistes et de révolutionnaires.

Lorsque Khrouchtchev préconisait la compétition économique, idéologique et politique entre le socialisme et l'impérialisme, les dirigeants chinois se prononçaient soi-disant contre cette thèse et ils soutenaient que, pour que la coexistence pacifique véritable pût se réaliser, il fallait combattre l'impérialisme, car la «coexistence» ne peut abolir l'impérialisme, ne peut conduire au triomphe de la révolution et à la libération des peuples.

Mais ces déclarations sont restées lettre morte. En fait, la direction du Parti communiste chinois, elle aussi, a été et est toujours pour la coexistence pacifique du type khrouchtchévien. Dans le document déjà cité, «Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international», il est dit : «La politique de principe est la seule politique juste... Que veut dire politique de principe? Cela veut dire que, en posant et élaborant n'importe quelle politique, nous devons nous maintenir sur des positions prolétariennes, partir des intérêts essentiels du prolétariat et nous guider sur la théorie et les thèses fondamentales du marxisme-léninisme». C'est ce qu'a déclaré le Parti communiste chinois, mais qu'a-t-il fait et que fait-il maintenant? Il a fait et il fait précisément le contraire.

Dans le texte précité et en d'autres occasions encore, le Parti communiste chinois a déclaré qu'«il faut démasquer l'impérialisme américain comme le plus grand ennemi de la révolution, du socialisme et des peuples du monde entier». Entre autres, il a ajouté qu'«il ne faut s'appuyer ni sur l'impérialisme américain ni sur un autre impérialisme, qu'il ne faut pas s'appuyer sur les réactionnaires». Mais le Parti communiste chinois n'a pas appliqué ces thèses. Seul le Parti du Travail d'Albanie, qui se fonde puissamment sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, s'en tient résolument à la lutte contre l'impérialisme et le social-impérialisme. Précisément sur ces questions, l'Albanie socialiste est en opposition avec la Chine, et le Parti du Travail d'Albanie avec le Parti communiste chinois. Les dirigeants chinois nous accusent, nous les Albanais, de soi-disant ne pas faire «une analyse marxiste-léniniste de la situation internationale et des contradictions», partant, de ne pas suivre la voie des Chinois pour appeler l'«Europe unie», le Marché commun européen et les prolétaires du monde à s'unir aux Américains contre les Soviétiques. Et ils concluent que, du moment que nous ne soutenons pas l'impérialisme américain, l'«Europe unie», etc., nous favorisons le social-impérialisme soviétique.

C'est là, de leur part, non seulement une attitude révisionniste, affublée d'un habit «antirévissionniste», mais aussi une attitude hostile et calomnieuse à rencontre de l'Albanie socialiste. L'impérialisme américain est agresseur, belliciste et fauteur de guerre. Les Etats-Unis ne veulent pas seulement le statu quo, comme le prétendent les Chinois, ils veulent aussi l'expansion ; sinon, il n'y a pas de raisons pour qu'ils aient des contradictions avec l'Union soviétique. La citation de Mao que les Chinois invoquent, et selon laquelle «l'Amérique est aujourd'hui comme un rat que tout le monde dans la rue pourchasse en criant: «tuez-le!»», tend à démontrer que seule l'Union soviétique voudrait la guerre, que les Etats-Unis ne la voudraient pas. Dans leurs bonnes dispositions envers les Etats-Unis d'Amérique, ils incitent à épargner cet Etat qui «est réduit à un rat», mais qui n'en doit pas moins devenir l'allié de la Chine. Voilà la stratégie anti-marxiste du «marxiste» Mao !

La «stratégie» chinoise, fondée sur une analyse qui se guide sur la théorie des «trois mondes» a «définitivement» décidé que «la rivalité entre les deux superpuissances se situe en Europe». Curieux ! Mais pourquoi ne se situerait-elle pas en un autre point du globe, où l'Union soviétique cherche à pousser son expansion, comme en Asie, en Afrique, en Australie ou en Amérique latine, mais précisément en Europe ?

Les «théoriciens» chinois ne l'expliquent pas. Leur «argumentation» est la suivante: la rivale principale des Etats-Unis d'Amérique est l'Union soviétique. Ces deux superpuissances, dont l'une veut le statu quo et l'autre l'expansion, feront éclater la guerre, comme ce fut le cas en Europe au temps de Hitler. Effectivement, celui-ci aussi recherchait l'expansion, la domination mondiale, mais pour y parvenir, il lui fallait auparavant avoir raison de la France, de l'Angleterre et de l'Union soviétique. C'est pour cela que Hitler commença la guerre en Europe et non ailleurs. Les révisionnistes chinois font ensuite le raisonnement suivant: si Staline s'est appuyé sur l'Angleterre et les Etats-Unis, pourquoi ne nous appuierions-nous pas sur les Etats-Unis ? Mais, comme nous venons de l'expliquer, ils

oublie que l'Union soviétique s'allia à l'Angleterre et aux Etats-Unis après que l'Allemagne eut attaqué l'Union soviétique et non pas avant.

Lorsque l'Allemagne de Guillaume II attaqua la France et l'Angleterre, les chefs de file de la II^e Internationale prêchèrent «la défense de la patrie bourgeoise». C'est sur ces mêmes positions que s'alignèrent tant les socialistes allemands que les socialistes français. On sait comment Lénine a condamné cette attitude et flétri les guerres impérialistes. A présent, les révisionnistes chinois, en préconisant l'union des peuples européens avec l'impérialisme au nom de la défense de l'indépendance nationale, se comportent de la même façon que les tenants de la II^e Internationale. Contrairement aux thèses de Lénine, ils poussent à la guerre nucléaire future que les deux superpuissances cherchent à déclencher et lancent des appels «patriotiques» aux peuples de l'Europe occidentale et à son prolétariat, les invitant à laisser de côté les «petits» problèmes sur lesquels ils s'opposent à la bourgeoisie (l'oppression, la famine, les crimes, le chômage), à ne pas porter atteinte à son pouvoir mais à s'unir à l'O.T.A.N., à l'«Europe unie», au Marché commun de la grande bourgeoisie et des trusts européens, et à se battre seulement contre l'Union soviétique, à devenir des soldats disciplinés de la bourgeoisie. La II^e Internationale elle-même n'aurait pas mieux fait.

Mais qu'est-ce que la direction chinoise conseille de faire aux peuples de l'Union soviétique et des autres pays révisionnistes du Pacte de Varsovie, du Comecon ? Rien ! Elle garde plutôt le silence et ne tient aucun compte de ces peuples. De temps à autre, elle incite les cliques révisionnistes au pouvoir dans ces pays à se détacher de l'Union soviétique et à s'unir à l'Amérique. En fait, elle dit à ces peuples : taisez-vous, soumettez-vous et servez de chair à canon à la clique sanguinaire du Kremlin ! Cette ligne de la direction révisionniste chinoise est anti-prolétarienne, belliciste.

Tout cela montre que les dirigeants chinois confondent à dessein les situations internationales. Ces situations, ils les considèrent en ayant en vue leur propre intérêt, qui est de faire de la Chine une superpuissance, et non pas l'intérêt de la révolution, ils les considèrent en ayant en vue l'intérêt de leur Etat impérialiste et non pas l'intérêt de la libération des peuples, ils les regardent sous l'angle des possibilités qu'elles offrent pour l'extinction de la révolution dans leur propre pays et dans les autres et non pas pour l'organisation et l'intensification de la lutte du prolétariat et des peuples contre les deux superpuissances, ainsi que contre les oppresseurs bourgeois capitalistes des autres pays, ils les regardent dans l'optique de l'incitation à la guerre impérialiste mondiale et non de l'opposition à celle-ci.

La voie où s'est engagée la Chine pour devenir une superpuissance aura de graves conséquences, en premier lieu pour elle-même et pour le peuple chinois.

Une analyse marxiste-léniniste de la politique chinoise conduit à la conclusion que la direction chinoise est en train de fourvoyer son pays dans une impasse. En servant l'impérialisme américain et le capitalisme mondial, elle pense tirer pour elle-même certains avantages, mais ces avantages sont douteux et ils coûteront cher à la Chine. Ils lui apporteront la catastrophe et auront, à coup sûr, des répercussions sensibles dans d'autres pays également.

La politique menée par la Chine pour devenir une superpuissance, politique qui s'inspire d'une idéologie anti-marxiste, est démasquée et sera démasquée toujours plus aux yeux de tous les peuples, mais en particulier des peuples du prétendu tiers monde. Les peuples du monde comprennent bien les desseins de la politique de chaque Etat, quel qu'il soit, socialiste, révisionniste, capitaliste ou impérialiste. Ils voient et se rendent compte que la Chine, bien qu'elle se dise membre du «tiers monde», n'a pas les mêmes aspirations et les mêmes buts que les peuples de ce monde. Ils voient qu'elle suit une politique social-impérialiste. Aussi est-il compréhensible qu'une telle politique non populaire, une politique qui soutient l'oppression sociale et nationale, soit inacceptable pour les peuples. C'est une politique qui n'est dans l'intérêt que des cliques réactionnaires, que de ceux qui dominent et oppriment les peuples.

La Chine prête son soutien et fournit des armes à la Somalie, qui, à l'instigation des Etats-Unis d'Amérique, est en guerre avec l'Ethiopie. De son côté, l'Union soviétique appuie l'Ethiopie pour l'aider à englober la Somalie. C'est ce qui se passe aussi en Erythrée. Ainsi la Chine soutient l'une des parties et l'Union soviétique, l'autre. Si la Chine est bien vue en Somalie, elle l'est par ceux qui sont au pouvoir, mais non pas par le peuple de ce pays, qui se fait tuer. Elle n'est pas vue davantage d'un bon œil par la direction éthiopienne, qui est soutenue par les Soviétiques, ni par le peuple éthiopien que l'on dresse contre les Somaliens, en lui faisant croire que ceux-ci cherchent à occuper l'Ethiopie. Ainsi, la Chine ne jouit d'aucune influence ni en Ethiopie ni en Somalie.

Mais elle n'est pas bien vue non plus en Algérie. Cette dernière soutient le front du «Polisario», tandis que la Chine a pris parti pour la Mauritanie et le Maroc, autrement dit pour l'impérialisme américain.

Par sa politique extérieure, la Chine suit une ligne prétendument favorable aux peuples arabes. Mais cette politique a pour seul but d'amener les peuples arabes à s'unir contre le social-impérialisme soviétique. Il s'entend donc que la Chine soutient à cette fin tout rapprochement des Arabes avec quiconque, et en premier lieu avec les Etats-Unis d'Amérique.

Pour ce qui est d'Israël, la direction chinoise ne manque pas de vitupérer contre ce pays. Mais en fait, par sa stratégie, elle est en faveur d'Israël. Les peuples arabes, notamment le peuple palestinien, s'en sont rendu et s'en rendent toujours mieux compte.

Dans les pays d'Asie, on peut dire que la Chine n'a pas une influence notable ni durable.

La Chine n'est liée par aucune amitié sincère et étroite avec les pays qui lui sont voisins, et il est encore moins question de liens de ce genre avec les pays plus éloignés. La politique chinoise n'est ni ne peut être juste, du moment qu'elle n'est pas marxiste-léniniste. Avec une telle politique, elle ne peut être en amitié sincère avec le Vietnam, la Corée, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, etc. La Chine prétend qu'elle recherche l'amitié de ces pays, mais, en fait, entre elle et eux il existe des contradictions sur des questions politiques, territoriales et économiques.

Par la politique qu'elle suit, la Chine s'est désormais engagée dans un conflit ouvert avec le Vietnam. De graves incidents se produisent à la frontière entre ces deux pays. Les social-impérialistes chinois sont intervenus grossièrement dans les affaires intérieures du Vietnam, et leurs desseins expansionnistes les poussent à attiser le conflit entre le Cambodge et le Vietnam, etc. Du moment que la direction chinoise se comporte ainsi avec le Vietnam, avec un pays que jusqu'à hier elle considérait comme un pays frère, un proche ami, que peuvent bien penser les pays d'Asie de la politique chinoise ? Peuvent-ils avoir confiance en elle ?

Parler de l'influence de la Chine dans les pays d'Amérique latine, ce serait perdre son temps. Elle n'y en a aucune, ni politique, ni idéologique, ni économique. Toute l'influence de la Chine se réduit à ses liens amicaux avec un certain Pinochet, qui est un fasciste et un bourreau sanguinaire. Cette attitude de la Chine a indigné non seulement les peuples d'Amérique latine, mais aussi l'opinion mondiale. Tous voient bien que la direction chinoise est pour les gouvernants oppresseurs, pour les dictateurs et les généraux qui dominent les peuples, qu'elle est pour l'impérialisme américain, qui a pris à la gorge les peuples de ce continent. Ainsi donc, l'influence de la Chine dans les pays d'Amérique latine est, on peut le dire, insignifiante, sans force, inconsistante.

La politique des dirigeants chinois, loin de jouir de la sympathie et du soutien des peuples, isolera toujours plus la Chine des Etats progressistes, du prolétariat mondial. Il ne peut y avoir de peuple, il ne peut se trouver de prolétariat ni de révolutionnaires qui soutiennent la politique de la Chine, lorsqu'ils voient, à la tribune de Tien An Men, comme ce fut le cas le jour de la fête nationale, le 1^{er} octobre 1977 parader, à côté des dirigeants chinois, les ex-généraux nazis allemands, les ex-généraux et amiraux militaristes japonais, les généraux fascistes portugais, etc., etc.

Dans la voie de sa conversion en superpuissance, la Chine ne peut progresser sans intensifier l'exploitation des larges masses travailleuses du pays. Les Etats-Unis d'Amérique et les autres pays capitalistes chercheront à s'assurer des surprofits des capitaux qu'ils investiront en Chine. Ils exerceront aussi des pressions en vue de changements rapides et radicaux de la base et de la superstructure de la société chinoise dans le sens du capitalisme. L'exploitation toujours plus intense des masses de centaines de millions d'hommes pour entretenir la bourgeoisie chinoise et son gigantesque appareil bureaucratique, et faire face aux échéances des crédits et aux intérêts dus aux capitalistes étrangers, fera inévitablement apparaître de profondes contradictions entre le prolétariat et la paysannerie chinoise, d'une part, et les oppresseurs bourgeois-révisionnistes, de l'autre. Ceux-ci seront ainsi confrontés aux masses travailleuses de leur pays, ce qui ne manquera pas d'y conduire à des conflits aigus et à des explosions révolutionnaires.

III - LA «PENSÉE MAOTSETOUNG», THEORIE ANTI-MARXISTE

La situation actuelle dans le Parti communiste chinois, ses nombreux zigzags et ses attitudes hésitantes, opportunistes, les fréquentes modifications apportées à sa stratégie par la direction chinoise, la politique que celle-ci a suivie et qu'elle suit pour faire de la Chine une superpuissance, posent très naturellement le problème de la place et du rôle de Mao Tsétoung et de ses idées, de la prétendue «pensée mao-tsétoung», dans la révolution chinoise. La «pensée mao-tsétoung» est une «théorie» dépouillée des traits du marxisme-léninisme. Tous les dirigeants chinois, ceux qui ont été auparavant au pouvoir comme ceux qui y sont actuellement, ont spéculé et spéculent toujours sur la «pensée mao-tsétoung» à propos des formes d'organisation et des méthodes d'action, pour atteindre les buts stratégiques et tactiques de leurs plans contre-révolutionnaires.

Nous, communistes albanais, nous nous sommes d'abord doutés, puis persuadés du danger que présente la «pensée mao-tsétoung», au fur et à mesure que nous constatons l'activité équivoque, les prises de position fluctuantes et contradictoires des dirigeants chinois, l'absence de principes et le pragmatisme de la politique intérieure et extérieure chinoise, son écart du marxisme-léninisme et son camouflage sous une phraséologie de gauche. A la création de notre Parti, au cours de la Lutte de libération nationale et même après la libération, les gens, chez nous, n'avaient que très peu de notions sur la Chine. Mais comme tous les révolutionnaires dans le monde, nous aussi nous étions persuadés de son caractère progressiste : «la Chine est un grand continent, la Chine lutte, en Chine bouillonne la révolution contre l'impérialisme étranger, contre les concessions.» etc., etc. Nous avons entendu parler, dans les grandes lignes, de l'activité de Sun Yat Sen, de ses liens et de son amitié avec l'Union soviétique et avec Lénine, nous avons aussi quelque idée sur le Kuomintang, nous étions informés sur la lutte du peuple chinois contre les Japonais et sur l'existence du Parti communiste chinois, que l'on considérait comme un grand parti, conduit par un marxiste-léniniste, Mao Tsétoung. Rien de plus.

Notre Parti n'a resserré ses contacts plus étroits avec les Chinois qu'après 1956. Ces contacts sont allés s'amplifiant en raison de la lutte que notre Parti a livrée au révisionnisme moderne khrouchtchévien. C'est alors, et surtout lorsque le Parti communiste chinois est lui-même entré en conflit ouvert avec les révisionnistes khrouchtchéviens que nos contacts avec le Parti communiste chinois, ou plus exactement avec ses cadres dirigeants, sont devenus plus fréquents et plus étroits. Mais il nous faut reconnaître qu'à l'issue de nos entrevues avec les dirigeants chinois, bien qu'elles aient été empreintes d'un esprit amical, la Chine. Mao Tsétoung et le Parti communistes chinois demeuraient en quelque sorte pour nous une grande énigme.

Mais pourquoi la Chine, son Parti communiste et Mao Tsétoung étaient-ils pour nous une énigme ? Ils étaient une énigme, parce que dans nombre d'attitudes, soit générales, soit personnelles, des dirigeants chinois, sur une série de grands problèmes politiques, idéologiques, militaires et organisationnels, nous constatons des oscillations tantôt vers la droite tantôt vers la gauche, ils se montraient tantôt fermes, tantôt indécis, adoptaient aussi parfois des attitudes justes, mais nous étions surtout frappés par leurs prises de position opportunistes. En général, du vivant de Mao, la politique chinoise fut fluctuante, c'était une politique conjoncturelle, dépourvue d'une moelle épinière marxiste-léniniste. Dans la

conception d'un problème politique important, on changeait d'attitude du jour au lendemain. Dans la politique chinoise on ne pouvait déceler un fil conducteur stable et conséquent.

Naturellement, toutes ces attitudes attireraient notre attention et nous ne les approuvions pas, mais malgré tout, pour autant que nous connaissions l'activité de Mao Tsétoung, nous nous fondions sur l'opinion générale que c'était un marxiste-léniniste. Cependant, sur nombre de ses thèses, comme celle qui préconisait de traiter les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie comme des contradictions non antagonistes, la thèse selon laquelle les classes antagonistes subsistent tout au long de la période du socialisme [Voir Enver Hoxha, *Œuvres choisies*, t. 4, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1932. éd. fr., pp. 36-80.], ou la thèse de «l'encerclement des villes à partir des campagnes», qui donne la primauté absolue au rôle de la paysannerie dans la révolution, etc., nous avons nos réserves et nos points de vue marxistes-léninistes, dont nous avons fait part, à l'occasion, aux dirigeants chinois. Quant à quelques autres vues et attitudes politiques de Mao Tsétoung et du Parti communiste chinois qui ne concordaient pas avec les vues et les attitudes marxistes-léninistes de notre Parti, nous les tenions pour des tactiques provisoires d'un grand Etat, dictées par des situations données. Mais avec le temps, il apparaissait toujours plus clairement que les attitudes du Parti communiste chinois ne relevaient pas seulement de la tactique.

Notre Parti, analysant les faits, aboutit à certaines conclusions, générales et particulières, qui l'amènèrent à être vigilant. Toutefois, s'il évitait la polémique avec le Parti communiste et les dirigeants chinois, ce n'était pas parce qu'il la craignait, mais parce que les données dont il disposait sur la voie erronée, antimarxiste, de ce parti et de Mao Tsétoung lui-même, étaient incomplètes et ne lui permettaient pas de tirer de conclusions définitives. D'autre part, pendant un certain temps, le Parti communiste chinois s'opposa à l'impérialisme américain et à la réaction. Il prit aussi position contre le révisionnisme soviétique khrouchtchévien, indépendamment du fait que maintenant il apparaît clairement que sa lutte contre le révisionnisme soviétique n'était pas dictée par des prises de position justes, marxistes-léninistes sur le plan des principes.

En outre, nous ne disposions pas non plus de données complètes sur la vie intérieure, politique, économique, culturelle, sociale, etc., en Chine. Tout accès à l'organisation du parti et de l'Etat chinois nous a toujours été fermé. Le Parti communiste chinois ne nous a jamais donné la possibilité d'étudier les formes d'organisation du parti et de l'Etat chinois. Nous, communistes albanais, n'étions au courant que de certains aspects de l'organisation de l'Etat chinois, dans ses grandes lignes, rien de plus, car il ne nous était pas créé les possibilités de connaître l'expérience du parti en Chine, de voir comment il agissait, comment il était organisé, dans quelles directions le travail était orienté dans divers secteurs et quelles étaient concrètement ces directions.

Les dirigeants chinois ont agi avec ruse. Ils n'ont pas rendu publics nombre de documents qui auraient permis de connaître l'activité de leur parti et de leur Etat. Ils se gardaient et ils se gardent toujours de publier leurs documents. Même le peu de documents publiés dont on dispose, sont fragmentaires. Quant aux quatre volumes des œuvres de Mao, qui peuvent être considérés comme officiels, non seulement les matériaux qu'ils contiennent ne vont que jusqu'en 1949, mais ils sont manipulés avec tant de soin, qu'ils ne donnent pas un tableau exact des situations telles qu'elles se sont réellement développées en Chine.

La présentation politique et théorique des problèmes dans la presse chinoise, et ne parlons pas ici de la littérature, où régnait une extrême confusion, n'avait qu'un caractère de propagande. Les articles étaient truffés de formules stéréotypées typiquement chinoises, énoncées arithmétiquement, comme par exemple «les trois biens et les cinq maux», «les quatre anciens et les quatre nouveaux», «les deux réflexions et les cinq contrôles de soi-même», «les trois vérités et les sept mensonges», etc. etc. Le déchiffrement «théorique» de ces formules arithmétiques nous était malaisé, à nous qui sommes habitués à penser, à agir et à écrire dans l'esprit de la théorie et de la culture traditionnelles marxistes-léninistes.

Les dirigeants chinois n'ont jamais invité une délégation de notre Parti à étudier leur expérience. Et même quand une de nos délégations s'y est parfois rendue à la demande de notre Parti, on lui a surtout fait de la propagande, on l'a conduite ici et là visiter des communes et des usines, plutôt que de lui donner quelque explication ou de lui communiquer une certaine expérience sur le travail du parti. Et envers qui observaient-ils cette étrange attitude ? Envers nous, les Albanais, leurs amis, qui les avons défendus dans les situations les plus difficiles. Tous ces comportements nous étaient incompréhensibles, mais nous y voyions aussi un signal que le Parti communiste chinois se gardait de nous donner un clair tableau de sa situation.

Mais ce qui retint encore davantage l'attention de notre Parti, ce fut la Révolution culturelle, à propos de laquelle nous nous sommes posé quelques grands points d'interrogation. Au cours de la Révolution culturelle, déclenchée par Mao Tsétoung, dans l'activité du Parti communiste chinois et de l'Etat chinois se sont fait jour des idées et des actions politiques, idéologiques et organisationnelles singulières, non fondées sur les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline. Considérant les pratiques antérieures équivoques ainsi que celles qui furent constatées au cours de la Révolution culturelle, mais surtout les événements qui se sont déroulés depuis cette dernière, l'accession successive de divers groupes à la direction, aujourd'hui du groupe de Lin Piao, demain du groupe de Teng Hsiao-ping ou d'un certain Houa Kouo-feng, etc., groupes dont chacun avait sa propre plateforme opposée à l'autre, notre Parti a été amené à examiner plus à fond les vues et les actions de Mao Tsétoung et du Parti communiste chinois, à se faire une idée plus complète de la «pensée maotsetoung». A nos yeux, le fait que cette Révolution culturelle n'était pas dirigée par le parti, mais qu'elle constituait un déclenchement chaotique suscité par un appel lancé par Mao Tsétoung, ôtait à ce mouvement son caractère révolutionnaire. L'autorité de Mao en Chine a fait se dresser des millions de jeunes non organisés, étudiants et écoliers, qui se sont mis en marche vers Pékin, vers les comités du parti et du pouvoir, qu'ils ont démantelés. Ces jeunes, disait-on, représentaient alors en Chine «l'idéologie prolétarienne», et c'étaient eux qui montreraient au parti et aux prolétaires la «vraie» voie !

Cette révolution, qui avait un caractère politique prononcé, fut qualifiée de culturelle. Pour notre Parti cette dénomination n'était pas exacte, car le mouvement déclenché en Chine était en réalité un mouvement politique et non culturel. Mais l'essentiel résidait dans le fait que cette «grande révolution prolétarienne» n'était conduite ni par le parti ni par le prolétariat. Cette grave situation émanait des vieilles conceptions anti-marxistes de Mao Tsétoung, qui sous-estimait le rôle dirigeant du prolétariat et surestimait celui de la jeunesse dans la révolution. Mao a écrit : «Quel rôle la jeunesse chinoise s'est-elle mise à jouer depuis l'époque du «mouvement du 4 mai» ? Elle a commencé à jouer en quelque sorte le rôle d'avant-garde. Cela, tous, à l'exception des gens ultra-réactionnaires, l'admettent dans notre pays. Que veut dire jouer le rôle d'avant-garde ? Cela veut dire assumer le rôle dirigeant...» (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 3, p. 19.)

C'est ainsi que la classe ouvrière a été laissée de côté et, dans bien des cas, elle s'est opposée aux gardes rouges, elle en est même venue aux mains avec eux. Nos camarades qui étaient alors en Chine ont vu de leurs yeux les ouvriers des usines se battre contre les jeunes. Le parti fut désagrégé, il fut liquidé et il n'était fait aucun cas ni des communistes ni du prolétariat. Cette situation était très grave.

Notre Parti a soutenu la Révolution culturelle, parce que les victoires de la révolution en Chine étaient en danger. Mao Tsétoung lui-même nous a dit que le parti et l'Etat chez eux avaient été usurpés par le groupe renégat de Liu Shao-chi et de Teng Hsiao-ping et que les victoires de la révolution chinoise étaient menacées. Dans ces conditions, sans égard à la question de savoir qui était responsable de cette situation si grave, notre Parti a soutenu la Révolution culturelle. Notre Parti a défendu le peuple frère chinois, la cause de la révolution et du socialisme en Chine et non pas la lutte fractionnelle des groupes antimarxistes qui se heurtaient et allaient jusqu'aux affrontements armés, pour prendre le pouvoir.

Le cours des événements a montré que la grande Révolution culturelle prolétarienne n'était pas une révolution, qu'elle n'était ni grande, ni culturelle et surtout nullement prolétarienne. *[Voir également*

Enver Hoxha, Réflexions sur la Chine. t. 2. Editions «8 Nëntori», Tirana 1979, éd. fr., pp. 787-826.]
Ce n'était qu'un putsch de palais à l'échelle panchinoise pour liquider une poignée de réactionnaires qui s'étaient emparés du pouvoir.

Naturellement, cette Révolution culturelle était une mystification. Elle liquida à la fois le Parti communiste chinois et les organisations de masse, et elle plongea la Chine dans un nouveau chaos. Cette révolution fut dirigée par des éléments non marxistes, qui devaient être liquidés à leur tour au moyen d'un putsch militaire par d'autres éléments antimarxistes et fascistes.

Dans notre presse, Mao Tsétoung a été qualifié de grand marxiste-léniniste, mais nous n'avons jamais employé ni approuvé les définitions de la propagande chinoise, qui qualifiait Mao de classique du marxisme-léninisme et la «pensée mao-tsétoung» de troisième étape, étape suprême du marxisme. Notre Parti a considéré la façon dont on gonflait le culte de Mao Tsétoung en Chine comme étant incompatible avec le marxisme-léninisme.

Le développement chaotique de la Révolution culturelle et ses résultats contribuèrent à nous raffermir dans notre opinion, encore imparfaitement cristallisée, que le marxisme-léninisme en Chine était méconnu et qu'il n'y était pas appliqué, que, sur l'essentiel, les conceptions du Parti communiste chinois et de Mao Tsétoung n'étaient pas marxistes-léninistes, indépendamment de leur façade et de leurs slogans «pour le prolétariat, pour sa dictature et pour son alliance avec la paysannerie pauvre», et tant d'autres formules de ce genre.

A la lumière de ces événements, notre Parti a commencé à mieux voir les causes des hésitations qui avaient été relevées dans l'attitude de la direction chinoise à l'égard du révisionnisme khrouchtchévien, comme ce fut le cas en 1962, lorsqu'elle demandait la réconciliation et l'union avec les révisionnistes soviétiques [*Voir Enver Hoxha, Réflexions sur la Chine, t. 1, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1979, éd. fr., pp. 9-12, 21-22, 25, 30-32, 49, 54-55, ainsi que Les Khrouchtchéviens (Souvenirs), Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984, 2e éd. fr., pp. 255-281.*] soi-disant au nom d'un front commun contre l'impérialisme américain, ou en 1964, lorsque Chou En-laï, dans la poursuite de ses efforts pour se réconcilier avec les Soviétiques, se rendit à Moscou pour saluer l'accession du groupe Brejnev au pouvoir. [*Voir Enver Hoxha, Réflexions sur la Chine, t. 1, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1979, éd. fr., pp. 174-177, 187-196.*] Ces fluctuations n'étaient pas fortuites, elles reflétaient l'absence de principes et d'esprit de suite révolutionnaire de la direction chinoise.

Lorsque Nixon fut invité en Chine et que la direction chinoise, avec à sa tête Mao Tsétoung, adopta au grand jour une politique de rapprochement et d'union avec l'impérialisme américain, il apparut clairement que la ligne et la politique chinoises étaient en complète opposition avec le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien. Après quoi, les visées chauvines et hégémoniques de la Chine se firent plus évidentes. La direction chinoise s'opposait maintenant plus ouvertement aux luttes révolutionnaires de libération des peuples, au prolétariat mondial et au véritable mouvement marxiste-léniniste. Elle déploya sa prétendue théorie des trois mondes, qu'elle s'efforçait d'imposer comme sa ligne générale à l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste.

Partant des intérêts de la révolution et du socialisme et considérant que les erreurs que l'on constatait dans la ligne du Parti communiste chinois étaient dues à des appréciations incorrectes des situations et à diverses difficultés, le Parti du Travail d'Albanie s'est efforcé plus d'une fois d'aider la direction chinoise à les rectifier et à les surmonter. Notre Parti, en toute franchise et dans un esprit amical, a fait part de ses vues à Mao Tsétoung et aux autres dirigeants chinois et il a communiqué officiellement et par écrit ses observations et sa désapprobation au Comité central du Parti communiste chinois [*Voir Enver Hoxha, Œuvres choisies, t. 4, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982, éd. fr., pp. 715-733.*], sur nombre d'actions entreprises par la Chine, qui portaient directement atteinte à la ligne générale du mouvement marxiste-léniniste, aux intérêts des peuples et de la révolution.

Mais la direction chinoise n'a jamais bien accueilli les observations justes et de principes que lui faisait notre Parti. Elle ne nous a jamais répondu et s'est refusée à en discuter.

Cependant, les actions antimarxistes de la direction chinoise, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, devenaient plus ouvertes, plus apparentes. Tout cela obligea notre Parti ainsi que tous les autres marxistes-léninistes, à reconsidérer la ligne du Parti communiste chinois, les conceptions politiques et idéologiques dont il s'inspirait ; son activité concrète et ses conséquences. Nous avons donc constaté que la «pensée mao-tsétoung», sur laquelle se guidait et se guide le Parti communiste chinois, constitue une variante dangereuse du révisionnisme moderne, contre lequel il faut mener une lutte générale, sur le plan théorique et politique.

«La pensée mao-tsétoung» est une variante du révisionnisme, qui a commencé à prendre corps avant la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement après 1935, lorsque Mao Tsétoung accéda à la tête du parti. Pendant cette période, Mao Tsétoung et ses tenants lancèrent une campagne «théorique» sous le mot d'ordre de la lutte contre le «dogmatisme», «les schémas tout prêts», «les stéréotypes étrangers», etc. et il a posé le problème de l'élaboration du marxisme national, niant par là le caractère universel du marxisme-léninisme. Au lieu du marxisme-léninisme, il prônait la «méthode chinoise» de traitement des problèmes, et le style chinois «... vif et plein de fraîcheur, agréable aux oreilles et aux yeux du peuple chinois» (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 4, p. 84.), propageant ainsi la thèse révisionniste selon laquelle le marxisme doit avoir dans chaque pays un contenu spécifique particulier.

La «pensée mao-tsétoung» fut proclamée le summum du marxisme-léninisme à l'époque actuelle. Les dirigeants chinois déclarèrent que «Mao Tsétoung a fait plus que Marx, Engels et Lénine...». Dans les statuts du Parti communiste chinois, approuvés à son IX^e Congrès, tenu sous la présidence de Mao, il est dit que «la pensée mao-tsétoung constitue le marxisme-léninisme de notre époque...», que Mao Tsétoung «... a continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme, le faisant accéder à une étape supérieure, toute nouvelle». (IX^e Congrès du Parti communiste chinois. Documents, pp. 79-80, Tirana, 1969.)

Le fait que l'activité du Parti communiste chinois a été fondée non pas sur les principes et les normes du marxisme-léninisme, mais sur la «pensée mao-tsétoung», a ouvert encore plus grandes les portes à l'opportunisme et à la lutte fractionnelle dans ses rangs.

La «pensée mao-tsétoung» est un amalgame de conceptions, qui mélange des idées et des thèses empruntées au marxisme avec d'autres principes philosophiques, idéalistes, pragmatistes et révisionnistes. Elle a ses racines dans l'ancienne philosophie chinoise et dans le passé politique et idéologique de la Chine, dans sa pratique étatiste et militariste.

Tous les dirigeants chinois, ceux qui ont accédé actuellement au pouvoir comme ceux qui y ont été et en ont été renversés, mais qui avaient manœuvré pour mettre en œuvre leurs plans contre-révolutionnaires, ont eu et ont pour fondement idéologique la «pensée mao-tsétoung». Mao Tsétoung lui-même a admis que ses idées peuvent être mises à profit par tous, par ceux de gauche comme par ceux de droite, selon les appellations qu'il donne aux divers groupes qui constituent la direction chinoise. Dans une lettre adressée à Kiang Tsing le 8 juillet 1966, Mao Tsétoung reconnaît que «la droite au pouvoir pourrait utiliser mes paroles pour devenir plus puissante pendant quelque temps. Mais la gauche pourrait utiliser d'autres de mes paroles et s'organiser pour renverser la droite». [*Le Monde*, 2 décembre 1972.] Cela atteste que Mao Tsétoung n'a pas été un marxiste-léniniste, que ses conceptions sont éclectiques. Cela apparaît dans toutes les «œuvres théoriques» de Mao, lesquelles, en dépit de la phraséologie et des slogans «révolutionnaires» dont elles sont camouflées; ne peuvent cacher le fait que la «pensée mao-tsétoung» n'a rien de commun avec le marxisme-léninisme.

Un regard critique, même partiel, sur les écrits de Mao, sur la façon dont il traite les problèmes fondamentaux portant sur le rôle du parti communiste, sur les questions de la révolution, de la

construction du socialisme etc., permet de discerner très clairement la différence radicale qui existe entre la «pensée mao-tsétoung» et le marxisme-léninisme.

Prenons d'abord **les questions de l'organisation du Parti et de son rôle dirigeant**. Mao se disait pour l'application des principes léninistes sur le parti, mais, si l'on analyse concrètement ses idées sur le parti, et surtout la pratique de la vie du parti, il ressort clairement qu'il a remplacé les principes et les normes léninistes par des thèses révisionnistes.

Mao Tsétoung n'a pas organisé le Parti communiste chinois sur la base des principes de Marx, Engels, Lénine et Staline. Il n'a pas œuvré à en faire un parti de type léniniste, un parti bolchevik. Mao Tsétoung n'était pas pour un parti de classe prolétarien mais pour un parti sans frontières de classes. S'il a usé du mot d'ordre sur le caractère de masse à donner au parti, il l'a fait afin d'effacer toute ligne de démarcation entre le parti et la classe ouvrière. Par suite, n'importe qui pouvait entrer dans ce parti ou en sortir quand et comme bon lui semblait. Sur cette question, les thèses de la «pensée mao-tsétoung» sont identiques à celles des révisionnistes yougoslaves et des «eurocommunistes».

En outre, Mao Tsétoung a toujours subordonné l'édification, les principes et les normes du parti à ses propres positions et intérêts politiques, à sa politique aventureuse, opportuniste, tour à tour de droite, et de gauche, à la lutte entre les fractions, etc.

Dans le Parti communiste chinois il n'y a eu et il n'y a toujours pas de véritable unité marxiste-léniniste de pensée et d'action. La lutte entre les fractions, menée depuis la fondation du Parti communiste chinois, a empêché l'établissement en son sein d'une juste ligne marxiste-léniniste, le rôle dirigeant de la pensée marxiste-léniniste. Les diverses tendances qui se manifestaient chez les principaux dirigeants du parti étaient parfois de gauche, parfois opportunistes de droite, parfois centristes, et allaient même jusqu'à des conceptions ouvertement anarchistes, chauvines et racistes. Tant que Mao et son groupe ont été à la direction du parti, ces tendances constituaient l'un des traits distinctifs du Parti communiste chinois. Mao Tsétoung lui-même a prôné la nécessité de «deux lignes» dans le parti. Selon lui, l'existence de deux lignes et la lutte entre elles sont un phénomène naturel, l'expression de l'unité des contraires, d'une souplesse politique qui combine l'esprit de principe et le compromis. «On pourra ainsi, écrit-il, utiliser les deux mains à l'égard d'un camarade fautif : avec l'une, on le combattra, avec l'autre, on réalisera l'unité avec lui. Le but du combat est de préserver les principes du marxisme, ce qui signifie fermeté sur les principes ; c'est là un aspect du problème. L'autre aspect, c'est de faire l'unité avec lui. L'unité a pour but de lui offrir une issue, de réaliser un compromis avec lui». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 560, Pékin, 1977.)

Ces vues sont diamétralement opposées aux enseignements léninistes sur le parti communiste considéré comme un détachement organisé et une avant-garde, qui doit être doté d'une ligne unique et d'une inflexible unité de pensée et d'action.

La lutte de classes au sein du parti, en tant que reflet de la lutte de classes qui se livre en dehors de lui, n'a rien de commun avec les conceptions de Mao Tsétoung sur les «deux lignes dans le parti». Le parti n'est pas une arène de classes où se livre une lutte entre des classes antagonistes, ce n'est pas un rassemblement de gens animés de desseins opposés. Le véritable parti marxiste-léniniste est le parti de la seule classe ouvrière, et a pour fondements les intérêts de cette dernière. C'est là le facteur décisif de la victoire de la révolution et de la construction du socialisme. Staline, soutenant les principes léninistes sur le parti, qui ne permettent pas l'existence de plusieurs lignes, de courants d'opposition au sein du parti communiste indiquait que :

«.. le parti communiste est le parti monolithique du prolétariat et non le parti d'un ensemble d'éléments de diverses classes». (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 11. p. 280.)

Mao Tsétoung, par contre, conçoit le parti comme une union de classes aux intérêts contraires, comme une organisation où se dressent face à face et se combattent deux forces, le prolétariat et la

bourgeoisie, «le quartier général prolétarien» et «le quartier général bourgeois», qui doivent avoir leurs représentants à tous les niveaux du parti, depuis la base jusqu'à ses instances dirigeantes suprêmes. C'est ainsi qu'en 1956 il demandait l'élection au Comité central des dirigeants des fractions de droite et de gauche en avançant à l'appui de cette demande des arguments aussi naïfs que ridicules. «Tout le pays, dit-il, le monde entier même, sait bien qu'ils ont commis des erreurs de ligne, et c'est justement leur célébrité qui est la raison de leur élection. Que voulez-vous ? Ce sont des gens connus, alors que vous, qui n'avez pas commis d'erreurs ou qui n'en avez commis que de petites, n'êtes pas aussi célèbres qu'eux. Dans notre pays où la petite bourgeoisie est si nombreuse, ils sont deux bannières». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 348, Pékin, 1977.) En renonçant à la lutte sur le plan des principes dans les rangs du parti, Mao Tsétoung faisait le jeu des fractions, il recherchait des compromis avec certaines d'entre elles pour s'opposer à certaines autres et renforcer ainsi ses propres positions.

Avec une telle plate-forme organisationnelle, le Parti communiste chinois n'a jamais été ni ne pouvait être un parti marxiste-léniniste. Les principes et les normes léninistes n'y étaient pas respectés. Le congrès, en tant qu'organe collégial suprême du parti, n'a pas été convoqué régulièrement. C'est ainsi par exemple que onze ans se sont écoulés entre le VII^e et le VIII^e Congrès, et treize ans [*Pendant une période de plus de 40 ans, de 1928 à 1969, le Parti communiste chinois n'a tenu que quatre congrès, le VI^e en 1928, le VII^e en 1945, le VIII^e en 1956 et le IX^e en 1969.*] entre le VIII^e et le IX^e, tenus tous deux après la guerre. D'ailleurs, même ces congrès étaient formels, c'étaient plutôt des réunions de parade que de travail. Les délégués aux congrès n'étaient pas élus conformément aux principes et aux normes marxistes-léninistes de la vie du parti, mais désignés par les organes dirigeants, et ils agissaient selon le système de la représentation permanente.

Ces derniers temps, il a été publié dans le «Renmin Ribao» un article, écrit par un soi-disant groupe théorique du «Bureau général» du Comité central du Parti communiste chinois. [*«Ayons toujours en vue les enseignements du président Mao», Renmin Ribao, 8 septembre 1977. Le camarade Enver Hoxha a analysé les idées exprimées dans cet article dans Réflexions sur la Chine, t. 2. Editions «8 Nëntori». Tirana, 1979. éd. fr. pp. 635-652.*] L'article affirme que Mao, sous l'appellation de «Bureau général», avait constitué autour de lui un appareil spécial, qui surveillait et maintenait sous son contrôle le Bureau politique, le Comité central du Parti, les cadres de l'Etat, de l'armée, de la sûreté, etc. L'accès à ce bureau et la connaissance de son travail étaient interdits à tous, y compris les membres du Comité central et du Bureau politique. C'est là qu'étaient élaborés les projets de renversement ou de promotion de tel ou tel groupe fractionnel. Les gens de ce bureau se trouvaient partout, épiaient, surveillaient et faisaient leurs rapports indépendamment et en dehors du contrôle du parti. En outre, ce Bureau disposait d'entiers détachements armés, qui se camouflaient sous le nom de «garde du président Mao». Cette garde prétorienne de plus de 50.000 hommes se mettait en action lorsque le président décidait de «porter un grand coup», comme cela s'est souvent produit dans l'histoire du Parti communiste chinois et comme c'a été le cas dernièrement lors de l'arrestation des «quatre» et de leurs défenseurs, sur l'ordre de Houa Kouo-feng.

Sous prétexte de maintenir des contacts avec les masses. Mao Tsétoung avait créé aussi un réseau spécial d'indicateurs pour le terrain, chargés d'inspecter et de surveiller, à l'insu de tous, les cadres de la base, l'état d'esprit et la psychologie des masses. Ils rendaient directement compte de leur travail au seul Mao Tsétoung, qui avait rompu toute communication avec les masses et se faisait une idée du monde à travers les données de ses agents du «Bureau général». Mao a déclaré : «Pour ma part, je n'écoute jamais la radio, pas plus les stations étrangères que les chinoises, je transmets seulement». Il a également reconnu : «J'ai déclaré ouvertement que je ne lirai plus le «Renmin Ribao». Du reste j'ai dit à son rédacteur en chef lui-même : Je ne lis pas ton journal». (Extraits de l'entretien de Mao Tsétoung avec les camarades de notre Parti, 3 février 1967, ACP.)

L'article du «Renmin Ribao» fournit de nouvelles données qui permettent de comprendre encore mieux l'orientation antimarxiste et le pouvoir personnel de Mao Tsétoung dans le parti et l'Etat chinois. Mao Tsétoung ne faisait pas le moindre cas du Comité central, pas plus que des congrès du

parti, et ne parlons pas du parti en général et de ses comités à la base. Les comités du parti, les cadres dirigeants et même le Comité central recevaient des ordres du «Bureau général», de ce «quartier général», qui ne relevait que de Mao Tsétoung. Les instances du parti, ses organes élus, étaient dépourvus de toute attribution. Dans l'article du «Renmin Ribao» il est dit qu'«aucun télégramme, aucune lettre, aucun document, aucun ordre ne pouvaient être transmis par qui que ce soit sans l'examen et l'approbation préalables de Mao Tsétoung lui-même». Il est apparu que depuis 1953 Mao Tsétoung avait donné un ordre strict : «Désormais, tous les documents et télégrammes à envoyer au nom du Comité central doivent être soumis à mon examen avant d'être expédiés. Dans le cas contraire, ils seront nuls et non avenue». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5. p. 96, Pékin, 1977.) Dans ces conditions, il ne saurait même être question de collégialité, de démocratie interne dans le parti, ni de normes léninistes. Le pouvoir de Mao Tsétoung était si illimité qu'il désignait même ses successeurs. Jadis, il avait porté son choix sur Liu Shao-chi. Plus tard il déclara qu'à sa mort, son successeur au pouvoir et au parti serait Lin Piao. Cette façon d'agir, sans précédent dans la pratique des partis marxistes-léninistes, a été sanctionnée même dans les statuts du parti. C'est encore Mao Tsétoung qui désigna Houa Kouo-feng comme devant lui succéder à la tête du parti, après sa mort. Disposant d'un pouvoir absolu, Mao lui-même critiquait, jugeait, sanctionnait, puis réhabilitait de hauts dirigeants du parti et de l'Etat. Il en est allé ainsi de Teng Hsiao-ping, qui a avoué, dans la prétendue autocritique qu'il a faite le 23 octobre 1966, que «Liu Shao-chi et moi, nous sommes de vrais monarchistes. L'essence de mes erreurs réside dans le fait que je n'ai pas confiance dans les masses, que je ne soutiens pas les masses révolutionnaires, mais que je m'oppose à elles, que j'ai suivi une ligne réactionnaire pour réprimer la révolution, que dans la lutte de classes je ne me suis pas rangé du côté du prolétariat, mais de celui de la bourgeoisie... Tout cela prouve que... je ne suis pas apte à assumer des postes de responsabilité». [Tiré de *l'autocritique de Teng Hsiao-ping*, ACP.] Et malgré tous ces crimes, ce révisionniste fieffé a été réinstallé dans le fauteuil qu'il occupait.

L'essence anti-marxiste de la «pensée mao-tsétoung» sur le parti et son rôle dirigeant, apparaît également dans la manière dont les rapports entre le parti et l'armée étaient conçus en théorie et appliqués dans la pratique. Indépendamment de ses formules comme «le parti commande à l'armée», «la politique commande aux fusils» etc., etc. Mao Tsétoung, dans la pratique, attribuait à l'armée le rôle politique principal dans la vie du pays. Déjà pendant la guerre il disait : «Tous les cadres de l'armée doivent être habiles à diriger les ouvriers et à organiser des syndicats, à mobiliser et à organiser la jeunesse, à s'unir avec les cadres des nouvelles régions libérées et à les instruire à administrer l'industrie et le commerce, à diriger des écoles, des journaux, des agences d'information et des stations de radiodiffusion, à s'occuper des affaires étrangères, à régler les problèmes relatifs aux partis démocratiques et aux organisations populaires, à coordonner les relations entre la ville et la campagne, à résoudre les problèmes de l'alimentation et de l'approvisionnement en charbon et autres articles et produits de première nécessité ainsi qu'à régler les questions monétaires et financières». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr. t. 4, p. 355, Pékin, 1977.)

L'armée se situait donc au-dessus du parti, au-dessus des organes d'Etat, au-dessus de tout. Par conséquent, les propos de Mao Tsétoung sur le rôle du parti, en tant que facteur décisif de la direction de la révolution et de la construction du socialisme, n'étaient que des slogans. A l'époque de la guerre de libération comme après la création de la République Populaire de Chine, l'armée a joué le rôle décisif dans toutes les luttes qui ont été livrées pour la prise du pouvoir par l'une ou l'autre fraction. Au cours de la Révolution culturelle également, c'est l'armée qui a joué le rôle principal, elle constituait la dernière réserve de Mao. «Nous nous appuyons, a dit Mao Tsétoung en 1967, sur la force de l'armée... Nous n'avons que deux divisions à Pékin, mais au mois de mai nous en avons fait venir deux autres pour régler nos comptes avec l'ex-comité du parti de Pékin». (Extrait de l'entretien de Mao Tsétoung avec la délégation d'amitié de la R.P.A., en date du 18.12.1967, ACP.)

Pour liquider ses adversaires idéologiques, Mao Tsétoung a toujours mis en action l'armée. Il l'a dressée, avec à sa tête Lin Piao, contre le groupe de Liu Shao-chi et de Teng Hsiao-ping. Plus tard, avec Chou En-laï, il a organisé l'armée et l'a lancée contre Lin Piao. S'inspirant de la «pensée mao-tsétoung», l'armée a continué de jouer ce rôle même après la mort de Mao. Comme tous ceux qui ont accédé au pouvoir en Chine, Houa Kouo-feng également s'est appuyé sur l'armée et a agi avec son

soutien. Dès le lendemain de la disparition de Mao, Houa Kouo-feng a dressé aussitôt l'armée et avec l'aide des militaires Yé Kien-ying, Wang Toung-sing et autres, il organisa son putsch et arrêta ses adversaires.

En Chine, le pouvoir est toujours entre les mains de l'armée, alors que le parti est à sa remorque. C'est là la caractéristique générale des pays où règne le révisionnisme. Les véritables pays socialistes renforcent l'armée; comme une arme puissante de la dictature du prolétariat, pour réprimer les ennemis du socialisme s'ils se rebellent, ainsi que pour défendre le pays contre une attaque éventuelle de la part des impérialistes et de la réaction extérieure. Mais pour que l'armée puisse toujours jouer ce rôle, il faut qu'elle soit, comme nous l'enseigne le marxisme-léninisme, constamment sous la direction du parti et non pas que se produise l'inverse.

Actuellement, en Chine, ce sont les fractions les plus puissantes de l'armée qui font la loi, précisément les plus réactionnaires, celles qui visent à faire de la Chine un pays social-impérialiste.

Dans l'avenir, à mesure que la Chine revêtira toujours plus les traits d'une superpuissance impérialiste, le rôle et la force de l'armée ne cesseront de s'accroître dans la vie du pays. Elle se renforcera comme une garde prétorienne armée jusqu'aux dents pour la défense d'un régime et d'une économie capitalistes. Elle se muera en un instrument d'une dictature bourgeoise capitaliste, d'une dictature qui, dans le cas d'une puissante résistance populaire, pourra même revêtir des formes ouvertement fascistes.

En prônant la nécessité de plusieurs partis à la direction du pays, le soi-disant pluralisme politique, la «pensée mao-tsétoung» se met entièrement en opposition avec la doctrine marxiste-léniniste sur le rôle sans partage du parti communiste dans la révolution et la construction socialiste. Comme il l'a déclaré à E. Snow, Mao Tsétoung jugeait la présence de plusieurs partis politiques, selon le modèle américain, à la direction d'un pays, la forme la plus démocratique de gouvernement. «Vaudrait-il mieux, tout compte fait, avoir un seul parti ou plusieurs ?», demandait Mao Tsétoung. Et il répondait : «Il est préférable d'en avoir plusieurs, à ce qu'il nous semble. Il en a été ainsi dans le passé et il pourra en être de même dans l'avenir. C'est la coexistence à long terme et le contrôle mutuel». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 319. Pékin, 1977.) Mao estimait indispensable la participation au pouvoir et à l'administration du pays, de partis bourgeois investis des mêmes droits et des mêmes attributions que le Parti communiste chinois. Qui plus est, ces partis de la bourgeoisie, «historiques» selon lui, ne peuvent s'éteindre avant que ne s'éteigne aussi le Parti communiste chinois, autrement dit ils sont appelés à coexister jusqu'au communisme.

Suivant la «pensée mao-tsétoung» l'existence d'un régime nouveau, démocratique, et la construction du socialisme ne sont possibles que sur la base de la collaboration de toutes les classes et de tous les partis. Une telle conception de la démocratie socialiste, du système politique socialiste, qui se fonde sur «la coexistence prolongée et le contrôle réciproque» de tous les partis et qui ressemble beaucoup aux thèses actuelles des révisionnistes italiens, français, espagnols, etc., constitue une négation flagrante du rôle dirigeant et sans partage du parti marxiste-léniniste dans la révolution et l'édification socialistes. L'expérience historique a déjà démontré que sans le rôle dirigeant et sans partage du parti marxiste-léniniste, la dictature du prolétariat ne peut exister, le socialisme ne peut être construit ni défendu.

«... la dictature du prolétariat, disait Staline, ne peut être complète que si elle est dirigée par un parti, le parti des communistes, qui ne partage ni ne doit jamais partager la direction avec d'autres partis» (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 10, p. 97.)

Les conceptions révisionnistes de Mao Tsétoung ont pour fondement la politique de collaboration et d'alliance avec la bourgeoisie, politique que le Parti communiste chinois n'a cessé d'appliquer. C'est là qu'a également sa source le cours anti-marxiste et anti-léniniste : «que cent fleurs s'épanouissent et cent écoles rivalisent», qui est une directe conservation de la coexistence d'idéologies contraires.

Selon Mao Tsétoung, dans la société socialiste, parallèlement à l'idéologie prolétarienne, au matérialisme et à l'athéisme, il convient d'autoriser aussi l'idéologie bourgeoise, l'idéalisme et la religion, la croissance d'«herbes vénéneuses» à côté des «fleurs parfumées», etc. Une telle ligne serait soi-disant indispensable pour le développement du marxisme, pour ouvrir la voie aux débats, à la liberté de pensée, alors qu'en réalité, Mao cherche par cette ligne à doter d'une base théorique la politique de collaboration avec la bourgeoisie et de coexistence avec son idéologie. Mao Tsétoung dit que : «Interdire aux gens d'entrer en contact avec ce qui est faux, pernicieux ou ce qui nous est hostile, d'aborder l'idéalisme et la métaphysique et de connaître les propos de Confucius, de Lao tseu et Tchiang Kai-chek serait une politique dangereuse. Elle conduirait à la régression de la pensée, à des vues unilatérales et rendrait l'homme incapable de résister aux épreuves de la vie...». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 397, Pékin, 1977.) D'où il tire la conclusion que l'idéalisme, la métaphysique et l'idéologie bourgeoise existeront éternellement, et que par conséquent il faut non seulement ne pas les interdire, mais leur donner même la possibilité d'émerger, de jaillir et de se mesurer avec leurs contraires. Et il pousse si loin cette attitude conciliante à l'égard de tout élément réactionnaire, qu'il juge les troubles dans la société socialiste inévitables, et erroné d'interdire d'agir aux ennemis. «A mon avis, dit-il, quiconque a envie de provoquer des troubles pourra le faire, et aussi longtemps qu'il voudra : si un mois ne suffit pas, nous lui en accorderons deux ; en tout cas, nous ne déclarerons l'affaire close que quand il en aura assez. Si vous vous hâtez de mettre un terme aux troubles, ils se renouvelleront un jour». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, pp. 405-406, Pékin, 1977.)

Il ne s'agit pas ici d'opinions émises au cours de débats académiques, «scientifiques», mais d'une ligne politique opportuniste contre-révolutionnaire qui a été opposée au marxisme-léninisme et qui a désorienté le Parti communiste chinois, au sein duquel ont circulé cent points de vue et idées et où vraiment aujourd'hui rivalisent cent écoles. C'est ce qui a fait que les guêpes bourgeoises voltigent librement dans ce jardin aux cent fleurs et y répandent leur venin.

Une telle attitude opportuniste sur les questions idéologiques a ses racines, entre autres, dans le fait que le Parti communiste chinois, depuis sa fondation jusqu'à la libération du pays et par la suite, ne s'est pas attaché à se consolider idéologiquement, il n'a pas œuvré à inculquer dans l'esprit et le cœur de ses membres la théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline, il n'a pas lutté pour assimiler les questions fondamentales de l'idéologie marxiste-léniniste et pour les appliquer avec esprit de suite et pas à pas dans les conditions concrètes de la Chine.

La «pensée mao-tsétoung» est en opposition avec la théorie marxiste-léniniste de la révolution.

Mao Tsétoung, dans ses écrits, traite souvent du rôle des révolutions dans le processus de développement de la société, mais il s'en tient, quant au fond, à une conception métaphysique, évolutionniste. En opposition avec la dialectique matérialiste, qui démontre l'évolution progressive en spirale, Mao Tsétoung professe l'évolution sous forme cyclique, en circuit fermé, comme un processus ondulatoire, qui se traduit par le passage alternatif de l'équilibre au déséquilibre, du mouvement à l'immobilité, de l'ascension au déclin, de la progression à la régression, etc. Ainsi, s'en tenant à la conception de l'ancienne philosophie sur la fonction purificatrice du feu, Mao Tsétoung écrit : «Il faudra «allumer le feu» périodiquement. Comment s'y prendre à l'avenir ? D'après vous, devrait-on le faire une fois par an ou tous les trois ans ? Je pense qu'on doit le faire au moins deux fois chaque quinquennat, tout comme le mois intercalaire du calendrier luni-solaire revient une fois tous les trois ans ou deux fois tous les cinq ans». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 499, Pékin, 1977.) Ainsi donc, à l'instar des astrologues d'antan, il tire du calendrier lunaire la loi sur le jaillissement périodique du feu, sur l'évolution, qui va de la «grande harmonie» au «grand désordre» pour revenir à la «grande harmonie», en sorte que les cycles se répètent périodiquement. Ainsi à la conception matérialiste dialectique sur l'évolution, qui, comme le dit Lénine,

«... nous donne la clé de l'«automouvement» de tout ce qui est ; ...nous donne la clé des «sauts», de l'«interruption dans la gradation», du «changement en contraire», de l'abolition de l'ancien et de la naissance du nouveau» [V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 38, p. 396.],

la «pensée mao-tsétoung» oppose la conception métaphysique qui «est sans vie, pâle, aride».

Cela apparaît encore plus clairement à la façon dont Mao Tsétoung traite le problème des contradictions, auquel il aurait apporté, selon la propagande chinoise, une «contribution particulière», poussant ici prétendument plus avant la dialectique matérialiste. A vrai dire, Mao Tsétoung, dans beaucoup de ses écrits, traite souvent des contraires, des contradictions, de l'unité des contraires, il évoque même des citations et des phrases marxistes, mais il n'en reste pas moins éloigné de la conception matérialiste dialectique sur ces questions. Lorsqu'il traite des contradictions, il ne part pas des thèses marxistes, mais des thèses des anciens philosophes chinois, il regarde les contraires de façon mécanique comme des phénomènes extérieurs et leur transformation comme une simple interversion des deux termes. Tout en manipulant certains contraires éternels empruntés à la vieille philosophie, comme haut et bas, devant et derrière, droite et gauche, facile et difficile, etc. ; etc., Mao Tsétoung nie fondamentalement les contradictions internes dans les objets et les phénomènes eux-mêmes, et considère l'évolution comme une simple répétition, comme une succession d'états immuables, où s'observent les mêmes contraires et le même rapport entre eux. La transformation de chacun des deux termes d'une contradiction en son contraire, conçue comme une simple interversion et non comme la solution de la contradiction ni comme un changement qualitatif du phénomène même qui comporte ces contraires, est utilisée par Mao Tsétoung comme un schéma formel auquel tout est subordonné. Partant de ce schéma, Mao va jusqu'à déclarer que «Quand le dogmatisme se transforme en son contraire, il devient soit marxisme soit révisionnisme» (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 479, Pékin, 1977.), «la métaphysique se transforme en dialectique et la dialectique en métaphysique», etc. Sous de telles affirmations absurdes et cette jonglerie sophistiquée sur les contraires, Mao Tsétoung cache ses conceptions opportunistes et antirévolutionnaires. Ainsi il ne conçoit pas la révolution socialiste comme un changement qualitatif de la société, qui entraîne la suppression des classes antagonistes, de l'oppression et de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais il l'imagine comme une simple interversion de rôles entre la bourgeoisie et le prolétariat. Afin de démontrer cette «invention», Mao écrit : «Si la bourgeoisie et le prolétariat ne peuvent se convertir l'un en l'autre, comment expliquez-vous que, par la révolution, le prolétariat devient la classe dominante et la bourgeoisie une classe dominée ?... Nous et le Kuomintang de Tchiang Kaï-chek sommes foncièrement en opposition. Par suite de la lutte et de l'exclusion mutuelle des deux aspects contradictoires, nous avons changé de place avec le Kuomintang...». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, pp. 399-400, Pékin, 1977.) Cette même logique a conduit Mao Tsétoung à réviser aussi la théorie marxiste-léniniste sur les deux phases de la société communiste. «La dialectique estime que le régime socialiste, en tant que phénomène historique, disparaîtra un jour, tout comme l'homme doit mourir, et que le régime communiste en sera la négation. Comment peut-on considérer comme marxiste l'assertion selon laquelle le régime socialiste, ainsi que les rapports de production et la superstructure du socialisme, ne disparaîtront pas ? Ne serait-ce pas là un dogme religieux, la théologie qui professe l'éternité de Dieu ?». (Ibid., p. 409.)

C'est ainsi que, révisant ouvertement la conception marxiste-léniniste du socialisme et du communisme, qui sont, fondamentalement, deux phases d'un même type, d'un même ordre économique et social et ne se distinguent que par leur degré de développement et de maturité, Mao Tsétoung présente le socialisme comme étant quelque chose de diamétralement opposé au communisme.

C'est à partir de telles conceptions métaphysiques et antimarxistes que Mao Tsétoung traite en général la question de la révolution, qu'il considère comme un processus illimité, se répétant périodiquement durant toute l'existence de l'humanité, comme un processus allant de la défaite à la victoire, de la victoire à la défaite et ainsi de suite. Les conceptions antimarxistes, tantôt évolutionnistes, tantôt anarchistes, de Mao Tsétoung sur la révolution, apparaissent encore plus clairement lorsqu'il traite les problèmes de la révolution en Chine.

Comme il ressort de ses écrits, Mao Tsétoung ne s'est pas fondé sur la théorie marxiste-léniniste pour analyser les problèmes de la révolution chinoise et en définir les tâches. Dans son discours prononcé à

la conférence élargie de travail convoquée par le Comité central du Parti communiste chinois en janvier 1962, il reconnaît lui-même : «Nous avons mené notre activité révolutionnaire pendant plusieurs années à l'aveuglette, sans savoir comment doit être accomplie la révolution, contre qui doit être dirigé son fer de lance, sans nous représenter ses étapes, sans savoir qui il faut renverser d'abord, et qui ensuite, etc.». C'est cela qui a rendu le Parti communiste chinois incapable d'assumer la direction du prolétariat pendant la révolution démocratique et de la transformer en révolution socialiste. Tout le développement de la révolution chinoise témoigne de la voie chaotique suivie par le Parti communiste chinois, qui ne se guidait pas sur le marxisme-léninisme mais sur les conceptions antimarxistes de la «pensée mao-tsétoung» à propos du caractère de la révolution, de ses étapes, de ses forces motrices, etc.

Mao Tsétoung n'a jamais pu comprendre ni expliquer correctement les liens étroits existant entre la révolution démocratique-bourgeoise et la révolution prolétarienne. En opposition avec la théorie marxiste-léniniste, qui a démontré scientifiquement qu'entre la révolution démocratique-bourgeoise et la révolution socialiste ne se dresse pas une muraille de Chine, que ces deux révolutions ne doivent pas être séparées l'une de l'autre par de longs intervalles, Mao Tsétoung affirmait que «La transformation de notre révolution en révolution socialiste est une question qui appartient à l'avenir... Quant à savoir quand s'effectuera ce passage... il se peut que cela nécessite une assez longue période. Tant que toutes les conditions politiques et économiques requises ne sont pas réunies pour ce passage, tant que cette transition ne peut profiter, mais seulement nuire à l'immense majorité de notre peuple, il ne doit pas en être question». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 210.)

Mao Tsétoung s'en est tenu, tout au long de la révolution, et même après la libération, à cette conception antimarxiste, qui n'est pas pour la transformation de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste. Ainsi, en 1940, Mao Tsétoung a dit que «La révolution chinoise doit nécessairement traverser... la phase de la nouvelle démocratie et, seulement après, la phase du socialisme. De ces deux phases, la première sera relativement longue...» (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 3, p. 169.) En mars 1949, au plénum du Comité central du Parti où il a présenté le programme de développement de la Chine après la libération, Mao Tsétoung a dit : «Durant cette période il faudra admettre tous les éléments du capitalisme, de la ville et de la campagne». Ces vues et ces «théories» ont fait que le Parti communiste chinois et Mao Tsétoung ne luttent pas pour la montée de la révolution en Chine vers la révolution socialiste mais laissent le champ libre au développement de la bourgeoisie et des rapports sociaux capitalistes.

Dans la question du rapport entre la révolution démocratique et la révolution socialiste, Mao Tsétoung se maintient sur les positions des chefs de file de la II^e Internationale, qui ont été les premiers à attaquer et à déformer la théorie marxiste-léniniste sur la croissance de la révolution et à avancer leur thèse selon laquelle la révolution démocratique-bourgeoise et la révolution socialiste sont séparées par une longue période durant laquelle la bourgeoisie développe le capitalisme et crée les conditions pour le passage à la révolution prolétarienne. Ils jugeaient impossible la transformation de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste, sans permettre au capitalisme de se développer plus avant ; selon eux, ce serait là brûler les étapes. C'est à cette conception que s'en tient entièrement Mao Tsétoung aussi, lorsqu'il écrit : «S'efforcer de construire le socialisme sur les ruines de l'ordre colonial, semi-colonial et semi-féodal, sans un Etat uni de démocratie nouvelle... sans développer l'économie capitaliste privée... serait une pure utopie». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 4, p. 366.)

Les conceptions antimarxistes de la «pensée mao-tsétoung» sur la révolution apparaissent plus clairement encore dans la façon dont Mao traite la question des forces motrices de la révolution. Mao Tsétoung ne reconnaissait pas le rôle prépondérant du prolétariat. Lénine a dit que pendant la période de l'impérialisme, dans toute révolution, et par conséquent dans la révolution démocratique, dans la révolution anti-impérialiste de libération nationale ainsi que dans la révolution socialiste, c'est au prolétariat que doit appartenir le rôle dirigeant. Mao Tsétoung, par contre, bien qu'il parlât du rôle du prolétariat, sous-estimait dans la pratique son hégémonie dans la révolution, et rehaussait le rôle de la paysannerie. *[A relever, à cet égard, qu'en 1928 le Parti chinois comptait 130194 membres dont les*

ouvriers représentaient 10,9 pour cent et les paysans 76,6 pour cent, alors qu'en 1927 il avait eu 64 500 membres dont 65 pour cent des ouvriers, 20 pour cent des intellectuels et 15 pour cent des paysans.] Mao Tsétoung a dit que «... la lutte actuelle contre les occupants japonais est, quant au fond, une lutte paysanne. L'ordre politique de la nouvelle démocratie signifie, dans son essence, donner le pouvoir à la paysannerie». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 3, pp. 177-178.)

Cette théorie petite-bourgeoise, Mao Tsétoung l'exprimait dans sa thèse globale «encercler les villes à partir des campagnes». «... la campagne révolutionnaire, écrivait-il ; peut encercler les villes... le travail à la campagne doit jouer le rôle principal dans le mouvement révolutionnaire chinois, tandis que le travail dans la ville, un rôle secondaire». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 4, pp. 257, 259.) Mao a repris cette idée lorsqu'il a traité aussi du rôle de la paysannerie au pouvoir. Il a dit que tous les partis et les autres forces politiques doivent se soumettre à la paysannerie et à ses conceptions. «... on verra, écrit-il, des millions de paysans se dresser, impétueux ; invincibles, tel l'ouragan, et aucune force ne pourra les retenir... Ils mettront à l'épreuve tous les partis et les groupes révolutionnaires, tous les révolutionnaires, afin qu'où bien ils acceptent leurs vues ou bien les rejettent». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, pp. 27-28.) Selon Mao, ce serait à la paysannerie et non à la classe ouvrière qu'appartiendrait le rôle hégémonique dans la révolution.

Il a aussi professé la thèse sur le rôle hégémonique de la paysannerie dans la révolution comme une voie de la révolution mondiale. C'est là qu'a sa source la conception anti-marxiste qui considère le prétendu tiers monde, que la littérature politique chinoise qualifie aussi de «campagnes du monde», comme «la principale force motrice pour la transformation de la société actuelle». Selon les points de vue chinois, le prolétariat constitue une force sociale secondaire et incapable de jouer le rôle que lui attribuent Marx et Lénine dans la lutte contre le capitalisme et dans la victoire de la révolution, en alliance avec toutes les forces opprimées par le capital.

Dans la révolution chinoise c'est la petite et la moyenne bourgeoisie qui ont joué le rôle prépondérant. Cette large couche petite-bourgeoise a influé sur toute l'évolution de la Chine.

Mao Tsétoung ne tenait pas compte de la théorie marxiste-léniniste, qui indique que la paysannerie et la petite bourgeoisie en général, sont chancelantes. Certes, la paysannerie pauvre et moyenne joue un rôle important dans la révolution et elle doit devenir une étroite alliée du prolétariat. Mais la classe paysanne, la petite bourgeoisie, ne peuvent diriger le prolétariat dans la révolution. Penser et professer le contraire c'est être en opposition avec le marxisme-léninisme. C'est là une des principales sources des conceptions antimarxistes de Mao Tsétoung, qui ont exercé une influence néfaste dans tout le cours de la révolution chinoise.

Le Parti communiste chinois n'a pas eu non plus une claire vision théorique du principe révolutionnaire et conducteur fondamental qu'est l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, et, par suite, il ne l'appliquait pas non plus comme il se doit et de manière conséquente dans la pratique. L'expérience démontre que la paysannerie ne peut jouer son rôle révolutionnaire que si elle agit en alliance avec le prolétariat et sous sa direction. C'est ce qu'a confirmé aussi l'expérience de la Lutte de libération nationale dans notre pays. La paysannerie albanaise constituait la force principale de notre révolution, pourtant c'est notre classe ouvrière, bien que numériquement très petite, qui a dirigé la paysannerie, car la révolution se guidait sur l'idéologie marxiste-léniniste, l'idéologie du prolétariat, incarnée dans le Parti communiste, aujourd'hui le Parti du Travail, avant-garde de la classe ouvrière. Voilà pourquoi nous l'avons emporté non seulement dans la Lutte de libération nationale mais aussi dans la construction du socialisme.

Malgré les difficultés innombrables que nous avons rencontrées en chemin nous avons remporté des succès réitérés. Ces succès, nous les avons obtenus avant tout parce que le Parti a parfaitement assimilé l'essence de la théorie de Marx et de Lénine, il a compris ce qu'était la révolution, qui la faisait et qui devait la conduire, il a compris que la classe ouvrière, alliée à la paysannerie, devait avoir à sa tête un parti de type léniniste. Les communistes ont compris que ce parti ne devait pas avoir de

communiste que le nom, mais qu'il devait être aussi un parti qui applique dans les conditions de notre pays la théorie marxiste-léniniste de la révolution et de l'édification du parti, qui se mette à la tâche pour la création de la société nouvelle, socialiste, à l'exemple de l'édification du socialisme en Union soviétique du temps de Lénine et de Staline. C'est cette attitude qui a assuré à notre Parti la victoire, et à notre pays la grande force politique, économique et militaire qui est la sienne aujourd'hui. Si l'on avait agi différemment, si dans un petit pays comme le nôtre, encerclé d'ennemis, on n'avait pas appliqué de façon conséquente ces principes de notre grande théorie, on n'aurait pu construire le socialisme. Et même si, pour un moment, on s'était emparé du pouvoir, la bourgeoisie l'aurait arraché à nouveau, comme cela s'est produit en Grèce, où, avant même la fin victorieuse de la guerre, le Parti communiste grec déposa les armes devant la bourgeoisie réactionnaire locale et l'impérialisme anglais. [Pour plus de détails voir Enver Hoxha, *Avec Staline (Souvenirs)*, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984, éd. fr., pp. 171-210.]

C'est pourquoi la question du rôle hégémonique dans la révolution revêt une grande importance de principe, car de la question même de savoir qui la conduit dépendent sa direction et son développement.

«L'abandon de l'idée de l'hégémonie, soulignait Lénine, est la variété la plus grossière du réformisme». (V. Lénine, *Œuvres*, éd. alb., t. 17, p. 252.)

C'est, entre autres raisons, précisément parce que la «pensée mao-tsétoung» a nié le rôle prépondérant du prolétariat que la révolution chinoise est restée une révolution démocratique-bourgeoise et n'est pas passée au stade supérieur de révolution socialiste. Dans son écrit, «La Démocratie nouvelle», Mao Tsétoung prêchait l'instauration, après la victoire de la révolution en Chine, d'un régime qui s'appuyât sur l'alliance des «classes démocratiques», où il incluait aussi, outre la paysannerie et le prolétariat, la petite bourgeoisie de la ville et la bourgeoisie nationale. «S'il est juste, écrit-il, que «tous doivent manger», il est alors inadmissible qu'un seul parti, un seul groupe ou une seule classe s'approprient le pouvoir». (Mao Tsétoung, *Œuvres choisies*, éd. alb., t. 3, p. 235.) Cela se reflète jusque sur le drapeau national de la République Populaire de Chine, qui porte quatre étoiles représentant quatre classes: la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie de la ville et la bourgeoisie nationale.

La révolution chinoise, qui a conduit à la libération du pays et à la création de l'Etat chinois indépendant; était une grande victoire pour le peuple chinois, pour les forces anti-impérialistes et démocratiques mondiales. Après la libération, la Chine a été le théâtre de multiples transformations positives : on y a liquidé la domination de l'impérialisme étranger et des grands propriétaires terriens, combattu la pauvreté et le chômage, procédé à une série de réformes économiques et sociales en faveur des masses travailleuses, lutté contre le retard dans le domaine de l'instruction et de la culture, pris une série de mesures pour la reconstruction du pays dévasté par la guerre, et réalisé aussi quelques transformations de caractère socialiste. En Chine où, dans le passé, les gens mouraient de faim par millions, ce mal, entre autres, a été éliminé. Ce sont là des faits incontestables, des victoires importantes pour le peuple chinois.

L'adoption de ces mesures et le fait que le Parti communiste chinois a accédé au pouvoir, donnèrent à penser que la Chine s'acheminait vers le socialisme. Mais il n'en fut rien. Après la victoire de la révolution démocratique-bourgeoise, le Parti communiste chinois devait avancer prudemment, ne pas se montrer gauchiste, ne pas brûler les étapes ; or, se guidant dans son action sur la «pensée mao-tsétoung», il s'avéra «démocratique», libéral, opportuniste et ne conduisit pas le pays de façon conséquente dans la juste voie du socialisme.

Les conceptions politiques et idéologiques non marxistes, éclectiques, bourgeoises de Mao Tsétoung ont donné à la Chine libérée une superstructure instable, une organisation étatique et économique chaotique, qui n'a jamais réussi à se stabiliser. La Chine se trouvait dans un désordre continu, voire anarchiste, désordre que Mao Tsétoung lui-même encourageait par son slogan «il faut troubler pour éclaircir».

Dans le nouvel Etat chinois, Chou En-laï a joué un rôle particulier. Economiste et organisateur capable, il n'a jamais été un politicien marxiste-léniniste. Il a su, en pragmatiste typique, faire appliquer ses conceptions non marxistes et les accorder parfaitement aux vues de chaque groupe qui prenait le pouvoir en Chine. C'était un poussah [*En français dans le texte.*] qui se remettait toujours debout, bien qu'il oscillât constamment entre le centre et la droite, mais jamais vers la gauche.

Chou En-laï était passé maître en matière de compromis sans principes. Il a tout à la fois appuyé et condamné Tchiang Kai-chek, Kao Gang, Liu Shao-chi, Teng Hsiao-ping. Mao Tsétoung, Lin Piao, les «quatre», mais il n'a jamais soutenu Lénine et Staline, le marxisme-léninisme.

Après la libération, par suite des vues et des prises de position de Mao Tsétoung, de Chou En-laï, etc., on a constaté dans la ligne du parti de multiples oscillations dans toutes les directions. En Chine on a maintenu vivace la tendance prônée par la «pensée mao-tsétoung» selon laquelle l'étape de la révolution démocratique-bourgeoise devait être de longue durée. Mao Tsétoung insistait sur le fait qu'à cette étape, parallèlement au développement du capitalisme, auquel il donnait la priorité, se créeraient aussi les prémisses du socialisme. A quoi se rattache également sa thèse sur la très longue coexistence du socialisme avec la bourgeoisie, coexistence qu'il prétend être fructueuse à la fois pour le socialisme et pour la bourgeoisie. Répondant à ceux qui s'opposaient à une telle politique et qui avançaient comme argument l'expérience de la Révolution socialiste d'Octobre, Mao Tsétoung a dit : «La bourgeoisie russe était une classe contre-révolutionnaire ; à l'époque, elle refusait le capitalisme d'Etat, tirait au flanc, se livrait au sabotage et recourait même aux armes. Le prolétariat russe n'avait d'autre choix que de la supprimer. D'où la fureur de la bourgeoisie des différents pays, qui se mit à lancer des invectives. En Chine, nous traitons la bourgeoisie nationale de façon relativement modérée, et celle-ci se sent plus à l'aise et estime qu'elle peut quand même trouver quelque avantage». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 338, Pékin, 1977.) Selon Mao Tsétoung, cette politique aurait acquis à la Chine un bon renom aux yeux de la bourgeoisie internationale, mais en fait elle a causé un grave préjudice au socialisme en Chine.

Mao Tsétoung a cherché à faire passer son attitude opportuniste envers la bourgeoisie pour une application créatrice des enseignements de Lénine sur la NEP. Mais entre la thèse de Lénine et la conception de Mao Tsétoung sur la liberté totale laissée à la production capitaliste et sur le maintien des rapports bourgeois en régime socialiste, il y a une différence radicale. Lénine admet que la NEP était un recul qui permettait, pour un certain temps, aux éléments du capitalisme de se développer, mais il souligne que

«... il n'y a là rien de dangereux pour le pouvoir prolétarien tant que le prolétariat détient fermement le pouvoir, tant qu'il tient solidement dans ses mains les transports et la grande industrie». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 32, p. 434.)

En Chine, pas plus en 1949 qu'en 1956, lorsque Mao Tsétoung soutenait ces thèses, le prolétariat, en fait, n'avait en main ni le pouvoir, ni la grande industrie.

Par ailleurs, Lénine considérait la NEP comme une politique provisoire imposée par les conditions concrètes de la Russie d'alors, dévastée par la longue guerre civile, et non comme une loi générale de l'édification socialiste. Il est de fait qu'un an après la proclamation de la NEP, Lénine indiquait que la retraite avait pris fin et il lançait le mot d'ordre appelant à préparer l'offensive contre le capital privé dans l'économie. En Chine, par contre, on prévoyait que le maintien de la production capitaliste durerait quasi indéfiniment. Selon la conception de Mao Tsétoung, l'ordre établi en Chine après la libération devait être un ordre démocratique bourgeois, et le Parti communiste chinois ne serait au pouvoir qu'en apparence. Voilà ce qu'est la «pensée mao-tsétoung».

Le passage de la révolution démocratique-bourgeoise à la révolution socialiste ne peut s'accomplir que lorsque le prolétariat chasse résolument la bourgeoisie du pouvoir et l'exproprie. Du moment que la classe ouvrière en Chine a partagé le pouvoir avec la bourgeoisie, que celle-ci a conservé ses

privilèges, le pouvoir qui y a été instauré ne pouvait être le pouvoir du prolétariat, ni, partant, la révolution chinoise se muer en révolution socialiste.

Le Parti communiste chinois a observé une attitude bienveillante, opportuniste, à l'égard des classes exploiteuses, et Mao Tsétoung a ouvertement prôné l'intégration pacifique des éléments capitalistes dans le socialisme. Mao Tsétoung disait : «Bien que tous les ultra-réactionnaires au monde soient aujourd'hui des ultra-réactionnaires et qu'ils demeureront tels et demain et après-demain, ils ne peuvent pas le demeurer indéfiniment, ils finiront par changer... Les ultra-réactionnaires sont, fondamentalement, des éléments entêtés, mais non stables... Il arrive que les ultraréactionnaires aussi changent en mieux... qu'ils reconnaissent leurs erreurs et s'engagent dans la juste voie. Bref, les ultra-réactionnaires évoluent». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 3, p. 239.)

Soucieux de pourvoir d'une base théorique cette conception opportuniste et jouant avec la «transformation des contraires», Mao Tsétoung disait qu'à travers le débat, la critique et la transformation, les contradictions antagonistes se convertissent en contradictions non antagonistes, que les classes exploiteuses et l'intelligentsia bourgeoise peuvent se muer en leur contraire, c'est-à-dire devenir révolutionnaires. «Mais dans les conditions de notre pays, écrivait Mao Tsétoung en 1956, la majorité [des contre-révolutionnaires] se transformeront à des degrés divers. Etant donné que nous avons adopté une politique juste à [leur] égard beaucoup d'entre eux ont été transformés et ne s'opposent plus à la révolution. Certains ont même rendu quelque service». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 321, Pékin, 1977.)

Partant de ces conceptions antimarxistes, selon lesquelles, avec le temps, les ennemis de classe se corrigent, il a prôné la réconciliation de classe avec eux et leur a permis de continuer de s'enrichir, d'exploiter, de s'exprimer et d'agir ouvertement contre la révolution. Afin de justifier une telle attitude capitularde envers les ennemis de classe, Mao Tsétoung a écrit : «Nous avons beaucoup de choses à faire. Lès attaquer tous les jours, et pendant cinquante ans, c'est impossible ! Ceux qui ne veulent pas corriger leurs erreurs, qu'ils les emportent jusque dans leur cercueil quand ils iront voir le Roi de l'Enfer». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 512, Pékin, 1977.) En agissant dans la pratique conformément à ces considérations conciliantes à l'égard des ennemis, l'administration d'Etat en Chine resta entre les mains des anciens fonctionnaires. Les généraux de Tchiang Kaï-chek ont même été nommés ministres, et l'Empereur P'u-I du Mandchoukouo, l'empereur fantoche des occupants japonais, a été l'objet d'une grande sollicitude, on en a fait un objet de musée, en sorte que les délégations étrangères puissent le rencontrer, s'entretenir avec lui et voir comment des hommes de ce genre sont rééduqués en Chine «socialiste». La publicité faite à cet ex-empereur fantoche visait, entre autres, à rassurer aussi les rois, les chefs de file et les fantoches de la réaction des autres pays, à les persuader que le «socialisme» de Mao est raisonnable, et qu'ils n'ont pas lieu de s'en effaroucher.

Des attitudes qui n'ont rien de commun avec la lutte de classe ont également été observées en Chine envers les féodaux et les capitalistes, qui ont perpétré des crimes sans nombre contre le peuple chinois. Erigeant ces attitudes en théorie et prenant ouvertement la défense des contre-révolutionnaires, Mao Tsétoung déclarait : «... aucune exécution, pas d'arrestation dans la plupart des cas... Les services de sécurité publique ne les arrêteront pas, le parquet n'engagera pas de poursuites et le tribunal pas de procès contre eux. Plus de 90 pour cent des contre-révolutionnaires seront traités de cette manière». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 323, Pékin, 1977.) Raisonnant en sophiste, Mao Tsétoung affirme que l'exécution des contre-révolutionnaires n'est d'aucun profit, que des actions de ce genre entravent la production, le développement de la science du pays, que cela serait mal jugé dans le monde, etc., que si l'on supprime un contre-révolutionnaire «on se verrait obligé de comparer son cas avec un autre, avec un troisième et ainsi de suite, il s'ensuivrait alors que beaucoup de têtes tomberaient... une tête, une fois tombée, ne saurait être remise en place, elle n'est pas comme le poireau qui repousse chaque fois qu'on le coupe». (Ibid.)

Par suite de ces conceptions antimarxistes sur les contradictions, sur les classes et sur leur rôle dans la révolution, que prêche «la pensée mao-tsétoung», la Chine n'a jamais avancé dans la juste voie de la

construction socialiste. Dans la société chinoise subsistent non seulement des survivances économiques, politiques, idéologiques et sociales du passé, mais les classes exploiteuses elles-mêmes, en tant que classes, qui ont été et sont toujours au pouvoir. Non seulement la bourgeoisie existe encore, mais elle recueille aussi les revenus de ses anciennes richesses. En Chine, légalement, la rente capitaliste n'a pas été supprimée, car la direction chinoise s'en est tenue à la stratégie de la révolution démocratique-bourgeoise formulée en 1935 par Mao Tsétoung, qui disait alors que «les lois du travail de la République populaire... ne sont pas dirigées contre l'enrichissement de la bourgeoisie nationale...». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 209.) La couche des koulaks, sous les formes qui étaient les siennes en Chine, a conservé, conformément à la «politique du droit égal à la terre», de grands avantages et profits. Mao Tsétoung lui-même donnait comme directive de ne pas toucher aux koulaks, car cela pouvait irriter la bourgeoisie nationale avec laquelle le Parti communiste chinois avait formé un unique front politique, économique et organisationnel commun. (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 22, Pékin, 1977.)

Tout cela montre que la «pensée mao-tsétoung» n'a conduit ni ne pouvait conduire la Chine sur la véritable voie du socialisme. Du reste, comme Chou En-laï l'a déclaré en 1949, en sollicitant secrètement l'aide du gouvernement américain, ni Mao Tsétoung ni ses principaux tenants n'étaient pour la voie du socialisme. «La Chine, écrivait Chou En-laï, n'est pas encore un pays communiste, et si la politique de Mao Tsétoung est appliquée de façon juste, elle tardera beaucoup à le devenir». (International Herald Tribune, 14 août 1978.)

Démagogiquement, Mao Tsétoung et le Parti communiste chinois ont subordonné toutes leurs déclarations sur l'édification de la société socialiste et communiste à leur politique pragmatiste. C'est ainsi que, dans les années du prétendu grand bond, afin de jeter de la poudre aux yeux des masses, qui, sorties de la révolution, aspiraient au socialisme, ils déclaraient qu'en l'espace de deux ou trois quinquennats ils passeraient directement au communisme. Par la suite cependant, pour dissimuler leurs échecs, ils se mirent à élucubrer une théorie selon laquelle l'édification et la victoire du socialisme demanderaient dix mille ans.

Certes, le Parti communiste chinois s'intitulait communiste, mais il a évolué dans un autre sens, dans une voie libérale chaotique, dans une voie opportuniste, et il ne pouvait donc être une force apte à conduire le pays vers le socialisme. La voie qu'il suivait, et qui a été concrétisée davantage après la mort de Mao, n'était pas la voie du socialisme, mais celle de la création d'un grand Etat bourgeois, social-impérialiste.

«La pensée mao-tsétoung» en tant que doctrine antimarxiste, a substitué à l'internationalisme prolétarien le chauvinisme de grand Etat.

Dès les premiers pas de son activité le Parti communiste chinois a manifesté des tendances ouvertement nationalistes et chauvines, qui, comme le montrent les faits, n'ont pu être extirpées même dans les périodes ultérieures. Li Ta-chao, l'un des fondateurs du Parti communiste chinois, disait que «les Européens pensent que le monde appartient exclusivement aux Blancs, que ceux-ci constituent la classe supérieure, et les peuples de couleur la classe inférieure. Le peuple chinois, poursuit Li Ta-chao, doit être prêt à mener contre les autres races du monde une lutte de classe où il montrera une fois de plus ses propres traits nationaux». C'est avec de telles conceptions que le Parti communiste chinois a été pétri dès le début.

Ces vues racistes et nationalistes ne s'étaient sans doute pas entièrement effacées non plus de la mentalité de Mao Tsétoung et encore moins de Liu et de Teng, Dans son rapport présenté au Comité central du Parti en 1938, Mao Tsétoung disait : «La Chine actuelle est le produit de tout le développement passé du pays... Nous devons procéder à la synthèse de tout notre passé — de Confucius à Sun Yat Sen —... et assimiler ces valeurs. Ce sera là un solide appui pour la direction du grand mouvement actuel». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. alb., t. 2, pp. 250-251.)

Bien entendu, tout parti marxiste-léniniste affirme qu'il doit, certes, s'appuyer sur le patrimoine du passé de son propre peuple, mais il a à l'esprit non pas n'importe quel patrimoine qui lui a été légué, mais seulement le patrimoine progressiste. Les communistes rejettent le patrimoine réactionnaire dans le domaine des idées comme dans tous les autres. Les Chinois ont été très conservateurs, voire même xénophobes, quant à la forme et au contenu de ce patrimoine et à leurs vieilles idées. Ils préservaient le legs du passé comme un précieux trésor. Ainsi qu'il ressort des entretiens que nous avons eus avec eux, ils n'attachaient pas un grand prix à l'expérience révolutionnaire mondiale. Les seules choses qui comptaient pour eux étaient leur politique, la lutte qu'ils avaient menée contre Tchiang Kai-shek, la Longue Marche, la théorie de Mao Tsé-toung. Les Chinois n'appréciaient nullement ou fort peu les valeurs progressistes des autres peuples et ils ne prenaient même pas la peine de les étudier. Mao Tsé-toung a déclaré que «les Chinois doivent laisser de côté les formules créées par les étrangers». Mais il ne précise pas quelles sont ces formules. Il a condamné «tous les clichés et tous les dogmes empruntés aux autres pays». Et ici une question se pose : la théorie du socialisme scientifique, qui n'a pas été conçue par les Chinois, serait-elle aussi un de ces «dogmes» et «clichés» étrangers à la Chine ?

La direction du Parti communiste chinois a considéré le marxisme-léninisme comme le monopole de l'Union soviétique, à l'égard de laquelle Mao Tsé-toung et ses compagnons ont eu des vues chauvines, des vues de grand Etat, et éprouvé, si l'on peut dire, une certaine jalousie bourgeoise. Ils ne voyaient pas dans l'Union soviétique du temps de Lénine et de Staline la grande patrie du prolétariat mondial sur laquelle les prolétaires du monde entier devaient s'appuyer pour le triomphe de la révolution, et qu'il leur appartenait de défendre de toutes leurs forces contre la bourgeoisie et l'impérialisme.

Il y a quelques décennies, Mao Tsé-toung et Chou En-laï, les deux principaux leaders du Parti communiste chinois, ont médité de l'Union soviétique dirigée par Staline, ils ont agi contre elle, et ont également médité de Staline lui-même. Mao Tsé-toung accusait Staline de subjectivisme en prétendant qu'«il ne voyait pas la liaison entre la lutte des contraires et leur unité» (Mao Tsé-toung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 400. Pékin, 1977.), qu'il aurait commis «un certain nombre d'erreurs au sujet de la Chine, [qu'] il fut à l'origine de l'aventurisme «de gauche» de Wang Ming, vers la fin de la Deuxième guerre civile révolutionnaire, et de son opportunisme de droite, au début de la guerre de Résistance contre le Japon» (Ibid., p. 328.), que les actes de Staline à l'égard de la Yougoslavie et de Tito ont été erronés, etc. [Voir Enver Hoxha, *Les Khrouchtchéviens, (Souvenirs), Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984, 2e éd. fr., pp. 259-270.*]

Bien que, pour les apparences, Mao Tsé-toung ait parfois pris la défense de Staline en affirmant que ses erreurs, ne constituent que 30 pour cent de son action, en fait, c'est seulement de ses erreurs qu'il parlait. Ce n'est pas par hasard que Mao, dans sa déclaration à la Conférence des partis communistes et ouvriers, à Moscou en 1957, a dit : «Quand je suis venu chez Staline, je me suis senti comme un élève devant son maître, alors que maintenant avec Khrouchtchev, nous nous sentons entre camarades, nous sommes à l'aise». Par là même, il saluait et approuvait publiquement les calomnies de Khrouchtchev à l'encontre de Staline et défendait la ligne khrouchtchévienne.

De même que les autres révisionnistes, Mao Tsé-toung a mis à profit les critiques à l'encontre de Staline pour justifier son écart des principes marxistes-léninistes, que Staline a défendus avec esprit de suite et encore enrichis. Par leur attaque contre Staline, les révisionnistes chinois visaient à ravalier l'oeuvre et l'autorité de Staline, afin d'élever l'autorité de Mao Tsé-toung au rang d'un dirigeant de stature mondiale, d'un classique du marxisme-léninisme, qui n'aurait cessé de suivre une ligne juste et infaillible !

Ces critiques traduisaient aussi les rancoeurs accumulées contre Staline à cause des observations et des critiques que celui-ci et le Komintern avaient adressées à la direction du Parti communiste chinois et à Mao Tsé-toung pour ne pas avoir appliqué de manière conséquente les principes du marxisme-léninisme sur le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, sur l'internationalisme prolétarien, la stratégie et la tactique de la lutte révolutionnaire, etc. Ce mécontentement, Mao Tsé-toung l'a ouvertement exprimé en disant : «Quand nous eûmes gagné la guerre, Staline soupçonna que c'était là

une victoire du genre de celle de Tito et, en 1949 et 1950, il exerça sur nous une très forte pression». (Mao Tsétoung, Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, p. 328, Pékin. 1977.) De même, dans les entretiens que nous avons eues ensemble ici à Tirana. Chou En-laï nous a dit : «Staline nous soupçonnait de pencher pour les Américains ou de vouloir suivre la voie yougoslave». Le temps a prouvé que Staline avait parfaitement raison. Ses prévisions sur la révolution chinoise et sur les idées qui la guidaient se sont avérées exactes.

Les divergences entre le Parti communiste chinois, dirigé par Mao Tsétoung, et le Parti communiste de l'Union soviétique, dirigé par Staline, ainsi que celles entre le Parti communiste chinois et le Komintern ont été des contradictions de principe sur des questions fondamentales de la stratégie et de la tactique révolutionnaires marxistes-léninistes. Ainsi, par exemple, le Comité central du Parti communiste chinois a ignoré la thèse du Komintern sur le développement correct et conséquent de la révolution en Chine, la directive que celui-ci avait donnée pour une action conjointe de la classe ouvrière dans les villes et de l'armée de libération, les thèses du Komintern sur le caractère et les étapes de la révolution chinoise, etc. Mao Tsétoung et les autres dirigeants du Parti communiste chinois ont toujours exprimé leur mépris pour les délégués du Komintern en Chine, les qualifiant de «grossiers», d'«ignorants», les accusant de «ne pas connaître la réalité chinoise», etc. Concevant chaque pays comme une «réalité objective en soi», comme «fermé aux autres», Mao Tsétoung considérait l'aide des délégués du Komintern comme étant tout simplement impossible et inutile. Dans son discours à la Conférence de travail élargie du Comité central du Parti communiste chinois en janvier 1962, Mao Tsétoung a dit : «La Chine en tant que monde objectif a été connue par les Chinois et non pas par les camarades du Komintern qui s'occupaient de la question chinoise. Ces camarades du Komintern ne connaissaient pas ou connaissaient peu la société, la nation et la révolution chinoises. Pourquoi donc devrait-on parler ici de ces camarades étrangers ?».

Quand il est question des succès Mao Tsétoung ne fait pas mention du Komintern. Par contre, quand il s'agit des défaites et des déviations du Parti communiste chinois, de l'incompréhension de l'évolution des situations en Chine et du fait qu'il n'en a pas été tiré de justes déductions, il en rejette la responsabilité sur le Komintern ou sur ses représentants en Chine. Lui et d'autres dirigeants chinois accusent le Komintern de leur avoir fait obstacle et de leur avoir compliqué les choses dans la conduite d'une lutte conséquente pour la prise du pouvoir et la construction du socialisme en Chine. Mais les faits du passé, et surtout la réalité chinoise actuelle, prouvent que les décisions et les directives du Komintern pour la Chine ont été en général justes et que le Parti communiste chinois n'a pas agi en se fondant sur les principes du marxisme-léninisme, ni dans leur esprit.

Les conséquences du nationalisme étroit et du chauvinisme de grand Etat qui caractérisent «la pensée mao-tsétoung» et qui ont été et sont à la base de l'activité du Parti communiste chinois, se reflètent aussi dans les positions et l'activité de ce parti au sein du mouvement communiste international.

Cela apparaît concrètement entre autres dans l'attitude du Parti communiste chinois à l'égard des nouveaux partis marxistes-léninistes qui ont été créés après la trahison des khrouchtchéviens. Dès le début, la direction chinoise n'a pas eu la moindre confiance en eux. Ce point de vue a été ouvertement exprimé par Keng Piao, l'homme du Comité central du Parti communiste chinois qui décide des relations de celui-ci avec le mouvement communiste international. Il a dit que «la Chine n'approuve pas la création de partis marxistes-léninistes et ne souhaite pas la visite de leurs représentants en Chine. Leur venue, a-t-il souligné, nous fait du tort, mais nous n'y pouvons rien, car nous ne pouvons pas les chasser. Nous les recevons tout comme nous recevons les représentants des partis bourgeois». (Extrait de l'entretien de Keng Piao avec des camarades de notre Parti, à Pékin, le 16.4.1973, A.C.P.) Et cette politique, qui n'avait rien de commun avec l'internationalisme prolétarien, était suivie du vivant de Mao Tsétoung, quand il était pleinement en mesure de réfléchir et de diriger ; elle avait donc son entière approbation.

Lorsque ces jeunes partis marxistes-léninistes, contrairement aux vœux des dirigeants chinois, ont commencé à se renforcer, ceux-ci ont alors adopté une autre tactique, ils ont reconnu tous les jeunes

partis et chaque groupe sans exception, sans aucune distinction, pourvu qu'ils se fussent dénommés «parti marxiste», «parti révolutionnaire», «garde rouge», etc. Le Parti du Travail d'Albanie a critiqué cette attitude et cette tactique du Parti communiste chinois. Les autres véritables partis marxistes-léninistes en ont fait autant. Néanmoins, la direction révisionniste chinoise a poursuivi dans la même voie.

Puis, suivant leur politique pragmatiste, les dirigeants chinois ont observé des attitudes différenciées à l'égard des nouveaux partis et groupes créés. Ils considéraient les véritables partis marxistes-léninistes comme leurs ennemis, alors que les groupes et partis qui s'opposaient à ceux-ci leur sont devenus très proches. Actuellement, les révisionnistes chinois non seulement entretiennent des rapports avec ces partis et groupes anti-marxistes, qui portent aux nues «la pensée mao-tsétoung», mais ils convoquent aussi tour à tour leurs représentants à Pékin, où ils les travaillent, leur donnent des aides financières et des orientations politiques et idéologiques, les instruisent sur la manière d'agir contre le Parti du Travail d'Albanie et contre les véritables partis marxistes-léninistes. Ils leur demandent de propager la «pensée mao-tsétoung», la théorie des «trois mondes» et, en général, la politique extérieure de la Chine, d'exalter le culte de Houa Kuo-feng et de Teng Hsiao-ping, et de condamner les «quatre». Pour les révisionnistes chinois, un parti qui satisfait à ces demandes est un parti «marxiste-léniniste», tandis que les partis qui s'y opposent sont taxés d'antimarxistes, d'aventuriers, etc.

Tout cela prouve que, dans leurs relations avec les partis marxistes-léninistes, les dirigeants révisionnistes chinois n'ont pas respecté les principes et les normes léninistes qui régissent les rapports entre les partis communistes authentiques. Tout comme les révisionnistes khrouchtchéviens dans leurs rapports avec les autres partis, ils ont invoqué la notion anti-marxiste de «parti père», ils ont eu recours au diktat, aux pressions, aux interventions dans les affaires intérieures et n'ont jamais accepté les conseils et les suggestions de camarades des partis frères. Ils se sont opposés aux rencontres multilatérales des partis marxistes-léninistes, aux réunions organisées pour discuter des grands problèmes de la préparation et du triomphe de la révolution, de la lutte contre le révisionnisme moderne pour la défense du marxisme-léninisme, pour procéder à un échange d'expérience et coordonner les actions, etc. La cause d'une pareille attitude est, entre autres, leur peur de la confrontation dans des réunions multilatérales avec les marxistes-léninistes authentiques, où auraient été mises à nu et démasquées leurs théories anti-marxistes et révisionnistes au service du capital mondial et de la stratégie visant à faire de la Chine une superpuissance.

Les relations que le Parti communiste chinois a entretenues et entretient avec beaucoup de partis et de groupes hétérogènes fascistes, révisionnistes, etc., sont un autre indice de l'essence anti-marxiste de la «pensée mao-tsétoung». A l'heure actuelle, il s'emploie à préparer le terrain pour pénétrer aussi dans les anciens partis révisionnistes de divers pays, comme ceux d'Italie, de France, d'Espagne et des autres pays d'Europe, d'Amérique latine et d'ailleurs, ou pour nouer des liens avec eux. Les révisionnistes chinois accordent une importance toujours plus grande à ces liens, parce que, idéologiquement et indépendamment des différences de tactiques, qui tiennent à la nature, à la force et à la puissance du capitalisme dans chaque pays, ces partis suivent tous la même ligne que le Parti communiste chinois.

Le Parti communiste chinois et ces partis traditionnels révisionnistes iront élargissant progressivement leurs rapports, ils concorderont leurs actions. Quant aux groupuscules dits «marxistes-léninistes» qui suivent le cours chinois, ce parti continuera de les utiliser pour combattre et diviser les véritables partis marxistes-léninistes, qui existent et se maintiennent sur des positions inébranlables ainsi que les autres partis similaires qui voient et qui verront le jour. Par ces actes, les révisionnistes chinois aident ouvertement le capitalisme, les partis social-démocrates et révisionnistes, ils sabotent le déclenchement et le triomphe de la révolution et en particulier la préparation du facteur subjectif, le renforcement des partis marxistes-léninistes authentiques qui guideront cette révolution.

Le Parti communiste chinois a appliqué cette tactique dans ses rapports avec la prétendue Ligue des communistes de Yougoslavie, qui a tout mis en œuvre pour diviser le mouvement communiste

international et n'a cessé de combattre le socialisme et le marxisme-léninisme. Les dirigeants chinois actuels désirent marcher du même pas que les révisionnistes yougoslaves et coordonner avec eux leur action dans la lutte contre le marxisme-léninisme et tous les partis marxistes-léninistes, contre la révolution, le socialisme et le communisme.

Mao Tsétoung et le Parti communiste chinois ont observé une attitude pragmatiste à l'égard du révisionnisme yougoslave et ont considérablement évolué dans leurs appréciations de Tito et du titisme. Au début, Mao Tsétoung a dit que Tito n'avait pas commis d'erreurs, mais que c'était Staline qui s'était trompé sur Tito. Plus tard, Mao Tsétoung lui-même a mis Tito dans le même sac que Hitler et Tchiang Kai-chek, en affirmant : «des gens... comme Tito, Hitler, Tchiang Kai-chek et le tsar ne peuvent pas être corrigés, il faut les supprimer». Or, il a de nouveau modifié cette attitude en exprimant son grand désir de rencontrer Tito. Celui-ci a lui-même déclaré récemment : «J'ai été invité en Chine du vivant de Mao Tsétoung. Lors de la visite du président de la Vécé fédérale exécutive, Djémal Biyédic, Mao Tsétoung lui a exprimé, à l'époque, son désir que je me rende en visite en Chine. Le président Houa Kouo-feng aussi m'a confié que Mao Tsétoung avait dit il y a cinq ans qu'il devait m'inviter en Chine, en soulignant qu'en 1948 aussi la Yougoslavie avait eu raison, ce que lui-même (Mao Tsétoung) avait déclaré entre intimes, à cette époque déjà. Mais, compte tenu de l'état des relations entre la Chine et l'Union soviétique à ce moment, cela n'a pas été rendu public.» (Extrait du discours de Tito à l'actif de la R.S. de Slovénie, 8.9.1978.)

La direction révisionniste chinoise est en train d'exécuter fidèlement ce «testament» de Mao Tsétoung. Houa Kouo-feng a profité de la visite de Tito en Chine et surtout de sa propre visite en Yougoslavie pour faire l'éloge de ce dernier, pour le présenter comme un «marxiste-léniniste éminent», comme un «grand dirigeant» non seulement de la Yougoslavie, mais aussi du mouvement communiste international. Par là, la direction chinoise a approuvé ouvertement toutes les attaques des titistes contre Staline et le Parti bolchevik, contre le Parti du Travail d'Albanie, contre le mouvement communiste international et le marxisme-léninisme.

Les étroits rapports politiques et idéologiques des révisionnistes chinois avec les titistes, les «eurocommunistes» comme Carrillo et C^{ie}, le soutien qu'ils accordent aux partis et aux groupes antimarxistes, trotskistes, anarchistes et social-démocrates, montrent que les dirigeants chinois, inspirés et guidés par la «pensée mao-tsétoung», sont en train de créer un front idéologique commun avec les renégats du marxisme-léninisme, contre la révolution, contre les intérêts de la lutte de libération des peuples. Aussi, tous les ennemis du communisme se réjouissent-ils des «théories» chinoises, car ils voient que «la pensée mao-tsétoung», la politique chinoise sont dirigées contre la révolution et le socialisme.

Les questions que nous venons d'évoquer ne constituent pas une analyse exhaustive du contenu antimarxiste et anti-léniniste de la «pensée mao-tsétoung». Néanmoins, cette analyse nous suffit pour conclure que Mao Tsétoung n'a pas été un marxiste-léniniste, mais un révolutionnaire démocrate, progressiste, qui a longtemps été à la tête du Parti communiste chinois et a joué un rôle important dans la victoire de la révolution démocratique anti-impérialiste chinoise. En Chine même, dans le parti, dans le peuple, et aussi à l'étranger, il s'est fait la réputation d'un grand marxiste-léniniste, et lui-même se posait en communiste, en dialecticien marxiste-léniniste, mais il ne l'était pas. C'était un éclectique qui alliait certains éléments de la dialectique marxiste à l'idéalisme, à la philosophie bourgeoise et révisionniste, et même à la vieille philosophie chinoise. C'est pourquoi les conceptions de Mao Tsétoung ne doivent pas être étudiées seulement à partir des phrases arrangées de certaines de ses œuvres publiées, mais dans leur ensemble, dans leur application dans la vie, en considérant aussi les conséquences qu'elles ont entraînées dans la pratique.

Dans l'appréciation de la «pensée mao-tsétoung» il importe de tenir compte également des conditions historiques concrètes dans lesquelles elle s'est formée. Les conceptions de Mao Tsétoung se sont développées à l'époque de la putréfaction du capitalisme, c'est-à-dire à l'époque où les révolutions prolétariennes sont à l'ordre du jour et où l'exemple de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, les

grands enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline sont devenus un guide infallible pour le prolétariat et les peuples révolutionnaires du monde. La théorie de Mao Tsétoung, la «pensée mao-tsétoung», apparue dans ces conditions nouvelles, allait chercher à revêtir et elle revêtit l'habit de la théorie la plus révolutionnaire et la plus scientifique de notre temps, du marxisme-léninisme ; mais elle est restée, quant au fond, une «théorie» qui est en opposition avec la cause de la révolution prolétarienne et va au secours de l'impérialisme en crise et en putréfaction. Voilà pourquoi nous affirmons que Mao Tsétoung et la «pensée mao-tsétoung» sont anti-marxistes.

Lorsqu'on parle de la «pensée mao-tsétoung», il est difficile de définir une ligne unique et claire qui lui soit propre, car, comme nous l'avons dit précédemment, c'est un amalgame d'idéologies, qui vont de l'anarchisme, du trotskisme et du révisionnisme moderne à la sauce titiste; khrouchtchéviennne, ou «eurocommuniste», jusqu'à l'évocation de certaines phrases marxistes. Dans tout cet amalgame, une place d'honneur revient aux vieilles idées de Confucius, Mencius et autres philosophes chinois, qui ont influé directement sur la formation des idées de Mao Tsétoung et sur son évolution culturelle et théorique. Du reste, ces vues de Mao Tsétoung qui apparaissent sous la forme d'un marxisme-léninisme dénaturé, offrent la marque et les particularités d'un certain «asio-communisme» panaché de fortes doses de nationalisme, de xénophobie et même de conceptions religieuses, bouddhistes, et elles étaient vouées à s'opposer ouvertement un jour au marxisme-léninisme.

Le groupe révisionniste de Houa Kouo-feng et de Teng Hsiao-ping qui règne aujourd'hui en Chine, a pour fondement théorique et plate-forme idéologique de sa politique et de son activité réactionnaires «la pensée mao-tsétoung». Pour renforcer ses positions chancelantes, le groupe de Houa Kouo-feng et de Yé Kien-ying qui a accédé au pouvoir, a brandi le drapeau de Mao Tsétoung. C'est sous ce drapeau qu'il a condamné la manifestation de Tien An Men [*Elle eut lieu en avril 1976.*] et liquidé Teng Hsiao-ping, lequel s'est vu taxé à juste titre de révisionniste. C'est sous ce drapeau que ce groupe a pris le pouvoir par un putsch et qu'il a éliminé les «quatre». Mais le chaos qui a toujours caractérisé la Chine s'est encore accentué. Cette situation confuse a ramené sur la scène Teng Hsiao-ping et imposé son accession au pouvoir, où, avec des méthodes fascistes, il a repris son chemin d'extrême droite.

L'objectif de Teng était de renforcer les positions de son propre groupe et de suivre, sans mettre de gants, le cours de l'alliance avec l'impérialisme américain et la bourgeoisie réactionnaire mondiale. Teng Hsiao-ping a sorti le programme des «quatre modernisations», il a mis un point final à la Révolution culturelle, liquidé toute la masse de cadres promus dans l'administration d'Etat, dans le parti et dans l'armée par cette révolution, pour les remplacer par des gens de la réaction la plus noire, antérieurement démasqués et condamnés.

La période actuelle est caractérisée par les datsibaos hostiles à Mao Tsétoung, dont les partisans de Teng Hsiao-ping ornent les murs de Pékin. C'est la période de la «revanche», et celle-ci vise deux objectifs ; d'abord liquider «le prestige» de Mao et éliminer l'obstacle que constitue Houa Kouo-feng, puis faire de Teng Hsiao-ping un dictateur fasciste tout-puissant et réhabiliter Liu Shao-chi.

Sur le vu de ces manœuvres réactionnaires, il est des gens en Chine mais aussi à l'étranger, qui comparent la lutte menée par Teng Hsiao-ping contre Mao, qui n'a jamais été marxiste-léniniste, au crime de Khrouchtchev, qui a couvert de boue Staline, lequel a été et demeure un grand marxiste-léniniste. Personne de tant soit peu sensé ne saurait admettre une pareille analogie.

La plus juste comparaison à faire serait celle entre Teng Hsiao-ping et Brejnev, car de même que celui-ci et son groupe révisionniste ont renversé Khrouchtchev, aujourd'hui le Brejnev chinois, Teng Hsiao-ping, renverse de son piédestal le Khrouchtchev chinois, Mao Tsétoung.

Tout cela n'est qu'un jeu révisionniste, une lutte pour le pouvoir personnel. En Chine, il en a toujours été ainsi. Il n'y a là-dedans rien de marxiste. Cette situation ne pourra être redressée que par la classe ouvrière chinoise et par un véritable parti marxiste-léniniste, épuré de la «pensée mao-tsétoung», de la «pensée teng-hsiao-ping» et d'autres pensées antimarxistes, révisionnistes, bourgeoises de ce genre. Ce

sont les idées de Marx, Engels, Lénine et Staline qui peuvent sauver la Chine de cette situation à travers une véritable révolution prolétarienne.

Nous croyons fermement qu'un jour le marxisme-léninisme et la révolution prolétarienne triompheront en Chine et que les ennemis du prolétariat et du peuple chinois seront vaincus. Naturellement, cela ne peut se réaliser que de haute lutte et au prix du sang versé, parce qu'en Chine il faudra beaucoup d'efforts pour créer le parti révolutionnaire marxiste-léniniste, la direction indispensable pour assurer la victoire sur les traîtres et le triomphe du socialisme.

Nous sommes convaincus que le peuple frère chinois, les véritables révolutionnaires chinois, s'affranchiront des mythes et des illusions. Ils comprendront, politiquement et idéologiquement, que la direction du Parti communiste chinois n'est pas faite de révolutionnaires marxistes-léninistes, mais de gens au service de la bourgeoisie, du capitalisme, qui suivent une voie qui n'a aucun rapport avec le socialisme et le communisme. Mais, pour que les masses et les révolutionnaires le comprennent, il est nécessaire qu'ils réalisent que la «pensée mao-tsétoung» n'est pas le marxisme-léninisme et que Mao Tsétoung n'a pas été un marxiste-léniniste. La critique que nous, marxistes-léninistes, faisons de la «pensée mao-tsétoung» n'a rien de commun avec les attaques lancées contre Mao Tsétoung par le groupe de Teng Hsiao-ping dans sa lutte pour le pouvoir.

En traitant ouvertement et franchement ces questions, nous, communistes albanais, accomplissons notre devoir pour la défense du marxisme-léninisme et, dans le même temps, en internationalistes que nous sommes, nous aidons le peuple et les révolutionnaires chinois à trouver la juste voie dans la situation difficile qu'ils traversent.

LA DEFENSE DU MARXISME-LENINISME, GRAND DEVOIR DE TOUS LES VERITABLES REVOLUTIONNAIRES

La situation internationale actuelle est confuse, la crise s'aggrave dans les pays capitalistes-révisionnistes, la politique agressive des superpuissances crée de jour en jour de nouveaux et grands dangers pour la liberté et l'indépendance des peuples et pour la paix. Les théories bourgeoises et révisionnistes khrouchtchéviennes, titistes, «eurocommunistes» et, avec elles, les théories chinoises, s'inscrivent dans le grand plan stratégique de l'impérialisme et du révisionnisme moderne visant à détruire le socialisme et à étouffer la révolution.

Dans ces conditions, la défense du marxisme-léninisme, des principes de l'internationalisme prolétarien, l'attitude conséquente et révolutionnaire à l'égard des grands problèmes mondiaux constituent aujourd'hui pour notre Parti, ainsi que pour tous les véritables marxistes-léninistes, un devoir fondamental. Notre juste lutte doit raffermir chez les peuples et les hommes progressistes la confiance en la victoire de la cause de la révolution, du socialisme et de la libération des peuples. Notre Parti est sur la juste voie et il vaincra parce que les révolutionnaires et les peuples du monde sont avec lui, parce que la vérité marxiste-léniniste est avec lui.

Les marxistes-léninistes et les révolutionnaires partout dans le monde voient bien que le Parti du Travail d'Albanie défend le marxisme-léninisme alors que d'autres l'attaquent, qu'il défend les principes de l'internationalisme prolétarien alors que les divers révisionnistes rejettent ces principes. Ils voient bien que dans ses attitudes il ne part pas seulement des intérêts de son propre pays, mais qu'il exprime et représente des intérêts très élevés communs et chers à tout le prolétariat, les intérêts du véritable socialisme, les intérêts de tous ceux qui se fondent sur le marxisme-léninisme et se guident sur lui pour la transformation révolutionnaire du monde.

Dans le même temps, on observe que la politique suivie par la Chine dans ses rapports avec l'impérialisme américain ainsi qu'avec le social-impérialisme soviétique, suscite partout la méfiance, le mécontentement, la critique incessante, et ce surtout dans les pays du prétendu tiers monde. C'est naturel, car les gens honnêtes dans ces pays voient que la politique chinoise n'est pas juste, que c'est

une politique qui soutient un impérialisme oppresseur, que bien des thèses des dirigeants chinois ne correspondent pas à leurs actes ni à la réalité concrète. Les peuples voient que la Chine pratique une politique social-impérialiste, menaçante pour leurs intérêts.

Notre Parti aussi, modestement, apporte sa contribution dans ce sens. Les peuples ont confiance en lui, parce qu'il dit la vérité, et la vérité émane de la théorie marxiste-léniniste, appliquée concrètement en Albanie. Le développement de notre pays, ses luttes de libération, sa condition sociale, économique, politique et spirituelle dans le passé s'apparentent à ceux de beaucoup de pays du monde, qui ont souffert ou souffrent encore du joug féroce des oppresseurs du dedans et des oppresseurs impérialistes du dehors. L'expérience accumulée par notre Parti dans la prise du pouvoir par le peuple, dans l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme, constitue pour ces peuples un exemple et une aide concrète. Les victoires et les succès remportés en République Populaire Socialiste d'Albanie ont pour fondement la théorie marxiste-léniniste dont s'inspire le Parti du Travail d'Albanie et qu'il met en pratique.

A part les laquais et les ultra-réactionnaires, personne ne prend directement la défense de la théorie chinoise faillie des «trois mondes». La politique de rapprochement des Chinois avec l'impérialisme américain ranime les spectres des guerres impérialistes, que personne ne veut voir, elle épaissit les ténèbres coloniales et néo-coloniales que personne ne supporte, elle soutient l'exploitation capitaliste dont tous veulent s'affranchir.

Le Parti du Travail d'Albanie a lutté, il lutte et luttera toujours avec fermeté pour défendre la pureté des idées marxistes-léninistes. Il sera toujours contre tous ceux qui tentent de les déformer et de leur substituer des idées bourgeoises, révisionnistes et contre-révolutionnaires. Notre Parti est un parti prolétarien, un parti marxiste-léniniste, un participant actif à la révolution mondiale pour le triomphe de laquelle il est décidé à consentir, comme il l'a fait jusqu'ici, n'importe quel sacrifice. Aucune force n'est capable d'écarter notre Parti de cette glorieuse voie de l'honneur, totalement internationaliste, aucune force ne peut l'intimider ni le faire plier. Notre Parti ne peut pactiser avec aucun opportunisme, aucune déviation du marxisme-léninisme, aucune déformation de celui-ci. Il luttera aussi contre le révisionnisme chinois, avec la même résolution qu'il le fait contre toutes les sortes de révisionnisme.

Notre Parti est un parti marxiste-léniniste et en tant que tel il ne doit pas hésiter à dire ouvertement la vérité. Comme notre pays, notre Parti est petit par le nombre, mais c'est un parti trempé dans des luttes. Il a toujours eu le courage de s'attaquer ouvertement aux questions quand il s'agit de défendre la pureté du marxisme-léninisme, de la révolution et du socialisme. Les faits prouvent que notre lutte contre le révisionnisme chinois est juste, qu'elle est indispensable, et c'est justement pourquoi elle est approuvée et soutenue par les marxistes-léninistes et les révolutionnaires authentiques.

Un véritable parti révolutionnaire, comme l'est le nôtre, ne renonce en aucun cas à ses attitudes conformes aux principes. Ce n'est pas parce que les autres taxent de présomption la vertu de courage de notre Parti, que nous reculerons. Notre Parti n'a pas appris à ses membres à être présomptueux, mais à être toujours résolu et justes, sévères à rencontre de l'ennemi de classe. En ces questions, peu importe que le parti soit grand ou petit. Les communistes, les véritables révolutionnaires, les marxistes-léninistes doivent bien comprendre l'évolution actuelle de la situation dans le monde. Cette évolution n'obéit pas à un cliché. C'est seulement si l'on étudie, si l'on comprend et assimile comme il se doit les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, l'expérience des luttes révolutionnaires du prolétariat mondial, ainsi que l'expérience de tout parti marxiste-léniniste authentique, que l'on comprendra correctement l'évolution de cette situation et aidera puissamment la révolution.

Nous, communistes albanais, devons bien nous persuader qu'il est absolument indispensable d'assimiler le marxisme-léninisme. Il ne faut jamais sous-estimer l'encercllement capitaliste-révisionniste ni la pression qu'il exerce sur nous. Nous ne devons pas faire preuve de suffisance dans la compréhension de ces questions ni être présomptueux dans la véritable lutte qu'il nous faut livrer aux ennemis qui nous encerclent.

La révolution, dans sa marche, s'est heurtée et se heurte à des écueils qu'elle doit miner et faire sauter. Certains doivent être sapés directement ; d'autres doivent être rongés, d'autres enfin être pris à revers, avant de se voir porter le coup décisif. Voilà comment il faut comprendre la stratégie et la tactique de la révolution. Afin de créer en elles la conviction qu'elle vaincra, il est indispensable d'organiser les larges masses du peuple, de rendre le prolétariat conscient qu'il est fermement conduit par son véritable parti marxiste-léniniste, sinon on risque d'aller à des aventures, de compromettre la cause de la révolution. Les communistes et les masses opprimées du peuple doivent savoir que l'impérialisme et le capitalisme mondial ont acquis une grande expérience dans l'oppression des masses, dans l'organisation de la contre-révolution. C'est pourquoi il faut aussi comprendre les tactiques et la stratégie des ennemis et leur faire échec, car notre idéologie, notre politique, notre stratégie et nos tactiques sont plus puissantes que tout ennemi, du fait même qu'elles servent une cause juste, la cause du communisme.

Actuellement, pour notre Parti, comme pour tous les partis marxistes-léninistes dans le monde, la lutte contre le révisionnisme chinois mérite une attention primordiale. C'est là une question importante et à laquelle nous devons nous consacrer, mais sans pour autant oublier le révisionnisme soviétique, le révisionnisme titiste ou l'«eurocommunisme», ces très dangereuses variantes du révisionnisme moderne. Indépendamment de leurs différences dans les formes de lutte, tous ces courants antimarxistes sont, en ce qui concerne leurs tactiques et leur stratégie, du même lit, ils visent le même but, ils livrent le même combat.

Pour toutes ces raisons, nous ne devons jamais relâcher notre attention dans la lutte à mener non seulement contre l'impérialisme américain et toute la bourgeoisie réactionnaire capitaliste mondiale, mais aussi contre le révisionnisme soviétique, le révisionnisme yougoslave, le révisionnisme chinois, etc. Tous ces ennemis, malgré les contradictions qui les divisent, sont liés entre eux par le même fil, la lutte contre la révolution, contre les partis marxistes-léninistes, contre leur unité, contre l'organisation générale du prolétariat et de toutes les masses travailleuses pour se lancer dans la révolution.

La lutte contre le révisionnisme moderne, et en particulier contre le révisionnisme soviétique, le révisionnisme titiste et le révisionnisme chinois, n'est pas chose facile. C'est au contraire une lutte ardue et de longue haleine. Pour la mener victorieusement, pour remporter victoire sur victoire, il faut que les communistes, les cadres, l'intelligentsia et toutes les masses travailleuses de notre pays se pétrissent de l'idéologie de Marx, Engels, Lénine et Staline, qu'ils étudient aussi la riche expérience de notre Parti dans la lutte contre le révisionnisme moderne. C'est seulement ainsi que nous serons en mesure de franchir les obstacles sans nous écorcher aux ronces dans cette grande forêt hostile.

Notre Parti du Travail doit, comme il l'a toujours fait, observer des attitudes claires, résolues, courageuses, dans la juste ligne marxiste-léniniste. Cette ligne de notre Parti, aux objectifs clairs et bien déterminés, aidera à démasquer l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, ainsi que le social-impérialisme chinois, et à mener une lutte implacable et victorieuse contre eux.

Notre Parti, ainsi que tous les vrais communistes dans le monde, ont pour devoir de lutter avec dévouement pour défendre et épurer notre théorie marxiste-léniniste de toutes les déformations dont elle est l'objet de la part de la bourgeoisie, des révisionnistes modernes et de tous les opportunistes et les traîtres.

Le marxisme-léninisme est l'idéologie triomphante. Qui l'embrasse, la défend et la développe, fait partie de la glorieuse armée de la révolution, de cette grande armée invincible des communistes authentiques, qui dirigent le prolétariat et tous les opprimés dans la lutte pour la transformation du monde, la destruction du capitalisme et l'édification du monde nouveau, le monde socialiste.

Publié d'après le livre «L'impérialisme et la révolution» éd. fr., Tirana 1979

LA CLASSE OUVRIERE IRANIENNE EST DESCENDUE SUR LE CHAMP DE BATAILLE, ELLE A RENVERSE LE SHAH ET EBRANLE LE MONDE CAPITALISTE

Article publié dans le «Zëri i popullit»

18 février 1979

L'attention de l'opinion publique mondiale a été centrée ces mois derniers sur les événements d'Iran, sur la lutte héroïque du peuple iranien, sur le renversement du régime sanguinaire de la monarchie des Pahlavi. Maintenant, que cette révolution a renversé le féodalisme moyenâgeux et la monarchie fasciste du shah, les révolutionnaires, les patriotes et les gens progressistes de par le monde, saluent chaleureusement et admirent l'héroïsme insigne des hommes et des femmes, des jeunes gens et des jeunes filles iraniens, la détermination et le courage des gens du peuple.

Le peuple iranien a remporté une victoire d'une grande portée historique, qui marque un pas notable en avant dans sa voie vers la liberté et la démocratie, un degré supérieur dans son accession à l'émancipation et au progrès. Il est certain que cette victoire laissera des traces profondes et servira de base pour les batailles futures dans la réalisation des idéaux populaires de la libération complète nationale et sociale.

L'insurrection populaire en Iran constitue un rude coup pour toutes les puissances impérialistes, en particulier pour l'impérialisme américain, qui a pratiquement contrôlé et dirigé le régime du shah durant ces 25 dernières années. C'est là également un coup dur pour le capitalisme mondial, qui avait profité jusqu'ici de la soumission du shah pour piller le pétrole d'Iran et exploiter le peuple iranien jusqu'à la moelle.

Le fait est que la révolution iranienne a mis en désarroi le monde bourgeois et révisionniste. Carter et son administration reprochent à la C.I.A. et aux autres services secrets américains de ne pas avoir prévu à temps ces événements. La bourgeoisie occidentale s'étonne de voir se révolter un peuple tout entier en plein boom du pétrole. Les social-impérialistes chinois reprochent au shah d'avoir permis la pénétration d'agents étrangers qui ont troublé la conscience des masses.

Les impérialistes et les révisionnistes n'ont compris, ne comprendront ni n'interpréteront jamais comme il se doit les phénomènes sociaux. Ils les jugent selon des schémas figés engendrés par leurs propres conceptions égoïstes de classe et antihistoriques. Leur haine contre-révolutionnaire ne leur permet d'analyser objectivement aucun phénomène social, de prévoir aucune situation. Les-événements leur ont toujours éclaté comme des grenades dans les mains.

La révolution en Iran n'est ni ne peut être, contrairement à ce que prétendent les révisionnistes de Pékin, l'affaire d'agents, ni, comme l'expliquent les politiciens occidentaux, le résultat de la modernisation. Elle est le résultat de l'exacerbation des nombreuses contradictions de la société féodalo-bourgeoise iranienne, elle est l'explosion de la colère et de la haine populaires accumulées au fil de dizaines et de dizaines d'années contre la tyrannie du shah et la domination impérialiste, elle est le résultat de la détermination du peuple de modifier la vie misérable que lui ont imposée les hautes classes oppressives et exploiteuses.

De divers côtés on tend à donner à la révolution iranienne une couleur religieuse. Certes, on ne saurait dénier dans les événements d'Iran l'influence subjective de la secte chiite, qui a joué un rôle positif dans ce renversement du régime féodal de l'empire des Pahlavi. Mais ce n'est pas l'idéologie religieuse qui a dirigé les larges masses populaires dans l'insurrection et la lutte contre le shah. Les aspirations démocratiques de l'écrasante majorité laïque du peuple iranien, les mots d'ordre politiques, qui ont dressé le peuple dans la lutte, l'objectif concret pour lequel luttent les masses ne sauraient être

identifiés aux revendications éthico-théocratiques de la doctrine islamique. Le peuple d'Iran est en apparence croyant, mais dans ses actions, et précisément dans cette révolution, il s'est montré très progressiste et très objectif. Il s'est dressé et a versé son sang pour renverser la monarchie et instaurer dans le pays une république démocratique, pour nationaliser le pétrole et l'utiliser au profit du développement économique de la nation et du peuple, pour mettre fin à la dépendance vis-à-vis du capital étranger et abolir tous les accords asservissants, économiques, militaires et politiques avec les étrangers, fussent-ils américains, soviétiques, britanniques ou chinois, pour avoir un Etat souverain et indépendant solide, pour établir la liberté de presse et de réunion, bannir la corruption féodale, condamner les oppresseurs et les exploités, et instaurer l'égalité et la justice sociales, etc.

Pour les peuples du monde, il est clair que la révolution iranienne n'est pas d'inspiration religieuse. Elle est inspirée par le puissant courant démocratique et progressiste des masses, assoiffées d'une véritable révolution agraire, d'une révolution culturelle et d'un enseignement réellement progressiste, ainsi que de profondes transformations en vue de remédier à l'état arriéré du peuple. Les femmes et les jeunes filles qui sont courageusement descendues dans la rue pour affronter la SAVAK et la garde impériale, ne l'ont pas fait pour continuer à porter le voile et à rester entre les quatre murs de la maison comme dans une prison, mais pour mettre fin à cet état de choses. Ici se posait donc le grand problème de l'affranchissement des travailleurs, de la paysannerie, des femmes et de la jeunesse.

L'objectif de cette campagne hostile est de faire croire que les événements d'Iran ne représentent pas une révolution qui pourrait servir d'exemple. Le capitalisme international cherche à présenter cette révolution comme une réaction de chefs religieux et de masses «fanatiques» des croyants contre «l'industrialisation» et la «modernisation de la vie du pays entreprises par le shah. Il prétend avec cynisme que de pareilles révolutions auxquelles il colle l'étiquette d'«islamiques», empêchent le développement progressiste non seulement des pays où elles ont lieu, mais encore de l'ensemble de la «société internationale».

Le capitalisme mondial insiste, en particulier, sur le terme «islamique» et déforme le véritable caractère de la révolution en Iran, dans son souci de dresser, les peuples les uns contre les autres, d'opposer les croyants musulmans aux chrétiens. Il considère les peuples iraniens, arabes, etc., comme des peuples arriérés et fanatiques et cherche à donner un caractère rétrograde à leurs luttes libératrices anti-impérialistes. Mais la révolution iranienne a montré clairement que la question fondamentale pour les peuples de cette zone, celle dont le succès exige leur unité, c'est la lutte pour se libérer du joug féodalo-bourgeois et de la domination des superpuissances américaine, soviétique, ainsi que d'Israël. Ce sont les superpuissances impérialistes, les U.S.A. et l'Union soviétique, ainsi que la Chine, qui attisent la division entre les peuples arabes et perses et ne leur permettent pas de conquérir et de sauvegarder leur liberté, leur indépendance et leur souveraineté.

Mais les appréciations tendancieuses et les calomnies sordides de ceux qui ont pillé et opprimé les pays d'Orient, ne trompent personne. Quoi qu'on en dise, les événements d'Iran sont la conséquence de l'antagonisme social et non pas de l'antagonisme religieux.

Le Parti du Travail d'Albanie, partant des tendances fondamentales de l'évolution mondiale actuelle, a souligné que la question de la révolution et de la libération des peuples n'est pas uniquement une aspiration et un désir mais aussi un problème posé et à résoudre. L'insurrection du peuple iranien en est la confirmation. Mais ce n'est là ni la première, ni la dernière. L'exemple de l'Iran, à coup sûr, aura ses effets sur d'autres pays, qui le suivront. Les conditions créées dans beaucoup de pays, rendent actuellement inévitables les explosions révolutionnaires. Dans l'ensemble, a souligné notre Parti, la situation ressemble aujourd'hui à un volcan en éruption, à un feu qui brûle, un feu qui consumera justement les hautes classes dominantes, oppressives et exploiteuses.

L'insurrection populaire en Iran, à laquelle prennent part les larges masses, la classe ouvrière, la jeunesse progressiste, les femmes, a démontré le bien-fondé des thèses marxistes-léninistes, soutenues par notre Parti sur les situations révolutionnaires actuelles qui se créent constamment dans beaucoup

de pays du monde, et sur la croissance des facteurs objectifs et subjectifs de la révolution. Au premier chef, les événements d'Iran ont montré que la force motrice dans cette révolution à caractère démocratique, est le prolétariat iranien qui est descendu dans la rue, et s'est engagé dans un affrontement sanglant avec la réaction, en manifestant sa force invincible non seulement dans la lutte contre le shah mais encore contre l'impérialisme étranger.

Les événements actuels d'Iran fournissent de précieux enseignements non seulement au peuple de ce pays mais aussi aux autres. Contrairement aux assertions de la bourgeoisie et des révisionnistes, ils ont démontré la justesse de la thèse fondamentale du marxisme-léninisme, soutenue avec force ces temps derniers par notre Parti, et selon laquelle, pour que la révolution triomphe, pour que le peuple s'affranchisse du joug national et social, il est absolument indispensable que la classe ouvrière descende sur le champ de bataille. La classe ouvrière, a souligné le PTA, constitue la force déterminante du développement de la société, la force dirigeante de la transformation révolutionnaire du monde... Elle demeure la principale force productive de la société, la classe la plus avancée et qui a plus intérêt que quiconque à accéder à la libération nationale et sociale, au socialisme, l'héritière des meilleures traditions de l'organisation et de la lutte révolutionnaires. En Iran c'est précisément la classe ouvrière qui a fait face hardiment aux chars et aux mitrailleuses du shah. C'est surtout sa grève générale, plus particulièrement la grève des ouvriers du pétrole, qui a paralysé toute la vie du pays. Des manifestations de protestation contre le shah avaient été organisées auparavant aussi, mais c'est seulement après le blocage des pompes de pétrole, l'arrêt des trains et la coupure du courant des centrales, c'est alors seulement qu'ont été secoués les fondements de la classe féodale dominante, que le shah est parti chez son ami au Maroc et que le gouvernement de Bakhtiar a été renversé. La classe ouvrière a démontré que c'était elle qui était la force véritable dans le pays, et non pas l'armée de centaines de milliers d'hommes du shah, les armes américaines et les milliards de pétrodollars dont disposaient les banques de Téhéran. Par sa propre lutte, par le rôle déterminant qu'elle a joué dans la révolution antiféodale et anti-impérialiste, elle a démontré que l'unique force sociale à laquelle appartient l'avenir, est la classe ouvrière.

Les événements d'Iran ont confirmé une autre thèse importante du marxisme-léninisme, à savoir que la révolution ne saurait être accomplie sans violence, qu'elle ne se réalise pas sans effusion de sang. Le régime du shah a résisté jusqu'à sa dernière cartouche, les impérialistes américains, les social-impérialistes chinois, la grande bourgeoisie monopoliste internationale, les rois et les shahs de partout l'ont soutenu jusqu'à la dernière seconde. Si le peuple iranien avait suivi les thèses de la «voie pacifique» que vantent tant les révisionnistes khrouchtchéviens, la voie des réformes de structure des «eurocommunistes», de la théorie chinoise «des trois mondes», etc., la clique du shah et les impérialistes régneraient encore tranquilles et sans embarras, comme ceux-ci le font dans plusieurs pays du monde. Mais le peuple d'Iran ne s'est pas bercé d'illusions, il n'a pas hésité à se dresser dans la révolution, à verser son sang et à consentir tous les sacrifices pour conquérir la liberté et l'indépendance, pour éliminer le joug pesant qui l'oppressait. C'est en cela que réside aussi la grande importance actuelle de la révolution iranienne pour tous les autres peuples qui souffrent de la double oppression de la domination étrangère et des cliques réactionnaires du pays. La révolution iranienne illustre et confirme concrètement la justesse des thèses du PTA, à savoir que dans les conditions actuelles on ne peut s'affranchir de la domination impérialiste, ni accéder à la liberté et à l'indépendance, que l'on ne peut chasser le néo-colonialisme ni instaurer l'entière souveraineté nationale si l'on ne lutte pas contre les cliques du pays, liées ou vendues à l'étranger.

Le peuple iranien s'est jeté dans l'insurrection et a versé son sang pour s'affranchir de l'oppression et de l'exploitation féroces, pour accéder à la liberté et à la démocratie. Les progrès qu'il réalisera dans ce sens, la profondeur des réformes introduites dépendront des véritables forces révolutionnaires, de la mesure où ces forces seront en état de maintenir vivant l'esprit de la révolution, de la porter d'un stade inférieur à un stade supérieur.

Lénine a indiqué que la révolution est une chose sérieuse et qu'on ne doit pas jouer avec elle, que si l'on s'y engage il faut aller jusqu'au bout. La révolution en Iran est encore en cours et on ne peut dire

qu'elle ait atteint tous les objectifs qu'elle vise. Il est de fait que les forces de la réaction intérieure et les forces impérialistes s'emploient à faire une contre-révolution, soit par la violence directe de l'intérieur, soit par une intervention militaire de l'extérieur, soit à travers la dégénérescence pacifique de la révolution par sa transformation graduelle de révolution en contre-révolution. C'est pourquoi mener la révolution jusqu'au bout veut dire pour le peuple d'Iran redoubler de vigilance et refuser d'être mis à nouveau sous le joug des impérialistes étrangers, américains, soviétiques ou autres, qui, par des manœuvres, des intrigues, des compromis, la corruption, etc., s'efforceront de regagner, naturellement sous de nouvelles formes, leurs anciennes concessions et positions.

Maintenant, en Iran, après le démantèlement de l'administration du shah, de nouveaux organes du pouvoir seront mis sur pied. La voie dans laquelle se développera ce processus aura de très importantes conséquences. Ce peut être un processus progressif, mais ce peut être aussi un processus régressif. Les deux possibilités existent. Pour avancer sur des positions progressistes, le peuple d'Iran devrait détruire toutes les structures et les superstructures de la monarchie féodale du shah et leur en substituer de nouvelles, appropriées à son pays et non pas empruntées à la soi-disant démocratie bourgeoise, qui est foncièrement antipopulaire. Il lui faudra faire beaucoup d'efforts pour empêcher la féodalo-bourgeoisie de s'infiltrer dans toutes ces institutions mais les prendre lui-même en main, en sorte que ce soit ses représentants les plus fidèles qui accomplissent les grandes réformes sociales et économiques.

Certes, passer d'une étape de la révolution à l'autre, mener la révolution jusqu'au bout n'est pas chose facile. Mais les forces progressistes doivent gagner du terrain pas à pas, occuper de solides positions démocratiques et progressistes contre les éléments qui leur résisteront et qui sont des vestiges du féodalisme régressif du passé.

Les communistes marxistes-léninistes, les révolutionnaires authentiques, la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, les soldats doivent mettre judicieusement à profit les situations objectives et subjectives créées dans le pays. Ainsi seront mieux combattus les pseudo-communistes vendus aux Soviétiques, aux eurocommunistes, aux maoïstes, ainsi que les «partis communistes» provocateurs qui créent les réseaux d'espionnage de l'impérialisme américain et britannique.

Aujourd'hui plus que jamais, les communistes marxistes-léninistes, les révolutionnaires authentiques, doivent se porter en première ligne de la lutte contre la réaction, contre les intrigues et les interventions de l'impérialisme américain, du social-impérialisme soviétique, etc. En ces moments très décisifs que traverse la révolution, ils ne doivent se montrer ni sectaires, ni opportunistes. En aucun cas ils ne doivent faire le jeu de ceux qui, avec mille subterfuges, peuvent tromper le peuple et servir les superpuissances étrangères sous quelque masque que ce soit.

La classe ouvrière d'Iran qui a fait preuve de tant d'héroïsme, de courage et de maturité, saura à cette étape de la révolution, nouer une solide alliance avec les éléments et les forces progressistes, démocratiques, révolutionnaires et anti-impérialistes, même s'il est parmi eux des croyants, mais qui n'ont pas manqué de combattre avec détermination la monarchie et le shah.

Au nombre des réformes radicales qu'exige actuellement le peuple iranien, figurent aussi celles concernant l'armée, sa composition sociale, ses structures et sa fonction.

L'armée a été en Iran l'appui principal du régime monarchique et elle était maintenue sur pied pour opprimer le peuple et sauvegarder le régime despotique du shah. Or, les événements de ces derniers mois ont montré que cette force armée jusqu'aux dents et entraînée par les Américains, a fondu comme neige au soleil. Sous les efforts persistants du peuple pour conquérir ses droits et renverser la monarchie, il est apparu que la seule force de l'empire des Pahlavi et de l'impérialisme américain en Iran était la haute caste militaire. Or, cette caste engraisée des dollars américains, s'est révélée incapable de sauvegarder l'unité de l'armée, car elle n'a pas été suivie par les fils du peuple.

Les fils du peuple constituent la force principale de chaque armée, c'est pourquoi en Iran également la nouvelle armée doit être une armée démocratique, populaire. Le peuple ne peut ni ne doit désarmer, car il a combattu et versé son sang pour ces armes. Il ne doit pas rendre ses armes avant de s'être assuré que l'armée est l'armée du peuple, qu'elle est commandée par les gens du peuple. C'est là une expérience tirée de l'histoire, et elle a été confirmée et appliquée aussi par notre révolution populaire. L'armée doit avoir à sa tête des hommes progressistes, qui garantissent que la caste réactionnaire militaire ne pourra plus conduire les fils du peuple à tuer le peuple.

Une situation de ce genre s'est vue dans plusieurs révolutions, voire même durant la révolution démocratique bourgeoise française, lorsque les sans-culottes ont sorti de leur sein de brillants chefs militaires et ont mis en déroute l'armée des rois, de l'aristocratie et du féodalisme français.

Cette condition est encore déterminante dans les temps présents, où les armes sont devenues la terreur du monde. Mais il s'agit de savoir qui les détient et contre qui il les dirige. Lorsque le peuple se dresse dans la révolution, il est en mesure de rallier à lui ses propres fils et de les convaincre de diriger leurs armes contre ceux qui les obligent à tuer leurs propres pères, mères et sœurs. L'exemple de l'Iran est très significatif à cet égard.

Le peuple iranien dispose de multiples moyens pour défendre les victoires de sa révolution et pour les développer plus avant. Il possède avant tout le pétrole, ce produit qui continue de secouer le monde capitaliste.

Des politiciens et des journalistes de l'Occident font du problème du pétrole iranien une question plus lourde de menaces que la guerre du Vietnam, de Corée, etc. Ils sont très inquiets des possibilités qui ont été créées pour que l'Iran puisse utiliser le pétrole dans son propre intérêt et ne permette plus que les autres se l'approprient pour rien.

Il faut s'attendre à ce que les impérialistes et les capitalistes jouent tous leurs atouts pour rétablir sous diverses formes et par divers moyens la situation antérieure. Mais le peuple iranien, lui, a tous les moyens pour résister aux interventions, aux intrigues et aux manœuvres des impérialistes, des social-impérialistes et de n'importe qui d'autre. Il pourra leur résister victorieusement s'il prend pleinement conscience de la nécessité de tenir fortement en main son arme du pétrole, de la défendre avec détermination jusqu'au bout, et de ne se laisser intimider ni par les Américains, ni par les Soviétiques ni par d'autres coalitions.

Ayant toujours présents à l'esprit les intérêts de sa propre patrie ainsi que ceux des autres peuples du monde qui luttent pour la liberté, il saura mettre à profit avec sagesse et intelligence les conjonctures aussi bien présentes que futures. Un pays en révolution qui possède une arme comme le pétrole, qui a un peuple si courageux capable de renverser un monde caduc et pourri pour construire un monde nouveau, est en mesure de résister à tous les ennemis.

La lutte du peuple iranien, qui a renversé le pouvoir despotique du shah, qui a porté de rudes coups à l'impérialisme américain et au monde capitaliste dans son ensemble, contribue aussi à la lutte de libération de tous les peuples, à la cause de la démocratie et du progrès dans le monde. C'est pourquoi, nous, Albanais, nous éprouvons un respect infini pour le peuple iranien et nous nous inclinons devant ceux qui se sont battus héroïquement dans les rues des villes d'Iran et ont sacrifié leur vie pour le triomphe de la révolution. Aussi lui souhaitons-nous de réaliser toutes ses aspirations, et de pouvoir vivre libre, indépendant et souverain dans sa propre patrie.

Publié d'après le journal «Zëri i popullit», 18 février 1979

LA DIRECTION CHINOISE, AVEC A SA TETE TENG HSIAO-PING, A ATTAQUE MILITAIREMENT LE VIETNAM

Article publié dans le «Zëri i popullit»

21 février 1979

L'attaque que la direction chinoise, avec à sa tête Teng Hsiao-ping, a lancée contre le Vietnam, constitue un événement qui vient encore aggraver la situation internationale, déjà très complexe et confuse. C'est pourquoi ce qui se produit actuellement à la frontière sino-vietnamienne mérite d'être jugé avec lucidité, ouvertement et sans gants. Cela doit être fait pour défendre les intérêts des peuples et dénoncer également les classes dominantes qui, dans ces situations troubles, poursuivent leurs manigances aux dépens de ces peuples.

Il y a dix ans, les dirigeants révisionnistes soviétiques donnaient l'ordre à leurs divisions blindées de marcher sur Prague. La Tchécoslovaquie dut ainsi subir une agression barbare qui fut dénoncée avec aversion et une vive indignation par tout le monde progressiste. Cet acte des dirigeants du Kremlin prouva dans les faits que l'Union soviétique s'était dès lors entièrement transformée en superpuissance impérialiste. Par sa lâche et brutale agression contre le Vietnam, la Chine révisionniste aussi vient d'agir comme l'Union soviétique en 1968 contre la Tchécoslovaquie. Les révisionnistes chinois sont donc apparus eux aussi ouvertement devant le monde comme une superpuissance impérialiste qui recherche des zones d'influence et des «espaces vitaux».

Les chefs de Pékin ont jeté le masque. Ils n'ont pas attendu l'an 2000, pour achever leurs «modernisations» et faire de la Chine une grande puissance qui soit l'égale de l'Union soviétique et des U.S.A, capable de rivaliser avec eux pour la domination mondiale. Leurs rêves impériaux, leur obsession de grande puissance et leur idéologie belliciste les a aveuglés et a obscurci leur jugement. En lançant leurs troupes à l'attaque du Vietnam, les maîtres de Pékin ont montré que leur politique est une politique chauvine et hégémoniste. L'agression contre le Vietnam est la conséquence logique de la ligne social-impérialiste formulée depuis longtemps par la direction chinoise, du vivant déjà de Mao Tsétoung et de Chou En-laï, et appliquée aujourd'hui par Teng Hsiao-ping et Houa Kouo-feng.

La direction chinoise, afin de sauver tant soit peu la face, déclare que son attaque contre le Vietnam a un «caractère punitif». Cette assertion est une expression typique de vieille politique impérialiste des canonnières, pratiquée par les colonialistes et les néo-colonialistes.

La Chine a attaqué un pays innocent et un peuple héroïque qui n'a jamais fait de mal à l'humanité, mais qui l'a servie brillamment au prix de privations et de sacrifices sans pareils. Le Vietnam a résisté à l'impérialisme américain, l'ennemi le plus féroce des peuples et de l'humanité et l'a vaincu.

Le peuple du Vietnam n'a fait aucun mal au peuple chinois, au contraire, il a été lié d'amitié avec lui tandis que les dominateurs de la Chine, à travers les siècles, n'ont apporté au peuple vietnamien que des souffrances. Même au cours de la guerre contre l'impérialisme américain, la direction chinoise, tout comme la direction social-impérialiste soviétique, quelques petites aides mises à part, a fait obstacle et a nui à la lutte anti-impérialiste du peuple vietnamien. Alors que tout le Vietnam, du Sud au Nord, était pilonné par les bombes des géants B-52 américains, Nixon était reçu en grande pompe à Pékin, et Mao Tsétoung et Chou En-laï se livraient à des marchandages avec le président des Etats-Unis aux dépens du peuple vietnamien.

Le Parti du Travail d'Albanie a dénoncé publiquement la politique funeste suivie par la Chine et a mis en garde contre le danger qu'elle constitue pour la paix et la sécurité internationale. L'analyse que notre Parti, a faite de la théorie chinoise des «trois mondes» et de sa base idéologique — «la pensée maotsetoung» —, ainsi que des plans chinois pour faire de la Chine une superpuissance, et de ses actions

dans l'arène internationale, faisait clairement comprendre que la Chine ne tarderait pas à s'attaquer par les armes et directement à la liberté, à l'indépendance et à la souveraineté des peuples. Notre Parti a indiqué également que «les efforts fébriles de la Chine pour devenir une superpuissance et contrebalancer les Etats-Unis et l'Union soviétique, ne manqueront pas d'entraîner de nouvelles frictions, des conflits, des guerres qui peuvent avoir un caractère local, mais prendre aussi le caractère d'un conflit mondial». Par leur agression ouverte contre le Vietnam, les révisionnistes social-impérialistes chinois se sont démasqués encore plus. Leur hypocrisie politique et la fausseté de leurs slogans sont apparus encore plus ouvertement. La Chine a prétendu et prétend être un Etat socialiste. Mais en fait elle est, tout comme l'Union soviétique, un faux Etat socialiste, un Etat qui porte un masque socialiste pour tromper les peuples. Elle prétend être un pays du «tiers monde». Or, il apparaît que, si elle se range elle-même dans ce «monde», c'est pour y étendre sa domination. Et, ainsi que l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, lorsqu'elle n'obtient pas ce qu'elle veut par la «voie pacifique», elle recourt à la violence et à la guerre. Par la bouche de ses dirigeants, de Mao Tsétoung, à Teng Hsiao-ping, la Chine a prétendu tout au long de ces années, qu'elle «n'aspirera jamais à l'hégémonie», que «elle ne sera jamais la première à attaquer», qu'«aucun soldat chinois ne mettra jamais pied sur un territoire étranger», etc. Ces slogans chinois rebattus n'en finissent pas. Mais que cherchent alors maintenant les soldats chinois au Vietnam, où ils tuent la population et mettent le pays à feu et à sang, comme l'ont fait il y a quelques années les impérialistes américains ?

La Chine a attaqué militairement le Vietnam, car elle est inspirée par l'idéologie agressive des superpuissances, qui tend à «remplir les vides», par la conception chauvine que les peuples doivent vivre sous son ombre, qu'ils doivent se soumettre à son diktat de grande puissance, qu'ils doivent obéir et payer un tribut à l'«empire central». Elle a attaqué le Vietnam parce qu'elle est entrée dans le jeu des superpuissances, parce qu'elle cherche à rivaliser avec elles pour la conquête de zones d'influence.

Le fait que l'attaque agressive contre le Vietnam a été entreprise après le retour de Teng Hsiao-ping des Etats-Unis d'Amérique [*Teng Hsiao-ping rentra des Etats-Unis le 8 février 1979, alors que l'agression chinoise contre le Vietnam fut déclenchée le 17 février de la même année.*], laisse entendre que cette attaque bénéficie de la consécration et de l'appui de l'impérialisme américain. L'agression de la Chine contre le Vietnam a été conçue à Pékin et approuvée à Washington.

Dans ses discours aux Etats-Unis, Teng Hsiao-ping a déclaré ouvertement, et cela dans un style fasciste, que «La Chine donnera une bonne leçon au Vietnam» et personne parmi ses hôtes officiels ne l'a désapprouvé ni contredit. L'attitude bienveillante que les impérialistes américains adoptent à l'heure actuelle envers l'agression chinoise démontre qu'ils lui ont donné le feu vert. C'est ce que prouve également le fait que maintenant le gouvernement américain cherche à mettre sur le même plan la Chine qui a agressé le Vietnam, et le Vietnam, qui aurait, soi-disant attaqué le Cambodge.

Au Cambodge, le peuple, les communistes et les patriotes cambodgiens se sont dressés contre le gouvernement barbare de Pol Pot; qui n'était qu'un groupe de provocateurs au service de la bourgeoisie impérialiste, spécialement des révisionnistes chinois, et qui avait pour objectif de discréditer l'idée du socialisme sur le plan international. Le prince Sihanouk lui-même, qui a été emprisonné pendant quatre ans à Pnom Penh, a parlé publiquement à l'O.N.U. des crimes et de l'extermination du peuple cambodgien par ce régime. Sa ligne antipopulaire est attestée aussi par le fait que l'ambassade albanaise dans la capitale cambodgienne, l'ambassade d'un pays qui avait accordé au peuple cambodgien toute l'aide possible, était isolée, voire même encerclée de fils barbelés, comme dans un camp de concentration. Les autres ambassades aussi se trouvaient dans la même situation. Les diplomates albanais ont constaté que le peuple cambodgien était traité de façon inhumaine par la clique de Pol Pot et Yeng Sary. Pnom Penh était une ville déserte, où il était difficile, même pour les diplomates, de s'assurer des vivres, où il n'y avait pas de médecins, et pas même d'aspirines. Nous estimons que le peuple et les patriotes cambodgiens ont même tardé beaucoup à renverser cette clique, qui était entièrement liée à Pékin et à son service.

Lors des premiers conflits sur la frontière cambodgio-vietnamienne, le point de vue de l'Albanie socialiste était, et le monde en est témoin, que les différends entre les deux pays voisins devaient être résolus par des négociations et sans l'intervention des social-impérialistes chinois ou soviétiques. Mais cela ne s'est pas produit. Au contraire, l'équipe de Pol Pot, encouragée par Pékin, publiait chaque jour à Pnom Penh des communiqués pour annoncer que des milliers de Vietnamiens étaient tués par ses troupes sur le territoire vietnamien.

Il était bien clair que cette activité provocatrice et belliciste était basée sur les visées expansionnistes du groupe de Teng Hsiao-ping et Houa Kouo-feng, et menée pour leur compte. Comment Teng Hsiao-ping pouvait-il ne pas appuyer et soutenir la clique de Pol Pot et de Yeng Sary alors qu'il a réhabilité toute la lie de la réaction chinoise, restitué leurs propriétés, leur argent et le pouvoir sur les usines et les fabriques à la grande bourgeoisie, aux hommes du Kuomintang et à tous les contre-révolutionnaires, et transformé la Chine en un pays capitaliste, social-impérialiste, comme l'a qualifié à juste titre notre Parti. En Chine c'est la bourgeoisie et les intellectuels bourgeois qui sont au pouvoir dans le Parti. Cette lie y est considérée comme une élite, alors qu'il est demandé à la classe ouvrière de baisser la tête et de travailler pour les «modernisations». Ce sont précisément ces capitalistes, c'est la clique de Teng Hsiao-ping et consorts, qui ont maintenu au pouvoir Pol Pot au Cambodge et qui, après son renversement, cherchent à le remettre en place à tout prix.

La direction chinoise s'efforce de justifier l'acte agressif entrepris contre le Vietnam par le prétexte absurde que le Vietnam cherche «une petite hégémonie», croyant par là se disculper de sa propre aspiration à la grande hégémonie.

Ici la question se pose : pourquoi les impérialistes chinois auraient-ils raison de défendre le groupe barbare et fasciste de Pol Pot, et le Vietnam, lui, n'aurait pas le droit de soutenir les révolutionnaires et le peuple du Cambodge à édifier un pays libre, indépendant et souverain ? Le gouvernement vietnamien a réfuté officiellement et publiquement les prétentions chinoises selon lesquelles il aurait pour objectif de créer une fédération indochinoise et a déclaré que le Vietnam souhaite voir les peuples de cette région vivre libres, en amitié et indépendants chacun dans son propre pays.

Nous, Albanais, nous pourrions, comme nous le lui avons déjà dit, faire au Vietnam seulement la remarque suivante : «Ni à l'époque de la guerre contre les Américains, ni à l'époque actuelle, une alliance avec l'Union soviétique social-impérialiste, ou avec tout autre Etat impérialiste, pas plus que l'adhésion au Comecon, ne sont justifiées. Elles sont nuisibles et dangereuses aussi bien pour le Vietnam lui-même que pour les autres peuples».

L'agression chinoise contre le Vietnam a tous les traits d'une agression fasciste. Les justifications de la Chine quant à son agression barbare contre le Vietnam semblent être empruntées littéralement à Hitler, qui prétendait en son temps être intervenu en Tchécoslovaquie parce que les Sudètes allemands étaient maltraités, et avoir envahi la Pologne parce que des agents polonais avaient commis des sabotages et des assassinats sur le territoire allemand. Ainsi, qui peut croire les dirigeants de Pékin quand ils disent que c'est le Vietnam qui a envoyé ses hommes pour détruire «la vie pacifique des villages et des villes de la frontière chinoise» et que «la Chine est obligée de contre-attaquer» ? Le genre de prétextes qu'invoquent les Chinois ont été et sont toujours invoqués par tous les impérialistes pour justifier leurs agressions. Les Chinois ne peuvent cacher avec une feuille de vigne leurs desseins de soumettre et d'asservir le peuple du Vietnam pour frayer la voie vers le sud à leur nouvelle expansion.

En Indochine, les actes agressifs de la Chine et ses objectifs expansionnistes ont eu pour conséquence d'allumer un dangereux foyer de guerre, dont les flammes menacent d'autres peuples et d'autres pays.

Notre Parti a dénoncé publiquement la politique des social-impérialistes chinois à rencontre du Vietnam, il a dénoncé leurs pressions et leurs interventions dans ses affaires intérieures, ainsi que les dangers que cette politique présente pour les peuples d'Asie. Les social-impérialistes chinois sont intervenus grossièrement dans les affaires intérieures du Vietnam, et leurs desseins expansionnistes les

poussent à attiser le conflit entre le Cambodge et le Vietnam, etc. Du moment que la direction chinoise se comporte ainsi avec le Vietnam, avec un pays qui jusqu'à hier elle considérait comme un pays frère, un proche ami, que peuvent bien penser les pays d'Asie de la politique chinoise ? Peuvent-ils avoir confiance en elle ?

Les révolutionnaires authentiques, les patriotes anti-impérialistes, les gens honnêtes partout dans le monde condamnent avec force et une grande haine la direction chinoise qui cause de nouvelles souffrances et malheurs au peuple héroïque vietnamien, ils sont conscients du grand danger que cela fait courir aussi aux autres pays. Les peuples d'Asie doivent prendre bien garde, la Chine pourra agir demain contre eux comme elle agit actuellement contre le Vietnam.

L'agression de la Chine contre le Vietnam ne peut prendre fin pour elle que par une cuisante et honteuse défaite. Nous sommes convaincus que l'attaque chinoise sera repoussée sans aucune aide de l'extérieur et que le peuple vietnamien sera toujours vigilant envers les dangers qui lui viennent non seulement du social-impérialisme chinois, mais aussi de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique.

Le peuple du Vietnam a montré qu'il est un peuple héroïque et invincible. Il lutte pour une juste cause et il vaincra, comme il l'a emporté aussi sur les Etats-Unis d'Amérique. Les social-impérialistes chinois doivent s'attendre à subir au Vietnam le même sort qu'y ont subi les impérialistes américains.

La Chine sera dénoncée et isolée encore plus par l'opinion publique mondiale. Les cliques qui se disent démocratiques, voire communistes, et qui par opportunisme et pour leurs intérêts ne soutiennent pas la juste cause du Vietnam, éprouveront un jour à leur dépens les effets de leur attitude. C'est là où mène la politique des phrases creuses de la «défense des peuples» et la politique prétendument non alignée. Qui ne soutient pas aujourd'hui le Vietnam soutient les fauteurs de guerre.

L'agression contre le Vietnam doit faire réfléchir aussi le peuple chinois, qui ferait bien d'ouvrir les yeux et de voir vers quel abîme le mènent ses dirigeants révisionnistes. L'agression qu'ils ont entreprise contre le Vietnam n'est pas seulement dirigée contre le peuple de ce pays, elle l'est aussi contre le peuple chinois.

Un grand peuple, comme le peuple chinois, a permis à une direction chauvine d'attaquer un peuple frère et ami, pendant que celui-ci cherche à cicatriser ses graves plaies et à reconstruire son pays dévasté par trente ans de guerre. Nous appelons le peuple chinois frère à réfléchir et à empêcher les aventuriers qui se trouvent à sa tête de l'entraîner dans des guerres impérialistes contre les autres peuples, à les empêcher de pousser à une guerre mondiale. Nous avons l'espoir que le peuple chinois ne le leur permettra pas, qu'il refusera d'assumer cette responsabilité devant l'histoire.

Le peuple albanais, qui a toujours été aux côtés du peuple vietnamien, qui l'a aidé de tout son cœur et qui a voulu sincèrement son bien, proteste contre l'acte criminel perpétré contre lui par les social-impérialistes chinois et demande qu'il soit mis fin au plus vite à cette agression criminelle.

Le peuple albanais est et sera avec le peuple héroïque vietnamien et il défendra sa juste cause. Nous avons pleinement confiance que le peuple vietnamien, de même qu'il a résisté aux colonialistes et autres impérialistes, et les a vaincus, viendra à nouveau victorieusement à bout de la lâche attaque des social-impérialistes chinois.

Publié d'après le journal «Zëri i Popullit», 21 février 1979

C'EST SEULEMENT SOUS LA DIRECTION D'UN VRAI PARTI MARXISTE-LÉNINISTE QUE PEUVENT ÊTRE RÉALISÉS LES OBJECTIFS FIXÉS

Extraits de l'entretien avec Ernst Aust

[Ernst Aust : A l'époque président du Parti communiste d'Allemagne (m-l), aujourd'hui le Parti communiste d'Allemagne.]

30 novembre 1979

Le camarade Enver Hoxha a d'abord salué son hôte venu dans notre pays pour participer à la fête du 35^e anniversaire de la libération de l'Albanie. Il a eu avec lui un long entretien au cours duquel il a exprimé les vues du PTA sur certains problèmes politiques essentiels. Il lui a dit entre autres :

Je tiens tout d'abord à vous remercier de tout cœur d'être venu chez nous participer à la célébration du 35^e anniversaire de la libération de l'Albanie socialiste, ce jour marquant pour notre peuple et notre Parti.

Vous avez déjà été une autre fois chez nous, et vous connaissez donc non seulement notre pays et notre Parti, mais aussi les sentiments que nous nourrissons à votre égard.

Je souhaiterais, au cours de cette entrevue, discuter avec vous de certains problèmes, qui présentent, à mon sens, de l'intérêt et pour vous et pour nous.

Plus les marxistes-léninistes seront forts, monolithiques et décidés, plus leur activité sera étendue et leur ligne toujours bien définie, et plus la lutte quotidienne du prolétariat prendra une teinte et une essence révolutionnaires en Europe également.

Les grèves, manifestations et revendications du prolétariat européen, au moment de la grande crise qui tenaille le capitalisme et l'impérialisme mondiaux, revêtiront toujours plus un caractère politique.

Ces grèves et manifestations à caractère économique qui se déroulent actuellement dans les pays du Marché commun européen, se terminent souvent, comme on le sait, par un apaisement, par des accords entre les chefs syndicalistes ou l'aristocratie ouvrière et le patronat.

Nous estimons qu'il faut œuvrer afin de modifier cette lutte stérile, ce *modus vivendi*. Nous considérons cette forme de lutte comme préjudiciable au prolétariat, et en revanche favorable, relativement surmontable, passagère, sans heurts et sans graves conséquences financières pour le capitalisme, car les concessions faites au prolétariat à la suite de ses revendications et de sa lutte ne constituent que des miettes de la plus-value considérable que l'exploitation du prolétariat et la mécanisation de la production assurent au capitalisme.

Les contradictions entre les prolétaires et les capitalistes, entre les syndiqués et l'aristocratie ouvrière, les bonzes syndicalistes, s'aggravent et nous devons lutter afin d'accentuer encore ce processus d'aggravation. Le capital et l'aristocratie ouvrière sont liés, estimons-nous, comme par un nœud qu'il nous faut trancher comme le nœud gordien. Ce nœud est constitué par les lois qui ne sont rien d'autre que les chaînes qui asservissent le prolétariat pour l'empêcher de se détourner de la voie intéressant le capital. C'est pourquoi se pose la question de l'étude du caractère asservissant de ces lois qui dressent le mur auquel se heurte actuellement le prolétariat ; à cet égard, vous avez de grandes possibilités d'analyser les situations afin de déterminer et de frapper les points faibles, afin d'ébranler ce mur puis de le battre en brèche pour finir par l'abattre tout entier.

Certes, ce n'est pas facile. Si l'on n'entreprend pas d'actions systématiques dans ce sens mais surtout si l'on ne mène pas un grand travail d'éclaircissement auprès des masses du prolétariat, il n'y a pas de succès possible. Les conditions exigent donc que nous entrions dans les syndicats existants, mais que nous travaillions aussi pour créer nos propres syndicats, que nous devons défendre et employer comme une arme politique contre le capital et les bonzes syndicalistes, nous devons défendre aussi les droits économiques que la classe ouvrière a conquis au prix de sa lutte mais lutter aussi pour la conquête de ses véritables droits, c'est-à-dire de ses droits politiques. Mais tout cela est réalisable si le prolétariat et en premier lieu son parti ont une idée claire de la théorie de Marx et Lénine sur le caractère du capital, le rôle du prolétariat et de la révolution prolétarienne.

L'Allemagne de l'Ouest est l'Etat capitaliste le plus puissant de l'«Europe unie», elle est aussi l'Etat le plus riche de cette union monopoliste-capitaliste. L'impérialisme ouest-allemand est un impérialisme sauvage, un allié des Etats-Unis, un allié des pays de l'OTAN et du Marché commun européen. Après les Etats-Unis, il est l'«allié» qui joue le rôle principal dans l'OTAN et domine à tous égards le Marché commun. Les autres membres de cette alliance le craignent, ce qui est à l'origine des contradictions qui les opposent.

Cette domination qui s'exerce sur le peuple allemand lui-même, permet en même temps au capital ouest-allemand de se montrer relativement plus «généreux» envers le prolétariat. En fait, le niveau de vie en Allemagne de l'Ouest est plus élevé que dans les autres pays de l'«Europe unie», la monnaie allemande est plus forte que toutes les monnaies de ces pays, la démagogie de la pseudo-démocratie y a plus cours et la technologie allemande est des plus avancées.

C'est précisément dans cette situation difficile que votre parti a le mérite de mener son combat. Il lui incombe de donner des explications circonstanciées et étayées de solides arguments sur l'appareil d'oppression politique et économique du capital allemand, car vous avez à faire à un prolétariat intellectuellement élevé et qualifié, à des fermiers qui possèdent de vastes domaines et des moyens mécanisés et à une intelligentsia aux riches traditions, mais nourrie de conceptions idéologiques réactionnaires que Marx et Engels, comme on le sait, ont combattues et démasquées sur toute la ligne.

L'impérialisme ne cesse d'inventer de nouvelles théories contre-révolutionnaires, fascistes, revanchardes, ouvertes ou camouflées, appelées à se conformer aux situations présentes et futures ; il les propage non seulement en Allemagne mais aussi dans le monde entier afin d'édifier et d'encourager de nouvelles conceptions, de nouveaux modes de vivre s'adaptant à la technologie, au développement industriel et au système capitaliste pourrissant. L'impérialisme, en particulier dans votre pays, s'attache à réaliser la fusion de toutes ces théories et points de vue avec l'esprit teutonique, avec les anciennes conceptions des junkers de Bismarck et la sauvagerie national-socialiste hitlérienne.

Le marxisme-léninisme, notre doctrine, explique et éclaire toutes les situations passées ou en cours de développement. Il a tout prévu, apportant en même temps une juste solution aux questions fondamentales de chaque époque, aux questions du développement matérialiste et dialectique de l'histoire. Seuls des ennemis enragés du marxisme-léninisme peuvent se comporter comme le font les révisionnistes chinois. Au Congrès de la Ligue des écrivains et des artistes chinois qui s'est clos récemment; ils ont déclaré entre autres par la voix du sous-secrétaire de la Ligue, que Marx et Engels n'étaient pas en mesure, au XIX^e siècle, de prévoir le développement des forces productives que devait permettre une large utilisation de l'énergie électrique et jusqu'à celle de l'énergie nucléaire. Lénine, lui de son vivant, a connu l'énergie électrique et c'est ce qui lui a fait dire que le communisme c'est le pouvoir soviétique plus l'électrification du pays; mais, comme il n'a pas connu l'électronique, les Chinois prétendent que sa théorie n'est plus valable dans les conditions actuelles de développement du monde.

D'autre part, ce révisionniste chinois, en apologiste de l'impérialisme, déclare à l'étonnement de tous que ce système n'est pas en train de pourrir et de se dégrader, qu'au contraire il avance, qu'il favorise le progrès de la production, de la science, de la technique et des forces productives; et de conclure que

cette nouvelle situation des pays impérialistes a fait surgir d'autres problèmes qu'il convient d'étudier. Cette «aide» est fournie par la «pensée mao-tsétoung». En d'autres termes, d'après ce révisionniste, le marxisme-léninisme doit être rejeté.

Dans ces conditions, il nous incombe de bien nous armer en étudiant à fond les notions du marxisme-léninisme afin d'être en mesure de faire la distinction entre les prétendues théories marxistes-léninistes comme la «pensée mao-tsétoung» et les théories des «eurocommunistes» ou plutôt des euro-révisionnistes et de tant d'autres.

Comme on le voit, nous avons à affronter beaucoup d'ennemis, contre lesquels nous devons conjuguer nos efforts dans une unité d'action et de pensée révolutionnaire marxiste-léniniste.

Notre lutte est une lutte sérieuse et complexe, c'est un dur combat politique, idéologique et économique et dans certaines conditions elle revêt le caractère d'une lutte armée. A ce propos je voudrais indiquer que la révolution, quant à nous, marxistes-léninistes, a commencé, qu'elle constitue un processus en cours de développement et que nous devons donc mener jusqu'au bout. La question fondamentale de cette révolution est la prise du pouvoir par le prolétariat, et cela en recourant à la violence parce que la bourgeoisie capitaliste qui le détient ne s'en défait ni par des réformes, ni de plein gré.

Certes, nous, marxistes-léninistes, nous sommes réalistes, nous connaissons l'importance de l'organisation et nous savons que la révolution se prépare objectivement et subjectivement. Nous et tous les peuples aurons à consentir des sacrifices, à verser notre sang, il nous faudra être clairvoyants, circonspects et courageux dans l'action, intrépides à l'attaque et attentifs quand il nous faudra battre en retraite. Nous devons aussi savoir quand nous pouvons faire des compromis, mais à condition qu'ils soient toujours en faveur de la révolution. En cette question comme en toute autre chose, dans notre stratégie comme dans notre tactique, nous nous guidons sur le marxisme-léninisme.

Nous devons bien distinguer et les conjonctures politiques et les divisions dans les rangs de nos ennemis pour les utiliser en faveur de la révolution, et affaiblir leur puissance matérielle, politique et militaire.

Le capitalisme mondial, la social-démocratie et le révisionnisme moderne ont toujours combattu, déformé et abâtardi l'internationalisme prolétarien, la collaboration entre les communistes et l'unité d'action et de pensée des partis communistes et des prolétaires. A nous, partis marxistes-léninistes, incombe la tâche urgente et lourde de responsabilité d'acheminer ces problèmes dans la bonne voie.

Les prétendues réunions communes que la social-démocratie et le révisionnisme moderne organisent de temps à autre sont stériles, formelles et ont pour seul but de tâter le pouls des partenaires qui y participent. A ces réunions chacun vise à tirer le plus grand avantage au détriment des autres. Nous, aussi, marxistes-léninistes, avons naturellement besoin de tenir des réunions, mais pas des réunions purement formelles, des réunions sans contenu, dans le seul but d'affirmer notre existence. Ce qu'il nous faut, ce sont des réunions qui nous permettent d'échanger notre expérience, de coordonner nos actions essentielles dans une situation donnée, des réunions où prédomine l'esprit militant, l'unité, et non pas des réunions qui alimentent seulement les querelles et la division.

Le succès de ces réunions dépend du sérieux de chaque parti, du choix des problèmes exigeant des solutions communes et aussi du choix du moment le plus favorable à leur tenue. Aussi pensons-nous qu'il ne faut pas lancer de mots d'ordre pour «des réunions générales des partis communistes (marxistes-léninistes)» sans avoir préalablement bien pesé et défini les problèmes qui y seront discutés.

A notre avis, les réunions, qu'elles soient bipartites, tripartites, pluripartites et enfin générales, sont déterminées par les besoins objectifs de la lutte, par la nécessité de l'échange d'expérience, de

consultations particulières sur des problèmes de nature analogue qui se présentent à nous. Notre Parti, à son VIIe Congrès, a clairement défini ce jugement.

J'aborderai maintenant une autre question. Si l'on considère l'état actuel des partis communistes (marxistes-léninistes) d'Europe, étant donné que certains d'entre eux sont jeunes, il nous semble que malgré les bons résultats qu'ils ont obtenus dans leur consolidation, ils manquent encore de solidité sur les plans politique, idéologique et organisationnel. Nous, partis communistes, en tant que partis plus anciens et dotés d'une riche expérience, avons pour devoir de leur prêter notre aide. Nous estimons que cette aide ne peut pas être accordée comme il se doit dans le cadre d'une seule réunion ou par un communiqué publié à son issu, il est nécessaire pour cela d'établir des contacts bipartites et tripartites et ces contacts requièrent de la patience, des explications et une connaissance réelle des situations dans lesquelles agit chaque parti.

Ici, dans notre vieille Europe, nous avons des problèmes capitaux qui nous sont communs, mais ces problèmes, à part nous, concernent les peuples du monde entier, car dans aucune partie du globe, aucune classe, aucun parti, quels que soient le caractère qu'il revêt et l'idéologie sur laquelle il se fonde, ne peut ne pas être concerné par des événements qui ont lieu dans n'importe quel coin du monde ni ne pas participer à cette lutte complexe. Mais bien entendu, pour des raisons objectives et subjectives, l'intensité de la lutte peut différer d'un lieu à un autre.

Nous, marxistes-léninistes devons analyser et étudier, dans toute sa complexité, le développement révolutionnaire avec les côtés positifs et négatifs qu'il présente et, sur cette base, élaborer notre stratégie et notre tactique.

L'Europe capitaliste et révisionniste semble unie, mais elle l'est et ne l'est pas tout à la fois. Les intérêts du capitalisme occidental semblent être harmonisés et coordonnés dans l'OTAN, dans «l'Europe unie» et dans la Communauté économique européenne, mais il existe entre les pays qui participent à ces organismes de graves contradictions, des rivalités, il y règne la loi de la jungle, la crise, l'inflation et le chômage, la peur de l'Union soviétique social-impérialiste, et, par-dessus tout, la peur de la révolution.

La même situation caractérise l'Union soviétique et les autres pays révisionnistes de l'Europe de l'Est intégrés dans le Pacte de Varsovie et le Comecon.

Les deux blocs ou les Etats d'un même bloc s'affrontent, mais on ne recourt pas encore aux armes; néanmoins les rivalités entre eux vont s'approfondissant. On assiste aussi à une âpre concurrence économique, à une course effrénée aux armements, à une lutte entre les deux blocs pour s'affaiblir mutuellement.

Or, la situation dans le monde se caractérise par un développement économique inégal, par une division des pays capitalistes et révisionnistes en pays riches et moins riches, en dépendants et moins dépendants, mais qui veulent passer pour des pays libres et souverains comme c'est, entre autres, le cas de la Yougoslavie de Tito et de la Roumanie. Les sociétés multinationales dominent dans leur vie politique et économique. A cette structure répond bien la superstructure de ces Etats. Dans tous les pays capitalistes d'Europe, le fascisme camouflé a ses forces et ses propres formes d'organisation, la social-démocratie a de nombreux partis et le révisionnisme moderne a aussi les siens.

Tous ces partis sont des instruments politiques du capital, de l'impérialisme et du social-impérialisme. Ils représentent et défendent les intérêts des divers groupes capitalistes, de l'un ou de l'autre bloc, de l'un ou de l'autre Etat capitaliste ou révisionniste. Ils ont tous pour traits la putréfaction, la rivalité et la confusion politique et idéologique. Tous en tant que structure et superstructure luttent ensemble dans le cadre de leurs alliances, mais aussi de leurs désunions et rivalités, pour sauvegarder le régime d'exploitation et d'oppression du capitalisme mondial érigé en système et du capitalisme au sein de chaque Etat. Ils s'évertuent à exploiter et à opprimer la classe ouvrière et les peuples et à étouffer partout dans le monde la révolution, qu'elle soit anti-impérialiste et prolétarienne.

C'est dans de telles situations que nous, partis marxistes-léninistes, véritables partis communistes, dirigeants du prolétariat, nous battons et c'est dans ces situations que se bat le prolétariat dans tous les pays.

Nous, marxistes-léninistes, nous constatons que nos ennemis s'emploient à semer la discorde et à jeter la confusion dans les rangs du prolétariat européen. C'est là le but principal de tous les partis du capital, de la social-démocratie et du révisionnisme moderne. Seule la doctrine de Marx, Engels, Lénine et Staline, assure au prolétariat l'unité dans ses rangs et lui garantit le soutien de ses alliés. C'est pourquoi la bourgeoisie, le capitalisme, le révisionnisme et la social-démocratie dénaturent, combattent et renient le marxisme-léninisme.

Dans ces conditions il nous incombe tout d'abord de défendre le marxisme-léninisme, de l'appliquer correctement et d'une façon révolutionnaire dans les conditions propres à chacun de nos pays sans pour autant dissocier notre lutte de celle menée par d'autres peuples, de procéder à des analyses justes sur les situations générales et particulières, de conclure des alliances tout en préservant la personnalité du parti marxiste-léniniste. C'est là le principe de notre combat. Nous ne pouvons pas renoncer à nos attitudes conformes aux principes, parce que c'est seulement ainsi que l'on peut faire échec au combat que nous livre le capitalisme.

L'alliance du prolétariat avec la paysannerie, les intellectuels progressistes, les sans-travail des diverses couches et avec les ouvriers immigrés travaillant dans tout pays capitaliste pris à part, est indispensable. Sans cette alliance, notre lutte dans la situation actuelle restera limitée.

En Allemagne aussi il y a de telles forces, voire des Albanais venus de la Kosove qui, à part d'autres problèmes, souffrent de celui du chômage. Les Kosoviens sont braves, il est dans leur tradition de ne jamais trahir leur parole, ils ont conservé d'excellents traits de caractère et notamment le culte de l'amitié. Une fois devenu leur ami, on peut être certain qu'ils sont prêts à tout pour vous et ne vous oublieront jamais.

Pour que se forme une telle alliance il faut avant tout lutter pour l'unité d'action du prolétariat qui ne se réalise pas si facilement en raison des obstacles dressés et des traditions enracinées par les partis de la bourgeoisie, comme les partis sociaux-démocrates ou démocrates-chrétiens et de la démagogie des renégats du marxisme-léninisme, les révisionnistes modernes. L'unité est solide quand elle se forme en bas, à la base, commençant par les problèmes et les besoins réels des ouvriers, par les besoins des syndiqués et, ainsi, compte tenu des problèmes et des circonstances, se créent des formes d'organisation de l'unité d'action et s'affirme la rupture d'avec les chefs réactionnaires syndicalistes.

Le contenu politique prononcé des revendications dans les grèves et manifestations d'où sortiront de nouveaux dirigeants révolutionnaires renforcera l'unité. Cette lutte même engendrera de nouvelles formes d'organisation et de direction.

Cette unité constitue le problème clé de nos partis marxistes-léninistes dont la devise a été et est toujours : «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !» Cela se réalise lorsqu'on a aussi en vue le mot d'ordre : «Prolétaires de chaque pays, unissez-vous !»

Cette unité implique une lutte incessante à mener contre tous ceux qui la combattent, donc contre les capitalistes du pays et la superstructure capitaliste, elle implique la lutte contre les partis politiques de la bourgeoisie, contre leur organisation et leur idéologie, contre l'exploitation capitaliste.

La lutte que nous avons donc à mener est intense et de grande envergure. Elle n'est pas facile, au contraire elle est ardue. Naturellement, ce combat sur tous les plans ne nous décourage ni ne nous rend pessimistes, mais elle ranime notre courage. Néanmoins on ne peut mener cette lutte avec les seules forces rassemblées du parti marxiste-léniniste. Celui, tout en s'en tenant fermement aux principes, ne

doit pas être sectaire et opportuniste ni dans ses vues ni dans ses actions, sinon il se renfermerait dans sa coquille ou deviendrait un parti révisionniste.

Notre Parti estime que la réalisation de l'unité dans les rangs de la classe ouvrière et la création des alliances reposant sur de solides fondements, avec d'autres couches et d'autres forces afin de résoudre des problèmes particuliers, de réaliser des programmes minimaux pour passer plus tard à des alliances d'un caractère plus vaste appelées à réaliser de grands programmes, constituent un problème déterminant.

Nous sommes de l'avis qu'un parti marxiste-léniniste mûr et qui a acquis une certaine expérience est en mesure et a le devoir d'accomplir ces tâches. Certes, il lui faut d'abord bien comprendre tous ces grands problèmes, puis les résoudre correctement sous les aspects politique, idéologique et organisationnel, conformément aux conditions concrètes de son pays, de manière que les facteurs objectifs et subjectifs agissent pour mobiliser les masses et les entraîner à la révolte, à l'insurrection et à la révolution.

C'est ce qui s'est produit en Iran, à cette différence près que là, c'est le parti bourgeois islamique, et non pas le parti marxiste-léniniste, qui y a dirigé l'insurrection. Sans aucun doute, l'Allemagne, la France et l'Italie diffèrent de l'Iran, qui constitue un maillon fragile du capitalisme et de l'impérialisme. Mais des représentants de l'islamisme ont su et ont pu inspirer les masses, qui, renversant le shah, ont non seulement anéanti son pouvoir féodal maintenu par la force des armes modernes, mais ont aussi infligé un coup rude à l'impérialisme américain et autres.

Les impérialistes américains, se trouvant en mauvaise posture, ne savent pas où donner de la tête et comment agir, ils se demandent s'ils doivent ou non intervenir militairement en Iran. Une intervention armée de leur part aurait des conséquences désastreuses non seulement pour les Etats-Unis, mais aussi pour tout le monde capitaliste.

Les croyants musulmans en Iran sont en mouvement. Les masses ne croient pas toutes en Mahomet, mais elles veulent toutes secouer le joug de l'impérialisme. Assurément la bourgeoisie et les capitalistes exploiteront la situation dans leur intérêt. Qu'arrivera-t-il plus tard ? C'est un autre problème que nous suivrons dans son évolution. Quoiqu'il en soit, nous, marxistes-léninistes, tirons de cette situation quelques conclusions et nous constatons que le peuple est descendu dans les rues, qu'il a renversé le shah et a réussi à gagner à sa cause les troupes armées jusqu'aux dents.

On sait que celui qui opprime les autres peuples opprime aussi son propre peuple. Si, en Iran, le peuple opprimé s'est dressé contre l'opprimeur, alors pourquoi les autres peuples opprimés ne se dresseraient-ils pas dans la lutte contre leurs propres exploiters et ceux des autres ? Le capitalisme cherche à faire accroire que cela est impossible et en même temps il perpétue l'oppression sous mille formes, apparentes ou camouflées.

Actuellement, l'impérialisme et surtout l'impérialisme américain vit une situation politique et économique extrêmement difficile. D'autre part, le problème du dollar est devenu un de ses points faibles car ce sont le mark allemand, le yen japonais et le franc français qui payent pour le dollar. Les pays où sont utilisées ces monnaies ne veulent pas de dollars, mais des francs, des marks et des yens. La lutte du prolétariat et de ses alliés, guidée par les marxistes-léninistes, contre l'impérialisme, le capitalisme local, le pouvoir bourgeois et ses partis politiques ne manquera pas d'aboutir à des affrontements. Il ne peut en aller autrement si nous gardons à nos actions leur caractère révolutionnaire.

Les réformistes cherchent à éviter les affrontements, ils votent même pour le renforcement des forces armées, de la police et des autres forces qui soutiennent l'ordre capitaliste. Ils sont pour l'application de quelques réformes juste pour duper le prolétariat et les masses, ils aspirent à participer au pouvoir du capital et approuvent par conséquent le régime capitaliste.

Quiconque se dresse contre la bourgeoisie et ses laquais est qualifié par eux de terroriste et d'anarchiste. Nous, marxistes-léninistes, sommes contre le terrorisme, l'anarchisme, comme théories et comme pratiques. Mais nous préparons la révolution, nous nous heurtons donc et nous nous heurterons aux forces armées de la bourgeoisie. C'est pourquoi, la bourgeoisie prépare dès maintenant le terrain et met psychologiquement en condition les masses pour leur faire accroire que c'est nous, communistes et prolétaires, qui nous soulevons contre le système d'exploitation et d'oppression, qui sommes des terroristes, des anarchistes, des assassins et des auteurs des hold-up, et n'hésitent pas à nous appliquer aussi d'autres épithètes, qui conviennent fort bien aux bandes terroristes et anarchistes, mais en aucune manière aux communistes. C'est le système capitaliste lui-même qui crée ces bandes, à travers la dégénérescence de leurs éléments et qui les incite à agir sous des étiquettes pseudo-révolutionnaires, pseudo-prolétariennes et pseudo-communistes. Nombre d'entre eux ont été au début d'honnêtes garçons, cherchant un emploi, plongés dans la détresse, mais leur vie misérable et le capitalisme lui-même les poussent à se jeter dans le brigandage et l'assassinat. Parfois ces bandes causent des ennuis au pouvoir bourgeois, mais dans bien des cas il en profite, et c'est pourquoi il encourage leur multiplication et leur donne toute liberté d'action. C'est là l'armée du «fascisme que le prolétariat aura à affronter à chaque fois qu'il se dressera dans la lutte révolutionnaire. Ces bandes sont les auxiliaires marginaux de l'armée, de la police et de tous les organes coercitifs de la bourgeoisie.

C'est pourquoi nos partis communistes (marxistes-léninistes) ont pour premier devoir d'éduquer le prolétariat et les masses, de les préparer sans répit, de les engager dans des actions de toujours plus grande envergure contre la bourgeoisie et les diverses formes d'exploitation qu'elle utilise, et surtout contre l'armée et les autres moyens d'oppression propres au régime capitaliste. Ce n'est pas une tâche facile. C'est pour cette raison que le parti marxiste-léniniste ne dissocie jamais sa stratégie révolutionnaire de sa tactique révolutionnaire. Notre lutte consiste à faire du soldat, du fils du peuple non pas un automate mais un homme politique, un homme qui en toute conscience refuse d'obéir aux ordres, de se soumettre à la discipline, qui sabote les armements, qui rongé le pouvoir de la caste des officiers réactionnaires, refuse de tirer sur le peuple et, comme ce fut le cas en Iran, au moment culminant, tourne ses armes contre le système, contre ses supérieurs et s'unit aux insurgés. Dans les pays d'Europe, cela ne peut se réaliser d'un coup, il incombe donc aux partis communistes (m-l) une lourde tâche dans ce sens. Il va sans dire, que si les véritables partis de la classe ouvrière mènent un travail bénéfique auprès des fils du peuple avant même que ceux-ci ne soient recrutés, cela clarifiera et facilitera beaucoup leur activité ultérieure.

Nous devons saboter la guerre impérialiste. Cela se réalise en préparant les masses et en combinant la lutte contre la structure et la superstructure capitalistes avec la lutte visant à saboter l'armée de la bourgeoisie. Le parti marxiste-léniniste a pour devoir de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. C'est ce que nous enseigne le marxisme-léninisme c'est pourquoi il nous faut rechercher les formes et les moyens d'action requis pour développer et concrétiser aussi dans la pratique cette grande leçon. Cela se réalisera uniquement quand nous aurons préparé le soldat à une telle action, quand il aura saisi le sens et l'importance de cette action, quand il sabotera les usines, les arsenaux et les arrières de l'armée de la bourgeoisie et quand, à la fois par la lutte et dans la lutte, le parti marxiste-léniniste aura organisé l'armée du peuple en armes et que, à la tête du prolétariat, il passera directement à l'attaque contre la bourgeoisie pour renverser son pouvoir et le passer aux mains du peuple, ce qui constitue l'objectif principal de la révolution.

Toute cette lutte complexe des partis marxistes-léninistes, du prolétariat et des masses travailleuses ne peut être menée de la même manière et avec la même intensité, sous les mêmes formes et avec les mêmes méthodes dans tous les pays d'Europe et du monde. Cela est compréhensible et c'est un phénomène objectif. Les situations ne sont pas partout les mêmes et ne peuvent pas se développer partout de la même manière, mais l'idéologie qui nous guide et doit nous guider, le marxisme-léninisme, est la même et les objectifs que nous devons atteindre restent les mêmes, tandis que les forces qui se mettent en mouvement et qui s'affrontent ont été définies par le marxisme-léninisme, qui se fonde sur le développement dialectique et historique de la société humaine. Il incombe donc à la classe ouvrière, en alliance avec la paysannerie et les couches opprimées de la société, sous la conduite de son parti communiste marxiste-léniniste, de mener la révolution et de prendre le pouvoir en main.

Seul un parti marxiste-léniniste authentique est en mesure d'étudier et de comprendre correctement ces importants problèmes, d'organiser la lutte et la révolution, et de réaliser les objectifs que l'histoire a assignés au prolétariat et à son parti, qui en est la force dirigeante.

Nous estimons que seul un parti du type de Lénine et de Staline peut conduire avec succès et mener jusqu'au bout la révolution prolétarienne, et construire la nouvelle société, le socialisme et le communisme.

Il est très important que les militants assimilent l'idéologie de Marx et de Lénine et qu'ils l'appliquent avec une rigueur et une discipline prolétarienne de fer dans la vie et dans la pratique.

La révolution prolétarienne exige une discipline prolétarienne de fer. C'est pourquoi le parti, avant-garde de la classe ouvrière, se caractérise par l'unité de pensée et d'action révolutionnaire marxiste-léniniste.

Un parti marxiste-léniniste suit et ne doit suivre qu'une seule ligne. Les principes et les normes qui président à son action sont ceux d'une démocratie véritable. Au sein du parti ont lieu des débats ouverts et constructifs, il y est procédé à un échange de vues sur divers problèmes, il y règne de sains rapports de camaraderie marxiste-léniniste, un amour mutuel sincère. Toujours dans le cadre de ces normes, on y combat la bureaucratie, le libéralisme et le sectarisme, le culte de la personnalité, le favoritisme et d'autres maux ainsi que d'autres survivances nocives héritées de l'ancienne société bourgeoise-capitaliste.

Le militantisme exige de nous, communistes, de grands sacrifices jusqu'au sacrifice suprême. Cela, tous les communistes ne l'entendent pas ainsi. Il en est parmi eux qui en ont une compréhension étroite, limitant leur action à une propagande superficielle qui ne crée pas de tracas ni de risques, dans la légalité «démocratique», et à l'adoption de certaines positions politiques sans consistance ni mobilisation militante, et qui ne donnent aucun résultat concret.

Les partis révisionnistes sont des partis de «permanents», de fonctionnaires, des partis de marchands et dont la politique consiste à apprendre comment gérer les entreprises capitalistes. C'est ainsi que le parti révisionniste français et le parti révisionniste italien, entre autres, ont leurs propres trusts, ils sont ouvertement subventionnés par l'Etat et en sous-main par les groupements capitalistes. Leur «militantisme» est une façade qui vise à tromper le prolétariat, qui appuie les appareils et le système capitaliste, et ne fait donc aucun tort au capital.

L'époque que nous vivons est pour nos partis une époque glorieuse, révolutionnaire mais aussi fort difficile. Il nous faut mener notre lutte en rangs serrés pour ne pas permettre à l'ennemi de s'infiltrer dans nos rangs soit par l'intermédiaire d'agents et de provocateurs, soit idéologiquement pour nous diviser. La «pensée mao-tsétoung» est l'une des armes qu'il utilise actuellement à cette fin.

L'existence et l'activité du parti dans la légalité ainsi que les possibilités d'action que peut lui créer la bourgeoisie capitaliste ne doivent pas susciter d'illusions. Certes nous devons utiliser ces possibilités afin de développer notre travail révolutionnaire, mais le parti, avec son noyau solide, peut mieux agir dans la clandestinité tout en exploitant les diverses formes d'action que permet la «légalité» bourgeoise, sans oublier à aucun moment la lutte acharnée qu'il devra mener contre les forces armées de la bourgeoisie qui nous attaqueront.

Il ne faut pas considérer le problème de l'action clandestine de manière sectaire et nous replier sur nous-mêmes, en sous-estimant toutes les formes de lutte possibles dans la «légalité», mais nous ne devons cependant pas oublier que cette légalité est éphémère. L'activité légale menée par le parti est connue par l'ennemi, tandis que l'action clandestine combinée avec la légale et qui la dirige doit rester pour lui secrète. La lutte menée dans la légalité doit se proposer des buts, aboutir à des conclusions

susceptibles de servir la révolution, de créer ses facteurs objectifs, de préparer l'attaque de front et massive contre le système d'oppression capitaliste et son Etat.

Le Parti du Travail d'Albanie est au pouvoir. L'Albanie socialiste est l'unique Etat au monde où la dictature du prolétariat est au pouvoir. Nous sommes encerclés d'ennemis farouches qui sont en même temps les vôtres et ceux de toute l'humanité, mais nous, tous ensemble, nous sommes aussi entourés d'innombrables amis qui se trouvent partout dans le monde avec lesquels nous sommes unis dans la lutte pour un seul but, la révolution.

Nous luttons pour démasquer et désarmer nos ennemis extérieurs par notre politique juste, de principes, courageuse qui suscite le respect chez les peuples et la peur chez l'ennemi, tant pour la bonne image qu'elle donne de l'Albanie que pour le fait connu que le peuple albanais, s'il est attaqué, sait se battre et se défendre. La question se pose donc pour l'ennemi : S'engager dans une guerre est chose facile, mais comment en sortir ? L'ennemi possède sans doute une foule d'armes et des plus sophistiquées, mais l'Albanie est forte. Un des principaux objectifs que nous nous proposons d'atteindre dans l'arène internationale est d'accroître le nombre de nos amis, d'aider nos compagnons d'armes à désarmer et à démasquer nos ennemis. Nous n'oublions jamais nos ennemis, nous ne les surestimons pas mais nous ne les sous-estimerons pas non plus, et nous sommes impavides devant eux, car nous avons décidé de mener notre lutte jusqu'au bout, de nous défendre contre eux dans l'arène internationale comme à l'intérieur de notre pays, en menant une lutte incessante contre l'influence qu'ils cherchent de toutes les manières à exercer sur nous.

Notre Parti travaille afin de renforcer constamment la situation dans le pays sous tous les aspects. Nous aussi, nous nous heurtons à des difficultés sur notre chemin, mais nos succès sont bien plus importants. Les révisionnistes chinois aussi nous ont créé de sérieuses difficultés dans le domaine économique, mais nous luttons pour les surmonter et nous les surmonterons...

Dans le domaine des échanges commerciaux avec les pays capitalistes également nous rencontrons et rencontrerons des difficultés, mais nous en viendrons à bout sans faire la moindre concession politique, sans relâcher à aucun moment la lutte politique contre ces Etats et sans recevoir le moindre crédit d'eux. Comme toujours nous serons corrects avec eux pour ce qui concerne les paiements. Nous réaliserons tout par nos propres moyens en avançant avec circonspection. Nous serons toujours contre tout optimisme exagéré.

Le renforcement continu de cette situation saine à l'intérieur du pays est et demeurera l'objectif principal de notre Parti. Nous œuvrons afin que notre économie et notre culture socialistes ainsi que la capacité de défense de notre pays se développent toujours davantage. Nous travaillons surtout pour sauvegarder et consolider l'unité marxiste-léniniste dans les rangs du Parti et son unité avec le peuple. Nous luttons pour élever le niveau de formation des nouveaux cadres, pour préparer des cadres dirigeants pour l'avenir afin que le Parti reste toujours jeune et qu'il lui soit constamment infusé un sang neuf. C'est seulement dans la voie du marxisme-léninisme que l'unité a été trempée et qu'elle se trempa davantage.

Nos liens étroits, sincères et fondés sur l'égalité, dans la voie du marxisme-léninisme, constituent une exigence vitale. Il faut défendre le marxisme-léninisme, l'assimiler et l'appliquer mieux que cela n'a été fait jusqu'à présent, en travaillant de façon plus créatrice pour la révolution prolétarienne et le vrai socialisme. Nous devons lutter au coude à coude, en rangs serrés, pour nous entraider le plus possible. En tant que marxistes-léninistes au pouvoir, nous prêterons notre aide à votre lutte révolutionnaire. De votre côté, vous-mêmes aidez l'Albanie socialiste où le Parti du Travail est au pouvoir, où a été instaurée la dictature prolétarienne et où l'on construit avec succès la société nouvelle, socialiste, conformément aux enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Notre Parti estime qu'il faut mener une lutte sévère contre les diverses variantes du révisionnisme moderne et rattacher cette lutte à la lutte contre l'impérialisme américain, le social-impérialisme

soviétique, le capitalisme et ses partis dans chaque Etat en particulier et en général. Nous soulignons la lutte à mener contre les diverses variantes du révisionnisme moderne, parce que c'est la variante la plus récente et la moins démasquée de la social-démocratie de l'époque de l'impérialisme et du capitalisme en putréfaction, de la période des révolutions anti-impérialistes et prolétariennes.

Les diverses variantes du révisionnisme moderne comportent quant au fond les mêmes vues et visent les mêmes objectifs :

- réfuter la théorie marxiste-léniniste en tant que théorie prétendument inadaptée à notre époque.
- réfuter l'idée de la révolution et de la prise du pouvoir par la violence.
- intégrer le capitalisme dans le «socialisme» au moyen de réformes, dans le pluralisme et la collaboration, dans l'harmonie et la coexistence des classes et de leurs idéologies.
- préserver les structures actuelles de l'Etat capitaliste, et les croyances religieuses en acceptant seulement quelques petites modifications formelles.

Bien que dans les grandes lignes le polycentrisme de Togliatti ait été réalisé, on assistera à de nouvelles divisions, et désintégrations.

On observe aujourd'hui plusieurs variantes du révisionnisme moderne :

1. Le révisionnisme moderne soviétique qui «domine», une foule de partis de sa sphère d'influence ; ce sont, en général, les anciens partis communistes. Ce groupement révisionniste se masque du léninisme, mais il le combat comme théorie et comme pratique révolutionnaires. Dans les pays capitalistes où ils opèrent, les partis de ce groupement révisionniste sont à l'opposition ; mais ils s'efforcent aussi de participer au gouvernement de leurs pays. Leur démagogie est extrêmement dangereuse.

2. Les partis révisionnistes espagnol, français, italien et d'autres encore, qui arborent le drapeau de l'«eurocommunisme» et ont rejeté ouvertement la théorie marxiste-léniniste et l'idée de la révolution, soutiennent le parlementarisme, le pluralisme et le réformisme sur le plan théorique et structurel, ils renient la lutte de classes, prônent la paix entre elles et luttent pour participer aux gouvernements des pays capitalistes et collaborer légalement avec le capitalisme en s'intégrant dans sa structure et sa superstructure.

3. Le révisionnisme chinois, avec la «pensée maotsé-toung» en tant que théorie opportuniste, révisionniste, boukharinienne, éclectique et pseudo-marxiste, empreinte de tendances à l'hégémonie mondiale en idéologie comme en politique. Bien qu'elle ne soit pas très bien cristallisée, la «pensée mao-tsétoung» est la théorie de la bourgeoisie chinoise en cours de développement, avec ses visées agressives, bellicistes et social-impérialistes. Cette théorie pseudo-marxiste réfute le marxisme-léninisme en s'affublant d'une masque révolutionnaire; elle cherche également à camoufler la lutte menée par le révisionnisme chinois pour l'hégémonie mondiale et le néo-colonialisme, elle renie la lutte des classes et revêt un caractère asiatique prononcé, mais aussi un caractère mondial, et se déclare ouvertement contre l'internationalisme prolétarien.

4. Le titisme, courant révisionniste, qui agit sans gants contre le marxisme-léninisme, s'est mis ouvertement au service du capitalisme mondial, et édifie une structure anarcho-syndicaliste, pseudo-socialiste, possédant tous les traits anti-socialistes et anti-marxistes-léninistes. Le titisme est le soutien de l'«eurocommunisme» et il s'efforce d'en assumer la conduite, mais sans succès. Ce courant s'efforce à influencer la Chine pour qu'elle s'engage plus avant dans la voie capitaliste, il a commencé à l'influencer dans certains domaines, mais la Chine vise à créer à sa manière son propre système capitaliste, et elle est en train de le faire.

5. Divers courants anti-marxistes, éclectiques, social-religieux, social-bourgeois qui ne cessent de surgir comme les champignons après la pluie.

Nos partis doivent toujours avoir en vue que ces variantes révisionnistes qui se sont toutes lancées à l'attaque contre la révolution et le socialisme, ont leurs propres théories et qu'elles cherchent à manipuler les masses au dedans et au dehors du pays, au niveau international. Les théories des «trois mondes», des «non-alignés», du «monde en voie de développement» ou une théorie comme celle qui prétend que «le socialisme se construit partout dans le monde», ne sont que de l'opium pour les peuples, elles sont anti-populaires, une réaction à la situation anti-impérialiste créée. Elles servent précisément à défendre le système capitaliste contre les attaques des masses, elles tendent à faire obstacle au mouvement anti-impérialiste des peuples et à leur lutte. Ces théories pseudo-libératrices alimentent des illusions et cherchent à paralyser l'élan révolutionnaire des masses en leur faisant croire qu'elles sont en action, engagées dans la «lutte» et que ce qu'elles font ou font semblant de faire est suffisant.

Les conférences pompeuses, les réunions élargies, les va-et-vient des délégations gouvernementales et des partis de ces pays chez l'un et chez l'autre avec le grand tam-tam qui accompagne ces multiples activités, sont utilisées par la presse bourgeoise pour endormir et désorienter l'opinion mondiale et les nouveaux marxistes encore insuffisamment formés.

Ce sont tous ces éléments qui constituent la complexité de notre lutte. Nous devons avoir toujours présente à l'esprit toutes les actions de nos ennemis, nous devons les démasquer ouvertement et sans répit, et ce souci doit être à la base de notre combat, de notre stratégie et de notre tactique, de notre lutte et de notre action quotidiennes. C'est pour cette raison qu'il faut tremper nos partis chaque jour davantage, les armer de notre théorie marxiste-léniniste, préserver et renforcer l'unité idéologique marxiste-léniniste du parti. C'est seulement ainsi que nous pourrions nous orienter comme il faut dans notre lutte complexe mais glorieuse, parce que cette lutte est la grande lutte de libération des peuples du joug capitaliste, c'est la lutte pour le triomphe de la révolution prolétarienne dans tous les continents.

Publié pour la première fois d'après les notes prises lors de cette rencontre et qui se trouvent aux ACP.

AGRESSEURS, HORS D'AFGHANISTAN !

Article publié dans le «Zëri i popullit»

5 janvier 1980

L'occupation militaire de l'Afghanistan de la part de l'Union soviétique social-impérialiste, qui a eu lieu ces derniers jours, a suscité une grande colère chez les peuples progressistes et épris de liberté du monde entier. L'intervention soviétique est une agression ouverte non seulement contre l'Afghanistan, mais aussi contre les peuples voisins, contre tous les peuples de la zone du Moyen-Orient, contre la paix et la sécurité internationale.

C'est là une agression de type fasciste comme le fut l'occupation de la Tchécoslovaquie en 1968, et c'en est la dernière édition tant du point de vue de l'action militaire que du point de vue des arguments avancés pour la justifier. Les social-impérialistes soviétiques s'efforcent de présenter l'occupation de l'Afghanistan comme une action «légitime», exécutée soi-disant à la demande d'aide avancée par le gouvernement afghan, en vertu du «traité d'amitié» qui existe entre les deux pays, afin de défendre l'Afghanistan contre l'intervention étrangère, etc.

Ce sont là des «arguments» éculés et rebattus. Ils ont été utilisés par tous les agresseurs de tous les temps. La réalité est que les social-impérialistes soviétiques avaient déjà préparé soigneusement le terrain à cette occupation en s'ingérant dans les affaires intérieures de ce pays et en y suscitant des troubles, afin de créer une situation favorable leur permettant de lier l'Afghanistan aux traités asservissants, dont ils se servent ouvertement comme d'un instrument pour occuper ou pour maintenir sous leur dépendance et leur contrôle les peuples des autres pays.

Les gouvernants de Moscou ont mis cyniquement à profit le renversement de la monarchie puis du régime de Daūd ainsi que les aspirations à la liberté du peuple afghan, qui ressentait profondément l'oppression et l'exploitation exercées par la monarchie, le féodalisme et leurs alliés soviétiques et qui souhaitait voir son pays libre et souverain.

Afin de camoufler leurs visées impérialistes et dans l'espoir de les réaliser au plus tôt, les états-majors du Kremlin sont brutalement intervenus en Afghanistan en portant au pouvoir leurs gens, qu'ils n'en ont pas moins décapités l'un après l'autre, à la recherche des plus appropriés et des plus obéissants à Moscou.

L'Union soviétique, contrairement à ce qu'elle prétend, ne s'intéresse guère à la liberté et à l'indépendance de l'Afghanistan, pas plus qu'à la libération du peuple très éprouvé de ce pays. Ce qui l'intéresse avant tout, c'est la position stratégique de l'Afghanistan au Moyen-Orient, sa proximité des sources de pétrole, sa position clé dans une vaste zone qui est l'arène d'une rivalité sauvage entre les superpuissances.

L'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique a eu lieu dans une période où les Etats-Unis mènent une vaste activité de pression et de chantage contre l'Iran, qu'ils ont entrepris une véritable agression économique et politique contre ce pays, en l'accompagnant d'une démonstration de force et de menaces d'intervention militaire. Dans cette optique, les événements d'Iran et ceux d'Afghanistan sont étroitement liés entre eux et ils peuvent engendrer d'autres événements analogues dans cette région.

Ils témoignent de l'âpre rivalité opposant les Etats-Unis et l'Union soviétique pour établir leur hégémonie dans les régions riches en pétrole du Moyen-Orient et dans l'océan Indien, ainsi que des grands dangers que font peser les superpuissances sur les peuples de ces zones. Celles-ci ont pour objectif de frapper et d'opprimer les mouvements révolutionnaires des peuples; de les empêcher d'échapper à l'hégémonie de l'impérialisme et du social-impérialisme et de s'engager dans la voie de leur développement indépendant national et démocratique.

L'agression barbare des social-impérialistes soviétiques contre l'Afghanistan, les menaces constantes d'agression de la part des impérialistes américains et les intrigues des social-impérialistes chinois dans ces zones sont grosses de dangers pour la paix et la sécurité dans le monde. Ces actes démentent tout le tapage démagogique mené par les superpuissances sur le maintien de la paix et de la stabilité, leurs manœuvres visant à faire relâcher la vigilance des peuples et des pays qui sont l'objet de leur politique d'hégémonie et d'expansion. Les événements d'Iran et ceux d'Afghanistan prouvent que, juste au moment où les superpuissances impérialistes et social-impérialistes font un grand bruit à propos de la paix, de la détente, du désarmement, etc., elles préparent en fait des agressions contre la liberté et l'indépendance des peuples.

L'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique est le fruit de sa stratégie d'expansion et d'agression. Elle prouve clairement une fois de plus que l'agression et le recours à la force militaire constituent actuellement le trait le plus distinctif de la politique étrangère soviétique. En rivalisant avec l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique s'est efforcé de toutes ses forces et par tous les moyens de s'assurer de nouvelles positions stratégiques et d'étendre sa sphère de contrôle et de domination en Asie, en Afrique, en Amérique latine et partout ailleurs.

Dans ces efforts, les superpuissances n'hésitent devant aucune méthode, depuis les manœuvres politiques et diplomatiques jusqu'à la violence militaire. Mais si les peuples prennent eux-mêmes en main leurs destinées, là défense de leur juste cause et se dressent dans la révolution, comme cela s'est produit en Iran, alors les superpuissances essuient de lourdes défaites irréparables pour leurs positions d'hégémonie.

Après avoir occupé l'Afghanistan et l'avoir placé sous le talon de fer de leur armée, les agresseurs social-impérialistes soviétiques s'efforcent d'«apaiser» l'opinion publique en essayant de lui faire croire qu'ils n'y ont envoyé que quelques contingents à titre «provisoire», «tant que leur présence s'avérera nécessaire», mais en réalité ils n'ont fixé aucun délai. Ils agiront en Afghanistan comme ils l'ont fait en Tchécoslovaquie, où, même aujourd'hui, douze ans après leur intervention, ils continuent de maintenir leurs troupes d'occupation.

Quelles que soient les promesses et les justifications dont usent les social-impérialistes soviétiques, ils ne peuvent dissimuler le grave crime qu'ils ont perpétré contre la liberté, l'indépendance et la souveraineté nationale de l'Afghanistan. Nul, sous quelque prétexte que ce soit, n'a le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres peuples et des autres nations. Seuls les peuples sont tout-puissants chez eux et ont le droit de décider eux-mêmes sans aucune ingérence étrangère de leurs problèmes intérieurs.

D'autre part, personne ne se laisse tromper par la démagogie hypocrite des impérialistes américains et des social-impérialistes chinois, qui se posent en «défenseurs» de l'Afghanistan et versent pour lui des larmes de crocodile. Les impérialistes américains cherchent à tirer avantage de ces situations troubles pour justifier leurs mesures militaires comminatoires contre l'Iran et les autres pays du Moyen-Orient. Les peuples n'oublient pas la guerre criminelle des impérialistes américains en Indochine et ailleurs, ils n'oublient pas l'agression criminelle de type fasciste des social-impérialistes chinois contre le Vietnam, pas plus qu'ils ne peuvent oublier les événements de Tchécoslovaquie, d'Afghanistan, etc. Ils se rendent bien compte que les impérialistes américains, les social-impérialistes soviétiques, les social-impérialistes chinois et tous les autres impérialistes et réactionnaires sont tous au même titre des agresseurs sanguinaires, que ce sont des ennemis mortels de la liberté et de l'indépendance des peuples, qu'ils s'accordent et s'arrangent entre eux sur le dos des peuples.

Les événements d'Afghanistan et d'Iran, qui touchent tous les peuples du monde, rendent indispensables une vigilance accrue envers les actions agressives de l'impérialisme et du social-impérialisme, l'union de ces peuples dans la lutte contre la politique agressive, expansionniste et hégémoniste des superpuissances.

A présent les combattants afghans attachés à la liberté ont pris les armes et ils se battent vaillamment dans les montagnes et dans les villes contre la domination soviétique et contre les agents de Moscou. Ils donnent des exemples de haute vaillance et ils témoignent partout leur résolution à maintenir haut levé le drapeau de la liberté et de la souveraineté nationale, pour combattre jusqu'au bout et chasser les envahisseurs.

Dans cette guerre juste et légitime, ils ont et ils auront le soutien de tous les peuples épris de liberté et des gens honnêtes et progressistes partout dans le monde. Leur lutte est aidée puissamment par la révolution et le peuple iraniens. A coup sûr les combattants afghans seront appuyés par tous les peuples musulmans attachés à la paix, où qu'ils se trouvent. En particulier, les peuples arabes et africains, qui sont actuellement le plus menacés par les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques, doivent se dresser et exprimer avec force leur solidarité combattante envers la révolution iranienne et l'insurrection afghane, car ils luttent par là même pour leur liberté, leur indépendance et leur souveraineté. Dans ces situations, par leur attitude même, les dirigeants des pays qui défendent réellement leurs intérêts nationaux et ceux des peuples se distingueront de ceux qui bradent ces intérêts aux étrangers.

Les peuples arabes qui vivent dans une riche zone pétrolifère, mais qui sont pauvres, opprimés et exploités ; voient clairement les atrocités que les impérialistes et les néo-colonialistes perpètrent sur leur dos. Mais nous sommes certains que la révolte qui a commencé dans ces pays ne s'éteindra jamais. Les armes modernes que peuvent employer les ennemis, fût-ce les plus sophistiquées, ne sauraient fonctionner sans pétrole, et ce produit est la propriété des peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance.

Le peuple albanais exprime sa profonde conviction que le vaillant peuple afghan portera des coups écrasants aux agresseurs social-impérialistes soviétiques et qu'il les chassera de ses foyers.

Publié d'après le journal «Zëri i popullit», 5 janvier 1980

LES EVENEMENTS DANS LES PAYS MUSULMANS DOIVENT ETRE ANALYSES A LA LUMIERE DU MATERIALISME DIALECTIQUE ET HISTORIQUE

Janvier 1980

La situation internationale actuelle est très tendue. Dans plusieurs régions du monde, principalement dans l'importante zone des pays producteurs de pétrole, surtout d'Asie, la lutte que se livrent les deux superpuissances impérialistes, Etats-Unis et Union soviétique, sans oublier la Chine impérialiste et les autres puissances capitalistes, pour un nouveau partage des marchés et des zones d'influence en cherchant à s'évincer mutuellement, a pris, comme notre Parti l'avait depuis longtemps si justement prédit, une nouvelle et grande ampleur. Leurs pressions et complots s'accompagnent, dans un grand tapage diplomatique et de propagande, de tentatives d'«accords et de compromis» soi-disant en faveur du maintien de la paix et de l'équilibre des forces. En fait, comme le confirment les récents événements, on constate que, en dépit de la rivalité croissante entre les superpuissances, l'accord et le compromis sont encore le principe fondamental de leur politique mutuelle. Mais, un jour, leur rivalité atteindra un point tel qu'elle débouchera nécessairement sur un affrontement armé. Et les conséquences de ce conflit retomberont, comme cela a été le cas pour les guerres impérialistes antérieures, sur le dos des peuples.

Le résultat le plus récent de cette rivalité est l'agression militaire des social-impérialistes soviétiques contre l'Afghanistan, l'occupation armée de ce pays par l'une des superpuissances impérialistes. Il est de fait que la récente action ouverte des forces armées soviétiques contre la souveraineté du peuple afghan, était depuis longtemps mijotée par les politiciens et les militaires chauvins social-impérialistes soviétiques et leurs agents afghans. Pour en arriver là, les premiers comme les seconds ont mis à profit d'abord le renversement de Muhammad Zahir shah en 1973, puis la chute du prince Daüd en 1978. Dans leurs sinistres desseins, ils ont exploité aussi les aspirations à l'émancipation sociale du peuple afghan, opprimé par la monarchie absolue et ses amis de l'étranger, en premier lieu les Soviétiques, qui la subventionnaient et la maintenaient au pouvoir. Ainsi, les social-impérialistes soviétiques, malgré leur «alliance» avec le roi d'Afghanistan, ont tout mis en œuvre pour le détrôner. Camouflant leurs visées impérialistes, ils ont d'abord porté au pouvoir des hommes à eux soi-disant animés de sentiments progressistes. Puis, au moyen de putschs sanglants et en recourant aux chars, ces hommes aussi ont tour à tour été remplacés; ils ont été exécutés, comme c'a été le cas de Nur Muhammad Tarak et d'Hafizoullah Aminé.

Mais aucun envahisseur étranger, si puissant et armé qu'il soit, ne saurait vaincre définitivement le peuple qu'il a agressé. Partout où ils vont, les occupants étrangers, qui ne sont bien accueillis que par les cliques de traîtres, anti-nationales et anti-populaires trouvent la haine des peuples. Ceux-ci leur opposent d'abord une résistance sporadique, puis se dressent dans des révoltes mieux organisées qui se

muent progressivement en insurrections populaires, en guerres de libération. C'est ce que confirme le cours des événements en Afghanistan ; où dans les villes, les villages et les montagnes, le peuple s'est soulevé et mène une âpre lutte contre les troupes soviétiques d'occupation. La lutte du peuple afghan jouit donc du soutien et de la sympathie des peuples épris de liberté et des forces révolutionnaires du monde entier. Notre peuple aussi l'appuie de toutes ses forces. La guerre du peuple afghan est une guerre juste, et elle ne manquera donc pas de triompher.

La lutte actuelle de ce peuple contre l'agression militaire soviétique ainsi que la révolte populaire antiféodale, anti-impérialiste et anti-américaine du peuple iranien : doivent nous faire réfléchir plus à fond politiquement, théoriquement et idéologiquement, sur un autre grand problème qui apparaît toujours mieux en évidence dans les situations actuelles et à ce stade de la complexe évolution mondiale: celui des mouvements populaires d'«inspiration islamique», comme la bourgeoisie et les révisionnistes aiment à les définir, du seul fait que les peuples musulmans des pays arabes et des autres pays ont pris la tête de ces mouvements de libération. C'est un fait, une réalité objective, que dans ces pays il existe des mouvements insurrectionnels. Toutefois, si l'on considère ces mouvements des peuples musulmans de façon simpliste, superficielle, comme des mouvements de caractère purement islamique^ sans étudier à fond les vraies raisons qui mettent en action les larges masses des peuples, on risque de verser dans les positions des révisionnistes et des impérialistes, qui dénigrent ces mouvements et nourrissent des visées asservissantes à rencontre de ces peuples.

Nous, marxistes-léninistes, nous n'oublions jamais que la religion est l'opium du peuple. En aucun cas nous ne pouvons modifier notre jugement à cet égard, ni ne devons tomber dans les erreurs du «socialisme religieux». Et la religion musulmane ne fait pas exception. Néanmoins, nous voyons qu'actuellement les grandes masses des peuples musulmans, dans les pays arabes comme dans d'autres pays, se sont dressées dans la lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme pour leur libération nationale et sociale. Ces peuples, laissés naguère à dessein dans les ténèbres, et dont la vision d'« choses est encore rétrograde, ressentent à présent l'oppression et l'exploitation féroces que leur imposaient les anciens colonisateurs, et que leur imposent encore les nouveaux colonisateurs et les cliques féodalo-bourgeoises capitalistes de leur pays. Ils comprennent les raisons politiques et économiques de cette oppression et, bien que musulmans et maintenus dans un état arriéré, ils font preuve d'une grande vitalité et apportent une importante contribution à la révolution démocratique bourgeoise et anti-impérialiste, qui fraie la voie à la révolution prolétarienne. Ce sont les régimes tyranniques antipopulaires et le clergé réactionnaire qui ont adopté et utilisé la religion musulmane pour exercer sur ces peuples l'oppression sociale et les exploiter sauvagement, ils ont préservé leur pouvoir sanguinaire grâce aux armes et à l'appui reçus de l'étranger, c'est-à-dire des puissances impérialistes et néo-colonialistes rapaces, en attisant et en développant aussi le fanatisme religieux. Ainsi, le cours des événements confirme toujours plus la thèse marxiste-léniniste selon laquelle les ennemis du dedans collaborent étroitement avec ceux du dehors pour opprimer leurs peuples et qu'ils utilisent la religion comme une arme pour les maintenir dans les ténèbres et les subjuguier.

Les événements actuels montrent clairement que les peuples arabes musulmans sont des peuples combattants. Leurs révoltes et leurs luttes anti-impérialistes, anti-coloniales et anti-féodales s'accompagnent généralement d'affrontements armés. Ces luttes et ces révoltes ont leur origine dans l'oppression féroce qu'ils subissent, dans leurs sentiments d'attachement à la liberté et au progrès. Si l'on n'est pas épris de progrès et de liberté, on ne peut pas se dresser dans la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale, contre la double oppression, intérieure et extérieure.

Un autre facteur social qui pousse irrésistiblement à l'insurrection anti-impérialiste, anti-coloniale et antiféodale, consiste dans la grave situation économique de ces peuples, dans la famine et les souffrances qui sont leur lot. En même temps donc que leur éveil politique, nous devons aussi, de quelque manière, avoir en vue leur éveil social.

Si l'on jette un regard sur le cours de la lutte des peuples musulmans, on y observe des variations marquées, des phases d'ascension, mais aussi de déclin, de stagnation, ou de passivité, dues à divers

facteurs, en particulier au fait que la bourgeoisie pseudo-progressiste se trouve ou se met à la tête de ces peuples.

Ainsi, au Maroc, par exemple, on a assisté à un certain mouvement, mais le mouvement antiféodal et anti-impérialiste du peuple marocain n'est pas à la hauteur de celui des autres peuples, au contraire, la monarchie et le féodalisme règnent sur ce peuple par la force, par des pseudo-réformes libérales, mais en jouant aussi sur les sentiments religieux.

En Algérie, le peuple a mené la lutte de libération nationale contre les colonisateurs français, et bien que cette lutte n'ait pas été conduite par un parti marxiste-léniniste, mais par la bourgeoisie nationale, elle s'est achevée par l'expulsion des occupants étrangers, sans cependant être menée plus avant.

En Tunisie, le peuple semble endormi, très apathique, et, bien qu'il ne soit pas tellement arriéré, on ne le voit pas sortir de sa torpeur. Ces temps derniers, il y a été question d'un mouvement syndicaliste tunisien, et son secrétaire général a même été arrêté, mais les choses ne sont pas allées plus loin.

En Egypte également, une révolte a eu lieu en 1952. La monarchie a été renversée sans effusion de sang. Le roi Farouk a été chassée du pays par un groupe d'officiers. Ceux-là même qui l'ont détrôné, l'ont accompagné jusqu'à Alexandrie, lui ont donné de l'argent et l'ont embarqué sur un navire, l'aidant ainsi à se sauver. Bref, ils ont persuadé leur monarque de s'en aller de son propre chef s'il voulait sauver sa peau, car il ne pourrait plus rester dans le pays, aucun lien ne l'y attachant plus. Ainsi, le groupe d'officiers égyptiens, avec à leur tête Nasser, Nagib et Sadate, ont effectué, en quelque sorte, un coup d'Etat militaire pacifique contre une monarchie complètement dégénérée et se sont emparés du pouvoir. Mais qui étaient et que représentaient les officiers égyptiens auteurs de ce putsch? C'étaient des hommes de la bourgeoisie, ses représentants; ils étaient hostiles aux Anglais, mais il y avait aussi parmi eux des pro-hitlériens. Sadate, comme je l'ai déjà dit, a lui-même déclaré avoir collaboré avec le maréchal nazi Rommel, le «loup du désert». Le détronement de Farouk a été gonflé à l'extrême, au point d'être appelé une «révolution». Mais le peuple égyptien, les masses laborieuses de ce pays, n'en ont tiré aucun profit. Aucune réforme ou presque n'a été accomplie dans leur intérêt. Et même la relative réforme agraire qui a été amorcée, s'est achevée au profit des féodaux et des riches propriétaires fonciers. Ceux qui venaient ainsi de prendre le pouvoir ont tenté, sous le couvert de l'unité des peuples arabes, de réaliser même l'«union» de l'Egypte et de la Syrie. Mais toutes leurs tentatives dans ce sens ont été vaines, car en Syrie également, la bourgeoisie capitaliste à la tête de l'Etat n'avait changé entre-temps que d'équipage et de patron, l'Union soviétique impérialiste y ayant supplanté la France. Moscou a saboté cette «union» sans fondements et a planté ses griffes dans ce pays.

En Libye aussi, comme on le sait, a eu lieu en 1969 une révolte ; la dynastie du roi Idris a été renversée et le pouvoir est passé aux mains d'un groupe de jeunes officiers, avec à sa tête Kadhafi, qui se pose en anti-impérialiste. Au début, on pouvait qualifier cette révolte, ce mouvement, de progressiste, mais, plus tard ce mouvement s'est assoupi et il est maintenant en stagnation. Ayant accédé au pouvoir, Kadhafi, qui se veut le chef de l'islamisme, tout en se fondant sur la religion musulmane, cherche à faire passer la Libye pour un pays «progressiste», il l'a même qualifiée de «socialiste», mais la grande richesse du pays, le pétrole, est utilisée dans des intentions blâmables à des fins aventureuses et très équivoques. Certes, par démagogie et grâce aux revenus très élevés que donne la vente du pétrole, la vie de la population libyenne dans les villes s'est quelque peu améliorée mais dans le désert le nomadisme demeure une plaie sociale. Comme on le sait, Kadhafi a été l'élève de Nasser en matière politique, idéologique et religieuse ainsi que dans les desseins qu'il poursuit.

Dans la capitale irakienne, s'est produite en 1958 une révolte un peu plus avancée, plus révolutionnaire contre la monarchie, révolte qui s'est terminée par l'assassinat du roi Fayçal et du premier ministre Nuri al-Saïd. Les «communistes» y prirent le pouvoir, ainsi que le général Kassem, représentant des officiers libéraux. Mais cinq ans plus tard en 1963, à la suite d'un nouveau coup d'Etat, Kassem a été renversé et exécuté. Un autre officier, le colonel Aref, l'a remplacé. Puis, en 1968, le général al Bakr a

pris la tête du pays et le «Baath», le parti de la bourgeoisie réactionnaire, féodale et compradore, a de nouveau accédé au pouvoir.

Les événements d'Iran et d'Afghanistan offrent un exemple positif aux peuples des pays voisins, comme le Pakistan, l'Arabie Saoudite, l'Irak, les Emirats du golfe Persique, la Syrie, l'Egypte et plusieurs autres, mais les cliques dominantes de certains pays de cette région voient dans ces faits une grave menace pour elles. Autrement dit, tout le monde arabe est en mouvement, en évolution.

L'écho de l'insurrection populaire anti-féodale et anti-impérialiste du peuple iranien qui ébranle l'impérialisme dans ses bases économiques et dans ses desseins d'hégémonie mondiale, atteint même l'Indonésie, mais ce mouvement, là, est plus faible que dans les pays de l'Asie centrale, du Proche et Moyen-Orient ou même de l'Afrique du Nord, où l'islam est plus compact en tant que religion et les richesses plus considérables. Dans ces régions, on assiste à un éveil progressif des masses, généralement dirigé, pour l'heure, comme c'est le cas en Iran, par des éléments religieux, qui savent profiter de l'attachement de ces peuples à la liberté, de leurs sentiments hostiles à l'impérialisme oppresseur, à leurs chefs de file monarchistes et aux cliques féodales qui les pillent et les massacrent inexorablement, etc. Il nous appartient donc de faire une analyse marxiste-léniniste de ces situations. Nous ne pouvons souscrire aux rumeurs lancées par la propagande bourgeoise et révisionniste, l'impérialisme américain et le capitalisme mondial, comme quoi l'ayatollah Khomeiny, ou tel ou tel autre en Iran, n'entendent rien à la politique ou qu'ils sont aussi retardataires que l'étaient les imams Ali, Hasan et Hussein. Ce n'est pas vrai. Au contraire, les faits montrent que des gens comme lui savent mettre à profit judicieusement le mouvement actuel de ces peuples, qui est, quant au fond et en fait, un mouvement progressiste, démocratique bourgeois et anti-impérialiste.

Suivant diverses voies et par différents moyens, les impérialistes et les social-impérialistes cherchent à noyauter ces mouvements et à les gagner à eux. Mais, à l'heure actuelle, ceux-ci leur sont défavorables, voire hostiles. Cela est si vrai que les social-impérialistes soviétiques ont été obligés d'envoyer leurs blindés et des dizaines de milliers de soldats en Afghanistan, bref de se livrer à une agression ouvertement fasciste contre un pays indépendant pour porter et garder au pouvoir leurs fantoches locaux, qui étaient incapables de se maintenir en place sans l'aide des baïonnettes, des chars et de l'armée soviétique.

Bien entendu, cet événement, l'occupation militaire de l'Afghanistan par les Soviétiques, devait susciter des réactions et des inquiétudes dans l'opinion publique internationale, éveiller la colère et la haine des peuples épris de liberté et des forces progressistes, et, par son aspect stratégique, de la nervosité chez les rivaux des Soviétiques et surtout aux Etats-Unis. En fait, il semble que ces jours-ci le président Carter tend à bouger un peu, apparemment pour créer quelques difficultés à l'Union soviétique et renforcer ses propres positions, qui ne cessent de s'affaiblir. Il prend des mesures pour empêcher les social-impérialistes soviétiques d'occuper éventuellement le Pakistan, ou plutôt pour ne pas les laisser mettre à profit les sentiments révolutionnaires anti-impérialistes du peuple musulman de ce pays qui nourrit de la sympathie pour le mouvement anti-impérialiste de ses voisins iraniens. Ce qui se produit en Iran peut aussi se produire là-bas. C'est justement pour parer à cette éventualité que les Etats-Unis, par la voix de leur président Carter, ont proposé au gouvernement pakistanais d'envoyer dans son pays 50 000 soldats américains et d'augmenter leurs fournitures d'armes, soi-disant pour conjurer le péril soviétique. Les Etats-Unis ont aussi dépêché en Chine leur secrétaire d'Etat à la Défense afin de concrétiser et de vivifier l'alliance sino-américaine. Au cours de cette visite, les deux parties ont exprimé leur préoccupation devant l'expansion croissante des social-impérialistes soviétiques dans cette région et affirmé à ce propos leur détermination de défendre leurs intérêts impérialistes respectifs et communs. D'autre part, les Etats-Unis ont promis à la Chine des armements modernes des plus sophistiqués.

Mais le péril soviétique existe-t-il pour le Pakistan ? Sans doute oui. Cependant au Pakistan la colère contre Zia Ul Haq, accompagnée de la sympathie pour Khomeiny, peut exploser même sans l'intervention des Soviétiques. Zia Ul Haq lui-même, pour éviter une pression de la part des

Soviétiques et la révolte du peuple pakistanais, peut se rallier aux premiers, ce qui leur permettrait de justifier leur intervention. C'est pour cette raison que les Etats-Unis sont en train de ranimer leurs pactes militaires avec le Pakistan.

De son côté, Carter s'efforce de maintenir l'équilibre, car une intervention soviétique au Pakistan constituerait un danger pour l'impérialisme américain dans cette région du monde. Carter jouit aussi d'une certaine influence au Pakistan du fait du «traité d'alliance défensive» qui lie ce pays aux Etats-Unis. En outre, le président américain voit dans les situations nouvellement créées en Asie centrale d'autres dangers comme le retour au pouvoir d'Indira Gandhi, qui poursuit sa politique pro-soviétique. Si les Soviétiques réussissent à consolider leurs positions en Inde, le Pakistan, qui est en conflit avec ce pays, pourrait devenir pour eux une proie plus facile, se prêter davantage à la pénétration de leur influence. Les impérialistes américains cherchent donc à prévenir l'éventualité d'une intervention militaire ou d'une influence soviétique accrue au Pakistan. Par ailleurs, Washington est très préoccupé à l'idée que l'Union soviétique pourrait aussi faire pression sur l'Iran, sous prétexte de l'aider à tenir tête aux menaces de l'impérialisme américain.

Certes, les peuples de cette région sont musulmans et nous entendons par là que la plupart d'entre eux sont croyants, mais leur engagement religieux est relatif et ne prime pas sur la politique. Il y a là-bas des gens progressistes qui croient au Coran et à la religion, et qui les observent, mais plutôt comme une coutume et une tradition. Quand nous évoquons la majorité du peuple, nous avons en vue la portion de la population à laquelle on a cherché à faire croire que la religion musulmane est une religion libérale, progressiste, qui sert les intérêts du peuple, et que tout ce qui est prêché en son nom est «pour le bien» de celui-ci du moment que «faire ses ablutions, prier et jeûner est salutaire pour la santé, le corps et l'esprit», etc. Bref, on veut le persuader que les rites de cette religion sont «utiles» non seulement dans cette vie, mais encore dans «l'autre», après la mort, et c'est ce que l'on prône ouvertement. Toutefois, la misère et l'oppression, l'instruction et un degré relatif de développement politique ont secoué les fondements de cette croyance.

De façon générale, tous ces événements et le cours des choses révèlent que les impérialistes et les social-impérialistes sont en difficultés dans ces régions. Il va de soi que leurs fantoches se trouvent logés à la même enseigne. Si les uns et les autres connaissent ces difficultés, c'est à cause du mouvement révolutionnaire, progressiste, anti-impérialiste, anti-colonialiste et anti-féodal des masses populaires des pays arabes musulmans, qu'elles soient chiites ou sunnites. L'état de choses dans cette région est positif, il atteste une situation révolutionnaire, un grand mouvement de ces peuples. Mais, dans le même temps, on voit leurs ennemis tenter de freiner leur mouvement, de l'aiguiller dans une autre direction et d'en réduire l'intensité.

Nous devons donc considérer ces situations, ces luttes et révoltes de ces peuples, comme des mouvements sociaux, révolutionnaires, même si à première vue ils revêtent un caractère religieux. Aux côtés des croyants y participent aussi des athées, mais tous se battent contre l'impérialisme étranger, contre le néo-colonialisme ou les monarchies et les féodaux oppresseurs du dedans. L'histoire est riche en exemples positifs de larges mouvements populaires et révolutionnaires de masse, qui, considérés de l'extérieur, ont présenté un caractère religieux. C'est le cas des mouvements babistes en Iran dans les années 1848-1851; du mouvement des Wahhabites en Inde qui précéda la grande insurrection populaire contre les colonisateurs anglais dans les années 1857-1859; des mouvements paysans du temps de la Réforme au XVI^e siècle, qui eurent lieu dans la plupart des pays d'Europe et surtout en Allemagne. La Réforme elle-même, malgré son caractère en apparence principalement religieux, constituait aussi en soi un vaste mouvement social et politique opposé au système féodal et à l'Eglise catholique qui soutenait ce système.

Si un peuple se sent atteint dans ses intérêts vitaux, dans sa liberté et son indépendance, il se dresse et combat n'importe quel agresseur, fût-ce un coreligionnaire. C'est ce qui s'est produit au Yémen du Nord en 1962 quand Nasser y envoya son armée soi-disant à titre de renfort. Quelque temps après, il

fut obligé de retirer ses troupes, car, malgré leur religion commune, un dur conflit éclata entre la population du pays et les troupes égyptiennes.

Au Yémen du Sud, où vit un peuple musulman croyant, existait un mouvement révolutionnaire populaire hostile à l'impérialisme britannique, qui détenait la part d'Aden. Sans la lutte anti-impérialiste du peuple du Yémen, qui l'obligea à s'en aller, l'Angleterre n'aurait jamais abandonné de son gré le port d'Aden, ce point stratégique clé de l'océan Indien, qui commande l'entrée de la mer Rouge. A la suite de quoi, au Yémen du Sud fut instauré en 1970 un régime «démocratique populaire» qui entra progressivement sous l'influence des social-impérialistes soviétiques. Mais dans ce pays également, si ce n'est aujourd'hui, demain le mouvement révolutionnaire contre le social-impérialisme soviétique ne manquera pas d'éclater.

Actuellement, le sultanat d'Oman est le théâtre de mouvements révolutionnaires anti-impérialistes et anti-colonialistes, dirigés aussi contre le sultan qui y règne. Il en ira de même en Ethiopie, en Somalie, dans les pays du golfe Persique, etc.

C'est un fait que les peuples des pays de cette région ; étant des peuples religieux et croyant au Coran et à Mahomet, fondent aussi leur lutte contre l'oppression impérialiste sur des motifs religieux. Mais l'on ne peut pas pour autant en conclure que c'est l'esprit religieux qui inspire ces révoltes et cet éveil révolutionnaire. En aucune façon. Seulement on doit observer que ces peuples, en même temps qu'ils croient à la religion musulmane, luttent héroïquement contre l'impérialisme, de quelque couleur qu'il soit, pour leur libération sociale et nationale.

En Albanie, avant la Libération, la religion musulmane avait des fidèles, mais non fanatiques. Dans les pays arabes ou les pays musulmans de l'Asie centrale non plus, surtout aujourd'hui, le fanatisme classique d'antan ne peut plus exister ; et cela pas plus chez les musulmans de là-bas que chez les catholiques, les calvinistes et les fidèles d'autres sectes du christianisme ailleurs. Il ne faut pas oublier l'époque où nous vivons. On ne peut pas ne pas tenir compte aujourd'hui du grand essor de la science, de la croissance et du renforcement du prolétariat révolutionnaire, de la propagation des idées du marxisme-léninisme. Dans ces pays, le fanatisme, dans l'acception classique du terme, est actuellement encouragé par les hauts dignitaires religieux réactionnaires, serviteurs du régime féodal et des monarchies oppressives liés à eux, qui cherchent à maintenir les peuples dans les ténèbres et sous le joug, et qui combattent leurs mouvements de libération.

En ce qui concerne Khomeiny ; c'est un chef religieux, un ardent croyant, un philosophe idéaliste. Il est peut-être aussi fanatique, mais il paraît également avoir fait sien l'esprit révolutionnaire du peuple iranien. Il s'est donc rangé du côté des adversaires de la monarchie. La bourgeoisie impérialiste, les tenants de la dynastie des Pahlavi et d'autres forces réactionnaires dans le monde prétendent qu'il aspire à devenir lui-même un monarque. Ils peuvent bien le dire, le fait est que le mouvement de libération anti-impérialiste, anti-colonialiste et anti-féodal en Iran ne cesse de monter et que Khomeiny se maintient sur de bonnes positions à l'égard de ce mouvement.

Ce qui se produit en Iran peut aussi se renouveler au Pakistan, ou encore dans les pays de la Péninsule arabique ; cela peut mettre le feu à une situation révolutionnaire dans quelque autre pays voisin, cela peut enflammer la situation en Union soviétique même, car le social-impérialisme et le révisionnisme, étant des porteurs de l'oppression nationale, éveillent chez les peuples l'aspiration à la libération nationale. Seuls le socialisme et la théorie marxiste-léniniste apportent une juste solution à la question nationale. Aujourd'hui, les droits des nations et des peuples sont bafoués, foulés aux pieds en Union soviétique et partout où dominant l'impérialisme américain et le capitalisme mondial. Une lourde oppression pèse sur ces pays et, logiquement, les peuples y bougent et y bougeront.

Nous devons considérer et analyser les événements actuels en Iran tels qu'ils s'y développent et en tirer des conclusions sur la base des enseignements de notre théorie marxiste-léniniste. A l'avant-garde des forces actives de la révolte anti-impérialiste et anti-monarchique dans ce pays se trouvent les croyants,

la jeunesse étudiante, les ouvriers et les intellectuels. Ce mouvement n'a donc à sa tête ni le prolétariat ni son véritable parti marxiste-léniniste. A cet égard nous devons aussi avoir en vue que nous ne connaissons pas bien la force ni la base des divers courants politiques qui le composent. Chez nous non plus, on le sait, la classe ouvrière n'était pas développée, mais, dans les conditions de l'occupation et de la Lutte de libération nationale, alors que les facteurs objectif et subjectif étaient réunis pour ce faire, notre Parti conduisit le peuple jusqu'à la victoire en se fondant sur le marxisme-léninisme, il mit la classe ouvrière et son avant-garde, c'est-à-dire lui-même, au poste de commandement, à la direction. Il n'en va pas de même en Iran. Certes, il y existe un parti marxiste-léniniste, le Parti communiste des ouvriers et des paysans d'Iran, un jeune parti formé récemment, mais il est encore numériquement petit, insuffisamment trempé, détaché de la classe ouvrière et des masses, etc., alors que le parti révisionniste «Tudeh», qui a existé dans la légalité comme dans la clandestinité, est redevenu légal. Ce parti, instrument de l'Union soviétique, sape, sous le couvert de mots d'ordre marxistes-léninistes, la lutte révolutionnaire anti-impérialiste du peuple iranien et cherche à intégrer l'Iran dans la sphère d'influence soviétique, à le mettre sous le joug du Kremlin. C'est ce qui explique pourquoi le peuple musulman d'Iran dressé dans la révolution ne connaît le marxisme-léninisme ni comme théorie ni comme pratique révolutionnaires. Les étudiants des universités musulmanes d'Iran, aux grandes traditions, et de la secte chiite, sont et ne sont pas croyants. En ce qui concerne les éléments progressistes laïques, il en est parmi eux qui sont pour un pouvoir bourgeois, démocratique et libéral et qui luttent pour son avènement, il en est d'autres qui croient aux bienfaits d'une société capitaliste «progressiste», mais qui soit en même temps anticommuniste, il en est enfin qui continuent de penser que l'Union soviétique est un pays socialiste qui s'inspire du léninisme et le met en œuvre. C'est précisément là une des raisons pour lesquelles le marxisme-léninisme véritable n'a pas encore obtenu droit de cité en Iran, et l'on s'y bat pour la libération du peuple du joug de l'impérialisme américain et de l'influence soviétique, mais sous le drapeau de l'islam. Cela veut dire que le clergé musulman chiite est à la direction, à l'avant-garde de ce mouvement, mais nous ne nous faisons pas d'illusions sur son compte, car nous savons fort bien qu'il est pour un régime bourgeois-capitaliste d'inspiration principalement religieuse, c'est-à-dire théocratique. Quant à la voie que suivra plus tard ce mouvement hostile aux Américains et à la monarchie barbare et compradore des Pahlavi, cela dépendra essentiellement des forces intérieures qui sont en ébullition.

Quelles sont ces forces à partir d'un classement d'ensemble que l'on peut en faire ?

Dans la situation mondiale actuelle et au stade atteint aujourd'hui par le mouvement des peuples pour leur libération sociale et nationale, la révolution populaire en Iran constitue une étape nouvelle. Nous devons mieux en faire ressortir les particularités et l'analyser dans une optique critique marxiste-léniniste, sans égard à ce que font ou disent les autres.

L'Iran est un pays très riche en pétrole, il possède donc une classe ouvrière composée des ouvriers pétroliers, des ouvriers de l'industrie, mais il a aussi des artisans. Sur 33 millions d'habitants que compte ce pays ; 17 millions vivent dans les campagnes où ils travaillent la terre. Ils y mènent une vie de misère, opprimés et exploités qu'ils sont par les mollahs et le système des «vakoufs», par la grande bourgeoisie foncière au service des Pahlavi et par la riche bourgeoisie marchande et usurière liée à la monarchie. La population iranienne est considérée comme étant à 99 pour cent de confession musulmane, en majorité de la secte chiite.

Le régime des Pahlavi était un des plus barbares, des plus sanguinaires et des plus corrompus du monde contemporain. Il a exploité le peuple à l'extrême, noyé dans le sang et écrasé par la terreur tout mouvement progressiste, toute manifestation, même des plus timides, de libéralisme, la moindre protestation ou grève des ouvriers et des étudiants, la moindre tentative de quiconque pour mettre sur pied une petite économie auxiliaire lui permettant d'assurer sa subsistance. La dictature féroce des Pahlavi s'appuyait sur les grands féodaux, sur les richards créés par le régime même, sur l'armée réactionnaire et sa caste dirigeante ainsi que sur la SAVAK, la police secrète, qui était, selon la définition du shah lui-même, «un Etat dans l'Etat». Les Pahlavi régnaient par la terreur, spoliaient le peuple, s'enrichissaient de manière scandaleuse. Tout à la fois associés et vendus aux impérialismes

anglais, américain et autres, ils incarnaient la dégénérescence morale et politique. Ils étaient devenus les gendarmes les mieux armés du golfe Persique aux ordres de la CIA.

L'Iran était opprimé, mais le peuple bouillait en dépit des exécutions massives qui étaient à l'ordre du jour. Les ayatollahs, touchés par le régime, bougeaient. En 1951, Mossadegh, représentant de la bourgeoisie, aidé par les mollahs hostiles au shah et par le parti «Tudeh», accéda au pouvoir. En 1953, le shah quitta le pays, mais son renversement et son départ ne furent pas définitifs, car la CIA organisa un putsch, renversa Mossadegh, ramena le shah en Iran et le remit sur le trône. Ainsi, l'Iran devint un domaine des Américains et du shah, et le pétrole une arme puissante entre leurs mains. La révolte du peuple iranien a pour trait que, en dépit de la terreur féroce mise en œuvre contre lui, elle n'a pas été étouffée, mais s'est au contraire poursuivie, certes avec des intervalles, sous diverses formes et avec une intensité variable. Ce processus révolutionnaire continu a connu une élévation qualitative et le peuple a ainsi dépassé le stade de la peur de la répression.

En 1977, sans égard à la terreur, l'opposition au shah a commencé à gagner en force, elle est devenue plus ouverte et plus efficace. Si l'on regarde chacun des courants qui se sont opposés au shah et à son régime, on constatera que leur relative autonomie s'est accompagnée d'une stratégie commune. L'opposition des partisans de Mossadegh, la résistance des croyants, les actions et les manifestations des étudiants, l'attitude hostile au régime adoptée par des intellectuels, des employés, des écrivains, des poètes et des artistes au cours de meetings, dans les universités et d'autres lieux publics, constituaient autant de courants qui se joignaient à l'autodéfense et à la résistance de la classe ouvrière et de tout le peuple opprimé et exploité. La SAVAK frappait sans pitié, mais la répression et les assassinats ne faisaient qu'exaspérer la colère des masses. Leur résistance devint une action permanente.

Durant cette même période, on assista au réveil de l'opposition politique des partisans du Front national de Mossadegh. Shapour Bakhtiar en était un des principaux éléments et, à la veille du renversement du shah, il fut nommé Premier ministre. C'était la dernière cartouche du shah et des impérialistes américains contre la révolution anti-impérialiste iranienne et Khomeiny.

Au cours des péripéties que ce mouvement a connues; l'opposition politique a vu se détacher de son sein le «Mouvement pour la libération de l'Iran», le «Parti d'Iran», et la «Ligue socialiste du mouvement national iranien». Le Mouvement pour la libération de l'Iran dirigé par Bazargan, devenu Premier ministre après le départ du shah, était plus proche de Khomeiny et des autres imams.

Nous ne devons jamais perdre de vue que, pas plus que ces oppositions politiques, l'opposition religieuse aux Pahlavi n'était unie. Une partie de ceux qui la constituaient étaient contre la prétendue réforme agraire, contre l'octroi du droit de vote aux femmes, etc. Cette fraction, composée de membres du clergé conservateur, perdait progressivement son influence religieuse auprès des masses, et celles-ci se rapprochaient toujours plus des prêtres musulmans qui, fidèles aux principes chiites de l'islam, étaient ouvertement hostiles à la dictature du shah. C'était le cas de l'ayatollah Khomeiny, qui avant d'être expulsé d'Iran, avait été emprisonné, torturé, emprisonné à nouveau, et avait vu exécuter un de ses fils. L'influence de l'imam dans le peuple, au «Bazar» (le principal centre du marché de Téhéran), c'est-à-dire chez les commerçants, mais aussi chez les ouvriers, s'en est trouvée accrue. Au plus fort de l'agitation et des manifestations contre le shah, les masses demandaient le retour de l'imam en Iran. L'exécution de son fils et la mort, dans des circonstances mystérieuses, d'Ali Shariat, personnalité politique iranienne, amenèrent des éléments religieux à se mettre en première ligne des affrontements. Le peuple se rallia à eux, surtout à Tabriz les 18 et 19 février 1977, ainsi qu'à Téhéran, à Qom et dans d'autres villes du pays. Tout cela atteste l'esprit combatif du peuple iranien ; et la monarchie des Pahlavi n'a pas pu résister aux assauts successifs du peuple insurgé.

Dans ce climat de révolte progressiste contre le féodalisme, la monarchie et l'impérialisme, les marxistes-léninistes se doivent de faire l'analyse des diverses tendances politiques en Iran, de leurs

orientations respectives, de leurs convergences et de leurs divergences au dedans comme au dehors avec le monde capitaliste et révisionniste.

Actuellement, on assiste dans ce pays à une unité active et combattante du peuple insurgé contre l'impérialisme américain, le shah et, dans une certaine mesure, contre le social-impérialisme soviétique, en même temps qu'à une vigilance et à une opposition accrues vis-à-vis de tous les autres Etats capitalistes, mais moins ouvertes et actives qu'à rencontre des premiers. Cette situation évoluera à coup sûr. Les universités d'Iran sont devenues des foyers d'ardentes manifestations, d'inspiration politique ou religieuse, et l'on y observe un regroupement de l'opposition religieuse et de l'opposition politique. En dépit de leurs divergences, les partisans de Mossadegh et ceux de Khomeiny semblent donc se rapprocher. A Tabriz, par exemple, où, à part les travailleurs du pétrole, il existe une classe ouvrière numériquement importante, on peut dire que leur union a été réalisée. Il en va de même à Abadan et dans d'autres régions où existent des gisements et des raffineries de pétrole.

La force et les orientations de la classe ouvrière doivent faire l'objet d'une analyse marxiste-léniniste de la part des marxistes-léninistes iraniens en particulier. Se fondant sur cette analyse, leur parti doit pénétrer au sein de la classe ouvrière, l'éduquer et l'éclairer politiquement et idéologiquement, se tremper en même temps qu'elle dans cette lutte de classe révolutionnaire qui vient de commencer, qui ne s'est pas achevée et qui revêtira certainement divers aspects. Seules l'action révolutionnaire de la classe ouvrière et l'idéologie marxiste-léniniste doivent devenir le facteur déterminant des justes orientations que se donnera cette révolution anti-impérialiste. Certes, vu la situation actuelle, l'Iran peut et doit profiter beaucoup de la force révolutionnaire de sa classe ouvrière, des éléments progressistes et en particulier des étudiants et de la paysannerie pauvre et moyenne.

Ce serait une erreur de la part des marxistes-léninistes que de ne pas comprendre et exploiter comme il se doit les situations créées, de se présenter comme des combattants antireligieux, et de nuire ainsi à l'unité anti-impérialiste et antiféodale avec tout à la fois les partisans de l'ayatollah Khomeiny et les mouvements démocratiques bourgeois des tenants de Mossadegh, de Bazargan ou encore d'autres partis et mouvements anti-impérialistes.

Hostiles en principe à la religion, les marxistes-léninistes iraniens ne doivent pourtant pas en ces moments livrer bataille à la croyance religieuse du peuple, qui s'est insurgé contre l'oppression et poursuit politiquement une lutte juste, mais qui n'est idéologiquement pas encore formé et a devant lui une grande école où il devra s'instruire. Les marxistes-léninistes doivent apprendre au peuple à juger les événements en cours à la lumière du matérialisme dialectique et historique. Toutefois, notre conception du monde ne peut être facilement assimilée si elle est détachée de l'élan révolutionnaire des masses et isolée des courants anti-impérialistes qui cherchent à prendre la tête du mouvement et manœuvrent pour entraver la réalisation des réformes démocratiques bourgeoises de la révolution. Les marxistes-léninistes et la classe ouvrière d'Iran doivent assumer un grand rôle dans ces mouvements révolutionnaires et bien comprendre les moments qu'ils vivent; ils ne doivent pas permettre que la révolution décline. La classe ouvrière et son authentique avant-garde marxiste-léniniste ne doivent se bercer d'aucune illusion sur les actions et les réformes démocratiques bourgeoises «profondes» que peuvent entreprendre le clergé chiite ou les éléments, hostiles au shah, de la bourgeoisie nationale, ancienne et nouvelle. Certes, si la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et les étudiants progressistes, croyants ou non, laissent s'affaiblir l'élan de la révolution, c'est-à-dire s'ils ne s'attachent pas avec persévérance et sagesse à nouer des alliances et à poursuivre leur action pour la réalisation de réformes politiques, économiques et sociales successives, alors la révolution s'arrêtera en chemin, les masses seront déçues et elles continueront d'être exploitées sous d'autres formes, par d'autres pseudo-démocrates liés dans de nouvelles alliances aux divers impérialistes.

Ces nouvelles situations spécifiques et révolutionnaires, qui se développent dans les pays à population islamique, doivent être l'objet d'une étude attentive, il faut en tirer des conclusions et trouver de nouvelles formes de lutte, d'action et d'alliance. Ces situations révolutionnaires y sont beaucoup plus avancées qu'en Europe et en Asie, et, relativement, qu'en Amérique latine, où les mouvements

révolutionnaires se sont figés, encadrés et dirigés qu'ils sont par la social-démocratie et le révisionnisme moderne réformiste et contre-révolutionnaire.

En Europe, par exemple, où existe un prolétariat nombreux et puissant, on ne voit pas éclater de pareilles révoltes animées d'un esprit révolutionnaire et politique prononcé. Pour quelles raisons ? Pour les raisons que l'en sait et qui tiennent à l'influence contre-révolutionnaire délétère de la social-démocratie et du révisionnisme moderne. S'il n'y a pas de mouvements de ce genre sur notre continent, ce n'est pas parce qu'il n'y existe pas d'exploitation. Non. L'exploitation y existe et des mouvements aussi, mais d'une autre nature. Contrairement aux assertions des sociaux-démocrates, des révisionnistes et autres laquais de la bourgeoisie capitaliste, ce ne sont pas «de profonds mouvements révolutionnaires marxistes-léninistes» qui attendent que «les situations mûrissent», etc. C'est la bourgeoisie capitaliste elle-même et ses valets qui ne permettent pas que ces situations mûrissent et que l'Europe soit le théâtre d'événements analogues à ceux qui se produisent dans les pays arabomusulmans, où les masses révolutionnaires se dressent dans la lutte et créent des situations difficiles pour l'impérialisme, le féodalisme et la bourgeoisie capitaliste et cosmopolite.

D'aucuns prétendent que les peuples des pays arabes et musulmans bougent parce qu'ils «sont pauvres» ! Certes, ils sont pauvres, mais ceux qui portent ce jugement doivent reconnaître qu'ils se sont eux-mêmes embourgeoisés, et que c'est pour cela qu'ils ne se dressent pas contre l'oppression et l'exploitation, alors qu'en fait partout le capitalisme opprime et exploite féroce, sans exception, tous les peuples qu'il domine.

On dit aussi que dans les pays de l'Islam «les masses sont rétrogrades», et que, de ce fait, on peut facilement les mettre en action. Ceux qui raisonnent ainsi montrent seulement leur dégénérescence et leur hostilité à la révolution, car, en un temps où le capitalisme est en putréfaction, les gens honnêtes se doivent d'être des révolutionnaires, de se dresser dans la lutte contre le capitalisme et de diriger leurs armes contre lui. Mais ici, en Europe, on n'observe rien de semblable, au contraire on y voit prôner la «théorie» de l'adaptation à la situation existante.

Un peu partout dans les pays capitalistes l'on organise des débats politiques. Dans ces pays, il est devenu à la mode, pour les sociaux-démocrates, les démocrates-chrétiens, les révisionnistes et d'autres gens de toute sorte, de parler de «révolution» et d'actions soi-disant révolutionnaires ; les uns et les autres cherchent, à travers ces slogans, à étourdir et à tromper les masses travailleuses. La «gauche» s'époumone à réclamer des «mesures révolutionnaires», mais elle en fixe aussitôt les limites, en «expliquant», que «les mesures révolutionnaires ne sont pas à prendre partout et en tout domaine», qu'il convient seulement de «procéder à certains changements», autrement dit de jeter un os, juste pour les tromper, aux masses qui réclament des transformations radicales et révolutionnaires, d'entraver et de saboter leur élan révolutionnaire.

Nous devons également analyser ces situations et phénomènes dans des articles théoriques, ou sous d'autres formes et par d'autres moyens de propagande, dans la voie marxiste-léniniste, afin d'expliquer l'essence de la révolte et des mouvements insurrectionnels des peuples contre l'impérialisme, le néo-colonialisme et les gouvernants de leurs pays, nous devons expliquer les raisons de la persistance des anciennes traditions religieuses, etc. Cela n'exclut pas notre soutien aux mouvements qui ont un caractère de libération, car de tels mouvements, comme nous l'avons déjà évoqué, se sont produits même avant Marx. Attendre d'abord que la religion disparaisse, et après seulement faire la révolution, serait une façon d'agir contraire aux intérêts de la révolution et des peuples.

Dans les situations actuelles, les gens qui se mettent en révolte, même si ce sont des croyants, ont depuis longtemps dépassé le niveau de conscience de Spartacus, qui s'insurgea contre l'Empire romain et les propriétaires d'esclaves : ils se révoltent contre l'oppression et l'exploitation, contre la politique barbare de l'impérialisme et du social-impérialisme. Comme Marx et Engels l'ont expliqué, la révolte des esclaves dirigée par Spartacus avait elle aussi un caractère progressiste, au même titre que le christianisme à ses origines.

Dans ces situations très importantes, on observe que les autres peuples d'Afrique se sont dressés eux aussi, mais pas avec la même force et le même élan révolutionnaire que les peuples arabes, iranien, etc. C'est là un autre problème qu'il importe d'examiner afin de déterminer pourquoi ils ne se soulèvent pas aussi vigoureusement que ces derniers. A vrai dire, les peuples africains aussi sont opprimés, ils le sont même beaucoup plus que les peuples arabes, iranien, etc. Mais en Afrique non plus, le marxisme n'a pas encore pénétré comme il se doit, et puis, là aussi, la religion a conservé son influence, bien qu'à un degré moindre que dans les pays musulmans. De toute façon, il faut oeuvrer pour que la théorie marxiste-léniniste se propage en Afrique plus en ampleur et en profondeur. C'est un terrain encore vierge, où vivent des peuples opprimés ; animés d'un sentiment religieux encore au stade infantile. Il y a, en Afrique, des peuples qui croient davantage au pouvoir divin du soleil, de la lune, aux pratiques de magies, etc. Ces croyances païennes ne se sont pas encore cristallisées chez eux en une idéologie et en une théologie codifiées, comme la religion musulmane, sans parler des religions chrétienne, bouddhiste et de leurs sectes. En dépit de l'oppression et de l'exploitation féroces qui y sévissent, le mouvement sur ce continent est plus lent, du fait aussi que le niveau de développement social y est moins élevé qu'ailleurs.

Si l'on considère et examine ces questions dans leur unité, on constatera qu'au stade de développement actuel l'islamisme joue, dans l'ensemble, un rôle actif dans les luttes de libération et anti-impérialistes des peuples musulmans, alors que dans les pays européens et dans certains autres où prédomine la religion catholique, qui prêche la soumission (la philosophie chrétienne, ne prescrit-elle pas quand on reçoit une gifle sur une joue, de tendre l'autre ?), on constate que ses hauts dignitaires observent une attitude réactionnaire et cherchent à entraver le mouvement des masses, leur révolte, leur insurrection pour la libération sociale et nationale. Bien entendu, dans ces pays la bourgeoisie et le capitalisme, la social-démocratie et le révisionnisme moderne possèdent un plus grand pouvoir de répression, mais la religion catholique aussi contribue à étouffer l'esprit révolutionnaire des masses, à garder les choses en l'état.

Du point de vue du développement économique, les peuples musulmans ont été maintenus dans un état arriéré depuis des décennies, par suite des conquêtes coloniales et de l'exploitation colonialiste et néo-colonialiste, la religion musulmane dans ces pays a été dominée par la religion catholique ou protestante, représentée par l'occupant étranger, ce qui n'a pas manqué d'avoir ses effets et de susciter une résistance, de telle sorte que l'on peut trouver là aussi un motif politique, idéologique et religieux à la révolution anti-impérialiste des peuples musulmans.

Il s'agit pour nous de considérer le stade actuel de développement de la religion musulmane par rapport aux siècles passés. L'évolution de la société humaine a influé sur la religion musulmane et l'a rendue toujours moins opérante, en la laissant s'imprégner d'un certain libéralisme qui apparaît dans le fait que, si le musulman de nos jours croit encore certes à l'islam, il diffère cependant du musulman du Moyen Age ou de celui des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.

Aujourd'hui, la femme voilée dans les pays musulmans éprouve les mêmes sentiments que la femme albanaise voilée d'avant la Libération, celle de Kavaje [*Ville de l'Albanie centrale.*] par exemple, mais elle n'est assurément pas animée de sentiments aussi progressistes que ceux de la femme albanaise d'alors. Malgré tout, le sentiment de révolte couve dans son âme et elle le manifeste dans la mesure où le lui permet l'opinion publique. Les femmes iraniennes sont engagées aujourd'hui dans le vaste mouvement de leur peuple contre le shah et l'impérialisme.

Nous voyons donc que l'oppression religieuse existe aussi dans les pays de population musulmane, mais l'islam, comme religion, y a connu une certaine évolution, surtout en ce qui concerne ses formes extérieures. Entendons-nous, la religion n'a pas disparu de ces pays, mais nous vivons actuellement une époque où l'esprit de révolte, d'une part, et la libéralisation de la religion musulmane, de l'autre, ont fait en sorte que des gens qui croient aux dogmes de l'islam se dressent contre d'autres qui se disent croyants et qui cherchent à exploiter les normes religieuses d'antan pour opprimer les peuples et les maintenir dans la misère. C'est précisément à quoi les premiers rattachent leur lutte contre les

impérialistes, qu'ils continuent de considérer comme des infidèles, c'est-à-dire comme leurs ennemis, les ennemis de leur religion. Ces peuples savent bien que les occupants étrangers, catholiques ou protestants, cherchent à les opprimer sur le plan national comme sur le plan religieux. Les Occidentaux considèrent cet antagonisme religieux, qui recèle aussi un antagonisme de classe entre ces peuples et les occupants étrangers, comme une lutte purement religieuse ou lui appliquent encore d'autres épithètes dénigrantes et injustes. C'est ainsi qu'ils traitent aujourd'hui les luttes de libération des peuples musulmans dans les pays arabes ou non, en Asie et en Afrique, voire la lutte de libération du peuple irlandais, en majorité catholique, contre l'occupant anglais, de religion protestante. Mais, dans le même temps, on observe chez les peuples musulmans en révolte des attitudes injustifiables. Certains affirment : «Nous sommes opprimés par les infidèles, les mécréants, qui sont les ennemis de notre religion», etc. Ils rattachent par là la question de la libération nationale à la question religieuse, et considèrent l'oppression sociale et économique à laquelle les soumet l'impérialisme comme une oppression sur le plan religieux. Mais demain les autres peuples musulmans atteindront sûrement eux aussi un niveau de développement analogue à celui, entre autres, des peuples algérien et syrien, et ils comprendront ces questions comme il se doit.

Leurs luttes ont pour effet non seulement d'accroître la sympathie générale pour ces peuples en révolte, mais aussi de resserrer leur collaboration entre eux, car ce sont tous des peuples musulmans. Si un de ces peuples se dresse contre l'impérialisme et les chefs réactionnaires locaux, qui utilisent la religion pour l'opprimer, sa révolte affaiblit le sentiment religieux même chez ceux qui sont restés croyants. Si un peuple s'insurge contre l'oppression, ses sentiments révolutionnaires s'amplifient et s'approfondissent, et les gens atteignent un niveau de conscience qui les amène à se pencher un peu plus à fond sur la question de la religion. Jusqu'à hier encore, le paysan pauvre d'Iran, pour se consoler, disait seulement «inchallah», mais à présent il a compris que cet «inchallah» ne lui apporte rien. Naguère, on disait chez ces peuples «c'était écrit», mais aujourd'hui les croyants se sont dressés en une masse compacte et ils descendent dans la rue l'arme à la main pour réclamer leurs droits, leur liberté. Et certainement, quand ils demanderont la terre, les paysans de ces pays se heurteront au clergé qui possède des biens immenses. Voilà pourquoi les forces ténébreuses de la réaction, cherchant à discréditer par là la révolution iranienne, font un grand battage sur son aspect fanatique, entre autres sur le rétablissement du voile chez les femmes, même si, en général, l'impérialisme et le capitalisme mondial trouvent dans les forces religieuses un puissant soutien. Il en va de même du Vatican, de la politique de ce grand centre de l'obscurantisme le plus réactionnaire au monde, de la mentalité et de la vision du monde des catholiques. Mais la révolution dissipe les brouillards de la religion. C'est ce qu'elle fera à coup sûr chez les peuples arabes, chez les autres peuples musulmans insurgés et chez les peuples d'autres religions; et l'on ira ainsi vers la suppression des croyances religieuses et du pouvoir du clergé. C'est un grand problème.

Dans les pays musulmans, arabes ou non, on est en présence de peuples entiers qui se dressent en révolte. L'Europe ne connaît pas de pareils mouvements. Sur ce continent agissent des partis et des forces social-démocrates réformistes, les partis marxistes-léninistes y sont encore numériquement petits, alors qu'il y a de grands partis révisionnistes dont l'action va à rencontre des intérêts et des sentiments du peuple, dont ils ont perdu la confiance, car ils soutiennent le capitalisme, l'impérialisme et le social-impérialisme. Les peuples musulmans des pays arabes et autres ne font confiance ni aux impérialistes américains, ni aux social-impérialistes soviétiques. Ils voient en eux de grandes puissances qui cherchent à les opprimer et à les dépouiller; et par ailleurs, en musulmans qu'ils sont, ils ont une attitude de défiance envers les autres religions.

Les insurrections en Iran et en Afghanistan auront donc des retombées dans tout le monde musulman. Si les groupes marxistes-léninistes, nos camarades dans ces pays et d'autres de cette zone, comprennent bien les questions qui concernent les événements d'Iran, d'Afghanistan et d'autres pays musulmans, il leur sera alors possible de déployer une action bénéfique. Mais il va de soi qu'il leur faut être très attentifs. On ne peut supprimer la religion par de simples directives et des slogans extrémistes, ni non plus en se fondant sur des analyses erronées. Pour trouver la juste voie à suivre, nous devons analyser l'action de ces forces dans les conditions concrètes actuelles, car on dit beaucoup de choses, vraies ou fausses, à leur sujet, comme c'est le cas pour l'ayatollah Khomeiny. Certes, c'est un religieux,

mais indépendamment de cela, il faut analyser ses positions et son action anti-impérialistes qui, qu'on le veuille ou non, portent de l'eau au moulin de la révolution.

Le cours de ces événements dans leur ensemble est très intéressant. La question religieuse s'imbrique avec les questions politiques pour déterminer la sympathie et la solidarité des peuples entre eux. Je veux dire par là que, si la direction de tel ou tel pays musulman prend position, par exemple, contre la révolte du peuple iranien, elle verra ses positions politiques s'affaiblir dans son propre pays, et son peuple se dresser contre elle, accuser le gouvernement d'être lié aux Etats-Unis, aux «giaours», qui sont les ennemis de l'islam. Et cela tient à ce que, aux yeux des peuples musulmans, l'islam est «progressiste», alors que les Etats-Unis représentent une force d'oppression des peuples non seulement sur le plan social, mais aussi sous l'aspect spirituel. C'est ce qui explique pourquoi on ne voit aucun de ces pays se prononcer ouvertement contre les événements d'Iran.

La réaction, dans ses visées de sape de la révolution du peuple iranien, suscite aussi des querelles ethniques et soulève la question des minorités nationales. Afin d'affaiblir cette grande insurrection anti-impérialiste et «pro-musulmane» du peuple iranien, la réaction attise les sentiments nationaux en Azerbaïdjan, chez les Kurdes, etc. L'exacerbation des sentiments des diverses nationalités a été et demeure dans les mains de l'impérialisme, du social-impérialisme et de toute la réaction une arme pour saboter les luttes de libération nationale, les luttes anti-impérialistes. Cela confirme la justesse de la thèse de notre Parti, selon laquelle la solution des problèmes des minorités nationales ne constitue pas actuellement une question primordiale. Kurdes, Tadjiks, Azerbaïdjanais et autres doivent aujourd'hui se dresser dans la lutte contre l'impérialisme et ses valets et le faire, si possible, conformément aux enseignements et à l'esprit du marxisme-léninisme. Quant aux Kurdes, aux Tadjiks et aux Azerbaïdjanais vivant en Union soviétique et actuellement opprimés et asservis, ils doivent se dresser avant tout contre le social-impérialisme russe.

C'est ainsi que se présente, dans les grandes lignes. La situation dans ces régions et ce sont là certains des problèmes qui s'y posent. A coup sûr les choses évolueront. Mais ces situations et ces événements qui se développent dans le monde islamique, il nous incombe de les analyser sur la base de la théorie marxiste-léniniste et de définir nos positions à leur égard, de façon à contribuer à leur juste compréhension et à l'heureux développement du mouvement révolutionnaire de ces peuples.

Réflexions sur le Moyen-Orient

L'EUROCOMMUNISME C'EST DE L'ANTICOMMUNISME

Au IX^e Congrès du Parti communiste d'Espagne, qui s'est tenu en avril 1978, les révisionnistes de Carrillo ont déclaré que leur parti n'est plus un parti marxiste-léniniste, mais un «parti marxiste-démocratique et révolutionnaire». «Considérer le léninisme comme le marxisme de notre époque, a déclaré Carrillo, est inadmissible.»

A leur XXIII^e Congrès, en mai 1979, les dirigeants révisionnistes français ont proposé de supprimer dans les documents de leur parti toute référence au marxisme-léninisme et d'y substituer l'expression de «socialisme scientifique».

Les révisionnistes italiens aussi, au XV^e Congrès de leur parti, qui s'est réuni en avril 1979, ont effacé de leurs statuts l'exigence que les membres du parti assimilent le marxisme-léninisme et en appliquent les enseignements. «La formule «marxisme-léninisme» ; ont dit les togliattiens, n'exprime pas toute la richesse de notre héritage théorique et idéologique.» Maintenant, au parti révisionniste italien peut adhérer n'importe qui, sans égard à l'idéologie qu'il embrasse ou qu'il applique.

De la sorte, les révisionnistes eurocommunistes ont sanctionné, à la fois pour la forme et publiquement, leur rupture définitive d'avec le marxisme-léninisme, ce qu'ils avaient pratiquement fait depuis des années. La propagande bourgeoise, se réjouissant de cette rapide et complète transformation de ces partis dans le sens de la social-démocratie, a défini l'année 1979 comme l'«année de l'eurocommunisme».

Dans les grandes difficultés où se débat la bourgeoisie européenne, en raison de la grave crise économique et politique qui la tenaille, et alors que la révolte des masses contre les conséquences de cette crise et de l'oppression et de l'exploitation capitalistes va sans cesse croissant, rien ne peut mieux convenir à cette bourgeoisie que les conceptions anti-marxistes et l'activité anti-ouvrière des eurocommunistes. Rien ne peut mieux que les courants révisionnistes pacifistes, capitulards et collaborationnistes, y compris l'eurocommunisme, aider l'impérialisme dans sa stratégie tendant à réprimer la révolution, à saper les luttes de libération et à dominer le monde.

La bourgeoisie occidentale ne cache pas son enthousiasme de voir que les révisionnistes eurocommunistes se sont maintenant alignés aux côtés des sociaux-démocrates, des fascistes, pour attaquer de concert, en usant de toutes les armes, la révolution, le marxisme-léninisme, le communisme. Les capitalistes se réjouissent beaucoup de voir ; se préparer de nouveaux gérants de leurs affaires pour remplacer graduellement les sociaux-démocrates, que leurs longs états de service dans les appareils du pouvoir bourgeois et leur lutte ouverte contre la classe ouvrière et la cause du socialisme dans bien des pays, ont conduits dans les rangs de la réaction extrême et ont gravement compromis aux yeux des travailleurs. Les sociaux-démocrates se sont maintenant fondus non seulement idéologiquement et politiquement, mais aussi socialement avec la haute bourgeoisie. Aujourd'hui la bourgeoisie espère beaucoup que les révisionnistes eurocommunistes se feront les principaux gardiens de l'ordre capitaliste, les porte-drapeau de la contre-révolution. Mais les grands messieurs du capital se hâtent un peu trop de crier victoire.

Il y a plus d'un siècle que le communisme épouvante la bourgeoisie capitaliste, les gros propriétaires et les impérialistes, qu'il épouvante les opportunistes, les renégats du marxisme-léninisme. Depuis plus de cent ans, le marxisme-léninisme guide les prolétaires dans leurs batailles pour l'abolition du capitalisme et la victoire du socialisme.

Son drapeau triomphant a flotté pendant une longue période dans bien des pays, et les ouvriers, les paysans, les intellectuels populaires, les femmes et les jeunes ont goûté les bienfaits de cette vie libre, juste, égale et humaine, pour laquelle avaient lutté Marx, Engels, Lénine et Staline. Si le socialisme a été renversé en Union soviétique et dans d'autres pays où la contre-révolution a triomphé, cela ne veut pas dire que le marxisme-léninisme ait été vaincu et qu'il ait perdu de sa valeur, comme le prétendent les bourgeois et les révisionnistes.

Les grands guides du prolétariat, Marx et Lénine, ont nettement mis en lumière que la révolution n'est pas une marche triomphante en ligne droite. Elle connaît des victoires, mais aussi des défaites, elle se fraye son chemin en avant en zigzags, et elle monte degré par degré. L'histoire du développement de la société humaine atteste que la substitution à un système donné d'un système social supérieur ne se fait pas en un jour, mais qu'elle couvre toute une époque historique. Pas même les révolutions bourgeoises, qui ont remplacé le système exploiteur féodal par le système capitaliste n'ont pu, dans bien des cas et dans plusieurs pays, échapper à la contre-révolution. Témoin la France où la révolution bourgeoise, bien qu'elle ait été la révolution la plus profonde et la plus radicale de l'époque, n'a pu établir et consolider immédiatement l'ordre capitaliste. Après la première victoire en 1789, la bourgeoisie et les masses travailleuses ont dû se dresser à nouveau et à plusieurs reprises dans la révolution pour renverser la monarchie féodale des Bourbons et le système féodal dans son ensemble et pour instaurer définitivement l'ordre bourgeois.

L'époque des révolutions prolétariennes vient de commencer. L'avènement du socialisme représente une nécessité historique qui découle du développement objectif de la société. Cela est inévitable. Les

contre-révolutions qui se sont produites, les obstacles qui se dressent peuvent prolonger un tant soit peu la vie de l'ancien système exploiteur, mais ils sont impuissants à arrêter la marche de la société humaine vers son avenir socialiste.

L'eurocommunisme cherche à dresser devant la révolution une barrière de buissons et de ronces pour défendre le système capitaliste. Mais les flammes de la révolution ont renversé et détruit non seulement ce genre de barricades mais même des forteresses dressées par la bourgeoisie.

Les révisionnistes, et en particulier les eurocommunistes, ne sont pas les premiers à attaquer le marxisme-léninisme et à lancer leurs plus pesantes anathèmes contre lui. La réaction bourgeoise et les impérialistes ont massacré, torturé et étouffé dans des prisons des milliers et des centaines de milliers de communistes et de combattants de la révolution, qui avaient embrassé les idées du marxisme-léninisme et qui luttaient pour la libération du prolétariat et des peuples. Les fascistes ont fait des autodafés des œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline sur les places, et aujourd'hui encore, dans beaucoup de pays, ceux qui lisent leurs livres ou qui, même en cachette, murmurent leurs noms avec espoir et vénération, risquent, s'ils sont découverts, le plus lourd des châtiments. Aucune bibliothèque n'est assez vaste pour contenir les livres, les revues, les journaux et les publications de toute couleur qui attaquent le marxisme-léninisme, aucun calcul ni aucune supposition ne peuvent donner une idée même approximative de l'intensité et de l'ampleur de la propagande anticommuniste de l'impérialisme.

Et pourtant le marxisme-léninisme n'a pas disparu. Il vit et s'épanouit comme idéologie et comme réalité, matérialisé qu'il est dans le système social socialiste érigé suivant ses enseignements. Témoin l'Albanie socialiste, témoin les partis marxistes-léninistes, les millions et millions d'ouvriers et de paysans qui luttent chaque jour pour renverser la bourgeoisie, pour la démocratie et la libération nationale. Aucune force, aucune torture, aucune intrigue, aucune imposture ne peuvent arracher le marxisme-léninisme de l'esprit et du cœur des hommes.

La doctrine de Marx et de Lénine n'est pas un schéma conçu dans des cabinets de philosophes ou de politiciens. Elle reflète les lois objectives du développement de la société. Les travailleurs, même sans connaître le marxisme-léninisme, luttent pour échapper à l'oppression et à l'exploitation, pour renverser les patrons et les tyrans, pour vivre libres et jouir des fruits de leur travail. Mais en assimilant les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, ils découvrent la juste voie de cette lutte, ils trouvent la boussole qui les oriente dans la jungle capitaliste, ils acquièrent la lumière qui les éclaire dans leur marche assurée vers leur avenir socialiste.

C'est cette boussole entre les mains des travailleurs que les révisionnistes cherchent à dérégler, c'est cette lumière qu'ils tâchent de leur obscurcir, cette perspective qu'ils veulent leur faire perdre.

Jusqu'à tard encore, les partis révisionnistes d'Occident étaient unis dans la campagne anticommuniste khrouchtchévienne et impérialiste contre Staline. Ils parlaient avec passion «d'affranchissement du stalinisme», d'un prétendu retour au léninisme, qui aurait été, selon eux, déformé par Staline. Ils professent maintenant l'abandon du léninisme pour «retourner» aux fondateurs du socialisme scientifique, à Marx et à Engels.

Ces renégats cherchent à présenter cette rapide escalade des échelons de la trahison envers le marxisme-léninisme, comme une pénible ascension d'un mont au sommet duquel ils trouveront la source de la vérité communiste. Mais les révisionnistes, qu'ils soient khrouchtchéviens ou eurocommunistes, combattent au même titre, de manière tout aussi farouche et diabolique, à la fois Staline et Marx et Lénine.

Le fait qu'au début ils ont concentré leur feu contre Staline, en laissant provisoirement de côté Lénine, tenait à des considérations purement tactiques. La logique de classe conseillait aux impérialistes et aux révisionnistes qu'à un moment donné il était préférable de détruire en premier lieu le socialisme en Union soviétique, de frapper d'abord le marxisme-léninisme là où il avait été mis en pratique. La

bourgeoisie et la réaction comprenaient que la dégénérescence capitaliste de l'Union soviétique aiderait beaucoup aussi leur lutte pour faire dégénérer les partis communistes qui n'étaient pas au pouvoir.

Le nom et l'œuvre de Staline étaient liés à la mise sur pied de l'Etat de dictature du prolétariat en Union soviétique et à la construction du socialisme dans ce pays. En dénigrant Staline et le système social pour lequel il lutta et œuvra toute sa vie durant, la réaction et toute la lie anticommuniste voulaient détruire non seulement la plus grande et la plus puissante base du socialisme, mais aussi le rêve communiste de centaines et de centaines de millions d'hommes dans le monde. Par l'attaque contre Staline et son œuvre, elles tendaient à susciter chez les combattants de la révolution un esprit de pessimisme, l'amer sentiment de désillusion de l'homme qui a poursuivi inconsciemment un idéal mensonger.

Mais en dépit des grands espoirs qu'elles ont mis dans la campagne contre Staline, en dépit de la victoire de la contre-révolution en Union soviétique et dans d'autres pays, la révolution n'a pas été vaincue, le marxisme-léninisme n'a pas disparu, le socialisme n'a pas été éteint. La trahison khrouchtchévienne a eu de graves conséquences, mais elle n'est jamais parvenue à abaisser le glorieux drapeau du marxisme-léninisme, que les révolutionnaires authentiques, des millions de gens qui croient en sa force inextinguible, tiennent toujours haut levé. Cependant que le khrouchtchévisme a été démasqué comme idéologie contre-révolutionnaire de la restauration capitaliste et comme politique de grand Etat pour la domination du monde, le marxisme-léninisme, lui, est demeuré l'idéologie qui guide les peuples vers la victoire de la révolution et vers la libération.

Actuellement les révisionnistes ont tourné leurs batteries contre le léninisme. Il est naturel de se demander: pourquoi cette attaque contre le léninisme et pourquoi sont-ce précisément les eurocommunistes qui s'en sont faits les porte-drapeau ?

De même que Khrouchtchev, par son attaque contre Staline, cherchait à frapper la théorie et la pratique de la construction du socialisme, ainsi les eurocommunistes, par leur attaque contre Lénine, veulent saper la théorie et la pratique de la révolution prolétarienne. L'œuvre de Lénine est très vaste, mais elle est étroitement liée précisément à la préparation et à l'accomplissement de la révolution. C'est pourquoi, pas plus que Khrouchtchev ne pouvait saper le socialisme en Union soviétique sans se débarrasser de Staline, les eurocommunistes ne peuvent saboter ni saper jusqu'au bout la révolution sans ôter Lénine de l'esprit et du cœur des travailleurs.

Dans sa lutte pour réfuter et dénigrer le marxisme-léninisme, la bourgeoisie a toujours eu à son côté, suivant les époques, des opportunistes de tous les acabits, des renégats de toutes les couleurs. Ils ont tous prédit la fin du marxisme, qu'ils ont considéré comme inapproprié aux temps nouveaux, et vanté leurs idées «modernes» comme étant la science de l'avenir. Mais que sont devenus Proudhon, Lassalle, Bakounine, Bernstein, Kautsky, Trotski et leurs partisans ? L'histoire ne dit rien de positif à leur sujet. Leurs sermons n'ont servi qu'à freiner et à saboter la révolution, à saper la lutte du prolétariat et le socialisme. En luttant contre le marxisme-léninisme, ces renégats ont été défaits et ont fini dans la poubelle. C'est de cette poubelle que les tirent de temps à autre les opportunistes successifs, en s'efforçant de faire passer pour leurs les formules et les thèses faillies et discréditées de leurs prédécesseurs, et de les opposer au marxisme-léninisme. C'est précisément ce que font aujourd'hui les eurocommunistes.

Dans leurs efforts pour renier le marxisme-léninisme, en prétendant qu'il aurait «vieilli», et au nom de la recherche de théories nouvelles pour passer au socialisme tous ensemble, prolétaires et bourgeois, prêtres et policiers, sans lutte de classes, sans révolution, sans dictature du prolétariat, les eurocommunistes n'inventent rien, ils ne font rien d'original.

Notre Parti du Travail a analysé et démasqué en leur temps les théories antimarxistes et les actions contre-révolutionnaires des révisionnistes yougoslaves et soviétiques. Il a rejeté également les vues et

les attitudes opportunistes et bourgeoises des révisionnistes chinois. Il n'a pas manqué de critiquer aussi la dégénérescence idéologique et organisationnelle des partis communistes d'Europe occidentale. Mais nous nous arrêterons plus en détail dans ce livre à l'examen et à la critique des conceptions et des thèses anticommunistes du courant révisionniste qui fait un grand tort à la cause de la révolution et du socialisme non seulement en Europe, mais encore dans le monde entier. Les compères capitalistes ont baptisé ce courant du révisionnisme moderne eurocommunisme, alors que pour nous, marxistes-léninistes, c'est de l'anticommunisme.

I - LA NOUVELLE STRATEGIE IMPERIALISTE ET L'APPARITION DU REVISIONNISME MODERNE

L'opportunisme, allié permanent de la bourgeoisie

L'apparition du révisionnisme moderne, tout comme celle de l'ancien, est un phénomène social conditionné par de multiples causes historiques, économiques, politiques, etc. Pris dans son ensemble, il est le produit de la pression de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et sur la lutte de celle-ci. L'opportunisme et le révisionnisme ont, dès le départ et jusqu'à ce jour, étroitement concouru à la lutte de la bourgeoisie et de l'impérialisme contre le marxisme-léninisme, ils se sont intégrés dans la grande stratégie capitaliste tendant à saper la révolution et à perpétuer l'ordre bourgeois. À mesure qu'avancait la cause de la révolution et que le marxisme-léninisme se répandait parmi les larges masses populaires, l'impérialisme a toujours plus utilisé le révisionnisme comme son arme préférée pour l'opposer à l'idéologie triomphante du prolétariat et pour la saper.

C'est ce qui s'est produit au début de la seconde moitié du XIX^e siècle après la parution du «Manifeste du Parti communiste» et des autres oeuvres de Marx et d'Engels, et lorsque le marxisme commença à exercer une influence toujours croissante parmi les masses travailleuses d'Europe. C'est précisément à cette époque que se répandirent en Angleterre le courant réformiste des trade-unionistes, en France les conceptions petites-bourgeoises de Proudhon, en Allemagne les conceptions petites-bourgeoises de Lassalle, en Russie et ailleurs les idées anarchistes de Bakounine, etc. Ce phénomène s'est manifesté également après les héroïques événements de la Commune de Paris, lorsque, épouvantée par la propagation de son grand exemple, la bourgeoisie impérialiste excita le nouveau courant opportuniste de Bernstein, qui s'efforçait de dépouiller le marxisme de son contenu révolutionnaire et de le rendre inoffensif pour sa domination politique.

Au début du XX^e siècle, lorsque les conditions politiques et économiques mûrissaient toujours plus pour la révolution et la prise du pouvoir par le prolétariat, la bourgeoisie prêta tout son appui au courant opportuniste de la II^e Internationale et en usa largement dans ses manœuvres pour la préparation et le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Après la victoire historique de la Révolution d'Octobre, alors que le socialisme, de théorie et mouvement révolutionnaires, s'érigea en un système économique et social triomphant dans un sixième du globe, le capitalisme fut contraint de changer de stratégie et de tactique. Il accentua encore la violence et la terreur dans le pays, recourut aux moyens les plus sauvages pour se renforcer, amenant même le fascisme au pouvoir. En premier lieu, il intensifia encore sa démagogie et sa propagande pour dénigrer et déformer le marxisme-léninisme, inventant de nouvelles «théories» pseudo-marxistes, calomniant l'Union soviétique et préparant la guerre contre elle. L'impérialisme, écrivait Lénine à l'époque,

«... a senti que le bolchévisme était devenu une force mondiale, et c'est précisément pour cette raison qu'il s'efforce de nous écraser le plus vite possible, en cherchant tout d'abord à régler le compte des bolcheviks russes, puis celui de ses propres bolcheviks». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, p. 239.)

En 1918, les impérialistes britanniques, américains, français et japonais entreprirent leur intervention militaire contre la Russie. La guerre contre le premier Etat des ouvriers et des paysans regroupa en un seul camp toutes les forces réactionnaires. Les opportunistes et les renégats du marxisme se lancèrent eux aussi dans l'attaque contre la Révolution d'Octobre et le pouvoir prolétarien. Kautsky en Allemagne, Otto Bauer et Karl Renner en Autriche, Léon Blum et Paul Boncour en France se dressèrent furieusement contre la Révolution d'Octobre, contre la stratégie et la tactique léninistes de la révolution. Ils considérèrent la Révolution d'Octobre comme étant illégale, comme un écart de la voie de l'évolution historique, une déviation par rapport à la théorie marxiste. Ils prêchaient la révolution pacifique, sans violence ni effusion de sang, la prise du pouvoir par l'obtention de la majorité au parlement; pour eux, le prolétariat ne devait pas devenir la classe dominante. Ils portaient aux nues la démocratie bourgeoise et attaquaient la dictature du prolétariat.

L'intervention armée contre la Russie soviétique ayant échoué, et la social-démocratie ne réussissant pas à arrêter la création de nouveaux partis communistes et le grand élan révolutionnaire des masses travailleuses d'Europe, la bourgeoisie plaça tous ses espoirs dans la rupture du front du communisme

«... de l'intérieur, en cherchant ses héros parmi les chefs du P.C.R.(b)». (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 6, p. 278.)

Les trotskistes mirent de nouveau en avant «la théorie de la révolution permanente», selon laquelle le socialisme en Union soviétique ne peut être construit sans la victoire de la révolution dans les autres pays. Ils se fondirent en un seul front avec la bourgeoisie dans la lutte contre le socialisme. Staline, à juste titre, soulignait qu'un front ennemi unique allant de Chamberlain à Trotski avait été créé. Les droites aussi, les boukhariniens, se ruèrent contre le socialisme. Ils étaient pour l'extinction de la lutte de classes et soutenaient la possibilité de l'intégration du capitalisme dans le socialisme.

La stratégie de l'impérialisme revêtit un caractère contre-révolutionnaire et anticommuniste prononcé surtout après la Seconde Guerre mondiale, à la suite de la modification du rapport des forces en faveur du socialisme et de la révolution, modification qui ébranla jusque dans ses fondements le système capitaliste dans son ensemble. Ces changements mirent à l'ordre du jour la question de la révolution et de la victoire du socialisme non plus dans un seul ou dans deux pays, mais dans de vastes régions du monde et dans des continents entiers. Cette fois, l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain, fit reposer tous ses espoirs sur sa militarisation totale, sur les blocs et les pactes militaires, en vue d'une intervention violente et d'une lutte ouverte contre le socialisme, contre les mouvements révolutionnaires et libérateurs des peuples. Mais il fonda aussi de grands espoirs sur la résurgence et l'activation de toutes les forces opportunistes, pour saper et faire dégénérer les pays socialistes et les partis communistes de l'intérieur.

La victoire sur le fascisme et la contre-offensive de l'impérialisme

Les puissances impérialistes et le capitalisme mondial dans son ensemble ont provoqué la Seconde Guerre mondiale afin de la diriger contre l'Union soviétique et le socialisme. Mais cette guerre, loin de renverser le premier Etat socialiste, porta à l'impérialisme des coups et lui causa des dommages qui mirent en question tout son système.

Sur les champs de bataille de cette guerre, non seulement les armées du fascisme furent écrasées, mais aussi l'idéologie anticommuniste de l'impérialisme mondial et la politique contre-révolutionnaire de l'opportunisme international furent mises en échec. Les puissances fascistes, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, qui constituaient les principales forces de frappe du capitalisme international contre le socialisme et le communisme, furent défaites. Les empires britannique et français, qui avaient fait jusqu'alors la «grande politique» mondiale, perdirent de leur puissance et de leur poids et se mirent à la remorque de la politique des Etats-Unis. Le front anticommuniste fut percé de part en part et le «cordon sanitaire» mis en place contre l'Union soviétique réduit en miettes.

Au sortir de la guerre, l'Union soviétique, qui assumait le poids principal de la guerre et joua un rôle déterminant dans la victoire sur le fascisme et pour la libération des peuples asservis, était puissante et elle jouissait d'un prestige international indiscutable. Dans ce grand affrontement avec l'impérialisme le système socialiste donna la démonstration historique de sa supériorité, de sa stabilité et de son invincibilité. A la faveur des nouvelles conditions créées et grâce à leur lutte antifasciste de libération nationale, une série de nouveaux Etats, guidés par les partis communistes, se détachèrent du système capitaliste et s'engagèrent dans la voie du socialisme. Ainsi fut créé le camp socialiste, ce qui constitue l'événement historique le plus important après la Révolution d'Octobre.

Dans tous les pays, les partis communistes connurent une croissance sans précédent. A la tête de la lutte contre le fascisme, ils prouvèrent, par le sang que versèrent leurs membres et par leurs prises de position, qu'ils étaient les forces politiques les plus conséquentes et les plus fidèles aux intérêts du peuple et de la nation, les combattants les plus déterminés de la liberté, de la démocratie et du progrès. Le marxisme-léninisme se répandit dans le monde entier, le mouvement communiste international étendit son influence et son autorité sur tous les continents.

Les grandes idées de liberté, d'indépendance et de libération nationale qui imprégnèrent la lutte antifasciste, pénétrèrent non seulement l'Europe, mais encore l'Asie et l'Afrique, ainsi que le continent latino-américain. La victoire sur le fascisme et la création du camp socialiste éveilla les peuples des pays coloniaux. Le système colonial de l'impérialisme entra dans la plus grande crise qu'il avait connue. Dans les colonies, qui englobaient presque la moitié de l'humanité, le puissant mouvement de libération nationale fit éruption comme un volcan. Les arrières du système capitaliste, les régimes coloniaux et semi-coloniaux commencèrent à crouler. Affaibli par toutes ces défaites, le système impérialiste commença à être secoué dans ses fondements.

Toutes ces transformations constituaient une grande victoire, non seulement de l'Union soviétique, des pays de démocratie populaire et des peuples du monde, mais aussi de la théorie immortelle de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la vitalité et le bien-fondé furent démontrés une fois de plus avec une force nouvelle dans le plus grand affrontement que l'humanité eût connu jusqu'alors, et qui vit aux prises deux mondes, le monde socialiste et le monde capitaliste. Toutes les transformations qui se produisirent après la Seconde Guerre mondiale prouvèrent dans les faits la justesse des thèses de Marx et de Lénine, selon lesquelles le monde capitaliste était en putréfaction et qu'il allait vers son effondrement, alors que la révolution et le socialisme étaient en ascension constante.

Ce furent ces grandes victoires du socialisme, des peuples et de la théorie marxiste-léniniste qui contraignirent l'impérialisme mondial à édifier sa nouvelle stratégie défensive et offensive afin de contenir les vagues montantes de la révolution et de la lutte des peuples, de renforcer les bases branlantes du système capitaliste.

Dans la ligne commune qu'elles se donnèrent après la guerre, les puissances impérialistes se fixèrent deux orientations fondamentales :

Premièrement, elles mobilisèrent toutes les forces, tous les moyens dont elles disposaient pour remettre sur pied leur potentiel économique, politique et militaire éprouvé par la guerre, pour renforcer le système capitaliste ébranlé par la puissante attaque des luttes révolutionnaires et libératrices des peuples. D'autre part, elles se mirent à la tâche afin de consolider les alliances anticommunistes existantes et d'en nouer de nouvelles, s'évertuant par ailleurs à préserver le colonialisme à travers le néo-colonialisme.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain se trouva occuper des positions prépondérantes, quant à la puissance économique et, dans une certaine mesure, militaire, par rapport à l'Europe et à l'Asie dévastées par la guerre. L'économie américaine, militarisée, était des plus solides. Les Etats-Unis visaient à établir leur hégémonie politique, économique et militaire dans le monde entier afin surtout d'encercler et d'affaiblir l'Union soviétique, qui était sortie victorieuse de la Seconde

Guerre mondiale et allait aussi à coup sûr et sans tarder se redresser économiquement et aider à la consolidation et au progrès des nouveaux Etats de démocratie populaire, créés en Europe et en Asie. Ils élaborèrent à cette fin leurs tactiques de lutte politique, idéologique et économique, ainsi que leur tactique militaire. Cette dernière était la continuation des plans américains dressés déjà durant la Seconde Guerre mondiale, et suivant lesquels les Etats-Unis étaient devenus une grande puissance productrice d'armes modernes, qui découvrit et fabriqua la bombe atomique larguée pour la première fois sur Hiroshima et Nagasaki.

Les Etats-Unis assumèrent le leadership du monde capitaliste et se posèrent comme son «sauveur». Les prétentions de l'impérialisme américain à la domination mondiale furent ainsi à l'ordre du jour. «La victoire dans la Seconde Guerre mondiale, déclarait Harry Truman qui succéda à Franklin Roosevelt à la présidence des Etats-Unis, plaça le peuple américain devant la nécessité urgente et permanente d'assumer la direction du monde.» En substance, c'était là un appel à la lutte contre la révolution et le socialisme pour conquérir de nouvelles positions économiques et militaires dominantes dans le monde entier, aider les partenaires des Etats-Unis à se redresser et sauver le système colonial. Afin de mettre en œuvre cette stratégie, l'impérialisme américain eut recours à l'UNRRA, il élaborait le «plan Marshall», créa l'OTAN et mit sur pied les autres blocs agressifs.

Deuxièmement, la question fondamentale pour le capital consistait à organiser une action de sape frontale contre l'idéologie marxiste-léniniste pour arracher à son influence la partie la plus révolutionnaire des travailleurs, pour faire dégénérer le socialisme.

En même temps qu'il était engagé dans la course effrénée aux armements, qu'il militarisait son économie et organisait des blocus économiques contre les pays socialistes, l'impérialisme mobilisa aussi de multiples moyens de propagande, philosophes, économistes, sociologues, écrivains et historiens, dans sa furieuse campagne contre la révolution et le socialisme, en cherchant à faire croire que le capitalisme et l'Etat capitaliste étaient transformés, présentant le premier comme un «capitalisme populaire», le second «comme l'Etat du bien-être général», etc. La bourgeoisie mit aussi à profit la conjoncture économique favorable de l'après-guerre pour faire beaucoup de bruit sur l'«épanouissement du capitalisme», afin de répandre parmi les masses l'illusion que les crises, l'anarchie, le chômage et d'autres plaies du capitalisme, seraient supprimés, que le capitalisme montrait soi-disant sa supériorité sur le socialisme, qui était présenté comme un système «totalitaire», regroupé derrière le «rideau de fer», etc.

Pour faire obstacle à la lutte de libération des peuples, étouffer la révolution prolétarienne et saper le socialisme, pour défendre et consolider ses positions, la bourgeoisie, aux moments de l'agonie et de la crise générale du système capitaliste qui est le sien, use de multiples moyens, notamment elle attise, encourage et met en mouvement les divers courants opportunistes et révisionnistes. Ces ennemis du prolétariat et de la révolution mettent tout en œuvre pour frapper en premier lieu le marxisme-léninisme, l'idéologie qui fait prendre conscience à la classe ouvrière de sa situation sociale et de sa mission historique, pour déformer cette idéologie et la rendre ainsi inoffensive pour la bourgeoisie et sans valeur pour le prolétariat. C'est ce rôle infâme et de trahison qu'ont assumé aussi les nouveaux courants de révisionnisme qui sont apparus après la Seconde Guerre mondiale et ont été sommairement qualifiés de «révisionnisme moderne».

Le révisionnisme moderne, prolongement des théories antimarxistes des partis de la II^e Internationale, de la social-démocratie européenne, s'est adapté aux particularités de l'époque qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Il a sa source dans la politique hégémoniste de l'impérialisme américain. Les divers courants et variantes du révisionnisme moderne ont les mêmes bases et la même stratégie, ils ne diffèrent que par leurs tactiques et par les formes de leur lutte.

Le révisionnisme moderne au pouvoir, nouvelle arme de la bourgeoisie contre la révolution et le socialisme

Le premier courant qui précéda le révisionnisme moderne au pouvoir fut le **browdérisme**. Ce courant apparut aux Etats-Unis et il doit son nom à l'ancien secrétaire général du Parti communiste des Etats-Unis, Earl Browder.

En 1944, lorsque la victoire des peuples sur le fascisme se dessinait très clairement à l'horizon, Browder avança publiquement un programme foncièrement réformiste. Il fut le premier héraut de la ligne idéologique et politique capitularde que l'impérialisme américain devait s'efforcer d'imposer aux partis communistes et aux mouvements révolutionnaires. Sous le prétexte de la prétendue transformation des conditions historiques du développement du capitalisme et de la situation internationale, Browder proclama le marxisme-léninisme «périmé» et le définit comme un système de dogmes et de schémas rigides. Il prêchait l'abandon de la lutte de classes, la réconciliation des classes à l'échelle nationale et internationale. Il estimait que le capitalisme américain n'était plus réactionnaire, qu'il pouvait panser les plaies de la société bourgeoise, qu'il pouvait se développer dans la voie démocratique pour le plus grand bien des travailleurs. Il ne voyait plus le socialisme comme un idéal, ni comme un objectif à atteindre. L'impérialisme américain, sa stratégie et sa politique s'étaient complètement effacés de son champ de vision. Les grands monopoles, les piliers de cet impérialisme, constituaient, pour Browder, une force progressive de développement économique, social et démocratique du pays. Browder niait le caractère de classe de l'Etat capitaliste et considérait la société américaine comme une société unique et harmonieuse, sans antagonismes sociaux, une société dominée par la compréhension et la collaboration de classe. A partir de ces conceptions, Browder niait aussi la nécessité de l'existence même du parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Il se fit ainsi le promoteur de la dissolution, en 1944, du Parti communiste des Etats-Unis.

«Les communistes, écrivait-il, prévoient que leurs objectifs politiques pratiques concorderont, pendant un long temps et sur toutes les questions fondamentales, avec les objectifs d'une bien plus grande masse de non-communistes, et, de ce fait, nos actions politiques se fondront dans de grands mouvements de ce genre. C'est pourquoi l'existence d'un parti politique particulier des communistes ne sert plus un objectif pratique, mais risque au contraire de devenir un obstacle pour une unité plus large. Ainsi les communistes dissoudront leur parti politique distinct et trouveront une nouvelle et différente forme d'organisation et une appellation qui s'adaptent plus fidèlement aux tâches du jour et à la structure politique à travers laquelle ces tâches doivent être réalisées.» (E. Browder, Téhéran, *Our Path in War and Peace*. New York, 1944, p. 117.)

Pour formuler ses théories bourgeoises liquidatrices, Browder prend pour point de départ et pour justification la Conférence des puissances alliées qui se tint à Téhéran en 1943, faisant des résultats de cette dernière une analyse et une interprétation antimarxistes et entièrement fausses.

Browder jugea l'accord des alliés antifascistes pour mener jusqu'au bout la guerre contre l'Allemagne nazie comme le début d'une nouvelle époque historique, où le socialisme et le capitalisme auraient trouvé la voie de la collaboration dans «un monde unique et identique», selon ses termes. Browder posa comme tâche que l'esprit de collaboration et de coexistence pacifique entre les puissances alliées issu de Téhéran devait être appliqué non seulement dans les rapports entre l'Etat socialiste soviétique et les Etats capitalistes ; mais aussi à l'intérieur de chaque pays capitaliste, dans les rapports entre les classes antagonistes. «Les différences de classes et les groupes politiques, déclarait Browder, n'ont maintenant aucune importance.» Il considérait que le seul objectif que les communistes devaient se fixer était la réalisation, sans incidents, dans une atmosphère de paix de classe, de l'«unité nationale», conçue par lui comme un bloc rassemblant les groupes du capital financier, les organisations monopolistes, les partis républicain et démocrate et jusqu'aux communistes et aux mouvements syndicaux, qu'il considérait tous, sans exception, comme des forces «démocratiques et patriotiques».

Au nom de cette unité, Browder déclarait que les communistes devaient être prêts à sacrifier même leurs convictions, leur idéologie et leurs intérêts particuliers, et que les communistes américains, les premiers, s'étaient conformés à cette règle. «Nous nous efforcerons, disait-il, de promouvoir nos buts politiques, qui sont les mêmes que ceux de la majorité des Américains, à travers la structure existante

des partis dans notre pays; qui est essentiellement le «système bipartite» spécifiquement américain.» (E. Browder, Téhéran, *Our Path in War and Peace* New York, 1944, p. 118.)

Ebranlé par le développement relativement pacifique du capitalisme américain, après les réformes connues de Roosevelt, que celui-ci introduisit pour sortir de la crise économique du début des années 30, ainsi que par le vigoureux essor de la production et du travail au cours de la guerre, Browder en conclut que le capitalisme américain se serait soi-disant rénové, qu'il se développerait désormais sans crises, qu'il assurerait le mieux-être général, etc.

Il considérait le système économique américain comme étant en mesure de résoudre toutes les contradictions et tous les problèmes de la société, et de satisfaire à toutes les exigences des masses. Il identifiait le communisme et l'américanisme, déclarant que «le communisme est l'américanisme du XX^e siècle». Selon Browder, tous les pays capitalistes développés peuvent, en exploitant la démocratie bourgeoise, dont le modèle devrait être la démocratie américaine, résoudre tout conflit et passer graduellement au socialisme.

Aussi Browder considérait-il comme un devoir des communistes américains d'assurer le fonctionnement normal du régime capitaliste, et il déclarait ouvertement qu'ils étaient prêts à collaborer pour assurer le fonctionnement efficace du régime capitaliste dans la période de l'après-guerre, pour «assurer l'allégement maximum des charges qui pèsent sur le peuple». Ces allègements, selon lui, seraient faits par les capitalistes américains «raisonnables», à qui les communistes devraient tendre la main de l'amitié.

Dans la ligne de ses conceptions ultra-droitières et cédant à la pression de la bourgeoisie, Browder, en mai 1944, après la dissolution du parti communiste, proclama la création, à sa place, d'une association culturelle à tendances éclairées, surnommée «Association politique communiste», justifiant cette initiative par l'argument que la tradition américaine exige soi-disant l'existence de deux seuls partis. Cette association, organisée comme un réseau de clubs, devait s'occuper principalement d'«activités éducatives politiques à l'échelle nationale, régionale et locale».

Les statuts de cette association déclaraient : «L'Association politique communiste est une organisation américaine qui n'a pas un caractère de parti et qui, s'appuyant sur la classe ouvrière, poursuit les traditions de Washington, Jefferson, Paine, Jackson et Lincoln, dans les conditions modifiées de la société industrielle moderne» ; il y était dit aussi que cette association «soutient la Déclaration d'indépendance, la Constitution des Etats-Unis et la Déclaration des droits, ainsi que les réalisations de la démocratie américaine contre tous les ennemis des libertés du peuple». (*The Path to Peace, Progress and Prosperity*. New York. 1944, pp. 47, 48.) Browder a effacé tous les objectifs du mouvement communiste. Le programme de l'association ne faisait même pas mention du marxisme-léninisme, pas plus que de l'hégémonie du prolétariat, de la lutte de classes, de la révolution et du socialisme. L'unité nationale, la paix sociale, la défense de la constitution bourgeoise ainsi que l'accroissement de la production capitaliste étaient devenus ses seuls objectifs.

Ainsi Browder est passé de la révision ouverte des questions fondamentales du marxisme-léninisme, de la stratégie et de la tactique révolutionnaires, à la liquidation organisationnelle du mouvement communiste aux Etats-Unis. Bien qu'en juin 1945, à son XIII^e Congrès, le parti ait été recréé et la ligne opportuniste de Browder rejetée pour la forme, son influence n'a jamais disparu du Parti communiste des Etats-Unis. Par la suite, particulièrement après 1956, les idées de Browder refleurirent, et John Hayes, dans son article intitulé «Le temps est venu pour des changements» (*Political Affairs*, octobre 1956.), demanda une nouvelle fois, dans l'esprit du browdérisme, la conversion du Parti communiste des Etats-Unis en une association culturelle, de propagande. Et en fait, l'actuel Parti communiste des Etats-Unis est bien tel, une organisation où domine le révisionnisme browdérien, imbriqué avec le khrouchtchévien.

Par ses conceptions révisionnistes sur la révolution et le socialisme, Browder a prêté au capitalisme mondial une aide directe. Selon lui, le socialisme ne naît qu'à la suite d'une calamité, d'une catastrophe et non comme un résultat inéluctable du développement historique. «Nous ne souhaitons, disait-il, aucune catastrophe pour l'Amérique, même si cela devait conduire au socialisme.» En présentant la perspective de la victoire du socialisme comme très lointaine, il prêchait la collaboration des classes dans la société américaine et dans le monde entier. La seule alternative, selon lui, était celle du développement évolutionniste, à travers des réformes et avec l'aide des Etats-Unis.

Selon Browder, les Etats-Unis, disposant d'une puissance économique colossale, d'un grand potentiel scientifique et technique, doivent aider les peuples du monde, y compris l'Union soviétique, pour leur «développement». Cette «aide», disait Browder, servirait à l'Amérique à maintenir des rythmes élevés de production même après la guerre, pour assurer le plein emploi et l'unité nationale pendant de nombreuses années. A cette fin, Browder conseillait aux magnats de Washington de créer «une série de corporations industrielles gigantesques pour le développement des régions sous-développées et dévastées du monde, en Europe, Afrique, Asie et Amérique latine». (The Path to Peace, Progress and Prosperity. New York, 1944, p. 21.) «Si nous pouvons affronter fermement la réalité et faire renaître en des termes modernes la tradition de Jefferson, Paine et Lincoln, alors l'Amérique pourra apparaître unie devant le monde, en y assumant un rôle dirigeant... pour assurer le salut de l'humanité...» (E. Browder, Téhéran, Our Path in War and Peace, New York, 1944, p. 128.) Browder devint ainsi le porte-parole et le propagateur de la grande stratégie de l'impérialisme américain, de ses théories et de ses plans néo-colonialistes, expansionnistes.

Le browdérisme servait directement le «plan Marshall», à travers lequel les Etats-Unis visaient à établir leur hégémonie économique dans divers pays d'Europe ruinés par la guerre, ainsi que dans des pays d'Asie, d'Afrique, etc. Browder professait que les pays du monde, et particulièrement des pays de démocratie populaire et l'Union soviétique, devaient assouplir leur politique marxiste-léniniste et accepter l'aide «altruiste» des Etats-Unis, qui, selon lui, possèdent une économie puissante, disposent d'excédents considérables, pouvant et devant servir à tous les peuples (!).

Browder s'efforça de faire passer ses conceptions antimarxistes et contre-révolutionnaires pour la ligne générale du mouvement communiste international. Comme tous les révisionnistes antérieurs, il s'évertua, sous le prétexte du développement créateur du marxisme et de la lutte contre le dogmatisme, à démontrer que la nouvelle époque postérieure à la Seconde Guerre mondiale, exigeait de la part du mouvement communiste la révision de ses convictions idéologiques antérieures et l'abandon «des anciennes formules et des anciens préjugés» qui, d'après lui, «ne nous aideraient nullement à trouver notre voie dans le monde nouveau». C'était là un appel à l'abandon des principes du marxisme-léninisme.

Les vues de Browder se heurtèrent à l'opposition des partis communistes de maints pays ainsi que des communistes révolutionnaires américains eux-mêmes. Le browdérisme fut relativement vite démasqué comme un révisionnisme pur et simple, un courant manifestement liquidateur, une officine idéologique directement au service de l'impérialisme américain.

Le browdérisme porta un grand tort au mouvement ouvrier et communiste aux Etats-Unis et dans certains pays d'Amérique latine. Au sein de certains anciens partis communistes de ce sous-continent se produisirent des secousses et des divisions imputables aux menées des éléments opportunistes, qui, las de la lutte révolutionnaire, s'accrochèrent aux branches que ramifiait l'impérialisme américain pour étouffer les révoltes des peuples, la révolution, et corrompre les partis qui œuvraient à l'éducation et à la préparation des peuples pour la révolution.

En Europe, le browdérisme ne connut pas le même succès qu'en Amérique du Sud, bien que cette semence de l'impérialisme américain n'ait pas manqué d'être absorbée par les éléments réformistes, antimarxistes et anti-léninistes masqués qui attendaient ou préparaient le moment favorable pour dévier ouvertement de l'idéologie scientifique marxiste-léniniste.

Bien que le browdérisme, en son temps, ne soit pas parvenu à prendre, en tant que courant révisionniste, une envergure internationale, ses conceptions furent ranimées et adoptées par les révisionnistes modernes qui le suivirent. Sous diverses formes, elles sous-tendent les plates-formes politiques et idéologiques des révisionnistes chinois et yougoslaves, ainsi que des partis eurocommunistes d'Europe occidentale.

Non seulement le browdérisme, mais aussi la pensée mao-tsétoung, les théories et la ligne suivies par la direction chinoise, répondaient à la stratégie américaine visant à «contenir le communisme» et à instaurer l'hégémonie des Etats-Unis sur le monde capitaliste de l'après-guerre.

Au début de 1945, lorsque Browder était apparu sur la scène et que, avec Truman, la nouvelle stratégie américaine achevait de prendre forme, se tint en Chine le VII^e Congrès du Parti communiste chinois. Dans les statuts approuvés par ce congrès il était dit : «Le Parti communiste chinois se guide dans toute son activité sur les idées de Mao Tsétoung.» Commentant cette décision dans le rapport qu'il présenta au congrès, Liu Shaoqi déclara que Mao Tsétoung avait rejeté nombre d'anciennes conceptions de la théorie marxiste, pour les remplacer par des thèses et des conclusions nouvelles. Selon Liu Shaoqi, Mao Tsétoung avait «chinoisé» le marxisme. «La pensée de Mao Tsétoung, déclara à l'époque Liu Shaoqi, est le marxisme chinois.»

Ces «nouvelles thèses et conclusions», ce marxisme «chinoise», n'avaient rien à voir avec une application créatrice du marxisme-léninisme dans les conditions concrètes de la Chine, mais se traduisaient en fait par la négation de ses lois fondamentales universelles. Mao Tsétoung et ses compagnons concevaient le développement de la révolution en Chine en démocrates bourgeois. Ils n'étaient pas pour sa transformation en révolution socialiste. Ils prenaient pour modèle «la démocratie américaine» et comptaient, pour la construction de la Chine nouvelle, sur l'appui du capital américain.

Les idées de Mao Tsétoung avaient beaucoup d'affinités avec les conceptions opportunistes de Browder, dont il faut dire qu'il avait étudié et bien compris les conceptions antimarxistes des dirigeants chinois. «Ce que l'on appelle en Chine le camp «communiste» du fait qu'il est dirigé par des membres éminents du Parti communiste chinois, écrivait Browder, est bien plus proche de la conception américaine de la démocratie que ne l'est ce qu'on appelle le camp du Kuomintang. Il en est plus proche de tous les points de vue, y compris par la plus grande extension donnée à «la libre entreprise» dans la vie économique.» (E. Browder, Téhéran, *Our Path in War and Peace* New York, 1944, p. 26.)

Mao Tsétoung était pour un développement libre, illimité du capitalisme en Chine dans la période de l'Etat du type de la «démocratie nouvelle», comme il appelait le régime qui devait être instauré après le départ des Japonais. «Certains pensent, affirmait-il au VII^e Congrès du P.C.C., que les communistes sont contre le développement de l'initiative privée, qu'ils sont contre le développement du capital privé, contre la défense de la propriété privée. En réalité il n'en est rien... la démocratie nouvelle que nous nous efforçons d'instaurer a précisément pour tâche... d'assurer à de larges milieux de Chinois la possibilité de développer librement l'initiative privée dans la société, de développer librement l'économie capitaliste privée.» (Mao Tsétoung, *Œuvres choisies*, t. 4, éd. alb., p. 364.) Ainsi Mao Tsétoung fait sienne la conception antimarxiste de Kautsky, selon laquelle dans les pays arriérés le passage au socialisme ne peut se réaliser qu'à travers une longue période de libre développement du capitalisme, qui prépare les conditions pour passer ensuite au socialisme. En fait, le régime prétendument socialiste que Mao Tsétoung et son groupe établirent en Chine était et est resté un régime démocratique-bourgeois.

La ligne que la direction chinoise avec Mao Tsétoung à sa tête se mit à suivre pour contenir la révolution en Chine et boucher sa perspective socialiste, faisait pratiquement le jeu de l'impérialisme américain, attaché à étendre sa domination, et des autres puissances impérialistes, soucieuses, elles, de conserver leurs anciennes possessions.

Dans les années de l'après-guerre, le mouvement de libération nationale anticolonialiste prit de l'essor dans tous les continents. Les empires coloniaux britannique, français, italien, hollandais, belge s'écroulaient l'un après l'autre sous la poussée des insurrections populaires dans les colonies. Dans ces pays, les révolutions, pour la plupart, étaient démocratiques-bourgeoises. Mais dans certains d'entre eux les possibilités objectives existaient pour que la révolution grandisse et prenne un caractère socialiste. Par ses conceptions et ses actions, Mao Tsétoung prêchait en fait la déviation des révolutions anti-impérialistes de leur juste voie de développement, il demandait qu'elles s'arrêtent à mi-chemin, qu'elles ne dépassent pas le cadre bourgeois, que soit perpétué le système capitaliste. Le tort que causaient les «théories» de Mao Tsétoung était considérable si l'on tient compte aussi de la portée de la révolution chinoise et de son influence dans les pays coloniaux.

D'après la ligne de Mao, la Chine et, à son instar, l'Indochine, la Birmanie, l'Indonésie, l'Inde, etc., devaient, pour leur développement, s'appuyer sur les Etats-Unis, sur l'aide et le capital américains. C'était en fait l'acceptation de la nouvelle stratégie qui avait été formulée dans les départements de Washington et que Browder lui-même avait commencé à prêcher à sa manière.

Les conceptions, les attitudes, les actions et les exigences de Mao Tsétoung à l'égard des Etats-Unis ont été décrites en détail par les envoyés américains auprès de l'état-major de Mao Tsétoung dans les années 1944-1949. Un d'entre eux est John Service, conseiller politique du commandant des forces américaines sur le front birmano-chinois et par la suite secrétaire de l'ambassade américaine auprès de Tchiang Kai-chek à Tchongking. Ce fut l'un des premiers agents de renseignements américains qui prit officiellement contact avec la direction du Parti communiste chinois ; par ailleurs, les contacts officieux ont été permanents.

Parlant des dirigeants chinois, Service affirme: «Leur conception du monde frappe par sa modernité. Leur façon de concevoir, par exemple, les questions économiques, est fort semblable à la nôtre.» (J. Service, *Lost Chance in China*, New York, 1974, p. 195.) «Il ne faut pas s'étonner, poursuit-il, qu'ils aient produit une impression positive à la plupart ou à quasi tous les Américains qui les ont rencontrés ces sept dernières années; leurs attitudes, leur façon de penser et leur appréhension directe des problèmes semblent plus américaines qu'orientales.» (Ibid., p. 198.)

Les conceptions liquidatrices de Browder sur le parti se retrouvent fondamentalement aussi dans les théories de Mao Tsétoung. De même que le communisme chinois était édulcoré, de même le Parti communiste chinois n'avait de communiste que le nom. Mao Tsétoung ne s'est pas attaché à construire un parti authentiquement prolétarien, marxiste-léniniste. Par sa composition de classe, par sa structure organisationnelle et par l'idéologie qui l'inspirait, le Parti communiste chinois n'a pas été un parti de type léniniste. Qui plus est, Mao Tsétoung ne faisait aucun cas même de ce parti. Il agissait à sa guise et, au cours de la prétendue Révolution culturelle, il le désagrégea complètement, concentrant tous les pouvoirs entre ses mains et mettant l'armée à la tête des affaires.

Tout comme Browder, qui présentait l'américanisme comme un modèle idéal de la société future, Mao Tsétoung considérait la démocratie américaine comme le plus haut exemple d'organisation étatique et sociale pour la Chine. Mao Tsétoung affirmait à Service que «par-dessus tout, nous, Chinois, vous considérons, vous Américains, comme ayant instauré l'idéal de la démocratie». (J. Service, *Lost Chance in China*, New York, 1974, p. 303.)

En même temps qu'ils approuvaient la démocratie américaine, les dirigeants chinois demandaient à établir des liens étroits et directs avec le capital américain, ils sollicitaient l'aide économique américaine. Service écrit que Mao Tsétoung lui a dit : «La Chine doit s'industrialiser. Cela ne peut être réalisé — en Chine — que par l'initiative privée et avec l'aide du capital étranger. Les intérêts américains et chinois sont liés entre eux et similaires...

«Les Etats-Unis trouveront chez nous un plus grand esprit de coopération que chez le Kuomintang. Nous n'avons pas à redouter l'influence de la démocratie américaine, nous l'accueillerons volontiers...

«L'Amérique n'a aucune raison de craindre que nous ne soyons pas pour la coopération. Nous devons coopérer et il nous faut l'aide américaine.» (J. Service, *Lost Chance in China*, New York, 1974, p. 307.)

Ce genre de déclarations et de sollicitations sont actuellement reprises chaque jour par les disciples et collaborateurs de Mao Tsétoung, comme Deng Xiaoping, Hua Guo-feng et d'autres, qui réalisent dans la pratique et dans tous les domaines les liens avec l'impérialisme américain dont rêvait Mao Tsétoung et qu'il commença à nouer. Maintenant la stratégie chinoise est entièrement orientée vers la collaboration générale et particulière avec les Etats-Unis et avec le capitalisme mondial, qui se sont mis à appuyer la Chine politiquement, à l'influencer idéologiquement, afin de lui faire effacer de l'esprit et du cœur des simples gens de chez elle la moindre ombre de marxisme-léninisme et réaliser ainsi de profondes transformations politiques et organisationnelles vers le système capitaliste, tant dans le domaine économique que dans la structure de l'Etat ou du parti.

Objectivement, toute la ligne de Mao Tsétoung en vue de la construction de la Chine et sa conception du développement des pays libérés du colonialisme, ont servi et suivi la ligne de la stratégie de l'impérialisme américain. Si une collaboration étroite entre la Chine et les Etats-Unis n'a pas été établie dès le début, cela s'explique par le fait qu'en Amérique, après la guerre, c'est le lobby tchiangkaïchiste qui prit le dessus. A cette époque la «guerre froide» était à son paroxysme et aux Etats-Unis le maccarthysme faisait rage. D'autre part, au lendemain de la guerre, les Etats-Unis donnèrent la priorité au Japon, en pensant qu'ils devaient avant tout aider ou soumettre à tous égards ce pays, s'en faire un allié puissant et docile, redresser l'économie de ce pays, en faire un puissant bastion contre l'Union soviétique, et, éventuellement, contre la Chine de Mao Tsétoung. Apparemment, les Etats-Unis n'étaient pas assez puissants pour dispenser leur soutien dans toutes les régions du monde et en préparer les pays contre l'Union soviétique, contre le système socialiste, aussi préférèrent-ils concentrer leur aide surtout en Europe et au Japon, qui étaient gravement dévastés et où le socialisme mettait en péril le capital mondial.

Ce sont indubitablement ces facteurs qui ont fait que les chefs de file de l'impérialisme américain n'ont pas saisi aussitôt la main que leur tendait Mao Tsétoung. Il fallut assez de temps, il fallut que les dirigeants révisionnistes chinois donnent de nouvelles preuves de leur «amour» pour l'Amérique, pour que Nixon se rende à Pékin et que les Américains et tous les autres comprennent que la Chine n'avait rien à voir avec le socialisme.

Après la Seconde Guerre mondiale, les révisionnistes yougoslaves furent eux aussi entraînés dans la grande campagne de l'impérialisme américain et des autres forces réactionnaires qui se regroupèrent autour de lui dans la lutte contre le socialisme et la révolution. Ce courant, qui représentait le révisionnisme au pouvoir, vit le jour à un moment crucial de la lutte entre le socialisme et l'impérialisme.

La période consécutive à la Seconde Guerre mondiale ne pouvait être une période de tranquillité pour l'impérialisme, mais elle ne pouvait pas l'être non plus pour le socialisme. Dans les nouvelles conditions créées, l'impérialisme se devait de faire face au danger mortel que la situation présentait alors pour lui, cependant que le socialisme devait se consolider, se propager et prodiguer dans la juste voie son aide pour la libération et le progrès des peuples du monde. C'était le moment où il fallait non seulement panser et guérir les plaies de la guerre, mais aussi mener correctement la lutte de classe, tant dans les pays où le prolétariat avait pris le pouvoir, que dans l'arène internationale. La victoire contre le fascisme avait été conquise, mais la paix était relative, la guerre continuait avec de nouveaux moyens.

Les pays socialistes et leurs partis communistes avaient pour tâche d'œuvrer à consolider dans la voie marxiste-léniniste les victoires remportées, de s'ériger en exemple pour les peuples et pour les autres partis communistes qui n'étaient pas au pouvoir. Les partis communistes des pays socialistes avaient également pour devoir de se pénétrer davantage de l'idéologie marxiste-léniniste, en veillant à ce

qu'elle ne devienne pas un dogme mais qu'elle demeure, comme elle Test en fait, une théorie révolutionnaire pour l'action, un moyen pour réaliser de profondes transformations sociales. En particulier après la victoire de portée historique sur la coalition fasciste, les pays socialistes et les partis communistes devaient se garder de toute présomption, ne pas penser qu'ils étaient infaillibles ni oublier et relâcher la lutte de classe. C'est ce facteur important que Staline avait en vue lorsqu'il soulignait la nécessité de poursuivre la lutte de classe sous le socialisme.

Précisément dans ces circonstances, les titistes prirent position contre le marxisme-léninisme. Le titisme ne jeta pas dès le début son masque pour se déclarer contre la révolution, contre le socialisme, il s'efforça au contraire de se camoufler, en continuant de préparer le terrain pour ramener la Yougoslavie dans la voie du capitalisme et en faire un instrument de l'impérialisme mondial.

Il est notoire que le titisme inclinait sentimentalement, idéologiquement et politiquement vers l'Occident, vers les Etats-Unis, qu'il entretenait dès le début de multiples contacts politiques et mena des combinaisons secrètes avec les Anglais et d'autres représentants du capitalisme mondial. Les dirigeants yougoslaves ouvrirent les portes à l'UNRRA, à travers laquelle, et sous le couvert de l'aide en frusques et en vivres puisés dans les stocks de guerre excédentaires, les impérialistes américano-anglais tentaient de s'infiltrer dans beaucoup de pays du monde, en particulier dans les pays de démocratie populaire. Les impérialistes visaient à préparer un terrain plus ou moins favorable pour des actions futures de plus grande ampleur. Les Yougoslaves profitèrent beaucoup des dons de l'UNRRA, mais celle-ci aussi, pour sa part, parvint à exercer son influence sur les mécanismes étatiques incorrectement édifiés dans l'Etat yougoslave nouvellement formé.

L'impérialisme américain et toute la réaction internationale accordèrent dès le début tout leur appui au titisme, parce qu'ils y virent la voie, l'idéologie et la politique qui conduisaient à la dégénérescence des pays du camp socialiste, à leur division et à la rupture de leur unité avec l'Union soviétique. Les menées du titisme concordaient entièrement avec les buts de l'impérialisme américain tendant à saper le socialisme de l'intérieur. Mais le titisme devait aider aussi la stratégie de l'impérialisme à paralyser les luttes de libération et à isoler du mouvement révolutionnaire les jeunes Etats qui venaient de secouer le joug colonial.

Les révisionnistes yougoslaves s'opposèrent dès le début à la théorie et à la pratique du socialisme authentique de Lénine et de Staline sur toutes les questions et dans tous les domaines. Tito et son groupe relièrent leur pays au monde capitaliste et se fixèrent pour tâche de tout transformer en Yougoslavie dans le sens des Etats capitalistes occidentaux, depuis la politique et l'idéologie jusqu'à l'organisation de l'Etat, de l'économie et de l'armée. Ils visaient à transformer la Yougoslavie le plus rapidement possible en un pays bourgeois capitaliste. Les idées de Browder, qui étaient en fait celles du capitalisme américain, trouvèrent place dans la plate-forme politique et idéologique du titisme.

En premier lieu, les titistes révisèrent les principes fondamentaux du marxisme-léninisme sur le rôle et la mission du pouvoir révolutionnaire et du parti communiste dans la société socialiste. Ils attaquèrent la thèse marxiste sur le rôle dirigeant du parti communiste dans tous les domaines de la vie sous le système de dictature du prolétariat. Suivant l'exemple de Browder en Amérique, ils liquidèrent pratiquement le parti, non seulement en ce qu'ils en changèrent l'appellation, l'intitulant Ligue des communistes, mais en en modifiant aussi les buts, les fonctions, l'organisation et le rôle qu'il devait jouer dans la révolution et l'édification du socialisme. Les titistes convertirent le parti en une association ayant une mission d'éducation et de propagande. Ils dépouillèrent le Parti communiste yougoslave de son esprit révolutionnaire et allèrent, de fait, jusqu'à éliminer l'influence du parti, élevant au-dessus de lui le rôle du Front populaire. [Tito déclarait en 1947 : «Le Parti communiste de Yougoslavie a-t-il un programme autre que celui du Front populaire ? Non ! Il n'en a pas. Le programme du Front populaire est aussi son programme». (J. B. Tito, Discours et articles, III. Editions «Rilindja». Prishtina, 1962, éd. en alb., p. 145).]

Sur la question cardinale pour le parti, du facteur dirigeant de la révolution et de la construction du socialisme, il existe entre le browdérisme et le titisme une communauté de vues politiques, idéologiques et organisationnelles. Dès lors que le titisme, tout comme le browdérisme, est liquidateur et antimarxiste sur la plate-forme déterminante du rôle d'avant-garde du parti de la classe ouvrière dans la révolution et l'édification du socialisme, il l'est sur toutes les plates-formes.

La similitude des vues des titistes et de Browder apparaît aussi à l'attitude envers la «démocratie américaine», que les premiers ont pris comme modèle pour la structure du système politique en Yougoslavie. Kardelj lui-même a reconnu que ce système est «...proche de l'organisation du pouvoir exécutif aux Etats-Unis d'Amérique». (E. Kardelj, Les directions du développement du système politique d'autogestion socialiste, «Rilindja», Prishtina, 1973, p. 235.)

Après la liquidation du parti et la rupture d'avec l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire, la Yougoslavie s'est débattue dans un chaos d'actions économiques et organisationnelles. Les titistes déclarèrent la propriété étatique propriété «sociale» et, par le slogan anarcho-syndicaliste : «les usines aux ouvriers», ils camouflèrent les rapports de production capitalistes et dressèrent les détachements de la classe ouvrière les uns contre les autres. A la collectivisation des petits producteurs, qui fut qualifiée de «voie russe», ils opposèrent la «voie américaine» de la création de fermes capitalistes et de l'encouragement des exploitations rurales privées.

Cette transformation dans les domaines économique, politique et idéologique, devait naturellement entraîner, comme elle le fit, la transformation continue de l'organisation de l'Etat, de l'organisation de l'armée, de l'organisation de l'éducation et de la culture. Dans les années 50, ils proclamèrent le prétendu socialisme autogestionnaire, qui fut utilisé pour masquer l'ordre capitaliste. Ce «socialisme spécifique» devait, selon eux, être construit en étant fondé non pas sur l'Etat socialiste, mais sur les producteurs directs. Sur cette base, ils professèrent l'extinction de l'Etat dès le socialisme, reniant ainsi la thèse fondamentale marxiste-léniniste sur la nécessité de l'existence de la dictature du prolétariat tout au long de la période qui va du capitalisme au communisme.

Afin de légitimer leur voie de trahison et de jeter de la poudre aux yeux des gens, les titistes se posèrent en «marxistes créateurs», opposés seulement au «stalinisme» et non au marxisme-léninisme. Ainsi fut confirmé une fois de plus que le slogan du «développement créateur du marxisme et de la lutte contre le dogmatisme» est le slogan préféré et commun de toutes les variantes du révisionnisme.

Les Etats-Unis, l'Angleterre, la social-démocratie européenne, etc., ont prêté à la Yougoslavie titiste une très large aide politique, économique et militaire et l'ont maintenue en vie. La bourgeoisie mondiale n'était opposée en rien à ce que la Yougoslavie conservât pour la forme son aspect «socialiste», elle y avait même intérêt. Seulement cette sorte de «socialisme» devait fondamentalement différer du socialisme tel qu'il avait été conçu et construit par Lénine et Staline, socialisme que les révisionnistes yougoslaves se mirent à attaquer, le qualifiant de «forme inférieure de socialisme», de «socialisme étatiste», «bureaucratique» et «antidémocratique». Le «socialisme» yougoslave devait être une société hybride capitaliste-révisionniste, mais fondamentalement bourgeoise-capitaliste. Il devait être un «cheval de Troie» pour pénétrer aussi dans les autres pays socialistes, pour les détourner de la voie du socialisme et les lier à l'impérialisme.

Et en fait le titisme devint l'inspirateur des éléments révisionnistes et opportunistes dans les pays anciennement socialistes. Les révisionnistes yougoslaves menèrent dans ces pays un vaste travail de subversion et de sape. Il n'est que de rappeler les événements de Hongrie en 1956, où les titistes yougoslaves jouèrent un rôle très actif pour frayer la voie à la contre-révolution et faire passer la Hongrie dans le camp de l'impérialisme.

Tito lui-même a expliqué clairement dans son discours connu de Pula, en 1956, la place qu'a prise le titisme dans la stratégie globale de l'impérialisme pour l'action de sape de l'intérieur des pays

socialistes. Dès lors, il déclara que le modèle yougoslave de socialisme n'était pas seulement valable pour la Yougoslavie mais qu'il devait être également suivi et appliqué par les autres pays socialistes.

Les conceptions et les théories titistes de l'évolution mondiale et des relations internationales se conformèrent aussi à la stratégie de l'impérialisme américain. Dans son discours prononcé à Oslo dès octobre 1954, Kardelj, le principal théoricien du révisionnisme yougoslave, se prononça ouvertement contre la théorie de la révolution en vantant les solutions «nouvelles» que le capitalisme aurait soi-disant trouvées. Déformant l'essence du capitalisme monopoliste d'Etat, qui prit, après la Seconde Guerre mondiale, de vastes proportions dans nombre de pays capitalistes, il le déclara un élément du socialisme et qualifia la démocratie classique bourgeoise de «régulatrice des contradictions sociales dans le sens du renforcement graduel des éléments socialistes». Il affirma qu'aujourd'hui on assiste à une «évolution graduelle vers le socialisme» et qualifia ce phénomène de «fait historique» dans une série d'Etats capitalistes. Ces conceptions révisionnistes, qui sont, quant au fond, identiques à celles de Browder, furent inscrites au programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie et devinrent un moyen de subversion idéologique et politique contre le mouvement révolutionnaire et libérateur du prolétariat et des peuples.

C'est sur cette base que les révisionnistes yougoslaves élaborèrent leurs théories et leurs pratiques du «non-alignement», qui venaient épauler la stratégie de l'impérialisme américain pour contenir l'essor de la lutte anti-impérialiste des peuples de ce qu'on appelle le «tiers monde», en vue de saper leurs efforts pour la défense de leur liberté, de leur indépendance et de leur souveraineté. Les titistes s'attachent à persuader ces peuples qu'ils parviendront à réaliser leurs aspirations en pratiquant la politique de non-alignement, autrement dit de non-opposition à l'impérialisme. Selon les titistes, la voie du développement de ces pays est à rechercher dans la «collaboration active», dans la «toujours plus large coopération» avec les impérialistes et le grand capital mondial, dans les aides et les crédits que doivent leur prêter les pays capitalistes développés. Quant à savoir où mène la voie que prêchent les révisionnistes de Belgrade, cela ressort clairement de l'actuelle réalité yougoslave. La collaboration avec l'impérialisme américain, avec le social-impérialisme soviétique et les autres grands Etats capitalistes, les aides et crédits considérables qu'elle a reçus d'eux ont fait de la Yougoslavie un pays dépendant à tous égards du capitalisme mondial, et dont l'indépendance et la souveraineté sont tronquées.

L'apparition du **révisionnisme khrouchtchévien** sur la scène mondiale a apporté à la stratégie de l'impérialisme américain et à toute la lutte de la bourgeoisie internationale contre la révolution et le socialisme une aide fort importante et très souhaitée. La trahison khrouchtchévienne fut le coup le plus rude et le plus funeste qui ait jamais été porté au socialisme et au mouvement révolutionnaire et libérateur des peuples. Elle a transformé le premier pays socialiste et le grand centre de la révolution mondiale, en un pays impérialiste et un foyer de la contre-révolution. Les répercussions de cette trahison à l'échelle nationale et internationale ont été réellement tragiques. Non seulement les mouvements révolutionnaires et libérateurs des peuples ont beaucoup souffert et souffrent toujours de ses conséquences, mais la paix et la sécurité internationales ont été mises gravement en péril.

En tant que courant idéologique et politique, le khrouchtchévisme ne présente pas de grande différence avec les autres courants du révisionnisme moderne. Il est le résultat de la même pression extérieure et intérieure de la bourgeoisie, du même écart par rapport aux principes du marxisme-léninisme, du même dessein de faire obstacle à la révolution et au socialisme, et de préserver et de renforcer le système capitaliste.

La différence entre eux tient seulement à leur degré de dangerosité respectif. Le révisionnisme khrouchtchévien reste toujours le révisionnisme le plus dangereux, le plus diabolique, le plus redoutable. Cela tient à deux raisons : Primo, parce que c'est un révisionnisme masqué, parce qu'il conserve l'aspect extérieur socialiste et que pour mystifier les gens et les faire tomber dans ses pièges, il utilise largement la terminologie marxiste et, le cas échéant, les mots d'ordre révolutionnaires. A travers cette démagogie, il cherche à créer un épais brouillard pour dissimuler la réalité capitaliste

actuelle en Union soviétique et, par-dessus tout, à cacher ses desseins expansionnistes, à tromper les mouvements révolutionnaires et libérateurs et à en faire des instruments de sa politique. Secundo, et cela est très important, le révisionnisme khrouchtchévien est devenu l'idéologie dominante dans un Etat qui représente une grande puissance impérialiste, ce qui lui donne de grands moyens et possibilités pour manœuvrer sur une large échelle et dans de vastes domaines.

Le khrouchtchévisme et les autres courants révisionnistes ont en commun qu'ils liquident le parti communiste et en font une force politique au service de la bourgeoisie. En Union soviétique également, le Parti communiste de Lénine et de Staline a été liquidé. Là, en vérité, contrairement à ce qui a été fait en Yougoslavie, l'appellation du parti n'a pas été changée mais celui-ci a été dépouillé de son essence et de son esprit révolutionnaires. Le Parti communiste de l'Union soviétique a vu modifier son rôle, et au lieu de continuer à travailler pour renforcer l'idéologie marxiste-léniniste, il s'est mis à déformer la théorie marxiste-léniniste sous divers masques, par une phraséologie creuse, par la démagogie. L'organisme politique du parti a été transformé, tout comme l'armée, la police et les autres organes de la dictature de la nouvelle bourgeoisie, en un organisme de répression des masses, sans compter que le parti s'est fait le porteur de l'idéologie et de la politique d'oppression et d'exploitation de celles-ci. Le Parti communiste de l'Union soviétique s'est dégradé, étioilé, il est devenu le «parti du peuple tout entier», autrement dit non plus le parti d'avant-garde de la classe ouvrière qui fait avancer la révolution et construit le socialisme, mais le parti de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, qui fait dégénérer le socialisme et s'attache à promouvoir la restauration du capitalisme.

Tout comme Browder, Tito, Togliatti et d'autres, qui prêchèrent la transformation de leurs partis en «associations», en «ligues», en «partis de masse», soi-disant pour s'adapter aux nouvelles transformations sociales qu'auraient entraînées le développement du capitalisme, la croissance de la classe ouvrière et de son influence politique et idéologique, etc., Khrouchtchev justifia la transformation du caractère du parti pour soi-disant l'adapter aux situations créées en Union soviétique, où la construction du socialisme aurait été achevée et où aurait commencé l'édification du communisme. Selon Khrouchtchev, la composition du parti, sa structure, son rôle et sa place dans la société et dans l'Etat devaient se transformer en se conformant à cette «époque nouvelle».

Lorsque Khrouchtchev se mit à professer ces thèses, non seulement le communisme n'avait pas commencé à être édifié en Union soviétique, mais la construction même du socialisme n'y était pas achevée. Les classes exploiteuses avaient été effectivement liquidées en tant que classes, mais leurs vestiges, même physiques, et à plus forte raison idéologiques, subsistaient. La guerre avait entravé la large émancipation des rapports de production, et les forces productives, qui constituent la base nécessaire et indispensable de ce processus, étaient gravement éprouvées. L'idéologie marxiste-léniniste était dominante, mais l'on ne pouvait dire que les anciennes idéologies eussent été entièrement extirpées de la conscience des masses. L'Union soviétique avait gagné la guerre contre le fascisme, mais une guerre, avec d'autres moyens et non moins dangereuse, était engagée contre elle. L'impérialisme, l'impérialisme américain en tête, avait déclaré la «guerre froide» au communisme et le capitalisme mondial pointait toutes ses flèches empoisonnées en premier lieu contre l'Union soviétique. Une grande pression était exercée sur l'Etat et les gens soviétiques, afin de semer parmi eux la peur de la guerre, de brider leur élan révolutionnaire, de contenir leur esprit internationaliste et d'opposition à l'impérialisme.

Face à ces pressions qui lui venaient à la fois de l'intérieur et de l'extérieur Khrouchtchev se rendit, il capitula. Pour justifier ses illusions pacifistes, il commença à présenter la situation sous les couleurs les plus roses. Ses thèses sur la «construction du communisme», sur «la fin de la lutte de classe», sur «la victoire définitive du socialisme» semblaient offrir un caractère d'innovation, en fait, elles étaient réactionnaires. Elles tendaient à cacher une réalité nouvelle en gestation, l'apparition et le développement de la nouvelle couche bourgeoise et ses prétentions à instaurer son pouvoir en Union soviétique.

La ligne et le programme que Khrouchtchev a présentés au XX^e Congrès du P.C.U.S. étaient non seulement la ligne de la restauration du capitalisme en Union soviétique, mais aussi une ligne tendant à saper la révolution, une ligne de soumission des peuples devant l'impérialisme, de la classe ouvrière devant la bourgeoisie. Les khrouchtchéviens professèrent qu'à l'étape actuelle la voie principale du passage au socialisme est la voie pacifique. Ils recommandèrent aux partis communistes de suivre une politique de réconciliation des classes, de collaboration avec la social-démocratie et d'autres forces politiques de la bourgeoisie. Cette ligne aidait à la réalisation des objectifs pour lesquels l'impérialisme et le capital luttèrent depuis longtemps par tous les moyens, par les armes comme par la subversion idéologique. Elle a ouvert de larges voies au réformisme bourgeois et a permis au capital de manœuvrer dans les difficiles situations économiques, politiques et militaires créées pour lui après la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi que s'expliquent la si grande publicité que la bourgeoisie, aux quatre coins du monde, a faite du XX^e Congrès du P.C.U.S. et son jugement sur Khrouchtchev qu'elle définit comme «l'homme de la paix», qui «comprend les situations», à la différence de Staline, qui était, lui, pour l'«orthodoxie communiste», l'«irréconciliabilité avec le monde capitaliste», etc.

Par leurs thèses de la voie pacifique vers le socialisme, les khrouchtchéviens demandaient aux communistes et aux révolutionnaires du monde de ne pas se préparer à la révolution et de ne pas la faire mais de réduire tout leur travail à la propagande, à des débats et des manœuvres électorales, à des manifestations syndicales et à des revendications immédiates.

C'était la ligne typiquement social-démocrate, combattue avec tant de feu par Lénine et renversée par la Révolution d'Octobre. Les conceptions khrouchtchéviennes, qui avaient été empruntées à l'arsenal des chefs de la II^e Internationale, suscitaient des illusions dangereuses et discréditaient l'idée même de la révolution. Elles ne préparaient pas la classe ouvrière et les masses travailleuses à être vigilantes et à s'opposer à la violence de la bourgeoisie, mais les laissait à sa merci et sous son emprise. C'est ce que vinrent démontrer aussi les événements d'Indonésie, du Chili, etc., où les communistes et les peuples de ces pays payèrent très cher les illusions révisionnistes de la voie pacifique vers le socialisme.

L'autre thèse du XX^e Congrès du P.C.U.S. sur la «coexistence pacifique», que les khrouchtchéviens s'efforcèrent d'imposer à tout le mouvement communiste, en l'étendant aussi aux rapports entre les classes, entre les peuples et leurs oppresseurs impérialistes, était tout autant à l'avantage de l'impérialisme et de la bourgeoisie, et au désavantage de la révolution. En se voyant poser le problème dans les termes: «ou bien la coexistence pacifique, ou bien la guerre exterminatrice», les peuples et le prolétariat mondial n'avaient, selon les khrouchtchéviens, d'autre parti à prendre que de courber l'échiné, de renoncer à la lutte de classe, à la révolution et à toute action «susceptible d'irriter» l'impérialisme et de faire éclater la guerre.

Les conceptions khrouchtchéviennes sur la «coexistence pacifique», étroitement liées à celles sur la «transformation de la nature de l'impérialisme», concordaient pratiquement avec les thèses de Browder, selon lequel le capitalisme et l'impérialisme américain seraient devenus un facteur de progrès pour le développement du monde d'après-guerre. En fardant l'impérialisme américain, en en donnant une fausse image, on tendait à faire relâcher la vigilance des peuples à l'encontre de la politique hégémoniste et expansionniste des Etats-Unis et à saboter la lutte de libération, anti-impérialiste des peuples. La «coexistence pacifique» khrouchtchévienne, non seulement comme idéologie, mais aussi comme ligne pratique politique, exhortait les peuples, surtout ceux des nouveaux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, à éteindre les «foyers de guerre», à rechercher le rapprochement et la réconciliation avec l'impérialisme, à profiter de la «coopération internationale» pour «développer pacifiquement» leur économie, etc. Cette ligne, exprimée en d'autres termes et par d'autres formules, était la ligne même prônée par Browder, et selon laquelle la riche Amérique, dans les conditions de la «coexistence pacifique» entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, pouvait aider le monde entier à se relever et à progresser. C'était cette même ligne que prêchait et appliquait Tito en Yougoslavie, où il avait ouvert les portes du pays aux aides, aux crédits et aux capitaux américains. C'était aussi le vœu de Mao Tsétoung et des autres dirigeants maoïstes qui voulaient construire la

Chine avec les aides américaines, mais qui en avaient été empêchés jusque-là par certains événements et certaines circonstances.

L'Union soviétique elle-même ne peut se passer des aides américaines ni de celles des autres pays occidentaux, pas plus que ne peuvent s'en passer les titistes et actuellement les maoïstes. L'intégration, dans l'économie mondiale capitaliste, de l'Union soviétique et des autres pays révisionnistes qui lui sont liés, a revêtu de grandes proportions. Ces pays sont aujourd'hui au nombre des plus grands importateurs de capitaux occidentaux. Leurs dettes, à tout le moins celles rendues publiques, se montent à des dizaines de milliards de dollars. Parfois, du fait des conjonctures créées, comme c'est le cas actuellement à la suite des événements d'Afghanistan, ce processus se ralentit, mais il ne s'arrête jamais. Les intérêts capitalistes en jeu des deux parties sont si considérables, qu'ils émergent dans des situations particulières au-dessus de toutes les frictions et rivalités, de tous les affrontements.

Si les révisionnistes de Moscou ont recouru à la thèse de la «coexistence pacifique», ce ne fut pas seulement pour justifier leur politique de concessions et de compromis envers l'impérialisme américain. Cette ligne leur servait et leur sert aussi de masque pour dissimuler la politique expansionniste du social-impérialisme soviétique, pour réduire la vigilance et la résistance des peuples face à leurs plans impérialistes et hégémonistes. La thèse de la «coexistence pacifique» était un appel que les révisionnistes soviétiques lançaient aux impérialistes américains en vue de se partager le monde et de le dominer ensemble.

A la faveur de la ligne révisionniste khrouchtchévienne, l'impérialisme et la réaction déclenchèrent une offensive générale contre le communisme. Cette nouvelle campagne contre la révolution et le socialisme fut alimentée en particulier par les attaques et les calomnies des révisionnistes khrouchtchéviens contre Staline et son œuvre.

Les révisionnistes khrouchtchéviens entreprirent la lutte contre Staline pour justifier le cours antimarxiste qu'ils avaient commencé à adopter dans le pays comme à l'étranger. Sans rejeter l'œuvre de Staline, ils ne pouvaient renier la dictature du prolétariat et transformer l'Union soviétique en un Etat bourgeois-capitaliste, ils ne pouvaient s'engager dans des marchandages avec l'impérialisme. C'est aussi la raison pour laquelle la campagne contre lui fut orchestrée sur des accusations empruntées à l'arsenal de la propagande impérialiste et trotskiste, qui présentait le passé de l'Union soviétique comme une période de «représailles massives» et le système socialiste comme une «répression de la démocratie», comme une «dictature semblable à celle d'Ivan le Terrible», etc.

Mais en dépit des attaques et des calomnies des impérialistes, des révisionnistes et des autres ennemis de la révolution, le nom et l'œuvre de Staline sont et demeurent immortels, Staline fut un grand révolutionnaire, un théoricien éminent qui se range aux côtés de Marx. Engels et Lénine.

La vie a démontré et démontre chaque jour la justesse des analyses et des attitudes du Parti du Travail d'Albanie concernant le révisionnisme khrouchtchévien. En Union soviétique le socialisme a été sapé et le capitalisme restauré. Par ailleurs, dans l'arène internationale les attitudes et les menées de la direction soviétique ont toujours plus mis à nu le caractère social-impérialiste de l'Union soviétique, son idéologie réactionnaire de grande puissance. Ainsi le révisionnisme khrouchtchévien est devenu non seulement l'idéologie de la restauration du capitalisme et du sabotage de la révolution et de la lutte de libération des peuples, mais aussi l'idéologie de l'agression social-impérialiste.

II - L'EUROCOMMUNISME, IDEOLOGIE DE SOUMISSION A LA BOURGEOISIE ET A L'IMPERIALISME

Le révisionnisme moderne, comme nous venons de le rappeler, a vu le jour dans la période de l'exacerbation de la crise générale du capitalisme. Il s'est allié à la bourgeoisie et à l'impérialisme et a joint ses efforts aux leurs pour endiguer et détourner la grande vague des révolutions prolétariennes, des luttes de libération nationale et du mouvement démocratique populaire et anti-impérialiste. En tant

que tel, le nouveau révisionnisme ne pouvait manquer de revêtir des formes et des aspects divers, d'user de méthodes et de tactiques qui s'adaptent aux besoins du capital de chaque pays. C'est surtout après l'apparition sur la scène de sa forme khrouchtchévienne, qu'il a connu son plus grand essor, qu'il s'est étendu dans le mouvement communiste et ouvrier.

La trahison commise en Union soviétique apportait à la bourgeoisie et à l'impérialisme, à leurs moments les plus difficiles, une aide incalculable. Elle permit au grand capital de s'attaquer à la théorie marxiste-léniniste et à la pratique de l'édification socialiste, de susciter des doutes sur la stratégie révolutionnaire du prolétariat et de promouvoir la dégénérescence idéologique et politique des partis communistes. Les partis communistes et ouvriers d'Europe occidentale, qui suivirent la ligne traîtresse de Tito et de Khrouchtchev, furent les premiers à connaître une grave secousse idéologique. Dans ces partis, le terrain était depuis longtemps préparé à l'adoption et au développement des idées et des pratiques révisionnistes khrouchtchéviennes. Sous des formes et à des degrés divers, leur dégénérescence idéologique et organisationnelle avait déjà commencé auparavant. Des théories et des pratiques pseudo-révolutionnaires étaient depuis longtemps appliquées dans leurs rangs.

Les commencements du révisionnisme moderne dans les partis communistes d'Europe occidentale

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux facteurs positifs créés en Europe avaient rendu possible et indispensable la transformation de la lutte antifasciste en une profonde révolution populaire. Le fascisme avait supprimé non seulement l'indépendance nationale des pays occupés, mais aussi toutes les libertés démocratiques, il avait enterré la démocratie bourgeoise elle-même. Aussi la lutte contre le fascisme devait être une lutte non seulement pour la libération nationale, mais encore pour la défense et le développement de la démocratie. Et les partis communistes devaient rattacher le combat pour la réalisation de ces deux objectifs au combat pour le socialisme.

Dans les pays d'Europe centrale et sud-orientale les partis communistes surent relier leurs tâches de la lutte pour l'indépendance et la démocratie à la lutte pour le socialisme. Ils élaborèrent et mirent en œuvre une politique qui conduisit à l'instauration des régimes de démocratie nouvelle, populaire. Par ailleurs, les partis communistes d'Europe occidentale ne se montrèrent pas capables de mettre à profit les situations favorables créées à la suite de la Seconde Guerre mondiale et de la victoire sur le fascisme. Cela prouvait qu'ils n'avaient pas compris et appliqué correctement les orientations du VII^e Congrès de l'Internationale communiste. *[Ce congrès tint ses assises du 25 juillet au 21 août 1935.]* Ce congrès recommandait aux partis de créer, dans des conditions données, tout en s'opposant au fascisme et en le combattant, les possibilités pour la mise sur pied de gouvernements d'un front unique, qui seraient tout à fait différents des gouvernements sociaux-démocrates. Ils devaient servir à passer de l'étape de la lutte contre le fascisme, à l'étape de la lutte pour la démocratie et le socialisme. Mais en France et en Italie la lutte contre le fascisme ne conduisit pas à la création de gouvernements du type recommandé par le Komintern. La guerre finie, on vit accéder au pouvoir des gouvernements de type bourgeois. La participation des communistes à ces gouvernements n'en modifia pas le caractère. Le Parti communiste français lui-même, qui, dans l'ensemble, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avait une ligne juste, ne put corriger et dépasser les erreurs, les faiblesses et les déviations qui s'étaient manifestées sur certains problèmes, et qui étaient imputables entre autres à l'absence d'analyses réalistes des situations intérieures et extérieures.

Le Parti communiste français joua un rôle de premier plan dans la création du Front populaire en France. C'est lui qui, à son Congrès de Nantes en 1935, avait lancé le mot d'ordre du Front populaire, mot d'ordre qui trouva rapidement un écho dans les larges masses du peuple français. Le Komintern apprécia beaucoup l'action et les efforts du Parti communiste français en vue de la création du Front populaire. Néanmoins, il convient de dire que le P.C.F. ne sut ou plutôt ne put tirer profit des situations ni les exploiter en faveur de la classe ouvrière.

Le parti communiste parlait ouvertement du danger que le fascisme intérieur et extérieur faisait courir à la France, il dénonçait ce danger, descendait dans la rue, mais il attendait tout des gouvernements «légaux», des gouvernements bourgeois formés et combinés par un parlement bourgeois, jugeant que c'était à eux qu'il appartenait d'agir contre ce péril. Cela apparut lors de la création du Front populaire, qui fut un succès pour le Parti communiste français, en ce que, dans les situations compliquées de l'époque, il barra la voie à l'avènement d'un gouvernement fasciste en France. Le gouvernement Blum, bien qu'il eût pris quelques mesures en faveur de la classe ouvrière, viola et trahit en fait le programme du Front populaire en politique intérieure et extérieure. Le parti communiste, qui ne participait pas au gouvernement du Front populaire mais le soutenait au parlement, ne fut pas à même d'empêcher ce processus. La lutte et les actions de masse, les grèves et les manifestations furent remplacées par les rencontres hebdomadaires que Léon Blum avait chez lui avec Thorez et Duclos.

Le chef du gouvernement du Front populaire était socialiste et les socialistes occupaient une large place dans le gouvernement, mais l'appareil gouvernemental, au centre et à la base, demeura inchangé. L'armée resta la grande muette. *[En français dans le texte.]* Elle était commandée, comme sous les gouvernements antérieurs, par la caste réactionnaire des officiers sortis des écoles militaires bourgeoises, qui formaient des cadres pour réprimer le peuple français et conquérir des colonies, mais non pour lutter contre le fascisme et la réaction.

Le Parti communiste français ne poussait pas ses actions jusqu'à leur aboutissement, il ne s'organisait pas pour une lutte véritable contre le fascisme et la réaction. La propagande et l'agitation, les manifestations et les grèves, qu'il dirigeait, ne s'inscrivaient pas dans la ligne de la prise du pouvoir des mains de la bourgeoisie. Même s'il ne niait pas les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, l'activité et la lutte de ce parti revêtaient bon gré mal gré et insensiblement les traits d'une lutte pour des réformes, pour des revendications économiques sur le plan syndical. Les syndicats, naturellement, jouent un rôle révolutionnaire, lorsqu'ils sont guidés correctement et lorsque s'y crée une situation révolutionnaire, faute de quoi le mouvement syndical se convertit en une routine régie par les chefs syndicaux, avec des prises de position tantôt justes, tantôt déviationnistes, tantôt libérales, tantôt opportunistes, mais qui, en définitive, débouchent sur des discussions stériles et des compromis avec le patronat.

Lorsque éclata la guerre d'Espagne, le Parti communiste français, par l'agitation et la propagande, ainsi que par des secours matériels, aida activement le Parti communiste et le peuple espagnols dans leur lutte contre Franco. Il appela à l'envoi de volontaires en Espagne, appel auquel répondirent des milliers de membres du parti et d'autres antifascistes français, dont trois mille tombèrent en héros sur la terre d'Espagne. Des dirigeants principaux du parti participèrent directement à la guerre ou se rendirent en Espagne en diverses occasions. Les volontaires qui, de beaucoup de pays, partaient rallier les brigades internationales en Espagne, passaient pour la plupart par la France. C'est le Parti communiste français qui organisait leur transit.

Au cours de la guerre d'Espagne, les communistes et la classe ouvrière française acquièrent dans les batailles une nouvelle expérience qui vint enrichir l'ancienne tradition des luttes révolutionnaires du prolétariat français. Cela constituait un capital précieux, une expérience révolutionnaire acquise dans les luttes de classe organisées et menées de front contre la féroce réaction franquiste, contre les fascistes italiens et les nazis allemands, ainsi que contre la réaction française elle-même et la réaction mondiale. Ce capital révolutionnaire devait servir au parti aux moments critiques de la Seconde Guerre mondiale et de l'occupation de la France, mais en fait il ne fut pas exploité. Le Parti communiste français dénonça la politique de Munich, qui se traduisit par les concessions que les Daladier et les Bonnet, faisant bon marché des intérêts du peuple tchécoslovaque, consentirent à Hitler, afin de lui faire tourner sa machine de guerre contre l'Union soviétique. Il défendit fermement le pacte germano-soviétique de non-agression et tint tête aux calomnies et aux persécutions de la bourgeoisie. Il appela à la résistance et se dressa vaillamment dans la lutte contre les occupants allemands et leurs collaborateurs de Vichy. Cette lutte, qui commença par des actions, des grèves, des manifestations et des sabotages, alla s'amplifiant. Les F.T.P. *[Francs-Tireurs et Partisans, dirigés par le P.C.F.]*, créés

par le parti communiste, étaient les seules formations qui luttèrent contre les occupants, alors que les réseaux [En français dans le texte.] gaullistes n'étaient rien d'autre, comme leur appellation l'indique, que des réseaux de services secrets mis en place pour rassembler des informations militaires utiles aux alliés. Cependant que les gaullistes lançaient des appels conseillant à la population d'attendre le débarquement avant de passer à l'action, le parti communiste se battait vaillamment pour la libération du pays.

Dans la lutte de libération, le Parti communiste français, tout en organisant et en développant la résistance contre l'occupant, œuvra à la formation d'un front antifasciste, obtenant même certains résultats dans ce sens. Néanmoins, comme les faits devaient le montrer, il n'avait pas pensé prendre le pouvoir ni dressé de plans à cette fin, où, même s'il en avait dressé, il y renonça.

C'est ce dont témoigne aussi le fait qu'au cours de la guerre le parti créa de nombreux comités de libération nationale, mais, s'en tenant là, il ne prit aucune mesure pour que ces comités s'affirment comme des noyaux du nouveau pouvoir. Du début à la fin les formations partisans demeurèrent de taille réduite et sans liens organiques entre elles. Jamais le parti ne posa la question de la création de grandes formations, d'une véritable armée de libération nationale.

Le Parti communiste français poursuivit une lutte antifasciste qu'il guidait lui-même; mais il ne la transforma pas en une lutte révolutionnaire du peuple tout entier. Qui plus est, il jugea plus opportun et plus «révolutionnaire» de prier de Gaulle d'admettre aussi dans son comité de la «France libre» un de ses représentants. Tout cela revenait à dire : «Monsieur de Gaulle, je vous en supplie, admettez-moi aussi dans votre comité.» Cela revenait à dire : «Monsieur de Gaulle, le Parti communiste français et les forces partisans se mettent sous votre commandement et celui du comité de la «France libre.»» Cela revenait à dire : «Monsieur de Gaulle, nous, communistes, n'entendons faire aucune sorte de révolution ni prendre le pouvoir, nous voulons seulement voir reprendre dans la France de demain l'ancien jeu des partis, le jeu «démocratique», et participer nous aussi au futur gouvernement à proportion des voix que nous aurons obtenues.»

Cependant que les communistes français agissaient ainsi, la bourgeoisie préparait et organisait ses forces pour s'emparer du pouvoir lorsque les Anglo-Américains débarqueraient en France. Le comité national, créé et dirigé par le groupe de de Gaulle à Londres et constitué en gouvernement à Alger, devait être la force la plus appropriée pour prendre le pouvoir. Il devait le faire, bien entendu, avec le concours des forces intérieures préparées et mises en action par la bourgeoisie, avec le concours de l'ancienne armée commandée par des généraux qui, après avoir servi Pétain, s'étaient mis au service de de Gaulle, lorsqu'il fut devenu évident que le navire allemand sombrait.

C'était là une situation périlleuse, que le Parti communiste français ne jugea ni n'apprécia correctement ; ou alors il n'approfondit pas le problème. Il eut peur qu'une action de sa part ne créât des complications avec les forces alliées qui venaient de débarquer, il eut peur de de Gaulle et des forces que celui-ci avait ralliées à lui, il eut peur de la guerre civile et surtout de la guerre avec les Anglo-Américains.

Le parti communiste oublia l'exemple des communards héroïques qui, encerclés par les troupes allemandes de Bismarck, se dressèrent contre les Versaillais, en «montant à l'assaut des cieux» comme disait Marx, et créèrent la Commune de Paris. «Il fallait mesurer ses forces», diront peut-être les théoriciens qui cherchent à justifier cette erreur fatale du Parti communiste français au cours de la Seconde Guerre mondiale. Evidemment, il fallait mesurer ses forces. Mais du moment que les communards, sans un parti, sans organisation, sans liens avec la paysannerie et l'autre partie de la France, encerclés par les troupes étrangères d'occupation, étaient montés à l'assaut et avaient pris le pouvoir, la classe ouvrière française, avec son parti à sa tête, trempée dans des batailles, éclairée par le marxisme-léninisme et bénéficiant dans sa lutte d'un grand et puissant allié comme l'Union soviétique, pouvait, à la tête des masses travailleuses et des véritables patriotes, réaliser avec cent fois plus de chances de succès l'oeuvre immortelle des communards.

La direction du parti communiste, dans l'ensemble, se montra maladroite, trop timorée pour réaliser avec courage et maturité d'esprit les vœux et les aspirations des militants communistes et du prolétariat français, qui luttèrent avec héroïsme et opiniâtreté contre les occupants hitlériens. Il n'avança pas dans la voie marxiste-léniniste, dans la voie de la lutte révolutionnaire. Il ne marcha pas sur les traces des communards.

En Italie, la lutte antifasciste présentait des traits particuliers, mais les objectifs que la direction du Parti communiste italien s'étaient fixés, ses hésitations et ses concessions sont analogues à ceux du Parti communiste français.

Au début de la Seconde Guerre mondiale les cadres dirigeants du Parti communiste italien se trouvaient pour la plupart en France. Ils tombèrent presque tous aux mains de la police. Parmi eux se trouvait le secrétaire général du parti, Palmiro Togliatti lui-même, qui, à peine libéré, prit, en mars 1941, le chemin de l'Union soviétique.

Bien que le Parti communiste italien eût adopté une juste attitude dans la guerre d'agression que déclenchèrent les puissances fascistes et l'eût dénoncée comme une guerre impérialiste et de rapine, son action demeura limitée. Ce parti concentra tous ses efforts dans la création d'une coalition de partis antifascistes en émigration, dans quelques appels, résolutions et publications de propagande.

En mars 1943, dans diverses zones, le parti, qui, depuis le milieu de 1942, avait commencé à déployer son activité à l'intérieur du pays, réussit à organiser une série de grèves puissantes, qui attestaient la montée du mouvement populaire antifasciste. Ces grèves accélérèrent le cours des événements qui conduisirent au renversement de Mussolini.

Par crainte de la révolution, en 1922, la bourgeoisie italienne et le roi, symbole de sa domination, avaient été amenés à appeler Mussolini au pouvoir. C'est cette même crainte qui, en juillet 1943, devait les pousser, elle et le roi, à l'en chasser.

Mussolini fut renversé par un coup d'Etat de la caste dirigeante. Ce coup fut l'œuvre du roi, de Badoglio et des autres chefs du fascisme. Conscients de l'inévitabilité de la défaite de l'Italie, ils pensèrent ainsi prévenir le danger de soulèvement de la classe ouvrière et du peuple italien dans la lutte et la révolution, qui n'auraient pas seulement renversé le fascisme et la monarchie, mais auraient aussi mis en danger la domination même de la bourgeoisie italienne en tant que classe.

Le mouvement de résistance du peuple italien contre le fascisme prit surtout une grande ampleur après la capitulation de l'Italie. Dans l'Italie du Nord, encore occupée par les Allemands, sur l'initiative du parti fut organisée la lutte de libération, qui engloba de larges masses d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels antifascistes, etc. De grandes formations régulières de partisans furent créées, conduites dans leur grande majorité par le parti.

Parallèlement aux unités et aux détachements de partisans, dans l'Italie du Nord furent créés aussi, toujours sur l'initiative du parti communiste, les comités de libération nationale. Le parti lutta pour que ces comités devinssent de nouveaux organes du pouvoir démocratique, mais en fait ils demeurèrent des coalitions de partis différents. Cela les empêcha de devenir de véritables organes du pouvoir populaire.

Cependant que dans l'Italie du Nord la lutte du parti en général était menée dans la juste voie et pouvait conduire non seulement à la libération du pays, mais aussi à l'instauration du pouvoir populaire, au Sud et dans le cadre national, le parti ne posait nullement la tâche de la prise du pouvoir. Il réclamait seulement la formation d'un gouvernement fort et jouissant d'autorité et il ne luttait pas pour le renversement de la monarchie et de Badoglio. Le programme du parti communiste en un temps où dans le pays existaient des conditions favorables pour faire avancer la révolution, était un programme minimum. Le parti était pour une solution parlementaire dans le cadre de l'ordre légal

bourgeois. Sa revendication maximum était sa participation au gouvernement avec deux ou trois portefeuilles. Ainsi le Parti communiste italien entra dans les combinaisons politiques bourgeoises et fit des concessions réitérées et sans principe. A la veille de la libération du pays, il possédait une grande force politique et militaire, qu'il ne sut ni ne voulut mettre à profit et il se désarma volontairement devant la bourgeoisie. Il renonça à la voie révolutionnaire et s'engagea dans la voie parlementaire, où il se transforma progressivement, de parti de la révolution, en un parti bourgeois de la classe ouvrière visant à des réformes sociales.

En ce qui concerne l'Espagne, il convient de dire que les directives du VII^e Congrès de l'Internationale communiste donnèrent dans ce pays de meilleurs résultats qu'en France et en Italie. Leur effet se fit particulièrement bien sentir au cours de la guerre civile. Au début, les communistes ne firent pas partie du gouvernement du Front populaire, mais ils lui prêtèrent leur appui. Néanmoins, le parti communiste critiquait le gouvernement pour son irrésolution et lui demandait de prendre des mesures contre le danger fasciste, contre l'activité des fascistes, surtout de la caste des officiers, qui constituaient à l'époque le danger immédiat.

Le 17 juillet 1936, fut lancé le «pronunciamento» des généraux fascistes. Le complot des fascistes était bien coordonné. Ils avaient agi sous le nez du gouvernement de gauche et des autorités mises en place par un gouvernement issu de la coalition du Front populaire. Toutes les forces antifascistes se rangèrent contre ce danger. En novembre fut formé le gouvernement, avec à sa tête Largo Caballero et la participation de deux ministres communistes. Ainsi fut créé un front commun pour défendre la République, même par les armes. Le gouvernement accorda l'autonomie aux Basques, confisqua au profit des paysans pauvres les terres des fascistes et nationalisa tous leurs biens.

Le parti communiste appela dès le début la classe ouvrière et le peuple à la résistance. Mais il ne se contenta pas d'appels, il passa à l'action. Ses membres pénétrèrent dans les casernes, parmi les soldats, pour les éclairer sur la situation, ils leur expliquaient ce qu'étaient les fascistes et le danger qu'ils présentaient pour les ouvriers, les paysans, le peuple. A Madrid, le coup d'Etat fasciste échoua.

Dans d'autres villes, le peuple, et en premier lieu la classe ouvrière, attaqua les unités militaires qui s'étaient dressées contre la République et les paralysèrent. Dans les Asturies la lutte des mineurs contre les troupes fascistes se poursuivit pendant un mois et cette province demeura dans les mains du peuple. Les fascistes ne purent passer. Il en alla de même dans la province basque et dans beaucoup d'autres régions d'Espagne.

Dans les premiers jours d'août, il sembla que les généraux fascistes étaient en train de mordre la poussière, et leur défaite aurait été complète s'ils n'avaient pas reçu aussitôt l'aide des troupes de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie, et avec elles celle des troupes recrutées dans le Maroc espagnol, ainsi que des forces envoyées par le Portugal fasciste.

Dans un pays où l'armée était dirigée par une ancienne caste d'officiers réactionnaires, royalistes et fascistes, les destinées du pays ne pouvaient reposer sur cette armée, dont une partie avait suivi les généraux fascistes et une autre allait vers la désagrégation. Aussi le parti communiste appela-t-il à la formation d'une armée nouvelle, d'une armée du peuple. Les communistes se mirent à la tâche pour créer cette armée et en peu de temps ils réussirent à mettre sur pied le cinquième régiment. C'est sur la base de ce régiment, qui s'acquiesça une grande renommée au cours de la guerre d'Espagne, que fut édifiée l'armée populaire de la République espagnole.

L'attitude résolue du parti communiste contre l'attaque fasciste, l'exemple de vaillance qu'il donna en se mettant à la tête des masses pour empêcher le fascisme de passer, l'exemple donné par ses membres, dont près des deux tiers furent envoyés sur les divers fronts de guerre, accrurent beaucoup l'autorité et le prestige du parti dans les masses du peuple.

Un parti grandit, acquiert de l'autorité et devient un dirigeant des masses, lorsqu'il se dote d'une ligne claire et se lance courageusement dans la lutte pour mettre cette ligne en œuvre. C'est ce que fit le Parti communiste d'Espagne au cours de la guerre civile. Dès le début de la rébellion fasciste en juillet 1936 et jusqu'à la fin de cette année-là, le parti communiste tripla ses effectifs. Et bien que les gens, ces jours-là, soient allés au parti pour faire don de leur vie et non pas pour jeter leurs bulletins de vote dans les urnes, jamais aucun parti, ni le prétendu parti communiste de Carrillo, ni les autres partis révisionnistes, qui ont ouvert leurs portes toutes grandes à quiconque, laïc ou religieux, ouvriers ou bourgeois, veut aller à eux, ne peut prétendre à une autorité et à une influence aussi grandes que celles que se gagna le Parti communiste d'Espagne à l'époque de la guerre civile.

La guerre d'Espagne prit fin au début de 1939 avec l'extension du pouvoir de Franco sur tout le territoire du pays. Dans cette guerre, le Parti communiste d'Espagne ne ménagea pas ses efforts et ses forces pour vaincre le fascisme. Si ce dernier finit par l'emporter, cela fut dû à certains facteurs intérieurs, mais principalement à l'intervention du fascisme italien et allemand, ainsi qu'à la politique capitulaire de «non-intervention» des puissances occidentales à l'encontre des agresseurs fascistes.

Beaucoup de membres du Parti communiste d'Espagne donnèrent leur vie au cours de la guerre civile. D'autres tombèrent victimes de la terreur franquiste. Des milliers et milliers d'autres furent jetés dans des prisons, où ils languirent pendant des années ou moururent. Après la victoire du fascisme en Espagne, le pays fut en proie à une terreur féroce.

Les démocrates espagnols qui réussirent à échapper aux camps et à la prison, participèrent à la résistance française et se battirent vaillamment ; quant à ceux d'entre eux qui étaient allés en Union soviétique, ils rallièrent les rangs de l'Armée rouge et beaucoup donnèrent leur vie dans la guerre contre le fascisme.

Malgré leurs conditions extrêmement difficiles, les communistes poursuivirent aussi la lutte de guérilla et l'organisation de la résistance en Espagne. La plupart d'entre eux tombèrent aux mains de la police franquiste et furent condamnés à mort.

Franco frappa durement l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses populaires d'Espagne, et le parti communiste en fut durement éprouvé. Les éléments les plus sains, idéologiquement les mieux préparés, les plus résolus et les plus courageux ayant disparu dans la lutte armée et sous les coups de la terreur fasciste, les éléments timorés, petits-bourgeois et intellectuels comme Carrillo et consorts prirent le dessus dans le parti et exercèrent leur influence négative et délétère. Graduellement ; ils transformèrent le Parti communiste d'Espagne en un parti opportuniste et révisionniste.

L'union avec les révisionnistes khrouchtchéviens dans la lutte contre le marxisme-léninisme et la révolution

Les conditions économiques et politiques créées en Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale favorisèrent encore davantage la consolidation et la propagation des conceptions erronées et opportunistes qui existaient auparavant déjà dans les directions des partis communistes français, italien et espagnol, elles encouragèrent encore plus leur esprit de concession et de compromis avec la bourgeoisie.

Ces facteurs étaient, entre autres, l'abrogation des lois fascistes et des autres mesures coercitives et restrictives que la bourgeoisie européenne avait adoptées dès le lendemain de la victoire de la Révolution d'Octobre et jusqu'à l'éclatement de la guerre, dans le but de contenir l'essor révolutionnaire grandissant de la classe ouvrière, d'empêcher son organisation politique et d'arrêter la propagation de l'idéologie marxiste.

Le rétablissement, dans une plus ou moins large mesure, de la démocratie bourgeoise, qui se traduisait entre autres par la légalisation complète de tous les partis politiques, à l'exception des partis fascistes, leur participation autorisée à la vie politique et idéologique du pays, les possibilités données à ces partis de participer activement aux campagnes électorales, qui se développaient maintenant dans le cadre de lois moins restrictives, adoptées à la suite d'une longue lutte menée par les communistes et les autres forces progressistes, créèrent chez les directions des partis communistes beaucoup d'illusions réformistes. On y vit prendre racine la conception selon laquelle le fascisme était mort à jamais, que la bourgeoisie non seulement n'était plus en mesure de restreindre les droits démocratiques des travailleurs, mais qu'elle serait contrainte de les étendre. Ces directions se mirent à penser que les communistes, sortant de la guerre comme la force politique, organisatrice et mobilisatrice la plus influente et la plus puissante de la nation, contraindraient la bourgeoisie à élargir toujours plus la démocratie et à permettre à un nombre toujours accru de travailleurs de participer à la direction du pays, qu'à travers les élections et le parlement il leur serait possible de s'emparer pacifiquement du pouvoir et de passer ensuite à la transformation socialiste de la société. Ces directions considérèrent la participation de deux ou trois ministres communistes aux gouvernements d'après-guerre en France et en Italie, non pas comme le maximum des concessions formelles que faisait la bourgeoisie, mais comme le début d'un processus à tendance toujours ascendante, jusqu'à la création d'un gouvernement exclusivement composé de communistes.

Par ailleurs, l'essor économique d'après-guerre en Occident favorisa dans une grande mesure la propagation des idées opportunistes et révisionnistes dans les partis communistes. Certes, l'Europe occidentale était dévastée par la guerre, mais elle se releva relativement vite. Les capitaux américains qui affluèrent en Europe avec le «plan Marshall», permirent la reconstruction des fabriques, des usines, des transports et de l'agriculture et une intense expansion de la production. Cette expansion ouvrit de nombreux fronts de travail et non seulement absorba pendant une longue période les forces ouvrières disponibles, mais créa même une certaine soif de main-d'œuvre.

Cette situation, qui apportait à la bourgeoisie de gros surprofits, lui permit de délier un peu sa bourse et d'émousser relativement les conflits du travail. Dans le domaine social, comme dans celui de la sécurité sociale, de la santé, de l'enseignement, de la législation du travail, etc., elle prit certaines mesures pour lesquelles la classe ouvrière avait beaucoup lutté. L'amélioration marquée du niveau de vie des travailleurs par rapport à l'époque de la guerre et même à celle de l'avant-guerre, la croissance rapide de la production, consécutive à la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture et aux débuts de la révolution technique et scientifique, le plein emploi, ouvrirent la voie à la floraison, parmi les éléments insuffisamment formés et opportunistes, de conceptions sur le développement du capitalisme sans conflits de classe, sur l'évitabilité des crises de sa part, sur la disparition du phénomène du chômage, etc. On vit se vérifier une nouvelle fois le grand enseignement du marxisme-léninisme selon lequel les périodes de développement pacifique du capitalisme sont à l'origine de la diffusion de l'opportunisme. La nouvelle couche de l'aristocratie ouvrière, qui grandit considérablement à cette époque, commença à exercer une influence toujours plus négative dans les rangs des partis et dans leurs directions en y introduisant des idées et des conceptions opportunistes et réformistes.

Sous la pression de ces circonstances, les programmes des partis communistes se réduisirent toujours plus à des programmes minimaux démocratiques et réformistes, alors que l'idée de la révolution et du socialisme était toujours plus mise à l'écart. La grande stratégie de la transformation révolutionnaire de la société céda la place à la petite stratégie des affaires courantes, qui s'acquiesça la primauté absolue et devint la ligne générale politique et idéologique.

Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, les partis communistes italien, français et de Grande-Bretagne, et, à leur suite, le Parti communiste d'Espagne, se mirent petit à petit à s'écarter du marxisme-léninisme, à adopter des thèses et des points de vue révisionnistes, à s'engager dans la voie du réformisme. Lorsque le révisionnisme khrouchtchévien apparut sur la scène, le terrain dans ces partis était préparé pour qu'ils l'embrassent à fond et se joignent à lui dans la lutte contre le marxisme-léninisme. Outre la pression de la bourgeoisie et de la social-démocratie dans le pays, les décisions du

XX^e Congrès du P.C.U.S. exercèrent sur eux une grande influence pour les faire passer pleinement à des positions antimarxistes social-démocrates.

Les révisionnistes italiens furent les premiers à embrasser la ligne du XX^e Congrès du P.C.U.S. et au lendemain de celui-ci ils proclamèrent bruyamment la prétendue voie italienne au socialisme. A peine le fascisme renversé, le Parti communiste italien avait mis en avant une plateforme politique et organisationnelle opportuniste. Dès sa descente à Naples, en mars 1944, de retour d'Union soviétique, Palmiro Togliatti imposa au parti la ligne de la collaboration de classe avec la bourgeoisie et ses partis. Il déclarera au plénum du Conseil national du parti, qui se tint à l'époque : «En raison des conditions internationales et nationales, nous ne fixons pas comme objectif de notre lutte la prise du pouvoir, mais nous n'en voulons pas moins détruire entièrement le fascisme et créer une «véritable démocratie antifasciste progressiste». Le P.C.I. «doit examiner tout problème à travers le prisme de la nation, de l'Etat italien»». (P. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*, Torino, 1975. p. 308.)

A Naples, Togliatti, pour la première fois, avança **aussi** l'idée, et même la plate-forme, de ce qu'il appela le «nouveau parti des masses», différent, par la composition de classe, par l'idéologie et la forme organisationnelle, du parti communiste de type léniniste. Il était naturel qu'une politique d'alliances sans principes et une politique de réformes telles que les demandait Togliatti, nécessitent aussi un parti réformiste, un parti large et sans limites, où pouvait entrer et sortir n'importe qui, n'importe quand. «Sa notion du parti de masse qui plonge ses racines dans le peuple, -devait écrire plusieurs années plus tard un collaborateur de Togliatti, — prend toute sa valeur si on la relie étroitement à la composante nationale du combat des communistes. Leur but est en effet d'aboutir à des changements profonds dans la société... grâce à des réformes.» (G. Ceretti, *A l'ombre des deux T*, Paris, 1973, p. 52.)

A la libération du pays, la classe ouvrière italienne espérait en une profonde justice sociale, elle espérait que les choses changeraient, qu'elle finirait par faire entendre sa voix. Mais il n'en fut rien, et cela tint à l'organisation et à la direction de la vie du pays par les divers partis bourgeois, y compris le parti communiste. Afin de tromper les masses et de leur donner l'impression que leur voix était écoutée au gouvernement du pays, ils instituèrent une vie politique avec des partis de la majorité et des partis de la minorité, des partis au pouvoir et des partis à l'opposition, avec tous leurs trucs et leurs roueries parlementaires, avec tous leurs mensonges et leur démagogie.

Le Parti communiste italien reçut au début deux départements ministériels peu importants, que la grande bourgeoisie lui concéda dans le cadre du jeu «démocratique», le temps de renforcer ses positions, de relever son armée, sa police et tout son appareil de répression, d'étouffer et de paralyser par la présence des communistes au gouvernement toute tendance de la classe ouvrière et du peuple italien à régler les comptes avec ceux qui les avaient exploités, opprimés, les avaient envoyés ravir la liberté des autres peuples et laisser leurs restes dans d'autres pays, de l'Abyssinie à l'Espagne, de l'Albanie à l'Union soviétique. Puis, en mai 1947, lorsqu'elle n'eut plus besoin d'eux, la bourgeoisie chassa les ministres communistes du gouvernement. Le danger éventuel de l'offensive ouvrière fut ainsi conjuré. La classe ouvrière rentra dans le «rang», elle fut encadrée dans divers syndicats, selon les couleurs des partis, et ainsi fut entamée la lutte pour des voix, la lutte parlementaire.

Après le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, Togliatti et le Parti communiste italien proclamèrent publiquement leurs anciennes prises de position révisionnistes. Non seulement ils approuvèrent tout signe de libéralisation qui venait de Moscou, mais ils brûlaient même les étapes, mettant dans l'embarras les révisionnistes khrouchtchéviens eux-mêmes, pour lesquels le Parti communiste italien devint peu à peu une préoccupation.

Les togliattiens trouvaient de leur goût le cours révisionniste de «déstalinisation», ils se réjouirent de voir les khrouchtchéviens jeter de la boue sur Staline et sur le bolchévisme, ils applaudirent au cours khrouchtchévien de la destruction des bases socialistes de l'Etat soviétique, ils étaient pour les réformes révisionnistes et l'ouverture vers les Etats capitalistes, particulièrement vers les Etats-Unis.

En révisionnistes qu'ils étaient, les togliattiens souscrivaient pleinement à la coexistence pacifique khrouchtchévienne et au rapprochement avec l'impérialisme. C'était leur vieux rêve de la collaboration avec la bourgeoisie, sur le plan national comme sur le plan international.

Dans la voie où il s'était engagé en Union soviétique, le parti révisionniste khrouchtchévien avait besoin de l'unité et de l'amitié avec le Parti communiste italien, il lui fallait surtout le soutien des deux grands partis révisionnistes d'Occident, français et italien, qui jouissaient d'une certaine autorité internationale. C'est pour cela que les khrouchtchéviens rendaient ostensiblement «hommage» à ces deux partis, et avec les «hommages» venaient aussi, en sous main, les grosses subventions.

De même que les khrouchtchéviens se hâtaient de convertir l'Union soviétique en un pays capitaliste, ainsi les togliattiens s'empressaient de s'intégrer dans l'ordre capitaliste italien. En juin 1956, dans le rapport au titre retentissant de «la Voie italienne vers le socialisme» présenté à la réunion du C.C. du P.C. italien, Palmiro Togliatti avançait une série de thèses si imprégnées d'anticommunisme que Khrouchtchev se vit contraint de lui conseiller un peu plus de retenue et de ne pas dépasser si vite les bornes.

Togliatti posa à l'époque la question de l'intégration du socialisme dans le capitalisme, avançant aussi la thèse que le parti communiste n'est pas nécessairement le seul dirigeant de la lutte du prolétariat pour le socialisme. Il affirma que la poussée vers le socialisme peut se produire même là où il n'y a pas de parti communiste. Ces thèses concordaient pleinement avec celles des révisionnistes yougoslaves. Ce n'est pas par hasard que les révisionnistes italiens soutinrent ardemment la réhabilitation des révisionnistes yougoslaves. Togliatti lui-même alla en Yougoslavie s'incliner devant Tito et l'aider à devenir «acceptable» pour le mouvement communiste international.

Le Parti communiste italien et Togliatti s'élevèrent contre le fait que Moscou soit «le seul centre du communisme international». Ils prêchèrent le «polycentrisme», qui visait à la création d'un nouveau bloc révisionniste ayant à sa tête le Parti communiste italien et qui, s'opposant au bloc révisionniste soviétique, accroîtrait sa propre autorité aux yeux de la bourgeoisie italienne et de la bourgeoisie mondiale. Togliatti pensait se gagner ainsi, la confiance du capital monopoliste italien et entrer dans sa ronde. Khrouchtchev vit le danger que présentait pour lui l'affranchissement éventuel des partis révisionnistes de la tutelle de Moscou, de ceux des pays membres ou non-membres du Pacte de Varsovie, aussi s'efforça-t-il de préserver l'«unité». Mais le «polycentrisme» togliattien et l'«unité» khrouchtchévienne étaient des choses opposées et irréalisables. Le révisionnisme divise, il n'unit pas.

L'actuel parti révisionniste de Togliatti, Longo et Berlinguer a suivi des chemins ténébreux et mal définis. Sa ligne et ses prises de position étaient profondément imprégnées de conceptions intellectualistes et social-démocrates. Palmiro Togliatti, le dirigeant du Parti communiste italien alla crescendo dans la manifestation de ces tendances, pour en arriver à son fameux «testament» qu'il rédigea quelque temps avant de mourir à Yalta. Ce «testament» constitue le code du révisionnisme italien, sur lequel se fondent de façon générale les conceptions actuelles de l'eurocommunisme.

Après le XX^e Congrès du P.C.U.S., le révisionnisme moderne a aussi trouvé un milieu approprié à sa propagation dans le Parti communiste français. Dans la direction de ce parti, l'idée du parlementarisme, l'idée des «alliances» avec la social-démocratie et la bourgeoisie, l'idée de l'orientation de la lutte dans le sens des réformes avaient depuis longtemps poussé leurs racines. Ces idées n'étaient pas, comme maintenant, ouvertement déclarées, autrement dit elles n'étaient pas érigées en théorie. Mais l'opposition au fascisme et la lutte contre lui, la lutte pour la défense et le développement de la démocratie, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, toutes ces actions justes en principe, justes aussi sur le plan tactique, n'étaient pas rattachées par le Parti communiste français à l'objectif final, à la perspective socialiste. Pour la direction du Parti communiste français cette perspective était sombre, elle était admise en théorie, mais jugée irréalisable dans les conditions de la France.

Le Parti communiste français, nous l'avons dit, se déroba à sa tâche de transformer la lutte pour la libération nationale en révolution populaire, il se déroba à la lutte armée pour la prise du pouvoir. Certes, la classe ouvrière et son parti versèrent leur sang, mais pour qui ? En fait, pour la bourgeoisie française et pour les impérialistes anglo-américains. Comment qualifier cette voie du Parti communiste français ? Sans gants : trahison envers la révolution; avec des gants : ligne opportuniste, libérale.

Certes, le Parti communiste français ne put être liquidé ni par les occupants allemands ni par la réaction, mais à la libération du pays se produisit un événement fâcheux : les forces de partisans dirigées par le parti furent désarmées par la bourgeoisie, ou plutôt la direction elle-même du parti prit la décision de les «désarmer», du moment que «la Patrie était libérée».

A la suite de la libération du pays, la bourgeoisie reprit le pouvoir, et les communistes ne furent pas admis au festin. On prépara le terrain pour de Gaulle, qui fut proclamé le sauveur du peuple français. Pour se prémunir contre la résistance et les grèves des ouvriers déçus et révoltés, de Gaulle appela au gouvernement Maurice Thorez et un ou deux autres communistes. Cette place au bas bout de la table que lui offrit la bourgeoisie, le Parti communiste la paya en adoptant des attitudes qui allaient à l'opposé des intérêts et de la volonté de la classe ouvrière française.

Une erreur en entraîne une autre. Grisés par le succès obtenu aux élections du 10 novembre 1946, où communistes et socialistes acquirent la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale, les dirigeants du Parti communiste français s'engagèrent encore plus profondément dans la voie du réformisme. Ce fut précisément à cette époque que Maurice Thorez accorda une interview à un correspondant du journal anglais «Times», où il disait entre autres que le développement des forces démocratiques dans le monde et l'affaiblissement de la bourgeoisie capitaliste après la Seconde Guerre mondiale lui faisaient envisager pour la France «... d'autres chemins vers le socialisme que la voie suivie trente ans plus tôt par les communistes russes...». «De toute façon, ajoutait-il, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays.» (M. Thorez, Fils du peuple, Paris, 1960, p. 234.)

Cette voie vers le socialisme, qu'évoquait alors Thorez, n'était peut-être pas exactement la voie khrouchtchévienne, dont les contours devaient être tracés par la suite. Toujours est-il que les «autres voies» que recherchait alors Thorez, n'étaient pas celles de la révolution.

La bourgeoisie française et l'impérialisme américain ne permirent pas à Thorez et à la direction du Parti communiste français de caresser longtemps leurs rêves de la voie parlementaire vers le socialisme. Avant qu'il ne fût longtemps, le Premier ministre socialiste de l'époque ; Ramadier, chassa par un simple décret les communistes du gouvernement.

A sa réunion d'octobre 1947, le Comité central du Parti communiste français fut contraint de faire son autocritique pour ses prises de position et ses actions erronées de cette période, pour son appréciation inexacte des situations, du rapport des forces, de la politique du parti socialiste, etc.

Ainsi, à partir de la fin de 1947, le Parti communiste français commença à considérer certaines questions de façon plus juste. Il mobilisa la classe ouvrière dans d'importantes batailles de classe et des grèves massives, qui avaient aussi un caractère politique marqué, comme le furent notamment celles de 1947 et 1948, qui suscitérent la panique dans la bourgeoisie française. Le Parti communiste français lutta à l'époque contre la «marshallisation» de la France et contre la politique belliciste de l'impérialisme américain. Il s'opposa à l'installation de bases américaines en France et se dressa contre les nouvelles guerres coloniales de l'impérialisme français. Le parti appela la classe ouvrière à s'opposer à la guerre colonialiste au Vietnam, non seulement par la propagande, mais aussi par des actions concrètes.

Dans cette lutte, la classe ouvrière française sortit de son sein des héros et des héroïnes comme Raymonde Dien, qui se coucha sur les rails pour empêcher de passer un train chargé d'armes destinées au Vietnam.

Le Parti communiste français participa activement à la réunion du Bureau d'Information qui examina la situation dans le Parti communiste de Yougoslavie. Il dénonça et démasqua sévèrement la trahison de Tito et de son groupe.

Toutefois, après la mort de Staline et l'avènement de Khrouchtchev, des hésitations se firent jour à nouveau dans la ligne du Parti communiste français, et dans les attitudes de ses dirigeants. Ces hésitations apparurent dès 1954 dans leurs prises de position à l'égard de la guerre de libération du peuple algérien.

Que fit le Parti communiste français pour venir en aide à cette lutte ? Il se borna à une campagne de propagande, rien de plus. Il avait pour devoir de montrer par des actes son internationalisme envers la lutte de libération du peuple algérien, car il aurait par là même lutté pour la liberté du peuple français. Il s'en abstint, car il inclinait à des attitudes opportunistes et nationalistes. Il alla même plus loin. Il empêcha le Parti communiste algérien de s'engager dans la lutte. Alors que l'Algérie brûlait dans le feu de la lutte de libération nationale, les communistes algériens restèrent les bras croisés, cependant que le secrétaire général du parti, Larbi Buhali, faisait du ski et se cassait la jambe dans les monts Tatra en Tchécoslovaquie.

Lorsque Khrouchtchev et les khrouchtchéviens entamèrent leur action pour s'emparer du pouvoir et engager l'Union soviétique dans la voie de la dégénérescence capitaliste, lorsqu'ils entreprirent leur attaque contre Staline à leur XX^e Congrès, il parut que, dans l'ensemble, le Parti communiste français était opposé au révisionnisme khrouchtchévien et au Parti communiste italien. Thorez et la direction de ce parti regardaient, semblait-il, avec suspicion les transformations qui se produisaient en Union soviétique.

Cela s'observa dans leurs prises de position à l'égard de la question de Staline, en quoi ils ne souscrivirent pas aux calomnies de Khrouchtchev ; cela apparut à l'époque des événements de Pologne et de Hongrie en 1956, lorsque généralement, ils adoptèrent de justes attitudes.

Mais après que Khrouchtchev et son groupe eurent liquidé Molotov, Malenkov, Kaganovitch, etc., consolidé leurs positions dans le parti et dans l'Etat et pris le mors aux dents, on constata que la direction du Parti communiste français, Thorez en tête, chancela. De ses positions anti-khrouchtchéviennes, petit à petit et de concession en concession, elle passa aux positions de Khrouchtchev. Etait-ce là quelque chose de fortuit, était-ce là une bévue de Thorez ? Etait-ce un recul de sa part, de Duclos et des autres dirigeants devant les pressions, les louanges et les flatteries de Khrouchtchev et ses autres méthodes putschistes ? Assurément ces méthodes ont été utilisées et elles ont influé sur le passage, puis sur la marche irrésistible, du Parti communiste français vers le révisionnisme. Mais ce n'est pas tout. Les véritables causes doivent en être recherchées dans le Parti communiste français lui-même, dans ses attitudes antérieures, dans sa structure et son organisation internes, dans sa composition et dans le milieu extérieur qui a exercé sa pression sur lui.

L'évolution du Parti communiste français vers le révisionnisme ne s'est pas faite en un jour. La quantité s'est convertie en qualité en un laps de temps relativement long. Le Parti communiste français a été amené aux positions révisionnistes par la voie réformiste et parlementaire, la voie de la «main tendue» de Thorez, son adoration, avec les concessions qu'elle entraînait, pour un certain nombre d'intellectuels, dont une partie, après avoir trahi, ont été exclus du parti ; d'autres y sont restés et y ont développé le défaitisme, en propageant toutes sortes de théories, qui déformaient le marxisme-léninisme. Le Parti communiste français vivait encerclé d'un milieu politique et idéologique bourgeois, révisionniste, trotskiste, anarchiste, qui battait constamment en brèche ses murs, les perçait et lui causait de gros préjudices.

Les grands événements internationaux également provoquèrent des secousses dans le Parti communiste français. La publication du rapport secret de Khrouchtchev contre Staline, qui fut exploité par la bourgeoisie européenne et mondiale, suscita aussi des troubles au sein du Parti communiste français. L'attitude adoptée par ce parti à l'égard des événements de Hongrie et de Pologne se heurta à la sévère opposition de la grande et de la moyenne bourgeoisie française, des intellectuels libéraux ainsi que des opportunistes au-dehors, mais aussi au-dedans du parti.

Les événements qui se produisirent en France lors de la guerre d'Algérie firent également resurgir et prédominer dans le Parti communiste français les anciennes conceptions et attitudes opportunistes.

Tous ces facteurs pris ensemble ont fait du Parti communiste français, connu naguère comme un des partis jouissant de la plus grande autorité, un parti révisionniste, réformiste, social-démocrate. Bref, le Parti communiste français est revenu aux positions de l'ancien parti socialiste, dont il s'était détaché en 1920 au Congrès de Tours.

Parmi les partis révisionnistes qui ont arboré le drapeau de l'eurocommunisme, le plus ardent est celui de Carrillo. Comment a-t-il été possible que le Parti communiste d'Espagne, un parti qui se distingua pour ses attitudes résolues à l'époque du Front populaire et de la guerre civile, s'unisse aux khrouchtchéviens et en arrive à la situation de désagrégation, de dégénérescence et de trahison, où il se trouve aujourd'hui ? Les transformations dans ce parti ne se sont pas faites, comme elles ne pouvaient pas se faire, d'un seul coup, sans un long processus de déchéance et de dégénérescence en son sein et surtout dans sa direction.

Dans les premières années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, la direction du Parti communiste d'Espagne et la majorité même de ses membres se trouvaient en France, où ils menaient une vie plus ou moins légale.

Le gouvernement républicain espagnol aussi se trouvait en exil. C'était l'époque où les communistes étaient encore au gouvernement dans des pays comme la France et l'Italie. Les communistes espagnols se mirent à agir de la même manière que leurs camarades français et italiens. En 1946 fut reconstitué à Paris le gouvernement républicain espagnol en exil. Le Parti communiste d'Espagne y envoya comme représentant Santiago Carrillo.

Lorsque, en mai 1947, les ministres communistes, en France et en Italie, furent exclus du gouvernement, la situation devint aussi de plus en plus difficile pour le Parti communiste d'Espagne, pour ses cadres et ses militants. En août, les communistes espagnols furent chassés du gouvernement en exil. Les mesures de police, perquisitions, arrestations, reprirent contre eux. Les infiltrations de la police française et de la police franquiste dans les rangs des communistes et des démocrates espagnols s'intensifièrent.

Pour les dirigeants et les cadres du parti, il devenait toujours plus difficile de séjourner et de travailler en France, aussi prirent-ils le chemin de Prague, de Berlin-Est et des autres pays de démocratie populaire. Leur exode vers ces pays coïncida plus ou moins avec l'époque où en Union soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est commença à affleurer la lie révisionniste khrouchtchéviennne.

Le Bureau politique et le Comité central du parti tenaient maintenant leurs réunions très loin d'Espagne. Les communistes, qui avaient connu les rigueurs de la guerre civile et de la vie clandestine en Espagne, les difficultés et les privations de la vie en exil en France, se mirent à goûter le luxe et la commodité des châteaux de Bohême et d'Allemagne, à connaître les flatteries, les louanges, mais aussi les multiples pressions des révisionnistes khrouchtchéviens, des apparatchiks et des agents des services secrets. Comme devaient le montrer les événements, la direction du Parti communiste d'Espagne se fit un instrument des plus dociles, aveugle même, de Nikita Khrouchtchev et des hommes de son groupe.

En 1954, se tint le V^e Congrès du Parti communiste d'Espagne. On y vit se manifester les premiers éléments de l'esprit pacifiste et de réconciliation de classe, de ce qui devait constituer un peu plus tard la plate-forme du révisionnisme espagnol et trouver son expression la plus accomplie dans l'action ultra-révisionniste et traîtresse de Carrillo.

Faisant sienne la voie khrouchtchévienne du passage pacifique au socialisme, le Comité central du Parti communiste d'Espagne publia en juin 1956, à l'occasion du 20^e anniversaire de la guerre civile, un document dans lequel était formulée sa politique de «réconciliation nationale». Le Parti communiste d'Espagne s'exprimait pour une entente entre des forces qui vingt ans auparavant s'étaient battues dans des camps adverses. «Une politique de vengeance, était-il dit dans cette déclaration, ne servirait pas au pays... à sortir de la situation dans laquelle il se trouve. L'Espagne a besoin de paix et de réconciliation entre ses fils...» (C. Colombo, Storia del Partito Comunista Spagiolo, Milan, 1972, pp. 186-187.)

L'époque des fermes attitudes des communistes espagnols contre la dictature de Primo de Rivera [*Le régime dictatorial fasciste de Primo de Rivera fut au pouvoir en Espagne de 1923 à 1930.*] et le «pronunciamento» des généraux, attitudes qui avaient accru l'influence du parti communiste dans les masses, qui l'avaient renforcé et trempé, était révolue. Le temps était maintenant venu de la ligne de l'opportunisme le plus vulgaire, des flagorneries et des courbettes devant la bourgeoisie et ses partis, devant l'Eglise catholique et l'armée espagnole, ligne qui allait mettre le parti de Dolorès Ibarruri et de Carrillo au rang des partis typiques sociaux-démocrates.

Nous n'étions pas au courant des processus intérieurs régressifs qu'avait connus le Parti communiste d'Espagne, mais à la Conférence des partis communistes et ouvriers qui se réunit à Moscou en novembre 1960, lorsque le Parti du Travail d'Albanie démasqua ouvertement le révisionnisme moderne et particulièrement le révisionnisme soviétique, avec à sa tête le traître et renégat du marxisme-léninisme, Khrouchtchev, le Parti communiste d'Espagne, et Ibarruri en personne nous attaquèrent de la manière la plus infâme.

Ainsi, quand il nous fallut défendre le marxisme-léninisme, les dirigeants du Parti communiste d'Espagne attaquèrent violemment le Parti du Travail d'Albanie et prirent la défense de Khrouchtchev et de son groupe de traîtres au marxisme-léninisme. Le temps a démontré que notre Parti du Travail était dans la juste voie, dans la voie marxiste-léniniste, alors que le Parti communiste d'Espagne, avec Ibarruri à sa tête, s'était rangé entièrement dans le camp des renégats et des ennemis du communisme.

Après 1960, dans le Parti communiste d'Espagne se firent jour de graves querelles et divergences, qui conduisirent à sa scission. Par suite, se créèrent deux fractions révisionnistes, anti-marxistes, l'une pro-soviétique, avec Lister en tête, et l'autre, conduite par Ibarruri et Carrillo, qui recherchait l'indépendance à l'égard de Moscou, pour pouvoir adopter sa propre ligne, celle qui devait par la suite prendre le nom d'eurocommunisme.

La ligne de Carrillo coïncidait toujours plus avec la ligne du Parti communiste italien et celle du Parti communiste français. Elle concordait aussi avec celle de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Ainsi commença à se cristalliser une unité, encore non structurée, entre le titisme, les partis révisionnistes italien et français et le parti révisionniste espagnol d'Ibarruri.

A l'époque où s'effectuait ce regroupement des révisionnistes d'Europe occidentale, y compris Tito, qui cherchait à se détacher de Moscou, le Parti communiste chinois de Mao Tsétoung accueillit à Pékin Carrillo et eut avec lui des entretiens intimes. La teneur de ces entretiens ne fut pas rendue publique, mais le temps est venu prouver que les révisionnistes chinois et les révisionnistes espagnols ont beaucoup de points communs. Aussi leurs deux partis ne tarderont-ils pas à nouer entre eux des liens officiels, ouverts.

Carrillo fit siennes les orientations politiques des partis révisionnistes italien et français, leurs buts, leur stratégie et leurs tactiques pour l'établissement d'une collaboration étroite avec la bourgeoisie réactionnaire et avec l'Etat bourgeois capitaliste. Mais le Parti communiste d'Espagne ne possédait pas encore de statut légal. C'est la raison pour laquelle il fit de gros efforts pour être légalisé en Espagne même sous le régime de Franco. Le franquisme et Franco ne le permirent pas. Après la mort de Franco, avec l'avènement du roi Juan, Carrillo obtint certains résultats dans le sens de la légalisation du parti. Mais il lui fallut pour cela faire des déclarations et des concessions de principes plus larges que celles que le Parti communiste français et le Parti communiste italien eux-mêmes ne s'étaient jamais permis de faire devant la bourgeoisie capitaliste de leurs pays. Pour rentrer en Espagne et légaliser son parti, Carrillo consentit à reconnaître le régime du roi Juan Carlos et alla même jusqu'à en faire la louange, le qualifiant de «démocratique», et acceptant la monarchie et son drapeau. Après cet acte de soumission, les monarchistes lui donnèrent le feu vert. Le Parti communiste d'Espagne fut légalisé. Carrillo et Ibaruri rentrèrent en Espagne avec tout le troupeau des traîtres espagnols.

A peine de retour à Madrid, les chefs révisionnistes, renièrent ouvertement la République et déclarèrent que la guerre d'Espagne appartenait désormais à l'histoire. La coalition avec les autres partis bourgeois et la lutte pour la participation au gouvernement du pays ont été proclamées fondements de leur ligne. Aux différentes élections qui ont eu lieu en Espagne, le parti de Carrillo n'a obtenu qu'environ 9 pour cent des voix et quelques sièges seulement au parlement. Carrillo considère cela comme «une grande victoire démocratique qui changera le visage de l'Espagne». Mais en vérité les révisionnistes espagnols ne pourront jamais blanchir le visage de l'Espagne, car le savon dont se servent Ibaruri, Carrillo et consorts est du savon de poix. Ils ont rejeté le drapeau rouge de la révolution et ont foulé aux pieds impudemment le sang de dizaines et de centaines de milliers de héros de la guerre d'Espagne.

La ligne que s'est tracée la direction révisionniste soviétique dans ses rapports avec les partis communistes des pays d'Occident a joué aussi un rôle important dans leur transformation réformiste et opportuniste. Le but des révisionnistes khrouchtchéviens d'Union soviétique était d'obliger les partis révisionnistes des divers pays à les suivre dans leur politique visant à établir l'hégémonie social-impérialiste dans le monde entier. Ils demandaient que ces partis deviennent leurs auxiliaires dans l'action diabolique qu'ils avaient entreprise.

Naturellement, les visées hégémonistes et expansionnistes des social-impérialistes soviétiques ne pouvaient être du goût des impérialistes américains et de leurs alliés. Mais les partis révisionnistes des divers pays ne pouvaient, eux non plus, être d'accord avec la politique soviétique. Incités aussi par la bourgeoisie de leurs pays, ces partis se mirent à mener toujours plus ouvertement une activité isolée, indépendante du parti révisionniste de l'Union soviétique.

Les partis révisionnistes d'Europe occidentale, d'Amérique latine et d'Asie, se sont, à divers degrés, dressés tour à tour contre l'hégémonie soviétique khrouchtchéviennne, échafaudant en même temps de nouvelles «théories» antimarxistes. Les «théories» des grands partis révisionnistes d'Europe occidentale, qui furent qualifiées d'eurocommunisme, devinrent bien vite les plus complètes et les plus vantées d'entre elles. De même que le révisionnisme titiste et khrouchtchévien, l'eurocommunisme, dès son apparition sur la scène, engagea une lutte frontale contre le marxisme-léninisme, dans le but d'en réviser les principes fondamentaux et de le discréditer aux yeux des travailleurs.

De l'opportunisme révisionniste à l'anticommunisme bourgeois

L'eurocommunisme est une variante du révisionnisme moderne, un ramassis de pseudo-théories qui s'opposent au marxisme-léninisme. Son objectif consiste à empêcher la théorie scientifique de Marx, Engels, Lénine et Staline de conserver sa pureté en tant qu'arme puissante et infaillible entre les mains de la classe ouvrière et des véritables partis marxistes-léninistes pour la destruction des fondements mêmes du capitalisme, de sa structure et de sa superstructure, pour l'instauration de la dictature du prolétariat et la construction de la société nouvelle, socialiste.

Les révisionnistes italiens ont défini l'eurocommunisme comme «une troisième voie, qui diffère de l'expérience des sociaux-démocrates et de celles qui ont été conduites après la Révolution d'Octobre en Union soviétique et dans d'autres pays socialistes». Cette «troisième voie» est présentée dans les thèses du XV^e Congrès du Parti communiste italien, comme une «solution qui s'adapte aux traits nationaux et aux conditions de l'époque actuelle, qui correspond aux exigences et aux traits fondamentaux communs des sociétés industrielles développées, fondées sur des institutions démocratiques-parlementaires, comme c'est le cas aujourd'hui des pays de l'Europe occidentale». (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani. Rome, 1979, pp. 8-9.)

Ainsi, comme l'admettent les eurocommunistes eux-mêmes, cette «troisième voie», ce prétendu eurocommunisme, n'a rien à voir avec le communisme scientifique authentique conçu par Marx et Lénine, incarné dans la Révolution d'Octobre et dans les autres révolutions socialistes qui lui ont succédé, et éprouvé dans la lutte de classes du prolétariat international. Une appellation juste et précise de l'eurocommunisme serait celle de révisionnisme européen numéro trois.

Actuellement, les partis communistes français, italien et espagnol n'ont plus de communisme que le nom, car ils pataugent tous trois dans les eaux fétides de la bourgeoisie qu'ils servent. Les programmes des partis révisionnistes des pays occidentaux sont des programmes typiquement réformistes, ils ne diffèrent en rien des programmes des partis bourgeois, socialistes et sociaux-démocrates, qui reprennent toujours la même rengaine. Ce sont d'ailleurs ces derniers qui inspirent aussi les révisionnistes. Leur objectif n'est pas de réaliser la révolution prolétarienne et la transformation socialiste de la société, mais d'inculquer aux larges masses l'idée qu'il faut renoncer à la révolution, qui serait devenue, à leur sens, inutile et inopportune. Alors que faut-il faire, selon eux ? «Changer la vie», «changer le mode de vie», «penser aux problèmes quotidiens», «ne pas s'attaquer à la société capitaliste actuelle», «réaliser une révolution culturelle au lieu d'une révolution prolétarienne», voilà ce que prônent jour et nuit ces partis antimarxistes. «Vivre mieux, veiller à ce qu'on n'abaisse pas nos salaires, avoir des congés payés, un emploi garanti», «que demanderions-nous de plus ?» disent-ils aux ouvriers. Les partis révisionnistes italien et français traitent de ces questions dans chaque réunion, à chacun de leurs congrès et, à travers elles, ils bercent d'illusions le prolétariat et les travailleurs afin de recueillir leurs voix.

Le révisionnisme classique de type social-démocrate s'est intégré dans le révisionnisme moderne. Les théories de Bernstein et de Kautsky se rencontrent sous diverses formes, tantôt identiques, tantôt modifiées, chez le révisionniste Browder, dans le révisionnisme khrouchtchévien, dans le révisionnisme titiste, français et italien togliattien, dans la soi-disant pensée mao-tsétoung et dans tous les autres courants. Ces innombrables courants antimarxistes qui se développent dans le monde capitaliste et révisionniste actuel constituent, au sein de la révolution mondiale, une cinquième colonne, attachée à prolonger l'existence du capitalisme mondial en combattant la révolution de dedans.

Le rejet du marxisme-léninisme est l'objectif que le capitalisme et l'impérialisme se sont toujours fixé. Le révisionnisme moderne les aide maintenant dans cette voie par tous les moyens et de toutes les manières ouvertes et camouflées, à travers toutes sortes de théories et de slogans philosophiques pseudo-scientifiques.

Au XXII^e Congrès du Parti communiste français, Marchais a déclaré qu'on ira au socialisme sans lutte de classes et que la dictature du prolétariat n'est plus nécessaire pour édifier cette société. Il affirme que son «socialisme» comprendra non seulement différents partis, mais même des partis de la réaction. Ainsi donc, pour Brejnev et Tito comme pour Marchais, dans plusieurs pays où domine le capital, le socialisme a déjà commencé à se construire, et il leur suffit pour preuve l'enseigne de «pays socialiste», accrochée à l'entrée.

En d'autres termes, du moment que tout le monde va au socialisme d'une façon spontanée, comme le professent les révisionnistes, personne maintenant n'a plus besoin du marxisme-léninisme en tant que science de la révolution et du socialisme, il appartient désormais au passé, et il faut donc l'abandonner.

Les divers révisionnistes prétendent que le marxisme-léninisme a «vieilli», qu'il n'est plus en mesure de résoudre les problèmes que pose la société développée actuelle, qu'il ne s'adapte plus à la civilisation moderne. Selon eux, la société actuelle a tiré du marxisme-léninisme, tout ce qui pouvait en être tiré et celui-ci se range désormais parmi les philosophies surannées comme le kantisme, le positivisme, l'irrationalisme bergsonien et d'autres philosophies idéalistes. L'ultra-révisionniste Milovan Djilas déclare ouvertement que le marxisme-léninisme, philosophie élaborée au XIX^e siècle, a perdu sa valeur aujourd'hui que la science a connu un essor considérable par rapport à la science et à la philosophie du siècle dernier.

Avançant dans cette voie, les révisionnistes italiens, français et espagnols ont, ces deux ou trois dernières années, fait de gros efforts pour formuler théoriquement leurs conceptions et leurs prises de position opportunistes, qu'ils appellent eurocommunisme, et pour leur conférer le caractère d'une doctrine politique et idéologique distincte, qui représente soi-disant un «nouveau développement du marxisme». Aux derniers congrès tenus par ces partis et dans les programmes adoptés, l'eurocommunisme a pris une forme achevée, aux contours bien définis. Ces trois partis ont renoncé officiellement au marxisme-léninisme. Pour les Français de Marchais, qui considèrent la théorie de Marx comme une «théorie aux conceptions arides et dogmatiques», comme «un système clos aux lois immuables», leur nouvelle ««théorie» a ses origines, disent-ils, dans les courants philosophiques et politiques de notre nation». (Cahiers du communisme, juin-juillet, 1979, p. 392) Bien entendu, les révisionnistes français ne font point allusion aux apports philosophiques progressistes et révolutionnaires, que Marx a englobés de façon critique dans son œuvre, mais précisément aux idées qu'il a dénoncées et réfutées, et que les révisionnistes ont maintenant faites leurs.

La renonciation des révisionnistes à toute référence au marxisme-léninisme dans leurs statuts, leurs programmes et leurs autres documents, ne revêt pas seulement un caractère formel, qui sanctionne une action depuis longtemps consommée dans la pratique; cet acte ne représente pas non plus la simple exécution de la volonté de la bourgeoisie, une réponse à sa sollicitation aux partis révisionnistes de «ne plus évoquer le spectre du communisme» ; ce n'est pas non plus un simple acte qui traduit officiellement le passage manifeste du révisionnisme moderne aux positions idéologiques de la social-démocratie européenne. Le fait que les partis révisionnistes ne se réfèrent plus au marxisme-léninisme, qu'ils utilisaient jusqu'ici comme un masque pour duper les travailleurs, prouve qu'ils ont engagé contre lui une lutte ouverte à partir des positions de l'anticommunisme bourgeois. Il est patent qu'à l'heure actuelle, ce sont justement les eurocommunistes qui, sur le plan idéologique, arborent le drapeau de la lutte contre le marxisme-léninisme, le socialisme et la révolution.

La grande presse bourgeoise, les trusts d'éditions, la radio, la télévision, font aux ouvrages, aux discours et aux congrès des révisionnistes une publicité vraiment étonnante. Des figures comme celles de Berlinguer, de Marchais et même de Carrillo sont devenues, grâce à la grande machine de propagande, des personnages qui dépassent en renommée non seulement les superstars de cinéma, mais aussi les papes et les chefs des États les plus importants. Journalistes et écrivains les suivent à chacun de leurs pas et ne laissent tomber un mot de leur bouche qu'ils ne publient en gros caractères à la une des journaux.

Toute cette publicité, tout ce tapage témoignent de l'exultation de la bourgeoisie, qui a trouvé des serviteurs zélés, prêts à combattre le communisme à partir de la gauche, comme on dit, en un temps où ses armes d'anticommunisme déclaré étaient rouillées et détériorées. Dans les situations difficiles qu'il traverse, le capital ne pouvait trouver un appoint meilleur et plus efficace que celui que lui offrent les révisionnistes. Aussi les éloges que la bourgeoisie fait à la démagogie, aux mystifications, aux spéculations théoriques et à l'activité pratique des révisionnistes pour tromper et désorienter les travailleurs, sont-ils tout à fait compréhensibles et justifiables.

La conception bourgeoise de la société bourgeoise

Les eurocommunistes s'efforcent de donner une fausse image de la société capitaliste actuelle et de ses contradictions, de la présenter comme une société qui a tellement évolué depuis l'époque de Marx. Engels. Lénine et Staline, que les analyses et les enseignements fondamentaux de ces derniers à son sujet sont «dépassés et périmés».

Ils considèrent la société capitaliste actuelle comme étant unique et n'y discernent plus de polarisation en prolétaires et bourgeois, ils ne voient plus que la contradiction fondamentale de la société est celle qui oppose ces deux classes, partant, ils ne voient pas non plus que la lutte de classes est la force motrice de cette société. Les eurocommunistes se bornent à admettre l'existence de quelques contradictions, dues au «développement», au «progrès», au «mieux-être» ; à la «démocratie», etc., et qui auraient remplacé les anciennes, surtout celle entre le travail et le capital, laquelle est à la base de la théorie marxiste-léniniste sur le rôle et la mission historiques du prolétariat, sur la révolution, la dictature du prolétariat et le socialisme.

Actuellement, prétendent-ils, le prolétariat n'est plus ce qu'il était à l'époque de Marx et de Lénine, les classes ont changé, elles diffèrent de celles que ceux-ci ont connues et dont ils ont traité. Aujourd'hui, disent les eurocommunistes, la classe bourgeoise, en tant que classe, s'est fondue dans les «travailleurs», identifiée avec eux, et la richesse s'est accumulée entre les mains d'une petite clique capitaliste qui garde et défend cette propriété. Marchais, par exemple, a «découvert» qu'actuellement en France la bourgeoisie qui «compte» se réduit à 25 groupes financiers et industriels, le reste fait partie des «travailleurs». Par conséquent, soulignent les renégats révisionnistes, l'Etat bourgeois capitaliste actuel a changé, parce que la société elle-même, les classes, ont changé. C'est ce qui explique pourquoi, arguent-ils, Marx et Lénine, qui n'ont pas connu l'Etat capitaliste actuel, lequel est tout à fait différent de celui de leur époque, envisageaient un autre rôle du prolétariat, différent à leur époque de ce qu'il est aujourd'hui, ils envisageaient une autre forme de prise du pouvoir par le prolétariat, une autre forme de lutte pour passer au socialisme.

Pour les révisionnistes eurocommunistes, toutes les classes et les couches de la société capitaliste et en particulier l'intelligentsia s'identifient au prolétariat. Selon eux, à part une petite poignée de capitalistes, tous les autres, sans distinction, chercheraient à changer la société, de société bourgeoise en société socialiste. Et pour y arriver, il faudrait, toujours selon les eurocommunistes, réformer l'ancienne société et non pas la renverser. De manière fantaisiste, ils imaginent que le pouvoir doit être pris petit à petit, à travers des réformes, le développement de la culture et une collaboration étroite entre toutes les classes sans exception, celles qui détiennent ce pouvoir comme celles qui ne le détiennent.

Tous les révisionnistes suivent la voie de Marcuse, qui, évoquant le prolétariat américain, s'efforce de «démontrer» que dans la société américaine «hautement industrialisée», il n'existe pas un prolétariat comme celui qu'entendait Marx, que ce prolétariat, selon lui, serait désormais passé dans l'histoire.

Selon Marcuse, Garaudy, Berlinguer, Carrillo, Marchais et consorts, cela signifie que «la société de consommation», «la société industrielle avancée», non contente d'avoir changé la forme de l'ancienne société capitaliste, a nivelé aussi les classes et, comme l'a déclaré en particulier Georges Marchais, «on ne peut plus maintenant parler de prolétariat français, mais de classe ouvrière française».

Marx soulignait :

«En économie politique, il faut entendre par «prolétaire», le salarié qui produit le capital et le fait fructifier, et que M. Capital... jette sur le pavé dès qu'il n'en a plus besoin». (K. Marx, Le Capital, éd. alb., t. 1, L. 3, p. 74.)

Qu'est-ce qui a changé en France pour que Marchais ne voie plus de prolétaires ? N'y aurait-il plus d'ouvriers salariés qui produisent de la plus-value et augmentent le capital, n'y aurait-il plus de chômeurs que «monsieur Capital» a jetés sur le pavé comme étant de trop ?

Dans l'Albanie socialiste, oui, il n'existe plus de prolétariat dans le sens que l'on donne à cette notion dans les pays capitalistes, car la classe ouvrière chez nous détient le pouvoir d'Etat, les principaux moyens de production, elle n'est ni opprimée ni exploitée, elle travaille librement pour elle-même et la société socialiste.

Il en va tout autrement dans les pays capitalisés, où la classe ouvrière est dépouillée des moyens de production et contrainte, pour vivre, de vendre sa force de travail et de se soumettre à l'exploitation capitaliste qui ne cesse de s'accroître. Dans ces pays, le prolétariat, outre qu'il est opprimé sauvagement et exploité jusqu'à la moelle, subit également la répression de l'armée et de la police bourgeoises. Dans les Etats capitalistes le prolétariat, malgré ses vêtements en tergal produits par la société de consommation, reste en fait prolétariat.

Ce n'est pas pour rien que les révisionnistes modernes modifient l'appellation du prolétariat. Si l'on parle du prolétariat, qui en capitalisme ne dispose que de la force de ses bras, il va de soi que l'on doit aussi envisager sa lutte contre ses exploités et oppresseurs. C'est justement cette lutte, dont l'objectif est de détruire l'ancien pouvoir du capital jusque dans ses fondements, qui terrifie la bourgeoisie et c'est justement sur ce terrain que les révisionnistes l'aident par tous les moyens dont ils disposent.

La négation de l'existence du prolétariat en tant que classe en soi, en tant que classe la plus avancée de la société, et que l'histoire a chargée de la glorieuse mission d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et de construire la société nouvelle, vraiment libre, égale, juste et humaine, n'est pas une nouveauté. Divers opportunistes la reniaient déjà à l'époque même de la naissance du marxisme en tant que doctrine philosophique et mouvement politique. Marx et Engels ont annihilé ces conceptions et ont donné au prolétariat des armes et des arguments pour combattre non seulement ces opportunistes, mais aussi les autres valets de la bourgeoisie, les futurs apologistes du capitalisme, comme le sont les révisionnistes modernes de nos jours.

L'un des plus grands mérites du marxisme est d'avoir vu dans le prolétariat non seulement une classe opprimée et exploitée, mais encore la classe la plus progressiste et la plus révolutionnaire de l'époque, la classe que l'histoire avait chargée de la mission de fossoyeur du capitalisme. Marx et Engels ont expliqué que cette mission découlait des conditions mêmes économiques et sociales, de la place qu'occupe et du rôle que joue le prolétariat dans le processus de la production et dans la vie politique et sociale, du fait qu'il est porteur des nouveaux rapports de la future société socialiste, qu'il a sa propre idéologie scientifique, qui lui éclaire la voie, et son état-major dirigeant, le parti communiste.

Malgré tous les changements qui se sont produits dans le développement de l'économie et la structure sociale de la société capitaliste, les conditions générales d'existence et de travail du prolétariat restent celles qu'a précisément analysées Marx. Aucune autre classe ou couche sociale ne peut remplacer le prolétariat en tant que force principale et dirigeante des processus révolutionnaires pour la transformation progressive de la société.

Les enseignements de Marx sur cette question demeurent inébranlables. Le prolétariat trouve dans la théorie marxiste son arme spirituelle, de même que cette théorie trouve dans le prolétariat son arme matérielle. Marx a dit que le prolétariat est le cœur de la révolution, et que la philosophie en est la tête. «Le Capital» de Marx est, pour le prolétariat mondial, le guide qui lui explique scientifiquement de quelle façon et sous quelle forme il est exploité par la bourgeoisie. Le capitaliste enchaîne le prolétariat aux usines et aux instruments de travail, mais «Le Capital» lui apprend à briser ces chaînes.

Les thèses révisionnistes sur le changement de la nature du prolétariat et de sa mission historique existent depuis longtemps dans les partis communistes des pays occidentaux. Mais le premier à les

avancer publiquement et officiellement fut Roger Garaudy. Il fut l'un des premiers «théoriciens» révisionnistes à développer la théorie selon laquelle on ne peut plus parler maintenant de paupérisation du prolétariat français et qu'aujourd'hui les diverses classes et couches de la population vont vers leur fusion et unification.

La thèse de Garaudy, reprise et appliquée maintenant par les autres révisionnistes, est que «dans la situation actuelle, il n'est plus nécessaire de faire la révolution violente, car petit à petit les ouvriers participent activement aux bénéfices des grandes entreprises capitalistes, qui ne sont plus dirigées par les propriétaires bourgeois, mais par les techniciens qui les ont remplacés». Ce n'est là qu'un grand bluff, car ces techniciens et spécialistes se trouvent sous une seule botte et obéissent à une même direction, ils sont les valets des grands trusts et monopoles capitalistes, ceux-ci étant en fait les vrais propriétaires des moyens de production.

Dans le monde capitaliste, en dépit des changements qu'a connus la structure sociale et de classe, rien n'a changé quant aux positions des classes et aux rapports de classe. La théorie de Marx, Engels, Lénine et Staline sur les classes et la lutte de classes dans la société bourgeoise demeure toujours jeune et actuelle.

A l'image de la «théorie» de Garaudy, d'autres «théories» similaires ont été conçues en Occident tant par les «nouveaux» pseudo-philosophes français, que par leurs collègues allemands, américains, italiens et autres. Toutes ces théories portent le sceau du révisionnisme, du trotskisme, de l'anarchisme et de la social-démocratie. Vint le moment où elles devinrent l'apanage des partis révisionnistes français, italien, espagnol, anglais, etc., qui ont rassemblé et codifié vulgairement tous ces déchets du révisionnisme et de l'opportunisme.

La vie quotidienne, la lutte de la classe ouvrière n'ont cessé de démasquer ces théories. Elles ont dévoilé et dévoilent constamment leurs buts réactionnaires et contre-révolutionnaires. Elles prouvent que la classe ouvrière s'appauvrit à mesure que les capitalistes s'enrichissent, que cette classe comprend correctement la thèse de Marx selon laquelle plus l'ouvrier produit de richesses, plus il s'appauvrit, que plus l'ouvrier crée de marchandises, plus il devient lui-même une marchandise dépréciée, et que le prolétariat ne peut échapper à l'exploitation sans s'approprier les moyens de production, sans détruire le pouvoir de la bourgeoisie.

Les révisionnistes modernes, comme Marchais, Berlinguer, Carrillo et consorts, rejettent aujourd'hui cette conception scientifique de Marx. Actuellement, prétendent-ils, le processus de paupérisation relative et absolue du prolétariat n'existe plus, en raison du développement de la révolution scientifique et technique et des victoires que les ouvriers ont remportées à travers les réformes. Ils entendent dire par là aux prolétaires que les aumônes que leur concède le capitalisme leur permettent de satisfaire tous leurs besoins, qu'ils n'ont donc aucune raison de se dresser dans la révolution.

Certains autres «théoriciens» révisionnistes, confrontés à la réalité des faits, déclarent que s'il est vrai que Marx a traité de l'exploitation de la classe ouvrière, son analyse est tout aussi valable pour les pays socialistes que pour les pays capitalistes. Par suite, la classe ouvrière n'a pas à se dresser contre l'exploitation capitaliste, car elle ne saurait lui échapper ! C'est là une déformation de la réalité, une calomnie pure et simple. Les positions de la classe ouvrière en régime capitaliste et en régime socialiste sont diamétralement opposées.

Dans les pays capitalistes et révisionnistes l'ouvrier n'est libre ni dans son travail ni dans la vie. Il est l'esclave de la machine, du capitaliste, du technocrate, qui pressurent sa force de travail et créent par là même la plus-value pour le capital. C'est seulement sous un vrai régime socialiste où la classe ouvrière est au pouvoir, que les enseignements de Marx, appliqués correctement, permettent au prolétariat d'assurer sa prise de conscience, de devenir propriétaire des moyens de production, et, à travers sa dictature, de conquérir toutes les libertés et tous les droits démocratiques, politiques et économiques.

L'essentiel dans la société bourgeoise, ce sont les chaînes économiques que le capitalisme a mises à la classe ouvrière. C'est sur cette servitude qu'est édifié tout le système capitaliste. Incapables de nier cette grande vérité, les théoriciens bourgeois et révisionnistes s'efforcent d'embrouiller et d'interpréter, à l'aide d'une série de thèses et de conceptions alambiquées et fausses, la question de l'exploitation économique traitée par Marx et qui est une question primordiale. Dans l'incapacité de réfuter les liens entre le travailleur et le capital, ces «théoriciens» professent qu'à l'époque actuelle il ne serait plus nécessaire de faire ressortir dans quelle mesure le propriétaire opprime et asservit l'homme en régime capitaliste, mais de mettre plutôt en évidence que ses liens avec le capital sont soi-disant en faveur du travailleur, et ce sont précisément ces liens qui lui permettent de subsister. Leur objectif est de détourner le prolétariat de la lutte de classe contre le capitalisme, en s'efforçant de lui faire apprécier les «bienfaits» de la «société de consommation».

Afin d'éloigner l'attention de l'oppression et de l'exploitation économiques, les révisionnistes modernes ont fabriqué pas mal de thèses fallacieuses. Ils vantent beaucoup notamment leur thèse selon laquelle dans la «société de consommation», l'ouvrier jouit de tant de biens que pour lui les problèmes économiques ne viennent qu'en dernier rang. Selon eux, les seuls problèmes qui le préoccupent concernent la religion, la famille, la femme, la télévision, l'automobile, etc., en sorte que le problème de l'exploitation économique ne serait soi-disant plus le problème fondamental de la lutte de classes et de la révolution. Mais la bourgeoisie fait tout cela pour édulcorer les choses, pour détourner les masses travailleuses de l'action pour renverser le régime bourgeois.

Rompant avec le marxisme-léninisme et soucieux de créer une nouvelle «théorie», qui se distingue de la doctrine de Marx et de Lénine sur toutes les questions fondamentales, les eurocommunistes se sont enfoncés dans une grande confusion, dans une incohérence et des contradictions profondes. Ils ne sont pratiquement plus en mesure d'expliquer aucune des contradictions actuelles du monde capitaliste, pas plus que de fournir une réponse aux problèmes qui en découlent. Certes, ils parlent de phénomènes comme «la crise», «le chômage», «la dégradation et la dégénérescence» de la société bourgeoise, mais ils se bornent à des constatations générales que personne ne conteste, pas même la bourgeoisie. Consciemment, ils cherchent à dissimuler la cause de ces phénomènes, la féroce exploitation capitaliste et à cacher que celle-ci ne peut être abolie que par la révolution, la suppression de tous les anciens rapports qui maintiennent sur pied le système d'oppression capitaliste.

Par leurs thèses de «l'extinction de la lutte de classes», en tant que conséquence des «changements essentiels» qu'aurait soi-disant connus la société capitaliste du fait du développement des forces productives, de la révolution scientifique et technique, de la «restructuration du capitalisme» etc. ; par leurs prêches sur la nécessité d'instaurer une vaste collaboration de classes, car le socialisme, selon eux, incarnerait soi-disant aujourd'hui les intérêts non seulement de la classe ouvrière et des masses travailleuses, mais aussi de presque toutes les autres couches de la bourgeoisie, à l'exception d'un petit groupe de monopolistes ; par leur thèse, enfin, selon laquelle on peut passer au socialisme à travers des réformes, la société capitaliste actuelle se développant soi-disant dans la voie de l'intégration pacifique dans le socialisme, les eurocommunistes ont rejoint non seulement en théorie mais aussi dans l'action pratique l'ancienne social-démocratie européenne, ils se sont fondus avec elle en un seul courant contre-révolutionnaire au service de la bourgeoisie.

A toutes les époques, l'attitude à l'égard de la classe ouvrière et de son rôle dirigeant a été une pierre de touche de la conscience révolutionnaire. L'abandon de l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire, soulignait Lénine, est l'aspect le plus vulgaire du réformisme. Loin de se soucier de cet aspect vulgaire, les révisionnistes italiens se vantent si bruyamment de leur réformisme qu'ils en deviennent vraiment ridicules. «Le rôle dirigeant même de la classe ouvrière dans le processus de dépassement du capitalisme et de la construction du socialisme, peut et doit être réalisé à travers une collaboration et un accord entre les divers partis et courants qui aspirent au socialisme, et dans le cadre d'un système démocratique où tous les partis constitutionnels, y compris ceux qui ne veulent pas la transformation de la société dans le sens socialiste et qui s'y opposent, jouissent de tous les droits

naturellement toujours dans le respect des règles démocratiques de la constitution.» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani. Rome, 1979, pp. 15-16.)

Cette vision «marxiste originale», ajoutent les berlinguéristes, n'est pas une nouvelle découverte, mais un développement de la pensée de Labriola et de Togliatti. Par la même occasion ils avouent eux-mêmes les origines de leurs idées. Mais il faut dire aussi que Labriola, qu'on présente maintenant comme un classique, ne fut pas un marxiste conséquent. Il se tint très à l'écart de l'activité révolutionnaire et des problèmes de la révolution. Quant à Togliatti, son action prouve désormais que c'était un déviationniste et un opportuniste.

Se référant à Labriola ou à Togliatti, les révisionnistes italiens et leurs camarades en France ou en Espagne veulent laisser dans l'oubli la théorie de Lénine sur la nécessité de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution et la construction du socialisme.

Dans toute son œuvre géniale, Lénine a soutenu et développé la théorie de Marx sur l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, cette thèse qu'avaient abandonnée les sociaux-démocrates européens, et dont les vues sont reprises aujourd'hui par les révisionnistes. Il a démontré que, dans les conditions nouvelles, qui sont celles de l'impérialisme, l'hégémonie du prolétariat est indispensable non seulement pour la révolution socialiste, mais aussi pour la révolution démocratique. Il a expliqué que l'instauration de cette hégémonie est nécessaire, car le prolétariat, plus que toute autre classe sociale, a intérêt au triomphe de la révolution et à son accomplissement. C'est en s'en tenant à la théorie de Lénine que le prolétariat est allé à la révolution et qu'il a triomphé, tandis qu'avec les théories prêchées par les révisionnistes il ne peut secouer le joug de la bourgeoisie.

La théorie léniniste de l'hégémonie sans partage de la classe ouvrière a trouvé aussi une confirmation et une application éclatantes dans l'accomplissement de la révolution et dans la victoire du socialisme en Albanie. Pour les communistes albanais il était clair dès le début que seul un parti, le Parti communiste, était capable de conduire la Lutte de libération nationale à la victoire complète ; que seule une classe, la classe ouvrière, pouvait assumer le rôle prépondérant dans cette lutte, que son alliée principale serait la paysannerie pauvre et moyenne, que la jeunesse et les étudiants seraient l'appui essentiel du Parti et qu'ils constitueraient, avec les femmes albanaises, les couches combattantes de la révolution populaire.

Malgré sa petitesse numérique, la classe ouvrière en Albanie ne manqua pas de jouer un rôle prépondérant, parce qu'elle avait à sa tête son Parti communiste, qui se guidait sur les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline. La juste ligne de notre Parti, qui répondait aux exigences du moment et aux intérêts des larges masses travailleuses, a rendu possible la grande union du peuple autour de la classe ouvrière en un seul front sous la direction unique et sans partage du Parti communiste.

La ligne et la direction justes de notre Parti eurent pour effet d'étendre la lutte, qui grandit graduellement ; pour revêtir enfin le caractère d'une insurrection générale, d'une vaste lutte armée populaire, et cela jusqu'à la libération de l'Albanie et à l'instauration du pouvoir populaire.

En niant le rôle prépondérant et dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution et la construction du socialisme, les eurocommunistes devaient nécessairement aussi rejeter le rôle et la mission du parti communiste, définis par le marxisme-léninisme et confirmés par la longue histoire du mouvement révolutionnaire et communiste mondial.

Dans les thèses du XV^e Congrès du Parti communiste italien il est dit qu'aujourd'hui le «nouveau parti» serait déjà construit. Qu'est-ce que ce «nouveau parti» ? «Le Parti communiste italien, est-il dit dans ses statuts, organise les ouvriers, les travailleurs, les intellectuels, les citoyens qui combattent **dans le cadre de la Constitution républicaine** pour la consolidation et le développement du régime démocratique antifasciste, pour le renouveau socialiste de la société, pour l'indépendance des peuples,

la détente et la paix, pour la coopération entre toutes les nations... Au Parti communiste italien, poursuivent les statuts, peuvent adhérer des citoyens qui ont dix-huit ans révolus, et qui, indépendamment de leur race, de leurs conceptions philosophiques, de leur confession, acceptent son programme politique et s'engagent à agir pour le réaliser, en militant dans l'une des organisations du parti.» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, p. 153.)

Si nous avons cité ce long article des statuts du parti révisionniste italien, qui sont presque identiques à ceux des partis révisionnistes français et espagnol, c'est pour montrer à quel point les révisionnistes eurocommunistes se sont écartés des conceptions du parti léniniste et combien, par contre, ils se sont rapprochés des modèles des partis socialistes et social-démocrates. Ils parlent d'un «nouveau parti» parce qu'ils veulent se distinguer du parti de type léniniste, mais en fait leur parti, dit nouveau, est un «vieux parti» du modèle des partis de la II^e Internationale, que Lénine a combattus et sur les ruines desquels il a édifié le Parti bolchevik, qui est devenu un modèle et un exemple pour tous les autres partis communistes authentiques.

La disposition figurant en tête des statuts et selon laquelle n'importe qui peut entrer dans le parti, indépendamment de ses conceptions philosophiques et de sa croyance religieuse, suffit pour démontrer que la philosophie de Marx est étrangère à ce parti, elle illustre son éclectisme manifeste, la ligne des compromis de toutes sortes qui marque sa stratégie et à plus forte raison sa tactique, elle illustre son caractère de parti libéral, social-démocrate, qui définit sa ligne, sa politique et ses positions selon les conjonctures. Sa politique libérale lui permet d'obtenir parfois des voix, mais sans prendre le pouvoir, de s'attirer les éloges de la bourgeoisie et la sympathie des prêtres et des moines.

L'idée fondamentale de Lénine sur le parti, c'est qu'il doit être un détachement d'avant-garde et conscient de la classe ouvrière, son détachement marxiste. Lénine disait à ce propos que

«seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde est capable de remplir le rôle de combattant d'avant-garde». (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 5, pp. 435-436.)

Cette théorie d'avant-garde, révolutionnaire, guide sûr de la victoire, est le marxisme. Non contents d'avoir renoncé à la condition fondamentale, qui est l'acceptation du marxisme, pour être un parti communiste, les révisionnistes permettent, comme ils l'ont sanctionné dans leurs statuts, qu'au sein de leurs partis coexistent toutes les conceptions philosophiques bourgeoises, opportunistes, réactionnaires ou fascistes. Ce qui caractérise les partis communistes, ce qui les distingue, c'est le marxisme-léninisme ; leur seule idéologie, sur laquelle ils se guident et qu'ils observent fidèlement dans toute leur action. En dehors du marxisme-léninisme il ne peut y avoir de parti communiste.

Les véritables partis communistes sont des partis appelés à accomplir la révolution et à construire le socialisme, alors que les partis prétendument communistes, comme les partis italien, français, espagnol et autres du même type, sont des partis de réformes bourgeoises. Les premiers ont pour mission de renverser le régime bourgeois et de construire un monde nouveau, les seconds sont attachés à défendre le régime capitaliste et à préserver l'ancien monde.

A l'époque où Lénine luttait contre les opportunistes pour la construction du Parti bolchevik, il indiquait :

«Donnez-nous une organisation de révolutionnaires, et nous soulèverons la Russie !» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 5, p. 555.)

C'est ce parti qu'il édifia, et il conduisit la classe ouvrière russe à la glorieuse victoire de la Révolution d'Octobre. Et les révisionnistes de Berlinguer, où veulent-ils conduire la classe ouvrière italienne ? «Menons notre combat dans le cadre de la constitution républicaine», disent-ils. Et la bourgeoisie de leur répondre : «Vous pouvez combattre tant que vous voudrez dans la cage de ma Constitution, cela ne me gêne guère.» Afin de défendre sa Constitution, ses lois et ses institutions, la bourgeoisie

maintient sur pied l'armée, la police, la magistrature, etc. Maintenant elle voit se ranger à son côté le parti révisionniste qui lutte pour maintenir la classe ouvrière dans l'oppression et l'esclavage, pour la désorienter idéologiquement et la corrompre politiquement. Ce parti s'est transformé en une institution du pouvoir bourgeois afin d'étouffer l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière, de lui assombrir la perspective socialiste, de l'empêcher de se rendre compte de la situation misérable dans laquelle elle se trouve et de se dresser dans une lutte résolue pour renverser la bourgeoisie.

Le «socialisme» des eurocommunistes est le système capitaliste actuel

Comment les eurocommunistes conçoivent-ils le socialisme ? Bien que par démagogie ils soient contraints de prôner le socialisme, le «socialisme» qu'ils veulent construire n'est qu'un bluff et une mystification pure et simple.

On sait bien que depuis fort longtemps de nombreux philosophes et courants idéologiques bourgeois et petits-bourgeois ont spéculé sur l'idée du socialisme. Le socialisme a été l'objet de schémas utopiques et de spéculations sans nombre. Marx a rejeté toutes les anciennes formes de socialisme, il a appris au prolétariat mondial à s'organiser et à combattre pour instaurer le nouvel ordre social fondé sur le véritable socialisme scientifique.

Dès le premier document programme du marxisme, le «Manifeste du Parti communiste», Marx et Engels firent une critique générale des diverses théories pseudo-socialistes, le «socialisme féodal», le «socialisme petit-bourgeois», le «socialisme allemand ou socialisme «vrai»», le «socialisme conservateur ou bourgeois». Ils ont mis à nu leur essence de classe, en tant que théories antiscientifiques servant les intérêts de la bourgeoisie. Dans la lutte contre les théories bourgeoises et petites-bourgeoises, opportunistes et anarchistes, qui entravaient l'émancipation du prolétariat et sa lutte, le «Manifeste» apprenait à la classe ouvrière qu'elle ne pouvait échapper à l'oppression et à l'exploitation bourgeoises que par la révolution et la dictature du prolétariat, qu'elle ne pouvait se libérer elle-même sans libérer en même temps toute la société.

L'histoire a montré qu'après la naissance du marxisme, tout autre courant idéologique qui a avancé des mots d'ordre socialistes, s'est transformé, au cours du processus de la lutte de classes, en courant réactionnaire. Seul le marxisme donne l'image exacte de la véritable société socialiste. Aucun socialisme ne saurait être réalisé et construit sans se fonder sur cette théorie.

Les événements révolutionnaires des années 1848-1849 qui bouleversèrent l'Europe entière, constituaient la première grande confirmation de la théorie marxiste formulée dans le «Manifeste du Parti communiste».

Les révolutions non seulement frayent la voie au progrès social, mais elles deviennent aussi toujours la tombe des doctrines fallacieuses, utopiques, révisionnistes, etc. C'est ce qui s'est produit avec les doctrines du «socialisme bourgeois», du «socialisme petit-bourgeois» et autres, qui ont été enterrées par les révolutions des années 1848-1849.

Le mal essentiel de ces doctrines, dites socialistes, était qu'elles ignoraient totalement la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat et rattachaient le socialisme à la réalisation de tel ou tel système, échafaudé par tel ou tel «théoricien». C'est là qu'ont leur origine toutes les illusions selon lesquelles la création d'associations soutenues par l'Etat, la limitation du droit de succession, l'impôt progressif, conduiraient graduellement et pacifiquement au socialisme. C'est ce «socialisme doctrinaire» que prônaient Proudhon et Louis Blanc, les «vrais» socialistes allemands et des communistes utopistes comme Weitling, Cabet, Dezamy et d'autres.

La classe ouvrière, dit Marx, a fait cadeau de ce socialisme doctrinaire à la petite bourgeoisie, alors que

«... le **prolétariat** se groupe de plus en plus autour du **socialisme révolutionnaire**, autour du **communisme**... Ce socialisme, poursuit-il, est **la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe** du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à **la suppression des différences de classes en général**, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées aux émanent de ces relations sociales». (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 1, p. 226, Tirana, 1975.)

Les nouveaux proudhoniens, comme Georges Marchais, Enrico Berlinguer, Santiago Carrillo et autres s'efforcent actuellement d'imposer au prolétariat de l'Europe occidentale, mais en les travestissant, les anciennes philosophies rejetées par Marx. Tous les révisionnistes cherchent par leurs «théories» à tromper les masses, en dépouillant précisément le marxisme de ses bases scientifiques. Lorsqu'ils disent qu'ils sont «objectifs dans la connaissance des lois qui font avancer la société», c'est une pure mystification ! En réalité, ils se sont faits les laquais de «la société de consommation», créée par la bourgeoisie capitaliste et impérialiste pour s'assurer le maximum de profit à travers l'exploitation de la classe ouvrière et de toutes les masses travailleuses. Ces révisionnistes désirent consommer eux-mêmes une part de la plus-value réalisée par le prolétariat de leurs pays.

Le socialisme, la société socialiste, ce qu'elle représente et ce qu'elle réalise, ce ne sont plus là maintenant des questions concernant l'avenir, mais des réalités concrètes, il s'agit de toute une pratique historique, d'un système social tangible. Le vrai socialisme scientifique, celui prôné par les grands génies de la révolution, Marx, Engels, Lénine et Staline, a été réalisé et a vécu pendant une longue période en Union soviétique et dans plusieurs autres pays anciennement socialistes, il vit et progresse en Albanie socialiste. Les efforts que font actuellement les eurocommunistes pour «prouver» que le vrai socialisme n'aurait jamais existé nulle part, que la société socialiste construite en Union soviétique par Lénine et Staline aurait été une «déformation du socialisme», et même un «échec» des conceptions et de l'image que Marx et Lénine se faisaient du socialisme, ne sont rien d'autre que l'expression de leur hostilité envers le communisme, l'expression de leur aspiration à garder intacte la société bourgeoise actuelle.

Les révisionnistes italiens, français, espagnols ont parcouru un long chemin avant d'en arriver à renier le socialisme. Au début, ils prétendaient que le socialisme en Union soviétique se divise en deux : le «socialisme léniniste», qui était positif, juste, mais conditionné par les facteurs historiques propres à la Russie tsariste, donc inapproprié aux pays capitalistes développés, et le «socialisme stalinien», qui était, lui, pernicieux, en ce qu'il était soi-disant une déformation du premier, qu'il était dénaturé, bureaucraté, etc. Cette évolution dans les jugements n'est pas fortuite. Si l'on acceptait l'Inexpérience léniniste», même avec des réserves, si l'on acceptait par exemple le bien-fondé du recours à la violence révolutionnaire pour la prise du pouvoir, le «modèle» eurocommuniste de socialisme n'aurait alors plus de place. La théorie de Lénine sur la révolution et la construction du socialisme, qui développe les enseignements de Marx, est si complète, si cohérente, si scientifique et logique que, ou bien on l'adopte telle qu'elle est, ou bien on ne l'admet pas du tout. On ne peut la fragmenter sans tomber dans des contradictions inconciliables et des absurdités sur le plan de la logique.

Ainsi donc, les eurocommunistes, non contents d'avoir été contre Staline, ont abandonné maintenant le léninisme en s'imaginant que cela les a sauvés et leur a permis de trouver la voie pour prêcher le «socialisme eurocommuniste». Mais s'ils ont renoncé au léninisme, le prolétariat, lui, n'y renonce pas. Le léninisme est une science vivante, l'idéologie militante du prolétariat, le drapeau de la révolution et de la construction du socialisme. Le léninisme est cette arme puissante avec laquelle les révolutionnaires authentiques, tous ceux qui aspirent au communisme et s'efforcent d'instaurer le socialisme, luttent contre tous les ennemis, la bourgeoisie et ses collaborateurs. Le léninisme est le miroir qui découvre le vrai visage des eurocommunistes et de tous les autres révisionnistes, et qui permet de mettre à nu la fausseté de leurs «théories» opportunistes et leur activité réactionnaire contre le prolétariat, le socialisme, la cause des peuples.

Pour éviter d'encourir le mécontentement de la base de leurs partis, les doutes que pourraient créer les «théories» sur le «socialisme» qu'ils proposent, et en général leurs thèses confuses et contradictoires, les eurocommunistes déclarent que leur socialisme ne représente pas encore un «modèle», qu'il n'est pas encore quelque chose de clair et de défini, mais «un besoin de recherche de la voie» vers cette société, dont il faut discuter. Bref, il faut se borner à battre l'eau avec un bâton, car rien de cela ne serait réalisable.

Le «socialisme», tel que l'imaginent les eurocommunistes, est une société où s'entrelacent et coexistent des éléments socialistes et capitalistes en économie et en politique, à la base et à la superstructure. Dans leur «socialisme» il y aura à la fois une «propriété socialiste» et une propriété capitaliste, il y aura donc des classes exploiteuses et des exploités; il y aura, aux côtés du parti de la classe ouvrière, des partis bourgeois; l'idéologie prolétarienne coexistera avec les autres idéologies; l'Etat, dans ce «socialisme», sera un Etat où toutes les classes et tous les partis auront leur part de pouvoir.

Les eurocommunistes peuvent rêver tant qu'ils voudront d'une telle société hybride capitaliste-socialiste, mais la société qu'ils projettent est irréalisable. Le socialisme et le capitalisme sont deux systèmes sociaux différents, qui s'excluent mutuellement. Le capitalisme ne vit que tant qu'il maintient le prolétariat et les masses travailleuses dans l'oppression et l'exploitation, tandis que le socialisme ne s'édifie et n'avance que sur les ruines du capitalisme et après le renversement total de celui-ci.

Afin de justifier leurs conceptions foncièrement opportunistes, les eurocommunistes surestiment le rôle de la technique, des moyens de production dans le développement de la société, glissant ainsi vers la prétendue théorie des forces productives, qui a été la base idéologique de tout l'opportunisme de la II^e Internationale.

Selon eux, la poussée vers le socialisme émane spontanément du développement des forces productives. C'est pourquoi, prétendent-ils, la lutte de classes pas plus que la révolution prolétarienne ne sont nécessaires pour le passage au socialisme. Et même dans les pays où cette révolution a eu lieu et les rapports de production socialistes ont déjà été instaurés, si le niveau des forces productives est relativement bas, il ne peut être question, selon les eurocommunistes, d'un socialisme véritable, réel.

Il n'est que de regarder certaines de leurs thèses fondamentales, qu'ils tambourinent comme si elles étaient «le summum de la pensée progressiste de la société humaine actuelle», pour comprendre à quel point les eurocommunistes se sont écartés de l'idée du socialisme, et quel type de société socialiste ils prétendent devoir construire.

«Afin de réaliser une société socialiste, déclarent les révisionnistes italiens, il n'est pas nécessaire de procéder à une nationalisation intégrale des moyens de production. Parallèlement à un secteur public, ... agira aussi l'initiative privée... La propriété paysanne librement associée, l'artisanat, la petite et la moyenne industrie ainsi que l'initiative privée dans le secteur tertiaire... ont un rôle particulier à jouer... Dans cette conception du processus de la transformation de la société dans le sens socialiste, le système économique doit s'articuler de manière à assurer une intégration entre la programmation et le marché, entre l'initiative publique et l'initiative privée...» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome 1979, pp. 12-13.)

C'est à un «socialisme» de ce genre que prétendent également les révisionnistes français. Cette société, déclarent-ils, «exige un ensemble suffisant de nationalisations démocratiques, au côté d'autres formes de propriété sociale et d'un secteur économique fondé sur la propriété privée». (L'Humanité, 13.1.1979.)

Carrillo, quant à lui, dit : «Ce système, qui possédera encore un caractère mixte sur le plan de l'économie, va se traduire par un régime politique dans lequel les propriétaires pourront s'organiser non seulement économiquement, mais aussi dans un ou plusieurs partis politiques représentatifs de

leurs intérêts. Cette situation deviendra une des composantes du pluralisme politique et idéologique.» (S. Carrillo, «Eurocommunisme» et Etat, France, 1977, pp. 121-122.)

Même sans une connaissance particulière des lois sociales, on comprend bien que le tableau de la société dite socialiste, que présentent les eurocommunistes, n'est rien d'autre que le tableau exact et le plus typique de la société bourgeoise actuelle. L'élément fondamental qui caractérise un système social, c'est la propriété des moyens de production. Si la propriété des moyens de production est privée, alors il s'agit d'un système caractérisé par l'exploitation de l'homme par l'homme et où, à un pôle, une minorité amasse les richesses entre ses mains et, à l'autre pôle, l'écrasante majorité de la population, vit dans la pauvreté et la misère. Il a déjà été prouvé qu'il ne peut exister de socialisme sans la liquidation de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois. Il ne peut jamais y avoir de socialisme si la propriété sociale des moyens de production n'est pas établie dans tous les secteurs sans exception, si la dictature du prolétariat n'est pas instaurée.

Afin de renverser les rapports capitalistes de propriété des moyens de production, le prolétariat n'a jamais cessé de lutter courageusement, avec un esprit de sacrifice et d'abnégation. Il a élaboré à cette fin son idéologie, le marxisme-léninisme, qui le guide pour accomplir la révolution et instaurer la propriété sociale des moyens de production, pour abolir l'exploitation qui découle de la propriété privée de ces moyens et éliminer la pauvreté. Le prolétariat a atteint cet objectif dans les pays où la révolution a triomphé et où le socialisme a été instauré. Cette expérience, que confirme toujours plus la pratique de la construction du socialisme en Albanie, prouve que justement l'expropriation de la bourgeoisie et la transformation de toute l'économie du pays sur des bases socialistes, l'établissement de la propriété sociale des moyens de production, constituent la condition fondamentale de la construction de la société socialiste.

A sa libération, l'Albanie était sur le plan économique, social et culturel, un pays arriéré, principalement agricole ; presque totalement dépourvu d'industrie et d'un très bas niveau de développement des forces productives. Etait-ce là un obstacle à la construction des rapports de production socialistes ? Certainement, et très sérieux, mais pas infranchissable. Notre Parti ne pouvait pas attendre que les forces productives se développent et soient portées à un haut niveau, pour commencer ensuite à instaurer les rapports socialistes.

Les premières mesures les plus importantes prises par notre pouvoir populaire, comportèrent, entre autres, la liquidation du capital étranger et la transformation de ses entreprises en propriété d'Etat socialiste, l'introduction d'une réforme agraire large et radicale, qui liquida non seulement la grande propriété féodale et latifondiaire, mais limita aussi énormément la propriété des paysans aisés. Ces mesures, de caractère profondément révolutionnaire, créèrent des prémisses importantes pour la transformation socialiste graduelle de la campagne, pour le développement du mouvement coopératif.

Se guidant sur la boussole infaillible du marxisme-léninisme et l'expérience de la construction socialiste en Union soviétique, le Parti du Travail d'Albanie fixa comme objectif principal la liquidation de la base économique du capitalisme et la construction de la base économique du socialisme à la ville et à la campagne.

La socialisation des principaux moyens de production eut lieu en un laps de temps relativement court et à travers une nationalisation sans indemnité. Deux ans après la libération, en 1946, les banques, l'industrie, les mines, les centrales électriques, les transports, les télécommunications, le commerce extérieur, le commerce intérieur de gros, une partie du commerce de détail, les stations de machines et de tracteurs, les forêts, les eaux, le sous-sol étaient propriété de l'Etat socialiste. Le secteur socialiste de l'économie occupait donc des positions dominantes.

Le problème agraire est, pour toute révolution socialiste, un grand problème. C'est de sa juste solution que dépendent le développement de l'économie dans son ensemble et la stabilité même du pouvoir populaire. En Albanie, où la paysannerie constituait l'immense majorité de la population et

l'agriculture la base essentielle de l'économie, le problème agraire était des plus aigus, décisif. La voie que notre Parti suivit pour la solution de cette question cardinale, fut la voie léniniste de la coopération socialiste.

Observant rigoureusement le principe de l'adhésion librement consentie de la paysannerie aux coopératives, le processus de collectivisation de l'agriculture, qui a commencé tout de suite après la libération du pays et a duré de 15 à 20 ans, s'est accompli sans la nationalisation préalable de la terre. Celle-ci n'a été décrétée qu'après que la collectivisation eut été complètement achevée avec l'approbation de la nouvelle Constitution, en 1976.

A la suite de la construction de la base économique du socialisme à la ville et à la campagne, les classes exploiteuses furent liquidées en tant que classes et l'exploitation de l'homme par l'homme abolie. Restèrent seulement deux classes amies, la classe ouvrière et la paysannerie coopérée, liées entre elles par des idéaux, des objectifs et des intérêts communs, ainsi que la couche de l'intelligentsia socialiste, issue du sein du peuple travailleur et créée au cours des années du pouvoir populaire.

Le socialisme ne se construit ni à coup de décrets ni de façon spontanée. Le socialisme se construit avec les forces décuplées de tout le peuple travailleur et selon un plan général, coordonné et centralisé.

Grâce à une juste politique d'industrialisation du pays, l'Albanie a pu se transformer rapidement de pays arriéré agricole en un pays doté d'une industrie et d'une agriculture développées, d'une instruction et d'une culture avancées, en un pays où le peuple vit vraiment libre et heureux.

Les eurocommunistes n'acceptent ni notre expérience ni celle de l'Union soviétique et des autres pays, anciennement socialistes. Ils veulent inventer un socialisme «nouveau». Mais il faut avoir une logique déréglée pour tout à la fois admettre l'existence de la propriété privée des moyens de production dans la société et s'imaginer qu'il est possible d'éviter l'exploitation de l'homme par l'homme et parler comme le font les eurocommunistes, de «transformations socialistes», d'«égalité», de «justice», etc. Maintenir la propriété privée des moyens de production et «l'initiative privée», c'est-à-dire maintenir la possibilité d'accumulation capitaliste, comme le proposent les eurocommunistes dans la société qu'ils entendent édifier, revient en fait à maintenir intact le système capitaliste.

Dans toutes leurs élucubrations philosophiques, ainsi que dans les programmes publiés par leurs parfis, les révisionnistes eurocommunistes ne traitent pas du tout de la question de savoir ce que deviendront les sociétés multinationales et les capitaux étrangers. Du moment qu'ils n'en font pas mention, cela veut dire que ces sociétés et capitaux demeurent partie intégrante de la société «socialiste» qu'ils prêchent, que le grand capital américain, ouest-allemand, anglais, français, etc., ne songera plus à des surprofits, mais qu'il servira le socialisme. C'est là rêver tout éveillé. En cette question, Carrillo, Berlinguer et Marchais n'épousent même pas l'attitude de ces milieux de la bourgeoisie de beaucoup de pays en voie de développement, qui, tout en n'étant pas pour le socialisme, cherchent cependant à chasser le capital monopoliste étranger et à affranchir leurs pays des sociétés multinationales.

Pour ce qui est du prétendu «secteur public», dont le «socialisme eurocommuniste» prévoit l'existence, il ne s'agit là que d'une spéculation terminologique pure et simple et d'une vulgaire tentative pour faire passer le secteur du capitalisme d'Etat, qui existe actuellement à des degrés divers dans tous les pays bourgeois, pour un secteur socialiste de l'économie.

On sait comment et pourquoi a été créé le secteur du capitalisme d'Etat, ou «secteur public», comme l'appelle la bourgeoisie.

Le capitalisme d'Etat existait déjà auparavant dans les pays industrialisés d'Europe, mais il a surtout connu un développement marqué après la Seconde Guerre mondiale. Il a été créé sous l'effet d'un certain nombre de facteurs. En Italie, par exemple, il a été mis sur pied par la bourgeoisie à la suite de

l'aggravation de la lutte de classes et de la forte pression des masses travailleuses qui exigeaient l'expropriation du grand capital, surtout celle du capital lié au fascisme et qui était responsable de la catastrophe que connut le pays. Pour éviter une radicalisation plus poussée de la lutte des masses travailleuses et prévenir des explosions révolutionnaires, la bourgeoisie italienne, sentant sa faiblesse, procéda à la nationalisation de certaines grandes industries, nationalisation qui satisfaisait les exigences minimales du parti communiste et du parti socialiste, sortis renforcés de la guerre. En Angleterre, la création du «secteur public», comme celui des chemins de fer et du charbon, a été due à l'abandon par le grand capital de certaines branches arriérées et non rentables. Celui-ci a transféré ces branches à l'Etat afin qu'il les subventionne sur son budget, aux frais des contribuables, alors que lui-même a orienté ses investissements vers les secteurs des industries nouvelles et à technologie de pointe, où il pouvait s'assurer de plus rapides et abondants surprofits.

Des nationalisations de ce genre ont été effectuées et continuent de l'être pour une raison ou pour une autre dans d'autres pays, mais elles n'ont pas changé ni ne pourront jamais changer la nature capitaliste du système au pouvoir, elles ne peuvent supprimer l'exploitation capitaliste, le chômage, la pauvreté, le manque de libertés et de droits démocratiques.

Le capitalisme d'Etat, comme l'a désormais prouvé une très longue expérience, est maintenu et développé par la bourgeoisie, non point pour créer les bases de la société socialiste, comme le pensent les révisionnistes, mais pour renforcer les bases de la société capitaliste, de son Etat bourgeois, pour exploiter et opprimer davantage les travailleurs. Ceux qui dirigent le «secteur public» ne sont pas les représentants des ouvriers, mais les gens du grand capital, les hommes qui ont en main les rênes de toute l'économie et de l'Etat. La position sociale de l'ouvrier dans les entreprises du «secteur public» ne diffère en rien de celle de l'ouvrier du secteur privé ; sa position vis-à-vis des moyens de production, de la direction économique de l'entreprise, de la politique d'investissements, des salaires, etc., est la même. Les profits de ces entreprises vont à l'Etat bourgeois, c'est-à-dire à la bourgeoisie. Seuls les révisionnistes peuvent découvrir des différences entre le caractère «socialiste» des entreprises de l'IRI et le caractère «bourgeois» de la Fiat, entre les ouvriers «libres» de Renault et les ouvriers «opprimés» de Citroën.

La société du «socialisme démocratique» que prônent maintenant les eurocommunistes, est l'actuelle société bourgeoise qui existe dans leurs pays. Ils cherchent seulement à apporter certaines retouches à cette société afin que la bourgeoisie européenne décrépite, qui a un pied dans la tombe, prenne l'aspect d'une jeune mariée fraîche et pimpante. Selon les eurocommunistes, il suffirait donc d'opérer quelques retouches, de conserver le secteur du capitalisme d'Etat à côté du secteur privé, de créer quelque conseil consultatif ouvrier auprès des directions d'entreprises, de permettre aux chefs de file syndicalistes de crier sur la place pour demander justice et égalité, d'assurer aux révisionnistes quelques fauteuils au gouvernement, et... le socialisme viendrait de lui-même.

Dans leur zèle effréné pour combattre et renier le marxisme-léninisme, les révisionnistes eurocommunistes fardent de toutes les manières la réalité actuelle de la société capitaliste. Pour eux le système social actuel en Italie, en France, en Espagne, etc., l'Etat qui y domine, sont une sorte de démocratie au-dessus des classes, une démocratie pour tous. Dans cette société et cet Etat ils ne distinguent que quelques difficultés, quelques erreurs, tout au plus quelques déformations, rien d'autre. Sur cette conception et cette prémisse fondamentales ils ébauchent les schémas de leur «socialisme démocratique», qui, dans son essence, sera la société bourgeoise actuelle, mais exempte des «défauts», des «limitations», des «difficultés» qu'elle connaît aujourd'hui.

Les révisionnistes déclarent que dans leur «socialisme» existera et fonctionnera plus d'un parti et que l'alternance des partis au gouvernement sera toujours possible. Il convient de dire qu'en cette question les eurocommunistes sont vraiment cohérents. Il est naturel que dans une société où existeront des classes antagonistes, diverses couches de la bourgeoisie, des groupes capitalistes aux intérêts particuliers, existent aussi divers partis, qu'y subsistent nécessairement aussi les pratiques actuelles de la société capitaliste et que, selon les cas et le besoin, les divers partis alternent au pouvoir. Mais les

eurocommunistes spéculent en ce qu'ils présentent ce «pluralisme», c'est-à-dire la pratique du relais des chevaux du carrosse du pouvoir bourgeois, comme le summum de la démocratie, comme une situation qui permet la solution de tous les problèmes sociaux. Leur objectif est de déformer la conception même de la société socialiste et de faire croire que la démocratie bourgeoise et ses institutions sont capables de réaliser des objectifs socialistes, sans qu'il soit nécessaire de faire la révolution, ni de briser l'appareil de l'ancien Etat bourgeois. Leur Etat idéal, c'est en fait le système politique américain actuel et surtout le système allemand où dominent deux grands partis bourgeois, qui alternent à la tête du gouvernement. Ils voudraient qu'en Italie, en France ou en Espagne existent aussi deux grands partis, l'un ouvertement bourgeois, démocratique ou libéral et l'autre ouvrier, disons socialiste, communiste, travailliste ou autre, et quelques petits partis, sans importance, qui viennent compléter l'assortiment. Ainsi serait créé le socialisme «italien», «français», «espagnol» comme l'a d'ailleurs été le socialisme «suédois», «norvégien», etc.

Dans le «socialisme démocratique» l'Etat ne doit pas être l'Etat des ouvriers et des paysans, il ne doit pas être celui que nous indiquent Marx et Lénine, et qui porte à la direction les ouvriers d'usines ou les paysans qui travaillent la terre. Les eurocommunistes veulent un Etat qui appartienne à «tout le monde», avec un gouvernement à l'avenant. Mais il n'a existé ni n'existera jamais un Etat pour «tous».

Les conceptions des eurocommunistes sur l'Etat sont très proches de celles de Proudhon et de Lassalle, que Marx a rejetées il y a un siècle déjà. Lassalle, par exemple, professait qu'on pouvait transformer l'Etat prussien réactionnaire en un Etat libre populaire par des réformes, par la voie pacifique, par des élections générales et avec l'aide de l'Etat bourgeois lui-même et des associations de producteurs qui devaient être créées. Il présentait cette sorte d'«Etat» comme un modèle du nouvel Etat socialiste, pour lequel devaient lutter les ouvriers.

La conception lassallienne de «l'Etat populaire» reniait le caractère de classe de l'Etat en tant que dictature d'une classe donnée.

A la conception lassallienne de «l'Etat libre populaire» Marx a opposé, surtout dans sa célèbre «Critique du programme de Gotha», la notion de l'Etat organe de classe, la conception marxiste de la dictature du prolétariat.

«... et ce n'est pas, dit Marx, en accouplant de mille manières le mot «peuple» avec le mot «Etat» qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce. «Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que **la dictature révolutionnaire du prolétariat.**» (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 2, p. 24. Tirana, 1975.)

Les thèses théoriques et la doctrine marxiste de l'Etat, formulées dans les œuvres monumentales de Marx et d'Engels, trouvèrent une brillante confirmation dans les événements de la Commune de Paris.

La Commune de Paris a montré que le prolétariat, pour pouvoir renverser l'ordre capitaliste, ne doit pas garder intacte ni utiliser à ses propres fins l'ancienne machine de l'Etat bourgeois. La Commune a détruit cette machine pour créer à sa place des organismes et des institutions d'Etat tout à fait nouveaux, du point de vue de la forme comme du contenu. Elle était la première forme d'organisation politique du pouvoir prolétarien. Elle a montré, comme l'a souligné Lénine, le caractère historiquement conventionnel

«... et la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise...» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, p. 535.)

Il a été prouvé dans la pratique que l'Etat instauré par la Commune représentait le type le plus parfait de démocratie, celui de l'immense majorité du peuple. Elle a traduit dans la vie les grandes libertés et les droits démocratiques que la bourgeoisie proclame, mais qu'elle ne réalise jamais. Plus tard, dans la

lutte contre les déformations opportunistes des chefs de file de la II^e Internationale, Lénine a défendu de façon éclatante la théorie de Marx sur l'Etat. Il a rejeté leurs conceptions selon lesquelles l'Etat n'est pas un organe de domination d'une classe sur une autre, mais un organe de réconciliation de classes; que l'appareil de l'Etat bourgeois ne doit pas être détruit, mais utilisé dans l'intérêt des travailleurs. Dans son célèbre ouvrage «L'Etat et la Révolution» Lénine a démontré que l'Etat est le produit des contradictions entre les classes et l'expression de l'inconciliabilité de ces contradictions. Il a prouvé que l'appareil d'Etat bourgeois, étant un appareil mis sur pied pour maintenir l'oppression et l'exploitation de la classe ouvrière et des masses travailleuses, ne peut leur servir à abolir cette oppression et exploitation. Le prolétariat doit édifier son propre Etat, un Etat nouveau par sa forme comme par son contenu, par sa structure comme par son organisation, par les hommes qui le dirigent comme par ses méthodes de travail, un Etat qui assure la liberté aux masses travailleuses et écrase les tentatives des ennemis du socialisme pour restaurer le système capitaliste.

L'ouvrage de Lénine «L'Etat et la Révolution», les thèses léninistes de la dictature du prolétariat, ont joué un rôle important dans la préparation de la Révolution d'Octobre et l'instauration du pouvoir des Soviets en Russie. Ces thèses sont restées une arme puissante entre les mains des révolutionnaires authentiques pour lutter contre les élucubrations des révisionnistes modernes qui s'efforcent de ressusciter les anciennes conceptions de Kautsky et consorts sur l'Etat, conceptions que Lénine a démasquées et réduites à néant.

Les ratiocinations des eurocommunistes sur l'Etat sont la conséquence de la ligne antimarxiste de ces renégats, qui prétendent qu'en régime capitaliste il n'existe pas de lutte de classes, mais qu'il y règne la paix des classes, que l'armée et la police n'y sont plus des forces régressives de la bourgeoisie, et que, de ce fait, la dictature du prolétariat et la véritable démocratie qu'instaure le prolétariat se révèlent inutiles. Ils ne veulent qu'un Etat, une démocratie, l'Etat de la démocratie bourgeoise-révionniste.

La voie «démocratique» au socialisme, masque servant à défendre l'Etat bourgeois

La question fondamentale de l'idéologie et de la politique de chaque parti, quelle que soit la classe dont il représente les intérêts, a été et demeure la question du pouvoir d'Etat. L'eurocommunisme non plus ne pouvait éluder cette question. C'est précisément dans ce domaine qu'il a commencé son combat, devenant ainsi dans les mains de la bourgeoisie une arme nouvelle qui lui permet de conserver son pouvoir d'oppression et d'exploitation, d'empêcher le prolétariat d'accomplir la révolution, de détruire ce pouvoir et d'instaurer le socialisme.

Dans leur propagande contre le marxisme-léninisme, les eurocommunistes insistent pour dire que dans les conditions de la société moderne, comme ils appellent la société capitaliste actuelle, la théorie de Marx sur l'abolition du système capitaliste par la révolution violente requiert de nouvelles «interprétations». Les révisionnistes soviétiques, comme on l'a dit, furent parmi les premiers à attaquer de front la thèse de Marx et de Lénine sur la nécessité de la révolution violente, ils la bafouèrent, la considérant comme sans valeur et la dénaturèrent de fond en comble. Pour rendre «convaincante» leur théorie du passage pacifique au socialisme, ils allèrent jusqu'à prétendre que même la Révolution d'Octobre a été une révolution pacifique, bien que l'histoire ait montré que c'était là la première révolution qui renversa par la violence la bourgeoisie russe et instaura la dictature du prolétariat. Dans le même temps, ils se mirent à soutenir par de vaines théories que la dictature du prolétariat était un phénomène temporaire qui céderait la place au prétendu Etat du peuple tout entier. Par ces théories ils visaient à déprécier le contenu de classe et révolutionnaire de la dictature du prolétariat et à la renier.

C'est sur cette déformation délibérée du marxisme-léninisme de la part des révisionnistes soviétiques que furent érigées les théories eurocommunistes sur cette question. Les thèses khrouchtchéviennes selon lesquelles la construction du socialisme en Union soviétique mettait fin à la lutte de classes, que le triomphe du socialisme était assuré et qu'il n'y avait aucun risque de retour en arrière, que ni la dictature du prolétariat ni le parti de la classe ouvrière n'étaient nécessaires, inspirèrent les autres révisionnistes et les encouragèrent à aller plus loin. Spéculant sur les changements qui s'étaient

produits dans le monde et sur une phrase juste de Lénine à propos des particularités de la voie vers le socialisme, ils soulignent qu'à l'époque actuelle on peut aussi aller au socialisme à travers le parlementarisme et les réformes.

Les eurocommunistes présentent la voie de la transformation de la société capitaliste en société socialiste comme un développement, poussé jusqu'au bout, disent-ils, de la démocratie politique bourgeoise, comme une voie pacifique qui conduit à un changement non pas qualitatif, mais quantitatif. «La démocratie politique, affirment les révisionnistes italiens, se présente donc comme la plus haute forme institutionnelle d'organisation d'un Etat, même d'un Etat socialiste.» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, p. 11.)

Une analyse de cette prétendue thèse fait ressortir que la «démocratie politique» pour les travailleurs existerait déjà sous le capitalisme, que l'on irait au socialisme en élargissant cette démocratie et qu'enfin le trait fondamental de la société socialiste serait la démocratie bourgeoise ; qui s'identifie à la démocratie socialiste.

D'autre part, les révisionnistes espagnols prétendent que «la démocratie politique et sociale n'est une troisième voie ni capitaliste ni socialiste, mais une étape transitoire entre le capitalisme et le socialisme». (Noveno Congreso del Partido Comunista de Espana Barcelone, 1978, p. 83.) «La démocratie est en même temps le but et le moyen des transformations», (L'Humanité, 13.2.1979.) dit Marchais.

Comme on le voit, pour «motiver» leurs points de vue révisionnistes, Berlinguer, Carrillo, Marchais et autres énoncent des idées assez confuses sur la démocratie et l'Etat. De tels raisonnements, qui ne se fondent pas sur les rapports de classe existant dans la société bourgeoise, qui méconnaissent les liens entre la base économique et la superstructure capitalistes, qui ignorent la réalité et toute logique, ont pour but de démontrer soi-disant que la véritable démocratie n'est pas celle qu'instaure la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la démocratie de la grande majorité des masses exploitées sur la minorité capitaliste exploiteuse ou sur ses débris, mais la démocratie à la Marchais, à la Carrillo, c'est-à-dire «la démocratie pour tous, où tous vivront dans la paix et l'harmonie des classes». Mais l'histoire a montré qu'il n'y a ni ne peut y avoir de démocratie bourgeoise en dehors de la dictature bourgeoise, pas plus qu'il ne peut y avoir de démocratie socialiste en dehors de la dictature du prolétariat. Les droits et les devoirs des citoyens sont en rapport direct avec la domination de la classe qui est au pouvoir. Là où règne la classe capitaliste ; c'est la bourgeoisie qui jouit de tous les droits ; les masses, elles, voient limiter ces droits, elles sont opprimées et bafouées ; par contre, là où domine la classe ouvrière, les droits et les libertés sont pour les travailleurs, la restriction de ces droits et la contrainte sont pour la minorité naguère dominante et exploiteuse, ainsi que pour les ennemis du socialisme.

Les eurocommunistes ne sont pas les premiers opportunistes qui nient la nécessité de la révolution en tant que moyen fondamental, unique même, pour l'abolition du capitalisme et la construction du socialisme. Ils furent précédés en cela par Proudhon que Marx a démasqué, par Bernstein et consorts, qui ont fini par défendre ouvertement le système capitaliste.

Bernstein, par exemple, prétendait que l'amélioration de la législation du travail, l'accroissement de l'activité et du rôle des syndicats et des coopératives, l'extension de la représentativité de la classe ouvrière au parlement, permettraient de résoudre de manière pacifique et dans une voie évolutionniste tous les problèmes économiques, politiques et sociaux du prolétariat. Il disait expressément qu'il suffit à la classe ouvrière d'obtenir la majorité absolue au parlement, de recueillir 51 pour cent des voix, pour pouvoir réaliser tous ses objectifs. Il professait que du moment que, dans un système démocratique, règne «la volonté de la majorité», l'Etat perd son caractère de classe, il se transforme d'organe de domination de classe en organe au-dessus des classes représentant les intérêts de toute la société. Dans un tel Etat, disait-il, la classe ouvrière et son parti peuvent et doivent collaborer avec toutes les autres classes et leurs partis. Et tous, de concert, doivent défendre et consolider cet Etat contre les «réactionnaires».

Bernstein professait que la voie de la transformation de la société est celle des réformes partielles et lentes, la voie de l'évolution, de l'intégration graduelle du capitalisme dans le socialisme. Aussi, selon lui, le parti de la classe ouvrière lui-même devrait-il être un parti non pas de la révolution sociale, mais des réformes sociales. Lénine critiqua avec force, en mettant en relief leur caractère mensonger, ces points de vue de Bernstein, que, par la suite, Kautsky et compagnie devaient faire leurs. Et le verdict historique sur le grand débat entre, d'une part, les marxistes avec Lénine à leur tête, qui défendaient l'idée de la révolution et de la dictature du prolétariat, et, d'autre part, les opportunistes révisionnistes, partisans de la voie pacifique, réformiste, de la démocratie «pure», etc., a été rendu par la grande Révolution d'Octobre.

Cette révolution montra au prolétariat et aux peuples du monde que la voie du triomphe sur l'impérialisme et le capitalisme ne passe pas par les réformes et les accords avec la bourgeoisie, mais par la révolution violente.

Pour «justifier» leur opposition à la théorie marxiste-léniniste de la révolution et de la dictature du prolétariat, les eurocommunistes prétendent que Marx lui-même «n'a évoqué ce terme qu'une seule fois» ! Or on sait que l'idée de la dictature du prolétariat constitue le point fondamental de toute la doctrine de Marx sur le socialisme.

«Ce que je fis de nouveau, écrivait Marx en 1852, ce fut : 1. de démontrer que **l'existence des classes** n'est liée qu'à des **phases de développement historique déterminé de la production** ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à **la dictature du prolétariat** ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à **l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes...**» (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb., t. 2, p. 486, Tirana, 1975.)

Marx ne considérait pas la dictature du prolétariat comme une simple substitution de certains hommes à d'autres au gouvernement, mais comme un pouvoir qualitativement nouveau, qui s'érige sur les ruines de l'ancien pouvoir bourgeois. La destruction violente de l'ancien appareil d'Etat bourgeois était, à ses yeux, une condition indispensable au triomphe non seulement de la révolution prolétarienne, mais encore de toute véritable révolution populaire, dirigée par la classe ouvrière. Lénine a qualifié cette conclusion énoncée par Marx dans son célèbre ouvrage «Le 18 brumaire de Louis Bonaparte», de «gigantesque pas en avant». Et c'est justement cette pierre angulaire de la doctrine marxiste-léniniste, déjà attaquée et reniée par tous les anciens révisionnistes, qu'attaquent les eurocommunistes, ces nouveaux révisionnistes.

Leur attitude envers la question de la révolution, de l'Etat et de la démocratie coïncide, quant au fond, avec l'attitude des révisionnistes soviétiques, qui ont déclaré qu'actuellement le parti «communiste» en Union soviétique serait transformé en «parti du peuple tout entier» et que la dictature du prolétariat a cédé la place à l'«Etat du peuple tout entier». A partir de ces déclarations des révisionnistes soviétiques, Marchais et Carrillo sont en droit de faire le raisonnement suivant : «Dès lors que vous transformez le parti et l'Etat du prolétariat en un parti et un Etat du peuple tout entier, pourquoi nous, en Occident, n'aurions-nous pas le droit d'en faire autant, mais sans la révolution violente ni la dictature du prolétariat ? Nous avancerons dans le «pluralisme» et en bonne entente avec la bourgeoisie, en dressant l'opinion publique pour une «véritable démocratie», qui n'a pas été réalisée chez vous. Vous prétendez faussement avoir la démocratie, alors que vous renforcez la répression.»

En ce qui concerne les titistes, eux aussi se trouvent dans une situation difficile vis-à-vis des eurocommunistes à propos de la «démocratie» et du «pluralisme». Les révisionnistes yougoslaves parlent de l'unité du «monde non aligné» et, par cette formule, ils «éliminent» la lutte des classes et la dictature du prolétariat. Ce qu'ils demandent à l'impérialisme et au capitalisme mondial, c'est seulement que les pays «non alignés» «soient maintenus dans le statu quo et reçoivent une aide économique». A cet égard, les titistes partagent l'opinion des eurocommunistes, à cette seule différence que les Yougoslaves parlent de la prétendue «indépendance vis-à-vis des superpuissances et des blocs», alors que les eurocommunistes ne le font pas, même pour la forme.

Par les idées qu'ils avancent, les eurocommunistes disent aux révisionnistes yougoslaves, sans pourtant les attaquer nommément, que l'existence d'un seul parti en Yougoslavie est un écart de la voie de la véritable démocratie, et qu'en conséquence le système politique en Yougoslavie doit aussi connaître des changements.

En attaquant directement Lénine et toute la théorie marxiste-léniniste de l'Etat et de la révolution, Berlinguer, Marchais, Carrillo et consorts invitent les khrouchtchéviens à aller jusqu'au bout dans leur trahison, en leur indiquant que dans leur sale entreprise il ne s'agit pas seulement de s'en prendre aux «erreurs» de Staline, mais au système socialiste lui-même, qui, bien qu'ayant été un système approprié au lendemain d'Octobre, est aujourd'hui dépassé, car il nie soi-disant la démocratie.

Cette thèse ne convient évidemment pas aux khrouchtchéviens, qui, pour couvrir leur trahison et se poser en marxistes-léninistes, s'accrochent encore à certaines formes prétendument léninistes.

Afin de conserver ce masque, le groupe Brejnev adresse de temps à autre une critique inconsistante aux partis indociles et leur conseille soi-disant de préserver les principes de classe léninistes sur les voies et les formes de la marche au socialisme. Or les partis révisionnistes des pays occidentaux ne manquent pas de répondre à Brejnev qu'ils ne font rien de plus que ce qu'ont déjà fait les révisionnistes soviétiques, qu'ils agissent en fonction de leurs propres conditions, qui dicteraient soi-disant la voie pacifique, la voie des réformes démocratiques, du pluralisme politique et idéologique, etc.

Berlinguer, Marchais, Carrillo, allant plus loin que Togliatti, disent aux Soviétiques : «N'est-ce pas vous qui avez parlé de coexistence pacifique ? Venez alors créer avec nous cette coexistence et allons jusqu'au bout». Et avec qui coexistera-t-on de manière pacifique ? Avec les adversaires du communisme, c'est-à-dire avec la bourgeoisie capitaliste, l'impérialisme américain, etc. Mais avant de parvenir à cette coexistence pacifique, disent-ils, il faut d'abord réviser les «dogmes» dans la politique, l'idéologie, l'économie, l'art, car ces «dogmes» ne peuvent plus convenir à la société actuelle. Et comme les idées de Marx, Engels, Lénine et Staline sur la dictature du prolétariat, sur la lutte de classes, sur la prise violente du pouvoir seraient, selon eux, elles aussi, des «dogmes», elles ne seraient donc plus appropriées. Il faut donc prendre le pouvoir non pas par la violence, mais par la voie parlementaire, par des élections générales, à travers l'accession au pouvoir de la classe ouvrière, après que la bourgeoisie y aura renoncé de manière démocratique.

A des fins démagogiques et pour jeter de la poudre aux yeux des masses, les eurocommunistes disent comme à mi-voix que la «troisième voie», ou le «socialisme démocratique», n'est pas la social-démocratie, car celle-ci «n'a pu faire sortir la société hors de la logique du capitalisme». (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani. Rome, 1979, p. 7.) Malgré tout, s'empresment-ils d'ajouter, nous devons nous unir à la social-démocratie et aux autres forces politiques, et, de concert avec elles, loin de détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie capitaliste, comme le disent les classiques du marxisme-léninisme, l'infléchir à travers la propagande, les réformes, l'Eglise, la culture, etc., afin que ce pouvoir revête petit à petit son véritable aspect démocratique, qu'il serve toute la société et crée les conditions requises pour édifier le «socialisme» par la voie pacifique. Bref, ils préconisent la création d'un ordre social abâtardi n'ayant rien de commun avec le socialisme scientifique.

L'idéal de tous les révisionnistes eurocommunistes, ce sont les thèses togliattiennes, la ligne du Parti communiste italien, à tel point que cela a provoqué la jalousie de Carrillo et de Marchais. «En 1956, nous avons tardé, écrit Georges Marchais dans «l'Humanité», à tirer la leçon de ce qui s'était produit en Union soviétique, et à élaborer une voie française au socialisme», autrement dit à faire comme Togliatti. Quand Marchais ou Carrillo disent que la police est avec le Parti communiste italien et qu'à Rome elle vote communiste, ils apprécient par là les efforts et les succès de Berlinguer dans le sens de la collaboration avec la social-démocratie, les démocrates-chrétiens, les socialistes, dans les affaires publiques et même dans la gestion des affaires de la bourgeoisie.

Les «succès» de Berlinguer à ces égards, c'est-à-dire sa soumission au capitalisme italien et au capitalisme mondial, servent aux autres révisionnistes de supports concrets à leurs thèses politiques opportunistes. Berlinguer travaille avec un grand zèle, il n'attaque pas la constitution bourgeoise ni le pouvoir de la bourgeoisie, et il n'évoque nullement la nécessité de renverser ce pouvoir et ses appareils ni de liquider l'armée répressive italienne ; au contraire, il signe, avec les partis de la réaction, des déclarations dans le sens du renforcement de l'armée, du maintien des bases américaines, de l'extension des compétences et de l'augmentation des fonds alloués à la police, il reconnaît à celle-ci le droit, en violation de la loi, de contrôler tout ce qui lui semble suspect, même les conversations téléphoniques et la correspondance privée.

Le programme et les actions des révisionnistes italiens sont prêts et déjà mis à l'épreuve pour les autres révisionnistes aussi. En Italie, en Espagne et en France ce que l'on voit se développer et se concrétiser c'est l'intégration du révisionnisme dans le capitalisme et non pas celle du capitalisme dans le socialisme, comme le prétendent les eurocommunistes dans leurs programmes et leurs discours.

Les partis communistes italien, français et espagnol ne font aucune mention des révisionnistes chinois, leurs seules cibles sont Marx, Engels, Lénine et Staline, et parfois aussi, à leurs propres fins, les révisionnistes soviétiques. Ils sont d'accord avec les révisionnistes chinois sur tous les fronts. Les révisionnistes chinois, eux, tendent à une alliance avec les Etats-Unis, avec les pays capitalistes développés et les cliques dominantes dans les pays sous la coupe du néo-colonialisme. Une pareille alliance est précisément dans la ligne des renégats eurocommunistes. Il est de fait que la politique extérieure chinoise concorde entièrement avec la politique préconisée par les eurocommunistes quant à l'unité des partis révisionnistes avec les régimes bourgeois-capitalistes au pouvoir. Et les révisionnistes chinois et le Parti communiste chinois sont pour le pluralisme dans le socialisme. Non seulement les partis de la bourgeoisie existent en Chine, mais ils participent même au pouvoir et à la direction, de concert avec le parti communiste, qui ne peut ni vivre ni diriger sans collaborer avec eux. En ces questions fondamentales, les révisionnistes chinois sont d'accord avec les révisionnistes européens.

D'autre part, il existe en Chine, en même temps que le secteur capitaliste d'Etat, des entreprises chinoises privées, des entreprises mixtes à capitaux chinois et étrangers, des entreprises privées étrangères, des secteurs coopératifs, etc. Cela correspond tout à fait à la «troisième voie», au «socialisme» que prônent les eurocommunistes.

Mao Tsétoung a proclamé sa «théorie» de «l'épanouissement de cent fleurs et la rivalité de cent écoles». Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu'en Chine on peut exprimer et propager librement des idées idéalistes, social-démocrates, républicaines, religieuses, etc. «Que toutes les écoles rivalisent, c'est dialectique», a dit Mao Tsétoung. Mais du moment que le pluralisme est dialectique, comme le soutiennent aussi les eurocommunistes, on pourrait alors aller au socialisme de concert et dans l'unité avec la bourgeoisie et ses partis, dans la paix et la compétition pacifique.

Puisqu'il existe en Chine des partis bourgeois et qu'ils participent à la direction en même temps que le parti communiste, il va de soi que l'Etat ne peut être un Etat de dictature du prolétariat, mais un organisme hybride qui est un Etat de dictature du prolétariat en paroles, mais en réalité une démocratie bourgeoise.

La pratique chinoise répond à la ligne des eurocommunistes et constitue une «illustration» de la manière dont on peut aller au socialisme sans révolution et sans dictature du prolétariat. D'aucuns diront : «Mais la Chine est allée au socialisme par la révolution», «la Chine a une dictature du prolétariat», etc. Non, ce n'est pas vrai. Ce qui est vrai, c'est que la Chine a lutté contre les envahisseurs japonais et contre le Kuomintang, mais on n'y a jamais instauré la dictature du prolétariat ni construit le socialisme. Le pouvoir en Chine s'appelait bien dictature du prolétariat, mais son contenu était autre et nous voyons actuellement tomber tour à tour les masques dont le Parti communiste et l'Etat chinois s'étaient affublés. Après la disparition de Mao Tsétoung, qui était un

éclectique, et da Chou En-laï, qui était un démocrate-bourgeois, la Chine dévoile maintenant ses véritables traits, et apparaît comme une république bourgeoise et un Etat impérialiste.

En ce qui concerne les divergences entre les eurocommunistes et les révisionnistes soviétiques sur le caractère de l'Etat en régime socialiste, elles ne portent pas sur les principes. Les eurocommunistes attaquent l'Etat soviétique révisionniste en le présentant comme une déformation. Ils prétendent que Marx et Engels eux-mêmes ne l'approuveraient pas et que d'ailleurs Lénine lui-même y critiquerait beaucoup de choses. C'est là une spéculation vulgaire. Certes, l'Etat soviétique actuel n'est pas un Etat socialiste, il s'est transformé en une dictature de la bourgeoisie révisionniste qui opprime et exploite les masses travailleuses Mais en spéculant là-dessus, les eurocommunistes cherchent à démontrer que leur ligne pluraliste est l'unique ligne «scientifique marxiste», la seule appropriée à l'édification du socialisme véritable. Selon eux, cette ligne serait une conséquence dialectique de l'évolution matérialiste de l'histoire, que Marx et Engels «n'ont pas prévue» et «Lénine non plus». Ce sont donc Berlinguer, Marchais, Carrillo et d'autres révisionnistes d'Europe occidentale qui auraient découvert cette évolution, et ils se frappent la poitrine en se vantant d'être les seuls à voir la véritable transformation de la société et à analyser à fond les phénomènes du monde contemporain. En fait, ils sont contre toute sorte de transformation révolutionnaire. Ils veulent préserver l'actuelle société bourgeoise «de consommation», préserver la domination du capitalisme et l'exploitation des travailleurs. C'est là leur idéal et leur objectif, c'est à cela qu'ils travaillent, c'est pour cela qu'ils luttent. Le reste n'est que propagande, démagogie, mystification, moyens employés par la bourgeoisie pour combattre le socialisme et la révolution.

L'«indépendance» des eurocommunistes est une dépendance envers le capital et la bourgeoisie

La lutte contre l'impérialisme en général et ses instruments dans chaque pays est l'une des questions fondamentales de la stratégie de chaque parti communiste et l'une des conditions déterminantes du triomphe de toute révolution, qu'elle soit démocratique populaire, anti-impérialiste ou socialiste. Dans le même temps, l'attitude envers l'impérialisme sert aussi de pierre de touche pour l'appréciation politique et idéologique de toute force politique qui agit tant dans le cadre national de chaque pays qu'à l'échelle internationale. En un mot, l'attitude envers l'impérialisme a été et demeure une ligne de démarcation qui sépare les véritables forces révolutionnaires, patriotiques et démocratiques, des forces de la réaction, de la contre-révolution et de la trahison nationale.

Quelle est donc l'attitude des eurocommunistes en cette question vitale et d'une si grande portée de principe ?

A partir du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, où Khrouchtchev se prononça pour la ligne de la réconciliation et du rapprochement avec l'impérialisme américain et l'affirma comme la ligne générale de tout le mouvement communiste, les partis révisionnistes des pays occidentaux abandonnèrent toute position anti-impérialiste sur le plan théorique comme sur le plan pratique. On eût dit qu'ils avaient attendu d'être ainsi délivrés de leurs chaînes pour courir se réconcilier avec la grande bourgeoisie impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste. La nouvelle stratégie que Khrouchtchev offrait au mouvement communiste comblait les vœux des dirigeants des partis communistes d'Occident et elle avait même commencé à être mise en pratique, sans toutefois avoir encore été, peut-on dire, consacrée officiellement.

Avant même le XX^e Congrès du P.C.U.S., et cela en raison de certaines hésitations et concessions, en France et en Italie la lutte contre l'OTAN, contre le réarmement et la résurgence de l'impérialisme allemand, contre l'intervention du capital américain et ses bases militaires en Europe, etc., avait commencé à décliner. Même si quelque chose était fait à l'époque, cela se confinait au domaine de la propagande ; les actions, elles, faisaient défaut. Sur la question algérienne, le Parti communiste français avait adopté à peu près les mêmes positions que les partis bourgeois du pays. Mais son chauvinisme et son nationalisme en cette question se doublaient d'un adoucissement toujours plus marqué de son attitude envers l'impérialisme américain, ce grand allié de la bourgeoisie française, et

envers son expansion politique et économique. Du moment que l'on défendait «l'Algérie française», on devait défendre aussi «l'Afrique française», fermer un œil et une oreille sur «l'Asie britannique» et «l'Amérique américaine».

Les révisionnistes italiens, cherchant à tout prix à convaincre la bourgeoisie de leur sincérité et de leur loyauté, s'efforçaient de le prouver au mieux, précisément en ne contrariant pas la politique étrangère du gouvernement démocrate-chrétien, fondée sur l'alliance inconditionnelle avec l'impérialisme américain, l'entière soumission à l'OTAN, l'ouverture des portes au grand capital américain et la transformation du pays en une grande base militaire des Etats-Unis.

Pour ce qui est des révisionnistes espagnols, leur seule préoccupation à l'époque était d'obtenir la légalisation de leur parti et de retourner en Espagne. Estimant que la «démocratisation» de leur pays ne pouvait se réaliser que sous la pression des Etats-Unis, qui, selon eux, avaient intérêt à écarter «l'obstacle» Franco, ils feignaient de ne pas voir la politique expansionniste et hégémoniste américaine et ils la combattaient encore moins.

«Les voies nationales au socialisme», que les partis révisionnistes des pays d'Europe occidentale avaient adoptées sous l'inspiration du XX^e Congrès du P.C.U.S., les conduisaient à la soumission non seulement à l'égard de leur bourgeoisie nationale, mais aussi de la bourgeoisie internationale et en premier lieu de l'impérialisme américain. Dans le même temps, et de toute évidence, l'abandon du marxisme-léninisme, de la révolution et du socialisme, devait nécessairement s'accompagner de l'abandon des principes de l'internationalisme prolétarien, de l'aide et du soutien aux mouvements révolutionnaires et de libération.

Si les partis révisionnistes français, italien et espagnol commencèrent petit à petit à prendre leurs distances vis-à-vis de l'Union soviétique, à critiquer Moscou sur certains aspects de sa politique intérieure et extérieure, à désapprouver certaines de ses actions dans les relations internationales, ils n'allèrent jamais cependant jusqu'à définir et dénoncer l'actuelle Union soviétique comme un pays impérialiste. Certes, ils condamnèrent par exemple son agression contre la Tchécoslovaquie, mais ils approuvèrent en revanche les ingérences soviétiques en Afrique; certes, ils demandèrent le départ de la flotte soviétique de la Méditerranée, mais ils se taisent sur l'envoi d'armes soviétiques aux quatre coins du monde. Selon les eurocommunistes, la politique soviétique est antidémocratique à l'intérieur, alors qu'à l'extérieur elle serait, dans l'ensemble, socialiste et anti-impérialiste. De ce fait, en dépit de quelque opposition, les partis eurocommunistes ne cessent de soutenir en général la politique expansionniste et hégémoniste de l'Union soviétique.

Ainsi donc, les partis révisionnistes d'Europe occidentale ont lutté pour sauvegarder le système impérialiste à l'échelle mondiale avec la même ardeur qu'ils ont mise à défendre l'ordre bourgeois dans leurs propres pays. Les eurocommunistes sont ainsi devenus des partisans du statu quo bourgeois impérialiste sur tous les fronts.

Si sur le plan des problèmes intérieurs, les eurocommunistes gardent encore quelque masque, essayent de se poser en adversaires, même tièdes, de la bourgeoisie et de l'ordre capitaliste, par contre dans les rapports, au niveau mondial, entre la révolution et le capitalisme international, entre les peuples opprimés et l'impérialisme, entre le socialisme et le capitalisme, ils sont ouvertement contre tout changement.

Les partis révisionnistes d'Italie, de France, d'Espagne et les autres partis du courant eurocommuniste sont actuellement devenus des forces politiques pro-impérialistes, et dans leur ligne et leur action, ils ne se distinguent en rien des partis bourgeois de ces mêmes pays. Prenons par exemple leur attitude à l'endroit de l'OTAN et du Marché commun qui représentent deux des bases politiques, économiques et militaires sur lesquelles s'appuient et à travers lesquelles se réalisent la domination de la grande bourgeoisie européenne et l'hégémonie de l'impérialisme américain en Europe.

Depuis sa création et jusqu'à ce jour, l'OTAN n'a changé ni sa nature, ni ses visées, ni ses objectifs. Les accords restent ceux conclus en 1949. Quant aux buts dans lesquels le Pacte atlantique a été créé et aux raisons de son maintien, cela tous le savent. Mais même s'ils ne le savent pas, le Pentagone et les états-majors de Bruxelles sont là pour le leur rappeler chaque jour. L'OTAN a été et demeure l'alliance politique et militaire du grand capital américain et européen et elle a pour premier but de sauvegarder le système et les institutions capitalistes en Europe, d'empêcher la révolution d'éclater, et de l'étouffer par la violence si elle avance. Cet organisme contre-révolutionnaire est d'autre part une sentinelle du néo-colonialisme dans les zones d'influence des puissances impérialistes et une arme de leur expansion politique et économique. Espérer transformer la société capitaliste de l'Europe occidentale et construire le socialisme dans son pays avec l'OTAN et les bases américaines au-dedans, c'est rêver tout éveillé. En cherchant à mettre l'accent uniquement sur la fonction antisoviétique de l'OTAN et en laissant dans l'oubli sa mission de répression de la révolution en Europe occidentale, les eurocommunistes ont pour but de tromper les travailleurs et de les empêcher de voir la réalité.

Les eurocommunistes se refusent à reconnaître l'existence du grand problème national qu'est, dans chaque pays d'Europe occidentale, la question de la domination américaine et la nécessité de s'en affranchir. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à nos jours, l'impérialisme américain garde cette partie de l'Europe liée à toutes sortes de chaînes politiques, économiques, militaires, culturelles, etc. Si ces chaînes ne sont pas brisées, la démocratie bourgeoise que les eurocommunistes portent aux nues, ne pourrait être instaurée, et le socialisme encore moins. Le capital américain a pénétré si profondément en Europe, il s'est entrelacé à un tel degré avec le capital local, que l'on ne peut plus discerner où commence l'un et où finit l'autre. Les armées européennes se sont intégrées à tel point dans l'OTAN, dominé par les Américains, qu'elles n'existent pratiquement plus en tant que forces nationales indépendantes. D'autre part, on assiste à une intégration toujours croissante dans les domaines financier et monétaire, technologique et culturel, etc.

Certes, il existe entre les pays européens membres de l'OTAN et les Etats-Unis diverses contradictions, habituelles et inévitables entre groupes et groupements capitalistes importants, mais il est de fait que sur toutes les grandes questions politiques et économiques de portée mondiale les pays membres de l'OTAN se sont toujours soumis à Washington. Quand il s'agit de choisir entre les intérêts de classe et les intérêts nationaux, la grande bourgeoisie européenne, à l'instar de toutes les autres bourgeoisies, a toujours tendance à sacrifier les seconds. C'est pourquoi les communistes n'ont cessé de lutter pour la défense des intérêts nationaux, qu'ils considèrent comme étant étroitement liés à la question de la révolution et du socialisme.

Le fait que les eurocommunistes nient l'existence dans leurs pays du problème national que constitue la nécessité de combattre la domination et le diktat américains et de consolider l'indépendance et la souveraineté nationales, est une nouvelle preuve de leur dégénérescence politique et idéologique, de leur trahison à la cause de la révolution. Les révisionnistes italiens, pour leur part, non seulement insistent actuellement pour que l'Italie reste dans l'OTAN, mais ils sont même devenus plus atlantistes que les démocrates-chrétiens et les autres partis bourgeois pro-américains. «Le maintien de l'Italie dans l'Alliance atlantique, disent les révisionnistes italiens, découle de la nécessité de maintenir l'équilibre des rapports de force dont dépend la sauvegarde de la paix en Europe et dans le monde.» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, pp. 39-40.)

Par cette thèse, les partisans de Berlinguer entendent dire aux travailleurs de ne pas s'opposer à l'OTAN, de ne pas exiger le départ des troupes américaines de Naples et de Caserte, de ne pas dénoncer l'installation de fusées à ogive nucléaire près de leurs foyers, de ne pas se prononcer contre le stationnement, sur les aérodromes italiens, d'avions américains, prêts à voler partout où peuvent être lésés les intérêts de l'impérialisme U.S. Peu importe, disent les révisionnistes italiens, si les intérêts nationaux du pays sont sacrifiés à la politique hégémoniste américaine, si c'est Washington qui décide par qui et comment l'Italie doit être gouvernée, et si enfin l'Italie entière brûle dans les flammes atomiques, pourvu que soit maintenu l'équilibre entre les superpuissances.

La thèse de l'équilibre entre les grandes puissances en tant que facteur et instrument de la sauvegarde de la paix est un vieux slogan impérialiste que le monde et surtout l'Europe connaissent fort bien. Cette thèse a toujours eu pour but de justifier la politique hégémoniste des grandes puissances impérialistes ainsi que le droit qu'elles s'arrogent de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres et de les dominer.

Reconnaître la nécessité de l'existence et du renforcement des blocs impérialistes en tant que moyen de sauvegarder soi-disant la paix, comme disent les révisionnistes, c'est approuver aussi leur politique. Les blocs militaires impérialistes existent non pas pour préserver la paix et défendre la liberté, l'indépendance ou la souveraineté des pays membres, comme veulent le faire croire les révisionnistes eurocommunistes, mais pour les ravir à ces pays et y maintenir la domination et l'hégémonie des superpuissances. On sait que l'un des principaux objectifs de l'impérialisme américain en créant l'OTAN a été de défendre politiquement, mais aussi militairement, les intérêts du capital et des Etats-Unis en Europe, ainsi que de réprimer par le fer et par le feu toute révolution qui pouvait y éclater. C'est précisément ces objectifs de l'OTAN que soutiennent les révisionnistes eurocommunistes.

La politique des blocs est la politique agressive des superpuissances, elle est le résultat de leur stratégie expansionniste et hégémoniste, de leurs visées de domination globale et sans partage dans le monde entier. Les eurocommunistes ne voient ni ne veulent voir la nature rapace de l'impérialisme, car, selon leurs «théories», le grand capital, qui en est le fondement, se «démocratise», devient «populaire», et la grande bourgeoisie «s'intègre au socialisme».

En ce qui concerne la fidélité à l'OTAN, les révisionnistes français non plus ne diffèrent guère de leurs frères italiens, mais pour se mettre à l'unisson avec les giscardiens ou les gaullistes, ils parlent eux aussi de la position particulière qui doit être celle de la France dans cet organisme. De son côté, le parti de Carrillo s'efforce par tous les moyens de devenir le porte-drapeau du combat pour l'entrée de l'Espagne à l'OTAN. Le rêve inaccompli de Franco est ainsi en train de se réaliser.

Le Marché commun et l'Europe unie, cette grande union de monopoles capitalistes et de sociétés multinationales qui a pour but d'exploiter les peuples et les masses travailleuses d'Europe et du monde entier, sont, pour les eurocommunistes, une «réalité» qu'il faut accepter. Or accepter cette «réalité» revient à accepter la suppression de la souveraineté et des traditions culturelles et spirituelles des pays distincts d'Europe en faveur des intérêts des grands monopoles, à accepter de voir les peuples européens perdre leur personnalité et se transformer en une masse pressurée par les sociétés multinationales, elles-mêmes dominées par le grand capital américain.

Les slogans des eurocommunistes selon lesquels leur prétendue participation «au parlement et aux autres organes de la communauté européenne conduirait à la transformation démocratique» et à la création d'une «Europe des travailleurs», ne sont que mystification et démagogie. La société capitaliste de chaque pays ne peut se transformer en une société socialiste par cette voie «démocratique», pas plus que l'Europe ne peut devenir socialiste à travers les discours des eurocommunistes dans les réunions de propagande du Parlement européen. Aussi l'attitude des eurocommunistes envers le Marché commun et l'Europe unie est-elle une attitude d'opportunistes et de briseurs de grève, qui découle de leur ligne de réconciliation de classe et de soumission à la bourgeoisie. Cette attitude vise à désorienter les masses travailleuses, à briser leur élan combatif dans la défense de leurs intérêts de classe et des intérêts de la nation.

L'idéologie réformiste, la soumission à la bourgeoisie et la capitulation devant la pression impérialiste ont fait des partis eurocommunistes des partis non seulement anti-révolutionnaires mais encore antinationaux. Il est peu d'hommes, parmi ceux qui se disent politiciens, même dans les rangs de la bourgeoisie, qui acceptent la notion de «souveraineté limitée» comme le fait Carrillo. «Nous sommes conscients, écrit-il, de ce que cette indépendance sera toujours relative...». Dans l'Espagne «démocratique et socialiste» qui figure dans son programme, «... l'investissement des capitaux étrangers et le fonctionnement des multinationales ne seront pas entravés...». Mais, ajoute-t-il, «nous

devrons payer pendant assez longtemps encore un tribut sous forme de plus-value au capital étranger,... pour faciliter le développement dans les secteurs qui correspondent à l'intérêt national». (S. Carrillo, «Eurocommunisme» et Etat, France. 1977, pp. 157-160.)

Par leurs attitudes de soutien aux monopoles et aux intérêts des puissances impérialistes, les eurocommunistes se sont opposés aux traditions anti-impérialistes et démocratiques des ouvriers français, espagnols et italiens. Ils se sont également opposés aux traditions patriotiques des travailleurs et des hommes progressistes de ces pays ainsi qu'à la lutte que ceux-ci ont menée contre l'OTAN, contre les bases américaines en Europe, contre les ingérences et les pressions de l'impérialisme américain. Les eurocommunistes ont abandonné ces positions et sont passés dans le camp de la réaction.

L'idée de la réconciliation des classes et de la soumission à la domination étrangère qui parcourt toute la ligne politique et idéologique des eurocommunistes apparaît clairement aussi dans leur attitude envers les mouvements révolutionnaires, de libération nationale et anti-impérialistes. N'étant pas pour la révolution dans leur propre pays, ils ne sont pas non plus pour la révolution dans les autres pays. Ils ne veulent pas l'affaiblissement de leur bourgeoisie impérialiste et néo-colonialiste, et ils ne peuvent donc jamais regarder la révolution dans les pays opprimés comme une aide directe à l'abolition du système capitaliste. Pour eux, le processus unique de la révolution, le lien naturel entre ses divers courants, la nécessité de l'entraide n'existent pas.

Parfois, juste pour la forme, leur propagande dit bien un mot en faveur des mouvements anti-impérialistes. Mais cela reste une phrase creuse, sans contenu concret et, surtout, qui ne s'accompagne pas d'actions politiques. Ce «soutien» de leur part n'est au fond qu'une pose plutôt «gauchiste», il reflète seulement leur souci de suivre la mode pour paraître progressistes, démocrates.

Dans leur attitude envers les mouvements révolutionnaires et de libération, les eurocommunistes, dans l'ensemble, ont fait leur idéologie du non-alignement, qui leur est très utile pour justifier la soumission des peuples à la domination des puissances impérialistes et vanter le néo-colonialisme comme la voie permettant aux anciennes colonies d'échapper à la pauvreté et d'assurer leur développement. «La lutte pour la paix, ont écrit les révisionnistes italiens dans les thèses de leur dernier congrès, pour la coopération internationale et pour une politique de coexistence pacifique a toujours plus comme moment fondamental l'action à mener pour la construction d'un nouveau système et d'un nouvel ordre international, dans le domaine économique également.» (La politica e l'Voraanizzazione dei comunisti italiani. Rome, 1979, p. 40.) Comme on le voit, ils sont conséquents dans leur ligne opportuniste. De même qu'ils cherchent à réformer l'ordre capitaliste dans leurs pays, ils pensent également que le caractère d'exploitation des rapports économiques internationaux du système capitaliste peut changer grâce à certaines réformes. Carrillo aussi parle du nouvel ordre économique mondial ou tout au moins de la façon dont se le préfigurent les eurocommunistes. Il est même plus clair encore. «De toute façon, dit-il, il faut partir d'une réalité objective: bien que l'impérialisme ne soit plus un système mondial unique, il existe toujours un marché mondial régi par les lois objectives de l'échange des marchandises, lois qui sont en définitive capitalistes.» (S. Carrillo, «Eurocommunisme» et Etat, France 1977, p. 159.)

Selon Carrillo, ces «lois» objectives capitalistes ne peuvent être ni modifiées ni remplacées, même dans les conditions du socialisme. Afin de «démontrer» cette thèse, il prend comme exemple le caractère capitaliste des rapports entre les pays révisionnistes dans le domaine économique. En d'autres termes, à l'en croire, il est vain pour les peuples de se dresser dans la lutte contre l'oppression nationale et néo-colonialiste, contre les échanges inégaux entre les pays capitalistes développés et les non-développés, qui se traduisent surtout par le pillage féroce des matières premières de ces derniers. C'est bien cet ordre international là que Carrillo cherche à maintenir et auquel Berlinguer veut faire quelques retouches pour le remettre à neuf et lui donner un nouveau vernis.

Une ligne qui va à rencontre des véritables intérêts nationaux d'un pays, une ligne qui soutient l'hégémonie et l'expansion impérialistes, qui fait l'éloge du néo-colonialisme et sanctifie l'exploitation capitaliste étrangère, est vouée à l'échec. On ne peut faire fi des lois objectives de l'évolution historique. Le nouvel ordre mondial pour lequel luttent le prolétariat et les peuples n'est pas l'ordre impérialiste tant vanté par les eurocommunistes, mais l'ordre socialiste, auquel appartient l'avenir.

L'attitude des partis révisionnistes italien, français et espagnol envers l'Union soviétique et leurs rapports avec elle sont devenus ces dernières années un grand objet de discussions et d'interprétations de la part de toute la bourgeoisie internationale. Si les eurocommunistes cherchent à se montrer «indépendants» vis-à-vis de Moscou, «originaux» et même «hostiles» à l'Union soviétique, c'est en apparence pour jeter de la poudre aux yeux de la bourgeoisie de leur pays, mais en réalité pour mystifier le prolétariat de leur pays et le prolétariat international. Il n'est pas exclu que ce soit là, de la part des révisionnistes soviétiques, une manœuvre pour donner l'impression qu'il existe soi-disant des différences et contradictions profondes et de «principe» entre eux et les partis communistes de l'Europe occidentale, notamment les partis communistes italien et français, et faciliter ainsi la participation de ces partis au gouvernement bourgeois de leurs pays. Si cela se réalise, ce sera dans l'intérêt du social-impérialisme soviétique et de sa domination mondiale, car son influence et son hégémonie dans divers pays en seront accrues, et ses rivaux affaiblis. Cela est également utile aux révisionnistes khrouchtchéviens pour étayer leur thèse antimarxiste selon laquelle «on peut prendre le pouvoir par la voie pacifique» et «démontrer» ainsi ce qui n'a pu être prouvé au Chili. Brejnev n'a-t-il pas rappelé au XXV^e Congrès du P.C.U.S. que l'expérience chilienne ne réfute pas la thèse de la prise du pouvoir par la voie parlementaire ?

D'autre part, l'eurocommunisme est un courant qui fait aussi l'affaire de la grande bourgeoisie capitaliste européenne, laquelle excite et gonfle par tous les moyens les contradictions entre les eurocommunistes et les social-impérialistes soviétiques, car elle a intérêt à affaiblir la puissance idéologique révisionniste et l'influence de l'Union soviétique. Elle s'efforce de présenter le révisionnisme italien, espagnol, français, etc., comme un bloc idéologique qui se crée en Europe pour contrecarrer le bloc révisionniste soviétique. Et du moment qu'il s'agit d'un groupement idéologique antisoviétique, il va sans dire que cet eurocommunisme est sous la coupe de la bourgeoisie réactionnaire des pays industrialisés d'Europe.

Quoi qu'il en soit, le Kremlin n'aimerait pas que l'eurocommunisme échappe entièrement à son influence. La propagande menée à l'Occident à propos de l'eurocommunisme en tant que courant idéologique «indépendant», irrite donc Moscou, en ce que cela, entre autres, divulgue la scission de fait qui existe depuis longtemps entre les partis révisionnistes de l'Europe occidentale et le parti révisionniste de l'Union soviétique et ses satellites de l'Europe de l'Est.

Il n'y a pas eu, il n'y a ni il n'y aura d'unité entre ces partis. Mais le Parti communiste de l'Union soviétique voudrait bien voir maintenir une apparence d'unité entre les partis révisionnistes non seulement d'Europe mais aussi du monde entier. Le Parti communiste de l'Union soviétique cherche, à travers divers masques, à maintenir son hégémonie idéologique sur tous les autres partis révisionnistes du monde. Il est très soucieux de signer avec eux des déclarations et des communiqués conjoints pour faire croire à l'unité et à leur respect envers la direction soviétique.

Entre le Parti communiste italien et le Parti communiste français, d'une part, et les révisionnistes khrouchtchéviens, de l'autre, des désaccords et des divergences ont existé depuis le temps de Togliatti et de Thorez, et ces désaccords et divergences sont allés toujours se multipliant et s'aggravant. Mais ils n'avaient jamais atteint l'acuité qui est la leur aujourd'hui. Cette tension se manifeste maintenant au grand jour. La «Pravda» a attaqué Carrillo et condamné l'eurocommunisme. Carrillo a répliqué à Moscou avec la même virulence. Il a mis les points sur les i quant à l'orientation idéologique et politique révisionniste de son parti, qui s'est affranchi de ses liens de dépendance envers le Parti communiste de l'Union soviétique.

Après la critique de la «Pravda» et la réponse de Carrillo, la Ligue des communistes de Yougoslavie a pris avec passion la défense du Parti communiste d'Espagne. Les révisionnistes yougoslaves ont pris ouvertement fait et cause pour Carrillo, car ils ont été et sont pour cette séparation, pour la rupture des partis révisionnistes d'avec Moscou; ils ont toujours lutté dans ce sens.

En ce qui concerne les partis révisionnistes français et italien, ils se montrent un peu plus mesurés dans cette polémique, tantôt ils l'avivent, tantôt ils la modèrent, et tantôt encore l'éteignent tout à fait. Cela s'explique non point par une «pondération» particulière, mais par l'existence, semble-t-il, de certains liens matériels et autres, qu'ils veulent préserver, car ils en tirent avantage. C'est précisément pour maintenir ces fils, noués depuis longtemps avec force roubles entre eux et les Soviétiques, qu'ils souhaitent aplanir quelque peu les divergences et empêcher que la polémique avec les khrouchtchéviens ne prenne des proportions incontrôlables. Ce fut là le but des visites de Berlinguer, Pajetta et autres à Moscou. Les leaders révisionnistes italiens ont déclaré qu'ils allaient à Moscou pour expliquer aux dirigeants soviétiques qu'une âpre polémique entre eux n'est pas souhaitable et que Moscou n'a pas le droit de s'ingérer dans les affaires d'un parti communiste d'un autre pays, ni de chercher à infléchir sa ligne, chaque parti étant seul maître de définir lui-même sa stratégie et sa ligne sur la base de la situation de son pays et, soi-disant, en tenant compte aussi de l'expérience du mouvement communiste international. Moscou est prêt à souscrire à ces thèses, mais elle demande en contrepartie que l'on reconnaisse son «socialisme» et avant tout que l'on approuve sa politique extérieure dans ses orientations principales. Lorsque Marchais applaudit à l'occupation soviétique de l'Afghanistan et vante la politique expansionniste du Kremlin comme la plus haute expression de «solidarité internationale», Brejnev ne peut que le payer de retour en approuvant la «voie démocratique» si chère aux révisionnistes français et qui correspond parfaitement aussi aux thèses du XX^e Congrès khrouchtchévien.

Bien que poursuivant actuellement la même stratégie, les partis révisionnistes italien, français et espagnol divergent légèrement dans leurs tactiques en raison des particularités de la bourgeoisie de chacun de leurs pays. La bourgeoisie française est une bourgeoisie puissante, pourvue d'une longue expérience. Elle dispose aussi d'une grande force politico-idéologique, sans parler de son pouvoir économique et de son pouvoir militaire et policier. La bourgeoisie italienne, elle, est moins puissante que la française. Bien que détenant le pouvoir, elle a maints points faibles. Cette situation a permis au parti révisionniste italien d'entamer des tractations avec les autres partis, allant même jusqu'à établir avec eux de nombreuses formes de collaboration, fût-ce parlementaires, pour ne rien dire de sa collaboration à travers les syndicats, avec la bourgeoisie capitaliste italienne et en premier lieu avec son parti démocrate-chrétien. C'est pour cette raison que le parti de Berlinguer s'efforcera d'aller vers la bourgeoisie, mais en même temps de pratiquer une politique de bascule [*En français dans le texte.*] entre Moscou et la bourgeoisie de son propre pays, d'autant plus que la bourgeoisie italienne a, elle aussi, des intérêts à l'endroit de l'Union soviétique. N'oublions pas ses importants investissements dans ce pays.

D'autre part, la bourgeoisie française, qui connaît bien l'Union soviétique révisionniste, n'avance pas à l'aveuglette dans sa politique, ni dans le sens que le souhaitent et le préconisent les révisionnistes chinois, qui voudraient que la France durcisse ses rapports avec l'Union soviétique. Certes, les rapports entre ces deux pays ne sont pas tout miel, mais ils ne sont pas non plus tendus comme le voudraient les Chinois. Par ailleurs, le Parti communiste français, dans sa politique d'accommodement avec les socialistes, veille à ne pas s'opposer à Moscou de façon ouverte et tranchée, mais à maintenir à son égard un certain statu quo, en un temps où il tend à se ranger aux côtés de la bourgeoisie française et à s'unir à elle.

Il en va autrement de la bourgeoisie espagnole. Dans l'après franquisme, le parti de Suarez, qui est au pouvoir, en collaboration avec les autres partis, est le représentant d'une bourgeoisie, qui a, elle aussi, ses traditions, mais des traditions plutôt de dictature fasciste. Cette bourgeoisie a connu pas mal de perturbations, qui ne lui ont pas permis d'établir la stabilité qu'a créée la bourgeoisie française, et après elle la bourgeoisie italienne. Actuellement, elle est en train de se redresser. Carrillo et son idéologie

révisionniste sont entraînés dans ce processus, qui est celui de la consolidation et du renforcement d'un régime capitaliste étroitement lié à l'impérialisme américain et qui cherche à se faire admettre dans l'OTAN, dans l'Europe unie, etc. Tout cela restreint donc le champ de manœuvre et de la bourgeoisie et du parti révisionniste espagnols; dans leur jeu avec Moscou, l'espace leur fait défaut.

L'eurocommunisme plaît également au Parti communiste chinois, à la fois comme idéologie et comme action pratique. Le Parti communiste chinois approuve aussi cette appellation et le contenu de la ligne de ces trois partis. La Chine, en tant qu'Etat, et le parti qui définit la ligne et la stratégie de cet Etat, définissent leur attitude suivant la conjoncture mondiale, qui est très fluctuante. Dans le groupement dit eurocommuniste, le Parti communiste chinois voit un adversaire idéologique de l'Union soviétique, qu'elle considère comme son ennemi numéro un.

C'est pourquoi la Chine, de même qu'elle appuie et soutient sans hésitation ni réserve toute force (sauf les marxistes-léninistes et les vrais révolutionnaires) hostile à l'Union soviétique, soutient et approuve aussi l'eurocommunisme. Le Parti communiste chinois a depuis longtemps établi des liens avec Carrillo, comme il s'emploie aussi actuellement à en nouer avec Berlinguer. Il a fait un premier pas dans ce sens en envoyant l'ambassadeur chinois à Rome assister comme représentant officiel du Parti communiste chinois au dernier congrès du Parti communiste italien. Et récemment Berlinguer a été reçu à Pékin. Sans aucun doute le P.C.C. nouera des liens du même genre avec le Parti révisionniste français. Ces liens iront graduellement croissant et se raffermissant. Et cela est inévitable du fait même de l'identité de leur stratégie et de la similitude de leurs tactiques. S'il y a quelque retard dans l'établissement d'étroits rapports entre eux, il est imputable à la Chine, qui hésite à trop s'avancer vers les partis eurocommunistes, de crainte d'irriter les hautes sphères de la bourgeoisie dominante de ces pays et principalement les partis de droite auxquels elle accorde la priorité et qu'elle tient pour ses alliés les plus proches. Les vrais partis marxistes-léninistes d'Europe et de tous les autres continents ne sont pas dupes des tactiques et des manœuvres des révisionnistes soviétiques, qui tendent à faire croire qu'ils seraient en opposition avec le prétendu eurocommunisme et auraient engagé la polémique contre lui. Ils ne pensent pas pouvoir trouver quelque faille entre eux. Sur le plan des principes, les révisionnistes n'ont pas de failles. En revanche, ils se sont divisés sur le plan tactique afin de mieux réaliser leur stratégie qui vise à la domination globale du révisionnisme moderne sur le prolétariat mondial. C'est pourquoi les partis marxistes-léninistes dénoncent et combattent au même titre aussi bien le révisionnisme moderne soviétique que le yougoslave, le chinois et l'eurocommuniste. Et en cela ils ne se font ni ne doivent se faire aucune illusion.

III - L'IDEOLOGIE REFORMISTE ET L'OPPORTUNISME POLITIQUE, TRAITS FONDAMENTAUX DES PARTIS EUROCOMMUNISTES

Comme nous venons de le voir, le révisionnisme moderne se manifeste sous divers courants et prend divers aspects, conformément aux conditions politiques, économiques et sociales concrètes de chaque pays ou groupe de pays. C'est ce qui s'est produit aussi avec les partis actuellement connus sous le nom de partis eurocommunistes. Bien qu'ils représentent un courant distinct du révisionnisme moderne, le courant qui s'adapte le mieux aux intérêts de la bourgeoisie des pays capitalistes développés, comme le sont les pays d'Europe occidentale, les partis révisionnistes italien, français et espagnol présentent aussi quelques particularités.

La Constitution de l'Etat bourgeois, base du «socialisme» togliattien

Parlant de la «troisième voie» que constitue la stratégie nouvelle du révisionnisme eurocommuniste, Berlinguer dans son rapport «Pour le socialisme dans la paix et la démocratie...» présenté au XV^e Congrès du P.C.I., apporte certains éclaircissements plus complets sur ce que lui et ses camarades entendent par cette troisième voie. «Il s'agit, dit-il, d'une expression qui a fait fortune... que nous avons fini par adopter... Nous avons eu d'abord l'expérience de la II^e Internationale, la première phase de la lutte du mouvement ouvrier pour sortir du capitalisme... Mais cette expérience... a fini par céder face à la Première Guerre mondiale et aux nationalismes.

«La deuxième phase, poursuit Berlinguer, s'est ouverte avec la révolution russe d'Octobre.» (E. Berlinguer, *Per il socialismo nella pace e nella democrazia in Italia e in Europa*, Rome, 1979, p. 38.) Mais là aussi, selon lui, il faut jeter un regard critique sur l'histoire et la réalité de l'Union soviétique, car cette expérience n'est pas valable. Et il en ressort que l'eurocommunisme inaugure maintenant la troisième phase. Il incombe au mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, déclare Berlinguer, de «trouver de nouvelles voies de progrès vers le socialisme et la construction du socialisme». (Ibid., p. 39.)

La voie permettant d'accéder à cette «société» est, selon les révisionnistes italiens, «la ligne définie par la constitution républicaine, en vue d'engager l'Italie dans la voie de sa transformation en une société socialiste fondée sur la démocratie politique». (*La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani*, Rome, 1979, p. 3.)

Les révisionnistes français, eux, ne pouvant présenter la constitution de de Gaulle comme une base de leur socialisme, du fait que, loin d'avoir participé à son élaboration, ils ont même voté contre, la passent sous silence, mais ne la renient pas dans la pratique.

Les révisionnistes italiens ont élaboré depuis longtemps l'idée de l'accession au «socialisme» à travers la constitution bourgeoise. Dès 1944, Togliatti déclarait dans ses discours que les temps avaient soi-disant changé, qu'avait changé la classe ouvrière et que par conséquent avaient également changé les chemins de la prise du pouvoir. Il entendait dire par là que «le temps des révolutions était passé et qu'était venu le moment des évolutions», que l'«on ne pouvait prendre le pouvoir que par la voie réformiste, par la voie parlementaire, par le vote».

Plus tard, à la réunion du C.C. du P.C. italien du 28 juin 1956, au lendemain du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, Togliatti disait qu'«il convient d'envisager un progrès socialiste qui puisse justement se développer sur le terrain que définit et prévoit la constitution et qui est le terrain des libertés démocratiques et des transformations sociales progressistes... Cette constitution n'est pas encore une constitution socialiste, mais étant l'expression d'un large mouvement unitaire, rénovateur, elle diffère profondément des autres constitutions bourgeoises, elle représente une base efficace du développement de la société italienne dans la voie qui mène au socialisme».

Que la constitution italienne diffère par exemple de la constitution de l'époque de la monarchie et du fascisme, qu'elle comporte une série de principes démocratiques, cela est compréhensible, car ces principes ont été imposés par la lutte de la classe ouvrière et du peuple italien contre le fascisme. Mais il n'y a pas que la constitution italienne qui contienne de tels principes. Après la Seconde Guerre mondiale, dans tous les pays capitalistes d'Europe la bourgeoisie s'efforça, à des degrés divers, de prendre la classe ouvrière par le flanc en lui accordant certains droits sur le papier, mais en les lui niant dans la pratique.

Les libertés et les droits que prévoit la constitution italienne sont des libertés et des droits formels, violés chaque jour par la bourgeoisie. Elle prévoit, par exemple, une certaine limitation de la propriété privée, mais cela n'a pas empêché les Fiat et Montedison de continuer à s'enrichir et leurs ouvriers de s'appauvrir toujours plus. La constitution prévoit entre autres le droit au travail, mais cela n'empêche ni les patrons capitalistes ni leur Etat de jeter sur le pavé quelque deux millions d'ouvriers. La constitution garantit une série de droits démocratiques, mais cela n'empêche ni l'Etat italien, ni les carabinieri, ni la police d'agir presque ouvertement, en vertu même des droits garantis par la constitution, pour mettre sur pied un mécanisme prêt à instaurer un régime fasciste. Divers commandos fascistes, depuis ceux d'extrême-droite jusqu'à ceux qui s'intitulent «brigades rouges» et aux terroristes de la place Fontana, trouvent eux aussi leur justification dans la constitution italienne.

Penser, comme le font les togliattiens, que la bourgeoisie italienne a élaboré sa constitution bien connue pour conduire la société au socialisme, est une pure absurdité. La constitution italienne, comme les autres lois fondamentales dans les pays bourgeois, sanctionne le pouvoir politique,

législatif et exécutif sans partage, de la bourgeoisie dans le pays, elle sanctionne le maintien de la propriété et de son pouvoir en vue de l'exploitation des masses travailleuses. Elle confère des bases légales aux organes de répression afin qu'ils restreignent la liberté et la démocratie du peuple, et exercent leur oppression et domination sur tous et sur tout. Quelques «belles» paroles comme liberté, égalité, fraternité, démocratie, justice, etc. ; peuvent bien figurer deux cents ans dans une constitution, mais elles ne seront pas traduites dans les faits même dans deux mille ans si la bourgeoisie capitaliste n'est pas renversée, et ses constitutions et ses lois avec elle.

La constitution existante est la bible des révisionnistes italiens et la bourgeoisie n'aurait pu trouver de meilleurs avocats pour assurer sa défense ni de plus zélés propagandistes pour en faire l'éloge. L'ardeur que les révisionnistes italiens mettent à défendre la constitution de leur Etat capitaliste, témoigne qu'ils ne peuvent concevoir aucun autre système social en dehors de la société bourgeoise existante, en dehors de ses institutions politiques, idéologiques, économiques, religieuses et militaires. A leurs yeux, le socialisme et l'actuel Etat capitaliste italien sont la même chose. L'opportunisme dans lequel les chefs de file du parti révisionniste italien ont été engendrés et ont grandi, leur a obscurci la vue, leur a bouché tous les horizons. Les révisionnistes italiens sont devenus les gardiens de l'ordre capitaliste. Ils vont jusqu'à présenter ce rôle comme un mérite, et en font même mention dans leurs documents. «... en ces trente années, lit-on dans les thèses du XV^e Congrès du P.C.I., le parti communiste a suivi une ligne cohérente de défense des institutions démocratiques (lire : bourgeoises) ; la ligne de l'organisation et du développement de la vie démocratique parmi les masses des travailleurs et des citoyens, des luttes pour les libertés individuelles et collectives, pour le respect et l'application de la constitution. Le P.C.I. a appliqué cette politique à travers la recherche incessante de l'unité avec le P.S.I. [*Parti socialiste italien.*], avec les autres forces démocratiques, laïques, catholiques et à travers la recherche de toute convergence possible — tout en luttant à l'opposition — même avec la démocratie-chrétienne **afin d'éviter la rupture du cadre démocratique constitutionnel.**» (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, p. 11.) On ne peut donc être plus clair. On ne peut donner de plus évident témoignage de fidélité servile à la bourgeoisie. «Eviter la rupture du cadre démocratique constitutionnel» signifie éviter le renversement de l'ordre bourgeois existant; éviter la révolution, éviter le socialisme. Qu'est-ce que la bourgeoisie peut demander de plus aux révisionnistes ?

Depuis près de trente-cinq ans, la bourgeoisie italienne, les révisionnistes, l'Eglise et d'autres mystifient le peuple italien en lui disant que la vie difficile, la misère, l'exploitation féroce dont il souffre, la corruption, le terrorisme et toutes les autres plaies sociales qui caractérisent l'Italie, sont le résultat de «la non-application conséquente de la constitution». Or la situation en Italie a été et reste misérable du fait non pas de la non-application de la constitution, mais du système même que cette constitution défend. La situation actuelle est le résultat de toute l'évolution du pays après la guerre.

L'Italie qui connut tous les maux du régime monarchique de la maison de Savoie, qui éprouva sur son dos les horreurs du régime fasciste, la misère économique et la dégénérescence morale et politique qu'apporta ce régime, qui subit les dévastations de la Seconde Guerre mondiale, sortit de la guerre économiquement ruinée et s'enfonça dans une grave crise politique, morale et sociale, qui persiste encore de nos jours.

Après la guerre donc, l'Italie fut convertie en un chaos, et en même temps en un cirque, où le rôle des saltimbanques et des clowns était joué par de nouveaux hiérarques affublés de l'habit des partis reconstitués sous des appellations «brillantes», comme socialiste, social-démocrate, démocrate-chrétien, libéral, communiste, etc. Un parti se posait en continuateur du parti de Gramsci, un autre de Dom Sturzo, un autre de Croce, un autre encore de Mazzini. De pays du silence et de la bouche close qu'elle était à l'époque du fascisme, l'Italie est devenue le pays traditionnel du vacarme assourdissant.

Si le capital américain a mis un pied dans divers pays d'Europe, en Italie il a mis les deux. Et cela c'est produit parce que la bourgeoisie de ce pays est la plus dégénérée, la plus cosmopolite, la plus apatride, la plus corrompue à tous égards.

Les démocrates-chrétiens n'ont cessé de tenir en main les rênes de l'Etat italien. Les autres partis bourgeois cherchent eux aussi à avoir leur part dans ce marché, où tout se vend en gros ou au détail, même l'Italie. Les si fréquents changements de gouvernement sont justement l'expression de cette lutte pour le pouvoir, de la concurrence et de la rivalité entre les divers partis. Si ces changements ont lieu, le parti démocrate-chrétien, lui, demeure, et il se taille toujours la part du lion. Les démocrates-chrétiens se sont montrés d'adroits équilibristes dans la formation de gouvernements, en dosant soigneusement ce qu'ils concèdent à leurs rivaux pour donner l'impression tout à la fois qu'ils sont et ne sont pas les maîtres incontestés du pays. Ainsi ils mettent sur la scène tantôt le «centre gauche», tantôt le «centre droit», tantôt un cabinet «monocolore», tantôt «bicolore». Ce ne sont là que tours de passe-passe pour faire croire qu'ils recherchent soi-disant une solution au chaos, à la misère, à la faim, au chômage, à la terrible crise générale qui accable le pays.

Actuellement en Italie fleurissent tous les crimes. Le néo-fascisme s'y est organisé en parti parlementaire et dispose de groupes de terroristes et d'éléments de choc sans nombre, que les Italiens appellent les «agneaux» du secrétaire général du parti fasciste Ammirante. La mafia criminelle a planté ses griffes partout et les crimes, les vols, les meurtres et les enlèvements sont érigés en industrie sophistiquée. Aucun Italien n'est sûr du lendemain. L'armée, les carabinieri et les organismes de la police secrète sont gonflés à tel point qu'ils asphyxient le pays. Leurs effectifs ont soi-disant été accrus pour assurer la défense du peuple et de l'«ordre démocratique» contre les «brigades» d'extrême-gauche ou d'extrême-droite. Mais la vérité est que sans ces organismes on ne peut défendre les grands brigands et assassins qui occupent des fauteuils du parlement ou font partie des états-majors de l'armée, de la police, etc.

Dans le même temps, l'Italie est obérée, et sa monnaie est la plus faible de celles des pays d'Europe occidentale. On la qualifie aujourd'hui de «malade» des Neuf. Personne n'a confiance en cette Italie avec son régime pourri, en cette Italie qui peut évoluer dans une voie néfaste non seulement pour le peuple italien, mais aussi pour ses voisins.

Les divers gouvernements italiens pour ne rien dire de la période du fascisme mussolinien, ont généralement, de façon ouverte ou camouflée, adopté des attitudes inamicales à l'égard de l'Albanie. Les traîtres réactionnaires albanais qui se sont enfuis à bord des bâtiments anglais, ont débarqué en Italie, s'y sont regroupés et y ont été organisés par les gouvernements d'après-guerre, par le Vatican, cet ennemi éternel de l'Albanie, ainsi que par les Anglo-Américains, pour agir contre l'Albanie nouvelle. Au cours des premières années qui ont suivi la Libération, notre peuple a dû mener une âpre lutte contre les agents de subversion envoyés chez nous d'Italie. Et l'on sait quelle fut leur fin. Mais le sort des autres n'a pas été meilleur. Une partie des traîtres albanais en fuite se fixèrent en Italie, les autres se dispersèrent aux Etats-Unis, en Belgique, en Angleterre, en Allemagne fédérale et dans plusieurs autres pays, où ils furent envoyés par les services d'espionnage impérialistes.

Voyant que leur action de subversion était sans effet contre l'Albanie nouvelle, les divers gouvernements italiens adoptèrent, sur le plan politique, une attitude «je-m'en-fichiste» à l'égard de notre pays. Il est vrai que des relations diplomatiques ont été établies entre nos deux pays, mais les autres rapports sont restés très restreints. Les divers gouvernements italiens n'ont jamais montré la moindre bonne volonté pour les développer. Jamais, aucun de ces gouvernements n'a condamné publiquement l'action barbare de Mussolini contre l'Albanie. Par contre, ils ont eu soin de faire exhumer les restes des soldats italiens tués par nos partisans au cours de notre Lutte de libération nationale et de les ramener en Italie, pour les consacrer comme des «héros qui s'étaient battus pour la grandeur de l'Italie» et leur rendre hommage chaque année.

La presse italienne dans son ensemble publie rarement quelque chose de positif sur l'Albanie. Déformant la réalité, elle s'est signalée parmi toute la presse mondiale pour son attitude dénigrante envers notre pays.

Les positions des révisionnistes italiens à cet égard ne se distinguent guère de cette attitude de la presse et des gouvernants italiens. En 1939, les dirigeants du Parti communiste italien regardèrent de loin les armées fascistes s'en aller ravir sa liberté à un petit peuple voisin. Ils ne se montrèrent même pas à la hauteur des socialistes italiens, qui avaient, eux, condamné l'impérialisme de leur pays, lors de la bataille de Vlore, en 1920. Après la guerre non plus, les principaux dirigeants du Parti communiste italien n'ont pas daigné venir en Albanie condamner les crimes du fascisme et exprimer leur solidarité envers le peuple albanais si cruellement éprouvé pendant la guerre et qui avait lutté héroïquement contre le fascisme italien.

Le Parti communiste italien a lutté et lutte pour dépouiller ses membres et le prolétariat italien de l'esprit révolutionnaire, pour alimenter en eux l'idée de la réconciliation de classe et annihiler la notion de la prise violente du pouvoir en l'arrachant des mains des capitalistes. Ce n'est qu'un parti social-démocrate comme les autres, mais qu'on a laissé dans l'opposition et qu'on n'accepte pas dans la ronde, parce qu'il a fait naguère partie de la III^e Internationale et que la bourgeoisie attend apparemment de lui de meilleures preuves.

L'Etat bourgeois «démocratique» italien accorde des milliards de lires à titre de subvention au Parti communiste italien, comme à tous les autres partis parlementaires. Mais le parti révisionniste reçoit aussi d'autres revenus qui lui viennent de sociétés commerciales, ou sous forme de «courtages». Il a son aristocratie et sa plèbe. Les aristocrates, ce sont les députés, les sénateurs, les maires et les conseillers municipaux ainsi que les fonctionnaires permanents.

Les idées de Togliatti, la ligne social-démocrate, l'écart manifeste par rapport au marxisme-léninisme ont été codifiés par le X^e Congrès du Parti communiste italien qui s'est tenu en 1962. Togliatti était un intellectuel réformiste et il le resta jusqu'à la fin de sa vie, jusqu'au «Testament de Yalta», où il se prononça pour le «polycentrisme», le «pluralisme» des partis dans la prétendue marche au socialisme, pour la «liberté de conscience», de «parole», pour les «droits de l'homme», etc. Voilà quelle était la voie de ce qu'on appelle le «socialisme italien».

Le X^e Congrès présenta la «voie italienne au socialisme» comme une voie originale, comme un nouveau développement du marxisme, comme le dépassement des enseignements de la Révolution d'Octobre et de toute l'expérience des précédentes révolutions socialistes. En vérité, c'était là la voie des «réformes de structure», la voie révisionniste, opportuniste, adoptée de façon à se conformer aux besoins et à la situation du capital monopoliste italien.

Selon la «théorie» des «réformes de structure», on irait au socialisme à travers des réformes graduelles que l'on arracherait au capital monopoliste par des moyens pacifiques. Ces réformes graduelles se feraient uniquement par la voie parlementaire, par le pouvoir du vote, sans égard au fait que les monopoles capitalistes détenaient les richesses du pays et les armes et avaient à la fois la haute main sur le parlement et l'administration. Selon les révisionnistes italiens, les «réformes de structure sociales et économiques» qui sont soi-disant réalisables dans le cadre de l'Etat bourgeois, «élimineront l'exploitation et les inégalités de classe, conduiront... à un dépassement progressif de la division entre gouvernants et gouvernés, à une entière libération de l'homme et de la société». (La politica e l'organizzazione dei comunisti italiani, Rome, 1979, p. 11.)

Les révisionnistes italiens ont glissé totalement vers les positions du trade-unionisme et de la social-démocratie. Ils limitent la lutte des travailleurs aux seules revendications économiques et démocratiques, et pensent que l'on peut parer aux conséquences de l'ordre capitaliste sans toucher à celui-ci. Mais l'histoire a prouvé que c'est là une utopie, car les conséquences ne peuvent être éliminées si les causes mêmes inhérentes au système capitaliste ne sont pas éliminées. A l'heure actuelle, les chefs de file révisionnistes italiens eux-mêmes admettent le passage manifeste aux positions de la social-démocratie, en se vantant même d'avoir accompli ce pas «historique». Au dernier congrès du Parti communiste italien, Ingrao, ancien président du parlement italien et membre de la direction de ce parti, a déclaré : «Nous avons beaucoup à apprendre de la social-démocratie.» Il est

vrai que, dans la révision du marxisme-léninisme et la lutte contre la révolution, les chefs de file du parti révisionniste italien sont encore des novices par rapport aux vieux maîtres sociaux-démocrates. Mais ils peuvent leur être comparés dans leur zèle effréné à servir inconditionnellement et servilement la bourgeoisie.

Les révisionnistes italiens peuvent bien prêcher jour et nuit, ils peuvent s'égosiller à discourir sur toutes les places et prier dans toutes les églises de l'Italie, mais ils ne pourront jamais réaliser leurs rêves réformistes de passage au socialisme à travers le parlement, la constitution et l'Etat bourgeois lui-même.

Le prolongement de la ligne des «réformes de structure» de Togliatti s'est maintenant traduit par le «compromis historique» avec la bourgeoisie, proclamé par Berlinguer. Ce slogan dont se gargarise la direction révisionniste italienne, a été lancé précisément au moment où l'Etat bourgeois capitaliste italien connaît une crise très profonde. Par le «compromis historique», le Parti communiste italien offre à la démocratie chrétienne, cette représentante du grand capital et de la haute hiérarchie ecclésiastique, sa collaboration afin de l'aider à sortir de cette situation et de sauver cet Etat.

Le «compromis historique» de Berlinguer fait suite aux anciennes orientations du Parti communiste italien, qui réclama, au lendemain de la guerre, sa participation au pouvoir bourgeois et son unification avec les socialistes de Nenni. C'est là le prolongement de son flirt connu avec Alcide de Gasperi, l'ancien chef des démocrates-chrétiens, c'est la main de Togliatti et de Longo tendue aux catholiques. De tactique qu'elle était, Berlinguer a fait de cette orientation une stratégie. Le «compromis historique», proposé par le Parti communiste italien, est l'ancienne politique libérale qui est toujours allée à l'Italie comme un gant. *[En français clans le texte.]*

Le «compromis historique» de Berlinguer était à la fois une tentative et une espérance née à la lumière des événements du Chili. Voyant que le socialiste Allende n'a pu se maintenir au pouvoir sans la collaboration du Parti démocrate-chrétien de Frei, les révisionnistes italiens ont pensé qu'ils ne pouvaient ni accéder au pouvoir ni s'y maintenir sans l'appui et la collaboration des démocrates-chrétiens. La peur de la restauration du fascisme avec l'aide de l'impérialisme américain les a amenés à reculer et à faire de grandes concessions sur le plan des principes comme sur le plan pratique, à abandonner même la position tant soit peu indépendante qu'ils observaient lorsqu'ils espéraient obtenir la majorité parlementaire et gouverner de concert avec une coalition de gauche. Dès lors et pour éviter qu'en Italie ne se renouvellent les événements du Chili, ils ont accepté de jouer un rôle secondaire, de subordonné, dans une coalition non plus de gauche, mais de droite avec les démocrates-chrétiens.

Lorsque le Parti communiste italien lança le slogan du «compromis historique», l'Italie donnait l'impression qu'elle était en passe de se transformer en un puissant pays industriel. A cette époque, le «compromis historique» était une «stratégie» à long terme non seulement aux yeux de la réaction mais aussi des «communistes» italiens eux-mêmes. Mais vint la crise et le fascisme se releva, se fit menaçant ; les attentats à la bombe, les meurtres et les enlèvements devinrent courants. Le «compromis historique» apparut plus actuel, il sembla plus raisonnable à la fois à une partie de la bourgeoisie et à une partie des démocrates-chrétiens. Aldo Moro, entre autres, représentait ce courant, mais il a été liquidé, car les démocrates-chrétiens, en dépit des pertes qu'ils ont subies aux élections, ne sont pas encore près de passer ce compromis.

Dans la conjoncture actuelle de la crise, les démocrates-chrétiens ont fini par trouver quelques méthodes et formes de coordination de leurs actions avec les «communistes» sur certaines questions, soit au niveau des syndicats soit au niveau des partis, mais malgré tout ils ont peur même d'un parti communiste italien à l'eau de rose. *[En français dans le texte.]*

Le capital monopoliste italien acceptera-t-il la main que lui tend le Parti communiste italien ? Il demande aux révisionnistes de soutenir le gouvernement au parlement, de voter pour ses programmes et ses lois, d'entrer dans la «majorité parlementaire», dans la «majorité gouvernementale», sans pour

autant faire partie du gouvernement, ni participer au pouvoir, ni pénétrer dans les centres de décision politique pour la direction du pays. De leur côté, les Etats-Unis se sont prononcés contre la présence des révisionnistes européens dans les gouvernements des pays membres de l'OTAN. Et la bourgeoisie italienne exécute cet ordre de ses patrons.

Chaque fois qu'ont lieu des élections parlementaires le Parti communiste italien se trouve devant un grand dilemme. Il ne sait pas ce qu'il fera s'il obtient un plus grand nombre de voix que les démocrates-chrétiens. Berlinguer, timoré, s'en tient à la formule que de toute manière il convient de former un gouvernement élargi comprenant tous les partis de l'«arc démocratique» afin de procéder à certaines réformes, bien entendu dans le cadre d'une «démocratie pluraliste», et sans que l'Italie se retire de l'OTAN.

Et pourquoi Berlinguer développe-t-il cette perspective ? Parce que c'est là la ligne révisionniste du Parti communiste italien, qui a peur d'assumer ses responsabilités devant la crise et la faillite du système bourgeois, lequel ne peut être guéri par des réformes. D'autre part, le Parti communiste italien redoute aussi la masse des ouvriers et des travailleurs d'Italie qui, au cas où ce parti l'emporterait, réclameront non pas la collaboration avec le patronat mais la prise du pouvoir. Le Parti communiste italien ne souhaite ni ne permettra jamais que se crée une situation pareille. Mais la bourgeoisie monopoliste américaine et italienne ne la souhaite pas non plus, et elle fera l'impossible pour éviter que cette situation ne s'instaure.

Peut-être si le Parti communiste italien l'emporte aux élections, un compromis antihistorique sera-t-il passé au début, mais ce «compromis» sera éphémère ; juste pour calmer l'opinion, le temps de serrer la vis. Le capital ne dépose jamais les armes, il faut les lui arracher de vive force. Le Parti communiste italien n'est pas de ces partis qui vont à la révolution. Il n'a jamais été pour l'instauration d'une société socialiste en Italie, pas plus pour aujourd'hui que pour demain, ni même pour un plus lointain avenir.

Les successeurs de Proudhon en France

Depuis longtemps déjà, Togliatti et ses disciples italiens ont élaboré en théorie les «voies» menant à la «nouvelle société socialiste» que prônent les eurocommunistes. Mais actuellement ce sont les révisionnistes français qui tiennent des discours «philosophiques» prétentieux, cherchant à rattraper le temps perdu et à se poser en porte-drapeau, en interprètes et en législateurs de l'eurocommunisme. Et précisément ce rôle qu'ils ont assumé les couvre de ridicule et les démasque toujours plus aux yeux de la classe ouvrière de leur pays et des travailleurs du monde entier.

Georges Marchais a adopté avec zèle les élucubrations de Roger Garaudy qui faisait, idéologiquement, la loi dans le Parti communiste français du temps de Thorez, et qui allait par la suite en être exclu. Garaudy s'efforçait de «démontrer» que le prolétariat n'existe soi-disant plus dans les pays capitalistes développés, qu'il a été porté au niveau des employés de l'administration, des ingénieurs et des techniciens, lesquels, selon lui, sont tous exploités de la même façon. Actuellement, Georges Marchais a fait sien cette théorie, et il est même allé plus loin. Tout le monde, non seulement la classe ouvrière et tous les travailleurs, mais aussi la bourgeoisie, voire même l'armée et la police, serait pour le «socialisme» qu'il prône. Il ne fait que ressasser dans ses discours qu'ils veulent tous aller au socialisme, mais qu'ils n'en sont empêchés que par les vingt-cinq familles qui constituent la force du capital en France.

«Comment est-il possible, s'étonne Marchais, que nous, la grande force que nous sommes, ne puissions dire notre mot et renverser la caste au pouvoir ?» Et il répond à sa propre question en disant que la France n'a besoin que de réformes économiques et politiques pour aller au socialisme. Il considère la victoire sur le capital comme un objectif facilement accessible, il s' imagine qu'il suffit pour cela de quelques palabres, de gonfler ses joues et de souffler dessus pour le renverser. La voie que prônent les révisionnistes français peut être n'importe quoi sauf la véritable voie au socialisme.

Marchais compare et identifie les représentants du pouvoir actuel en France à l'aristocratie française d'avant l'avènement au pouvoir de la bourgeoisie voilà bientôt deux siècles, et il dit à propos de ses dirigeants «ces princes qui nous gouvernent». Mais les révisionnistes français ne se tiennent pas même sur les positions des hommes qui ont fait la révolution bourgeoise française de 1789. On sait que cette révolution décapita le roi, la reine et tous les «princes» qui gouvernaient alors la France. La bourgeoisie progressiste de l'époque ne se borna pas à renverser la monarchie et la féodalité, elle mena la révolution plus avant, décapitant aussi tous les chefs de file des fractions réactionnaires de la bourgeoisie naissante: les Feuillants, les Vergniaud et les Danton. Cette révolution atteignit son point culminant avec la dictature jacobine conduite par Robespierre, que la réaction bourgeoise mena à la guillotine.

Marchais qualifie le prince Poniatowski, l'ancien ministre de l'Intérieur de Giscard d'Estaing, de Versaillais, mais lui-même oublie la Commune de Paris, qui lutta les armes à la main contre Thiers et les Versaillais. «Les communards sont montés à l'assaut des cieux», dit Marx, alors que Marchais, par ses théories révisionnistes, livre aux Poniatowskis une guerre en dentelles. [*En français dans le texte.*]

Les dirigeants du Parti révisionniste français s'efforcent d'expliquer les «raisons profondes» du déclin de la France. «Depuis 1976, lit-on dans les thèses du XXIII^e Congrès du P.C.F., le taux d'inflation s'est pratiquement maintenu à son niveau élevé ; le chômage s'est accru de près de 30 % ; le pouvoir d'achat des travailleurs a régressé ; la croissance économique est quasiment stoppée... Austérité, chômage, surexploitation des travailleurs s'accompagnent d'une augmentation des profits capitalistes... La France, qui possède une économie industrielle diversifiée, en voit aujourd'hui démanteler des branches entières comme la sidérurgie, les chantiers navals, le textile, la chaussure, la machine-outil, etc. Le nombre de travailleurs occupés dans l'industrie a baissé de plus de 500 000.» (Cahiers du communisme, juin-juillet. Paris. 1979. pp. 361, 363.) Tout ce qui se dit là sur la situation en France est connu. Le problème ne consiste pas à constater la grave situation de l'économie et des travailleurs français, mais à la changer.

Marx ne s'est pas contenté de faire le diagnostic de la société capitaliste, il a aussi défini la voie à suivre pour la renverser. Les révisionnistes modernes ont abandonné cette voie scientifique et ne font que discourir pour tromper le parti et la classe ouvrière et leur faire croire qu'ils s'intéressent à leur condition.

Les révisionnistes français parlent aussi de la crise aiguë que connaît aujourd'hui le monde capitaliste. «La crise actuelle dans les pays capitalistes, dit Georges Marchais, est internationale... une crise qui est en définitive la crise de leur système d'exploitation, de domination et de pillage des travailleurs et des peuples.» (Ibid., pp. 356, 358.) Fort bien, mais comment pense-t-il mettre à profit ce moment crucial que traverse non seulement la France, mais le monde entier ? En livrant quel genre de lutte ? En livrant une lutte de classe ou par des discours ? Espère-t-il vraiment, par ses seuls discours, réussir à liquider la bourgeoisie monopoliste française qui opprime le prolétariat et les travailleurs de France au moyen de cette armée et de cette police, qu'il croit avoir de son côté ? Non, il fait de la démagogie, un peu «pour la galerie», un peu pour ne pas effrayer le patronat.

Les révisionnistes de ce genre se fondent sur les pseudo-théories qu'ils ont inventées eux-mêmes et selon lesquelles la situation aurait maintenant mûri au point qu'il ne serait plus nécessaire de recourir à la révolution et à la dictature du prolétariat pour construire la société nouvelle, socialiste. Aujourd'hui, à les entendre, chaque classe de la société, voire même chaque individu, pense en socialiste. Selon eux, le socialisme aurait pénétré si profondément dans la conscience des gens qu'il s'est identifié à cette conscience. «Le socialisme, est-il dit dans la résolution adoptée par le XXIII^e Congrès du Parti communiste français, se réalise déjà, et se réalisera bien plus encore dans une grande diversité de formes.» (Cahiers du communisme, juin-juillet, Paris, 1979, p. 371.) Ces pseudo-théories ont pour but de persuader les travailleurs que ce que Lénine a fait par la révolution et le sang versé, a maintenant, et cela même sous l'oppression féroce du capital, été réalisé sans la révolution, sans la violence.

Les dirigeants révisionnistes du Parti communiste français s'efforcent de convaincre les ouvriers que l'homme de la société actuelle en France, en Europe et dans le monde, a fini par comprendre que la société industrielle n'est plus une société fondée sur le profit capitaliste. C'est là une théorie absolument fautive, car le capital monopoliste qui domine dans cette société ne recherche plus seulement le profit, mais le maximum de profit. Georges Marchais parle également de l'exportation des capitaux, mais il ne dit pas que cette exportation est un moyen d'exploitation barbare des travailleurs, non seulement des métropoles, mais aussi des pays arriérés ou en développement. L'exportation des capitaux est devenue aujourd'hui le trait fondamental du néo-colonialisme.

Georges Marchais va jusqu'à prétendre que dans la conjoncture actuelle «l'impérialisme est obligé de chercher de nouvelles solutions internationales qui répondent aux besoins des peuples». Comme cet impérialisme est humanitaire, qui s'inspire des besoins des peuples dans son action ! Mais l'impérialisme demeure ce qu'il est, et il ne peut être modifié par des palabres et des analyses de sophistes. En prônant de telles thèses, les révisionnistes eurocommunistes français ne font rien d'autre qu'aider l'impérialisme en le fardant, en propageant et en entretenant l'illusion que celui-ci souhaite recréer un monde nouveau. Au XXII^e Congrès du P.C.F., Marchais, dans toute une tirade, est allé jusqu'à dire que l'accusation portée contre les révisionnistes français comme quoi ils veulent éliminer les riches, est sans fondements. Considérant ces dires comme une calomnie, il affirme ouvertement qu'ils veulent que la propriété privée existe, que la moyenne bourgeoisie avec toutes ses propriétés existe, que la paysannerie pourvue de terre existe ; ils veulent seulement que les richesses communes de l'État soient nationalisées et administrées par le peuple lui-même. Et la social-démocratie aussi soutient ces mêmes structures capitalistes que défend Marchais. En l'occurrence, il a raison de se fâcher contre ceux qui l'accusent de ne pas être à cent pour cent fidèle à la bourgeoisie, à l'exemple de ses frères sociaux-démocrates.

Au début de 1979, Georges Marchais écrivait : «Nous voulons une démocratie sociale, une démocratie économique, une démocratie politique, et nous voulons aller plus loin, jusqu'à une transformation radicale des rapports sociaux qui permette au peuple de France de vivre sous un socialisme démocratique, autogestionnaire.» (L'Humanité, 13.2.1979.) Marchais apparaît donc ici comme un successeur de Tito, qui a appliqué en Yougoslavie précisément les théories anarcho-syndicalistes de Proudhon et de Bakounine sur l'autogestion ouvrière», que Marx et, plus tard, Lénine ont sévèrement critiquées. A présent, Georges Marchais, revêtant l'habit du marxisme «créateur», sans cependant jamais «daigner» évoquer les thèses des grands maîtres du marxisme, n'ose pas soutenir ouvertement les vues antimarxistes de Proudhon et avouer qu'il est son adepte. Mais en réclamant l'«autogestion», il ne fait rien d'autre que de développer, en en modifiant les termes, la théorie petite-bourgeoise de Proudhon.

Les dirigeants du Parti communiste français parlent beaucoup des salaires et soulèvent le problème de la lutte réformiste à mener pour obtenir leur augmentation. Il faut accroître le pouvoir d'achat des travailleurs et des familles, disent-ils, en donnant plus à ceux qui reçoivent moins. Il faut intensifier les mesures pour réduire les inégalités dans les revenus et les rétributions. Il faut comprimer, de bas en haut, la hiérarchie des salariés. Si les révisionnistes soulèvent ces problèmes, c'est parce qu'à l'époque actuelle l'augmentation des salaires est une revendication générale des masses.

Georges Marchais s'étonne que soit toléré un état de choses où les travailleurs et les personnes âgées n'ont pas les moyens de vivre décemment, de se faire entendre à la radio et à la télévision. Il leur faut à tout prix, affirme-t-il, acquérir tous ces droits. «Mon parti a lutté et lutte pour l'augmentation des salaires, la réduction des impôts, pour un parlement qui ne soit pas ce qu'il est actuellement, c'est-à-dire soumis aux conditions intolérables de fonctionnement qui lui ont été imposées et avec des prérogatives tronquées.» Les révisionnistes français, en réduisant la lutte de la classe ouvrière aux seules revendications quotidiennes, laissent dans l'oubli les enseignements de Marx, qui a expliqué comment le salaire masque l'exploitation des ouvriers par les capitalistes, qui s'approprient une partie du travail des ouvriers et précisément leur travail non rémunéré qui crée la plus-value pour le capitaliste. Intentionnellement, ils n'évoquent pas la pensée de Marx, selon lequel la solution de ce

problème ne réside ni dans l'augmentation ni dans le nivellement des salaires, comme le croyait Proudhon, ce réformiste classique. Marx disait que réduire la lutte de la classe ouvrière uniquement à la lutte pour les salaires, c'est seulement chercher à prolonger l'esclavage des salariés. Seule la suppression définitive de l'exploitation des ouvriers salariés, affirme Marx, apporte une solution juste et radicale à ce problème.

Les révisionnistes français laissent dans l'ombre la théorie de Marx relative au caractère social de la production et au caractère capitaliste privé des moyens de production sous le capitalisme, aux rapports de production entre les classes. A dessein, ils oublient qu'il existe en ces questions des intérêts opposés de classes qui sont constamment en lutte entre elles pour changer le caractère de la propriété. A l'instar des théoriciens de l'économisme, ils traitent ces problèmes, en général, comme des questions purement économiques. Leur «théorie» n'est pas la théorie de Marx, mais la «théorie» des déviationnistes venus après Marx. Marchais réduit la mission et la lutte du prolétariat à une lutte pour les droits économiques et non pas pour le renversement du pouvoir du capital. Dans le «Manifeste du Parti communiste», Marx lançait l'appel «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !» Pourquoi ? Pour faire la révolution. Alors que Marchais déclare : Ouvriers, paysans, bourgeois, policiers, soldats et officiers, unissez-vous... pour des réformes ! Les révisionnistes français considèrent la notion de «prolétariat» comme une notion romantique, relevant de la poésie.

Les révisionnistes français, au lieu de lutter pour que le prolétariat prenne la tête de la révolution et s'allie étroitement aux masses citadines et rurales, s'évertuent à le fondre dans un «autre bloc historique», dans «l'union de la gauche», comme ils appellent la collaboration avec les partis bourgeois, ou dans le «compromis historique», comme la qualifient les révisionnistes italiens.

Les révisionnistes français développent cette théorie sur les alliances en partant de leur point de vue selon lequel, dans l'ordre capitaliste actuel, les ouvriers «voient leurs conditions de vie s'améliorer» et «le prolétariat, dans le vrai sens du terme, tend à disparaître». C'est là la thèse du révisionniste Garaudy, qu'ils ont tort de maintenir exclu du Parti communiste français. Qu'il en fasse partie ou non, cela ne change rien, du moment que les dirigeants révisionnistes du Parti communiste français acceptent aussi les partis bourgeois dans leur danse vers socialisme. C'est là que végètent également Garaudy et consorts. La direction révisionniste française a critiqué et expulsé Garaudy du parti non pas à partir de positions de principe, mais parce qu'il s'est manifesté prématurément et qu'il a hissé le drapeau de la «nouvelle ligne», ce qui, hiérarchiquement, incombait à Marchais et autres leaders d'un rang supérieur au sien. Aujourd'hui aussi, cette direction agit de la même manière envers Elleinstein et Althusser, qui demandent que l'on avance plus rapidement dans la voie révisionniste. Mais sans aucun doute la direction du Parti communiste français ne tardera pas à se réconcilier et à s'unir non seulement avec Garaudy et Elleinstein, mais aussi avec Mitterrand, Rocard et tous les sociaux-démocrates. Qu'ils parviennent à le faire au début par une «union de la gauche», un «programme commun» ou sous quelque autre forme, peu importe. Du moment qu'existent des vues et des objectifs communs, le reste viendra tout seul.

Les révisionnistes, en général, et les révisionnistes français, en particulier, se prononcent dans leurs théories contre la gestion de l'économie par l'Etat en régime socialiste. «Nous luttons aujourd'hui, dit Marchais, contre cet autoritarisme, ce centralisme étouffant... Nous voulons au contraire que les entreprises nationalisées disposent de l'autonomie de gestion... que les travailleurs — ouvriers, employés, ingénieurs et cadres — y participent de plus en plus activement. De même, nous voulons que les communes, les départements et les régions deviennent de véritables centres de décision et de gestion démocratique.» (Le socialisme pour la France, Paris. 1976, pp. 84-35.) Ces vues des révisionnistes et du Parti communiste français concordent entièrement avec la ligne de «l'autogestion» yougoslave et le fédéralisme de Proudhon, lequel affirmait qu'«il ne doit exister qu'une seule démocratie industrielle, une anarchie positive. Quiconque dit liberté, dit fédéralisme, ou ne dit rien, quiconque dit république, dit fédéralisme ou ne dit rien, quiconque dit socialisme, dit fédéralisme, ou ne dit rien». Donc, pour Proudhon, le principe du fédéralisme est applicable à l'économie comme à la politique. Georges Marchais ne définit peut-être pas ces questions dans les mêmes termes que

Proudhon, mais, lorsqu'il parle de son «socialisme démocratique», il dit : «Nous voulons une société heureuse, fondée sur la justice et la liberté», etc. ; et il se demande s'il est raisonnable que les ouvriers soient opprimés pour des aspirations si simples et que ces aspirations demeurent un rêve.

Proudhon réclamait la démocratie et la liberté, et, selon lui, celles-ci pouvaient être conquises très aisément, arrachées très facilement des mains des capitalistes, Marchais, lui, ne s'en tient pas là, il affirme qu'il y a deux cents ans les ouvriers, sous la démocratie bourgeoise, jouissaient d'une plus grande liberté, qu'ils intervenaient dans les affaires de l'Etat et des fabriques, et «s'indigne» enfin de ce qu'ils ne jouissent pas aujourd'hui de cette liberté. Mais il ne va pas plus loin que l'indignation. Et si Marchais ne va pas plus loin, c'est parce qu'il ne souhaite pas un affrontement avec les capitalistes, car il veut coexister en paix avec eux. Tout cela ressemble à une fable pour gogos. *[En français dans le texte.]*

Marchais professe qu'à travers les réformes, on peut faire en sorte que, même sous l'ordre capitaliste, le prolétariat participe aussi à la gestion de l'économie. Il fabule et affirme que dans le cadre de cet ordre peut exister une démocratie sociale, où tous les ouvriers sans exception profiteront des richesses, qu'il peut exister une démocratie politique où chaque citoyen contrôle, dirige, et participe effectivement à la direction, bref, s'«auto-administre». N'est-ce pas là toute la théorie de Proudhon ?

A propos du «socialisme démocratique» qu'il professe, Marchais traite aussi la question de la propriété et de la direction planifiée de l'économie. Dans cette société il divise la propriété en propriété d'Etat et en propriété privée. Mais il laisse aux privés des biens immenses. Et par là même il entend dire à la bourgeoisie au pouvoir qu'elle a tort de les accuser eux, communistes français, car ils respectent la propriété privée, ils ne sont pas pour la révolution prolétarienne, ils ne sont pas pour «le poing levé», mais pour «la main tendue». Marchais parle des biens des communes, des départements, des régions. S'il n'emploie pas le terme de «fédéralisme» de Proudhon, au fond c'est bien ce qu'il veut dire. Lorsque Marchais affirme qu'ils luttent contre l'autoritarisme et le centralisme asphyxiant, il sous-entend la lutte contre le centralisme démocratique, contrairement aux enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline. Le plan aussi, souligne-t-il, doit être élaboré de façon démocratique, et non seulement les ouvriers et autres travailleurs mais même les possédants doivent participer à son élaboration.

Marchais sait bien que la planification de l'économie n'est pas une méthode applicable dans tout système social, elle ne dépend pas du bon vouloir de ceux qui sont à la direction du pays. La planification unique et centralisée devient possible seulement là où a été définitivement instaurés la propriété sociale des moyens de production, ce qui est un trait exclusif du socialisme. La propriété privée, sous n'importe quelle forme, ne s'est jamais soumise ni ne se soumettra jamais à la planification centralisée. Ce sont là des vérités objectives, et elles ne peuvent être réfutées pour le seul plaisir de Marchais et des autres «théoriciens» eurocommunistes.

Le révisionnisme moderne, non seulement en France, mais dans tous les pays capitalistes-révisionnistes met aussi en cause le marxisme-léninisme dans le domaine des lettres et des arts, et il cherche à travers ceux-ci à intoxiquer et à corrompre les esprits. Les écrivains, poètes et artistes révisionnistes se sont engagés dans la voie de la dégénérescence bourgeoise. Il est difficile aujourd'hui de distinguer un Aragon d'une de Beauvoir, un André Stil d'une Sagan. Nous ne parions pas ici d'affinités de style et de forme, mais du contenu et de l'objectif communs de leurs œuvres, qui s'inspirent de courants philosophiques anti-marxistes pour déboucher sur la même voie, combattre la révolution, apaiser les esprits, en faire des «âmes mortes», également dégénérées.

Tous les «théoriciens» révisionnistes soutiennent la thèse selon laquelle Marx et Engels n'auraient consacré à l'esthétique qu'une place très restreinte, pour ne pas dire qu'il n'y ont accordé aucune attention. Les esthéticiens du Parti communiste français vont encore plus loin dans ce sens. Ils s'efforcent de «démontrer» que Marx ne s'intéressait soi-disant pas du tout à l'art ou qu'il n'y entendait rien. Contre toute évidence, ils prétendent que Marx, «ne parvint pas à comprendre ce qui fait la valeur éternelle de l'art indépendamment des moments historiques, il ne réussit pas à comprendre pourquoi

l'art grec, bien que lié à l'infrastructure de l'époque, continue de nous émouvoir». Une telle déformation de la pensée de Marx n'est pas faite sans dessein. D'une part, ils veulent donner l'impression qu'il n'y a pas, sur l'art, une pensée marxiste, que les révisionnistes, eux, seraient en train d'élaborer, et d'autre part, ils s'évertuent à nier le caractère de classe de l'art et à discuter la question de savoir si l'art «fait partie de la superstructure ou de la structure, s'il constitue ou non une idéologie, s'il se rattache ou non à la classe et à la révolution, dans quelle mesure et jusqu'à quel point», etc.

Une série de «théoriciens» du Parti communiste français ont eu à différentes périodes des conceptions diverses sur la littérature et l'art, suscitant par là une confusion et un chaos dans les rangs du parti et des militants, ainsi que des flottements dans l'œuvre littéraire et artistique des créateurs communistes. A une période donnée, le Parti communiste français luttait pour une création fondée sur l'art populaire, sur l'art révolutionnaire, puis sur le réalisme socialiste. Par la suite, des courants anti-marxistes pénétrèrent dans la création des artistes communistes.

La bourgeoisie, avec son art décadent, influençait non seulement tous les militants de base du parti communiste, mais aussi les cadres qui s'occupaient de l'agitation et de la propagande. Ces éléments, influencés par cet art, théorisaient à vide, dénaturaient et interprétaient faussement la pensée de Lénine, qui professait que la révolution crée son propre art, mais que les communistes ne rejettent pas pour autant l'héritage progressiste du peuple. Ces gens interprétaient aussi à la manière révisionniste et bourgeoise les jugements de Lénine, de Staline et de Jdanov, selon lesquels dans la société socialiste les écrivains et les artistes doivent disposer de la liberté de création, conserver leur initiative personnelle, mais en restant toujours réalistes et en créant des œuvres qui servent véritablement la révolution et le socialisme.

Certains esthéticiens pseudo-marxistes sont allés jusqu'à soutenir que Lénine aurait prêché la liberté absolue dans la création. Le philosophe anti-marxiste Garaudy a ainsi proclamé le «réalisme sans rivages». D'autres prétendent que lorsque la littérature et l'art sont dominés par l'idéologie, par le parti, il n'y a pas de liberté, partant, pas de création.

Naturellement, à quoi pouvait-on s'attendre dans le domaine de l'esthétique, quand dans le Parti communiste français se faisait sentir l'influence de gens comme André Gide, Malraux, Paul Nizan, qui se posaient en communistes et, avec Aragon, participèrent même au premier congrès des écrivains soviétiques à Moscou, pour finir par trahir et tourner à l'anticommunisme déclaré. Ce genre de «théoriciens» en France, dans le parti communiste comme en dehors de ses rangs, ne pouvaient même pas concevoir la valeur de l'art fondé sur les principes du marxisme-léninisme. Ces éléments s'étaient fixé pour tâche de séparer l'art et la littérature de la politique et de l'idéologie, bien entendu de la politique prolétarienne et de l'idéologie marxiste. Ils cherchaient à préparer le terrain à la propagation de l'idéologie et de la politique bourgeoises, à l'essor de l'art décadent, aux romans psychanalytiques, érotiques, policiers, pornographiques, en sorte que magasins, librairies, vitrines, théâtres et cinémas regorgent de ces œuvres.

Prenons Picasso. Il fut membre du Parti communiste français et le resta jusqu'à sa mort. Mais il ne devint jamais marxiste. Cela se reflète dans ses œuvres, alors que le Parti communiste français s'enorgueillissait de lui et il ne le critiqua qu'une seule fois, à propos d'un gribouillage qu'il avait intitulé «Portrait de Staline», et que Aragon, son ami et camarade, publia dans «les Lettres françaises», dont il était directeur.

Le réalisme socialiste ne fut pas soutenu avec force et conviction par le Parti communiste français. Une partie des écrivains, philosophes et critiques, membres du parti, comme Marguerite Duras et Claude Roy désertèrent. Après les calomnies de Khrouchtchev contre Staline, le Parti communiste français connut des flottements et les premiers à capituler furent ces types d'intellectuels. Il lança le mot d'ordre de «la libération complète de l'art et de la culture», et les anciens défenseurs du réalisme socialiste, comme Aragon, André Stil, André Wurmser, non seulement tournèrent casaque, mais vendirent au révisionnisme leur âme et leur peau. C'est ainsi que les écrivains pseudo-communistes

français commencèrent à être séduits par les Lukacs, les Kafka, les Sartre. Dans tout le parti furent engagés des débats critiques sur la plate-forme chère à la bourgeoisie, comme par exemple sur «la nature du rapport entre la littérature et l'idéologie», sur «la forme qui convenait à l'art, «le sectarisme dans l'interprétation» ou «l'éclectisme opportuniste»». Roland Leroy, en tant qu'«autorité», dégagait la conclusion qu'il ne peut y avoir d'art spécifique prolétarien ni d'art totalement révolutionnaire».

Le Parti communiste français, plongé dans l'opportunisme et le révisionnisme, laissa ces thèses antirévolutionnaires s'infiltrer comme des eaux pestilentielles parmi ses artistes et créateurs et s'y imposer.

En conclusion, nous pouvons dire que la ligne du Parti communiste français dans le domaine de la littérature et des arts a connu des hauts et des bas. Elle n'a cessé de balloter. Ses flottements étaient provoqués, d'une part, par l'«orthodoxie» de la sauvegarde des principes, et, de l'autre, par l'influence directe ou indirecte de l'idéologie bourgeoise dans la littérature et les arts à travers ses intellectuels.

Les intellectuels du P.C.F. qui œuvraient dans le domaine de la création artistique ont joué en général un rôle plutôt négatif que positif pour le parti. Indépendamment de leur origine de classe, leurs études terminées, ils cherchaient à se faire un «nom». Ce parti ne les influença ni ne les dirigea jamais suivant l'idéologie et la culture prolétariennes. Ce qui importait pour ces intellectuels du parti c'était la création libre, subjective, individuelle, et aucunement les véritables intérêts du prolétariat et de la révolution. Ces éléments vivaient et travaillaient à l'écart de la classe ouvrière et coupés d'elle. La classe, à leurs yeux, c'était «l'économie», alors que les intellectuels, eux, étaient la «tête de Zeus», qui devait diriger «l'économique». Les intellectuels français du parti avaient grandi et trouvé leur inspiration dans la bohème de Montparnasse, à la «Closierie des Lilas», au «Café de Flore» et au «Bateau-Lavoir» et d'autres lieux, où s'affrontaient toutes sortes de courants décadents, qui avaient engendré les Aragon, les Picasso, les Elsa Triolet, et beaucoup d'autres amis des Lazareff, des Tristan Tzara, des dadaïstes, des cubistes et de mille autres écoles décadentes de la littérature et des arts. Cette tradition et cette voie se sont poursuivies sans discontinuité dans le Parti communiste français et cela jusqu'à son XXII^e Congrès où le révisionniste Georges Marchais étala toute la pourriture anti-marxiste que le Parti communiste français avait accumulée depuis longtemps.

A ce congrès les révisionnistes français se prononcèrent même officiellement contre le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière dans le domaine de l'art, et contre la méthode du réalisme socialiste. Sous le couvert de la lutte contre l'«uniformité» ils prétendirent que la culture socialiste doit être ouverte à tous les courants, à tous les genres de recherche et de création.

Dans le livre contenant son rapport présenté au XXII^e Congrès, le pseudo-marxiste Georges Marchais a même publié une poésie d'Aragon, tirée du recueil «Le Fou d'Elsa». Elsa était la femme d'Aragon. Voici ce que dit Aragon, membre du Comité central du Parti communiste français, dans cette poésie : «Quoi toujours ce serait la guerre la querelle/ Des manières de rois et des fronts prosternés/ Et l'enfant de la femme inutilement né/ Les blés déchiquetés toujours des sauterelles/ Quoi les bagnes toujours et la chair sous la roue/ Le massacre toujours justifié d'idoles (et les idoles pour lui sont Marx, Engels, Lénine et Staline)/ Aux cadavres jetés ce manteau de paroles/ Le bâillon pour la bouche et pour la main le clou/ Un jour pourtant un jour viendra couleur d'orange...» Aragon reconnaît là que lui et son parti ont renoncé à la couleur rouge, au communisme.

Les révisionnistes français ont ainsi rejeté les principes de la théorie immortelle du marxisme-léninisme. A présent leur parti nage dans un révisionnisme mélangé avec les vieilles théories utopistes de Bernstein, Proudhon, Kautsky, et les théories anarchistes. Se ralliant à l'idéologie des autres partis bourgeois, il lutte pour propager en France et ailleurs l'idée que le marxisme est périmé, et pour pousser au premier plan à sa place l'eurocommunisme.

En 1968 à Paris les étudiants se heurtèrent aux «forces de l'ordre». Ces affrontements furent exploités par les trotskistes, par Sartre, théoricien de l'existentialisme, Simone de Beauvoir, Cohn-Bendit, etc.,

qui cherchèrent à leur donner une teinte anarchiste. Et en fait ces heurts se déroulèrent dans la confusion. Le Parti communiste français n'y participa pas. Mais pourquoi n'y participa-t-il pas ? Fut-ce parce qu'il était en principe contre l'anarchisme ? Je ne pense pas que ce fût là la raison. S'il ne le fit point, c'est parce qu'il ne voulait pas s'unir à la jeunesse étudiante qui s'attaqua au gouvernement de de Gaulle. Ce fut en fait ce mouvement qui obligea celui-ci à organiser le référendum, dont il sortit battu, à la suite de quoi il se retira à Colombey-les-Deux-Eglises, où il finit ses jours.

Le Parti communiste français empêcha la classe ouvrière d'entrer en action et d'assumer la conduite de l'insurrection. Il avait assez de force pour faire en sorte que les flammes s'en propagent dans toute la France, et, s'il ne parvenait pas à enlever le pouvoir aux «princes», ou aux «barons», comme on les appelait à l'époque, il pouvait pour le moins l'ébranler. S'il s'en abstint, c'est parce qu'il était pour la voie et les méthodes prônées par le révisionniste petit-bourgeois Georges Marchais.

Le Parti communiste français fonde de grands espoirs sur une «coalition de gauche», qu'il tenta de réaliser avec le parti socialiste de Mitterrand aux élections présidentielles et aux élections législatives. Le Parti communiste et le Parti socialiste français aboutirent entre eux à un certain accommodement, mais c'était un accord conjoncturel. Non seulement ils ne l'ont pas emporté aux élections, mais on observa qu'après celles-ci et la victoire de Giscard d'Estaing les relations entre communistes et socialistes se refroidirent, et on commença même à s'attaquer de part et d'autre. Ni la grande bourgeoisie, ni ses partis, ni même le parti socialiste de Mitterrand ne souhaiteraient jamais la participation d'un parti communiste, même couleur d'orange, comme le dépeint Aragon, au gouvernement de la France. Il en a été ainsi lors du Front populaire lorsque le parti socialiste avait à sa tête Léon Blum, il en est ainsi aujourd'hui que le parti socialiste a à sa tête Mitterrand, et il en sera encore ainsi, quel que soit l'homme que ce parti aura à sa tête.

La bourgeoisie capitaliste française et les deux cents familles, que Marchais réduit à vingt-cinq seulement, pour donner l'impression qu'il a actuellement à faire avec une force réactionnaire restreinte, ont des intérêts étroitement liés, attachés qu'elles sont à sauvegarder leurs privilèges, leurs grandes propriétés et leurs capitaux, à accroître leurs profits aux dépens du prolétariat et de tous les travailleurs français. Certes, les socialistes ont des divergences avec les autres partis de la bourgeoisie, mais, lorsque le pouvoir bourgeois est menacé par le prolétariat, alors l'unité se réalise, non point entre les socialistes et les communistes, mais entre les socialistes et la bourgeoisie. C'est ce qui se produit en Italie avec le parti socialiste, qui s'unit aux démocrates-chrétiens, au parti libéral, au parti social-démocrate, mais se refuse à former un front commun, fût-ce avec les «communistes» togliattiens.

Mais même si l'on suppose un moment qu'un cartel des «gauches» en France parvienne à s'emparer du pouvoir, pour les communistes français, même couleur d'orange, il ne durera pas longtemps et ne changera rien. Pourquoi ? Parce que c'est ce qui s'est produit lorsque de Gaulle, pour se tirer d'une situation difficile, admit dans son gouvernement quelques communistes, Thorez en tête, qu'il rejeta après les avoir utilisés comme sapeurs-pompiers, Et quand le fit-il ? Il le fit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à une époque où le Parti communiste français jouissait d'une autorité notable, en tant que seul parti qui avait combattu de manière conséquente l'occupant. Aussi les projets actuels de Marchais, qui prétend «s'emparer du pouvoir et construire le socialisme» à travers la stratégie eurocommuniste, l'idéologie révisionniste, proudhonienne, bernsteinienne, ne seront-ils jamais réalisés. Les chefs de file du Parti communiste français parviendront tout au plus à s'associer à la spoliation du labeur et de la sueur du prolétariat et du peuple français et à multiplier les extincteurs de la révolution.

Révisionnisme sans gants

La ligne des révisionnistes espagnols mérite une attention particulière, non point qu'ils diffèrent des révisionnistes italiens ou français, mais en raison du rôle particulier qu'ils ont assumé en tant que porte-parole et ballons d'essai de tous les révisionnistes. Carrillo et ses compagnons parlent sans gants, ils parlent ouvertement, et que cela plaise ou non aux autres révisionnistes, soviétiques en tête, ils

expriment la véritable pensée du révisionnisme moderne. Si les révisionnistes soviétiques «critiquent» parfois Carrillo, ce n'est pas pour ses idées révisionnistes traîtresses, mais parce que celui-ci claironne les idées et les objectifs de tous les révisionnistes.

Carrillo est le produit de la société corrompue bourgeoise-capitaliste en putréfaction, il est le produit des lumpen-intellectuels mis au service de la bourgeoisie capitaliste.

Il a vécu en France et, semble-t-il, il a été profondément influencé par les théories confuses anti-marxistes, sartriennes, anarchistes, trotskistes et tant d'autres. A présent, il développe ces théories dans des discours et des interviews qui remplissent les pages de la presse bourgeoise et surtout de son livre tant vanté «Eurocommunisme et Etat». Dans cet «ouvrage» d'un contenu profondément antimarxiste, le secrétaire général du Parti communiste d'Espagne a groupé et agencé les thèses et les vues opportunistes de Togliatti, Berlinguer, Marchais, Khrouchtchev, Tito et des autres chefs de file du révisionnisme moderne. Son objectif principal consiste à justifier l'écart par rapport au marxisme-léninisme, à fustiger l'idée de la révolution et du socialisme, à légitimer le révisionnisme.

Carrillo a intitulé son livre «Eurocommunisme et Etat» dans l'intention de l'opposer à l'œuvre célèbre et géniale de Lénine «L'Etat et la Révolution», où celui-ci a exposé la stratégie de la révolution socialiste et de l'Etat de dictature du prolétariat. Ce mégalomane de Carrillo prétend, avec des lambeaux de phrases empruntées çà et là aux renégats du communisme, renverser l'un des plus grands monuments de la pensée marxiste, à savoir «L'Etat et la Révolution», que la vie et la pratique révolutionnaire ont consacré du grand sceau de l'histoire, le faisant passer à la postérité.

Selon le renégat Carrillo, qui propage les thèses des intellectuels petits-bourgeois, aujourd'hui le prolétariat ne serait plus la classe la plus révolutionnaire de la société qui dirige la lutte pour le socialisme, mais, à des degrés divers, ce rôle appartiendrait à toutes les classes, et en premier lieu à l'intelligentsia. Ce renégat prétend qu'à l'époque de Lénine, le prolétariat aurait été une classe arriérée, alors qu'aujourd'hui, dit-il, la classe ouvrière est une classe très avancée et qu'à son côté l'intelligentsia aussi a élevé son niveau de conscience. Bref, lui aussi rejoint les thèses du philosophe révisionniste Roger Garaudy. Selon Carrillo, aujourd'hui les communistes devraient s'emparer du pouvoir non pas par la violence, en détruisant l'Etat bourgeois et en instaurant la dictature du prolétariat, mais en utilisant d'autres formes, en fonction des changements qu'a connus le système capitaliste. La société actuelle bourgeoise renfermerait en soi le germe du socialisme, et de ce fait le prolétariat ne serait pas la seule classe intéressée à l'instauration du socialisme.

Nous devons comprendre, dit Carrillo, que l'Etat capitaliste actuel a changé de nature, et, selon lui, les autres ne se rendent pas compte de ce changement, que son esprit à lui décèle. Mais ce qu'il décèle, c'est une réalité imaginaire sur laquelle il édifie toute sa «théorie» de paille. L'Etat capitaliste, selon lui, a nationalisé une série d'entreprises, qui ont pris des formes différentes de celles des anciens consortiums du capitalisme ou de l'impérialisme. L'Etat gère ces entreprises de façon plus ou moins correcte à travers des fonctionnaires pénétrés d'une mentalité bourgeoise. A présent, toujours selon lui, il s'agit uniquement de modifier cette mentalité, et tout s'arrangera. La mentalité bourgeoise des fonctionnaires, dit Carrillo, a connu de grandes transformations, mais il faut encore travailler pour faire en sorte que ses porteurs comprennent la nécessité de nouvelles réformes pour aller au socialisme.

Carrillo s'efforce par là de «démontrer» que l'Etat actuel dans les pays capitalistes ne représenterait pas le pouvoir de la bourgeoisie, son appareil de répression pour préserver sa propriété et sa domination, mais un pouvoir au-dessus des classes, de toutes les classes. Dans l'incapacité de travestir totalement la réalité, il admet seulement qu'il existe dans ce pouvoir une certaine prédominance de la bourgeoisie, prédominance qu'il considère comme un vestige des conditions historiques de l'époque où fut créé ce pouvoir, mais qu'il est désormais possible de rectifier.

Mais comment s'effectuera ce changement, comment sera éliminée cette supériorité, et créé l'Etat du «socialisme démocratique» ? Il s'entend que, selon lui, la théorie léniniste, qui fut soi-disant valable pour les temps passés, n'est plus, en raison du changement des conditions sociales, économiques, etc., applicable aujourd'hui. Il faut maintenant fonder ce changement sur une autre théorie, que Carrillo a toute prête.

Les moyens de production, affirme-t-il, ne sont plus seulement la propriété de la bourgeoisie. A côté de cette propriété privée existe aussi la propriété d'Etat, considérée par Carrillo comme «socialiste», la propriété coopérative, etc. Le prolétariat, lui, n'existe plus, car il a fusionné avec les intellectuels, les employés, les prêtres, les magistrats, les gendarmes, etc. D'autre part, les capitalistes ont été réduits à un petit groupe de bourgeois entêtés, encore attachés à l'ancien ordre des choses. Dans ces conditions, toujours selon Carrillo, il convient de démocratiser, à travers des réformes et une action éducative, les institutions de la superstructure bourgeoise qui se sont désormais engagées dans cette voie. La seule tâche qui incombe donc aux communistes, c'est d'accélérer ce processus.

A en croire le renégat Carrillo, le conflit entre les masses travailleuses et l'Etat actuel bourgeois a changé dans son essence. Ce n'est plus l'ancien conflit, car l'Etat serait devenu un entrepreneur qui ne défend plus les intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble, mais seulement ceux d'une de ses fractions, qui contrôle les grands groupes monopoleurs. C'est pourquoi, selon lui, cet Etat, n'est plus en opposition seulement avec les prolétaires avancés, mais directement aussi avec les plus larges classes et couches sociales, y compris une importante fraction de la bourgeoisie elle-même. Non seulement il est possible, affirme-t-il, de pénétrer dans l'appareil d'Etat, mais les éléments des diverses classes qui s'opposent à la grande oligarchie financière et à l'Etat entrepreneur y ont déjà pénétré. Grâce à ces «éléments progressistes» il est possible de s'emparer du pouvoir à travers des réformes.

Pour «justifier» ces rêves, Carrillo cite comme exemple l'Italie, où, dit-il, même la police à Rome vote pour le Parti communiste italien. Il veut en venir par là à la conclusion que même les forces de contrainte et de répression de la bourgeoisie capitaliste ont évolué. Selon lui, ces forces, certes, agissent souvent selon les désirs du capital, mais elles le font à leur corps défendant, car lorsqu'elles ont l'occasion de manifester cette conscience sans s'exposer devant le pouvoir capitaliste, elles agissent en opposition avec la volonté de ce pouvoir.

Il en irait de même de la magistrature. Celle-ci, dit Carrillo, applique sans doute les lois de la bourgeoisie, mais là aussi la conscience des magistrats commence à connaître une métamorphose.

C'est dans le même esprit qu'il traite aussi du problème de la religion et de l'Eglise. L'Eglise, affirme-t-il, a évolué, ce n'est plus l'ancienne Eglise dogmatique. Les prêtres eux-mêmes sont aujourd'hui pour la modification du dogme, ils ne sont plus contre la science, mais pour celle-ci. C'est pourquoi, du fait même de leurs nouvelles convictions, ils sont pour une vie entièrement différente de celle que prêchaient autrefois l'Evangile ou le Vatican, celui-ci ayant évolué vers une société plus progressiste et plus humaine, vers une société où existe une démocratie plus large et plus complète.

A en croire Carrillo, l'Eglise apporterait sa contribution aux transformations sociales tendant à promouvoir le socialisme ! A partir de cette vision fantaisiste des choses, il en arrive à conclure que la haute hiérarchie cléricale, sans aller encore jusqu'à accepter le socialisme, le marxisme, comme la voie permettant de résoudre les problèmes à long terme, aurait commencé à mettre en doute les capacités du capitalisme. Il déclare qu'il félicite les prêtres de leur évolution dans leurs dogmes, et que, par conséquent, les eurocommunistes aussi doivent rejeter leurs «dogmes», c'est-à-dire le marxisme-léninisme, pour devenir plus «progressistes» que ne le sont l'Eglise et le Vatican.

L'enseignement, l'un des appareils idéologiques les plus consistants de la bourgeoisie, ne présente pour Carrillo aucun problème, car il se serait déjà presque transformé. Il prétend qu'actuellement l'enseignement, ayant revêtu un caractère de masse, a modifié aussi son contenu idéologique.

Quant à la famille, toujours selon Carrillo, elle a complètement changé son mode de vie et ses conceptions. Aujourd'hui les enfants non seulement n'écoutent plus leurs parents, mais ils s'opposent même à leurs idées. Dans leur esprit, ils vivent déjà quasiment en socialisme.

En d'autres termes, pour Carrillo, toute la société capitaliste se serait transformée, ce ne serait plus la société de l'époque de Marx et de Lénine, ce ne serait plus ce pouvoir pourri de 1917, de l'époque du renversement du tsarisme par la grande Révolution socialiste d'Octobre. Selon Carrillo, ce sont les guerres mondiales qui ont entraîné tant la Révolution d'Octobre en Union soviétique que les révolutions qui ont triomphé dans les autres pays. Il calomnie ainsi de façon monstrueuse les véritables révolutionnaires, qui seraient, selon lui, pour la guerre en tant que moyen d'assurer la victoire de la révolution. Il est vrai que les guerres mondiales, en portant à leur comble les contradictions sociales et en intensifiant à l'extrême la misère des masses, provoquent et hâtent le déclenchement des révolutions, comme la seule voie pour échapper aux guerres et à l'ordre même qui les engendre. Mais les guerres mondiales et les guerres locales ne sont pas la cause des révolutions sociales. La raison la plus profonde de ces révolutions réside dans les contradictions mêmes du système capitaliste, surtout dans le conflit entre les anciens rapports de production et les nouvelles forces productives, et ce conflit, comme l'histoire l'a démontré, peut être résolu sans être accompagné de guerres entre Etats.

On ne peut, déclare Carrillo, faire dépendre l'avènement du socialisme d'une future guerre mondiale, car à notre époque une telle guerre entraînerait la destruction totale de l'humanité. Carrillo ne manque pas ainsi de soutenir le chantage atomique de l'impérialisme. Dans le sillage de Khrouchtchev, il affirme que les révolutions, les luttes de libération en un temps où existe la bombe atomique, sont inutiles, car elles risquent de provoquer des guerres atomiques, qui s'achèveraient sans vainqueur. Si l'on parle d'un «monde sans armes ni guerres» il faut, selon Carrillo, pousser cette idée jusqu'au bout. Puisque nous voulons, comme cela a été dit au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, édifier un monde sans guerres, œuvrons donc dans ce sens non seulement en demandant le désarmement et en prononçant des discours pacifiques, mais aussi en sapant et en sabotant partout la révolution.

D'autre part, pour Carrillo, la voie à la révolution violente est barrée, car l'impérialisme américain ne la permettrait pas. Carrillo cherche à ériger en théorie sa peur de petit-bourgeois et en règle sa capitulation devant l'impérialisme et la bourgeoisie. Il y a longtemps que la menace d'intervention, de la part de l'impérialisme, non seulement de l'impérialisme américain mais aussi de toute la réaction mondiale, pour réprimer la révolution, existe et elle s'inscrit dans la stratégie agressive des impérialistes américains et autres. Or l'histoire a confirmé que les peuples se sont dressés dans la révolution, qu'ils ont affronté même l'intervention américaine et qu'ils l'ont emporté. Prenons comme dernier exemple la révolution iranienne. L'impérialisme américain a recouru à toutes les menaces, mais il n'a pas osé intervenir directement par les armes, car il sent que face à la résolution du peuple iranien il essuiera une défaite plus cuisante que celle qu'il a subie avec le shah gendarme, qu'il avait pourtant armé jusqu'aux dents, et des moyens les plus modernes.

Ce qui est nouveau dans les thèses de Carrillo, c'est qu'il vante et soutient la politique impérialiste, qu'il sème la panique et sert la réaction pour propager dans les masses la graine de la démoralisation et de la capitulation. Et qui prévient-il de se garder de l'étranger ? L'héroïque peuple espagnol, qui a lutté si vaillamment non seulement contre Franco mais aussi contre l'intervention armée d'Hitler et de Mussolini, contre les socialistes comme Blum, qui sabotèrent sa révolution et dont Carrillo s'est fait maintenant l'élève.

Carrillo estime inutile que la bourgeoisie maintienne sur pied une police et un appareil de répression importants. A quoi cela sert-il du moment que l'opinion publique y est opposée ? demande Carrillo. Ce nouveau prêtre chrétien prêche que le pouvoir de l'oligarchie financière et du capital doit s'entendre avec les ouvriers. Les grèves, selon lui, peuvent être poursuivies, mais elles doivent être coordonnées et organisées aussi bien par le patronat que par les représentants des ouvriers, autrement dit par l'aristocratie ouvrière. Il est très facile, prétend Carrillo, aux dirigeants et aux ouvriers de s'entendre, de

bannir toute arrogance et tout diktat. Selon lui, cela est aisément réalisable, mais il fait ses comptes sans son hôte, sans avoir demandé l'avis de ceux qui détiennent le pouvoir, qui ont dans leurs mains les appareils répressifs, la machine de propagande, l'Eglise, etc. Ceux-ci ne gobent pas ces fables de Carrillo, et s'ils le soutiennent, c'est pour qu'il lance de telles idées, pour qu'il les propage au sein de la classe ouvrière et des autres couches travailleuses, afin qu'elles vivent avec ces rêves.

Quant à l'armée, le problème, pour Carrillo, est très simple. Il faut, écrit-il dans son livre, transformer l'armée actuelle à travers une politique démocratique. Il ne s'agit pas ici, dit-il, de lui donner une autre couleur politique, elle peut garder celle qu'elle a (c'est-à-dire réactionnaire) mais il faut faire en sorte qu'elle ne songe en aucune manière à des complots militaires ni à répéter aujourd'hui l'histoire du XIX^e siècle et d'une partie du XX^e. Pour Carrillo, les insurrections et les guerres civiles sont à éviter. Selon lui, il faut supprimer aussi le binôme historique : oligarchie plus forces armées égalent conservatisme et réaction, et parvenir à une identification de l'armée et de la société civile, identification qui allégerait soi-disant le progrès démocratique des forces progressistes vers une société fondée sur l'égalité et la justice.

Selon lui, il ne faut pas donner l'occasion à l'armée de se mettre en action dans un sens ou dans l'autre, mais œuvrer à réaliser une «transformation démocratique» de la mentalité militaire, en sorte que l'armée comprenne que la guerre, étant suicidaire, doit être bannie de la société. Cette armée du capital ne doit pas ouvrir ses portes seulement aux cadres de la bourgeoisie, mais aussi aux larges masses du peuple, pour que l'idéologie des masses, l'idéologie socialiste, etc., y pénètre, en sorte qu'elle ne soit plus une réserve de la police, mais seulement une arme au service de l'ordre public. Quant à savoir comment cela se fera, c'est une autre affaire. Mais Carrillo croit que, puisque c'est lui qui les donne, la bourgeoisie doit accepter ses «sages» conseils, renoncer pacifiquement à l'arme principale de son pouvoir, et un beau jour, après s'être convaincue que «la justice l'exige», dire à Carrillo «on te cède le pouvoir, on s'en va, guide-nous tous vers le socialisme !»

Les arguments que Carrillo apporte à l'appui de sa thèse sur la possibilité de la démocratisation de l'armée et de sa conversion en une armée au service du peuple sont aussi naïfs que ridicules. L'armée française, dit-il, a été démocratisée après la guerre d'Algérie, car on y a réélaboré et institué des règlements «qui lui ont insufflé un esprit démocratique». Prétendre que l'armée bourgeoise française a changé de nature, qu'elle n'est plus une arme de la grande bourgeoisie, mais une arme entre les mains de l'opinion publique, c'est une trahison.

Selon ce révisionniste, la doctrine militaire et l'armée elle-même dans les pays capitalistes sont en crise, car dans ses rangs, dans les rangs des cadres militaires, on trouve des faucons, mais aussi des colombes. Œuvrons donc dans la paix, dit Carrillo, pour transformer les faucons en colombes. A cette fin, Carrillo estime que les partis communistes doivent avoir leur politique militaire, mais ne jamais penser à porter la politique dans l'armée. Il affirme qu'il faut s'efforcer d'introduire la question militaire dans la politique de la gauche, afin qu'elle ne soit pas le monopole de la droite, mais qu'elle soit aussi du ressort de la gauche. Selon Carrillo, une telle politique des partis communistes détachera l'armée de la politique de la droite et la fera pencher davantage du côté de la nation. Ainsi, que la gauche et la droite, ensemble, luttent et se contrôlent mutuellement, et, sous la forme traditionnelle, qu'elles contrôlent l'Etat, non pas l'Etat bourgeois mais l'Etat de Carrillo, qui sera «créé» à travers des réformes.

En conclusion de ces «analyses» de la société capitaliste actuelle et de l'Etat bourgeois, Carrillo, qui se pose en idéologue et en théoricien de l'eurocommunisme, édifie aussi la stratégie pour aller au socialisme. La stratégie actuelle des révolutionnaires, dit Carrillo, ne consiste pas à renverser le pouvoir de la bourgeoisie, car celle-ci ne détient plus le pouvoir, elle ne consiste pas non plus à renverser les rapports de production bourgeois, car ils ont déjà changé. La seule chose à faire c'est de transformer graduellement et par des réformes les institutions politiques et idéologiques existantes pour les conformer à la réalité sociale, pour les retourner en faveur du peuple.

Le chef de file des révisionnistes espagnols prêche qu'actuellement la transformation graduelle de la superstructure capitaliste en socialiste, sans en modifier la base, est parfaitement possible. C'est là une thèse antidialectique, et qui va à rencontre même de la logique la plus simple. Mais ce qui intéresse Carrillo, c'est moins la science que les schémas conçus par son esprit. S'il adopte cette attitude, c'est qu'il ne vise pas à éclaircir les problèmes, mais à les embrouiller, à engager le prolétariat dans une impasse, à le mystifier, à le détourner de la révolution.

Carrillo, comme on vient de le dire, s'est inspiré de toutes les «théories», des khrouchtchéviens, des trotskistes, de Browder et de mille autres traîtres à la classe ouvrière. Mais il demande que l'on parle ouvertement, que l'on mette les points sur les i, en d'autres termes il demande une action unifiée avec le capitalisme et l'impérialisme mondial. En premier lieu, avec de prétendus arguments théoriques, il appelle tous les révisionnistes et pseudo-communistes du monde à se dresser contre Marx, Engels, Lénine et Staline.

Il dénature et interprète à sa guise les écrits de Marx sur les événements de 1848, sur l'insurrection de juin en France, sur la Commune de Paris et va jusqu'à admettre ouvertement qu'il a emprunté ses thèses traîtresses à Trotski ou à Kautsky. En citant ces renégats et adversaires notoires et discrédités du marxisme, il montre à quel râtelier il s'est alimenté et quelles sont les sources de ses inventions «théoriques».

La négation pure et simple de la lutte des classes est à la base de toutes les idées de Carrillo. Pour lui toutes les classes se trouvent ensemble à la tête du pouvoir bourgeois actuel. Toutefois pour Carrillo la couche des intellectuels est tout, c'est la couche la plus intelligente, la plus instruite, la plus capable, la meilleure gérante. Si l'on disait ces choses-là à l'époque de Marx, Engels, Lénine, reconnaît Carrillo lui-même, ils les auraient qualifiées d'utopiques. Oui, nos classiques auraient qualifié ces idées contre-révolutionnaires non seulement d'utopiques mais aussi de trahison, tout comme ils ont qualifié de traîtres les prédécesseurs de Carrillo.

Carrillo est un révisionniste, qui ne connaît aucune borne dans sa trahison. Les révisionnistes sont tous des traîtres, mais, d'une façon ou d'une autre, ils se sont efforcés de dissimuler leur trahison. Ils ont hésité à attaquer aussi ouvertement Marx, Engels et Lénine ; quant à Staline, ils s'en sont tous pris à lui.

Carrillo, dans sa voie, va plus loin que Khrouchtchev et beaucoup d'autres. Khrouchtchev, encore qu'il l'ait tenté, n'osa pas réhabiliter publiquement Trotski. En qualifiant Staline de criminel, en rejetant tous les procès révolutionnaires qui eurent lieu à l'époque de l'édification du socialisme en Union soviétique, Khrouchtchev a réhabilité pratiquement Kamenev et Zinoviev. Il a réhabilité aussi plusieurs autres traîtres, Rajk et compagnie. Malgré tout, Carrillo est mécontent de Khrouchtchev. Dans son livre il semble lui faire ce reproche : «Puisque tu as réhabilité tous ces honnêtes hommes que Staline fit passer par les armes, puisque tu as trahi Marx, Engels et Lénine, pourquoi n'as-tu pas réhabilité Trotski, ton père ?» Aussi Carrillo appelle-t-il à la réhabilitation de Trotski, à une campagne pour la reconnaissance de ses «mérites».

En d'autres termes, Carrillo est un des agents les plus ignobles, les plus vulgaires du capitalisme mondial. Mais ses «théories» n'apporteront pas beaucoup d'avantages au capitalisme, car, telles qu'il les présente, elles démasquent en fait le pseudo-marxisme des révisionnistes modernes. D'une part, il sert l'impérialisme et le capitalisme mondial, car il s'oppose à la révolution, renie les idées marxistes-léninistes qui inspirent le prolétariat et les peuples dans le monde entier et, d'autre part, il déchire les masques des autres révisionnistes modernes, les dénonce et dévoile leurs véritables objectifs devant le prolétariat et les peuples.

Santiago Carrillo, le secrétaire général du Parti communiste d'Espagne, est un produit de l'abâtardissement révisionniste. Il a emprunté au révisionnisme moderne ce qu'il avait de plus vil et de plus contre-révolutionnaire et s'est fait l'apologiste de la trahison et de la capitulation complète.

IV - LE DRAPEAU DE LA REVOLUTION N'EST ARBORE ET PORTE EN AVANT QUE PAR LES MARXISTES-LENINISTES

La société capitaliste, bourgeoise et révisionniste de nos jours est grosse de la révolution ; et la révolution a été et sera toujours guidée par les seules idées de Marx, Engels, Lénine et Staline. Toutes les idées qui tendent à réviser notre grande théorie finiront dans la poubelle de l'histoire, comme il en a été jusqu'à présent. De même que le capitalisme, l'impérialisme et le social-impérialisme, elles viendront se briser contre la grande force du prolétariat mondial qui guide la révolution et s'inspire de la doctrine immortelle du marxisme-léninisme.

Les tactiques et les manœuvres des eurocommunistes ne peuvent assombrir notre grande doctrine, elles n'auront pas de prise. Seuls ceux qui sont pétris de cette doctrine et qui lui restent fidèles voient tout le danger et la rouerie des opportunistes qu'ils doivent affronter dans leur lutte gigantesque pour le triomphe d'un monde nouveau ; du monde socialiste, où n'aient place ni oppresseurs ni exploités, ni impérialistes ni social-impérialistes bellicistes, ni révisionnistes démagogues et traîtres, qu'ils soient anciens ou nouveaux.

En France, en Italie, en Espagne, ainsi que dans les autres pays capitalistes, il dépend beaucoup du prolétariat et de ses partis marxistes-léninistes de faire échec aux théories hostiles à la classe, aux théories anti-révolutionnaires, anti-marxistes des révisionnistes. Sans un véritable parti marxiste-léniniste, qui dirige le prolétariat dans des batailles de classe et dans la révolution, on ne peut combattre ces théories anti-marxistes, que propagent les partis révisionnistes, on ne peut liquider le pouvoir de la bourgeoisie.

Les révolutionnaires marxistes-léninistes, conscients du grand préjudice que l'apparition et la propagation du révisionnisme moderne, surtout khrouchtchévien, ont porté à la cause de la révolution et du communisme, ont su et ont pu tenir tête à cette grande vague contre-révolutionnaire, s'organiser et la combattre résolument.

Avec un sens élevé de leurs responsabilités devant le prolétariat de leur pays et le prolétariat international, ils ont pris la tête de l'âpre lutte de principe menée pour dénoncer la trahison révisionniste et se sont attelés à la tâche pour créer de nouvelles organisations et de nouveaux partis marxistes-léninistes.

C'est dans ce vaste processus de différenciation d'avec le révisionnisme moderne et de lutte pour la cause du communisme qu'est né et s'est développé le mouvement marxiste-léniniste, qui s'est fixé pour tâche de lever et de porter en avant le drapeau de la révolution et du socialisme, trahi et rejeté par les anciens partis communistes, que la dégénérescence révisionniste a convertis en sapeurs-pompiers de la révolution et des luttes de libération des peuples. La formation des nouveaux partis marxistes-léninistes a été une victoire de portée historique pour la classe ouvrière de chaque pays ainsi que pour la cause de la révolution à l'échelle mondiale.

Les partis chez lesquels prit racine le révisionnisme moderne, browdérien, khrouchtchévien, titiste, eurocommuniste, ou maoïste, furent liquidés en tant que partis communistes. Le révisionnisme les dépouilla de l'esprit marxiste-léniniste révolutionnaire, les transforma, de détachements organisés de la classe ouvrière pour la révolution, en instruments qui ont pour fonction d'«éteindre» la lutte des classes, d'établir la «paix» entre elles, de saboter la révolution et de saper le socialisme.

Ayant en vue la lutte que mènent les révisionnistes modernes contre la théorie et la pratique léninistes du parti, les véritables révolutionnaires communistes combattent pour défendre, consolider et développer les partis prolétariens édifiés sur la base des enseignements du marxisme-léninisme. Ils sont conscients que sans un tel parti, sans un détachement organisé et d'avant-garde de la classe ouvrière, on ne peut aller à la révolution, on ne peut mener correctement et jusqu'au bout la lutte de

libération nationale, on ne peut approfondir la révolution démocratique-bourgeoise et passer à la révolution prolétarienne.

Le parti marxiste-léniniste ne naît ni ne se forme par hasard et inutilement. Il naît et se constitue comme résultat de l'action de certains facteurs objectifs et subjectifs très importants. Le parti marxiste-léniniste est issu du sein de la classe ouvrière, il représente ses hautes aspirations, ses objectifs révolutionnaires, il développe et fait avancer la lutte de classe. Il ne saurait jamais y avoir de parti marxiste-léniniste en dehors de la classe ouvrière, de ses objectifs révolutionnaires, de la théorie marxiste-léniniste, qui représente la théorie de la classe ouvrière.

Un parti de la classe ouvrière devient réellement son détachement organisé, son état-major, lorsqu'il est éduqué selon la théorie marxiste-léniniste, qu'il la fait sienne et emploie cette arme puissante et irremplaçable avec maîtrise et de façon créatrice dans la lutte de classe pour le triomphe de la révolution, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme.

Un parti qui s'assimile cette théorie, mais qui ne l'applique pas ou l'applique erronément et persiste dans ses erreurs, ne peut avancer dans la juste voie, il s'écartera du marxisme-léninisme.

Un véritable parti marxiste-léniniste se caractérise par l'attitude nette et résolue qu'il observe à l'égard du révisionnisme moderne, du khrouchtchévisme, du titisme, de la pensée mao-tsétoung, de l'eurocommunisme, etc. Etablir une nette ligne de démarcation en cette matière revêt une grande importance de principe.

Si un parti permet à ses membres de se faire des illusions et de penser, par exemple, qu'«en Union soviétique, sans égard à l'idéologie khrouchtchévienne, on construit le socialisme», que dans la direction du Parti communiste de l'Union soviétique existent des «bureaucrates», mais qu'y existent aussi des «révolutionnaires et marxistes-léninistes», alors, bon gré, mal gré, un tel parti ne se tient plus sur des positions marxistes-léninistes, il s'est écarté de la stratégie et de la tactique révolutionnaires, et, sinon ouvertement, du moins indirectement, il s'est converti en un parti pro-soviétique, même si en paroles il s'oppose aux thèses du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et au khrouchtchévisme. L'expérience révolutionnaire a démontré qu'on ne peut combattre le khrouchtchévisme si l'on ne combat pas aussi la politique hégémoniste, chauvine et social-impérialiste, poursuivie par les dirigeants de l'actuelle Union soviétique capitaliste et impérialiste, Brejnev, Souslov et consorts.

De la même nature et tout aussi néfastes sont les vues de ceux qui distinguent la ligne réactionnaire et la politique pro-impérialiste de la présente direction chinoise, de la ligne et de la politique de Mao Tsétoung, de la pensée mao-tsétoung. On ne peut combattre ni dénoncer les prises de position contre-révolutionnaires de Deng Xiaoping et de Hua Guofeng si l'on ne combat ni si l'on ne dénonce la base idéologique de leurs menées, qui est précisément la pensée mao-tsétoung.

Le Parti du Travail d'Albanie a abouti à cette conclusion après avoir procédé à une analyse approfondie de la pensée mao-tsétoung et de la ligne suivie par le Parti communiste chinois. Soutenir Mao Tsétoung et ses idées, sans aller au fond des choses, sans analyser les faits et les événements avec tout le sérieux voulu, c'est verser dans une déviation révisionniste. Tant que l'on n'a pas défini cette prise de position, l'on ne peut observer une véritable attitude marxiste-léniniste.

Les partis marxistes-léninistes et le prolétariat de chaque pays ne sous-estiment à aucun moment la pression de la bourgeoisie et de son idéologie, la force répressive du capitalisme, de l'impérialisme, du social-impérialisme et des idéologies révisionnistes mystificatrices. Ces pressions et ces influences négatives deviennent néfastes, très dangereuses, si le parti du prolétariat ne mène pas contre elles une lutte résolue, s'il ne se dote pas d'une organisation puissante, d'une discipline prolétarienne de fer, s'il ne se caractérise pas par une unité d'acier, de pensée et d'action, qui exclue tout esprit de fraction et de cercle.

C'est la raison pour laquelle, en même temps qu'à l'élévation du niveau idéologique et à la lutte contre le révisionnisme et les influences de l'idéologie bourgeoise, les partis marxistes-léninistes attachent la plus grande attention à leur renforcement organisationnel intérieur, fondé sur les principes et les normes léninistes. Un parti est et devient révolutionnaire lorsque dans ses rangs militent des éléments révolutionnaires dévoués, actifs et éprouvés. Un tel parti combat résolument les conceptions intellectualistes et sectaires qui, souvent, sous le couvert de la nécessité d'admettre des «éléments bien formés», ferment ses portes aux ouvriers et aux éléments sains provenant des autres couches des masses travailleuses, lesquels, en militant dans ses rangs, peuvent acquérir toutes les qualités qui doivent caractériser l'avant-garde cru prolétariat révolutionnaire.

Le sentimentalisme, le libéralisme, la recherche du nombre pour donner l'impression que les rangs du parti se grossissent de nouveaux adhérents, sont néfastes et lourds de conséquences. De telles admissions, qui n'obéissent pas rigoureusement aux normes marxistes-léninistes, non seulement n'empêchent pas l'influence et la pression de la bourgeoisie d'atteindre le parti du dehors, mais elles permettent même à divers éléments de s'y infiltrer pour le diviser et le liquider.

Les partis marxistes-léninistes dans les pays capitalistes œuvrent et combattent dans des conditions difficiles, et ils ont à affronter de nombreux dangers qui leur viennent de plusieurs directions. Ces dangers ne sont pas imaginaires, ils sont réels, on les rencontre chaque jour, à chaque pas, dans chaque action. Les communistes ne peuvent leur faire front s'ils ne comprennent pas que la mise en œuvre du programme d'action et de lutte du parti nécessite des sacrifices pour réaliser les grands idéaux de la cause du prolétariat et du communisme, si ces sacrifices ne sont pas consentis en toute conscience et sans hésitation, à tout moment, dans toute situation et dans toute circonstance où l'exigeront les intérêts supérieurs du prolétariat et du peuple.

Dans les pays capitalistes, l'existence de nombreux partis suscite une grande confusion dans les esprits. Ces partis ont pour vocation de recueillir des voix, ils sont au service du capital local et mondial. Ce capital uni règne avec l'appui du pouvoir d'Etat et de l'argent, il règne grâce à la force organisée de l'armée, de la police et des autres organes de répression. Les partis qui sont liés au capital, aux divers consortiums et sociétés multinationales, jouent le jeu de la «démocratie», afin de détourner les masses de l'objectif essentiel de leur lutte, du renversement du joug du capital et de la prise du pouvoir d'Etat, de l'accomplissement de la révolution.

Les partis bourgeois, non sans dessein, observent des orientations et des formes organisationnelles et politiques déterminées, ils permettent par exemple à n'importe qui, n'importe quand, d'entrer dans leurs rangs ou d'en sortir. Tous sont «libres» de pérorer et de crier, de prononcer des discours dans des réunions et des meetings, mais il n'est permis à personne d'agir, de dépasser les limites de la prétendue liberté d'expression. Le passage de la liberté d'expression à l'action concrète est classé et traité comme une action d'anarchistes, de criminels et de terroristes.

Le parti marxiste-léniniste, lui, ne peut jamais être un parti de ce genre. Ce n'est pas un parti de palabres, mais un parti d'action révolutionnaire. Si ses membres ne s'engagent pas dans des actions et une lutte concrètes, il ne sera pas un vrai parti marxiste-léniniste, et il n'aura de marxiste-léniniste que le nom. A certains moments, un tel parti à coup sûr éclatera en diverses fractions, il aura plusieurs lignes coexistantes et se muera en un parti libéral, opportuniste et révisionniste. Un tel parti ne convient pas à la classe ouvrière, celle-ci n'en a que faire.

Un parti marxiste-léniniste révolutionnaire ne peut pactiser ni avec le réformisme ni avec l'anarchisme et le terrorisme. Il est contre tous ces courants contre-révolutionnaires sous quelque forme qu'ils se présentent. Le parti ne doit jamais perdre de vue qu'il est impossible que la bourgeoisie ne le frappe pas, que ses actions ne soient pas qualifiées d'actions d'anarchistes et de terroristes. Mais ce n'est pas pour cela que le parti doit se tenir à la traîne des événements et du mouvement des masses, renoncer aux actions et entrer dans le cercle vicieux des partis révisionnistes et réformistes.

C'est dans la complexité de la lutte politique, idéologique et économique qu'apparaît aux yeux des masses le véritable caractère révolutionnaire des actions menées par les partis marxistes-léninistes à la tête de la classe ouvrière, contre la bourgeoisie, la social-démocratie, le révisionnisme et l'Etat bourgeois. Les masses sont en mesure de distinguer les vraies actions révolutionnaires, qui sont dans leur intérêt, du terrorisme et de l'anarchisme. C'est pourquoi elles rejoignent les actions révolutionnaires dirigées par les partis marxistes-léninistes et se dressent contre le pouvoir de la bourgeoisie, malgré les coups et la répression féroces dont elles sont l'objet de la part de la bourgeoisie capitaliste, qui va jusqu'à entreprendre des actions sanglantes à rencontre de la classe ouvrière et des communistes véritables.

Le parti communiste marxiste-léniniste n'a pas peur de la guerre civile. C'est à cette guerre que conduisent la répression et la violence féroces de la bourgeoisie. La guerre civile, on le sait, ne se livre pas entre la classe ouvrière et les honnêtes travailleurs, elle oppose les masses travailleuses à la bourgeoisie dominante capitaliste et à ses organes de répression. La lutte révolutionnaire du prolétariat doit conduire à la prise du pouvoir par la violence. Et c'est précisément ce développement que craignent les capitalistes, les bourgeois, les révisionnistes. Aussi la social-démocratie et les révisionnistes modernes s'efforcent-ils d'empêcher la classe ouvrière d'acquérir une conscience révolutionnaire, de comprendre la signification des problèmes économiques ; politiques et idéologiques, d'atteindre le degré de maturité révolutionnaire et d'organisation solide qui concourt à la création des conditions subjectives nécessaires à la lutte pour la prise du pouvoir.

La bourgeoisie, par sa stratégie et ses tactiques, que les eurocommunistes aussi ont faites leurs, tend à diviser la classe ouvrière pour ne pas avoir à affronter une force offensive compacte, alors que les partis marxistes-léninistes, eux, luttent pour le contraire, pour l'unité de la classe ouvrière.

La bourgeoisie a peur de l'organisation révolutionnaire et de l'unité du prolétariat, qui, contrairement aux thèses des eurocommunistes et des autres révisionnistes, continue d'être la principale force motrice révolutionnaire de notre temps. C'est pourquoi elle s'efforce de garder sous son contrôle permanent l'organisation syndicale, les centrales syndicales qui, dans les pays capitalistes, peuvent être nombreuses, avoir des appellations et des programmes divers en apparence, mais ne présentant pas de distinctions essentielles. A travers les partis bourgeois et révisionnistes et ses propres structures étatiques, la bourgeoisie a encouragé plus que jamais le rôle de diversion des syndicats, qu'elle manipule ouvertement.

Dans beaucoup de pays, les syndicats de ce genre, comme on le voit dans les faits, se sont entièrement intégrés dans l'organisme économique d'Etat du capitalisme et en sont devenus un appendice. La collaboration toujours plus ouverte des centrales syndicales avec le patronat, le capital financier et les gouvernements bourgeois, est désormais notoire. Le mouvement syndicaliste, tel qu'il est actuellement, ne défie pas le capitalisme, mais il travaille pour le compte de celui-ci, s'efforce de soumettre le prolétariat, de contenir et de saper sa lutte contre le capitalisme. Certaines de ces centrales ressemblent plus à de grands consortiums capitalistes qu'à une organisation syndicale.

En fait, par suite de l'activité de sape menée par les révisionnistes, par la social-démocratie et les centrales syndicales bourgeoises réformistes, qui manipulent une partie importante des ouvriers, le prolétariat européen continue d'être divisé. Le contrôle des révisionnistes et des sociaux-démocrates sur le mouvement syndical entrave sérieusement le développement de la lutte de classe et la formation et la trempe de la conscience révolutionnaire des travailleurs. Aussi, la seule voie qui s'impose aux marxistes-léninistes et aux révolutionnaires est celle de la dénonciation de l'action des révisionnistes, la désintégration de leurs positions dans le mouvement syndical et la création de syndicats révolutionnaires. Ces nouveaux syndicats, il s'entend, auront nécessairement pour objectif de réaliser l'unité de la classe ouvrière contre le pouvoir du capital, contre sa démagogie et celle des partis bourgeois et révisionnistes.

Combattre les soi-disant syndicats traditionnels ne signifie pas être, dans les principes, contre l'existence des syndicats en tant que vastes organisations de masse, en tant que centres d'organisation et de résistance de la classe ouvrière, historiquement inévitables et indispensables dans les conditions du capitalisme pour unir la classe ouvrière et la lancer dans la lutte de classe contre la bourgeoisie.

Tout en fixant pour tâche la création des syndicats révolutionnaires, les marxistes-léninistes n'ont nullement abandonné le travail auprès des syndicats existants qui regroupent des masses considérables d'ouvriers, sinon ils donneraient libre champ aux bonzes syndicaux pour manipuler à leur guise la classe ouvrière et s'en servir dans leur intérêt et celui du capital. La question de savoir si les communistes doivent militer dans les syndicats n'est pas fonction de la conjoncture, ce n'est pas une «tactique», comme s'efforcent de le faire croire les trotskistes, mais une attitude de principe qui découle des enseignements léninistes sur la nécessité de l'unité de la classe ouvrière, unité qui ne peut être réalisée si l'on ne travaille pas auprès des masses et ne les soustrait pas aux influences de la bourgeoisie et des divers opportunistes.

Assurément, la lutte du parti marxiste-léniniste au sein des centrales syndicales réformistes et révisionnistes n'a pour objectif ni de corriger et d'éduquer les chefs de file syndicalistes, ni d'améliorer ou de réformer ces centrales. Une telle attitude serait un nouveau réformisme. Les marxistes-léninistes travaillent auprès de la masse des syndiqués pour les éduquer et les préparer à des actions révolutionnaires anticapitalistes, anti-impérialistes et antirévissionnistes. C'est au cours de ce processus de travail et de lutte que se réalise aussi la cohésion et l'union du prolétariat.

Mais, comme nous l'enseigne le marxisme-léninisme, l'unité de la classe ouvrière se réalise avant tout sur le terrain pratique, à travers des actions politiques et des revendications économiques, harmonisées entre elles, en accordant la priorité aux premières. S'en tenant fermement à des positions de classe révolutionnaires, les marxistes-léninistes luttent pour que les revendications économiques soient liées aux revendications politiques, et, sur ce terrain, ils dénoncent et démasquent aussi l'activité traîtresse des chefs de file syndicalistes, qui, à travers diverses manœuvres syndicales, sacrifient les grands intérêts fondamentaux du prolétariat.

Actuellement, des millions de gens se lancent dans des grèves, des manifestations, pour des revendications économiques qui ont aussi un caractère politique, car ils luttent contre le capitalisme qui refuse de reconnaître les droits des ouvriers. Mais toute cette action se termine par un accord entre les bonzes syndicalistes et les capitalistes, qui accordent aux grévistes quelque petite concession, juste assez pour leur donner une certaine satisfaction. Mais si l'on imprime vraiment à ces revendications un caractère politique, les instruments du capital dans les syndicats et le capital lui-même seront mis en grande difficulté.

C'est justement la combinaison de la lutte économique avec la lutte politique que l'aristocratie ouvrière et la bourgeoisie capitaliste craignent beaucoup. Elles craignent la lutte politique, car celle-ci conduit la classe ouvrière trop loin, elle la conduit même à des affrontements et à des collisions. Les actions politiques, menées comme il se doit, affaiblissent la direction de la bourgeoisie capitaliste dans les syndicats, brisent les règles, les lois et tout ce que la bourgeoisie a établi afin d'asservir la classe ouvrière, et dessillent les yeux de celle-ci.

La classe ouvrière est la classe dirigeante et, en tant que telle, il lui appartient de détruire ses liens avec la psychologie bourgeoise et petite-bourgeoise. Pour y parvenir, il est nécessaire de combattre tant les points de vue opportunistes, libéraux, qui mènent à des déviations syndicalistes droitières, que les conceptions sectaires, qui détachent le véritable parti marxiste du travail vivant, massif et concret. Les premières comme les secondes de ces vues sont lourdes de conséquences néfastes pour la cause de la révolution. Pas plus qu'on ne doit réduire le mouvement syndical aux seules revendications économiques, on ne doit hésiter à lutter pour les revendications économiques de crainte de passer à l'opportunisme et à une lutte purement syndicale.

En luttant pour l'unité de la classe ouvrière, les partis marxistes-léninistes considèrent que cette unité-là sous-tend l'unité de toutes les masses populaires, unité qui est tout à l'opposé des unions et alliances non fondées sur les principes et contre-révolutionnaires que prêchent les eurocommunistes.

L'aggravation de la crise que connaît le monde capitaliste et révisionniste élargit la base sociale de classe de la révolution. Au mouvement révolutionnaire participent toujours plus activement, outre la classe ouvrière, d'autres couches sociales exploitées par le capitalisme, notamment la paysannerie, la petite-bourgeoisie citadine, l'intelligentsia et les étudiants, la jeunesse et les masses des femmes. Aussi la question de la liaison avec ces masses et de leur direction constitue-t-elle pour le parti marxiste-léniniste une tâche primordiale.

Le travail direct du parti marxiste-léniniste et de ses membres au sein des masses est indispensable et très fécond, mais il est insuffisant pour étendre l'influence du parti parmi les larges masses travailleuses, si en même temps ne sont pas organisées et mises en action ses courroies de transmission, les organisations de masse, comme celles de la jeunesse, des femmes, etc. Le parti marxiste-léniniste travaille partout où se trouvent les masses, même dans les organisations dirigées et manipulées par les partis bourgeois et révisionnistes, pour les soustraire à l'influence de leur idéologie réactionnaire et opportuniste, de la même façon qu'il travaille pour créer des organisations révolutionnaires de masse qui militent dans la ligne du parti et agissent en toute conscience sous sa direction.

Dans les pays où domine le capital, la jeunesse, les femmes et d'autres masses travailleuses, constituent une grande réserve de la révolution. Les masses de jeunes et de femmes au chômage que la bourgeoisie a abandonnés et laissés sans espoir, se comptent par millions, aussi la révolte couve-t-elle en leur sein et il s'y accumule des éléments d'explosions révolutionnaires. Considérant le mouvement de la jeunesse, des étudiants, de l'intelligentsia et des femmes progressistes comme une importante partie constitutive du vaste mouvement révolutionnaire démocratique et libérateur en général, les marxistes-léninistes s'efforcent d'unir l'élan et les aspirations révolutionnaires de ces larges masses à l'élan et aux aspirations de la classe ouvrière, afin de les organiser, de les éduquer et de les diriger dans la juste voie. Lorsque les énergies intarissables de la jeunesse, des femmes et des autres masses s'unissent aux énergies de la classe ouvrière sous la conduite du parti prolétarien, il n'est aucune force au monde qui puisse empêcher le triomphe de la révolution et du socialisme.

L'hégémonie du prolétariat ne serait pas complète et efficace si elle ne s'étendait pas sur toutes les couches de la population intéressées à la révolution, en premier lieu sur la paysannerie, qui, dans l'immense majorité des pays, représente l'allié principal et le plus puissant de la classe ouvrière. L'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie est en même temps la base de l'union, sur un vaste front, de toutes les masses travailleuses, de tous ceux qui d'une manière ou d'une autre luttent contre le capitalisme et l'impérialisme, contre l'oppression et l'exploitation de la part des monopoles et des sociétés multinationales.

Actuellement les rues des villes et des villages des pays capitalistes sont le théâtre de nombreux meetings et manifestations, naturellement organisés par les partis bourgeois, sociaux-démocrates et révisionnistes, qui font descendre les masses dans la rue à des fins déterminées. Avant tout, ces partis cherchent à maintenir sous leur contrôle les masses révoltées de travailleurs et à restreindre leurs revendications dans le cadre économique autorisé par la bourgeoisie. Les communistes ont pour devoir non pas de se tenir en dehors de ces manifestations, celles-ci étant organisées par les partis bourgeois et révisionnistes, mais de prendre part à ces mouvements de masse et de les transformer en des démonstrations et des combats politiques contre la bourgeoisie et ses serviteurs. L'immobilisme, l'apathie et les discussions stériles sont mortels pour un parti marxiste-léniniste. Si un parti marxiste-léniniste n'est pas constamment en action, en mouvement, par l'agitation et la propagande, s'il ne participe pas aux diverses manifestations de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, sans égard au fait que celles-ci peuvent subir l'influence des partis réformistes, il ne peut espérer infléchir la direction que les partis réformistes impriment aux mouvements des masses.

La juste ligne du parti marxiste-léniniste ne peut être conduite chez les masses uniquement à travers sa presse, qui est généralement assez limitée. Ce sont les communistes, les sympathisants, les membres des organisations de masse qui l'y conduisent précisément au cours des actions de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses, lorsque celles-ci se sont mises en mouvement, lorsqu'elles luttent et se battent pour leurs droits économiques, et à plus forte raison politiques.

Une telle action révolutionnaire militante assure la réalisation de deux objectifs importants : d'une part, la trempe du parti lui-même dans des actions menées conjointement avec les masses ainsi que la croissance de son autorité et de son influence, et d'autre part, la possibilité donnée au parti de voir en action les éléments politiquement et idéologiquement les plus avancés de la classe ouvrière, ceux qui seront les meilleurs et les plus fermes militants futurs du parti. C'est chez ces gens que les partis marxistes-léninistes puisent le sang nouveau qu'ils infusent dans leurs rangs et non pas chez quelques éléments intellectuels mécontents ou travailleurs désœuvrés qui demandent justice, qui sont révoltés, mais qui ne sont pas très stables et qui n'acceptent pas la discipline de fer d'un parti prolétarien marxiste-léniniste.

Les dirigeants des partis révisionnistes estiment que le travail du parti se borne à des discussions continues, à des élucubrations stériles, à des contestations creuses sur telle ou telle question. Un pareil travail aride ne rend rien. Les partis révisionnistes conditionnent la masse à travers leur presse, dont il faut convenir qu'elle est importante. Ces partis eux-mêmes sont de grands trusts capitalistes et leur propagande est assurée par des employés stipendiés. Ils sont passés maîtres dans l'art de prêcher aux masses ce qu'elles doivent et ce qu'elles ne doivent pas faire. Par leur démagogie, ils obscurcissent l'objectif final des masses travailleuses, qui est le renversement du système capitaliste et leur font croire qu'il n'y a rien au-delà de ce qui peut être obtenu par une grève ordinaire. Cette grande mystification fait le jeu de la bourgeoisie capitaliste. Aussi celle-ci ne s'inquiète-t-elle ni des mots, ni des articles, ni des discours des stipendiés révisionnistes, ni des grèves menées sous la conduite de leurs partis.

Les partis marxistes-léninistes ne versent jamais dans ces formes de propagande courante des partis révisionnistes. Ils savent que l'insurrection, la révolution, ne viennent pas toutes seules. Il faut les préparer. Et la meilleure préparation se fait à travers des actions. Mais l'action ne va pas sans la théorie qui la guide. Marx, Engels, Lénine et Staline nous enseignent que sans action révolutionnaire il n'y a pas de théorie révolutionnaire et que sans théorie révolutionnaire il n'y a pas d'action révolutionnaire.

Le travail auprès des masses, leur ralliement à ses objectifs politiques concrets, est pour le parti marxiste-léniniste une tâche importante, car la révolution n'est pas faite par la seule classe ouvrière et encore moins par la seule avant-garde, le parti communiste. Pour l'accomplir, la classe ouvrière s'allie à d'autres forces sociales, à des partis progressistes ou à des fractions de ceux-ci, à des hommes de progrès, auxquels l'unissent des intérêts communs sur divers problèmes et en diverses périodes. Avec eux, le parti de la classe ouvrière crée de larges fronts populaires dotés de programmes politiques déterminés. Mais il ne se fond pas dans ces fronts, il conserve toujours son indépendance organisationnelle et politique.

La question des alliances est un problème délicat et d'une grande acuité. Les partis marxistes-léninistes doivent suivre, étudier et définir les tendances, les exigences et les contradictions existant dans le mouvement de masse, autrement dit la dialectique de la lutte de classe. Sur cette base, ils choisissent la juste voie pour parvenir à des alliances diverses. C'est dans la justesse de l'analyse et de l'appréciation des situations qui existent au sein des masses et des divers groupements politiques, que réside aussi la maturité des partis marxistes-léninistes pour la création des alliances nécessaires. C'est seulement grâce à une politique juste et à une prévision exacte des événements et de leur évolution que le parti de la classe ouvrière conservera sa personnalité dans ces alliances et accroîtra son influence parmi les masses qu'il cherche à rassembler et à lancer dans la révolution.

La formation d'alliances diverses et, sur leur base, la création de vastes fronts populaires, devient une tâche impérative, particulièrement lorsque dans beaucoup de pays le danger du fascisme apparaît menaçant et immédiat, et que les pressions et les ingérences des superpuissances envers tous les pays se sont accrues. La réalisation de cette union et de ces alliances est favorisée par le fait que, dans le processus révolutionnaire actuel, le facteur national revêt une importance particulière, qui tend sans cesse à s'accroître.

Elle se rattache à l'intensification de la politique expansionniste, hégémoniste et agressive des puissances impérialistes. Mais la conquête d'un pays ne se fait pas toujours forcément à travers des agressions militaires. Cette occupation, colonisation, oppression et exploitation; se fait aussi sous d'autres formes, «nouvelles», «modernes», économiques, culturelles, politiques, qui masquent la domination et la férocité impérialiste.

C'est pourquoi, quand nous disons que la révolution est à l'ordre du jour, cela se rattache aussi à ces facteurs nationaux, c'est-à-dire à l'occupation d'un ou de quelques pays par les grandes puissances capitalistes et impérialistes, tant à travers une conquête militaire directe, que par des voies et des moyens détournés. Dans ce sens; des pays comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal, etc., bien qu'ils ne soient pas conquis militairement par des armées du dehors, ne souffrent pas moins de la domination et de l'ingérence étrangères.

Les eurocommunistes peuvent seriner tant qu'ils veulent que leurs pays sont libres et souverains. En fait, les peuples espagnol, italien, portugais et autres sont opprimés et exploités. Dans leurs pays existe une démocratie bourgeoise, mais l'Etat là-bas est pieds et poings lié au capital étranger. Le peuple, la classe ouvrière ne jouissent pas de la démocratie et de la souveraineté véritables. Ils ne sont pas libres, car tout chez eux est conditionné par le capital étranger.

Durant la Seconde Guerre mondiale, quand beaucoup de pays étaient occupés par les armées nazies ou fascistes, les quislings et collaborateurs s'unirent aux occupants. Maintenant aussi, de nouveaux quislings et collaborateur sous d'autres masques et slogans, sont au pouvoir et liés par mille fils aux nouveaux conquérants modernes, les néo-colonialistes, et à leurs capitaux. Le travail révolutionnaire dans les rangs des armées bourgeoises, que Lénine qualifie de

«... principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 25, p. 459.)

revêt une grande importance pour la préparation et l'accomplissement de la révolution. Lénine a répondu à beaucoup de problèmes théoriques et pratiques relatifs à la nécessité du travail révolutionnaire dans les rangs des armées bourgeoises et défini les voies pour les attaquer, les démoraliser et les désintégrer. Cette question prend une importance particulière dans les conditions actuelles où les situations révolutionnaires dans beaucoup de pays mûrissent rapidement. L'armée bourgeoise est, dans l'ensemble, la bourgeoisie armée jusqu'aux dents et dressée face au prolétariat et aux masses populaires.

Les très nombreux effectifs des armées dans les pays capitalistes pourraient faire croire que, dans ces circonstances, la révolution et la destruction de l'Etat oppresseur et exploiteur deviennent impossibles. Ces conceptions sont surtout soutenues et propagées par les eurocommunistes, qui n'attaquent l'armée bourgeoise pas même avec des plumes. Le nombre des effectifs de l'armée ne change pas grand-chose pour la révolution, mais elle crée à la bourgeoisie des problèmes inquiétants. Le fait que l'armée grossisse ses rangs de nombreux éléments de différentes couches de la population facilite l'action pour démoraliser ses forces et les tourner contre la bourgeoisie elle-même. De ce fait, la révolution est confrontée à deux grands problèmes. Elle doit, d'une part, rallier à elle la classe ouvrière et les masses travailleuses sans lesquelles elle ne peut s'accomplir, et, d'autre part, démoraliser et désintégrer l'armée bourgeoise, qui la réprime. Dans les syndicats, la bourgeoisie utilise à ses fins l'aristocratie ouvrière,

elle recourt dans l'armée à la caste des officiers qui y remplissent les mêmes fonctions que les bonzes syndicalistes.

Les principes, les lois et les structures organisationnelles des armées bourgeoises sont de nature à permettre à la bourgeoisie d'y exercer son contrôle, d'entretenir et de préparer l'armée comme un instrument de répression de la révolution et des peuples. Cela illustre le caractère de classe et réactionnaire prononcé de l'armée bourgeoise et démasque les efforts pour la présenter comme étant «au-dessus des classes», «nationale», «hors de la politique», «respectueuse de la démocratie», etc. L'armée bourgeoise dans tout pays, indépendamment de ses «traditions démocratiques», est antipopulaire et il lui a été donné pour mission de défendre la domination de la bourgeoisie et de réaliser les visées expansionnistes de celle-ci.

Et pourtant, l'armée bourgeoise ne constitue pas une masse compacte, il n'y a ni il ne peut y avoir d'unité dans ses rangs. Les contradictions antagonistes entre la bourgeoisie capitaliste et révisionniste, d'une part, et le prolétariat et les masses travailleuses, de l'autre, se reflètent aussi dans ces armées. La masse des soldats, qui se compose de fils d'ouvriers et de paysans, a des intérêts diamétralement opposés au caractère et à la mission que la bourgeoisie confère à son armée. Cette masse a intérêt, tout comme les autres ouvriers et travailleurs, à voir renverser l'ordre exploiteur, aussi la bourgeoisie l'enferme-t-elle dans des casernes, elle l'isole du peuple, transformant l'armée, comme le disait Lénine, en «prison» pour les masses de millions de soldats.

C'est là qu'a son fondement le conflit qui ne cesse de s'approfondir entre les soldats, fils du peuple, et le corps de commandement, les officiers, exécutants de la bourgeoisie capitaliste, préparés et éduqués pour servir avec zèle les intérêts du capital. Le travail du parti marxiste-léniniste vise à dresser le soldat en révolte contre ses officiers, à l'amener à ne pas exécuter les ordres, à ne pas appliquer la discipline et les lois de la bourgeoisie, à saboter les armes, afin qu'elles ne soient pas employées contre le peuple.

«... il n'est pas de grande révolution, a dit Lénine, qui ait évité et puisse éviter la «désorganisation» de l'armée. Car l'armée est traditionnellement l'instrument qui sert à perpétuer l'ancien régime, le rempart le plus solide de la discipline bourgeoise, de la domination du Capital, et l'école de la soumission servile et de la subordination des travailleurs au Capital.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 28, p. 321.)

Assurément, les méthodes, les formes et les tactiques utilisées pour provoquer la désorganisation et la désagrégation de l'armée sont multiples et diverses, et elles varient en fonction des conditions concrètes. Actuellement, ces conditions n'étant pas identiques dans chaque pays, les tactiques des marxistes-léninistes diffèrent d'un pays à l'autre. Il est des pays où la dictature fasciste et la terreur sont instaurées ouvertement, il en est d'autres où l'on peut et l'on doit exploiter aussi le peu de formes légales de la démocratie bourgeoise. Mais, dans l'ensemble, le travail individuel particulier auprès de chaque soldat, à la caserne comme en dehors de celle-ci, la lutte acharnée des ouvriers, les grèves réitérées, les manifestations, les meetings, les protestations, etc. ; jouent un rôle important aussi bien pour la mobilisation des masses que pour la désorganisation de l'armée bourgeoise.

«... toutes ces mêlées, toutes ces batailles, soulignait Lénine, où les forces se tâtent en quelque sorte, éveillent infailliblement l'armée à la vie politique et l'introduisent par conséquent dans le domaine des questions révolutionnaires. L'expérience de la lutte éclaire mieux et plus profondément que ne le feraient en d'autres circonstances des années de propagande.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 9, pp. 402-403.)

Auprès du fils du peuple qu'est le soldat, il convient de travailler avant même qu'il n'aille sous les drapeaux: puis lorsqu'il fait son service militaire, phase plus déterminante, et enfin lorsqu'il a terminé son service et qu'il est passé à la réserve. Il ne faut pas exclure non plus le travail auprès des officiers des rangs inférieurs pour les détacher de la caste des officiers supérieurs et les convaincre de ne pas lever la main contre le peuple.

Assurément, le travail politique dans l'armée est aussi dangereux qu'important. Alors qu'au sein des syndicats la sanction de l'action et de la propagande politiques est tout au plus le licenciement, dans l'armée, par contre, où l'action et la propagande politiques sont rigoureusement interdites, la sanction peut aller jusqu'à la peine capitale. Mais les communistes révolutionnaires n'ont jamais manqué d'esprit de sacrifice, ils ont toujours été convaincus que, sans travailler dans ce secteur, on ne peut ouvrir la voie à la révolution.

La désorganisation de l'armée bourgeoise est en même temps partie intégrante de la stratégie qui vise à déjouer les plans bellicistes de la bourgeoisie capitaliste, à saboter les guerres de rapine et à les transformer en guerres révolutionnaires. C'est ainsi qu'agirent les bolcheviks avec l'armée du tsar à l'époque de Lénine. Le renversement de Kerenski et de son gouvernement, qui demandait la poursuite de la guerre impérialiste, la politique de Lénine sur la paix, sur la question agraire, sur la distribution des terres aux paysans pauvres, etc., attirèrent les soldats du côté de la révolution, alors que la caste des officiers resta dans le camp des gardes blancs, passa à la contre-révolution. La stratégie et la tactique léniniste de la guerre contre l'armée bourgeoise aident et encouragent la classe ouvrière et les peuples, les mobilisent pour la révolution, pour la guerre anti-impérialiste et de libération nationale.

Le mouvement révolutionnaire mondial a une riche expérience du travail dans les rangs de l'armée bourgeoise. En 1905, en Russie, dans l'armée tsariste furent créés les comités révolutionnaires de soldats, dirigés par le parti social-démocrate russe qui était conduit par Lénine. Lors de la révolution de février 1917, et surtout de la Révolution d'Octobre, dans les formations et les unités de l'armée tsariste furent créés les cellules du parti et les soviets des soldats et des matelots, qui devaient jouer un rôle déterminant pour le passage en masse de l'armée bourgeoise dans le camp de la révolution.

Au cours de la Lutte antifasciste de libération nationale, le Parti communiste d'Albanie, dans la clandestinité la plus profonde, travailla dans les rangs de l'armée, et même dans la gendarmerie, la police, etc., pour paralyser ces armes, susciter des troubles et des désertions dans leurs rangs. Cela contraignit l'ennemi à perdre confiance et, dans certains cas, à déporter des détachements entiers de l'ancienne armée albanaise, qui était au service de l'occupant. Dans le même temps, beaucoup de militaires passèrent des rangs de l'ancienne armée dans les rangs de notre armée de libération nationale.

Prenons un autre exemple, plus proche, celui de l'armée du shah d'Iran et de sa caste d'officiers, qui, indépendamment du fait qu'elle était armée jusqu'aux dents et pourvue d'armes des plus sophistiquées, ne fut pas en mesure de mener une action efficace et de réprimer l'insurrection anti-impérialiste et anti-monarchiste du peuple iranien.

Le régime des Pahlavi était des plus barbares, des plus sanguinaires, des plus exploités et des plus corrompus de notre temps. Leur féroce dictature s'appuyait sur les féodaux, les richards créés par le régime, sur l'armée réactionnaire et sa caste dirigeante, sur la SAVAK, qui, comme la définissait le shah lui-même était un «Etat dans l'Etat». Les Pahlavi régnaient par la terreur, ils étaient des associés vendus à l'impérialisme américain et anglais ; les gendarmes les mieux armés du golfe Persique sous les ordres de la CIA.

Néanmoins, ni la terreur, ni l'armée, ni la SAVAK, etc., ne parvinrent à étouffer la révolte du peuple iranien, qui, sous des formes et avec une intensité diverses, se poursuivit pour finir par croître en qualité et dépasser le stade de peur de la violence. Au cours de ce processus l'armée et la SAVAK, remparts du régime sanguinaire du shah, se désagrégèrent, une partie de l'armée passa du côté du peuple, qui prit les armes et qui les garde. Cette expérience confirme que lorsque le peuple se dresse comme un seul homme, lorsqu'un travail attentif est fait pour démoraliser et désagréger l'armée et la police bourgeoises, la révolution ne peut être arrêtée ni par l'une ni par l'autre, si nombreuses et bien armées soient-elles.

Dans les pays capitalistes il est maintenant à la mode, pour toutes sortes de gens, de parler de «révolution» et d'actions prétendument révolutionnaires. Ceux qu'on appelle «gauchistes» réclament à cor et à cri des «mesures révolutionnaires», mais ils en fixent aussitôt les limites. Ils «expliquent» que des mesures révolutionnaires ne sont pas opportunes partout et dans tous les domaines, mais qu'il suffit d'introduire quelques «changements» ; autrement dit de bercer d'illusions et de tromper les masses qui réclament des transformations révolutionnaires radicales.

Tout comme la bourgeoisie, les «gauchistes» voient dans l'armée une «forteresse imprenable» et ils ne posent même pas la tâche de la désintégrer, de la démoraliser et de la détruire. Par contre, les partis marxistes-léninistes, sans négliger les autres directions de la lutte, considèrent la lutte pour l'unité de la classe ouvrière et la désintégration de l'armée bourgeoise comme deux orientations d'une importance décisive pour la victoire de la révolution.

«Naturellement, disait Lénine, si la révolution ne gagne pas à elle les masses et si elle n'entraîne pas l'armée à son côté, il ne saurait être question de lutte sérieuse.» (V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 11, p. 183.)

Le travail des marxistes-léninistes dans les rangs de l'armée bourgeoise et révisionniste vise à entraîner les militaires dans une activité consciente révolutionnaire et non pas simplement à organiser des coups d'Etat. Les marxistes-léninistes n'ont jamais regardé ni ne regardent jamais le renversement de l'ordre capitaliste comme une question de putschs et de complots militaires, mais comme le résultat de l'activité consciente, de la participation active des masses à la révolution.

Les coups d'Etat, les complots organisés par la caste des officiers dans nombre de pays du monde sont devenus à la mode. C'est avec des actions de ce genre que les groupes monopolistes renversent un gouvernement et y substituent un autre à leur service. Les impérialistes américains et les social-impérialistes soviétiques ont, par des coups de force militaires, mis à la tête de l'Etat dans de nombreux pays du monde des cliques réactionnaires à leur service. Dans ces cas-là, la masse des soldats a souvent servi aveuglément les intérêts des classes dominantes locales et des superpuissances impérialistes.

Les révolutionnaires authentiques éclairent alors la masse des soldats afin qu'ils ne se laissent pas tromper par la propagande réactionnaire qui cherche à faire passer les coups de force militaires pour des actions menées «dans l'intérêt de la nation», «dans l'intérêt du peuple et de la défense de la patrie», etc.

Ils expliquent aussi que l'anarchisme, le terrorisme et le banditisme, qui prennent de vastes proportions dans les pays capitalistes et révisionnistes, n'ont rien de commun avec la révolution. La réalité quotidienne vient prouver que les groupes anarchistes, terroristes et de bandits sont utilisés par la réaction comme une justification et comme une arme de combat pour préparer et instaurer la dictature fasciste, pour effrayer la petite bourgeoisie et en faire un instrument et un lit chaud du fascisme, pour paralyser la classe ouvrière et la maintenir liée aux chaînes du capitalisme, sous la menace de se voir enlever même les quelques miettes que lui a «données» la bourgeoisie.

Tous ces courants et groupes se masquent de noms attirants, comme «prolétariens», «communistes», «brigades rouges», et autres appellations qui sèment une grande confusion. Les actions de ces groupes n'ont rien de commun avec le marxisme-léninisme, avec le communisme.

La bourgeoisie, par sa propagande, accuse aussi les communistes, ceux qui sont réellement pour la révolution et le socialisme, pour le renversement du pouvoir bourgeois lui-même, d'être des terroristes, des anarchistes et des bandits et elle s'efforce de dresser l'opinion contre les véritables formes d'organisation révolutionnaire du prolétariat et de son avant-garde. C'est principalement à cette fin qu'elle encourage le terrorisme et le banditisme, qui dans des pays comme l'Italie prennent de vastes proportions.

Les marxistes-léninistes ont toujours en vue ces manœuvres et ces ruses de la bourgeoisie et ils luttent pour les démasquer et les annihiler. Ils repoussent les attaques, les accusations et les calomnies de la bourgeoisie et de ses valets, qui qualifient de terrorisme et de banditisme l'action illégale des partis marxistes-léninistes.

Le choix pour un parti marxiste-léniniste de son existence dans la clandestinité, dans la semi-clandestinité ou dans la clandestinité totale, dépend des conditions concrètes du pays concerné. Mais, indépendamment de ces conditions, l'organisation du travail illégal est le meilleur gage de la victoire. Sans cette organisation, la dictature bourgeoise, aux moments qu'elle juge opportuns, met en action sa redoutable force de frappe, elle sévit et éprouve gravement le prolétariat et son avant-garde.

Un parti de la classe ouvrière qui n'envisage pas des moments chauds de heurts et d'affrontements avec les forces de la bourgeoisie capitaliste, n'est pas un véritable parti révolutionnaire. Pour lui, le principe théorique selon lequel on ne peut arracher le pouvoir à la bourgeoisie que par la violence, en luttant et en consentant des sacrifices, demeure une phrase creuse, un slogan. Dans la lutte, les moments aigus sont inévitables et en ces durs moments de combat, les bases de propagande légale sont insuffisantes. En ces moments-là, le parti communiste doit disposer aussi de ses bases de combat, avoir créé ses forces de choc, assuré ses arrières et les avoir pourvus des moyens politiques, idéologiques et matériels nécessaires. Les actions futures nécessiteront des sacrifices, des gens seront atteints, emprisonnés, tués, aussi faut-il travailler à former autour du parti une grande masse d'hommes fidèles et révolutionnaires résolus, qui l'écoutent et se lancent avec lui dans des actions révolutionnaires.

Par ailleurs, les partis marxistes-léninistes savent mettre à profit la «démocratie» bourgeoise, les possibilités que fournissent l'action et la lutte légales pour la préparation de la révolution. Même lorsqu'ils agissent dans la légalité, ils s'efforcent de faire en sorte que leurs actions servent à la satisfaction des exigences et à l'accomplissement des tâches de la révolution, à la préparation idéologique et politique, organisationnelle et militaire du parti et des masses pour le renversement de la bourgeoisie, que les lois bourgeoises le permettent ou non.

En toute occasion et dans toutes les circonstances, les véritables partis révolutionnaires savent combiner judicieusement l'organisation et la conduite de la lutte illégale avec la lutte légale, en usant seulement des formes d'action et des tactiques révolutionnaires qui ne voilent pas leur stratégie d'illusions sur le légalisme et la démocratie bourgeoise.

A ce propos Lénine disait :

«Dans tous les pays, même les plus libres, les plus «légalistes» et les plus «pacifiques», c'est-à-dire où la lutte des classes est la moins aiguë, le temps est venu pour chaque parti communiste de considérer comme absolument indispensable de combiner systématiquement le travail légal et le travail illégal, l'organisation légale et l'organisation illégale.» (V. Lénine, Œuvres éd. alb., t. 31, p. 211.)

A première vue, il semble qu'en Europe occidentale la classe ouvrière est étreinte durement dans les chaînes que lui ont mises la social-démocratie et les révisionnistes qualifiés d'eurocommunistes, que le mouvement ouvrier subit la forte influence de l'idéologie bourgeoise et révisionniste. Mais cette vision des choses ne correspond pas à la réalité. Aussi bien n'indique-t-elle pas les tendances du développement social, les procès qui couvent au sein des masses travailleuses, la nécessité historique et les impératifs de l'époque.

La bourgeoisie, les révisionnistes et tous les autres opportunistes s'efforcent de contenir la révolution, d'étouffer l'idéal communiste. A certaines étapes et dans des conditions historiques particulières, ils parviennent même à étourdir et à désorienter le prolétariat et les masses travailleuses, à assombrir dans une certaine mesure les perspectives de l'avenir socialiste. Mais c'est là un phénomène passager. La révolution et le socialisme, comme théories et comme actions pratiques, ne sont pas imposés aux

masses du dehors, par des individus particuliers ou par des groupes de gens. La révolution et le socialisme constituent la seule clé nécessaire au prolétariat et aux masses pour résoudre les contradictions inconciliables de la société capitaliste, pour mettre fin à leur oppression et à leur exploitation, pour instaurer la liberté et l'égalité véritables. Et tant qu'il y aura oppression et exploitation, tant qu'existera le capitalisme, la pensée et la lutte des masses se dirigeront toujours vers la révolution et le socialisme.

Les eurocommunistes ont jeté par-dessus bord le drapeau du marxisme-léninisme, de la révolution et de la dictature du prolétariat. Ils prêchent la paix des classes et glorifient la démocratie bourgeoise. Mais avec des sermons et des hymnes on ne peut guérir les plaies de la société bourgeoise ni résoudre ses contradictions. Cela a été désormais confirmé par l'histoire et l'on ne peut ignorer ses enseignements. Le prolétariat, les opprimés et les exploités vont naturellement vers la révolution, vers la dictature du prolétariat et vers le socialisme. Naturellement aussi, ils recherchent la voie qui conduit à la satisfaction de ces aspirations historiques, voie que leur indique la théorie immortelle de Marx, Engels, Lénine et Staline. Il appartient aux nouveaux partis communistes marxistes-léninistes de prendre en main la direction des batailles de classe, abandonnée par les eurocommunistes, afin de doter le prolétariat et les masses de l'avant-garde militante et combattante qu'ils recherchent et acceptent d'avoir à leur tête.

Les situations ne sont pas faciles, mais rappelons-nous les paroles optimistes de Staline, selon lequel «il n'est forteresse que les communistes ne prennent». Cet optimisme révolutionnaire émane des lois objectives mêmes du développement de la société. Le capitalisme est un ordre condamné à disparaître par l'histoire. Rien, ni la résistance enragée de la bourgeoisie, ni la trahison des révisionnistes modernes, ne peut le sauver de sa fin inévitable. L'avenir appartient au socialisme et au communisme.

Publié d'après le livre «L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme» éd. fr., Tirana 1980

LE PROGRES DE NOTRE PAYS EST INDISSOCIABLE DU DEVELOPPEMENT DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Extraits du discours de clôture prononcé au 8^e plénum du CC du PTA

[Du 24 à 25 juin 1980 a tenu ses travaux le 8^e plénum du CC du PTA, qui a analysé le rapport du Bureau politique : «Elevons le niveau du travail de recherche scientifique et son efficacité pour le développement actuel et perspectif du pays», présenté par le camarade Ramiz Alia, membre du Bureau politique et secrétaire du CC du PTA.]

25 juin 1980

L'analyse et la discussion des problèmes relatifs à l'activité scientifique au cours de ce plénum du Comité central du Parti étaient indispensables et elles ont été très fructueuses.

Notre pays a atteint actuellement un stade avancé de développement économique et social, où l'activité de recherche scientifique, de création et de transformation a occupé et occupe un rôle et une place de grande importance, qui nécessite cependant un travail plus soutenu pour être porté à un niveau quantitatif et qualitatif supérieur et contribuer davantage et plus efficacement à notre développement dans son ensemble.

Notre patrie est l'unique pays qui édifie avec succès la véritable société socialiste dans des conditions historiques particulières, encerclé qu'il est par le monde capitaliste et révisionniste et sans recevoir aucune aide économique ni aucun crédit de l'étranger. Ceci est sans précédent non seulement chez les

petits mais même chez les grands pays qui, en étant capitalistes et révisionnistes, utilisent aussi la science et la technique pour opprimer et exploiter les grandes masses laborieuses, pour réaliser leurs visées de rapine impérialistes.

Actuellement, notre pays est également confronté à des tâches imposantes dictées par le 7^e plan quinquennal que nous sommes en train d'élaborer et que nous réaliserons en nous fondant uniquement sur nos forces. Ce sont justement ces circonstances essentielles qui ont poussé le Bureau politique à décider de discuter spécialement à cette réunion du Comité central des problèmes de la science et du travail de recherche scientifique afin de mieux les mettre **au service du développement présent et futur du pays, de les faire contribuer à l'essor de l'économie, à l'éducation de l'homme nouveau de chez nous et au renforcement de la défense de notre patrie...**

Notre Parti a attaché et attachera une grande importance à la science et au progrès scientifique et technique dans notre pays, car leur développement a été et reste indissociable des besoins de notre vie sociale socialiste. Pour notre Parti et notre Etat la science et le progrès technique et scientifique n'ont constitué et ne constitueront jamais un but en soi. **La science et la technique sont allées de l'avant et se sont développées en se mettant directement au service des besoins de la production et de la vie sociale, de même que ces besoins ont été et sont des stimulants permanents de l'épanouissement même de la science et de la technique.**

Les sciences, fussent-elles techniques ou naturelles, sont, comme la littérature, l'art, etc., une forme de la conscience sociale. La science agit sur le développement général de la civilisation et de la société, au même degré que les arts, la littérature, la technique, etc. Ce n'est pas un épiphénomène isolé, mais au contraire elle plonge de fortes et profondes racines dans le terrain social, idéologique, économique et politique, et se rattache, dans son développement, à diverses époques. La science, ou la pensée scientifique, ne peut ni ne doit être dissociée du cadre social où elle se développe. Ainsi, est-elle indissolublement liée à l'histoire générale de l'humanité, au progrès de la société.

La pratique de la société est la source du développement des sciences, le critère de la justesse de leurs thèses. De nos jours, les liens entre le développement de la science, de la technique et des forces productives sont devenus encore plus étroits. Sous l'influence de la science, du progrès technique et scientifique, le potentiel matériel et intellectuel de la société s'accroît toujours plus et donne une nouvelle impulsion au développement de la science. Ce développement suit toujours une voie dialectique matérialiste. Le progrès de la chimie, comme nous l'enseignent nos grands classiques, a conduit au matérialisme, et le développement des mathématiques au déterminisme et à l'athéisme. En introduisant la géométrie, Archimède a jeté bas les théories d'Aristote sur le cosmos et sur les propriétés des corps, et ainsi de suite.

Certes, une connaissance approfondie des sciences par les spécialistes eux-mêmes, n'est plus de nos jours un but facile à atteindre. C'est au contraire une tâche très complexe. Les sciences se sont développées à tel point, que même un savant de grande valeur finit par en avoir le vertige, si je puis dire ; il lui est difficile de rendre succinctement l'idée de l'ampleur qu'a prise telle ou telle science. **Chaque science se subdivise en branches indépendantes et chacune d'entre elles est une spécialisation en soi. Le développement et la multiplication des connaissances exigent la spécialisation et celle-ci de son côté requiert une collaboration aussi étroite que possible entre les différentes disciplines scientifiques, entre les recherches et les diverses et multiples techniques.** La spécialisation et la coopération si étendue entre elles ont rendu et rendent toujours plus difficile de distinguer les limites des disciplines scientifiques, et d'en comprendre une sans maîtriser les autres. Que sont, par exemple, la physique et la chimie ? Ce sont deux sciences si proches l'une de l'autre, que l'on peut en dire qu'elles sont «cousines». Leurs objets et leurs méthodes sont très analogues à tel point que l'on peut les considérer comme s'entrelaçant. Mais toutes les deux servent à étudier l'univers, et elles se sont différenciées au même titre que les autres sciences naturelles.

En s'efforçant de donner une explication harmonieuse au monde, la science laisserait dans l'ombre de nombreux faits ou phénomènes similaires, si elle ne découvrait pas les liens qui les rapprochent entre eux. C'est pourquoi aucune science ne peut être apprise, appliquée et s'épanouir sans rattacher ses problèmes et ses méthodes à ceux des autres sciences. Ni la physique, ni la chimie, ni l'électronique ou les études sur l'atome ne peuvent aller de l'avant sans recourir, pour ainsi dire, au langage des mathématiques. Un lien étroit dialectique existe également entre les sciences techniques et naturelles d'une part, et les sciences économiques et sociales de l'autre.

Cela tient également à la nature complexe des problèmes et des phénomènes émanant de la vie, où les aspects matériels, techniques et technologiques ne sont pas dissociés des aspects politiques, économiques et sociaux. Aussi faut-il éviter dans notre pratique les phénomènes nocifs qui se font jour dans les deux sens. Souvent, les problèmes concernant les sciences techniques et naturelles sont considérés comme classés dès que l'on en a résolu les côtés techniques et technologiques, sans tenir compte suffisamment de leur aspect économique et social. Par ailleurs, les sciences économiques et sociales doivent se prononcer plus explicitement et avec une plus large vision d'ensemble sur l'application des résultats obtenus par les sciences techniques et naturelles, sur les possibilités, les priorités et l'avantage de leur mise en œuvre.

Si nous examinons le problème sous cet angle nous comprendrons à quel point les sciences sont liées entre elles, sous l'aspect de la recherche fondamentale et à plus forte raison sous celui de la recherche touchant les sciences appliquées. Il en résulte que le souci d'assurer la coopération, la collaboration et la synthèse des activités des travailleurs qui s'occupent des différentes disciplines scientifiques, doit rester à l'ordre du jour et ne jamais même s'atténuer. Sinon, la science n'ira pas de l'avant, elle stagnera, le progrès se réduira aux formes artisanales et aucune nouvelle perspective ne s'ouvrira pour l'avenir.

Le développement des sciences appliquées s'appuie dans une large mesure sur les sciences fondamentales. Souvent, l'avantage que présente une découverte scientifique n'apparaît pas immédiatement ; mais ce qui apparaît aujourd'hui comme un résultat « purement » scientifique, mais qui ne peut être introduit dans la pratique, les générations futures l'apprécieront et l'appliqueront dans la construction d'importants ouvrages. L'histoire du développement de la science abonde en de pareils exemples. Prenons par exemple la découverte de Newton et celle de Leibniz sur l'analyse mathématique. Leurs contemporains l'ont appréciée, mais pouvaient-ils s'imaginer alors que les ingénieurs futurs en feraient un si large usage dans la construction des ponts, des gratte-ciel, et dans le lancement de projectiles à plus de 120 kilomètres ? Non, cela était alors inconcevable. Il en a été de même des théories scientifiques d'éminents astronomes comme Tycho Brahé ou Kepler, des théories de grands physiciens comme Einstein, etc.

Dans les conditions de notre pays, il nous faut beaucoup insister sur les sciences appliquées, sur lesquelles nous devons concentrer les forces principales de notre travail de recherche scientifique. Cela n'implique pas qu'il ne faille pas mener également des études appropriées dans les domaines des sciences fondamentales. En ce domaine, nous devons multiplier nos efforts pour assimiler la théorie des sciences naturelles et techniques, **afin de comprendre et d'appliquer plus largement leurs résultats dans la pratique.** C'est ainsi que s'effectue le passage de la théorie à la pratique et que sont combattus l'empirisme et l'académisme dans le travail scientifique. Nos hommes de science doivent considérer la routine comme un phénomène blâmable et stérile, dans l'étude de la science et dans sa mise en œuvre pratique, comme un obstacle sérieux à combattre résolument. Ils doivent en faire autant à l'encontre des spéculations sophistiquées dans toutes les sciences, car elles appauvrissent le savoir et font même dégénérer la science.

Dans ce contexte, il est important aussi de développer la logique des liens entre la théorie et la pratique chez les hommes de science, comme chez ceux qui travaillent à la production ; à l'Université comme à la base, par le spécialiste qui travaille à la base comme par celui qui travaille dans les institutions centrales. Les hommes de science doivent partir du principe que les données théoriques et

expérimentales ne peuvent s'élever au niveau de la science que lorsqu'elles sont logiquement liées entre elles.

Même un regard d'ensemble jeté sur les grands problèmes de la science nous permet de conclure qu'il nous faut travailler inlassablement maintenant et dans l'avenir pour maîtriser et appliquer les acquis et les progrès de la science.

La société influe sur le développement de la science, mais inversement celle-ci aussi influe sur l'épanouissement de la société. La révolution socialiste surtout donne à la science une grande impulsion. Nous savons tous le développement que la science a connu pendant la révolution démocratique bourgeoise française, mais surtout la grande Révolution socialiste d'Octobre, conduite par Lénine et Staline, lui a donné une impulsion colossale.

A la suite de la victoire de la révolution populaire et de l'édification du socialisme dans notre pays, la science a connu chez nous un vigoureux essor. Incontestablement nos sciences sociales, s'en tenant à la ligne et à la politique du Parti, ont apporté une précieuse contribution à l'élucidation et à l'argumentation scientifique des lois du développement de la société socialiste, à la défense de la doctrine du marxisme-léninisme, à la dénonciation des vues et des pratiques bourgeoises et révisionnistes ainsi qu'à l'élaboration scientifique de la glorieuse histoire ancienne de notre peuple. Elles ont joué et jouent un rôle de premier plan dans l'éducation communiste des travailleurs, dans le perfectionnement des rapports de production et de la superstructure de notre société socialiste.

Des études et des travaux importants ont été effectués pour accélérer le développement des forces productives, pour mettre sur pied une économie complexe et indépendante et construire la base matérielle et technique du socialisme. Nos ouvriers, coopérateurs et spécialistes frayent de nouvelles voies par leurs idées, ils font des propositions pour de nouvelles améliorations, pour remplacer l'ancien par le nouveau.

Néanmoins, malgré le grand travail accompli partout, on ne peut pas dire que l'activité de recherche scientifique a été appréciée à sa juste valeur...

Dans ce domaine, il est indispensable de procéder à un grand tournant et cela concerne les dirigeants de toutes les instances, les ouvriers, les coopérateurs, les spécialistes, les cadres supérieurs et moyens, en somme tous ceux qui travaillent et qui dirigent. Il faut s'efforcer plus hardiment, avec plus d'assurance et de méthode d'acquérir des connaissances scientifiques plus approfondies et de les mettre en pratique. Sinon, les progrès seront minimes et inadaptés aux grandes tâches et aux importants besoins toujours croissants du pays.

Nos hommes, qu'ils soient à l'appareil de direction ou à la production, au centre ou à la base, doivent toujours avoir présents à l'esprit les conseils insistants de Lénine :

«... instruisons-nous et prenons garde à ce que la science ne reste pas lettre morte, une phrase à la mode (ce qui, ne nous en cachons pas, arrive souvent chez nous), à ce que la science soit indissolublement liée à notre vie quotidienne, entièrement et effectivement. En un mot, poursuivait Lénine, on exige de nous non pas ce que requiert la bourgeoisie de l'Europe occidentale, mais ce qui est digne et convenable pour un pays, qui s'est fait un devoir de devenir un pays socialiste.»
(V. Lénine, Œuvres, éd. alb., t. 33, p. 550.)

Je pense que les tâches incluses dans le rapport présenté au plénum sur le développement du travail de recherche scientifique doivent être considérées comme partie intégrante du plan quinquennal en cours d'élaboration. Il faut que la science apporte son concours à la planification de la production, qu'elle serve de guide à la production et qu'elle ouvre de nouvelles perspectives à l'économie et à la culture. Le projet de plan est en voie de préparation, il est discuté à la base et il va être soumis aux organes centraux. Cependant, les décisions prises à ce plénum ne doivent pas dans

notre esprit être détachées du 7^e plan quinquennal, il ne faut pas penser erronément que «ce qui est fait est fait», et laisser les études et les travaux scientifiques à mener pour l'élaboration et le perfectionnement du plan quinquennal à la spontanéité. Cela doit être évité à tout prix.

Naturellement, ce plénum pose aussi, sur certaines questions, quelques tâches dont l'accomplissement dépasse les objectifs du 7^e plan quinquennal. Mais en incorporant dans ce plan les tâches essentielles appelées à promouvoir le développement de la science et de la technique, celles-ci doivent nous aider à préciser le nombre de cadres dont nous avons besoin, les fonds nécessaires, la base matérielle indispensable pour améliorer l'organisation du travail scientifique, de la base au centre, et à nous préparer aussi pour d'autres tâches.

Tout ce processus doit viser à faire en sorte que le développement de la science et le progrès technique deviennent un appui puissant pour la réalisation des objectifs et des tâches si considérables qui s'annoncent. En conséquence, il faut avoir sans cesse présent à l'esprit, comme l'a souligné le I^{er} plénum du Comité central, que les travailleurs scientifiques doivent mettre leur esprit et leurs forces au service du nouveau plan quinquennal que nous élaborons. Tout ce qui est prévu pour le prochain quinquennat en vue du développement des forces productives et du perfectionnement des rapports de production et qui est intimement lié à la science et aux études scientifiques, doit absolument être garanti à tous les égards.

Ici, le problème doit être envisagé sous deux aspects : sous celui d'une élaboration aussi scientifique que possible de ce plan, surtout dans sa mise en œuvre, et sous celui de l'ouverture de nouvelles perspectives. Naturellement, cela présuppose des précisions et des argumentations plus poussées dans le processus d'exécution des tâches du plan. Le progrès scientifique et technique constitue une grande potentialité, dont il faut se servir pour améliorer nos plans et en dépasser les objectifs fixés.

Les points-clés et les principales directions de la recherche scientifique et du progrès technique sont définis dans les orientations fondamentales que le Comité central a données pour le développement à plus ou moins long terme de notre économie et de notre culture. En ce qui concerne le 7^e plan quinquennal, ces objectifs consistent à développer en ampleur et en profondeur l'industrie lourde d'extraction, d'enrichissement et de transformation des minerais ; à développer et à renforcer la base énergétique, surtout dans l'industrie du pétrole ; à achever et à mettre en service les établissements que les révisionnistes chinois ont sabotés et laissés en plan, établissements où un rôle particulier revient à l'industrie mécanique ; à développer en outre l'agriculture et l'élevage ; à satisfaire les besoins de la défense du pays et à développer les autres branches et secteurs de l'économie et de la culture.

Dans la situation créée et au stade actuel, l'heureuse réalisation de ces objectifs exige une conception juste du travail scientifique et, dans l'ensemble, du développement et de l'intensification de la révolution technique et scientifique. Les rationalisations et les innovations des ouvriers et des spécialistes, qui contribuent au progrès de la technique, se fondent nécessairement sur un élément empirique avancé. On y trouve également des notions et des éléments isolés du savoir scientifique. Ces rationalisations et ces innovations doivent se réaliser, voire s'amplifier, tant sur la plan de la quantité que de la qualité. C'est là un vaste travail massif, qui résout des problèmes importants de la production et qu'il convient d'encourager et d'organiser encore mieux, afin qu'il réponde comme il se doit à la situation créée et aux grandes tâches qui nous attendent.

Cependant, nous ne devons pas confondre ce que nous appellerons le petit travail scientifique pour le perfectionnement d'un processus, pour la mise en œuvre d'une rationalisation dans les usines ou d'une amélioration dans l'agriculture, qui est certes très utile et qu'il faut encourager par tous les moyens, avec le travail scientifique dans une acception plus large et plus précise du terme. **Du travail scientifique on doit s'attendre à une synthèse, à un perfectionnement et à une transformation positive totale dans la pratique et dans la théorie, à un jaillissement qualitatif, à, si je puis dire, une révolution dans la production, la technique, la technologie ou l'organisation dans toute l'usine, dans toutes les usines identiques ou similaires, dans les divers domaines de notre**

développement, en résolvant les problèmes actuels que la vie fait surgir et ouvrir en même temps de nouvelles perspectives. Ces exigences à l'égard du travail de recherche scientifique doivent être envisagées dans une unité totale soit par les travailleurs, soit par les hommes de science à la base et au centre. Elles sont directement liées au rôle actif de la science, à la qualité et à l'efficacité du travail de recherche scientifique. S'en éloigner entraîne des conséquences négatives pour le présent et pour l'avenir du développement de notre pays et de la science elle-même.

C'est de cet œil que nous devons considérer le domaine de la technologie et des constructions. Sans nul doute la mise sur pied de nombreuses chaînes de production, d'ateliers et d'usines par nos propres forces constitue un grand succès. On peut en dire autant de la fabrication de tracteurs, de sondes, de navires et d'autres moyens de transport. Une bonne partie de ces moyens ont été construits et produits principalement au niveau de la technologie existante, des modèles connus et de nos possibilités.

Nous avons une économie planifiée et parcimonieuse qui découle de la nature même de notre ordre économique et social, et nous sommes aussi un petit pays. Cela nous oblige à utiliser, et nous continuerons de le faire le plus longtemps possible, la base matérielle et technique que nous avons créée, en prenant soin d'en assurer le bon entretien. Nous continuerons de même à produire des machines et des équipements du niveau technique qui est actuellement le nôtre. Mais maintenant le moment est venu et les possibilités nous ont été créées pour penser et travailler dans une perspective plus lointaine, pour concevoir des projets et construire des machines et des équipements d'un type nouveau, avec des indices et des paramètres techniques et économiques répondant au niveau de la technique et de la technologie de nos jours; de ne pas donc nous contenter de construire seulement tel ou tel type plus facilement réalisable mais qui n'est pas toujours le meilleur ni le plus adéquat. En procédant ainsi nous développons les forces productives dans la voie à la fois extensive et intensive.

Toutefois, en ce domaine, les hommes de science, les spécialistes, les innovateurs et autres travailleurs qui s'adonnent à une activité créatrice et scientifique, doivent se prononcer ouvertement et se poser sans cesse la question : Notre travail est-il bien le meilleur, le plus efficace ? S'adapte-t-il aux besoins et aux ressources économiques et sociales de notre pays ? Si nous ne mettons pas en pratique cette méthode nous ne répondrons pas aux exigences de notre époque, nous parlerons de la nécessité d'accroître l'intensification de notre économie, mais en réalité nous n'agissons pas comme il convient en rapport avec nos possibilités existantes et qui sont destinées à s'accroître. C'est ce que je conseille à tous les groupes de travail formés pour mettre au point les projets des différentes technologies, assurer la fabrication des machines, à ceux qui sont chargés de la restructuration et à quiconque s'occupe des nouveaux ouvrages du 7^e plan quinquennal. Bien entendu, ce ne sont pas là des problèmes simples et faciles à résoudre. Ils exigent de longues études, des comparaisons et des expérimentations, car il s'agit, en premier lieu de technologie, et celle-ci est, comme on le sait, un ensemble de méthodes et de processus complexes mis en œuvre pour le traitement des matières premières et d'autres matériaux au cours du processus de production pour leur transformation en produits finis. Dans ce domaine aussi nous nous heurtons au monopole de la technologie, dont les capitalistes et les révisionnistes cherchent à se servir comme d'un moyen de pression pour soumettre les peuples, ce dont nous devons tenir compte dans notre travail...

Les grandes améliorations exigées en technologie, dans toutes les branches et tous les secteurs de l'économie, ainsi que nos tâches actuelles, qui sont destinées à s'accroître dans l'avenir, pour mettre au point les projets et construire par nos propres moyens un bon nombre de nouveaux établissements, posent avec force le problème impérieux de la formation de cadres en ce domaine. Il est indispensable de revoir les programmes de nos écoles secondaires et supérieures, le niveau de l'enseignement et de la préparation des cadres destinés aux aspects technologiques de la production. Il faut en outre s'attacher à combler les vides qui se font sentir dans certaines spécialités, en formant des cadres dans le pays ou même, si besoin, en envoyant certains se spécialiser à l'étranger. **Actuellement, notre pays s'engage plus largement dans un nouveau stade de l'industrie mécanique, celui de l'industrie de la construction des machines.** Suivant le projet de plan du 7^e quinquennat, la production de machines

et d'équipements s'accroîtra d'environ 80 pour cent par rapport au 6^e plan, augmentation qui est sans précédent dans la succession de nos plans...

Nous ne disposons pas de l'expérience requise à cette échelle, mais nous devons l'acquérir et nous l'acquerrons sûrement. Par nécessité nous irons de l'avant comme nous l'avons toujours fait dans tous les domaines de la vie et de la science. Nous savons bien ce qu'a écrit Engels, en analysant le lien dialectique qui existe entre la science et les besoins de la pratique :

«Si... la technique dépend largement de l'état de la science, celle-ci dépend dans une plus vaste mesure encore de l'état et des besoins de la technique. Lorsque la société est confrontée à la nécessité de résoudre un problème technique, elle porte la science bien plus avant que dix universités»... (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies, éd. alb, t. 2, p. 545, Tirana, 1975.)

Les études, les projets et les expérimentations relatives aux problèmes de l'énergie thermique doivent être portés à un plus haut niveau scientifique et organisationnel. Ils doivent s'attaquer à des problèmes importants, comme l'étude scientifique des bilans énergétiques des établissements à grande consommation, des régions industrielles et cela jusqu'à l'échelle nationale. Des études doivent être menées en vue d'un meilleur emploi des combustibles solides, en adaptant les équipements thermo-générateurs de façon à ce qu'ils puissent fonctionner à la fois avec divers types de charbon et à l'énergie électrique ; ainsi que sur l'accroissement de la concentration des sources génératrices d'énergie thermique de façon que celle-ci soit employée de façon complexe dans l'industrie, dans l'agriculture, pour les besoins du chauffage, etc.

Se fondant sur la politique agraire marxiste-léniniste du Parti, notre agriculture a progressé et progresse toujours dans une voie originale, juste et aux perspectives claires. Actuellement, près des deux tiers de notre population habitent la campagne et nous continuerons à l'avenir également à maintenir ce rapport. Nous le faisons pour assurer le développement intensif et extensif de notre agriculture et pour introduire plus largement dans les campagnes d'autres industries et activités des diverses branches et secteurs de l'économie. Toutefois, la primauté dans les campagnes reviendra toujours à l'agriculture. Nous sommes engagés dans la voie de l'intensification de la production agricole. Nous continuons d'accroître la main-d'œuvre dans l'agriculture en la puisant dans la population des campagnes et en partie dans celle des villes. Par ailleurs, nous appliquons avec succès une politique visant à réduire sans cesse les différences entre la campagne et la ville.

L'acheminement dans cette voie est un grand succès et dans l'intérêt de toute la société, et ce, contrairement à ce qui se passe partout ailleurs, où les campagnes se vident et où l'agriculture se dégrade. D'une part, les capitalistes et les révisionnistes claironnent, à qui veut les entendre, la transformation de leurs pays en pays industrialisés et super-industrialisés, mais d'autre part, ils ne peuvent pas nier le fait incontestable de la stagnation et même de la chute de la production agricole, des crises profondes dans ce domaine, des sombres perspectives et de la panique qui les a saisis. Parfois ouvertement, parfois à mi-voix, ils sont obligés de reconnaître ces phénomènes et cela à partir des positions du néo-malthusianisme.

L'obtention de meilleurs résultats dans le domaine de la politique agricole, le développement de l'agriculture et le progrès des campagnes, leur rapprochement des villes et leur marche côte à côte avec elles, assignent de grandes tâches aux sciences agricoles, économiques et sociales, afin que celles-ci approfondissent l'étude des problèmes concernant le développement extensif et intensif de l'agriculture, l'harmonisation des branches de la production agricole et l'efficacité de celle-ci, le perfectionnement des rapports de distribution et d'échange, ainsi que des problèmes relatifs au progrès de nos campagnes socialistes sur les plans éducatif, culturel et social.

Notre Parti joue un rôle combatif et d'avant-garde dans la défense du marxisme-léninisme. Les circonstances ont fait que nous édifiions le socialisme chez nous dans des conditions particulières, encerclés que nous sommes par des ennemis farouches, les impérialistes et les révisionnistes, et que

nous avançons avec succès dans des voies inexplorées. Considérant la question sous cet aspect, nos sciences sociales sont confrontées à de grands problèmes et à de grandes tâches, soit pour généraliser l'expérience de notre révolution et de notre édification socialiste, soit pour argumenter d'une façon aussi scientifique que possible les perspectives de notre développement.

La bourgeoisie et les révisionnistes, tous les plumitifs vendus au capital : philosophes, politiciens, économistes, sociologues, historiens et leurs autres laquais sont dans les transes et s'efforcent d'embellir et de défendre l'ordre pourri et oppresseur capitaliste, d'entraver la révolution et la lutte de libération des peuples, de combattre et de réviser la théorie marxiste-léniniste de la révolution, du parti de la classe ouvrière et de la dictature du prolétariat, de l'édification du socialisme, de la lutte des classes et d'autres problèmes cardinaux qui la concernent. Dans ce borborygme, œuvre de la bourgeoisie internationale, dans le cadre des visées globales contre-révolutionnaires de la stratégie impérialiste, il est impératif que les sciences sociales, sous la direction du Parti, jouent un rôle encore accru pour défendre le marxisme-léninisme, pour ouvrir de nouvelles perspectives et mieux mettre en lumière l'expérience de notre révolution socialiste.

La grande Révolution socialiste d'Octobre, guidée par Lénine et par Staline suivant la doctrine de Marx et d'Engels, est connue dans le monde entier, c'est pourquoi tous en parlent en bien ou en mal, alors que notre révolution est relativement moins connue. La grande majorité des gens de par le monde savent qu'il existe une Albanie socialiste, qui reste inébranlable et qui a sa propre voie, mais ils s'étonnent et se demandent : «Comment est-ce possible, comment cette Albanie tient-elle ainsi ?». Il incombe à nos sciences sociales, grâce à un travail de synthèse et à des études scientifiques, d'expliquer les facteurs objectifs et subjectifs de notre révolution et de notre édification socialiste, d'expliquer que la situation créée chez nous a été mise à profit par le Parti, qui s'en est tenu fidèlement à la théorie marxiste-léniniste dans les conditions concrètes de notre pays. Cette théorie montre la voie révolutionnaire que les autres aussi doivent nécessairement parcourir en anéantissant l'impérialisme et le révisionnisme.

A notre époque, indépendamment des pressions, des chantages, des mensonges et de la corruption, on assiste à ce que nos grands classiques, Marx, Engels, Lénine et Staline, avaient prévu arguments scientifiques à l'appui, à savoir que les contradictions antagonistes entre les forces productives et les rapports de production capitalistes d'exploitation et d'oppression sont en voie d'être résolues. Le prolétariat, qui est opprimé et exploité, les millions d'affamés en Asie, en Afrique, en Amérique latine et partout ailleurs dans le monde, supporteront jusqu'à un certain point cet état de choses et finiront sûrement par se dresser dans la révolution.

Notre pays socialiste est et doit devenir encore plus une source d'inspiration et d'encouragement pour le prolétariat et les peuples opprimés du monde. A cet effet, il est indispensable que nos sciences sociales: politiques et philosophiques, économiques, historiques, celles qui traitent de la linguistique, de l'ethnographie et autres, se livrent à des études et à des travaux de synthèse complexes sur l'histoire ancienne du peuple albanais, sur son passé héroïque et sur sa genèse, sur l'histoire de la langue et la formation de notre nation, sur la glorieuse épopée de la Lutte de libération nationale, sur la voie que nous avons suivie pour l'instauration de la dictature du prolétariat, pour la création et le développement de notre économie et de notre culture socialiste et à propos de toute une série d'autres problèmes issus de notre vie et de notre développement révolutionnaire. Les sciences sociales doivent s'orienter avant tout vers des thèmes actuels et vers les problèmes qui exigent une solution...

Il faut absolument que les sciences sociales, l'école, l'art et la culture de chez nous militent mieux pour la trempe révolutionnaire et l'éducation de notre homme nouveau, pétri de la conception du monde marxiste-léniniste, et à même de comprendre et d'appliquer avec esprit de suite la ligne et la politique justes de notre Parti.

Un pays avancé comme le nôtre, qui édifie le vrai socialisme, doit se distinguer aussi par la culture matérielle et spirituelle de son peuple, par son mode de vie socialiste, à commencer par la formation de

notre homme nouveau et l'élévation culturelle des gens de chez nous jusqu'au soin toujours accru pour la santé de la population, pour les problèmes de l'urbanisme et de l'architecture et même pour le commerce et la qualité des services. Il doit se distinguer dans tous les aspects de la vie. Cela nécessite un travail d'études scientifiques aux plus vastes perspectives et horizons. Il est en outre indispensable que les organes de l'Etat et toutes les autres courroies de transmission du Parti prennent des mesures plus appropriées dans ce sens.

De même, les organisations de masse, qui sont en contact quotidien avec les larges masses laborieuses des villes et des campagnes, dans le but d'établir leur travail sur des bases plus scientifiques, peuvent et doivent entreprendre par leurs propres forces intérieures et en mettant à contribution leurs activistes, un plus grand nombre d'études de caractère politique, idéologique, sociologique, etc...

La science et le travail de recherche scientifique ont atteint un certain stade de développement et elles sont aujourd'hui confrontées à des tâches et à des exigences qui rendent nécessaires une direction et une organisation plus parfaites, du sommet à la base. Puisque nous affirmons que la révolution scientifique et technique est l'œuvre des masses, ce qui est chez nous une vérité incontestable, nous devons diriger et organiser cette révolution de façon plus efficace. Cela devient encore plus impératif, si l'on tient compte de la nature, des difficultés et de la complexité du travail de recherche scientifique, depuis le travail le plus simple des innovateurs jusqu'à l'activité la plus complexe des hommes de science.

Ici surgissent une série de problèmes, qu'à leur époque, nous avons jugés justifiés, mais qu'il nous faut revoir et mieux résoudre compte tenu de nos conditions et de nos tâches actuelles. Combien de ces gens et de ces maillons de la science, de l'activité scientifique et innovatrice, sont-ils à la place qui leur revient ? A quel point notre organisation peut-elle nous aider à faire avancer le travail et à l'améliorer encore ? A quel point les gens de chez nous, nos moyens matériels; financiers et en devises sont-ils en mesure de soutenir les objectifs que nous visons, car ils peuvent nous paraître suffisants et satisfaisants, alors qu'ils ne le sont pas et peuvent ne pas l'être ? Cela risque de remettre en cause bon nombre des tâches que nous avons fixées dans le domaine du développement de la science et de la technique.

Dans la direction de chaque institution d'Etat, au centre comme à la base, la priorité doit être donnée à la direction politique et économique. En second lieu, et en tant qu'auxiliaires, viennent les organismes scientifiques puis l'administration, dont le rôle et les fonctions sont au service de chaque institution. Il est hors de doute que toute l'activité d'Etat est dirigée par un travail scientifique particulier, spécifique et à la fois harmonisé. La direction politique et économique doit combattre avec détermination et ne pas tolérer les éléments inhibiteurs et bureaucratiques, qui se manifestent parfois dans la direction et dans l'organisation. Il est indispensable de lutter résolument contre les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme, car celles-ci entravent de mille façons l'application de la science et de ses innovations.

La direction politique et la direction opérationnelle ne doivent pas s'arrêter à des vétilles, mais faire preuve d'initiative et ne pas se dérober aux difficultés et aux tracas. Les idées des hommes de science et celles des novateurs doivent être écoutées. Il faut encourager ces gens à faire des propositions utiles, afin de promouvoir la production et toutes les autres activités, à court ou à long terme. Il faut appliquer ces propositions et ne pas les laisser se couvrir de poussière. Une telle façon de procéder met en évidence tant le progrès scientifique accompli, que ses conséquences dans le développement de la production et dans le domaine social.

Il est également urgent d'étudier de près l'efficacité du travail et l'interdépendance qui existe entre les **instituts et autres organismes scientifiques des ministères et de l'Académie des sciences.** Les instituts relevant des ministères doivent s'occuper des problèmes scientifiques et techniques étroitement liés au progrès de la production, de l'enseignement et de la culture et non pas se transformer en des organes administratifs, comme cela se produit souvent de nos jours. Plus tard, le

besoin peut se faire sentir de créer quelques nouveaux organismes scientifiques spécialisés, mais il est indispensable que ce travail soit réalisé avec beaucoup de soin, avec pondération et parcimonie, car si nous souhaitons sans doute voir progresser la science nous n'en devons pas moins combattre la «manie des instituts».

'Nous avons considéré les instituts comme des noyaux qui doivent effectuer par eux-mêmes un travail scientifique, mais il est essentiel qu'ils s'appuient puissamment sur les milliers de cadres supérieurs et moyens, d'ouvriers et de coopérateurs d'avant-garde, **où se trouvent des potentialités immenses**. C'est seulement ainsi que l'on peut donner une nouvelle impulsion au travail d'innovation et à celui de recherche scientifique.

Dans le cadre des différents maillons du travail scientifique, les **bureaux techniques et technologiques, de même que les conseils scientifiques des entreprises et des coopératives**, jouent un rôle primordial. Cela étant, il est nécessaire de lutter contre les pratiques qui tendent à simplifier leur travail, ces organismes dans pas mal de cas, s'étant surtout transformés en des groupes qui résolvent les problèmes des processus courants de la production en y apportant quelques petites améliorations technologiques, tâche qui, en fait, incombe à l'ouvrier qui suit et contrôle la production. Certes, dans certains cas, ils s'occuperont aussi de ce travail, mais il ne faut pas que cela devienne une habitude. Il faut mieux préciser les tâches des bureaux techniques et technologiques ainsi que des conseils scientifiques, assainir leur travail, en mettant à contribution des dizaines de spécialistes diplômés et les centaines d'ouvriers et de coopérateurs instruits et dotés d'expérience dont disposent les entreprises et les coopératives.

Le travail d'innovation et celui de recherche scientifique, dans les entreprises et dans les coopératives agricoles, assume et doit assumer une bien plus grande ampleur que le travail direct effectué dans les bureaux techniques et technologiques et dans les conseils scientifiques. Cette activité quotidienne doit être mieux orientée, soutenue et stimulée par tous les moyens. Elle engendre et engendrera sans cesse des initiatives précieuses, planifiées et non planifiées. Il est de notre devoir de les évaluer, de les passer au tamis, comme on dit, et de prendre des mesures pour les mettre en application. Petit à petit, il faut aller plus avant, donner à ces mesures un caractère de masse, tout en veillant à la spécialisation et à la concentration de ces entreprises, sans dresser toutefois des obstacles bureaucratiques comme cela se produit parfois dans la pratique sous le prétexte que «ce qui est essentiel c'est la réalisation du plan» ou que «telle ou telle innovation n'a aucun rapport avec le secteur particulier de l'entreprise», etc., etc.

Comme dans toutes les autres activités, l'homme politiquement et idéologiquement formé et scientifiquement bien préparé, est le facteur décisif du progrès de la recherche scientifique. Le Parti a préparé toute une armée de cadres, supérieurs et moyens, dont le nombre s'accroît d'année en année. Ceux-ci ont donné un grand essor à la science, au savoir, et les résultats dans ce domaine, comme partout ailleurs, sont apparents, tangibles. **Malgré tout, à mon avis il fallait et il faut faire encore davantage.** Là où les conditions voulues ont été créées on avance plus hardiment, mais on invoque aussi de nombreux obstacles, objectifs et subjectifs, au rendement maximum de nos hommes de science. Il en est parmi ceux à qui la volonté de s'adonner à un travail scientifique créateur fait défaut, ils oublient que toute discipline scientifique a et exige sa propre méthode de recherche, de développement, d'application, de conception, qu'elle requiert une **base où cette science sera mise en pratique...**

Il est aussi une autre question qu'il faut bien éclaircir. Si le nombre des cadres supérieurs vient à s'accroître dans la production ou dans d'autres secteurs, le Parti exige d'eux qu'ils apportent, en collaboration avec les masses laborieuses, des améliorations et des changements progressifs, sinon leur travail ne donnera pas les fruits escomptés. Naturellement, les cadres de la production répondent et doivent répondre, en premier lieu, de l'élaboration et de l'application du plan en se fondant sur les exigences de la science et de la technique, mais il leur est demandé aussi d'apporter leur précieuse contribution aux travaux de recherche, scientifiques et techniques.

C'est pourquoi nos ingénieurs, nos agronomes, nos économistes et tous nos autres spécialistes doivent se voir assigner des tâches et des plans concrets. Il faut par exemple exiger d'eux que dans tel ou tel délai les paramètres technologiques, la mécanisation, l'épargne, le rendement des cultures agricoles, etc., atteignent tel ou tel niveau. Cela contribuera à accroître le caractère massif de la science. Le Parti recherche l'efficacité de la production mais cela ne peut se réaliser sans l'efficacité du travail de recherche scientifique.

L'Université et les autres établissements d'enseignement supérieur sont les pépinières qui formeront nos cadres capables et nos hommes de science. Leur tâche essentielle consiste à sortir des cadres et des scientifiques compétents dans tous les domaines, dans chaque matière et chaque discipline. **Afin d'atteindre ce but, la qualité doit être recherchée avant tout à la source, chez les enseignants.** Il est donc indispensable de bien les choisir. Les enseignants doivent non seulement posséder la matière qu'ils enseignent, mais aussi se montrer exigeants envers eux-mêmes et envers les étudiants, capables de bien développer la théorie et être bien au fait de l'application des données de la science. Ils doivent se distinguer sur le plan de la méthode, du style et de la discipline scientifique. Il faut qu'ils aient la passion de la science et de son développement, que celle-ci devienne pour eux une seconde nature et qu'ils ne considèrent pas la fonction d'enseignant comme un simple gagne-pain. S'il y a dans nos écoles supérieures et dans les instituts de recherche scientifique de tels professeurs incapables, qu'ils soient remplacés tout de suite par des cadres plus compétents.

Pour mener un travail scientifique fructueux dans chaque discipline, il faut calculer avec un grand soin la durée des études, les tâches assignées aux professeurs et aux étudiants, le travail théorique et le travail au laboratoire, bien examiner la méthode didactique ainsi que les travaux pratiques et la préparation militaire, et fixer aussi les congés indispensables.

Il faut également étudier les effets de l'expérience acquise. La durée des études fixée dans les différentes disciplines scientifiques est-elle suffisante ? A cette fin, **une étroite collaboration s'impose entre l'Université et les autres établissements supérieurs sur les différents aspects de leurs disciplines**, en particulier et dans leur ensemble, et y apporter les changements et les améliorations dictés par les analyses concrètes et les nouvelles orientations.

Il est indispensable que l'Université et les établissements supérieurs soient dotés de laboratoires, de bibliothèques et de tous les autres équipements indispensables, mais naturellement pas tout de suite des plus sophistiqués, que l'on risquerait de ne pas savoir utiliser.

Le fait que l'Université et les instituts supérieurs d'enseignement dépendent du ministère de l'Éducation et de la Culture ne signifie pas que les autres ministères se sentent déchargés de toute obligation de veiller et de venir en aide à ces institutions. Au contraire, ils ont pour devoir de bien coordonner leur travail avec le ministère de l'Éducation et de la Culture ou avec l'organisme de l'État chargé de la direction de l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, il faut que les liens qui unissent l'Université et les écoles supérieures à la base se renforcent et s'intensifient encore plus. L'Académie des sciences et les autres institutions de recherche scientifique doivent également renforcer ces liens. N'entendons pas par là un lien entre le doyen et le ministère, mais surtout comme un lien entre le spécialiste supérieur et la base et sa direction. Mais, d'autre part, la direction aussi doit avoir la bienveillance et la logique d'écouter attentivement les spécialistes. Elle doit emboîter le pas à la science, l'étudier et l'appliquer. **C'est ainsi qu'il faut comprendre ce problème.**

Nous formulons cette tâche, parce que nous ne voyons pas encore l'intégration utile et possible des pédagogues et des travailleurs scientifiques de l'Université, des écoles supérieures et des institutions scientifiques dans la production. Il faut que les travailleurs de toutes ces institutions, qui possèdent en outre des titres scientifiques, se prononcent avec plus de compétence et de responsabilité, sur les fonctions qu'ils occupent, sur les nombreux problèmes qui intéressaient la production. Nous n'avons

que faire, si je puis dire, seulement de «conseillers facultatifs» qui donnent leur avis quand on le leur demande, ou qui étudient un problème lorsque cela leur est nécessaire juste pour acquérir un grade ou un titre scientifiques. Leurs idées et leurs études doivent servir en premier lieu à la croissance de la production ou au progrès de la science.

En ce domaine, il convient peut-être d'étudier l'expérience de l'organisation du travail à la Faculté de médecine, où les professeurs sont également médecins, dans leurs cliniques respectives, alors que les titulaires de chaire, qui sont les médecins les plus qualifiés, eux aussi, administrent et dirigent les cliniques. Ils répondent non seulement de la bonne préparation des cadres, mais aussi des soins qu'ils prodiguent sur une base scientifique aux malades dans les cliniques qu'ils dirigent...

On s'initie à la science à l'école, mais après avoir passé par là, on l'apprend aussi hors de l'école.

Le Parti doit donc développer parmi les masses la soif de la science, et cela non seulement dans les institutions, mais aussi hors de celles-ci, organiser et diriger le travail pour l'acquisition de ces connaissances. Mais ce désir, cet intérêt surtout chez les jeunes et même chez les moins jeunes ne se constate pas dans la mesure souhaitée. On se contente du bagage, éventuellement bon, acquis à l'école et l'on pense que le diplôme en poche est amplement suffisant, puisqu'il vous ouvre toutes les portes. Le diplôme, qui symbolise le résultat des efforts déployés dans l'étude pendant une partie considérable de la vie, ouvre en effet les portes, mais il y a beaucoup de méandres, des voies multiples, brillantes ou obscures, qu'il convient d'éclaircir, de découvrir et d'illuminer. On ne peut atteindre ce résultat sans acquérir de vastes connaissances, sans étudier constamment, sans tirer les conclusions qui font avancer l'esprit créateur.

Les cadres supérieurs seront à même de mieux s'atteler au travail scientifique, lorsque tout le système de qualification postuniversitaire sera établi sur une base plus solide. Leur formation à l'Université ou dans les autres écoles supérieures dure quatre ou cinq ans. Or, ceux qui terminent leurs études ont leur vie devant eux, mais les tâches aussi dont ils seront chargés et les connaissances qui leur sont nécessaires s'amplifient sans cesse. Dans ces conditions, la qualification continue de tous les cadres et spécialistes est indispensable et il faut à cet effet employer tous les moyens possibles, individuels ou organisés, en animant en outre les débats et la critique scientifiques. La qualification postuniversitaire doit, donc, elle aussi, être assise sur des bases scientifiques plus solides, car actuellement elle n'englobe qu'un nombre restreint de cadres et seulement dans certaines spécialités. Cette qualification doit donc être étroitement liée à la vie et servir à résoudre les problèmes.

Les cadres et les travailleurs dans leur ensemble veulent connaître et étudier à fond les grandes inventions dans des sciences particulières, surtout dans leur application. Mais, soyons réalistes, la compréhension et l'étude approfondie des sciences ne sont pas chose facile. Plus elles se développent et plus elles deviennent complexes. Les méthodes existantes ne permettent pas à nos hommes d'étude de suivre le développement et la progression de la science, ni d'acquérir tout ce grand bagage de connaissances, ni d'éliminer les travaux parallèles. Cela exige de leur part une étude approfondie de la science, une passion pour elle et, par ailleurs, de la part du Parti et des organes du pouvoir un soutien sérieux à l'ouverture de nouvelles perspectives, à leur matérialisation et à leur application.

Dans le même temps, cela demande une organisation et une information scientifique plus accomplies. Dans ce but, nous devons exploiter les formes existantes, nous efforcer de les parfaire, d'étudier, comme cela a été précisé dans le rapport, une organisation plus solidement assise de cette information, en créant un secteur ou un centre d'information et de documentation techniques et scientifiques. Les tâches qui incomberont à ce centre requièrent qu'il soit lui-même d'un haut niveau technique et scientifique. Cela est nécessaire tant pour les hommes qui y travailleront que pour le bon fonctionnement des appareils dont il sera doté. Dans ce sens, les bibliothèques, surtout les bibliothèques centrales, doivent jouer un rôle plus utile. D'autre part, nous devons procurer plus de livres et de revues techniques et scientifiques, afin que les spécialistes accroissent leurs connaissances et soient au fait des innovations de la science et de la technique.

Par ailleurs, compte tenu du rôle que les sciences jouent dans notre pays au stade actuel de son développement, il ne faut pas négliger leur vulgarisation, car elle permet à un public plus ou moins cultivé de saisir la signification de la science et son application pratique. Cette vulgarisation ne doit pas viser à faire sensation, mais à poser les problèmes traités de la façon la plus réaliste et cohérente, sur le plan théorique et expérimental.

Une bonne direction et une bonne organisation du travail scientifique commencent avec une planification saine et complète de ce travail. Nous disons que le plan du travail de recherche scientifique, et dans l'ensemble celui de la révolution technique et scientifique, est partie intégrante du plan unique d'Etat. Mais les choses se passent-elles vraiment ainsi de la base au sommet ? Le plan du travail scientifique ne consiste pas seulement dans la thématique des études, réparties suivant les nomenclatures, ni dans la désignation des hommes qui sont chargés de l'exécuter dans des délais fixés. Le plan doit comporter les objectifs des travaux et des études scientifiques, les résultats escomptés, les nouveaux articles à produire, le lieu où la mécanisation et l'automatisation vont s'effectuer, celui où seront appliqués les nouveaux processus technologiques et améliorés les existants, la manière de développer la concentration, la spécialisation et la coopération, les objectifs et les résultats du mouvement d'innovation, etc.

Le plan doit également envisager les fonds budgétaires que l'Etat affectera au développement des sciences et qui ne doivent être utilisés qu'à cette fin. Les ministères, de même que l'Académie des sciences, doivent avoir leur propre budget, ils doivent effectuer des investissements directs et disposer des fonds nécessaires non seulement pour accomplir les tâches prévues par le plan, pour procéder à des études de recherche scientifique et réaliser des progrès techniques, mais aussi pour constituer une réserve indispensable en vue de frayer la voie aux innovations imprévues de la science qui se font jour dans le travail et la vie quotidienne.

Il faut que la planification du travail de recherche scientifique serve de guide au développement de l'économie et de la culture. D'où la nécessité d'entreprendre des études de pronostic et à plus long terme pour le développement des différentes disciplines et branches de la science et de la technique. Si nous comprenons comme il se doit cette extension indispensable, nous aurons des résultats positifs. Et pour cela, nous aurons des besoins de fonds, de matériaux, d'hommes, etc., qui n'ont pu être prévus. De deux choses l'une: ou bien nous frayerons la voie à ce développement, ou bien nous la lui barrerons. La voie doit être ouverte. Le plan ne peut pas être rigide.

Il est indispensable de s'attacher avec toujours plus de sérieux à la planification et à l'exécution organisée du travail de recherche scientifique, car **de cela dépend dans une large mesure la réalisation des plans de la production, de la culture et de la défense nationale. Vu l'élan que le travail de recherche scientifique ne cesse de prendre de la base au sommet, il convient que ce travail soit mieux dirigé, orienté plus rationnellement et centralisé.** Cela exige que les ministères, l'Académie des sciences et les comités exécutifs des conseils populaires des districts s'occupent plus sérieusement de cette activité, qu'ils l'orientent et la dirigent de plus près.

Selon la proposition émise dans le rapport du Bureau politique, la création d'un Comité supérieur des Sciences du même rang que les ministères, mais non pas édifié à leur image, contribuerait également au progrès de notre science. Je pense que ce Comité supérieur des Sciences ne doit avoir ni une administration du genre de celle des ministères, ni des laboratoires ou des instituts qui en dépendent directement, comme c'est le cas des ministères ou de l'Académie des sciences. Ce Comité, appelé à diriger les sciences dans notre pays, doit être exclusivement constitué des meilleurs hommes de science spécialisés dans les différentes disciplines. C'est le pays tout entier, tous les lieux où l'on étudie, où l'on travaille et où l'on produit qui doivent lui servir de laboratoire. Le Comité supérieur des Sciences doit être à même de savoir le stade de développement de la science dans tel ou tel processus et telle catégorie de travail, de juger s'il convient de promouvoir ou non telle ou telle étude, et, quelles sont les études que peuvent mener telle entreprise ou tel ministère. Ce Comité doit être en mesure de mener lui-même des études sur la perspective du développement de la science et de la technologie

dans les domaines et les secteurs fondamentaux et cela, pour l'immédiat, comme pour le futur ; il doit savoir quelles sont les branches auxquelles il convient de donner la priorité; définir les rapports de développement entre les différentes branches de la science, les besoins qui se font sentir pour la formation des cadres, etc., etc.

Le Comité supérieur des Sciences devra coordonner à l'échelle nationale le travail scientifique le plus important et contribuer à résoudre les problèmes primordiaux de la coopération interministérielle, contrôler l'exécution des travaux scientifiques les plus importants, engager dans une meilleure voie le travail pour la qualification et la spécialisation des cadres, etc. Bref ce sera un organe qui prendra ses décisions et agira sous la direction du Conseil des ministres, à qui il répondra de son activité. Ce Comité, à l'image des autres organes de l'Etat, devra présenter au Gouvernement et à la direction du Parti des documents, des études et des propositions de toute sorte en vue du développement de la science et de la technique.

Ce Comité ne doit s'arroger les compétences d'aucun ministère, d'aucune institution, ni de l'Académie, ni de l'Université, ni des écoles et des institutions supérieures. Au contraire, il lui appartient de les aider et des les contrôler pour assurer la bonne marche des études et l'exécution concrète des décisions. Il disposera d'un fonds alloué par l'Etat pour le développement de la science dans notre pays et, tout en contrôlant l'activité scientifique des ministères, des institutions et de la base, il veillera au bon emploi des fonds, vérifiera la nature du «travail scientifique», si celui-ci est vraiment à la hauteur souhaitée (ce qui est appelé à donner des résultats), ou s'il n'est qu'une innovation, une simple amélioration courante du travail.

Le Comité analysera non seulement de grands problèmes scientifiques, mais il étudiera et analysera aussi les innovations importantes qui peuvent être généralisées dans tout le pays. **Qui préparera pour le Gouvernement et pour le Comité central de telles études ? Le Comité que je viens d'évoquer et qui doit être créé** mettra à contribution à cette fin des groupes de travail, des commissions d'étude et des spécialistes, il leur assignera des tâches et les orientera dans leur travail. Les ministères aussi doivent organiser des études scientifiques et en appliquer les résultats. Quant au Gouvernement, il doit se livrer à des études plus approfondies sur les ministères, en leur recommandant de ne pas élargir outre mesure le champ de leurs attributions. Tout notre développement dans la voie de la révolution, le processus général de l'édification du socialisme dans notre pays s'appuie solidement sur la science marxiste-léniniste, sur la politique et sur l'idéologie du Parti, politique fondée sur une connaissance approfondie des lois objectives qui régissent le développement politique, économique, social et culturel du pays. Les travaux de ce plénum doivent faire en sorte que **les organes et les organisations du Parti, partout où ils œuvrent et elles militent, veillent sans cesse à ce que tout leur travail de direction, d'organisation et d'éducation soit assis sur de plus solides bases scientifiques.** Il faut donc que le Parti, au sommet, dans les districts ou à la base, s'occupe plus sérieusement de la science et du travail de recherche scientifique, du développement et de l'intensification de la révolution technique et scientifique. Les organes du Parti, eux aussi, doivent s'engager plus résolument dans la voie de la recherche scientifique ; entreprendre des études et des travaux de synthèse sur leur activité de direction, d'organisation, d'éducation et d'exécution.

De plus, le Parti doit avoir soin d'exiger des organes du pouvoir également, de ceux de l'économie et de toutes les autres courroies de transmission, qu'ils élèvent le niveau, scientifique de leur travail dans tous les domaines, à la base comme dans la superstructure. Il est indispensable que les travaux de ce plénum soient suivis d'analyses sérieuses et approfondies des résultats obtenus, des lacunes et des tâches qui se font jour à chaque maillon de l'activité productive, de l'enseignement, de la culture et de la défense, dans chaque institution et cellule du travail de recherche scientifique et d'innovation, et soient accompagnés de mesures et d'actions concrètes dans l'intérêt de l'édification du socialisme, de la défense du pays, de l'amélioration des conditions de vie du peuple et de l'aguerrissement de l'homme nouveau de chez nous.